LE

CORRESPONDANT

PARIS. — IMP. SIMON RAÇON ET COMP., RUE D'ERFURTH, 1.

LE
CORRESPONDANT
RECUEIL PÉRIODIQUE

RELIGION — PHILOSOPHIE — POLITIQUE
— SCIENCES —
LITTÉRATURE — BEAUX-ARTS

TOME SOIXANTE-DOUZIÈME
DE LA COLLECTION
NOUVELLE SÉRIE — TOME TRENTE-SIXIÈME

PARIS
CHARLES DOUNIOL, LIBRAIRE-ÉDITEUR
29, RUE DE TOURNON, 29

1867

LE

CORRESPONDANT

LE CONGRÈS DE MALINES

EN 1867

Je sors du congrès de Malines, et c'est l'âme toute émue, le cœur encore plein de l'enthousiasme contagieux de cette foule ardente, que je voudrais résumer mes impressions et transmettre aux lecteurs du *Correspondant* comme un écho affaibli de cette grande voix de la conscience catholique.

I

Quelle noble et imposante réunion ! Il y avait là des hommes de tous les pays, de toutes les nations, de toutes les langues. L'Espagnol s'y rencontrait avec l'Anglais ; l'Italien y serrait la main de l'Allemand; l'enfant de la vieille Europe y fraternisait avec le citoyen de la jeune Amérique ; l'Orient y était uni à l'Occident. J'ai vu, inclinés ensemble sous la double bénédiction du Saint-Père [1], confondus dans des croyances et des aspirations communes, assis dans une même

[1] Pie IX, qui avait envoyé une première fois aux catholiques assemblés à Malines, par l'intermédiaire du cardinal-archevêque, sa bénédiction et ses encouragements, a répondu à leur Adresse en les bénissant une seconde fois.

enceinte, sous la présidence d'un des princes de l'Église les plus justement vénérés pour sa bonté, pour sa sagesse, pour sa sainteté, des hommes d'État, des académiciens, des évêques, d'éloquents religieux, des représentants de l'armée, du commerce, de l'industrie, des lettres et des arts, et je n'ai pu m'empêcher d'admirer le caractère profondément catholique d'une semblable assemblée. C'était une vivante image de l'unité de l'Église dans la diversité de ses membres, de l'Église, réunie en la personne de ses pasteurs, de ses religieux, de ses enfants, et acclamant, avec des transports d'enthousiasme, le nom de son Chef bien-aimé, « ce souverain pour qui l'on aurait inventé la tiare, si elle ne l'avait pas été avant lui [1]. »

On ne saurait assez le redire, ce n'est pas seulement dans l'Adresse à Pie IX, qui exprime si bien cependant la foi unie à l'amour, la foi lumineuse et intelligente, unie à l'amour respectueux et éclairé ; ce n'est pas seulement dans l'Adresse, c'est à chaque instant, partout, dans toutes les séances, par l'explosion incessante et spontanée d'une affection généreuse, passionnée, vraiment filiale, qu'a éclaté l'inébranlable attachement des catholiques de Malines au Saint-Siége, et, pour me servir de l'heureuse expression d'un jeune prêtre hollandais, « à Pierre parlant par la bouche de Pie, qui nous garde la vé-« rité et la liberté [2]. »

Il serait trop long d'énumérer ici les hommes éminents qui se pressaient dans les salles du petit séminaire ; mais il faut nommer au moins, indépendamment des principaux prélats belges, du cardinal de Malines, des évêques de Namur, de Tournay, de Liége et de Gand, de Mgr Laforêt, recteur de l'université de Louvain ; indépendamment des membres les plus distingués du Sénat et de la Chambre des représentants, il faut nommer, pour attester l'universalité de l'assemblée, le patriarche d'Antioche ; l'évêque de Suez ; l'évêque de Melbourne ; Mgr Steins, vicaire apostolique du Bengale ; Mgr Lynch, évêque de Charleston ; Mgr Elder, évêque de Natchez ; Mgr Rogers, évêque de Chatham ; Mgr Demers, évêque de Vancouver ; Mgr Woodlock, recteur de l'université de Dublin ; Mgr Larangeira, archevêque de Rio Grande ; Mgr Eribinski, chanoine de Colocza en Hongrie ; Mgr Sacré, recteur du collége belge à Rome ; Mgr de Woelmont, aumônier des zouaves pontificaux, dont le dévouement admirable à Albano a été si justement et si chaleureusement acclamé ; et ce prélat, qui porte un nom si cher à la Belgique et à l'Église, Mgr de Mérode. Il faudrait citer encore le R. P. Eckert, supérieur des paulistes de New-York ; le R. P. Tondini, barnabite ; le baron de Bach, ancien ambassadeur d'Autriche à Rome ; le chevalier Alberi, de Florence ;

[1] Parole de M. le comte de Falloux, séance du 3 septembre.
[2] Discours de M. l'abbé Brouwers, séance du 6 septembre.

le vicomte de la Fuente, professeur de droit canon à l'université de Madrid ; M. Manè y Flaquer, un des publicistes les plus éminents de l'Espagne, etc., etc. La France, elle aussi, avait envoyé de nombreux représentants, et pour ne rappeler ici que les plus célèbres, il suffit de nommer l'évêque d'Orléans, le comte de Falloux et le R. P. Hyacinthe.

Il en était un autre encore, et des plus illustres, que tous les regards cherchaient, que tous les vœux appelaient, qui était en Belgique, mais qu'une maladie cruelle retenait loin de « ce lieu, où s'est accompli, comme il l'a dit tristement lui-même, mais comme nous ne voulons pas le croire, le *dernier acte* de sa vie militante[1]. » Du moins, au fond de la retraite qui lui est si durement imposée, une voix amie a pu lui reporter les applaudissements qui ont assailli son nom, chaque fois qu'il a été prononcé à Malines, et les vœux que l'assemblée entière a formés pour le rétablissement d'une santé, si précieuse à tous les vrais amis de l'Église et de la liberté. De là aussi, il a pu saluer ce magnifique courant, intelligent et chrétien, qui n'a cessé d'animer les membres du congrès, et voir « que l'amour passionné de l'Église s'y concilie toujours avec toutes les aspirations généreuses et sensées de la vie publique. »

Il est de mode aujourd'hui, je le sais, dans un certain monde, de médire de notre siècle. Outre qu'un pareil système n'a pas même le mérite de la modestie, — car on a bien soin de se mettre en dehors de ceux qu'on condamne si sévèrement ; — outre qu'il est un aveu de sénilité et d'impuissance, — on ne guérit pas un malade en l'injuriant et en le blessant, — il est avant tout d'une suprême injustice. Tout âge a ses misères; les plus beaux siècles de l'histoire du christianisme n'ont pas échappé à cette loi fatale. Le nôtre n'y échappe pas plus que ceux qui l'ont précédé ; il y échappe moins peut-être, ce serait une erreur et une sottise de ne pas en convenir ; mais il faut reconnaître aussi qu'à côté de ses faiblesses, il a d'incontestables grandeurs. Rarement la vérité a été attaquée avec plus de violence ; rarement aussi elle a été plus énergiquement et plus complétement vengée. Est-il une nation opprimée, un droit violé, une sainte cause, qui n'ait trouvé d'intrépides et éloquents soutiens ? Oui, sans doute, nous avons vu de douloureuses victoires de la force matérielle et brutale ; mais à quels éclatants triomphes de la puissance morale n'avons-nous pas assisté ! Un vieillard délaissé, honni, dépouillé, dit une parole, et, à cette parole, cinq cents évêques accourent des points les plus reculés du globe, des pays les plus sauvages comme des pays les plus civilisés, et viennent se ranger autour de leur Chef,

[1] Lettre de M. le comte de Montalembert à M. le comte de Falloux, lue à la séance du 6 septembre.

pour attester, une fois de plus, la vitalité, l'infaillibilité, l'inviolabilité de l'Église. Qu'une année s'écoule, et ces mêmes évêques reviendront à Rome donner à la terre étonnée et attentive, le grand et religieux spectacle, inconnu depuis trois cents ans, d'un concile œcuménique. Dans la première moitié de ce siècle, un philosophe a fait, sous ce titre : *Comment les dogmes finissent*, un article violent contre le catholicisme. Le philosophe est mort, triste et découragé, luttant avec douleur et remords contre les cuisantes tortures du doute ; l'Église, dont il chantait la ruine, poursuit sa course glorieuse, et, plus que jamais, ses dogmes se perpétuent et s'affirment. Et maintenant encore, sur le simple appel de quelques cœurs intrépides, quatre mille personnes viennent de se réunir à Malines, sans autre but que de s'éclairer sur les dangers qui, dans le monde entier, menacent le catholicisme, de s'armer, de se prêter un mutuel secours pour les combattre, et d'opposer à la grande ligue des passions, des convoitises et des incrédulités, l'association, vraiment catholique, de la foi, du dévouement, de l'amour des hommes et de l'amour de Dieu. Qui n'a pas vu cette immense assemblée, enthousiaste, ardente, tantôt suspendue aux lèvres des orateurs, tantantôt les interrompant par des tonnerres d'applaudissements — le mot n'est pas trop fort ; — qui n'a point respiré cette atmosphère généreuse et brûlante, ne sait pas quelle est la puissance de vie, l'abondance de séve, qui circule dans les veines du monde catholique, et c'est avec raison que l'évêque d'Orléans, s'est écrié : « Nous savions que le feu sacré est immortel dans l'Église ; mais « ici on en voit la flamme. »

Et cette flamme, elle ne jaillit pas seulement du contact de tant de cœurs dévoués ; elle a avant tout une force expansive. Le congrès en est le foyer ; elle rayonnera de ce foyer, non pas seulement à travers la Belgique, non pas seulement à travers l'Europe, mais à travers le monde entier. Cette ardente jeunesse, qui est l'espoir de l'avenir, et qui est réunie ici en si grand nombre, la session finie, va se répandre partout, pour remplir cet apostolat laïque dont un éloquent religieux a si bien retracé les grandeurs et les difficultés[1]. La flamme, qu'elle est venue puiser à Malines, va se répandre avec elle, gagner de proche en proche, embraser les cœurs, susciter les dévouements, faire naître les grandes œuvres. « Les catholiques, a dit le président du congrès d'Inspruck, M. Lingens, résumant en trois mots l'utilité de semblables réunions, les catholiques doivent se connaître, connaître leurs forces et se faire connaître. » Ici on s'instruit mutuellement ; on rajeunit sa propre expérience, en interrogeant l'expérience des autres; on discute et on arrête en commun des plans, que chacun ira

[1] Discours de clôture du congrès, prononcé à Saint-Rombaut par le R. P. Hyacinthe, le 7 septembre.

ensuite appliquer dans sa patrie. On fait mieux : on resserre l'union des catholiques des cinq parties du monde ; on s'aide les uns les autres et il est peu de nobles entreprises qui ne trouvent de chaleureux défenseurs, de solides et effectifs appuis.

Certes, de tels spectacles sont consolants et fortifiants ; ils raniment l'espérance, ils soutiennent la foi ; ils sont pour le cœur du catholique et du Français un sujet d'admiration, pourquoi faut-il ajouter : et d'envie. Heureuse Belgique, qui, en dépit du joug auquel voudraient l'asservir quelques tyranneaux libérâtres, et qu'elle brisera bientôt, conserve fidèlement et fièrement les nobles principes qui ont fait sa prospérité et sa grandeur. Heureuse Belgique, qui a seule fondé, organisé, perpétué cette belle et féconde institution du congrès, et qui l'a su rajeunir d'un nouvel éclat, dans l'ordre, dans la paix, dans l'union, au moment même où l'assemblée démagogique de Genève, annoncée avec tant de fracas, n'aboutissait qu'à une pitoyable déroute, et où Garibaldi, honteux et désappointé, quittait en fugitif cette Rome protestante, dans laquelle il venait de proclamer la déchéance de l'*institution pestilentielle* de la Papauté.

Et cependant, il faut bien le dire, la réunion du congrès de Malines, en 1867, a été presque un tour de force. Le président des deux précédentes sessions, ce noble vieillard dont le nom restera attaché à la fondation de l'indépendance de sa patrie et de tout ce qui s'y est fait de généreux et d'utile, M. le baron de Gerlache, était empêché, par l'affaiblissement de sa santé, de coopérer activement aux préparatifs du congrès, et il n'a pu y assister[1]. D'autres difficultés surgissaient encore : des assemblées analogues devaient se tenir, presque à la même époque, en Allemagne et en Suisse. Il semblait, d'ailleurs, qu'il fût impossible de réveiller ou de soutenir l'attention, distraite et captivée par l'Exposition universelle et les admirables fêtes du Centenaire de saint Pierre. Bien des amis, même des plus intimes, du secrétaire général, cherchaient à le dissuader d'une entreprise qu'ils croyaient devoir aboutir forcément à un échec. Heureusement, M. Ducpétiaux est de ces vaillants qu'aucun obstacle n'effraye, parce que nul obstacle n'est au-dessus de leur zèle et de leur courage. Il sait que la pusillanimité ne mène à rien, que toutes les nobles entreprises ont eu à vaincre des contradictions, et il a compris que, à côté des fêtes de l'industrie, il y avait place pour les fêtes de l'intelligence, et qu'après la réunion des chefs de l'Église, pouvait venir la réunion des soldats. Fort du patronage et de l'énergique appui du vénérable cardinal de Malines, il a persévéré dans son dessein, et il a bien fait :

[1] L'assemblée, avec un respect qui l'honore, n'a pas voulu que M. de Gerlache fût remplacé comme président titulaire; elle a désigné, pour tenir sa place, un des vice-présidents, M. le baron Della Faille, sénateur de Gand.

le succès du congrès a dépassé ses espérances, et les annales catholiques lui doivent une belle page de plus.

II

Mais enfin il est temps d'entrer dans le détail. Nous ne pouvons pas tout dire : la tâche serait immense. Nous essayerons du moins de rappeler quelques-uns des traits les plus saillants des grands discours qui ont été prononcés pendant ces cinq journées si noblement remplies.

Ce n'est pas aux lecteurs du *Correspondant* qu'il est besoin de rappeler ce qu'il y a de particulièrement sympathique dans le talent de M. de Falloux, chez lequel, on l'a dit avec vérité, « la grâce et la distinction semblent le disputer à la puissance[1]. » Les deux trop courtes allocutions, qu'il a prononcées au congrès de Malines, sont des chefs-d'œuvre d'esprit, de grâce, de noblesse de cœur, d'élévation de pensée, de libéralisme chrétien. On reconnaît là les accents de cette grande voix catholique qui, dans des temps plus heureux, dominait les assemblées, et qui a eu la rare fortune de retrouver, après quinze ans de douloureux silence, la même aisance et le même éclat. M. de Falloux est de ceux qui ne s'aveuglent pas sur les périls qui menacent l'Église, mais qui ne s'en étonnent pas non plus, parce qu'ils ont tout prévu depuis longtemps[2]. Il est de ceux surtout qui ne croient pas que le dix-neuvième siècle soit le seul qui ait vu ces attaques contre la vérité et la justice. La lutte du bien et du mal est de tous les temps et de tous les lieux. Seulement, l'éternel ennemi est un protée qui change sans cesse de forme et de langage. L'essentiel est de le reconnaître, de le saisir, et, une fois reconnu, de le combattre vaillamment, sans défaillance, et, autant que possible, sur son propre terrain.

> Sur des pensers nouveaux, faisons des vers antiques,

a dit le poëte. Nous, nous avons à défendre d'antiques et immuables vérités avec des armes nouvelles contre des ennemis nouveaux. C'est la nature particulière des luttes de notre temps, et c'est là aussi leur difficulté; mais cette difficulté ne saurait nous effrayer : la cause de l'Église n'a jamais manqué et ne manquera jamais de soldats.

Cette liberté, dont nos adversaires usent pour le mal, sachons en user pour le bien; mais en combattant sans faiblesse, ayons soin de combattre à armes courtoises; prenons garde de repousser, quand

[1] Mgr Dupanloup, discours du 5 septembre.

[2] Voir dans le *Correspondant* du 25 septembre 1860, *la Question romaine, antécédents et conséquences*, par le comte de Falloux.

nous voulons convaincre, et ne blessons pas ceux dont nous entreprenons la guérison. « Il appartient à la charité seule, a dit l'immortel Pie IX, d'ouvrir la voie à cette liberté, à cette fraternité et à ce progrès, dont le désir a si vivement et si profondément enflammé les cœurs [1]. » Et, pour le dire en passant, ce doit être là le caractère distinctif d'une assemblée comme le congrès de Malines, et c'est là aussi son écueil. Dans cette atmosphère brûlante, où l'on ne rencontre pas de contradicteurs, il est si facile, au milieu des entraînements de la parole, d'oublier ses adversaires ou de les mépriser! Il ne le faut pas, cependant; il ne faut ni lâche complaisance ni irritant dédain : le congrès de Malines ne peut ni s'isoler de ses contemporains, ni répudier son siècle. Il doit être profondément catholique, mais éminemment tolérant, impitoyable pour les erreurs, mais plein de charité pour les personnes; sans cela, il compromettrait la cause qu'il veut servir, et il éloignerait de l'Église la société qu'il a la prétention d'y ramener.

« Rechercher la popularité, a dit M. de Falloux, c'est souvent se « rendre complice de bien des faiblesses et de bien des fautes. Déjà « Isaïe le disait aux hommes de son temps : « Je ne vous flatterai « pas; vous me dites : *Loquimini nobis placentia et vide nobis errores.* « Dites-nous des choses qui nous plaisent et voyez pour nous ce qui « n'est pas. »

Ce n'est pas là seulement la protestation de l'homme de bien, qui a toujours fait son devoir, sans s'inquiéter du succès; ce n'est pas seulement le programme de l'homme d'État, qui sait qu'une inébranlable fermeté n'exclut pas une condescendante douceur. C'est plus encore le langage du chrétien qui n'oublie pas que son premier devoir est la compassion pour ses frères égarés, disons mieux, et le respect, l'amour même, de ses adversaires. C'était déjà le thème du P. Félix à la dernière session du congrès, lorsqu'il commentait si admirablement ce noble axiome catholique : *In necessariis unitas, in dubiis libertas, in omnibus caritas ;* ç'a été aussi celui du P. Hyacinthe dans le discours de clôture de 1867, et de l'évêque d'Orléans dans son allocution du 5 septembre sur la lutte chrétienne.

« Oui, s'est écrié l'illustre orateur, la lutte est sérieuse, car elle révèle avant tout le mal des âmes, l'abîme où sont tombées des âmes que nous devons sauver en les combattant; car, messieurs, ne l'oublions pas; c'est pour nous, chrétiens, le but de la lutte : sauver ceux que nous combattons! Eux, ils combattent pour détruire; nous, nous combattons pour sauver. Ah ! messieurs, pour sauver des âmes, que ne faut-il pas faire? Il faut y mettre toutes ses forces, son sang, sa

[1] Bref du 22 février 1867 aux rédacteurs de *la Carità,* de Naples.

vie au besoin. Et, si nous pouvions l'oublier, le Crucifix qui préside à vos séances, nous apprend à quel prix cette œuvre se fait, à quel prix sont les âmes. »

Il est difficile, quand on ne l'a pas vu, de se faire une idée de l'enthousiasme indescriptible, qui a salué le discours de Mgr Dupanloup. On était, pour me servir du mot pittoresque d'un évêque américain [1], « tellement emporté hors de soi-même, qu'on avait de la peine à se rattraper. » Tour à tour élevé, grave, familier, incisif, toujours éloquent et entraînant, l'éminent prélat a, comme l'a si bien dit M. de Falloux, « tracé en traits de flamme notre situation, nos espérances et nos devoirs [2]. » Il n'a pas eu seulement de grands mouvements oratoires, il a eu aussi de piquantes saillies, des mots heureux, des traits qui ne s'effaceront pas, des éclairs qui transportaient son auditoire. « Vous avez une patrie, messieurs, a-t-il dit aux Belges avec un incomparable accent, sachez la garder. » Les applaudissements de l'assemblée ont prouvé à l'orateur qu'il avait été compris. Et plus tard, énumérant les entreprises des ennemis du catholicisme, ces coalitions de passions haineuses, ces sociétés secrètes, ces attaques incessantes de la presse irréligieuse, il a imprimé à la statue de Voltaire un stigmate indélébile, quand il l'a appelée la statue de « l'*Infamie personnifiée...* »

En face de tant de périls et de tant d'ennemis, il a montré les devoirs qui incombent aux catholiques et qui se résument tous en un seul : ne pas se laisser vaincre par le mal, vaincre le mal par le bien. Il n'a pas dissimulé que la lutte sera violente, qu'elle sera éternelle; parce que, suivant le mot profond de saint Augustin, le chrétien n'a pas été baptisé pour fleurir dans ce siècle : *Numquid christianus factus es ut in sæculo isto floreres?* qu'il faudra, pour combattre, non-seulement le courage, mais le dévouement à toute épreuve, le dévouement peut-être jusqu'au sacrifice, le patriotisme, la prudence, le travail acharné et persévérant : « Je voudrais que les catholiques fussent les plus appliqués et les plus laborieux des hommes. Soyez sûrs que les destinées du monde appartiennent à ceux qui savent travailler. » Or toute la jeunesse frémissante applaudissait à ses paroles et prenait la résolution de travailler et de se lever matin.

Mais, en ne déguisant rien des périls et des peines, il n'a rien déguisé non plus des espérances : « Récemment, messieurs, en revenant « de Rome, où tout avait été à la joie, au courage, à l'espérance, un « jour, c'était à Pise, et ceux d'entre vous qui ont visité l'Italie l'ont

[1] Mgr Demers, évêque de Vancouver.

[2] Allocution de M. le comte de Falloux à Mgr l'évêque d'Orléans, au nom des Français présents à Malines.

« pu voir comme moi, j'eus là, sous les yeux, comme une image de « l'Église, et de ce que doit être, messieurs, notre confiance au milieu « de tous les périls. Je voyais cette fameuse tour penchée... qui pen- « che... qui penche, et cela depuis des siècles, et ne tombe jamais. « Bâtie du marbre le plus brillant et le plus indestructible, elle est « toujours là, énigme perpétuelle, au regard du voyageur étonné. Et « je me disais : Oui, voilà bien l'Église ; cette tour de David, comme « l'appellent les saints livres, de laquelle pendent mille boucliers, « l'armature des forts : *mille clypæi*, *armatura fortium*. Elle est bien « toujours aussi comme penchée et près de sa chute : et ceux qui « ne savent pas les secrets du divin architecte disent : C'est effrayant !

« Non, pas du tout ! Il y a même mieux que cette tour penchée ; « cette Église, prête à tomber, quelquefois tout à coup se relève ; et, « alors, la tour de David, c'est Saint-Pierre de Rome, c'est-à-dire une « grandeur, une splendeur, une majesté incomparable, avec des « rayons dans la coupole, quand on la regarde le soir, du haut des « collines environnantes, comme j'aimais à le faire souvent : c'était « l'heure de mon pèlerinage, et je vous y invite à la même heure. « Voilà l'Église : et cette merveille divine est bien faite pour ranimer « nos courages, comme nous le disait hier, dans un vaillant écrit, « un de ces grands athlètes de l'Église qui languit et qui souffre à « quelques pas de nous, et dont cependant la voix trouve encore des « accents, qui relèvent puissamment dans les cœurs l'honneur chré- « tien [1] ! »

De tels enseignements, partant de si haut, ne resteront pas stériles. Cette vaillante jeunesse, qui remplissait les salles du congrès, sait bien que, dans la bouche de l'évêque d'Orléans, ce ne sont pas là de vains mots, mais que ces mâles conseils sont appuyés sur toute une vie de travail, de dévouement et de lutte ; elle sait bien qu'il a « toujours été lui-même le plus matinal sur toutes les questions de son pays et de son temps, qu'il a toujours été levé le premier dans tous les combats, et que jamais l'appel *Custos, quid de nocte* ne l'a trouvé dans le sommeil ; » en un mot « qu'il n'a pas seulement donné tous les exemples, qu'il a donné tous les signaux [2]. »

Le lendemain c'était le P. Hyacinthe, qui prenait à son tour la parole. Après les considérations générales sur la nécessité de la lutte et les moyens de la soutenir, l'éminent religieux a voulu aborder un point particulier, et celui qu'il a choisi est certainement le plus important, le plus urgent de ceux dont on s'occupe aujourd'hui ; c'est

[1] Discours de Mgr l'évêque d'Orléans, séance du 5 septembre.

[2] Allocution de M. le comte de Falloux à Mgr l'évêque d'Orléans au nom des Français présents à Malines.

la question ouvrière, l'éducation de l'ouvrier. De telles questions sont brûlantes sans doute; mais est-ce une raison pour les négliger? Quoi qu'on fasse, elles se posent; je dirai mieux, elles s'imposent, et c'est un devoir pour tout chrétien de les examiner et d'en chercher la solution à la lumière de l'Évangile. Le flot démocratique monte chaque jour; mais il importe de lui imprimer une direction honnête et chrétienne. Si l'ouvrier, dans notre état actuel, est souvent un péril pour la société, c'est qu'on a déchristianisé l'ouvrier; c'est qu'on l'a imbu d'idées fausses, de théories antisociales; c'est, la plupart du temps, que son enfance a été négligée, que son intelligence, sa conscience, son âme, sont restées incultes, et que, dans cette tête et ce cœur vides, les plus mauvais instincts ont germé, les plus déplorables sophismes se sont implantés. Ce qu'il y a à faire, c'est l'éducation de l'ouvrier, son éducation chrétienne. Et, pour cela, il faudrait que le foyer domestique, qui est *le lieu* de l'éducation, pût parler au cœur de l'enfant de l'artisan « un langage serein, un langage pacifique, un langage d'espérance et de joie; » qu'il ne fut pas par conséquent un de ces bouges infects, où l'air est vicié, où le soleil ne pénètre pas plus que la morale, mais un foyer « honnête et riant, » tout en restant « pauvre et modeste. » Il faudrait que l'industrie « si belle par elle-même, mais qui descend si bas, » n'arrachât pas, dès le matin et pour toute la journée, la mère, cet *agent* essentiel de l'éducation, au foyer domestique et aux soins maternels. Sans doute, dans beaucoup de grandes villes et même de villages, lorsque la mère va à son travail, il y a la crèche et la salle d'asile pour recevoir l'enfant, et, dans la crèche et la salle d'asile, la sœur de charité, « cette femme, qui unit à la fois le cœur d'une vierge et les entrailles d'une mère. » Mais ce n'est là qu'un remède insuffisant et passager, parce que c'est la mère qui est consacrée de Dieu même en quelque sorte pour toucher le corps et atteindre le cœur de l'enfant.

Et puis l'enfant grandit; c'est lui-même alors qui commence à travailler; à l'éducation première succède l'éducation professionnelle, et celle-là, elle se fait à l'atelier. Avec son corps qui n'est point formé, son intelligence qui n'est point éclose, l'enfant va se courber, des journées entières, sur une machine ou sur un métier; il devient « cet être hideux, s'il n'était lamentable, l'ouvrier de sept ou huit ans, » cet être mille fois plus malheureux que le nègre; car le nègre est un homme fait et celui-là est un enfant. Que quelques années s'écoulent, et le malheureux ne sera plus qu'un je ne sais quoi, flétri dans son intelligence, flétri dans son corps, et surtout dans son cœur; ce sera une proie pour tous les démagogues et un instrument pour toutes les révolutions.

A cela, quel est le remède? L'éducation chrétienne. Si la mère est

chrétienne, si l'atelier est chrétien, le corps de l'enfant se développe parce qu'on ne lui impose plus un travail excessif; l'intelligence se développe, parce qu'on lui donne l'instruction; le cœur se développe, parce qu'à côté de la mère et de l'atelier, il y a le prêtre. Puis, avec l'éducation chrétienne et comme corollaire, il faut la prière, « ce commerce d'une âme vivante et personnelle avec un Dieu personnel et vivant; » la prière du cœur, la prière dans le temple, c'est-à-dire la sanctification du dimanche. Le riche peut se contenter d'une chapelle; « au peuple il faut des cathédrales, » et la pompe du culte. « La grande fête populaire, et, si je pouvais employer ce mot dont on a tant abusé, *démocratique*, c'est le dimanche. » Malheureusement, il faut l'avouer à notre honte, le dimanche est beaucoup moins rigoureusement observé dans la plupart des pays catholiques, que dans les pays protestants, et, quoique, dans ces derniers, le repos dominical ait quelque chose de pharisaïque et d'étroit, il n'y en a pas moins là un fait bien remarquable et à certains égards bien enviable. En Angleterre, le dimanche, on n'entend que le son des cloches, « cloches protestantes, sans doute, mais qui se souviennent si bien d'avoir été catholiques, en attendant de le redevenir. » En France on voit partout « ce nuage de poussière, qui cache le soleil et Dieu. »

Ce qu'il importe donc d'obtenir, c'est la sanctification du dimanche. Mais est-il besoin d'une loi pour cela? Le P. Hyacinthe ne le croit pas; l'exemple vaut mieux encore. Que le gouvernement ne soit pas athée, sous prétexte d'être impartial; qu'il se montre l'observateur exact des préceptes du christianisme et qu'il « force les individus de rougir devant l'État. » Ce que nous demandons, c'est « la liberté du dimanche, la liberté par le dimanche, et le dimanche par la liberté[1]. »

Nous ne pouvons donner ici qu'une froide et sèche analyse. Qu'on jette sur ce canevas informe tout le prestige d'un langage ardent, coloré, imagé, poétique, d'une voix vibrante, d'un geste puissant, et l'on aura une idée de l'admirable discours qui, pendant près de deux heures, a tenu sous le charme cette immense assemblée. Jamais, au dire même de ses amis les plus intimes, l'éloquent religieux n'a été plus beau et plus entraînant. On sent qu'il aime l'Église d'un amour intelligent et passionné et qu'il veut la servir « dans son présent, si douloureux parfois, mais aussi si glorieux, qu'on jette les yeux sur Pie IX, dans son présent, tel que les siècles, et Dieu par conséquent, l'ont fait. » C'est à de tels hommes, il faut l'espérer, qu'est réservée la gloire de « rapprocher le cœur de l'Église

[1] Discours du P. Hyacinthe, séance du 6 septembre.

et le cœur de la société, qui est sa fille égarée, mais sa fille légitime[1]. »

Deux jours auparavant, on avait entendu Mgr Dechamps, évêque de Namur, comme le P. Hyacinthe, c'est à la grande œuvre de la réconciliation de l'Église et de la société, de la guérison de la société par l'Église, que l'évêque de Namur a consacré sa vie. C'est lui, on le sait, qui a rendu à l'Église la Moricière, ce type achevé du guerrier, du citoyen, du grand chrétien des temps modernes. Et, à côté de Mgr Dechamps, qu'il me soit permis de nommer ici son frère, l'ancien et éloquent ministre, que de misérables intrigues ont écarté des affaires, mais qui n'en continue pas moins à servir, dans la retraite, sa patrie et l'Église, et qui, arrivé presque à la fin du congrès, ouvrier de la dernière heure, a adressé à l'assemblée quelques trop courtes mais sympathiques paroles. Tous deux, l'un dans l'ordre politique, l'autre dans l'ordre religieux, donnent à leur pays ce spectacle, bien rare, mais dont la Belgique a vu plus d'un exemple, de deux frères, éminents tous deux, populaires tous deux, mettant au service d'une même et sainte cause, une intelligence d'élite et un cœur dévoué.

C'est à la suite d'un intéressant rapport, fait par un jeune barnabite, le P. Tondini, élève du P. Schouvaloff, sur l'œuvre de la conversion de la Russie, que Mgr Dechamps a pris la parole pour exalter cette admirable unité de l'Église catholique, qui n'est pas seulement la preuve de sa vérité, mais aussi la condition de la liberté de conscience : « Qu'est-ce en effet, a-t-il dit, que la liberté de conscience ? C'est la liberté de ne relever que de Dieu. La conscience, comme tout ce qui est en ce monde, peut être dans la liberté et dans la licence. Ce qui les distingue l'une de l'autre, c'est que la liberté se meut dans la sphère de la loi et de l'autorité légitime, tandis que la licence ne reconnaît ni loi ni autorité.

« ..... Il en est ainsi dans l'ordre religieux, comme dans l'ordre civil et politique. Il faut une limite, il faut que les consciences trouvent et cherchent cette limite, et c'est pour cette raison que les immortels enseignements de Pie IX nous ont dit que la société a besoin de la religion, la raison de la foi, l'homme de Dieu. L'Encyclique n'a pas dit autre chose et il a fallu l'ignorance contemporaine en matière de doctrine, pour y voir les choses absurdes, que l'éloquent évêque d'Orléans a si péremptoirement réfutées[2]. »

Je me reprocherais, dans ce trop court et trop rapide compte rendu, de ne pas rappeler les discours si pleins de bonhomie, de

[1] Discours du P. Hyacinthe, séance du 6 septembre.
[2] Discours de Mgr Dechamps, séance du 4 septembre.

charme, d'*humour*, dans lesquels plusieurs évêques américains[1], « qui se sont excusés de ne pas parler parfaitement l'idiome français, » mais qui « ont admirablement parlé la langue universelle de la charité et de la vertu[2], » ont raconté le merveilleux développement et l'inépuisable fécondité de l'Église du nouveau monde. Au Canada, depuis un siècle, le nombre des catholiques s'est élevé de soixante-dix mille à deux millions ; plusieurs missions ont été établies dans le vaste territoire qui s'étend de la baie d'Hudson à l'océan Pacifique ; dix mille Indiens ont été convertis[3]. Dans le diocèse de Chatham, les résultats sont consolants encore, quoique moins considérables peut-être[4]. Mais c'est aux États-Unis surtout que les progrès sont immenses. Tandis que les sectes innombrables, qui y pullulent, tombent en dissolution de tous côtés, que le vieux protestantisme décline à vue d'œil, le catholicisme y grandit chaque jour. Il y a soixante ans, on ne comptait qu'un évêque aux États-Unis, et la population catholique n'y atteignait pas le chiffre de cent mille âmes.

Aujourd'hui il y a quatre millions de catholiques répartis en quarante diocèses ; on demande au Souverain Pontife l'érection de quatorze nouveaux siéges épiscopaux, et, l'an dernier, Baltimore a vu dans ses murs le premier concile de l'Amérique du Nord. La propagande catholique ne s'en tient pas là ; et, avec le concours qu'il sollicite de ses frères d'Europe, l'évêque de Charleston entreprend la conversion et la colonisation de trois millions cinq cent mille nègres, qui viennent d'être rendus à la liberté, et qui sont là, dénués de tout, sans pain, sans travail et sans instruction. « Saint Philippe de Néri, a dit Mgr Lynch, avec une éloquence touchante, qui a vivement impressionné ses auditeurs, saint Philippe de Néri ne commençait une œuvre que lorsqu'il était pauvre, lorsqu'il n'avait plus dans sa bourse qu'une piécette de trente centimes. Eh bien ! messieurs, je suis plus pauvre que saint Philippe de Néri ; je n'ai rien et je commence. Hélas ! j'ai moins que rien ! J'ai vu ma cathédrale brûlée, mon séminaire brûlé, les maisons religieuses, les orphelinats, les asiles ravagés par les bombes et les boulets de la guerre civile ; j'ai vu des religieuses réduites à vivre ou plutôt à mourir au fond des bois... Et cependant je commence ; je mets la main à l'œuvre ! C'est décidé et ce sera fait. Je suis brisé par la douleur, ma tête blanchit,

[1] NN. SS. Demers, évêque de Vancouver ; Rogers, évêque de Chatham ; Lynch, évêque de Charleston.
[2] Discours de M. le comte de Falloux, séance du 6 septembre.
[3] Discours de Mgr Demers, évêque de Vancouver, séance du 5 septembre.
[4] Discours de Mgr Rogers, évêque de Chatham, séance du 6 septembre.

mais je me sens encore assez de courage pour entreprendre cette œuvre[1]. »

On conçoit qu'avec de tels dévouements, l'Église gagne aux États-Unis des milliers de prosélytes. Mais, après la bénédiction de Dieu et le zèle de ses ministres, il est une autre cause encore à ce prodigieux accroissement. Cette cause, c'est le P. Eckert, supérieur des Paulistes de New-York, qui la révèle, dans un mémoire, étendu et lumineux, sur le développement du catholicisme en Amérique; cette cause, elle n'est autre que la constitution politique des États-Unis, le génie du peuple américain, si indépendant et si fier, et la nature même de ses libres institutions. Nous ne savons si un pareil aveu, dénué de tout parti pris, ouvrira les yeux de ceux qui jettent si imprudemment l'anathème aux institutions libres; nous n'osons guère l'espérer : les illusions libérales ne sont ni les plus obstinées, ni les plus aveugles; au moins nous sera-t-il permis de saluer ce rapport du P. Eckert, comme un des plus beaux hommages qui aient été rendus à la puissance de la liberté pour le bien.

En voici un autre que nous empruntons au discours plein de verve, de patriotisme, d'originalité parfois, d'éloquence souvent, prononcé dans la séance du 6 septembre par M. l'abbé Brouwers, rédacteur du journal néerlandais le *Tyd*. En Hollande, comme aux États-Unis, le nombre des catholiques augmente chaque année; ils forment maintenant le tiers de la population; depuis vingt-cinq ans, deux cent mille conversions ont eu lieu, soixante-deux mille depuis cinq ans. Le jansénisme est presque mort; le protestantisme déchoit, quoiqu'il soit encore religion prépondérante. La hiérarchie catholique a été rétablie en 1853 ; il y a un archevêché à Utrecht, dont relèvent quatre évêchés suffragants; presque tous les ordres religieux, même les jésuites, ont des représentants dans les divers diocèses : tout cela sans autre protection que celle du droit commun. Il y a lutte sans doute encore entre les deux religions ; mais le gouvernement ne prend pas parti dans la lutte. « Le roi Guillaume, dit M. l'abbé Brouwers, se fait gloire d'aimer autant ses sujets catholiques que ses sujets protestants. » La lutte n'a d'autre effet que de retremper les catholiques dans l'amour de l'Église et du Saint-Siége: non contente d'avoir souscrit abondamment aux emprunts pontificaux[2], la Hollande a envoyé à Rome douze cent vingt-quatre zouaves; un seul diocèse, celui de Harlem, figure dans ce nombre pour six cent quatre-vingt-neuf, et un seul journal, le *Tyd*, a réuni quatre cent mille fr.,

[1] Discours de Mgr Lynch, évêque de Charleston, séance du 4 septembre.

[2] 1,600,000 fr. au premier emprunt pontifical; 3,000,000 au second, souscrits par 1,200,000 catholiques.

non pas même pour le denier de Saint-Pierre, mais pour les *étrennes de Pie IX*, si populaires dans ce pays[1]. Les catholiques ont leurs cimetières séparés, sans que jamais, comme en Belgique, on ait tenté de les violer ; les évêques règlent seuls l'administration des biens ecclésiastiques, et leurs règlements ont force de loi ; enfin la Société de Saint-Vincent-de-Paul fonctionne sans obstacle et a même obtenu la personnification civile[2]. En vérité, quand on songe que cela se passe à quelques lieues de nos frontières, dans un pays qui a été longtemps le boulevard du protestantisme et de l'intolérance, on se sent humilié à côté de tels progrès, et l'on est tenté de demander pour l'Église de France la liberté comme en Hollande.

Il est triste de penser que, dans notre Europe civilisée et chrétienne, il y ait tant de contrées où les catholiques sont loin de jouir d'une semblable indépendance. M. le chevalier Albéri a signalé avec une verve indignée le caractère non pas seulement impie, mais antisocial, des persécutions auxquelles l'Église est en butte en Italie, dans cette Italie, jadis la terre bénie du catholicisme, et qui maintenant chasse les évêques, dépouille les moines, emprisonne les vrais fidèles, en attendant qu'elle couronne tous ses attentats par une dernière et plus criminelle spoliation[3]. Et, à l'autre extrémité de l'Europe, cette nation, toute teinte encore du sang de la Pologne, mais moins coupable, je le crois, que son gouvernement, cette malheureuse Russie, dont le P. Tondini a raconté, dans un langage ému et touchant, les misères profondes et pour laquelle il a demandé une association de prières, seule propagande possible en ce moment[4]. Cette consolation du moins n'a pas été refusée au jeune et courageux apôtre ; le congrès a donné par acclamation son adhésion à l'œuvre du P. Tondini, et si les humbles efforts du P. Spencer, si bien racontés par Mgr Dechamps, ont ébranlé les premiers l'anglicanisme, espérons qu'un jour viendra, où les prières des catholiques et la protection de ce saint religieux, qu'on appelait dans le monde comte Schouvaloff, obtiendront enfin la conversion de ce grand et puissant empire, aujourd'hui si hostile à l'Église, et la réunion, en un seul bercail et sous un seul pasteur, des deux Églises, trop longtemps séparées, d'Orient et d'Occident. Ce jour-là la Pologne sera chrétiennement vengée !

[1] Autre fait bien remarquable. L'Académie d'Amsterdam ayant mis au concours une élégie latine, une pièce, d'ailleurs très-littéraire, fut écartée, uniquement parce qu'elle était outrageante pour le pape. Il faut ajouter encore que le poëte le plus distingué de la Hollande est un catholique, Vondel.

[2] Discours de M. l'abbé Brouwers, séance du 6 septembre.

[3] Discours de M. le chevalier Albéri, séance du 5 septembre.

[4] Discours du R. P. Tondini, séance du 4 septembre.

Il faut que je me hâte, et pourtant j'aurais à citer encore l'allocution de M. Eribinski, qui a apporté aux catholiques de Malines l'expression des sympathies des catholiques hongrois[1], et surtout les discours, remarquables à plus d'un titre, par lesquels le président du congrès, M. le baron Della Faille, a ouvert et clos la troisième session[2]. M. Della Faille a retracé à grands traits, dans le premier de ces discours, l'histoire des luttes éternelles de la vérité contre l'erreur. Les siècles ont marché, les conditions de la lutte ont changé, et, en changeant, elles ont imposé aux catholiques de nouveaux efforts et de nouveaux devoirs. « L'État, a dit l'honorable sénateur de Gand, s'est en tous lieux soustrait expressément, ou au moins en fait, à l'autorité divine. La loi sociale, c'est la volonté arbitraire du législateur ; la vérité sociale, c'est la raison humaine. Dans de telles conditions, l'usage chrétien du pouvoir est un simple accident, heureux mais précaire, tenant à la vie d'un homme, ou même aux circonstances qui le gouvernent ; et il est indubitable, d'après l'expérience, que l'autorité civile tiendra presque toujours à dominer l'Église et souvent à l'opprimer. Cela étant, mieux vaut perdre une protection, chanceuse, quand elle n'est pas un danger, et, s'il se peut, obtenir à ce prix, avec les périls de l'affranchissement, périls que nous courons en tout état de cause, la faculté de vivre libres et de nous défendre[3]. »

Il est difficile d'établir plus clairement la nécessité, dans notre siècle, de ces institutions libres dont un des plus intrépides champions de la cause catholique en Allemagne, M. le baron d'Andlau, proclamait, avec tant de bonheur et d'énergie, l'origine chrétienne, lorsque dernièrement, au congrès d'Inspruck, il saluait dans l'Église « la liberté la plus entière, la plus sublime, qui puisse exister. »

Ces libertés, sans doute, elles ont subi bien des échecs, et, depuis une dizaine d'années, en Belgique, on s'est efforcé de leur river de dures entraves. M. Della Faille a mille fois raison de stigmatiser ces libérâtres, qui faussent si audacieusement la constitution belge. Mais j'avoue que, de ces violations de la constitution, il m'est impossible de conclure contre les principes sur lesquels elle repose et qu'elle consacre. L'abus qu'on fait d'une institution ne prouve pas que cette institution soit mauvaise, il prouve seulement qu'elle est puissante, puisqu'on en use, et aussi qu'elle est bonne, puisqu'on la dénature pour en abuser. Je connais des pays où les catholiques s'accommoderaient volontiers des libertés dont jouissent encore leurs

[1] Discours de Mgr Eribinski, séance du 5 septembre.
[2] 2 et 6 septembre.
[3] Discours de M. le baron Della Faille, séance du 2 septembre.

frères de Belgique, et j'ai trop de confiance dans le bon sens et l'énergie des populations wallonnes et flamandes, profondément catholiques après tout, pour ne pas croire au succès final d'une lutte dont M. Della Faille est l'apôtre persévérant et dont il donne lui-même si noblement l'exemple.

III

Je sais qu'on a accusé le congrès de Malines de n'être qu'une magnifique arène oratoire, une imposante mais stérile réunion, et de n'aboutir en définitive à aucun résultat pratique.

Mais qui donc, parmi nous, ou parmi tous les hommes qui se plaisent aux réunions de ce genre, accorde à un congrès une importance exagérée? Un beau concert ne régénère pas la musique, mais il ravit ceux qui l'aiment, et il en répand le goût. Il en est de même de ces réunions qui rapprochent les hommes, réchauffent les cœurs et répandent les idées généreuses.

Et je ne prétends pas même que le congrès de Malines ait été parfait en son genre; la perfection n'est pas de ce monde; elle ne se rencontre pas plus dans la constitution des congrès que dans celle des empires. Je voudrais, par exemple, qu'on fît une part moins large aux compliments mutuels, qu'il y eût un peu plus de réserve dans les applaudissements. Je demanderais peut-être encore un programme mieux défini, des questions plus nettement posées et j'aimerais, comme on l'a déjà fait pour l'éducation des filles[1], qu'on établît des concours, qu'on proposât des prix pour la solution des principaux problèmes sociaux. Mais, en attendant, n'est-ce donc rien que cette réunion, en un même lieu, de tant d'hommes, si divers par le caractère et par la nationalité, si éloignés par la distance, quelquefois si divergents d'opinions, sauf sur un point, l'amour de Jésus-Christ et de son Église? L'Église, on l'a dit éloquemment, c'est la société des âmes. N'est-ce pas beaucoup déjà que les âmes se retrouvent, qu'elles s'unissent, qu'elles apprennent à se connaître et à s'aimer? N'est-ce pas beaucoup, qu'en face des ténébreuses associations de la franc-maçonnerie, il y ait comme une grande fédération catholique? N'est-ce pas là un premier résultat pratique? Mais qu'on veuille bien nous suivre un moment encore, qu'on quitte l'assemblée géné-

[1] Voir le rapport si intéressant présenté sur ce concours dans la séance du 3 septembre, par M. Namèche, vice-recteur de l'Université de Louvain.

rale pour pénétrer dans les sections; c'est là peut-être que le congrès se montre sous son jour le plus vrai et qu'il apparaît, non pas seulement comme une œuvre d'enthousiasme, mais avant tout comme une œuvre éminemment positive. L'assemblée générale donne le mouvement et la vie; les sections marchent et vivent. Les questions religieuses les plus intéressantes, les questions sociales les plus actuelles, les questions d'art les plus délicates, rentrent également dans leur programme. On n'a qu'à jeter les yeux sur le sommaire des congrès de 1863 et de 1864, et l'on verra quelle est l'étendue des travaux d'une telle assemblée: œuvre catholique de l'enterrement des pauvres et de la bonne mort; sanctification du dimanche; organisation du denier de Saint-Pierre; missions; moyens de ranimer et de soutenir la foi; propagation des associations religieuses entre laïques; pèlerinages; défense et apologie du clergé et des ordres religieux; organisation de l'industrie par rapport au travail des femmes et des enfants; patronages; compagnonnage catholique; amélioration des habitations ouvrières; application des principes de mutualité et d'association; réforme pénitentiaire; liberté de la charité; moyens d'étendre l'enseignement catholique; fondation de bibliothèques populaires; éducation des sourds-muets; enseignement des sciences économiques et morales; réforme de la musique religieuse; exposition d'art catholique; réforme du système militaire au point de vue moral et religieux; organisation de la presse catholique; formation d'une union entre les anciens élèves de l'Université de Louvain; création à cette même université d'une école spéciale du génie civil, de l'industrie et des mines; fondation de cercles catholiques, etc., etc.; quel plus vaste champ ouvert à l'activité des membres du Congrès! Si j'avais même un reproche à adresser à ce programme, c'est qu'il est trop vaste, qu'il doit perdre en profondeur ce qu'il gagne en étendue, et que, pendant une session de huit jours, il est difficile de répondre catégoriquement à tant de questions. Mais, si on ne les résout pas toutes, on lés étudie du moins; on ouvre sur elle des aperçus nouveaux; on voit ce qui se fait dans les pays étrangers, et ce qu'il convient d'importer dans son propre pays. La lumière jaillit du choc des opinions, et chacun revient chez soi, plus éclairé, plus résolu à la lutte, plus fort de l'appui de ses frères du congrès.

En Belgique, d'ailleurs, s'est fondée, sous le nom d'*Union catholique*, une œuvre qui est comme la constitution permanente et organisée du congrès, et qu'il serait bien désirable — c'est le vœu même de l'assemblée de 1867 — de voir étendre à d'autres pays. « Le but de l'*Union*, dit l'article 1er de ses statuts, est de défendre les droits et la liberté des catholiques. Elle patronne toutes les œuvres qui se rat-

tachent à ce but[1]. » Grâce à elle, dans l'intervalle qui s'étend d'une session à l'autre, beaucoup de questions, examinées par le précédent congrès, reçoivent une solution; on ne s'en tient pas à de stériles vœux, on passe à l'application pratique. C'est ainsi que, dans les trois années qui se sont écoulées depuis 1864, un grand nombre de résolutions ont été exécutées; des œuvres nouvelles ont été fondées, des œuvres anciennes ont pris une plus grande importance, et le congrès de 1867 est venu constater les résultats acquis, leur donner une impulsion plus vive et en préparer de nouveaux. Sans doute la plupart de ces résultats ne s'appliquent qu'à la Belgique; mais à combien d'autres pays cette activité des catholiques belges ne pourrait-elle pas servir de modèle! On nous permettra donc de jeter ici un rapide coup d'œil sur ce côté positif du congrès[2].

Des cercles catholiques ont été fondés dans presque toutes les villes de Belgique. Il y en avait cinq avant l'inauguration du congrès de Malines; il y en a maintenant quarante-trois, qui offrent aux catholiques, aux jeunes gens surtout, non-seulement des centres où ils peuvent se réunir, se connaître, se concerter entre eux, mais des moyens d'instruction et de distraction, par l'adjonction de cabinets de lecture, de conférences, de fêtes musicales. Le congrès a émis cette année le vœu que, pour donner à cette œuvre capitale une nouvelle extension, on établit une fédération de tous les cercles entre eux, non-seulement en Belgique, mais dans toute l'Europe. On étudie même la fondation de cercles ouvriers et de conférences populaires.

Ces cercles populaires d'ailleurs ont comme une base première dans l'*Association de Saint-François-Xavier* qui, grâce à l'habile direction du P. Van Caloen, a réuni déjà, sous son drapeau, plusieurs milliers d'ouvriers et étendu ses ramifications en Angleterre et jusqu'en Chine ; dans d'autres œuvres encore, telles que la Société de *Saint-Joseph*, de Liége, qui compte 800 membres et qui, par une innovation remarquable et que nous recommandons aux méditations des économistes, ne sépare pas les familles, et admet, non-seulement les hommes, mais aussi les femmes et les enfants, auxquels elle offre, avec un enseignement chrétien, le délassement si nécessaire après un travail de six jours.

[1] Voir sur l'*Union catholique* l'intéressant rapport, présenté à l'assemblée générale du 7 septembre par M.G. Lebrocquy. — On avait tenté, avec l'approbation et les encouragements de Pie IX, d'organiser une *Union catholique* en Italie ; les promoteurs de l'œuvre ont été emprisonnés par le gouvernement italien.

[2] Voir, pour plus de détails, les substantiel rapport, lu à l'assemblée générale du 3 septembre, par M. Ducpétiaux, secrétaire général du Congrès, et les divers rapports présentés soit aux sections, soit à la séance générale du 7 septembre.

Ce n'est pas tout. Sous le nom de *Société de Sainte-Barbe*, l'œuvre de l'enterrement des pauvres et de la bonne mort, vient faire concurrence à ces sectes infâmes qui poursuivent jusque sur leur lit d'agonie la religion des mourants et, en « violant indignement leur conscience, leur arrachent les dernières consolations et l'espérance des derniers retours. »

L'*Association des anciens élèves de l'Université de Louvain*, instituée depuis le dernier congrès, compte maintenant 1,200 membres ; elle a pu distribuer, en 1865, huit bourses d'études, et quinze en 1866.

A Louvain encore, l'*École du génie civil et des mines* a été établie, et ses cours sont suivis par un nombre considérable d'étudiants.

Une revue, rédigée par les hommes les plus distingués du pays, a été fondée, sous le titre de *Revue générale;* elle a déjà 1,200 abonnés, en Belgique seulement. A cette revue est annexée une œuvre pour la publication et la propagation de brochures destinées à défendre les saines doctrines et les principes religieux et moraux ; depuis 1865, une vingtaine d'opuscules ont été publiés et répandus au nombre de 3,000 exemplaires environ ; une impulsion plus vive va être donnée à cette œuvre pour arriver au chiffre de 10,000, et, en diminuant les frais, déterminer un rayonnement plus considérable.

L'*Œuvre des bibliothèques paroissiales*, l'*Œuvre de Saint-Charles-Borromée* pour la distribution des bons livres, la société du *Crédit de la charité*, cette œuvre admirable, née du cœur d'un vrai chrétien, le comte de Meeûs, pour soutenir l'enseignement catholique, au moyen d'un mince prélèvement sur les revenus des riches ; toutes ces œuvres se sont développées, propagées, fortifiées.

L'*Œuvre de Saint-François-de-Sales*, pour la défense et l'organisation de l'enseignement catholique, a été instituée régulièrement dans les Flandres. C'est à elle que le congrès de 1867 a résolu de confier le soin de la grande *Ligue de l'enseignement catholique*, qu'il veut fonder en opposition à la ligue de l'enseignement antichrétien, malheureusement si active en Belgique, et qui, avec un art infernal, cherche à saper les bases de toute morale et de toute foi, en déchristianisant la mère, ce fondement sacré de la famille chrétienne. C'est encore l'*Œuvre de Saint-François-de-Sales* qui s'occupe des écoles d'adultes et des bibliothèques populaires.

Tout cela, est-ce donc un signe de stérilité? Et nous ne citons ici que les œuvres placées directement sous le patronage du congrès ; les autres œuvres de charité sont innombrables. Et d'ailleurs nous n'avons pas encore fini.

La question ouvrière[1], cette question capitale qui devant l'assemblée générale avait trouvé, dans le P. Hyacinthe, un si éloquent interprète, a été portée également devant la deuxième section[2]. Là aussi, on n'a pu lui trouver une autre solution que l'éducation chrétienne de l'ouvrier et du maître. Un fait bien remarquable a été signalé par M. Houtart, l'habile directeur de la grande manufacture de glaces de Sainte-Marie d'Oignies, la rivale de Saint-Gobain, c'est que, pendant les derniers troubles de Marchienne, aucun désordre n'a été signalé dans les établissements dont les chefs s'occupaient à la fois des intérêts moraux et des intérêts matériels de leurs ouvriers, avaient fondé des écoles, érigé des infirmeries, etc. Il n'est donc pas exact de dire qu'il y ait antagonisme réel entre le capital et le travail. Le vrai, c'est qu'il y a lutte seulement entre deux égoïsmes. Christianisez l'ouvrier, christianisez le patron, vous ferez disparaître l'égoïsme et avec lui le principe même du dissentiment; vous mettrez à la place l'affection mutuelle et par conséquent la concorde.

C'est encore au christianisme des patrons qu'est réservée la meilleure solution de la difficile question du travail des femmes et des enfants; la charité est le plus efficace des règlements de police. L'assemblée donc, ne voulant pas faire appel à l'intervention de l'État, s'est contentée d'émettre le vœu qu'on n'admît pas dans les fabriques les enfants au-dessous de douze ans; que le maximum de travail fût réduit à douze heures; que ni les femmes, ni les enfants, ne fussent astreints aux veilles de nuit; qu'on assurât au moins aux ouvriers le repos du dimanche. Espérons, sans y compter beaucoup pourtant, qu'un pareil vœu sera exaucé.

Les limites de cet article, déjà trop long, ne nous permettent malheureusement pas de nous étendre sur tous ces travaux, cependant si utiles. Contentons-nous de signaler encore la discussion sur les sociétés coopératives, à laquelle les membres de la *Société d'économie charitable* ont pris une part si intelligente et si active.

Si des questions économiques nous passons aux questions d'art, nous verrons que, conformément au vœu du congrès de 1864, une association s'est constituée pour la reproduction par la photographie et le moulage des objets d'art religieux, qu'un cours d'archéologie chrétienne a été annexé à l'Université de Louvain et que Gand a vu une Académie d'art chrétien s'ouvrir, sous les auspices des Frères.

[1] Voir à ce sujet une remarquable brochure de M. Ducpétiaux sur *la Question ouvrière*.

[2] En 1867, comme en 1863 et en 1864, le congrès était divisé en 5 sections: 1° Œuvres religieuses; 2° Œuvres charitables; 3° Instruction et éducation chrétienne; 4° Littérature et beaux-arts, envisagés au point de vue chrétien; 5° Liberté religieuse, associations, organisation.

Mais la question à laquelle les catholiques de Belgique attachent le plus grand prix, et ils ont raison, c'est la question de la presse. Dans un pays libre, la presse est une puissance. Nos adversaires, auxquels il faut bien reconnaître un merveilleux instinct des intérêts du mal, l'ont admirablement compris. La plupart de leurs journaux ont une excellente organisation, de bons rédacteurs, un service de dépêches et de correspondances qui fonctionne avec une régularité parfaite et une étonnante célérité. Il suffit de nommer ici l'*Indépendance*. Les catholiques malheureusement ne se rendent pas un compte aussi exact de la situation ; ils méconnaissent trop la portée de cette arme, que l'on tourne si habilement contre eux et qu'ils devraient retourner contre leurs ennemis. Il est bon, il est excellent de prier ; mais il faut agir aussi. Je sais bien que, depuis le dernier congrès, des améliorations sérieuses ont été réalisées ; des journaux catholiques ont été fondés, à Liége notamment, où la *Gazette de Liége* a obtenu un remarquable succès ; dans plusieurs villes, des comités ont été institués pour la propagation des bons journaux, et, dans une seule localité des Flandres, à Rumbeeke, on a réussi à en placer, en une année, 82,000 numéros. En Bavière, suivant le rapport de Mgr Obercampf, de Munich, des comités analogues ont été fondés, sous le patronage des évêques. Mais il ne suffit pas de fonder des comités ; la plupart du temps, l'argent manque, et l'argent, en fait de presse comme en toutes choses, c'est le nerf de la guerre. C'est donc à assurer des ressources permanentes qu'il faut aviser maintenant et un journaliste, M. Coppin, a bien fait de demander qu'il soit créé une caisse spéciale pour le soutien et le développement de la presse catholique. Pour ma part, à l'heure qu'il est, je ne sache pas d'œuvre meilleure, de fondation plus pieuse[1].

La section entière s'est ralliée à cette pensée et elle s'est empressée en outre de voter la proposition suivante :

« L'assemblée émet le vœu de voir se constituer dans chaque pays des associations ou des comités, ayant pour mission spéciale le développement de la presse catholique.

« Ces associations ou comités seraient en rapport les uns avec les autres et se prêteraient mutuellement aide et assistance.

[1] Il s'est produit dans la cinquième section un incident curieux et qui prouve bien l'esprit sagement pratique et vraiment libéral de cette assemblée *cléricale*. Un membre avait revendiqué pour les évêques la direction exclusive de la presse catholique. Un prêtre belge, M. le chanoine du Rousseaux s'est hâté de répondre : « Il faut aux journalistes catholiques laïques leur entière initiative, » et un des plus jeunes, mais des plus distingués représentants d'Anvers, M. Jacobs, en faisant la part des droits inviolables et de l'autorité de l'épiscopat, a nettement défini la part qui incombait au clergé et celle qui revenait aux laïques dans la propagation et la rédaction de la presse catholique.

« Il est hautement désirable que tous les catholiques comprennent la nécessité de soutenir les bons journaux exclusivement et de tous leurs moyens : ainsi abonnements, colportage, renseignements, rectifications, de façon à contribuer à rendre catholique l'opinion publique [1]. »

Voilà certes un vœu auquel nous adhérons de grand cœur ; mais nous craignons fort qu'il ne puisse pas être réalisé aussi promptement et aussi généralement que le désire le congrès. Il est des pays, bien voisins cependant de la Belgique, où de telles associations rencontreraient plus d'un obstacle.

IV

Quoi qu'il en soit, le congrès de 1867 n'a pas dévié de la noble voie que lui ont tracée ses devanciers. « Jamais, a dit un évêque américain, jamais je n'ai vu un concert d'action parmi les catholiques laïques, comme celui qui existe ici. Ce concert est dans les œuvres de l'Église ce que la vapeur est dans l'industrie [2]. » Ni comme éclat, ni comme utilité, la session qui vient de finir n'a été inférieure à celles qui l'ont précédée : les plus grandes voix de la tribune et de la chaire y ont été entendues ; les questions les plus actuelles et les plus vitales y ont été traitées. Elle a été vraiment, pour parler encore comme Mgr de Charleston, l'expression de « la vie catholique sociale. » Quand on a assisté à de tels spectacles, quand on a entendu de tels langages, quand on a senti battre de tels cœurs, on sort de là meilleur, plus vaillant pour la lutte, plus confiant dans le résultat ; on relève la tête, et l'on envisage l'avenir avec plus de courage. Non, ni les causes qui suscitent de tels défenseurs, ne peuvent être perdues, ni les sociétés qui ont une telle séve, ne sont près de périr ; et je ne m'étonne pas que, du fond de sa douloureuse retraite, surmontant ses souffrances physiques et ses angoisses morales, le grand catholique dont l'assemblée de Malines a tant de fois acclamé le nom, ait écrit à M. de Falloux les lignes suivantes, en le priant de transmettre au congrès l'expression de sa reconnaissance :

« Dites à nos amis que je suis, comme vous, plein de confiance et de résolution. Je me sens confirmé dans cette résolution, en voyant

[1] Séance du 3 septembre, cinquième section. Il avait été question, en 1864, de fonder un grand journal international. Cette idée a dû être abandonnée, en présence des difficultés d'exécution.

[2] Toast de Mgr Lynch, évêque de Charleston, au banquet du 7 septembre.

que la troisième assemblée du congrès se montre toujours animée du même esprit; que l'amour passionné de l'Église s'y concilie avec toutes les aspirations généreuses et sensées de la vie publique; qu'elle est toujours décidée à revendiquer, pour défendre nos vieilles croyances, tout ce qu'il y a de puissant, et aussi de légitime, dans les institutions libres, dans les progrès modernes; qu'elle compte bien par conséquent ne pas laisser à nos adversaires le droit de se poser en représentants exclusifs de la civilisation et de la société contemporaine. Mais je me sens bien autrement fortifié encore par la pensée de la convocation de ce concile général, qui nous reporte aux époques les plus agitées, mais aussi les plus fécondes et les plus glorieuses de notre histoire.

« Je salue, avec autant de bonheur que de respect, cette inspiration providentielle de Pie IX, qui met le comble aux grandeurs de son pontificat; qui, au moment même où la trahison et l'abandon aggravent tous ses périls, répond aux menaces de mort par une surabondance de vie, et, au sein de l'orage, nous inonde de force, de confiance et de lumière [1]. »

Il ne faudrait rien ajouter après une telle page, où l'âme de l'illustre défenseur de l'Église revit tout entière avec sa verve inépuisable et son ardeur qui ne vieillit pas. Qu'il me soit permis pourtant, avant de finir, de formuler un regret, qui est en même temps un vœu. L'Allemagne a, depuis longtemps déjà, ses grandes assises catholiques, qui viennent de se tenir cette année à Insprück; la Suisse les a eues aussi, il y a trois semaines, à Altorff; la Hongrie aura bientôt les siennes; les États-Unis s'occupent d'organiser un vaste meeting catholique à New-York. La France est-elle donc le seul pays qui n'aura pas quelque jour son congrès de Malines, et, je veux l'ajouter, son Université de Louvain [2]?

MAXIME DE LA ROCHETERIE.

[1] Lettre du comte de Montalembert au comte de Falloux, lue à la séance du 6 septembre.

[2] L'Allemagne aura prochainement son université catholique. La municipalité de la ville de Luxembourg vient d'offrir au congrès d'Insprück les bâtiments militaires de la forteresse, proposant même de les faire approprier à ses frais, si le congrès voulait les utiliser pour la fondation d'une université catholique. Inutile de dire que cette généreuse proposition a été acceptée avec empressement et reconnaissance; on ne pouvait faire un meilleur usage de cette place forte, qui a failli mettre l'Europe en feu.

DISCOURS DU COMTE DE FALLOUX

Voici le discours prononcé au congrès de Malines, dans la séance du 3 septembre, par M. le comte de Falloux :

« Messieurs,

« Placé entre vos souvenirs et votre attente, entre les paroles du passé qui retentissent encore dans toutes vos âmes et l'attente de voix bien autrement autorisées et bien plus éloquentes que la mienne, ma situation m'indiquerait naturellement de me taire, et en outre de cet excellent motif pour garder le silence, j'aurais encore à vous présenter pour excuse non affectée, mais bien légitime, une pitoyable santé qui ne me permet jamais le travail et qui m'a interdit de rien préparer qui fût digne de vous ; mais il y a un sentiment qui fait violence à tous les autres et qui domine toutes les timidités, même les mieux fondées, c'est celui de la reconnaissance. Il m'est impossible, après avoir reçu un accueil tel que celui qui m'a été fait par votre bonté, de garder les apparences de l'ingratitude, et j'aime mieux, à mes risques et périls, nommer votre indulgence mon défenseur d'office. (*Applaudissements.*)

« Quand je dis que j'ai besoin de vous remercier, messieurs, c'est de la Belgique tout entière que j'entends parler, c'est des exemples et des encouragements que vous nous donnez depuis si longtemps que je veux vous rendre grâce. Oui, vous nous avez appris, à nous Français, qui avons la prétention cependant d'avoir pris bien des initiatives dans le monde, vous nous avez appris le vrai courage, la vraie persévérance, la vraie énergie des vraies luttes chrétiennes. Quand la fable dit qu'Anthée retrempait ses forces en touchant la terre, elle ne nous dit pas quelle terre. Eh bien, je crois, moi, que je viens de la découvrir ; c'est la terre de Belgique. (*Applaudissements.*

C'est là qu'on se sent véritablement retrempé et rajeuni, quand on

a besoin de l'être. Oui, vous nous avez donné l'exemple des vraies luttes, et je viens ici pour prendre une leçon et du courage. Oui, vous nous avez appris comment il fallait pratiquer cette grande, cette inévitable, cette heureuse alliance des idées vraiment, sincèrement libérales et des idées chrétiennes.

« Oui, il faut savoir accepter et aimer les luttes de son temps, comme vous nous avez appris à le faire. Un poëte regardait un jour un rosier couvert de magnifiques roses, et disait : « Quel malheur que ces roses aient tant d'épines ! » Un chrétien s'approcha et lui dit : « Rendons plutôt grâce à Dieu de ce que ces épines ont des roses. » Tout en effet, en ce monde, consiste dans le vrai point de vue et dans la vraie manière d'accepter les difficultés. Oui, il y a des épreuves dans la vie ; oui, il y a des tribulations, des revers, et nous autres, catholiques de France, catholiques de Belgique, nous le savons plus que personne. Mais il y a souvent aussi de grandes consolations ; il reste toujours en outre quelque chose de supérieur à la consolation et qui ne meurt jamais, c'est le devoir.

« D'ailleurs, messieurs, notre siècle est-il vraiment, au point de vue chrétien, aussi dépourvu et aussi malheureux qu'on le dit ? J'ai le bonheur de ne pas le croire, et je suis certain que vous partagez tous cette conviction.

« Cette conviction est si nécessaire et si utile pour soutenir le courage, que je vous demande de jeter, en très-peu de mots, j'ai beaucoup de raisons pour ne pas être long, un très-rapide coup d'œil sur l'ensemble de notre patrie commune : notre siècle, le dix-neuvième siècle.

« Oui, il s'ouvre par de grandes ruines, par de terribles désastres. Cependant, à l'aurore du siècle même, au-dessus de ces ruines, un homme se lève, il prend la plume, il écrit *le Génie du christianisme*, et ce livre, et ce titre reste au frontispice du siècle. Il a grandi avec lui, il était à son aurore, il est encore à son midi ; il sera à son couchant. Chateaubriand, la grande renommée chrétienne, est devenu la première renommée littéraire de son pays et de son temps, et l'Académie française, qui n'a rendu un hommage semblable à personne, a élevé une statue, à qui ? à l'auteur du *Génie du christianisme*.

« En même temps, à une autre extrémité du monde, pendant que ce vaincu et cet exilé, errant dans les solitudes de l'Amérique, nous rapportait *le Génie du christianisme*, *les Martyrs*, l'*Itinéraire à Jérusalem*, un autre exilé, un autre vaincu, un autre homme qui aurait dû bouder son siècle et désespérer de son temps, Joseph de Maistre, écrivait, au fond de la Russie, ce magnifique livre de philosophie chrétienne : *les Soirées de Saint-Pétersbourg*, et il intitulait, entrant

audacieusement dans le vif des questions, son dernier livre : *le Pape.*

« Sont-ce là les prémices d'un temps et d'un siècle abandonnés par la Providence?

« Et l'Église? Est-ce qu'elle-même elle n'était pas ressuscitée, restaurée, sortie de ses ruines plus vivante et plus puissante que jamais? Sous le premier empire, quand tout faisait silence, quand la tribune était un peu moins encore relevée qu'aujourd'hui, eh bien! la chaire resplendissait déjà de magnifiques paroles, et le nom et les enseignements de Frayssinous circulaient dans toutes les jeunes intelligences.

« La séve était-elle épuisée? Non. Laissez passer quelques années; allez de Saint-Sulpice à Notre-Dame, et le plus beau des spectacles vous attend. Vous avez là le P. de Ravignan et le P. Lacordaire, c'est-à-dire la synthèse complète de la parole catholique, les deux hommes qui pouvaient le mieux, le plus complétement répondre aux deux ordres d'intelligence chrétienne : le P. Lacordaire prêchant l'Avent, se tenant pour ainsi dire sur le parvis du temple et forçant à y entrer ceux qui n'en avaient ni le goût, ni la volonté; et puis le P. de Ravignan, prêchant le Carême, recueillant cette jeune multitude que le P. Lacordaire avait ralliée, la prenant sur le parvis et la conduisant au pied de l'autel, à cette magnifique communion de Notre-Dame, qui est demeurée depuis lors une institution inébranlable.

« Le dix-septième siècle est bien grand, messieurs, personne n'en parle avec plus de respect et de sympathie que moi. Mais quand le dix-septième siècle eut produit Bossuet et Fénelon, il crut presque qu'il pouvait se reposer. Le dix-neuvième siècle ne le crut pas; la chaire de Notre-Dame devient vacante par des morts prématurées et à jamais déplorables; nous retournons à Notre-Dame le cœur plein de deuil, les yeux pleins de larmes; nous osons à peine lever nos regards sur cette chaire muette et désolée! Eh bien! notre douleur est une ingratitude envers la Providence; la chaire de Notre-Dame n'est pas muette; le P. Félix et le P. Hyacinthe y sont montés. (*Vifs applaudissements.*)

« Eh bien, messieurs, n'y aurait-il que de tels gages, et il y en a bien d'autres que je n'ai pas le temps d'énumérer, que je dirais : L'espérance et la foi ne sont pas seulement des vertus divines, mais elles sont les premiers éléments du sens commun au dix-neuvième siècle. (*Applaudissements.*)

« Si, de ce terrain qu'on pourrait croire un terrain de prédilection, nous nous reportons sur le terrain le plus profane, sur le terrain de l'industrie, et on peut en parler ici, messieurs, car vous cumulez les richesses comme les vertus et vous êtes aussi vaillants

dans l'industrie que dans les arts, si donc nous examinons le terrain de l'industrie, nous rencontrons des hommes qui s'effrayent de l'extension qu'elle prend et qui disent que le grand développement des intérêts matériels ne peut s'étendre et se propager qu'aux dépens des intérêts moraux. Mais pourquoi donc, messieurs? Oui, la vapeur est devenue le plus rapide et le plus infatigable des coursiers; oui, l'électricité est devenue un merveilleux langage! Mais est-ce que ces instruments sont seulement au service de l'erreur et du mensonge? Le chemin de fer et la vapeur ne transportent-ils pas nos missionnaires et nos prédicateurs d'un bout à l'autre du monde? Est-ce que ces héros, ces dignes successeurs de saint François Xavier, qui vont au péril de leurs jours porter les bienfaits de la parole chrétienne à ces malheureuses contrées qui ne la connaissent pas encore, ne sont pas transportés par la vapeur plus rapidement, plus sûrement que par les frêles embarcations de Vasco de Gama et de Christophe Colomb? Les chemins de fer ne pourraient-ils pas être appelés, si l'expression n'était pas trop familière, mais vous me permettrez, à défaut de préparation, de parler avec une entière simplicité; les chemins de fer ne pourraient-ils pas être appelés les bottes de sept lieues du christianisme? (*Applaudissements.*) Ils l'aident à franchir tous les obstacles; et quand notre bien-aimé pontife Pie IX, ce souverain pour qui la tiare aurait été inventée si elle ne l'avait pas été avant lui (*applaudissements*), qui porte si naturellement au front trois couronnes : la couronne de la royauté, qu'on ne lui ravira pas (*applaudissements*) ou qu'on ne lui ravira pas impunément ni pour longtemps, la couronne de la sainteté et celle de la magnanimité; eh bien! quand le souverain pontife qui porte si majestueusement ces trois couronnes a eu la touchante et hardie pensée de convoquer un concile au dix-neuvième siècle, quand il a dit : « Bien des bouches « sont fermées, bien des voix sont étouffées : moi, je vais ouvrir la « bouche à l'Église universelle (*applaudissements*) ; bien des intelli- « gences sont en souffrances, travaillées par le doute, bien des ma- « laises tourmentent les cœurs : eh bien! moi, qu'on dit l'ennemi de « la discussion, je m'en vais ouvrir la discussion la plus vaste, la plus « universelle sur les intérêts primordiaux de l'humanité tout en- « tière; » croyez-vous donc que cette grande pensée du concile ne trouvera pas une merveilleuse facilité dans la rapidité des transports et des communications, dans l'électricité qui nous apporte un jour la bénédiction du Saint-Père, un autre jour une nouvelle précieuse pour l'Église? Vous tous ici qui êtes pénétrés de l'histoire de l'Église, vous savez la lenteur et les difficultés du concile de Trente, qui dura, je n'ose pas dire combien de temps, et qui fut interrompu, repris et interrompu encore.

« Est-ce que vous croyez que le prochain concile ne sera pas plus facile, plus nombreux, plus complet, plus universel que les conciles qui l'ont précédé? Assurément on le devra d'abord à cette flamme dont parlait Mgr d'Orléans, si bon juge en pareille matière! (*Applaudissements.*) Cette grande réunion des évêques, nous la devrons avant tout à leur zèle, à leur ardeur pour les âmes; mais elle sera certainement aidée aussi par tous ces instruments matériels qui se sentiront fiers et honorés de servir à l'accomplissement de ce grand dessein.

« Oserai-je, pour compléter ce tableau, jeter un rapide coup d'œil sur l'ordre politique lui-même? Voulons-nous juger d'un seul trait si ces années de liberté que nous venons de traverser avec plus ou moins d'orages, avec plus ou moins de revers, ont été préjudiciables ou favorables à l'Église, mettons en regard les règnes de Pie VII et de Pie IX.

« Que voyons-nous au commencement de ce siècle? Un souverain pontife, comme aujourd'hui, menacé, insulté, dépouillé, détrôné! Oui, je vois dans Pie VII presque toute l'histoire de Pie IX; mais ce que je ne vois pas dans ce parallèle, c'est la parité entre les défenseurs.

« Oui, sous Pie VII l'Église était profondément attristée, profondément fidèle; elle ne courbait pas la tête, elle ne la courbe jamais (*applaudissements*), mais elle baissait les yeux et joignait les mains pour prier, plutôt qu'elle ne saisissait le glaive pour combattre. Autour de Pie VII, je ne vois pas un Dupanloup, — qu'il me pardonne de faire passer ma reconnaissance avant mon respect et de parler déjà comme l'histoire, — je ne vois ni un Mérode ni un Montalembert. (*Applaudissements.*)

« Je demande pardon à l'assemblée ; je me laisse aller bien au delà de mes forces. (*Applaudissements.*)

« Je ne vois pas ce valeureux et infatigable évêque d'Orléans dont il me serait bien doux de parler, si je n'avais peur qu'il ne m'entendît. (*Applaudissements.*)

« Je ne vois pas, et ici je serai plus à mon aise et nous ne serons pas moins d'accord, je ne vois pas ce vaillant Montalembert, ce Montalembert dont il m'est si doux de parler dans ce pays à qui il doit tant. — Oui, messieurs, nous vous aimons pour bien des motifs, mais nous vous aimons aussi pour ce que vous avez fait pour Montalembert (*Applaudissements.*)

« Il vous doit tout : il vous doit l'inspiration de ses travaux; il vous doit sa devise : « La liberté comme en Belgique; » il vous doit le noble bonheur de son foyer domestique; il vous doit l'hérédité, dans sa maison, des grands exemples et des grands sacrifices. Aujourd'hui

qu'il est atteint et courbé par le mal, il vous doit son repos honoré et respecté, et j'espère qu'il vous devra, que nous vous devrons tous bientôt son retour à la santé. (*Applaudissements.*)

« Permettez-moi de recueillir vos bravos et de les lui porter. (*Applaudissements.*)

« Je ne vois pas non plus la Moricière, dont je vous parle, non pas parce qu'il est deux fois mon compatriote et parce que j'ai l'honneur de vivre près de son berceau et près de sa tombe, mais parce que vous l'avez tous connu, tous aimé, parce que vous lui avez envoyé des compagnons d'armes; parce qu'il en est parmi vous qui l'ont éclairé et vers qui l'on doit faire remonter la grandeur incomparable de ses dernières années et l'enviable grandeur de sa mort. (*Applaudissements prolongés.*)

« Eh bien, messieurs, viennent donc les périls quand ils voudront et comme ils seront : les défenseurs aussi seront là. Il y aura lutte, et partout où il y a lutte il y a avenir.

« Je ne sais quelle importance il faut attacher aux mouvements d'un homme dont on parle beaucoup aujourd'hui et qu'on nomme le général Garibaldi. Je crois que Garibaldi est plutôt un instrument discret et docile qu'une grande puissance.

« Les périls sont ailleurs ! Je ne sais pas dans quelle mesure il serait possible de les définir. Je ne le puis ni ne le veux ; je toucherais à des points trop délicats et trop obscurs.

« Il y a quelques années, plusieurs de mes compatriotes de l'Ouest furent rencontrés sur les bords du Rhin; ils étaient revêtus du costume particulier aux côtes de Bretagne. Un Allemand les arrêtant leur dit : « Oserais-je vous demander de quel pays vous êtes? » Ils répondirent : « Bretons en France, Français à l'étranger. » Pour moi, messieurs, en France, je garde mon jugement et ses droits; hors de France, je n'ai que mon patriotisme.

« Je ne sais donc pas précisément quels sont les périls ni quelle est leur profondeur. Si je le savais, je ne le dirais pas ici. Mais ce que je sais, messieurs, c'est que partout les défenseurs se sont levés et se lèveront encore, quels que soient les événements, quelque funestes qu'ils puissent être, et aucun ne sera irréparable. On a élevé une statue à Machiavel : cette statue tôt ou tard sera brisée et on n'en relèvera pas les morceaux.

« Oui, messieurs, la liberté a ses épreuves, ses combats et ses périls, et c'est précisément pour cela qu'elle est grande, c'est pour cela qu'elle est chrétienne. La vie nous a été donnée comme un travail. Quand nous ne voulons pas la prendre comme telle, nous manquons à l'œuvre de la création et à la pensée de Dieu qui nous a mis sur la terre.

« Si j'osais, mais j'ai peur d'abuser des moments de l'assemblée (*Applaudissements.* Parlez, parlez), je vous citerais, puisque le bureau n'a pas à passer immédiatement à d'autres travaux, je vous citerais une anecdote — parce qu'un apologue grave mieux les idées dans le souvenir : c'est l'aiguille qui fait passer le fil ; — anecdote qui m'a été utile une fois dans nos luttes de 1848 et 1849, et que l'atmosphère chaleureuse dans laquelle je me trouve me rappelle.

« Il y eut un jour un vaisseau qui échoua sur les côtes de l'Allemagne, près de Dantzig. Deux jeunes Chinois étaient à bord. Ils sont recueillis et conduits au roi de Prusse. Il interroge avec bonté ces deux enfants et leur dit : « Qui étiez-vous dans votre pays ? — Nous « étions les enfants d'un grand mandarin et nous demandons à être « traités comme tels. » Le roi de Prusse les fit placer dans un établissement situé près de Potsdam et qu'on montre encore aujourd'hui aux voyageurs. Il leur fit donner des maîtres distingués qui se mirent à leur inculquer les premiers éléments d'une éducation soignée. Les petits Chinois s'en fatiguèrent très-promptement et demandèrent à parler au roi. Arrivés devant lui, ils lui dirent : « Sire, « nous avons trompé Votre Majesté, nous ne sommes pas des man- « darins, nous sommes simplement de petits jardiniers chinois. « Nous sommes soumis à un genre de vie auquel nous ne saurions « nous accoutumer. » Le roi ordonna qu'on les mît dans un jardin et qu'on les y fît travailler. Au bout de quelques jours ils s'ennuyèrent encore ; ils demandèrent de nouveau à voir le roi et lui dirent : « Sire, vous vous êtes encore trompé ; chez nous, jardiniers chinois, « cela veut dire : qui se promène dans les jardins. » (*Rires.*)

« Eh bien, messieurs, malheureusement trop d'entre nous agissent sans s'en rendre compte (et c'est pour cela que je me permets la hardiesse d'une anecdote familière) comme des jardiniers chinois. (*Applaudissements.*)

« Nous voulons bien nous promener dans les jardins, y contempler des fleurs, y respirer des parfums, nous asseoir sous de frais ombrages ; mais ce que nous ne voulons pas, c'est bêcher, labourer, préparer la terre pour la semence et recueillir les fruits à la sueur de notre front. C'est cependant ce qu'il faut aimer, c'est ce que la liberté nous enseigne, et c'est parce que la liberté est laborieuse qu'elle est vraiment chrétienne.

« En outre, messieurs, est-ce la liberté moderne qui est seule responsable de tant de maux dont gémit particulièrement l'Église et dont doit gémir l'humanité ? Est-ce que c'est la liberté moderne qui est responsable des doctrines de Calvin et de Luther et des grands désordres du seizième siècle ? Est-ce la liberté de la presse et de la tribune qui est responsable de la Révolution française ? Non, mes-

sieurs, la Révolution française est née dans un siècle qui n'avait ni la liberté de la presse ni la liberté de la tribune.

« La liberté de la presse et la liberté de la tribune, j'en ai été témoin, ont combattu aussi la révolution après l'avoir servie. Je ne veux pas nier ou dissimuler leurs dangers et leurs torts, les souverains pontifes eux-mêmes nous en ont avertis, mais je veux montrer aussi leurs compensations. Voulez-vous savoir quelle liberté est la vraie cause de tous nos maux et de tous nos biens? Je vais vous la nommer : c'est la liberté humaine; mais celle-là ne la blasphémons pas, car c'est Dieu qui l'a instituée (*applaudissements*); celle-là est la source intarissable de nos fautes et de nos mérites, de nos châtiments et de nos récompenses. Ainsi donc, messieurs, non-seulement nous devons, à votre exemple, accepter les luttes de notre temps, mais nous devons les aimer, car on ne combat bien qu'avec les instruments qu'on aime et que pour la cause que l'on porte, que l'on chérit intimement au fond de son cœur.

« J'ai toujours admiré la fable de Pygmalion et de Galatée. La statue de Galatée reste immobile et tient ses yeux de marbre fermés tant qu'on ne lui rend pas un culte digne d'elle. Messieurs, toutes les grandes causes sont comme Galatée, elles demandent pour s'animer et pour revivre, elles demandent qu'on les aime et ce n'est qu'à cette condition qu'on peut les faire sortir de leur léthargie apparente. (*Applaudissements.*) Inspirons-nous donc non-seulement du courage qui accepte le danger par honneur, mais encore du courage qui entre dans la lutte pour y vivre, pour y mourir et pour se présenter à Dieu en disant : « Voilà ma cause et voilà mon dévouement, » et Dieu alors daignera prendre pour lui ce que nous aurons fait pour elle. » (*Applaudissements prolongés.*)

Dans la séance du vendredi 6 septembre, l'illustre orateur a pris de nouveau la parole. Il s'est exprimé en ces termes :

« Je n'oublie pas, messieurs, j'oublie moins que personne que vous attendez impatiemment la parole du R. P. Hyacinthe ; il n'y a peut-être qu'une seule personne dans tout l'auditoire qui n'ait jamais entendu le P. Hyacinthe, et ce malheureux-là, c'est moi. Par conséquent, non-seulement je comprends votre impatienee, mais je la partage profondément. Ce qui m'attire à cette tribune, c'est que j'ai reçu ce matin une lettre de M. le comte de Montalembert, qui me prie d'exprimer sa profonde gratitude au congrès. Or, la parole de M. de Montalembert est de celles qu'on ne peut ni analyser ni traduire, et j'ai demandé à votre bureau d'avoir l'extrême obligeance de modifier son ordre du jour en m'autorisant à vous lire le texte même.

« A M. LE COMTE DE FALLOUX.

« Rixensart, 5 septembre 1867.

« Très-cher ami,

« En apprenant l'indulgente sympathie que m'a témoignée le congrès de Malines, chaque fois que mon nom y a été prononcé, et surtout quand vous avez parlé de moi avec une effusion si contagieuse, je me sens porté à vous prendre pour interprète de ma reconnaissance auprès de cette vaillante armée de chrétiens. Je suis touché jusqu'au fond du cœur de ce souvenir si affectueux et si fidèle.

« Et moi aussi, je garde un souvenir ineffaçable de cette grande assemblée où s'est accompli le dernier acte de ma vie militante.

« Sans doute, il est dur pour moi d'être retenu loin d'elle par une infirmité invincible; mais je ne veux pas que la tristesse ou le regret viennent m'assombrir au moment où il me semble respirer le souffle vivifiant de la libre et catholique Belgique, réunie dans ses comices périodiques.

« Dites donc à nos amis que je suis comme vous plein de confiance et de résolution.

« Je me sens confirmé dans cette résolution en voyant que la troisième assemblée du congrès se montre toujours animée du même esprit; que l'amour passionné de l'Église s'y concilie avec toutes les aspirations généreuses et sensées de la vie publique; qu'elle est toujours décidée à revendiquer, pour défendre nos vieilles croyances, tout ce qu'il y a de si puissant et de si légitime dans les institutions libres, dans les progrès modernes; qu'elle compte bien, par conséquent, ne pas laisser à nos adversaires le droit de se poser en représentants exclusifs de la civilisation et de la société contemporaine.

« Mais je me sens bien autrement fortifié encore par la pensée de la convocation de ce concile général, qui nous reporte aux époques les plus agitées, mais aussi les plus fécondes et les plus glorieuses de notre histoire.

« Je salue avec autant de bonheur que de respect cette inspiration providentielle de Pie IX, qui met le comble aux grandeurs de son pontificat, qui, au moment même où la trahison et l'abandon aggravent tous ses périls, répond aux menaces de mort par une surabondance de vie, et, au sein de l'orage, nous inonde de force, de confiance et de lumière.

« Unis comme nous le sommes, vous et moi, depuis bientôt trente ans pour la défense de la bonne cause, je ne saurais trouver une

voix plus amie que la vôtre pour exprimer au congrès mes sympathiques hommages.

« Comte DE MONTALEMBERT. »

(*Acclamations universelles.* — Vive Montalembert!)

« Assurément, je n'avais qu'un seul titre pour avoir l'honneur de recevoir et de vous lire cette lettre; mais ce titre-là, je l'avais : c'est celui de fidèle ami. Oui, je m'honore et m'honorerai toujours d'avoir marché derrière cet athlète infatigable qui, lui aussi, le premier, a réclamé la liberté de l'enseignement, la liberté des associations religieuses, la liberté des conciles, la liberté, l'autorité du souverain pontife, la liberté du père de famille et toutes les libertés légitimes et sensées ; cet athlète qu'aujourd'hui même les douleurs les plus cruelles ne parviennent ni à refroidir ni à interrompre dans sa magistrale histoire des institutions monastiques. Oui, je m'honorerai d'avoir été son compagnon fidèle à l'heure où il marchait sous la bénédiction unanime de tous les évêques de France, des plus illustres évêques de la chrétienté, encouragés eux-mêmes par les souverains pontifes et par l'assentiment de tous les cœurs catholiques. Oui, je m'honorerai d'avoir été pour ma minime part dans ses travaux, et j'y trouve le droit de rectifier sur un seul point votre illustre et si bienveillant compatriote, M. Dechamps. Il s'est trompé tout à l'heure, j'oserai dire qu'il s'est trompé deux fois. Il a nommé un orateur de trop et un orateur de moins. Je comprends qu'il n'ait pas voulu articuler ce nom deux fois cher à la Belgique et deux fois illustre. Dans ce pays-ci, pour tout ce qui se dit ou se fait de bien, on peut répéter la parole du loup : Si ce n'est toi, c'est donc ton frère. (*Applaudissements.*) Cette erreur-là, je la comprends et je la pardonne. Mais il y en a une seconde que je suis obligé de relever rigoureusement : non, ce n'est pas moi qui ai fait la loi de 1850. Je m'en vais vous dire qui l'a faite. Ce sont trois hommes : M. de Montalembert d'abord, et avant tout autre. J'ai souvent à cet égard usurpé des hommages qui ne m'appartiennent pas, et je suis heureux d'en soulager ma conscience. La loi de l'enseignement de 1850 eût été impossible sans les quinze années de travaux, et je dirai d'apostolat, de M. de Montalembert.

« Il y a un second homme qui a fait la loi de 1850. Celui-là ne s'appelait pas encore l'évêque d'Orléans ni le la Moricière de l'épiscopat, comme on vient de le dire tout à l'heure, mais il s'appelait déjà l'abbé Dupanloup. Celui-là avait pris la plus vive part dans tous les actes de l'enseignement, et par la parole, et par la plume, et par l'ensei-

gnement lui-même. Dans la commission préparatoire, son habile, vigilante, affectueuse intervention a été incessante.

Enfin, un troisième homme a jeté un regard courageux et profond sur toutes les plaies de la société, et il a fait le succès de la loi. Ce troisième homme, c'est M. Thiers. Voilà les trois auteurs de la loi de l'enseignement. (*Applaudissements*).

« L'honneur que j'ai reçu aujourd'hui, c'est encore un bienfait du congrès, c'est encore à vous que je le dois. Oui, j'ai appris de M. de Montalembert et j'apprendrai ici de plus en plus comment on se sert de ces institutions libres, de ces armes légales et loyales, sans en abuser, sans illusions sur les périls qu'elles entraînent, sans recherche de la popularité et sans mépris pour l'opinion publique. Sans recherche de la popularité, car il y a là un grand danger pour les âmes et pour les intelligences. Rechercher la popularité, c'est souvent se rendre complice de bien des faiblesses et de bien des fautes. Déjà Isaïe le disait aux hommes de son temps : « Je ne vous flatterai pas ; « vous me dites : *Loquimini nobis placentia et vide nobis errores ;* dites-« nous les choses qui nous plaisent et voyez pour nous ce qui n'est « pas. » Non, non, jamais de la popularité à ce prix ; jamais le mensonge ou la complaisance, ni pour les rois, ni pour les peuples, ni pour les grands, ni pour les petits, ni pour la foule, ni pour l'élite. Quant à moi, c'est le seul éloge que j'oserais m'attribuer à moi-même : non, jamais je n'ai parlé, jamais je n'ai prononcé une parole publique qui ne fût l'expression d'une conviction profonde et sincère. Quand je parle, je crois, et je veux agir pour une cause. Si je croyais servir une erreur ou une ambition, aucun succès ne me tenterait ; mon orgueil rougirait devant ma conscience, et vos applaudissements à vous-mêmes, ces applaudissements qui me sont si chers et si doux, pèseraient sur ma vie comme un remords. (*Applaudissements.*) Non, après M. de Montalembert, comme M. de Montalembert, comme M. Dechamps, comme vous tous, je dis : Point de sacrifices à la popularité, mais aussi point de vain mépris pour l'opinion publique, point de bravade contre les sociétés. Respectons-les. Savez-vous qui nous l'enseigne avant tout ? C'est la charité, c'est le respect, c'est l'amour des âmes. Aborder les hommes, leur parler, les conquérir à une cause et à une vérité, mais ce doit être le plus doux et le plus affectueux des ministères. J'ai vu dans l'Évangile que le Seigneur a dit aux apôtres : Je vous fais pêcheurs d'hommes ; mais il n'a pas ajouté : Vous ne pêcherez qu'à la ligne. Il a dit au contraire : Prenez de vastes filets, jetez-les dans les profondeurs de la mer, plus ils seront remplis, plus vous serez bénis et récompensés. Ni popularité ni mépris de l'opinion publique, voilà ce que j'ai appris de M. de Montalembert, voilà ce que

j'ai appris de vous ; et sur ce point, je pars plus résolu et plus fortifié que jamais.

« Permettez donc, messieurs, que ma dernière comme ma première parole soit une expression de profonde reconnaissance. Je vous ai dû bien des jouissances qui m'étaient inconnues depuis longtemps, je vous en ai dû aussi de toutes nouvelles. Je vous ai dû de connaître ce bon, aimé et vénéré archevêque que vous entourez d'un si juste amour et dont la fermeté si douce, la dignité si sereine reportent la pensée tout à la fois vers saint François de Sales et saint Vincent de Paul. Je vous dois d'avoir entendu ces admirables évêques d'Amérique qui se sont excusés de ne pas parler parfaitement l'idiome français, mais qui ont si admirablement parlé la langue universelle de la charité et de la vertu. Je vous dois d'avoir connu, d'avoir entrevu du moins, cette charmante et rare jeunesse qui fait si admirablement les honneurs de cette assemblée et de votre ville, qui respire tant de pureté et tant de bonne grâce, qu'on se croit transporté par miracle au milieu d'une petite légion de Stanislas Kostka.

« Enfin, et pour dernier mot, je n'ai pas le droit, je n'ai pas la prétention de m'attribuer une devise, mais assurément, si je voulais en emporter une de votre contrée, la voici : L'hospitalité comme en Belgique ! » (*Acclamations prolongées.*)

DISCOURS DU R. P. HYACINTHE

M. le Président. — La parole est au R. P. Hyacinthe. (*Applaudissements prolongés.*)

Le R. P. Hyacinthe.

Éminence, Messeigneurs, Messieurs,

Je n'essayerai pas de vous cacher la vive émotion qui me pénètre. Je regarde et je m'effraye, je m'effraye de cette assemblée, qui va m'inspirer tout à l'heure. Je parle devant un prince de l'Église, prince aussi de la sagesse et de la vertu, devant ce cercle illustre des Évêques, mes pères dans la foi ; devant des hommes d'État éminents, des maîtres de la science et de l'éloquence, et je trouve cette tribune encore toute tiède et toute palpitante des mains qui la pressaient et des accents qui la faisaient frémir. Je parle devant la grande assemblée venue des quatre vents du ciel pour débattre, sur ce coin de terre libre qu'on nomme la Belgique, les intérêts religieux des catholiques des deux mondes. Messieurs, je m'effrayais, mais je ne m'effraye plus. Je sens que je ne suis pas ici un inconnu ; j'y rencontre des frères, et vos acclamations, je les accepte, parce qu'elles ne s'adressent pas à la personne, qui n'est rien, mais à la cause, qui est grande, j'allais dire qui est tout. Cette cause, je la définis en deux paroles : l'Église catholique, et l'Église catholique au dix-neuvième siècle.

Ah ! dans ce jour, qu'aucun prêtre n'oublie, dans ce jour où, couché sur le pavé du temple, je prenais pour mon unique et virginale épouse la sainte Église de Jésus-Christ ; les lèvres dans la poussière, les yeux dans les larmes, le cœur dans l'extase et dans les sanglots, je lui jurai en silence de la bien aimer, et, si je le pouvais, de la bien servir, non pas seulement dans son grand passé qui n'est plus, dans

son grand avenir qui n'est pas encore, mais dans son présent si douloureux et si grand aussi, dans son présent tel que les siècles, et Dieu, par conséquent, l'ont fait.

Or, dans ce service de l'Église au dix-neuvième siècle, une question se présente, profonde et menaçante entre toutes : *la question ouvrière*.

Cette question est immense, mais je la restreindrai à un point de vue spécial, *l'éducation des classes ouvrières*. — L'espoir de la moisson est dans la semence, et Leibnitz avait raison de dire : « Donnez-moi l'enseignement de la jeunesse pendant un siècle et je changerai la face du monde. » Cette transformation ne peut s'accomplir qu'autant que l'éducation de l'ouvrier se fera dans les conditions voulues par la nature même de l'homme et l'harmonie générale du plan divin.

Il y a trois degrés dans cette éducation : l'éducation première par la famille ; l'éducation professionnelle par l'atelier ; l'éducation religieuse par le dimanche.

I

L'ÉDUCATION DE LA FAMILLE.

Je place la famille au premier rang. Elle l'occupe dans l'ordre du temps, elle devrait l'occuper dans l'ordre des influences.

Parmi tant d'esprits élevés qui se préoccupent du sort des classes ouvrières, je m'étonne qu'il y en ait un si petit nombre qui en comprennent les véritables besoins. Le remède aux maux dont elles souffrent, l'instrument des progrès qu'elles veulent réaliser, on les cherchera vainement dans des inventions et des combinaisons nouvelles, dans des théories spécieuses, ou même dans des institutions particulières et accidentelles. Ils sont dans la famille, cette institution aussi ancienne, aussi générale que le monde, qui a ses racines dans les profondeurs les plus intimes, les plus tendres, les plus fortes de l'être humain ; cette institution venue des mains de Dieu lui-même, à travers les brises originelles de l'Éden, que le Christ a empourprée de son sang et élevée à la dignité de sacrement pour en faire une des sept colonnes qui porteront à jamais l'humanité régénérée. (*Applaudissements.*)

C'est donc la famille qu'il s'agit de soutenir ou de restaurer dans toutes les classes de la société, mais surtout dans la classe ouvrière

de nos villes. C'est tout particulièrement à la famille qu'il faut rendre l'éducation première de l'enfant.

Dans l'éducation première, il y a deux choses surtout à considérer : le lieu et l'agent. Le lieu, c'est le foyer domestique ; l'agent, c'est la mère.

Le foyer domestique! C'est là que doit reposer le berceau de l'enfant; là que doivent s'écouler ses premières années. Est-ce que la Providence n'a pas mis cet instinct au cœur de tous les êtres, même dans les espèces inférieures à la nôtre ? Est-ce que l'oiseau ne bâtit pas son nid dans la douceur de la mousse, sous l'abri de la haie ou parmi les branches de l'arbre? Est-ce qu'il n'y a pas dans tous les ordres de la nature un lieu spécial, un lieu sacré, où doivent reposer les premières espérances, les premières joies et les premières souffrances de la vie ? Eh bien! l'espèce humaine a droit à un berceau sacré entre tous les berceaux, elle a droit à un foyer domestique qui ne soit ni abject, ni meurtrier, qui ne tue ni le corps, ni l'âme de l'enfant. C'est ce foyer qui fera la première éducation de cette jeune âme, de cette imagination et de ces sentiments naissants. Ces murs ne sont pas des murs, ce toit n'est pas un assemblage de bois et d'ardoises, ces meubles ne sont pas des objets vulgaires : je dis que tout cela parle un langage profond, que tout cela exerce une action puissante dans l'ordre moral. N'avons-nous pas, nous autres catholiques, dans notre divine religion, des signes sensibles qu'on nomme des sacrements, de l'eau, du vin, du pain, de l'huile, de la matière enfin, mais de la matière qui révèle et qui communique à des degrés divers les choses invisibles ? Dans l'ordre de la nature, et dans ce que j'appellerai la religion du foyer, il est aussi une influence mystérieuse des lieux et des choses, une secrète communication des habitudes, des vertus, de l'esprit de famille par les objets matériels eux-mêmes. L'enfant verra ce qu'ont vu ses pères, il mêlera sa vie aux objets remplis de leur souvenir et pour ainsi dire pénétrés de leur âme ; il en recevra je ne sais quelle empreinte, et comme un caractère indélébile qu'il portera à travers les égarements de la jeunesse et jusque sous les cheveux blancs du vieillard.

Si c'est là de la poésie, messieurs, c'est de la poésie positive ; elle germe dans les faits, elle a ses racines dans la nature des choses. Elle nous fait sentir d'ailleurs de quelle importance il est pour l'enfant d'être élevé chez son père et sa mère, et non sous un toit étranger.

J'ai dit que la mère est l'agent principal de l'éducation du foyer. Ce n'est pas que je méconnaisse le rôle du père, et s'il fallait dire toute ma pensée, je reprocherais à certains auteurs catholiques de n'en pas tenir un compte suffisant. Nous sommes exposés à oublier

le père en présence de ce type si pur, si gracieux, si chrétien, de la mère. Mais ici je ne fais pas un traité complet de l'éducation par la famille, j'insiste surtout sur l'importance de cette éducation première, dont les soins ont été dévolus presque exclusivement à la femme. A cette époque de la vie, il s'agit de former le corps et le cœur de l'enfant : la raison aura son tour plus tard, mais elle ne se développera que sur ce double sol physique et moral, un corps et un cœur dignement préparés. Or les mains de la femme sont seules capables de cette agriculture de Dieu, *agricultura Dei :* seules, elles sont assez pures et assez tendres pour toucher ce corps virginal et souffrant, qu'un contact imprudent pourrait froisser ou flétrir ; seules, elles sont assez puissantes pour éveiller en lui cet organe du cœur qui est, selon la science, le premier à naître, le dernier à mourir, *primum saliens et ultimum moriens*, et chez qui cependant la puissance d'aimer demeure si souvent étouffée ou corrompue dans son germe. Ah ! oui, comme les mains du prêtre sont consacrées pour toucher le corps du Christ sur l'autel, corps glorieux, mais tombé dans les infirmités du Sacrement ; de même les mains de la femme chrétienne, dans les bénédictions du mariage et dans les grâces de la maternité, sont sanctifiées pour toucher dignement le corps de l'enfant, corps infirme et glorieux, puisqu'il contient une âme, j'allais dire puisqu'il contient un Dieu. Par le baptême il a été fait membre vivant de Jésus-Christ ! (*Applaudissements.*)

Le foyer et la mère !... Où sont-ils aujourd'hui pour le peuple de nos grandes villes ? Ah ! je touche à deux plaies immenses, hideuses, de nos sociétés centemporaines : la mauvaise condition des habitations ouvrières et l'absence de la mère au foyer domestique. Voilà l'un des principes les plus méconnus et les plus actifs du mal dont nous souffrons ; c'est là, dans cette désorganisation de la famille, dans cette démoralisation du peuple, que se forment ces points noirs qui montent ensuite dans l'atmosphère pour y devenir un grand nuage et pour y éclater dans une immense tempête.

Est-ce donc un foyer, ou n'est-ce pas un antre, cette cave humide, obscure, infecte, d'où l'on est absent tout le jour, et où, le soir, on rentre dans un pêle-mêle odieux ? Est-ce la demeure des vivants, ou la tombe des morts, cette mansarde étroite, étouffée, où pour s'étendre sur son lit de Procuste (je cite un fait récent venu à ma connaissance, à Paris), l'ouvrier fatigué est obligé d'ouvrir la lucarne, la nuit, et de mettre les pieds sur le toit ? Je le demande, sont-ce là des habitations tolérables pour des citoyens libres de la France ou de la Belgique, pour des hommes rachetés du sang de Jésus-Christ ? (*Applaudissements.*)

Si du moins la mère était là, son regard et son sourire éclaire-

raient ces ombres, transformeraient ces laideurs, et feraient une fête joyeuse au sein de ces tristesses. Mais l'industrie, la barbare industrie, lui a desséché les mamelles, elle l'a traînée infirme et chancelante dans le grand atelier plein du bruit du travail et du bruit du blasphème, d'où elle n'entendra pas les cris de son fils emporté bien loin d'elle, chez l'étrangère indifférente ou cupide, qui le lui rendra mort ou du moins flétri.

Je n'exagère pas, messieurs, ce sont des faits trop communs et qui tendent à devenir la loi dans les grandes agglomérations industrielles. Eh bien, c'est le devoir, c'est l'impérieux devoir des catholiques de se liguer entre eux et avec les chrétiens de toutes les Églises, avec les hommes de cœur de toutes les opinions, pour tenter un suprême effort en faveur des classes ouvrières. Travaillons à leur rendre la famille qu'on leur a ôtée! Travaillons à leur faire un foyer, modeste et pauvre sans doute, mais honnête et riant, où la mère habite avec ses enfants, et leur donne ces soins du cœur et du corps pour lesquels personne au monde ne peut la remplacer! (*Applaudissements.*)

Je ne veux pas être utopiste, et je n'ai pas la naïveté de croire que ces choses puissent s'accomplir en un jour. Quelle que soit cette coalition de toutes les puissances, de toutes les intelligences, de toutes les bontés, que j'appelle de mes vœux, il faudra des années, et des années encore, pour que la famille, si profondément atteinte dans le peuple de nos villes, reprenne sa vigueur et sa beauté. En attendant, messieurs, que ferons-nous? La charité a des inventions merveilleuses. A ceux qui n'ont pas de foyer, elle a ouvert des crèches et des asiles; à ceux qui n'ont pas de mère, elle a préparé des cœurs dévoués, des éducateurs et des éducatrices, quels que soient l'habit et le nom qu'ils portent. Elle a préparé surtout, voici déjà trois siècles, par le cœur de Vincent de Paul, cette femme extraordinaire dont la mission était réservée surtout au dix-neuvième siècle, et à la grande crise des classes laborieuses, cet auxiliaire de l'ouvrier, comme du soldat, sur le champ de bataille du travail et de la souffrance, la sœur de charité! Si quelque chose pouvait remplacer la mère, aux berceaux du peuple, ce serait la sœur de charité (*applaudissements*), ce serait cette religieuse sans clôture et sans voile, qui vit dans le monde en n'étant point du monde, et qui unit dans une réconciliation sans exemple le cœur de la vierge et les entrailles de la mère! (*Applaudissements prolongés.*)

Laissons l'enfant à la sœur de charité! laissons-le à l'instituteur et à l'institutrice qui lui tiennent lieu de ses parents, à la salle d'asile et à l'école qui lui tiennent lieu de son foyer! Ne permettons pas qu'aucune main, et sous aucun prétexte, l'arrache à cette éducation

du berceau et nous donne ce spectacle hideux, s'il n'était lamentable : l'ouvrier de huit ans!

J'ai besoin de dire toute la vérité à cette grande industrie, qu'on a flattée jusqu'à la bassesse et qu'on a méconnue jusqu'à l'injure. Je ne suis ni de la race des courtisans, ni de celle des insulteurs, et j'estime que le plus bel hommage que l'on puisse rendre à une puissance de ce monde, c'est de la croire assez grande pour entendre la vérité. Je dirai donc à l'industrie qu'elle n'a jamais le droit de porter la main sur l'enfant avant l'âge marqué par la nature et par la religion. Agir ainsi, c'est commettre un crime plus odieux que celui qui a souillé si longtemps l'Amérique, et qu'elle a dû laver dans des flots de sang.—Parmi ces hommes, qui possédaient des hommes, il y en avait de justes et de bons, et ceux-là étaient les bienfaiteurs de leurs esclaves plus encore que leurs maîtres; mais il y en avait aussi qui étaient sans conscience et n'avaient pas d'entrailles. Ils ne voyaient dans le Nègre qu'un instrument, et ils lui demandaient de produire un travail sans mesure et sans repos. C'était l'oppression du corps. Mais, comme toutes les libertés, toutes les oppressions se tiennent, et de celle du corps on passait à celle de l'âme. Si la vérité les touche, la vérité les délivrera! Point de commerce donc avec ceux qui possèdent la science, avec les hommes qui parlent tout haut, avec les livres qui enseignent tout bas!—Et enfin, à l'oppression intellectuelle, ces tyrans avisés et cruels avaient ajouté l'oppression morale : ils avaient mille fois raison, car de toutes les complices de la liberté, la plus dangereuse n'est pas la science, c'est la vertu. Pas de vertu pour l'esclave! Nous lui avons retiré l'Évangile, retirons-lui la nature! Et parce que dans l'absence de l'Évangile et dans les ruines mêmes de la nature humaine, quand cette nature n'a pas péri tout entière, il demeure encore deux nobles sentiments, deux puissantes racines où tout peut refleurir, l'amour conjugal et l'amour paternel! on avait rendu la famille impossible, et il n'y avait pas, dans ces cases maudites, d'hommes qui pussent embrasser dans l'honneur comme dans la tendresse la compagne de leurs douleurs et le fruit de leurs entrailles.

Vous frémissez, messieurs, et vous avez raison! Rien perdu, toutefois, et si grand que soit le mal, il n'est pas sans remède. Ce nègre est un adulte, un homme fait, et si, dans une enfance plus heureuse que sa maturité, il a été réchauffé sur le sein d'une femme noire, mais chrétienne, *nigra, sed formosa*, s'il a sucé le lait robuste et chaste du mariage, s'il a connu l'Évangile et s'il a aimé Jésus-Christ, il garde au fond de lui des ressources cachées ; il sentira les soudains et puissants réveils de la conscience honnête et de l'honneur chrétien, et contre la triple tyrannie du corps, de l'intelligence et du cœur, il aura des révoltes victorieuses!

Messieurs, l'être efficacement opprimé, la victime irremédiablement flétrie, ce n'est pas l'homme, c'est l'enfant. C'est le petit esclave blanc de notre Europe, qui n'a connu ni son berceau, ni sa mère, et qui s'est éveillé à la vie dans ce sombre atelier, sorte d'enfer terrestre où l'on peut graver :

Vous qui entrez, laissez toute espérance !

Sa poitrine avide aspire à pleins poumons des gorgées d'air qui sont tout simplement des gorgées de poison ; ses petits membres, ployés sous le travail avant d'être formés, sont voués dès le bas âge à la décrépitude. Arrêtée, elle aussi, dans sa première croissance, son intelligence se noue tristement dans la nuit. C'est en vain que plus tard, dans des remords stériles, on s'efforcera de lui rendre quelques vérités ; le nègre se souvient après des années d'abrutissement, l'enfant n'apprend plus après quelques mois de cet odieux régime. Jamais il ne tiendra entre ses mains ces trois clefs vulgaires et sublimes, qui ouvrent tant de choses dans la vie et dans l'âme : lire, écrire et compter ! Jamais il ne possédera ces rudiments de la science qui devraient être le partage de tous : quelque chose de la forme et de la vie de ce globe qu'il habite, et beaucoup de la gloire et des destinées de cette patrie qu'il doit aimer et servir ! Jamais surtout, jamais il n'aura la révélation nette et ferme de son âme et de Dieu ! Son âme et Dieu ! ce n'est pas seulement l'ignorance qui les lui ravit, c'est le vice. Que s'est-il passé dans le sombre atelier, dans l'enfer précoce et pourtant sans espoir? Je ne le dirai pas, mais je l'écouterai de la bouche d'un poëte de notre âge[1], interprète éloquent des ivresses et des angoisses du mal au fond de l'âme humaine :

Le cœur de l'homme vierge est un vase profond ;
Lorsque la première eau qu'on y verse est impure,
La mer y passerait sans laver la souillure :
Car l'abîme est immense, et la tache est au fond !

(*Applaudissements.*)

O mains, qui avez flétri l'enfant, vous serez maudites, malgré tout votre éclat, malgré votre science et malgré vos richesses ! Mains d'une industrie sans entrailles, vous demeurerez arides et desséchées, comme la main du tyran d'Israël sous la malédiction du prophète de Juda : « la main de Jéroboam s'était roidie, et il ne pouvait plus la ramener à lui, parce que le Seigneur l'avait maudite. » Vous avez commis le plus lâche, le plus révoltant et le plus irréparable des forfaits ! (*Applaudissements prolongés.*)

[1] Alfred de Musset.

II

L'ÉDUCATION DE L'ATELIER.

Je me suis trop étendu peut-être sur cette première éducation de l'homme. La faute en est, messieurs, à votre attention, à vos sympathies, et puis à ce berceau vide, à cette mère absente, à ce morne foyer où j'avais besoin de pleurer et d'espérer avec vous.

L'éducation domestique se conclut par un grand acte religieux, la première communion, qui est comme une première émancipation de l'enfant. Plus précoce en cela que le fils du riche, le fils de l'ouvrier entre dès lors dans une sorte de vie publique ; de la famille il passe à l'atelier. Me suis-je trompé, messieurs, et n'y a-t-il pas l'école entre la famille et l'atelier, l'école primaire d'abord, et l'école professionnelle ensuite? Non, l'école n'est pas entre la famille et l'atelier, elle est à côté. Elle ne forme pas, avec la famille et l'atelier, comme un troisième degré de l'éducation populaire, et pour tout dire en un mot, son rôle n'est point principal et indépendant, mais secondaire et subordonné. Je me sens plein de sympathie, plein de respect pour ces modestes et courageux instituteurs du peuple ; qu'ils appartiennent à l'enseignement libre ou à l'enseignement public, qu'ils portent l'habit religieux ou l'habit laïque, peu m'importe, pourvu qu'ils restent à la hauteur de leur mission. Ce n'est pas moi qui m'associerai jamais aux injures grossières et imméritées dont ils sont l'objet, en sens divers, de la part de tous les partis extrêmes. Mais si grande que soit leur mission, je le répète, elle est secondaire, et le sens pratique se refuse à voir dans l'école ce qu'y voit un trop grand nombre de nos contemporains : l'instrument le plus efficace de l'élévation des classes ouvrières. Vous me permettrez, messieurs, de citer les paroles d'un maître de la science économique, observateur patient, impartial et sagace, dont je voudrais populariser le nom et les ouvrages parmi les catholiques. « Chez les peuples libres et prospères, dit M. Le Play, l'instituteur n'a qu'un rôle subordonné. La véritable éducation est donnée par la famille aidée du prêtre ; elle est complétée par l'apprentissage de la profession et par la pratique des devoirs sociaux[1]. »

[1] *La Réforme sociale en France*, par M. Le Play, auteur des *Ouvriers européens*, commissaire général aux Expositions universelles de 1855, de 1862 et de 1867. — 3e édition, tome II, p. 369.

L'atelier est donc, après la famille, le second centre, le second foyer de l'éducation du peuple. Mais qu'est-ce qu'un atelier bien compris, bien organisé ? C'est celui où l'on reconnaît pratiquement dans l'ouvrier, et surtout dans l'enfant, la dignité et les droits de l'être personnel. Un être personnel est toujours une fin, jamais un moyen; on ne peut s'en servir, comme on ferait d'un animal sans raison ou d'un instrument sans conscience. Si l'on en attend des services, si l'on en retire des profits, il faut disposer de lui, comme Dieu fait de nous, avec un grand respect : *Cum magna reverentia disponis nos*. Qu'est-ce qu'un atelier bien constitué ? C'est celui qui a à sa tête un patron honnête homme, un patron vraiment digne du nom qu'il porte. On a vu dans ce nom je ne sais quoi de ridicule et d'odieux, et moi je le trouve très-grand, très-superbe, et surtout très-chrétien. J'y vois l'idée d'une paternité, et dans cette idée même, la solution pratique de nos questions sociales, par des rapports de mutuelle affection, par l'association libre, et cependant étroite et durable, des maîtres et des ouvriers. Dans un tel atelier, sous ce père du peuple et des travailleurs, on sait sacrifier un gain immédiat, si considérable qu'il soit, à la formation d'apprentis intelligents et vertueux. On ne se propose pas uniquement de produire beaucoup et vite, on veut que l'industrie soit grande par ses ouvriers autant que par ses œuvres, par son côté moral autant et plus que par son côté matériel. On cherche d'abord le royaume de Dieu et sa justice, et tout le reste est donné par surcroît ; car le juste et l'utile ont entre eux plus de liens qu'on ne pense, et, la science l'a récemment constaté, dans les produits du travail, on reconnaît non-seulement le degré d'intelligence, mais encore le degré de moralité de l'ouvrier.

Aidé de contre-maîtres habiles et dévoués, un tel patron fera de l'atelier qu'il dirige la meilleure des écoles professionnelles. Le bon ouvrier se forme comme le bon soldat, moins par des préceptes que par des exemples, moins par des notions générales et théoriques que par la lutte pratique avec les réalités de son art. Vienne donc le jeune conscrit du travail ! J'en voudrais beaucoup plus de cette sorte, et beaucoup moins de l'autre... (*applaudissements*) oui, les conscrits de l'agriculture, dans ces vastes ateliers ouverts qu'on appelle les champs, et les conscrits de l'industrie, dans les ateliers plus resserrés, mais non moins féconds, de nos villes ! la grande armée pacifique qui fait la vraie puissance et la vraie prépondérance d'une nation ! (*Nouveaux applaudissements*.) Vienne le conscrit du travail; qu'il entre sur le champ de bataille de l'atelier, qu'il livre ces combats qui ne sont pas toujours sans dangers, qui ne sont jamais sans courage et sans gloire. Et vous, contre-maître aguerri, ca-

pitaine de cette noble milice, suivez-le, guidez-le, excitez-le du regard, de la parole, du geste. Voyez comme il venge ses premiers échecs par de vaillants exploits! Comme il pose sa main victorieuse sur cette bête sauvage, sur cette matière révoltée contre l'homme! Il la saisit par les poils, il lui tord la crinière, et la courbe enfin, domptée, souple et docile, pour porter les inventions de la science et les créations du génie. (*Applaudissements.*)

Messieurs, un mot encore de l'atelier. — C'est lui qui doit achever la formation de l'homme moral et religieux en même temps qu'il accomplira celle de l'ouvrier intelligent et habile. Il n'est pas seulement l'école par excellence de la profession, il l'est aussi de la vie. La famille, avec ses auxiliaires l'école et le catéchisme, a fait la théorie de la vie plus qu'elle n'en a donné la pratique. Les enseignements du bien y sont tombés dans l'âme de l'enfant sous la forme d'une révélation mystérieuse, dont il a senti la puissance et la beauté, mais dont il n'a pu saisir toute la portée. Toute théorie, tant qu'elle demeure abstraite, diffère plus ou moins de la réalité ; il faut qu'elle descende dans la région des faits et qu'elle entre avec eux dans un contact qui la confirme, bien loin de la détruire, mais en la modifiant et en la fécondant. C'est là le côté vrai des tendances positives. — Quand donc la mère et le prêtre ont fait cette sublime, cette véritable, cette éternelle théorie de la religion et de la vertu, il appartient à l'atelier de la soumettre à sa nécessaire et décisive épreuve, de lui donner ou de lui refuser droit de cité dans l'existence pratique. Si tout, en effet, dans cette nouvelle école, dit au jeune apprenti : On t'a trompé, ou bien l'on s'est trompé, le grand mouvement des hommes et des choses n'est pas, ne peut pas être ce que l'on t'avait dit ; si cette contradiction des croyances de son enfance pénètre dans son esprit et dans son cœur par tous les enseignements de la parole et de l'exemple, par toutes les influences de ce milieu moral qui agit sur nous avec plus d'énergie que le milieu physique ; c'en est fait des principes de ses parents et de ses premiers maîtres, il les abandonnera comme un appui sans force et se laissera glisser sur les pentes séduisantes du doute et du plaisir. Mais qu'au contraire l'enfant rencontre un de ces ateliers trop rares aujourd'hui, qui sont le prolongement de l'école et du foyer; qu'il y entende et qu'il y voie le commentaire pratique de tout ce qu'il a cru, de tout ce qu'il a aimé ; qu'il y respire cet air hygiénique des âmes, ce grand souffle rafraîchissant et fortifiant de la conscience et du cœur ; et bientôt vous verrez éclore en lui sous une forme virile ces vertus du jeune âge couvées sous les deux ailes sacrées de la famille et de la religion, réchauffées au contact de ces deux cœurs qui se valent, — je n'ose pas dire que l'un surpasse l'autre, tant Dieu les a faits, pour le ber-

ceau de l'homme, dans une semblable tendresse et dans une égale piété, — le cœur de la mère et le cœur du prêtre. (*Applaudissements.*)

III

L'ÉDUCATION PAR LE DIMANCHE.

Je viens de rapprocher le prêtre de la mère. Et en effet, messieurs, si j'ai parlé séparément de la famille et de l'atelier, je n'ai pas entendu pour cela les isoler de la religion. Dans ces deux lois primordiales de l'amour et du travail, dont j'ai indiqué le double foyer, la famille et l'atelier, se trouve impliquée, et comme entrelacée, une troisième loi plus grande, qui forme avec elles le réseau divin de l'existence humaine : la prière.

Nous ne pouvons être les disciples de la morale indépendante, parce que nous ne sommes point les partisans du Dieu impersonnel. Nous avons une morale qui vient du Dieu vivant et qui retourne à lui, et dans cette chaîne d'or qui relie la terre au ciel, tous les anneaux ne sont pas les devoirs de l'homme à l'égard de l'homme; quand on veut être honnête homme, dans la plénitude et dans la sainteté de ce nom profané, il ne faut pas méconnaître dans son respect pratique la première, la plus vivante, la plus sacrée de toutes les personnalités. Or ce commerce de l'âme vivante et personnelle avec le Dieu personnel et vivant, c'est ce que nous nommons la prière, au sens le plus large et le plus complet de ce mot. Il ne suffit pas de penser à Dieu, il faut le prier. Quand on s'habitue à ne l'atteindre que par la pensée, on finit par ne plus croire en Dieu; il s'évanouit, ou tout au moins il se transforme, dans ces nuages confus et glacés, *evanuerunt in cogitationibus suis*, et de l'Être des êtres, il ne demeure plus qu'une sublime, mais chimérique idéalité. Il faut le cœur, il faut les actes, les mouvements d'une âme qui porte son respect et sa tendresse au Dieu qui la fait vivre sur la terre, au Père qui l'attend dans les cieux. La prière individuelle ne suffit pas non plus : il faut la prière collective, la rencontre et la compénétration des âmes dans les mêmes lumières et les mêmes ardeurs. Cette prière a un jour et un lieu solennels : le dimanche et le temple. C'est de ce jour et de ce lieu, messieurs, qu'il me reste à vous dire qu'ils sont, après comme avant la première commu-

nion, la suprême école de l'enfant, de l'adolescent et de l'homme.

C'est pourquoi, la première, la plus nécessaire de toutes les libertés populaires, c'est la liberté du dimanche. Il y a des hommes qui ne comprennent pas ce besoin de repos dans l'âme et dans le corps; ce sont ceux d'ordinaire qui commandent le travail, mais qui ne le font pas, qui en recueillent le profit sans en connaître la fatigue. Ce sont ceux qui n'ont point ensanglanté leurs mains aux ronces et aux épines de l'atelier, aux dures aspérités de la matière, et qui n'ont pas courbé pendant six jours sur la terre maudite leur front baigné de sueur, leur âme épuisée de douleur. Ah! pour ceux-là, je conçois leurs objections contre la loi du repos, je comprends leur répugnance pour la liberté du dimanche! Mais l'ouvrier, toutes les fois qu'il n'est pas sous la pression d'une violence matérielle ou morale, toutes les fois qu'il est laissé à ses propres instincts, l'ouvrier réclame comme son droit le plus cher et le plus sacré la jouissance de ce jour qui le fait vraiment libre, vraiment époux et père, vraiment enfant de Dieu. C'est le sentiment de la dignité humaine qui le veut ainsi; c'est l'exigence de la vie de famille, c'est le besoin religieux des âmes; c'est le cri de tout ce qu'il y a de plus noble et de plus impérieux dans notre nature.

Je me souviens encore de ce qui m'arrivait à moi-même dans mon enfance : permettez-moi cette confession, qui est la vôtre à tous, et qui serait aussi celle de nos ouvriers. Le matin, quand je m'éveillais, je sentais si bien que c'était le dimanche! Dans le bouquet d'arbres, auprès de la fenêtre, l'oiseau chantait mieux, les cloches de l'église sonnaient plus joyeusement, l'air était rempli de plus d'harmonies et de parfums, le ciel était si beau, le soleil si brillant! Je ne comprenais pas ce mystère, je me demandais quelquefois à moi-même comment la nature changeait de la sorte et se transformait à jour fixe. Mais plus tard j'ai compris. Enfant, tout tiède encore de l'eau de ton baptême, tout palpitant des caresses de ta mère, c'est un reflet de ton âme religieuse qui passe sur la nature, et la fait plus belle et plus semblable à toi! (*Applaudissements.*)

L'enfant se lèvera tout ravi, il ira dans le temple, qui est la maison de Dieu, mais qui est aussi la maison du peuple. Les riches ont leurs palais : ils pourraient se contenter d'une modeste chapelle. Au peuple, il faut des cathédrales... (*applaudissements*) il faut des fêtes comme on n'en donne point aux princes de la terre, comme la religion seule peut en réaliser. La vraie fête populaire, laissez-moi dire le mot, dont on abuse, la vaie fête démocratique, c'est le dimanche. Dans la vaste basilique, tous les arts réunis autour de l'autel ont mêlé leurs enchantements dans un enchantement suprême : l'archi-

tecture, la statuaire, la peinture, la musique, l'éloquence surtout. Oui, l'éloquence ! si incultes que soient parfois les paroles du prêtre, par la nature même des vérités qu'il annonce, par les fibres qu'il est sûr de toucher dans l'âme humaine, le prêtre est forcément éloquent. (*Applaudissements.*) Le peuple entre là, et il sent sa grandeur. Et les petits enfants, en franchissant le seuil, sont accueillis comme des rois par la grande voix des orgues ; ils respirent les parfums de l'encens et des fleurs, ils écoutent ces chants majestueux et tendres, ces mots latins qu'ils ne comprennent pas et qui leur disent cependant tant de choses, paroles de l'éternité tombées dans le temps, secrets mystérieux de la patrie entrevus dans l'exil. Transportés de foi, d'espérance et d'amour, ils vont du foyer à l'autel, de l'autel au foyer, ils reportent à leur mère le baiser de Dieu comme ils ont apporté à Dieu le baiser de leur mère.

Voilà pourtant le jour que des amis du peuple voudraient lui ravir ! Faux amis qui ne croient qu'à son corps, qui ne voient en lui que ses besoins matériels : le travail et les jouissances de la bête de somme ! Courtisans de la démocratie, vous qui flattez le peuple et qui le méprisez, croyez donc à son âme, *crede animæ*, et pour cela commencez par croire à la vôtre !... (*Applaudissements*).

Oui, cette loi du dimanche, si religieusement démocratique, est méconnue de toutes parts aujourd'hui. Le patriotisme m'impose des égards plus grands pour mon pays, quand je parle sur une terre qui n'est pas la sienne. Je me trompe, mon pays ne me demande que l'équité, et je sais que si l'on peut dire beaucoup de mal de la France contemporaine, il est juste d'en dire beaucoup de bien aussi. Je parlerai donc librement, et je me plaindrai de la violation du dimanche dans les grandes cités industrielles de France. Il m'arrive quelquefois de traverser leurs rues, me rendant à l'église pour annoncer la parole sainte ; je roule dans mon cœur les leçons de l'Évangile, et tout le long du chemin ce sont les visions de l'enfer, des chariots pesants, des essieux qui crient, des pavés qui fument, des nuages de poussière qui me cachent le soleil et Dieu ! Je couvre mes yeux de mes mains, et je dis en gémissant : C'est la France qui fait cela !

On me répond : Sans doute, mais c'est la liberté. Respectez la liberté de la France ! Respectez la conscience de vos concitoyens ! — Ah ! je n'ai point de mal à dire de la liberté. J'en parle avec des lèvres d'autant plus sincères et émues qu'elles sont plus chrétiennes et plus catholiques. L'heure n'est pas encore venue, messieurs, mais les malentendus cesseront, et il sera dit avant la fin du siècle que le pontife si grand et si méconnu, Pie IX, qui a combattu le plus vaillamment contre la révolution, est le même qui a ouvert les initiatives

les plus hardies et les plus fécondes, — oui, malgré des revers apparents, je dis les plus fécondes, — de la liberté en Europe. Ne faisons pas ce que saint Paul reprochait aux chrétiens de Corinthe : ne séparons pas le Christ, ne divisons pas Pie IX, *divisus est Christus!* Moi, je le prends dans toute l'étendue de ses gloires, depuis sa prospérité si pure jusqu'à ses infortunes si touchantes, depuis le drapeau des réformes et des progrès élevé dans ses mains de prêtre et de roi, avant 1848, jusqu'à la convocation du concile œcuménique qui recueille, à cette heure, avec les applaudissements des catholiques, les sympathies des protestants et des rationalistes.

Non, nous ne voulons pas amoindrir la liberté. Nous ne voulons pas blesser les intérêts des travailleurs, ni les exigences de l'industrie. Méprisables sophismes que ceux-là! Ne voyez-vous donc point deux grandes libertés, deux grandes industries qui vous valent, si elles ne vous surpassent, l'Angleterre et les États-Unis? J'ai eu le bonheur de visiter Londres. Je n'oublierai jamais l'émotion qui s'empara de moi à la vue de cette cité pareille aux antiques métropoles des mers que peignent les prophètes : la femme qui est assise sur les eaux, *mulier quæ sedet super aquas*. Et dans ces flots profonds je ne voyais point d'abîmes, mais seulement un balancement immense et solennel, et comme la majesté d'un trône mouvant et stable. Et la grande reine des mers était là, commandant aux îles et aux continents, étendant au loin sur les rois et sur les peuples, non plus comme ses devancières la verge de l'oppression, mais le sceptre bienfaisant de sa richesse et de sa liberté. Et j'entendais le bruit de son vaste travail, et dans les rues passait le flot vivant des hommes et des chars... Puis un jour se levait comme les jours de mon enfance, un jour comme la vie publique ne m'en montrait plus dans ma patrie, un jour enfin qui ne ressemblait pas à tous les jours... Plus de chars bruyants dans les rues, plus de foule affairée : la machine gigantesque qui grondait et tonnait la veille, s'était arrêtée soudain comme devant la vision de Dieu. Le grand mouvement de l'industrie anglaise s'était tu, et je ne voyais plus dans les rues que des familles qui s'en allaient, recueillies et joyeuses, au lieu de la prière, et je n'entendais plus que la douce harmonie des cloches protestantes qui se souviennent d'avoir été catholiques en attendant de le redevenir. (*Applaudissements.*)

Qu'on ne dise pas : L'Angleterre est la puissance aristosratique et féodale : son repos du dimanche est un de ces restes du moyen âge, que le souffle moderne aura bientôt balayé. Je regarde de l'autre côté des mers, j'y retrouve cette race anglo-saxonne qui sait revêtir la même grandeur sous les formes les plus diverses. Cette fois, ce n'est

pas le moyen âge et l'aristocratie : c'est la proue la plus avancée de la civilisation moderne cinglant à travers toutes les gloires et toutes les témérités vers un avenir inconnu. C'est, j'aime à le penser, le peuple élu de Dieu pour renouveler les choses, et pour préparer aux vérités et aux institutions qui ne sauraient passer des vêtements plus jeunes et plus forts. Eh bien, les États-Unis observent le dimanche comme l'Angleterre, et nous renvoient à travers l'Océan cette même réponse du silence de Dieu aux blasphèmes de l'homme. (*Applaudissements.*)

En louant ces grands pays, messieurs, je n'entends pas vous recommander une imitation servile, et je ne demande pas qu'on inscrive dans nos lois ce qui n'est pas dans nos mœurs. La loi existe en France, il est vrai, mais à l'état de lettre morte : je ne désire pas de la voir appliquée. Je suis persuadé que dans des pays comme la France et la Belgique, il y aurait d'immenses inconvénients à entrer dans cette voie. Ce que je demande, ce n'est pas l'obligation, c'est la liberté du dimanche : la liberté par le dimanche, et le dimanche par la liberté. (*Très-bien ! c'est cela !*) Oui, je répète, la liberté du peuple par le dimanche, et l'observation du dimanche par la liberté !

Si j'avais le droit de parler aux gouvernements, je le ferais avec le respect qui leur est dû jusque dans leurs fautes. Nous avons applaudi ici même les belles paroles de M. de Maistre au sujet de la Russie: « Je respecte tout ce qui est respectable, les souverains et les peuples. » Je leur dirais donc : Donnez l'exemple, je ne vous demande pas d'autre appui pour la cause que je défends. Que les travaux publics respectent scrupuleusement le dimanche, et que l'État force l'individu à rougir devant lui. (*Applaudissements.*) Et vous, princes de l'industrie, organisateurs, législateurs et monarques du travail et de la richesse, vous pouvez plus ici que les têtes couronnées : vous avez été puissants pour opprimer la liberté du dimanche, vous serez plus puissants pour la restaurer ! (*Applaudissements.*)

Et maintenant, messieurs, avant de terminer, souffrez que j'adresse un dernier et pressant appel à votre zèle en faveur de ces trois grandes restaurations au sein des classes ouvrières : la famille, l'atelier, le dimanche. Hier, dans un langage qui n'appartient qu'à lui, mais qui interprétait nos sentiments à tous, M. le comte de Falloux disait à l'illustre évêque d'Orléans : « Monseigneur, vous nous avez recommandé de nous lever matin, mais vous avez joint l'exemple au précepte. Vous avez été matinal pour toutes les bonnes causes... » Eh bien, ce que je voudrais, c'est que chacun de nous fût matinal aussi. C'est que nous eussions l'honneur, nous, catholiques, de de-

vancer les autres dans l'intelligence pratique de ce qui se prépare aux horizons prochains.

Ce qui se prépare, on l'appelle d'un nom mal défini, qui passionne et qui divise : la démocratie. J'avais essayé d'expliquer ce mot, il y a deux ans bientôt, à Notre-Dame de Paris[1], et j'en avais été blâmé par quelques-uns. Depuis, j'ai retrouvé une définition toute semblable dans le récent écrit du courageux évêque que je nommais tout à l'heure. Je la reprends donc avec fierté, et je dis à tous ceux qui invoquent ce nom : Il y a deux démocraties dans le monde : quelle est la vôtre? Est-ce la révolution radicale? Sont-ce les grandeurs de l'intelligence et de la vertu, la hiérarchie sociale prosternée tout entière devant la force du nombre? Est-ce le niveau brutal qui passe sur toutes choses pour abaisser et broyer? Ah! si c'est là votre démocratie, c'est la pire des barbaries, et nous la combattrons, s'il est nécessaire, jusqu'à verser notre sang! Mais si la démocratie est l'ascension graduelle et pacifique des masses laborieuses et souffrantes, qui se nomment les paysans dans nos campagnes et les ouvriers dans nos villes; si c'est leur élévation à une instruction plus complète, à un bien-être plus assuré, à une moralité plus épurée et plus efficace, et, par une conséquence légitime, à une influence sociale plus étendue ; nous sommes avec cette démocratie, non-seulement parce que nous sommes les fils de notre siècle, mais parce que nous sommes les fils de l'Évangile[2]!

Je la vois se lever. Je la salue en votre nom à tous, cette démocratie chrétienne, ayant ses profondes et solides assises au foyer des familles, dans les ateliers du travail, au sanctuaire de nos temples. Elle changera l'histoire, qui ne savait écrire, dans le passé, que les intrigues des habiles ou les conquêtes des violents, les impuissances de la politique, la corruption trop fréquente de la richesse et des arts ; elle donnera pour sujet aux méditations des sages l'accomplissement intelligent et fidèle de ces lois de la vie privée auxquelles se subordonne la vie publique elle-même, quand on sait la comprendre. Elle fera surgir un grand peuple qui cherchera le bonheur pratique de son existence, comme l'inspiration de sa littérature et de ses arts, dans les affections de la famille, dans les luttes et les joies du travail, dans les chastes émotions de la prière et les fêtes splendides de la religion.

Ah! sans doute, la crise que nous traversons est une des plus ter-

[1] *Conférences de l'Avent de* 1865. (3e Conférence).

[2] « Si la démocratie est l'ascension des races populaires, des paysans, des ouvriers, à une plus grande somme d'instruction, de bien-être, de moralité, de légitime influence, l'Église est avec la démocratie. » *L'Athéisme et le péril social,* par Mgr l'évêque d'Orléans, 1866, p. 166.

ribles et des plus profondes qu'ait connues notre race. Grandissons nos efforts, notre courage et notre foi à la hauteur de ces événements solennels, mais ne redoutons pas l'issue dernière. Je m'explique la ruine des sociétés païennes : mais pour la société qu'a touchée Jésus-Christ, pour cette humanité qu'a possédée pendant des siècles l'esprit de l'Évangile, pour l'Europe, en un mot, elle peut souffrir, elle peut agoniser, elle ne peut pas mourir! (*Longs applaudissements. — La séance demeure suspendue pendant quelques instants*)

LA POLITIQUE DANS LES LIVRES

Mémoires pour servir à l'histoire de mon temps, par M. Guizot.
(Huitième et dernier volume.)

I

Que n'a-t-on pas dit de tous les temps sur les inconvénients et les périls de l'histoire contemporaine racontée aux générations qui l'ont vue par les acteurs qui y ont pris part ? Et cependant c'est de celle-là que nous parlons sans cesse, c'est celle-là que nous étudions depuis trois quarts de siècle, sans nous lasser, les uns dans de beaux livres comme M. Guizot, les autres dans les brochures, les revues, les journaux. A relire aujourd'hui la plupart des travaux qui ont renouvellé de nos jours la science historique, on y trouve avec surprise l'empreinte toute vive de l'époque pour laquelle ils ont été écrits. Qu'ils s'appellent la *Conquête de l'Angleterre par les Normands*, ou l'*Histoire de la civilisation en Europe*, non-seulement c'est à nous qu'ils s'adressent, mais c'est de nous, toujours de nous qu'ils parlent. La philosophie de l'histoire, science nouvelle trouvée et laissée dans les nuages par les Allemands, est devenue, pour le génie à la fois généralisateur et pratique de nos écrivains, l'art d'appliquer à notre siècle les conclusions et les espérances des siècles passés. Il est permis de douter que le P. Daniel ou le bon Rollin aient jamais songé aux institutions de leur temps quand ils retraçaient les hauts faits des consuls de Rome et des rois de France.

Que prouve au fond cette inquiétude obstinée et nouvelle de la chose publique, cette exclusive préoccupation du point de l'espace et du temps où il a plu à la Providence de nous faire naître ? Que nous

vivons dans une époque très-infatuée d'elle-même? Cela est vrai sans doute, mais qui ne voit que cette explication a besoin elle-même d'être expliquée? Les travers vulgaires sont le propre des individus, non des peuples. Il ne faut pas confondre ce qui est ridicules chez les uns avec ce qui est passions chez les autres. En se multipliant des millions de fois par eux-mêmes, les petits défauts finissent par devenir les grandes qualités. On ne dit guère d'un siècle qu'il est vaniteux, intéressé, ou jaloux; mais on dit qu'il a foi dans ses destinées et que, pour le bien de tous, il veut dépasser en justice et en liberté tous les siècles qui l'ont précédé.

Avouons donc sans fausse honte ce tort qui est un mérite et ce faible qui est une force. Oui nous sommes pleins de notre époque, au point de ne voir dans le passé que ses origines, dans le présent que ses efforts, dans l'avenir que ses promesses. N'inspire pas qui veut ce fanatisme à l'esprit public, et cette foi tranquille aux grands esprits! En tout cas, ce n'est pas là un signe de décadence, et tant de partialité ne s'accorde guère avec le découragement qu'il nous plaît souvent d'afficher. Si nous croyons tous, et quelques-uns comme malgré eux, à l'œuvre de nos pères, c'est que nous avons tous besoin de croire au lendemain de nos enfants; c'est qu'en dépit des leçons et des mécomptes dont notre temps s'est montré si prodigue, nous ne voulons pas, nous ne voudrons jamais

Quitter le long espoir et les vastes pensées!

Reste néanmoins, qu'aujourd'hui comme autrefois, les piéges et les obstacles abondent sous les pas du hardi pionnier qui essaye de tracer un chemin à l'histoire dans le fouillis des faits contemporains, et aussi, je puis l'affirmer, sous les pas du simple curieux qui vient s'y promener après lui. Et si, par un hasard qui n'est plus une exception, l'écrivain dont il suit la trace se trouve raconter dans l'histoire de son temps sa propre histoire, alors à la difficulté de citer devant lui une époque qui n'a pas l'âge requis pour être jugée, vient s'ajouter la difficulté bien autrement délicate, de parler au passé d'un homme qui n'a pas cessé d'appartenir au présent.

Avec M. Guizot, ce second embarras du moins nous est épargné. Si la monarchie qu'il a si brillamment servie entre l'orage de 1830 et l'orage de 1848, semble encore trop près de nous pour qu'on croie du premier coup à l'entier désintéressement de nos opinions sur elle, sa personne, ses écrits, ses discours, le souvenir d'une longue vie de luttes et de grands services, l'isolement volontaire de cette énergique vieillesse vouée au travail, tout cela s'est emparé à un tel point de l'univer-

selle estime qu'anciens amis et anciens adversaires se sont mis d'accord pour parler de lui comme en parlera la postérité.

J'ai besoin, je l'avoue, de sentir tout le prix de cette compensation, pour oser aborder dans ce recueil l'examen du huitième et dernier volume des Mémoires du dernier ministre de la monarchie de 1830.

Il y a trois points à mon sens sur lesquels cet examen pourrait utilement porter : les événements remis en lumière, le gouvernement dont ils achèvent l'histoire, l'homme d'État qui en revendique de nouveau la pleine responsabilité. Je voudrais toucher en passant à chacun d'eux, non pas peut-être dans l'ordre rigoureux que j'indique ici, mais dans le mélange inévitable, dans l'ordre imprévu et naturel qui sort des faits eux-mêmes et dont l'écrivain, comme l'orateur, n'a qu'à suivre le fil conducteur.

II

De tous les gouvernements que notre pays a pris à l'essai depuis sa rupture avec l'ancien régime, aucun ne paraît s'être présenté avec plus de prétextes pour s'établir et moins de raisons pour durer que la monarchie de 1830. « Ayant eu l'honneur, dit M. Guizot, de naître d'une révolution accomplie pour la défense des lois et des libertés violées, elle a eu le malheur de naître d'une révolution et d'une révolution accomplie au dépens du principe essentiel de la monarchie[1]. » N'est-ce pas dire en deux mots, mais en deux mots de maître, tout ce qui peut être dit pour la glorification et pour la condamnation du régime issu des barricades de juillet? N'est-ce pas dire clairement qu'ayant eu pour lui l'enthousiasme libéral des premiers jours, il eut contre lui la durable fatalité de son principe, et que l'octroi parlementaire devait perdre la royauté du 7 août, comme l'octroi royal venait de perdre celle de Charles X.

Tout conspirait, il faut le reconnaître, pour faire illusion aux monarchiques de 1830 en train de violer la loi de la monarchie. Le gouvernement qui venait de provoquer la dernière lutte et d'y succomber, avait été honnêtement livré, s'il est permis de parler ainsi, par ceux qui s'étaient faits fort de le sauver. Du jour où la restauration qui avait commencé par être la revanche libérale de la nation contre le despotisme impérial, se fut laissé dire qu'elle n'était que la revanche d'un parti contre la révolution, de ce jour elle avait accepté sa déchéance. La substitution d'une famille à une famille, d'une royauté à une royauté,

[1] *Mémoires pour servir à l'histoire de mon temps* (t. VIII, p. 507).

d'une classe gouvernementale à une autre classe gouvernementale, tout cela était prêt, sinon dans les faits, au moins dans un grand nombre d'esprits. « On ne l'a jamais aperçu où je l'aurais voulu, écrivait, en 1821, le roi Louis XVIII de son cousin le duc d'Orléans, est-ce bien sa faute? Depuis sa rentrée, il est chef de parti et n'en fait mine. Son nom est un drapeau de mémoire, son palais un point de ralliement. *Il ne se remue pas et cependant je m'aperçois qu'il chemine.* Cette activité immobile m'inquiète. Comment s'y prendre néanmoins pour empêcher de marcher un homme qui ne fait aucun pas[1]? » Il n'y avait, à vrai dire, qu'un parti à prendre, changer la situation, car c'était elle qui conspirait et qui marchait à faire peur. On ne s'en aperçut que lorsqu'il n'était plus temps de rien arrêter. A peine, en effet, la dynastie de 1814 eut-elle été poussée hors de la charte, qu'elle se vit entourée, assaillie, désarmé, conduite à la frontière... et remplacée aux Tuileries.

Ici, qu'il me soit permis de marquer tout de suite le grave et respectueux dissentiment qui me sépare de M. Guizot dans l'appréciation du fait principal de cette époque. J'admets avec lui que la résistance au coup d'État était légitime, mais je me demande jusqu'où il était à la fois permis et politique de pousser cette résistance. Devait-on aller jusqu'au vote constituant du 7 août, ou s'arrêter à la chute de M. de Polignac et aux abdications de Rambouillet? Là est toute la question, non-seulement de la révolution de Juillet, mais par contre-coup de la révolution de Février.

Un moraliste, qui était en même temps un homme d'esprit, a écrit que la guerre contre les passions ne doit pas être sans quartier et qu'il faut faire des prisonniers. Eh bien! beaucoup ont pensé qu'en 1830 il fallait faire prisonnier l'article 14 d'où venait tout le mal, et permettre à la vieille dynastie renouvelée dans un enfant de rentrer aux Tuileries sous la conduite d'un prince acclamé comme patriote par les vainqueurs. Puisqu'on se résignait à garder la monarchie, le bon sens ne criait-il pas de garder aussi le principe héréditaire et de profiter de cette faveur de la Providence qui l'offrait au pays à la fois intact et inoffensif dans un roi de dix ans! Aux premières pages de ses Mémoires, M. Guizot nous semble avoir jugé de toute la hauteur de son grand esprit l'acte de la Chambre de 1830, en jugeant en ces

[1] Ce portrait d'un crayon si fin, et dont nous n'avons à donner ici que la partie politique, a été plusieurs fois comme refait au fusain par les reproductions infidèles des journaux. La copie dont nous nous sommes servi est aussi authentique que pièce historique peut l'être. Elle a été prise par la duchesse de Noailles sur le texte même du royal écrivain et donnée par elle à son amie madame Récamier. C'est cette copie que la gracieuse obligeance de madame Lenormant, à qui l'histoire contemporaine et le *Correspondant* doivent déjà tant, m'a permis de transcrire, et je me fais un devoir et un honneur de l'en remercier ici.

termes la même tentative de la part du Sénat de 1814. « Au moment, dit-il, où le Sénat proclamait le retour de l'ancienne maison royale, il étala la prétention d'élire le roi, méconnaissant ainsi le droit monarchique dont il acceptait l'empire et pratiquant le droit républicain en rétablissant la monarchie[1]. »

Malheureusement c'était juste à ce droit monarchique qu'on en voulait, c'est lui qu'on accusait, non sans logique, de la catastrophe des ordonnances, et les politiques du moment ne cherchaient que le moyen de mettre une fois pour toutes les libertés publiques à l'abri de ses atteintes. On crut nécessaire de répondre au coup d'État royal par un coup d'État parlementaire ; on crut habile de sanctionner par le vote des pouvoirs réguliers la victoire irrégulière de l'insurrection. Un instinct populaire né de la crise venait d'ailleurs en aide à cette solution à la fois révolutionnaire et conservatrice. Les témoins plus ou moins désintéressés des trois jours, encore nombreux dans Paris, racontent que, dès le matin du 29, tous les marchands des rues Vivienne et Richelieu, brevetés par les princes ou princesses de la branche aînée, avaient déjà gratté leur enseigne, tandis qu'aucun des fournisseurs du Palais-Royal n'avait songé à effacer de la leur le nom du duc d'Orléans. On voulut voir dans ce contraste comme un premier vote de la bourgeoisie. En outre, des barricades encore debout, de la presse qui venait de protester courageusement contre l'illégalité des actes du 25 juillet, de l'Hôtel de Ville où siégeaient autour de Lafayette les jeunes chefs de l'émeute triomphante, de tous les coins de la capitale, s'élevait un formidable cri de déchéance contre le régime qui, par l'aveuglement de ses fidèles et l'habileté de ses ennemis, s'était laissé confondre avec l'ancien régime. Il y avait donc à prendre à ce moment le parti de la raison d'État contre les passions déchaînées ; il y avait à se porter fort, au nom de l'immense majorité nationale qui répugne toujours aux changements extrêmes, contre l'entraînement de toute une classe provoquée et victorieuse. C'était un de ces rares moments marqués par la Providence et rêvés par les poëtes pour l'entrée en scène d'un grand homme ou mieux encore d'un grand citoyen.

Mais l'homme d'Horace ne se montra pas. S'il se fût montré, quel accueil lui était réservé? Tout aurait évidemment dépendu du moment choisi pour son intervention. Dans une très-curieuse brochure écrite à la fin de 1831 avec la même plume qui avait signé un an avant la protestation des journalistes, M. Thiers a fait le partage des chances au moment de la crise entre les divers partis alors existants. D'après lui, jusqu'à la veille des ordonnances, une simple

[1] *Mémoires pour servir à l'histoire de mon temps* (t. I, p. 32).

retraite des ministres aurait tout pacifié. Au lendemain de leur publication et jusqu'au jeudi 29, troisième jour de la lutte, alors que le peuple, ignorant encore sa victoire et le désarroi de Saint-Cloud, craignait d'avoir à se battre les jours suivants contre des forces plus considérables, M. Thiers reconnaît que l'abdication de Charles X eût rendu possible le règne d'Henri V. L'ancien rédacteur du *National* se hâte, il est vrai, d'ajouter que cette solution ne pouvait être ni désirable ni durable, mais enfin il la combat longuement et passionnément comme sérieuse, honneur qu'il n'accorde ni à la République, qui était l'épouvantail des bourgeois, ni à Napoléon II, dont le nom fut à peine prononcé[1].

Eussent-ils eu l'inspiration de ce grand rôle, ce n'était hâtons-nous de le reconnaître, ni M. Guizot, ni M. Thiers, ni M. Casimir Périer, ni M. Laffitte, ni aucun des orateurs libéraux de l'une ou l'autre Chambre qui auraient arraché à la révolution le pouvoir dont elle venait de s'emparer. Après le lieutenant général du royaume qui pouvait dire non à la couronne, un homme seul nous paraît, à distance, avoir été assez grand, assez fort de sa popularité d'un demi-siècle pour jouer sa tête avec quelque chance dans cette héroïque aventure. Mais de celui-là on n'attendait, on ne pouvait attendre au contraire que la proclamation de la république, et ce fut lui en effet qui par une sorte de concession gracieuse que ses amis ne devaient pas tarder à lui reprocher, présenta au peuple, comme la meilleure des républiques, la royauté de M. le duc d'Orléans.

La crainte de la république paraît d'ailleurs avoir souverainement influé, du 30 juillet au 7 août, sur la détermination des hommes d'État de 1830. La nation et l'Europe n'auraient accepté que par force le retour d'un régime dont la trace de sang fumait encore de toutes parts. On était à la fois, trop près de 93 pour que la république ne devînt pas la terreur et trop près de 1815 pour que la guerre ne devînt pas l'invasion. L'état-major des armées qui avaient deux fois en un an foulé notre territoire était encore à cheval; les traditions de la Sainte-Alliance gouvernaient encore la politique des grandes puissances. On se dit qu'il fallait enlever son programme à la révolution par la pratique sincère de toutes les libertés compatibles avec l'ordre, et désarmer l'Europe par toutes les déclarations pacifiques compatibles avec l'honneur national. Juste milieu idéal, équilibre parfait, que devaient rompre plus d'une fois les oscillations inévitables entre le parti de la résistance et le parti du mouvement.

Toujours est-il que la question du changement de la dynastie

[1] *De la monarchie de* 1830, par M. A. Thiers, député des Bouches-du-Rhône (p. 18 et suiv.).

en 1830 resta, pour ainsi dire, à l'ordre du jour des consciences pendant toute la durée du règne du 7 août, et qu'elle a depuis 1848 repris sa place dans la polémique. Combien de fois à l'approche d'une crise trop prévue, combien de fois au lendemain du honteux naufrage de nos institutions constitutionelles, n'a-t-on pas dit qu'on avait manqué, il y a trente-sept ans, le moment unique peut-être de concilier le principe traditionnel de la monarchie avec les conquêtes libérales de notre temps! « Après l'abdication de Charles X et la claire désignation de son successeur contre lequel il n'existait aucun motif avoué de répulsion, la continuation du divorce avec la branche aînée était-elle légitime et opportune? je ne le pense pas. Une longue régence commençant par le triomphe des idées libérales offrait, pour fonder le régime parlementaire, une de ces occasions comme il s'en présente bien peu dans la destinée des nations[1]. » Qui parle ainsi? qui ose avouer des opinions si rétrogrades? C'est M. Renan dans une belle étude sur les premiers volumes de l'œuvre dont le dernier est entre nos mains.

Obligé de traiter en ennemi le droit héréditaire et cependant de s'appuyer sur l'hérédité, le nouveau régime pouvait-il au moins invoquer sans être contredit le droit nouveau de la souveraineté du peuple? Ses ennemis ne tardèrent pas à lui enlever toute illusion à ce sujet. Dans la fiévreuse improvisation des premiers jours, une grave formalité avait été oubliée ou dédaignée. On n'avait pas soumis à la ratification des comices le vote de la chambre des députés qui venait de disposer de la couronne. Chose étrange et qui va bien étonner les moindres politiques de notre temps : ni à l'Hôtel de Ville où s'agitaient les républicains et quelques bonapartistes, ni au Palais-Royal où trônait déjà au milieu de nombreux conseillers le lieutenant général du royaume à la veille de devenir roi, ni au palais Bourbon où siégeaient les 221, personne ne s'avisa de songer à cette formalité; je répète le mot formalité, parce qu'il est bien démontré pour tout le monde que si, dans le courant d'août 1830, le duc d'Orléans avait pris fantaisie de consulter le suffrage universel il aurait recueilli, comme Louis XVIII au mois de mai 1814, comme Napoléon au mois d'avril 1815, tous les millions de *oui* que la France ne saura jamais refuser au pouvoir qui, en pleine crise sociale, osera lui demander : *Voulez-vous être gouvernée?* Les gouvernements qui ont le malheur d'avoir à commencer ne sauraient surveiller avec trop de scrupule leurs premiers actes et leurs premières paroles. Ils en répondent toute leur vie et quelquefois jusqu'à ce qu'ils en meurent. De cette omission sur l'acte de naissance de la monarchie de Juillet allait

[1] Philosophie de l'histoire contemporaine, *Revue des Deux-Mondes*, du 15 juillet 1859.

sortir la réclamation d'année en année plus bruyante et plus motivée de la réforme électorale, qui devait l'emporter. Et de nos jours n'avons-nous pas vu la république, qui cependant nous avait donné le suffrage universel, succomber sous les coups répétés de plébiscites qu'il lui eût été si facile de prévenir et de prendre pour elle?

Mais en ce temps trop près encore de l'ère napoléonnienne pour avoir oublié les votes machinaux du premier empire, l'appel au peuple passait pour un expédient tout à la fois révolutionnaire et puéril. On avait eu les acclamations des Parisiens, les adresses et les députations de toutes les communes de France, l'armement spontané des gardes nationales, le renouvellement de la chambre des députés. « Que veut-on de plus? s'écriait M. Thiers avec une vigueur de raison qui porte sa date comme elle porte sa signature, du papier timbré, c'est-à-dire des délibérations d'assemblées primaires ou des registres ouverts chez les notaires? En vérité, de telles jongleries ne sont plus de notre temps! A voir le bon sens et le positif de notre époque, il semblait qu'elles ne seraient plus proposées [1]. »

A défaut du principe révolutionnaire contesté au nouveau régime, il lui restait au moins le fait, le fait indéniable de l'insurrection entrant victorieuse aux Tuileries. Mais ce n'était pas là, on en conviendra, une base solide pour une monarchie. Aussi, sans jamais renier cette origine, en parlait-on de moins en moins, et traitait-on les héros des trois jours en amis compromettants, à peu près comme les premiers ministères de la Restauration avait traité les émigrés. Bientôt on vit se former parmi les vainqueurs deux camps d'abord distincts, puis hostiles d'une part, ceux qui avaient renversé le trône du roi Charles X; de l'autre, ceux qui avaient élevé le trône du roi Louis-Philippe. Entre les premiers, qui se vantaient d'avoir conspiré quinze ans et porté trois jours le poids du combat, et ceux qui n'avaient eu qu'à recueillir les fruits de la victoire, les plus violentes récriminations ne tardèrent pas à s'échanger. Pendant les troubles occasionnés par le procès des ministres, M. de Lafayette, alors commandant général des gardes nationales du royaume, s'étant écrié en face d'un attroupement menaçant : Je ne reconnais pas là les combattants des trois journées, une voix lui répondit : « Je le crois bien, vous n'étiez pas parmi eux [2]. » C'était justement le reproche que les procureurs géné-

[1] *De la monarchie de* 1830, par M. A. Thiers, député des Bouches-du-Rhône. Douze ans plus tard, M. Guizot, s'opposant à son tour à ceux qui voulaient confier aux comices la rédaction de la loi de régence, disait : « Tout ce dont on vous parlera, ces votes, ces bulletins, ces registres ouverts, ces appels au peuple, tout cela c'est de la fiction, du simulacre, de l'hypocrisie. Soyez tranquilles, messieurs, nous, les trois pouvoirs constitutionnels, nous sommes les seuls organes légitimes et réguliers de la souveraineté nationale! »

[2] Louis Blanc, *Histoire de dix ans*, vol. I, p. 187.

raux de la Restauration n'avaient cessé d'adresser aux quelques députés de l'opposition connus pour être les chefs des sociétés secrètes. Or, si c'est là qu'on en était cinq mois après le vote du 7 août, comment s'étonner qu'on en soit venu bientôt aux coups de fusil et à cette abominable série d'attentats qui ont fait du règne de Louis-Philippe comme un long enseignement de régicide?

Au grand esprit de M. Guizot, il fallait, on le devine, un autre motif pour justifier une dérogation si radicale à la loi fondamentale de l'État. Il le fallait, si j'ose ainsi parler, grand comme elle et comme lui. L'éminent historien en trouva deux. Pour lui l'avénement de la nouvelle dynastie devint le signe et la garantie de l'avénement politique des classes moyennes, et notre révolution de 1830 se confondit avec la révolution de 1688 en Angleterre.

Cette dernière assimilation est devenue aussitôt populaire et passera probablement à l'histoire malgré le démenti des événements. Entre Charles Ier et Louis XVI, entre le duc d'York et le comte d'Artois, entre Jacques II et Charles X, entre l'exil d'Holyrood et l'exil de Saint-Germain, entre Guillaume d'Orange et le duc d'Orléans, les ressemblances en effet sautent aux yeux ; mais aux yeux seulement! Il ne se peut pas, en effet, que tout soit absolument semblable entre une révolution toute religieuse faite par des Anglais au nom de la Bible au dix-septième siècle, et une révolution toute philosophique faite cent ans plus tard par des Français au nom de la Déclaration des droits de l'homme. Constatons d'abord que le sentiment public les a jugées et distinguées en appelant l'une, la révolution d'Angleterre, et l'autre, la Révolution tout court. Celle-ci a réellement plus bouleversé l'Europe du dix-neuvième siècle, que la première n'avait bouleversé la Grande-Bretagne du dix-septième. Il faut voir dans Burke et Macaulay toutes les précautions imaginées par le bon sens britannique pour que le nouveau régime eût le moins possible l'air nouveau et que la royauté élue pût passer pour avoir continué et non renversé la royauté héréditaire.

Il faut voir, pendant l'interrègne qui sépara le départ de Jacques de l'installation de Guillaume, les deux Chambres et la société anglaise se partager passionnément entre ceux qui voulaient traiter avec le roi fugitif, et ceux qui, sans croire prudent de le rappeler, entendaient qu'on ne devait point cesser de le considérer comme roi et se borner à le faire déclarer incapable d'autres actes que de donner son nom aux ordonnances d'un régent et son effigie aux pièces de monnaie, comme cela s'était passé pendant l'enfance d'Henri VI. D'autres, plus nombreux, tout en professant hautement avec presque toute l'Église anglicane, qu'un roi ne saurait être légitimement détrôné par ses sujets, affirmaient que par sa fuite Jacques avait en réalité abdiqué, puisqu'il s'était mis dans l'impossibilité de remplir aucun

des devoirs de sa dignité, et que dès lors la couronne passait de plein droit à son plus proche héritier, lequel n'était autre, d'après eux, que sa fille Marie, princesse d'Orange, femme de Guillaume. C'est avec ce plan et le plan des Wighs qui posait en principe la responsabilité possible des souverains, que fut rédigée la fameuse *résolution* qui mit fin à ces dangereux débats. Avons-nous jamais su que rien de pareil se soit dit ou fait en 1830 ?

Un dernier trait, pris aussi dans les auteurs anglais, suffirait d'ailleurs à donner la mesure de l'écart existant entre les deux révolutions qu'on a un moment semblé confondre. On sait que le jour anniversaire de la mort de Charles Ier est un jour de deuil et de prières publiques dans la chrétienne et monarchique Angleterre. Or le 30 janvier 1688 tomba juste au moment où les Chambres délibéraient sur la déchéance du petit-fils du roi supplicié. L'office n'en fut pas moins dit comme d'habitude, et devant les Communes assemblées, un prédicateur osa rappeler les textes de la Bible sur l'inviolabilité des couronnes. En France, tout le monde sait qu'une des premières lois de la Restauration qu'il fallut rapporter après 1830, fut celle qui avait établi un service commémoratif pour le 21 janvier.

On voit donc qu'après 1688 comme après 1648, la vieille Angleterre resta l'idole du peuple anglais, et que rien ou à peu près rien de visible ne fut changé que le roi. Juste un siècle plus tard, tout était au contraire si radicalement renouvelé chez nous que moins de quatre ans après la première séance de la Constituante, il eût été impossible de reconstruire ou même de reconnaître la France de l'ancien régime. Un voyageur, embarqué en 1788 pour les grandes Indes et revenu en 1792, aurait pu se demander si les hommes et les choses de son temps n'étaient pas partis comme lui pour un lointain voyage. Plus de provinces avec ou sans états, mais d'innombrables arrondissements administratifs, nouveaux de désignations, de limites, de chefs-lieux, d'organisation ; la propriété changée de mains, la justice changée de codes, la classe nobiliaire changée de noms ; le sol, jusque-là surchargé de servitudes, déclaré libre comme l'habitant qu'il porte et qu'il nourrit ; toutes les terres égales devant l'impôt, tous les citoyens égaux devant la loi ; la religion outragée, persécutée, dépouillée, mais s'il est vrai, suivant une forte parole de M. Guizot, qu'on ne détruit que ce qu'on remplace, gardant ses temples vides à la disposition du vieux culte proscrit et non remplacé. Sans doute, toutes les révolutions comme tous les drames se ressemblent. Il y a des épisodes, et ce sont les plus terribles, qui sont forcément partout les mêmes. Mais quelle distance entre les deux temps, les deux sociétés, les deux histoires ! Pour prédire à l'établissement français de 1830 les mêmes destinées qu'à l'établissement britannique de 1688,

il fallait ne pas vouloir distinguer une révolution qu'on avait eu grand' peine à conduire jusqu'au remplacement d'une dynastie par une autre, avec une révolution qu'on avait à grand peine arrêtée sur la pente de la plus radicale anarchie. Entre les deux, on peut le dire, la distance est la même qu'entre l'idolâtrie de la tradition qui a marqué de son empreinte toutes les pages de l'histoire d'Angleterre et cette aveugle idolâtrie démocratique que M. Guizot a dénoncée comme le signe et la fatalité de notre régénération politique[1].

Quant à l'avénement des classes moyennes, personne n'ignore que c'était là, bien avant 1830, non une innovation, mais une loi sociale en train de s'accomplir. Il est même juste de dire que cette loi a fait son entrée dans le monde avec le premier roi de la maison de Bourbon. Je ne sais si les historiens ont assez remarqué que la Ligue, toute catholique au fond, était toute municipale et bourgeoise dans la forme. Or, c'est avec elle que la royauté avait à traiter, c'est-à-dire à transiger, car la paix signée entre Henri IV et la France ne fut et ne pouvait être, comme toute paix sociale, qu'une transaction. Elle se conclut aux dépens de la noblesse et des libertés locales. La royauté prit tout le pouvoir, la bourgeoisie reçut toutes les places. Sauf les hauts grades militaires, les charges de cour et quelques lieutenances royales dans les provinces, c'est elle, c'est la bourgeoisie plus ou moins affublée de titres, qui a gouverné, administré, jugé, taxé et surtaxé le royaume pendant les cinq règnes de la dynastie de Bourbon. La déchéance et la disparition des races féodales avaient été si rapides, qu'en 1788 le généalogiste Chérin osait écrire qu'à peine un vingtième de la noblesse existant alors pouvait prétendre à la noblesse immémoriale et d'ancienne race. La plupart des députés élus au nom de l'ordre, l'année suivante, ne représentaient que le tiers-état arrivé depuis un ou deux siècles par la fortune aux emplois, et par les emplois à la noblesse. Depuis ce temps, l'effort des classes moyennes pour s'emparer, tour à tour par le pouvoir et par la liberté, de la direction des affaires publiques, a rempli toute notre histoire. Ce sont elles qui ont fourni aux assemblées de la Révolution leurs tribuns et leurs juristes ; à l'Empire son cortége de rois, de maréchaux, de grands dignitaires ; à la monarchie constitutionnelle ses orateurs, ses ministres, ses philosophes, ses écrivains, ses économistes. Deux fois menacées ou s'étant cru menacées dans leur prépondérance, elles s'en sont vengées en laissant périr les gouvernements qui avaient osé leur porter ombrage. La Restauration a expié en 1830 l'impopularité de deux ou trois lois maladroites qu'on soupçonnait de servir des intérêts de castes ; la république a expié en 1851 le trouble jeté dans les affaires par de folles utopies.

[1] *De la Démocratie*, par M. F. Guizot. 1849.

On le voit, dans cet enroulement de faits rattachés à la même cause et qui sont l'histoire vivante des classes moyennes, 1830 doit compter sans doute comme un pas de plus vers la domination, mais non comme le premier pas. En dépit de M. de Polignac et de ses gothiques ordonnances, leurs destinées ne s'en seraient pas moins accomplies. La preuve, c'est qu'elles continuent à se développer depuis quinze ans, bien que par les décrets-lois de 1852 nous ayons débordé sur tous les points, sauf sur la question du nombre des électeurs, les trois fameuses ordonnances du 25 juillet 1830. Il est facile de donner de ce fait une explication qui ne dépend point de la politique et dont cependant la politique doit tenir grand compte. L'industrie, qui occupe dans notre société moderne plus de place encore que la guerre n'en occupait dans l'ancienne, devait produire à son tour sa classe dirigeante. De même que l'aristocratie du moyen âge fut toute militaire, l'aristocratie de la démocratie, si l'on peut ainsi parler, doit être industrielle. Sans doute, il n'est guère plus possible d'espérer la suppression de la guerre entre les gouvernements que la suppression du vol et du meurtre entre simples individus, et je crois, pour ma part, au droit mutuel et à l'efficacité de la guerre comme au droit même de la libre pensée et de la légitime défense. Mais enfin, le besoin de produire, de consommer, de commercer, dépasse de beaucoup aujourd'hui et dépassera de plus en plus le besoin de se battre ; dès lors les travailleurs auront le pas sur les batailleurs, et la classe qui fera le plus pour le développement du travail, remplira la plus haute fonction sociale et se trouvera, sans conteste et sans privilége, la première.

De même que la Restauration s'était nui par sa naturelle propension à recueillir et favoriser les débris de l'ancien régime, de même le gouvernement de Juillet a été plus compromis que servi par l'ascendant politique que la loi électorale de 1831 avait assuré aux classes industrielles. Une fois constituées, flattées, soutenues comme un ordre à part dans l'État, elles se virent en butte aux mêmes attaques qu'elles avaient elles-mêmes victorieusement dirigées jadis contre la noblesse. La guerre sociale se ralluma, guerre de théories cette fois, non plus de la chaumière contre le château, mais de la mansarde contre le coffre-fort. Le donjon crénelé, la place de sûreté des nouveaux féodaux, c'était, avons-nous dit, la loi électorale. Elle fut attaquée et défendue comme on attaque et comme on défend tout privilége, à outrance. Aucune concession semblait ne pouvoir être faite, aucune brèche, si petite qu'elle fût, pratiquée, sans que la position ne fût emportée. Aussi apparaît-il clairement en plus d'un passage des Mémoires de M. Guizot, que le refus obstiné de toute réforme, si imperceptible qu'elle se fît, venait plus encore du parti conserva-

teur lui-même que du roi ou du ministère. L'intérêt personnel seul, avouons-le, pouvait aveugler toute une catégorie de citoyens intelligents et honnêtes au point de ne leur laisser voir qu'anarchie et misère dans l'abaissement du cens au-dessous du chiffre fatidique fixé par la loi de 1831. Eux-mêmes l'ayant, à cette époque, trouvé à 500 fr. avaient pu, sans dommage pour l'ordre public, le réduire à 200 fr. : à qui fera-t-on croire que tout eût été perdu, parce qu'une nouvelle réduction aurait suivi celle-là après quinze ans! Quel plus grand rôle pour la bourgeoisie que de se faire l'institutrice du peuple, d'appeler successivement chaque classe de contribuables, et plus tard les non-contribuables eux-mêmes, à la pratique des libertés constitutionnelles et de n'ouvrir la porte au droit qu'après avoir largement ouvert la fenêtre à la lumière! On préféra ne voir que le danger possible et tout refuser. C'était jouer, sans s'en douter, le jeu des révolutions, le tout ou rien des parties désespérées. C'était risquer au premier échec la pire des solutions, je veux dire le suffrage universel sans transition, sans instruction, sans moralité, sans liberté!

A côté du mal involontaire, il serait inique de ne pas placer le bien, non-seulement voulu, mais réalisé. Ce bien fut considérable, et chaque jour encore la France et le gouvernement impérial en retirent, sans y prendre garde, les meilleurs profits. Citons, à l'honneur de la classe qui a régné de 1830 à 1848, la révision philantropique du Code pénal; le Code de commerce mis au courant des besoins nouveaux; la procédure allégée de frais et simplifiée, les assemblées locales devenues électives, sans en excepter Paris ni Lyon; l'enseignement primaire, gloire personnelle de M. Guizot, constitué et partout répandu; le budget des travaux publics plus que doublé; la viabilité vicinale assurée et classée; la loi organique des chemins de fer votée, les monuments historiques relevés de leurs ruines; et par dessus tout, le pays ayant pris l'habitude, et on aurait pu croire le goût, d'un gouvernement inviolablement fondé sur la loi.

Chose étrange, qu'un système qui devait si largement profiter à l'intérêt public ait si mal réussi au pouvoir qui l'a mis en œuvre! Quel était donc le mal secret qui rongeait intérieurement cette monarchie, si justement fière de ses princes brillants et populaires, de ses orateurs, de ses hommes d'État, de ses généraux d'Afrique, de ses savants? Ce mal secret, c'était, répétons-le en nous résumant, d'être un régime d'égalité fondé sur la prépondérance d'une classe, et d'être une royauté sous laquelle les royalistes ne pouvaient pas crier : Vive le roi!

III

Les principaux événements des trois ou quatre dernières années de son ministère et du règne, ont fourni à M. Guizot la matière du dernier volume de ses Mémoires. Il est curieux et peut-être instructif de se retrouver aujourd'hui en face des préoccupations qui dominaient l'esprit public, il y a vingt ans. C'était, pour l'intérieur, la réforme électorale, la liberté de l'enseignement, les incompatibilités parlementaires, la flétrissure, le vote des satisfaits, les plans de colonisation de l'Algérie, la part faite ou à faire au roi dans un gouvernement constitutionnel, les banquets; c'était, pour le dehors, l'indemnité Pritchard, les mariages espagnols, le Sunderbund, les tentatives libérales de Pie IX, les agitations renaissantes de l'Italie, sans parler des nombreux incidents de faits et de personnes qui venaient chaque jour se greffer sur chacune de ces questions. Plus d'une sans doute reste encore au milieu de nous, mais combien en revanche — et des plus animées, il y a vingt ans — nous font l'effet de ces vagues connaissances dont on ne sait plus retrouver le nom ou dont le nom retrouvé ne nous dit presque plus rien !

A voir le misérable état de la péninsule Ibérique et le changement de dynastie survenu chez nous, on se demande, par exemple, si les choses humaines valent bien le temps et la passion que nous y mettons, et on se prend à ne lire que d'un regard distrait le récit encore si vivant sous la plume de M. Guizot des négociations laborieusement poursuivies en 1846 pour arriver à réunir par un nouveau lien les familles royales d'Espagne et de France. Le but cependant était aussi louable qu'il fut habilement atteint. Il s'agissait de maintenir de l'autre côté des Pyrénées l'œuvre de Louis XIV, sans avoir l'air de provoquer l'Europe à une nouvelle guerre de succession. En face du candidat de l'Angleterre qui était le second fils du duc de Saxe-Cobourg-Gotha, frère du roi de Portugal et cousin du prince Albert, notre diplomatie avait fait prévaloir ce principe tout français que le mari de la reine Isabelle devait être choisi parmi les descendants de Philippe V. Seulement, pour ménager la susceptibilité de l'opinion britannique, on consentit à l'exclusion des princes de la branche régnante en France. Marie-Christine avait en effet demandé avec instance tout à la fois le duc d'Aumale pour Isabelle et le duc de Montpensier pour l'infante sa sœur. Il avait été convenu en outre que le second mariage, s'il se faisait, ne se ferait qu'après le mariage de la reine et un enfant né de ce mariage. Les choses en étaient

à ce point d'accord et de concessions réciproques, lorsque l'hostilité étourdie de lord Palmerston, qui venait de remplacer lord Aberdeen, sembla prendre à tâche de nous relever de nos engagements. A la candidature brusquement remise sur le tapis du protégé de l'Angleterre, M. Guizot répondit en faisant célébrer la même nuit, à Madrid, la double union de la reine avec un de ses cousins espagnols, et de sa jeune sœur avec le plus jeune fils du roi Louis-Philippe. Cette affaire vivement et résolûment menée tourna naturellement à l'honneur du ministre français qu'on avait cru jouer et à la confusion du ministre anglais qui s'était fait battre. On voulut voir là comme une revanche de 1840 et un pas en avant du cabinet des Tuileries vers l'alliance des grandes monarchies du continent.

C'était en effet un des graves embarras du règne que la question des alliances. Qu'elles unissent deux nations ou simplement deux individus, la condition de rigueur pour leurs bons effets, c'est le consentement des parties. Avant de se glorifier du choix qu'on a fait, il faut d'abord avoir été maître de choisir. Tel mariage, excellent peut-être s'il était libre, devient funeste dès qu'il est imposé. De 1830 à 1848, la France aurait-elle pu trouver une autre alliée que l'Angleterre ? Il n'est malheureusement pas permis de le croire. Tout l'effort de la politique extérieure des dix-huit ans a tendu vers deux buts opposés en apparence et pourtant tous deux légitimes : maintenir l'alliance anglaise, rendre possible une alliance continentale. Ses ennemis l'ont beaucoup accusée de procéder des deux côtés par concessions plus volontiers que par menaces. La vérité désormais acquise à l'histoire, c'est que d'une part la cordiale entente avec l'Angleterre a suffi pour écarter de nos frontières le fantôme de la coalition, et pour favoriser chez nos voisins la propagande pacifique des idées et des institutions libérales ; de l'autre qu'un rapprochement de plus en plus dégagé de soupçons entre la France et l'une des grandes puissances du continent aurait permis à M. Guizot d'accentuer la politique qu'il essayait en Suisse et en Italie, et qu'il venait de faire triompher à Madrid.

Sur chacun de ces points de l'échiquier européen, le ressentiment de lord Palmerston revêtit la forme d'une hostilité implacable[1]. Prendre le contre-pied de la conduite des agents français

[1] « C'est là, avait-il dit à M. de Jarnac en recevant les nouvelles des mariages déjà convenus, l'acte le plus patent d'ambition et d'agrandissement politique que l'Europe ait vu depuis l'Empire. J'espère que l'on réfléchira à Paris avant de conclure. Il est impossible que les rapports entre les deux cours et les deux gouvernements n'en soient pas complétement altérés. » — Sir Henry Bulwer fut encore plus vif et plus ferme lorsqu'il osa dire à Donoso Cortès : « Je vous déclare solennellement que nous regardons le mariage de l'infante comme un acte d'hostilité, et

sembla désormais les seules instructions données aux diplomates du cabinet de Saint-James. On le vit, en 1847, dans l'affaire du Sunderbund, où l'ambassadeur de la reine auprès de la Diète fut réduit à jouer un rôle absolument inavouable[1]. On le vit surtout dans la question italienne qui naissait ou plutôt qui se réveillait alors, et que trois grandes guerres entreprises en 1848, 1849 et 1859, sans parler d'une guerre civile presque incessante, n'ont pu parvenir encore à résoudre.

On pourrait dire, à l'éternel honneur de la politique servie par M. Guizot, que c'est à elle, après Dieu, à qui nous devons Pie IX. Oui, avec une France moins engagée que la France d'alors dans la cause des gouvernements libres, on est en droit de se demander si la noble tentative du pape réformateur, contrariée par la Russie et par la Prusse, combattue par l'Autriche, poussée à mal par l'Angleterre, aurait pu seulement être tentée. Mais le danger immédiat, le danger de tous les jours venait de Rome même, partagée, au dire de M. Rossi, entre deux factions extrêmes, les stationnaires qui voulaient tout arrêter, et les révolutionnaires qui s'efforçaient de tout précipiter. S'offrir à Pie IX comme un point d'appui contre les premiers et comme un point d'arrêt contre les seconds, tel était le rôle tout naturellement tracé à notre diplomatie. Il lui était bien recommandé en outre de ne laisser aucun doute dans l'esprit du Saint-Père sur notre résolution nettement annoncée de défendre sa personne, ses États, sa souveraineté, soit contre l'intervention autrichienne qui fut contrainte de reculer à Ferrare, soit contre les violences, chaque jour plus menaçantes et plus encouragées par l'Angleterre, de la secte mazzinienne. Tout le beau chapitre consacré à ce grand sujet par M. Guizot prouve que son coup d'œil d'homme d'État ne l'avait trompé ni sur le parti à prendre ni sur le danger à craindre, et que les événements dont le spectacle a semblé surprendre, il y a sept ans, la politique impériale, lui avaient, il y a vingt ans, clairement apparu. « Les Italiens, écrivait-il au prince de Joinville le 7 novembre 1847, voudraient que la France mît à leur disposition ses armées, ses trésors, son gouvernement pour faire ce qu'ils ne pourraient faire par eux-mêmes, ce qu'ils ne tenteraient pas sérieusement, pour chasser les Autrichiens d'Italie et établir en Italie l'unité nationale et le gouvernement représentatif. »

Déjà, en 1860, au début de ce qu'il n'est que trop permis d'appeler la phase française de la question italienne, j'ai raconté ici

que mon gouvernement n'épargnera rien pour amener en Espagne un bouleversement complet. » On pouvait être plus diplomate, mais non pas plus Anglais ! (*Mémoires pour servir à l'histoire de mon temps*, t. VIII, p. 319.)

[1] Voy. p. 509 et suiv.

même et d'après les bienveillantes indications de M. Guizot, le détail encore inconnu des préparatifs militaires du gouvernement français en janvier 1848, pour voler au secours de Pie IX. J'ai dit qu'une décision avait été prise alors en conseil par le roi et ses ministres ; que 2,500 hommes avaient été réunis à Toulon et 2,500 à Port-Vendres; que le général qui devait commander l'expédition était nommé et s'appelait le général Aupick; que non-seulement il avait été nommé, mais qu'il avait déjà reçu ses instructions du président du cabinet ; que non-seulement tout cela était résolu et préparé, mais que le pape en avait été informé en ces termes : « Nos troupes sont disponibles ; au premier signal elles s'embarqueront pour Civita Vecchia » (Dépêche de M. Guizot à M. Rossi du 27 janvier 1848[1]). On devine avec quelle autorité de telles assertions, produites cette fois par M. Guizot lui-même, s'imposent désormais à l'histoire.

Malheureusement le débat n'existait pas seulement entre le parti de l'immobilité et le parti du bouleversement : il existait surtout entre un peuple envahi et un peuple envahisseur. C'est ce côté de la question que les diplomates appelèrent très-justement la question nationale et à laquelle ils s'abstenaient de toucher, tant ils la voyaient pleine d'éclairs et de ténèbres. L'explosion de février ne laissa tout à coup subsister que celle-là. On avait tout fait pour l'ajourner, elle apparaissait seule et terrible dans les notes effarées des chancelleries, dans les rues ensanglantées des grandes villes, et bientôt sur les champs de bataille. Du jour au lendemain, il ne s'agit plus d'un bout à l'autre de la péninsule des réformes promises ou des améliorations commencées, il s'agit de s'armer à la hâte et de marcher, sans même avoir appris l'exercice, contre un ennemi formidablement préparé. « C'est la question nationale qui l'emporte et domine les autres, écrivait M. Rossi dans sa dernière lettre du 6 avril 1848 à son ancien ministre. L'élan est général, irrésistible. Les gouvernements italiens qui ne le seconderont pas, y périront. Mais on se tomperait en croyant que l'Italie est communiste et radicale. Si l'Autriche faisait demain pour la Lombardie et la Vénétie ce que le roi de Prusse a fait pour le duché de Posen, je crois que la péninsule pourrait être conservée à la cause de la monarchie et de la liberté régulière. »

C'en était fait, en attendant, de l'initiative ou, pour parler comme Gioberti, du *primato* de Pie IX en Italie. Sans doute, la ligue des princes italiens contre l'Autriche était de droit, et je serai toujours de ceux qui pensent que les guerres d'indépendance sont les plus légitimes de toutes les guerres. Seulement, de l'avis de tout le monde,

[1] *L'Expédition de Rome en* 1849, avec pièces justificatives et documents inédits. Paris, chez Lecoffre, 1861.

excepté des Romains, le Saint-Père était précisément le seul souverain d'Italie auquel il ne fallait pas demander d'y prendre part. Mais le moyen de faire comprendre à un peuple enfiévré d'une juste haine contre l'étranger, qu'il y a dans le monde d'autres intérêts que l'intérêt de sa délivrance! Le moyen d'insinuer à des Italiens que le catholicisme n'est pas absolument leur chose propre et que saint Pierre n'est pas venu installer la papauté dans la ville des Césars tout exprès pour eux!

En écrivant à l'empereur d'Autriche cette admirable lettre où « il le supplie, d'une affection toute paternelle, de retirer ses armes d'une guerre qui ne peut reconquérir à l'empire les cœurs des Lombards et des Vénitiens ; où il demande à la généreuse nation allemande de ne pas mettre son honneur dans de sanglantes tentatives contre la nation italienne et de changer en utiles relations d'amical voisinage, une domination sans grandeur, sans résultats heureux, puisqu'elle reposerait uniquement sur le fer[1], » en parlant ainsi, Pie IX faisait tout ce qu'il lui était permis de faire. Peu de chose sans doute, au gré des impatients, car il se contentait de gagner devant l'histoire et devant Dieu la cause de l'indépendance italienne qu'on allait perdre sur les champs de bataille, en attendant de l'acheter au prix de l'intervention étrangère et des anathèmes de l'Église.

Et cependant que de malheurs eussent été évités, que de milliers de vies innocentes épargnées, que d'humiliations et de désastres de moins pour l'Autriche, si son empereur se fût laissé fléchir, il y a vingt ans, par les prières de Pie IX, d'accord avec son futur ministre, Rossi! Mais l'honneur, le fatal honneur signalé par la lettre pontificale comme l'ennemi des deux empires, exigeait sans doute qu'on ne rendît la Lombardie qu'au lendemain de Solferino, et Venise au lendemain de Sadowa. Étrange conseiller, qui ne sacrifie pas moins les intérêts que la justice, et qu'on se repent d'avoir écouté, tout en se sentant trop souvent incapable de ne pas l'écouter encore!

Il s'en faut que sur les questions intérieures, le ministère du 29 octobre fût aussi bien engagé que sur les questions d'au-delà les Alpes et les Pyrénées. Au point d'acrimonie et de scandale où en était venue la polémique des partis, il est permis de croire que celles-ci convenaient mieux que les premières à l'éloquence de l'illustre chef du cabinet. Il s'y sentait plus à l'aise, moins serré de près par les faits, mieux servi par les traditions, plus libre d'y déployer ce magnifique don du gouvernement des hommes par les idées qui était sa force, et qui restera sa gloire. Appliquer ses grandes facultés aux vulgaires détails du ménage administratif, répondre à d'ignobles et d'incessants reproches de

[1] Lettre du pape Pie IX à S. M. I. et R. l'empereur d'Autriche, du 3 mai 1848.

corruption, il s'y résignait sans doute, mais en portant dans ces tristes débats au moins autant de dégoût que de sincérité. Tout n'était pas calomnie, d'ailleurs, dans les accusations passionnées de l'opposition : deux ministres, deux hommes qui avaient eu l'honneur de s'asseoir à côté de M. Guizot dans les conseils de la couronne, avaient été dénoncés par la presse, livrés sans hésitation par le gouvernement, et condamnés comme concussionnaires par la Cour des pairs. Le sinistre éclat de cette catastrophe, ravivé de loin en loin par toute une série d'incidents publics, les uns politiques, les autres purement judiciaires, jetait un faux jour de cour d'assises sur l'arène parlementaire. On se classait volontiers en honnêtes gens et en partisans du ministère. Distinction non moins absurde qu'injurieuse, car en France il y a eu et il y a encore des honnêtes gens dans tous les partis, et malheureusement il n'y a jamais eu de parti des honnêtes gens.

Sous les noms facilement adoptés de réforme électorale et de réforme parlementaire, l'opposition demandait deux choses : l'attribution du droit de suffrage à un plus grand nombre de citoyens, l'incompatibilité absolue de toute fonction salariée par le pouvoir avec le mandat de député. On ferait non pas seulement des volumes, mais des bibliothèques, avec les discours, brochures et articles de journaux échangés sur ce double sujet entre les deux camps. D'une part on croyait, en résistant même à l'inoffensive adjonction des capacités, résister à l'anarchie ; de l'autre, on croyait évidemment accroître les lumières dans le corps électoral et l'indépendance dans la chambre des députés. Erreur des deux côtés! Trois mois après ces orageuses discussions, le 20 avril 1848, le suffrage universel libre sauvait l'ordre social en donnant à la république une assemblée d'honnêtes gens, et quant au progrès de la liberté par l'extension du nombre des électeurs et l'exclusion de la Chambre des agents du pouvoir, il n'y a, hélas! qu'une chose à répondre, c'est qu'aujourd'hui tout le monde vote et qu'il n'y a pas un seul fonctionnaire au Corps législatif!

L'opposition n'en était pas moins à la fois dans son droit et dans son rôle en réclamant ces réformes, et le gouvernement, nous l'avons déjà dit, n'était que dans son droit en les refusant. Mais ce sont là de vieilles querelles entre parlementaires. Les orateurs et les journalistes du régime actuel, qui ne perdent pas une occasion de prendre en pitié une époque où l'on craignait d'inscrire parmi les électeurs quinze à dix-huit mille citoyens de plus munis de diplômes, manquent de prudence plus encore que de charité. Il n'est heureusement pas donné à toutes les générations de remettre en question, avec les conquêtes libérales des générations précédentes, les bases mêmes de tout gouvernement public. En être revenus, trois quarts de siècle après 89, à se demander si la presse doit être soumise à la loi ou au

bon plaisir de l'administration, si la chambre élective peut se permettre de répondre par une adresse au discours de la couronne, si le droit d'amendement fait ou non partie de la prérogative parlementaire, si les ministres doivent répondre devant les élus du pays de leurs paroles et de leurs actes, si le gouvernement est autorisé à descendre avec tout l'appareil de la puissance publique dans la libre arène des élections, ce sont là, avouons-le, des progrès que personne n'aurait osé prédire, il y a vingt ans, et dont nous n'avons pas lieu d'être fiers! Parce qu'au lieu d'une vingtaine de fonctionnaires abusivement introduits dans l'enceinte législative, nous n'y laissons entrer aujourd'hui que les candidats désignés et nommés par l'administration, je ne vois pas ce que l'indépendance de la représentation nationale a pu y gagner. Apprenons donc à regarder le passé avec indulgence, sinon avec envie! Autres temps, autres misères. Nous avions les nôtres dont nos cadets riront d'autant plus sûrement que nos aînés n'auraient jamais pu y croire. Sans doute le droit de vote reconnu à tout citoyen est en principe l'instrument assuré de tout progrès, le gage certain du gouvernement du pays par le pays. Mais à quelle échéance? Après deux ou trois siècles d'enseignement primaire libre et chrétien, je ne dis pas! D'ici là, aux naïfs ou habiles qui s'imaginent se tirer de toutes les difficultés en disant : *Nous avons le suffrage universel!* je suis toujours tenté de répondre : *Êtes-vous bien sûrs que ce n'est pas le suffrage universel qui vous a?*

IV

Avant d'être homme d'État, M. Guizot était historien. C'est un des traits personnels de sa physionomie de n'avoir jamais oublié ni permis qu'on oubliât cette origine. Ce que l'érudit a fourni au politique, ce que le grand professeur a fourni au grand orateur, les traités de rhétorique futurs auront soin de l'apprendre à nos petits-enfants. Remarquons seulement que de tous les personnages si éminents et si divers qui ont manié les hommes et les affaires de notre temps, aucun, à notre connaissance, n'a porté dans la vie publique le parti pris d'une conviction fondée sur l'étude de notre passé. Ni M. de Talleyrand, ni le prince de Metternich, ni lord Castelreagh, ni aucun des signataires des actes de Vienne n'affectaient de voir en histoire au delà des traités d'Utrecht ou de Westphalie. Nos orateurs de la Révolution furent, comme on sait, de forts élèves des jésuites et des oratoriens qui se croyaient ingénuement appelés à recommencer l'histoire grecque ou romaine. Sous la Restauration, Lainé, de Serres, le

général Foy furent de purs classiques ; le duc de Richelieu fut le grand seigneur, Martignac fut l'avocat, Royer-Collard le philosophe, Benjamin Constant le journaliste ; M. Guizot fut l'historien.

Dans un de ses premiers écrits politiques, puisqu'il porte la date du mois d'octobre 1821, il est curieux de rencontrer le professeur venant en aide au publiciste et donnant à sa polémique contre l'extrême droite la forme rigoureuse d'une thèse d'histoire. D'après lui, deux races encore distinctes, deux peuples toujours ennemis habitent depuis treize siècles le sol de la France : l'une conquérante et féodale, les Francs ; l'autre envahie et dépouillée, les Gaulois. Les grands mouvements de notre existence nationale s'expliquent par l'hostilité implacablement maintenue entre les vaincus et les vainqueurs. Ceux-ci sont devenus les maîtres du territoire, l'aristocratie ; ceux-là, c'est la bourgeoisie, c'est le peuple. En 89, cette hostilité, un moment assoupie sous le despotisme royal, trouve dans les libertés publiques un champ pour se donner carrière. La Révolution est la sanglante revanche des Gaulois contre les Francs, je veux dire des serfs contre les seigneurs. En 1814, la lutte intestine, interrompue par l'Empire, a repris dans l'arène de la charte. Les deux armées sont en présence et plus animées que jamais, l'une par le ressentiment de ses récents échecs, l'autre par la crainte de perdre les fruits de sa victoire. Le chef des Gaulois, c'est le chef des doctrinaires, l'austère et sententieux Royer-Collard; le chef des Francs, c'est l'éloquent et attristé de Serres, qui venait de se séparer de ses amis du centre droit pour voler au secours de la royauté. Peu à peu cependant le polémiste se dégage de l'érudit, et les appellations d'ancienne France et de France nouvelle, de révolution et de contre-révolution, de classes moyennes et de classes aristocratiques, remplacent sous sa plume les Gaulois et les Francs. Mais le point de départ de la querelle entre la gauche et les royalistes de la Restauration n'en reste pas moins dans l'invasion, au troisième et au quatrième siècle, des provinces du nord et de l'est de la Gaule par les tribus des Francs Ripuaires et des Francs Saliens.

Sans contester cette origine historique de la vieille aristocratie française, il nous sera permis de faire remarquer que M. Guizot semblait oublier une troisième race qui a joué le rôle du *tertius gaudet* du proverbe, je veux dire les Romains, conquérants des Gaules avant les Francs. La France n'est malheureusement ni franque ni gauloise, elle est latine, c'est-à-dire césarienne. Je n'en voudrais pour preuve que les sévères et judicieux avertissements donnés dans ce même écrit au pouvoir et aux libéraux de 1821, que M. Guizot voyait glisser ensemble sur la pente des traditions impériales : « Si vous voulez que le bonapartisme meure avec Bonaparte, disait-il, sortez vous-mêmes du bonapartisme, ne le pratiquez pas comme système en le

dénonçant comme sentiment... Le repos nous pèse, le travail nous déplaît. Bonaparte a commis ce crime de nous exalter et de nous énerver tout ensemble, de nous inspirer en même temps le goût du désœuvrement politique et l'aversion de l'ennui... Bonaparte et son système n'ont rien de commun avec les destinées qui attendent les générations nouvelles. Des institutions libres, des mœurs légales et fortes, les pensées et les sentiments du citoyen, c'est là ce dont elles ont besoin, ce qui doit les préoccuper. Il y aurait duperie de leur part à s'en laisser distraire pour s'associer à des sentiments et à des idées qui ne seront de rien dans leur vie future. Que les partisans de Bonaparte, que ceux qui se croient tombés avec lui, essayent de les attirer à eux, cela est fort simple, mais que la jeune génération, que tous les hommes que rien n'y oblige, ne donnent pas dans ce piége[1] ! »

En 1830, ce fut, on l'a vu, l'histoire d'Angleterre qui séduisit M. Guizot et décida de la direction qu'il imprima, pour sa part, aux événements. Nous n'étions plus ni Francs, ni Gaulois, ni Latins, nous étions Saxons, et nous n'avions qu'à reproduire le dénoûment de la révolution anglaise dont nous avions déjà reproduit les principaux épisodes.

Outre le goût et l'habitude des systèmes, M. Guizot semble parfois avoir gardé du professeur la disposition, naturelle mais impolitique, de croire qu'une fois la leçon finie la cause est gagnée et son œuvre faite. J'en trouve un exemple singulier dans le chapitre de ses Mémoires consacré à l'épisode connu sous le nom de la *flétrissure*. Dieu me préserve de soulever à ce propos de vieilles récriminations enfouies sous les débris de deux gouvernements ! Qu'il nous suffise de dire, à l'honneur de M. Guizot, qu'il avoue n'avoir fait que suivre en cette occasion les plus ardents de ses amis, et qu'il répugnait intimement à cette dure expression de *flétrir*, comme ne convenant ni à l'acte, ni aux personnes évidemment honorables qui avaient été saluer à Londres M. le comte de Chambord. On sait comment cette discussion dégénéra en violences personnelles contre le voyageur de Gand, en 1815, et comment, au bout d'une heure de lutte corps à corps, M. Guizot ne descendit de la tribune qu'après avoir forcé ses adversaires à l'entendre et avoir donné de son caractère une mesure à la hauteur de son talent. Seulement, ce que les *Mémoires* oublient d'ajouter, c'est que les cinq députés flétris furent réélus par le concours de toutes les opinions indépendantes, que les manifestations populaires accentuèrent partout ce triomphe des oppositions réunies,

[2] *Des Moyens de gouvernement et d'opposition dans l'état présent de la France*, par M. Guizot, p. 229-237.

et qu'ainsi, derrière le très-grand et très-glorieux succès personnel de la séance du 24 janvier 1844, il y eut un très-grave échec politique pour le gouvernement.

Un autre trait caractéristique de l'illustre chef du dernier cabinet de la monarchie parlementaire, c'est d'avoir aimé ardemment, puissamment, obstinément le pouvoir. Aucune méprise, j'espère, n'est possible ici sur ma pensée. On peut aimer le pouvoir pour lui-même ou pour une idée, pour le profit qu'on en tire, ou pour l'usage qu'on en fait. Personne, que je sache, n'a osé accuser M. Guizot d'avoir désiré le pouvoir pour ses avantages, ou pour l'éclat des faveurs royales. Il n'est pas même duc et n'a reçu du souverain qu'il a servi ni hôtel ni dotation[1] ! Personne ne l'a accusé non plus de s'être fait tour à tour le flatteur de l'anarchie et l'homme à tout faire du despotisme ; d'avoir passé une moitié de sa vie à exagérer la prérogative parlementaire, et l'autre moitié à la nier et à l'étouffer. Non, l'exercice de l'autorité allait aux fortes qualités de son caractère comme l'étude de l'histoire aux exigences de son esprit. « Les pays libres, écrivait-il à un de ses amis de Paris pendant qu'il résidait comme ambassadeur à Londres, sont des vaisseaux à trois ponts ; ils vivent au milieu des tempêtes ; ils montent, ils descendent, et les vagues qui les agitent sont aussi celles qui les portent et les font avancer. J'aime cette vie et ce spectacle : j'y prends part en France, j'y assiste en Angleterre. Cela vaut la peine de vivre ; si peu de choses méritent qu'on en dise autant!... » Et plus loin, après avoir marqué son goût et son regret de la vie de famille qui lui manquait à Londres : « On appartient à sa vocation bien plus qu'à soi-même ; on obéit à sa nature bien plus qu'à sa volonté. Je me suis porté aux affaires publiques comme l'eau coule, comme la flamme monte[2]. »

Et de même qu'il a aimé le pouvoir d'un amour aussi élevé qu'irrésistible, de même il en veut placer l'origine au-dessus des contestations du vulgaire, et il en a compris la pratique comme le plus noble emploi des facultés d'un grand esprit. « La tâche du gouvernement est si grande, dit-il excellemment, qu'elle exige quelque grandeur dans ceux qui en portent le poids, et plus les peuples sont libres, plus leurs chefs ont besoin aussi d'avoir l'esprit libre et le cœur fier[3]. »

Ce n'est d'ailleurs ni la souveraineté du peuple, aussi souvent fourvoyée que mise à l'essai depuis trois quarts de siècle, ni la sou

[1] Voir, p. 78, l'histoire de la grandesse qui lui était offerte par la reine d'Espagne et du titre de duc qui lui fut offert par le roi.

[2] *Mémoires pour servir à l'histoire de mon temps*, t. V, p. 109 et 178.

[3] *Mémoires*, t. VII.

veraineté de la tradition détrônée en 1830, qui est pour lui la vraie souveraineté. C'est la nécessité, c'est la raison. La qualification de roi de notre choix donnée tous les jours à l'élu du 7 août, lui semblait plein de mensonges et de dangers. « Comme si nous avions eu à choisir! » s'écriait-il. La classe sociale qui représentait à ses yeux la raison et le bon sens de l'époque, c'était, nous l'avons dit, la classe moyenne. Il l'aurait désirée sans doute plus éclairée et plus résolue, mais il était convaincu que le gouvernement ne pouvait appartenir qu'à elle, et s'était fait, avec la plus intrépide conviction, l'homme de cette phase historique. Ainsi s'expliqueront à la fois pour ceux qui auront à étudier plus tard cette grande figure et l'ardente compétition des portefeuilles et la résistance intraitable à certaines idées de réforme où s'est usée sa vie publique. Avec M. Molé, il lui semblait que le pouvoir allait remonter par des mains aristocratiques vers la sphère du gouvernement personnel. Avec M. Thiers, il craignait les interventions, les remaniements de frontières, la guerre en un mot, que la bourgeoisie exècre comme entachée, suivant qui la mène, d'aristocratie ou de révolution. Avec M. Odilon Barrot qu'il ne distinguait pas, comme système, de M. Ledru-Rollin, c'était l'envahissement du cénacle politique par des classes nouvelles, inconnues, ennemies à coup sûr de la classe jusque-là dirigeante. La loi de 1831 avait confié le dépôt des destinées du pays au patriotisme et à l'intelligence des censitaires à 200 fr. Ce dépôt ne pouvait être entouré de trop d'inviolabilité et de respect. Toucher à la loi électorale, c'était pour lui toucher à la souveraineté même. Aussi a-t-il déclaré en plus de vingt endroits de ses discours et de ses Mémoires que la moindre concession de la majorité sur ce point toujours livré aux attaques de l'opinion, eût été pour lui et ses collègues le signal de la retraite.

Peut-être que moins convaincu en dedans de lui du droit supérieur des grands esprits à régir leurs contemporains, M. Guizot se fût montré plus apte à gouverner une démocratie. Robert Peel lui reprochait un jour de ne rien céder à ses adversaires et de trop céder à ses amis, lui avouant que son système à lui, ministre de l'aristocratique Angleterre, était absolument l'inverse. C'est en pratiquant ce système, qui fut toujours celui des torys, que ce même Robert Peel a rencontré le plus grand succès parlementaire des temps modernes, le jour où il fit voter par les lords l'entrée en franchise des grains étrangers dans les ports des Trois-Royaumes. C'est encore dans la même politique que lord Derby vient de trouver le courage d'enlever aux meetings, pour la convertir en loi, l'orageuse question de la réforme électorale qui commençait à troubler Londres et les villes manufacturières.

La conclusion des *Mémoires pour servir à l'histoire de mon temps*, nous le disons avec joie, est un solennel acte de foi dans l'avenir des gouvernements libres. Peut-êre cependant les conseils et les espérances de l'illustre écrivain portent-ils trop la date de 1847 et pas assez celle de 1867. Entre ces deux époques, un fait immense et nouveau s'est produit. Le suffrage universel a été proclamé, écrit dans les constitutions et pratiqué. Les *Mémoires* n'avaient pas à le mentionner, soit ! mais rien ne peut être dit sur l'avenir sans en tenir compte, sans lui faire sa place, sans indiquer le moyen de le réconcilier avec la liberté. Sans doute, aujourd'hui comme il y a vingt ans, on rencontre des rétrogrades, des conservateurs et des révolutionnaires ; mais chacun de ces partis agit sur un élément tout nouveau que nous ignorons d'autant plus qu'il semble parfois s'ignorer lui-même. Longtemps encore le suffrage universel aura ses détracteurs et ses enthousiastes : les uns n'espérant de progrès qu'après sa destruction, les autres s'imaginant que ce mot suffit pour assurer partout le règne de la justice et de la moralité. Ce qu'il faudrait ne pas craindre de dire dès aujourd'hui, c'est que le droit pour chacun d'avoir et d'exprimer un avis sur les affaires du pays est un de ceux qui, une fois donnés, ne se retirent plus ; ce qu'il faudrait dire aux classes moyennes qui ne savent que s'abriter tremblantes derrière l'initiative effrontée de l'administration, c'est que plus il ira s'exerçant, plus le suffrage universel est destiné à faire un gouvernement à son image et une politique à son service. Il y aura, il faut s'y attendre, l'administration du suffrage universel, la législation du suffrage universel, la diplomatie du suffrage universel. Il y aura surtout les finances du suffrage universel. Les anciennes classes politiques du pays sont-elles résignées à laisser faire, sans y mettre la main, tous ces grands changements ; se trouvent-elles suffisamment représentées par les préfets, et n'ont-elles aucun regret de voir leur légitime influence usurpée, ici par la tourbe des agents salariés du pouvoir, là par de dangereux agitateurs ? C'est tout au moins une question à leur poser et un avenir à leur faire entrevoir.

Plus tard, quand la France aura définitivement cessé d'être livrée, comme un cadavre d'hôpital, aux expérimentateurs de l'amphithéâtre ; quand l'édifice de nos libertés sera reconstruit sur les indestructibles assises des croyances morales et religieuses, on placera parmi les statues de la façade la figure déjà sculptée par les années de l'illustre auteur des *Mémoires de mon temps*. On dira de lui qu'il fut un des maîtres les plus éloquents de cette grande école libérale qui voulut toujours la liberté sous l'œil de la loi et la loi sous l'œil de Dieu. On rappellera que nul plus que lui n'a prodigué pendant un demi-siècle les plus pures maximes du gouvernement du pays par

les plus intelligents et les plus dignes. Et voyant de toutes parts en France et hors de France, la merveilleuse propagande de cette forte parole qui ne sut jamais servir que l'intérêt universel de la civilisation par la liberté, le ministre d'État de ces heureux temps proposera de graver sous son nom ce vers écrit, il y a vingt siècles, à l'éloge de Caton, et qui dépasse de toute la hauteur d'une pensée chrétienne l'époque et le héros que Lucain a voulu célébrer :

Non sibi, sed toti genitum se credere mundo !

LÉOPOLD DE GAILLARD.

LES BEAUX-ARTS EN 1867

L'EXPOSITION UNIVERSELLE

LE SALON

DEUXIÈME ARTICLE[1]

VIII

De toutes les formes de l'art moderne aucune, assurément, n'est plus digne d'intérêt que la sculpture. Placée par la Grèce antique sur les sommets de l'idéal, la sculpture n'a cessé de planer au-dessus des réalités passagères. Tous les efforts pour l'en faire descendre aboutissent en général au ridicule. Au contraire, chaque fois qu'un artiste convaincu nous ramène sans ménagement au point de départ de la statuaire, à l'art grec, un fait étrange se produit qui prouve combien l'âme humaine a soif d'idéal : le succès suit cette œuvre et l'absout. Il est certain qu'au point de vue positif la sculpture ne répond à aucun des besoins des temps modernes. Il est évident néanmoins que la sculpture vit, qu'elle s'impose à notre admiration, sinon à nos sympathies, qu'elle produit incessamment et qu'elle produit en tout temps et presque en tout pays des œuvres belles. Au milieu des produits industriels de l'Exposition universelle, la présence de la sculpture est la protestation la plus éloquente de la pensée contre la ma-

[1] Voir *le Correspondant* du 25 août.

tière. Cet art, qui ne sert à rien, perpétue à travers les siècles la jouissance spiritualiste du beau.

La route est semée d'obstacles. Où peut aller le sculpteur affranchi de l'idée d'une utilité immédiate? De quel côté cherchera-t-il non-seulement l'inspiration, mais le motif de son œuvre? Car, en dépit de théories vulgaires trop en faveur aujourd'hui, il n'y a pas d'œuvre sans motif, pas plus qu'il n'y a de vie sans pensée. Aussi bien que la peinture, la sculpture obéit à la nécessité du sujet. A quel ordre d'idées le demandera-t-elle? La représentation typique des dieux, le portrait des héros de la lutte, de la guerre, de la politique, suffisaient à l'art grec. La statuaire moderne peut-elle se renfermer dans le même cercle? Quelques auteurs ont osé prétendre que la religion chrétienne est directement hostile aux beaux-arts, parce qu'elle n'offre pas à l'art statuaire les mêmes ressources de nu que le paganisme antique. Sans chercher dans l'histoire les preuves qu'elle oppose à cette assertion, les expositions actuelles y répondent assez d'elles-mêmes. La médaille d'honneur du salon de 1867 a été accordée à une statue de la Vierge Marie. M. Carrier-Belleuse ne saurait cependant passer pour un de ces dévots endurcis qui ne voient rien en dehors du cycle religieux. Si, malgré ses concessions habituelles à un art tout sensuel, il a cédé à la tentation de représenter le symbole même du christianisme, le Messie dans les bras de sa mère immaculée, c'est probablement que la religion chrétienne lui a paru contenir les éléments d'une œuvre d'art et d'une œuvre statuaire. M. Carrier-Belleuse n'a pu rompre complétement avec ses habitudes; son Messie appartient plus à la nature tourmentée en vue d'une idée qu'à un idéal surnaturel; le sentiment religieux s'exprime surtout par un signe devenu banal, les yeux baissés vers la terre; enfin, il y a une recherche presque sensuelle dans les plis abondants qui drapent la Mère de Dieu. Mais cette statue, travaillée avec amour, n'en reste pas moins une œuvre de caractère, absolument moderne par l'idée, par le style et par l'exécution, témoignage éclatant des ressources qu'un sujet chrétien offre encore à la statuaire, malgré le sacrifice complet de la nudité. Et M. Carrier-Belleuse n'était pas le seul à affirmer une vérité palpable. Le talent jeune et fin de M. Falguière a délaissé la fantaisie antique pour cette antiquité plus rapprochée de nous qui raconte les premières souffrances et les premiers triomphes de l'Église. Louis David, chargé par la Convention de peindre les martyrs révolutionnaires, représenta le jeune Barra expirant, tandis que sa main presse sur son cœur la cocarde tricolore. Je ne sais si M. Falguière s'est souvenu de l'esquisse de Louis David, quand il a modelé le jeune martyr Tarcinus, mourant sous les coups des païens plutôt que de leur livrer la sainte Eucharistie; c'est la

même élégance, le même abandon, la même expression douce et triste d'une fleur arrachée qui va refleurir au ciel.

Le salon de 1867 nous a montré encore une statue qui, pour n'avoir été l'objet d'aucune récompense, n'en reste pas moins une des œuvres les plus fortes et les plus vivantes de la sculpture moderne. Je veux parler de la statue du curé d'Ars par M. Cabuchet. Il est rare de nos jours que l'art fasse un grand effort lorsqu'il a à reproduire les traits d'un homme public. Il obéit à une commande, et il en donne pour l'argent. Qu'il s'agisse d'un pape, d'un roi, d'un empereur, d'un saint ou d'un ministre, dès que l'artiste a trouvé une pose convenable, un air de tête point trop choquant, un ensemble de lignes suffisant, il s'arrête, de peur de dépenser trop là où l'État ne dépense guère. On peut vérifier le fait en parcourant du regard les statues officielles qu'offrent toujours en si grand nombre les expositions françaises. Mais cette fois, en reproduisant les traits du curé d'Ars, le sculpteur faisait plus que d'obéir à une commande, il suivait un attrait personnel. Il se souvenait du jour où, caché par l'ombre d'un pilier, il avait essayé de modeler dans le fond d'un chapeau sa première esquisse, tandis que l'humble prêtre, alors en chaire, luttait contre une gêne dont il ne se rendait pas compte : il posait malgré lui. Puis, quand il eut pénétré le mystère, quelle lutte contre cet ennemi, que de gronderies amicales, que de résistances ! M. Cabuchet sentit ainsi palpiter sous sa main non-seulement les traits, mais l'âme même du curé d'Ars. Aussi s'est-il plus préoccupé de reproduire la beauté de cette âme, que l'exactitude rigoureuse des traits. La maigreur de l'anachorète et le peu de régularité de son visage eussent opposé à la statuaire un obstacle invincible, si elle eût voulu représenter le masque au repos. Mais un apôtre au repos, n'était-ce pas un mensonge ? Pour idéaliser le portrait du curé d'Ars, il a suffi à M. Cabuchet de l'animer. La bouche sourit du sourire des bienheureux, l'œil lit dans le ciel les secrets de la sagesse divine ; sur les rides, sur la peau desséchée, rayonnent les ardeurs de la foi et les tendresses de la paternité spirituelle. En même temps, les mains, contractées l'une contre l'autre, pressent cette poitrine à laquelle pesait l'air de la terre, et semblent broyer ce cœur brûlant. Vêtu d'un surplis, le saint est à genoux, sa position normale, et il fait ce à quoi s'est consumée son existence, il prie. Le marbre, attaqué avec vigueur par un ciseau large et un peu rude, a ce caractère de vie que l'art cherche vainement en dehors d'un sentiment profond. La statue du curé d'Ars est sortie toute armée d'un cœur chrétien. En lui refusant la médaille d'honneur, le jury a craint peut-être d'encourager la statuaire cléricale : mais il a bien fait de ne pas lui accorder une récompense au-dessous de sa valeur. C'est déjà un grand honneur pour

M. Cabuchet de conserver à la postérité l'image d'un saint. Lorsque la canonisation prononcée par l'Église aura permis de placer la statue du curé d'Ars au-dessus de l'autel qui l'attend, quelle comparaison établir entre le rayonnement bienfaisant de cette œuvre sur les cœurs des pèlerins, et l'impression esthétique que produit dans un musée solitaire un marbre solennellement médaillé ?

IX

L'Exposition universelle confirme l'enseignement du salon de 1867. La sculpture chrétienne, cet art déclaré impossible, occupe au Champ de Mars une place des plus honorables. On y retrouve le *Saint Jean-Baptiste* et la *Vierge* de M. Dubois, œuvres charmantes dont le succès du *Chanteur florentin* n'efface pas le mérite, la *Madeleine* de M. Chatrousse, figure expressive, fruit de longues et consciencieuses études, l'*Abel* de M. Feugères des Forts, conception plus religieuse que poétique. On y remarque, parmi les statues non encore exposées, un *saint François* de M. Montagny, d'un caractère ascétique virilement rendu, et un *Néophyte* pour lequel M. Cavelier semble s'être souvenu d'Ary Scheffer : on croirait voir *saint Augustin* dans l'attitude de sa mère *sainte Monique :* l'âge du jeune catéchumène comportait un peu plus de souplesse, et le sentiment de foi inscrit sur son visage n'en eût sans doute pas souffert. A l'étranger, un des marbres les plus remarquables et les plus justement récompensés, c'est la *Pietà* du sculpteur italien Dupré. Je sais bien que la foule lui tourne le dos pour regarder de tous ses yeux le *Napoléon mourant* de M. Vela. Mais entre cette statue mal construite dont le succès résulte de motifs étrangers à l'art et le groupe émouvant de M. Dupré, il n'y a point de comparaison possible. La *Pietà* ne nous paraît cependant pas parfaite de tous points. L'aspect général en est théâtral : la position de la figure de la *Vierge* donne à penser que son genou gauche n'existe pas, et le *torse du Christ*, portant à faux, présente au côté droit un gonflement exagéré. Ce qu'il faut louer, c'est la composition du groupe, la science anatomique des nus, la finesse de l'exécution, et surtout le caractère pathétique de la scène. Au surplus, M. Dupré a exposé un bas-relief en plâtre, le *Triomphe de la Croix*, et un piédestal également en plâtre, où se retrouvent mieux encore les qualités de force et de correction qui le distinguent. Le piédestal surtout rappelle les meilleures œuvres de l'antiquité romaine dans un art trop délaissé aujourd'hui. Quand bien même l'histoire sacrée ou la poésie religieuse

n'offriraient pas à la statuaire un nombre de sujets suffisants pour la faire vivre, le bas-relief se prêterait admirablement, par la sévérité de ses lignes, aux conceptions de l'art chrétien. On en a la preuve dans les essais de M. le baron de Triquéty. En cherchant à associer les ressources du bas-relief et de la mosaïque, M. de Triquéty a fait preuve d'une indépendance d'esprit bien rare à notre époque. Il est vrai qu'il travaillait pour un monument anglais. On pourrait lui demander un style plus large et une correction plus rigoureuse. D'autres sans doute y réussiront mieux, si toutefois le respect de la consigne permet jamais à l'art français de prendre exemple sur l'initiative de la libre Angleterre.

En Belgique aussi, l'art ose suivre un élan personnel et nul n'aurait l'idée d'y contester à M. Divoort la qualité de sculpteur, parce qu'au lieu de s'attaquer au marbre et d'en tirer des Vénus, il demande au bois de traduire avec simplicité et dignité les stations douloureuses d'un chemin de croix. Ne voyons-nous pas les *Calvaires* en pierre d'un artiste breton relégués parmi les machines industrielles? M. Hernot est un ouvrier, comme M. Divoort, comme les auteurs de ces autels et de ces chaires dont le catalogue dédaigne de nous donner les noms, tandis qu'il suffit de rééditer sans génie, sans foi, et souvent sans goût, le personnage usé jusqu'à la corde d'un *Bacchus* ou d'une *Chloris* pour recevoir de l'opinion moutonnière le glorieux titre d'artiste. Est-ce la matière seule qui fait la différence? Mais l'exposition italienne se montre, Dieu merci, assez riche de marbres sculptés, et pourtant combien y compte-t-on d'œuvres d'artistes? Si nous en retirons, après la *Pietà* de M. Dupré, le *Sauveur* de M. Galleotti, statue noblement conçue et exécutée simplement, que restera-t-il à inscrire à l'*avoir* d'un art sévère et pur? Même lorsqu'elle s'inspire de la Bible, la sculpture italienne s'abandonne trop aux séductions du métier. Si M. Pandiani sculpte une *Ève*, au lieu de chercher à rehausser par une expression nouvelle un sujet devenu banal, il perdra son temps et sa peine à lutter, dans le rendu de la chevelure, non pas avec la nature, mais avec le plus habile coiffeur. Laminer le marbre jusqu'à lui donner l'épaisseur d'un cheveux, tel paraît être le problème dont les statuaires italiens poursuivent la solution. Franchement, j'aime mieux les *Calvaires* de M. Hernot.

Il y a pourtant une sobriété relative dans l'*Ève* de M. Fantacchiotti, dans l'*Agar* de M. Lazarini; je reconnais que M. Luccardi, pour composer son *Déluge*, et M. Corti son *Lucifer*, ont dépensé plus d'imagination que de pratique. Mais ni les uns ni les autres, malgré leurs louables efforts, n'arrivent au résultat simple, tranquille, sévère, qu'atteignent à moins de frais le *Christ mort* de M. Leenoff et la *Naissance d'Ève* de M. Bissen. Ce dernier, Danois de nation, appartient

évidemment à la grande école de Thorwaldsen. Préoccupé de l'idée d'enfermer sous une forme pure une pensée neuve, il n'a pas reculé devant une apparence de gaucherie, afin d'exprimer avec plus de force l'étonnement naïf de la nouvelle créature qui passe tout à coup du sommeil d'Adam à l'éveil d'une vie personnelle. En Espagne, M. Figueras, sans recourir non plus au mélodrame, a su rendre sensible sur le visage de son *Indienne* le combat triomphant de l'âme disputée aux ténèbres par la lumière de la vérité, et, certes, cette simple figure, plus expressive que le groupe colossal de M. Vela, symboliserait mieux le grand fait de la découverte de l'Amérique par le christianisme.

X

Si l'on voulait grouper sous des drapeaux d'école les œuvres de sculpture exposées au Champ de Mars, on en pourrait désigner trois qui abritent des bataillons très-inégaux en nombre et en valeur. Le plus gros contingent se presse sous les plis du drapeau français. Le drapeau italien couvre de ses couleurs une troupe légère et peu disciplinée. Un petit peloton sérieux, et solide comme l'infanterie prussienne, se rallie autour d'un drapeau sur lequel on inscrirait le nom de Thorwaldsen. En dehors de ces trois influences, je ne crois pas qu'il y ait place pour une seule. L'Angleterre n'a pas l'air de se souvenir de Flaxman. Sauf une exception populaire, la Russie prend de toutes mains des œuvres toutes faites, le plus souvent d'origine italienne.

Or, ce qui caractérise l'Italie, c'est le marbre. Il est si beau ce marbre, il est si pur, si blanc, si transparent, si docile, que le tailler avec de bons outils, devient une volupté véritable. Aussi, le marbrier italien se complaît dans son travail : il creuse, il fouille, il découpe, il polit ; il assouplit la matière, il la fait cire, il la fait beurre ; encore un peu, et, qu'on me pardonne le mot, il la fera pommade. Tandis que la main déploie ainsi ses grâces, où peut tendre l'esprit? Évidemment, le choix du sujet sera dominé par le plaisir sensuel de l'exécution. Une nymphe couchée, ce peut être beau. Mais une *Esclave*, quelle aubaine! Pour la nymphe, il suffira de modeler des formes et de friper un bout de draperie. Mais, dans l'*Esclave*, c'est le coussin, avec ses plis moelleux, ses franges effilochées, ses glands ; ce sont les étoffes, la mousseline, le satin broché ; enfin, c'est la chaîne! La chaîne, merveilleux travail! Des anneaux à découper, à souder, à enchevêtrer l'un dans l'autre, comme ces boules d'ivoire, chefs-

d'œuvre de l'art du tourneur. Et si, en un jour d'inspiration sublime, l'idée vient de placer entre les doigts de l'esclave un petit papier chiffonné, alors le triomphe est complet : l'Italie frémit de Turin à Palerme, et tout un peuple acclame l'*Esclave* de Tantardini, digne rivale de l'*Homme dans les filets* qu'on vous montre à Naples.

Et la chaise? Qui n'a pas une chaise à son service? On s'assied dessus sans penser que ce meuble puisse prétendre aux honneurs du marbre. Eh bien! il y a au Champ de Mars deux chaises de marbre, l'une de M. Miglioretti, l'autre de M. Magni; la première plus noble d'aspect, l'autre plus familière, toutes deux tournées à ravir, solides sur leurs pieds et polies comme un miroir. Le faubourg Saint-Antoine en dessèche de jalousie. Mais enfin, pour motiver ces chefs-d'œuvre d'ébéniste, il fallait un sujet. M. Magni s'est contenté d'une *Lectrice*, c'est-à-dire d'une *Liseuse*. M. Miglioretti a choisi Charlotte Corday. Il manquait cet hommage à l'ange de l'assassinat, de la montrer perchée sur une chaise. Sa toilette, d'ailleurs, est traitée avec le même soin, la robe, la jupe, le fichu, le bonnet, et surtout la pantoufle. La séduisante pantoufle! Cependant, M. Miglioretti a bien compris qu'une chaise et une pantoufle ne suffisaient pas pour représenter le personnage de Charlotte Corday. Il a daigné lui donner une tête, et, voyez le bonheur, cette tête se trouve belle. La *Liseuse* de M. Magni est fort gentille aussi : à contempler son visage attentif, on oublie qu'elle est en chemise, et que l'artiste, au lieu de la vêtir, a perdu son temps à détailler les feuillets du livre, à soulever doucement le cordon de la médaille qu'elle porte au cou, enfin, à rempailler sa chaise.

Après la chaise, le barbet. On croyait l'espèce perdue. Qu'importe, si le barbet marmoréen perpétue son apothéose? Le poil du barbet a séduit deux sculpteurs romains, et les voilà, à quelques pas du *Moïse* de Michel-Ange, qui fouillent ce poil rebelle avec un succès sans égal. Mais aussitôt, un voisin jaloux invente la levrette, en attendant le caniche et le king's Charles. Tout Carrare y passera. Et ne croyez pas que M. Adams, M. Guglielmo, M. Simonetti, soient des animaliers, comme Barye ou Mène. Avec leur barbet ou leur levrette, ils groupent des enfants. Ce n'est pas l'amour de l'animal qui motive sa présence, c'est l'amour de l'outil.

Partout on le retrouve, cet outil sans merci, taillant l'accessoire en facettes, et refusant à l'œil le repos des calmes surfaces. *Napoléon mourant* ne suffit pas à M. Vela : il lui faut le jabot, il lui faut la manchette, et la couverture à gros grains, et la carte amincie en feuille, et l'oreiller, et le fauteuil, si bien qu'au milieu de tant de chefs-d'œuvre, la tête dramatique de l'Empereur disparaît. M. Tabacchi compose avec beaucoup d'intelligence le groupe d'Ugo Foscolo,

il anime d'une expression mélancolique le visage des deux amants. Mais la mélancolie ne lui suffit pas, il lui faut la perruque; et l'intérêt se perd dans les cheveux de son barbet, je veux dire de son héros. L'*Ophelia* de M. Rossetti et celle de M. Caroni portent aussi la mélancolie sur leur front, mais, par-dessus la mélancolie, elles ont un toupet dont le volume les écrase. Même dans ses œuvres les plus sérieuses, le ciseau italien ne peut échapper à la fascination de la chevelure, il ferait fleurir un crâne chauve. Ou bien, il s'en prend aux paupières, et pour rendre l'œil expressif, il les allonge comme des visières ou des auvents. Ou bien encore, il va fouiller sous la draperie, de façon à laisser entrevoir ce qu'il faudrait cacher, tant est irrésistible la danse de Saint-Guy qui entraîne cet outil indiscret.

Il faut que la contagion soit bien forte, puisqu'elle atteint même l'artiste francisé qui signe ses œuvres du nom de Marcello. Mais si la main du sculpteur Marcello s'amuse aussi à la bagatelle, son esprit cherche le grand et vise au caractère : ambition louable qui n'a qu'un tort, de s'exagérer elle-même et de toucher parfois à la prétention. La plupart des sculpteurs italiens, quand ils veulent rester simples, se contentent de reproduire la nature, c'est-à-dire un modèle plus ou moins bien choisi. Ainsi a fait M. Lanzirotti pour son *Esclave résignée*, statue en bronze, du musée de Nice. Ainsi a fait M. Argenti pour son *Rêve à quinze ans*. C'est une jeune fille qui dort : elle dort bien, très-bien même, comme vous et moi nous dormons à nos meilleures heures. Rêve-t-elle? Je n'en sais rien; elle n'a pas l'air de s'en douter ; elle s'est jetée sur le lit pour gagner sa séance, et, lorsqu'elle a été suffisamment endormie, le sculpteur l'a copiée, sans chercher une pose plus noble ou plus expressive, un meilleur accord de lignes, ni une combinaison plus savante des mouvements. Après tout, cette œuvre jeune et souple, qui représente avec beaucoup de vérité le *Sommeil à quinze ans*, doit compter parmi les meilleures de l'Exposition italienne.

Sans pousser plus loin cet examen, nous pouvons maintenant conclure, et définir les caractères qui distinguent la sculpture ultramontaine. Une matière de premier choix, une exécution folle de sa main, que n'arrêtent même pas les limites du goût, une pauvreté d'invention mal dissimulée par les efforts d'un romantisme bourgeois, une intelligence du vrai impuissante à s'élever jusqu'à l'idéal. Il y a du talent dans ces œuvres, qui vont fonder, en Russie, en Angleterre et en Amérique, des réputations dont nous ne nous doutons pas : il y a la nature, il y a la facilité, l'élégance parfois, et souvent le charme : il n'y a ni la science ni le style.

XI

En Italie, le marbrier étouffe l'artiste. En Allemagne, au contraire, l'artiste semble craindre de toucher au marbre, et de compromettre par l'exécution le sérieux de sa pensée. Les petits bas-reliefs qui représentent, d'une façon très-insuffisante, le talent de feu Rietschel, sont le dernier mot de cette sobriété savante, fruit des enseignements de Thorwaldsen. M. Brossmann procède de la même école, ainsi que M. Sussmann-Helborn, auteur d'un *Faune enivré*, remarquable par des qualités de bon aloi. M. Schilling a plus d'élan, et son groupe de la *Nuit* planant au-dessus de l'homme endormi se distingue par une exécution plus souple. Quant à M. Drake, sa statue équestre du roi de Prusse prouve que les plus sages leçons de l'école n'empêchent pas la sculpture d'avoir la fièvre à certains jours. En exagérant de parti pris les creux et les saillies de sa statue, M. Drake s'est moins préoccupé de produire une œuvre d'art monumental que de faire briller aux yeux de la foule l'image pittoresque d'un souverain populaire. Ce terrible voisinage a tué la sculpture belge, placée vis-à-vis Non-seulement le roi Léopold se sent mal à l'aise sur son cheval timide, mais même les colosses des portes d'Anvers semblent glisser du haut des cintres où les retient en vain leur musculature puissante. L'élégant *Joueur de flûte* de M. Fassin conserve seul sa quiétude et continue la douce chanson de ses pipeaux rustiques en face du conquérant barbu.

C'est à la France qu'il faut enfin venir pour trouver combinés dans de justes proportions les éléments de vitalité de l'art sculptural. On n'attend pas de moi une analyse de toutes les statues exposées. La plupart ont paru aux salons antérieurs. En dresser la liste, ferait double emploi avec le catalogue. Cherchons plutôt à en dégager les caractères généraux qui placent aujourd'hui l'école française à la tête de toutes les écoles de sculpture de l'Europe.

Nous l'avons vu affirmer sa supériorité d'abord par la statuaire religieuse. Or, ce n'est pas un mince mérite à nos yeux, que de comprendre les nécessités dogmatiques et morales qui ont ouvert à la Renaissance italienne une voie nouvelle, et de s'y engager après elle, sur les pas de Sansovino, de Donatello et de Michel-Ange. C'en est un autre assurément très-grand d'entretenir, par l'admiration et l'étude de l'antique, le goût de l'idéal, au lieu de demander à la beauté des formes un attrait exclusivement sensuel. C'en est un encore de n'accorder à l'exécution qu'une part d'influence secondaire, et de chercher

à animer le marbre plutôt par le souffle de l'esprit que par l'imitation littérale de la matière. Bien peu d'œuvres de l'école française contemporaine échappent à ces trois caractères prédominants. Quelques artistes, il est vrai, poursuivant le succès à outrance, tentent de détourner la sculpture de ses voies normales, et ne reculent pas devant les inspirations de la fantaisie. Mais, à côté des fantaisies italiennes, la *Cigale* de M. Cambos prend les proportions d'une œuvre sérieuse; l'*Être et paraître* de M. Leharivel devient classique; l'*Ugolin* de M. Carpeaux ne fait qu'une bouchée du *Napoléon* de M. Vela, et le *Chanteur florentin* de M. Dubois donne une leçon de convenance à l'*Ugo Foscolo* de M. Tabacchi. Même dans ses écarts, même dans ses audaces, la sculpture française garde une correction, une dignité, une valeur de pensée, qui laissent bien loin derrière les transports mélodramatiques et les défaillances bourgeoises des autres écoles contemporaines.

Sur le terrain du grand art traditionnel, nos sculpteurs s'imposent comme des maîtres. La statuaire classique ne saurait trouver un modèle plus complet que l'*Anacréon* de M. Perraud. Qu'il s'agisse du *Corybante* de M. Cugnot, de l'*Agrippine* de M. Maillet, du *Virgile* de M. Thomas, du *Moissonneur* de M. Gumery, ou des *Éphèbes* de M. Falguière, de M. Moulin, de M. Delaplanche, qu'on examine ces œuvres au point de vue de la forme, tour à tour forte, pleine, élégante et fine, au point de vue de la draperie si habilement jetée, ou au point de vue du caractère toujours maintenu par le goût dans les limites de la beauté, il est impossible de n'y pas reconnaître un groupe d'efforts heureux et savants, procédant du même principe pour arriver à des résultats analogues. La statue de *Mademoiselle Mars*, le *Colbert* de M. Guillaume, sous les vêtements qui voilent leurs formes, attestent un effort identique. Et si nous étendions plus loin cet examen, partout, à tous les degrés du talent individuel, nous aurions à signaler, comme conclusion générale, la vitalité saine d'un art virilement constitué.

La peinture française est descendue du rang qu'elle occupait naguère. La sculpture française l'y remplace et donne au monde l'exemple d'une harmonie qui sait fondre en un bloc la science et le charme, l'idéal et la vérité.

XII

Ce qui manquera toujours à l'architecture des expositions, c'est de vivre. Les plus beaux dessins n'ont que l'hypothèse de la vie. Un

monument sur le papier peut être supposé né viable, mais toujours une restriction légitime vient suspendre l'admiration qu'on lui accorde. L'architecte n'a accompli que la plus facile portion de sa tâche lorsqu'il a tracé le projet de son œuvre. Il lui reste à l'exécuter, et l'œuvre n'existe qu'une fois exécutée. Aussi est-il permis de se demander si les médailles accordées à des dessins ont une valeur sérieuse. Que le jury des Salons annuels encourage les beaux projets et les beaux rêves, on le comprend à la rigueur ; mais une exposition universelle, qui a pour but de constater les progrès accomplis depuis douze ans, aurait dû, à ce qu'il semble, exclure du concours tout dessin d'architecture ne représentant pas un édifice terminé ou en cours d'exécution. Il en est des monuments comme des machines. Le plus beau dessin d'ingénieur ne vaut pas le plus petit engin en mouvement. Exiger l'exhibition des monuments eux-mêmes, c'était dépasser les limites du possible. Mais, d'autre part, n'est-ce pas faire la part trop belle à l'imagination, dans un art essentiellement pratique et positif, que de récompenser, à valeur égale, ce qui est et ce qui n'est pas ?

Le jury a obéi à une tendance tout opposée. Au lieu de chercher à travers le monde les monuments construits depuis douze ans qui pouvaient mériter à leurs architectes les trois médailles d'honneur, il en a accordé deux à des travaux hypothétiques. M. Waterhouse, architecte du palais de justice de Londres et de la cour des assises à Manchester, se voit ainsi placé sur le même rang que M. Fesrtl, auteur de « projets d'édifices pour Vienne, Brünn et Pesth, » et M. Ancelet, restaurateur de la voie appienne. La France, on en conviendra, fait ici une triste figure à côté de l'Angleterre. Peut-on mieux indiquer la stérilité de notre art monumental ? Il est donc vrai que depuis douze ans l'architecture française n'a rien fait qui vaille, puisqu'un jury international ne trouve rien de mieux à récompenser chez nous qu'un travail d'archéologie ? Tandis que le génie anglais s'affirme par des œuvres vivantes, le génie français, à court d'invention, poursuit des chimères dans les nuages du passé.

Et quelle chimère ! Une grande route plantée de tombeaux ! Quand M. Joyan s'établit sur le plateau de Baalbek et s'efforce d'y relever les temples magnifiques et gigantesques de l'antique cité d'Héliopolis, j'applaudis à son initiative. Quand M. Thomas restitue pour la première fois dans leur intégrité primitive les merveilles de l'architecture assyrienne, je le remercie du service qu'il rend à l'art et à l'histoire. Je suis volontiers M. Boitte à Athènes, M. Louvet à Sunium, M. Guillaume à Vérone et en Asie Mineure, M. Daumet à Tivoli, M. Baudry en Bulgarie, et même M. Vaudremer à Rome. L'acropole d'Athènes, le théâtre de Vérone, le temple d'Ancyre, la villa Tibur-

tine, la cité de Troesmis, le mausolée d'Adrien, composent des ensembles architectoniques vraiment dignes d'étude, et la restauration tentée par un artiste habile, en même temps qu'elle sert les intérêts de l'histoire, vient offrir à l'art de beaux modèles et la confirmation des grands principes. Mais si un architecte me traîne avec lui le long de la voie appienne et m'attarde à relever pierre à pierre, brique à brique, moellon à moellon, les tombeaux de toute forme et de tout style qu'y a semés la vanité somptuaire de plusieurs siècles, il m'est impossible de reconnaître à son travail la même valeur d'art ni la même utilité. Sans doute le labeur aura été plus grand, la patience mieux mise à l'épreuve; les difficultés, renouvelées à chaque pas, auront réclamé une souplesse d'efforts incessante. Mais le résultat? Peut-on dire qu'au point de vue de l'art, le résultat ait une importance réelle? La plupart de ces monuments funéraires paraissent complétement dénués de beauté. Au point de vue de l'histoire de l'art, le doute est encore permis; car nul n'osera soutenir qu'au milieu de tant de décombres, l'architecte a toujours vu clair. Évidemment une part énorme a dû être faite à l'hypothèse. Reste, il est vrai, un intérêt historique spécial, frère jumeau de l'intérêt épigraphique. Grâce à M. Ancelet, nous savons comment tels et tels citoyens de Rome s'étaient fait enterrer. Nous connaissons, ou du moins nous pouvons croire que nous connaissons leur sépulture. Sans diminuer en rien le mérite de l'architecte, que les plus pénibles travaux ont conduit à ce résultat, on a le droit de rappeler l'architecture à une intelligence plus sérieuse de sa mission. L'art doit avoir un autre rôle que d'exécuter des tours de force sur la corde roide de l'archéologie.

Les travaux de M. Lisch se distinguent par une originalité de meilleur aloi. Au lieu de nous ramener une fois de plus sur les marches de l'Acropole, M. Lisch nous montre le port de la Rochelle tel que l'avait fait le moyen âge, et la ville d'Orléans telle qu'elle était en 1428, lors de la défense de Jeanne Darc. Ce pèlerinage en vaut bien un autre. Le port de la Rochelle dépasse en curiosité les plus curieux cimetières romains. Pour être monochromes et pour ne pas venir de la villa Médicis, les dessins de M. Lisch n'en ont pas moins une très-sérieuse valeur. Ils peuvent s'ajouter à cette importante et superbe série des archives des monuments historiques, qui attestent le zèle apporté par la France à la conservation de ses antiquités, sous l'impulsion d'hommes tels que M. Vitet, M. de Montalembert, M. Guizot, avec le concours d'architectes tels que M. Lassus, M. Viollet-Leduc, M. Duban, etc. Voilà certainement un de nos plus beaux titres de gloire aux yeux de l'Europe : voilà l'application utile des études de restauration. D'autres nations ont suivi notre exemple, mais aucune

ne peut nous opposer ni un ensemble de travaux aussi complets ni une école aussi savante et aussi active.

En revanche, sur le terrain de la réalité, l'exposition française paraîtra bien pauvre à côté de celle des autres nations européennes. Ce n'est pas seulement l'Angleterre qui, entrant résolûment dans une voie nouvelle, demande à tous les enseignements du passé, sans exclusion, les éléments d'une architecture moderne. La Prusse obéit au même élan. Le nouvel hôtel de ville de Berlin égale en nouveauté les inventions britanniques. Les dessins de M. Ferstl et de M. Hlavka attestent un goût original et personnel. Mais c'est surtout en Angleterre que les formes classiques, délaissées de plus en plus, font place à un chaos hétérogène où se confondent tous les styles de tous les temps. Le moyen âge anglo-saxon y donne la main à l'art arabe, et l'Inde y coudoie les fantaisies de la renaissance italienne. Qu'il s'agisse d'une cour d'assises, d'un collége, d'un palais d'exposition, d'un hôtel à voyageurs, de bureaux d'une compagnie d'assurances ou d'une église, l'art affecte la même indépendance et mêle sans façon les éléments les plus disparates. De ce tohu-bohu étrange et parfois baroque, M. Waterhouse, M. Donaldson, M. Fowke, M. Barry, M. Lynn savent tirer des édifices vivants que l'usage consacrera et qui deviendront dans peu des modèles classiques.

Un peu de la liberté d'outre-Manche ne messiérait pas à l'architecture française. Certes, de grands progrès ont été accomplis depuis quarante ans. Un bien petit nombre d'architectes ose encore proscrire le style ogival, et nous avons vu des monuments religieux reproduire avec succès le caractère des constructions du moyen âge. Mais qu'arrive-t-il aujourd'hui? L'architecture ogivale est devenue à son tour une sorte de poncif classique imposé à tout monument religieux. Romane ou gothique, une église ne peut plus sortir du programme banal, ou, si elle s'en éloigne, elle perd tout caractère religieux. En revanche, vous faut-il un hôtel de ville, une mairie? le type n'est pas moins indiqué; le style du dix-septième siècle servira de modèle, comme si l'on ne pouvait trouver de meilleurs patrons aux libertés municipales que Louis XIII et Louis XIV! Quant aux palais, ce ne sera pas trop de toutes les fantaisies décoratives de la renaissance et de la décadence italienne pour les surcharger et les enlaidir. Mais faut-il construire un musée? Attendu que les Grecs n'ont jamais connu ces sortes d'édifices, l'antiquité grecque en fera seule les frais. Ainsi l'art français, à peine émancipé, a su s'entourer de prudentes lisières, et caserner sous des consignes spéciales les divers styles dont il pouvait avoir besoin.

Le résultat, on peut l'apprécier dans les villes françaises récemment renouvelées; au lieu de l'unité d'aspect qu'une époque d'ini-

tiative et de volonté impose à ses créations, on y voit les styles imitatifs jurer à côté les uns des autres, et produire comme expression de l'art contemporain la monotonie dans la confusion, l'uniformité dans le désordre.

Le spectacle de l'Exposition universelle sera-t-il de quelque profit pour notre architecture? Les tentatives de l'Angleterre et de l'Allemagne nous donneront-elles le courage d'oser en dehors des habitudes banales? Ces spécimens d'art exotique, si charmants d'imprévu, qui nous montrent, non pas en dessins sur le papier, mais en constructions sur le terrain, ici le palais du bey de Tunis, là une mosquée turque, ailleurs une maison roumaine, un logis japonais, une façade espagnole, un cottage américain, resteront-ils des leçons infructueuses? Comprendrons-nous enfin que l'art peut s'approprier toutes les formes, non pas pour les imiter sans choix, mais pour les renouveler par l'esprit dont il les anime? A ces questions l'avenir répondra, et puisse-t-il nous apporter, en faveur de l'architecture française, d'autres témoignages que ses savantes études sur le passé!

XIII

Dans la gravure et la lithographie, l'art français retrouve sa supériorité, autant par les œuvres qu'il expose que par l'influence dont on rencontre partout le témoignage. Sauf l'école allemande, qui a su se faire un procédé original, toutes les autres écoles de graveurs conduisent le burin suivant la méthode française. Le réveil de l'eau-forte en France a provoqué dans le reste de l'Europe un élan analogue. Pour le travail du bois, l'Angleterre elle-même n'a plus à nous opposer que des rivaux et non des maîtres. Enfin, c'est sur nos graveurs d'architecture que ceux de l'étranger règlent leur manière quand ils ont à reproduire des monuments.

En France, les plus belles planches exécutées depuis douze ans sortent de la chalcographie du Louvre. Rome a aussi une chalcographie, elle en a même deux, un ancien établissement consacré à la reproduction des maîtres par le burin, et une institution nouvelle, qui, sous le nom de Chromo-lithographie pontificale, semble s'être donné pour but de faire connaître les peintures et les mosaïques de l'antiquité chrétienne. Il serait à désirer que la chalcographie du Louvre, qui s'est déjà annexé les fac-simile des dessins des maîtres, se complétât aussi d'une chromo-lithographie, afin de pouvoir publier ce que l'antiquité et le moyen âge nous ont laissé de monu-

ments polychromes, mosaïques gallo-romaines, peintures analogues à celles de Saint-Savin, tapisseries et poteries émaillées. On sait ce qu'il en coûte à l'initiative privée pour entreprendre de telles publications : encore ne lui sont-elles possibles qu'avec le concours du ministère d'État ou de l'instruction publique. Rome, sur ce point, nous donne un exemple évidemment bon à suivre.

Quant aux estampes au burin de la chalcographie romaine, on ne saurait sans injustice les comparer aux produits français. La science de l'outil s'y réduit à une routine traditionnelle, sans originalité et sans saveur. On n'y peut louer que la facilité limpide du sentiment. Les graveurs romains lisent les maîtres à livre ouvert. Nous y mettons plus de façons : le haut respect dans lequel nous tenons les chefs-d'œuvre de la peinture nous porte à y chercher des finesses qui ne s'y trouvent pas toujours. La gravure française a trop souvent un aspect pénible. De même que Molière, joué par les plus savants comédiens du monde, finit par ne plus faire rire, de même nous arriverons, j'en ai peur, à transformer en pédant morose ce génie souriant et jeune qui reçut de la Providence le nom d'un ange, Raphaël. M. François a reproduit par la chalcographie le *Couronnement de la Vierge* de Frà Angelico; ce qu'il y a mis de conscience et de talent, sa planche l'atteste. Et cependant, comparée à la peinture, l'estampe paraîtrait terne, parce que l'artiste, trop savant pour vouloir démériter à ses propres yeux, a cherché à produire une œuvre harmonieuse, fondue, pleine de délicatesse et de suavité. Or, la suavité et la délicatesse de Frà Angelico sont beaucoup plus dans le sentiment que dans l'exécution. Il a des tons heurtés, des vivacités de coloris, des oppositions naïves, je dirai presque ignorantes, qui arrêtent sa peinture sur la pente de la fadeur. Un burin plus novice eût peut-être trouvé des procédés imprévus, des coups de fortune mieux appropriés à la candeur de l'original, en épargnant un plus grand nombre de blancs, en poussant certains gris jusqu'au noir, en appuyant sur certains contours. M. François ne pouvait se permettre de telles audaces. Il nous a donné une belle gravure, traduction savante d'un beau tableau.

M. Caron n'a pas moins de douceur et de finesse dans son interprétation d'une *Vierge* de Pérugin. La *Visitation* de Sébastien del Piombo conserve assez bien sa vigueur sous le burin de M. Desvachez. Et cependant, on s'aperçoit trop vite que la grande école italienne n'est pas le fait de nos graveurs français. Aux maîtres du dessin, il faut des dessinateurs robustes, tels que Marc-Antoine, qui savent pénétrer l'âme de l'œuvre et la reproduire au lieu de s'en tenir aux chatoyements harmonieux des surfaces. Doux et fin, avec ces deux mots pour programme, le burin français marche à sa ruine. M. Hen-

riquel conserve seul un accent de quelque énergie. Mais il le perdra sûrement si, docile à la mode, il se fait l'interprète de Corrége et de Delaroche. Le tableau des *Pèlerins d'Emmaüs*, de Paul Véronèse, qu'il a choisi pour modèle et dont il expose une préparation à l'eau-forte, n'est pas encore une œuvre assez solide. Je le voudrais aux prises avec quelqu'un de ces maîtres virils qui demandent à leurs interprètes moins de brillant et de moelleux que de fierté et de vigueur.

C'est vers les coloristes que la gravure contemporaine se sent plus particulièrement attirée. M. Bertinot s'attaque à Van Dyck et reproduit, avec un succès justement récompensé d'une première médaille, la *Vierge aux donataires* du musée du Louvre. M. Blanchard va à Corrége, M. Martinet à Murillo, M. Massard à Titien, M. Gaillard à Bellini. La chalcographie s'enrichit ainsi d'estampes dont les originaux n'avaient pas été gravés. Mais il y a au Louvre d'autres maîtres que les coloristes. Le *Portrait d'homme*, de Francia, confié à M. Rousseaux, et la *Charité* d'André del Sarto confiée à M. Salmon, mettent en lumière deux talents sobres et purs, auxquels on pourra réserver les œuvres tempérées de Florence et de Bologne.

En dehors des commandes de la chalcographie et des artistes qu'elle emploie, il se publie un très-petit nombre d'estampes d'après les maîtres anciens. Il faut signaler la *Famille Concina* de Paul Véronèse, gravée par M. Lévy, et les planches que commande chaque année la *Gazette des Beaux-Arts* à des artistes tels que MM. Gaillard, Devaux, Rosotte et Flameng. De cette chalcographie au petit pied sont déjà sorties quantité de reproductions de maîtres précieuses pour l'histoire de l'art. Les maîtres modernes rallient quelques burins. On commence à graver des dessins d'Ingres, en attendant les tableaux. M. Poncet continue sa publication des peintures de Flandrin, avec une inégalité de succès qui sent trop la lassitude. M. Rousseaux grave le *Christ et saint Jean* d'Ary Scheffer. Mais pourquoi M. Martinet dépense-t-il son talent d'après M. Gallait et M. Robert Fleury? Autant vaudrait demander à la ville de Paris pourquoi elle commence par M. Signol la publication des peintures murales de ses édifices publics. L'entreprise n'en est pas moins des plus louables, et nous la saluons avec plaisir, puisqu'elle nous promet, dans un avenir sans doute très-éloigné, la gravure des œuvres capitales d'Ingres, de Delacroix, d'Hippolyte Flandrin, et d'autres maîtres moins illustres, mais encore estimables, négligés aujourd'hui pour les favoris de la mode.

Il est curieux de constater quels sont les artistes de l'école française que nous empruntent les graveurs étrangers. Pas un n'a songé

à s'inspirer d'Ingres. Mais mademoiselle Rosa Bonheur exerce les burins anglais, et M. Brion partage avec M. Knauss les préférences de M. Girardet, un Suisse, et de M. Ballin, un Danois. Un graveur anglais, M. Doo, a eu cependant le bon esprit de reproduire la *Sainte Monique* d'Ary Scheffer. Au surplus, on aurait tort de se hâter de formuler un blâme contre les graveurs étrangers. Partout, au Nord comme au Midi, les grands maîtres des écoles anciennes semblent les occuper exclusivement. Oui, il existe des pays en Europe où l'on en est encore à graver Raphaël, et ces pays se nomment l'Italie, la Russie, la Suisse, la Bavière, la Hollande, la Prusse. Tandis que l'Amérique ne trouve à nous envoyer que des « échantillons de gravure de billets de banque, » le vieux monde européen, toujours arriéré, prend plaisir à reproduire la *Dispute du Saint-Sacrement*, la *Vierge à la chaise*, le *Prophète Isaïe*, la *Prédication de saint Paul à Athènes*, la *Vierge au linge*, la *Sainte Famille*, la *Belle Jardinière*, la *Madone de Naples*, la *Vierge à la Croix*. On fait ce qu'on peut. M. Camalatta n'a pas encore eu l'idée de se consacrer à la gravure des banknotes. Même M. Kaiser, Hollandais de nation, se partage entre la *Ronde de nuit* de Rembrandt et l'*Isaïe* de Raphaël. Rembrandt compte en Russie un autre interprète très-habile, M. Hossoloff. Rubens, Titien, Corrége, Van Dyck, Paul Véronèse, inspirent chacun deux ou trois burins dévoués. Mais à part ces quelques exceptions, Raphaël règne sur toute la ligne. Heureux symptôme assurément. Quant aux maîtres modernes, les Allemands se dévouent avec raison à leurs grands peintres, Kaulbach, Hess, Deger, Schwind, Overbeck, quand ils ne les oublient pas pour MM. Winterhalter et Knauss. Si toutes les estampes de l'Exposition universelle pouvaient être réunies dans une seule et même salle, leur ensemble formerait le plus bel hommage au grand art. A côté de précieuses eaux-fortes, de bois intelligents et d'importantes reproductions d'architecture, on serait forcé d'y constater la prédominance du burin, ce vaillant outil des maîtres. En dépit des prédictions pessimistes qui ont salué l'apparition de la photographie, l'Exposition universelle prouve une fois de plus que l'art de la gravure n'est pas près de mourir, et c'est un honneur pour la France d'apporter à cette preuve les arguments les plus brillants et les plus solides.

XIV

C'était une belle et grande idée que celle de réunir en un vaste ensemble les types principaux des productions du génie humain

depuis l'origine du monde jusqu'à nos jours. Mais une œuvre aussi gigantesque ne s'improvise pas en quelques mois. Elle exigeait, avant tout, une longue et lente préparation. Il fallait de plus, si l'on voulait rendre l'exécution possible, s'assurer le concours actif des nations étrangères. Enfin, l'on ne pouvait espérer un résultat utile, qu'à la condition de disposer librement d'un espace convenable où l'ordre le plus rigoureux présiderait au classement des produits exposés. Il suffit de parcourir les galeries de l'histoire du travail pour se convaincre que ce qui manque à cette exposition rétrospective, c'est précisément le triple caractère qui aurait pu en faire le succès. Non-seulement la commission impériale n'a pas mûri son œuvre, non-seulement elle l'a laissée incomplète, mais encore un désordre évident en rend les résultats stériles. Spectacle curieux et décevant, l'histoire du travail ne représente qu'un formidable à peu près.

Son plus grand tort est d'arriver comme une annexe de l'exposition des produits modernes. L'histoire du travail était une idée à remplir, à elle seule, le bâtiment du Champ de Mars. Conçue isolément et réalisée avec intelligence, une exposition rétrospective des efforts du génie humain suffisait pour honorer une nation, pour inscrire dans ses annales une date à jamais glorieuse, pour provoquer la curiosité et l'admiration du monde entier. Supposez un moment l'existence simultanée de deux expositions rivales, celle du présent et celle du passé, cette dernière aurait eu certainement les préférences de la foule, si elle lui avait offert un enseignement aussi facile à comprendre par le bon classement des produits. On en a eu la preuve, il y a deux ans, lorsque la Société de l'art industriel a organisé aux Champs-Élysées cette exposition rétrospective d'où devait sortir, avec plus de prétention et moins de succès, l'imitation déguisée aujourd'hui sous le nom d'histoire du travail. On en aurait la preuve au Champ de Mars, si la foule n'arrivait pas épuisée et fourbue, à ces galeries auxquelles rien ne l'a préparée et où elle ne trouve qu'un chaos d'objets disparates, sans une indication pour la guider. Il semble en vérité que l'histoire n'ait été invoquée qu'afin d'apporter quelques ombres au tableau fastueux de l'industrie moderne.

Malgré la précipitation dont elle porte les traces, l'exposition française de l'histoire du travail, seule bien ordonnée et disposée avec infiniment de goût, présenterait un beau spectacle, si une arrière-pensée ne venait troubler le plaisir qu'on y prend. La commission, on le sait, s'est adressée aux amateurs, aux communes, aux musées, à toutes les autorités provinciales, et chacun a envoyé ce qui lui paraissait le plus précieux. Le jury a fait ensuite son choix, opération délicate qui a dû lui montrer le vice du procédé. Dans toutes les villes où ont eu lieu des expositions archéologiques, les organisateurs se

sont toujours méfiés avec raison des préférences des amateurs et du peu de lumière des établissements civils et religieux dont ils réclamaient le concours. C'est en se transportant chez les uns et les autres qu'une commission d'hommes compétents pourra faire un choix éclairé. C'est ainsi qu'il eût fallu agir sur une plus grande échelle, en expédiant partout des *missi dominici*, chargés de récolter la moisson de l'histoire du travail. Évidemment les opérations de ce jury ambulant auraient donné un résultat tout autre. On n'aurait choisi que les types caractéristiques de chaque genre et de chaque localité. L'exposition y eût gagné à un double point de vue, celui de la nationalité, et celui de la perfection du modèle.

Avec le temps pour collaborateur, ce travail préparatoire devenait possible et facile, non-seulement en France, mais encore à l'étranger. Tout au moins aurait-on pu prier les nations étrangères de procéder chez elles comme nous procédions chez nous. Les résultats seraient devenus identiques et l'on ne verrait pas dans l'histoire du travail les lacunes énormes qui la déshonorent et surtout qui rendent l'exposition infructueuse, en supprimant des points de comparaison nécessaires. L'Angleterre seule a mis un louable amour-propre à répondre aux diverses demandes du programme depuis les époques anté-historiques jusqu'au dix-neuvième siècle. La Prusse s'est abstenue. L'Autriche et la Russie ont vidé chacune un de leurs musées dans les galeries du Champ de Mars. Pour l'Italie, comme il eût été cruel de laisser sa place vacante, on a frappé à toutes les portes, et, grâce au zèle des amateurs parisiens, on a pu lui organiser une exposition dont le moindre mérite est de n'avoir pas ruiné en frais de transport un trésor déjà bien malade. A ces efforts presque négatifs des grandes nations il faut opposer l'élan chaleureux de nations moins importantes, telles que la Suède, le Danemarck, le Portugal et la Roumanie, qui ont su, sans remplir exactement le cadre tracé, former des collections d'un intérêt très-vif. Au milieu d'inégalités aussi flagrantes, que devient la grande idée de l'histoire du travail ? Elle se noie, elle coule à fond, elle disparaît, pour ne laisser surnager que la curiosité banale du bibelot. Le but de l'exposition s'efface et laisse voir l'impuissance radicale d'une organisation qui n'est pas parvenue à compléter même un à peu près de l'Europe.

Mais, alors même que l'Europe entière eût répondu à l'appel de la commission impériale, le classement des produits exposés eût rendu illusoire l'enseignement qu'on était en droit d'en attendre. D'où vient que le système de classification imaginé pour les produits modernes a été complétement délaissé au moment où son application aux produits historiques le rendait de beaucoup plus facile et plus nécessaire ? Puisqu'on divisait l'histoire du travail en chapitres, chaque

chapitre ne devait-il pas grouper sous le même titre les œuvres filles du même temps, et former une case distincte du damier concentrique dont les cercles étaient occupés par les diverses nations ? Faute d'espace, on a rajusté bout à bout ce qu'il eût fallu faire marcher de front. Où gît l'enseignement d'une histoire du travail européen ? Est-il dans l'étude suivie d'une nationalité depuis son origine jusqu'à nos jours ? Est-il dans la comparaison simultanée des produits du même âge chez les diverses nations? Avec des éléments complets, la première étude offrirait un intérêt certain. Mais en l'état où se présentent, à l'Exposition, les suites historiques de chaque nationalité, l'intérêt se déplace et se reporte tout entier sur l'étude simultanée des produits du même âge, qui reste toujours possible, quoique incomplète. Si l'on veut, par exemple, se rendre compte de la marche historique du travail en Autriche depuis ses premières applications jusqu'aux temps modernes, le petit nombre de documents rassemblés laisse béantes d'énormes lacunes que l'imagination seule pourra remplir. Au contraire, reportez ces documents à l'époque à laquelle ils appartiennent, leur comparaison avec les produits contemporains des autres nations donnera lieu à d'utiles remarques reposant sur la réalité des faits. Or, l'arrangement des galeries de l'histoire du travail multiplie outre mesure les difficultés de la seule étude qui y soit possible. Pour comparer les produits du même âge, il faudrait courir sans cesse d'une nation à une autre, passer par dessus la foule, traverser le jardin central. Les enjambées d'un géant n'y suffiraient pas et la mémoire la plus fidèle serait impuissante à retenir les points délicats qui établissent une différence ou une similitude.

Si du moins il existait un catalogue ! Mais, à l'heure où j'écris, le catalogue de l'histoire du travail n'a pas paru : l'éditeur le promet pour la fin du mois, trente jours avant la fermeture de l'Exposition. Ainsi, pendant de longs mois, le public a été appelé à circuler devant une quantité d'objets disparates placés là pour son enseignement, dont il cherchait vainement le nom, la date, l'origine, et c'est au moment où ils vont se disperser qu'on se décide à lui donner les indications nécessaires ! voilà qui comble la mesure. Avoir en main une grande idée, telle que l'histoire du travail, et ne réaliser qu'une lanterne magique, c'est déjà une faute : encore faudrait-il éclairer la lanterne !

XV

Essayons néanmoins de pénétrer dans ce dédale et d'y reconnaître ce qui mérite de fixer l'attention.

Il faudrait d'abord nous arrêter longtemps devant les objets de l'époque anté-historique. C'est la première fois qu'une exposition cherche à réunir ces témoignages mystérieux de la vie primitive, qu'on pourrait nommer les fossiles de l'humanité. La France en expose une collection importante. L'Angleterre en possède un assez grand nombre. La plupart des nations étrangères se sont piquées d'émulation, soit pour prouver leur initiation à la science nouvelle, soit par d'autres motifs qu'il ne m'appartient pas d'examiner. A côté du Danemark, on rencontre, sur ce terrain encore peu exploré, le Wurtemberg, la Roumanie. L'Italie même et l'Espagne ont voulu avoir leur station de grottes. Sans toucher aux questions que soulèvent les recherches entreprises depuis quelques années, on peut accorder un tribut de curiosité légitime à ces monuments d'un air primitif. Les silex taillés et non taillés ont surtout une valeur scientifique. Les os percés d'un trou, que l'on regarde comme le premier rudiment du sceptre, peuvent donner lieu à des inductions précieuses. La paléontologie attachera une grande importance aux Kioekken Moedring dont le Danemark expose une reproduction et qui représentent « les débris des repas des Danois primitifs. » Pour nous, ce qui nous intéresse dans cette revue artistique, ce n'est pas l'apparition de l'homme sur la terre, c'est l'apparition de l'art sous la main de l'homme. Que les premiers habitants du globe, avant l'emploi des métaux, se soient servis de la pierre pour tailler la pierre en marteaux, en ciseaux, en couteaux, en lances, en flèches, en instruments de ménage, de travail et de guerre, qu'ils aient transformé en trophées, en signes de commandement des os percés d'un trou, il n'y a pas encore dans ces faits un éveil suffisant de l'art. On n'y voit que l'industrie humaine aux prises avec la nécessité. Mais l'art s'éveille le jour où le sauvage s'aperçoit que la création est belle et où il veut à son tour produire une beauté analogue. Il a vu deux rennes lutter l'un contre l'autre, il en trace l'image sur une pierre de schiste ; il a vu un ours, il le dessine ; ces os, dont la matière plus tendre se prête mieux à ses essais, il les façonne en figures d'élans, de cerfs, de chevaux, d'éléphants ; enfin, un jour, devenu plus hardi, il se hasarde à reproduire sa propre image. Un des os de l'exposition française représente une figure humaine nue ; sur un autre on reconnaît les jambes et le torse d'un homme. L'art vient de naître, et déjà il procède comme il procèdera toujours, par la sculpture en ronde bosse et par la gravure en bas-relief. Nous voici loin des ingénieuses allégories par lesquelles les Grecs ont expliqué la naissance des arts. Ce n'est pas la nécessité, ce n'est pas l'amour qui a engendré l'art : c'est un sentiment du beau aussi désintéressé qu'inutile. Au point de vue du besoin, toutes ces pierres se valent ; cet os où l'industrie a percé un trou est identique

à celui que l'art a décoré d'une figure. Pourquoi donc l'art est-il né? Pourquoi, malgré son caractère de superfluité, s'impose-t-il au génie humain? Ainsi, dès l'origine de l'espèce, à une époque dont la date défie les prévisions de l'histoire, quand la nécessité de vivre pesait sur l'homme de tout son poids, quand il n'avait pour lutter contre les monstres que des pierres et des os, le beau parlait déjà à ces cœurs barbares. Une main habile détournait ces grossiers instruments de leur destination meurtrière. Parmi ces chasseurs et ces guerriers il y avait des artistes qui voyaient dans les êtres vivants non pas des ennemis, mais des modèles. En un mot, l'art naissait, sans motif et sans but. Quelle leçon pour l'esprit positiviste qui voudrait rayer l'art du programme de l'humanité! Quelle leçon, plus haute et plus décisive, pour ceux qui écartent Dieu de l'origine du monde! Dieu supprimé, d'où vient donc le soufle du beau?

L'exposition française est la seule où se rencontrent ces incunables de l'art, témoignages irrécusables de la noblesse primitive des races humaines. L'intérêt des petits tas danois m'en paraît considérablement diminué. Les antiquités archéologiques et néolithiques de l'Italie, les antiquités lacustres de la Suisse et du Wurtemberg n'approchent pas de la découverte due à M. le marquis de Vibraye et à M. Lartet. Précieuses recherches que ces recherches sur l'origine de l'homme, puisqu'elles prouvent chez l'homme originaire la simultanéité des instincts de l'animal et des sentiments de l'artiste!

La naissance de l'art remonte à une antiquité encore enveloppée de mystère. Pour en fixer la date, la science n'hésite pas à entasser les années par milliers, dût-elle bouleverser toutes nos habitudes chronologiques. Sur ce terrain glissant, où la pousse un zèle prématuré, il faut savoir la suivre sans illusion, mais sans faiblesse. Qui sait si de nouvelles découvertes, apportant de nouveaux documents, ne modifieront pas les premières hypothèses? Et quand même les calculs fabuleux de la paléontologie se confirmeraient, quel mal en résulterait-il pour la vérité religieuse? Qu'on me permette à ce sujet de citer quelques pages publiées dans un autre recueil par un jeune et savant écrivain dont le nom est cher aux lecteurs du *Correspondant*. Il s'agissait de l'Égypte et de sa chronologie, à laquelle l'étude récente des monuments ouvre aussi des perspectives vertigineuses. Voici comment s'en expliquait M. François Lenormant :

« Catholique profondément convaincu de tout ce qu'enseigne ma religion, je respecte les livres saints, je m'incline devant leur autorité et je crois à l'inspiration divine qui les a dictés. Mais il est des choses que ces livres ne disent pas, et que seulement les commentateurs ont cru y trouver; ces choses-là, et la chronologie est du

nombre, je ne vois rien qui m'oblige à les admettre comme articles de foi, et quand je rencontre des faits positifs qui les démentent, je crois plutôt les faits que les plus ingénieuses combinaisons des commentateurs.

« Un des érudits les plus éminents de ce siècle, qui était en même temps un grand chrétien, Sylvestre de Sacy, avait coutume de dire : « On s'inquiète de la chronologie biblique et de son désac- « cord avec les découvertes de la science moderne. On a un grand « tort, car il n'y a pas de chronologie biblique. » Rien n'est plus vrai que ce mot, et les catholiques aussi bien que leurs adversaires devraient toujours l'avoir présent à la pensée en s'occupant des histoires primitives de l'humanité. La chronologie n'existe en effet que là où se rencontrent ses éléments réels, là où l'on possède des monuments qui contrôlent l'exactitude des chiffres transmis par les chronographes, et surtout où l'on connaît la mesure du temps employé par le peuple dont il s'agit de reconstituer les annales. Rien de plus vague par soi-même que le mot « année » et tous les autres mots qui désignent les divisions du temps. Il y a eu des années de 30 jours, d'autres de 3 mois, puis des années lunaires de 353 ou 354 jours, des années solaires vagues de 365 jours, des années solaires fixes de 365 jours et un quart, des années de 365 jours 5 heures 48 minutes 48 secondes, comme celle du calendrier grégorien, et des années encore plus longues, comme étaient les années intercalaires des Grecs. Les différences de ces diverses années, lorsqu'on opère sur une longue suite de siècles, peuvent produire de si énormes erreurs, qu'il est absolument impossible et inutile d'essayer l'établissement d'une chronologie si l'on ne possède pas le premier et le plus indispensable élément du problème, c'est-à-dire la notion parfaite du temps d'après laquelle sont énoncés les nombres qu'il s'agit d'examiner.

« Ne cherchons donc pas dans les livres saints ce qui n'y est pas, et ce qui ne saurait y être, une chronologie fixe et certaine. Que notre foi ne s'effraye pas de ce que notre raison découvre dans les annales de l'ancienne Égypte; il n'y a rien là qui puisse l'ébranler. L'Écriture ne dit qu'une chose, c'est que l'homme est récent sur la terre, et en cela la science confirme pleinement la vérité de son témoignage inspiré. Quelque haut que nous fassions remonter notre race, elle n'est réellement que d'hier. Admettons, si nous le voulons, une antiquité de 20 ou 30,000 ans pour la première apparition de l'homme, comme le soutiennent en ce moment certains géologues qui pourraient bien exagérer les résultats de leurs découvertes; restreignons à 10,000 ou à 8,000 ans, comme le permettent encore les annales de l'Égypte, l'intervalle qui nous sépare du jour où le Créa-

teur mit le sceau à son œuvre en plaçant sur le globe sa créature la plus parfaite ; pour fixer ces dates nous ne devons recourir qu'aux instruments de la science et du raisonnement. Qu'est-ce, en effet, que ces périodes qui paraissent si longues par rapport à notre vie éphémère, mises en face de l'éternité, ou même en face de ces immenses périodes géologiques qui nous sont révélées avant la création de l'homme par la structure de l'écorce terrestre ? Un instant, et rien de plus [1]. »

XVI

L'exposition égyptienne, concentrée dans le temple du parc, forme en effet la préface des temps désignés jusqu'ici sous le nom d'antiquité. M. Mariette y a réuni les objets les plus précieux du Musée de Boulaq, la plupart découverts par lui-même, et par conséquent d'une date indiscutable. Les légendes des monuments où ils se sont conservés à travers les siècles permettent d'en affirmer la date. On y voit un petit panier à couvercle de jonc exhumé d'un tombeau de la onzième dynastie, c'est-à-dire antérieur de deux siècles à Abraham. On y admire une inappréciable collection de bijoux détachés de la momie de la reine Aah-Hotep, mère d'Amosis, ce qui reporte leur fabrication au moment où Joseph devenait premier ministre du Pharaon de la basse Égypte. Au milieu de la salle se dresse une statue en bois, étonnante de vérité, portrait d'un personnage nommé Ra-em-Ké, qui vivait sous la cinquième dynastie, vers l'an 3850. Ailleurs, c'est un colosse en calcaire, représentant un prêtre plus vieux d'une centaine d'années. Enfin, deux statues du roi Chéphren, en basalte et en diorite, remonteraient à l'an 4000 avant Jésus-Christ. En présence de ces monuments d'un âge imprévu, l'imagination s'égare. Mais surtout l'on demeure confondu de la perfection de l'art qu'ils attestent. Né de l'imitation de la nature, l'art acquiert promptement tous les éléments nécessaires au rendu de la vie. Le sculpteur qui a ciselé la statuette de Ra-em-Ké, trente-sept siècles avant l'ère chrétienne, n'avait plus rien à apprendre de ce côté : il a produit une merveille de réalité vivante. M. Mariette a raconté que lorsqu'il la retira du coffre de momie où elle dormait, ses ouvriers la saluèrent aussitôt : « Cheik-el-Beled! » — « Monsieur le maire ! » — Puis vient le moment où l'art ajoute à la réalité l'idée qui la complète

[1] *Gazette des Beaux-Arts*, août 1867. — *L'Antiquité à l'Exposition universelle.* — *L'Égypte*, par M. François Lenormant.

et l'ennoblit. Pour l'art égyptien, ce moment arriva vers le quinzième siècle, alors que, sous l'influence de Sésostris, s'élevaient les monuments, non pas les plus gigantesques, mais les plus beaux de l'Égypte ancienne Heure solennelle, que l'on retrouve dans chaque histoire partielle de l'art, où le génie humain et la nature s'épousent et se fécondent, où la liberté individuelle nécessaire à l'expression de la vie reçoit d'une croyance commune une force nouvelle sans abdiquer sous son joug : heure critique pour l'art comme pour la conscience, où l'alliance de la liberté et de la foi produit les grandes actions et les grandes œuvres. Quand la liberté abdique, aussitôt apparaît le despotisme du symbole, et la décadence suit de près. L'exposition égyptienne contient quelques monuments du huitième siècle avant Jésus-Christ, entre autres une statue en albâtre de la reine Améritis. Soumis alors au régime sacerdotal, l'art égyptien y contracta une sorte de paralysie, une telle routine d'allures que la conquête romaine le trouva tout préparé à prêter à ses nouveaux maîtres ses types hiératiques. Le temple de M. Mariette ne permet pas une étude complète de l'art égyptien, mais on y voit marquées ses principales étapes, surtout les plus voisines de son origine. Au milieu de ces objets dont l'antiquité et la beauté deviennnent palpables, on éprouve quelque chose de cette impression solennelle de mystère et de vertige qui saisit le voyageur en présence des gigantesques monuments de la vallée du Nil.

L'antiquité asiatique n'est représentée que par un fragment de bas-relief venu de Bagdad et trouvé à Mossoul : on y voit figuré un de ces génies ailés à tête d'aigle familiers à l'art assyrien. La Grèce a refusé de se dépouiller des richesses qui lui restent, et nul n'a songé à former sous son pavillon une exposition factice. C'est dans les pays du nord de l'Europe qu'il faut revenir pour retrouver l'art antique. Mais en Angleterre comme en France, l'âge du bronze et l'âge du fer n'offrent pas, pendant l'époque celtique, d'objets d'art proprement dits. Il semble que la lutte contre un climat rigoureux, la chasse des bêtes sauvages et la guerre absorbent toutes les facultés de ces races fortes, peu accessibles au sentiment délicat du beau. La nécessité prime l'art. Ce ne sont que glaives, boucliers, fers de lances, mors de cheval, poteries d'une fabrication grossière. Quelques colliers et bracelets, quelques boules de cristal, d'ambre ou de lapis-lazuli, éparses dans les expositions de la France, de l'Angleterre et du Wurtemberg, indiquent seuls, avec les progrès du commerce, un sentiment de coquetterie, mieux attesté encore par des épingles anglo-saxonnes qu'unissent entre elles des entrelacs d'un goût très-fin. Évidemment l'art sommeille jusqu'au jour où la civilisation romaine jette au milieu de ces peuples le ferment d'une civilisation

complète. Alors les monuments abondent. C'est la tête de bronze du musée de Lyon, le *Jupiter* du musée d'Évreux, l'*Apollon* de Troyes, le *Faune dansant* de M. l'abbé Tourneur, et surtout ce grand *Jupiter* que le musée de Lyon a envoyé en même temps qu'un brasier orné des masques alternés d'Hercule et de Junon, admirable spécimen de l'art antique, digne des plus belles trouvailles d'Herculanum. C'est, en marbre, la *Tête de Vénus* du musée de Toulouse, et la *Tête d'Éphèbe* de M. Bulliot, d'Autun. Autour de ces reproductions idéales de la figure humaine se groupent les objets usuels sur lesquels a rejailli la perfection de l'art figuratif, les urnes funéraires en verre et en porphyre, de Nîmes et d'Aix, la corne à boire en verre du musée du Mans, les colliers d'or du musée de Toulouse, les roues en bronze du même musée, la fontaine antique trouvée à Apt, les plats en bronze étamé de la collection de M. Charvet, et celui du musée de Soissons. En Danemark, c'est une grande trompette de bronze recourbée. En Roumanie, c'est l'inappréciable trouvaille de Bucharest, une collection de plateaux, amphores et bassins en or où l'art grec semble avoir figuré pour la dernière fois les dieux du paganisme expirant. L'examen détaillé de tant d'objets précieux nous entraînerait hors de nos limites et n'apprendrait rien de nouveau sur un art dont on connaît depuis longtemps la prodigieuse fécondité et l'habileté consommée. Remarquons seulement que l'héritage de l'art romain se conserve, non sans succès, dans l'Italie moderne. Les bijoux de M. Castellani reproduisent jusqu'à l'illusion les bijoux antiques de la collection Campana. Mais de la part du savant orfévre, ce n'est là qu'un tour de force rétrospectif. Un autre industriel italien a exposé avec la plus entière candeur des bronzes antiques qu'il fabrique au plus juste prix et qu'il recouvre à volonté de la patine des siècles.

XVII

Les époques intermédiaires entre l'antiquité romaine et le moyen âge donneraient lieu à d'intéressantes études, si nous n'étions forcés de marcher si vite. La nécessité de l'enseignement chrétien jette l'art dans une voie nouvelle qui aboutira plus tard à la découverte de l'imprimerie. C'est le temps des manuscrits enluminés, des évangéliaires illustrés de figures encore mal définies, et M. Firmin Didot en expose une collection remarquable à laquelle vient se joindre l'évangéliaire du séminaire d'Autun. C'est aussi le temps des reliures. Pour couvrir le livre saint, les plus riches matières sont mises en œuvre : les reliefs de cuivre et de bronze, les émaux cloisonnés, les

plaques d'ivoire. La reliure en ivoire qui appartient à l'église Saint Andoche de Saulieu est un magnifique spécimen des efforts de l'art pour s'assouplir à l'expression du dogme chrétien. Le coffret de la cathédrale de Troyes et la statuette du musée de Lille témoignent aussi de la faveur dont jouissait alors l'ivoire, matière fréquemment employée par les artistes romains. Des chasses au lion et au sanglier décorent le coffret de Troyes. La statuette de Lille représente un roi assis. En comparant ces œuvres, d'un style si grandiose, aux objets que fabriquent aujourd'hui les ivoiriers de Dieppe, on reconnaît combien la matière est indifférente au génie humain. A la même époque, l'orfévrerie religieuse, née pour les besoins du culte, reçoit la même empreinte de majesté, qu'elle perdra également plus tard sous des recherches puériles. Parmi les plus beaux types, il faut citer un ciboire de la cathédrale de Reims, non moins remarquable par l'ampleur de ses formes que par les ornements de filigrane, d'émail et de pierres précieuses qui le décorent. On retrouve en Portugal des types analogues, et l'exposition anglaise possède plusieurs fibules ou agrafes de chappes, très-certainement antérieures, qui procèdent d'une inspiration identique. L'art sacrifie le détail à la masse.

Avec le moyen âge nous entrons dans une période où tout serait à citer. L'épanouissement du génie chrétien envahit toutes les branches de l'art et de l'industrie, et rayonne sur toutes les matières. La navette du tisserand, l'aiguille du brodeur, le pinceau de l'enlumineur, le ciseau du sculpteur et de l'orfévre, la lampe de l'émailleur, le marteau du serrurier, il n'est pas d'instrument docile à la main de l'homme qui ne concoure à l'expression d'une foi commune. Et cependant le génie humain ne sacrifie rien de sa liberté ; bien loin de s'endormir sous l'immobilité d'un symbolisme glacial, il vit indépendant et fier, cherchant partout la beauté dans la nature, vivifiant chaque matière par un sentiment toujours nouveau. Qu'il s'agisse d'architecture ou d'orfévrerie, de tapisseries ou de meubles, de peinture ou de statuaire, la nature fournit le modèle librement imité, la foi souffle l'esprit fidèlement traduit. Admirable harmonie d'où résultent des œuvres admirables ! Après les reliquaires du trésor de l'église de Conques qui appartiennent à un art de transition, après le tabernacle de Chartres en cuivre repoussé, ciselé et cloisonné d'émaux, où apparaît encore l'influence byzantine, voici un pied de candélabre en bronze du musée de Reims, foisonnant de feuillages et de capricieuses figures ; voici la châsse de saint Taurin d'Évreux, empreinte d'un si haut caractère sacerdotal ; les crosses en cristal de roche de la bibliothèque de Versailles et du musée de Saint-Lô ; les toiles peintes de l'Hôtel-Dieu de Reims ; la magnifique série de tapis-

series de la cathédrale d'Angers, composée de plus de quarante tableaux ; la chappe de l'évêque saint Louis conservée à Saint-Maximin ; les habits et armures de Charles IV enfant, précieux échantillons d'étoffes du quatorzième siècle, dont le musée de Chartres est dépositaire ; une statuette de la sainte Vierge en ivoire colorié, du plus riche travail, provenant de Villeneuve-lez-Avignons ; la statuette en bronze de Jeanne Darc, du cabinet de M. Carraud, et, pour dominer cette réunion unique des plus beaux produits d'un art qui manie avec un succès égal les outils de tous les métiers, voici la calme et gracieuse figure d'ange en bronze de M. de Talhouet. L'Angleterre expose aussi plusieurs crosses pastorales d'un excellent modèle, quelques pièces d'orfévrerie et de bijouterie religieuse qui attestent sa fidélité passée, et surtout une collection d'armures monstrueuses, extraites de la Tour de Londres ; quels géants a donc produits la race saxonne pour se coiffer de ces casques aussi vastes que des marmites de caserne ? Au surplus, on retrouve en Autriche des vêtements de fer non moins surprenants par les proportions colossales qu'ils supposent chez les guerriers d'un temps disparu. Dans cette guérite de métal, qu'un Magyar portait avec aisance, nous logerions toute une patrouille.

A l'étranger, le moyen âge nous offre plutôt des curiosités que des chefs-d'œuvre. La plus remarquable est assurément cette église d'Argis, dont la Roumanie a exposé une réduction exécutée avec beaucoup de soin. Le mélange des styles qui la distingue, le goût capricieux du décor, les formes étranges de certains détails, et le bel aspect de l'ensemble, tout concourt à en faire un objet d'étude du plus vif intérêt. De quel secours ne serait pas pour l'archéologie et pour l'art architectural une collection de modèles analogues ! On peut s'en convaincre en examinant aussi en Espagne les réductions géométriques de l'Alhambra sorties des ateliers de M. Rafael Contreras. Déjà, à l'exposition rétrospective des Champs-Élysées, on avait admiré une de ces reproductions, et l'École des beaux-arts s'empressa de l'acquérir. Le prix relativement modique auquel l'auteur tarife ces chefs-d'œuvre de patience et de goût devra les introduire avant peu dans toutes les écoles de dessin industriel où ils deviendront les classiques de l'art arabe. Quant au modèle de l'église d'Argis, il serait fâcheux qu'il s'en retournât en Roumanie, au lieu de venir prendre place à l'École des beaux-arts, où les modèles en liége des monuments romains du midi de la France et la réduction de l'Alhambra forment déjà comme l'embryon d'une collection nouvelle, précieuse annexe de la bibliothèque.

Nous parlons de collections et d'art industriel. Les curieux qui ont visité l'Exposition universelle avec l'attention qu'elle mérite, auront

été frappés, comme moi, d'un fait douloureux pour notre patriotisme, sur lequel on ne saurait trop insister. Partout, dans les galeries de l'histoire du travail, aussi bien que dans les galeries des produits modernes, des étiquettes attachées à quantité d'objets nous avertissent qu'il existe en Angleterre, en Prusse, en Russie, en Autriche, des « musées d'art et d'industrie. » C'est de ces établissements que sont sortis la plupart des spécimens de l'industrie ancienne qui garnissent les vitrines de l'histoire du travail. C'est par ces établissements que sont exécutés les moulages, galvanoplasties et photographies d'art rétrospectif exposées en diverses galeries. C'est pour ces établissements qu'ont été acquis, dans les expositions de la France, de l'Angleterre, de l'Inde, de l'Égypte, de la Perse, les produits les plus parfaits de la fabrication moderne. Or, la France ne possède aucun établissement de même genre, si ce n'est le Musée céramique de Limoges, et l'essai tenté à la place Royale par une société trop peu encouragée. Sur le terrain de l'art industriel, Paris se voit primé par Moscou. On me répondra que nous avons le Louvre, que nous avons Cluny, et que les modèles anciens accumulés dans ces deux musées suffisent de reste à l'enseignement de l'art industriel. Comment se payer d'une semblable défaite? Où sont les points de comparaison que le moulage et la galvanoplastie empruntent avec tant de succès à des collections étrangères? Où placerions-nous, si nous avions l'intelligent désir de les acheter, les modèles modernes que l'Exposition universelle jette dans nos mains? Enfin, quelles ressources l'ouvrier rencontre-t-il pour étudier nos collections d'un caractère exclusivement archaïque? Quelles leçons viennent l'éclairer? Quel fruit peut-il retirer de visites rapides sous l'œil d'un surveillant dont la consigne est de faire circuler? Monuments de vanité publique, nos musées oublient trop le but d'utilité qui devrait prévaloir. Au point de vue de l'art industriel ils sont insuffisants, faute de moulages, de bibliothèque, de produits modernes, d'emplacement favorable à l'étude et de cours professés par des hommes compétents. Cette lacune, la société de la place Royale a essayé de la combler. Mais on sait ce que valent, en France, les entreprises d'initiative individuelle. Au surplus, chez les autres nations, c'est le souverain qui a voulu couvrir de son haut patronage la création des musées d'art et d'industrie. Il n'est jamais trop tard pour réparer une faute. Dépassée par Moscou, par Vienne et par Berlin, la France ne peut tarder plus longtemps à créer, sous la protection de l'État, un établissement qui serait pour l'art industriel ce qu'est pour le génie civil le Conservatoire des arts et métiers.

XVIII

La plupart des objets exposés dans les galeries de l'histoire du travail pour y représenter la renaissance française depuis le seizième siècle jusqu'à la fin du siècle dernier ont déjà eu les honneurs de la publicité, à cette exposition rétrospective des Champs-Elysées dont j'ai plus d'une fois rappelé les merveilles. On retrouve là les collections de nos grands curieux parisiens, les Rothschild, les Beurdeley, les Spitzer, les Aguado, les Didot, les Pichon, les Double, les La Faulotte, les La Béraudière, etc. C'est assez dire que les émaux, les faïences d'Oiron et de Palissy, les armes, les meubles, les livres, les reliures, les vaisselles d'or et d'argent, les porcelaines, les bronzes dorés, les céramiques de toute provenance, s'y rencontrent à profusion, avec les caractères les plus précieux d'une perfection exquise. L'art français s'y montre souverainement délicat et fin, toujours savoureux, et, pendant trois siècles, égal à lui-même. Le génie des races latines semble avoir quitté l'Italie pour prendre terre sur le sol de la France et y jeter des racines définitives.

Au contraire, si nous nous retournons vers les nations étrangères, un caractère tout différent nous frappe d'abord. Même en Espagne et en Portugal, je ne sais quelle rudesse native arrête la main de l'artiste et de l'ouvrier : on croirait que le dernier travail a manqué à la matière. Chez les nations de race germanique et saxonne, ce n'est pas seulement au travail que la délicatesse fait défaut, c'est surtout à la pensée. L'or et l'argent coulent à flots sur le monde, remplaçant le bronze et le fer. Mais, tandis que le génie latin se sert des nouveaux métaux, plus ductiles et plus malléables, comme d'un prétexte à des créations de plus en plus raffinées, partout ailleurs ils ne donnent lieu qu'à des œuvres massives où l'abondance de la matière supplée à la stérilité de la pensée et à la pauvreté du goût. Regardez les orfévreries de l'Angleterre, de la Hollande, de la Suède, de la Russie, pour un objet curieusement travaillé par la main d'un artiste savant, vous en trouverez cent qui s'imposent surtout par l'opulence de leurs formes. C'est toujours l'épigramme grecque : Tu l'as faite riche, ne pouvant la faire belle. Mais surtout de l'examen comparé de ces œuvres se dégage un caractère dominant qu'on me permettra de signaler.

Est-ce l'effet du hasard ? Est-ce préméditation ? Est-ce l'expression naturelle de la vérité ? A part les armes, je n'aperçois chez nos voisins du Nord, que des objets se rapportant tous au même usage.

A côté de la science meurtrière qui crée, avant l'heure, les revolvers, les canons se chargeant par la culasse et les fusils à réservoirs, une autre science se manifeste, plus pacifique et plus respectable, à laquelle l'industrie dévoue tous ses efforts. Après l'art de tuer, ce qui domine, c'est l'art de « humer le piot. » Les civilisations européennes ont débuté par l'âge de pierre. Les voilà arrivées à l'âge du piot. Le piot, c'est le roi de la renaissance germanique. Tour à tour cruche, cruchon, hanap, chope, gobelet, flacon, bouteille, coupe et tonneau; ici, or et argent; là, cristal de roche; ailleurs, bois et terre; le pot règne en Suède et en Norwége, il règne en Russie et en Autriche, il règne en Hollande et en Angleterre. Tout converge vers lui. Tout s'inspire du pot et tout y retourne. Quel objet rappellera à l'avenir la mémoire de ces libres confréries d'artisans qui ont honoré les Pays-Bas? Une corne à boire. Il y en a une série, toutes plus vastes, plus profondes, plus caverneuses les unes que les autres, toutes pleines de toasts à l'immortel Jean de la Cave! Quels monuments diront la puissance de la noblesse magyare? Regardez ces énormes cristaux du trésor impérial de Vienne. Pour lutter contre la rigueur du climat, quel secours l'art apporte-t-il aux peuples scandinaves? Toute une vaisselle de bois semble taillée pour des gosiers homériques; les cornes à boire glissent sur des roulettes, et un magnifique pot en argent tient lieu de crâne à une tête joufflue, couronnée de pampres, dont la barbe floconne comme l'écume de la bière. Enfin, quand on a contemplé les types exquis de délicatesse et de fraîcheur fixés sur l'ivoire ou le vélin par le pinceau du miniaturiste Cossway, et qu'on se demande par quels souvenirs s'atteste la vie privée de cette belle aristocratie anglaise, il suffit de tourner les yeux vers les vitrines où s'étagent des coupes de toute forme et de toute capacité, jusqu'à ces bassins à rafraîchir, symboles effrayants des noyades de la raison humaine.

Je ne sais si l'âge du piot recevra des savants le même accueil que l'âge de pierre. En tout cas, ce ne sont pas les monuments qui manquent à cette période de l'histoire de l'humanité. On peut même affirmer que la période n'est pas close. L'Exposition universelle en fournit la preuve, puisque, du cercle étroit de l'art, elle nous ramène toujours, et par les chemins les plus imprévus, à ce cercle immense où la matière règne, où la « beuverie » tient ses assises. Après nos longues promenades à la poursuite des jouissances éthérées de l'art, n'est-ce pas la seule conclusion positive que puissent nous offrir les solennités du Champ de Mars?

Léon Lagrange.

LA NOUVELLE GENÈVE

V[1]

Nous avons considéré jusqu'ici deux périodes écoulées; deux époques d'histoire dont nous avons pu embrasser l'ensemble et juger les effets; il nous reste à explorer l'ère de transition dans laquelle se meut la Genève contemporaine. Ici les contours sont plus vagues et les situations moins nettes; sortant du passé, il faut essayer cependant de saisir les palpitations actuelles de la vie politique et de poursuivre notre analyse jusqu'aux scènes qui ont marqué la dernière année. La domination radicale durait à Genève depuis quinze ans : les conseils se succédaient, distingués par des nuances plutôt que par des couleurs, et celui qui aurait jugé l'opinion des esprits par le caractère seul des actes officiels aurait cru à une de ces grandes et définitives victoires dont les annales républicaines sont loin de nous offrir de fréquents exemples. Mais si l'opposition se taisait souvent dans le palais législatif, elle était bruyante quoique vaincue dans les salles électorales, plus profonde encore dans les salons et dans les esprits d'une large fraction de citoyens. Il y avait là toute une classe d'hommes pénétrée de sa valeur intime et qui surtout après avoir surmonté les premiers dégoûts de la défaite ne pouvait se résigner à abandonner dans le pays une situation et une influence dont elle se sentait digne. A l'ambition légitime de conquérir une part de pouvoir se mêlait le désir plus légitime encore

[1] Voir le *Correspondant* du 25 août.

d'arrêter un système financier qu'elle accusait d'impéritie et au bout duquel elle apercevait des désastres. — On se décida donc à entreprendre, sous un vêtement nouveau, une campagne sérieuse et d'autant plus nécessaire, disait-on, que le devoir se joignait au droit. Le nom de conservateur était vieilli ; sous un ensemble de reproches mérités et de calomnies heureuses, il était devenu pour une grande masse du peuple un épouvantail dont l'évocation eût été inhabile. Ceux qui oublient en politique la puissance des mots renoncent souvent au succès des actes. Du reste, la différence des temps, la leçon des faits, la nécessité accrue de distinguer le possible de l'idéal, avaient modifié l'essence même du parti *conservateur*. Il y a partout des caractères extrêmes, mais on se trompe en les prenant pour des porte-drapeaux. A Genève comme ailleurs, il restait des conservateurs quand même ; mais à côté d'eux des individualités plus jeunes, moins irritées par le souvenir du passé, mieux instruites par l'atmosphère du présent, étaient décidées à doubler des caps difficiles pour se lancer sur la mer politique. Un nouveau parti commença à s'affirmer sous le nom d'*Indépendants*. Préparé dans les séances du *Cercle national*, il comprenait les débris ravivés du vieux parti conservateur ; c'est lui qui formait le bataillon des vétérans ; mais il n'était pas seul et une alliance dont les conditions essentielles ne sont pas toutes faciles à découvrir lui avait donné une milice jeune et active. Dans les batailles électorales des cinq dernières années, on a vu combattre dans les rangs indépendants un cercle populaire dont l'importance se dessine de plus en plus et dont le centre est établi dans le fameux quartier Saint-Gervais sous le nom assez étrange de *Société de la ficelle*. Si l'aristocratie est la tête du parti, la Ficelle en est le bras ; mais ces deux membres essentiels se sont-ils spontanément réunis pour former une personne, ou bien une force externe a-t-elle rapproché le patron et le client ? Étranger à Genève et impartial spectateur de ses luttes, je me bornerai à reproduire le reproche sans oublier la défense. Il ne manque pas d'organes radicaux qui devant la conversion subite d'anciens amis croient peu à cette invasion soudaine d'esprit indépendant ; on assure que le travail abonde dans les rangs de la Ficelle ; et le moindre des blâmes jeté sur ses adhérents, c'est la condescendance sans scrupule avec laquelle ils dégustent les vins fumeux qui assaisonnent, dit-on, leurs assemblées et leurs repas. La Ficelle repousse avec horreur ces accusations ; elle réplique en style démocratique et accentué ; comme Diogène orgueilleux de son tonneau et de son écuelle, elle montre avec fierté sa piquette et sa choucroute ; elle proclame à tous les vents qu'un amour national identique a rapproché des extrêmes sociaux et que sous la seule puissance du souffle

patriotique et du danger imminent, la main calleuse de la plèbe a serré la main gantée du patriciat. Je ne prétends pas, je l'ai dit, me faire le scrutateur des causes secrètes; je crois peu à l'amour dans les alliances politiques, sans estimer nécessaire pour les expliquer la corruption. Je pourrais bien ici toucher une autre corde; mais le son qu'elle rendrait serait trop lugubre pour que je consente légèrement à le faire entendre. Je préfère réserver ma pensée et la dessiner seulement tout à l'heure moins comme un reproche à subir qu'un écueil à éviter. Qu'il me suffise pour le moment d'avoir fait connaître le nouveau groupe posé désormais en face du parti radical et de constater ses rapides triomphes. En 1861, M. Fazy tombait plutôt devant une surprise que devant une préméditation; bientôt un succès dans les élections municipales révélait la puissance nouvelle qui se levait dans le canton et, en 1862, la convocation légale d'une constituante [1] servait à mieux affirmer sa valeur. De longues discussions que l'espace ne me permet pas de suivre aboutirent à des modifications considérables; plusieurs inégalités tendaient à s'effacer sous les dispositions nouvelles proposées alors au suffrage populaire; des catholiques intelligents voulaient soutenir une œuvre derrière laquelle leur apparaissait un meilleur avenir; mais dans les communes détachées de la Savoie la défiance l'emporta. Les souvenirs du passé s'effacent difficilement dans les couches populaires et les changements d'attitude trouvent souvent les intelligences rebelles; les indépendants n'avaient pu encore que par des paroles briser les traditions de leurs ancêtres : le projet fut repoussé. Cependant le nouveau parti continua avec des oscillations sa marche progressive; une mêlée douloureuse où il est difficile de faire à chacun sa part de responsabilité et qui, à la suite d'une élection fédérale, ensanglanta en 1864 les rues de Genève, ne servit qu'à consolider sa victoire. Le nombre de ses adhérents s'accrut au Grand Conseil.

Il est intéressant de s'arrêter ici et d'assister avec quelque soin aux luttes prolongées qui ont occupé une partie notable de l'an dernier; ce spectacle précieux servira à comprendre les grandes questions qui agitent les esprits sur ce petit territoire et à mieux juger l'état des intelligences sur ce qui est là non-seulement comme partout le problème vital des âmes mais encore le plus sérieux des problèmes politiques : je veux parler de la question religieuse.

Chacun se rappelle l'état fébrile de l'Europe au printemps de l'an dernier, l'attente surexcitée avec laquelle peuples et princes regar-

[1] La Constitution de Genève peut être régulièrement modifiée tous les quinze ans.

daient venir ce grand orage préparé par une ambition intelligente et toléré par d'incomplètes prévisions. Les petits pays surtout contemplaient avec anxiété l'aurore de cette crise où l'on prévoyait que plusieurs États fermeraient le livre de leur histoire.

La Belgique, à la mort de son premier roi, avait eu, avant l'heure, l'intelligence du danger et la trêve tacite conclue entre les partis qui la divisent avait conquis des éloges et posé un modèle. La république de Genève allait donner un pareil exemple; plût à Dieu qu'il eût été durable, et qu'on pût apprécier ici un système au lieu de constater un élan! Le tir cantonal s'ouvrit au mois de juin dans la petite ville de Carouge, faubourg de la métropole, dont l'Arve descendant des glaciers la sépare avant de se jeter dans le Rhône. Ces tirs sont les fêtes nationales de la Suisse: ils y jouissent de cette sorte de popularité historique qui s'attache aux courses en Angleterre; le *stand* remplace le *turf*. Se succédant pendant la moitié de l'année sur toute la surface de la confédération, ils servent à la fois d'exercice pratique et utile aux populations et de centre de ralliement pour le sentiment d'indépendance. L'ombre de Guillaume Tell plane sur ces assemblées pacifiques et ardentes qui ont pour devise : « *Wort und That für Vaterland :* la parole et l'acte pour la patrie. » Un toast quotidien est porté à cette patrie dont on évoque l'image avec un amour égal à sa liberté; des tableaux d'histoire réveillent les souvenirs et des députations nombreuses mêlent au bruit des carabines le témoignage de la concorde nationale. Enfin un repas accessible à tous devient chaque jour l'occasion de discours politiques où les opinions se dévoilent, les alliances se nouent et les actes se préparent. Ces banquets démocratiques sont à un autre degré de l'échelle l'équivalent de ces grands repas anglais où après la session parlementaire, les ministres et les hommes d'État ne craignent pas d'étaler devant le public le canevas de leurs idées. Ici de même, la législature et le pouvoir, la majorité et l'opposition fournissent des orateurs de toasts toujours animés, parfois éloquents. Le caractère spécial du tir de Carouge a été une affirmation d'indépendance basée sur l'union. Placés à une des frontières extrêmes de la confédération dans un moment où l'Europe menaçait de changer de face, les Genevois voulaient par le sacrifice de leurs rivalités intimes montrer pour leur part que le sentiment patriotique domine les divergences matérielles, et que si l'Helvétie a quatre langues [1], ce sont autant de ressources pour affirmer son intégrité. Des discours pleins de sagesse,

[1] Les langues officielles sont le français, l'allemand et l'italien; mais la langue romanche est parlée dans une partie de la Suisse méridionale.

d'élan, de générosité furent prononcés par des membres appartenant à tous les partis. Pendant qu'un radical[1] proposait « de faire une « grande association sans règlement ayant pour objet la bienveillance « mutuelle, » des indépendants voulaient « achever les sacrifices « d'habitudes, de souvenirs, même d'intérêts[2], » et portaient la santé « de la Genève d'aujourd'hui, de la Genève de l'avenir[3]. » Enfin un autre orateur exprimait bien l'espoir de la manifestation en désignant la République comme un petit pays marchant à la découverte d'un monde nouveau avec l'amour de la patrie pour boussole, pour science l'expérience de la liberté, mais ayant de plus que Colomb la paix dans l'équipage[4]. A peine les échos avaient-ils cessé de répéter les derniers bruits de la fête, que le grand conseil, au début de la session d'été, était saisi de deux projets où la constance des résolutions allait pouvoir se dessiner. L'un d'eux, émanant d'un ancien conseiller d'État radical[5] se basait sur les promesses du tir et proposait un acte de générosité, c'est-à-dire l'unification des fonds de bienfaisance, en particulier de ceux de l'hôpital de Genève, et leur distribution égale à tous les citoyens ; l'autre basé sur une pétition nombreuse et ayant pour auteur le conseil d'État, demandait la concession aux deux extrémités de la ville[6] de parcelles de terre prises sur l'emplacement des fortifications pour y construire des églises catholiques ; le même projet accordait aux protestants du faubourg des Pâquis un somme de 20,000 francs pour un temple. Il y avait pour les indépendants une occasion rare de dissiper des préventions, de se concilier des sympathies et de consolider leur avenir. Il était aisé d'arracher aux radicaux le prestige déjà vieilli de la concession de Notre-Dame, de faire éclater sa justice et de montrer une impartialité d'autant plus facile que le sacrifice minime en lui-même aurait été presque annulé par la plus-value des terrains d'alentour. Prendre ce parti, c'était vaincre une rancune ; mais c'était affronter un anachronisme que d'exprimer des répugnances confessionnelles et de s'y refuser ouvertement. On eut recours à un moyen détourné qui ne trompa personne, mais qui permit au moins de ne pas se condamner par sa bouche. L'idée de la séparation de l'Église et de l'État sortit des limbes où elle dormait et vint incidemment prendre sur l'échiquier une place proéminente. Cette idée a traversé à Genève

[1] Toast de M. Carteret.

[2] Toast de M. Friedrich, conseiller d'État.

[3] Toast de M. Turrettini, conseiller d'État, Ceux qui voudraient lire ce discours plein de sagesse le trouveront dans le *Journal de Genève* du 8 juin 1866.

[4] Toast de M. Wessel.

[5] M. Vauthier.

[6] L'une de ces parcelles était située aux Eaux-Vives, l'autre à Plainpalais.

toutes les vicissitudes de l'histoire contemporaine; avant 1830, elle apparaît pour la première fois dans les écrits d'un auteur protestant[1]; appuyée par les méthodistes à la constituante de 1842, elle échoue sous les efforts réunis du parti gouvernemental et des catholiques; en 1862, une issue identique accueille un nouvel effort; elle grandit cependant à la fois dans les rangs d'une fraction absolument incrédule de radicaux et d'un groupe croyant d'indépendants. Plus tard, surtout si on donne aux deux cultes le capital de leurs allocations, elle pourra devenir une phase; aujourd'hui, elle n'était qu'un expédient. Pendant l'intervalle de deux sessions, une pétition circula dans la ville; elle avait pour mission de détourner le grand conseil d'accepter le projet du conseil d'État en faisant apparaître ce fantôme de séparation dont il fallait préparer progressivement l'avénement. C'est dans la séance du 8 septembre que devait se résoudre le problème. Je n'oublierai pas la physionomie de cette salle où devant une tribune comble et parfois bruyante, allait s'écrire un chapitre nouveau de l'histoire du pays. C'est à la fois l'honneur et le péril des questions religieuses d'émouvoir profondément les assemblées; quand même, comme ici, elles ne paraissent pas à la surface, quand on évite le grand chemin pour suivre des sentiers, il suffit que l'idée soit au fond des âmes pour que l'impression soit ardente et le spectacle solennel. Le conseil était presque au complet: un grand nombre d'orateurs se succédèrent; chacun tenait à honneur d'exprimer sa pensée; cependant, il faut le reconnaître, une modération de langage inconnue en d'autres temps inspira presque toujours une parole dont le talent vint plusieurs fois embellir la netteté. Deux discours surtout méritent à mon sens malgré beaucoup de réserves, de très-juste éloges. M. Camperio, le président du conseil d'État, montra dans la discussion, avec une verve méridionale, un esprit pratique et conciliant digne d'être apprécié, et M. Turrettini fit preuve d'une largeur d'esprit que je ne craindrai pas d'appeler du courage civil. S'élevant au-dessus de l'impression qui dominait ses amis politiques, au moment où la séance avancée faisait pressentir l'issue du vote, il soutint franchement le projet de concession; se plaçant au seul point de vue de la paix des intelligences et de l'intérêt du pays, il adjura ses coreligionnaires de réfléchir sérieusement avant de prendre une décision qui ferait peut-être le regret d'un prochain avenir; enfin lui-même, partisan de la séparation de l'État et de l'Église, il exprima avec un esprit politique incontestable la difficulté de faire croire aux catholiques que c'était pour le soudain et platonique amour d'une idée qu'on opposait à leur requête

[1] Huber.

un définitif refus. Je ne saurais mieux faire que de rester sur ce jugement d'une équité rare. Les indépendants, en rejetant par 42 voix contre 29, la concession des deux parcelles, commirent une faute, mais elle ne fut malheureusement que l'avant-garde de celle qu'il me reste à raconter.

J'éprouve vraiment quelque scrupule à fixer si longtemps l'attention de mes lecteurs sur un si petit coin du monde ; plusieurs souriront et tourneront la page, heureux s'ils veulent bien conserver à l'auteur l'indulgence qu'ils auront refusée au sujet. Cependant quand mon esprit se place devant l'étrange idée qui envahit la société contemporaine, quand je vois partout la tendance inféconde à absorber toute la vie européenne dans trois ou quatre grandes villes qui laisseraient dans la pénombre tous les foyers intellectuels du passé, mes remords s'évanouissent et j'éprouve une sorte de charme intime qui ressemble à de la fierté, à montrer tout ce qu'il y a de vitalité dans les petits centres libres. On associe volontiers à l'exiguïté de l'espace l'exiguïté de la pensée ; il n'est pas inutile de ressusciter de toutes manières l'idée affaiblie de l'étendue intrinsèque des âmes et de montrer dans ces parlements au petit pied comme il y en a vingt en Suisse, les plus grands intérêts et les plus sérieux problèmes pénétrant et passionnant les esprits.

Dans l'intervalle des deux sessions, le projet d'égalisation de la bienfaisance avait pris tout d'un coup une extension inattendue. Malgré l'incrédulité presque générale, à la veille du renouvellement du grand conseil, l'urgence de ne pas en demeurer à l'impuissance de la parole, de confirmer les promesses de Carouge par un grand fait historique, s'était imposé à la commission, et elle se présentait devant la législature avec un plan tout fait d'apaisement et de réconciliation. Le rapport exprimait nettement sa pensée : « Mettant de côté « toute préoccupation personnelle, tout préjugé politique ou confes- « sionnel, nous n'avons apporté, disait-elle, dans la discussion, qu'un « seul vœu et un seul désir : établir une paix durable dans le pays « en supprimant les inégalités qui existent malheureusement encore « dans notre petit territoire entre les anciens et les nouveaux ci- « toyens[1]. » Quelle qu'ait été l'issue de l'entreprise, je ne puis me refuser à croire que la sincérité de ces sentiments était partagée par un nombre important de députés; quelques-uns par entraînement naturel, d'autres par calcul, d'autres encore par nécessité, aboutissaient au même désir. La discussion, il est vrai, n'a pas toujours suivi la ligne droite et rationnelle qui va de la volonté au but ; des incidents, des rancunes, des ambitions secrètes et des souvenirs ineffacés

[1] V. *Journal de Genève*, 21 septembre 1866.

ont amené des votes irréfléchis et des discussions impolitiques ; mais l'ensemble des discours, le nombre des séances, le soin des modifications, le retour sur plusieurs déterminations hâtées, enfin la persévérance du vote final dans les trois débats, ne me permettent pas de mettre en doute l'espoir laborieux mais réel de provoquer une solution. Le projet se composait d'une solennelle affirmation de fraternité basée sur deux sacrifices. Les différences d'origine, les prédominances de culte, les priviléges consacrés par les actes publics disparaissaient devant la protection égale promise désormais par le texte de la loi. Pour atteindre cette nécessaire concorde, les stipulations des traités sur le territoire catholique étaient passées sous silence et les réserves financières inscrites au profit des vieux Genevois, sans être absolument abandonnées, faisaient place à une générosité pratique plus large[1]. En d'autres termes, les catholiques plaçaient désormais dans les engagements de leurs concitoyens la confiance qu'ils accordaient jadis aux garanties internationales et les protestants renonçaient au monopole de la richesse sur le terrain de l'assistance. Le projet, après avoir subi les trois épreuves législatives nécessaires pour le sanctionner, devait être, comme toutes les lois constitutionnelles, soumis au vote populaire, seul capable, en vertu de l'esprit de la loi, de renoncer à la pratique d'un droit ou à l'usage d'une propriété[2].

La discussion donna naissance aux plus graves questions. Le désir immodéré de sortir par un effort subit du cercle des débats religieux fit adopter d'abord un amendement qui limitait à tout jamais le chiffre des allocations aux deux cultes. La somme de soixante-douze mille francs pour les protestants, celle de cinquante-deux mille pour les catholiques devenaient les colonnes d'Hercule budgétaires. En vain les catholiques pourraient désormais grandir, en vain les protestants pourraient subir des influences diverses et, se séparant de l'Église nationale, la laisser un jour ou l'autre dans l'abandon, deux chiffres gravés dans la charte même du pays devenaient la fictive expression de rapports nécessairement instables ; c'était une imprudence certaine dans le présent, une injustice probable

[1] Voir dans la première partie de ce travail les détails sur les traités qui constituèrent la nationalité genevoise.

[2] Il paraît étrange au premier abord que l'abandon de garanties et de propriétés appartenant à des fractions différentes de la population pût être soumis au vote du peuple entier. Mais, outre le jugement porté trois fois de suite, comme on le verra, sur ce point de droit législatif par le grand conseil, où les éléments divergents étaient représentés, il faut se rappeler qu'il s'agissait d'un compromis par lequel de chaque côté le sacrifice du privilége était le corrélatif de la puissance du vote, qu'enfin, à tort ou à raison, l'édifice politique de Genève repose tout entier sur la base des majorités.

dans l'avenir. Une autre innovation sur le texte même de la constitution préparait une période de luttes au moment même où on travaillait à la paix. C'est, comme je l'ai déjà dit, un phénomène étrange que la méconnaissance constante de l'essence du catholicisme lorsqu'il suffirait, ce semble, d'un examen assez court, je ne dis pas pour approuver, mais au moins pour comprendre ses principes. Ainsi un rêve qui hante certains esprits à Genève, c'est l'introduction forcée de l'élément laïque dans la vie intime de l'Église ; ils visent à la formation d'une sorte de consistoire catholique auquel ils aimeraient à voir déléguer les pouvoirs les plus étendus[1]. C'est encore faute de pénétrer la portée de la mesure, qu'on voulut cette fois soumettre définitivement, et par un acte d'autorité unilatéral, la nomination des curés à l'assentiment du grand conseil. (La constitution, au contraire, réservait l'accord synallagmatique qui devait s'établir entre les deux pouvoirs.) On aurait pu, en d'autres temps, recourir à des aspirations joséphistes pour expliquer ces efforts ; aujourd'hui l'échec que subit cette disposition au troisième débat me fait croire plutôt à l'irréflexion qu'à la prépotence. L'article qui limitait le budget des cultes tomba également devant la dernière discussion. Il est permis de croire, à l'honneur de l'assemblée, que les réclamations aussi équitables que modérées et aussi calmes que patriotiques émanées des autorités catholiques ne furent pas sans influence sur sa décision[2].

Mais le point qui eut à supporter tout le poids du combat, qui occupa à lui seul plusieurs longues séances, revenant à chaque lecture, passionnant, excitant, provoquant tour à tour les études de chiffres et les déclarations de principes, fut celui-là même qui était le ressort-maître du projet : la distribution future de l'assistance. Il n'y avait pas seulement l'idée intrinsèque qui fut en jeu, c'est-à-dire la décision même de se dépouiller ; il y avait encore le mode de ce dépouillement qui faisait naître les plus ardentes contestations. Le projet réunissait en une seule masse tous les fonds de bienfaisance du canton, sans distinction d'origine, sous le nom d'hôpital ou d'hospice général, puis il désignait une commission centrale chargée de distribuer les revenus sur tout le territoire. Un autre système placé au pôle opposé demandait la distribution des fonds eux-mêmes aux diverses communes. C'était la question de la charité légale qui se présentait sous une forme spéciale, à la fois avec l'aspect objectif d'une théorie économi-

[1] Voir à ce sujet les discours de M. Bellamy, pendant les sessions de juin et de septembre 1866, du grand conseil.

[2] Voir, dans le *Journal de Genève* du 4 octobre 1866, la lettre adressée au grand conseil par Mgr Mermillod, M. le vicaire général Dunoyer et MM. les archiprêtres de Carouge et de Chêne.

que et au point de vue essentiellement subjectif du profit politique de chacun des partis. Je ne puis développer ici toutes les idées, tous les amendements, parfois ingénieux, qui se succédèrent. Qu'il me suffise de dire qu'après des luttes ardentes, une faible majorité opta pour l'avis de la commission. La centralisation des secours avait pour excuse le peu d'étendue du territoire, mais on devait regretter qu'en opérant la confusion de toutes les ressources, la loi touchât aux intentions de certains fondateurs. Cependant les obstacles les plus sérieux étaient vaincus et l'ensemble du projet fut adopté. Presque aussitôt expirait la législature à laquelle il devait la vie; elle laissait une œuvre imparfaite sur plusieurs points, mais il serait injuste de méconnaître que les promesses du printemps n'avaient pas été stériles. Les tentatives d'union ont toujours leur part de gloire; malgré des réticences et des serrements de cœur, le grand Conseil élu en 1864 et le conseil d'État, nommé en 1865, conserveront dans l'histoire de Genève l'incontestable lustre d'un effort méritoire dans le sens de la paix, de la justice et du progrès.

Malheureusement des repentirs posthumes et des ardeurs extra-parlementaires vinrent annuler le travail de plusieurs mois et les espérances légitimes d'un plus fécond avenir. La presse indépendante n'eut pas la sagesse du Conseil ; les retours douloureux, les regrets de plus en plus accentués, rien ne fut épargné ; une échauffourée coupable, mais assez insignifiante, au soir d'une journée électorale, fut exploitée par la plume et par le télégraphe ; enfin une défaillance politique acheva cette triste campagne.

Un appoint d'indépendants avait formé la majorité du grand Conseil ; la solution de grands problèmes a été accompagnée de ces alliances inattendues qu'il serait aussi injuste d'appeler des défections qu'il est faux de comparer à des armées ennemies les groupes divergents d'une assemblée. C'est à un acte de courage de cette nature qu'a été due en Angleterre la transformation des *cornlaws ;* c'est une habileté analogue qui permettra selon toute apparence d'accomplir de nos jours la réforme parlementaire ; si ces évolutions pondérées avaient été plus fréquentes, il n'est peut-être pas aventuré de dire que nous aurions vu souvent des changements pacifiques là où nous avons déploré des révolutions. Une fraction d'indépendants suivait donc il y à six mois à Genève cette voie legitime et sage; ils n'eurent pas, hélas ! la constance difficile de persévérer jusqu'au bout ; prétendant que l'accord des citoyens devait précéder la délibération de la loi, ils récusèrent publiquement la logique de leur vote, et c'est à eux seuls, je le constate avec regret, qu'est dû le rejet prononcé par le peuple. Les catholiques cette fois, ne pourront être accusés d'intolérance ; ce n'est pas leur refus de concours qui a amené la stérili-

sation de longs efforts. Le collége où ils dominent a donné une large majorité au projet que cent quatre-vingt-cinq voix seulement ont empêché de réussir. Ce chiffre insignifiant a deux genres d'éloquence : il jette d'abord toute la responsabilité sur le tiers parti qui disposait de la victoire; mais il crie plus haut encore qu'il y a là une question qui s'impose et un problème qui veut une solution. Un jour, en 1815, le conseil représentatif de Genève déclara que le système de neutralité à l'extérieur pouvait seul donner à la Suisse *honneur* et *bonheur;* il est temps que tous comprennent que la neutralité à l'intérieur entre les diverses populations est le seul système qui puisse, dans le présent, donner à la petite république l'honneur désirable et le bonheur nécessaire. Il est une forteresse fameuse dans l'histoire des luttes de Genève : le fort Sainte-Catherine. C'était pour elle, selon le langage même tenu à Henri IV, « une forte épine au pied, » et c'est seulement lorsque ce prince eut fait raser cette défense que Genève commença à prendre confiance dans l'avenir de sa nationalité. Les catholiques et les protestants ont les uns et les autres des forts Sainte-Catherine qui troublent leur repos. Ce sont avant tout : d'une part, les souvenirs des violences du passé, de l'autre, les préjugés de trois siècles de séparation. C'est aussi devant la démolition de ces forteresses que la nationalité genevoise est appelée à trouver la sécurité et la paix.

VI

Nous approchons du terme de cette longue étude ; nous avons exploré, autant que nous l'a permis l'espace, les idées autour desquelles se meut la vie politique du petit État. Il nous reste, avant de le quitter sur le seuil de l'avenir, à jeter encore un regard sur les manifestations de la vie religieuse et sur les directions de la pensée.

Le catholicisme se présente à nous tout d'abord, et comme la séve toujours jeune qui s'infuse dans le vieil organisme et comme la religion de la majorité du canton[1]. Malgré la résignation difficile de ses ad-

[1] Voici les chiffres officiels du recensement de 1860 :

Dans le canton de Genève :

Catholiques	42,099
Protestants	40,069

Dans la ville :

Catholiques	16,564
Protestants	24,363

versaires, malgré certaines attaques de plume où, abdiquant la dignité personnelle, on remplace la controverse par l'injure, il faut saluer dans les faits une liberté pratique rare dans les autres cantons mixtes de la confédération. Genève devenue, grâce à l'affluence catholique, la plus grande ville de la Suisse[1], donne à plusieurs de ses sœurs un exemple qu'elles devraient imiter. Les catholiques ont longtemps prié, espéré, souffert ; comme Dante, ils ont eu leur forêt sauvage et leur vallée douloureuse ; mais malgré les ombres, Genève apparaît enfin pour eux pareille à cette colline mystique dont le soleil commençait à dorer les sommets[2]. Deux églises principales, sans parler de plusieurs chapelles privées, ouvrent déjà à la population leurs insuffisantes nefs ; cet hiver même la bénédiction d'un nouveau sanctuaire cherche à répondre à des besoins croissants. Les cérémonies du culte, reprenant leur grandeur légitime, rencontrent auprès des dissidents un respect digne d'éloges ; depuis deux ans les messes de Noël se célèbrent à minuit sans craindre, comme autrefois, les insultes ou les menaces, et on a vu récemment les soldats valaisans traverser la ville pour se rendre à la messe un gros chapelet de bois au bras. Comme en Amérique, le catholicisme s'épanouit au milieu des émotions patriotiques qu'il partage ; il y a trois ans à peine le bataillon de Fribourg chargé de tenir garnison à Genève entrait avec son aumônier. C'était un capucin qui portait le brassard fédéral. Quelques têtes branlèrent, quelques voix s'étonnèrent que la liberté de conscience ne consistât pas dans la faculté de ne pas voir ce qui déplaît; mais le religieux n'en célébra pas moins la messe chaque dimanche en plein air au milieu des troupes agenouillées. A côté des édifices consacrés au culte, la charité en élève d'autres dédiés à l'enseignement. Il y a peu de mois, une construction importante s'achevait et plus de mille enfants peuvent désormais, loin de l'indifférentisme officiel, recevoir, avec les notions qui font le citoyen éclairé, les principes qui font le chrétien complet.

Cependant tout cela n'était pas assez encore ; il y avait une affir-

[1] Genève a 41,415 habitants. Bâle qui vient immédiatement après n'en compte que 37,918.

[2] Ma poi ch' io fui appiè d'un colle giunto,
Là ove terminava quella valle,
Che m'avea di paura il cor compunto,

Guardai in alto, e vidi le sue spalle
Vestite già de' raggi del pianeta,
Che mena dritto altrui per ogni calle.

(*Divina Commedia. Inferno*, c. I.)

mation par la pierre et une affirmation par la parole, il fallait une affirmation par l'autorité. La justice historique avait donné le nom d'un vieil évêque [1] à l'une des jeunes voies de la ville et placé son buste dans l'athénée de ses grands hommes ; il était temps d'aller plus loin. Genève en 1815, avec ses quinze mille catholiques pouvait se contenter d'un curé ; avec ses quarante-deux mille fidèles, il lui fallait désormais un évêque.

La hardiesse opportune qui a caractérisé tant de fois les actes de Pie IX devait, ici encore, se montrer fidèle à elle-même. Reprenant les desseins interrompus de Léon XII et de Grégoire XVI, donnant avec une force à l'Église une garantie au pays, il choisissait pour l'armer de la houlette de miséricorde et du casque de vérité celui qui, né sur le territoire de Genève, avait conservé intègres ces deux passions de son âme, l'amour de l'Église et l'honneur de sa patrie. Si, toujours maître de l'avenir, Pie IX n'ajoutait pas encore le nom à la résidence, il y faut voir une réserve qu'il convient d'apprécier et non l'hésitation sur un droit que pourrait contester moins que tout autre l'État qui jadis a demandé à la seule puissance du pontife la translation du siége de Chambéry à Lausanne. Le panégyrique demande, pour être permis, la distance du tombeau ; mais, me bornant à décrire, je ne puis me refuser la satisfaction légitime de caractériser en quelques mots celui dont on peut admirer l'éloquence partout, mais qu'il faut voir à Genève pour comprendre tout ce qu'il y a dans ses actes de sagesse pratique, de tact heureux et d'habileté charitable. Chargé au milieu de ce champ de ruines où les dogmes et les vérités jonchent le sol d'assurer la perpétuité des doctrines véritablement chrétiennes, il n'abdique jamais dans la défense la sérénité et la mesure ; anxieux, comme le dit sa devise, de verser la vérité dans la miséricorde, il aspire sans cesse à répandre la science, la sincérité et la délicatesse dans des discussions que l'aigreur flétrit et que la haine déshonore. Son courage ne fléchit jamais devant un sol en apparence stérile et, souhaitant au prix de sa vie de faire partager ses joies, il ne se lasse pas d'espérer que des semences couvertes par la neige, se lèveront et s'épanouiront un jour. Rarement peut-être on a allié dans une aussi juste mesure l'indulgence pour les âmes et la passion pour le vrai, la notion du désirable et la science du possible. Dieu l'a placé dans cette sorte d'île du gulfstream européen où se rencontrent et se heurtent les ambitions et les douleurs. Là, amoureusement préoccupé de l'union des esprits, il ne faillit pas à sa mission, accessible à tous, ami de chacun, homme de lutte et homme d'espoir, heureux du passé, confiant en l'avenir et bénissant

[1] Adhémar Fabri.

en marchant à la conquête des âmes, les perfectionnements de ce globe « où le roi des siècles doit cueillir des élus jusqu'à la fin des « temps. » Je voudrais pouvoir reproduire ici les émotions et les pages inédites du discours que Mgr Mermillod prononça à Notre-Dame à son retour de Rome; on y trouverait un exemple frappant de la franchise et de la mesure, de la foi et du patriotisme avec lesquels il aborde et éclaire les situations les plus délicates. On le verrait, après avoir développé le caractère de l'épiscopat, « cette vie qui « s'implante avec la force de se reproduire, » traiter nettement cette phase brûlante de son sujet : « Ce qu'est un évêque à Genève, » établir le droit et la volonté spontanée de Pie IX et, « dissipant la pous-« sière des commérages publics, » ajouter : « Il ne s'agit pas ici « d'une question politique ; il n'a pas été dit une parole, donné une « promesse : si l'on se sert de Notre-Dame, si l'on se sert de l'é-« piscopat pour vous exploiter ou pour vous accabler, nous en som-« mes innocents. »

Puis il retrace sa mission de vérité, de charité, d'unité, enfin il pose cette puissante et féconde affirmation : « Un évêque est pour une « ville une dernière sécurité ; il est une force pour la nationalité... « Vous n'êtes pas tous citoyens genevois ; il y a parmi vous des Fran-« çais, des Allemands, des Italiens... Eh bien, il est bon qu'il y ait « un évêque pour empêcher ces forces de devenir divergentes ou hos-« tiles, pour rassembler ces meurtris de tous les régimes et de toutes « les souffrances sous l'égide d'une croyance commune, pour leur « faire aimer cette nationalité de Genève et de la patrie suisse. A « cette heure où les ambitions s'éveillent et convoitent les petits « peuples, où le droit public s'affadit, où les raités tombent en pous-« sière, il est nécessaire de combattre le vague des aspirations et de « donner l'esprit de Dieu pour sauvegarde aux nationalités mena-« cées [1]. »

Sous la direction d'un esprit aussi honoré par ses adversaires qu'admiré par ses amis, on ne peut douter de l'essor que prendra bientôt à Genève la pensée catholique. Déjà des conférences publiques, s'étendant de la religion aux sciences naturelles, réunissent pendant les soirées d'hiver plusieurs centaines d'hommes [2] ; une société litté-

[1] Les souvenirs de ce discours ont été recueillis par quelques auditeurs.

[2] M. l'abbé Fleury, dont j'ai déjà eu à louer l'érudition, a fait cet hiver des conférences sur l'histoire de Genève ; MM. d'Aulnois, Broquet, Marin et Jaccard, sur l'économie politique, les sociétés secrètes, les rapports de l'Église et de l'État, la vie de famille, la question romaine, etc. M. le docteur Sylva a traité avec succès de la vie de Christophe Colomb. M. le docteur Dufresne s'est étendu sur l'histoire naturelle et sur l'hygiène. Le nom de ce vaillant champion du catholicisme à Genève n'est pas nouveau pour les lecteurs de ce recueil ; ils connaissent le dévoue-

raire déjà en germe pourra servir de lien et d'archives à ces efforts. Un recueil périodique souvent remarqué [1] a fourni une carrière utile de dix ans ; il est indispensable qu'il se réveille et qu'il ait pour auxiliaire quotidien dans la mission d'exposer, d'éclairer et de répondre, un organe destiné à faire entendre la voix catholique au milieu de tant d'accents discordants. Enfin les études historiques renaissantes devront se développer et s'étendre. A Genève comme en Allemagne et maintenant en Italie, les idées ont la passion des ancêtres. Deux écoles sont en présence : l'école calviniste théocratique et celle que je nommerai l'école nationale. Pendant longtemps la première a porté presque seule la parole. Mais son omnipotence politique devait alors se refléter dans la manière de présenter et de grouper les faits. Pour les historiens de cette couleur, tout ce qui précède la réforme est à peu près lettre morte ; le parti même qui au début du seizième siècle a lutté contre la maison de Savoie pour la défense des libertés publiques a peine à trouver grâce devant eux, parce que ce n'est pas de son sein qu'est sorti le nouveau culte. L'autre école, au contraire, a une tendance marquée à rendre justice au passé. Ses principaux historiens, MM. Galiffe et M. James Fazy, partis des deux pôles de l'horizon politique, se sont rencontrés sur le terrain des faits. Ils tiennent à réhabiliter le parti national ; ils ne veulent pas admettre que tout ce qu'il y a de bon à Genève date du milieu du seizième siècle. Avec beaucoup de réserves, sans doute, ils ont des éloges pour la vieille Genève catholique ; ils ont des paroles de justice pour ces évêques qui, en la laissant jouir de libertés presque démocratiques, ont conduit et défendu sa nationalité pendant les siècles troublés du moyen âge. Bientôt les calomnies historiques seront confondues. Le devoir des catholiques est d'explorer de plus en plus une terre défrichée déjà par les protestants ; la tâche leur est facile ; il est temps de l'aborder avec un esprit large et impartial. Tout le monde gagnera à ces efforts et à ces révélations. Quel est celui d'entre nous à qui on n'enseigne pas que Genève doit son importance à la réforme ? Il est utile de montrer par la science que si l'œuvre de Calvin lui a donné un certain lustre, triste et sombre, il a arrêté l'élan d'une prospérité trop longtemps oubliée. Dans la Genève catholique, les évêques avaient établi des manufactures ; ses foires étaient fameuses, ses fêtes brillantes ; elle appartenait à cette chaîne de cités commerçantes qui, s'étendant de l'Adriatique au Rhin, mettaient en communication les régions orien-

ment et le talent dont il a fait preuve depuis trente ans, toujours sur la brèche, travaillant par les œuvres, par la plume et maintenant par la parole, à la cause de la vérité.

[1] Les *Annales catholiques de Genève*.

tales avec l'Occident. Les Médicis y avaient un comptoir et elle échangeait le droit de bourgeoisie avec Cologne et Venise. Enfin une histoire véridique et complète, calme et juste, de la Genève calviniste est une nécessité de premier ordre pour les générations de plus en plus nombreuses de la jeunesse catholique. Il ne suffit pas qu'elles s'imprègnent de cette fortifiante et utile pensée que leur patrie compte douze siècles au moins de catholicisme contre trois siècles d'un autre culte, il faut aussi qu'elles apprennent à connaître ces trois derniers siècles, sans haine, sans rancune, mais avec la vérité qui sortira de l'étude des manuscrits du consistoire, des chancelleries étrangères, des missions de Savoie, en un mot de tous les documents originaux du temps. C'est par une science de bon aloi jointe aux principes solides de la foi que les jeunes catholiques demeureront intacts en face des fluctuations religieuses dont il faut nous occuper un instant.

Un des faits contemporains les mieux démontrés, c'est l'ébranlement des établissements religieux du seizième siècle. L'Europe entière assiste aux secousses qui les agitent et les feuilles d'ordinaire consacrées aux affaires politiques ont retenti, même à Paris, des échos de leurs luttes intimes. Au milieu des transformations qui se préparent, deux tendances principales peuvent se constater aisément. Le protestantisme est sollicité par deux forces vers lesquelles sont entraînès les éléments qui l'informent ; l'une d'elles, c'est la foi supérieure, logique, complète, c'est-à-dire la foi catholique ; l'autre, c'est l'incrédulité croissante, le doute systématisé, la destruction progressive aboutissant à la négation absolue ; d'une part, l'élan de bas en haut, de l'imparfait au parfait, de la lueur au rayon : l'ascension ; de l'autre, la marche de haut en bas, de l'insuffisance à l'absence, de la lueur à l'obscur : la décadence. L'hérésie, depuis trois siècles, ressemble à un aigle suspendu entre le soleil et la mer ; d'un côté est l'abîme, de l'autre le salut. En Angleterre, nous assistons à ce spectacle attrayant et peut-être unique d'idées qui grandissent, de traditions qui se renouent, de doctrines qui montent ; il semble que le catholicisme y recueillera cette gloire de voir des groupes d'esprits mûris par l'étude lui demander avec le lien de la paix la couronne de la vérité. Partout ailleurs, au contraire, sa mission probable nous apparaît comme celle du jardinier qui, dans un champ labouré par la trombe, rassemble les plantes encore vivantes pour leur donner un sol plus ferme et un abri sûr.

A Genève, en particulier, l'émiettement doctrinal est de plus en plus manifeste. Les rêveries personnelles, la mystique sentimentale, le rationalisme grossier ou l'incroyance raffinée sont autant de centres autour desquels s'amassent les débris. Un récit des variations du protestantisme, une étude comparée des catéchismes depuis Cal-

vin, fourniraient le sujet d'un travail philosophique important que je ne prétends pas essayer ici. Je me bornerai à exposer succinctement l'aspect général du présent. Deux Églises principales embrassent la grande masse des âmes qui admettent sincèrement ou reconnaissent pour la forme le protestantisme comme le foyer religieux autour duquel elles se rangent : l'Église nationale et l'Église méthodiste. La première, dernier reste officiel de l'établissement calviniste, n'a guère pour sauvegarde que ses relations brillantes avec le budget. Son enseignement est un christianisme banal sans définitions arrêtées et sans dogmes précis. Un bon nombre de ses pasteurs n'osent pas professer la divinité de Jésus-Christ : quelques-uns, plus jeunes, ont, il est vrai, des tendances plus élevées ; cependant le rationalisme du candidat n'a pas empêché, au mois d'octobre dernier, une nomination plus remarquée que d'autres en raison de l'incident qui l'a suivi ; la vieille et fameuse cloche de Saint-Pierre, la Clémence, s'est fêlée en sonnant le triomphe de l'élu. La faculté de théologie nationale est fort peu importante ; les vocations locales y sont peu nombreuses et les leçons empreintes souvent de cette tendance latitudinaire, caractère spécial du protestantisme de nos jours.

L'Église méthodiste, dont mes lecteurs ont déjà vu l'avénement, a une précision toute différente de pensées et de croyances. Bien qu'abandonnée à ses propres ressources, elle comprend le noyau le plus fervent de la Genève protestante et professe la volonté arrêtée de reconnaître la divinité du Sauveur. Il y a dans son sein beaucoup d'hommes convaincus et respectables par leur sincère charité ; malheureusement une sorte de fanatisme illuminé s'est mêlé trop souvent à leur foi et en a fait à plusieurs reprises les adversaires les plus violents des catholiques. Il y a vingt ans, la séparation entre les deux Églises était bien tranchée ; on a vu encore, en 1863, la fête séculaire de Calvin révéler publiquement leurs divergences. Les méthodistes proposèrent une procession en son honneur ; leurs adversaires répondirent par la promesse d'en faire une autre à Champel, le lieu du supplice de Servet. Le matin même de la fête, l'arrêt du condamné était affiché sur les murs, et une brochure violente signée par le chancelier même de la république [1] servait de contre-poids aux panégyriques de quelques temples. On avait espéré l'éclat d'une manifestation ; l'impuissance des efforts servit plutôt à constater le terrain perdu depuis le fameux jubilé de 1835 [2]. Malgré ces dissidences de

[1] M. Élie Ducommun.

[2] Une brochure qui s'écoula rapidement fut aussi publiée par M. l'abbé Fleury. M. Mermillod, alors recteur de Notre-Dame, formula nettement en chaire les reproches que la foi et la nationalité avaient à adresser à Calvin. Enfin la confession de foi

pensées, il n'y a plus entre l'Église méthodiste et l'Église nationale cette barrière qui les séparait au début. Chacune d'elles renferme un groupe extrême, d'une part calviniste pur, de l'autre rationaliste complet; mais entre ces deux couleurs accentuées, il y a toute une chaîne de tons incertains. Les méthodistes les plus mitigés se rapprochent beaucoup des nationaux les plus croyants, et si le budget n'enrichissait les uns en ignorant les autres, les nuances seraient encore diminuées.

A côté des distinctions officielles, il est important de remarquer la crise d'individualisme que le protestantisme subit. Il devient ce que ses principes le destinaient à être, un véritable musée d'opinions dont le nombre augmente chaque jour. Les intelligences supérieures se posent en souveraines devant une doctrine tronquée dont la tendance logique est arrêtée; elles se révoltent et sortent en fait des confessions religieuses reconnues pour se créer à elles-mêmes une forme de symbole et un assemblage de dogmes.

Genève offre dans cet ordre de phénomènes de remarquables exemples. Qu'il me suffise de citer les noms de deux ou trois hommes bien connus du public français. L'un d'eux, M. Scherer, jadis professeur à l'Ecole de théologie méthodiste de Genève, s'est séparé d'elle, en niant le dogme et l'inspiration des Écritures, pour descendre de degré en degré jusqu'à une limite où la puissance même d'affirmer se ressent de toutes les démolitions de la pensée. L'autre, esprit d'élite, élargi par de nobles études et d'utiles travaux, M. Naville, s'élève au-dessus des régions semi-ariennes de l'Église nationale vers des aperçus plus vastes et des aspirations plus lumineuses. Il défend l'inspiration des livres saints, la foi en Jésus-Christ Dieu, il comprend « combien l'Église romaine trouve d'appui dans les besoins les plus « profonds de notre âme. » Il tourne des regards émus vers l'autorité qui dirige et le tribunal qui réconcilie, et cependant il demeure une intelligence isolée, une force incomplète qui provoque une sympathie troublée par le regret, consolée par l'espoir.

Un autre publiciste distingué, M. de Gasparin, appartient encore à ce groupe des individualistes. C'est aussi un croyant solitaire auquel l'âge des Pères apostoliques n'offre pas même l'idéal de ses recherches. La conception d'une Église séduit cependant sa pensée; mais la difficulté est de définir cette Église, sorte d'être fantastique dont l'existence et l'essence demeurent également vaporeuses. Il a des aspirations noblement chrétiennes; il veut croire à un Sauveur; il parle beaucoup de la seconde naissance; mais il a sur le baptême

de Pie IV fut lu dans toutes les églises catholiques accompagnée d'un acte d'amende honorable à Notre-Seigneur Jésus-Christ.

et sur le péché d'origine des théories absolument personnelles. Sa parole est émue parfois, la forme de sa pensée attrayante, et l'on n'en déplore que plus tristement de voir en lui, au lieu d'une âme vivant de cette vie commune de croyances qui est un des caractères du christianisme, un échantillon de plus de cette apparition nouvelle dans le protestantisme : l'homme-secte.

A côté de ces diverses manifestations intérieures de la pensée religieuse, Genève offre un asile et une arène aux introductions étrangères les plus variées. On y a vu des mormons, des darbistes, des irwingiens, des ministres illuminés, enfermés dans une villa avec un orgue, une cloche et une table magique. Les juifs, les anglicans, les Grecs schismatiques russes, y ont tous des temples élevés sur des terrains dus à la munificence publique. Enfin, il est à Genève un intermédiaire entre l'Église et le club : c'est la *salle*. Un établissement de cette nature s'élève en ce moment même sur le grand quai, sous le nom de salle Calvin ; c'est un local considérable destiné à servir tour à tour à des cérémonies de culte, à des séances, à des conférences, à des lectures, symbole assez vrai de tant d'âmes où la religion est une idée qui a sa cellule ; on la laisse sortir à de certaines heures ; on lui permet une course à travers l'esprit ; puis on la renferme soigneusement afin de céder la place à ses rivales sinon à ses ennemies.

Il faudrait décrire encore les théories politiques et sociales qui ont leurs tribunes ou leurs bureaux d'exportation à Genève : les doctrines de Herzen et des réfugiés russes qui publient le « Kolokol » (la cloche), celles d'une association ouvrière dont l'organe, rédigé en allemand sous le nom de « Vorbote » (le précurseur), contient des principes et des révélations qu'il ne suffit pas de traiter de rêve pour en combattre le danger ; il faudrait mettre les faits en regard des doctrines et faire voir dans les besoins, les dettes, les misères, les auxiliaires pratiques des aspirations ; mais j'ai hâte d'achever ce tableau et, en face de toutes ces forces divergentes, de ces rayons qui s'écartent au lieu de se réunir, de ces luttes, de ces songes, de ces passions ; je veux poser en finissant cette dernière question :

Quel sera l'avenir le plus prochain de Genève?

Le mélange des idées et les associations d'éléments contradictoires rendent les affirmations difficiles ; cependant, on peut croire que la paix ou la guerre, l'union dans la liberté ou la division dans la licence, sont encore, à l'heure où j'écris, entre les mains du parti qui est au pouvoir. C'est à lui que la constance de plusieurs scrutins a donné la puissance ; c'est lui qui en répondra devant le pays. Il dépend de sa conduite, de la largeur ou du rétrécissement de ses vues, d'informer l'avenir. Se traînera-t-il dans les jouissances abaissées des courtes revanches et des petits succès ; s'enfoncera-t-il dans le

labyrinthe des compromis secrets et des alliances vendues, ou adoptera-t-il cette politique stable et élevée, basée sur la raison et posée dans la lumière, qui appelle tout ce qui est sain, groupe tout ce qui est noble et transfigure les intérêts séparés dans le patriotisme général? Jamais on ne peut, je dis plus, jamais on ne doit demander à un parti sincère d'abdiquer son opinion, car une opinion convaincue est l'angle même sous lequel se découvre le bonheur du pays; mais ce qu'on peut et ce qu'on doit réclamer de toute réunion d'hommes qui pensent et surtout de tout groupe d'esprits qui gouverne, c'est le renoncement à la passion, l'intelligence des temps et l'application de la justice. Si la fraction dominante aujourd'hui inscrit ces trois principes dans ses actes, elle formera sans peine autour d'elle ce grand parti de l'ordre, seule digue possible à opposer aux dangers qui menacent l'État. Les catholiques devront chercher de plus en plus à former un noyau compacte et à traduire en faits la force véritable disséminée dans leurs rangs; mais si cette organisation, basée sur l'intérêt et le devoir, présente un danger à ceux qui voudraient les attaquer dans leur essence, elle devient un appui pour ceux qui leur offrent comme programme : le respect dans la liberté. — Qu'on l'essaye, et, je n'en doute pas, les catholiques ne feront pas défaut. Je dois l'avouer franchement, s'il y a de bons symptômes, il y en a aussi de mauvais. La Société de la Ficelle a publié, il y peu de temps, son manifeste; elle prétend exposer sans détours ce qu'elle est et ce qu'elle veut; ce qu'elle est, une fraction importante, ardente, militante du parti indépendant; ce qu'elle veut : ici, il faut distinguer. On ne peut exprimer que des éloges quand on la voit prendre pour devise : Dignité et indépendance. Mais, lorsqu'on lit le chapitre intitulé « l'Ultramontanisme[1], » il n'est pas assez de sévérités pour réprouver un langage qui, sans aller jusqu'au bout de la pensée, cherche à se voiler derrière une odieuse fiction. On essaye, pour le besoin de la cause, de faire à Genève une division dans le catholicisme, et on invente le fantôme de l'ultramontain. L'ultramontain, c'est, dit-on, le soldat du « bataillon noir, » celui qui « ne veut permettre à personne d'être autre chose que catholique, » qui veut, par tous les moyens, « la suppression des autres cultes; » c'est enfin un être fantastique que je défie personne d'avoir jamais rencontré sous les voûtes de Notre-Dame ou dans les rues de Genève. Si donc on devait s'en tenir à la lettre de ce portrait, le danger serait minime, et ce combat, pour lequel il est dit, « les indépendants resteront unis, » devrait être relégué dans la fable avec ceux des *Nebelungen* et des géants. Mais il n'est que trop facile malheureuse-

[1] Voir le manifeste de la Société de la Ficelle, Genève 1865, p. 31.

ment de pénétrer le vrai sens de ces paroles ; les journaux populaires ont été couverts l'an dernier des plus grossières invectives contre les plus illustres catholiques ; l'un d'eux[1] a été condamné, c'est vrai ; mais il y a eu des lettres bien imprudentes, écrites par certains ministres. Enfin, le refus des parcelles de terrain et l'échec du projet d'unification nationale, forment un ensemble qui fait réfléchir et redouter. A l'autre pôle, il faut placer les élans généreux dont nous avons parlé, le ton ordinairement modéré des discussions parlementaires, des votes intelligents que le repentir ne suivra pas toujours, et, je suis heureux de le constater, l'esprit presque constamment large et conciliant des membres actuels du conseil d'État.

Il y a à Genève beaucoup d'hommes sincèrement conservateurs et sérieusement chrétiens ; ne comprendront-ils pas enfin que, devant les envahissements du rationalisme et du positivisme, devant les conclusions négatives que la tolérance des lois laisse se poser au milieu d'eux, ce n'est pas l'heure de semer des germes de haine parmi ceux qui croient au Rédempteur, et qui voient dans sa doctrine l'élément vital des sociétés ; ce n'est pas l'heure de ranimer des rancunes à propos de petits intérêts, de quelques toises de terre ou de quelques sacs d'écus. Les catholiques ne leur demandent que l'égalité dans la paix ; la seule arène qu'ils souhaitent est celle de la parole ; ils ne veulent vaincre que par la persuasion, et s'ils cherchent à conquérir des âmes, ils s'arrêtent devant leur liberté. Parlons sans détours ; déjà dans les rangs des indépendants, il y a des éléments disparates. Le dévouement de la Ficelle, quoi qu'on dise, est le résultat d'une coalition ; si on continue dans la voie à laquelle convie le dernier manifeste, sait-on où l'on ira ? Je ne suis pas prophète, mais il me semble entrevoir la possibilité de nouvelles évolutions. Rien ne me paraîtrait étrange, si d'autres groupes radicaux, par exemple celui qui avait récemment pour organe « l'avenir de Genève, » c'est-à-dire la fraction la plus intolérante et la plus incrédule, se ralliaient peu à peu à de vieux amis ; alors, le parti indépendant apparaîtra plus fort, c'est vrai, pendant un moment ; mais les véritables conservateurs, je leur restitue leur nom, y gagneront-ils ? Ne courront-ils pas le risque d'avoir fait le jeu d'autrui et de succomber, une fois de plus, sous la domination d'un nouveau parti qui n'en sera pas moins dangereux pour être né au milieu d'eux. Il est un dicton très-machiavélique, mais trop souvent vrai : Le meilleur moyen de renverser un gouvernement, c'est d'en être.

Je ne veux pas m'arrêter à ces sombres pensées ; j'aime mieux croire que tout ce qu'il y a à Genève, dans tous les groupes po-

[1] Le Pierrot.

litiques, d'hommes de cœur, d'hommes d'esprit, et le nombre en est grand, comprendra qu'il y a deux sortes de patriotisme : l'un qui se croit obligé de respecter, comme des portraits d'ancêtres, les événements du passé ; l'autre, qui regarde les nécessités du présent et les craintes de l'avenir. Le vent qui souffle en Europe et la sinistre franchise d'actes publics récents, suffisent pour leur faire comprendre où est le péril. Nul ne niera que nous voyons s'établir sous nos yeux, par l'autorité des précédents et, à mon sens, au détriment de tous, un code de jurisprudence à l'usage des grandes nations contre les petites. Celles-ci n'ont pour se défendre ni remparts ni armées ; leur seul espoir, s'il en est, repose sur la majesté d'un peuple, libre dans la manifestation de ses besoins et uni dans la satisfaction de ses intérêts. La Suisse doit un service à l'Europe contemporaine ; c'est, dirai-je avec un homme d'État illustre[1], celui « d'être, de continuer d'être. » Qui sait si le petit monde helvétique n'a pas pour mission de conserver à certaines régions du monde un modèle d'avenir? Le grand problème politique du présent est la satisfaction de ces deux tendances : l'unité et la liberté. Trop souvent les peuples en gagnant l'une perdent l'autre. Les États-Unis et la Suisse, aux deux extrémités de l'échelle, semblent chargés de démontrer que la conciliation n'est pas impossible. Genève a sa part dans cette noble et féconde vocation : il ne lui faut pour la remplir que la liberté, la paix et l'union ; aussi, empruntant la distinction heureuse d'un orateur anglais, en attendant l'âge d'or où les cœurs pourront s'embrasser sous le soleil d'une même foi, le meilleur vœu que je puisse former pour Genève, c'est de la voir aborder cet âge d'argent où, dans le respect de leur sincérité, les esprits ne discutent que pour éteindre toute erreur et faire briller toute vérité.

Comte Desbassayns de Richemont.

Mai, 1867.

P. S. Ces lignes étaient écrites lorsqu'une nouvelle discussion religieuse a eu lieu au grand conseil. A l'abri d'une loi récente sur les fondations, qui permet aux catholiques d'organiser la propriété collective sur des bases libres assez analogues à celles dont ils jouissent en Angleterre, un comité, fondé dans le faubourg des Eaux-Vives, a demandé au pouvoir législatif, non plus la donation, mais la

[1] M. Thiers, interpellation sur les affaires étrangères. Session du Corps législatif de 1867.

cession à bas prix d'une parcelle de terrain, pour y bâtir une église. La commission parlementaire s'était divisée sans conclure[1]. Cependant, grâce aux discours de deux conseillers d'État, MM. Camperio et Chenevière, qui firent preuve d'un esprit d'impartialité et de conciliation reconnu par M. James Fazy lui-même, 42 voix contre 17 adoptèrent ce projet. C'est là un premier pas dans cette voie féconde qui seule peut conduire au progrès.

D. R.

[1] Le rapport favorable au projet de loi était soutenu par un jeune avocat catholique, M. Chaumontet, dont j'aime à saluer ici les débuts.

LA CHASSE ET LA PÊCHE

EN ÉCOSSE

Le Sport et l'histoire naturelle dans les Highlands, 1 vol. —*Voyage dans le comté de Sutherland, ou Notes d'un naturaliste,* 2 vol. — *Liste et description des oiseaux du comté de Moray,* par Charles Saint-John. — Chez John Murray, à Londres.

Il y a peu de pays comparables à l'Écosse pour l'abondance et la variété du gibier. Non-seulement on y rencontre, comme partout, dans les plaines cultivées le lièvre et la perdrix classiques, dans les bois réservés de l'aristocratie le chevreuil et le faisan, mais les bruyères des highlands nourrissent le *grouse* et le cerf, le saumon y est dans les rivières d'une abondance proverbiale et d'innombrables légions d'oiseaux migrateurs y passent et repassent constamment. C'est surtout par la chasse du *grouse* ou perdrix de neige à pieds de lièvre que l'Écosse est renommée, et pourtant de toutes les chasses qui s'y pratiquent c'est peut-être la moins intéressante aux yeux des vrais amateurs, du moins pendant les premières semaines de l'ouverture, car c'est alors un vrai massacre de gibier domestique, une invasion de *cockneys* dans les *moors.* Le vrai sportsman s'abstient et attend que ce flot soit écoulé.

Les Sassenachs (ou Saxons), comme on dit en Écosse, ne font en effet dans les highlands qu'une assez courte apparition. Ils mettent surtout leur amour-propre à abattre le plus de gibier dans le moins de temps possible. Ils arrivent avec des relais de chiens et de gardes, et réussissent à force de raffinements à exterminer les trois quarts

des *grouses* en une semaine et à transformer ce qui devrait être un plaisir vif et enivrant, en une corvée monotone. Pour être un tireur fashionable il faut tuer de cinquante à soixante-dix couples de *grouses* dans sa journée, car on ne compte que par couples, et passer ses soirées à expédier ce gibier dans tous les coins de l'Angleterre comme on expédie en France des cartes de visite au jour de l'an. On fait, bien entendu, enregistrer ces exploits dans le journal de son comté.

Aller dans les *moors* d'Écosse, ouvrir la chasse des *grouses* est devenu une affaire de mode. On a un *moor* dans les highlands comme une loge aux Italiens, comme les Marseillais ont une bastide pour la chasse au chasle, seulement on tue plus de gibier en Écosse qu'en Provence.

Il faut voir pendant la semaine qui précède le 12 août, jour fixé pour l'ouverture de la chasse des *grouses*, l'encombrement des arrivants du Sud aux gares d'Édimbourg et de Glasgow. Le gros banquier pléthorique de la Cité, qui a passé huit ou dix mois confiné dans son *office*, avalant la fumée et repassant son *ledger*, débarque tout haletant, accompagné de ses grooms. De peur de manquer de tout dans les highlands il a envoyé devant lui un fourgon chargé de victuailles, de sauces relevées en bouteille, de champagne, de cognac et de cigares. Il ne pourra peut-être pas chasser à pied, alors il foudroiera ses *grouses* juché sur un poney. Cette chasse est pour lui une affaire d'hygiène, de bon ton et de crédit. Les gens comme il faut chassent, c'est une raison suffisante pour M. Jourdain, il chasse quelque pénible que soit pour lui cet exercice, cela sent son propriétaire terrien qui a des biens solides au soleil, et puis c'est un remède contre la goutte.

A côté de lui arrive le pâle homme de loi, renfermé pendant la saison du travail dans les obscurs souterrains de la législation anglaise. Il est heureux de sortir de ces ténèbres égyptiennes pour vivre un peu au soleil et au grand air. On lui a persuadé de revêtir un costume de circonstance, il est accoutré en highlander ou il a endossé une courte jaquette agrémentée de boutons larges comme des huîtres, et comme disait W. Irving : *perplexed by half a hundred pockets*, embarrassée d'une demi-centaine de poches.

Chacun de ces amateurs est chargé de tous les attirails que l'argent, alléché par le génie de la réclame, peut procurer. Toutes leurs armes, leurs souliers, leurs carnassières, leurs cartouches portent de longues inscriptions couronnées de l'écusson britannique et dont le fond se compose uniformément de ces mots magiques qui paraissent ne manquer jamais leur effet : *best improved*, *patent*, *Victoria and Albert*, *London made*, *self acting*, etc.

Cette cohue s'abat sur les moors, et se livre à une destruction

générale des grouses à laquelle on ne peut comparer en France que les exécutions qui se font dans les tirés des réserves impériales. La plupart de ces braves gens, qui tuent en une heure en les tirant à quinze pas, plusieurs douzaines de gros oiseaux à vol lourd et très-tendres au plomb, se croient de remarquables tireurs, et on les étonne beaucoup en leur disant : qu'en France, où l'usage du fusil est universel, il n'y a pas de village où l'on ne pût trouver nombre d'habitants, propriétaires ou non, et souvent quelque peu braconniers, qui expédieraient la même besogne avec tout autant de rapidité. Car l'usage des armes, par suite de la constitution de la propriété territoriale, est beaucoup moins répandu en Angleterre que chez nous. Sans doute, parmi les nombreux droits dont il jouit, le sujet britannique (sauf cependant l'Irlandais) possède celui d'avoir un fusil et d'en user, mais ne pouvant se livrer au plaisir de la chasse, reservé au petit nombre, il est par le fait tout à fait novice comme tireur. Aussi a-t-on considéré comme une merveille de patriotisme d'avoir pu réunir à force d'encouragements de tous genres et d'une agitation incessante, une armée nominale de cent quarante mille volontaires, au moment où l'institution était le plus en vogue, armée qui tend chaque jour à décroître à mesure que s'éloigne le péril imaginaire qu'elle était appelée à conjurer, et qui ne se composait guère d'ailleurs que des commis et des boutiquiers des villes qu'on autorisait à tirer à la cible les jours de fête ; tandis que chez nous, où le petit propriétaire rural, catégorie sociale inconnue dans la Grande-Bretagne, est habitué, par le plaisir de la chasse, à l'usage du fusil, il ne faudrait qu'un appel fait au pays en cas de danger pour voir littéralement sortir de terre une armée de redoutables francs-tireurs, préparés par la rude vie agricole, aux fatigues des camps.

Mais l'Écosse offre bien d'autres ressources au chasseur que le tir du *grouse*, et ceux qui aiment à poursuivre le gibier vraiment sauvage, les *feræ naturæ* par monts et par vaux, ont là un beau champ ouvert pour leurs excursions. Les ouvrages spéciaux de Charles Saint-John sur la chasse dans ce pays, dont les titres sont énumérés en tête de cet article, mentionnent à peine la chasse du *grouse*. En revanche, ils contiennent les détails les plus précis et les moins connus sur les mœurs, la taille, la couleur ou le plumage, suivant l'âge, le sexe ou la saison, l'époque d'arrivée et l'époque de départ de tous les animaux à poil ou à plume, qu'il a rencontrés dans ses courses, car Saint-John était naturaliste aussi bien que chasseur, et il possédait à la fin de sa vie la collection la plus complète de ce qu'on appelle la faune, du pays qu'il habitait. Désireux comme tous les Anglais, d'exceller dans tout ce qu'il entreprenait, et dédaignant les vulgaires hâbleries des chasseurs, il avait mis son amour-propre à

tuer ou à prendre vivants tous les animaux existants, ou de passage dans le comté de Moray, et il n'a pas consigné dans ses notes un seul fait sur ouï-dire. C'est ce qui donne à ses affirmations une grande autorité. Cette exactitude jointe aux beautés pittoresques des lieux où s'étendaient ses explorations, et à l'élément dramatique que ses récits empruntent aux dangers qu'il a souvent courus à la recherche de sa proie, donnent à ses ouvrages une originalité de bon aloi et même un assez grand intérêt scientifique.

I

Charles Saint-John était fils du général Frédéric Saint-John, lui-même second fils du vicomte Bolingbroke. En sa qualité de fils de cadet, il était peu pourvu des biens de ce monde, et il paraissait peu probable qu'il pût plus tard se livrer entièrement aux goûts d'un homme de loisir. Il avait dès le collége, comme beaucoup d'écoliers, la bosse la plus prononcée pour l'histoire naturelle, et malgré les prohibitions, il trouvait toujours moyen de ménager dans sa *baraque* et dans l'intérieur d'un classique *ad usum Delphini*, une retraite inaccessible, à une souris, un cochon d'Inde, des vers à soie ou quelque autre représentant du règne animal. A l'âge de vingt ans il obtint par l'influence de son oncle, lord Bolingbroke, une petite place au Trésor, à Londres, dont les émoluments lui fournissaient le strict nécessaire. Il aurait pu, s'il en avait eu le goût, se lancer, comme on dit, dans la meilleure société; sa tante, lady Sefton, était alors femme à la mode et tenait un salon très-brillant, mais un léger défaut de prononciation le rendait timide dans le monde, et surtout l'existence des villes lui était insupportable. Tout au contraire de Charles Lamb qui ne pouvait quitter Londres sans se sentir malheureux, et qui disait très-sincèrement qu'il préférait sa lampe au soleil, ce qui peut être vrai à Londres, surtout pour un homme d'étude, Saint-John ne respirait pas dans les villes, s'y sentait étouffé et y souffrait comme un aigle en cage. Tout le long de l'année il végétait ; le seul temps où il put vivre et respirer c'était pendant les courtes vacances qu'il lui était donné de passer à la campagne chez de riches parents, qui l'invitaient à des chasses bruyantes et nombreuses. Là pourtant encore les habitudes d'étiquette de la haute société le gênaient, et n'allaient pas à ses goûts solitaires et presque sauvages. Enfin, pendant une de ses vacances, lord Bolingbroke, plein pour lui d'indulgence et d'amitié, mit à sa disposition sa propriété de Rosehall dans le comté de Sutherland le plus septentrional et le plus sauvage de l'Écosse. Pen-

dant plusieurs semaines il y mena la vie indépendante qu'il rêvait, parcourant les hautes montagnes, les marais, les immenses déserts de bruyère, chassant et pêchant jour et nuit accompagné d'un seul ami. Cette épreuve fut trop forte pour lui, il y succomba, laissa passer le terme de ses vacances, il se mit en état de désertion, puis se hâta de donner congé au Trésor, afin, disait-il, de ne pas le recevoir. Peu de temps après il se maria avec un femme excellente, miss Anne Gibson, qui lui apporta quelque fortune, le laissa choisir le genre de vie qui lui convenait, et l'entoura toujours de la plus tendre affection. Il mena pendant dix ans dans le Sutherlandshire une vie heureuse et innocente se livrant avec passion à ses goûts de sportsman, et recueillant fidèlement dans son journal le résultat de ses expériences. Plus tard, quand il fallut songer à donner de l'éducation à ses enfants, il médita longtemps sur le choix d'une localité qni, en le laissant à portée d'un pays de chasse, lui permettrait cependant d'envoyer ses garçons au collége, et il se fixa dans le comté de Moray, aux environs d'Elgin, dans une situation vraiment privilégiée, un peu au-dessus de l'endroit où la Findhorn se jette dans le golfe de Moray et la baie de Cromarty.

Les immenses grèves de l'embouchure de cette rivière sont le rendez-vous de toute la tribu des palmipèdes et des échassiers depuis le magnifique cygne sauvage jusqu'à la plus humble bécassine ; sur sa baie sablonneuse est tendue une de ces espèces de madragues appelées en Écosse *stake nets*, ou filets à pieux, ou filets fixes, véritables barrages en filet, qui procurent à leurs propriétaires des revenus de cent vingt à cent cinquante mille francs par la capture des saumons, là on voit les veaux marins se chauffer au soleil et devancer le pêcheur dans la visite des engins, au delà de la rivière et sur le bord de la mer sont les dunes de Culbin, peuplées de lapins et de renards, puis la forêt qui s'étend derrière Brodie et Dalvey, hantée par les chevreuils et les faisans. Au sud-est, Elgin avec sa vieille cathédrale au milieu d'une plaine cultivée, où l'on peut trouver au besoin le lièvre et le perdrix, à l'ouest dans le lointain, les montagnes et les bruyères où vivent le *grouse,* le cerf, le lièvre blanc, et sur les pics le ptarmigan et l'aigle, dans tous les ruisseaux, dans tous les lacs, la truite, le saumon, la loutre, sans compter la pêche en mer. Voilà le lieu de délices où s'était installé Saint-John. Là, pas de chasse à cheval, pas de battue, pas de foule élégante. Il partait le matin accompagné de Donald, son vieux garde, qui connaissait à fond le pays et les mœurs du gibier, et ne revenait que le soir chargé de butin, partie pour le garde-manger et partie pour le cabinet d'histoire naturelle. Le soir, après dîner, la famille se réunissait dans un bon salon bien chauffé et garni d'un tapis, et où étaient admis les chiens

favoris. On apportait alors sur une grande table, éclairée par une lampe, la chasse de la journée renfermée dans les carnassières que les enfants se faisaient un plaisir de vider et d'examiner. S'il y avait quelque pièce rare, un héron, un oiseau de proie, un beau canard à tête verte ou rousse, on posait le modèle et, chacun se servant adroitement du crayon et du pinceau, copiait une patte, un bec, une aile, pendant qu'on racontait les aventures de la journée et qu'on faisait des projets pour le lendemain, on apportait les pièces empaillées qui étaient soumises au jugement commun, on faisait les mouches à saumon. Celui qui n'a jamais pêché qu'avec l'ignoble asticot ne se doute pas que toute l'imagination d'un artiste est nécessaire pour réussir une mouche. Le saumon, comme la grenouille, est un animal essentiellement coloriste et fantaisiste, la beauté du dessin n'a aucun effet sur lui. On prend un bon hameçon de Limerick de la trempe la plus fine et avec la pointe la plus acérée, on y fixe une racine ou crin de Florence avec plusieurs tours de cordonnet de soie bien cirée, on ajoute par exemple, pour le corsage, plusieurs tours de fils d'or, plusieurs tours de soie floche cramoisie, puis on continue le corps en alternant les bandes de vert et de bleu séparées par un fil d'argent, on fait les ailes soit avec des plumes orange empruntées au faisan doré, les plumes mordorées vert du corbeau, ou mordoré et rouge de la poitrine du héron. Un peu de plumes de perroquet ou de paon pour les pattes achève enfin une mouche irrésistible et devant laquelle l'artiste inspiré ne peut que s'écrier : « Vraiment il n'y a pas besoin d'avoir faim pour être séduit, il suffit d'un peu de goût ! »

Les pêcheurs de saumon en Écosse ont chacun dans leur poche un portefeuille de maroquin, dont les feuilles sont en parchemin ou en flanelle, et sur lesquelles sont fixées deux ou trois douzaines de ces mouches artificielles dont ils usent alternativement selon les temps et les lieux. Ils les cachent avec soin comme le secret de leur succès, et il est curieux de voir le long d'une rivière les amateurs s'épier l'un l'autre, afin de découvrir avec quelle mouche le voisin parvient à faire mordre. Les marchands d'ustensiles de pêche sont sur ce point d'un charlatanisme comique, et tandis qu'ils décrient, en haussant les épaules, les mouches de leurs concurrents, ils vous vendent avec des éloges enthousiastes les leurs, toujours composées spécialement pour la rivière où vous vous proposez de pêcher.

La maison de Saint-John était, on le pense bien, une espèce de ménagerie. Il avait appris à ses chiens à vivre en bonne intelligence avec les animaux mêmes qu'ils avaient servi à chasser, on voyait pêle-mêle dans son jardin des chiens de toutes les races, un terre-neuve, un barbet russe, un grand lévrier à longs poils, des épagneuls, un bouledogue qui était, soit dit en passant, merveilleux pour la chasse

du chevreuil, enfin un skye terrier les oreilles dressées, trottinant sur trois pattes. Pourquoi le skye terrier, quand il est en alerte, va-t-il toujours sur trois pattes? C'est une question que Saint-John n'a jamais pu résoudre, mais c'est un fait. Il y avait encore un singe qui paraissait chargé de la toilette des chiens et qui, lui aussi dans cette maison de chasseurs, avait son gibier qu'il capturait avec la plus grande dextérité. Sur le fumier dans la cour, était couché un cerf, avec des poules et des oiseaux de mer perchés sur ses bois ; quand il trouvait que ses hôtes commençaient à lui peser, il les secouait sans façon pour les avertir de leur indiscrétion. Dans un coin, sur un perchoir, on voyait un aigle ou un beau faucon pèlerin que Saint-John avait dressé avec succès à la chasse de haut vol.

Des canards sauvages nichaient dans une pièce d'eau, un renard était enchaîné dans une niche, et chaque année des pigeons ramiers venaient faire leur nid dans une lucarne garnie de lierre du cabinet de toilette de Saint-John, et il avait la satisfaction de les voir couver en faisant sa barbe. C'était, en petit, un second tome de Waterton Hall, ce séjour si original du bon Charles Waterton, cet ardent et fidèle catholique, ce voyageur intrépide, ce naturaliste passionné qui était, du reste l'ami de Saint-John, et qui se promenait dans son parc de Waterton Hall aux environs de Leeds, comme dans une arche de Noé, suivi de tous les oiseaux sauvages, sur lesquels il exerçait une espèce de fascination.

Le personnage le plus important de l'établissement était Donald, le vieux garde-chasse. Saint-John aimait à chasser seul, non-seulement par goût, mais aussi parce qu'il était plus libre ainsi de faire sa volonté et de suivre au hasard la proie qui se présentait, quelle qu'elle fût. Il avait longtemps senti le besoin d'un compagnon, ne fût-ce que pour porter son gibier. Un jour étant à l'affût, il s'était rencontré nez à nez, dans un fossé, avec un incorrigible braconnier qui, comme une bonne moitié des highlanders, s'appelait Donald. Touché de sympathie pour son irrésistible vocation et jugeant en véritable homme d'État, et peut-être en saint-simonien, ce qui est quelquefois tout un, qu'il fallait utiliser cette aptitude et changer un rival en allié, il se l'attacha.

Donald joue un grand rôle dans les récits de Saint-John, c'est le *fidus Achates* de son épopée. Qu'on ne s'attende pas à trouver en lui une figure romanesque. Donald était un petit vieillard assez ridé, avec des favoris poivre et sel, jadis roux, portant le *kilt* ou jupon court, avec la jambe nue, ce qui, disait-il non sans raison, avait l'inestimable avantage à la chasse dans les montagnes, où il faut sans cesse traverser des marais ou des torrents grossis par les pluies, qu'on n'avait jamais une étoffe mouillée sur les jambes. Il possédait deux fusils,

l'un à un coup, qui n'était qu'un affreux pétard qu'il avait acheté 18 francs à un cordonnier de Darnoch, et qui avait l'avantage de faire notablement dévier la charge, et ce qu'il appelait avec emphase sa carabine à deux coups, fusil de pacotille dont il enveloppait le canon, les jours de pluie, avec un vieux bas et le chien avec un mouchoir à carreaux tout sali de tabac, car Donald, comme tous les montagnards, prisait horriblement. Or, tous ceux qui ont résidé en Angleterre savent que le goût des montagnards pour la prise est si connu, que l'enseigne des marchands de tabacs y est généralement un Highlander. Il avait également, pour les jours de pluie, un paletot en peau de veau marin, qu'il avait fabriqué lui-même, et qui était le produit de sa chasse, événement mémorable qu'il racontait volontiers, lutte pleine de péripéties qu'il avait terminée en saisissant entre ses bras le veau marin blessé, au moment où celui-ci était emporté par la marée, et en le tenant pendant trois heures étroitement embrassé. « J'aurais bien voulu vous voir à ma place, disait-il ordinairement en « répétant son récit, cramponné d'un bras à un rocher et serrant dans « l'autre le veau qui se débattait violemment, et qui valait bien, « pour le poids, une des plus grosses vaches de la paroisse. » Pour compléter son costume, le chef de Donald était surmonté d'une manière de toque en droguet, jadis vert, et qui lui servait pour ses stratagèmes de chasse. Se trouvait-il à l'affût au milieu de l'herbe, il arborait le côté jadis vert de sa toque, était-il dans la terre labourée ou dans les bruyères, il la retournait, et ce côté intérieur, d'une couleur, en effet, assez vague et indéfinissable, était censé représenter le terrain, quel qu'il fût. Quoique assez mauvais tireur, surtout au vol, car dans sa vie de braconnier, il s'était servi le moins possible du fusil, et ses armes étaient plus que médiocres, il était doué d'un remarquable talent d'observation et d'une mémoire locale prodigieuse, comme le prouve le colloque suivant avec son maître :

— Vous m'étonnez toujours, Donald, lui disait une fois Saint-John, par votre mémoire des moindres pierres et des plus petits accidents de terrain.

— C'est une habitude, Votre Honneur, qui ne me coûte aucun effort; ce que j'ai vu une fois se fixe dans ma tête. Par exemple, Votre Honneur désire-t-elle que je lui dise combien il y a de clous à ses souliers?

— Comment diable pouvez-vous savoir cela? Quand avez-vous fait cette étude, et dans quel but?

— Cela est bien simple. Quand nous sommes couchés à l'affût dans les bruyères, et que je suis Votre Honneur en rampant souvent pendant de longues heures, j'ai sous les yeux la semelle de vos souliers. J'ai pensé souvent que si nous nous égarions à la chasse aux environs

d'un marais où la terre est molle, il ne me serait pas inutile de retenir l'empreinte de votre pas, et je vous assure que je ne m'y tromperais pas.

Il connaissait d'une manière étonnante les habitudes des animaux sauvages, l'heure de leur repas, l'heure de leur sommeil, leurs gîtes et leurs mouvements. Avec cela, d'une ardeur et d'une patience rares pour son âge, passant une nuit d'hiver en face du terrier d'un blaireau ou à l'affût d'une loutre, capable de poursuivre pendant une heure dans l'eau glacée un cygne dont il avait cassé l'aile. Il n'aimait pas les améliorations agricoles, et était peu partisan de ce progrès. Il ne pouvait s'empêcher de s'écrier, quand il voyait un marais nouvellement drainé où il avait autrefois tué maint canard sauvage : « Vrai- « ment! si cela continue, un chrétien ne pourra plus vivre en « Écosse. »

Son seul défaut, comme celui de ses compatriotes, qui vivent, selon le proverbe, dans la crainte de Dieu et l'amour de la boisson, était l'ivrognerie. Il avait un culte pour le whiskey, et il n'aimait même pas à entendre maudire sa liqueur favorite. Appliquant avec une logique inflexible la doctrine de la libre interprétation des Écritures, quand on le prêchait sur son péché mignon : il répétait volontiers, comme le chapelain de « Jonathan Wild, » et d'un ton péremptoire « J'ai lu les livres saints bien des fois d'un bout à l'autre, et je n'y ai jamais vu un mot contre le whiskey. »

Ce fut pendant qu'il vivait aux environs d'Elgin que Saint-John rencontra un jour à la chasse un savant professeur d'histoire d'Édimbourg, qui se délassait de ses travaux de cabinet en tuant quelques perdreaux. C'était par une journée de pluie, et tous deux furent obligés de prendre refuge dans une auberge. La conversation tourna naturellement sur la chasse et les connaissances variées et précises de Saint-John, les aventures de chasse originales qu'il racontait, intéressèrent tellement le professeur, qu'il l'engagea vivement à écrire ses souvenirs. Il eut cependant bien de la peine à l'y décider.

— Mais, disait Saint-John, je ne sais pas ce que c'est que tenir une plume; j'écris à peine une lettre dans la quinzaine.

— Vous devez pourtant trouver quelquefois les heures bien longues. Je sais que vous chassez, vous pêchez, par tous les temps, mais enfin, que faites-vous, par exemple, le dimanche, où tout mouvement est interdit dans ce pays-ci?

— J'avoue que je trouve quelquefois le dimanche assez accablant. Pourtant, s'il fait beau, je vais avec mes garçons m'asseoir au bord de la rivière, auprès d'une échelle à saumons. C'est, vous savez, le seul jour de répit pour ces pauvres poissons. Rien n'est charmant comme de les voir sauter et franchir les échelles, brillants au soleil

comme de grosses barres d'argent. Enfin, s'il pleut, le désespoir nous rend aussi cruels que les empereurs romains, et puisqu'il n'est pas même permis d'empailler des oiseaux, le croiriez-vous, nous nous enfermons dans le salon, et pour chasser quelque chose, mes garçons et moi, nous visons les mouches au plafond et sur les vitres, avec des sarbacanes.

— Vraiment, c'est pousser un peu loin l'amour du sport, et je crois que vous emploieriez alors beaucoup mieux votre temps à faire profiter le public de votre expérience de chasseur et de naturaliste.

— Il est vrai que je sens quelquefois une humiliation poignante en songeant que je suis un homme inutile; je veux bien essayer de rédiger mes récits de chasse, mais à condition que vous me corrigerez.

Dès ce moment, la vie de Saint-John devint complétement heureuse; le vide de son existence était rempli; il tenait son journal avec exactitude, ses longues soirées d'hiver se passaient à mettre en ordre ses notes et à écrire les chapitres de son ouvrage sur « le sport dans les Highlands, » dont plusieurs parurent dans la *Quaterly Review*, et eurent un succès populaire. En peu de temps, il devint une autorité en matière d'histoire naturelle et de sport, et il avait peine à suffire aux questions que lui adressaient de tous côtés des correspondants, dont quelques-uns étaient des savants distingués. Ce n'est pas qu'il eût des notions scientifiques étendues, mais sa connaissance des animaux, le soin avec lequel il faisait ses observations et son extrême véracité en faisaient un précieux auxiliaire de la science. Il tenait depuis longtemps registre des dates d'arrivée et de retour des oiseaux migrateurs, des changements de plumage des diverses espèces, selon l'âge, le sexe et la saison. A la demande du Rév. M. Gordon de Birnie, grand naturaliste, il s'était procuré non-seulement tous les oiseaux qui habitent ou sont de passage dans le Morayshire, mais il s'était, souvent au prix des plus grands périls, procuré leurs nids et leurs œufs. Avec cette obstination qui caractérise les Anglais quand ils se sont mis en tête d'arriver, coûte que coûte, à leur but, il avait associé à ses recherches un de ses voisins, M. Dunbar, aussi naturaliste enthousiaste. Ils avaient fait construire un petit bateau porté sur des roues et traîné par un poney. Munis, en outre, de ceintures de liége pour la natation et de cordes pour se faire descendre le long des rochers, ils partaient en campagne pour plusieurs jours, dans le but de se procurer des œufs d'aigle, de faucon ou d'oiseaux de mer. Pour avoir une idée des difficultés qu'ils rencontraient, il faut lire le récit de leurs aventures à la recherche des œufs du balbuzard ou aigle pêcheur. Cet oiseau bâtit ordinairement son nid sur un rocher pointu, au milieu d'un lac, des montagnes tout à fait inaccessible. Dunbar se mettait alors à la

nage avec sa ceinture de sauvetage et des cordes autour de son bras, tandis que Saint-John se postait au milieu des rochers, afin de tuer, sans les faire tomber dans l'eau, le père et la mère pendant qu'ils tournoyaient autour du nid.

Nous ne pouvons citer que quelques passages de ces récits et nous choisirons de préférence ceux qui donnent le mieux l'idée de la physionomie du pays, de ce qu'on appelle la couleur locale : la chasse aux ptarmigans sur les hautes montagnes, l'affût aux canards sauvages sur les lacs et la poursuite du cerf dans les bruyères.

On connaît en Écosse quatre espèces d'oiseaux de la famille des tétras.

Le grand coq de bruyère (*tetrao urogallus*) qui est de la grosseur d'un dindon, d'un couleur violette ou noire chatoyant sur la poitrine la femelle est brune et bien plus petite, ils portent la queue un peu en éventail. Cet oiseau auquel les Écossais donnent le singulier nom de *capercailzie*, devient de plus en plus rare ; on ne le tue que pour en orner les collections, car sa chair est très-mauvaise.

Vient ensuite le fameux *grouse* (*lagopus scoticus*) d'une couleur rousse avec les pattes garnies de poils, de la grosseur d'un faisan. Il vit dans les lieux découverts, dans les grandes landes où il se nourrit des jeunes pousses de la bruyère. C'est ce gibier, depuis bon nombre d'années, cultivé et mis en exploitation régulière, qui donne tant de valeur locative aux *moors*, car il n'est pas rare de voir des bruyères assez peu étendues se louer dix à douze mille francs pour la chasse du *grouse*.

Puis, dans les bois, sur les rochers couverts de broussailles et dans les tourbières, on trouve un troisième oiseau de la même famille, le *tetrao tetrix* que les Écossais appellent *black* ou *cock black game;* et, enfin, le *ptarmigan* ou grouse blanc (*lagopus albus*) qui habite sur la limite des neiges à trois mille pieds au-dessus de la mer. Il n'est tout à fait blanc que pendant l'hiver. En été et en automne, il revêt la teinte grisâtre des rochers et des lichens au milieu desquels il vit. La chasse de cette variété n'est pas aussi facile ni aussi exempte de dangers que celle du grouse comme le prouve le récit suivant d'une chasse au ptarmigan emprunté au livre de Saint-John.

« J'avais résolu de me procurer un ptarmigan complétement blanc, comme ils le sont au milieu de l'hiver. C'était en décembre, le sol était couvert de neige, mais on pouvait assez bien marcher parce que la neige était durcie par quelques jours de gelée. Cette expédition n'était pas du goût de Donald, mais j'étais décidé. Mon projet était de remonter quatre ou cinq lieues le long de la rive de la Findhorn pour aller coucher chez un berger d'où nous partirions le lendemain de grand matin pour aborder la montagne. Au point du jour, Donald et moi quittâmes la maison accom-

pagnés d'un seul chien, une espèce de grand griffon qui était mon factotum, savait chasser en tout lieu et par tous les temps. A peine sortis des bois, nous vîmes le soleil se lever et éclairer les cimes neigeuses de l'ouest, l'ombre allongée des bouleaux se projetait sur la neige dans la gorge étroite où coule la rivière. De temps en temps un ou deux chevreuils quittaient, à notre approche, le gazon du bord de l'eau et rentraient dans les bois de sapins d'où nous sortions. Les coqs-grouses faisaient l'appel du haut des buissons de genièvre et les black cocks quittaient bruyamment les branches de bouleaux où ils avaient passé la nuit. Les corneilles mantelées sortaient, par paires, des bois avec de longs croassements, se rendant toutes vers un point plus élevé de la rivière où nous trouvâmes plus tard deux moutons noyés.

« En continuant notre chemin, nous coupâmes plusieurs fois des pistes de loutres. Nous vîmes surtout les traces d'une très-grosse loutre qu'il était aisé de suivre et qui, disparaissant à l'entrée d'un petit canal souterrain qu'un ruisseau s'était frayé, reparaissaient à quarante mètres plus loin et s'arrêtaient à un tas de pierres ou *cairn* où il semblait assez évident qu'elle était réfugiée. Donald, doué d'un talent tout particulier pour découvrir les loutres, eut fait son plan de campagne en un instant. Que Votre Honneur reste *fixe*, me dit-il, pendant que je vais boucher les deux issues du passage et fouiller le *cairn*. Il explora rapidement les alentours pour s'assurer qu'il n'y avait pas d'autres traces, boucha la galerie souterraine, emmena le chien vers le tas de pierres pendant que je me postais de manière à ne pas manquer la loutre quand elle se dirigerait vers la rivière, à chaque mouvement que je faisais, Donald renouvelait impérieusement son injonction : « Restez fixe, monsieur, restez fixe, je vous dis. » Le chien était à peine arrivé au *cairn* qu'il se mit à aboyer et à gratter. Donald posa son fusil pendant que j'armais le mien et commença à retirer l'une après l'autre les pierres qui n'étaient pas très-grosses. Tout à coup le chien plongea sa tête dans un trou qui venait d'être découvert, il la retira aussitôt en poussant un cri aigu. Mais loin de le décourager, la morsure qu'il avait reçue l'anima davantage et il se mit à tourner ainsi que Donald autour du *cairn*, tous deux criant, aboyant, sautant dans la neige, se précipitant sur chaque ouverture où la loutre montrait sa petite tête noire. Enfin, Donald, s'arrêtant un instant pour réfléchir, prit le chien par son collier pensant que la loutre ne tarderait pas à quitter cet asile peu sûr si on lui laissait quelque répit et que, si le chien la suivait de trop près, je ne pourrais pas la tirer. Il me cria de nouveau : *fixe*, *fixe* et se mit à l'écart. Je n'étais que trop *fixe*, mes doigts étaient gelés et à peine capables de lâcher la détente. Donald venait de se retirer de quelques pas en arrière, lorsque je vis soudain la neige se soulever avec rapidité comme si une taupe faisait son chemin sous terre. Je ne me hâtai pas de tirer, la loutre allait en zigzags suivant les endroits où la bruyère, en divisant la neige, l'avait empêchée de durcir. J'étais sûr qu'elle arriverait à l'entrée du passage souterrain. En effet, elle sortit doucement de la neige à quelques pieds du trou et quand elle le vit bouché, elle regarda autour d'elle pour voir ce qui avait pu arriver, avec une expression d'étonnement et de crainte. Ce fut alors

qu'elle m'aperçut et commença à faire de grands bonds sur la neige durcie dans la direction de la rivière, mais mon coup de fusil l'arrêta dans sa fuite.

« La détonation fit partir tout près de nous deux beaux cerfs qui étaient descendus de la montagne tentés par l'herbe verte du rivage. Je les vis remonter vers les hauteurs, galopant avec une vigueur étonnante sur la neige quoiqu'ils enfonçassent à chaque pas. Pendant ce temps-là, Donald cachait la loutre sous un tas de pierres pour la reprendre à notre retour.

« Nous poursuivîmes notre chemin. Çà et là nous rencontrions des hérons attendant patiemment dans les bas-fonds qu'une pauvre truite passât à leur portée, des canards garrots (*clangula glaucion*) avec leurs yeux d'or, plongeant activement à la recherche de leur nourriture ou prenant leur volée avec ce bruit d'ailes particulier qui distingue cette espèce de toute autre, nous n'étions pas tentés de les tirer, car à moins qu'on ne leur enlève le croupion avant de les mettre à la broche, ils ont un goût d'huile intolérable. Les canards plongeurs, en général, ne valent rien, excepté peut-être les milouins (*fuligula marila* et *nyroca ferina*) et encore sont-ils bien inférieurs aux canards sauvages (*anas boschas*), aux canards siffleurs ou marèque Penelope (*mareca Penelope*), ou même à la sarcelle d'hiver (*queque dulla crecca*) qui sont, selon moi, les seuls canards mangeables.

« Nous continuâmes notre chemin péniblement, découvrant encore sur plusieurs points des traces de loutres et même l'empreinte du pied d'un chat sauvage qui, poussé par la faim, avait traversé la rivière en sautant de pierre en pierre.

« Je crois qu'il nous faut apporter, pour notre dîner, un couple de « grouses, me dit subitement Donald, à moins que Votre Honneur n'aime « le *braxy mutton* (mouton mort du *vertigo* dont se nourrissent ordinai- « rement les bergers et qu'ils préfèrent même à tout autre). — C'est mon « avis, Donald, mais en attendant il nous faut déjeuner. » Il y avait un mille plus haut, une petite source où j'avais souvent rencontré des canards sauvages. Nous nous en approchâmes avec précaution et Donald qui était à l'avant-garde, rasant la terre, m'annonça qu'il y avait trois couples de canards. — Tirez-les au repos et moi au vol, quand ils s'enlèveront, lui dis-je. Quatre canards restèrent en notre possession et bien nous en prit, car, à partir de ce moment, nous ne rencontrâmes plus de grouses, mais seulement de nombreuses pistes de cerfs et deux bécassines.

« Après un déjeuner de biscuits arrosé de whiskey, nous reprîmes notre route, si on peut appeler cela une route, on ne voyait plus aucun animal, sauf deux corneilles mantelées qui se dirigeaient vers un détour de la rivière. « Je gage, dit Donald, que nous allons trouver là-haut toute une as- « semblée de cette vermine. » Nous prîmes nos mesures pour les approcher et de nos quatre coups de fusil nous en abattions sept. Mais quelle fut notre vexation de voir s'élever à vingt mètres de nous, au même moment, un superbe aigle à queue blanche qui se repaissait, non loin des corbeaux, de la même pâture qu'eux et qui, gorgé de nourriture, pouvait à peine

prendre son essor. Je crois vraiment qu'un juron en gaëlique partit des lèvres de Donald, et vraiment Job lui-même aurait donné quelque marque d'impatience. La neige paraissait plus épaisse à mesure que nous avancions et nous commencions à penser que nous aurions mieux fait de rester chez nous, quand après avoir tué deux black cocks perchés dans des bouleaux, nous aperçûmes la chaumière où nous devions passer la nuit.

« On nous avait vu arriver, le berger et sa femme entassèrent à notre entrée la tourbe et les racines de sapins dans leur âtre. Le bas de mon pantalon étoit raide comme une planche. Au bout d'une demi-heure, notre rôti était prêt et notre hôte nous offrait le choix d'une aile de grouse ou d'un morceau de *braxy mutton*. « Il est un peu vert, ajouta-t-il, parce « que je ne l'ai trouvé dans la bruyère qu'au bout de quelques jours et les « corbeaux en avaient déjà tâté, mais je l'ai mis dans la glace pour le « rafraîchir. » Donald, par amour-propre de highlander, fit semblant de préférer le mouton dont l'odeur était faite pour donner la peste ou le choléra et je m'abstins sans peine, admirant la force de digestion de Donald et de son compère, et me rappelant les *dura iliamessorum* du poëte.

« Le lendemain, je fis une toilette assez sommaire à l'aide d'une chandelle de résine et j'étais parti avant le jour pour la montagne laissant là Donald qui ne se sentait pas en train de me suivre. Le berger, qui connaissait parfaitement les environs, m'accompagna enveloppé dans son plaid, et armé d'un fusil d'une longueur démesurée dont la crosse et le canon étaient reliés ensemble, pour plus de solidité, avec quelques tours de ficelle.

« L'ascension fut pénible, mon compagnon me guidait, sans lui il m'eût été impossible, dans la neige, de trouver une voie quelconque. « Le temps « n'a pas l'air de bien tourner, disait-il de temps en temps, je crois cepen- « dant qu'il se soutiendra jusqu'à ce soir. Nous serions dans une jolie « passe si nous étions pris là-haut par une tourmente de neige. » Notre but était d'atteindre, sur la croupe de la montagne, un petit espace exposé au midi où la neige était fondue et où nous supposions que les ptarmigans se chauffaient au soleil. Notre persévérance fut récompensée, nous y trouvâmes une compagnie de ptarmigans et avant midi, nous en avions trois couples dans notre sac. Je venais d'en tuer un septième quand un vent assez violent commença, soulevant des tourbillons de neige. Je voulus néanmoins ramasser mon gibier, lorsque je sentis en m'avançant que la neige cédait sous mes pieds et commençait à m'entraîner. Mon compagnon n'eut que le temps de me tendre son long fusil, et une avalanche que j'avais mise en mouvement, descendit la pente en grondant, emportant ma proie. Ce ne fut qu'après que je sentis le danger que j'avais couru. Mon compagnon était devenu sérieux. « Nous allons avoir, me dit-il, une soirée qui « ne sera pas drôle. » Nous nous mîmes à descendre la montagne beaucoup plus vite que nous ne l'avions montée. Le vent augmentait rapidement avec des gémissements sinistres, tournoyant de temps à autre de manière à nous aveugler de neige et à nous couper la respiration. Cependant nous sentions qu'à mesure que nous descendions la neige voltigeait

moins serrée et la tourmente diminuait. Dans un moment de répit, nous eûmes le bonheur d'entrevoir, à une lieue devant nous, les bouleaux qui bordaient la rivière et au delà, notre chaumière. « N'arrêtons pas, dit le « berger, même pour prendre haleine, nous serions ensevelis dans la « neige. » Un instant seulement nous fîmes halte pour reconnaître notre chemin, frappant des pieds pour ne pas être gelés. Notre pauvre chien se coucha immédiatement à nos pieds et fut de suite couvert de neige. Nous entendîmes enfin le bruit de la rivière, et sans chercher à retrouver un passage sur des pierres, nous la traversâmes dans l'eau jusqu'au haut des cuisses, sondant à droite et à gauche pour ne pas enfoncer davantage. Enfin, nous arrivâmes à la chaumière au moment où une autre tourmente commençait que nos forces épuisées ne nous auraient pas permis de supporter. Donald et la femme du berger étaient dans la plus grande inquiétude. Il se passa longtemps avant que nous eussions le courage d'ôter nos habits gelés et de manger. Quant à moi, je jurais intérieurement, serment de chasseur, qu'on ne m'y reprendrait plus. »

A cause, probablement, du voisinage des côtes de Norwége, pays couvert de lacs et dont les côtes sont découpées d'une suite de baies profondes et nombreuses, le golfe de Moray et celui de Cromarty, dans lesquels se jette la Findhorn, paraissent être le lieu de passage de tous les oiseaux du Nord arrivant dans les îles Britanniques. Dès le commencement de l'hiver, on y voit passer les cygnes et les oies sauvages, toutes les espèces de canards, le milouin, à tête rousse, le morillon à la houppe soyeuse, le garrot, le chipeau bruyant ou redenne, la sarcelle, le souchet, la bécasse, le bécassin, sans compter les oiseaux qui ne sont pas considérés comme gibier : le chevalier, le courlis, le plongeon, le castagneux, la spatule, le butor, le grand barle orangé, le moyen barle, le tadorne et le piette, ou petit barle et les oiseaux de mer qui habitent toute l'année la côte et qui augmentent encore le nombre des tribus ailées déjà si abondantes sur ces côtes, les huîtriers, les sternes, les goëlands, les mouettes, les sanderlings, les cormorans.

Pour la chasse aux canards sauvages il n'y a pas de règle, il faut étudier leurs allures dans chaque localité, la méthode que Saint-John avait adoptée lui réussissait parfaitement et était fondée sur les habitudes de ces animaux, qui, tous les soirs, quittaient les grèves au coucher du soleil pour aller pâturer sur les petits lacs dans l'intérieur des terres. Voici comment il décrit cette chasse :

« Dans les fortes gelées, quand je reviens chez moi à la chute du jour, j'ajoute à nos carniers une dizaine de canards sauvages sans beaucoup de peine. Un peu avant le coucher du soleil, je me poste dans une touffe d'ajoncs marins à l'endroit où le mouvement d'un ruisseau, aboutissant à un des petits lacs de mon voisinage, empêche l'eau de geler. Si mon pauvre

chien est mouillé de sa journée de chasse, je le couvre d'un bout de mon plaid, j'allume ma pipe, et, tout en regardant du côté de la baie, je partage mon biscuit de mer avec mon fidèle compagnon, car je ne comprends pas qu'on n'ait pas le plus grand soin de son chien. Les miens sont toujours gras parce que je suis persuadé que pour chasser au marais comme je le fais, la graisse préserve ces pauvres animaux du froid. Bien plus, après être rentré le soir, j'admets mon chien à mon foyer. Je le laisse s'étendre et se chauffer à son aise devant mon feu. Quelque bien garni de paille que soit un chenil, il se passe de longues heures avant qu'un pauvre chien, trempé jusqu'aux os, puisse s'y réchauffer surtout s'il a le poil long, et on perd ainsi, avant le temps, perclus de rhumatismes, d'excellents serviteurs qu'on a bien de la peine à remplacer. D'ailleurs, je suis convaincu qu'un commerce constant du chien avec son maître le rend beaucoup plus intelligent. Ils semblent comprendre tout ce qu'on dit dans le salon. J'avais un bel épagneul, appelé « Rover » qui écoutait toujours le soir, avec la plus grande attention, tous nos projets de chasse. Si je disais sans élever la voix et sans le regarder : « Rover n'ira pas à la chasse demain, » il paraissait consterné, errait comme une âme en peine et allait se coucher dans un coin; si, au contraire, je disais sur le même ton : « Rover ira à la « chasse demain. » Il répondait par un aboiement joyeux et témoignait en agitant sa queue le plus vif plaisir.

Le soleil a baissé, la baie est bien à un demi-mille, mais je puis voir les canards entre le ciel et moi aussitôt qu'ils la quittent. D'abord, un couple ou deux passent rapidement et sans bruit, se dirigeant vers quelque source favorite plus loin dans les terres. J'en abats deux comme ils volent à une grande hauteur au-dessus de moi. Ils tombent sur la glace du lac, dans les roseaux ou dans le courant du ruisseau. Quelque part qu'ils soient, mon chien les retrouve toujours, mais non sans peine, en quêtant longtemps dans l'eau glacée, il me les rapporte et reçoit sa récompense en biscuit de mer, il se couche auprès de moi, il est tout yeux et tout oreilles. Une mouette ou un héron peuvent passer, il n'y fait pas attention, mais entend-il le *couac* d'un canard ou le sifflement de ses ailes, il dresse les oreilles et me regarde avec la plus grande anxiété. Les cygnes sauvages trompettent sur le bord de la mer, mais je sais bien que je n'ai guère de chance qu'ils viennent de mon côté. Tout à coup, un couple de sarcelles passe à quelques mètres de moi, arrivant par derrière sans que je les ai vues. Elles volent très-bas, je tue la femelle, mais la fumée qui ne se dissipe pas dans le calme du soir, m'empêche de voir le mâle. Puis, voilà les canards qui arrivent tous à la fois de la mer et pendant un bon quart d'heure je n'ai que le temps de charger et de tirer tandis qu'ils passent. Je préfère les tirer au vol parce qu'alors ils tombent sur la glace au lieu que quand je les laisse s'abattre sur l'eau, chaque canard que je tue est pour mon chien l'occasion d'un bain glacial.

« Les canards, en quittant la mer et se dirigeant vers l'intérieur, volent rapidement mais pas à une grande hauteur. Il faut de l'habitude pour les tirer, car ils passent beaucoup plus vite qu'il ne semble au premier abord et il faut les toucher bien juste pour les abattre, s'ils ne sont que blessés,

ils vont mourir à quelque distance et l'obscurité croissante empêche de les retrouver. Les renards font leur ronde chaque nuit autour des lacs et les dévorent.

« Quand j'ai tué une dizaine de canards et un couple de sarcelles la nuit devient trop noire pour pouvoir continuer, il faut partir quoique je les entende toujours passer au-dessus de ma tête. J'ai souvent trois milles à faire et mon vieux garde, qui en a tué aussi quelques-uns, est déjà chargé du butin de la journée. Il n'y a pas de route, pas moyen de donner rendez-vous au dog-car, il faut suivre des sentiers étroits et raboteux. Pour prendre courage, je recharge ma pipe, Donald garnit son nez d'une bonne cuillerée de tabac, je partage, le plus inégalement possible, le fardeau commun et nous voilà partis. On s'aperçoit bientôt, en marchant dans les ténèbres par un sentier difficile, que si le gibier à poil tire sur la bretelle, le gibier à plumes n'est pas beaucoup plus léger et j'ai toujours été surpris du poids des canards comparé à leur volume, et cependant ils flottent sur l'eau comme un liége. Par égards pour nos pieds, nous filons le plus possible par les dunes de sable fin le long de la mer, et nous écoutons, tout en rentrant chez nous, les innombrables tribus de palmipèdes, d'échassiers, de plongeurs qui picorent sur les sables et les bas-fonds en poussant chacun leur cri particulier. Je ne crois pas qu'il y ait au monde beaucoup de pareils rendez-vous d'oiseaux aquatiques et ce concert change à toutes les saisons. Nous faisons lever çà et là un lapin en train de brouter les herbes de mer et enfin nous voilà chez nous.

II

La chasse au cerf, en Écosse, n'est pas cette brillante cavalcade dans de belles forêts pratiquée en France, de temps immémorial, par nos rois entourés d'une jeunesse élégante et qui est presque maintenant chez nous à l'état de légende. Il ne peut être question de chasse à courre dans des montagnes et des marais à peine praticables à pied. On peut bien dire pourtant qu'on y suit le cerf *ventre à terre*, mais c'est le chasseur et non le cheval qui va *ventre à terre*. Il n'y a que deux manières d'atteindre le cerf dans ces immenses solitudes de bruyères : ou avec de grands lévriers à longs poils, mais cette méthode a le grand inconvénient que l'action se passe le plus souvent hors de vue. Les lévriers, à peine lâchés, mènent le cerf si rapidement qu'il disparaît au bout de quelques minutes et qu'à moins de circonstances très-rares, on ne peut jamais assister aux abois.

La seconde méthode, quoique beaucoup plus modeste, est la seule où on jouisse des émotions de la chasse. On l'appelle *deer stalking*, chasser les cerfs en rampant ou à l'affût. Accompagnés d'un ou

deux chiens qu'ils tiennent en laisse et qui ne leur servent qu'à dépister, les chasseurs, munis d'un bon télescope se mettent en marche explorant de temps en temps l'horizon avec le plus grand soin. S'ils aperçoivent un troupeau de biches avec un beau cerf, ils commencent de longs détours de plusieurs milles pour se mettre au vent, et quand ils peuvent se rapprocher de leur proie, ils se couchent à plat ventre sur la bruyère et dans les rochers, n'approchant qu'en se traînant sur les genoux et les coudes qu'avec les plus grandes précautions. Souvent après des heures d'immobilité, au moment où le chasseur lève la tête ou dégage son bras pour armer son fusil, troupeau part et ce sont de nouvelles manœuvres à recommencer. Les grouses, les corbeaux qui passent donnent l'alerte au cerf par une simple note d'avertissement. Ce ne sont, du reste, que quelques privilégiés qui peuvent se livrer à la poursuite des cerfs. Naturellement ces animaux ne peuvent exister que sur les immenses domaines de l'aristocratie. Le duc de Sutherland, le prince des pompiers, l'hôte et le gardien de Garibaldi, avec ses cent mille hectares de landes, le duc d'Argyle, le duc d'Athole, le marquis de Breadalbane sont presque les seuls qui puissent se livrer à ce plaisir royal, mais ils en font gracieusement les honneurs à leurs amis et aux amis de leurs amis. Le pauvre prince Albert prenait grand plaisir au *deer stalking* aux environs de Balmoral et y gagnait un peu de popularité, car les Anglais ne lui ont jamais tout à fait pardonné de n'être pas bon cavalier et de ne pas suivre bravement une chasse au renard en franchissant les fossés. Il était trop pour eux un *German bookworm*, un rongeur de livres allemand, et ils considèrent comme un être infirme et un peu comme un conspirateur, un lettré ou un homme d'affaires qui ne savent pas quitter leur cabinet pour se mêler aux exercices qui demandent de l'énergie et de l'adresse. Tout le monde a pu voir lord Palmerston, un an avant sa mort, à près de quatre-vingts ans, suivre les chasses à cheval, à Compiègne, et cette verte vieillesse ne contribuait pas peu à sa popularité.

La poursuite d'un cerf dure quelquefois une semaine. Un des chapitres les plus intéressants du livre de Saint-John contient le récit de la chasse d'un de ces rois de la montagne, célèbre par sa taille énorme et son ubiquité merveilleuse. Tantôt on le voyait dans plusieurs endroits à la fois, tantôt il disparaissait mystérieusement et on le croyait pendant quelques mois tombé sous la balle d'un chasseur. Les vieux bergers le réputaient invulnérable et assuraient qu'on l'avait souvent tiré à bonne portée, mais qu'il n'avait jamais été blessé. Comme il fréquentait surtout les alentours de la montagne de Ben-More, on l'avait surnommé « le fameux cerf de Ben-More. » Les montagnards haussaient les épaules et hochaient la tête quand ils

voyaient arriver une troupe de citadins ayant la prétention d'abattre ce cousin germain de la féerique Biche-au-Bois.

Saint-John et Donald, en traversant les bruyères et en prenant leur repas dans les chaumières, avaient souvent pris des informations sur cette bête enchantée et pour ne pas être raillés, ils n'affichaient pas d'autre prétention que la curiosité de la voir. On leur avait promis de les avertir. Donald qui connaissait l'arrière-pensée de son maître ne poussait pas du tout à cette expédition où il ne voyait à recueillir que beaucoup de fatigue et de honte.

Il y avait dans la montagne un berger-braconnier bien connu à dix lieues à la ronde, pour son élégance, sa force et son audace auquel Saint-John avait eu quelquefois affaire pour lui acheter de beaux lévriers à long poil et qui lui avait promis de l'avertir quand on verrait le fameux cerf.

Le dimanche est le jour des nouvelles dans les villages et surtout dans les montagnes. Les bergers qui vivent dans le désert pendant la semaine, apprennent ce jour-là, au sortir de l'office, la chronique locale et aussi quelques-uns des grands événements qui préoccupent le monde, souvent, il est vrai, un mois après qu'ils sont oubliés du public des villes. Le prosélytisme ardent des diverses sectes protestantes, surtout presbytériennes, a fondé dans beaucoup d'endroits des hautes terres, de pauvres petites chapelles où les bergers vont chacun à leur tour, entendre la parole de Dieu. Or, un berger ne se sépare jamais de tous ses chiens. Il en emmène toujours au moins un avec lui et il a bien fallu tolérer qu'ils fissent entrer avec eux dans le lieu saint leurs fidèles compagnons sous peine de les entendre hurler au dehors pendant tout le service. On les attache alors sous les bancs et on couvre d'un plaid pour les faire tenir tranquilles ceux qui sont particulièrement remuants et disposés à aboyer. C'est un spectacle curieux que de voir ainsi réunis, dans un oratoire rustique, une quarantaine de bergers avec leurs chiens, revêtus de leurs étranges costumes, dans de nobles et sérieuses attitudes, leurs gros sourcils froncés par une attention concentrée, car le pasteur prêche souvent en anglais, langue qui leur est peu familière. Ils échangent entre eux des regards d'approbation ou de critique, car ils ont tous la prétention d'être plus ou moins forts en théologie, science infuse chez tous les Écossais, et le sermon du ministre n'est souvent qu'un aliment, à leur goût, de controverse religieuse. Si, par hasard, ils ont affaire à un méthodiste qui veuille les ressusciter, comme ils disent, à la vie de la grâce, par des apostrophes tonnantes et des gestes d'énergumène, il est aussitôt averti par les grondements qu'excite ce tapage dans une partie de l'auditoire, d'avoir à se tenir dans les bornes de la modération et du bon goût sous peine d'être mis en pièces.

Un dimanche soir donc, Malcolm more, Malcolm le grand, le berger braconnier, ami de Saint-John, suivi de ses deux superbes lévriers, Bran et Oscar, descendit de la montagne, ayant revêtu, à l'occasion du dimanche et pour faire visite à un gentleman, son costume de dandy highlander. Il avait adopté pour sa jupe et sa jaquette l'étoffe la moins voyante, à petits carreaux noirs et blancs qu'on appelle *shepherd* ou étoffe des bergers et que tout le monde a le droit de porter. Ce n'était pas par modestie qu'il avait renoncé aux belles couleurs de son clan, car dans la montagne chacun porte son tartan et on ne tolérerait pas les usurpations scandaleuses et maladroites que tant de Browns et tant de Smiths commettent dans les villes en se revêtant des nobles couleurs des clans, mais Malcolm avait ses raisons pour ne pas arborer son clan. Les constables n'avaient-ils pas eu la malheureuse idée de vouloir l'arrêter chez lui dans l'un des abris de chasse qu'il avait au milieu des rochers, tentation aussi heureuse que celle qu'aurait pu faire Géronte pour arrêter le Turc qui n'emmenait pas son fils dans cette *maudite galère*. Le résultat de cette expédition avait été que l'un des constables avait eu une côte enfoncée, que l'autre avait été *baigné*, par les soins de Malcolm, dans un petit lac de la montagne, que le troisième avait laissé entre les mains du montagnard son *staff* ou bâton de commandement qui était pendu, comme trophée, au chevet du braconnier. Depuis cet échec, on n'avait pas essayé de reprendre Malcolm, il se tenait sur ses gardes et ne venait jamais dans la plaine qu'accompagné de deux chiens qui, sur un simple clignement d'œil de leur maître étaient capables d'étrangler le premier venu.

Il arriva donc chez Saint-John, affectant de marcher à loisir, de l'air nonchalant d'un flaneur, caressant avec complaisance sa barbe blonde frisée et paraissant très-bien savoir qu'il était un objet d'admiration pour les *lassies* qui le regardaient passer, conservant pourtant, sous l'apparence calme de sa physionomie, l'œil perçant et mobile du chasseur qui est toujours sur le qui-vive.

Il venait dire à Saint-John, que le matin, au sortir de l'église, on lui avait assuré que le fameux cerf de Ben-More avait positivement reparu dans le pays et il lui affirmait, en même temps, qu'en venant, il avait aperçu sa trace. Il offrait un de ses chiens, Bran, pour dépister.

« Le lendemain, *lundi*, avant le jour, dit Saint-John dans son récit, nous partions. J'avais en main ma carabine, j'étais précédé de Bran qui aboyait joyeusement. Donald chargé comme un mulet, de biscuit, de jambon et de whiskey, ayant, outre sa carabine si choyée, mon fusil à deux coups, et dans sa carnassière, « la perspective, » comme il appelait élégamment le

télescope, suivait à contre-cœur. Nous marchâmes longtemps en silence. Donald, pour se remonter un peu le moral, humait de fréquentes prises de tabac, avec des reniflements si prolongés qu'il devait envoyer la poudre excitante jusqu'aux fibres les plus intimes de son sensorium. Après avoir franchi plusieurs collines, le jour commençant à paraître, je cherchais en vain les traces du cerf que Malcolm m'avait décrites comme aussi larges que les marques du pied d'une forte génisse. Bran ne trouvait pas de piste fraîche. Je n'apercevais rien. Je pris mon télescope et fouillai l'horizon avec l'attention la plus scrupuleuse. Pas de cerf, mais à deux cents mètres de moi, un pauvre lièvre de montagne, dressé sur ses pieds de derrière, qui faisait sa toilette du matin. Je n'avais nulle intention de le troubler, d'éveiller les échos et de jeter l'alarme aux alentours par un coup de fusil, quand, en continuant d'observer le lièvre, je le vis tout à coup dans une grande agitation et donnant des signes manifestes d'inquiétude que je ne m'expliquai pas d'abord, mais que je ne tardai pas à comprendre, en découvrant près d'une pierre grise aux environs, un gros chat sauvage tigré dont le pauvre lièvre avait flairé la présence. J'ai voué une guerre d'extermination à cette race cruelle et surtout destructive du gibier, et, après quelques manœuvres, quoi qu'on dise qu'un chat ordinaire ait neuf vies et qu'un chat sauvage en ait douze, j'avais fait cadeau de sa fourrure à Donald et je lui avais annoncé qu'il pouvait ajouté ce gibier à son léger bagage. Heureusement cela lui sembla d'un bon présage, car il était extrêmement superstitieux à la chasse. Il commença à me parler et à me raconter d'innombrables exemples de journées heureuses dues au sacrifice préalable d'un chat. A mesure que nous avancions, quoique sans rien trouver, il reprenait courage. Après avoir franchi à gué un petit ruisseau, nous rencontrâmes une des plus jolies filles de la montagne qui s'en allait pieds nus et les cheveux flottants faire une commission en plaine. Je la connaissais, elle venait souvent à la maison : « Bonjour, Nanny, comment « va-t-on chez vous ? — Ma pauvre mère est toujours souffrante, mon père « va bien. — Le gibier est-il de votre côté en ce moment ? — Mais oui, « mon père, hier, en allant à l'église à vu le fameux cerf de Ben-More. Il « est bien sûr dans nos parages. »

« C'est une brave fille ça, dit Donald, quand elle se fut éloignée, aussi « bonne qu'elle est jolie. Je vous ai bien dit que la journée serait pour « nous. C'est bien heureux qu'au lieu d'elle, nous n'ayons pas ren- « contré sa sorcière de mère. Nous n'aurions eu alors qu'à nous en re- « tourner. »

« Après avoir battu de divers côtés dans l'espoir de retrouver la trace, nous n'arrivâmes que peu avant la nuit à la chaumière du père de Malcolm qui était au pied du Ben-More. Nous avions bien vu quelques troupeaux de biches et de faons avec de jeunes cerfs, mais ce n'était pas ce qu'il nous fallait, j'étais à mon tour un peu découragé quoique résolu à pousser mes recherches jusqu'au bout.

« En entrant dans la chaumière, je fut très-frappé de la scène que j'aperçus, à la lueur du feu de tourbe qui brûlait sur une grosse pierre. Le père de Malcolm, vieillard qui ne comptait pas moins de quatre-

vingts ans, était en train de lire à haute voix un chapitre de la Bible en gaëlique. Il y avait là sa femme, presque aussi âgée que lui, mais se tenant droite et le teint encore frais et vermeil, puis une sœur et un frère de Malcolm, tous deux d'une belle figure, mais d'un taille héroïque. A mon entrée, le vieillard leva les yeux un instant, mais sans arrêter sa lecture, j'ôtai ma coiffure et je m'assis sur la huche. Quoique je ne comprisse pas un mot de ce qu'on lisait, je fus édifié de la tenue respectueuse et de l'expression de sincère dévotion peinte sur tous les visages. Quand le chapitre, qui me parut un peu long, fut fini, le vieillard prenant dans ses deux mains sa tête grise, prononça une courte prière, puis il remit la Bible à sa fille, qui, après l'avoir essuyée avec son tablier, la serra dans la huche. L'accueil fut ensuite de la plus grande cordialité, on m'offrit l'inévitable *porridge* ou bouillie d'avoine et un morceau d'une truite fumée qui avait bien dû peser douze livres. Malcolm s'excusa de ne pas m'offrir de venaison pour me faire croire sans doute qu'il avait renoncé à ses vieux péchés, car il avait toujours en réserve quelques jambons de cerf fumés. « Oh! lui dis-je, il y a bien longtemps sans doute que vous « n'avez mangé de gibier. — Mais oui, Votre Honneur, à vrai dire, les cerfs « font tant de tort à notre pauvre carré d'avoine qu'il m'a fallu en tirer « un avant-hier et il n'a pas été mourir bien loin. Si j'avais eu Bran hier, « je crois bien que je l'aurais retrouvé. »

« Pendant le repas, les montagnards, en gens bien élevés qui voyaient que nous avions faim, ne nous parlèrent pas et nous laissèrent manger; mais quand on apporta le *toddy* (punch de whiskey), les langues se délièrent. Le bonhomme, qui avait été un fameux chasseur dans son temps, m'indiqua en grand détail les ravins et les moors où j'aurais le plus de chance de rencontrer les cerfs. Pour le « fameux cerf, » il n'en parlait pas, il ne lui venait pas à l'idée que j'eusse la folie de m'acharner à l'impossible. A la fin de la soirée, la bonne ménagère m'offrit un lit près de la cheminée, avec des draps resplendissants de blancheur; mais j'avais déjà été pris à ces apparences trompeuses, je savais que les murs recelaient des cavernes remplies de puces affamées, et que je ne pourrais pas reposer un instant, et je me hâtai d'aller m'enfoncer dans la paille fraîche, sous un appenti qu'ils appelaient leur grange, et j'y dormis très-passablement.

« Le *mardi*, nous partions avant le jour, avec Malcolm, qui voulut bien venir avec nous pour nous montrer les empreintes du « fameux cerf, » qu'il avait vues. Nous ne trouvâmes rien, sauf cependant deux aigles qui dévoraient un des moutons de Malcolm. Celui-ci nous quitta à l'instant pour aller chercher une pioche et une bêche, dans le but de creuser une cachette pour tirer vengeance de ces brigands. Vers le soir pourtant, comme nous étions las de braquer nos télescopes, Donald, qui était plus morne que jamais à cause de notre mauvais succès, poussa tout à coup un grognement joyeux en s'écriant : « Ma foi, monsieur, le voilà, ou je suis bien trompé. » Et, en effet, il me fit découvrir, après beaucoup de tâtonnements, les deux bois du cerf, qui ressemblaient à des branches mortes. Il était couché près d'une petite source, à un mille et demi de nous. Donald partit en faisant un circuit pour aller se poster dans la gorge par laquelle il était probable qu'il

sortirait de la vallée, tandis que j'avançais avec précaution en marchant, car le terrain et le vent m'étaient très-favorables, et je n'avais pas même besoin de me baisser. Je n'étais pas à trois cents mètres, caché jusqu'aux yeux derrière un rocher, quand je le vis se lever et prendre le trot. Donald avait sans doute rencontré des biches qui, en fuyant, avaient donné l'alarme. Mais, ô bonheur! en trottant il se dirigeait vers moi. Mon cœur battait au point que je craignais qu'il ne l'entendît, encore cent mètres, et je le tenais. Soudain il s'arrêta dans sa course, souffla fortement comme pour sentir, et resta immobile pendant une ou deux minutes. Quelle noble bête! Quels bois magnifiques avec les pointes blanches. Une crinière comme un lion. Je retenais ma respiration, mais en vain, il m'avait vu, et en un instant il partait comme la foudre en gravissant la montagne, bien loin de l'endroit où mon *alter ego* l'attendait, faisant rouler les pierres sous ses pieds. Je pus le voir quelque temps, avec mon télescope, parmi d'autres cerfs, au milieu desquels il paraissait comme un géant. La journée n'était pas perdue, j'avais vu le « fameux cerf de Ben-More, » toute mon ardeur m'était revenue.

Le *mercredi* matin fut employé, sur l'instante prière de Malcolm, à tuer les aigles. Je me plaçai dans le trou qu'il avait creusé, la tête couverte de bruyères, et avant six heures du matin, Malcolm était en possession de deux superbes aigles dorés. Le reste de la journée se passa sur les pics, au milieu des compagnies de ptarmigans, mais sans apercevoir trace de cerf. Bran, le grand lévrier, étrangla un vieux renard sans dents, et pourtant gras à lard. Nous ne pouvions songer à retourner au logis, et il nous fallut coucher dans la montagne sous un rocher, en nous enveloppant de nos plaids et nous couvrant d'une épaisse couche de bruyère coupée.

« Le *jeudi*, je commençai la journée, pour me délasser, par prendre un bain dans une flaque d'eau fraîche. Donald ne manifesta aucune intention de m'imiter. Mais il en fut autrement quand il s'agit d'aborder le pain, le jambon et le whiskey pour notre déjeuner. Afin de se décharger les épaules, probablement, et espérant que la campagne allait finir, il engloutit les trois quarts de nos provisions. Quant à moi, j'étais plus que jamais convaincu qu'il était dans ma destinée de triompher du fameux cerf de Ben-More. La journée se passa en quête, nous vîmes quelques traces, mais pas le cerf. Le soir, le temps changea et se mit à la pluie. Donald fut trop heureux de m'annoncer que des bergers, qu'il avait rencontrés dans la journée, lui avaient dit que nous pourrions trouver dans ces parages un *whiskey bothie* réduit, où l'on distille en contrebande l'avoine et le seigle au feu de tourbe, pour en faire du whiskey. Nous aperçûmes bientôt, dans l'ombre, un cheval qui était à paître, et, chose incroyable! nous crûmes distinguer le bruit d'un violon. Donald, malgré la pluie battante et la fatigue, sautait de joie. « C'est Sandy Ross, monsieur, c'est Sandy Ross. Ah! nous allons nous amu-« ser. Toutes les fois qu'il distille, il joue du violon pour aider à l'opéra-« tion et aussi pour la célébrer. » Le torrent qui nous séparait de la demeure de Sandy Ross était déjà fort grossi par la pluie; nous fûmes obligés, pour le passer, d'y entrer jusqu'à la ceinture, nous tenant fortement d'une main par le collet et de l'autre élevant nos fusils au-dessus de nos têtes.

En suivant le son du violon, nous arrivâmes à une espèce de porte dans les rochers fermée par un paillasson en bruyères; l'intérieur, moitié hutte, moitié caverne, était digne de Teniers. Sur un baril, Sandy Ross raclant son violon avec une énergie infatigable ; autour de lui, trois sauvages, les cheveux épars, dansant et hurlant; dans un coin, un cinquième personnage attisant le feu et veillant à la marmite prohibée. Nous fûmes parfaitement reçus, réchauffés, régalés. Je fus bientôt, je ne dirai pas endormi, mais couché dans un coin, et je ne puis dire si j'ai dormi, tant un pareil sabbat ressemblait à un rêve.

« *Vendredi*. Le matin, tout le monde se trouva dans un profond sommeil ; le feu était éteint, et Donald, la tête dans les cendres, était plongé dans un état léthargique dont il n'était pas possible de songer à le tirer. Apparemment, pour éviter la confiscation et l'amende qui pouvaient les atteindre, Sandy Ross et ses compagnons avaient jugé plus prudent de consommer le *corpus delicti*. J'attachai Bran auprès de Donald, car je ne pouvais le tenir en laisse et user de mon fusil, et je partis seul, quoique connaissant fort peu ces montagnes. La matinée fut charmante. Je vis quelques traces de cerfs, mais pas celles que je cherchais; je tuai quelques grouses pour mon rôti du soir, mais mon télescope, promené de tous côtés avec persévérance, ne me découvrit rien, sauf quelques hérons immobiles sur les bords d'un petit lac. Puis le brouillard envahit soudainement la montagne, et au bout d'une demi-heure il devint impossible d'y voir à dix pas devant soi. Je commençai à penser qu'il me faudrait bivouaquer seul sur la bruyère. Je me mis à plumer mes grouses avec le plus grand soin et à ramasser des brindilles pour faire mon feu, lorsque, ô fortune! je rencontrai la trace. C'était bien le pied de mon cerf, je la suivis assez longtemps, jusqu'à un petit torrent qu'il avait traversé, et je jugeai qu'il avait passé depuis que l'eau avait baissé, c'est-à-dire depuis le matin, car les bords de l'empreinte avaient tout leur relief. Je dînai avec mes grouses à moitié crus, arrosés de whiskey, je me fis un lit sous un rocher avec de la bruyère et mon plaid, et je dormis assez mal, réveillé par le froid et agité par le fantôme du fameux cerf qui passait et repassait devant moi.

« *Samedi*, à peine éveillé, le jour s'annonçait froid et serein, je reconnus avec le plus grand soin la trace et ne la quittai plus. Je traversai ainsi plusieurs ravins et j'arrivai enfin à une hauteur qui dominait une grande étendue de terrain ondulé et rocailleux que je crus reconnaître. Je me mis en observation. Je n'avais pas encore inspecté tous les environs, quand se présenta au bout de mon télescope le fameux cerf, couché sur un petit mamelon de terre noire. Je le reconnus de suite à son bois, son image était pour jamais gravée dans ma mémoire. Mais, hélas! la position qu'il occupait était des plus difficiles à aborder. Mon premier mouvement fut de me baisser jusqu'à ce que je ne visse plus que les pointes de son bois. Que faire? Je ne pouvais l'aborder par devant, car il regardait de mon côté, et par derrière le vent portait sur lui. A force d'examiner le terrain, il me sembla qu'un petit torrent, dont le lit était très-creux, passait, dans une de ses sinuosités, à environ deux cents pas du lieu où il était. Je fis un demi-mille en arrière pour aller trouver ce chemin creux, j'y descendis et avançai pas à

pas dans l'eau, n'essayant jamais de voir plus que le haut de ses cornes. Quand je fus au point le plus rapproché de lui, j'écartai lentement quelques joncs et je le vis parfaitement se grattant les reins avec son bois, et secouant la tête pour chasser les mouches. Je restai bien là une bonne heure immobile dans l'eau jusqu'aux genoux. Enfin il se leva, tira ses membres, voûta son dos en levant la tête comme le ferait un bœuf dans son étable. Mon cœur bondissait. Il souffla comme pour sentir les environs, et se dirigea lentement vers le ruisseau dans lequel j'étais blotti, à cent cinquante pas au-dessous de moi. J'avais une excellente carabine, mais un seul coup à tirer à cette distance, je ne voulus pas le risquer. Il entra jusqu'aux jarrets dans une petite mare et but longuement. Je m'accroupis un instant pour changer ma capsule, en me relevant je ne le vis plus ! J'allais faire un mouvement imprudent pour le retrouver, quand apparut de nouveau son bois un peu plus loin, mais à cinquante pas seulement du ruisseau. Je le vis baisser et je jugeai qu'il s'était recouché. « Pour le coup je te tiens, » me dis-je, déjà dans l'enivrement de mon prochain succès. Je continuai de suivre mon chemin creux sans aucun bruit jusqu'à l'endroit le plus rapproché du lieu où il était couché, puis j'appuyai lentement ma carabine sur la banquette du talus et l'avançai pouce par pouce. Quand je pus mettre en joue, son bois était au bout de ma carabine. Un peu plus loin j'aurais pu voir son corps, mais le vent portait. J'employai quelques secondes à me calmer et à recouvrer mon sang-froid, je mis le doigt sur la détente et avec mon pied je fis tomber une assez grosse pierre dans le ruisseau. Il se leva en sursant, mais il se présentait de front et je savais qu'un cerf, traversé par une balle, va mourir très loin quand le cœur n'est pas atteint. Il était bien près pourtant, à peine cinquante pas. Je le visai au pli que la gorge fait avec la tête. Je fis feu, il tomba à l'instant sur les genoux, mais se releva et commença à fuir en chancelant, oh ! quelle folie d'avoir laissé Bran sous la garde de cet ivrogne ! pensais-je. Quoiqu'il allât très-vite, je voyais bien qu'il s'affaiblissait, tout à coup il tourna et vint se jeter dans l'eau du ruisseau comme mort. Je laissai ma carabine et courus sur lui avec mon *skene dhu* ou couteau de chasse. Je le trouvai, en effet, étendu sur la bruyère, se débattant et mourant. Je le saisis par une corne pour le saigner. Je l'avais à peine touché qu'il se releva en me jetant violemment sur les pierres. J'étais dans une position critique, un peu étourdi par ma chute, je ne pouvais songer à aller reprendre ma carabine, il m'aurait pris en flanc et serait venu tomber sur moi dans la tranchée formée par le ruisseau, qui avait six ou sept pieds de profondeur. Instinctivement je fis un mouvement vers lui. Il me chargea aussitôt les cornes basses, mais heureusement tomba avant d'arriver jusqu'à moi. Il se releva de nouveau et recula comme font les béliers qui vont donner de la tête, ses yeux hagards et sanglants me regardaient fixement, son énorme crinière ruisselait d'eau et de sang, il renâclait violemment, secouait sa tête avec colère, et me faisait l'effet d'une bête fauve en fureur. Saisi d'une idée subite, je me jetai sur lui pour lui envelopper la tête de mon plaid et le terrasser. Il aurait pu m'en coûter cher. Tous les efforts que je fis pour le frapper à la gorge furent vains, il continuait à se débattre violemment avec les yeux ainsi bandés et je ne parvins qu'à lui faire une large

blessure à la jambe. A la fin même il m'échappa en me renversant de nouveau, et se dirigea sur trois pattes vers le ruisseau. Je courus à ma carabine, je n'avais plus pour la recharger que des balles de fusil, beaucoup trop grosses. Il me fallut en amincir une avec mon couteau, et cette opération me parut interminable. Heureusement le cerf ne bougeait pas, il était aux abois, jusqu'au ventre dans l'eau, immobile, la tête basse. Je l'ajustai dans la tête, à vingt pas, il tomba roide. J'eus quelque peine à le tirer de l'eau, et ce ne fut que quand je l'eus mis en sûreté sur le gazon que j'eus le loisir d'examiner mes contusions qui étaient nombreuses mais peu graves.

« Je m'acheminai ensuite d'un pas joyeux vers la chaumière de Malcolm où je retrouvai le soir Donald et Bran. Je lui donnai d'un ton sévère l'ordre d'aller à l'instant chercher le cerf et de le faire transporter chez moi sans s'arrêter un seul instant en route. Il ne se le fit pas dire deux fois. »

On comprend que dans ces solitudes le gibier, quelle que soit la vigilance des gardes, est un peu à la merci des braconniers, souvent de connivence avec les bergers. Il y a quelques années les délits étaient encore assez fréquents et les récits de Saint-John contiennent de curieux détails à ce sujet. Le montagnard, poussé par la nécessité, par l'occasion et aussi par une sorte d'idée d'indépendance et de résistance à des lois qui lui paraissaient arbitraires, car le cri de guerre du clan Gordon était « A chacun sa proie, » et ce droit un peu trop naturel, s'est conservé, par tradition, dans la montagne, surtout en fait de chasse, ne se faisait pas faute de braconner pour sa consommation et même pour faire commerce du gibier qu'il tuait. Mais les propriétaires, en y mettant beaucoup de longanimité et de tact et en serrant de près les coupables, les ont décidés à s'embarquer pour le Canada où beaucoup ont fait d'excellents pionniers. On aurait pu mettre fin sans doute beaucoup plus promptement à ces abus en faisant intervenir la justice et la police, mais les Anglais ont agi dans ces circonstances, comme toujours, sans réclamer l'aide de ces auxiliaires envahissants auxquels on demande des services et dont on ne tarde pas à recevoir des ordres. Avec des alternatives de succès et d'échecs, ils ont fini par régler, tant bien que mal, leurs affaires eux-mêmes et se sont débarrassés, sans rigueur et sans mort d'hommes, des récalcitrants. Il y a bien du vrai dans l'avis de la femme de Sganarelle qui aimait mieux être quelquefois battue que de souffrir qu'on se mêlât de son ménage.

Saint-John, ayant toujours mené une vie active et frugale, doué d'une constitution vigoureuse et dans la fleur de l'âge, semblait encore avoir devant lui de longues années à vivre. Sa vie n'avait jamais été plus heureuse et mieux remplie. Il répétait avec une joie d'enfant quand il recevait les légers honoraires de ses travaux littéraires

qu'enfin il pouvait gagner sa vie par son travail et avoir du pain assuré pour ses vieux jours. Il n'avait jamais éprouvé que quelques atteintes de rhumatismes, suite de ses fatigues de chasse, et des migraines assez violentes. On était loin de penser qu'un mal aussi passager pût indiquer une affection cérébrale, quand le 6 décembre 1853, à l'âge de quarante-quatre ans, il fut frappé de paralysie du côté gauche, en partant pour la chasse, et tomba entre les bras de son ami le major W. Pitcairn-Campbell. Il ne recouvra jamais l'usage de son bras, mais sa santé générale resta passable et on put le transporter dans le sud de l'Angleterre. Il résida successivement à Brighton, puis à Southampton, mais il ne cessa de soupirer pour son retour en Écosse. Il mourut le 12 juillet 1856 et fut enterré à Southampton. D'après sa demande formelle, on plaça à ses pieds, dans son cercueil, le crâne de son chien favori « Leo, » le successeur de « Grip. »

Il ne faudrait pas croire, d'après ce dernier acte d'excentricité, que Saint-John fût un païen ou un sectateur d'Odin le Scandinave. L'association bizarre des sentiments d'un chrétien et des goûts d'un Scythe ou d'un Sarmate est plus commune en Angleterre qu'on ne le pense. Celui qui fait de son mieux ce qu'il fait, qui s'y met de tout cœur, celui qui a le feu sacré est sûr d'y rencontrer de la sympathie et de l'indulgence. L'Anglais, qui paraît si froid à l'extérieur, éprouve et excuse les sentiments ardents et tenaces même quand l'objet en est un peu étrange, ses affections ne sont pas des feux de paille qui ne durent qu'un moment et on les a souvent comparées au feu de charbon de terre de son pays, feu sombre et triste, mais durable et pénétrant.

Tout le monde a pu lire, au commencement de cette année, dans la correspondance anglaise du *Moniteur* le récit de l'enterrement du premier piqueur de la Reine, qui avait fait des dispositions analogues qu'on n'a pas trouvées ridicules. D'après ses dernières volontés son cheval de chasse favori a été tué d'un coup de carabine pour que personne ne le montât après lui et ses oreilles coupées ont été placées sur le cercueil de son maître pendant le convoi.

La vie de Thomas Assheton Smith, le fameux *fox hunter*, plus connu sous le nom de *Tom Smith*, par sir John Eardley Wilmot, présente un autre exemple d'un trait de mœurs du même genre où un vœu semblable exprimé dans le langage le plus naïf et le plus énergique mérite d'être cité à cette occasion. Quand ce célèbre cavalier mourut en 1858, après avoir dirigé pendant plus de cinquante ans avec un éclatant succès, la chasse au renard de son comté, montant à cheval jusqu'à six fois par semaine et cela jusqu'à quatre-vingts ans, au moment où on faisait les préparatifs pour la cérémo-

nie funèbre, Georges Carter, le vieux piqueur en chef, demanda une audience à la famille pour une communication importante et s'exprima, avec le plus grand sérieux, dans les termes suivants, en s'adressant à l'exécuteur testamentaire : « J'espère, monsieur, que « quand Jack Fricker, Will Brice (les valets de chiens) et moi « mourrons on nous déposera auprès de notre maître dans le mau- « solée, avec Ham Ashley et Paul Potter (les chevaux favoris) et trois « ou quatre couples de nos meilleurs chiens, afin que nous soyons « prêts quand sonnera le *grand lancer* dans le paradis des chas- « seurs. »

JULES CARRON.

MÉLANGES

LE TRIBUNAL CRIMINEL DE L'ORNE PENDANT LA TERREUR

Par M. Robillard de Beaurepaire, substitut du procureur général à Bourges.
A. Durand, libraire à Paris.

Le meurtre organisé juridiquement, tel a été le hideux moyen de gouvernement employé par les terroristes pendant les deux plus sanglantes et les plus honteuses années de notre histoire; il n'y a pourtant pas longtemps qu'on s'est avisé de compulser les registres des tribunaux révolutionnaires pour y chercher des matériaux à l'histoire de la Révolution, et M. Berryat Saint-Prix, dans le volume si curieux qu'il a publié sur l'administration de la justice en France pendant les années 1793 et 1794, a eu le droit de dire : « La justice révolutionnaire n'avait tenu jusqu'à présent qu'une petite place « dans l'histoire de la Révolution, et cependant cet instrument de terreur, « si redoutable dès sa création, devenu peu à peu implacable et aveugle, « ne doit pas, ce me semble, demeurer dans l'ombre, ni avec lui ses poi- « gnantes leçons. »

Cette mine des registres judiciaires, maintenant ouverte, ne sera pas facilement épuisée; des hommes distingués, magistrats pour la plupart, en ont senti toute l'importance historique, et plusieurs d'entre eux ont su déjà en tirer d'importantes révélations. Outre l'excellente histoire de la justice révolutionnaire de M. Berryat Saint-Prix, il faut citer celle que M. Campardon a consacrée au tribunal révolutionnaire de Paris, et l'étude consciencieuse que M. Boivin Champeaux a faite des actes du tribunal criminel de l'Eure; M. Fabre de la Renodière a trouvé dans les registres du tribunal de Bordeaux le texte d'un brillant discours de rentrée; enfin nous rappelerons encore l'histoire de Joseph Lebon et des tribunaux d'Arras et de Cambrai, par M. A. J. Paris.

Le volume que nous devons aux patientes recherches de M. de Beaure-

paire, et auquel il a donné pour titre : *le Tribunal criminel de l'Orne pendant la Terreur*, est digne de prendre rang parmi les meilleurs travaux de cette catégorie. La gravité des affaires sur lesquelles le tribunal de l'Orne eut à statuer, le nombre des condamnations capitales qu'il prononça et les circonstances révoltantes qui accompagnèrent et les jugements et les exécutions, lui donnent, en effet, une importance exceptionnelle.

C'est à l'Assemblée constituante, substituant une nouvelle procédure à l'ancienne et édictant un code pénal plus rationnel et plus humain que ceux qui l'avaient précédé, qu'il faut faire remonter la création dans chaque département d'un tribunal criminel fonctionnant avec l'adjonction de jurés, exclusivement chargé de la répression des faits qualifiés crimes et entièrement étranger à l'administration de la justice civile et de la justice correctionnelle. Ces tribunaux, qui avaient plus d'une analogie avec nos cours d'assises, continuèrent de subsister jusqu'au 22 frimaire de l'an VIII. Mais la pratique ne répondit pas longtemps aux théories libérales de l'Assemblée constituante ; par suite de la défiance qu'inspirait au pouvoir révolutionnaire l'indépendance présumée du jury, on conféra bientôt aux juges de ces tribunaux le droit de prononcer seuls et sur le fait et sur le droit ; bientôt aussi des lois spéciales renvoyèrent devant eux tous les crimes, sans exception, qui pouvaient, de près ou de loin, présenter un caractère politique. Ainsi constitué, la forme de procédure du tribunal criminel était sommaire, expéditive, terrible. L'accusé était traduit devant les juges sur un simple réquisitoire du ministère public, sans instruction préalable ni délais préliminaires. Point de jurés, point d'appel, pas de recours en cassation. En cas de déclaration de culpabilité prononcée par quatre magistrats, la seule peine était la mort, et le condamné sortant de l'audience était immédiatement conduit à l'échafaud.

Pour donner une idée de l'esprit qui présidait à l'application de pareilles lois, M. de Beaurepaire cite quelques passages du fameux rapport de Couthon :

« Les délits ordinaires, y est-il dit, ne blessent directement que les individus et indirectement la société tout entière, et comme par leur nature « ils n'exposent point le salut public à un danger imminent et que la justice prononce sur des intérêts particuliers, elle peut admettre quelques « lenteurs et un certain luxe de formes et même une certaine partialité envers l'accusé.

« Les crimes des conspirateurs, au contraire, menacent directement « l'exercice de la société ou la liberté, ce qui est la même chose. La vie « des scélérats est ici mise en balance avec celle du peuple. Ici toute lenteur affectée est coupable, toute formalité indulgente ou superflue est « un danger public. Le délai pour punir les ennemis de la patrie ne doit « être que le temps de les reconnaître. Il s'agit moins de les punir que de « les anéantir. »

Après avoir ainsi rejeté comme superflues les formalités protectrices des accusés, Couthon conclut en leur refusant toute assistance de conseil. « La république attaquée dans sa naissance, s'écrie-t-il, par des ennemis « aussi perfides que nombreux, doit les frapper avec la rapidité de la foudre, « en prenant les précautions nécessaires pour sauver les patriotes calom-« niés. Les défenseurs des patriotes calomniés, ce sont les jurés patriotes. « Les conspirateurs ne doivent en trouver aucun. »

A Alençon, ainsi que sur tous les points du territoire français où la hache révolutionnaire fournit des hécatombes humaines aux tigres de l'espèce de Couthon, on est frappé, en parcourant la liste des condamnés à mort, du nombre relativement restreint, eu égard au chiffre total, des noms appartenant à l'aristocratie. Des laboureurs, des journaliers, de pauvres domestiques, des tisserands forment l'immense majorité des victimes. Deux catégories de personnes fournissent surtout des accusés au tribunal criminel de l'Orne, ce sont les prêtres non assermentés en rupture de ban sur le sol de la France, avec les fidèles, hommes ou femmes, qui leur ont donné asile, et les Vendéens, derniers débris des bandes royalistes.

Parmi ces prêtres, assez nombreux, il s'en trouva un, l'abbé Lemaistre, vicaire de Crulay, âgé de vingt-neuf ans, dont le procès et l'exécution excitèrent plus particulièrement l'attention et laissèrent dans le pays un ineffaçable souvenir. Il fut déclaré convaincu de « n'avoir pas quitté la France « et de s'être caché dans diverses maisons de Laigle et de Saint-Sulpice, « dans l'une desquelles il se faisait des rassemblements dangereux et atten-« tatoires à la sûreté publique, sous prétexte d'assister aux messes qu'il y « disait. » Condamné à mort, il fut exécuté avec quatre de ses prétendus complices, lesquels n'avaient fait que lui donner asile ou prêter leur maison à la célébration du saint sacrifice.

Pendant la durée de l'insurrection de la Vendée et les alternatives de succès et de revers de la guerre civile, Alençon était devenu, à raison même de sa position géographique et par sa proximité du théâtre de la lutte, un dépôt d'armes et d'approvisionnement considérable pour les armées républicaines. L'opinion populaire y était fort hostile aux insurgés royalistes, et le tribunal criminel de l'Orne mit un acharnement singulier contre toutes les personnes réputées avoir fait partie de l'armée vendéenne, ou même seulement l'avoir suivie. Le premier individu appartenant à cette classe d'accusés fut un certain Jean David, ancien charpentier, blessé d'un coup de feu dans un engagement avec les troupes de la république et fait prisonnier au Grand-Oisseau. Condamné le 21 brumaire, *il fut passé à la guillotine* le 22 à deux heures après midi.

La procédure suivie contre ce malheureux offre une circonstance étrange et tellement caractéristique de la dégradation et de l'abaissement moral où était tombé le clergé assermenté de cette époque, que nous croyons utile de

reproduire ici le curieux document qui le constate. Nous copions textuellement :

« Aujourd'hui, 22 brumaire an II de la république une et indivisible,
« s'est présenté à nous, François-Joseph Provost, président du tribunal
« criminel du département de l'Orne, le citoyen Roussel, prêtre habitué de
« cette ville, lequel, mu d'un pieux zèle et désirant donner au nommé Jean
« David, condamné le jour d'hier à avoir la tête tranchée comme convaincu
« d'avoir porté les armes contre la république dans l'armée des rebelles
« de la Vendée, les consolations dont il pouvait avoir besoin dans les der-
« niers moments de sa vie, nous aurait demandé s'il l'assisterait avec le
« costume caractéristique de son état ; à quoi nous lui aurions répondu que
« ce costume étant relégué dans les temples, nous lui conseillions de don-
« ner audit David les dernières consolations sous le costume qu'il porte
« comme citoyen. L'un de nos collègues, le citoyen Leclerc Desparcs, pré-
« sent, a observé à cet ecclésiastique qu'il ferait prudemment de demander
« audit David quelques éclaircissements qu'il a refusés hier, dans ses inter-
« rogatoires, sur les forces de l'armée ennemie. Sur la réponse dudit ci-
« toyen Roussel, qu'il craignait que la révélation le compromît, et *sur la*
« *représentation que nous lui avons faite que le salut du peuple était la loi*
« *suprême et qu'il serait en conscience obligé de révéler ce qu'il pourrait*
« *apprendre dans le secret même de la confession, qui intéresserait le salut*
« *de la république*, mais que, pour concilier sa conscience comme prêtre
« avec les devoirs d'un bon citoyen, il pouvait *engager* ledit David à nous
« fournir des déclarations : ledit Roussel *nous a répondu que c'était son*
« *intention*.

« En conséquence, et à une heure après midi, nous avons été appelé
« par ledit citoyen Roussel, et, arrivé à la chambre où était Jean David,
« après lui avoir représenté que le seul moyen qui lui restait de réparer
« ses torts envers sa patrie était d'employer les derniers moments de sa
« vie à la sauver, et de nous déclarer ce qu'il savait des forces de l'armée
« ennemie, en hommes, en armes et en subsistances, les noms de ses com-
« mandants et le but qu'ils se proposaient, a dit :... »

Suit une dénonciation complète et détaillée, inutile à insérer ici des forces de l'armée vendéenne, des noms des chefs qui la commandaient, et des plans de campagne de l'insurrection, dénonciation arrachée au pauvre *brigand* prêt à mourir, par cet indigne prêtre, probablement par la menace du refus de la suprême absolution ! La pièce s'achève en ces termes :

« Toutes lesquelles déclarations nous avons recueillies et en avons dressé
« le présent procès-verbal, pour une expédition d'icelui être remise au

« citoyen Letourneur, représentant du peuple dans ce département, et au « Comité de salut public près la Convention, avec une expédition du juge- « ment du tribunal contre ledit Jean David.

« Le présent arrêté et déposé, lesdits jour et an, au greffe du tribunal « criminel du département de l'Orne, par nous, soussigné. Ledit sieur Da- « vid ayant déclaré ne savoir signer, de ce interpellé.

« J. PROVOST. »

Toute réflexion nous paraît superflue, en présence d'un document constatant si naïvement l'infamie. Du reste, l'exécution de Jean David ne fut que le prélude de celles qui devaient avoir lieu dans les premiers jours de frimaire. L'entrée des Vendéens à Mayenne et l'abandon de cette ville par les troupes républicaines, fit refluer à Alençon le général Lenoir et ses soldats débandés. On crut alors, et le général Lenoir le mandait à la Convention, que les Vendéens, victorieux, allaient se porter sur Paris. Ils l'eussent pu faire sans être arrêtés si, au lieu de se rapprocher de la côte pour y chercher un secours étranger et s'appuyer sur les Anglais, ils eussent résolûment marché en avant par le Calvados, où le marquis de Puisaye avait préparé un mouvement. Ils n'agirent point ainsi. Les patriotes de la ville d'Alençon, qu'on avait, en toute hâte, mise en état de défense, reprirent courage en apprenant que l'armée vendéenne s'était dirigée sur Granville, et le tribunal criminel de l'Orne rentra en fonctions en jugeant et condamnant les deux cents malheureux que l'armée catholique avait été obligée de laisser dans les hôpitaux de Mayenne, en évacuant cette ville.

Des hommes trop grièvement blessés pour être transportés, des femmes, des enfants au-dessous de seize et même de dix ans, atteints de la dyssenterie, et parmi lesquels la mort faisait chaque jour des vides, telle fut la proie offerte à la justice révolutionnaire. Il faut lire, dans le volume de M. de Beaurepaire, les détails de cette atroce procédure. Le représentant du peuple en mission dans le département, Letourneur de la Manche, craignant que les juges ne missent trop de lenteur dans l'exécution de leur besogne, leur adressa cette courte missive :

« Letourneur, représentant du peuple dans le département de l'Orne, aux citoyens juges criminels de ce département.

« Citoyens,

« Nous croyons, d'après l'exposé du citoyen Chapelle, chef de l'ambulance de cette commune, que vous ne pouvez mettre trop de célérité au jugement que vous devez porter contre les rebelles de la Vendée. En les gardant plus longtemps, on s'expose à communiquer la peste, et vous sentez combien cette maladie ferait de ravages au moment d'un grand rassemblement.

« Je vous autorise donc, vu l'urgence, à suspendre le jury de jugement et à suivre, sans délai, celui de ces criminels.

« Salut et fraternité.

« LETOURNEUR, représentant du peuple. »

La célérité ne laissa rien à désirer. Sans interrogatoire à l'audience, sous prétexte de *la difficulté de leur transport devant le tribunal, eu égard à leurs blessures et par la crainte d'une contagion dangereuse*, les accusés furent condamnés, sans comparaître, et exécutés quelques heures après le prononcé du jugement, au bord même de la fosse qui leur était préparée. — Un autre incident de la même guerre, la déroute des Vendéens, au Mans, vint renouveler le contingent des victimes. La même impatience de célérité est alors exprimée par le représentant du peuple Garnier de Saintes, que par Letourneur. La même scandaleuse rapidité se retrouve dans les procédés sommaires du tribunal. Ici, nous laissons la parole à M. de Beaurepaire, et l'on verra avec quelle sagacité, après avoir épuisé les observations de détails, il sait s'élever, par l'étude des documents judiciaires, à tout un ordre de considérations morales et politiques.

« Les nombreux travaux dont la Vendée a été l'objet ont mis en lu-
« mière, depuis bien longtemps déjà, le rôle important des intérêts reli-
« gieux dans ce soulèvement formidable. Les événements politiques n'exer-
« cèrent en général sur les masses qu'une action assez limitée ; les mesures
« déplorables qui, à la suite de la constitution civile du clergé, amenè-
« rent successivement la proscription des ecclésiastiques et l'interruption
« des exercices du culte, produisirent une impression beaucoup plus pro-
« fonde, dont il eût été sage, dès le début, de prévoir les conséquences.
« Essentiellement antipathiques à tous les instincts et à toutes les habitudes
« des populations de l'ouest de la France, elles les irritèrent de la manière
« la plus violente, et donnèrent une gravité exceptionnelle à ces soulève-
« ments dont l'appel des volontaires fut, dans plusieurs provinces, l'occa-
« sion. Les excès commis par les troupes républicaines, les cruautés exer-
« cées contre les personnes, les ravages systématiques des propriétés,
« contribuèrent plus tard à généraliser l'insurrection. La terreur, em-
« ployée comme moyen de répression, ne fit qu'aigrir les esprits et aggra-
« ver une situation déjà pleine de périls. L'arrivée, à la suite de l'armée
« de Mayenne, de milices indisciplinées, portant devant elles le pillage et
« l'incendie, mit le comble à l'exaspération. Elle jeta dans les rangs enne-
« mis un nombre infini de cultivateurs, qui, jusque-là, n'avaient pas pris
« parti, et refoula impitoyablement vers l'armée vendéenne, cette multi-
« tude d'enfants, de femmes et de vieillards qui, mêlés aux combattants,
« lui donnaient une physionomie si particulière. Les révélations sur ce
« point abondent dans les procédures. La signification de ces symptômes

« n'échappait pas aux généraux, plus humains et plus intelligents que les
« représentants en mission, et il est remarquable que Kléber avait conçu
« un plan de pacification de la Vendée qui rappelle, par plus d'un détail,
« celui qui plus tard fut mis à exécution par le général Hoche. »

Il est à noter que, dans les interrogatoires subis par les prisonniers que l'on qualifiait de *brigands*, et dont le seul crime était de rester fidèles à leur foi, les femmes montrèrent en général un courage aussi simple qu'intrépide. M. de Beaurepaire cite entre autres les réponses et une lettre admirable de deux sœurs, bien jeunes toutes les deux, et appartenant à la classe élevée. Et cependant nous nous sentons encore plus ému peut-être au langage naïf de ces pauvres paysannes qui, fuyant *les cruautés et les outrages* des Mayençais, déclarent n'être venues se réfugier *dans l'armée chrétienne* que pour y échapper. L'une d'elles, mariée, mère de cinq enfants, en a vu mourir un sur la route, trois d'entre eux sont dans la prison avec elle, et le plus jeune a cinq semaines.

Pas une ne trouva de pitié.

Puissent les récits véridiques des crimes de la Révolution, en se multipliant, inspirer enfin à tous les cœurs français l'horreur et la haine que mérite le régime qui les enfanta !

Léon Arbaud.

REVUE CRITIQUE

I. *Histoire de Napoléon Ier*, par M. Lanfrey. 1er vol. — II. *Histoire de Napoléon Ier, surnommé le Grand*, par M. Nic. Batjin. 2 vol. — III. *Monsieur de Camors*, par M. Oct. Feuillet. 1 vol. — IV. *Le Victorial*, traduit par MM. A. de Circourt et de Puymaigre. 1 vol.

I

Voilà longtemps déjà qu'il ne s'est rien écrit d'un peu de valeur sur Napoléon. L'histoire en est restée, à son égard, aux appréciations contradictoires dont sa mémoire est, depuis cinquante ans, l'objet. La vérité, en ce qui le concerne, a, dans ces derniers temps, peu gagné de terrain. Cette vie que les combats remplirent est restée elle-même un sujet de combat pour la postérité. Les écrivains qui s'en sont occupés jusqu'ici n'ont cessé de former deux camps égaux en ardeur, mais inégaux en nombre ; car, il faut bien le reconnaître, la gloire de Napoléon compte plus de panégyristes que de détracteurs. Du reste, ce qu'amis et ennemis s'attachent surtout à étudier en lui, c'est le capitaine et le monarque. De l'homme lui-même, de son esprit, de son caractère, des mobiles qui dirigèrent sa conduite, peu d'entre eux se sont occupés jusqu'ici, et leurs investigations, sur ce point, n'ont pas été poussées à de bien grandes profondeurs.

Et pourtant, à ne parler qu'au point de vue de l'art, c'eût été le meilleur moyen de sortir du lieu commun et de raviver l'intérêt d'un sujet qui menace de s'éteindre, malgré sa grandeur, dans l'éternelle monotonie de l'apothéose et de l'anathème où l'on ne cesse de se traîner. L'âme de Napoléon, c'est, en effet, un terrain neuf à explorer. Personne encore n'a sérieusement cherché à lever le masque scénique dont cette puissante figure s'est toujours couverte dans l'action et à pénétrer jusqu'au cœur de cette statue de bronze antique. Il y aurait à le tenter un immense intérêt. L'entreprise d'ailleurs exigerait moins d'efforts que l'on ne croit ; il ne s'agirait pas de chercher de nouvelles sources, d'accumuler et de fouiller de

nouveaux documents ; il suffirait de sonder d'un regard un peu attentif ceux que nous possédons et en particulier ceux où, sans le vouloir, Napoléon s'est livré lui-même à nous !

L'ouvrage que publie aujourd'hui M. Lanfrey en est la preuve. L'auteur de cette nouvelle *Histoire de Napoléon Ier* [1] n'a pas demandé aux archives des ministères ou des palais de nouvelles informations. Nulle part nous ne le voyons étaler ces « documents inédits » dont il est de mode aujourd'hui de se parer et sans lesquels il semble à bien des gens qu'un livre d'histoire ne saurait décemment se produire. Ceux que cite M. Lanfrey et sur lesquels il s'appuie sont dans nos mains comme dans les siennes, et il n'entend pas se donner pour mieux informé que nous ne le sommes nous-mêmes. Très-neuve cependant et très-supérieure de celles qui ont cours est la médaille qu'il en dégage. Médaille, disons-nous, et c'est le terme propre. Napoléon n'est qu'en buste, en effet, dans l'histoire de M. Lanfrey. Laissant à ceux qui l'ont si éloquemment retracé le côté extérieur de cette existence extraordinaire, le nouvel historien s'est de préférence attaché au-dedans. A d'autres les expéditions, les campagnes, les victoires, l'érection des trônes : vaste matière à récits dramatiques, où il eût pu briller comme un autre, mais qu'il se borne, pour son compte, à esquisser d'un trait ; son objet, à lui, c'est la pensée d'où tout cela est sorti. Descendre au fond de l'âme de Napoléon ; chercher, derrière leurs causes apparentes, la cause secrète, inavouée et souvent dissimulée avec art de toutes ses entreprises ; dépouiller des voiles spécieux dont elle s'enveloppe par calcul autant que par instinct, la gigantesque personnalité qui, durant vingt ans, détourna la France de son but et exploita dans un intérêt égoïste l'ardeur de rénovation dont notre pays était alors animé : voilà ce que s'est proposé M. Lanfrey. Son travail n'est pas arrivé encore à sa première moitié, et déjà pourtant les résultats en sont frappants de nouveauté.

En quoi précisément consiste cette nouveauté? Napoléon se montre-t-il ici moins grand capitaine, moins habile organisateur et négociateur moins consommé ? Non, il reste, dans la nouvelle histoire, tout ce qu'il est, à cet égard, dans celle de ses plus chauds admirateurs ; même, à dire vrai, s'y montre-t-il, sur un point, l'art de s'emparer des esprits, plus fort encore qu'il n'avait paru jusqu'ici. Ce qu'on ne lui trouve plus, c'est l'héroïsme dans le sens large du mot, c'est-à-dire l'élévation des idées, la générosité du cœur, le désintéressement personnel, le respect et l'amour des hommes. Ces sentiments, Napoléon les a feints, mais il ne les a jamais éprouvés. Vous rappelez-vous cette belle page d'Alfred de Vigny où, dans un entretien de pure invention, mais d'une grande vérité dramatique, le Premier consul cherche à séduire Pie VII et à l'amener à lui livrer la religion : il n'est sorte de caresses qu'il ne prodigue, de pieux sentiments qu'il n'affecte, de pro-

[1] *Histoire de Napoléon Ier* par P. Lanfrey, t. Ier. Charpentier, édit., quai de l'École, 28.

testations de dévouement qu'il ne multiplie, de profession d'orthodoxie qu'il n'étale. A tout cela le spirituel et saint pontife, qui reconnaît dans ce Corse devenu Français un Italien de la vieille roche, se contente de répondre par un sourire et ce mot murmuré à demi-voix : *Comediante!*

Ce mot est aussi celui qui vient à chaque instant sur les lèvres, lorsqu'on lit M. Lanfrey. L'idée que son livre laisse de Napoléon est celle d'un artiste prodigieux qui, trouvant un rôle à sa taille, s'y passionne et y périt. Aucune de ces hautes vues, de ces aspirations supérieures, qui ont distingué les grands hommes de l'histoire ne domine l'œuvre de Napoléon, à quelque date qu'on le prenne. Un insurmontable besoin d'agir et de commander, une ambition insatiable, effrénée, voilà le fond de sa nature, le secret et le terme de toutes ses entreprises. La question du but et des moyens fut toujours pour lui secondaire.

Aussi l'impatience d'un rôle est-il ce qu'on remarque tout d'abord chez lui. Peu lui eût importé la main qui le lui aurait offert. N'était-il pas, en effet, prêt à mettre son épée au service de la Montagne quand arriva la révolution du 9 thermidor? Un rapport officiel du temps le montre comme « l'homme » de ce parti. Et il est de fait, dit M. Lanfrey, que, malgré la répugnance qu'il témoignait pour leurs opinions et pour leurs excès, les deux Robespierre le considéraient comme tout dévoué à leur cause. C'était, ajoute-t-il, un point de sa carrière dont il évita avec soin de parler quand il fut empereur. Quoique vaincue en thermidor, la démocratie terroriste conserva longtemps de l'influence et une certaine espérance de revenir au pouvoir. Bonaparte, qui le voyait, se garda bien de rompre alors avec elle. Était-ce, chez lui, calcul ou sympathie ? C'était l'un et l'autre, selon M. Lanfrey. « Tous les systèmes de dictature se tiennent, dit l'historien; et, de même que la sienne est historiquement fille de celle du Comité de salut public, il est tout simple qu'il se soit d'abord porté d'instinct vers les hommes dont il devait être un jour l'héritier. C'est ainsi que Cromwell fut le plus ardent des niveleurs avant de devenir le plus absolu des maîtres. »

C'est encore son goût natif pour la force, plutôt que le zèle dont il se pare, dans ses Mémoires, pour « les grandes vérités de notre révolution, » qui lui fit prendre, dans la révolution antilibérale du 13 vendémiaire, le parti de la Convention et mitrailler les sections à Saint-Roch. A la suite de cet événement, Barras, dont il avait été le lieutenant dans cette affaire et qui l'aimait « à cause de la ressemblance qu'il lui trouvait avec Marat, » tout en le redoutant d'ailleurs à cause de son caractère remuant, le fit nommer au commandement de l'armée d'Italie. C'était aggraver, en voulant l'écarter, le péril dont cet instrument du Directoire menaçait le pouvoir qui lui avait mis les armes à la main ; mais le Directoire ne se distinguait pas particulièrement par l'esprit de prévision.

Cette campagne d'Italie qui a fait, militairement parlant, tant d'honneur à Napoléon, est, à d'autres égards, selon M. Lanfrey, celle qui pèse le plus

peut-être sur sa mémoire. Là, en effet, dit l'historien, il corrompit l'esprit de l'armée qu'on lui avait confiée, en éveillant en elle des cupidités grossières qu'elle ne connaissait pas; il compromit auprès des peuples l'idée de la liberté en faisant, sous son nom, une guerre de conquête et d'asservissement comme les derniers Valois en avaient tant entrepris dans les mêmes lieux, enfin il rendit la France odieuse en la transformant, par ses razzias d'objets d'art, en une caverne de brigands.

Certes, ce n'est pas nous, quoique nous soyons loin de partager ses opinions républicaines, qui nous inscrirons contre l'indignation que les faits qu'il rappelle inspirent au jeune historien ; les promesses de butin faites par le général Bonaparte à ses troupes lors de son entrée en Italie rappellent trop celles des envahisseurs lombards, qui douze cents ans auparavant l'avaient précédé sur cette terre bénie, pour ne pas mériter le titre de barbares; la spoliation des monuments artistiques et littéraires qu'il arracha aux lieux qui les avaient produits et dont ils étaient la gloire fait trop songer à Mummius, le brutal dévastateur de Corinthe, pour ne pas appeler la flètrissure que l'histoire a imprimée au nom de ce dernier; l'excès des contributions dont il frappa la Péninsule et le pillage régulier auquel il soumit systématiquement le pays livré successivement aux soldats, aux généraux, aux proconsuls du Directoire, aux munitionnaires, sont des infamies trop révoltantes pour ne pas être honnies dans tous les siècles. Mais après avoir voué le corrupteur à la réprobation de la postérité, que dire de l'armée qui s'est laissée corrompre avec tant de facilité? Il se peut qu'il y eût encore, comme le dit M. Lanfrey, des vertus républicaines au temps où parut Bonaparte, mais évidemment elles étaient de même étoffe que celles des héroïnes du Directoire et ne demandaient non plus qu'à capituler.

Ce qu'il y a de plus étonnant, c'est qu'après avoir éveillé dans l'armée l'esprit de convoitise et de lucre, et avoir pratiqué vis-à-vis de nations que nous étions censés aller délivrer ce système de spoliation en grand, le général en chef de l'armée se soit scandalisé de l'imitation de détail qu'officiers et soldats faisaient de sa conduite officielle. Dans l'impossibilité de remédier avec quelque efficacité à ces désordres qui compromettaient sa campagne, il voulut du moins, nous disent ses apologistes, que sa conduite privée et sa vie en fussent la condamnation. Il est certain, en effet, qu'il eut durant toute cette campagne une grande sévérité de mœurs et en revint les mains vides. Cette vertu d'apparat n'en impose pas toutefois à M. Lanfrey; elle n'était de sa part, comme tout le reste, qu'un calcul, dit-il. « Envoyé à l'armée d'Italie pour commander à des généraux qui pour la plupart avaient plus de réputation et étaient plus âgés que lui, il avait compris qu'il était tenu de leur imposer, non-seulement par l'éclat des services, mais par la tenue, par la gravité, par le caractère... Pour ceux qui connaissent le détail de sa vie intime avant et après cette époque, cette austérité n'était ni l'effet d'un penchant naturel, ni un hommage rendu à des principes qui ne

furent jamais dans son cœur. » Ainsi qu'il l'a dit lui-même, Bonaparte n'aurait pas voulu, pour quelques millions, se mettre à la disposition de ses inférieurs et de ses ennemis.

Du reste, c'était son habitude de jouer la surprise et de pousser des cris d'indignation lorsqu'il avait à souffrir de ses imprudences ou de ses fautes. Qu'est-ce que sa fameuse philippique contre le Directoire après le retour d'Égypte, au 18 brumaire : « Qu'avez-vous fait de cette France que j'avais laissée si brillante, etc., etc.? » sinon une évolution habile pour rejeter sur d'autres les torts qui étaient originairement son fait?

Ils furent immenses, ses torts, dans cette campagne d'Italie. M. Lanfrey les montre avec une évidence saisissante, et en particulier cette odieuse trahison envers Venise dont la conquête, la dénationalisation et la vente à l'Autriche furent le résultat d'un complot froidement tramé, perfidement conduit et impitoyablement exécuté. Cette noire tragédie forme dans le livre de M. Lanfrey un épisode plein d'intérêt qui paraît d'une étendue un peu disproportionnée d'abord, mais qui, à la réflexion, rentre parfaitement dans le plan que s'est tracé l'historien, dont le but a été surtout de montrer le dessous des cartes de cette première campagne d'Italie, d'une gloire si pure en apparence, et au rayonnement de laquelle se mêlent en réalité tant d'ombres.

Cette iniquité de la prise et de la vente de la république de Venise par la république française fut suivie d'une autre qui en découla directement et dont Bonaparte fut le premier instigateur, la révolution du 18 fructidor qui détruisit le peu qui restait de libertés en France et rétablit la monarchie au bénéfice d'un ignoble triumvirat. « Ceux qui aiment à rechercher dans l'histoire des choses humaines les exemples trop rares des sanctions de la justice, peuvent s'en donner ici le spectacle, dit M. Lanfrey. Le 18 fructidor fut en effet le contre-coup presque immédiat des violations du droit que nous venions de commettre à Venise. Les protestations législatives amenèrent les manifestations menaçantes de Bonaparte et de ses soldats ; l'irritation des armées fournit au Directoire l'arme sans laquelle il n'eût peut-être jamais réussi à triompher des Conseils, et, par une juste expiation, la France vit sa liberté frappée du même coup qui avait détruit l'indépendance de Venise. »

Paris, qui a toujours besoin d'encenser quelqu'un ou quelque chose, avait fait une ovation royale au vainqueur de l'Italie, au négociateur et signataire de ce traité de Campo-Formio, dont la conclusion nous léguait d'interminables guerres. Deux entreprises, dignes de celles que couronnait cette convention, et qui devaient ajouter encore aux haines qui s'accumulaient contre nous, suivirent ce triomphe et furent inspirées par le triomphateur. Les trésors ravis à l'Italie étaient épuisés ; il fallait de l'or, beaucoup d'or, notamment pour la fameuse expédition d'Égypte où voulait s'en aller Bonaparte, dont l'heure n'était pas encore arrivée, et qui, comme

il l'a dit lui-même avec un machiavélisme naïf, avait besoin, pour devenir maître, que « le Directoire éprouvât des revers en son absence. » On pourvut à cette pénurie du trésor par l'occupation de Rome et l'invasion de la Suisse, actes odieux que Bonaparte, dans ses Mémoires, a sévèrement blâmés, en revendiquant avec chaleur l'honneur de les avoir combattus auprès du Directoire. Malheureusement, dit M. Lanfrey, « sa correspondance démontre, avec la dernière évidence que, s'il ne les avait pas conseillés, il en avait conservé, jusqu'au bout, la haute direction : toutes les instructions à Brune et à Berthier sont de sa main... Aucune trace de son opposition n'est restée ; les témoignages de sa connivence sont, au contraire, aussi nombreux que concluants. »

Rien, du reste, n'était plus propre que ces entreprises à amener au Directoire ces « revers » dont Bonaparte avait besoin pour ses projets, et ils ne se firent pas attendre : ils éclataient que l'expédition d'Égypte était à peine en route.

Nous regrettons de ne pouvoir suivre le nouvel historien dans le récit de cette aventure si peu glorieuse pour le vainqueur de l'Italie, mais si importante pour l'étude de son caractère. Il faut, pour le bien connaître, observer Bonaparte sur ce nouveau théâtre ; le voir exalter l'islamisme et le Coran de la même plume qui, plus tard, cajolera le pape et signera le Concordat ; promettre à ses soldats, enivrés à la vue des Pyramides, de les conduire à la conquête de l'Orient, puis les laisser, en proie à la peste et sans défense contre le fer des mameluks, pour revenir ramasser à Paris le pouvoir tombé des mains ineptes qui l'avaient usurpé ; enfin, jouer partout les hommes et les sacrifier, sans pitié, dans l'intérêt de son ambition personnelle. La campagne d'Italie, l'expédition d'Égypte et le 18 brumaire sont trois révélations concordantes qui méritaient la place qu'elles occupent dans ce volume, sorte de frontispice de l'histoire de Napoléon et destiné, il nous le semble du moins, à détromper les bonnes âmes qui croient aux légendes et se figurent que l'empereur ne fut pas dans sa jeunesse ce qu'on l'a vu plus tard, c'est-à-dire le plus froid contempteur de l'humanité que les temps modernes aient produit, l'incarnation la plus haute du vieux génie politique de l'Italie, le continuateur direct des guerres païennes du seizième siècle. Non, cet homme naquit tout d'une pièce. Le poëte a dit de lui, en parlant du temps dont il s'agit ici :

Déjà Napoléon perçait sous Bonaparte.

Ce vers est une vérité historique pittoresquement exprimée. Le volume de M. Lanfrey en est le commentaire.

II

En même temps que paraissait à Paris cette *Histoire de Napoléon*, où,

pour la première fois, l'homme est étudié dans l'empereur, il s'en publiait à Londres une autre que sa provenance et l'esprit dans lequel elle est écrite rendent assez curieuse[1]. Ce n'est pas un produit britannique, hâtons-nous de le dire ; cet ouvrage n'a d'anglais que le papier, l'impression, le cartonnage, en un mot, les splendides accessoires qui distinguent les livres de nos voisins : tout le reste est français et se donne pour tel..., voire l'orthographe et le style. Un chauvinisme béat y respire ; l'auteur semble un sacristain indien à genoux devant quelque idole aux cent bras armés de glaives, et lui chantant quelque *veda* mal étudié, où, par le fait de sa mauvaise mémoire, les contradictions abondent, et dont le lyrisme ampoulé détonne à chaque instant. Le morceau a, du reste, toutes les conditions du genre ; c'est une apothéose en forme et fortement assaisonnée de prodiges.

Comme dans toute bonne légende, les prodiges précèdent ici et accompagnent la naissance du héros. La mère de Napoléon, dans l'hymne brahmanique de M. Batjin, enfante, comme celle de Moïse, par une opération supérieure de la nature et sans le secours des obstétrices. La venue au monde de l'enfant miraculeux est annoncée aux potentats qui doivent particulièrement sentir la force de son bras. « La nuit du 15 au 16 août 1769, dit M. Batjin, Frédéric le Grand, roi de Prusse, étant à Breslau, eut un songe mystérieux. Voici, en effet, ce qu'en se réveillant, le 16, il raconta à l'un de ses aides de camp : Sauriez-vous, lui dit-il, m'expliquer un rêve dont je suis très-préoccupé ? Je voyais l'étoile de mon royaume et de mon génie briller au ciel lumineuse et resplendissante ; j'admirais son éclat, sa hauteur, lorsqu'il parut, au-dessus de la mienne, une autre étoile qui l'éclipsa en s'abaissant sur elle. Il y eut lutte ; je les vis un instant confondre leurs rayons, et mon étoile obscurcie, enveloppée par l'orbite de l'autre, descendit jusqu'à terre, comme opprimée sous une force qui semblait devoir l'éteindre et l'anéantir. La lutte fut longue et opiniâtre ; enfin mon étoile s'est dégagée, mais avec beaucoup de peine ; elle a repris sa place et a continué de briller dans le firmament, tandis que l'autre s'est évanouie. »

« L'incrédulité, ajoute majestueusement M. Batjin, peut contester le rapport mystérieux de ce songe avec l'existence de Napoléon, mais elle ne pourra contester la réalité du fait en lui-même, ni la coïncidence des dates. Ainsi, l'âme créatrice du royaume de Prusse était avertie, par une lumière particulière, de l'apparition dans le monde, de la naissance de l'âme créatrice du futur empire français. »

M. Batjin, qui le prend ainsi de haut, dès le début, avec ceux qui n'ont pas la foi napoléonienne, continue tout le temps, avec eux, sur le même

[1] *Histoire de Napoléon Ier, surnommé le Grand*, par Nicolas Batjin, historiographe. Londres, Duleau et Ce, édit., 2 vol. in-8, ornés de planches.

pied de superbe dédain pour leurs scrupules étroits de critiques et de moralistes. A d'autres le soin d'établir l'authenticité et l'équité des actions attribuées à Napoléon ; pour lui, tout ce qu'on raconte de l'empereur est vrai, et tout ce qu'il a fait est bien. Sa muse est sœur de la muse oratoire de M. Rouher ; le fameux « Il n'a pas été fait une seule faute » est le refrain de l'historien aussi bien que celui du ministre.

Ce fétichisme napoléonien n'est pas ce qui nous frappe le plus dans l'ouvrage de M. Batjin ; tl n'est pas besoin de sortir de chez nous pour en rencontrer des manifestations aussi distinguées ; ce qui nous étonne, c'est que l'on ait choisi l'Angleterre pour en faire l'exhibition. S'il est un pays où ce culte servile du pouvoir absolu ait peu de chance d'être goûté, c'est à coup sûr celui où règne, ravivé de siècle en siècle, l'esprit de la Grande Charte et de la révolution de 1688. Si, comme le titre dont se pare l'auteur et certaines estampilles de son livre le feraient volontiers penser, l'*Histoire de Napoléon, surnommé le Grand*, appartient à la grasse et nombreuse famille des publications officieuses à l'étranger, il faut admirer le tact et le goût littéraire des hommes qui en ont la haute direction !

III

Tout le monde parle aujourd'hui du nouveau roman de M. Octave Feuillet, *Monsieur de Camors*[1] est l'événement littéraire de la saison, qui ne l'est guère — littéraire. Ce roman est une œuvre « bien écrite, » comme disent les bourgeois et d'ailleurs dans le dernier goût : elle s'ouvre par un suicide et se développe dans une succession de nous ne savons combien d'adultères. Ce qu'il y a de singulier et de triste, c'est qu'il se pourrait que nous en fussions responsable, nous et les écrivains de la presse religieuse. Nous avons tous en effet loué *Sibylle*, l'avant-dernier roman de l'auteur. Ces éloges étaient sincères et sympathiques, et il semblait que le cœur du romancier dût en être touché. Voyez pourtant le malheur : par leur sympathie même et leur unanimité, ces éloges lui sont devenus un embarras, une gêne. Cela le classait trop, paraît-il ; il y a des personnès dont le goût n'est pas pour les frontières bien délimitées. Et puis, vous connaissez la faiblesse des plus courageux en face des qualifications de parti. Il se peut que le titre de *clérical* n'ait pas été jeté crûment à la face de l'auteur de *Sibylle* dans les journaux et le monde que la fraîche et catholique inspiration de son livre avait irrités, mais on ne lui en a pas épargné l'équivalent, parait-il. Or, l'idée de passer en certains endroits pour appartenir au monde catholique, et auprès d'une certaine école pour ne savoir rendre que les passions honnêtes, l'aurait impatienté, semble-t-il ; il s'est écrié, dirait-on,

[1] 1 vol. in-12. Michel Lévy, frères, édit.

comme dans la tragédie : *Mon innocence à la fin me pèse !* Et, pour fermer la bouche aux moqueurs et leur montrer que lui aussi, il connaissait les passions effrénées et s'entendait à les peindre, il leur a jeté *Monsieur de Camors.*

La réplique est péremptoire, il faut le reconnaître. Le héros de M. Feuillet n'en craint aucun de son genre. Il a de qui tenir, il est vrai ; son père, dont l'auteur nous fait faire la connaissance d'abord — et sans grande nécessité, soit dit en passant, attendu que le fils, de la nature dont il est, s'explique bien sans les exemples domestiques, — son père, disons-nous, est un viveur du grand monde qui, ruiné, se brûle la cervelle en laissant à son fils ce testament édifiant :

« Mon fils, la vie m'ennuie ; je la quitte. La vraie supériorité de l'homme sur les créatures inertes ou passives, c'est de pouvoir s'affranchir à son gré des servitudes fatales qu'on nomme les lois de la nature. . . . .

« Appliquez-vous à secouer toutes les servitudes naturelles, instincts, affections, sympathies : autant d'entraves à votre liberté et à votre force.

« Ne vous mariez pas, si quelque intérêt supérieur ne vous y pousse. Si vous vous mariez, n'ayez pas d'enfants.

« N'ayez pas d'amis ; César, devenu vieux, eut un ami qui fut Brutus. Le mépris des hommes est le commencement de la sagesse. »

Le jeune Camors avait déjà, dans la pratique, devancé ces belles leçons, car, la nuit même où se tuait l'honnête auteur de ses jours, il déshonorait la femme de son plus vieil ami et quittait la malheureuse qu'il avait séduite en lui jetant une parole de mépris. Quelques jours après, lorsqu'il apprend qu'elle s'est empoisonnée de désespoir et de honte, nous le trouvons occupé d'une autre séduction, mais, cette fois, en vain ; madame de Tècle, à laquelle il s'attaque, n'est pas une de ces femmes comme il y en a beaucoup dans le monde, selon M. Feuillet, à qui « une exquise délicatesse tient lieu de principes, » et qui ont « le goût de la vertu, comme l'hermine a le goût de la blancheur. » Elle résiste, et le nouveau don Juan en est pour ses frais. Assez peu glorieuse est, toutefois, la victoire de madame de Tècle, car elle se réduit à une capitulation plus répugnante peut-être qu'une chute. Madame de Tècle, qui ne veut pas se remarier, a une fille déjà grandette, mais encore enfant toutefois. « Attendez quelques années, dit-elle à Camors : je ne puis être votre femme et ne veux pas être votre maîtresse ; laissez-moi espérer que je serai votre belle-mère. »

Notez que, dans l'économie du roman, cette mère qui prélève une dîme de cœur sur l'homme qu'elle donne pour mari à sa fille et qui le lui apprend elle-même naïvement, représente la femme chrétienne ! C'est tout au plus si cette absence de délicatesse morale serait compatible avec le caractère de la marquise Campvallon, le type avoué de la femme païenne.

Pour le coup, ce n'est pas une mièvre physionomie que celle-ci, une de ces créations pudiques, comme en a conçues beaucoup M. Feuillet dont la

paternité lui pèse apparemment. Ici, la passion est crue et peinte sans aucune de ces demi-teintes que le romancier aimait tant autrefois. Dès qu'elle apparaît, madame de Campvallon s'empare de la position et Camors passe au second plan. Son caractère ne se soutient plus en effet; cet homme fort plie dans la main de cette femme qui lui impose un amour qu'il ne partage pas, et lui fait trahir, par les bassesses et les infamies auxquelles elle le pousse, la seule religion qu'il se vante de professer, l'honneur, c'est-à-dire l'estime de lui-même.

On a dit que ces défaillances du héros constituaient la moralité même de l'ouvrage. Nous ne nions pas, en effet, qu'on ne puisse, avec un peu de bonne volonté, déduire de ce roman, en manière de conclusion, la maxime que formule ainsi, dans sa naïveté sensée, la jeune madame de Camors : « Je me figure que l'honneur séparé de la morale n'est pas grand'chose et que la morale séparée de la religion n'est rien. » Mais est-ce bien ce qu'a voulu montrer l'auteur? et a-t-il eu même une intention de moralité? On a peine à le croire lorsqu'on lit sa conclusion à lui, la réflexion par laquelle il termine le récit de la mort de son héros : « Ainsi mourut cet homme qui fut sans doute un grand coupable, mais qui pourtant fut un homme. »

Donc, ou nous nous trompons sur le sens de ces paroles, ou, dans la pensée de l'auteur, c'est, en définitive, un bel échantillon de l'humanité, que M. de Camors, cet homme, qui professe hautement le mépris de la femme, qui viole deux fois (ne le pouvant pas trois) les lois de l'hospitalité; qui déshonore, à son foyer, la vieillesse d'un parent des bienfaits duquel il subsiste; qui trompe, de concert avec une maîtresse qu'il n'a pas quittée, la jeune femme qui lui a donné sa main, et qui meurt, en face du domaine conjugal, sous le toit adultère où il vit ostensiblement.

Il y a loin delà à *Sibylle*, sauf le talent peut-être, car, bien que, pour l'ordonnance et l'harmonie de l'ensemble, *Monsieur de Camors* nous paraisse inférieur aux autres romans de l'auteur, nous n'aurons pas l'injustice de contester la beauté d'exécution de certains portraits, et le dramatique intérêt de certaines scènes. Mais le souffle chrétien qui vivifiait cette pure fiction de *Sibylle*, a fait place ici aux émanations malsaines de l'école de George Sand. Ne considérât-on la chose qu'au point de vue littéraire, elle serait encore regrettable. M. Octave Feuillet marchait dans un sentier à lui, un peu étroit, mais gracieux, parfumé de senteurs délicates, sur lequel ne se montraient pas les laides et dangereuses figures qui hantent la grande route du roman français, et où il était chaque jour plus remarqué : le voilà descendu dans la foule, sur le chemin battu. Nous doutons qu'il s'en trouve bien; il n'est pas de taille à y rester longtemps en vue.

Si, comme on le dit et comme nous avons quelque raison de le croire, nos applaudissements ont été pour quelque chose dans la nouvelle évolution de l'auteur de *Sibylle*, nous voilà bien embarrassés vis-à-vis de quelques

jeunes romanciers que nous nous étions promis d'encourager ici. Faut-il poser la plume que nous avions taillée pour eux, dans la crainte qu'il n'arrive mal de nos encouragements? Nous y penserons d'ici au prochain numéro.

IV

Avant de livrer la chevalerie chrétienne à la moquerie du monde par la plume de Cervantes, la catholique Espagne l'avait glorifiée plus sérieusement que pas un autre peuple de l'Europe. Ce n'avait pas été, pour elle, une vaine fiction, un brillant mais fantastique idéal ; nulle part on ne fit tant et de plus persévérants efforts pour la faire passer dans les mœurs.

Il nous reste du zèle et de la constance de l'Espagne à cet égard un témoignage singulièrement curieux, mais à peine connu chez nous où l'ouvrage de Cervantes est depuis plus de deux cents ans populaire. C'est le *Victorial*, livre précieux sous tous les rapports, véritable antithèse du *Don Quichotte* et qui n'est pas d'ailleurs un des moindres titres de gloire de la vieille littérature castillane.

Dans la forme, le *Victorial* est une chronique, mais au fond c'est un traité de chevalerie. Le personnage dont les hauts faits y sont racontés, appartient authentiquement à l'histoire; mais telle est la forme poétique que ses exploits ont pris sous la plume de son historien, qu'on a pu en placer le récit à la fois parmi les documents historiques du temps, et, comme un complément des romans d'*Amadis*. C'est qu'en effet le *Victorial* est, à l'un comme à l'autre point de vue, un livre du plus curieux intérêt. Son héros, don Pedro Niño, comte de Buelna, fut un des plus brillants hommes de guerre du règne de Henri de Transtamare et joua l'un des premiers rôles dans les guerres que fit ce prince en Afrique, en Portugal, en France et en Angleterre. Comme tous les chevaliers de son temps, le comte de Buelna avait, entre autres serviteurs attachés à sa personne et composant sa maison militaire, un premier lieutenant à qui appartenait l'honneur de porter sa bannière, ce qu'en Espagne on appelait un *alférez*. C'était un poste envié que celui d'alférez et qui imposait de grands devoirs à celui qui l'occupait. « Les guerriers, est-il dit dans le *Victorial* lui-même, les « guerriers savent que tous regardent la bannière, tant les amis que les « ennemis ; et, si les siens la voient reculer dans le combat, ils perdent « courage, tandis que celui des ennemis s'augmente ; et s'ils la voient « rester ferme ou avancer, ce sont eux qui ont confiance..... La bannière « est comme la torche placée dans une salle et qui éclaire tout le monde ; « si par quelque accident elle s'éteint, tous restent dans les ténèbres et « sans voir, et ils sont vaincus. Et par ainsi, pour tel office doit être choisi

« un homme de grand sens. Un tel emploi ne peut être conféré ni à un « homme présomptueux, ni à un homme emporté, car celui qui n'est pas « maître de lui ne saurait diriger les autres. »

Outre les qualités requises pour ses fonctions, l'alférez du comte de Buelna en avait une assez rare, il est permis de le croire, à l'époque où il vivait, celle d'être un homme instruit, observateur naïf et piquant, à la fois plein d'imagination et de sens, de religion et d'honneur, et de plus écrivant à merveille. Guttierre de Gamez (c'était son nom, et il vaut la peine d'être retenu) avait été admis de bonne heure près du comte de Buelna dont il avait à peu près l'âge et dans la confiance duquel il s'était vite avancé.

Il n'est pas toujours vrai de dire qu'on n'est pas grand homme pour qui nous voit tous les jours et à toutes les heures. Du moins cela ne le fut-il point pour le héros du *Victorial*. Don Pedro Niño, comte de Buelna, fut dès le commencement et resta jusqu'à la fin pour son alférez, qui lui survécut, le type le plus parfait du chevalier. Ses sentiments et ses actions, recueillis avec soin par cet honnête et enthousiaste serviteur lui semblèrent l'enseignement le plus propre à être offert aux chevaliers de son temps, lesquels, à l'en croire, étaient étrangement dégénérés. « Ils ne sont pas tous chevaliers, s'écrie-t-il en effet, ceux qui chevauchent des chevaux, et non plus tous ceux que les rois arment chevaliers ils ne sont pas tous chevaliers. Ils ont le titre mais ne font pas le métier de la guerre..... L'habit ne fait pas le moine, le moine fait l'habit. Beaucoup sont appelés, mais peu sont élus. Il n'y a point, il ne doit point y avoir, entre tous les états, un état honoré comme l'est celui-ci ; car, pour ceux des états vulgaires, ils mangent leur pain à leur aise ; ils ont vêtements moelleux, ragoûts bien apprêtés, couches molles et parfumées..... Les chevaliers à la guerre mangent leur pain avec douleur ; leurs aises, à eux, ce sont fatigues et soucis ; un bon jour sur plusieurs mauvais ; ils se vouent à toutes sortes de travaux ; ils avalent sans cesse leur peur ; ils mettent leur corps à l'aventure de vivre et de mourir... Grand est l'honneur que méritent les chevaliers et grande la faveur que doivent leur faire les rois. »

C'est donc pour l'offrir en exemple aux gentilshommes de son temps que le brave alférez, du comte de Buelna, a raconté la vie et les prouesses de son maître. Qu'il ne l'ait pas vu à travers le prisme de son imagination et de son amitié, qu'il ne l'ait pas illuminée des reflets des poëmes chevaleresques dont sa mémoire était pleine, ce n'est pas nous qui le soutiendrons. Évidemment don Guttierre de Gamez a transfiguré son personnage. Mais cette transfiguration naïve est précisément ce qui fait un des mérites de son livre ; les idées du temps s'y peignent avec une vérité saisissante. L'enthousiasme grave et consciencieux de Guttierre de Gamez pour la chevalerie fait involontairement songer à celui du brave chevalier de la Manche. Otez-en la mesure qu'y mit sa saine raison, et vous aurez

l'exaltation maladive du héros de Cervantes. Quand on lit le *Victorial*, on s'explique facilement le *Don Quichotte*.

S'il est précieux pour l'étude des mœurs de l'Espagne, le *Victorial* ne l'est pas moins pour l'étude de son histoire, à la fin du quatorzième et au commencement du quinzième siècle. La nôtre même et celle d'Angleterre auraient à y recueillir de curieux renseignements, tant sous le rapport des lettres que sous le rapport des événements politiques. C'est ce qu'ont bien vu, en Angleterre, Robert Southey, qui lui a emprunté d'importants détails dans son *Histoire de la marine*; et, en France, M. Jal qui s'en est avantageusement servi pour son *Glossaire nautique*, et M. Viollet-le-Duc pour son *Histoire du mobilier français avant la Renaissance*. L'histoire de la littérature y a peu puisé encore, mais nous ne doutons pas qu'elle ne le fasse un jour avec fruit.

Grâce à l'habile et savante traduction que viennent d'en donner deux des écrivains qui connaissent le mieux l'Espagne, MM. de Circourt et de Puymaigre [1], le *Victorial* est aujourd'hui accessible pour tout le monde. Les notes considérables dont l'ont enrichi les traducteurs, notes hasardées quelquefois, comme la deuxième de la page 27, par exemple, mais originales et savantes toujours, en éclaircissent tout ce qu'il pouvait y avoir d'obscur et en font, indépendamment de ce qu'elle a de solide intérêt, une lecture du plus grand agrément.

P. Douhaire.

[1] *Le Victorial*, traduit par MM. Albert de Circourt et de Puymaigre. 1 vol in-8. Palmé, édit., rue de Grenelle-Saint-Germain.

LES ÉVÉNEMENTS DU MOIS

Paris, 23 septembre.

Nous avons laissé les événements au seuil de Salzbourg, et bien que quatre semaines aient passé, remplies par des discours, des circulaires et des incidents nombreux, la situation est restée la même ; nous retrouvons l'incertitude et le malaise qui oppressaient déjà les esprits ; nous sommes en face des mêmes alarmes de l'opinion, du même désarroi des intérêts.

Quelle a été la vraie pensée de l'entrevue de Salzbourg, et qu'est-il sorti de cette rencontre? Voilà ce qu'on se demandait avant le voyage de Flandre et ce qu'on se demande encore après les allocutions impériales et les explications des chancelleries. Est-ce la paix ? Est-ce la guerre? Les textes officiels ont essayé de faire la lumière, ils n'ont point fait la conviction à cet égard.

Le premier document qui ait cherché à calmer les inquiétudes est la dépêche de M. de Moustier, pâle reflet de la circulaire fameuse de M. de la Valette, médaille fruste qu'on a tenté de faire accepter comme argent comptant à l'opinion. S'il fallait en croire cette pièce, l'entrevue aurait été purement élégiaque ; on ne s'y serait occupé que de deux cercueils, celui du duc de Reichstadt et celui de Maximilien, et pour égayer un peu cette intimité funèbre, où les deux grands monarques se consolaient entre eux, il y aurait eu seulement quelques conversations académiques sur les problèmes d'intérêt général. Si c'est là, en vérité, tout ce qui s'est passé ; si l'entrevue est restée dans ce cercle inoffensif et modeste ; si le gouvernement est toujours aussi satisfait des transformations de l'Allemagne et de l'agrandissement de la Prusse, on cherche vainement la cause des aveux attristés de Lille et la raison des armements qui se poursuivent. Du moment que « les entretiens des deux empereurs n'ont eu ni pour objet ni pour résultat d'arrêter des combinaisons que *rien ne justifierait* dans la situation actuelle de l'Europe, » rien ne justifie la fiévreuse activité de nos arsenaux, ni le projet de réorganisation militaire qui veut mettre 1,200,000 hommes à la disposition du chef de l'État. On parle de la paix, et d'Amiens à Nantes la parole officielle en promet le maintien ; mais que serait une paix vidant les ateliers, appelant tous les hommes valides sous le drapeau, et poussant à la dépopulation plus encore que la guerre elle-même? La première condition d'une véritable paix, c'est le désarmement, c'est l'a-

bandon du projet de loi qui a porté l'angoisse au sein de toutes les familles. Ainsi que le remarquait dernièrement à l'Institut la voix éloquente chargée de louer l'héroïsme et le dévouement : « Partout les hommages et les promesses sont prodigués à la paix, mais les actes se dirigent toujours vers la guerre, et les sanglants défis ne paraissent point toucher à leur déclin. » C'est à cette contradiction qu'il faut mettre un terme si l'on veut rendre aux esprits quelque chose de la confiance perdue, et les cabinets n'ont d'autre moyen de prouver aux peuples la sincérité de leur langage que la publication de décrets abaissant les effectifs et restituant à l'agriculture et aux affaires l'argent que dévorent tous les engins de destruction.

Mais n'y a-t-il rien eu de plus à Salzbourg que ne l'avoue M. de Moustier, ou du moins la pensée qui a réuni les deux souverains n'allait-elle pas au delà d'un simple échange de compliments de condoléances ? On ne le persuadera à personne, et si certains commentaires ont exagéré la portée de l'événement, la circulaire à l'orgeat du 25 août s'applique évidemment trop à lui enlever toute signification. L'*intimité confiante* qui a rapproché le vaincu de Solférino, le frère de Maximilien, l'écrasé de Sadowa, du promoteur de la guerre d'Itatie, de l'initiateur de l'empire mexicain et du complaisant auxiliaire de M. de Bismark, n'est pas tellement naturelle qu'elle n'ait laissé la place à quelques suppositions, et les conjectures n'ont pas manqué dans le public. On a songé, malgré soi, aux entrevues mystérieuses de Plombières et de Biarritz, toutes les deux suivies de secousses si profondes, et l'on s'est demandé si des entretiens de Salzbourg ne sortirait pas une commotion nouvelle ; si les deux empires en deuil, l'un de sa puissance, l'autre de son prestige, ne combineraient pas les moyens de prendre une revanche ? Le bon sens populaire s'obstine à croire qu'après Kœnisgratz et Queretaro cette revanche est également rêvée à Paris et à Vienne ; mais l'accord s'est-il fait pour l'obtenir? C'est ici que le doute reste épais et que l'anxiété publique s'égare.

Le problème à résoudre présentait deux difficultés, l'une en Occident, l'autre en Orient, et des deux côtés, il s'agissait de poser une barrière ; ici aux ambitions de la Prusse, là aux desseins de la Russie. Il ne pouvait être question de rendre à l'Autriche « sa grande position en Allemagne, » ni de rechercher pour nous-mêmes des compensations auxquelles a renoncé notre diplomatie avec un désintéressement exemplaire. Encore moins une solution quelconque de l'immense question orientale pouvait-elle être agitée dans l'état actuel des deux empires. Tout devait se borner, en cas d'accord, à des combinaisons purement défensives, inspirées par un intérêt commun et par cette sage politique de conservation que nous sommes cruellement punis d'avoir un instant désertée. La résignation aux faits accomplis aurait donc été la base de l'entente, et l'on serait convenu de maintenir la paix tant que le traité de Prague, qui a marqué la limite où doit s'arrêter la Prusse, et le traité de Paris, qui a garanti l'intégrité de la Turquie en réglant les droits des sujets chrétiens de la Porte, ne recevraient aucune atteinte.

Pour notre part, il ne nous déplairait pas de voir enfin la France prendre parti pour les traités ; elle s'en est trop déshabituée et elle peut voir ce qu'il lui en a coûté. Si, comme c'était son devoir, elle avait imposé à l'audace piémontaise les stipulations de Villafranca qui fondaient sur ses vraies bases l'indépendance italienne, fait exécuter le traité de Zurich où la papauté trouvait de légitimes garanties, défendu la convention de Londres qui couvrait le Danemark, non-seulement elle eût évité à la civilisation les vastes et sanglants brigandages qui l'ont déshonorée, mais elle se fût épargné à elle-même les humiliations et les embarras d'où elle ne sait comment sortir. Qu'on fasse donc respecter les traités de Paris et de Prague, nous ne demandons pas mieux ; mais qu'on n'oublie pas les autres, et notamment cette convention de septembre à laquelle l'Italie daigne accorder une trêve, et qui reste avant tout placée sous la garde de notre honneur.

Mais l'entrevue de Salzbourg a-t-elle eu vraiment le résultat que l'on suppose ; a-t-elle créé l'alliance éventuelle et définitive des deux empires — alliance qui ferait vaguement songer à la fable de *l'Aveugle et le Paralytique* :

> Il n'est tels que les malheureux
> Pour se plaindre les uns les autres.
> J'ai mes maux, lui dit-il, et vous avez les vôtres ;
> Unissons-les, mon frère, ils seront moins affreux.

On attendait avec impatience la parole de l'empereur lui-même pour avoir enfin quelque donnée sur tous ces points, et sans espérer que le chef de l'État mît l'Europe entière dans la confidence de ses entretiens, on se flattait de tirer quelque lumière de ses discours. Cette attente a été trompée. Si les allocutions d'Arras, de Lille et d'Amiens ont jugé le passé, elles n'ont pas éclairé l'avenir, et en révélant au pays la tristesse et les anxiétés du pouvoir, elles n'ont rien découvert des projets conçus pour améliorer la situation. Quoique éloigné de l'ingrat Paris, l'empereur n'a pas semblé respirer aussi bien à l'aise que l'année dernière dans les campagnes de l'Yonne ; son langage n'a pas eu la même netteté, et le langage rasséréné d'Amiens succédant aux *points noirs* de Lille a complétement dérouté l'opinion. La paix est le vœu du gouvernement et il faut avoir confiance dans son maintien, mais nous avons essuyé des *revers* et l'horizon est assombri; telle est la double conclusion qui se dégage des trois discours, dont celui de Lille est peut-être le plus vrai. Aucun ne contient la moindre allusion à l'entrevue de Salzbourg, et en invitant les courages à ne pas se laisser abattre, nul ne dessine une politique, un programme autour duquel puissent se rallier les esprits dévoyés. Cependant, ainsi que l'a très-bien dit l'empereur lui-même en une autre circonstance, les drapeaux hautement déployés et les causes bien définies peuvent seules rallier les convictions et susciter les dévouements. Or ce qui manque précisément à la France, à cette heure critique et solennelle, c'est une politique bien définie, c'est un programme net et positif. Que veut le pouvoir? Où est sa

véritable pensée au milieu des étonnantes contradictions qui la voilent? Comment parvenir à concilier les aveux mélancoliques du souverain avec l'inaltérable sérénité de ses ministres? On ne découvre même plus dans les effusions de M. Rouher à Nantes une trace légère des *patriotiques angoisses* qui l'avaient assailli l'an dernier; tout a disparu, tout s'est noyé dans une immense et croissante satisfaction. Et cependant que devient la description progressive de *nos destinées meilleures* à côté du tableau désenchanté qu'a tracé le prince des prospérités passées et du bonheur évanoui? Il faudrait s'entendre. Si tout est parfait, s'il n'y a pas eu de faute commise, si « l'insuccès de notre politique n'a pas diminué le prestige de nos armes, » si les événements d'Allemagne ne doivent pas nous faire sortir d'une attitude « calme et digne, » si les craintes sont *imaginaires*, pourquoi faire appel à l'énergie de la nation, pourquoi réclamer d'elle de lourds sacrifices et une confiance aveugle? Et si, au contraire, nous avons subi de douloureux échecs, si les points noirs obstinément niés par les astronomes officiels obscurcissent l'horizon; si le pays, menacé par l'unité italienne que nous avons faite, par l'unité allemande que nous avons encouragée, par l'unité slave à laquelle nous avons fourni une doctrine et des prétextes, n'est plus en sûreté avec une armée de 500,000 hommes, pourquoi le bercer de chimériques assurances, et convier le commerce et l'industrie à se déployer dans une sécurité trompeuse? Ce que le pays demande avant tout, c'est la lumière; et quant aux fautes commises, il est courageusement prêt à les réparer sous la condition d'examiner et de décider lui-même. Est-ce trop d'exigence? — « Dans un pays où l'on coupe la tête aux femmes, disait madame de Staël, c'est bien le moins qu'elles puissent demander pourquoi! » — Un peuple à qui l'on réclame tout l'or de ses épargnes et tout le sang de ses veines n'a-t-il pas aussi le droit de savoir pourquoi?

On invite la nation à tout remettre « à la sagesse et au patriotisme du gouvernement. » — Le patriotisme, nous n'en doutons pas; mais la sagesse qui s'est opiniâtrée dans l'aventure mexicaine et qui, n'ayant pas su prévoir les suites de l'unité italienne, n'a pas su davantage les empêcher, cette sagesse-là nous est suspecte; nous avons appris à nous défier de sa prévoyance et de ses calculs, et le bon sens crie avec l'histoire que le remède est ailleurs. La France a vu dès le premier jour ce que son gouvernement n'a pas discerné; elle l'a averti; elle lui a signalé tous les écueils où devait échouer sa politique, et l'événement ne lui a que trop donné raison. C'est donc à elle qu'il conviendrait de remettre le gouvernail. Qu'elle soit maîtresse de ses destinées, et bientôt, en revenant à ses nobles traditions, en se constituant la protectrice des faibles contre l'oppression des forts, en cherchant dans l'expansion intérieure la réparation de ses échecs, elle aura reconquis tout son prestige et pris une revanche plus sûre que ne saurait lui en apporter n'importe quelle guerre. C'est la liberté qui fait la force. Quelle vitalité possèdent les États-Unis et l'Angleterre! Et au centre de l'Europe, croit-on que la petite Suisse n'aurait pas depuis longtemps subi d'humi-

liantes vicissitudes si elle n'avait puisé dans sa sève libérale les éléments de résistance qui ont assuré sa fière et séculaire indépendance ?

Ainsi qu'on l'a remarqué justement, quel pouvoir a jamais été mieux servi par les circonstances, rencontré moins d'obstacles, réuni plus de moyens d'action que le gouvernement impérial? La guerre, la paix, les traités, toutes les questions majeures ont été réservées à son initiative; il a dans le Corps législatif une majorité certaine, et le Sénat a le droit d'opposer un *veto* aux décisions de la Chambre. Qu'a fait le gouvernement de toutes ces facilités pour le bien? Nous sommes obligés de le répéter sans cesse : au dehors, il nous a conduits à des *revers*, sans nous donner à l'intérieur le dédommagement de la liberté. La prospérité même, cette prospérité matérielle dont il espérait faire la compensation des franchises perdues, elle s'affaisse, et le milliard barricadé dans les caves de la Banque accuse assez la panique des intérêts. Ce n'est pas seulement la spéculation qui hésite : la production s'arrête faute d'écoulement; une sorte de paralysie gagne nos centres manufacturiers, et des industries longtemps florissantes sont menacées d'une crise suprême. A Nantes, le président de la chambre de commerce, M. Polo, avec une ferme loyauté qui ne trouve pas assez d'imitateurs, a nettement indiqué le mal à l'optimisme chevillé de M. Rouher. « Le commerce de Nantes, a-t-il dit au ministre signataire du traité de 1860, a différé d'opinion avec le gouvernement sur l'opportunité de certaines réformes ; il en a signalé vivement les conséquences inévitables ; *il en souffre encore*. » — A Lille, pendant le séjour même de l'empereur, un journal n'a pas craint de faire éclater courageusement la vérité. « Il faut que le chef de l'État sache bien que ce pays, dont on ne manquera pas de lui vanter les richesses inépuisables, est sous le coup d'une crise telle qu'on n'en a pas vu de plus terrible depuis de longues années. Il faut qu'il sache que le travail se ralentit de jour en jour dans nos filatures, et que le chômage n'a pas encore dit son dernier mot. Il faut qu'il sache que cette population de travailleurs valides renferme plus de vingt mille individus inscrits sur les registres de l'assistance publique, impuissante à soulager toutes les misères. Il faut qu'il sache enfin que la ville, en même temps qu'elle organise des fêtes somptueuses, est forcée de voter des subsides extraordinaires au bureau de bienfaisance[1]. » — A Rouen, l'industrie cotonnière n'est pas moins frappée. Malgré le prix relativement élevé de la matière première, la chute des produits fabriqués est profonde, et l'abstention complète des acheteurs, jointe à l'accumulation des marchandises qu'accélère un travail commandé par la cherté des vivres, crée pour le manufacturier une situation désastreuse. « Ainsi, à peine sortie d'une crise provoquée par la pénurie de la matière première, l'industrie du coton retombe dans une crise occasionnée par l'encombrement des produits, et, si l'on n'y apporte pas un prompt remède, elle est menacée d'une troisième crise, la pire de toutes, la crise

[1] *Progrès du Nord.*

ouvrière[1]. » — Mulhouse est dans une position toute semblable ; là aussi l'atonie prélude au chômage. « Pour la laine, et en général pour toutes les matières textiles, les commandes sont nulles, les prix sont avilis, et les fabricants entrevoient la nécessité d'interrompre ou de restreindre leur production, si dans un avenir prochain il ne se manifeste pas une reprise sensible[2]. » — Lyon, Bordeaux font entendre des plaintes analogues. — A Paris, la statistique des sociétés commerciales dévoile, pour l'exercice 1866-1867, une diminution de 238, en même temps qu'une augmentation considérable des faillites, et l'écroulement de certaines institutions financières, en consommant la ruine de nombreuses familles, achève la déroute du crédit. — Enfin les tableaux du revenu public, condensant ce douloureux ensemble, accusent une inquiétante décroissance, et, pour ne citer qu'un point, les documents de la douane font ressortir, pour le premier semestre de l'année courante, une diminution de 195 millions de francs dans le chiffre des exportations.

Ce sont là des points noirs, et l'empereur en sentait bien la gravité lorsque, dans le discours d'Amiens, il déplorait la *stagnation* des affaires. Il faut être la gloire ou la paix, la grandeur au dehors ou la prospérité à l'intérieur, et le système actuel s'étant proposé de tout remplacer au dedans par la richesse et le développement matériel, est obligé de considérer la décadence de la fortune publique comme une défaite particulière. Quel moyen prendre pour relever cette fortune? Le pouvoir n'en voit qu'un, toujours le même : « Compter sur les efforts du gouvernement pour donner aux affaires une impulsion nouvelle. » Comme si le gouvernement pouvait décréter la confiance, comme si les intérêts se laissaient discipliner et conduire à la façon d'un bataillon de recrues ! L'extravagance du concours prêté par la Société Immobilière à l'*haussmannisation* de Paris montre où aboutissent certaines impulsions artificielles et fiévreuses ! Si nous voulons féconder le travail et raffermir le crédit, ne méconnaissons pas davantage les vraies conditions économiques de notre temps, la solidarité intime qui relie la prospérité matérielle au développement d'institutions libres. La production, l'échange, la richesse ont avant tout besoin de sécurité, et la sécurité, la stabilité ne sont garanties que par une efficace et large participation du pays à la direction de ses affaires. Hors de là, il n'y a pas de fonctionnement régulier pour les forces vitales de la nation, qui flotte à la merci des surprises, et dont l'activité peut être brusquement troublée par les combinaisons occultes de la politique d'État.

Voilà pourquoi l'inquiétude et le marasme subsistent au lendemain des fêtes et malgré les appels pressants du pouvoir. Voilà pourquoi une invincible défiance résiste à toutes les circulaires, à tous les discours, à toutes les promesses. « Une appréhension morbide, une sorte d'hypocondrie politique, » suivant l'expression du *Times*, domine tout, et l'organe britannique

[1] *Temps* du 3 septembre.
[2] *L'Industriel alsacien*, 31 août.

ajoute avec son sens pratique : « Une nation ne doit pas être réduite à chercher dans les paroles de son chef la sécurité qui devrait reposer sur des garanties constitutionnelles. » La maladie décrite par le *Times* ne s'est jamais produite en Angleterre depuis que l'île est en possession du droit de se gouverner elle-même ; que n'essayons-nous d'acquérir la bonne santé de nos voisins ?

En attendant, l'entrevue de Salzbourg n'a fait qu'aggraver le malaise en éveillant la crainte vague d'un péril prochain. Ce n'est pas que la Prusse, elle aussi, ne proteste de ses intentions pacifiques ; malheureusement les faits sont moins inoffensifs que les paroles, et en voyant ce qui se passe en Allemagne, on se demande avec inquiétude si demain notre gouvernement ne proclamera pas *patriotiques* les entraînements qu'hier encore il jugeait *intempestifs?* M. de Bismark ne nous ménage pas, et il poursuit son œuvre avec une ténacité hautaine. A toutes nos avances, à tous nos témoignages de longanimité, il répond volontiers par des insolences et des pas en avant. Notre diplomatie compatissait naguère à la défectuosité des limites géographiques de la Prusse ; elle doit être aujourd'hui plus que satisfaite : le major-ministre du roi Guillaume les a joliment rectifiées, en nous prévenant qu'il entend bien les arrondir encore ! Car avec lui on sort des équivoques et de la dissimulation ; il dit clairement ce qu'il pense et ce qu'il veut ; il marque ouvertement son but. Le jour même où se paraphait le traité de Prague, et tandis que M. Rouher esquissait laborieusement la théorie des *trois tronçons*, il signait avec la Bavière, le Wurtemberg et le duché de Bade la convention militaire qui plaçait les forces du Sud sous le commandement unique de la Prusse. Un mois plus tard, la circulaire bienveillante de M. de la Valette provoquait le discours caractéristique du roi Guillaume ; hier la dépêche émolliente de M. de Moustier nous valait la déclaration topique du grand-duc de Bade ; entre temps, et comme pour s'entretenir l'appétit, M. de Bismark absorbait la petite principauté de Waldeck ; aujourd'hui enfin, il daigne commenter lui-même l'entrevue de Salzbourg, et le ton cavalier de sa dépêche arrive au diapason le plus impertinent. S'armant ironiquement de nos théories sur le principe de non-intervention et sur les agglomérations providentielles, il transforme l'unification de l'Allemagne en question intérieure, n'affectant que les intérêts germaniques, et il repousse la moindre observation à cet égard comme un empiétement et une ingérence dont le patriotisme allemand devrait s'émouvoir. Car, chose remarquable, ce n'est pas seulement au nom de la Prusse que parle l'homme d'État de Berlin, c'est comme organe de l'Allemagne entière : à chaque instant il invoque le sentiment national allemand, les intérêts nationaux de l'Allemagne, la dignité et l'indépendance nationales. Et ce qui achève de caractériser ce document, c'est qu'il n'y est fait aucune allusion au traité de Prague et aux limites qu'il a posées à la monarchie prussienne. Son ardent auteur n'y parle que de la fusion nécessaire, sous une forme ou sous une autre, de tous les éléments

germaniques, fusion aux trois quarts accomplie par le lien du Zollverein, le parlement douanier, l'unité militaire surtout, et qui se complètera d'elle-même par l'unité de législation, de monnaies, de poids et mesures, de tout ce qui constitue, avec la langue, la communauté des intérêts. C'est bien ce que proclamait dernièrement le prince royal de Prusse en symbolisant dans la cathédrale inachevée de Cologne *la réédification de la patrie.* « Nous en avons posé la pierre angulaire, disait l'héritier de la couronne; le reste s'élèvera bientôt et formera *un édifice indestructible.* » Et afin qu'on ne s'y trompe pas, l'architecte du monument, M. de Bismark, ajoute : « Tous les efforts qu'on fera pour arrêter le mouvement unitaire ne feront que le précipiter. »

On peut donc dire dès à présent que l'unité est faite et que le Mein est franchi politiquement et militairement, puisque au lendemain même de l'évacuation de Luxembourg le roi de Prusse entre dans Rastadt, inspecte en suzerain les forteresses badoises assises à nos frontières, et se promène dans le Sud comme au milieu de ses États.

Quelle conduite le gouvernement français compte-t-il tenir en présence de ces incidents et des autres faits inévitables qui seront la conséquence logique de la révolution de 1866? Se résigne-t-il au développement de la situation qu'il a voulue et facilitée, ou bien, revendiquant le droit qu'on lui conteste de s'occuper des choses allemandes, considère-t-il le traité de Prague comme une barrière qui ne saurait être anéantie? C'est là l'énigme brûlante qui agite l'Europe et dont la solution échappe aux délibérations réfléchies de la nation.

Sans examiner si la guerre ne serait pas aujourd'hui bien tardive, il est permis de dire qu'elle paraîtrait singulièrement entachée d'inconséquence après les déclarations que le monde a entendues. Non, la France n'a pas envisagé avec la béatitude de ses maîtres, la transformation consommée de l'autre côté du Rhin; non, elle n'a pas vu dans la destruction violente de l'ancienne Confédération germanique et dans l'extension démesurée de la monarchie de Frédéric II, des gages de grandeur et de sécurité pour elle-même; mais comment ceux qui la gouvernent pourraient-ils canonner demain leurs professions de foi d'hier? D'ailleurs la lutte serait-elle efficace, et n'aurait-elle pas pour résultat de surexciter immédiatement contre nous des passions habilement exploitées, de sorte qu'une intervention ne ferait que fortifier et grandir l'idée même que nous irions combattre?

Nous croyons donc que si la France déplore amèrement les coups portés au salutaire équilibre de l'Europe et surveille d'un œil inquiet la puissance ambitieuse à laquelle on a imprudemment ouvert la carrière, elle n'est pas disposée à se lancer dans de périlleuses aventures qui pourraient actuellement aggraver le mal au lieu de le réparer. Au fond, et malgré ses patriotiques tristesses, c'est la paix qu'elle désire et qu'elle réclame, et si, dans une passe aussi grave, le gouvernement avait consulté ses représentants assemblés, s'il avait voulu tâter le pouls du pays, suivant l'ex-

pression de M. Rouher, il eût aisément constaté l'universalité de ces aspirations. L'occasion de le faire était belle : les conseils généraux délibéraient partout, et, composés en majeure partie d'honorables propriétaires, émaillés de juges de paix, de maires et autres fonctionnaires révocables, ils ne pouvaient inspirer la moindre défiance au pouvoir. Pourquoi ne les a-t-on pas interrogés? Pourquoi n'a-on pas au moins laissé se produire les observations relatives au projet militaire? S'il est une question sur laquelle la nation dût être consultée, c'est bien celle-là. Quand une circonstance passagère exige un effort momentané, un contingent exceptionnel, on comprend que le gouvernement se borne à demander aux Chambres la levée extraordinaire dont il a besoin. Mais quand il s'agit d'une institution permanente, d'un système formidable destiné à militariser toute la nation, ne conviendrait-il pas de laisser le pays émettre son avis sur une transformation politique et économique aussi profonde? alors surtout que, « sous un régime dont le suffrage universel est la base, le gouvernement ne peut avoir de puissance que s'il est l'instrument éclairé de l'opinion publique [1]. » Depuis trente ans, et sous le gouvernement actuel comme sous les précédents régimes, les conseils généraux ont toujours exprimé des vœux en faveur de la diminution des contingents ou d'une meilleure organisation du remplacement militaire; comment leur défend-on de parler de ces intérêts vitaux à l'heure même où ils touchent plus vivement que jamais l'agriculture et l'industrie? Redouterait-on la lumière? pressentirait-on un arrêt ferme et unanime? Voilà ce que la consigne imposée aux préfets tendrait à faire croire, et i n'en faut remercier que plus vivement les conseillers indépendants qui se sont efforcés, à Rennes, à Lille, au Mans, à Bordeaux, à Chartres, à Melun, à Auxerre, à Montauban, à Vitré, dans l'Yonne, dans l'Aube, dans le Vaucluse, etc., de faire percer la voix étouffée du pays. Et, point utile à noter, c'est que partout ce sont les conseillers élus en dehors du patronage administratif qui ont provoqué cette manifestation sur l'opportunité d'un armement en masse. S'ils avaient été plus nombreux, le vote eût acquis un caractère irrésistible et apporté aux résistances de la Chambre une force devant laquelle le pouvoir eût dû s'incliner. Voilà ce qui montre la nécessité de faire entrer le plus grand nombre possible d'hommes indépendants au sein des conseils de tout degré. Si M. de Broglie eût siégé dans l'Eure, M. de Lacombe dans la Haute-Loire, M. Duchâtel dans la Charente, etc., leur voix eût fait écho à celle de MM. Casimir Périer, de Kerdrel, Flamand, de Ségur, Rampon, de Gasté, Vingtain, de Brücher, d'Escayrac de Lauture, etc., pour traduire le sentiment intime des populations. Ce sentiment est si vif que le maréchal Vaillant à Dijon, le général Allard à Niort, M. Baroche à Versailles ont dû lui rendre hommage en prodiguant des assurances que M. Duruy sans doute eût portées aussi aux habitants des Landes si *des raisons d'État* ne l'avaient enchaîné au rivage. Quoi qu'il en soit, le cri de la conscience publique s'est fait entendre, et il faut espé-

[1] Discours de M. Schneider, à l'inauguration du chemin de fer d'Autun.

rer que nous en retrouverons l'écho sous les voûtes du palais Bourbon.

Ce n'est pas la paix que cherchait à faire prévaloir ce congrès de Genève, qui a commencé par une déclaration de guerre au ciel et à la terre, et qui a fini par des coups de poing! Nous n'avons pas à raconter toutes les pasquinades qui ont excité la risée de l'Europe et soulevé le dégoût d'un pays libre; mais ce que nous tenons à constater, c'est que la poignée de fanatiques et de rêveurs, qui comptait sur l'appui du radicalisme, a été balayée par le parti même dont elle espérait le concours. Ce n'est pas un coup d'autorité qui a fait évacuer la salle; c'est un 18 brumaire populaire qui a mis à la porte les insulteurs du bon sens. Ils ont été honteusement chassés par une démocratie libérale qui n'oublie pas que la croix de Jésus-Christ orne la bannière helvétique.

Certains ont triomphé des parades odieuses ou grotesques de Genève. Ah! nous le demandons, que tous ces abus de la liberté, que tous ces emplois hypocrites des saints noms de la paix, de l'union des peuples, du soulagement des faibles, de l'émancipation des opprimés, ne nous rendent pas infidèles aux causes sacrées dont on usurpe le drapeau! Demandons-nous plutôt si nous ne les avons pas abandonnées, puisque d'autres s'en emparent, et au lieu de nous en détacher parce qu'on les défigure, gardons notre cœur, rendons notre zèle à de si grands objets.

Surtout ne calomnions pas la liberté. Le congrès n'a-t-il pas fait apprécier les avantages de la liberté civile des cultes, qui permet à la minorité de se défendre, et les progrès du catholicisme à Genève, où les paroles de Garibaldi contre le Pape tombaient il y a vingt-cinq ans de toutes les chaires, dans tous les temples, sans que la résistance fût possible? L'Église a grandi; remercions Dieu, et remercions-le aussi de ce que l'esprit de tolérance et de liberté pratique a grandi en même temps.

L'assemblée n'a pas moins servi à faire apprécier les avantages de la libre discussion et de la publicité. Comme le plein jour qui se lève à la sortie d'un bal masqué arrache aux visages peints leurs fausses couleurs, la publicité rend aux physionomies et aux âmes leur vrai caractère natif. Il n'y a de révolutionnaires, d'utopistes, de socialistes à redouter, que dans l'ombre. Nous le savons par l'expérience de 1848, et l'Angleterre l'apprend en ce moment par l'enquête-sur les associations ouvrières; la discussion, la publicité, le soleil, ont toujours jeté la confusion dans les rangs des rêveurs et des méchants, toujours prouvé l'absurdité de leurs idées, le despotisme de leurs procédés, la criminalité de leurs desseins.

Mais ce n'est pas assez de mettre au pilori des vivants les scandaleux écarts du congrès de Genève. Il faut réclamer aussi, au nom de la foi des morts, au nom de ces fervents et illustres chrétiens que Garibaldi transforme en apôtres, ou plutôt en martyrs, en les plaçant dans son temple. Il est, dit-il, de la religion de Newton; connaît-il Newton? De Leibnitz; a-t-il lu Leibnitz? De Képler; comprend-il Képler? Pauvres grands hommes, quel hommage! Et comme ils seraient fiers d'un tel encens!

Nous réclamons spécialement au nom de Guillaume Tell. Les Allemands

présents au congrès auraient dû se souvenir de Schiller, et réciter à Garibaldi la réponse de Tell à ce Jean de Souabe qui venait de détrôner un empereur :

« Malheureux, je n'ai rien de commun avec vous ! J'ai défendu ce que « j'avais de plus cher; vous, vous avez frappé celui que vous deviez res- « pecter comme un père !... Écoutez ce que Dieu inspire à mon cœur : « partez pour l'Italie, gagnez la ville de saint Pierre. Là, jetez-vous aux « pieds du Pape, confessez-lui vos fautes et délivrez votre âme !

JEAN.

« Ne me livrera-t-il pas à la vengeance ?

TELL.

« Quoi qu'il ordonne, prenez-le comme venant de Dieu[1] ! »

Nous protestons avec Schiller au nom du héros légendaire de la Suisse. Nous ne voulons même laisser à Garibaldi ni Rousseau, à qui le style et les allures des démagogues auraient causé autant de dégoût que d'épouvante; ni Arago, qui n'était pas homme à suivre chapeau bas un libérateur en calèche à quatre chevaux; ni le fils de Mickievicz, ni le vieux Mazzini, qui ont reproché fièrement aux amis de la paix à coup de fusil, leur hypocrisie publique. Tous renient hautement le philosophe de Caprera au nom de l'intelligence, de la franchise et de l'honneur !

Nos officieux ont demandé si nous aurions voulu avoir le congrès de Genève à Paris. Oui, parce que Paris aurait eu sa *Boîte aux Giffles* comme la cité du Léman, parce qu'on n'aurait pas plus versé de sang et cassé de vitres qu'à l'hôtel Fazy, parce que la droiture populaire aurait suffi chez nous comme là-bas à faire respecter tout ce qui mérite de l'être. Et ce n'est pas seulement le congrès de Genève que nous aurions voulu posséder à Paris, mais celui de Malines, mais le congrès coopératif expulsé de notre territoire, mais le congrès viticole banni l'année dernière et tout ce que proscrit une administration soupçonneuse qui a peur de l'ombre d'un orateur sans redouter l'ombre de l'empire d'Allemagne ni l'ombre de l'empire du Mexique.

Pour que des *institutions plus libérales* entrent dans nos mœurs, il ne suffit pas que M. Duruy et son escouade de conférenciers aient la parole. Il faut s'inspirer plus sérieusement des exemples virils qui sont partout sous nos yeux; il faut imiter l'Autriche, qui remet dorénavant au jury la connaissance des délits de presse[2]; il faut imiter le Pérou, qui proclame l'inviolabilité du secret des lettres et la complète liberté de l'enseignement ; il faut regarder la Chine elle-même, dont la capitale voit passer publiquement des processions catholiques interdites à Paris. Voilà ce qu'il faut pratiquer, étendre, perfectionner, si l'on veut rendre à la France son antique prépondérance morale dans le monde et ne pas laisser dire plus tard à l'histoire que les seuls monuments achevés du règne auront été des casernes et l'Opéra.

LÉON LAVEDAN.

[1] *Guillaume Tell*, acte V, scène II.
[2] *Moniteur* du 23 septembre.

LETTRE A M. RATAZZI

COMMANDEUR, PRÉSIDENT DU CONSEIL DES MINISTRES DU ROI D'ITALIE

SUR LES ENTREPRISES DE GARIBALDI

Orléans, 15 septembre 1867.

Monsieur le Commandeur,

Vous serez peut-être surpris que je place votre nom en tête de cette lettre; vous vous l'expliquerez si vous voulez bien me lire jusqu'au bout.

Pour l'anniversaire de la convention du 15 septembre 1864, dans laquelle l'Italie a promis à la France le maintien de la souveraineté du Pape, le cours imprévu du temps vient de nous présenter deux coïncidences bien faites pour réveiller les souvenirs endormis : à Nantes, l'érection de la statue de M. Billault, le ministre qui a dit : *Abandonner Rome, c'est impossible!* et à Genève, le congrès de la paix, devant lequel le général Garibaldi vient de jurer une fois de plus qu'il renverserait la Papauté.

L'érection de la statue d'un avocat devenu ministre n'est pas un événement. L'aventure de Genève est un événement. L'année 1867 aura vu et jugé, d'après leur conduite et leur langage, à Paris les rois, à Rome les évêques, à Genève les démagogues.

Je n'ai pas à défendre les libres assemblées, presque interdites en France, très-usitées en Angleterre, en Belgique, en Suisse, en Allemagne, assemblées quelquefois utiles, ordinairement pacifiques et innocentes, qui servent de rendez-vous aux hommes spéciaux des pays divers, pour s'éclairer les uns les autres. Je n'ai pas non plus à caractériser dans le détail le congrès de Genève. Je n'ai pas à rechercher comment les radicaux de cette ville, après l'avoir provo-

qué, l'ont tué ; comment les journalistes démocrates, après y avoir applaudi, l'ont sifflé ; comment les habitants d'un pays libre, qui ont tout à perdre à une révolution, ont porté en triomphe les artisans les plus connus des révolutions, dont les démocrates prudents et bien avisés, par des lettres d'excuse, ont fui la compagnie. Négligeons les incidents et les personnes, tâchons de tirer des faits les leçons utiles. Il en est une qui frappe tous les yeux. Il était déjà certain, il est maintenant notoire et évident que la guerre au roi de Rome est un détail d'une guerre déclarée à tous les rois, aussi bien au roi d'Italie qu'à l'empereur des Français, au roi de Prusse qu'à l'empereur de Russie. Il y a en Europe une *ligue internationale de détrônement*. Sa fureur est reconnaissable à ce signe, qu'elle méprise, sous le nom d'*économie politique bourgeoise*, les moyens même les plus nouveaux et les plus moraux d'améliorer le sort des ouvriers ; sa franchise se révèle à cet autre signe qu'elle veut la guerre, la vengeance, la terreur, et qu'elle n'a sur les lèvres que les doux noms de paix, d'amour et de liberté ; son héroïsme enfin se dénote à cet autre caractère que, parmi tous les rois, elle choisit pour première victime le plus faible et le plus désarmé.

Je ne prétends pas assurément, monsieur, que vous soyez responsable de tout cela, ni de ce ridicule et retentissant congrès qui dit représenter la paix, la philosophie et la démocratie : la paix avec une carabine, la philosophie en chemise rouge, et la démocratie en calèche.

Non, non, de toutes ces démonstrations, de toutes ces paroles, de toutes ces scènes, les unes sont ridicules, les autres dangereuses, les unes sont niaises, les autres sont coupables, et toutes sont instructives : car ces congrès de Genève et de Lausanne, comme autrefois celui des jeunes gens de Liége, sont heureux, en ce sens du moins qu'ils laissent éclater au grand jour ce qui s'élabore silencieusement au sein de nos sociétés oublieuses et distraites, et qu'ils forcent les aveugles eux-mêmes à voir clair. Mais ce n'est pas de cela directement que j'ai à m'entretenir avec vous. Ce n'est pas des discours de Garibaldi à Genève, mais de ses entreprises en Italie.

Comme orateur, ce général n'est pas dangereux ; il est dangereux comme émeutier, surtout au lendemain d'un jour qui a dû l'enivrer et l'embarrasser de sa gloire. Il vient de jurer, devant le chœur des révolutionnaires de l'Europe, qu'il allait détrôner le pape.

Cette gageure, ce serment, sont à mes yeux l'événement grave du congrès. C'est sur ce fait, monsieur, que j'ai l'intention et le droit de m'adresser à vous directement : parce qu'il engage directement votre responsabilité. Changeons de langage, montons plus haut, bien au-dessus des discussions de la presse et des assemblées sans

mandats, jusqu'au terrain solide de la justice et du droit obligatoire.

I

Les questions précises et directes que j'ai l'honneur de vous adresser, monsieur le Commandeur, sont celles-ci :

Vous êtes le chef du gouvernement d'une nation qui se dit régulière, qui, reconnue par l'Europe, a des lois, une armée, des alliances, et se vante d'obéir aux principes des peuples civilisés.

Or, il y a dans votre armée, portant ce titre de général que la France et l'Italie ont été fières à la fois de voir porté un jour par le général Bonaparte, ce titre encore honoré chez vous par le général Menabrea que la Savoie vous a donné, et chez nous, par les Mac-Mahon, les Trochu, les Ladmirault et tant d'autres ; il y a, dis-je, un général qui raccole une armée irrégulière dans vos villes, la rassemble en secret, mais sous vos yeux, et la destine à une guerre que votre roi n'a pas déclarée.

Il y a dans vos assemblées, sur ces bancs de la représentation nationale, qui ont été honorés par un comte Balbo, par un marquis Brignole, devant cette tribune, à laquelle vous devez, monsieur, toute votre célébrité, il y a un étrange député qui se permet de mépriser les votes solennels, de mépriser les voies régulières, qui prend la rue et la place publique pour la chambre du parlement, et harangue les foules aux cris de : *Rome ou la mort ;* et de : *A bas les prêtres*.

Il y a en Italie un personnage qui promène l'agitation de ville en ville, rassemble, à Turin, à Trévise, à Bologne et ailleurs, des meetings publics, nombreux, où il crie : « Guerre au Pape! » et qui, pour cette guerre, ouvre des emprunts que tous vos journaux annoncent : or, vous avez signé un traité, que j'ai combattu parce qu'il me semblait placer l'agneau sous la garde du loup, mais enfin un traité qui oblige l'Italie à respecter Rome.

Vous l'avez signé avec la France, à qui vous devez Milan, qu'elle a pris pour vous ; Venise, qu'elle vous a donnée ; et tout le reste qu'elle a laissé prendre. Or, la France a pour chef l'empereur Napoléon III.

Et ce même général, ce même député, sur la place publique, sans craindre le sanglant souvenir d'Orsini, ose faire crier : *Mort à l'empereur !*

L'Italie est un pays religieux, redevable et fidèle à la religion catholique. Les prêtres sont des hommes et des citoyens comme vous ; les biens des prêtres sont des biens comme les vôtres ; non-seule-

ment vous mettez la main sur ces biens, uniquement parce que vous avez besoin d'argent, mais vous tolérez qu'on crie : *Mort aux prêtres !* et que l'on menace les personnes, après avoir confisqué les propriétés.

Ces prêtres et ces catholiques italiens ont un Chef religieux, représentant de Dieu sur la terre, le souverain pontife, salué comme tel dans les deux mondes : cette divine autorité portée dans les mains pures de Pie IX, Garibaldi la nomme une *plaie* et une *peste;* il donne au bien les noms qui conviennent au mal, il déclare déchu celui que, dans un traité solennel, vous avez déclaré libre et garanti! Un Garibaldi appelle monstre un Pie IX, et l'Évangile un mensonge.

Et vous, monsieur, vous restez muet.

Jamais pareil spectacle ne s'est vu dans un pays policé.

S'imagine-t-on en France un comité fonctionnant publiquement sous les yeux du pouvoir, ouvrant des emprunts, avec le concours des journaux français, dans le but, par exemple, de révolutionner l'Irlande?

Mais immédiatement le comité serait dissous, et les journaux frappés.

S'imagine-t-on un général français en activité de service, se rendant à Lyon ou à Besançon, y rassemblant des partisans, leur distribuant de l'argent, des armes, paradant en public, dans le but hautement avoué de s'emparer de Neufchâtel!

Mais une heure ne se serait pas écoulée avant que la police française n'eût arrêté de telles indignités, en mettant la main sur cet homme.

Et il y a des semaines, des mois entiers, que nous voyons ce spectacle en Italie.

Et devant ces faits véritablement monstrueux, le gouvernement ialien que vous présidez, monsieur, se croise les bras.

Je le répète, un général, un député, crie et fait crier : *A bas le Pape! à bas les prêtres! mort à l'empereur! à bas la religion catholique!* en public, depuis plusieurs semaines; au mépris des lois et des traités, il rassemble des soldats et des armes, il ouvre des emprunts; et vous, monsieur le Commandeur, qui écrivez des notes pour savoir si notre ministre de la guerre a le droit de faire inspecter des soldats français par un général français, vous ne prenez aucune mesure pour empêcher un des vôtres de fouler chaque jour sous ses pieds, publiquement, ouvertement, le caractère du chef de l'Église catholique, la sécurité de vos prêtres, la foi de vos concitoyens, l'honneur de votre parole et de votre signature, le nom de votre allié qui gouverne la France!

Certes, nous avons eu toujours de grandes condescendances pour

l'Italie; mais nous avons ici encore une fois, avouez-le, poussé loin la patience.

Comment! nous avons, du consentement de tout le monde, et d'après les termes mêmes de la Convention du 15 septembre, formé sur notre territoire, avec nos officiers et nos soldats, une légion destinée au pape, et parce que nous n'oublions pas, parce que nous ne répudions pas cette légion, nous intervenons et nous violons le traité! Quant à Garibaldi, qui réunit des partisans, qui distribue des armes, qui ouvre des emprunts, qui lance des proclamations, il n'intervient pas, il ne viole rien. Et le gouvernement italien, qui ne fait pas arrêter ce perturbateur, qui le laisse aller, venir, parler, agir, qui tolère l'émission publique de son emprunt insurrectionnel à Florence, par les journaux mêmes qui servent d'organe au pouvoir, ce gouvernement n'intervient pas non plus et ne viole rien! Il y a mieux, c'est lui qui se plaint et s'indigne de notre intervention et de notre oubli des traités!

Certes, nous savons en France comment s'y prend un gouvernement qui veut empêcher ce qui lui déplaît.

Est-ce qu'en France, quelqu'un qui voudrait faire simplement une conférence littéraire publique, sans l'aveu du gouvernement, le pourrait?

Mais en Italie, tout est loisible à Garibaldi.

Est-ce impuissance? est-ce complicité?

Ce n'est pas impuissance, car l'Italie avouerait alors son incurable faiblesse, et vous auriez perdu le souvenir d'Aspromonte.

Est-ce complicité? Je ne veux pas le croire; mais chaque jour ébranle ma confiance. Ne me répétez pas que le général dont je parle est un personnage ridicule et que j'exagère sa force.

Ne nous occupons pas encore une fois des situations ridicules; il y en a ici plus d'une : je m'attaque aux conduites, et je les qualifie d'un autre mot, qui est le vrai : *elles sont criminelles!*

Le 9 avril 1856, M. de Cavour écrivait de Paris, pendant le congrès, à un homme politique italien : « Si la diplomatie est impuissante, « nous devrons avoir recours aux mesures extra-légales. A notre « époque, l'audace est, je crois, la meilleure politique[1]... » Oui, l'audace et le mensonge.

Et l'homme politique lui répond aussitôt par une dépêche : « Vous « avez raison; quelquefois les moyens extrêmes sont nécessaires. »

Cet homme politique, c'était vous, monsieur le Commandeur.

Et ce que M. de Cavour vous disait, monsieur, il l'a fait : cette politique de l'audace, sans foi ni loi, il l'a pratiquée au moyen de

[1] Lettres de M. de Cavour à M. Ratazzi, publiées par M. Charles de Varanne.

ce même Garibaldi; vous le savez. L'histoire en est mémorable; Garibaldi faisait ce qu'il fait en ce moment : il préparait comme aujourd'hui contre Rome une expédition révolutionnaire; et alors comme aujourd'hui, on le laissait faire. Et quand il partit, M. de Cavour lui donna de l'argent, puis le désavoua à la face de l'Europe, et envoya même des vaisseaux à sa poursuite. Mais l'amiral piémontais avait l'ordre de le poursuivre, de façon à le laisser passer.

Je n'ai pas oublié ces choses, monsieur, et c'est pourquoi je m'adresse directement à votre loyauté, pour vous poser les questions suivantes :

Est-ce la même comédie qui se prépare?

Quels moyens sérieux prenez-vous pour empêcher Garibaldi d'aller à Rome? Êtes-vous même bien décidé à ne pas y aller après lui? Que faites-vous pour vous opposer à ces harangues par lesquelles il ameute la populace? N'est-il pas temps enfin de répondre à ses actes par des actes, et à ses paroles publiques par des paroles publiques, que toute l'Europe attend de vous?

Je ne doute pas, monsieur, que vous aussi ne donniez à Garibaldi de bons conseils, mais il pourrait bien les suivre, comme l'Italie a suivi ceux de la France, et les souvenirs de Naples lui ont appris que l'Italie sait profiter de ce qu'elle désavoue.

Certes, quand la France a signé avec vous une Convention a-t-elle donc entendu devenir dupe ou complice!

Et si elle ne l'a pas entendu, le souffrira-t-elle?

Voilà pourquoi je tiens à rappeler à chacun ses droits et les engagements mutuels, et je le fais précisément à la date du 15 septembre, anniversaire de la convention qui place Rome sous la garde des armes de l'Italie, et aussi, vous ne pouvez l'oublier, de l'honneur de la France.

Vous savez tout ce que je vais vous rappeler, monsieur, mais je tiens à le redire, avec Montaigne : *Il n'est pas trop de répéter dix fois ce qui a besoin de l'être mille !*

II

Oui, monsieur, une convention solennelle avec la France vous lie. En voici le premier article :

« Art. 1er. L'Italie s'engage à ne pas attaquer le territoire actuel « du Saint-Père, ET A EMPÊCHER, MÊME PAR LA FORCE, TOUTE ATTAQUE VENANT « DE L'EXTÉRIEUR CONTRE LEDIT TERRITOIRE. »

Et voici comment cet article fut compris par le gouvernement italien : dans le rapport présenté au roi Victor-Emmanuel sur cette Convention par ses ministres : il fut dit que le gouvernement italien s'engageait « non-seulement à ne pas attaquer le territoire pontifical, « mais de plus à EMPÊCHER QUE DES BANDES VENUES DU TERRITOIRE DU « ROYAUME, n'attaquassent ce même territoire pontifical. »

Voilà vos obligations : comment les remplissez-vous?

L'histoire de cette Convention est célèbre; je dois vous la rappeler.

M. de Cavour avait proclamé, du haut de la tribune de Turin, Rome capitale de l'Italie, et le parlement, secondant M. de Cavour, avait émis le fameux vote de Rome capitale.

Mais nous étions à Rome en ce temps-là ; pour y aller, il fallait nous passer sur le corps. C'était difficile. Vous eûtes recours aux négociations.

Pendant quatre ans, vous le savez, les négociations furent sans résultat. Pourquoi? Parce que vous vous obstiniez dans vos prétentions d'aller à Rome, et que le gouvernement français s'obstinait à vous répondre : « Il faut que le Pape demeure maître chez lui. » C'étaient les propres paroles de l'empereur Napoléon III, dans sa lettre du 20 juin 1862 à M. Thouvenel, alors notre ministre des affaires étrangères.

En conséquence de cette lettre, notre ministre des affaires étrangères écrivait, le 31 mai suivant, à notre ambassadeur à Rome, M. le marquis de la Valette :

> « Jamais, je le proclame hautement, le gouvernement de l'Empe-
> « reur n'a prononcé une parole de nature à laisser espérer au cabinet
> « de Turin QUE LA CAPITALE DE LA CATHOLICITÉ pût en même temps de-
> « venir, du consentement de la France, *la capitale du royaume*
> « *d'Italie*.
>
> « TOUS NOS ACTES, TOUTES NOS DÉCLARATIONS, s'accordent au contraire
> « pour constater NOTRE FERME ET CONSTANTE VOLONTÉ *de maintenir le Pape*
> « *en possession de la partie de ses États que la présence de notre dra-*
> « *peau lui a conservés.* »

Pourquoi donc, à la fin de 1864, la convention fut-elle enfin signée?

Ah ! c'est que, vous le savez, le Piémont se ravisa. — Vous ne voulez pas signer, dit-il à la France, parce que nous voulons Rome pour capitale. Eh bien ! nous irons à Florence. Florence « *au point de vue politique, administratif et stratégique,* » est une excellente capitale de l'Italie.

Nous crûmes à cette parole[1], et nous signâmes la Convention.

Eh bien! tout cela, laissez-moi le dire, monsieur, n'était qu'une déception, pour obtenir notre signature.

Le gouvernement italien ne renonçait pas le moins du monde à faire de Rome sa capitale.

Il maintenait son programme; et Florence n'était à ses yeux « qu'une « étape vers Rome; » un moyen de nous jouer.

C'est ce que nous apprîmes le lendemain même du jour où la Convention fut signée.

Jamais rien de pareil ne s'est vu dans les annales diplomatiques et parlementaires d'un peuple.

A peine les deux négociateurs italiens, M. Pepoli et M. Nigra, eurent-ils obtenu la parole de la France qu'ils se hâtèrent de déclarer que la Convention « ne portait aucune atteinte au programme national, et brisait seulement les derniers anneaux qui unissaient la France aux ennemis de l'Italie[2]; que rien désormais ne ferait obstacle au triomphe des droits de la nation et des aspirations nationales[3]. »

Les journaux italiens parlèrent le même langage, et les comités politiques firent les mêmes déclarations que les journaux.

Le Moniteur protesta contre « ces commentaires qui tendaient à fausser le sens de la Convention[4]. »

Mais le parlement italien allait s'ouvrir, et peut-être que les paroles du gouvernement italien allaient dissiper ces commentaires si contraires à nos principes, à nos déclarations, à nos intérêts, à notre honneur.

Et M. Drouyn de Lhuys, à la veille de l'ouverture du parlement italien, pour que toute ambiguïté disparût, voulut s'expliquer encore avec le négociateur piémontais, M. Nigra, toujours représentant de Turin à Paris, et il crut de bonne foi avoir réussi. En effet, dans ces explications, M. Drouyn de Lhuys disait expressément que la translation de la capitale était un « gage sérieux donné à la France, « et non pas un expédient provisoire, ni une étape vers Rome. » Et il ajoutait : « Supprimer le gage, ce serait détruire le contrat[5]. »

Mais qu'arriva-t-il? Le parlement se réunit à Turin pour discuter la Convention, et le ministre de l'intérieur, M. Lanza, dans le projet de loi sur le transfert de la capitale à Florence, proclame « L'INÉBRAN-

[1] Dépêches de M. Drouyn de Lhuys, du 12 septembre, à M. de la Valette, et du 23 septembre, à M. le baron de Malaret.

[2] M. Pepoli au banquet de Milan.

[3] Dépêche de M. Nigra, du 15 septembre.

[4] N° du 2 novembre 1864.

[5] Lettre à M. le baron de Malaret, du 30 octobre 1864.

LABLE RÉSOLUTION DU GOUVERNEMENT PIÉMONTAIS DE COMPLÉTER L'UNITÉ ITALIENNE » en allant à Rome.

Les députés piémontais répétèrent ces choses, et piétinèrent, pour ainsi dire, à qui mieux mieux sur la politique française. Vous-même, monsieur, vous déclarâtes à la tribune que, « par la cessation « de l'occupation française (par la Convention), tombait le plus grand « obstacle qui nous barrait la route de Rome. »

Enfin, le vote de la Chambre, sanctionnant toutes ces paroles, déclara, en repoussant un ordre du jour proposé par vingt-trois députés, que « le transfert de la capitale à Florence » n'était pas une garantie donnée à la France pour que Rome restât au Pape.

Et tout cela, comment ne pas le remarquer, a été redit récemment devant vous, dans la séance du 30 juillet.

« Personne plus que moi, a déclaré M. Sella, l'ancien ministre, « n'a souffert en signant la Convention ; mais je l'ai signée persuadé « qu'ELLE NOUS CONDUISAIT A ROME. »

Un autre député, M. Ferrari, a déclaré à son tour que la Convention était toute à l'avantage de l'Italie, et que la France, par cette Convention, S'ÉTAIT simplement LIÉ LES MAINS ! »

Ah ! messieurs, permettez-moi de vous le dire, vous parlez avec trop d'aisance des mains liées de la France. Elle les délie quelquefois, quand l'indignation de son honneur violé le lui commande et que la patience lui manque ; et malheur alors à ceux qu'elle touche.

Quoi qu'il en soit, monsieur le Commandeur, Mazzini, du moins, était plus sincère quand il s'écriait, en apprenant la Convention, qu'elle plaçait le gouvernement italien dans l'alternative « ou du « déshonneur par la déloyauté, ou d'un Aspromonte en permanence. »

Cela est vrai ; et à l'heure où je parle, c'est entre la peur et la déloyauté que vous avez à choisir. Et comment ? Le voici :

Vous avez contracté un engagement : il faut le tenir. Le tenez-vous en ce moment ? Je réponds hautement : Non.

Non, la Convention est violée par tout ce que vous tolérez.

Tout ce que vous laissez faire à Garibaldi, ce sont des faits de guerre positifs contre le Pape, des manquements flagrants à votre parole.

Le gouvernement français s'était engagé à retirer ses troupes de Rome : il l'a fait.

Il respecte ses engagements : quand respecterez-vous les vôtres ?

Vous ne les respectez pas : vous qui avez promis d'empêcher, vous n'empêchez rien.

Direz-vous que vous exécutez la Convention, parce que vous avez 40,000 hommes à la frontière ?

Ces 40,000 hommes, je ne les ai pas comptés... Mais devez-vous at-

tendre qu'à travers les mailles de ce réseau, Garibaldi passe, comme il a passé autrefois, à la grande joie de M. de Cavour, à travers les vaisseaux de Persano ?

Non : ce qui serait plus franc que vos 40,000 hommes, ce serait un commissaire de police fermant la porte des meetings, ou un colonel Pallavicini empêchant les enrôlements : voilà ce qui serait plus franc et plus sûr.

En vérité, vous auriez un moyen trop commode de nous lier les mains, comme parle M. Ferrari, s'il vous suffisait, pour cela, d'être avec vos 40,000 hommes sur la fontière, complice des bandes de Garibaldi.

Un gendarme qui laisserait tranquillement des brigands amasser du bois, préparer du feu, pour l'incendie d'une maison, et mettre le feu sous ses yeux, serait vraiment bien venu à dire, si la maison brûle : Est-ce ma faute ? je montais la garde à la porte !

Je suppose qu'un jour Garibaldi, de concert avec Mazzini, essayât de réaliser contre Victor-Emmanuel et contre vous son programme de Genève, que diriez-vous d'un commandant militaire de Florence qui le laisserait tranquillement soulever les faubourgs et faire des barricades. Attendriez-vous qu'une émeute irrésistible se fût ruée sur le palais Pitti, pour déclarer que ce commandant est un traître ?

Eh bien, vous faites exactement comme ce commandant.

Ces quarante mille hommes, massés sur la frontière, c'est, dit-on, le général Nunziante qui les commande : triste nom, il le faut avouer, l'ami de Liborio Romano.

Et qui nous garantit que ces forces ne sont pas là pour marcher sur Rome, et recommencer Castelfidardo ?

Et si Garibaldi est battu par les zouaves et par notre légion d'Antibes, — qui sera à Rome au jour du péril, je l'espère, et non pas honteusement cachée à Civita Vecchia, comme un journal le disait ridiculement hier, — qui me garantit que vos quarante mille hommes ne viendront pas soutenir Garibaldi, comme vos bersaglieri l'ont fait sur le Volturne, quand Garibaldi était en déroute ?

Vos quarante mille hommes, qui nous assure qu'ils ne sont pas là, non pour empêcher Garibaldi d'entrer à Rome, mais pour l'y suivre et entrer après lui sous prétexte de défendre le pape !

N'est-ce pas le plan annoncé par tous les journaux et vous, monsieur, n'y connivez-vous pas deux fois par votre inaction, et par vos illusoires manifestations armées.

Encore un coup, n'est-il pas temps que ce double jeu finisse ? N'avons-nous pas le droit de savoir, oui ou non, s'il se joue en ce moment deux pièces en Italie, comme dans ces comédies italiennes où il faut au même acteur deux ou trois visages, et pour les porter,

« un homme, selon le mot de Massimo d'Azeglio, un homme à double et triple jeu, comme ce pauvre défunt Cavour [1]. »

Mais en vérité, la France peut-elle se laisser moquer d'elle à ce point? Quoi! Garibaldi revient de Genève, il annonce, et tous les journaux avec lui, qu'il va se jeter sur Rome : il recommence ses harangues; à Belgirate, il a dit aux habitants : « Suivez-moi contre les Romains ; JE VOUS L'ORDONNE ! [2] » De Genestrelle, le 10 de ce mois : « Romains, brisez vos fers sur la nuque de vos oppresseurs [3] ! » Et vous, monsieur, laissez faire impunément de telles provocations, je vous le demande de nouveau, devant l'honneur : est-ce là tenir votre parole ? Est-ce là EMPÊCHER, est-ce là S'OPPOSER, comme l'exige de vous la Convention? Et n'êtes-vous pas, dès maintenant, responsable de tout ce qui sera tenté par Garibaldi et ses bandes?

Je parle de responsabilités. Il y en a, il y en aura de graves, croyez-moi, monsieur. Comptons-les un moment.

III

Il y aura bientôt dix ans, monsieur le Commandeur, que la France s'est liée au Piémont par une alliance que l'on peut nommer un *connubio*, comme votre alliance avec M. de Cavour.

De cette alliance, de ce mariage, que de belles choses devaient sortir!

L'Autriche refoulée et devenant une puissance exclusivement allemande ;

L'Italie indépendante et fédérée ;

L'Italie heureuse, unie et prospère ;

L'Italie alliée éternelle de la France ;

L'Italie révolutionnaire apaisée ;

L'Italie religieuse rassurée;

L'Italie financière, industrielle, maritime, développée.

Dix années se sont écoulées, et que voyons-nous ?

L'Autriche n'est même plus une puissance allemande ; la France l'eût voulu, mais l'Autriche a dû son abaissement, la Prusse son développement, la France ses mécomptes, à la connivence de l'Italie, engagée contre les intérêts français. Et d'ailleurs, en Italie, on se rit de la France, et on ne l'aime pas. Nos officiers nous l'avaient

[1] Massimo d'Azeglio, *Correspondance politique*.
[2] *Journal des Débats* du 18 septembre.
[3] *La France* du 21 septembre.

dit en revenant de Solferino, nous n'avions pas voulu le croire ; nul n'en saurait douter aujourd'hui.

L'Italie qui n'est pas reconnaissante, est-elle heureuse? non. Est-elle unie ? non. Est-elle riche ? non. Est-elle paisible ? non. A-t-on respecté la religion? non. A-t-on respecté les trônes? non. A-t-on apaisé l'esprit révolutionnaire? non. A-t-on respecté les deniers publics? non. — Déjà, dans sa correspondance politique, Massimo d'Azeglio nous parlait « d'une bande de loups qui s'était ruée sur le budget[1]. » Et la presse nous révèle en ce moment toutes les dilapidations dont vous êtes la victime, et que, à la seule douane de Naples, les fonctionnaires italiens ont volé chaque année plus de cinq millions de francs[2].

Certes, voilà bien des prédictions démenties, nous ne sommes pas au bout.

Ces agitateurs de l'Italie et aussi de l'Europe, qui sont pour vous, monsieur le Commandeur, un embarras et un châtiment, avaient affirmé qu'ils délivreraient Venise et que le peuple romain, après le départ des troupes françaises, se révolterait.

J'avoue que je n'ai jamais cru qu'ils délivreraient Venise, que vous avez reçue avec un bonheur très-rare pour prix d'une déroute.

Mais je conviens que j'attendais un soulèvement à Rome, comme on s'attend à voir sauter un rocher qui de lui-même garderait sa place, mais sous lequel on a de longue main déposé, dans des mines souterraines, de la poudre et du feu.

Le peuple romain ne s'est pas soulevé.

Ce peuple a du cœur, de la foi et du bon sens. Les uns, et c'est le plus grand nombre, sont fidèles et dévoués au plus auguste des souverains et à la plus vénérable des souverainetés. Aux autres, les Italiens répètent qu'ils sont sur un lit d'épines ; or, les Romains ne les sentent pas, ces épines, et en regardant les contribuables et les conscrits italiens, ils pensent que leur lit à ceux-là n'est pas de roses. Vos révolutionnaires depuis six ans les travaillent de toutes façons : mais ces agents eux-mêmes n'aiment pas tous à s'exposer ; il en est ainsi de plusieurs agitateurs qui pratiquent l'art de pousser en avant les autres en se tenant en arrière ; or, le pape est entouré de bons soldats prêts à faire feu ; cela gêne. Quel que soit le motif, calme complet, pas de soulèvement.

On le sait, et c'est pour cela que Garibaldi, après mille tenta-

[1] *Correspondance politique*, p. 322.
[2] *Gazette de France*, 19 septembre.

tives, désappointé, s'écrie maintenant : « Rome ne veut pas venir à nous ; eh bien, nous irons à Rome. »

Et c'est ainsi que, déchirant tous les voiles, la révolution italienne fait de nouveau appel à la violence, à la force brutale ; et que la volonté des populations paisibles, honnêtes, religieuses, que la justice, le droit, l'honneur, sont indignement foulés aux pieds.

Mais il demeurera là dans l'histoire un témoignage éternel contre vous, et si, sous le coup de ces invasions, il se produit une émeute à Rome, ce ne sera qu'un *latrocinium*.

Voilà donc encore une prédiction démentie ; en voici une autre.

Vous parliez de donner par la liberté de l'Italie des garanties à l'Église ; et qu'avez-vous fait ?

Vous avez mis la main sur les biens de l'Église, comme ferait un homme ruiné qui payerait ses dettes en s'appropriant les biens conservés d'un frère bon sujet. Quel modèle, quelle garantie de liberté !

Qu'avait-on dit encore ? Que les intérêts du pouvoir temporel, de la cour de Rome, n'avaient rien de commun avec les droits et les intérêts de l'Église. Or, voici que le souverain pontife, tranquille au milieu des menaces qui l'entourent et fidèle à sa mission sur la terre, a annoncé un concile, et tous les évêques du monde entier ont applaudi. Là, dans cette assemblée auguste, les intérêts religieux de toutes les nations catholiques seront dignement, librement examinés. Il ne s'agit plus, vous le voyez, du roi de Rome, et de la cour de Rome, et de la ville de Rome ; mais de l'Église universelle.

Mais comment l'Église ferait-elle sa plus grande œuvre, son concile, si les évêques ne peuvent plus s'assembler librement autour de leur chef, pour délibérer sur les grandes questions religieuses ?

On nous avait redit enfin que, grâce aux institutions modernes, le Pape pourrait librement habiter dans une ville quelconque et de là correspondre avec les évêques et remplir sans entraves son ministère sacré.

Or, si j'interroge les événements accomplis en Europe depuis dix ans, qu'est-ce que je vois ? En Allemagne, une guerre violente ; en Espagne, des révolutions intermittentes ; en France, la guerre imminente peut-être ; naguère aux États-Unis, la guerre civile. Où donc, je vous prie, le Pape aurait-il trouvé un asile indépendant et calme, si Rome lui eût été ravie ? Est-ce à Vienne ? à Munich ? à Paris ? à New-York ? à Madrid ?

Ainsi donc, monsieur le Commandeur, les faits, depuis dix ans, se sont chargés de démentir une à une vos promesses et vos espérances, et de confirmer une à une nos craintes et nos affirmations.

Il n'est pas vrai que l'Italie soit faite. Il n'est pas vrai que la reli-

gion soit libre. Il n'est pas vrai que le Pape soit respecté. Il n'est pas vrai que le pouvoir temporel importe peu à l'Église. Il n'est pas vrai que le peuple romain soit malheureux et prêt à se soulever. Il n'est pas vrai que l'Italie soit l'alliée fidèle de la France.

Au contraire, il est prouvé que les Romains aiment le Pape et ne vous aiment pas. Il est prouvé que l'Église toute entière a besoin de Rome, et que le monde entier a intérêt à l'indépendante souveraineté du Pape.

De tout cela, je le sais, les révolutionnaires italiens ne se soucient guère. La Papauté exilée de l'Italie, fugitive et errante dans le monde, voilà ce qu'il leur faut ; mais voilà aussi, monsieur, ce que redoutent, pour l'Italie elle-même, les Italiens éclairés, les vrais Italiens, les plus grands esprits de l'Italie, tout ce qu'il y a chez vous de sensé et d'honnête! Ah! laissez-moi vous le dire, comment ne vous mettez-vous pas résolûment à la tête du vrai patriotisme italien, de ce patriotisme que l'illustre Balbo comprenait si bien, quand il écrivait : « Il est des hommes qui se prétendent libéraux et pro« gressistes, et qui aspirent à la chute de cette souveraineté, si « populaire dans son origine, si progressive dans son histoire, « si féconde dans sa puissance, où tout est populaire, les élec« teurs et les élus : qui ne sait que l'Église fut le seul pouvoir du « moyen âge intervenant au nom du peuple! Inconséquents autant « qu'égoïstes, ces Italiens-là se proclament quelquefois chrétiens « catholiques, et ennemis de la puissance temporelle du Pape ; ils « oublient que cette puissance est en connexion intime avec la chré« tienté, avec son union, sa puissance, sa civilisation, en un mot « avec son gouvernement et son existence ici-bas. Pauvres gens, sans « instinct de l'avenir, sans intelligence de la situation, des expé« riences, des souffrances de l'Italie, sourds devant son histoire, « aveugles devant sa mission. Si par malheur on les écoute, nous « assisterons de nouveau à la ruine des plus belles espérances[1]. »

Voilà ce que pensait et disait un des plus purs patriotes de l'Italie. Qui ne sait que M. de Rossi voyait de même *dans la Papauté, la plus haute grandeur morale de l'Italie et du monde.*

C'est aussi ce que l'empereur des Français, alors candidat à la présidence de la république, a lui-même déclaré, vous le savez, et les votes de la France lui ont répondu.

Et c'est ce que ses ministres, depuis la guerre d'Italie, ont vingt fois répété devant les chambres, avec les engagements les plus solennels de ne pas livrer Rome à la révolution.

« Abandonner Rome, s'écriait M. Billault devant le Corps légis-

[1] Cesare Balbo, *Pensieri sulla Storia d'Italia.* Firenze, 1858, p. 578, 579

« latif, oublier la politique suivie par la France depuis des siècles,
« NON, CE N'EST PAS POSSIBLE ! »

Et les paroles que j'invoque ne sont pas seulement des paroles perdues dans les colonnes refroidies du *Moniteur*. Une statue vient d'être érigée à M. Billault : qu'est-ce que cette statue saluée par M. Rouher, sinon les déclarations officielles du ministre coulées en bronze? Croyez-vous donc, monsieur, qu'un tel honneur puisse être un hommage permanent rendu à l'impuissance et au mensonge !

Et M. Rouher lui-même, répondant l'année dernière au mémorable discours de M. Thiers, n'a-t-il pas déclaré les deux souverainetés, celle de Florence et celle de Rome, *parallèles*, *coexistantes*, NÉCESSAIRES? Et le Corps législatif français n'a-t-il pas déclaré, dans un vote solennel, LA NÉCESSITÉ du pouvoir temporel du Pape ?

Et savez-vous ce qui enchaîne d'un lien de plus la parole de l'Empereur ? Non-seulement il s'est engagé vis-à-vis de son peuple, mais il n'a pas permis l'ingérence d'aucune autre puissance dans la question ; cela est établi par les pièces officielles [1]. A la France et à toutes les nations catholiques, l'Empereur, après vous avoir comblés de ses services, a solennellement dit : « Ne vous occupez pas du « Pape ; j'en réponds ! »

Ainsi donc les plus grandes choses, la foi des traités, la dignité et le serment de la France, la paix du monde, l'indépendance de l'Eglise, voilà ce que vous laisseriez à la merci du plus vil coup de main !

Des intérêts si grands, si sacrés, la sécurité de nos âmes, l'indépendance de nos consciences, à nous non pas seulement catholiques français, mais deux cent millions de catholiques sur la terre, voilà, monsieur, ce que vous livreriez, avec la parole de votre roi inscrite sur un traité, à la merci d'un général Garibaldi !

L'Italie penserait-elle donc, monsieur, que la France n'a plus ni parole, ni foi, ni honneur, et qu'elle se laissera jamais déshonorer par vous en vous laissant faire ?

Garibaldi à Genève, parmi tant de fanfaronnades ridicules, mais redoutables, l'Italie et l'Europe étant données ce qu'elles sont, a renouvelé le décret de déchéance qu'il avait déjà prononcé avec Mazzini en 1849 dans la Constituante romaine contre le Pape. Mais, ce décret, contre lequel la France a fait l'expédition de 49 et qu'elle est allée déchirer à coups de canon, peut-elle l'accepter et le contre-signer aujourd'hui ?

Croyez-vous qu'il lui convienne de vous laisser faire de la chute du Pape le pendant de la chute de Maximilien ?

Sur quoi donc ici compteriez-vous, et sur quoi Garibaldi compte-t-il ? Il reçoit, dit-on, de l'argent de la Prusse : a-t-il pris par hasard

[1] Communication simultanée de l'Autriche et de l'Espagne à la France, 28 mai 1861.

au sérieux ces insolences prussiennes que je lisais ces jours-ci, indigné, dans un journal d'outre-Rhin :

« Il faut espérer que le gouvernement prussien, comme aussi le « Reichstag, donnera une bonne leçon à l'impudence française, et « fera comprendre au gouvernement français que la mesure de « notre patience est comblée..... Nous ferons descendre la France, « s'il le faut, au rang de troisième puissance en Europe ; et, si la « France nous oblige à la guerre, nous écrirons avec une plume san- « glante sur tous les drapeaux de l'Allemagne : *l'Alsace et la Lor-* « *raine !* »

Je n'ai ici qu'un mot à dire : si l'Italie révolutionnaire, spéculant sur de telles éventualités, se flattait d'entraîner la France à l'abandon de sa politique séculaire, sous la pression de je ne sais quelle crainte indigne, elle compterait, monsieur, je l'affirme, sans l'honneur français, y compris celui des Alsaciens et des Lorrains.

Et quant à la France, le sang qui bout dans mes veines ne me permet pas de croire qu'elle soit descendue jusques à avoir besoin d'acheter l'assistance de l'Italie contre la Prusse, au prix d'une infamie.

Détrôner le Pape! Mais, après que vous aurez jeté cette proie aux passions révolutionnaires, sera-ce fini? — Non, les passions révolutionnaires vous dévoreront le premier, puis le reste ensuite. Je ne parle plus ici du trouble profond des âmes, mais, je vous le demande, n'avez-vous rien à craindre, pour votre œuvre italienne, des justes malédictions du monde catholique, rien de l'exécration et des soulèvements de l'avenir? — Et d'ailleurs, ne vous y trompez pas, les conséquences de ce grand attentat ne sont pas seulement religieuses.

La question romaine porte dans ses flancs la question européenne ; les plus incrédules autrefois à nos paroles voient maintenant à quel degré cela est vrai.

Elle porte plus encore, elle porte la question sociale qui, aujourd'hui, vous le voyez bien, essaye de faire explosion par toutes les issues qui lui sont ouvertes. Et si vous conserviez là-dessus quelque doute, monsieur, regardez, je vous prie, ce qui vient de se passer à Genève et à Lausanne, et le rôle qu'y a joué votre Garibaldi.

Il a jailli de là des éclairs qui doivent ouvrir les yeux les plus aveugles.

Au congrès de Lausanne, les mots de *Providence* et d'*Évangile* ont été proscrits, et en même temps la *propriété collective du sol* a été mise aux voix, et la guerre déclarée entre *les exploités et les exploiteurs*.

A Genève, chacun est venu faire une déclaration de guerre, l'une aux monarchies, l'autre à la religion catholique et à la liberté de conscience [1].

Là on a demandé à la fois « la suppression des églises et des caser- « nes ; » on s'est écrié : « Si le citoyen est libre, le prince est de trop ; » on a parlé d'une grande liquidation économique et sociale devenue nécessaire ; et, comme un de nos sénateurs, M. Sainte-Beuve, « du « sublime épanouissement d'une morale nouvelle ; » on a proclamé « la révolution universelle, comme unique moyen de faire triom- « pher le droit ; la révolution sociale avec toutes ses conséquences ; » on a demandé « une organisation permanente du socialisme euro- « péen » pour faire triompher « la république universelle ; la con- « fédération des républiques européennes..., l'idée qui anime « Garibaldi. » Et couronnant tout cela, Garibaldi a été proclamé un Christ ; et lui, attendri, ému, a été se jeter dans les bras de son précurseur ; puis il a déclaré la Papauté une plaie pestilentielle, et il a demandé à la fois, au lieu et place de la religion catholique, « une religion sans culte et sans prêtres, et contre le « despotisme des souverains, la fraternité universelle des peuples. »

C'est donc bien entendu : l'impiété, la démagogie, le socialisme, tout cela est aujourd'hui coalisé.

Garibaldi déclare la guerre au Pape, mais aussi à tous les souverains. Et voilà les rois bien prévenus que l'ennemi personnel de Pie IX donne la main à chacun de leurs ennemis personnels. C'était certain ; cela est clair. Garibaldi n'est qu'une des gueules de la machine infernale à vingt canons dirigés chacun contre un trône.

Voilà, monsieur, la situation. Aucune habileté, aucune comédie, aucun compromis, aucune défaillance, ne la changera ni ne la masquera.

Monsieur le Commandeur, jamais devoir ne fut plus clair que le vôtre ; et le roi Victor-Emmanuel, dont vous êtes le conseiller officiel, est avec vous dans une de ces situations qui décident à jamais de l'honneur d'un homme.

Toute l'Europe a entendu votre Garibaldi à Genève. Elle sait et vous savez ce qu'il est, elle sait et vous savez ce qu'il veut. Cet homme n'a pas deux idées ; mais il a une fureur. Chassé de Rome par les Français ; il y veut rentrer, renverser violemment et immédiatement le Pape, et, le Pape renversé, il donne la main à Mazzini.

[1] Paroles de M. James Fazy lui-même : « Je dois le dire, Genève a été révoltée de ces excès. Les catholiques se sont honorés devant l'Europe par leurs protestations calmes et dignes, et les vieux protestants de Genève ont aussi sauvé leur honneur. »

Il faut donc choisir, monsieur, entre la tiare et la chemise rouge; entre l'Évangile et la religion de Garibaldi ; entre d'affreux démagogues, et les citoyens honnêtes[1]; entre les progrès réguliers et glorieux de l'Europe, et les bouleversements rêvés par ceux qui vous poussent à Rome. Que ferez-vous?

Je n'ai plus qu'un mot à dire :

Ou bien votre gouvernement n'est pas un gouvernement, ou bien vous avez le pouvoir de mettre obstacle aux entreprises d'un de vos soldats devenu chef de bandes.

Vous devez faire, s'il menace le Pape, ce que vous feriez, sans hésiter, s'il menaçait votre roi.

Il y a deux manières de vous opposer à ses attentats.

Vous y opposer *avant*, LOYALEMENT, par des mesures efficaces et définitives.

Vous y opposer *après*, DÉLOYALEMENT, par des mesures hypocrites en apparence, pour repousser Garibaldi de Rome, en réalité pour l'y remplacer.

Et ce que moi je vous adjure de faire, au nom de la religion et de l'Évangile, au nom de votre conscience, de l'honneur et du droit, ne l'obtiendrai-je pas de votre loyauté d'honnête homme, de votre intelligence et de votre fermeté?

Hésiteriez-vous à vous honorer à jamais, en montant à la tribune au nom de ce roi que Garibaldi range aussi parmi les despotes à détrôner, pour vous écrier : « La France et l'Europe peuvent « compter sur notre parole ! Nous ne mettrons pas, nous ne laisserons « pas mettre la main sur le Pape, jamais! jamais ! »

L'Europe civilisée attend de vous cette parole ; la révolution en attend une autre, choisissez.

Tout honnête homme sait que Garibaldi ne peut rien si l'Italie ne le veut pas, et que l'Italie ne fera rien si la France ne le veut pas.

Les harangues grotesques de Genève seraient emportées par le vent des montagnes helvétiques, si la parole de cet homme qui abuse, avec une si étrange impunité, de la parole, ne tirait toute sa force du silence de ceux qui devraient parler.

Veuillez agréer, monsieur le Commandeur, mes dévoués et respectueux hommages.

† FÉLIX,
Évêque d'Orléans.

[1] « *Rome capitale* est devenue le programme du gouvernement, tandis qu'il « n'est bon qu'à introniser la démagogie. Si Cavour ne l'eût proclamé, le pro- « gramme serait resté le cri de guerre du mazzinisme, au lieu qu'à présent il est « le cri de bien d'honnêtes badauds auxquels le Capitole a tourné la tête. »
(Mass. d'Azeglio, Turin, 1861.)

BULLETIN BIBLIOGRAPHIQUE

Histoire de la Prusse depuis la mort de Frédéric II jusqu'à la bataille de Sadowa; 1 vol. in-18 de la *Bibliothèque d'Histoire contemporaine*.— Germer-Baillière.

L'auteur de ce livre, M. Eugène Véron, cherche à faire comprendre par le récit détaillé des événements qui se sont passés depuis le commencement de ce siècle, la transformation de l'Allemagne, ce qui l'a produite, et quel en été le caractère.

Il constate que le rêve dont s'est toujours bercée l'Allemagne, c'est d'acquérir à la fois l'unité et la liberté! L'événement lui a plutôt accordé l'une que l'autre. Que les Allemands deviennent libéraux, dit M. Véron, ils seront pacifiques.

Quand en remonte avec l'auteur le cours des événements et que l'on constate le mal que la France a fait à l'Allemagne sous le premier empire, puis le mal que l'Allemagne a fait à la France de 1813 à 1815, on arrive comme lui à ne pas souhaiter de voir recommencer le même drame aussi stérile que sanglant.

L'ouvrage, comme on le voit, a un grand intérêt d'actualité.

De plus, au point de vue historique, il donne le récit très-détaillé des événements politiques de notre siècle concernant la Prusse, qui n'avaient jamais été jusqu'ici rassemblés et exposés avec autant de soin et d'exactitude : le démembrement de la Prusse en 1807, les luttes du baron de Stein et de Napoléon, le soulèvement prussien de 1813, le congrès de Vienne, les règnes de Frédéric-Guillaume III et de Frédéric-Guillaume IV, l'état de la Prusse en 1830, la révolution de 1848, à Berlin, enfin l'histoire du roi actuel Guillaume Ier, jusqu'à la bataille de Sadowa.

Nous aurions bien, chemin faisant, plus d'une réserve à faire sur les jugements de l'auteur, mais ces dissentiments ne diminuent pas le réel intérêt de son ouvrage.

L. T.

Correspondance secrète inédite sur Louis XVI, Marie-Antoinette, la cour et la ville, publiée par M. de Lescure. — H. Plon.

La passion qu'a soulevée le débat sur les lettres de Marie-Antoinette s'explique par l'intérêt douloureux qui s'attache à cette grande mémoire. Le même intérêt fera le succès moins bruyant de la *Correspondance* qui vient d'être mise au jour. Trouvée à la bibliothèque de Saint-Pétersbourg, signalée dès longtemps par quelques érudits à l'attention des amateurs, cette correspondance ne porte aucune signature, et son destinataire n'est pas plus connu que son rédacteur. Qu'il faille l'attribuer à Favier et à Du Bucq, suivant les ingénieuses hypothèses de M. de Lescure, ou à tout autre de ses nouvellistes subalternes, de ces diplomates en chambre, correspondants attitrés des grands personnages du dehors, comme il y en avait tant à Paris au dix-huitième siècle, il n'en est pas moins vrai qu'elle abonde en détails intimes, souvent précieux, — très-sujets à contrôle, sans doute, et qu'il ne faut accepter que sous bénéfice d'inventaire, mais qui accroissent pourtant d'une façon notable nos éléments d'information sur une des époques les plus vivantes et les plus dramatiques de notre histoire.

V. F.

Gros, sa vie et ses ouvrages, par J.-B. Delestre. 1 vol. in-8, orné de 55 gravures. — Ve Jules Renouard.

S'il est un maître du dix-neuvième siècle dont l'avenir se préoccupera, c'est assurément Gros. Quand le temps aura passé sur les ouvrages de ce peintre si éminemmen

épique, sans avoir affaibli sa gloire, on s'estimera heureux alors de posséder sa biographie tracée par un de ses élèves. Admirateur passionné de son illustre maître, M. Delestre ne s'est épargné aucune peine pour raconter sa vie, décrire ses œuvres, et consacrer ses préceptes. Tous ceux qui s'intéressent à ce grand artiste trouveront donc plaisir à lire ce volume, à en feuilleter les pages ornées de *fac-simile* retraçant les premières pensées d'œuvres célèbres, ou faisant connaître des compositions qui n'ont point été exécutées. F. D. T.

Les Mémoires de mon oncle, par Charles d'Héricault. — 1 vol., chez Brunet, rue Bonaparte.

Ce livre est d'un genre tout spécial, qui ne répond à aucune des catégories admises généralement en littérature. Ce n'est pas un de ces romans qui surexcitent la curiosité en donnant à l'esprit des habitudes de paresse ou de rêverie, ce n'est pas davantage un volume d'histoire, en ce sens que l'auteur n'affecte pas d'écrire en feuilletons l'histoire de France.

Il a composé trois nouvelles qui ont pour objet la peinture des mœurs françaises à la fin du dix-huitième siècle.

Le fond et l'unité de son travail sont dans le choix même de l'époque, la forme et le ton des récits sont au contraire variés, et mêlés de détails assez piquants pour solliciter l'attention, assez émouvants pour la soutenir.

La première nouvelle, *les Mémoires de mon oncle* est un tableau charmant et saisissant de la vie du curé de campagne de 1786 à 1794. Il écrit lui-même sans méthode ses impressions quotidiennes ; ces notes intimes ont un accent de sincérité qui peu à peu attache et gagne le lecteur. On vit avec lui, on suit le progrès de ses observations ; sans le savoir on fait avec lui une étude psychologique très-délicate, relevée et animée par les événements dramatiques qui s'accomplissent alors dans le pays.

Le Bachelier de Sorbonne, qui est la seconde nouvelle, nous donne le portrait au pastel d'un abbé érudit, comme il s'en formait à la Sorbonne au dix-huitième siècle. Sa physionomie, son langage, sa passion pour les commentaires, toute sa vie absorbée par des études qui le possèdent en quelque sorte tout entier, en un mot chaque trait de cette figure frappe comme certains chapitres de Topfer.

Le Paysan de l'ancien régime offre dans un genre différent et cette fois complétement romanesque, des qualités de style et d'esprit analogues. C'est un troisième aspect de la vie du temps. Il ajoute à ce qui précède une notion nouvelle et nous fait saisir des faits, des caractères, des éléments du drame, que l'histoire générale paraît oublier, mais qui constituent son caractère intime.

Tel est ce volume. On peut essayer de le caractériser en disant que c'est une œuvre d'observation morale, historique et pittoresque. Elle a des qualités sérieuses, une grande vérité, une délicatesse réelle et une honnêteté spirituelle. Elle élève, instruit et amuse tout à la fois. Elle est originale et piquante, en même temps qu'elle est solide et pure. T. C.

Études sur la question religieuse de Russie. — Paris, V. Palmé.

Le P. Tondini, barnabite, vient de commencer cette série d'études par une brochure très-opportune et substantielle sur *la Primauté de saint Pierre prouvée par les titres que lui donne l'Église russe dans sa liturgie*.

L'Église russe, dont les origines sont parfaitement catholiques, n'admet plus la suprématie de saint Pierre et de ses successeurs dans toute l'Église ; elle n'admet plus que Jésus-Christ ait laissé un vicaire sur la terre, qu'il ait laissé à sa visible Église un chef qui le soit également ; mais ses livres liturgiques contiennent les aveux les plus explicites en faveur de la suprématie de saint Pierre et de ses successeurs. Le comte de Maistre a naguère découvert ce fait ; de nos jours le P. Gagarin a indiqué toutes les conséquences qui en découlent. Inspiré par ces écrits, celui que nous recommandons les confirme et les complète ; c'est une arme de plus dont doit s'enrichir l'arsenal catholique et la main de l'adolescent peut la manier comme celle du théologien.

Pour les articles non signés : Camus.

L'un des Gérants : CHARLES DOUNIOL.

PARIS. — IMP. SIMON RAÇON ET COMP., RUE D'ERFURTH, 1.

L'EMPEREUR MAXIMILIEN

PEINT PAR LUI-MÊME

Aus meinen Leben. — *Reiseskizzen.* — (Tableaux de ma vie. — Esquisses de voyage). 4 vol. in 8°. Leipzig, Dunkler et Humblot, 1867.

La sombre tragédie de Queretaro venait de consterner l'Europe; tous les cœurs frémissaient encore d'indignation et de pitié, quand fut annoncée la publication des œuvres de l'auguste victime. C'est avec un respectueux attendrissement que nous avons parcouru ces pages, écrites tantôt à bord d'une corvette, tantôt sur une table d'auberge, et qui, exemptes de toute prétention d'auteur, reflètent si fidèlement l'âme ardente et généreuse de Maximilien. Jamais piété fraternelle ne fut mieux inspirée que celle qui a mis au jour ces lignes éloquentes. C'était élever à la mémoire de l'infortuné prince le monument le plus glorieux. Sa noble figure s'en dégage lumineuse et pure; elle revit devant nous dans la pleine fleur de la jeunesse et de l'espérance; on admire les dons précieux et charmants que la nature s'était plu à lui prodiguer, en même temps qu'avec une émotion profonde on retrouve dans ces yeux, parfois pleins d'éclairs, parfois voilés de mélancolie, les signes révélateurs d'une destinée fatale.

Les œuvres de Maximilien recevront en France comme en Allemagne un accueil plein de sympathie. Par ses malheurs, il est devenu nôtre; sa fin lamentable est liée aux revers de notre politique; elle forme l'un des épisodes les plus douloureux de notre histoire moderne, et personne dans notre pays ne refusera du moins un hommage au

prince que nos armes n'ont pu défendre contre la mauvaise fortune. L'expédition du Mexique n'a été chez nous rien moins que populaire, et peut-être si l'archiduc avait mieux connu l'état des esprits en France et de l'autre côté de l'Océan, il se fût arrêté sur la pente funeste qui le conduisait à l'abîme; mais il suffit qu'il ait combattu à l'ombre de notre drapeau pour que son souvenir nous soit sacré, quand même il ne serait pas entouré de la double auréole de l'infortune et de la grandeur d'âme.

Quel avenir pourtant s'ouvrit jamais sous de meilleurs auspices? Descendant de la race illustre des Habsbourg, petis-fils de Charles-Quint, placé assez près du trône pour en recevoir l'éclat, assez loin pour en éviter les périls, tout en exerçant une grande influence sur les destinées du pays, Maximilien avait encore en partage les plus rares qualités du cœur et de l'esprit. L'intérêt qui s'attache à ses œuvres littéraires n'est pas dû seulement à son rang élevé, à ses malheurs; on reconnaît dans l'auteur des *Esquisses de voyage* un poëte épris des beautés de la nature et habile à les peindre, un observateur plein de finesse, un remarquable penseur.

Convaincu que l'Autriche devait fortifier par la puissance maritime sa prospérité sur le continent, Maximilien avait, dès l'âge de dix-sept ans, pris rang dans la flotte impériale. Il visita, fort jeune, la Grèce et une partie de l'Asie Mineure; cette croisière, qu'il n'a point racontée, lui avait laissé de profonds souvenirs, dont nous trouvons la trace dans maint passage de son livre.

En 1851, il s'embarqua de nouveau, suivit les côtes d'Italie, d'Espagne, de Sicile, et cette fois, plus maître de sa pensée, il recueillit ses impressions à mesure qu'elles s'éveillaient dans son âme. Les courts extraits de ce journal que nous allons présenter au lecteur, suffiront, nous en avons la confiance, pour lui permettre d'apprécier comme ils le méritent l'homme et l'écrivain. Connus depuis longtemps et décrits mille fois, les pays qu'a visités le jeune archiduc n'offrent point l'attrait de la nouveauté; parmi ceux qui parcourront ces lignes, il en est beaucoup qui les ont contemplés de leurs propres yeux; donner un abrégé des voyages de Maximilien, le suivre dans toutes ses pérégrinations, serait chose puérile autant que superflue; ce qu'il faut, c'est faire ressortir l'individualité du prince; pour cela, nous n'avons qu'à le laisser parler lui-même.

Parti de Trieste, le 30 juillet 1851, il eut d'abord une navigation assez pénible; la vue de la tourmente enflamme cette imagination aventureuse, et il écrit le 3 août :

« Pour comprendre la puissance de la nature, pour avoir l'idée de « la force dont elle dispose, il faut être sur les Alpes, voir les luttes « des vents et des nuées au-dessus de l'océan de roches gigantesques,

« ou bien, perdu au milieu de la plaine infinie des mers, regarder « bondir les flots furieux. L'âme ébranlée s'incline ; elle reconnaît « la petitesse, le néant de l'homme. Mais bientôt sa fierté se relève : « l'intelligence de ce roseau ne sait-elle pas dompter les vagues, as- « servir la foudre? Nous venons de jouir de ces émotions saisissantes. « Les éléments se livraient un combat formidable , des éclairs inces- « sants rendaient la nuit plus lumineuse que le jour ; le roulement « du tonnerre ressemblait aux détonations d'une puissante artille- « rie, et de violentes rafales jetaient leurs notes aiguës au milieu du « fracas de la tempête, tandis que le ciel versait sur nos têtes toutes « ses cataractes. »

Plus loin, l'Etna lui inspire d'amères réflexions sur les ravages causés par ces autres volcans qu'on appelle les passions humaines :

« Des brouillards du matin sortait l'antique Etna, ce témoin de « tant de siècles évanouis, de tant d'ambitions éphémères, de tant « de décadences successives. A l'horizon brillaient les montagnes de « Sicile, enveloppées d'une vapeur pourpre qu'on eût dite teinte de « sang, et qui rappelait, d'une façon sinistre, les crimes commis par « les peuples de ces régions. Tout à coup, une gerbe de lumière illu- « mina l'espace. Le chaud soleil de l'Italie, ce soleil qui allume tant « de passions dans le cœur des hommes, parut au-dessus des cimes « qui le dérobaient à notre vue et darda un millier de rayons en- « flammés sur l'orgueilleuse Messine, dont les tours, les palais et les « places fortes semblaient étinceler au milieu de la verdure des « jardins touffus ; Messine qui, fondée par les Grecs à l'esprit mo- « bile, vit, au moyen âge, un coup de poignard donner le signal des « Vêpres siciliennes, et, de nos jours encore, fut ensanglantée par « des luttes terribles. . . . .

« Le soleil avait vaincu la nuit et dispersé les sombres vapeurs. « Le phare, tout resplendissant, se dressait devant nos yeux ravis ; les « sinuosités de la côte s'accentuaient nettement à la lumière du jour, « et, au pied des montagnes de la Calabre, se levait souriante la ville « de Reggio, baignée par les flots bleus de la mer, et admirablement « encadrée dans la riche végétation du Midi. Les hauts palmiers se « balançaient doucement, la vigne et les citronniers étalaient leurs « fruits de pourpre et d'or, comme pour inviter à les cueillir ; une « brise rafraîchissante apportait jusqu'à nous le parfum des fou- « gères. Des montagnes volcaniques, dont les lignes pittoresques se « dessinaient sur le ciel pur, formaient le fond de ce tableau splen- « dide. Partout la campagne revêtait ces chaudes teintes qu'affec- « tionnent le cœur et les yeux du Méridional, et qui réjouissent « l'âme de l'homme du Nord. »

A mesure qu'il s'avance le long des côtes enchantées de l'Italie,

son imagination s'enflamme, son style se colore, les descriptions brillantes et animées se pressent sous sa plume. Le prince possédait au plus haut degré le sens du beau ; il avait le don de voir, de sentir la nature, et le don plus rare encore de traduire ses impressions de manière à les faire passer dans l'âme du lecteur. La séve bouillonne en lui ; il emporte, il subjugue ; la flamme généreuse de ses vingt ans court à travers ses récits ; il a l'admiration vive, la sensibilité profonde ; tout lui devient une occasion d'étude, tout lui sert à nourrir sa pensée, à élever son esprit. Aussi combien ardente était sa passion pour les voyages ; quelle ivresse de parcourir le monde, quelle jouissance d'observer, de comparer les hommes et les choses! Avec quelle compassion dédaigneuse il dépeint ces touristes maussades, qui promènent en tous pays leur ennui contagieux :

« Heureux, trois fois heureux qui peut voyager ! Celui-là seule-
« ment connaît la véritable science, la plénitude de la vie. Pour moi,
« je plains de toute mon âme les hommes qui, libres de goûter cette
« noble jouissance, préfèrent gaspiller misérablement leur temps et
« leur fortune dans les monotones distractions d'un cercle d'oisifs.
« Il y a cependant quelque chose de plus triste encore, c'est de par-
« courir le monde comme un inerte ballot de marchandises, sans
« qu'aucun spectacle sublime éveille une pensée, fasse germer au
« cœur l'amour du grand et du beau. Malheureusement, cette es-
« pèce de touristes abonde à notre époque ; la jeunesse du dix-neu-
« vième siècle, élevée dans les doctrines desséchantes du matérialisme,
« se croit encore, il est vrai, tenue de voyager, mais il serait du plus
« mauvais genre de prendre intérêt à quoi que ce soit ; on n'a d'autre
« but que de comparer les différentes cuisines du globe, et l'on bâille
« d'un air de hautaine indifférence devant les beautés immortelles
« que nos pères avaient la naïveté d'admirer. »

Une âme aussi ouverte à l'enthousiasme devait être profondément remuée par la vue de cette terre privilégiée entre toutes, de cette merveilleuse Italie, « où fleurissent les citronniers, où le myrte discret s'élève auprès du laurier superbe ; » où « les palais resplendissants, soutenus par de majestueuses colonnes, sont remplis de figures de marbre qui se dressent et regardent [1] » l'étranger. Capri surtout, dont la beauté sauvage rappelle la zone ardente des tropiques, fit vibrer les cordes les plus intimes de l'âme de Maximilien. Entre l'esprit aventureux du prince et cette île bordée de rochers, couverte d'une végétation inconnue dans nos climats, il existait une affinité secrète ; aussi trouvait-il pour la célébrer des accents pleins de force et de poésie :

[1] Gœthe, *Wilhelm Meister*.

« De toutes les contrées baignées par le golfe magique, c'est Capri
« qui porte plus brûlante l'empreinte méridionale. J'ai cru voir le
« siége enflammé du soleil, tel que je l'avais contemplé naguère en
« Grèce. Ce n'est pas l'Italie, c'est mieux que l'Italie. Des rocs den-
« telés de la côte, la lumière rejaillit en gerbes éclatantes ; le sein
« pierreux de l'île nourrit une foule de plantes au vigoureux feuil-
« lage, aux brillantes couleurs, telles qu'on les voit dans les régions
« tropicales. L'Italie mélodieuse et pleine de charme qu'a chantée Pé-
« trarque expire dans les flots bleus pour faire place à une nature
« plus sauvage. L'Italie est un sonnet enivrant murmuré par une
« bouche harmonieuse ; Capri, un poëme passionné où se reflètent
« toutes les ardeurs terrestres. Si j'étais maître de ce beau royaume,
« c'est ici que je voudrais habiter ; les rayons du soleil y fortifient
« le courage ; à Naples, ils amollissent l'âme.

« ..... On nous montra le roc escarpé d'où Tibère faisait jeter
« dans les flots les malheureux qui lui portaient ombrage. De là,
« le regard sonde les profondeurs mystérieuses de l'abîme. Calme
« et transparente, la mer semblait nous observer de son œil paisible,
« mais cet œil, comme celui des hommes, voile de redoutables se-
« crets. Tout auprès s'élève la tour blanche d'où le sombre tyran
« suivait le cours des astres, lisant le malheur ou la menace dans
« ces mêmes constellations dont la douce lumière porte l'espérance
« aux cœurs simples.

« De retour à Capri, nous reçûmes l'hospitalité dans une mai-
« sonnette de modeste apparence. Presque aussitôt nous vîmes
« entrer un essaim de ravissantes créatures qui se mirent à dan-
« ser la tarentelle au son du tambourin. Une d'elles se distin-
« guait entre ses compagnes par le feu sauvage de ses grands
« yeux noirs, le provoquant sourire qui entr'ouvrait à chaque in-
« stant ses lèvres et montrait deux rangées de dents pareilles à des
« perles.....

« Cependant d'autres enchantements nous attendaient. Des bar-
« ques qu'on eût dit empruntées à la flotte de la reine Mab, tant
« elles étaient légères et mignonnes, nous transportèrent en un clin
« d'œil au pied des rochers. Nous étions en pleine féerie, et je me
« disais que sans doute un talisman ouvrirait devant nous ces murs
« de granit pour nous introduire dans un palais magique. Je ne me
« trompais pas. Une fente, juste assez large pour notre embarcation
« lilliputienne, nous livra passage. Nous glissâmes sur les eaux,
« comme poussés par le souffle des elfes. Derrière nous disparais-
« sait le monde réel, avec son activité fiévreuse et ses jours dont la
« nuit dérobe la moitié. Portés par l'aile des zéphyrs, nous arrivâ-
« mes à une grotte scintillante surmontée d'un dôme féerique. Des

« reflets argentés se jouaient dans la pénombre bleuâtre, faisaient
« chatoyer les mille cristaux des stalactites et revêtaient de teintes
« étranges les dentelures des fines colonnettes. Cette vaporeuse re-
« traite est le temple de la déesse de Capri. . . . .
« Un ravissement plein de mystère s'empara de moi ; je portais envie
« aux bateliers qui, semblables à d'agiles Tritons, glissaient sur
« les flots d'azur. Soudain, l'enchantement cessa ; quelques coups
« de rame nous avaient ramenés à l'ouverture du rocher, le palais
« de la naïade s'était évanoui. Mais la réalité, jalouse de l'emporter
« sur le rêve, s'était revêtue d'une admirable splendeur ; les rayons
« éclatants du jour nous montraient la terre parée de grâce et de
« vie, je sentis l'admiration gonfler ma poitrine et je m'écriai : Sur
« mon âme ! le soleil est beau ! »

Ce n'était pas toutefois sans lutte ni sans résistance que Maximilien avait subi le charme. Tout rempli encore des souvenirs d'Athènes et du golfe de Lépante, il s'était promis de rester fidèle à son premier culte et de ne permettre à aucune image nouvelle de faire pâlir dans son esprit la patrie d'Homère :

« Je m'approchais avec un certain sentiment de défi. Pendant mon
« voyage en Grèce, quand mes yeux ravis croyaient contempler le
« beau sous sa forme la plus magnifique, on avait tant de fois essayé
« de refroidir mon enthousiasme en exaltant les merveilles de Na-
« ples, que ces éloges hors de propos avaient éveillé en moi un vif
« esprit d'opposition et que j'avais résolu de ne point céder à l'entraî-
« nement général. Avec un pareil parti pris, on se hâte d'accommo-
« der à sa guise les premières apparences : je trouvai donc la ville
« trop petite, les hauteurs qui la dominent trop basses ; j'eusse pré-
« féré la voir au pied du Vésuve, en un mot, j'aurais voulu retoucher
« mille traits du tableau. Le jour s'était levé brumeux, le contour
« des sommets, noyés dans une nuage grisâtre, n'avait point cette
« netteté, cette splendide coloration qui caractérisent les sites du
« Midi ; ni le ciel ni la mer n'offraient ce bleu profond, indescripti-
« ble que jamais on n'oublie quand une fois on l'a vu. A mesure
« que nous approchions, le château Saint-Elme, la Villa reale, et
« d'autres monuments célèbres se déroulaient lentement sous nos
« regards. Mais je n'en persistais pas moins à ne trouver au paysage
« nulle beauté extraordinaire.

« Tout à coup la frégate atteint la pointe du promontoire sur la-
« quelle s'élève le château de l'Œuf ; le palais du roi apparaît dans
« toute sa majesté, avec ses formes massives et ses vertes terrasses ;
« les maisons s'alignent en longues rangées, les coupoles surgissent ;
« les palais se détachent au milieu de ce panorama splendide : je
« commence à sentir que Naples est une grande ville. . . . . . .

« Nous sautons à terre, et comme par un coup de baguette magi-
« que, nous nous trouvons transportés dans un monde nouveau,
« monde étrange et bruyant, dont nous avions à peine l'idée. Dès les
« premiers pas, nous voici en pleine vie populaire; deux capucins,
« les lunettes sur le nez, nous observent d'un œil scrutateur; un
« abbé, coiffé du noir tricorne, se fraye un passage au milieu de la
« foule ; l'armée des lazzaroni nous environne comme pour nous
« faire un cortége triomphal. Partout une exubérance de vie, une
« animation, un tapage auxquels l'oreille allemande n'est pas faite. La
« tête commence à nous tourner, et cependant nous ne sommes en-
« core qu'au début. L'espèce d'étourdissement causé par ce spectacle
« s'accroît encore quand, montés dans la voiture de notre ambassa-
« deur, nous parcourons la célèbre rue de Tolède, cette grande
« artère de Naples. Pareil tumulte ne règne chez nous que dans les
« temps d'insurrection populaire, ou du moins aux jours de folie
« du carnaval; ici, ce sont les habitudes quotidiennes. Ce peuple
« vit, il n'est point silencieux et morne, il ne se dérobe pas aux re-
« gards comme celui de tant d'autres villes; tout ce qu'il fait, il le
« fait au grand jour, son existence se passe dans la rue, et c'est là ce
« qui lui donne un si grand charme aux yeux des observateurs étran-
« gers. »

Trop vraiment artiste pour ne pas être bientôt séduit par le prestige de cette pittoresque et splendide contrée, « où le désordre même est grandiose, où la boue devient poétique, » où les chefs-d'œuvre des arts rehaussent l'incomparable beauté des sites, le prince ne tarde pas à s'avouer vaincu : « Nous retournâmes à la ville par les célèbres
« *Ponti Rossi*. Là, un jardin en suit un autre; des pins d'une gran-
« deur gigantesque élèvent leurs têtes altières à côté des vignes luxu-
« riantes, et les échappées dont nous jouissions à travers les arbres
« étaient admirables ; le soleil s'abaissait lentement à l'horizon, le ciel
« s'était éclairci, la campagne resplendissait dans tout son éclat, et
« son charme puissant se faisait vivement sentir à mon âme. Au loin,
« nous apercevions le majestueux Vésuve, couronné de vapeurs ; à
« ses pieds la plaine fertile ; à notre droite Naples, imposante et su-
« perbe ; de tous côtés, une végétation splendide, et, à demi perdues
« dans un clair-obscur bleuâtre, les chaînes de montagnes de Sor-
« rente ; enfin, devant nous, le golfe et l'immensité de la mer. J'étais
« ébloui, fasciné par la beauté sans rivale de Parthénope l'enchan-
« teresse. »

Le soir vient et la ville, déjà si tumultueuse, prend une nouvelle animation. Rien n'égale l'assourdissant tourbillon des nuits napolitaines. Les équipages lancés à toute vitesse se croisent dans les rues; les mendiants galopent à côté des portières, en accompagnant leurs sup-

plications d'une mimique expressive; les marchands vantent leurs denrées d'un ton criard; des milliers de lumières s'allument de tous côtés; falots, lampes et lanternes illuminent les quais, traînent dans la mer de longs sillons de feu; des salves de pétards ébranlent l'air; la voix nasillarde des marionettes appelle les lazzaroni; des cuisines en plein vent étalent leurs trésors problématiques à la lueur de flammes petillantes. Mais ce bruit, cette gaieté ne captivent pas longtemps le prince. Son imagination inquiète avait une tendance naturelle vers la tristesse. Il était né poëte, ce fils des Césars, et comme la plupart des poëtes, son âme, affamée d'idéal, sent bientôt le vide de la joie terrestre et s'élance dans la région des rêves :

« Au-dessus de la ville en fête, la lune s'avance avec majesté dans « la mer bleue de l'éther; son regard pâle et calme semble railler « doucement l'agitation de ce peuple qui, ne pouvant se rassasier « de vivre, veut arracher à la nuit la moitié de son repos.... Le « soleil est le roi de la vie, il échauffe l'âme et la prépare au combat. « La lune est l'astre du souvenir, elle éveille en nous des mélancolies « ineffables; elle nous entoure de l'essaim des rêves du passé; « sur son miroir paisible, nous voyons glisser de chères images, om- « bres évanouies de temps plus heureux. Elle est encore le mystérieux « messager des âmes aimantes. Sa lumière fidèle brille dans la cham- « bre solitaire, et rappelle à l'ami que sur la terre lointaine ou sur « l'immense Océan, bat un cœur oppressé par la tristesse de l'ab- « sence, par le regret de la patrie. »

Qu'on n'aille pas cependant prendre Maximilien pour un sentimental rêveur. Deux natures opposées, l'une fougueuse, ardente, avide de périls, l'autre mélancolique et tendre, combattaient en lui. Son livre en fournit mille exemples, et cette variété d'allure, cette mobilité d'impressions ne sont pas un de ses moindres charmes. Souvent le jeune archiduc entend au fond de son cœur l'écho des inénarrables tristesses dont parle Chateaubriand; ses tableaux, même les plus brillants, ont des ombres inattendues, les notes graves et douces sont nombreuses dans ses œuvres; puis tout à coup une fanfare retentissante décèle la hardiesse, la fermeté de ce caractère plein de contrastes. L'heureuse union de tant de qualités diverses, la force et la douceur, la rêverie et l'émotion vive, aurait pu, si le temps et les circonstances lui eussent permis de porter des fruits, produire un de ces écrivains d'élite dont la royauté rayonne dans les sphères de l'intelligence. Mais, en même temps que les dons les plus rares ornaient son esprit, le sang des Habsbourg coulait dans ses veines. Comment un cœur ardent et jeune, nourri par des traditions de gloire et de grandeur, ne se serait-il pas abandonné souvent à des espérances décevantes, à des regrets dangereux? Un jour, visitant l'Espagne, Maxi-

milien s'arrête devant le tombeau d'un frère de Charles-Quint, mort à treize ans, et dont il n'avait jamais entendu parler : le silence qui se fait autour des princes quand ils ne règnent pas ou ne remuent pas le monde par d'héroïques actions, produit sur lui une impression pénible, et il s'écrie douloureusement :

« Ces vies fauchées dans leur fleur ne laissent point de traces dans « la mémoire des peuples. Clio n'inscrit sur ses immortelles tablettes « que le nom de ceux qui accomplissent de grandes choses, ou font « obstacle aux évolutions de l'humanité ; le génie qui seconde la mar- « che de l'histoire, le téméraire qui tente de l'enrayer, deviennent « seuls célèbres. »

Une autre fois, la vue d'un palais napolitain provoque des réflexions trop significatives pour avoir besoin de commentaires :

« L'escalier de Caserte est digne de la majesté royale. Je me re- « présentais le souverain planant du haut des lambris de marbre « sur la foule qui, éblouie par les merveilles dont elle est entourée, « s'avance avec une crainte respectueuse. Le roi jette sur les sup- « pliants un regard plein de bienveillance, mais qui tombe de haut ; « son sourire respire la bonté, mais la bonté imposante d'un maître. « Qu'un Charles-Quint, qu'une Marie-Thérèse apparaissent dans l'im- « mense vestibule en forme de coupole, qui oserait ne pas courber la « tête devant l'auguste majesté dont Dieu se plaît à revêtir les re- « présentants de sa puissance? Le pouvoir vient d'en haut, et c'est « ce qu'a bien compris l'architecte de Caserte ; car ce vestibule, qui « rayonne sur toutes les cours, aboutit à la riche chapelle, placée au « cœur même du gigantesque édifice. Les temps changent et avec « eux, les mœurs et les coutumes. Au milieu de ces montagnes de « marbre poli, de ces splendides couleurs empruntées à la pierre, « et durables comme elle, l'habit noir moderne fait l'effet d'un insecte « éphémère égaré sur un manteau de pourpre. *Et cependant, pauvre « éphémère, je sentais tressaillir au fond de mon cœur l'orgueil qu'a- « vait autrefois réveillé en moi la vue du palais des doges de Venise. « Combien il doit être beau, me disais-je, de pouvoir, du haut d'un « escalier semblable, promener ses regards sur la foule et se sentir le « premier, comme le soleil dans le firmament !* »

Ce songe de grandeur, Maximilien l'a réalisé. Il a tenu un jour dans ses mains la puissance suprême, et il a senti combien le poids en est lourd ; il a goûté le douloureux plaisir, peu fait pour une âme aussi tendre, d'être solitaire à la première place, « comme le soleil dans le firmament. » Il a vu s'agiter au-dessous de lui la foule avide des flatteurs, la tourbe impure des ambitieux et des traîtres. Toutefois il est permis de douter que la funeste vision, évoquée par les palais de Venise et de Caserte, fût jamais sortie du domaine des chi-

mères, si des influences extérieures n'étaient venues fortifier les aspirations vagues du prince. Un mélancolique pressentiment lui faisait redouter ce pouvoir, qui cependant exerçait sur lui une sorte de fascination. Au milieu même de ses pensées de grandeur, quand il décrit avec enivrement les pompes de la majesté royale, il ne trouve, lui le petit-fils de Marie-Thérèse, d'autre épithète à s'appliquer que celle de « pauvre éphémère. » Ce mot, dans la bouche du futur empereur du Mexique, ressemble à un présage funèbre. Maximilien, on le sait, avait refusé d'abord la fatale couronne qui lui était offerte. Bien qu'il ne mesurât pas exactement la profondeur de l'abîme ouvert sous ses pas, il comprenait les difficultés qui l'attendaient, mais il se laissa entraîner par d'imprudents conseils. Seul, il eût écouté la voix de la raison ; la témérité d'autrui réveilla son humeur aventureuse. « Dès que plusieurs se trouvent ensemble, » dit-il en parlant de l'ascension du Vésuve, ascension qui n'est point exempte de danger, « la crainte « disparaît, on oublie le péril et l'on avance résolûment sur le chemin « des terreurs. » Une fois lancé, il ne s'arrête plus. « Quand les « obstacles sont nombreux, les volontés incertaines ou rebelles, « écrit-il ailleurs, ma résolution augmente d'énergie, et croît avec « les difficultés. C'est ainsi que l'on sort vainqueur des luttes de la « vie. » Confiance noble et courageuse à laquelle les événements devaient donner un démenti si cruel.

Puisque nous avons nommé le Vésuve, nous ne pouvons résister au désir de mettre sous les yeux du lecteur le récit vif et animé que le prince fait de son excursion. Cette page est une des mieux réussies, des plus colorées, qui soient échappées à la plume du royal écrivain.

Les voyageurs partent avant le lever du jour, éperonnent leurs chétifs bidets et s'élancent, enivrés par le plaisir de cette course rapide, sur le chemin du cratère :

« Bientôt nous aperçûmes à droite et à gauche de grandes parties « de terrain envahies par la lave ; cependant la végétation s'était dé- « gagée de ce linceul funèbre, et des plantes grimpantes couvraient « de verdure ce sol promis à la stérilité. Mais à mesure que nous « avancions, les vestiges de vie devenaient plus rares, et les traces « des dernières éruptions plus visibles. Les fleuves pétrifiés de lave « grisâtre étendaient au loin leur torpeur hideuse, image de l'é- « pouvante, lugubre spectacle auquel nul autre ne saurait être « comparé. L'imagination se représente le torrent destructeur en- « traînant dans sa course, étreignant de ses bras de fer, ou bien « dévorant de ses vapeurs embrasées, tout ce qu'il rencontre sur « son passage. Le flot des inondations aussi est terrible ; quand les « rivières débordées se précipitent sur les campagnes, elles y por-

« tent le ravage et la désolation ; mais enfin elles se retirent, et la « terre se recouvre de fleurs et de fruits. Il n'en est pas de même « des contrées envahies par les fleuves de feu que vomit le Vésuve. « La lave refroidie devient la pierre d'un sépulcre sous laquelle « nulle vie ne peut germer ; il faut des siècles pour former un nou- « vel humus capable de nourrir les plantes.

« Nous avions atteint le fameux ermitage, si connu des touristes. « Une maisonnette et une chapelle s'élèvent sur un tertre, véritable « oasis couverte de la plus belle verdure. Souvent les cascades in- « candescentes ont passé à côté. La mer infernale a monté jusque « près du sanctuaire, mais arrivés là, les flots se sont séparés, lais- « sant intacte au milieu de la destruction l'humble demeure du « religieux. Les magnifiques tilleuls qui ombragent ce lieu béni « témoignent que jamais il n'a été atteint par le fléau destructeur.

« Depuis longtemps, je désirais voir un ermite, jamais ce sou- « hait n'avait pu s'accomplir ; j'avais admiré souvent les ruines poé- « tiques de vieux ermitages ; mainte légende émouvante m'avait été « racontée sur leurs saints habitants, et ces récits avaient allumé en « moi une vive curiosité. En outre, j'avais entendu dire que le soli- « taire du Vésuve empruntait à l'élément de feu au milieu duquel « se passait sa vie, une vivacité, une fougue qui contrastaient d'une « façon étrange avec son costume austère et sa barbe flottante. Je « me figurais voir un religieux dont le corps, amaigri par les macé- « rations, serait enserré dans une longue robe brune, ceinte à la « taille par une corde. Hélas ! la vision romanesque des anciens « jours avait fait place à la prose la plus vulgaire ! Un visage sans « expression, un œil atone, un frac en lambeaux, voilà tout ce « qu'offrit à notre vue le pauvre gardien du *lacryma Christi*.

« Après une courte halte, nous nous remîmes en marche. La végéta- « tion disparaissait peu à peu, nous ne rencontrions plus que de ché- « tives fougères et de rares buissons. Le spectre terne du néant avait « remplacé les riantes images de la vie. Des plaines sombres, des « blocs grisâtres, des collines de cendre et de lave enfantées dans les « convulsions de la nature, tels sont les seuls objets qui s'offrent aux « regards du voyageur, perdu au milieu de ce royaume immense de « la mort. Loin, bien loin, il aperçoit encore la fertile campagne ; « ainsi une âme, foudroyée par le malheur, submergée par les flots « monotones et mortels du découragement, privée même de la res- « source suprême des espérances religieuses, voit sa douleur s'ac- « croître du souvenir des beaux jours écoulés.

« Arrivés au pied du volcan, il nous fallut marcher, ou nous con- « fier aux bras des porteurs. Des gens, munis de courroies, vou- « laient à toute force me hisser au sommet de la montagne ; mais je

« préfère toujours, en pareille occurrence, donner à mes pieds toute
« la peine, si grande qu'elle puisse être. On voit ici de quels efforts
« l'homme devient capable quand un but digne de son courage lui est
« présenté. D'abord, nous dûmes monter une rampe très-escarpée,
« couverte d'une épaisse couche de cendre fine, dans laquelle nous
« enfoncions jusqu'aux genoux : ce fut un supplice comparable à
« ceux qui étaient infligés dans l'enfer des anciens. On monte avec
« peine, on espère avoir atteint un point plus élevé, tout à coup la
« cendre cède, le pied glisse et recule, de sorte que sur trois pas en
« avant il en faut compter deux en arrière.

« Nous étions en belle humeur ; nous prîmes la chose du côté plai-
« sant, et l'entreprise nous parut moins malaisée. Enfin, nous arri-
« vâmes à un endroit où la lave, amoncelée en blocs durcis, offrait
« un point d'appui plus solide. Néanmoins de grandes précautions
« étaient encore indispensables, car ces pierres se trouvaient sur
« un sol mouvant, et plus d'une fois elles cédèrent sous la pression
« de nos pieds. La chaleur devenait accablante : essoufflés, ruisselants
« de sueur, il nous fallait, sans trêve ni repos, nous élancer d'un
« bloc à l'autre ; nous avancions cependant, le cœur résolu, les mys-
« tères du cratère devant les yeux de l'esprit. Chaque pas que nous
« faisions ajoutait au péril en augmentant la hauteur d'où nous
« pouvions être précipités avec les masses volcaniques, dont plusieurs
« fragments se détachaient sous notre poids, mais par bonheur assez
« lentement pour nous permettre de sauter sur la pierre voisine. . .
« . . . .

« Nous avions traversé avec circonspection les endroits qui offraient
« le plus de danger ; tout à coup nous aperçûmes devant nous la
« gueule béante du monstre de feu. Bien des fois les brillantes des-
« criptions faites par de savants touristes avaient évoqué dans mon
« esprit l'image d'un Vésuve fantastique, le rêve se trouvait bien
« au-dessous de la réalité, car aucune langue ne saurait rendre la
« grandeur infernale du spectacle que nous avions sous les yeux. Le
« gouffre s'ouvrait avide au-dessous du bord mince et crénelé d'où
« nous le contemplions. De larges bandes de soufre aux couleurs
« tranchantes, heurtées, se mêlent à la cendre des parois intérieures,
« couvrent les rocs de lave dentelés ; quelques crevasses extérieures
« sont aussi revêtues d'éclatantes cristallisations. Le ton dominant
« est un jaune vif, au milieu duquel serpentent de riches veines de
« cinabre ; dans les endroits qui donnent passage aux brûlantes va-
« peurs, le soufre prend des nuances tantôt vertes, tantôt bleues ou
« d'un violet rougeâtre. Quelquefois, ces teintes disparaissent à demi
« sous une couche blanche, pareille à du givre. Ces bizarres colorations
« donnent au cratère un aspect étrange, qu'on dirait emprunté à un

« monde surnaturel. Malgré leur vivacité, les tons n'ont aucune fraî-
« cheur. L'ensemble est froid, morne, sans vie; le contraste entre
« ces teintes criardes et le gris monotone des cendres n'étant point
« ménagé par ces douces transitions auxquelles la nature se montre
« d'ordinaire si habile, l'œil ne saurait y trouver aucun plaisir. Le
« cratère vomissait des nuages de vapeur si épais, qu'il était parfois
« impossible de rien distinguer; mais parfois aussi le lourd rideau
« s'ouvrait, et le regard plongeait dans l'intérieur du goufre; le géant
« cessait un moment de soulever sa poitrine haletante comme sous
« l'effort d'une respiration pénible, et nous apercevions claire-
« ment toutes les profondeurs de sa gueule enflammée. Le volcan
« offre, en effet, quelque ressemblance avec les dragons fabuleux
« dont parlent les *sagas*. Les cristaux de soufre brillent comme les
« écailles polies et invulnérables qui couvraient ces monstres re-
« doutables; les vapeurs empoisonnées du cratère rappellent les
« souffles impurs qui, s'échappant de leur bouche, glaçaient les
« plus vaillants courages.

« Le chaos silencieux, l'épouvante, le vide qui m'entouraient,
« éveillaient dans mon âme la conscience douloureuse de son isole-
« ment et de sa faiblesse. J'étais, pour ainsi dire, environné de
« l'horreur des mondes légendaires ; sans la présence de mes amis,
« j'aurais fui devant la puissance muette et terrible de la nature. Je
« ne me sentais pas trempé pour de pareilles impressions, j'étais
« terrassé sous la fascination de cette force mystérieuse. Des spec-
« tacles moins terribles suffisent à faire trembler l'homme quand il
« est seul. S'il contemple une cascade grandiose, le vertige s'empare
« de lui, et il semble que les flots tumultueux l'entraînent au fond
« de l'abîme ; s'il est surpris par la tempête dans une campagne dé-
« serte, il regarde avec anxiété les éclairs qui forment autour de lui
« un cercle de feu, chaque coup de tonnerre lui paraît une menace
« de mort. Et qu'on ne voie point là l'effet d'une crainte pu-
« sillanime, c'est la nature qui parle à notre cœur, et révèle à
« l'homme son néant. Mais combien plus puissant est l'effet pro-
« duit par le Vésuve, alors que, séparé seulement du fléau destruc-
« teur par une mince écorce qui peut à chaque instant se briser, on
« sent, en quelque sorte, couler sous ses pieds des fleuves de feu ! »

Le retour fut rapide et gai. Comme toutes les natures vives et impressionnables, Maximilien passait en un instant de la tristesse à la gaieté, des pensées hautes et graves à des élans de joie bruyante et presque enfantine. Les cendres formaient un tapis épais, sur lequel nos jeunes officiers bondissaient, glissaient, se culbutaient, roulaient parfois au fond d'une molle crevasse, d'où ils se relevaient couverts de la tête aux pieds d'une couche grisâtre. Et de rire ! Comment un

chemin si pénible à la montée peut devenir si exempt de péril, si amusant à la descente, ceux-là seuls qui ont fait l'excursion du Vésuve peuvent s'en rendre compte. « Nous ressemblions, écrit Maxi-
« milien, à une troupe de jeunes chamois, qui, après de longs
« mois d'hiver, s'élancent pour la première fois dans la verte
« prairie. »

Cette verve, ces boutades où le prince montre la simplicité d'un caractère plein d'enjouement et de bonté, se retrouvent fréquemment dans la vie de Maximilien. Il se sentait trop de vraie grandeur, trop d'élévation d'esprit pour chercher à rehausser sa valeur personnelle par les vaines pompes de l'étiquette. Poëte et artiste, il est amoureux de fantaisie, de liberté; tout ce qui brille et chante, tout ce qui murmure et pleure, tout ce qui a l'imprévu, la grâce, l'éclat, l'attire tour à tour. Un jour, il trace un humoristique tableau de mœurs, le lendemain, il rêve devant une œuvre d'art; il poursuit de sa raillerie fine et piquante les vices et les sottises, il tombe en extase devant les grandes scènes de la nature. Un parfum de franchise s'exhale de cette âme ouverte à toutes les impressions saines; on sent qu'une éducation fortement chrétienne lui a conservé, jusque dans l'âge des passions, sa fraîcheur charmante, en même temps qu'elle l'a familiarisé de bonne heure avec les pensées sérieuses et profondes. Quel autre qu'un fils de l'Évangile pouvait trouver devant le cimetière de Naples ces accents émus, attendris, tout empreints d'une sérénité mélancolique et confiante :

« Nous arrivâmes à une porte de pierre qui ouvrait sur une ville
« nouvelle, dont les monuments égyptiens et grecs, les temples, les
« coupoles, les obélisques, se cachaient à demi sous des touffes d'o-
« liviers, de rosiers, de myrtes. Tout en ce lieu respire le calme, on
« serait tenté de s'écrier avec l'apôtre : Il fait bon d'être ici, dres-
« sons-y nos tentes. Et pourtant qui oserait former un pareil souhait?
« nous étions dans le cimetière de Naples. Nous nous acheminâmes
« rêveurs vers le cloître qui, placé au milieu de ce champ de repos,
« lui imprime son caractère chrétien. Le ciel était pur et la soirée
« calme; le soleil, à son déclin, s'harmonisait avec la mélancolie de
« de nos âmes. Au loin cependant la bruyante cité avec ses palais et
« ses musées, ses villas couronnées de verdure, s'étalait dans la ma-
« gnificence de ses pompes mondaines; séjour d'insouciance et de
« plaisir, elle nous apparaissait comme enveloppée d'une atmosphère
« éclatante et sensuelle; plus loin, les flots d'or du golfe venaient
« caresser les rivages enchantés de Castellamare; plus loin encore,
« apparaissait au milieu de ses bois d'orangers, Sorrente, la patrie
« de la beauté poétique; des vapeurs violettes enveloppaient le Vé-
« suve et flottaient sur la riche campagne. Mais autour de nous,

« voilés sous les fleurs du *Campo Santo*, la souveraine silencieuse « de ce monde, la Mort, proclamait au milieu de ses domaines de « marbre, à travers le frémissement des lauriers son inexorable et « fatale royauté. Où donc, ô frivoles Napolitains, vous conduisent « vos danses joyeuses, votre course folle à la poursuite du plaisir? « Hélas, à la tombe. Oui, le myrte fleurit, la rose brille, l'olivier « frémit doucement au souffle embaumé d'une brise voluptueuse; « les palais étincellent d'or et de lumière, d'orgueilleuses devises « proclament la grandeur de leurs habitants, la vie apparaît riante « et belle, cependant elle n'est que le portique de la mort.....

« La paix soit avec vous ! telles furent les paroles qui sortirent, sem- « blables à un divin murmure, de l'humble cellule du frère gardien. « C'était un beau moine, une de ces graves figures qui répandent au- « tour d'elles la sérénité. Sa conversation fortifiait l'âme et consolait « le cœur. Religieux austère et fervent, il ressemblait au cyprès du « tombeau dont les racines tiennent encore à la terre, tandis que sa « tige mélancolique s'élance vers le ciel. Sa cellule exhalait un parfum « de recueillement et de paix ; quelques pots de basilic, un vieux clave- « cin, un oiseau solitaire dans sa petite cage, en étaient les seuls orne- « ments. Mais à travers les étroites fenêtres, le regard embrassait la « campagne immense et splendide, l'horizon empourpré par les feux « du couchant, la mer aux flots argentés. Ce beau moine et sa cellule « me rappelaient deux images ravissantes que j'avais vues autrefois : « l'une, naïve et simple, représente un pieux frère aux pieds duquel « sautille un petit oiseau ; l'autre nous montre le Sauveur du monde « pressant de ses doigts divins les touches d'un orgue, dont il fait « jaillir une harmonie tendre et puissante. Est-ce l'écho de cette « musique qui vibrait dans mon cœur, pareille aux accords doux et « pénétrants d'une harpe éolienne? Ah ! si l'âme pouvait prendre dou- « cement son vol vers l'éternité comme le son sur les ailes de la brise, « si ce pauvre cœur insensé pouvait s'endormir bercé par la mélodie « céleste ! »

Les âmes si profondément pénétrées du souffle suave d'une reli- gion pleine d'amour sont d'ordinaire tendres autant qu'elles sont pures. Doué d'une exquise sensibilité, Maximilien sentait le besoin d'épancher l'affection qui débordait en lui. Il avait eu le bonheur de trouver dans le cercle de sa famille des cœurs dignes de le com- prendre ; il éprouvait surtout pour son frère, l'empereur François- Joseph, une vive tendresse, et malgré la joie qu'il trouvait à con- templer le spectacle changeant de contrées nouvelles, il se sentit pris plusieurs fois de cette souffrance étrange qui a reçu le nom expressif de mal du pays. Ces accès de nostalgie lui revenaient avec plus de force quand un anniversaire aimé réveillait dans sa mémoire le sou-

venir des joies du foyer domestique. En vain, pour se déguiser à lui-même son exil, il célébrait, autant que le permettaient les ressources du bord, ces fêtes de famille. Les mâts se pavoisaient de joyeuses couleurs, on endossait les habits de fête, un autel improvisé s'élevait, de ferventes prières appelaient sur les têtes chéries des absents la bénédiction du ciel. Au milieu de toutes ces démonstrations, le prince sentait la pénible morsure de l'isolement :

« J'étais rempli de tristesse. Pour la première fois, je passais ce « beau jour loin de mon frère ; j'étais seul, complétement seul sur une « mer lointaine, sous un ciel étranger. Une vague angoisse, un sen- « timent de mélancolie amère, s'empara de moi ; j'aspirais au retour « dans la famille, dans la patrie. Les miens m'avaient fait la vie trop « douce. Les joies de ce monde sont passagères et ce n'est pas en vain « que Salomon a proféré cette profonde et sage parole : Rien ne dure « ici-bas. »

Maximilien ne pouvait séjourner à Naples sans faire une visite au roi Ferdinand, qui vivait retiré dans sa modeste résidence de Gaëte. Quand le jeune archiduc mit le pied sur ce rocher célèbre, auquel se rattachent tant de souvenirs, il éprouva une vive déception. Il s'était représenté sous de poétiques couleurs cette inaccessible retraite, qu'avait éclairée la douce figure de Pie IX, et à laquelle la religion et la royauté avaient tour à tour demandé un refuge. Ferdinand, victime des passions populaires qui, vers la même époque, avaient ébranlé Vienne, apparaissait, devant l'imagination de Maximilien, entouré d'une touchante auréole. La réalité, par malheur, fut loin de répondre à son attente.

Gaëte, stérile et nue, n'offre aux regards qu'un lourde forteresse, derrière laquelle gisent étouffées deux maisonnettes aux fenêtres étroites, masquées par des bastions hérissés de bouches à feu. Ces chétives bicoques formaient la demeure de plaisance du maître de Naples, et l'archiduc, à leur vue, ne dissimule point sa surprise :

« Pourrait-on croire, s'écrie-t-il, qu'un prince qui possède un des « palais le plus admirablement situés du monde entier, le magni- « fique Capo di Monte, Caserte, Portici, préfère cependant, à ces « joyaux, un aride rocher ? Ainsi sont faits les hommes : on règne « sur des provinces splendides, on n'a qu'à choisir entre les sites les « plus ravissants, les demeures les plus riches, et le cœur blasé va « chercher dans une retraite pauvre et mesquine, des sensations « nouvelles, une satisfaction que ne donnent plus les lambris dorés « ni les tentures de velours. »

L'impression produite par la conversation du roi et de la reine n'est guère plus flatteuse ; on s'en aperçoit aisément, malgré la réserve que des raisons faciles à comprendre imposent au prince :

« Une étroite poterne donne accès dans la forteresse. Après quel-
« ques pas au milieu d'une triste ruelle, nous nous trouvâmes de-
« vant la porte de la résidence royale. Nous gravîmes un escalier aux
« marches hautes et roides, et, parvenus au second étage, nous vîmes
« venir à notre rencontre un homme de haute taille, qui portait
« la barbe et les cheveux courts, le grand cordon de la Légion
« d'honneur et le tricorne galonné. Mon bon génie me souffla que
« c'était le roi. Cette inspiration devait venir d'en haut, car je m'étais
« figuré Ferdinand tout autre. Un lointain souvenir me le représen-
« tait tel qu'il était à l'âge de vingt-six ans, lors de son voyage à
« Vienne. Mais quinze années s'étaient écoulées depuis cette époque.
« Le roi a plus de quarante ans, et il en paraît au moins cin-
« quante, tant l'action dévorante du climat méridional, jointe aux
« soucis d'une année de révolution, ont sillonné son visage de rides
« profondes. Il me reçut de la façon la plus cordiale et me con-
« duisit aussitôt chez la reine. Cette princesse est aujourd'hui mère
« de neuf beaux enfants, circonstance qui suffit pour expliquer le
« changement survenu en elle depuis que cette fraîche fleur d'Alle-
« magne a été transplantée sur le sol italien. Elle semble fort sérieuse,
« garde souvent le silence et se plaît surtout dans la retraite. Quant
« au roi, il aimait autrefois les fêtes, mais l'influence de sa femme,
« et plus encore les malheurs de son règne, ont modifié son carac-
« tère; les appartements de gala ne s'ouvrent plus que dans quel-
« ques occasions solennelles.

« J'étais pour mes augustes hôtes un personnage nouveau; ils
« ignoraient les changements qui, depuis quelques années, se sont
« accomplis à Vienne. En outre, ils parlaient peu, et j'eus à faire
« presque tous les frais de la conversation; aussi, malgré mes ef-
« forts, y eut-il plusieurs fois des intervalles de silence assez embar-
« sants. Enfin, le roi eut la bonté de venir en personne me montrer
« l'appartement qui avait été préparé pour moi, et il me laissa libre
« de disposer de mon temps jusqu'à l'heure du repas. Les pièces
« occupées par Ferdinand II sont petites et simples; je dirai presque
« trop simples : on serait tenté de les prendre pour l'habitation de
« quelque fonctionnaire subalterne. Elles sont garnies de meubles
« fort médiocres, des tapis usés couvrent les tables, et, aux mu-
« railles couvertes de papiers peints, pendent des gravures anglaises
« représentant des chasses au tigre et à l'ours, comme on en peut
« trouver dans les demeures de nos bourgeois de Vienne. Les balcons
« sont formés de tiges de fer non ouvragé. Quand on s'en approche,
« le regard tombe d'abord sur la ruelle sale et maussade, puis sur
« le bastion, dont la vue me serait insupportable si je devais faire
« ici un long séjour.....

« Je profitai du temps qui restait jusqu'au dîner pour me rendre « chez le prince royal. C'est un jeune homme d'une quinzaine « d'années, assez grand, mais encore enfant par les traits et les « manières. Ses yeux bruns annoncent la bonté, ses traits ont une « douceur qui, je le crains, ira jusqu'à la faiblesse. Il est excessive-« ment timide, mais ce défaut provient sans doute de l'éducation « qu'il reçoit ; on le tient tout à fait éloigné du monde, et l'on étouffe « en lui toute initiative. »

Cette cour froide et morne, cette atmosphère desséchante, où s'étiolait une royauté sans prestige, oppressaient le cœur de Maximilien. Les formalités obséquieuses de l'étiquette italienne étaient antipathiques à sa noble nature ; il souffrait d'autant plus de ces marques outrées de respect, qu'elles lui semblaient provenir, non du dévouement, mais de la servilité.

« Je n'aime pas, » dit-il un jour que, visitant un palais, il retrouvait à chaque pas les bustes du roi de Naples, « je n'aime pas à voir « une basse flatterie multiplier partout les images du maître vivant, « images que l'on change aussitôt qu'il n'est plus, comme une paire « de gants usés. » Dans une autre occasion, reçu par les grands dignitaires des Deux-Siciles, il voit ces hauts personnages, dont plusieurs étaient déjà des vieillards, mettre devant lui le genou en terre et avancer la tête pour baiser sa main. « Peu habitué aux coutumes « méridionales, écrit-il, je fus péniblement affecté de ces démon-« strations excessives, et je m'efforçai d'y mettre fin. Il s'en-« suivit une scène assez singulière, car plus je pressais les trop zélés « courtisans de se relever, puis ils s'opiniâtraient dans leurs génu-« flexions. »

Il se hâta de fuir le monotone séjour de Gaëte pour se rendre à Florence, dont les beautés, moins éclatantes peut-être que celles de Naples, parlaient davantage à cette intelligence d'élite. Chemin faisant, il visita Livourne et Pise ; le célèbre *Campo Santo* de cette dernière ville n'attira que médiocrement son admiration :

« N'est-il pas étrange de trouver au milieu d'une salle gothique « ornée de peintures murales italiennes, des tombeaux construits « dans le style grec? Comme j'exprimais ma surprise de ce mélange « impie, notre cicerone, à mon grand amusement, entra dans une « sainte colère ; le brave homme se sentait fort humilié d'avoir à « conduire des Welches, dont l'épaisse cervelle ne pouvait compren-« dre que des griffons en bronze, des divinités païennes, des curio-« sités antiques de toutes sortes, fussent à leur place dans une né-« cropole catholique. »

En même temps il est choqué de trouver dans le sanctuaire de la paix la trace de mesquines colères, de misérables flatterie envers

la puissance et de lâches rancunes qui n'osent frapper un ennemi que quand il est à terre.

« Les fresques célèbres que nous avions devant les yeux sont elles-« mêmes la preuve de l'alliance que les Italiens aiment à établir « entre le profane et le sacré ; elles sont tout aussi imprégnées des « passions de l'artiste que de ses croyances. A côté d'une Ève qui « respire les pures traditions bibliques, à côté d'un admirable ta-« bleau représentant dans toute son horreur grandiose l'armée du « prince des ténèbres, les Pisanais trouvent un malicieux plaisir à « montrer un suppôt de l'enfer dont les traits offrent une vague res-« semblance avec ceux du conquérant de l'Italie, Napoléon Ier. Triste « faiblesse de l'homme qui se venge de son ennemi tombé en le li-« vrant aux supplices éternels! Aussi longtemps que la grande figure « s'était tenue debout, on ne trouvait pas assez d'or pour l'entou-« rer d'un nimbe glorieux ; mais le dieu fut précipité dans « l'abîme, et l'auréole de lumière se convertit en flammes hideu-« ses. *Sic transit gloria mundi.* »

Des sensations bien différentes l'attendaient à Florence. La vue des chefs-d'œuvre légués à cette ville par tant d'immortels génies, lui fait éprouver d'ineffables jouissances. Il aime à suivre, dans les créations d'un maître, la trace des phases par lesquelles son esprit a passé; il étudie les influences qui ont modifié son talent, devient en quelque sorte le confident, l'ami du grand homme, s'identifie avec sa pensée, cherche à vivre de sa vie. Toutes ses aspirations d'artiste se réveillent à la fois. Dans l'extase de son admiration, il oublie qu'il est un Habsbourg, et son âme, avec un doux orgueil, se reconnaît sœur de ces rares esprits.

Si l'indépendance des jugements qu'il a portés sur certaines œuvres des maîtres a lieu parfois de surprendre, la plupart de ses appréciations dénotent néanmoins un sens de l'art très-délicat et très-pur. Nous n'en voulons d'autre preuve que les lignes suivantes inspirées par la vue de la *Vénus de Médicis :*

« Je jetai autour de moi un regard hésitant et rapide. Qu'allais-je « rencontrer ? Je me sentais saisi d'un étrange embarras à la pensée « de ce qu'on appelle l'inconvenance de l'art. Je craignais de ne « pouvoir éprouver, devant les hardiesses du nu, la jouissance paisi-« ble que donne la contemplation du beau. Tout à coup je me trouvai « en face de la *Vénus de Médicis :* le véritable sentiment de l'art, ce « sentiment qui élève, qui purifie tout ; s'éveilla en moi, et ma « crainte s'évanouit. Aphrodite sort de l'écume de la mer qui, pous-« sée par le souffle du zéphyr, caresse doucement son corps délicat. « Les vagues dorées dansent sur le rivage ; les perles brillantes des « flots s'unissent doucement, et du sein des ondes murmurante

« s'élève, pareille à une fleur humide de rosée, une femme trop belle
« pour être née de la chair et du sang, une poésie vivante, offerte au
« monde réel par la mer limpide. Ce rêve de l'imagination, Cléomène,
« fils d'Apollodore d'Athènes, l'a rêvé en marbre. La fille de l'Océan,
« la déesse de l'amour, est devant nos yeux, parée, dès sa naissance,
« de tout l'éclat de sa beauté, enveloppée d'une pudeur qui s'ignore
« elle-même. Les baisers du soleil ont à peine essuyé la rosée de la
« mer sur ses membres doucement arrondis, que nul vêtement n'en-
« serre, dont nul bracelet d'or ne vient briser les suaves contours.
« Elle est nue, mais sa grâce harmonieuse, née du plus pur élé-
« ment, éloigne toute pensée sensuelle; elle est trop parfaite pour
« être souillée par l'analyse du regard. »

Au milieu des œuvres brillantes dues à la palette méridionale, le prince rencontre plusieurs tableaux d'un maître pour lequel il éprouvait une sympathie particulière, van Dyk, dont le pinceau revêt d'une majesté si douce les rêveuses et fières figures du Nord. Les toiles du palais Pitti représentent Charles Ier d'Angleterre et Henriette de France, deux des portraits que l'illustre artiste flamand a peints avec le plus de poésie :

« Couvert de vêtements de deuil, aimable, doux, mélancolique, le
« couple royal porte pour ainsi dire gravé sur le front le signe d'une
« destinée funeste. Charles Ier, en effet, fut une des plus nobles victi-
« mes dont l'histoire ait gardé le souvenir; il n'eut que le tort de
« s'abandonner au malheur avec une résignation trop passive; son
« caractère était faible, mais toute sa personne respirait un charme
« infini. Comme à Louis XVI, il lui fut donné, sinon de vivre, du
« moins de mourir virilement. Pourquoi tous deux ont-ils eu des
« femmes si belles, si séduisantes ? Est-ce une loi fatale que ce qui
« est délicat, tendre et suave, soit impitoyablement brisé ? J'avais de
« tout temps eu pour Marie-Antoinette un culte passionné; c'est
« van Dyk qui m'a révélé Henriette. Jamais tableau n'avait exercé
« sur moi une fascination aussi grande que le portrait de la mal-
« heureuse reine d'Angleterre. Son visage, d'une blancheur de lis,
« repose sur un cou svelte et fin; des boucles légères ornent le
« front mat et poli, les yeux ont un éclat rêveur, qui semble ne
« devoir jaillir que d'un cœur meurtri. »

Pourquoi Maximilien s'arrête-t-il avec un attendrissement si profond devant l'image de ces augustes victimes des tourmentes révolutionnaires? Pourquoi ce « culte passionné » dont il environne la mémoire de Marie-Antoinette, et dont plusieurs passages de son livre portent témoignage? N'y a-t-il pas là comme une ombre des malheurs à venir, une sorte d'avertissement mystérieux de la Providence ?

Les sujets religieux captivent aussi l'archiduc ; toutefois ont sent qu'il les juge avec les idées d'un prince et que les mystères d'humilité de la crèche ont peu touché son cœur. La vue de la madone *della Seggiola* lui rappelle la madone de Saint-Sixte et voici les réflexions que lui inspire ce chef-d'œuvre :

« J'étais encore rempli de l'impression qu'avait faite sur moi la « madone de Saint-Sixte, cette vierge paisible, forte, victorieuse, qui a « conscience de sa haute dignité, de sa mission de douleur, qui com- « prend quel enfant miraculeux elle porte dans ses bras, et n'ignore pas « que ses mains sont devenues le trône du fils éternel de son Dieu. On lit « dans son regard qu'elle s'honore elle-même comme le pur instru- « ment de la puissance infinie, qu'elle sait la grandeur de ses devoirs, « pressent la grandeur de ses souffrances, mais aussi la glorification « qui en sera le couronnement ineffable. Reine sublime des anges, « elle s'avance sur les nuages, dans une attitude majestueuse, mon- « trant au monde l'enfant qui doit le racheter. Elle entend l'*hosanna* « de mille voix pleines d'allégresse, mais son oreille perçoit aussi de « loin le lugubre *crucifigatur*. Aucun nimbe éclatant n'entoure sa « tête, aucune pierre précieuse ne relève la simplicité austère de « son vêtement. Le seul ornement de la madone est son fils, sa « seule auréole, c'est la lumière de ses grands yeux limpides, de ces « yeux adorables que remplit une pieuse confiance ; ils expriment « une douce commisération, une profondeur d'âme infinie. Le ciel « s'y reflète comme dans un lac tranquille. Et quelle majesté que « celle de l'enfant qui repose sur ses bras ! Ses traits, déjà sérieux, « annoncent le Sauveur des hommes, on sent qu'il est né pour accom- « plir une grande tâche. Sous les boucles sombres de sa chevelure, « brillent deux grands yeux noirs qui regardent d'un air de défi « ce monde prévaricateur, comme s'ils voulaient dire : « Je vous « vaincrai ; tremblez, pécheurs, devant l'enfant qui un jour vous « punira. »

Je ne sais si le lecteur sera de notre avis, mais ce ne sont point là, ce nous semble, les pensées que fait naître dans une âme chrétienne la vue des douces images de la madone et du divin Enfant. Le Sauveur venu pour racheter le monde, le bon pasteur qui, les pieds déchirés par les épines, rapporte sur ses épaules la brebis égarée, n'a pas ces traits sévères, et ne nous fait point entendre ces paroles de menace. Elle se présente aussi à notre imagination sous des couleurs bien différentes, cette humble vierge, qui, élevée au sommet de la grandeur morale, s'abîme dans la profondeur de son néant. Loin d'avoir « conscience de sa haute dignité, » elle oublie qu'elle est la fille de David pour accomplir, avec amour et simplicité, d'obscurs

devoirs. Accessible et miséricordieuse, elle attire mieux à elle les cœurs souffrants.

Plus Maximilien prolongeait son séjour à Florence, plus il s'éprenait des charmes de cette ville. Les musées antiques et ceux de la Renaissance lui ouvraient une source intarissable de joies pures. Il visitait aussi, avec une curiosité intelligente, les ateliers où s'exécutent les célèbres mosaïques qui sont la gloire et la richesse de la province. Partout il trouvait des sujets d'étude et de réflexion, son goût s'épurait, son intelligence acquérait plus de force et d'éclat. Il lui dut pourtant dire adieu à la Toscane, et le prince, qui était parti de Naples sans regret aucun, éprouve en quittant Florence un indicible serrement de cœur. Au moment où il s'éloigne du sol italien, il recueille ses souvenirs, compare ces deux grandes cités, et dépeint d'une manière heureuse les impressions différentes qu'elles produisent : « Florence est une poétique jeune fille dont le suave re-
« gard reflète une grande âme. Elle éveille l'amour, mais un amour
« qui plane au-dessus de la région des sens, et emprunte à sa pure
« origine un parfum durable. Naples, au contraire, resplendit d'une
« beauté voluptueuse qui enivre, sans enchaîner; quelques heures
« suffisent pour épuiser ses délices. Il faut contempler longuement
« Florence pour sentir ses charmes, et l'on ne se lasse plus ensuite
« de brûler à ses pieds l'encens de l'adoration. »

Après avoir mouillé sur les côtes d'Italie, la croisière autrichienne se rendit en Espagne. Cette terre, frémissante encore des souvenirs de Charles-Quint, devait avoir un puissant attrait pour le jeune archiduc. Ses excursions dans les antiques palais des rois castillans ressemblent à des pèlerinages; chacun de ses pas soulève, avec la poussière du passé, un flot de pensées tumultueuses; et ce voyage, qui semble un fait isolé, sans liaison aucune avec les événements ultérieurs, fut peut-être le germe qui, dans la suite, porta des fruits si amers. Ce que les veines de Maximilien renfermaient de sang espagnol s'alluma en présence de ce pays du soleil, qui avait appartenu à ses ancêtres, et dont le nouveau monde avait été la splendide colonie. La fierté sans mélange de bassesse, la fougue un peu sauvage des hidalgos, charmaient son imagination romanesque. Tout lui devint sujet d'admiration : la beauté des femmes, l'allure noble et hardie des hommes, les mœurs, les coutumes, les arides montagnes, les cités populeuses; pour lui, la Péninsule a gardé l'auréole dont l'avaient entourée les illustres ancêtres de Marie-Thérèse. Il ne tarit point sur ces villes romanesques, « patrie de la poésie et de l'histoire, » qui dressent orgueillement leurs tours et leurs coupoles resplendissantes, baignées par des flots de lumières. Dans leurs rues, rien de bas ni de trivial ne blesse jamais les yeux des promeneurs;

l'Espagnol ne connaît pas le mot vulgaire ; quant aux femmes, l'archiduc ne trouve pas d'éloges dignes de leur mérite.

« Comment décrire, s'écrie-t-il, cette grâce altière et douce? Elles « sont presque toujours vêtues de noir, couleur qui fait merveilleu- « sement ressortir le prestige de leur beauté. Les plis légers du voile « tombent sur les épaules et se mêlent à ceux de la mantille ; la main « vive et charmante agite incessamment l'éventail. La démarche est « souple ; les yeux brillent d'une flamme ardente ; une abondante « chevelure, noire comme le jais, encadre admirablement un visage « qui a la blancheur mate de l'ivoire. Quoique petite, l'Espagnole « allie la dignité à une grâce décente; elle n'a pas la frivolité qui « dépare trop souvent les femmes, sa conversation est à la fois sé- « rieuse et pleine d'enjouement. »

Il n'est pas jusqu'au crime qui, dans ce pays du roman, ne se pare de couleurs poétiques. Certes, la différence est grande entre nos obscurs voleurs qui, traqués par la police, traînent de cour d'assises en cour d'assises leur vile existence, et ces grandioses brigands dont les cavernes impénétrables enfouissent les fruits du meurtre et assurent l'impunité aux coupables. Peut-être n'y a-t-il pas lieu de féliciter beaucoup l'administration espagnole d'un pareil état de choses, mais il est naturel qu'un poëte soit d'abord séduit par le côté pittoresque. L'abrupte montagne, hérissée de rochers, qui s'élève non loin du majestueux Alhambra, repaire orgueilleux du crime en face du palais des rois, forme, il faut en convenir, un saisissant contraste, et ses habitants sont, pour un peintre de mœurs, un curieux sujet d'étude.

« De loin, le Sacro Monte semble une masse morne et grisâtre ; « aucun signe de vie ne vient y réjouir le regard ; on croirait que des « reptiles seuls peuvent chercher un asile dans ces lieux arides : ce- « pendant une ville populeuse, agitée, bruyante, se cache dans les « sombres flancs de la montagne. Tant que le soleil brille, la cité « mystérieuse reste ensevelie dans un calme profond ; mais dès que « le crépuscule enveloppe la campagne, dès que les chauves-souris « décrivent dans l'air leurs cercles bizarres, la vie se réveille dans « les *cuevas* (cavernes) ; d'innombrables fantômes apparaissent entre « les crevasses des rochers, le tambourin retentit, et des chants « bruyants annoncent à Grenade endormie que les gitanos commen- « cent leur journée.

« Masqués par les buissons épineux, une foule de passages secrets « conduisent aux habitations, ou pour mieux dire aux tanières de « ces bohémiens redoutés, race maudite, vouée au meurtre et au « vol. Hideux est le tableau offert par ces cavernes dépourvues « d'air et de lumière, noircies par la fumée, où l'homme et les ani-

« maux vivent dans une fraternité immonde. Une marmite ébréchée
« bout sur des charbons ardents, quelques misérables haillons pen-
« dent aux parois de ces repaires ; des gousses d'ail et des oignons,
« seuls approvisionnements culinaires de la famille, sont dispersés
« çà et là sur le sol. A l'heure où nous pénétrâmes dans les *cuevas*,
« les gitanos étaient déjà sortis pour exercer dans la ville leur métier
« criminel. Des femmes au teint basané, des enfants turbulents étaient
« réunis sur une petite plate-forme. La plupart s'étonnaient de voir
« des étrangers approcher de ce lieu suspect, d'autres nous laissaient
« passer sans même tourner vers nous leurs yeux indolents... Les
« filles des bohémiens jouent aussi un rôle dans les lugubres tragédies
« dont la province est le théâtre. Le tambourin rend sous leurs
« doigts des sons d'une harmonie bizarre, la flamme de leurs re-
« gards embrase les sens, et quand les victimes ont subi la fascina-
« tion de leurs danses enivrantes, les zingari saisissent le poi-
« gnard, puis se réfugient, chargés d'or, dans les antres du Sacro
« Monte. »

Un spectacle d'une autre nature, mais où revit le caractère éner-
gique et violent des anciens Espagnols, le combat de taureaux, pro-
voque chez le prince une explosion de sentiments étranges, que l'on
n'attend certes point chez un homme qui a donné tant de preuves
d'une admirable bonté. On est péniblement surpris de l'ardeur qu'il
met à défendre cette coutume barbare, et l'on se demande presque
avec effroi quelle doit être la force des instincts mauvais qui som-
meillent au fond du cœur humain, pour que ces fêtes sanglantes
exercent une telle attraction sur les natures les meilleures. Maxi-
milien n'a pas été seul à ressentir cette impression ; beaucoup de
touristes l'ont éprouvée et nous devons rappeler encore, à la décharge
du prince, que le sens artistique dominait en lui, et qu'un artiste
s'éprend d'un tableau, non pour sa portée morale, mais à cause de
sa grandeur et de sa beauté. Le récit dont nous allons mettre quel-
ques fragments sous les yeux du lecteur, retrace du reste avec une
sincérité parfaite les sensations qui se succèdent dans l'âme d'un
homme peu habitué à des scènes de ce genre ; il est vif, coloré, en-
traînant, on y sent palpiter une émotion vraie. Tout d'abord Maximi-
lien ne peut se défendre d'une hésitaion bien naturelle :

« La vue de la vaste arène dans laquelle va se livrer le combat
« produit sur moi une impression pénible. Pourrai-je contempler
« sans frémir ce spectacle cruel ? Je fais un mouvement pour
« m'éloigner, mais les galeries se remplissent d'une foule impatiente ;
« l'agitation, le bruit qui m'environnent me font oublier mes appré-
« hensions douloureuses. Les loges étincellent de toutes les couleurs
« du prisme ; les hommes vêtus de vestes brodées, la taille ceinte

« d'écharpes rouges, se livrent aux mouvements les plus tumultueux ;
« ils crient, sifflent, frappent du pied. Des centaines d'éventails
« agitent l'air de leurs ailes rapides. L'œil ardent des brunes
« Espagnoles brille sous le voile noir, des roses et des branches de
« jasmin se mêlent à leur chevelure ; enveloppées de la mantille tra-
« ditionnelle, elles rient ou babillent gaiement sur leurs siéges de
« pierre.

« Tout à coup le son des trompettes annonce que le moment
« solennel est arrivé. Le héros de la fête, le noir taureau, se pré-
« cipite par bonds puissants dans l'arène. Il s'arrête comme pé-
« trifié au bruit des acclamations frénétiques, promène un long et
« sauvage regard sur les milliers de spectateurs qui l'entourent ; puis
« il mesure majestueusement l'espace où il doit combattre et mourir.
« Les *quadrilleros* se pressent à sa rencontre et font flotter devant
« ses yeux les plis de leurs manteaux. Furieux, il se précipite tête
« baissée sur ses adversaires ; par un gracieux mouvement ceux-ci
« évitent le choc terrible. De nouveau, ils agitent le manteau
« provocateur, de nouveau l'animal redoutable fond sur ses en-
« nemis. Toutes les poitrines sont haletantes ; les téméraires agres-
« seurs ne payeront-ils pas leur audace de la vie ? Un moment en-
« core et le taureau va les rejoindre, labourer leurs flancs de ses
« cornes aiguës ; mais avec une incroyable légèreté, ses insaisissa-
« bles ennemis s'élancent par-dessus la barrière de l'arène. L'art du
« *toreador* consiste maintenant à diriger la fureur de l'animal sur les
« cavaliers armés de lances, les *picadores*, qui viennent d'entrer en
« lice. Un moment le taureau s'arrête devant ses nouveaux assail-
« lants, puis il se précipite sur eux de toute sa force. Mais sous les
« coups qui lui sont portés, il recule en teignant le sable de son sang.
« La lutte a véritablement commencé, l'émotion craintive que j'avais
« ressentie d'abord, disparaît pour faire place à un intérêt poignant.
« Des bravos passionnés ou des sifflets moqueurs accompagnent tous
« les mouvements du taureau et des combattants. Près de moi, les
« nobles filles de l'Espagne contemplent d'un œil calme cette scène
« de carnage, aucun effroi ne se lit sur leurs traits, la vue des plaies
« béantes ne les fait point frissonner. »

Le prince cède à l'entraînement, et l'on peut prévoir que son esprit enthousiaste ne s'arrêtera pas à moitié chemin. Cette arène sanglante, ces *quadrilleros* qui déguisent la férocité de la lutte sous la grâce de l'attitude et des gestes, ces manteaux flottants, ces chevaux qui expirent, cette foule dont la surexcitation va jusqu'à la frénésie, tout cela forme un ensemble qui enivre comme l'odeur de la poudre, le bruit d'une bataille. Luca Blanco, « le resplendissant matador, » se présente à son tour, et promenant ses regards sur l'assemblée,

annonce qu'il va tuer le taureau. Son bras agite le drap écarlate, une attente anxieuse fait frémir la multitude :

« Enfin l'animal prend la position que quitte Luca Blanco ; il s'ar-
« rête à quelques pas, frappe le sol de son pied, et fait voler autour
« de nous des nuages de poussière ; puis il baisse la tête et fond de
« toute sa force sur la rouge banderole. Tous les spectateurs se lè-
« vent comme un seul homme, et, l'œil dilaté, attendent le coup
« mortel qui doit terminer le combat. Ce mouvement spontané, una-
« nime, de la foule électrisée, est un des plus émouvants spectacles
« que l'Espagne puisse offrir à l'étranger ; il montre combien ces
« luttes vaillantes font partie de la vie même du peuple. Luca, fier
« et calme, se tient immobile ; soudain il brandit l'*espada*, et, d'une
« main sûre, il l'enfonce jusqu'à la garde dans le dos de l'animal. Le
« taureau chancelle et s'affaisse lourdement sur le sol. L'enthou-
« siasme ne connaît plus de bornes : l'air est ébranlé par des cris
« frénétiques. L'ivresse de la multitude m'a aussi gagné, et mes
« mains payent au brave matador le tribut d'applaudissements qui
« lui est dû. »

Un autre taureau est amené : la lutte recommence, et, plus le drame se prolonge, plus aussi croît l'exaltation fiévreuse des spectateurs ; les *banderilleros* ont ajouté des pétards aux longues flèches, ornées de bandes de papier, qu'ils lancent entre ses épaules. La scène est « terriblement belle, effroyablement sublime, » et, pour augmenter le vertige de Maximilien, d'enivrants hommages lui donnent un instant l'illusion de la grandeur suprême :

« D'un air plein de noblesse, Luca Blanco s'avança vers notre loge ;
« en termes simples et dignes, il m'adressa une courte harangue,
« fit des vœux pour ma prospérité, puis il annonça qu'il allait frap-
« per en mon honneur le coup mortel. Mon cœur battait avec force ;
« je sentais les yeux de la foule fixés sur moi, j'entendais son mur-
« mure flatteur. Je ne chercherai point à m'en défendre : cet hom-
« mage national me toucha vivement. Remontant le cours des siècles
« écoulés, *ma pensée me transporta aux temps glorieux où les Habsbourg*
« *régnaient sur ce noble peuple.* »

Rêve fatal que chaque jour renouvelait, et qui prenait peu à peu possession de l'esprit de Maximilien. On conçoit que, sous l'influence de pareilles préoccupations, il se soit montré d'une partialité excessive pour les Espagnols. Dans ces combats de taureaux, qui nous semblent un usage barbare, un outrage à la civilisation, il voit la glorification du courage viril, et il félicite le pays qui a gardé intactes les traditions antiques. Ce qu'il détestait par-dessus tout, c'était l'amollissement de nos mœurs actuelles, qui nous rend à la fois incapables de grands vices et de grandes vertus, c'était le gaspillage

insensé des forces et du temps dans des distractions banales qui énervent l'âme, et il estimait salutaire toute réaction contre un mal aussi dangereux.

« Pour moi, écrivait-il, je préfère ces enivrantes *corridas* aux fades « entretiens, aux galanteries malsaines des pays que rongent le luxe « et la mollesse. Ici tombent des taureaux, là s'avilissent des êtres « humains. Oui, je ne le cache pas, je les aime, ces plaisirs d'un autre « âge, je les aime, ces temps évanouis où nos aïeux fortifiaient leur « courage dans les tournois, où les femmes, dignes compagnes de « l'homme, ne s'évanouissaient pas devant une goutte de sang. Ce « siècle fort avait engendré une forte génération. Que nous reste-t-il « aujourd'hui de l'énergie virile de nos pères? A peine quelques « pâles reflets qui s'effacent chaque jour. »

Le plaidoyer ne manque pas d'une certaine éloquence. Il serait grandement désirable, en effet, d'arracher la société au luxe qui la corrompt, à l'oisiveté qui tarit sa séve, de ranimer en elle le dévouement, de faire revivre l'amour de ce qui est noble, beau, élevé ; mais qu'a tout cela de commun avec les combats de taureaux, où la foule se repaît d'un danger qu'elle ne partage pas ? Ce qui ressort de l'admiration du prince pour ces fêtes espagnoles, c'est la facilité avec laquelle son esprit chevaleresque est séduit par tout ce qui a l'apparence du grandiose et de l'aventureux.

Enveloppé des souvenirs d'un passé qui lui retraçait les gloires de sa maison, heureux de vivre avec les morts illustres dont chaque pierre, chaque monument évoquait la mémoire, Maximilien ne songeait point à voir les princes de la dynastie actuelle ; mais le duc de Montpensier, ayant appris qu'il était à Séville, le fit prier par son chambellan de rompre en sa faveur l'incognito qu'il gardait. Maximilien cède d'abord avec regret à cette invitation; bientôt cependant il prend son parti de la légère violence qui lui est faite ; il n'est pas homme à demeurer insensible devant les beautés d'un site, la splendeur d'un palais, la grâce d'un visage.

« Le château Saint-Telmo est une des merveilles du pays. Une « grille magnifique, surmontée de lis dor, s'ouvrit à notre ap- « proche ; nous franchîmes une porte chargée de riches sculptures « et nous nous trouvâmes devant un large escalier décoré de pein- « tures admirables. Dès que nous eûmes passé le seuil, un halle- « bardier frappa de son arme les retentissantes dalles de marbre; « un grand jeune homme blond parut aussitôt au haut de l'escalier : « il était vêtu d'un simple habit noir, mais le collier de la Toison « d'or brillait à son cou et le cordon bleu des grands d'Espagne « ornait sa poitrine. Le duc de Montpensier, car c'était lui, me re- « çut dans le féerique palais qui, restauré nouvellement, ressem-

« blait à un songe des *Mille et une nuits ;* après m'avoir fait traverser « deux salons meublés avec une rare somptuosité, il m'introduisit « dans une pièce resplendissante de dorures et tendue d'étoffes aux « riches couleurs. Là, se tenait une femme royalement belle. Ses « yeux, profonds comme l'éternité, étincelaient du feu sombre de « l'Espagne, ses traits avaient une régularité antique, son teint « joignait à la blancheur de l'ivoire une transparence qui en relevait « le charme sévère ; les masses ondoyantes d'une chevelure noire « comme l'aile du corbeau entouraient ce visage pareil à une rose « pâle. J'étais en présence de la duchesse de Montpensier, seconde « fille de la reine Christine ; j'avais sous les yeux le type le plus pur « et le plus parfait de la grâce espagnole, de cette grâce noble, ar- « dente et fière qui inspire le respect en même temps que l'admira- « tion. »

Mais il se dérobe vite à cette douce fascination et il continue ses visites solitaires aux monuments historiques. Regardant comme un devoir de rechercher pieusement toutes les traces laissées par ses ancêtres, il parcourt successivement Séville, Grenade, les palais de l'Ayuntamiento, l'Alcazar, l'Alhambra ; enfin la vue des tombeaux de Ferdinand et d'Isabelle lui arrache, au milieu des grandes pensées qu'éveille la mort, un cri qui dévoile ses pensées secrètes :

« Je contemplai longtemps les images de pierre de mes aïeux. « C'étaient de grands hommes qui ont ajouté à l'histoire des pages « éclatantes ; ils ont accompli leur œuvre en ce monde et ils ont « laissé après eux une race puissante dont la domination s'est éten- « due au loin. Maintenant ils reposent délaissés au fond d'une cha- « pelle solitaire. *Vanitas vanitatum et omnia vanitas.* »

. . . .

« Dans l'Espagne entière j'étais le descendant le plus proche des « pauvres morts, plus proche de beaucoup que les souverains et les « princes du pays. Chose singulière! qu'après tant de siècles, le sen- « timent de la parenté produise dans l'âme une impression si vive. Un « regret amer me saisit à la vue de ces tombeaux abandonnés; la « dynastie nouvelle ne songe pas à ceux qui l'ont précédée, et moi, « en modeste habit de voyage, je me tiens pensif devant le cercueil « de ces rois, *dont les nôtres occuperaient encore le trône, s'il n'y* « *avait pas eu de Charles II.*

« Le crépuscule étendait ses ombres sous les voûtes silencieuses, « couvrant d'un voile épais ce royaume de la mort. Le *Quasimodo* « ouvrit un petit cabinet, fureta quelque temps dans l'obscurité, « puis reparut avec les insignes royaux de Ferdinand le Catholique « et le livre d'heures de la pieuse Isabelle. Ces objets, que les grands « d'Espagne se disputaient l'honneur de porter, un pauvre bedeau

« les dépose aujourd'hui devant un simple étranger. Ému d'une tris-
« tesse profonde et cependant palpitant d'orgueil et de convoitise, je
« saisis le diadème et l'épée. *Quel beau, quel brillant rêve pour le neveu*
« *des Habsbourg d'Espagne de brandir ce glaive afin de conquérir la*
« *couronne !* »

Ces aspirations, jointes à l'estime profonde que Maximilien ressentait pour le caractère espagnol ne font que trop comprendre l'entraînement qui le poussa vers le Mexique, cette autre Espagne, cet ancien fleuron de la couronne de Charles-Quint. Il se flattait d'y retrouver ces qualités fières qui l'avaient si vivement séduit pendant son séjour à Séville, il ne rencontra que de basses intrigues, de viles trahisons. S'il eût régné sur un pays moins déchiré par les discordes, il aurait fait sans doute le bonheur de son peuple, car il avait de l'élévation dans les idées, une âme généreuse, une volonté droite. Mais il était trop franc, trop sincère pour se mettre en garde contre la duplicité; il manquait de cet esprit pratique qui envisage froidement les situations et maîtrise les hommes. Il avait la mansuétude qui panse les plaies de la guerre civile, non l'énergie inflexible qui écrase les partis. A Milan, il avait su, lui, le représentant d'une domination étrangère, se faire aimer et respecter des Italiens. Mais il se trouvait à la tête d'une administration fortement constituée, dont il n'avait qu'à tempérer les rigueurs, et cette tâche était en harmonie avec la noblesse de son caractère. Au Mexique, la situation exigeait des qualités bien différentes. Pour ne pas être brisé contre l'écueil de l'anarchie, il eût fallu un de ces hommes extraordinaires, fléaux ou providence, que Dieu tient en réserve quand il veut perdre ou sauver les nations.

Nous avons essayé de présenter au lecteur une image fidèle de ce prince éclairé, bon, chevaleresque, épris du beau et du bien. Il suffit de parcourir ses ouvrages pour se convaincre qu'il y avait en lui cette flamme qui fait le poëte et l'artiste; nous terminerons par un trait, choisi entre bien d'autres, qui montre les vertus de l'homme privé. Pendant que Maximilien naviguait sur les côtes d'Albanie, un des matelots de son équipage tomba malade et se trouva bientôt à la dernière extrémité.

« On l'avait porté sur le gaillard d'avant, afin qu'un peu d'air pur
« vînt rafraîchir son visage. Souvent je me tournais vers lui pour
« m'informer de son état ; mais ses yeux vitreux pouvaient à peine
« me reconnaître, et sa bouche mourante ne balbutiait que des
« paroles inintelligibles ; la lampe jetait ses dernières lueurs, la
« vie s'éteignait. Quand le médecin m'eut annoncé que la mort
« était prochaine, je donnai l'ordre d'aller sans retard sur le littoral
« chercher un prêtre. On envoya des messagers dans toutes les direc-

« tions, mais leurs efforts furent inutiles, le ministre de la consola-
« tion n'arrivait pas. Il fallait prendre une décision, car un matelot
« autrichien ne pouvait quitter la vie comme une brute grossière,
« sans raison et sans âme. Les hommes de l'équipage s'étaient ras-
« semblés autour du moribond, qu'ils regardaient avec une sorte de
« stupeur; je les invitai à réciter les saintes prières, mais, retenus
« par une fausse honte, ils demeuraient muets. Dans notre siècle, un
« incompréhensible embarras nous saisit toujours aux moments so-
« lennels où la voix grave du malheur réveille en nous les senti-
« ments de foi qui, d'ordinaire, demeurent assoupis; au lieu de nous
« fortifier, la religion est devenue pour nous une source de malaise;
« son feu n'est pas éteint, mais il n'échauffe plus. Cependant les
« minutes étaient comptées ; je courus à ma cabine, j'en rapportai
« un morceau de la vraie croix et mon livre d'heures. Je fis attacher
« la sainte relique au hamac du mourant, puis je m'agenouillai près
« de lui sur le tillac. Le charme était rompu : un chœur de pieuses
« prières s'éleva vers le ciel. Le pauvre jeune homme exhala son
« âme au moment où le soleil couchant versait des flots de lumière
« rougeâtre sur le groupe recueilli des assistants. La cloche du na-
« vire sonna le glas funèbre, et bientôt la nuit étendit son morne
« linceul sur le corps inanimé. Je n'avais encore vu mourir per-
« sonne, et j'eus besoin de faire sur moi-même un violent effort
« pour demeurer jusqu'au dernier moment. C'était chose terrible à
« contempler, que ce visage défiguré par les convulsions de l'agonie,
« et cependant il me parut plus facile de mourir que je ne l'avais
« pensé. Ce fut une heure solennelle, mais grâces soient rendues à
« Dieu : les pensées religieuses en adoucirent l'amertume. »

Cet acte de bonté touchante, accompli si noblement et raconté avec tant de simplicité, a une éloquence plus puissante que les paroles. Il est digne du prince qui n'hésita pas à sacrifier sa vie plutôt que d'abandonner, à l'heure du péril, des hommes compromis pour sa cause.

ÉMILE JONVEAUX.

LES ROMAINS CHEZ EUX

SCÈNES DE MŒURS

I

« Aujourd'hui, qui vient de loin n'a beau jeu de mentir ; s'il se trompe, chacun peut le reprendre ; s'il dit vrai, il n'instruit personne. L'Europe est connue comme le loup blanc et même mieux. Tout le monde peut aller à Corinthe, et tout chemin mène à Rome. » Appliquant cette remarque, plus ingénieuse peut-être que vraie, un de nos spirituels contemporains soutenait récemment que nul ne saurait dire rien de nouveau sur l'Italie, encore moins sur la ville éternelle.

Quelque décourageante que soit la perspective d'une redite dans un temps friand de nouveauté, il me semble que parmi tous les chemins qui mènent à Rome il en est quelques-uns, modestes à la vérité, mais encore inexplorés et inconnus. C'est un de ces sentiers que je voudrais suivre pour parler à mon tour de cette ville. Elle est le point où s'arrêtent tous les regards. Sur elle, quoi qu'on dise, on n'aura jamais tout dit : *De Roma nunquam satis !*

« Rome est un océan qui devient plus profond à mesure qu'on s'y avance, a dit Gœthe. » On me pardonnera bien de me faire gloire d'être de l'avis de Gœthe. Si d'ailleurs il est quelque peu banal et indiscret à la fois d'initier le public à des impressions intimes, et de répéter sur l'azur du ciel, la hauteur des montagnes, l'aspect des cités ou les merveilles cent fois redites de l'art, un récitatif auquel on ne change que quelques notes, peut être est-il permis de croire

qu'au milieu des agitations, des convoitises et des haines du temps présent, nul petit coin de Rome ne saurait être exploré d'un œil indifférent; là, nulle question oiseuse, nul détail insignifiant. Qui pourrait, en songeant à Rome, méconnaître le devoir imposé, même au plus humble, celui de combattre pour la vérité et partant pour le droit? Qui pourrait oublier les vers du poëte :

> Honte à qui peut chanter pendant que Rome brûle,
> S'il n'a l'âme et la lyre, et les yeux de Néron !
>
> . . . .
>
> C'est l'heure de combattre avec l'arme qui reste,
> C'est l'heure de monter au rostre ensanglanté
> Et de défendre, au moins de la voix et du geste,
> Rome, les dieux, la liberté.

Je suis de ceux, je l'avoue, qui croient, non pas seulement aux monuments et aux souvenirs de la Rome antique, aux chefs-d'œuvre de l'art moderne, mais au progrès de la civilisation chrétienne, aux splendeurs de la vérité, dont la ville sainte proclame à tous venants l'histoire et conserve l'immortel enseignement. Je suis de ceux qui croient, quoi qu'il puisse arriver, à la force du droit, à l'éternelle immutabilité des principes sur lesquels repose la justice des hommes, l'honneur des nations, la bonne foi des rois, la liberté des peuples ; mais, si je n'ai pas mission d'affirmer ces grandes choses, qu'il me soit permis du moins de croire aussi qu'à Rome il est encore des *Romains*, je veux dire des cœurs et des sentiments romains, des vertus romaines dignes du grand nom qu'ils portent et de la cause à laquelle est liée leur cité.

Je voudrais essayer de faire connaître ces Romains, trop méconnus et trop ignorés. On ne les voit guère que travestis, et le plus souvent qu'au travers de récits malveillants. Je voudrais donner de leurs traits, de leur vie, de leurs mœurs, un tableau modeste mais fidèle.

Ces mœurs, ces caractères, ces traditions, cette physionomie d'un grand peuple se lient le plus souvent au passé qu'ils retracent et rappellent à chaque pas. Ils s'expliquent par l'histoire et eux-mêmes servent à faire comprendre l'histoire. Ils prouvent qu'à travers les révolutions des peuples, les ruines du temps et les incessantes mutations du présent, Rome a su conserver jusque dans le type de sa race, jusque dans les habitudes quotidiennes de sa vie, des traces indélébiles de sa grandeur.

J'aime, je l'avoue, à retrouver chez les hommes de la Rome moderne ces restes du caractère et du sang, cette unité du type qui distingue les nations comme les familles. C'est la preuve qu'ils ne sont pas nés d'hier, et que malgré la fusion, les mélanges et les migrations

des peuples, ils sont restés eux-mêmes, perpétuant de longue date, quoique peut-être à leur insu, la physionomie de leurs pères.

Il n'est point aisé, je le sais, d'observer, encore moins de définir et de narrer le caractère d'une nation. On n'explore pas la personnalité mobile et changeante d'un peuple, un guide à la main, comme on visite les bains de Caracalla ou les galeries du Vatican. Le champ d'étude est plus vaste et plus varié quand c'est l'homme que l'on étudie. Il est à la portée de tous ; il est partout. Une promenade dans la campagne, l'aspect de la rue, les allures de la foule, une fête publique, un marché, une réunion populaire, une chanson, un sourire, un coup d'œil, une impression, tout n'est-il pas matière à observation ?

Je suppose donc un voyageur qui n'aurait pas souci seulement des monuments, des églises, des palais et des musées, des places et des fontaines, des antiquités et des souvenirs de la Rome païenne ; j'imagine que ce voyageur voulût avoir de Rome une notion plus intime : je lui conseillerais pour un instant d'oublier les splendeurs de l'art. On peut, je crois, parcourir Rome sans tout admirer ; on peut noter sans irrévérence les contrastes de la vie humaine ou les rapprochements bizarres que font naître les impressions du moment.

Je recommanderais à mon voyageur de ne pas craindre les rues étroites et populaires, les *vicoli* resserrés entre des files de hautes maisons pittoresques parfois, mais peu élégantes. Surtout je ne voudrais pas qu'il s'effrayât des aspects prosaïques que le touriste aventureux est exposé à rencontrer à chaque pas. En dehors même du *ghetto*, ce sombre quartier juif où fleurit encore l'industrie des vieux chiffons et des vieux habits, les amateurs de réalisme trouvent ici facilement leur compte ; mais le linge qui sèche aux fenêtres, les magasins de vieilles chaussures en plein air, les détritus de légumes amoncelés devant les portes, l'eau noirâtre du ruisseau qui va s'écoulant dans le Tibre, toutes ces réalités ne sont pas suffisantes pour enlever à l'aspect général de Rome sa poésie ni sa chaude couleur ; parfois même, j'ose le dire, elles ajouteront à son harmonie et à son charme..... Enfin qu'on me permette de donner à demi-voix à mon touriste un conseil qui ne lui sera pas inutile. Il devra se résigner d'avance aux odeurs toutes plébéiennes qu'apportent les zéphyrs aux nerfs de l'observateur trop zélé, sur les marchés ou dans les quartiers populeux de la Rome moderne.

II

Si on veut tout d'abord avoir une idée du véritable type romain, autant du moins qu'il se rapproche de celui que nous a conservé la statuaire antique, il faut le chercher de préférence chez les hommes du peuple et particulièrement chez cette race agreste et forte des Transtévérins, qui habite au delà du Tibre, et qui semble avoir depuis un temps immémorial retenu avec les mœurs rustiques du Latium la physionomie du véritable Romain [1].

L'aspect de Rome au delà du Tibre est le plus poétique et le plus véritablement antique de toute l'Italie. Ne vous attendez pas toutefois à rencontrer ici les ruines grandioses du Forum ni les monuments fastueux des Césars.

Au delà du *ponte* Rotto, non loin de l'Aventin, qui recèle encore la caverne du brigand Cacus, s'étend au bord du fleuve une Rome toute agreste qui, par ses traditions non moins que par sa physionomie présente, semble évoquer le souvenir des pâtres de Virgile et de la vie rustique des premiers âges. Je n'ai point à vous décrire, d'autres l'ont fait mieux que moi, l'aspect pittoresque qu'embrasse du *ponte Sixto* l'œil du spectateur, quand les rayons du soleil couchant reflétent dans le fleuve le dôme de Saint-Pierre. Je ne puis toutefois parler des Trantévérins sans indiquer au moins le fond du tableau qui les encadre.

Ici d'abord le joli temple de Vesta avec ses gracieuses colonnes surmontées comme une humble grange d'un simple toit rustique ; là, le temple de la Fortune Virile, consacré à l'inconstante déesse par Servius Tullius. Plus loin l'embouchure de la *Cloaca Maxima*, antique et gigantesque ouvrage du vieux Tarquin, qui ouvre ses profondeurs sur le Tibre non loin des piles en ruine du vieux *ponte Rotto*. Des

[1] M. Ampère, dans son intéressant ouvrage *l'Histoire romaine à Rome*, réduit à deux races principales les premiers fondateurs de la Rome antique : les habitants de la plaine issus des contemporains de Faunus et civilisés par Saturne qui s'étendaient du Tibre aux marais Pontins; ce sont les *Latins*, peuples agriculteurs, pâtres ou chasseurs, dont la capitale fut Albe-la-Longue; les autres, habitant les montagnes de la Sabine, race dure, sauvage et guerrière, connue sous le nom de *Sabins*, ou *peuples de la lance*, qui plus tard donnèrent naissance à cette aristocratie romaine désignée sous le nom de *Quirites*. Sans pousser jusqu'à leur dernières limites les conséquences de cette distinction des deux races primitives que le temps, le mélange et mille causes diverses ont dû modifier, on peut dire qu'aujourd'hui encore l'habitant de la montagne a conservé un type fort différent de celui de l'habitant de la plaine.

lierres, des vignes suspendues aux murs lézardés des maisons, des figuiers et des saules sur la rive, des jardins ombreux derrière les grands murs des couvents, plus loin le pont Sublicius et l'emplacement encore marqué du camp de Porsenna et des prés de Scevola, l'île sacrée ; au delà la basilique de *Sainte-Marie en Transtévère*, toute éclatante de marbres, de pierreries et de richesses au milieu de cette cité villageoise, *Santa Maria in Cosmedin* chère aux Transtévérins, puis les souvenirs du moyen âge, la maison de Rienzi, la *Bouche de la vérité*, ce masque étrange de pierre qui, dans les jugements de Dieu, brisait sous ses dents de fer la main des menteurs et des parjures.

Par-dessus tout, au milieu de ces ruines et de ces souvenirs, de grands espaces silencieux et calmes, des rues écartées ou paissent des troupeaux de chèvres ; devant les maisons, un pêle-mêle de charrettes, d'outils, d'animaux domestiques, tout le laisser-aller pittoresque du village : des lavoirs et des fontaines, auxquelles viennent s'abreuver des bœufs pareils à ceux du roi Géryon, qui, d'après la vieille légende, paissaient ici même dans ces prairies du Tibre, quand Cacus vint les ravir.

C'est dans cette ville agreste et charmante qu'il faut aller retrouver les types encore vivants des vieux Romains du temps de Porsenna et même du temps d'Hercule. Pourquoi non ? La population transtévérine se pique de descendre en droite ligne des Romains de la grande Rome ; et même pour peu qu'on les pousse, il vous affirmeront qu'ils ont pour aïeul le pieux Énée en personne. Tout le monde connaît l'histoire de ce Transtévérin qui, repoussé du cortége papal par un garde suisse, l'apostropha de ces paroles : *Barbaro, son d'sangue romano anche trojano*[1] ! Cela ne vaut-il pas le *Civis Romanus sum?* La vérité est que les hommes du Transtévère possèdent par cœur leur antiquité classique ; ils parlent de Cicéron comme s'ils l'avaient connu. Par-dessus tout, ils ont conservé l'énergie et la mâle fierté de leurs ancêtres.

Voilà bien les petits-fils des pâtres compagnons de Romulus, les fondateurs de Rome ! C'est à ces hommes même du Transtévère que s'appliquait jadis ce nom de *païani*, *pagani*, habitants des bourgs, que pourrait porter aujourd'hui encore cette race de cultivateurs, de pêcheurs ou de bateliers.

Les jours de marché on les voit arriver au cœur du Transtévère, escortant d'immenses chariots de foin ou poussant devant leurs chevaux agiles sous leurs piques de bois, leurs buffles demi-sauvages

[1] Barbare, je suis de sang romain et même troyen.

et leurs bœufs aux cornes longuement recourbées. Ils conduisent leur bétail au Campo Vaccino, dans ce forum qui semble avoir retrouvé, avec son nom primitif, sa destination première [1].

On voit là de beaux hommes à la physionomie simple et franche, pleins de droiture, de loyauté, le regard doux et bon, le plus souvent sans grande intelligence, mais aussi sans astuce et sans malice. Des cheveux fièrement plantés sur le front dessinent harmonieusement l'ovale du visage ; l'œil noir humide et brillant, le nez aquilin, la bouche fine, les lèvres rouges, la barbe serrée, cotonneuse, semblent résumer le type consacré par la statuaire romaine. Ajoutez, pour achever ce portrait, une taille élevée, des épaules larges et puissantes, de vigoureuses attaches, une démarche lente, mesurée, cadencée, le port majestueux et grave des anciens sénateurs. Ces sénateurs sont de pauvres paysans, des pâtres, des charretiers ou des âniers ; mais quels artistes, et comme ils savent porter leurs longues guêtres de cuir, leur peau de mouton, leur chapeau bosselé et pointu, orné de plumes de paon ! Comme ils se campent fièrement sous leur sayon de panne. Comme ils se drapent dans leur manteau aux tons fauves, sans souci des trous, de la vétusté ou de l'usure !

Braves habitants du Transtévère, fils non dégénérés des Romains, voulez-vous me permettre de vous adresser une prière ? Gardez longtemps vos nobles haillons, soyez fiers de votre panne aux plis harmonieux ; surtout ne sacrifiez pas à la mode démocratique du Nord ; n'endossez jamais la blouse bleue. La blouse est froide aux vents du soir ; elle ne garantit pas des intempéries des saisons : surtout elle est laide, abjecte et commune. Raphaël, d'ailleurs, a illustré votre costume. Vous ressemblez tous, a-t-on dit, ou *Suonatore* (joueur de violon) du grand maître ! Et vous ne sauriez mieux faire. Mais la blouse bleue, sotte et vulgaire étoffe, sans forme comme sans couleur, qui donc voudra jamais la reproduire?

Le quartier du Transtévère, au reste, n'a pas seul le privilége de montrer des types populaires et des costumes pittoresques. Si vous aimez la couleur locale, il faut parcourir les places, les marchés, les

[1] Virgile s'étonnait qu'autrefois, au temps d'Évandre, des bœufs eussent mugi dans le forum et dans les opulentes carines

Romanoque foro et lautis mugire carinis !

Ce que Virgile trouvait si étrange dans le passé n'étonne plus dans le présent ; les bœufs mugissent au forum ; ils s'y couchent et y ruminent aujourd'hui de même qu'au temps d'Évandre. Le forum est redevenu un lieu agreste, et il porte le nom de *Campo Vaccino* (champ du bétail). *Histoire romaine à Rome*, Ampère, t. Ier, p. 211, *passim*.

églises; il faut vous mêler aux réunions populaires du dimanche, aux fêtes champêtres d'Albano ou de Frascati.

Rien de curieux, par exemple, comme de voir à certains jours les âniers arriver en longue file sur la place Barberini avec leurs bêtes chargées de bois, rien de pittoresque comme l'aspect de la place du Panthéon ou de la place Navone. Là, autour des fontaines et des colonnes antiques, au milieu de prosaïques entassements de choux, d'œufs et de fromages, se tiennent immobiles et silencieux, des vendeurs de légumes, beaux comme Adonis et robustes comme Hercule.

III

Les femmes du Transtévère ont une réputation universelle de beauté sévère. Je n'étonnerai personne en disant qu'elles aussi ont conservé ce type énergique et accentué qui dénote leur antique et leur noble origine.

Tête de matrone imposante et forte, aux traits puissants, aux yeux noirs et grands, au regard fixe, aux cheveux luxuriants; rien de mesquin, de vulgaire ou de petit; des déesses ou des impératrices! Je me figure ainsi les déesses de la vieille Rome : Minerve à l'œil de bœuf, Βοῶπις Ἀθήνη, comme dirait le bon Homère, ou mieux encore Junon, le type accompli de la matrone romaine, si toutefois, hélas! leurs descendantes n'étaient munies des plus formidables mains et des plus gigantesques pieds du monde entier. Mais que voulez-vous? Personne n'est irréprochable. En revanche, jamais vit-on sang plus rose et plus vermeil accuser plus chaudement sous une peau plus blanche, la beauté, la fraîcheur et la vie? Parfois aussi la forme arrondie et carrée du visage s'effile et s'amincit pour profiler une figure délicate, spirituelle et moqueuse, tempérée par une expression exquise de douceur.

Dans les églises, il n'est pas rare de rencontrer agenouillées des jeunes filles au regard extatique ou voilé, qui rappellent les madones ou les vierges dont l'art a conservé le type.

Rien de charmant, comme le costume national des contadines romaines avec leur jupe rouge éclatante, leur tablier aux riches arabesques, leur croix d'or, leur fichu de dentelle croisé sur la poitrine, leur tête nue, leur chevelure tordue en nattes épaisses et traversée d'une longue épingle d'or, telle que déjà nous la dépeint le poëte aux temps primitifs.

> . . . . Fibula crinem
> Auro internectit.

Le malheur est que chaque jour la crinoline et les robes d'indienne deviennent davantage à la mode. Bientôt on ne rencontrera plus à Rome une Transtévérine ni une fille d'Albano, ni même une montagnarde de la Sabine qui ne rougisse des costumes traditionnels de son pays. Hâtons-nous toutefois de dire que s'ils ont disparu de la vie quotidienne, on les revêt encore avec bonheur, en certaines circonstances : les jours de fête, au carnaval. L'opéra-comique n'est pas seul à les conserver. On les retrouve dans les ateliers des peintres, portés par ces belles filles des Abruzzes, dont Lehman, Hébert et tant d'autres ont su rendre le type populaire. On peut voir chaque jour ces admirables modèles en compagnie de leur père ou de leurs frères sur les degrés de la Trinité du Mont à la place *di Spagna*, où elles tiennent leurs assises en costumes de Napolitaines ou ou Romagnoles. C'est là que les peintres viennent louer à tant la séance leurs madones, leurs contadines, leurs jeunes filles à la fontaine, les bergères et les pêcheuses, tous les types du genre qui meurt et de la poésie qui disparaît.

Poésie et Genre toutefois ne sont pas tellement disparus qu'on ne les retrouve encore parfois au coin des rues ne cherchant nullement à se dissimuler. Qui n'a vu et admiré cent fois par exemple ce groupe charmant de jeunes filles se balançant en cadence debout sur une large planche suspendue par quatre cordes à quelque portail? C'est la *canofiena* tant de fois racontée par le pinceau des peintres ; ils n'ont pu rendre le son des tambours de basque, les joyeuses chansons et les frais éclats de rire, accompagnant en mesure le mouvement de la balançoire.

Qui ne s'est arrêté dans la campagne romaine au bruit d'une harmonie champêtre, pleine de charmes, de poésie et de rhythme? C'étaient des paysans, ou plutôt des *contadines* chantant en chœur au retour du travail ; chant doux et triste, un peu monotone et traînant, mais suave comme le ciel d'Italie et empreint d'un sentiment ineffable.

Et la *saltarelle?* cette danse nationale qui passionne les jeunes Romaines comme elle passionne sous le nom de *tarentelle* les jeunes filles de Naples, qui ne l'a entrevue? Connaissez-vous quelque chose de plus gracieux et de plus noble que les poses des saltatrices, quand les mains arrondies au-dessus de la tête, la taille droite et cambrée, elles tournent en cadence l'une autour de l'autre, semblant tour à tour se poursuivre et se fuir? « C'est d'ailleurs, a dit un voyageur, la danse la plus commode qui existe au monde, pourvu qu'on ait les musiciens, et encore, à la rigueur, on peut siffler ou chanter l'air soi-même. Elle se danse seul, à deux, à quatre, à huit, et indéfini-

ment si on veut : homme à homme, femme à femme, qu'on se connaisse ou qu'on ne se connaisse pas, la chose n'y fait rien. Un spectateur a-t-il envie de danser, il sort du cercle des assistants, entre dans l'espace réservé au ballet, et pourvu qu'il saute en mesure alternativement sur un pied ou sur un autre, personne ne lui demandera compte des fantaisies et des figures qu'il lui plaira de broder sur le thème uniforme qui fait le fond de cette chorégraphie. » Les artistes peuvent se donner libre carrière, nul d'ailleurs n'a de danseur ou de danseuses attitrés, et la galanterie même n'a nul souci de la différence des sexes. C'est ainsi que le plus souvent les jeunes filles dansent entre elles, soit en s'accompagnant de leur tambour ou de leur chant, soit au contraire qu'elles aient recours à la flûte ou à la mandoline de musiciens *ad hoc*. La mesure, d'abord assez lente, va toujours crescendo. Bientôt l'enthousiasme, contenu au commencement, semble éclater ; à la fin les bras s'agitent d'un frémissement rapide et incessant ; les jupes rouges s'arrondissent en tournoyant, les tabliers aux couleurs éclatantes forment de gracieuses sinuosités, la joie est à son comble, et pourtant les plus sévères ne trouveraient dans ces mouvements rien d'immodeste ou de vil. Si la mélodie ou l'accompagnement laissent parfois à désirer, la couleur pittoresque et la grâce sont au-dessus de tous éloges, surtout quand les costumes traditionnels se mettent de la partie, comme à l'époque du carnaval et aux fêtes d'octobre.

A Rome, si le costume des femmes change, s'il s'assombrit et s'enlaidit, il est des choses qui ne sauraient de longtemps changer : c'est la beauté de leur visage, l'expression de leurs regards, la chaude lumière du soleil dont leur œil semble refléter l'éclat. Je ne vous dirai pas qu'elles conservent longtemps cette fraîcheur de la jeunesse que le ciel d'Italie semble si jaloux de ravir. A l'âge de la maturité, elles sont vieilles et pesantes ; hélas ! c'est le sort de l'humaine nature, et roses elles vivent ce que vivent les roses. D'autres leur succèdent, et d'ailleurs le type reste sous le masque de la vieillesse, et la couleur locale elle-même y trouve encore son compte.

Pas une de ces matrones dont la tête ravagée ne soit encore expressive et superbe sous ses cheveux blancs. L'hiver dans les rues et dans les églises, on les voit la tête couverte d'une capuce de laine ou d'un ample mouchoir [1], chauffant aux charbons d'un ré-

[1] Les femmes du peuple d'habitude vont nu-tête ; pour entrer dans les églises elles se couvrent, en guise de voile, d'un mouchoir, d'un châle remonté sur la tête ou de toute autre pièce d'étoffe. M. Ampère affirme que c'était une marque de respect dans le Latium de se couvrir la tête devant la divinité. Le poëte semble avoir exprimé cette tradition encore en usage à Rome :

> Ante tuosque pedes illa ipsa adoperta sedebit !

chaud[1] leurs mains amaigries. Vous diriez la sibylle de Cumes prête à rendre ses oracles.

IV

Rome est pleine de contrastes. La simplicité des mœurs, la vie populaire s'y montrent à chaque pas. Connaissez-vous la place Farnèse? Avez-vous vu son palais majestueux, chef-d'œuvre de Vignole, de San Gallo et de Michel-Ange? J'apprécie infiniment ses colonnes doriques, son élégante corniche et les bassins immenses en granit d'Égypte qui décorent ses abords; mais j'aime fort aussi, le dimanche matin, l'aspect pittoresque de la place Campo di Fiori, qui touche au palais Farnèse.

C'est le rendez-vous des paysans qui viennent à Rome louer leurs services, traiter leurs affaires, renouveler leurs provisions ou mieux encore satisfaire leur dévotion ou leur curiosité.

Là on vient se réunir, boire, manger, se chauffer au soleil ou se reposer à l'ombre, rire, chanter, causer, faire la sieste à midi. On s'assied aux margelles des fontaines ou sur les bancs du palais; aucuns même qui ont voyagé toute la nuit s'étendent sur les pavés; ils y dorment sans vergogne et sans souci du bruit, des cris et du tumulte.

Les *osterie* (auberges) du voisinage s'emplissent; des marchands ambulants circulent au milieu de la foule; ils vendent des galettes d'orge, des pains au safran, des fritures toutes chaudes, des saucisses, des viandes sans nom. Sur des étalages en bois sont amoncelés par lots des os décharnés, des restes de viande, des hachures de bœuf qui vont faire pour un *bajoco* (1 sou), la joie de toute une famille. L'eau pure et gratuite de la fontaine complétera le festin. Tous, il est vrai, ne commettent pas de pareils excès. La plupart mangent fièrement le morceau de pain qu'ils ont apporté, ou se nourrissent de l'air du temps.

On peut, d'ailleurs, dépenser son argent de mille manières différentes et des plus agréables : d'abord se faire raser. Le barbier accomplit sa besogne en plein air avec une vélocité qui ferait honneur à Figaro lui-même. A chaque barbe il repasse son instrument sur un cuir attaché au dossier de la chaise des patients; ceux-ci se succèdent sans interruption et tout est dit. Je n'ai point vu d'ailleurs que le barbier de la place Campo di Fiori rasât encore suivant l'ancien

[1] L'hiver, les femmes du peuple ne se séparent pas volontiers du *scaldino*, sorte de petit panier en terre cuite qu'elles remplissent de cendres chaudes. C'est à peu près le seul chauffage qu'ait le peuple à sa disposition dans un pays d'ailleurs où le climat est peu rigoureux.

système : au *pouce* ou à la *cuiller*. La civilisation ici est en progrès.

On peut aussi se faire arracher des dents, se faire saigner ou guérir des maux d'yeux; mais le collyre est encore un luxe que les riches seuls peuvent se permettre. On trouve sur la place Farnèse des magasins de foulards de coton, à qui je dois cette justice qu'ils n'ont aucune couleur romaine. Je les soupçonne de venir en droite ligne de Paris ou d'Alsace. Des vêtements d'occasion sont étalés : manteaux rapiécés ou vestes roussies par le temps; carraques à triple collet, dans lesquels se draperont encore à merveille deux générations au moins de *Pifferari*. Les vieilles chaussures surtout abondent à la place Farnèse : guêtres, souliers, bottes ou sandales dépareillées, l'amateur peut essayer à loisir et se procurer au choix ce qu'il préfère.

Puis viennent la chaudronnerie, les vieilles ferrailles, la clouterie, les objets de piété qui donnent lieu à des transactions sans nombre comme à des discours sans fin.

On trouve là encore le chanteur en plein air, le joueur de mandoline, l'écrivain public : un savant celui-là! On le consulte, on lui fait lire ses lettres et composer la réponse; on lui demande comme à un aruspice ce qu'il faut répondre. La foule fait cercle, écoute le dialogue et y prend part avec une bonhomie sans pareille jusqu'à ce qu'on soit tombé d'accord. Là tout le monde se tutoie; d'ailleurs, suivant la coutume méridionale, nul n'a de secrets pour personne. On raconte ses marchés, ses projets, ses affaires tout haut. Pourquoi pas? Et chacun d'écouter comme s'il s'agissait d'un parent ou d'un ami.

Connaissez-vous le jeu de *morra*, ce jeu antique qui n'exige ni dés, ni aucun instrument, et que Ciceron appelait *micare digitis*? Deux joueurs, les poings fermés, étendent chacun un certain nombre de doigts. Il s'agit de proclamer en même temps le nombre de doigts ouverts par la main de l'adversaire. Celui qui devine juste a gagné : *due*, *cinque*, *sei* (deux, cinq, six). Les joueurs se passionnent et s'animent; leurs mains s'ouvrent et se referment; les chiffres se croisent, se succèdent, se défalquent ou s'ajoutent avec une prodigieuse rapidité. Naturellement ici encore le galerie est nombreuse, et comme le chœur antique, elle intervient à point nommé pour décider des coups du sort et juger des arrêts du destin.

Voici maintenant l'improvisateur!

Qu'est-ce que l'improvisateur? Tout ce que vous voudrez. Le premier venu, un artisan, un ouvrier, un homme du peuple, mais à coup sûr un poëte, tout au moins un rapsode des plus habiles, des plus ingénieux et des plus enthousiastes. C'est l'homme du Midi dans tout son éclat, avec sa poésie, sa passion, son style plein de

fougue, de couleur, d'images, et son front perpétuellement mobile, où se reflètent comme dans un miroir, les émotions incessantes de l'âme. Ce n'est pas celui-là qui voudrait user de son visage comme d'un masque, pour y dérober aux regards de tous les sentiments ardents de son cœur.

Tout d'abord il commence sur un ton rhythmique, avec une légère cadence, sa mélodie populaire; et comme pour prendre le ton, il s'accompagne discrètement de la mandoline. Ainsi devaient faire le vieil Hésiode ou les trouvères du moyen âge; mais la musique n'est qu'un prétexte, et je n'en vois guère l'utilité, à moins que la mandoline ne serve à calmer l'improvisateur, comme la flûte qui accompagnait les orateurs romains.

Quelle fougue! Aussi voyez comme il se passionne pour la patrie! comme il croit à ses antiques origines, à ses dieux, à ses héros, à ses immortelles destinées! Comme il peint les combats, les luttes de la Rome belliqueuse; comme il malmène ses ennemis : Volsques, Carthaginois ou Barbares! Il est Romain de cœur et d'âme! Il connaît à fond sa mythologie et son histoire. Si l'occasion s'en présente, il fera intervenir les Gracques et Scipion l'Africain, et Cicéron, et Jules César, et Marcellus, et Marc Aurèle et tant d'autres. Au besoin il remontera jusqu'à Janus à la double face, à Saturne et à Jupiter; il parlera des Champs-Elysées et du Tartare et des dieux de la fable; mais ne croyez pas pour cela qu'il soit païen; il connaît aussi son Dante, son Tasse, voire même son Arioste, Roland et Ferragus, la légende du moyen âge et le roman chevalaresque. Il est rare qu'il ne termine son poëme épique par une invocation à la madone, une prière à Sant' Antonio, ou un chant de triomphe à la papauté; le nom du pontife vénéré Pie IX sert de motif au final de toute improvisation qui se respecte.

Ces compositions ont l'ampleur d'une Iliade. Je ne prétends pas qu'Aristote n'aurait rien à y reprendre, mais pour n'être toujours ni très-claires, ni absolument historiques, ni parfaitement châtiées, elles n'en sont pas moins pompeuses et brillantes sous leur forme populaire. Ces plébéiens poëtes ont su conserver le style religieux et les formes officielles et convenues de la vieille épopée classique, bien plus que beaucoup d'élèves de rhétorique de nos lycées. Il semble qu'ils aient à leur disposition des quantités innombrables de vers ou de fins de vers qui, placés au hasard, composent de la façon la plus naturelle et la plus simple la plus admirable mosaïque de fleurs qui se puisse voir.

L'auditoire n'est pas moins poëte que l'improvisateur; même foi robuste et naïve, même ardeur, même enthousiasme, même jeu de physionomie. C'est merveille de regarder ces gens-là quand ils écou-

tent, merveille aussi de les voir applaudir et porter en triomphe le coryphée vainqueur qui les a séduits et enivrés.

Hélas! l'improvisateur s'en va! Il n'est plus! Ceux qui ont été à Rome, il y a quelques années seulement, l'ont pu rencontrer encore, pour peu qu'ils soient nés sous une bonne étoile; car déjà le poëte populaire se faisait rare et son pégase rétif. Mais que nos neveux ne se fassent pas illusion; on ne peut à la fois être et avoir été, et l'improvisateur n'est plus! O vous, Romains de la vieille roche, cœurs enthousiastes de poëtes, ou vous tout simplement amateurs du pittoresque ou de la couleur, pleurez sa perte! Comme vous, je la déplore à l'égal d'un malheur irréparable!

V

Si l'improvisateur, et avec lui la poésie et les dieux s'en vont, l'esprit n'a pas encore quitté Rome; je dirai même qu'il court les rues; mais pour s'épargner la peine de le chercher trop longtemps, il faut savoir qu'il habite de préférence au pied de la statue de *Pasquino* et de son confrère *Marforio*.

Jadis vivait à Rome un tailleur bel esprit et quelque peu satirique du nom de *Pasquino*. Non loin de sa maison, on découvrit, après sa mort, un torse antique de Ménélas, auquel on donna le nom du facétieux tailleur. La statue, depuis lors, n'a guère failli aux traditions de son patron. C'est elle qui, chaque matin, enregistre sous forme de questions les pasquinades et les bons mots du peuple le plus spirituel de la terre, n'en déplaise à nous autres Français. Le lendemain, on trouve la réponse affichée sur la statue de *Marforio*, voisine du Capitole. Le gouvernement n'en a nul souci; au besoin, il échangerait lui-même quelque bonne plaisanterie avec les deux compères. Aussi lazzi, quolibets et bons mots ne font jamais défaut, et voilà l'opposition satisfaite et le peuple content. En 1808, raconte-t-on, après l'entrée des Français à Rome, alors que Pie VII était prisonnier au Quirinal, cet enragé de Pasquino n'eût-il pas la singulière idée de demander si les Français n'étaient pas des brigands. Et Marforio, de l'air le plus innocent du monde, lui répondit : « *Buonaparte* (en grande partie)! » oui; mais le drôle n'avait eu garde de séparer les deux mots.

Après les écrivains, les poëtes! C'est un usage immémorial chez les Romains de s'adresser des vers en toutes circonstances. Les jours de fête, le jour de la Résurrection, par exemple, quand Pâques ra-

mène dans tous les cœurs l'allégresse et la vie, on profite de l'occasion pour confier des vers aux murs de la cité, aux portes des maisons. Odes, sonnets, acrostiches, sujet de circonstance, épîtres dédicatoires, compliments en vers ou en prose, à tel ou tel *illustrissimo signore*, rien n'y manque, pas même la poésie. La muse compte ici des amis par milliers, amis un peu trop nombreux sans doute, pour être tous dignes de ses faveurs, mais fervents, et, plus sincèrement qu'on ne le pourrait croire, enthousiastes.

A la fin des repas, pour peu qu'un poëte se trouve parmi les convives, et il s'en trouve toujours, il est rare que n'éclate pas une pièce de vers en l'honneur de l'amphitryon, du dîner s'il est bon, ou de n'importe qui. C'est comme un bouquet obligé, sans lequel il n'y a pas de dessert bien servi, ni complet. En pareil cas, il est de fort bon goût de chanter, soit en solo, soit en chœur, quelque chanson de circonstance destinée à célébrer un des convives ou l'événement qui a amené la réunion. Ainsi faisait-on jadis au bon pays de France quand on savait chanter et rire.

Des sonnets et des chansons aux prédications de l'*Aracœli*, il n'y a que la distance de la poésie à l'éloquence.

Si l'on aime à recueillir les traditions romaines, si l'on veut, avant qu'elles ne disparaissent complétement, saisir encore quelques-uns de ces traits de mœurs qui sont comme la poésie et le parfum de la ville éternelle, il faut aller écouter les petits prédicateurs qui, au temps de la Nativité, célèbrent à l'église de l'*Aracœli* le *santissimo Bambino*, le personnage le plus populaire de Rome.

Là, de petits orateurs de sept ans, pendant six semaines tiennent la foule attachée à leurs lèvres d'or.

La fête de Noël est la fête de l'enfance : donc, à l'*Aracœli*, c'est elle qui trône, c'est elle qui monte sur le pinacle, et je parle ici sans métaphore ; c'est elle qui prêche, et je ne serais pas étonné que ce fût elle aussi qui convertit les pécheurs. De midi à trois heures, chaque jour se débitent, au grand ébaudissement de l'auditoire, des sermons, des homélies, des prônes, des prières, des invocations à l'enfant Jésus, des dialogues, des noëls, de la prose, des vers, des sonnets, du dogme, de la morale, de la poésie, de la fantaisie, et tout cela sur la fête de Noël. Jamais je n'eusse pu croire que l'esprit humain pût embrasser un sujet de tant de façons diverses.

Ce qui est particulièrement remarquable, c'est l'attitude, le geste et la diction de ces prédicateurs enfants. Naturel, onction, pathétique, mouvements oratoires, autorité de la voix et du geste, il ne leur manque rien, pas même de savoir donner la bénédiction finale avec toute la gravité convenable. Leur faconde intarissable est natu-

relle ; ce ne sont pas des enfants prodiges, affectés et prétentieux ; c'est le génie d'un grand peuple débordant par les intelligences des plus jeunes, comme un torrent dont le flot s'écoule par les fissures inaperçues de ses rives. Chose curieuse, les petites filles sont en majorité : c'est à elles aussi que revient l'honneur et la supériorité de l'éloquence.

C'est merveille d'entendre ces arrière-petites-nièces de Cicéron et d'Hortensius célébrer, dans la langue d'Alfieri, les poétiques légendes de la Nativité.

Noël ouvre la gracieuse exhibition de cette éloquence enfantine. Pendant le Carême et l'Avent, les soirées du dimanche réunissent à la *Chiesa Nuova* un auditoire nombreux. Là, entre les oratorios, les chœurs religieux, les chants sacrés exécutés par des adolescents avec un merveilleux ensemble, se succèdent à la tribune sacrée de jeunes orateurs de douze ans. Il faut voir avec quelle majesté et quelle ampleur ces petits personnages parcourent à grands pas la vaste estrade sur laquelle se déploie plus à l'aise que dans nos chaires étroites l'éloquence méridionale de l'Italie. Il faut entendre leur voix émue et leurs accents tour à tour indignés ou suppliants, quand, proclamant les grandes vérités de la religion, ils terminent leur discours par une pathétique exhortation à la pénitence, avec toute la conviction d'un âge qui ne connaît ni les difficultés ni les atermoiements. L'Italie a pris à la lettre la parole de l'Écriture, et reçoit la vérité des lèvres de l'enfance avec un respect traditionnel.

Je ne sais rien de plus intéressant, de plus curieux et de plus charmant que ces solennités. Il ne s'agit pas ici d'exceptions : tous, fils de patriciens ou d'artisans, riches ou pauvres, apprennent à l'école leur petit sermon, et tous, j'oserai dire, le débitent avec un égal talent ; tant le culte de l'éloquence et les traditions littéraires du passé sont naturels à ce peuple, qu'on se plaît à représenter comme dégénéré, sans vie et sans grandeur.

A côté des petits prédicateurs de l'*Aracæli* ou de la *Chiesa Nuova*, il faut citer aussi ces trois petits garçons que tout le monde a pu rencontrer dans les rues de Rome, véritables petits chérubins en soutane[1], chargés d'annoncer la loi divine et d'en proclamer la sanction. Ils ont ordre d'engager les parents, et par contre les enfants, à ne pas oublier l'heure du catéchisme. Vous les voyez, une clochette et un crucifix à la main, parcourant les carrefours et les places, et proclamant tous trois à la fois leur mission : *Padri e madri mandate ai*

[1] A Rome, tous les enfants des écoles portent un costume ecclésiastique. Chaque école a son uniforme. Les jours de promenade on voit défiler ainsi des cardinaux, des dominicains, des prélats, des religieux de toutes couleurs et de toute variété, dont les plus âgés n'ont pas quinze ans.

vestri figliuoli alla dottrina Cristiana. Se non li mandarete, ne renderete conto al Dio. VOUS EN RENDREZ COMPTE A DIEU ! Connaissez-vous beaucoup de lois pénales plus simples et plus grandioses ?

Après les improvisateurs, les satyriques et les poëtes, après les orateurs imberbes, il faut citer, comme un des types les plus curieux de la Rome populaire et religieuse, le prédicateur en plein air. Suivez le chemin de croix au Colisée, le vendredi, ou mieux encore mêlez-vous en été aux pénitents et aux confrères qui, à l'heure de l'*Ave Maria*, sortent de la *Caravita*. Devant le cortége marche, porté par un prêtre, un grand crucifix de bois. Au coin de la place du Panthéon, devant la madone de *Ripetta*, ou en tout autre lieu désigné d'avance, on élève à la hâte une estrade : c'est à la fois l'autel et la tribune. On y dresse la croix, symbole d'espérance comme de douleur ; alors, au pied de cette croix, sous ce ciel transparent et lumineux, au milieu des bruits de la rue et des agitations de la foule, retentit, libre, forte, puissante, comme les flots débordés d'un grand fleuve, la prédication populaire.

Ne me demandez pas si l'orateur parle bien, si ses phrases sont harmonieuses, ses périodes arrondies, ses expressions choisies. Je n'en sais rien, en vérité ; mais ce que je sais, c'est qu'il est ému, c'est qu'il est possédé, dévoré de l'amour du Christ et du salut des âmes. Voyez-le ! sa taille grandit, sa poitrine se gonfle, sa voix tonne, ses yeux lancent des éclairs, ses larmes coulent ; il enserre la croix de ses bras, il supplie, il menace, il s'agenouille, et le peuple à son tour frémit, pleure et se prosterne, subjugué, entraîné par la crainte de l'enfer, la haine du péché et les divines ardeurs du Sauveur qui aima les hommes jusqu'à la mort. Oh ! combien je préfère à nos rhéteurs et à nos petits maîtres de la parole, ces mâles tribuns du Christ, ces énergiques orateurs du peuple !

VI

Chaque année, au retour de l'Avent, des bergers descendent des montagnes des Abruzzes ou de la Sabine. Ce sont des *Pifferari*. Ils parcourent les rues de Rome, annonçant au son d'une musique champêtre, la prochaine naissance de l'enfant de Bethléem.

Vous les voyez ordinairement par groupes de trois musiciens : un vieillard, un homme d'un âge mûr et un enfant. Ils rappellent ainsi l'ancienne tradition, qui ne compte que trois bergers à la crèche [1].

[1] Sandini, *Historia familiæ sacræ*, p. 15.

Debout et tête nue devant les madones qui ornent les façades des maisons ou qui se dessinent éclairées par une lampe au fond des magasins; ils saluent de leur joyeuse symphonie l'heureuse mère du Sauveur. Je ne connais rien de plus gracieux que le coup d'œil offert par les boutiques de Rome alors que les madones sont illuminées et que les marchandises, disposées avec un goût parfait sur des plans inclinés, apparaissent dominées par une jolie statue de la sainte Vierge, placée dans le fond sur une riche console, ornée de fleurs et de flambeaux allumés.

Les instruments des Pifferari sont simples comme ceux des bergers. Une musette, un hautbois, un chalumeau, un triangle, voilà tout l'orchestre de ces musiciens de la montagne. La *canzonetta* qu'ils répètent devant la Reine du ciel n'est point écrite sur des notes savantes. Cette simplicité même est un charme ; elle rappelle admirablement l'humble mystère de la crèche.

Le costume des Pifferari est en harmonie avec leur musique et leurs fonctions. Il vous reporte en plein moyen âge; tel je l'ai vu, tels le virent, j'en jurerais ! ceux qui me précédèrent à Rome il y a des siècles. Un chapeau tyrolien orné d'un large ruban de diverses couleurs, un demi-manteau en grosse bure verte, une culotte en peau de brebis ou de chèvre, des chausses terminées par une semelle qui se rattache sur le pied avec des courroies ; ajoutez à cela de longs cheveux noirs qui descendent sur les épaules, une belle barbe, des yeux vifs, un front élevé, et vous aurez une idée de ce costume et de ce type remarquable.

« Rome voit arriver avec plaisir les Pifferari ; tout ce qui rappelle un souvenir religieux est bien accueilli dans cette ville essentiellement chrétienne. On les aime, on les fête, on les attire ; eux-mêmes vont offrir leurs services dans les maisons ou dans les palais, demandant si vous voulez faire faire une neuvaine à votre madone. Si on accepte, et qui n'accepterait pas ? ils viennent pendant neuf jours vous réjouir de leurs concerts. Vous les gratifiez de quelques *baïoques*, et je ne sais quel est le plus heureux de celui qui reçoit ou de celui qui donne [1]. »

Mais la madone reçoit à Rome mieux que des prières de commande ou des concerts de Pifferari.

La madone à Rome, ce n'est pas seulement la Vierge sainte, honorée et vénérée par l'Église comme la mère de Dieu, en l'honneur de laquelle se sont élevés les basiliques les plus anciennes, les sanctuaires les plus célèbres et les plus somptueux ; la madone, c'est la

[1] *Les Trois Rome*, par M. l'abbé Gaume, t. I, p. 219.

vie, c'est l'âme même du peuple de Rome : *Vita*, *dulcedo*, *spes nostra !* c'est la patronne tutélaire et protectrice de tous. A elle petits et grands confient leurs secrets, demandent secours, lumière et protection avec une confiance sans bornes. Il est peu de conversations populaires où vous n'entendiez prononcer le nom de la madone ; pas un événement heureux où elle ne soit intervenue, pas une faveur qu'on ne soit en droit d'espérer de sa munificence, pas une fête qu'elle ne préside, pas une rue qu'elle ne protége. Elle est de tout, elle est partout. Aux angles des maisons, au seuil des monuments, dans l'intérieur des demeures privées, partout, jusque dans les cafés et les lieux de réunions publics, apparaît comme un palladium vénéré la douce image de la madone.

Il n'est pas rare de voir défiler dans les rues de longues processions de jeunes filles (*amantate*), entièrement enveloppées d'un voile blanc qui à peine laisse apparaître deux yeux scintillants et noirs comme le jais. Elles se rendent en chantant à quelque autel vénéré, ou elles suivent le cortége du saint Sacrement. Rien de plus pittoresque, de plus suave et de plus pieux. On peut dire de Rome ce qu'une jeune fille disait du Paradis : *un pays où c'est tous les jours la première Communion*.

D'autres fois, ce sont des populations éloignées de Rome qui se rendent en pèlerinage à Sainte-Marie-Majeure ou à Sainte-Marie du Peuple pour offrir à la mère de Dieu un témoignage solennel de leur foi et de leur amour. Parfois, au mois de mai, sur la place de l'immense basilique, on voit se dérouler en longs méandres des processions composées entièrement de femmes et de jeunes filles. Elles viennent de villages éloignés, par exemple, de *Rocca di Papa*. On les voit, sous leurs habits de fêtes et leurs pittoresques costumes, traverser au soleil ardent les vastes solitudes de la campagne romaine, sans que jamais la fatigue vienne un seul instant interrompre les chants des cantiques ou le recueillement de la marche.

Par moments leurs accents s'en vont expirants, perdus dans l'étendue ; mais les notes affaiblies de ces frêles voix de femmes s'élèvent toute-puissantes, harmonieuses et confiantes vers le ciel qui les entend et les recueille.

Elles cependant, au terme de leur pèlerinage, s'agenouillent en cercle devant l'autel de la madone, et leurs voix éclatantes et sonores remplissent la vaste nef. Les chants terminés, on prie à voix basse ; on implore pour les siens la miséricorde divine, et on retourne au village plein de confiance, d'espoir et d'amour.

Souvent dans les rues, une lampe brûle devant la madone ; au printemps, on l'entoure de fleurs. A la tombée de la nuit, des illu-

minations s'élèvent autour d'elle. Au temps de la nativité de la Vierge, des feux d'artifice, des fusées et des flammes de Bengale dessinent en traits de feu quelque image vénérée. Presque chaque jour, à la vingt-quatrième heure[1], les confrères de la *Caravita* ou ceux de toute autre association s'arrêtent à l'issue de l'exercice du soir devant la madone de leur quartier. Ils s'en vont par groupes récitant le rosaire ou chantant des cantiques. A leur exemple, des passants s'arrêtent autour de la statue pour la vénérer et la saluer. Des *contadini*, des enfants à la voix fraîche et sonore entonnent à plein cœur quelque vieux couplet, et la foule reprend sur un rhythme qui ne manque ni de chaleur ni de charme le refrain classique : *Evviva, evviva Maria !* On se croirait revenu aux siècles de foi, et on se prend à aimer la madone comme les Romains eux-mêmes, d'une manière sensible et palpable. Le pittoresque et la poésie sont ici d'accord avec la foi, et la réalité n'est pas moins belle que la légende.

VII

Il n'est pas toujours aisé de définir un peuple ; l'âme humaine est de sa nature ondoyante et diverse, comme dit Montaigne, mais l'âme d'un peuple, son caractère, ses mouvements, ses aspirations, comment en saisir l'ensemble ? Parmi tant de physionomies mobiles et changeantes, comment tracer un portrait qui puisse s'appliquer, sinon à tous, du moins au plus grand nombre ?

Laissons pour le moment la nature intime des personnes. Ne parlons que de ce qui se voit. Aussi bien l'aspect pittoresque de la foule n'est pas seulement un plaisir pour les yeux ; il est encore à Rome un indice et un trait de mœurs général.

Nulle ville d'ailleurs où les fêtes soient plus nombreuses, plus multiples et plus brillantes, nulle, où le peuple soit plus disposé à y prendre part, et à conserver rigoureusement intact depuis un temps immémorial le programme traditionnel de ses solennités religieuses ou nationales.

Je ne dirai rien de ces cérémonies splendides de la Rome chrétienne qui, presque chaque jour, à chaque heure, attirent dans quelque église ceux qui recherchent les consolations de la foi ou qui se plaisent au spectacle des pompes sacrées dont Rome seule a le secret.

[1] Suivant l'antique usage italien, le cadran se divise encore à Rome en vingt-quatre heures, et se règle d'après le coucher variable du soleil, qui marque la fin du jour. L'*Ave Maria* indique vingt-quatre heures et annonce avec l'heure de la prière le commencement d'un nouveau jour.

Tout le monde connaît la richesse avec laquelle sont prodiguées dans les églises l'or, le marbre, les gemmes, les draperies, les lumières, les fleurs, l'encens. Aux grandes solennités viennent se joindre les harmonies grandioses de la musique, chants, mélodies et orchestres qui donnent à l'âme comme un avant-goût du ciel, et aussi l'éloquence entraînante de cette parole romaine qui domine et subjugue par la force autant qu'elle séduit par la grâce et la beauté de la forme.

Mais sans entrer dans les détails, qu'il me soit permis au moins de mentionner rapidement les circonstances principales qui, se succédant sans interruption dans le cycle annuel de la ville sainte, lui font comme une fête perpétuelle.

Aujourd'hui on célèbre le souvenir d'un saint à tel endroit ; demain c'est une fête de l'Église, c'est la fête patronale de telle basilique. Une des plus populaires et des plus touchantes dévotions de Rome est assurément l'exposition du saint Sacrement qui, de quarante heures en quarante heures, est offerte à la piété des fidèles. Ce jour-là le quartier du sanctuaire privilégié semble être en liesse ; la rue est décorée de feuillage, le pavé jonché de buis et de palmes, suivant l'usage italien. Aux abords de l'Église, un immense ostensoir en bois peint apparaît au milieu d'arcades et de guirlandes, et un écusson placé au-dessus de la porte indique la solennité. A l'intérieur, les offices en musique, les prédications, les processions témoignent d'une pompe inaccoutumée. Chaque soir un cardinal officie ; souvent même le pape lui-même vient s'agenouiller aux pieds de l'autel. La fête est terminée par un salut solennel, et au moment précis où le Sauveur entre dans le tabernacle, les cloches annoncent au loin qu'il reparaît sur les autels d'une autre église. Ainsi, pour Rome, l'adoration n'est pas seulement la fête passagère d'une église ou d'un quartier, c'est réellement la fête perpétuelle et incessante de la ville tout entière.

Parlerai-je aussi des promenades du saint-père et de ses visites solennelles aux églises ? C'est pour les étrangers et pour les Romains un spectacle, mais c'est aussi une fête où la piété du cœur, la vénération et la joie ont plus de part encore que les yeux ! Le carillon de Saint-Pierre annonce l'heure du départ du cortége. Si c'est une simple sortie, Pie IX n'est escorté que de quelques gardes nobles et d'un camérier ; si au contraire il s'agit d'une grande cérémonie, la suite est plus nombreuse. Le carrosse de gala rouge et or, est attelé de six chevaux noirs richement caparaçonnés. Les postillons et les valets de pied sont en livrée de soie rouge. Des cardinaux, des camériers accompagnent le souverain pontife. Longtemps avant son arrivée, la

foule encombre les abords de l'église. Bientôt deux dragons arrivent au galop : *Eccolo ! Eccolo !* (le voici ! le voici !) La garde noble, en grand costume, précède le saint-père. Quant à lui, assis sur un trône élevé du fond de sa voiture, il jette un regard ineffable d'amour et de tendresse au peuple qui se presse sur la *strada papale*. On s'agenouille, on courbe la tête sous sa main paternelle. S'il ne s'agit que d'une simple prière et non d'une fonction, le souverain pontife entre dans l'église, laissant à la porte le faste inutile de son cortége. La foule alors forme autour de sa personne sacrée un cercle étroit. Lui cependant, agenouillé comme le plus humble devant la croix, il prie pour son peuple, les yeux levés au ciel, le divin Maître dont il occupe la place sur la terre.

Le silence n'est interrompu qu'au moment du départ. *Evviva ! Evviva Pio IX ! Evviva il papa re !* Demain, chaque jour les mêmes acclamations et les mêmes vivats témoigneront du même enthousiasme. Ah ! puisse le vieux cri national retentir longtemps encore dans la vieille cité, capitale de l'Italie et du monde. C'est le cri de la liberté, de l'honneur et du droit !

VIII

Puis viennent les grandes solennités de Noël, de Pâques, de l'Ascension, de la Pentecôte, de la Fête-Dieu, de la fête de saint Pierre et de saint Paul, de l'Assomption. Je n'essayerai pas même de décrire, après tant d'autres, le spectacle féerique de la place San Pietro. A travers les degrés du Vatican, les escaliers et les péristyles du temple, les colonnes et les portiques, montent et descendent, s'enchevêtrent et se replient les flots ondoyants et pressés du cortége pontifical. Quel ensemble ! quels tons chauds, quelle harmonie d'ombres et de lumières au milieu de cette foule ! Étrangers, Romains, visiteurs, femmes voilées de noir, paysannes en habits de fête, pèlerins aux sombres costumes circulent à travers les carrosses rouges des cardinaux, les cavaliers de la garde noble couverts du casque antique à la longue crinière, les régiments suisses, les fantassins de la garde palatine. Çà et là apparaissent, évocations d'un autre âge, les hallebardiers du pape équipés comme au temps de Michel-Ange. Ils portent encore le haut-de-chausse noir, rouge et jaune, la cuirasse, les brassards et la fraise du seizième siècle, et le panache rouge au-dessus de la rondache d'acier éclatante au soleil.

Le cortége s'ébranle ; la procession défile à travers l'immense basilique; on entend résonner au loin le bruit des cloches et des tam-

bours. Voici venir les gardes nobles ! les appariteurs au pourpoint de velours noir, avec la chaîne d'or et le manteau espagnol ! le sacré collége en chapes et en mitres blanches ! les évêques, les chefs d'ordre, les prélats ! Voici l'épée à garde d'or (*stocco*) et le chapeau ducal de velours cramoisi (*cimiero*), emblèmes de la puissance, portés par deux hauts dignitaires. Le successeur du Christ apparaît porté sur la *sedia gestatoria* dans l'éclatante majesté de sa triple couronne. Derrière lui, les *flabellifères* portent les éventails de plumes de paon, symbole et souvenir de l'Église d'Orient. A l'entrée du saint-père dans l'immense basilique s'élève un chant de triomphe : *Tu es Petrus*, acclamation sublime et divine comme la bouche de celui qui le premier prononça ces paroles.

Le jour de Pâques, après la messe, la foule se précipite de nouveau sur la place ; le cortége s'avance dans le même ordre. A midi sonnant, la voix du canon s'unit à celle des cloches et des tambours pour proclamer l'heure solennelle. « La *loggia* du grand balcon de Saint-Pierre s'est ouverte ; tout à coup, soulevé par des mains invisibles, un baldaquin se hausse, sous lequel apparaît le pape seul dans le nuage de ses blancs vêtements comme une vision céleste, entouré à droite et à gauche des grands éventails de plumes qui, pareilles aux ailes des anges, le soutiennent dans les airs. Un frisson sacré passe dans tous les cœurs ; un silence profond d'attente et d'émotion lui succède[1]. »

Le successeur de Pierre trace dans l'espace le signe de la rédemption. La bénédiction divine descend comme une rosée bienfaisante et féconde sur la ville sainte et sur le monde entier. Alors les visages resplendissent, les fronts s'inclinent, les têtes se courbent, la foule toute entière semble absorbée comme un seul cœur dans la joie d'un mystérieux hosanna.

L'illumination de Saint-Pierre, la *luminara* est le couronnement du jour de Pâques ; mais ici encore je demande à céder la parole au pèlerin de Rome, à M. Ed. Lafond et à Mgr Gerbet :

« Il faut, dit M. Lafond, s'arrêter sur le pont Saint-Ange pour jouir de l'aspect magique qu'offre la coupole de Michel-Ange tout enflammée et se détachant sur le ciel étoilé entre les maisons noires du Tibre et le fleuve sombre et mugissant. »

« Cette coupole illuminée, dit Mgr Gerbet, semble être une tiare étincelante posée sur le tombeau du pêcheur. La lampe qui veille près du cercueil d'un juste dans un petit caveau, a déjà sa clarté prophétique. Mais l'illumination de la tombe devait avoir son apogée ; elle devait monter jusqu'à la splendeur, et il est moralement

[1] Voir *Lettres d'un pèlerin*, par M. E. Lafond, t. II, p. 387.

beau qu'un sépulcre se trouve être chaque année le point le plus radieux de la terre[1]. »

« Du pont Saint-Ange, l'admirable architecture se dessine en traits de feu. Mais il n'y a encore que les grandes lignes d'arrêtées par l'invisible pinceau de l'enchanteur ; l'immense façade est trouée par des vides noirs comme un catafalque. Mais ils seront bientôt remplis. Attention ! voilà la *transformazione*.

« Au premier coup de huit heures, les *San Pietrini*, suspendus à des cordes comme des feux follets, traversent la façade avec des pots enflammés, et l'exécution de cette manœuvre est si prompte et si parfaite, qu'au dernier coup de huit heures le changement à vue est opéré; l'illumination est complète.

« Un fanal sublime s'allume au centre de l'horizon romain. Les villages suspendus aux flancs des montagnes de la Sabine, les solitaires du mont Soracte, les pâtres de Tusculum l'aperçoivent, et le bateau à vapeur qui passe à cette heure-là près de la côte d'Ostie, salue de loin une tour de lumière qu'il ne rencontre jamais sur d'autres rivages.

« La croix qui surmonte la coupole paraît faite d'étoiles scintillantes descendues de la voûte des cieux. La basilique étincelante semble l'image de la Jérusalem céleste, tandis qu'à droite le Vatican grave et silencieux dans son ombre monumentale, contraste avec les splendeurs de la basilique. Le pape plonge son palais dans l'obscurité pour laisser toute la gloire et toute la lumière au tombeau de l'apôtre dont il est le successeur[2]. »

Sur la place circule une quantité immense de voitures et de piétons dans un joyeux enthousiasme et un ordre parfait ; puis la foule s'écoule aux cris mille fois répétés de : *vive le pape-roi !* Et chaque année la même solennité s'accomplit en mémoire de la rédemption de l'humanité ou en souvenir du pêcheur de Galilée qui règne sur le monde.

Telle est la grandeur de Rome qui conserve ces immortelles traditions, tel le privilége de son peuple au milieu de l'atmosphère radieuse, pure et libre où il lui est donné de vivre.

IX

Deus nobis hæc otia fecit ! C'est Dieu, c'est la religion d'abord et ensuite la patrie qui procurent aux Romains ces joies et ces fêtes.

[1] Mgr Gerbet, *Esquisses de Rome chrétienne*, passim.

[2] *Lettres d'un pèlerin*, par M. Ed. Lafond, t. II, p. 391 et 392.

Il en est d'autres pourtant moins élevées et moins nobles, sinon moins curieuses et moins pittoresques qui, chaque année, ramènent à époque fixe la bonne humeur et la gaieté dans les familles. C'est ici surtout qu'il est vrai de dire que les extrêmes se touchent. A la gravité antique, aux solennelles formes de la dignité romaine, nous allons voir succéder parfois les amusements les plus bouffons et les plus grotesques.

Je passe sous silence le premier jour de l'an, qui n'existe guère à Rome que pour les Français. J'ai bien vu ces *forestieri* (étrangers) échanger, à la mode de leur pays, des poignées de mains et de petits morceaux de carton sur lesquels étaient inscrits leur nom ; quant aux Romains, il m'a paru qu'il n'y avait pour eux ce jour-là ni étrennes, ni bonbons, ni souhaits de bonne année ; ils se réservent pour la fête de l'Épiphanie, et je vous réponds qu'ils ne perdent pas pour attendre. A la vérité, le *capo d'anno* (le commencement de l'année) date pour eux de Noël. L'anniversaire de la naissance du Sauveur marque le renouvellement de l'année. Si c'est la fête de l'humanité, c'est aussi la fête de la famille, la fête des *bambini* (petits enfants), et par voie de conséquence, celle des étrennes. Mais les *præsepe* (crèches) en font principalement les frais. On en fabrique, on en expose partout. On se les offre en présent, et, si on n'a pu faire mieux faute d'argent, on se dédommage én allant visiter celles qui sont exposées. Il en est de plus particulièrement célèbres : je citerai celle de la *Lungara*, au bord du Tibre. L'histoire de la Nativité sert de prétexte à des exhibitions sans nombre, où la fantaisie de la mise en scène se donne large carrière pour le plus grand bonheur des enfants et des parents.

Le jour de Noël aussi s'étale le long du Corso des magasins en plein air ; on s'y donne rendez-vous pour célébrer, chacun suivant ses moyens, *les bonnes fêtes*.

Mais Noël est une solennité semi-religieuse et semi-enfantine. La fête profane du commencement de l'année s'accomplit le 6 janvier, jour de l'Épiphanie, ou plutôt c'est le 5 au soir qu'elle commence. On la nomme *Befana*. Est-ce une corruption du mot Épiphanie ? C'est possible ; en tous cas, la *Befana* des Romains n'a rien de commun avec la fête des Rois.

La *Befana*, m'a-t-on dit, est une fée romaine, parente éloignée du père *Janvier*, qui, la veille des Rois, apporte des étrennes *ai fanciulli benedetti* (aux enfants sages). Au Transtévère aussi, elle a la spécialité de procurer des maris aux filles menacées de n'en pas trouver facilement. Les *Minente*, comme on les appelle, ne manquent jamais, à cette époque, de mettre deux oreillers à leur lit, dans la pensée que la *Befana* leur enverra un mari.

Mais tout autres sont les faveurs que dispense aux Romains, pendant toute une nuit, la *Befana* populaire, celle que tous connaissent, petits et grands, et que tous célèbrent avec un égal enthousiasme. Ces faveurs, quelles sont-elles? Eh! mon Dieu! la chose la plus simple et pourtant la plus précieuse : un peu de joie, beaucoup de gaieté, en tout cas, l'oubli pendant quelques heures des préoccupations et des soucis de la vie.

Vers onze heures du soir, sortent des maisons des familles entières : père, mère, enfants, la figure épanouie, l'air ébahi de bonheur. Les magasins, les cafés et les restaurants sont éclairés ; la foule circule dans les rues : c'est la *Befana!* Sans doute ces gens-là vont boire, manger, se distraire comme les Anglais à Noël et les Français au Carnaval! Point. C'est le petit nombre qui se livre aux graves plaisirs de la table. Les autres comprennent mieux la gaieté. La *Befana* est folâtre : de petits magasins ambulants offrent aux promeneurs, à raison d'un sou pièce, un assortiment complet de sifflets, de fifres, de mirlitons, de petites trompettes aigres comme du vinaigre, tout ce que la *fée Befana* a pu imaginer de plus criard et de plus discordant. On dévalise les boutiques, sous prétexte d'offrir à ses enfants, à ses amis, à soi-même, quelque chose d'aimable et de galant ; chacun se trouve en un clin d'œil muni d'un instrument plus ou moins perfectionné, mais parfaitement bruyant. Alors, dans la capitale du monde, les descendants de Romulus se livrent à une cacophonie qui n'a de comparable que la vigueur de leur souffle et l'héroïsme de leur courage. Tels, autrefois, les prêtres de Cybèle, aux fêtes de la Bonne Déesse, devaient souffler avec fureur dans les flûtes phrygiennes. Rien ne saurait troubler l'imperturbable gravité avec laquelle les Romains défilent, gardant, au milieu de leur bacchanale, le sentiment de la dignité qu'ils apportent en toutes choses. De temps à autre, il est vrai, la nature est forcée de reprendre ses droits. Quand un virtuose a *befané* de toutes ses forces un quart d'heure sans discontinuer, il s'arrête hors d'haleine, et prononce avec une satisfaction marquée le mot sacramentel : *Befana!!!* Puis, avec un plaisir toujours nouveau, il recommence jusqu'à ce que le souffle lui manque.

Ce qu'il y a de merveilleux, c'est que la *Befana* paraît être épidémique ; mais elle n'est pas dangereuse. Je ne voudrais pas aller jusqu'à dire que rien n'est divertissant comme de se promener, même sous le ciel étoilé de Rome, toute une nuit d'hiver ; mais j'affirme que je connais plus d'un de nos compatriotes, homme grave, père de famille et des plus respectables, qui n'a pu voir la fête du 5 janvier sans se sentir pris immédiatement de l'envie d'y jouer un rôle actif et bruyant. Si donc il vous était jamais donné de voir à Rome la solennité nocturne de la veille de l'Épiphanie, croyez-moi; n'essayez

pas de passer la nuit ailleurs que dans la rue; prenez rang dans le cortége des joueurs de flûte; pour l'honneur de la France, soufflez de tous vos poumons dans une clef forée, et puisse la fée *Befana* vous être favorable!!!

Cette fête est peu connue; elle met en relief un des côtés singuliers du caractère romain, ce mélange de gravité et de simplicité enfantine: naïveté toute primitive conservant, jusque dans les jeux les plus puérils, comme un souvenir de sa grandeur et de sa majesté déchues; au demeurant, une bonhomie parfaite et une excellente nature. N'est-ce donc rien quand on descend des Pélages, des Sabins, ou tout simplement des vainqueurs de Carthage, de savoir être heureux de si peu, et se contenter, à titre de fêtes nationales, de si honnêtes récréations?

X

Les jeux publics forment une partie essentielle et caractéristique de la civilisation d'un peuple.

Il n'y a plus au monde de carnaval qu'à Rome. Partout ailleurs, le temps, la monotonie, la mode, l'ont dénaturé ou réduit à néant. Tout le monde connaît, de réputation au moins, le carnaval romain, ce temps heureux que, dans sa langue proverbiale, le peuple assimile à Noël et à Pâques: *Il santo Natale, la Pasqua, ed il santissimo carnovale;* tel est le dicton. Je ne discuterai pas la grave question de savoir si carnaval vient de *Carnis levamen* (soulagement de la chair), comme le veulent les savants et les théologiens, ou de *Carne aval* (aval de la viande), comme le prétendent les gens facétieux, ou de *Carne vale* (adieu à la viande), qui est le sens italien? Je ne me charge pas de décider la question; toujours est-il que nul carnaval n'est plus gai, plus joyeux, plus pittoresque que celui de Rome, nul aussi plus honnête et plus étranger aux ignobles réjouissances de nos grandes villes.

Quelle que soit d'ailleurs l'étymologie du *santissimo carnovale*, il n'est pas douteux que son origine ne se perde dans la nuit des temps, et qu'il ne remonte au moins à Eleusis et à Bacchus, pour ne pas dire à Saturne. Mystères, Bacchanales, Saturnales, fêtes de la bonne déesse, n'étaient alors que des variétés du carnaval. Les plus graves personnages de la vieille Rome y prenaient une part active, et sous prétexte de satisfaire leur dévotion, aucuns ne dédaignaient de se travestir et de se livrer, en l'honneur du dieu, à des licences sans nom.

Les Romains d'aujourd'hui n'ont gardé que le travestissement,

plus une bonne et franche gaieté dont nul n'a à rougir. C'est d'ailleurs au grand jour et en plein Corso qu'ils célèbrent les fêtes du dieu Carnaval, et tous s'y peuvent initier à volonté.

Aussi n'ont-ils garde d'y manquer, pour peu que le soleil et le beau temps se mettent de la partie. Ces joyeuses assises de la folie durent neuf jours, le vendredi et le dimanche exceptés. Qu'importe que la pluie tombe un jour? Le lendemain le ciel n'en sera que plus radieux, la foule plus nombreuse et la fête plus brillante.

A deux heures, il est enjoint à quiconque veut s'amuser de se rendre au *Corso*. La cloche du Capitole donne le signal et annonce le retour solennel du carnaval. Tout à l'heure, le sénateur qui préside aux destinées de la ville va descendre dans le cours escorté d'un brillant cortége. C'est à lui que revient l'honneur d'ouvrir le carnaval. Ne vous semble-t-il pas qu'il s'agit de quelque événement important, et que la voix du sénat va retentir comme au temps antique? *Caveant consules ne quid respublica detrimenti capiat?* Rassurez-vous, la patrie n'est en danger que de trop s'amuser. Les Anglais du monde entier sont venus secouer ici leur spleen : partout des maisons pavoisées, des fenêtres ornées de draperies, regorgent de spectateurs. Les sombres palais romains ont ce jour-là un aspect tout à fait inaccoutumé et vivant ; à leurs larges ouvertures apparaissent des profils de camées antiques ; princesses, grandes dames, héritières des grands noms romains, toute l'aristocratie de la cité. Au rez-de-chaussée, devant les magasins et les boutiques, des estrades et des tribunes richement décorées ; là, au milieu du velours, des crépines d'or, des tentures blanches s'étagent radieux de jeunesse et souriant de bonheur, de frais visages de jeunes filles. Celles-ci ne se donnent pas pour d'opulentes patriciennes : ce sont tout simplement les filles, les femmes ou les parentes de la bourgeoisie du Corso ; mais quels traits réguliers et fiers, en même temps quelle grâce et quel charme ! Quels minois éveillés, intelligents et fins, quels doux regards, quels mouvements de cygne ! la *morbidezza* italienne dans toute sa splendeur. Toutes ou presque toutes ont revêtu les frais costumes d'Albano ou de Frascati : les jupes éclatantes, les corsages rouges, les fichus de dentelle, dans les cheveux toutes les roses du printemps ! Vous diriez une fête de Léopold Robert. Pas une tête qui ne soit à peindre. On ne connaît pas le type romain si on n'a vu le Corso un jour de carnaval.

Mais on n'est pas là pour faire de l'esthétique et admirer de jolies femmes ! Regardez la rue ; une foule compacte se presse sur les trottoirs ; des curieux escaladent des chaises louées à prix d'argent ; sur la voie, des voitures découvertes, calèches, chars-à-bancs, chariots grotesquement empanachés promènent des masques, des pierrots, des bouffons, des polichinelles.

De la place du Peuple à celle de Venise, sans repos ni trêve, s'agite, se mêle, se presse, se coudoie, se bouscule, se fuie, s'échappe avec des ondulations innombrables, une mascarade bizarre qui, tout à l'heure, va se faire une guerre à mort. Les hostilités sont commencées. Alors, entre les maisons et la rue, entre les voitures et les piétons, bombardement général. Les *confetti* de plâtre tombent à pleines poignées ; ils s'échangent des balcons aux voitures, des voitures au balcons, avec une *rabbia* toute italienne, sans souci pour les yeux et les costumes. Surtout ils s'acharnent sur les passants, sur les étrangers novices, dont les visages non masqués, les paletots et les chapeaux noirs semblent braver le danger ; c'est à qui offrira sa poitrine ou, mieux encore, sa tête aux coups de l'ennemi. Les plus enfarinés sont les plus courageux. Qu'on dise encore que les Italiens lâchent pied au premier feu.

Avec les femmes, la guerre se fait à armes plus courtoises. Qui pourrait dire les bouquets, et les bonbons, et les sourires, et les œillades, et parfois les sonnets, qui s'envolent vers les estrades et les balcons, pourvu qu'ils ne soient pas trop hauts, le tout, bien entendu, à charge de revanche. Puis ce sont des hurrahs, des lazzi, des cris joyeux, des éclats de rire sonores qui se mêlent aux fanfares des voitures et aux musiques militaires installées dans les carrefours. Nul désordre, pas de carabiniers, encore moins de sergents de ville ; rien de trivial ou de bas, nulle inconvenance ; une gaieté de bon goût et de franc aloi conservant, au milieu même de la folie, la décence et la grâce.

Un coup de canon retentit ! Les chars disparaissent ; la foule s'éclaircit ; les héros du carnaval secouent la poussière du combat, les dominos se dépouillent de leur casaque blanche ; tout à coup une charge de dragons s'élance dans le Corso, et chacun de se ranger sur le trottoir ; par ce procédé que je recommande fort aux bourgeois de Paris, instantanément la chaussée est libre.

Place aux *Barberi*[1] !

Ce sont des chevaux noirs comme la nuit, sauvages comme leur nom et rapides comme la pensée. A la place du Peuple, après les avoir contenus à grand'peine, on leur ouvre la carrière ; ils partent libres de tout frein, sans cavaliers comme sans entraves ; je voudrais

[1] Les courses de *Barberi* paraissent remonter directement à celles que les Romains exécutaient sur les gazons du Champ de Mars au bord du Tibre et qui s'appelaient *Equiria*. Cet usage de faire courir des chevaux libres au bord du fleuve existait encore au septième siècle ; quand Jules II fit bâtir la rue Julia, il fallut transporter les courses dans la rue du Corso, qui datait de Paul II. Elles lui ont donné son nom, et, depuis lors, elles n'ont cessé d'avoir lieu en cet endroit-là même. (Voir Ampère, *l'Hist. rom. à Rome*, t. I, p. 304.)

pouvoir ajouter sans autre stimulant que celui du triomphe qu'ils vont se disputer, mais la vérité m'oblige à dire qu'on leur applique sur les flancs des aiguillons et des dards destinés à activer leur course, et que

> . . . . . Sur leurs brunes croupes,
> On met rapidement de brûlantes étoupes
> Qui, pour les libres flancs de l'agile coursier,
> Sont un cavalier à l'éperon d'acier.
>
> E. Deschamps.

Qu'importe ? Ivres de liberté, de douleurs ou de gloire, ils partent, ils volent ; déjà ils sont passés. Le vainqueur a touché du front la toile tendue à la place de Venise pour arrêter sa course. « Cela fait peur, disait madame de Staël, comme si c'était la pensée sous cette forme d'animal. » La vérité est qu'ils passent trop vite, et que n'étaient les étincelles jaillissant du pavé sous leurs fers, personne ne peut se vanter de les avoir vus. Heureusement le vainqueur est ramené en triomphe ; on peut le voir alors couvert de feuillage et de clinquant, les naseaux écumants, l'œil ardent, fier comme un héros de Pindare, s'avançant lentement à travers les fanfares, les acclamations et les fleurs que lui prodigue la foule.

Je l'avoue, j'aime ces courses libres, où l'entraînement et le maquignonage des jockeys n'ont rien à faire. La nature est ici laissée à ses propres forces, et je vous jure qu'elle ne se montre plus fière et plus prodigue ni à Epsom, ni à Chantilly. Les Romains n'ont pas que je sache, encore souci du sport et des excentricités britanniques. Ils préfèrent leur carnaval et leurs chevaux sauvages. M'est avis qu'ils ont raison.

Au mardi gras, quand la dernière course est finie, un salut solennel appelle les fidèles à l'église du *Gesù*, toute voisine du Corso. C'est encore un trait de mœurs. L'immense sanctuaire n'est pas assez grand pour contenir la foule qui s'y presse, et cette foule est la même qui tout à l'heure folâtrait dans la rue. On chante le *Te Deum* pour remercier Dieu de s'être tant diverti. Demain les cendres et le carême viendront purger les joies du mardi gras. Ainsi va la vie.

Mais tout n'est point fini ; il s'agit d'enterrer le roi des fous : *il maestro berlingaccio* (maître Carnaval). Ses funérailles se font à la lueur des *moccoli*. La nuit est survenue, mais les *moccoli* feraient pâlir la lumière du soleil. « Ce sont, dit M. Lafond, de petites bougies allumées qu'on tient à la main. Mais ce n'est pas le tout que d'avoir son *moccolo;* il faut éteindre celui du voisin et conserver le sien : mouchoirs, chapeaux, bouquets, confetti, tout s'emploie avec fureur dans ce but ; l'infortuné qui a sa bougie morte est montré au

doigt, et on lui crie aux oreilles avec dérision : *Senza moccolo ! senza moccolo ! la bella principessa e amazzata ! che il signore cavaliere sia ammazzato ! — Eh ! eh ! eh ! senza moccolo !* s'écrient les uns. — *Ecco il moccolo* (voici le bout), répondent les autres en rallumant leurs bougies. C'est une frénésie générale. Les cochers ont des *moccoli* au bout de leurs fouets ; on grimpe derrière les voitures, pour les éteindre, à l'aide d'éteignoirs au bout d'une perche. On escalade les balcons et les estrades pour souffler la lumière de tel ou tel qui ne se méfie de rien, et pendant ce temps, c'est vous-même qui vous trouvez *senza moccolo.* Et de rire ! Comme si chose plus désopilante ne s'était jamais vue.

Puis, quand les bougies sont éteintes, viennent les masques, les personnages de comédie, la fantaisie et le roman. « Vous rappelez-vous l'ébouriffante description du carnaval romain que fait Hoffmann dans la princesse Brambilla, ce joyeux caprice, où il unit la rêveuse fantaisie allemande à l'intarissable bouffonnerie italienne? Nous avons cherché dans le Corso la charmante Giacinta Soardi et l'ingénieux charlatan Celionati et l'aimable Giglio Favo, ce prince de comédie, ce roman ambulant, cette intrigue sur deux jambes, cette aventure animée qui saute du livre dans la réalité, et apparaît aux belles lectrices quand elles font claquer le livre en le refermant. »

Voici sur la place Colonna de joyeuses saltarelles tournant en cadence au bruit du tambour de basque ; voici des troupes de musiciens et des chanteurs, et des bandes comiquement travesties. Voici venir des bouffons fort spirituels, ma foi, qui décochent à la foule, sous forme de lazzi, de bonnes vérités et des plaisanteries encore meilleures. C'est un notaire qui lit dans quelque grimoire le testament comique du *signore Berlingaccio* (seigneur carnaval). C'est un apothicaire, son instrument en main, qui fait part aux assistants des ordonnances, remèdes, médecines et autres choses encore qu'il convient de lui administrer ; et alors vient le récit de toutes les maladies physiques et morales de l'année.

Le proverbe romain dit qu'en carnaval toute bouffonnerie est bonne :

Nelle carnovale
Ogni burla vale

Mais les ennemis du saint-père, oppresseurs naturels de l'Italie et de la liberté, prennent quelquefois le proverbe à rebours, et, sous peine de bombe fulminante et de coups de poignards, on les a vus défendre parfois aux Romains de *carnovaleggiare.* Mais les Romains sont fiers de leur carnaval et jaloux de leurs libertés ; les Romains n'entendent pas être régentés, et les Romains ont raison. Une année

que des placards menaçants avaient voulu imposer à la ville la tristesse et l'ennui, la ville protesta en jetant plus de confetti, de lazzi et de fleurs que de coutume.

L'auteur des lettres d'un pèlerin raconte même, et nous lui empruntons textuellement son récit, « qu'une mascarade avait été improvisée ; mais elle fut défendue, parce que les masques étaient trop transparents. On reconnaissait des figures contemporaines sous les types obligés de la comédie italienne, Arlequin, Giangurgolo, Cassandrino, Pulcinella, Capitano Spavento, Pasquin, Pantalon, Scapin, Truffaldino, Brighella, Graziano, dottore Pedrolino, Tartaglia, Scaramuci, Tabarino, Stenterello, etc.

« On voyait là un roitelet italien qui, perché sur l'épaule d'un géant gaulois, escamotait lestement une couronne tellement large pour sa tête, qu'elle tombait sur ses longues moustaches, tandis qu'il essayait de chausser la botte italique, au fond de laquelle il s'engloutissait jusqu'au cou. Près de lui, son premier ministre Cavourino crevait d'indigestion pour avoir voulu mettre les morceaux doubles, oubliant ce mot d'un prince de Savoie, que l'Italie est un artichaut qu'il ne faut manger que feuille à feuille. Près de son roi, sous le costume de Capitano Spavento, gambadait Garibaldi, tour à tour mis en avant, désavoué, encouragé, renié et battu, pantin général aux mains de Mazzini, le joueur de Marionettes italiennes. »

Ordinairement les fêtes du carnaval se terminent au théâtre d'Apollon par une *festa di ballo*, où masques, dominos et habits noirs se promènent fraternellement au son d'un excellent orchestre. Vous pensez au bal de l'Opéra ! vous en êtes aux antipodes ! La fête consiste à rire beaucoup, à s'intriguer un peu et à ne pas danser du tout. Du reste, pas un geste inconvenant, pas un mot léger : une vertu toute romaine ! A minuit, le carême commence ; chacun rentre chez soi. Demain, tous ces gens-là vont s'agenouiller et se souvenir qu'ils ne sont que cendres et poussière. Tel s'accomplit chaque année le carnaval à Rome.

XI

Puis le carême écoulé reviennent successivement, toujours gaies, toujours impatiemment attendues, toujours anciennes et toujours nouvelles les fêtes consacrées par l'usage et par la tradition.

En premier lieu il faut citer le 12 avril, cet anniversaire béni, destiné à célébrer le retour de Gaëte du bien-aimé Pie IX, et sa préservation miraculeuse de l'accident qui faillit le faire périr à Sainte-

Agnès hors des Murs. Ce jour-là, la ville est en fête; les rues sont décorées d'arcs de triomphe, de banderolles, de devises. Chaque rue, chaque maison, chaque fenêtre semblent rivaliser. C'est à qui tentera par ses décorations, ses surprises, ses transparents, ses illuminations, ses feux de couleurs de témoigner plus d'amour au père commun, dont le nom est dans tous les cœurs et dans toutes les bouches. Il n'y a rien ici d'officiel ; point de lampions de commande ; pas de crieurs patentés ; partout l'expression naturelle, spontanée et irrésistible de la joie et de la reconnaissance. L'illumination du 12 avril est la plus splendide après la *luminara* de Saint-Pierre ; surtout elle est générale. Au forum, l'antique Capitole et le sombre Colisée profilent leurs murs croulants sous les lueurs rougeâtres d'un incendie simulé. La place de Venise élève jusqu'au ciel ses arcs de triomphe, la tour de l'*Aracœli* sa croix lumineuse, le Panthéon son gigantesque transparent ; pas une rue qui ne soit éclairée à *giorno ;* pas un monument, pas un palais qui ne soit en feu.

Le dimanche qui suit Pâques, un feu d'artifice est tiré au sommet de la terrasse du *Pincio*, et le jour de la Saint-Pierre le successeur du pêcheur de Galilée rend à sa bonne ville de Rome la même politesse. C'est, pour parler italien, la *Girandola*. Traduisez ce mot par chefs-d'œuvre de pyrotechnie italienne, laquelle, comme chacun sait, est la première du monde. Imaginez, en présence de la foule immobile sur la place du Peuple, les canons tonnant au fort Saint-Ange, les châteaux embrasés apparaissant sur la montagne, les jets de feu, les gerbes étincelantes, les cascades de flamme se précipitant du ciel, les comètes, les météores s'élançant dans l'éther, les bouquets de diamants, de rubis, de topazes, les fleurs aux couleurs innombrables éblouissantes de clarté, puis tout à coup, au milieu de toutes ces vaines et fugitives splendeurs, la croix se dressant immense, immobile, victorieuse et stable à travers l'embrasement général de cinq mille fusées, lancées à la fois des points les plus opposés. Voilà la Girandola ! Voilà la fête qui célèbre chaque année avec la victoire du Christ l'allégresse du monde.

Ces feux de triomphe valent bien les réjouissances du cirque et les lueurs immondes qui, dans les jardins de Néron, délectaient les courtisans de César.

Tous les étrangers, à commencer par le guide Murray, vous diront qu'on n'a rien vu si on n'a contemplé, sous *les rayons blafards de la lune*, les ruines du Colisée. La vérité m'oblige à confesser, toute prévention romantique à part, que, quand le ciel veut s'en donner la peine, les effets de lune à Rome sont très-convenablement réussis. C'est pourquoi il n'est pas rare de rencontrer le soir des touristes

anglais, accomplissant en famille les divers pèlerinages des clairs de lune recommandés. Ces insulaires visitent ainsi *lucente luna* la place Saint-Pierre, le Panthéon, les degrés de la Trinité du Mont, le Capitole et le Forum ; pour le bouquet, ils vont s'asseoir sur les gradins en ruines du Colisée. Si par aventure le ciel est sombre; ou la pleine lune trop éloignée, on voit de riches habitants d'Albion simuler, au moyen de feux de Bengale, un incendie dans l'amphithéâtre de Flavien. C'est une distraction qui, pour être renouvelée de Néron, n'en a pas moins le mérite d'être en elle-même fort innocente ; si elle plaît aux Anglais qui daignent la payer de leurs guinées, il est juste de dire qu'elle n'est pas désagréable non plus aux Romains, à qui elle ne coûte rien. C'est un des mille petits événements qui viennent rompre l'uniformité d'une douce existence. A Rome, d'ailleurs, si on voulait énumérer toutes les fêtes, du moins tous les petits bonheurs, dont se compose pour les Romains la trame dorée de leur vie, il faudrait citer tous les jours ; par exemple, la promotion d'un cardinal est l'occasion de fêtes nombreuses et brillantes pour le quartier dans lequel se trouve son palais. Pendant la réception officielle, deux orchestres, l'un de symphonie, l'autre d'harmonie militaire, disposés dans la rue, célèbrent l'honneur fait au nouveau prince de l'Église. Le peuple s'en réjouit et la fête marque pour lui comme un événement national.

XII

Puis vient le printemps avec son ciel d'azur, son soleil éclatant, son parfum et ses fleurs. Les palais et les jardins, situés à une faible distance de la ville, s'ouvrent à certains jours au public. Là, sont accumulées toutes les richesses de l'art, toutes les merveilles de la nature : statues, vases précieux, fontaines de marbre, fabriques pittoresquement jetées au bord des eaux jaillissantes. On peut aisément, en ces beaux lieux, rêver qu'on est poëte et croire à l'âge d'or. Le plus grand nombre recherche les frais ombrages de la *villa Borghèse*, ce splendide jardin, ce palais enchanteur, ouvert avec une hospitalité digne du prince qui l'offre et des Romains qui la reçoivent. Nos Parisiens font d'ingénieux rapprochements entre la *villa* et notre bois de Boulogne. Pauvres Parisiens et pauvre bois de Boulogne !

Veut-on s'éloigner davantage? Heureux ceux à qui il est donné de fuir loin de Rome les chaleurs de l'été. Ceux-là vont passer en *villegiatura*, au bord des lacs, au pied des montagnes et des bois, le temps

de l'*aria cattiva*. Ainsi fait le saint-père, qui, deux mois de l'année, séjourne dans l'admirable résidence de *Castel Gandolpho*.

Ceux à qui la fortune ou toute autre circonstance ne permettent pas ces loisirs, s'échappent du moins de la ville à certains jours. C'est l'époque des parties de campagne. On court aux cascatelles de Tivoli, à Frascati, à Albano ! Rien de plus pittoresque. On s'arrête dans quelque *osteria* isolée au bord d'une route : rien de plus réaliste. C'est une cave voûtée, à peine pavée de pierres inégales, où la lumière se joue à travers les toiles d'araignées et la poussière. On s'assied en famille autour d'une grande table noire, enfumée, primitive, sur des bancs éclopés et boiteux, et on déguste quelques bouteilles d'un vin clair et doré comme le soleil qui l'a produit. En voilà assez pour être heureux pendant six semaines.

Les chaleurs de l'été ramènent chaque semaine un divertissement aquatique fort goûté des Romains. La place *Navone* occupe une partie de cet espace jadis couvert de marécages et de prairies, qui forme aujourd'hui encore un enfoncement, dont l'église *Sant' Andrea della Valle* garde le souvenir. Là s'étendit plus tard le cirque d'Alexandre Sévère, dont l'arène immense, transformée en naumachie, offrait au peuple-roi le spectacle d'une mer en miniature, sur laquelle les monstres marins, les trirèmes magnifiques, les vaisseaux de guerre chargés de gladiateurs se livraient à d'effroyables mêlées.

La place *Navone* ou *Agonale* a conservé, avec la forme du cirque, le souvenir et le nom de sa destination première. Là, au mois d'août, tous les samedis et les dimanches, on peut voir encore la moitié de l'enceinte du cirque inondée et transformée en lac, comme au temps d'Alexandre Sévère, sous les eaux jaillissantes des monstres de bronze qui décorent ses fontaines. Pour se divertir et chercher de la fraîcheur, les Romains d'aujourd'hui se plaisent à parcourir en voiture ou même à pied cette même place *Navone*, artificiellement inondée, où les anciens Romains célébraient leurs fêtes nautiques. On se jette de l'eau à la figure ; les chevaux se croient transformés en hippopotames et les Romains en tritons ! Vous diriez des écoliers en vacances !

Viennent maintenant les vendanges, vienne surtout le mois d'octobre, le plus beau et le plus doux temps de l'année à Rome. Le sol, rafraîchi par les pluies de septembre, semble se parer, comme au printemps, d'une verdure nouvelle; c'est le temps où des troupes joyeuses parcourent les campagnes, vêtues de couleurs éclatantes, la tête couverte de fleurs et de rubans. Au son de la mandoline ou du tambour de basque, on forme des saltarelles, on chante de gais refrains ou des ballades populaires : *Viva ottobre che spassa ci da !* On

se croirait à l'époque de l'âge d'or ; c'est admirable de couleur, de mouvement et de poésie : trop de poésie ! On dirait que ces gens-là sont tous parents des modèles qui composent la moisson ou les vendanges de Léopold Robert. En s'empilant par étages dans des *carretelles* pour s'amuser, rire et *festivaler* à *Monte Testaccio*, ils s'arrangent toujours pour former un tableau pittoresque. En toutes choses, il semble que les Romains aient conservé les traditions de l'art ; le discernement et le goût du beau leur est comme naturel et inné.

A la Porta Pia défilent des équipages et des carrosses qui s'échelonnent ensuite sur la voie Flaminienne, le long des osteries et des auberges. C'est le Longchamp des petits-fils de Fabius et de Scipion. Il est entendu que ces jours-là un Romain qui se respecte doit être hors de chez lui.

Pour retrouver l'origine de ces fêtes d'octobre, il faut remonter jusqu'aux fastes d'Ovide et aux traditions virgiliennes d'Anna Perenna, faussement confondue par le poëte avec la sœur de Didon. « C'est cette nymphe latine, dit M. Ampère, dont le peuple romain, au temps d'Ovide, célébrait la fête en allant boire et se divertir à un mille de Rome, sur la voie Flaminienne. Ovide fait de cette fête une peinture animée et familière, qui rappelle les amusements populaires des Romains de nos jours, quand, par exemple, au mois d'août, ils vont boire et se réjouir du même côté de Rome, dans les hôtelleries de la voie Flaminienne, sur la route de *Ponte Molle*. Quelques détails de cette joie populaire décrite par Ovide se retrouvent dans les divertissements actuels des Romains, entre autres celui-ci : « Ils chantent « ce qu'ils ont entendu au théâtre. » Il faut le dire à l'honneur des Romains modernes, Ovide ne les verrait plus revenir chancelants par l'effet du vin, et ne rencontrerait plus une vieille femme avinée traînant un vieil ivrogne. Les Romains boivent, mais on ne les voit jamais ivres dans les rues. »

Nous avons énuméré avec quelque complaisance les fêtes de Rome, ses solennités et ses réjouissances publiques. C'est qu'en effet les réunions populaires reflètent, à peu de chose près, les habitudes et les mœurs d'un peuple. Elles ont, d'ailleurs, l'avantage de présenter dans leur ensemble les caractères généraux et typiques que la vie privée ne montre pas toujours.

On se demande quelquefois d'où vient le charme mystérieux qu'exerce sur les étrangers la vie de Rome et le spectacle de ses mœurs. Le secret de cet enchantement, duquel beaucoup se défendent, mais auquel bien peu échappent, n'est pas difficile à pénétrer. Rome est plus qu'une ville, c'est un monde. On y trouve dans sa

grandeur le souvenir de ces siècles où l'Église, dominant la société, l'humanité civilisée tout entière, se confondait dans le langage des hommes avec la chrétienté. On y admire dans un peuple, doué par Dieu de la manière la plus heureuse, la communauté des croyances se perpétuant sans s'affaiblir, et l'unité profonde des passions généreuses se communiquant de génération en génération sans se refroidir. On sent qu'on est dans un lieu que Jésus-Christ n'a choisi pour y faire régner son représentant que parce qu'il y trouvait, dans l'âme même de la nature, les deux grandes qualités d'un peuple chrétien, la foi de l'esprit et les brûlantes ardeurs de l'âme : et on est enchanté de retrouver l'humanité avec ses goûts naturels, ses joies naïves et ses fantaisies charmantes sous la grandeur de ce peuple, et malgré l'importance de ses priviléges et de son rôle.

ERNEST DE TOYTOT.

La fin au prochain numéro.

LA PHILOSOPHIE POSITIVE EN ANGLETERRE

M. STUART MILL

System of Logic. 2 vol. in-8. — *Principes d'économie politique*, trad. 2 vol. in-8. — *La Liberté*, trad. 1 vol. in-8. — *Considérations sur le gouvernement représentatif*, trad. 1 vol. in-8. — *Auguste Comte and Positivism*. 1 vol. in-8.

Nous avons essayé, il y a plusieurs années déjà[1], de faire connaître à nos lecteurs les principes de la philosophie positive ainsi que les dogmes de la religion nouvelle qui en était sortie. Nous ne savons trop ce que depuis lors la religion est devenue. On nous a bien dit que les rares fidèles qui avaient survécu à M. Comte continuaient de se réunir chaque semaine dans le lieu même où le maître avait coutume de les enseigner et où il est mort; mais, n'ayant pu vérifier le fait, nous ne saurions l'affirmer. Dans tous les cas il importe peu, car si l'église positiviste existe encore, il est certain du moins qu'elle est sans influence au dehors. On ne peut malheureusement en dire autant de la philosophie. Celle-ci ne compte aussi sans doute qu'un petit nombre d'adhérents déclarés, mais elle a trop d'affinités avec les tendances générales du temps présent pour n'avoir pas rencontré crédit et faveur auprès de plusieurs. On ne saurait même se dissimuler qu'elle n'ait gagné du terrain dans ces derniers temps. Tout lui est venu en aide : le faux dehors scientifique qu'elle a su se donner, l'audace avec laquelle elle nie et affirme sans preuve, ce qui en

[1] V. *le Correspondant* du 25 juillet 1860.

impose toujours à la foule des esprits distraits, l'abandon des études métaphysiques, l'absence même des salutaires préoccupations de la vie publique, toutes ces circonstances et d'autres ont fait, disons-nous, qu'une doctrine qui ne semblait pas née viable, tant elle est inconsistante et irrationnelle, s'est répandue et propagée d'une façon menaçante pour la cause de la raison comme pour celle des mœurs. Il n'est donc pas hors de propos d'y revenir et d'appeler de nouveau sur elle l'attention. Ce n'est pas en France toutefois, c'est en Angleterre que nous nous proposons de l'étudier aujourd'hui, et en cela nous ne lui ferons pas tort, car elle a eu la rare fortune de rencontrer là un esprit éminent qui s'en est fait l'interprète et qui, pour la mieux faire accepter, s'est efforcé, sans lui rien ôter d'essentiel, d'en adoucir les aspérités. Nous y trouverons un autre avantage : M. Stuart Mill n'est pas seulement un philosophe, c'est encore un économiste et un publiciste qui doit à la popularité dont il jouit l'honneur d'avoir été élu récemment député de la cité de Londres. Or, en le considérant sous ces deux derniers aspects, nous aurons l'occasion de juger comment la doctrine positive s'applique ou peut s'appliquer à l'économie sociale et à la politique. Mais avant d'entrer dans cette étude, il est nécessaire de rappeler brièvement sur quelles bases Auguste Comte avait prétendu édifier sa philosophie.

La philosophie positive est d'abord et avant tout une négation et la négation la plus radicale qui se puisse concevoir, puisqu'elle porte sur l'ensemble des vérités de l'ordre intellectuel et moral. M. Comte niait tout l'enseignement philosophique et religieux du passé, et cela en bloc, en vertu d'un raisonnement unique : Une vérité, disait-il, n'existe qu'à la condition d'être positive et elle n'est positive que si elle est incontestable et incontestée. Toute proposition que les uns affirment et que les autres nient n'est par la même qu'une hypothèse qui pourra devenir, mais qui n'est pas encore une vérité. Or, comme il n'est pas une seule proposition dans l'ordre intellectuel et moral qui n'ait été et ne soit chaque jour contestée, il n'en est pas non plus une seule qui puisse être mise au nombre des vérités. Ceci fait, l'édifice entier de la connaissance mis à terre, il entreprenait de le reconstruire et voici comment : Les seules vérités donc qui soient restées debout, ce sont les vérités physiques; celles-là ont résisté, parce qu'elles sont des faits extérieurs et sensibles que l'on voit, que l'on touche, que l'on sent, des réalités positives, en un mot, dont il est impossible de douter. Cependant les faits seuls ne peuvent suffire pour constituer une science, il faut autre chose, il faut des lois qu'on induit des faits. On commencera donc par observer et expérimenter les faits, puis de cette expérimentation on induira les lois qui les régissent. C'est en procédant ainsi que les sciences

physiques ont réalisé les progrès que tous admirent et que personne ne conteste. Il n'y a donc pas à en douter ; si on applique la même méthode à l'ordre moral, on arrivera aux mêmes résultats, et là aussi on aura des vérités positives. Toutefois il ne faut pas se le dissimuler, les difficultés ici sont infiniment plus grandes, car il n'y a pas de faits extérieurs et sensibles qui puissent servir de point de départ. Le mieux dès lors qu'il y ait à faire, c'est de constituer d'abord la science du monde physique ; on arrivera ensuite à greffer sur elle celle du monde moral. Ainsi fit M. Comte, il divisa la philosophie en six parties ou six sciences qu'il rangea dans l'ordre suivant : les mathématiques, l'astronomie, la physique, la chimie, la biologie ou science de l'individu, et la sociologie ou science de l'humanité. Pour les quatre premières la tâche était facile, il n'y avait qu'à reproduire ce qui est fait depuis longtemps ; il n'en était pas de même pour les deux dernières, ici tout était à créer à nouveau, et à créer dans des conditions qui semblaient peu réalisables. Pour induire les lois des faits il faut avoir des faits, et ici c'étaient les faits, nous le répétons, les faits extérieurs et sensibles, les seuls que la philosophie positiviste veuille admettre, qui faisaient défaut. Aussi, pour ce qui est de la biologie, M. Comte ne put jamais produire autre chose que des négations; il niait Dieu et il niait l'âme, parce que, disait-il, il ne voyait ni Dieu ni l'âme, mais il ne mettait rien à la place. Il avait bien auguré d'abord de la phrénologie du docteur Gall, mais, le système ayant été bientôt reconnu faux, il fallut y renoncer. En sociologie il ne fut pas plus heureux, il eut beau interroger tous les faits de l'histoire, il ne put rien en tirer qu'une seule proposition, à savoir que l'humanité a passé et dû passer par trois états successifs, l'état théologique, l'état métaphysique et l'état positif, qui est le dernier terme auquel elle doit arriver. Mais, outre qu'une telle allégation manquait de preuve, il était difficile d'y voir autre chose que le fait d'un homme qui, ayant entrepris de mettre au jour une doctrine nouvelle, éprouvait d'abord le besoin d'affirmer le vice ou l'insuffisance de celles qui ont précédé. Ainsi, à tout prendre, la philosophie positive n'a pas d'enseignement dogmatique, elle demeure à la fin ce qu'elle est au commencement, une pure négation. Elle n'est pas plus heureuse pour ce qui est de la morale et de la politique. La morale qu'elle enseigne est celle de l'utilité générale ; la politique n'est autre que la démocratie, mais la démocratie autoritaire. M. Comte croyait peu à l'intelligence politique des masses, et c'est à une oligarchie financière qu'il aurait voulu qu'on confiât le soin de les gouverner.

Nous n'avons pas à parler ici de la religion positiviste, triste élucubration d'un cerveau malade ; M. Mill n'y ayant jamais donné aucune espèce d'adhésion, il n'est pas de notre sujet d'en rien dire ici.

Le positivisme, tel que M. Comte l'avait conçu et formulé, peut donc être ramené à quatre points principaux : 1° une vérité n'existe qu'à la condition d'être positive, et elle n'est positive que si elle ne peut être contestée, d'où il suit que tout ce que la philosophie, la théologie, l'histoire, l'économie politique, toutes les sciences de l'ordre moral, en un mot, ont pu enseigner jusqu'à ce jour n'est qu'hypothèse et chimère, et que les sciences physiques seules possèdent des vérités positives ; 2° les sciences morales donneront à leur tour des vérités positives, si on sait, ou si on peut leur appliquer la même méthode expérimentale qui a si bien réussi aux sciences physiques ; 3° la morale est celle de l'utilité générale ; 4° la politique, la démocratie autoritaire. Ainsi édifiés sur la doctrine mère, nous pourrons mieux juger de celle que M. Stuart Mill en a tirée en la modifiant, mais en lui conservant néanmoins ses caractères essentiels.

I

Les deux principaux ouvrages où M. Mill a exposé son enseignement philosophique sont le traité de logique (*a System of logic*, etc., 2 vol. London, 1851) et un écrit tout récent (*Aug. Comte and positivism*. London, 1866). Le titre seul du premier de ces ouvrages dénonce déjà une différence importante entre M. Mill et les positivistes français ; M. Mill croit à la logique puisqu'il consacre deux volumes à en exposer les lois ; ceux-ci au contraire font profession ouverte de la rejeter comme une de ces sciences surannées et subjectives dont la science nouvelle doit prendre la place. Ainsi le philosophe anglais prend dès l'abord une position différente et infiniment meilleure ; malheureusement il ne sait pas la garder, ou du moins il n'en tire pas tout le parti qu'il devrait. Dans tous les cas suivons-le sur le terrain de la logique puisque c'est celui que lui-même a choisi.

L'esprit humain a deux procédés principaux à l'aide desquels il connaît : le syllogisme et l'induction. Par le premier de ces procédés, deux vérités générales étant données, il en déduit une particulière qui y était contenue ; par le second, une ou plusieurs vérités particulières étant trouvées, il en induit une vérité générale. Ces deux procédés, auxquels tous les autres peuvent être facilement ramenés, conduisent également à la fin proposée, et ce qui décide de l'emploi qui est fait de l'un ou de l'autre, ce n'est pas leur mérite intrinsèque, mais bien plutôt les dispositions générales des esprits à une époque donnée, ou le tempérament intellectuel de ceux qui ont à en faire usage. Ainsi Platon et saint Augustin ont donné la

préférence à l'induction ; Aristote et saint Thomas au syllogisme, et ceux-ci ont aussi bien que ceux-là atteint le résultat qu'ils cherchaient. Il n'y a pas lieu de s'en étonner ; ces deux procédés ne sont que les moyens de la connaissance, ils n'en sont pas le principe, et, lorsqu'on les soumet à l'analyse, on reconnaît qu'ils se composent des mêmes éléments et ne diffèrent en réalité que par la manière dont les termes sont posés. Ainsi, dans le syllogisme il y a trois termes : une vérité générale, une autre moins générale et une vérité particulière. Les deux premières sont données, soit par une intuition directe, soit par une démonstration antérieure, et la troisième, qui est celle que l'on cherche, est le produit du rapport établi entre les deux autres. Un rapport, ou si l'on veut, un choc entre deux idées qui se rencontrent, et de ce choc une troisième qui en jaillit, telle est donc toute l'économie du syllogisme. L'induction n'a que deux termes, en apparence du moins, une vérité particulière et une vérité générale, ou autrement un fait d'où on induit une loi. Cependant, qu'on y prenne garde, ce n'est pas là tout, car ce n'est pas du fait seul qu'on induit la loi. On ne tire rien de rien et pour que d'un fait on induise une loi, il faut qu'on sache préalablement qu'il y en a une, c'est-à-dire qu'on ait la notion de la loi en général. Si on ignore, si on ne soupçonne même pas qu'il y ait de l'ordre dans l'univers, et par suite des lois qui le régissent, le même fait pourra se reproduire incessamment, sans qu'on songe jamais à y voir autre chose que le fait lui-même. Il y a donc en réalité dans l'induction un troisième terme qui n'est pas exprimé, mais qui, pour être sous-entendu, n'en est pas moins un des éléments essentiels du raisonnement, d'où il résulte qu'elle se compose, elle aussi, de trois termes : de deux vérités qu'elle ne donne pas et d'une troisième qui est le produit du rapport établi entre les deux premières. La différence, on le voit, n'est que dans l'ordonnance extérieure du raisonnement ; dans le syllogisme, les trois termes sont exprimés, dans l'induction, deux seulement le sont, le troisième est sous-entendu, ce qui lui donne une forme plus synthétique, mais n'en change pas la nature.

Cette analyse, si imparfaite qu'elle soit, suffit cependant pour mettre en lumière deux points essentiels : 1° le syllogisme et l'induction ne sont que les moyens du développement de la connaissance, ils n'en sont point le principe ; 2° ces moyens de développement, quelle qu'en soit la forme, ne sont autre chose que des rapports établis entre des idées antérieures, qui, en se rapprochant, se fécondent et en engendrent de nouvelles, de telle sorte qu'on peut dire qu'il en est des idées comme des corps. Dans le monde physique il y a des substances simples absolument irréductibles et des substances com-

posées qui sont le produit des premières mises en rapport et combinées entre elles. De même dans le monde intellectuel il y a des idées premières qui échappent à toute analyse, et des idées composées qui sont le produit du rapport établi entre les idées premières.

Nous devions d'autant plus insister sur le vrai caractère des deux principaux procédés de la connaissance que M. Stuart Mill en a méconnu, non la nature, mais la portée, en diminuant celle du syllogisme et en exagérant au contraire celle de l'induction, ainsi qu'on va en juger. Après avoir analysé, avec autant de justesse d'ailleurs que de sagacité le procédé syllogistique, M. Mill arrive à cette conclusion : d'abord que cette forme de raisonnement est surannée, ensuite qu'elle ne peut mener à la découverte d'aucune vérité nouvelle et repose au fond sur une pétition de principes, car la conséquence n'étant légitime qu'à la condition d'être contenue dans les prémisses, on possède déjà ce que l'on cherche, lorsqu'on entreprend de le découvrir. Une telle allégation est trop grave pour ne pas être relevée. Nous avons dit ce que le syllogisme est en lui-même, nous aurions dû ajouter qu'il y a, pour ainsi parler, deux sortes de syllogisme : le syllogisme naturel que l'esprit fait en lui-même sans savoir même qu'il le fait, et le syllogisme artificiel ou scientifique qu'il formule au dehors. Ce ne sont pas là deux procédés différents, c'est le même procédé passant par deux états successifs. Le syllogisme peut demeurer dans le premier état, et c'est ce qui a lieu le plus souvent, mais il ne peut arriver au second sans avoir passé par le premier. Prenons un exemple pour nous faire mieux comprendre. S'il est un fait dont il m'est impossible de douter, c'est que je suis sujet à la mort et que je mourrai un jour. Cependant d'où me vient une pareille conviction ? Est-ce une notion que le sentiment ou la raison m'ont révélée ? Non assurément ; j'ai la vie en moi, je désire la conserver, et elle m'est si naturelle que j'ai peine même à concevoir comment je pourrai jamais la perdre. Loin donc que mon sentiment et ma raison, lorsque je les interroge, m'annoncent que je dois mourir, ils me disent bien plutôt le contraire. D'où vient donc une telle conviction ? D'un rapport établi entre ces deux notions : que tous les hommes sont sujets à la mort, et que je suis un homme, c'est-à-dire d'un syllogisme. Ce syllogisme, je l'ai fait d'abord sans m'en rendre compte, et plus tard même je ne l'ai pas formulé, mais pourquoi ? Parce que la conséquence qui en sortait était si évidente que je n'ai pas eu besoin de le faire. Mais s'il en eût été autrement, si la notion donnée par le rapport n'avait pas eu ce caractère d'évidence, j'aurais eu recours à la formule, et, mettant les termes en présence, j'aurais dit : Tous les hommes sont sujets à la mort, je suis un homme, donc

je suis sujet à la mort. Toute incertitude dès lors aurait cessé, car la juxtaposition des termes et par suite des idées aurait rendu claire et en quelque sorte visible à l'œil la notion restée obscure jusque-là.

On voit qu'il n'est pas permis de dire que le syllogisme ne découvre pas de vérités nouvelles, puisqu'au contraire toutes les idées secondes, et c'est le plus grand nombre, viennent d'un rapport établi entre des idées antérieures, c'est-à-dire d'un syllogisme. La conséquence sans doute était contenue dans les prémisses, mais qu'importe? si on ne la voyait pas, ou si on la voyait mal et que le syllogisme l'ait mise en lumière, c'est à lui qu'on a dû de la connaître. Du reste, nous verrons qu'après avoir ainsi médit du syllogisme, M. Mill finit par lui rendre pleine justice et en faire même le principal instrument de sa philosophie.

Passons à l'induction. L'induction est le procédé logique propre à la méthode expérimentale; or, M. Mill se proposant d'appliquer cette méthode aux sciences morales, comme elle a été appliquée aux sciences physiques, il n'y a pas lieu de s'étonner qu'il la tienne en haute estime et la considère même comme la seule méthode vraiment scientifique, mais c'est un motif de plus pour qu'il en donne une notion exacte. Voyons ce qu'il en est.

L'induction, avons-nous dit, outre les deux termes dont elle se compose, en suppose nécessairement un troisième sans lequel elle ne peut même se concevoir, à savoir la notion de loi et de cause. M. Mill le reconnaît, implicitement au moins, lorsqu'il dit : *The proposition that the course of nature is uniform, is the fondamental principle, or general axiom of induction.* (System of logic, t. I, p. 317.) La proposition que le cours de la nature est uniforme est le principe fondamental ou la raison d'être de l'induction. Cependant après avoir ainsi parlé, il énonce et maintient que c'est du fait et du fait seul que vient la loi! Comment concilier un langage si contradictoire? De deux choses l'une, ou l'uniformité du cours de la nature est un fait, ou elle est une loi. Dans le premier cas, elle ne peut être la base de l'induction, car le fait observé ne constate que ce qui est ou ce qui a été, il n'apprend pas ce qui sera et c'est l'avenir qu'il devrait préjuger pour qu'il pût servir de fondement et de raison d'être à l'induction. Dans le second cas, celui où l'uniformité du cours de la nature est une loi, on demande d'où vient cette loi? Elle ne peut avoir été induite d'un fait antérieur, puisqu'on suppose que c'est elle qui est le point de départ de l'induction. Il ne reste dès lors qu'à reconnaître que c'est là une notion première qui informe l'esprit dès l'origine et précède toute expérience. Mais, dira-t-on peut-être, pourquoi compliquer ainsi les choses? Est-ce qu'il n'est

pas plus simple de supposer que l'esprit est constitué de telle sorte qu'il a la faculté d'abstraire la loi du phénomène, et que là est tout le secret de l'induction ? Nous le voulons bien, mais alors il faut expliquer ce que c'est qu'un esprit qui a la faculté d'abstraire la loi du fait. Si c'est un esprit particulier qui est doué de cette faculté, il y a là un phénomène curieux à observer mais dont on ne peut d'ailleurs tirer aucune conséquence ; si au contraire, ce sont tous les esprits qui sont doués de cette faculté, bien plus si on ne peut concevoir un esprit qui ne l'ait pas, alors ce n'est pas une faculté particulière, mais une faculté universelle. Or, en quoi une faculté universelle, qui appartient à tous les esprits, et les informe nécessairement, diffère-t-elle d'une notion universelle qui est en eux ? En ceci seulement que la faculté est inhérente à l'esprit, tandis que la notion lui est extérieure. Cette différence a une importance psychologique que nous ne voulons pas méconnaître. Cependant au fond elle est plus apparente que réelle, plus dans les mots que dans les choses. Si on accorde que pour induire une loi d'un fait, il faut quelque chose qui se place entre le fait et la loi, que ce quelque chose soit dans l'esprit, ou hors de l'esprit, qu'on le nomme une notion universelle, ou qu'on lui refuse cette appellation, il reste toujours qu'il y a un troisième terme qui intervient et que l'expérience seule ne donne pas. Mais pourquoi M. Stuart Mill, qui reconnaît que l'uniformité de la nature est le fondement même de l'induction, refuse-t-il d'y voir une notion universelle, indépendante de l'expérience? Pourquoi? Parce que M. Mill est positiviste, et qu'en cette qualité il ne veut ni de l'universel, ni de l'absolu. Il n'admet que le relatif et le particulier, parce que, observe-t-il, les faits ne donnent pas autre chose et qu'il n'est point permis d'aller au delà des faits. Nous le voulons bien ; mais alors il faut être conséquent, et ne pas sortir des limites qu'on se trace à soi-même. S'il n'y a que des faits dans le monde, de quel droit induisez-vous des lois? d'où les faites-vous sortir? Ces mots même de relatif et de particulier, d'où les tirez-vous? S'ils ne représentent rien à l'esprit, il vaut mieux ne les point prononcer, et s'ils représentent quelque chose, apparemment ce sont des idées, et ces idées, comment pouvez-vous les concevoir sans leur opposer leurs contraires, l'universel et l'absolu? Vous pouvez prétendre, il est vrai, que ces idées n'ont aucune réalité, ne sont que des mots, *flatus vocis*, des abstractions de l'esprit ; mais alors c'est une thèse de métaphysique que vous soulevez, c'est la vieille querelle des réalistes et des nominaux que vous réveillez en plein dix-neuvième siècle. Vous refusez sans doute d'entrer dans l'étude d'une pareille question, pour laquelle vous professez le plus profond dédain ; mais la négation pure et simple et le dédain n'ont

rien de scientifique. Il vous est loisible de faire de l'astronomie, de la physique, de la chimie, etc., sans remonter aux principes ; mais du moment que vous entreprenez de faire la philosophie de ces sciences, c'est aux principes mêmes que vous vous attaquez, et dès lors le moins que vous puissiez faire, c'est de les discuter.

Mais la notion de loi en suppose une autre qui lui est corrélative, celle de cause. La loi, prise dans son acception la plus générale, c'est l'ordre selon lequel les phénomènes se produisent et doivent se produire. Or l'ordre suppose un ordonnateur, une cause, et la notion de cause est ainsi, comme celle de loi, la condition de toute induction. M. Mill est encore obligé de le reconnaître : la causation, dit-il, est la base du procédé inductif, et cependant il nie la notion universelle de cause, comme il a nié celle de loi, et prétend que c'est des faits, et des faits seuls qu'il tire ce qu'il appelle le principe de causation. C'est l'expérience, affirme-t-il, et l'expérience seule qui apprend que certains faits sont causes d'autres faits, qui même permet de remonter ainsi de causes en causes jusqu'à une cause primordiale, à savoir l'univers physique, mais qui n'autorise pas à aller plus loin, car au delà elle ne constate plus rien. Cependant qui ne voit que, de même qu'on ne peut induire une loi d'un fait sans avoir préalablement la notion de la loi, de même il ne se peut qu'on découvre dans un fait la cause d'un autre fait, si on n'a par devers soi la notion de cause ? On peut à l'aide de l'observation et de la mémoire constater que les faits se succèdent, même qu'ils se succèdent avec uniformité, mais non qu'ils sont causes les uns des autres, car cette même expérience montre que les faits peuvent se succéder sans qu'il y ait entre eux rapport de cause à effet ; ainsi le jour succède à la nuit, et la nuit au jour, bien qu'assurément le jour ne soit pas la cause de la nuit, ni la nuit celle du jour. Qu'on veuille bien y réfléchir ; si j'ignore absolument qu'un fait, quel qu'il soit, doit avoir nécessairement une cause, tous les faits pourront se succéder incessamment devant moi, sans que j'arrive même à soupçonner que l'un puisse être la cause de l'autre. Que si au contraire, je sais, de quelque côté que me vienne cette notion, que tout fait a une cause, un sentiment de curiosité naturelle me porte, dès qu'un fait se produit, à en rechercher la cause et c'est ainsi que je puis, en observant et en expérimentant, assigner à chaque fait particulier la cause qui le produit. M. Mill est donc encore ici en contradiction avec lui-même, lorsqu'après avoir reconnu que la causation est la base de l'induction, il prétend néanmoins tirer du fait et du fait seul la notion de la cause. Il croit, il est vrai, se réserver par là le moyen de nier la cause première, mais, malgré tout, il n'y arrive que par une nouvelle et plus malheureuse inconséquence. Car enfin de quel droit s'arrête-t-il en route ? Il remonte de fait en fait,

de cause en cause jusqu'à l'univers physique, jusqu'à ce qu'il appelle les causes primordiales, à savoir le soleil, les astres, le globe terrestre, et refuse d'aller au delà. Pourquoi ? Il n'en peut donner qu'un motif, c'est qu'il voit le soleil, les astres, et qu'il ne voit pas la cause première. Mais d'abord il ne voit pas non plus le raisonnement qu'il fait pour nier cette cause, ni l'intelligence auteur de ce raisonnement, et cependant il croit à l'une et à l'autre. Comment dès lors peut-il arguer d'un pareil motif pour prétendre que seul le grand fait de l'univers est sans cause, tandis que tous les autres faits en ont une ? Et puis d'ailleurs, est-il vrai qu'il remonte ainsi, de fait en fait, de cause en cause, jusqu'à l'univers physique ? Non, assurément. Il est certain au contraire que bien loin de connaître tous les faits et tous les rapports qui les relient à l'univers comme à leur cause, il n'en a constaté qu'un très-petit nombre et que, s'il les affirme tous, ce ne peut être qu'en vertu du principe de causalité, que dès lors il n'a plus le droit de nier.

Ainsi l'induction, telle que la définit M. Mill, n'est pas la véritable induction, celle dont les Galilée et les Newton ont fait usage, elle n'est qu'un procédé purement empirique qui partant des faits ne peut atteindre que les faits, sans jamais s'élever jusqu'à la loi qui seule cependant leur donne leur vraie signification. Mais ce n'est pas tout. Après avoir vicié le procédé inductif en lui retirant la base qui le soutient, il prétend néanmoins en tirer plus qu'il n'a la vertu de donner, en supposant qu'il peut remplir dans les sciences morales le même rôle que dans les sciences physiques. Ce qui fait la vertu de l'induction dans le monde physique, c'est l'immutabilité des faits, non moins que celle de la loi. On constate que certains faits se sont reproduits, toujours les mêmes dans certaines circonstances données ; on en induit que, les circonstances restant les mêmes, les faits continueront aussi de se reproduire, et on est en droit de l'induire parce que l'agent qui applique la loi étant nécessité, ne peut pas ne pas l'appliquer. Or dans le monde moral, le choses se passent tout autrement. Là la loi aussi est immuable, mais les faits ne le sont pas ; ils varient au contraire à l'infini, et nul ne peut dire avec certitude ce qu'ils seront, car celui qui les accomplit est libre et ne prend pour agir conseil que de lui-même. C'est donc à travers la variété, et souvent la contradiction des faits, qu'il faut saisir la loi, et non de leur immutabilité qu'on peut l'induire. Qu'on juge de la différence. Voici deux substances physiques ,l'oxygène et l'hydrogène ; traités de la même manière, soumis à la même expérimentation, ces deux corps donneront nécessairement les mêmes résultats ; combinés ensemble dans une certaine proportion, ils produiront de l'eau et toujours de l'eau. Voici au contraire deux sub-

stances spirituelles, deux enfants par exemple; issus du même sang, doués des mêmes dispositions, soumis aux mêmes lois morales, placés dans les mêmes circonstances; ces deux enfants cependant non-seulement ne se comporteront pas toujours de la même manière, mais leur conduite pourra être différente, sinon toute contraire, Et pourquoi? Parce qu'ils sont libres et que chacun d'eux ayant une personnalité qui lui est propre ne relève que de lui-même. De là il ne faut pas conclure que l'induction n'est pas applicable au monde moral, mais qu'elle n'y joue pas le même rôle, qu'on ne peut en attendre les mêmes effets, et que surtout il faut se garder de prétendre faire reposer sur elle seule tout l'édifice des vérités de cet ordre, comme on a pu le faire pour celles du monde physique. M. Mill du reste l'a si bien compris, que voyant la difficulté et la jugeant insurmontable, il n'a trouvé rien de mieux, pour y échapper, que de nier le fait qui y donne naissance, le fait même de la liberté. Il lui en coûte sans doute de prendre un parti si extrême, mais la logique le veut, et il n'hésite pas à enseigner que les actes et les volontés de l'homme sont nécessités et soumis comme tous les autres faits à une loi de causation supérieure (*System of logic*, t. II, p. 405). Toutefois comme il ne peut se dissimuler les conséquences destructives de toute moralité qui découlent d'un pareil enseignement, il tente d'y échapper en disant que l'homme néanmoins est libre dans le détail et a la faculté de réagir contre chacune des circonstances dans lesquelles il est placé. Mais ce n'est là qu'un subterfuge à l'aide duquel il essaye de se tromper lui-même. En effet, ou cette faculté de réagir est elle-même nécessitée, et alors la liberté n'existe pas, ou elle n'est pas nécessitée et alors la liberté existe et il est faux de dire que les actes de l'homme sont nécessités et soumis à une loi fatale. Mais cette question de la liberté a une importance trop capitale pour que nous ne nous y arrêtions pas quelque peu.

L'homme a une puissance de connaître et de faire qui lui est propre et dont il a conscience. L'homme est cause, lorsqu'il agit, car c'est en lui et non ailleurs qu'il trouve le principe et la raison de son acte. Cette puissance qu'il appelle la liberté, il l'exerce à l'occasion de toutes les idées et de tous les faits, mais c'est surtout quand il a à délibérer et à choisir entre le vrai et le faux, entre le bien et le mal, qu'il en constate l'énergie; la lutte qu'il soutient, l'effort qu'il fait lui révèlent d'autant mieux ce qu'il peut et ce qu'il ne peut pas. De plus l'expérience lui apprend que la liberté grandit en lui ou décroit selon l'usage qu'il en sait faire. Elle grandit lorsqu'il se rapproche du bien et du vrai, elle décroît lorsqu'il s'en éloigne, sans jamais toutefois disparaître entièrement.

Cependant cette puissance, dont l'homme est justement fier, parce

qu'elle fait sa grandeur, est-elle bien ce qu'elle paraît être, et n'y aurait-il pas quelque puissance supérieure qui, la dominant à son insu, la nécessiterait, de telle sorte que l'homme qui se croit cause ne serait en réalité que moyen ou effet? Examinons attentivement ce qui se passe en chacun de nous. Je reconnais que sans doute les personnes et les choses influent sur moi, même que parfois cette influence est considérable; mais je constate en même temps qu'elle n'est jamais décisive. Les personnes peuvent par la supériorité de leur intelligence ou l'autorité de leur caractère m'inciter à agir dans un certain sens, faire même que j'agisse autrement que je n'aurais fait, si j'avais été livré à moi-même, mais si elles influent sur moi c'est par voie de persuasion, non de contrainte; par conséquent ma liberté reste entière. De même les choses du dehors ont action sur moi, mais cette action, si grande qu'on la suppose, a des bornes; elle peut entraver, suspendre même dans certains cas, comme dans celui de la folie, l'exercice de ma liberté; elle ne la détruit pas, car elle ne peut faire que je veuille autre chose que ce que je veux. Restent les lois qui m'imposent des obligations. Mais si la loi commande, elle ne contraint pas, et je demeure maître d'obéir ou de n'obéir pas à ses prescriptions. Bien plus, loin que ma liberté en souffre atteinte, c'est à son occasion qu'elle se manifeste le plus, car c'est principalement dans l'effort que je fais pour accomplir la loi que je constate toute la puissance de ma volonté. Ainsi lorsque j'agis, c'est bien moi qui suis cause de l'acte, ce ne sont ni les personnes, ni les choses du dehors, ni les lois; et ce qui achève de me prouver que je ne me trompe pas, c'est que tout n'est pas libre en moi, et que s'il y a une partie de mon être qui relève de ma volonté, il y en a une autre qui lui échappe entièrement et que je distingue très-nettement de la première. D'où il suit que ce n'est pas seulement par intuition directe, mais aussi par voie de comparaison et d'opposition que je constate et affirme ma liberté.

Cependant ne suis-je pas dans l'illusion? Je crois être libre, j'en ai la pleine et entière conscience, l'observation attentive de tout ce qui se passe en moi m'en a convaincu. Mais ne suis-je pas dupe de mon sens intime et de ma propre pensée? Pour m'en assurer il faut que, sortant de moi-même, je porte mes regards au dehors. Or lorsque je fais ainsi, lorsque je considère l'humanité, et interroge l'histoire, il est un fait que je remarque entre tous, c'est qu'il n'est pas une seule société, soit civilisée, soit barbare, qui n'ait donné protection au bien et édicté des peines contre le mal. Cependant si l'homme n'est pas libre, il n'est pas responsable, et s'il n'est pas responsable on ne peut lui demander compte de ses actes, ni surtout le punir de ce qu'il n'a pas été le maître de ne pas faire. Condamner un innocent

est ce qui blesse le plus profondément le sentiment d'équité naturelle que chacun porte en soi, et néanmoins c'est ce que l'humanité n'aurait cessé de faire depuis l'origine des choses, puisqu'elle n'a cessé de condamner des êtres qui, s'ils n'étaient pas libres, ne pouvaient être rendus responsables de crimes qu'ils n'avaient pas été les maîtres de ne pas commettre. Il y a là, on le voit, un dilemme auquel il n'est pas possible d'échapper : ou l'homme est libre, et alors la société est dans son droit lorsqu'elle demande compte au coupable de son crime; ou l'homme n'est pas libre, et alors la justice sociale n'a été et n'est encore qu'une effroyable et persistante iniquité.

Ainsi la conscience de l'humanité fait la même réponse que la conscience individuelle; elle affirme, par la longue suite de son histoire, que l'homme est libre, et par suite responsable de chacun de ses actes.

Mais il est un autre fait non moins éclatant dont l'histoire témoigne également. Tandis que dans le monde physique tout est ordre et harmonie, dans le monde moral au contraire à côté de l'ordre se montre le désordre, à coté de l'harmonie la confusion. D'où vient cela? des lois! Non assurément, les lois sont dans les deux cas fixes et immuables. De la nature des agents qui les accomplissent? Oui sans doute. Dans le monde physique l'agent qui produit le phénomène obéit fatalement à la loi et ne peut pas ne pas y obéir. Dans le monde moral au contraire, l'agent, la cause de l'acte, est libre, peut accomplir ou ne pas accomplir la loi, et c'est parce qu'il ne l'accomplit pas que trop souvent le désordre prévaut au lieu de l'ordre. Tout donc prouve et démontre le grand fait de la liberté de l'homme qui est le fondement de l'ordre moral; la conscience, la raison, l'expérience, l'histoire s'accordent pour en témoigner, et on s'étonnerait qu'il ait jamais pu être contesté, si on n'en trouvait la raison dans le fait lui-même. Ce n'est que parce qu'il est libre que l'homme peut prétendre qu'il ne l'est pas. Il est facile par exemple de montrer pourquoi M. Mill enseigne que les actes humains sont nécessités; c'est parce qu'il a une théorie préconçue qui le veut ainsi. En effet que prétend-il? Que l'induction a la même vertu dans le monde moral que dans le monde physique. Et que faut-il pour que cela soit? Il faut que les faits d'où on induit la loi soient nécessités dans le monde moral, comme ils le sont dans le monde physique, car s'ils étaient libres on ne pourrait les prévoir et par suite en induire la loi avec certitude. C'est ce qu'il explique très-bien lorsqu'il dit : Par nécessité, nous entondons seulement ceci : que le caractère et les dispositions d'un homme étant donnés, ainsi que les motifs qu'il a présents à l'esprit, on peut en induire

infailliblement, *unerringly*, la manière dont il se conduira. Rien de plus clair[1] qu'un tel langage. Ce qui l'est moins, c'est qu'il prétend que la nécessité ainsi comprise se concilie parfaitement avec le sentiment que nous avons de notre liberté et il cherche à le prouver de deux manières. D'abord, observe-t-il, non-seulement nous admettons qu'on peut prévoir la manière dont nous agirons dans une circonstance donnée, mais nous considérons souvent comme une injure qu'on en puisse douter. En second lieu, les philosophes spiritualistes croient à la fois à la prescience divine et à la liberté humaine et considèrent néanmoins que la première ne porte aucune atteinte à la seconde. Mais qui ne voit le vice d'une telle argumentation ? C'est sans doute la récompense de la vertu, que plus on fait le bien, plus il devient facile de le faire, et le châtiment du vice que plus on fait le mal, plus il devient difficile de s'en abstenir. Lors donc qu'on connaît bien le caractère et les dispositions morales d'un homme, on peut présumer quelle sera sa conduite dans une circonstance donnée. Mais ce n'est là qu'une simple présomption morale, non une certitude, et l'expérience montre que parfois l'homme le plus vertueux peut faillir et le plus pervers s'arrêter tout à coup sur la pente du mal ; et pourquoi ? Parce que l'homme n'aliène jamais entièrement sa liberté, et que si enclin qu'il puisse être à faire une chose, sa volonté demeure jusqu'à la fin maîtresse d'en faire une autre. On voit où est l'erreur de M. Mill, il confond une simple présomption morale avec une certitude infaillible. La seconde preuve n'a pas plus de solidité. Il est vrai que les philosophes spiritualistes entendent concilier la prescience divine avec la liberté humaine et démontrer que la première ne nécessite en rien la seconde. Mais d'abord ils n'y réussissent qu'en se prévalant de l'attribut infini qui n'appartient qu'à Dieu de tout voir et de tout embrasser d'un seul coup d'œil, le passé et l'avenir, comme le présent. Ensuite bien loin qu'ils trouvent la chose aussi simple qu'on le dit, ils la jugent au contraire si difficile que, dans la crainte de n'avoir pas donné des raisons suffisantes, ils prennent soin d'ajouter que dans tous les cas la prescience de Dieu est un fait, et la liberté de l'homme un autre fait, et qu'il n'est pas permis de nier des faits par ce seul motif qu'on n'aperçoit pas bien la raison et la loi de leur rapport.

Continuons : ce qui va suivre achèvera de montrer pourquoi M. Mill veut que les actes humains soient nécessités et non libres. L'induc-

[1] Il est évident que par ces mots : *motifs qu'il a présents à l'esprit*, il faut entendre les divers motifs présents à l'esprit pour agir dans un cas ou dans l'autre, car, s'ils signifiaient les motifs en vertu desquels on agira dans un cas déterminé, la phrase n'aurait aucun sens ; elle reviendrait à ceci : que, quand on sait comment on agira, on le sait.

tion donc est l'unique méthode de la science ; elle consiste à induire la loi du fait et du fait seul. Mais de quel fait? Du fait physique, répond hardiment M. Comte, car seul il peut être observé, le fait spirituel ne peut l'être; la physiologie est une science, tandis que la psychologie n'est que chimère et illusion. Ainsi parle le positivisme français ; mais M. Mill ne pouvait dans un traité de logique tenir un pareil langage. La logique est la science des lois de la pensée, et ce serait la nier dans son objet que de prétendre que la pensée ne peut être observée. Aussi, loin de tomber dans un tel excès, il enseigne que c'est du fait spirituel tout aussi bien que du fait physique qu'il faut induire la loi, et que la psychologie est non-seulement l'un des éléments, mais le fondement principal de la science biologique. Il ne craint pas même de s'indigner à cette occasion contre M. Comte qui, par pur esprit de système, nie des faits aussi évidents que les faits spirituels et une science aussi féconde que la psychologie pour lui en substituer une autre, la physiologie, qui est restée jusqu'à ce jour entièrement stérile, du moins quant à la connaissance de l'homme moral. Toutefois après avoir reconnu de la sorte la légitimité et l'importance de la psychologie, M. Mill ne tarde pas à s'apercevoir que seule elle ne peut suffire pour atteindre le but proposé. La psychologie n'a rien que ce que l'observation lui fournit. Or observer les phénomènes sans nombre dont l'âme est l'agent ou le théâtre est un travail aussi long que difficile qui serait d'ailleurs toujours à refaire, tant à cause des erreurs qui ne manqueraient pas de s'y mêler, que des faits nouveaux qui se produiraient. Il faut donc un procédé qui simplifie la tâche, et voici celui qu'il propose. Lorsqu'on a constaté par l'observation les principaux phénomènes qui se passent dans la conscience, et qu'on en a induit les lois générales qui en découlent, on tire par voie de déduction de ces lois générales des lois particulières et on arrive ainsi à édifier de toutes pièces, dans son ensemble et dans ses détails, la science de l'homme individuel ou la biologie. Cette nouvelle science, ainsi entée sur la psychologie, et à laquelle M. Mill donne le nom d'*éthologie* ou science du caractère, n'est pas encore faite il est vrai, mais on ne peut douter que, avec le temps et de la persistance, elle ne se fasse ; à deux conditions toutefois, qu'on le remarque, la première, c'est que les actes humains sont nécessités, car s'ils étaient libres, il ne serait pas possible de déterminer ainsi à l'avance ce qu'ils seront; la seconde, c'est que le syllogisme a plus de vertu qu'on ne l'avait supposé d'abord, car c'est par lui et sur lui que la nouvelle science devra être constituée. On voit que, si M. Mill ne commet pas l'énormité de nier la réalité des phénomènes spirituels, il trouve le moyen d'arriver au même résultat en niant la liberté,

qui est le fait par lequel le monde de l'esprit se distingue essentiellement de celui de la matière.

Mais la biologie n'est qu'une des parties de la philosophie positive ; il y en a une sixième et dernière qui est la plus importante parce qu'elle résume les autres et qu'on appelle la sociologie ou science de l'humanité. Cette nouvelle science ayant un objet différent a aussi une méthode autre, qui consiste, on doit se le rappeler, à induire des faits de l'histoire des lois dont le caractère positif s'impose à l'esprit sans laisser aucune place au doute ou à la discussion. Ici M. Mill, qui s'était séparé, en un point important de la biologie, des positivistes français, revient à eux et adopte leur méthode avec toutes ses conséquences sans réserve aucune. Il est facile cependant de s'assurer que cette méthode, sans parler du procédé inductif, compris et pratiqué comme il est dans l'école positiviste, est bien peu en rapport avec la fin qu'on se propose d'atteindre. L'œuvre à accomplir consiste à résoudre le grand problème de la destination de l'humanité, à dire ce qu'elle a été, ce qu'elle est, ce qu'elle sera. Or, c'est là une tâche devant laquelle ont reculé les génies les plus fermes et les plus hardis penseurs. La religion chrétienne elle-même, si précise et si explicite lorsqu'il s'agit de la destinée particulière de l'homme, est presque silencieuse sur celle de l'humanité. Elle nous dit bien comment elle a commencé et comment elle finira ; mais outre qu'elle ne fixe pas l'époque, elle ne nous apprend pas non plus par quelles phases diverses le genre humain devra passer, avant d'arriver à ce suprême dénoûment. Quelques philosophes chrétiens, saint Augustin et Bossuet entre autres, ont jeté sans doute sur ce sujet de lumineux aperçus, mais ils n'ont rien précisé, ni surtout rien entendu imposer à la foi. Ainsi, à tout prendre, la philosophie de l'humanité est une science dans l'enfance, à peine ébauchée, bien moins avancée que la philosophie de l'homme individuel, laquelle laisse cependant tant à désirer. Que si maintenant nous passons de la fin au moyen, que trouvons-nous ? L'histoire. L'histoire est sans doute une science féconde, pleine de grands et précieux enseignements. De plus, elle a l'avantage de posséder un certain nombre de vérités qui sont à l'abri de toute contestation, parce que, comme celles de l'ordre physique, elles reposent sur le témoignage des sens. Ce témoignage, il est vrai, le plus souvent n'est pas direct, et n'arrive à nous que par la tradition ; mais la tradition elle-même est un fait extérieur et sensible qui s'impose à l'esprit, et que, dans certains cas du moins, il lui est impossible de révoquer en doute. Mais les vérités historiques de cette sorte sont en petit nombre ; la plupart, quoique généralement admises et par de justes motifs, n'ont pas ce caractère d'évidence.

D'autres sont et pourront être toujours contestées. D'ailleurs ce n'est pas de l'histoire, mais de la philosophie de l'histoire qu'il s'agit. Les faits seuls, dénués de la signification morale qui s'y attache servent de peu, et ne sont même de nul usage dans la question qui nous occupe. Qu'importe de savoir qu'il y a eu un roi nommé Louis XIV, sous le règne duquel certains faits se sont accomplis, si on n'a pas un criterium pour apprécier ces faits, pour juger s'ils ont été justes ou injustes, heureux ou funestes dans leurs conséquences. Et ce criterium où le trouver, sinon dans la raison et les lois qui l'informent? Dès lors, qu'on le veuille ou qu'on ne le veuille pas, on retombe sur le terrain de la métaphysique avec un objet plus vaste à atteindre, et un moyen moindre pour le saisir. On voit combien la prétention des positivistes est contraire à la nature même des choses, et on s'étonne qu'un esprit aussi sagace que M. Mill ait pu se laisser prendre à un pareil mirage. Il avoue bien que la science n'est pas faite, mais il croit qu'elle se fera et va jusqu'à déclarer que déjà M. Comte en a jeté les premiers fondements lorsqu'il a énoncé que l'humanité avait passé et devait passer nécessairement par trois états successifs : l'état théologique, l'état métaphysique et l'état positif qui est le dernier et le plus parfait. Une semblable proposition lui paraît même atteindre ce haut degré d'évidence scientifique que donne l'étude des faits de l'histoire combinée avec celle des lois constitutives de l'esprit humain [1]. Certes, il faut que la fascination de l'esprit de système soit bien grande pour qu'elle puisse produire de pareilles illusions. M. Mill ne savait pas lorsqu'il parlait ainsi que le plus fidèle disciple de M. Comte, M. Littré, loin de se rendre à cette évidence scientifique, avait déjà changé toute la théorie de son maître sur ce point fondamental. Si en effet on en croit M. Littré, au lieu de trois états successifs, il y en a eu quatre, et ce ne sont pas les mêmes. L'humanité, placée d'abord sous l'empire prépondérant des besoins, a débuté par le fétichisme ; puis est venu l'âge des religions; ensuite l'âge de l'art, enfin celui de la science. La différence est considérable et vaut la peine d'être signalée ; mais, sans nous arrêter à cette nouvelle conception, inconnue alors à M. Mill, la première, celle de M. Comte a-t-elle du moins quelque apparence? Considérons les faits. La religion vient de Dieu, c'est pourquoi on la retrouve à l'origine de toutes les sociétés; mais elle n'est pas seulement au commencement de leur histoire,

[1] This generalization appears to me to have that high degree of scientific evidence which is derived from the concurrence of the indications of history with the probabilities derived from the constitution of the human mind (*System of logic*, t. II, p. 514).

elle les suit dans tous leurs développements et rien n'indique, quoi qu'on en dise, qu'elle soit près encore de disparaître du monde. M. Comte lui-même n'a-t-il pas eu recours, dans les derniers temps, à la forme religieuse, qu'il avait d'abord anathématisée, parce que sans doute il avait reconnu que sa doctrine ne pouvait que gagner à se produire de la sorte. La métaphysique est une science qui, à la différence de la religion, vient de l'homme et est le produit propre du travail de sa raison ; c'est ce qui explique pourquoi elle est apparue la dernière, et pourquoi même il est des peuples chez lesquels elle ne s'est jamais montrée. Il importe du reste d'observer que si la religion primitive a précédé la métaphysique, la métaphysique, à son tour, a précédé la religion chrétienne et lui a fourni même ses premiers apologistes. D'un autre côté, il est faux que l'œuvre propre de la métaphysique ait été de battre en brèche la religion pour se substituer à elle ; il est certain au contraire que si parfois elle l'a attaquée, le plus souvent elle l'a défendue et a marché de conserve avec elle. Ainsi en a-t-il été dans les premiers siècles de l'Église, au moyen âge, au dix-septième siècle. L'accord, il est vrai, a paru cesser au siècle suivant, mais il est facile de s'assurer que ce n'est là qu'une apparence : dans la réalité, la métaphysique n'a pas été alors moins vivement attaquée que la religion, et Voltaire comprenait si bien qu'elles étaient solidaires l'une de l'autre qu'on ne saurait dire à laquelle des deux il a le plus prodigué ses injures et ses sarcasmes. Enfin il est manifeste que, si, depuis cette époque, la religion a perdu de son empire sur les âmes, l'autorité de la métaphysique a décru dans une proportion plus grande encore. La conception de M. Comte, que M. Mill juge d'une évidence si haute, est donc formellement contredite par les faits, pour ce qui est des deux états par lesquels l'humanité aurait successivement passé ; quant au troisième, on n'en peut rien dire, car l'état positif ne s'est encore réalisé nulle part, sauf peut-être en Chine où il paraît être à l'état endémique depuis des milliers d'années, mais où il n'a été précédé, ni par l'état théologique, ni par l'état métaphysique. Si haut en effet qu'on remonte dans l'histoire du Céleste Empire on ne trouve aucune époque où la religion non plus que la métaphysique aient été en honneur, et on croirait même que, seuls de tous les peuples, les Chinois sont dénués du sens religieux, si la superstition qui n'en est que le pervertissement ne régnait chez eux à l'égal au moins du positivisme.

Il est inutile de pousser plus loin cette analyse du *Traité de logique*, la philosophie qu'il contient nous est désormais suffisamment connue. Elle a les mêmes prétentions que celle de M. Comte et conduit aux mêmes résultats, elle n'en diffère qu'en un point : M. Comte nie

purement et simplement la réalité des phénomènes spirituels, M. Mill au contraire en affirme l'existence. Cette différence est considérable, mais la supériorité qu'elle donne au positiviste anglais il la perd aussitôt en niant la liberté! Si l'âme en effet n'est pas cause libre de ses actes, si elle n'est que moyen et instrument, toute distinction essentielle entre les choses de l'esprit et celles du corps disparaît et les deux philosophies doivent mener aux mêmes conclusions. Il resterait à dire quelle sorte de modification la nouvelle publication de M. Mill a apportée à sa doctrine, mais auparavant et pour suivre l'ordre du temps qui est ici l'ordre logique, il nous faut rechercher comment elle a été appliquée à l'économie sociale et à la politique.

II

Lorsqu'on ouvre les *Principes d'économie politique*[1], ce que l'on y cherche tout d'abord et ce que l'on s'attend à y trouver reproduits du moins dans leurs éléments essentiels, ce sont les principes de philosophie positive précédemment exposés. On se dit que l'auteur n'a pas dû laisser échapper une si belle occasion d'appliquer sa méthode et d'en montrer la fécondité. L'économie politique est une des branches les plus importantes de la sociologie, et, comme elle n'a pas été jusqu'à ce jour moins contestée que la métaphysique, ce serait chose éminemment utile que d'en faire, ou tout au moins de tenter d'en faire une science positive. La déception donc est grande lorsque, après avoir lu les deux volumes, on n'y trouve pas même mentionné le nom de la philosophie positive. L'esprit général de cette philosophie s'y montre et ne s'y montre que trop même, mais la méthode est entièrement mise de côté, et c'est la méthode seule qu'il eût été aussi curieux qu'instructif de voir appliquée. Est-ce un désaveu indirect? On voudrait le croire, mais on ne le peut en présence du récent écrit qui la confirme. C'est donc impossibilité reconnue de passer de la théorie à la pratique.

Dans toute œuvre il y a d'abord à considérer l'objet particulier qu'elle a pour but d'atteindre, ensuite les principes généraux qui l'inspirent. C'est de ceux-ci seulement que nous avons à nous occuper ici. L'objet de l'économie politique c'est la richesse, les principes qui doivent l'inspirer ce sont les lois mêmes de la morale. Sous le premier rapport nous n'hésitons pas à reconnaître qu'il y a beaucoup

[1] *Principes d'économie politique*, 2 vol. in-8.

à louer dans le livre de M. Mill ; les divers phénomènes qui concourent au développement de la richesse y sont analysés avec sagacité et décrits avec clarté. Nous citerons en particulier les chapitres qui traitent de l'échange et de la vente. Mais, nous le répétons, ce n'est pas à ce point de vue que nous avons à l'examiner ici, c'est à celui des principes. Or, sous ce second rapport, il n'y a pas lieu d'être aussi satisfait. La morale des *Principes d'économie politique* est celle de l'utilité générale, et il nous est impossible, nous l'avouons, de voir là une morale ? Une morale est une règle de conduite, c'est-à-dire une loi qui oblige et à laquelle nul n'est en droit de se soustraire. L'utilité, soit générale, soit particulière, n'est rien de cela; elle est une manière de se conduire, non une règle, ni une loi. L'expérience montre qu'il est utile de faire ceci ou cela, on le fait ou on ne le fait pas; c'est un avantage que l'on se procure ou un risque que l'on court, rien de plus, rien de moins, la conscience n'est point engagée. L'utile, en un mot, n'est qu'un fait, ou même encore n'est qu'une sensation. Une chose vous agrée ou ne vous agrée pas, vous le constatez et agissez en conséquence. L'agréable, il est vrai, diffère de l'utile, mais par le degré seulement. L'agréable est ce qui satisfait l'être d'une façon passagère et par le dehors, l'utile est ce qui le satisfait d'une façon durable et dans ses conditions essentielles d'existence. La rose qui charme l'odorat et la vue est agréable, le quinquina qui guérit la fièvre est utile. L'utile, d'ailleurs, a le même caractère qu'il s'applique au général ou au particulier. C'est toujours en vue de son intérêt propre que chacun recherche ce qui est utile à tous, soit parce qu'il doit en prendre sa part, soit parce que, étant le plus faible, il constate qu'il ne pourrait, sans dommage pour lui, lutter contre les forces supérieures de tous. Ainsi l'utile, sous quelque aspect qu'on l'envisage, n'est qu'un fait, un fait légitime dont on peut et dont on doit tenir le plus grand compte, mais qui, dans aucun cas, ne peut servir de règle et de loi. Le principe de la morale est ailleurs, il est dans la loi du juste, laquelle est écrite dans le cœur de chacun de nous. En parlant ainsi, nous ne voulons pas dire que chaque homme apporte, en naissant, la notion claire et distincte de ce qui est juste et de ce qui ne l'est pas. Non, il en est de l'idée du juste comme de toutes les autres ; elle existe d'abord en germe à l'état latent et confus, puis peu à peu elle se développe, se formule dans les mots, se réalise dans les actes et finit ainsi par devenir une notion claire et précise. L'expérience joue donc un rôle et un rôle important dans le développement de l'idée du juste, comme dans celui de toutes les idées : mais ce n'est pas elle qui en fournit l'élément premier, le germe. L'expérience ne donne que les faits, rien que les faits, et le juste n'est pas un fait. Le juste est, non ce qui est, mais

ce qui doit être; non l'acte réalisé, mais l'idéal à poursuivre. Le juste est immuable, le fait varie sans cesse ; le juste est universel et obligatoire pour tous, le fait est relatif et particulier à quelques-uns. On voit pourquoi le juste est le principe de la morale, et pourquoi l'utile ne peut l'être. Le juste est la loi qui règle, l'utile est le fait qui doit être réglé. On comprend aussi pourquoi M. Mill place dans l'utilité générale et non dans le juste le principe de la morale. Ce n'est pas qu'il nie la loi du juste ou qu'il la repousse dans la pratique ; comme tout autre, il en porte en lui la notion, et assurément, plus que bien d'autres, il en désire l'accomplissement; mais comme il n'admet d'autre moyen de connaître que l'expérience, il ne peut tirer d'une telle méthode que l'utile qui est un fait, et non le juste qui est une loi et a sa source ailleurs et plus haut.

Or, on ne méconnaît pas impunément les principes, les conséquences ne tardent pas à suivre. Ainsi lorsqu'on prétend édifier toute la science économique sur l'utile seul qu'arrive-t-il? D'une part on ôte à la science tout caractère moral, de l'autre on rend l'œuvre infiniment plus difficile, impossible même à certains égards. Comment, en effet, déterminer ce qui est conforme à l'utilité générale, lorsque les intérêts à concilier sont ceux non d'un homme, d'une famille ou d'un peuple, mais de l'humanité tout entière. Il est évident qu'en présence d'intérêts si complexes, souvent si contraires, l'esprit le plus sagace comme le plus attentif ne peut qu'hésiter; puis, si enfin il se croit autorisé à prononcer, le résultat qu'il obtient n'est encore que relatif et provisoire. Il a été constaté hier qu'il était conforme à l'utilité générale d'agir d'une certaine manière ; il se peut que demain on reconnaisse que, pour le même motif, il faut agir d'une façon toute contraire ; c'est une œuvre qui n'est jamais faite, qui est toujours à refaire. Il en va tout autrement lorsqu'on place la science sur les bases éternelles du juste. L'œuvre sans doute est encore difficile et délicate, mais, du moins, on a un guide pour se conduire, et à travers la variété infinie des phénomènes on retrouve toujours la loi fixe et immuable. La tâche, en outre, est simplifiée, il y a tout un ordre de faits qui peuvent et doivent, dès l'abord, être écartés, ce sont ceux qui sont contraires à la justice ; il n'y a pas même lieu de les expérimenter, car fussent-ils reconnus conformes à l'utilité générale, ils n'en devraient pas moins être rejetés et mis hors la science, par cela seul qu'ils sont injustes.

Nous en avons assez dit pour faire comprendre ce qui manque et doit manquer au livre de M. Mill. Dans toutes les questions où les motifs d'utilité générale se balancent et où le juste seul peut décider, il n'a pas de solutions à proposer, ou il n'en a que d'insuffisantes. C'est ce qui lui arrive notamment lorsqu'il traite de la propriété et

de la population, c'est-à-dire de deux des plus importantes questions de l'économie politique.

La propriété est une institution de droit naturel. L'homme est soumis à des besoins auxquels il ne peut pourvoir qu'en s'appropriant quelques-uns des fruits de la terre ; l'homme donc, qu'il le doive à son activité propre ou à d'autres circonstances, devient propriétaire dès l'origine. Cette propriété, sans doute, a d'abord peu d'importance, mais elle augmente à mesure que ses besoins se développent et que son activité s'accroît; bientôt même, si le morceau de terre sur lequel il a récolté les fruits n'appartient encore à personne, l'homme le fait sien, et devient ainsi le propriétaire du fonds, ainsi que des produits qu'il donne. Ce droit du premier occupant est, disons-nous, un droit naturel, puisque l'homme ne peut continuer d'exister sans s'approprier les fruits de la terre, et qu'il est conforme à la justice qu'il s'assure pour l'avenir la jouissance du fonds qu'il a fécondé par son travail. Cependant l'homme n'est pas seulement un individu : il est aussi un être social, et la société au sein de laquelle il vit a le droit, aussi bien que le devoir, de protéger et de régler l'exercice des droits de tous ceux qui la composent, du droit de propriété comme des autres. Ainsi s'explique et se justifie l'intervention du législateur civil dans l'exercice du droit de propriété ; il ne le crée pas, mais il en assure la jouissance et en détermine les conditions. Il convient, en outre, de remarquer que la propriété a pour caractère essentiel d'être individuelle : si elle n'était pas individuelle, elle serait commune, et si elle était commune, elle ne serait pas la propriété, la chose propre, *propria res*. Lorsque la terre appartient à tous, elle n'appartient à personne : tous ont droit aux fruits, mais nul n'en peut disposer à sa guise. Pour tout dire, la chose mise en commun, ou le communisme, est le contraire de la chose propre, ou de la propriété. Telle est l'institution de la propriété considérée au point de vue du droit naturel et de la notion du juste. L'expérience vient confirmer le droit, en montrant que la propriété est également conforme à l'utilité générale. En effet la propriété, d'une part, provoque et encourage l'activité individuelle dont les produits profitent à tous, entretient, de l'autre, l'esprit de conservation sans lequel la société ne pourrait subsister. Cependant, comme toute chose, elle a ses inconvénients, dont le principal est celui-ci. Par là même qu'elle est le produit de l'activité individuelle, elle est inégalement répartie ; d'où il arrive que, tandis que les uns ont le superflu, les autres manquent même du nécessaire. De là la théorie de ceux qui veulent que la communauté, ou l'État, s'empare des biens de tous pour en faire à chacun une égale distribution. Or il y a deux manières, nous venons de le voir, de repousser victorieusement une pareille prétention ; on

peut lui opposer la loi du juste, ou celle de l'utilité générale. Dans le premier cas, il suffit de rappeler ce précepte de droit naturel : « Tu ne prendras pas le bien d'autrui ; » car lors même qu'il serait vrai, ce qui n'est pas, que l'inégale répartition dont on se plaint serait contraire à l'utilité générale, il ne serait pas permis davantage de violer la justice en prenant à autrui ce qui lui appartient légitimement. Une telle réponse est claire, péremptoire, et applicable à tous les temps. Dans le second cas il est facile aussi, sans doute, de prouver que le maintien de la propriété est conforme à l'utilité générale. Cependant, pour le faire, il faut entrer dans l'observation attentive de tous les faits, les peser, les comparer entre eux ; dès lors, si la réponse qui sort d'une pareille étude est concluante, elle n'est pas aussi simple et par conséquent pas aussi facilement saisissable que la première. De plus, au lieu d'être définitive, elle n'est que provisoire, car de nouveaux faits peuvent survenir qui rendraient toute différente la solution du problème. Eh bien, de ces deux réponses, M. Mill ne peut faire que la seconde, d'où il suit que, quoique partisan très-décidé de la propriété, il ne la justifie que d'une manière tout à fait insuffisante. Se plaçant au seul point de vue de l'utilité générale, il se contente d'établir le bilan des avantages et des inconvénients de la propriété individuelle comparés à ceux de la propriété commune, et arrive à conclure de cette sorte : « La propriété individuelle, bien comprise et bien appliquée, vaut mieux que le communisme ; mais le communisme, ou tout au moins la notion théorique qu'on en donne, serait à beaucoup d'égards préférable à la propriété telle qu'elle existe aujourd'hui. » Une telle solution n'est propre, on le voit, à satisfaire personne ; on pourrait s'en prévaloir pour venir, au nom de l'utilité générale, déposséder tous ceux qui font actuellement un si mauvais usage de leur propriété ; et les partisans du communisme, de leur côté, seraient en droit de se plaindre de ce qu'on condamne leur doctrine avant qu'elle ait été expérimentée. M. Mill ne combat pas avec plus de succès le fouriérisme et le saint-simonisme, non qu'il ait aucun penchant pour des théories qui toutes portent plus ou moins atteinte à l'initiative individuelle, mais parce que, ces théories n'ayant pas encore été soumises à l'expérience, il comprend que son criterium ne l'autorise pas à rien prononcer sur elles de définitif. Ainsi le principe utilitaire ne peut suffire à justifier et à défendre le droit de propriété ; nous allons voir qu'il ne donne pas des résultats meilleurs lorsqu'il s'agit de régler le mouvement de la population.

La question de la population, une des plus graves de l'économie politique, est aussi une de celles dont M. Mill se montre le plus vivement préoccupé. Voici de quelle manière il la pose. L'espèce humaine va sans cesse se multipliant, et, si elle suit les seuls instincts de la

nature, elle continuera de le faire d'une façon indéfinie. La terre, au contraire, n'a qu'une puissance de production limitée, qu'elle ne dépassera jamais. Si donc les choses suivent leur cours naturel, un temps devra arriver où, la terre ne pouvant plus suffire à la nourriture de ses habitants, une portion notable d'entre eux sera condamnée à la destruction et à la mort. Ce temps, sans doute, n'est pas proche, puisqu'il y a encore des espaces immenses qui ne sont pas habités; mais il arrivera, et d'ailleurs le mal se fait déjà sentir dans plusieurs contrées où l'émigration est impuissante à le conjurer. Il n'y a pas même à dire que la guerre, la peste, la famine agissant en sens contraire, produiront leurs effets accoutumés, car il est permis d'espérer que, grâce aux progrès continus de la science économique, de l'hygiène, de la police et des mœurs, ces fléaux, sans disparaître peut-être entièrement, deviendront beaucoup plus rares. Le danger donc, ou éloigné ou prochain, est manifeste ; et, si on ne se hâte de le conjurer, les plus grands maux ne peuvent manquer de s'en suivre. La civilisation, en effet, ne tarderait pas à périr chez des populations affamées qui ne seraient plus occupées qu'à se disputer, les armes à la main, leur pain de chaque jour. Mais où trouver le remède? Évidemment c'est à la source même du mal, c'est-à-dire aux instincts désordonnés de la nature, qu'il faut s'attaquer, ce qui ne peut avoir lieu que de deux façons : par voie de persuasion ou par voie de contrainte. Le premier de ces moyens est le seul que la loi morale autorise, et c'est à lui que M. Mill essaye d'abord d'avoir recours ; mais, outre que les arguments qu'il emploie ne sont pas de ceux qu'on puisse recommander, il ne sait pas s'y tenir. Il s'adresse donc, en premier lieu, à l'homme, et lui reproche ses excès, surtout son incontinence dans le mariage, dont il lui fait honte en ces termes : « On ne peut guère espérer, ose-t-il dire, on ne peut guère espérer que la moralité fasse des progrès, tant qu'on ne considérera pas les familles nombreuses avec le même mépris que l'ivresse ou tout autre excès corporel » (*Principes d'économie politique*, t. I, p. 418). Ensuite, se tournant du côté de la femme, il lui représente qu'elle est l'égale de l'homme, qu'elle a les mêmes droits et que, si celui-ci veut lui imposer malgré elle les charges de la maternité, elle doit savoir lui résister. Mais, comme il ne peut se dissimuler que, selon toute apparence, de telles objurgations seront de peu d'effet, il ne craint pas d'avoir recours à un moyen plus sûr et de faire appel au législateur pour lui demander d'édicter des peines contre ceux et celles qui se permettront de donner naissance à un nombre d'enfants plus considérable que celui qui aura été déterminé. Voilà tout ce que la doctrine utilitaire peut trouver pour prévenir les maux, très-réels du reste, qui doivent résulter des excès de la population. Il est étrange et surtout profondément triste

qu'on ait pu songer à imaginer de tels expédients lorsqu'on avait devant soi ce que le christianisme enseigne et pratique depuis si longtemps. Le christianisme élève l'union de l'homme et de la femme à la hauteur d'un sacrement, et, par là même qu'il en fait une chose sainte, il défend qu'elle soit détournée d'une de ses fins principales, qui est la procréation des enfants; mais en même temps il conçoit et propose un état plus parfait, le célibat, et non-seulement il le conçoit et le propose, mais il réussit à le faire accepter librement par un grand nombre d'hommes et de femmes, et cela par la seule vertu de son enseignement. Il est impossible assurément de concevoir une solution plus satisfaisante à tous égards du problème posé. Il s'agit de faire en sorte que le mouvement de la population soit contenu dans de justes bornes, qu'il ne s'arrête pas, mais qu'il n'excède pas non plus. Quoi de mieux que de faire de l'union des deux sexes une institution sainte, qui est le droit comme l'attrait de tous, puis d'obtenir de la volonté libre de plusieurs qu'ils s'abstiennent et consentent, par pur esprit de sacrifice, à ne pas mener au fleuve de nouveaux affluents qui le feraient déborder. Mais les utilitaires n'ont pas les moyens d'atteindre l'âme à ces profondeurs, et dans l'impuissance où ils sont d'agir sur elle par la voie de la persuasion, ils font appel à la contrainte, au risque de détruire la famille, en la dépravant et en la soumettant au plus intolérable de tous les jougs. De semblables excès répugnent sans doute, mais l'esprit de système est le plus fort, et M. Mill, esprit honnête et libéral d'ailleurs, en vient à écrire sans émotion les lignes que nous avons dû citer, où il ne craint pas d'assimiler le père d'une famille nombreuse à l'ivrogne et au libertin. Nous croyons inutile de rien ajouter : une doctrine est jugée lorsqu'elle conduit logiquement et naturellement à de telles conséquences.

III

La liberté politique est fille de la liberté morale. L'homme ne peut prétendre être le maître de produire ses actes au dehors, s'il ne l'est pas de les déterminer au dedans. Le positivisme qui nie la liberté morale ne peut donc être favorable à la liberté politique, aussi les positivistes français ne cachent guère leurs sentiments à cet égard. Ils sont démocrates, mais démocrates autoritaires; M. Comte anathématisait le gouvernement représentatif, et M. Littré, à la veille du 2 décembre, proposait, dans *le National*, l'établissement d'un pouvoir dictatorial, dont le peuple de Paris aurait eu le privilége

exclusif de nommer les chefs [1]. Rien ne prouve mieux l'antagonisme naturel qui existe entre le principe de la liberté et la théorie positiviste, que de semblables opinions professées par les principaux adeptes à une époque où les idées libérales étaient encore en faveur. Mais l'influence du milieu dans lequel on vit est souvent plus forte que celle de la logique ; c'est ce qui explique comment M. Mill[2], quoique positiviste et niant par conséquent la liberté morale, peut néanmoins se montrer partisan de la liberté politique. M. Mill est anglais,

[1] Nous devons observer, pour être juste, que M. Littré, dans un écrit publié, il y a quelques années, sous le titre d'*Auguste Comte et le positivisme*, a rétracté les opinions politiques qu'il professait alors, et déclaré qu'on devait le compter désormais au nombre des amis de la liberté constitutionnelle. Dans le même écrit, il retire également toute adhésion à la religion positiviste, dont cependant il avait été le fervent apôtre, et qu'il s'était efforcé de propager par tous les moyens en son pouvoir, notamment par la publication d'une série d'articles dans *le National*. Il avoue d'ailleurs, pour expliquer ce changement, que, si sa foi alors était sincère, elle était aveugle, et n'avait rien de l'*obsequium rationabile* que saint Paul requérait des premiers chrétiens. Voici, en effet, comment il raconte lui-même que les choses se sont passées. « Avant que la *Politique positiviste* (le livre même où la nouvelle religion était exposée pour la première fois) fût imprimée, M. Comte, rapporte-t-il, en lut les premières chapitres à la Société positiviste, dont je faisais partie, et j'assistai à cette lecture. M. Comte commença par nous recommander de nous abstenir de toute observation, *attendu qu'il n'en voulait écouter ni admettre aucune*, puis il se mit à lire. J'écoutai avec une avide émotion. Depuis longtemps j'entendais parler de cette œuvre... Rien de tout cela ne résulta pour moi de cette lecture : après l'avoir entendue, je restai froid ; aucune lumière ne se fit dans mon esprit ; des paroles avaient frappé mon oreille, mais l'évidence ne les avait pas suivies... Toutefois, tel était l'ascendant que M. Comte exerçait sur moi, qu'en cette occurrence je n'accusai ni lui, ni son nouvel ouvrage. C'est à moi que je m'en pris. Je supposai que de telles théories étaient trop abstraites et trop difficiles pour être saisies à la première audition. J'acceptai provisoirement mon incapacité ; je suivis, dans la presse des circonstances, les solutions qui m'étaient offertes, non sans quelque soupçon qu'une lecture attentive, quand les volumes auraient paru, pourrait modifier l'assentiment que j'avais donné. » (*Auguste Comte et la philosophie positive*, p. 528.) Un tel aveu est méritoire, car il a dû coûter ; il le serait davantage s'il était plus complet. Cette acceptation provisoire d'incapacité, dont s'accuse M. Littré, a duré plus longtemps et, par conséquent, a été plus délibérée qu'il ne le donne à entendre. Dans tous les cas, voilà un des chefs des libres penseurs de notre temps, celui dont l'audace dans la négation a été portée le plus loin peut-être, qui confesse qu'à un certain moment, sur la seule parole du maître, lequel, il le savait, avait été atteint d'alinéation mentale et enfermé pour ce fait à Charenton, a cru aveuglément à un enseignement dont il ne comprenait pas les premiers mots, qui lui paraissait même incohérent et contradictoire, et qui non-seulement y a cru, mais s'en est fait l'ardent propagateur. Il semble que, lorsque pareille mésaventure vous est arrivée, on devrait du moins être modeste et indulgent pour les autres, surtout pour ceux dont les croyances reposent sur une tradition de dix-huit siècles, transmise et librement acceptée par les plus grands génies dont s'honore l'humanité.

[2] *La Liberté*, trad. par M. Dupont-White. 1 vol. in-18. — *Considérations sur le gouvernement représentatif*, traduit par le même. 1 vol. in-18.

il a vu, depuis son enfance, le gouvernement libre et parlementaire fonctionner sous ses yeux, il en a constaté les bienfaits, et n'a pu, dès lors, ne pas en proclamer l'excellence, au nom même de l'utilité générale. Il n'en faut pas conclure, cependant, que l'esprit de la doctrine ne se fasse pas sentir, même sur ce point; nous allons voir, au contraire, que, s'il voit bien ce que la liberté est en soi, il en pose mal les limites, et surtout ne sait pas faire à l'autorité la juste part qui lui revient. Et d'abord, quelle notion donne-t-il de la liberté? C'est dans le droit individuel qu'il en place le principe et l'essence; il est impossible, on le voit, d'en mieux déterminer le vrai caractère. La liberté politique, en effet, n'est pas autre chose que la part qui est faite à l'individu dans l'économie de la vie sociale. La liberté existe là où chacun a, en vertu de la loi, et sans avoir besoin d'en demander l'autorisation à personne, le droit de parler, d'imprimer, de voter, de se réunir, de s'associer, d'enseigner, de produire enfin son activité sous tous les modes possibles. Il y a, au contraire, absence de liberté là où ces droits sont méconnus et laissés à l'arbitraire de l'État, qui peut à son gré en concéder ou en refuser l'exercice. Parmi ces droits ou modes divers pour chacun de produire son activité, il en est sans lesquels les autres ne peuvent être suffisamment garantis, et qui, par suite, ont une importance plus grande. Telles sont la liberté de la presse, la liberté de la tribune et la liberté électorale. Mais ces libertés, qu'on appelle plus particulièrement les libertés publiques, parce que c'est au profit et dans l'intérêt de tous qu'elles s'exercent, n'en sont pas moins des droits individuels, puisque c'est l'individu, et l'individu seul, qui est en possession du droit de parler, d'écrire et de voter. Ainsi, ce qu'exprime et représente avant tout la liberté, c'est le droit individuel. Il est arrivé souvent, sans doute, qu'on a donné au mot liberté une autre signification, mais c'est par suite d'un abus de langage, dont la science ne doit pas tenir compte. Ainsi, sous la Convention, c'était faire preuve d'amour de la liberté que de dénoncer de nouvelles victimes au Comité de salut public; sous la Restauration, on passait pour d'autant plus libéral qu'on regrettait davantage le régime impérial, lequel, assurément, n'avait jamais eu rien de commun avec la liberté. Aujourd'hui encore, qui dit démocrate croit dire libéral, ce qui cependant est bien différent; car si on peut être à la fois démocrate et libéral, on peut aussi être l'un sans être l'autre, témoin César qui était démocrate, et n'a jamais passé pour un fervent ami des libertés publiques. Les circonstances, les passions et les préjugés expliquent ces appellations mensongères, mais elles ne les justifient pas, et ne peuvent faire changer le vrai sens des mots.

Cependant, si M. Mill dit bien ce qu'est la liberté, grâce au senti-

ment vif et profond qu'il en a, il en pose mal les limites, et n'a du pouvoir social qu'une notion confuse et imparfaite. Ainsi, d'abord il reconnaît que la liberté de faire doit avoir des bornes, sous peine de voir le désordre et l'anarchie régner dans le monde; mais, pour ce qui est de la liberté de dire, il veut qu'elle soit illimitée, et on doit reconnaître qu'au point de vue auquel il se place, il ne peut en être autrement. La doctrine positive repousse l'absolu et n'admet que des vérités relatives. Par suite, ce qui est faux aujourd'hui pourra être vrai demain, et réciproquement. Dès lors aussi, il n'est pas de proposition, si fausse et antisociale qu'elle puisse paraître, qui ne doive obtenir droit de cité, car il se peut qu'elle soit bientôt reconnue vraie et conforme à l'utilité générale, auquel cas on eut commis un crime de lèse-humanité en en proscrivant la propagation. Il est vrai que, si la logique positiviste parle ainsi, la logique ordinaire tient un langage tout différent, et dit, entre autres choses, que la liberté de dire est un fait corrélatif à la liberté de faire. Parler et agir ne sont pas sans doute une même chose; agir suppose plus de réflexion et produit plus d'effet; bien agir, au point de vue de la morale comme à celui de l'utilité générale, vaut mieux que bien parler, de même que mal agir est pire que mal parler. La loi pénale, dès lors, est et doit être plus sévère pour l'acte que pour la parole, mais elle ne pourrait, sans la plus grossière inconséquence, proclamer la criminalité de l'un et l'innocuité de l'autre. Il répugnerait autant à l'équité qu'à la raison que le meurtrier fût puni de mort, et que celui qui a provoqué au meurtre échappât à toute vindicte de la loi.

M. Mill, en second lieu, méconnaît le véritable caractère du pouvoir social. Le pouvoir n'a, selon lui, d'autre rôle à jouer que de suppléer à l'insuffisance des individus; il y a des choses que les individus ne peuvent ou ne veulent pas faire, c'est au pouvoir social de s'en charger. Hors de là, il n'est rien et n'a point de raison d'être. Cette manière d'entendre les choses est tout à fait conforme, nous le reconnaissons, à la doctrine utilitaire, mais elle n'explique pas comment le pouvoir ainsi conçu a le droit de commander et de se faire obéir. L'utilité générale n'est que la somme des utilités particulières, c'est-à-dire le nombre, et le nombre ne donne pas naissance au droit; Il y a bien quelque présomption que la raison est du côté du nombre, mais c'est une présomption que l'expérience vient souvent démentir, et dans la réalité le nombre ne représente rien autre chose que la force. Où donc est le droit? Le droit du pouvoir social est là où est celui de l'individu, dans l'ordre naturel des choses institué par Dieu. L'homme est à la fois un être individuel et un être social, et à ces deux titres, il a des droits et des devoirs que les circonstances et le consentement commun peuvent et doivent régler, mais qu'ils ne

créent pas. La société n'existe point en vertu d'un contrat, ce sophisme de Rousseau est depuis longtemps abandonné; elle existe en vertu de la nature des choses, parce que là où il y a des hommes, il y a une société, et que là où il y a une société, il y a un pouvoir qui y préside. La forme politique, il est vrai, peut varier à l'infini, selon les temps, les pays, les mœurs, les croyances, les idées, les besoins des différents peuples; mais quelle qu'elle soit, elle n'est toujours que la forme, non l'essence, ni le principe du pouvoir. Il en est, en un mot, du pouvoir comme de la liberté, l'un et l'autre sont réglés par le consentement commun, mais ils ont leur source première ailleurs et plus haut; le consentement commun peut les suspendre en fait, non les détruire en droit, parce qu'il ne peut les créer. Ils existent indépendamment de lui, et malgré tout ce qu'il peut prononcer, ils demeurent dans leur entier. On voit combien cette origine auguste du pouvoir est différente de celle que lui attribue M. Mill, et combien elle répond mieux à la mission également auguste qu'il a à remplir. Si le pouvoir vient de Dieu, s'il est une des conditions de l'existence de l'homme en ce monde, et contemporain de la création, tous lui doivent le respect et l'obéissance, sauf le cas où, en fait, il prévarique et viole le droit individuel, qui a la même origine que lui et lui est corrélatif. Si, au contraire, le pouvoir n'est rien qu'un expédient utilitaire imaginé pour venir en aide à l'insuffisance des individus, chacun demeure le maître de lui obéir, ou de ne lui obéir pas, selon les inspirations de son intérêt propre; il n'y a ni droit d'un côté, ni devoir de l'autre, car l'utilité générale, nous le répétons, c'est le nombre, et le nombre, c'est la force, non le droit. Heureusement pour M. Mill que, ayant le bonheur de vivre dans un pays où le principe du pouvoir n'est pas moins fortement constitué que celui de la liberté, il s'inspire plus de ce qu'il a sous les yeux que de ses principes, et qu'il arrive ainsi à donner une notion aussi juste que vraie du gouvernement politique, et en particulier de la monarchie représentative.

Il est deux choses dont il faut soigneusement se garder en politique : ou se faire, à l'aide d'une idée préconçue, une théorie de gouvernement en dehors de laquelle on ne conçoit rien de légitime; ou au contraire de ne tenir compte que des faits et de chercher seulement à en tirer le meilleur parti possible. Rousseau est tombé dans le premier de ces excès; Hobbe et Machiavel dans le second. L'un des mérites de M. Mill, c'est d'avoir su éviter l'un et l'autre. Il a un idéal en politique, mais, comme en même temps il tient compte des faits, il ne prétend pas tout y ramener; il croit que le gouvernement représentatif est la meilleure forme de gouvernement, mais il n'entend pas l'imposer à tous et partout; il pense au contraire que pour

l'avoir un peuple doit la mériter, c'est-à-dire être capable de remplir toutes les conditions de sagesse et d'intelligence qu'elle exige. Mais il ne se contente pas d'affirmer la supériorité de la forme représentative, il en donne la raison. Le gouvernement représentatif est le meilleur, parce que d'abord c'est celui où l'activité individuelle a le plus de moyens de se produire et de se développer. Ceux qui disent que, si on était toujours sûr d'avoir un bon despote, la monarchie despotique serait la meilleure forme de gouvernement, se méprennent étrangement. Un despotisme éclairé peut donner sans doute à un peuple le bien-être et la richesse, mais non pas cette pleine possession de soi, qui est le premier de tous les biens, et sans laquelle il n'y a ni dignité, ni grandeur durable. Ainsi telle est la première et essentielle différence entre l'état despotique et l'état libre; dans le premier, quelque excellemment pratiqué qu'il soit d'ailleurs, le rôle du peuple est purement passif, il est actif au contraire dans le second. Cependant là n'est pas la seule supériorité du gouvernement libre, il en a d'autres. Dans le gouvernement représentatif, ainsi que son nom l'indique, tous les droits et tous les intérêts sont représentés, ce qui est assurément le meilleur moyen pour qu'ils soient tous satisfaits et respectés. Toutefois il n'est pas si facile qu'il le semble au premier abord d'assurer dans la pratique la sincérité de cette représentation ; on peut même dire que jusqu'à ce jour aucun État n'y a entièrement réussi. Pour atteindre ce résultat deux conditions surtout doivent être remplies; d'abord il faut que ce soit l'universalité des citoyens et non la majorité seulement qui soit représentée, et c'est ce qui n'a pas eu lieu encore ; nous ne connaissons du moins aucune constitution où il ait été fait une part quelconque à la minorité ; ensuite on ne doit pas tenir compte du nombre seulement, mais aussi de la nature et de la qualité des votes. M. Mill est démocrate, il siége à la chambre des communes sur les bancs des radicaux, mais il veut une démocratie sincère et elle n'est telle, à ses yeux, que lorsqu'on fait la part à tous et à chacun sans exception aucune. Mais comment arriver dans la pratique à réaliser ces deux conditions ? Pour ce qui est de la première, plusieurs systèmes ont été imaginés; ainsi dans un de ses bills sur la réforme électorale, lord Russel proposait que dans certains colléges où on aurait trois député à élire chaque électeur ne pût en porter que deux sur son bulletin. Cette combinaison, juste et ingénieuse d'ailleurs, a l'inconvénient de ne pouvoir profiter à la minorité que si elle réunit le tiers des voix, et dès lors n'atteint qu'imparfaitement le but. Un publiciste anglais distingué, M. Thomas Hare a imaginé un autre plan trop compliqué pour que nous le fassions connaître ici dans le détail, mais dont le caractère principal est de donner aux minorités de tous les

colléges électoraux le moyen de réunir leurs voix et de pouvoir ainsi faire prévaloir quelques-uns de leurs candidats.

Pour ce qui est de la seconde condition, M. Mill propose, afin d'empêcher que le nombre seul décide, d'accorder à tous le droit de voter à la seule condition de savoir lire et écrire, puis d'accorder double ou triple vote à ceux qui par la profession qu'ils exercent doivent être supposés plus instruits et plus éclairés, par exemple aux gradés des universités. Sans repousser absolument l'élection à deux degrés, M. Mill s'y montre peu favorable ; elle nous paraît cependant le meilleur moyen de triompher de la difficulté ; comme elle suppose deux sortes d'électeurs, des électeurs du premier et des électeurs du second degré, il serait facile d'adjoindre à ceux-ci un certain nombre d'autres qui le seraient de droit, par le seul fait de leurs professions ou de leur capacité reconnue. Nous n'insistons pas davantage sur un point qui n'entre pas directement dans notre sujet. Ce que nous avons dit suffit pour montrer que M. Mill a la véritable intelligence des conditions essentielles du gouvernement libre, et cela est assez rare pour qu'on le remarque et qu'on l'en félicite. Tout démocrate qu'il est, il ne se fait pas illusion sur les excès possibles et par suite sur les dangers de la démocratie ; il sait que, si les classes supérieures peuvent opprimer les masses, les masses aussi peuvent se montrer injustes vis-à-vis des classes supérieures, et il veut qu'on se mette en garde contre le despotisme du nombre tout aussi bien que contre celui de la richesse ou de l'habileté. Ajoutons que le désir de faire la part égale pour tous sans restriction aucune, le pousse à demander le droit de vote pour les femmes comme pour les hommes. Mais c'est au philosophe et non au publiciste qu'il faut s'en prendre d'une opinion dont l'étrangeté est le moindre tort. Pour le philosophe utilitaire[1], en effet, l'union de l'homme et de la femme n'est qu'un fait, un pur accident, la famille, en tant qu'institution, n'existe pas, la femme n'est qu'une unité comme l'homme, elle est son égale, elle a les mêmes droits, et si physiquement elle est plus faible que lui, ce n'est pas un motif pour qu'il en abuse et la contraigne à l'obéissance. Or, si la femme est l'égale de l'homme, si elle a les mêmes droits, elle doit être représentée comme lui dans la société politique, la logique le veut ainsi. Il est inutile de montrer qu'un tel système, s'il venait jamais à prévaloir, détruirait l'unité de la famille elle-même. Telle n'est pas sans doute l'intention de M. Mill, mais tel serait le résultat de la mesure qu'il propose, sans parler des difficultés pra-

[1] Nous devons reconnaître cependant que M. Comte n'admettait pas l'égalité des deux sexes, et voulait que la femme demeurât subordonnée à l'homme ; mais M. Comte se piquait peu d'être conséquent avec lui-même : c'était l'imagination, bien plus que la logique, qui le conduisait.

tiques qui se présenteraient de toute part, et qu'il est inutile d'indiquer ici. Il convient du reste, en terminant sur ce point, de remarquer que, si l'auteur ne cesse de s'inspirer des principes de la philosophie positive, il ne fait aucun usage de la méthode propre à cette philosophie, et qu'il n'en est pas plus question dans *la Liberté* et les *Considérations sur le gouvernement représentatif* que dans les *Principes d'économie politique*.

Nous avons dit que M. Mill avait publié, il y a une année à peine, un nouvel écrit sous le titre de *Auguste Comte and positivism ;* le moment est venu d'en parler. Ce livre, qui est une atténuation, mais non une rétractation, des principes précédemment exposés dans le *Traité de logique*, semble avoir eu surtout pour but de dégager l'auteur de toute solidarité avec les folles excentricités d'Auguste Comte. M. Mill continue, il est vrai, de protester de son admiration pour le génie du fondateur du positivisme, mais on peut croire qu'il ne veut par là que justifier son ancien engouement, car la manière dont il juge l'œuvre ne permet guère de supposer qu'il tienne encore l'ouvrier en bien haute estime. Il ne se contente pas en effet, de répudier la religion positiviste, à laquelle, d'ailleurs, il n'avait jamais adhéré ; il s'attaque à la philosophie elle-même, dont il démontre le néant en établissant que, dans la partie biologique, elle manque de méthode, et que, dans la partie sociologique, elle n'existe pas encore. Rien assurément n'est plus vrai, mais s'il en est ainsi, on demande sur quoi on peut s'appuyer pour délivrer à l'auteur d'une telle œuvre le brevet d'homme de génie. M. Comte ne se faisait pas illusion au point de croire qu'il eût constitué une philosophie complète, il prétendait seulement avoir donné une méthode pour la faire. Or c'est là précisément le mérite que lui refuse M. Mill. Ce n'est pas tout ; une des principales prétentions du même M. Comte était d'en avoir fini pour toujours avec Dieu et avec l'ordre surnaturel, dont le positivisme devait être l'héritier direct : et voilà que M. Mill déclare aujourd'hui dans son nouvel ouvrage, et c'est là surtout ce qui en fait l'importance, que le positivisme, tel du moins qu'il le comprend, peut parfaitement se concilier avec Dieu et l'ordre surnaturel. De telles déclarations ne pouvaient manquer d'émouvoir les positivistes français ; aussi leur chef M. Littré s'est empressé d'y répondre dans un article de la *Revue des Deux Mondes*, du 15 août 1866. Nous reviendrons tout à l'heure sur l'attaque et la défense, il nous suffit quant à présent d'avoir signalé la nouvelle position prise par M. Mill. Il ne rétracte rien et continue de professer les principes du positivisme, mais il voudrait en adoucir les conséquences, et tient surtout à ce qu'on ne lui impute pas des extravagances auxquelles il a toujours su pour sa part rester étranger.

IV

Nous connaissons désormais suffisamment l'œuvre de M. Stuart Mill, nous savons du moins quel est l'esprit qui l'inspire ; c'est celui de la philosophie positive d'Auguste Comte avec des modifications qui ont de l'importance, mais qui n'en altèrent pas néanmoins le caractère essentiel. Mais avant de rien prononcer sur l'œuvre particulière, ce sont les principes généraux de cette philosophie qu'il nous faut d'abord considérer et juger.

La donnée principale de la philosophie positive, celle d'où elle tire sa raison d'être et son nom, se réduit, on se le rappelle, à ceci : Une vérité n'existe qu'à la condition d'être incontestable et incontestée, comme le sont les vérités physiques. En vain, elle est affirmée par les uns, si elle est niée par les autres, elle n'est pas. Une proposition si étrange, si contraire aux idées reçues, ne mériterait pas même qu'on s'y arrêtât, si elle n'avait fini, à force d'être reproduite, par prendre de la consistance et faire impression sur les esprits. Et d'abord, elle repose manifestement sur une grossière confusion d'idées ; elle confond la connaissance d'un objet avec l'objet lui-même, et, de ce que la connaissance est contredite par plusieurs, elle conclut que l'objet n'est pas, ou du moins que nul n'est en droit d'en affirmer l'existence. C'est ainsi qu'elle arrive à nier d'un seul coup, et sans autre examen, toutes les vérités de l'ordre intellectuel et moral, celles de la philosophie comme celles de la religion. La connaissance de ces vérités est contestée, donc ces vérités ne sont pas, ou du moins ne peuvent être affirmées comme telles. Mais qui ne voit que raisonner de la sorte, c'est donner gain de cause à l'ignorance et au mauvais vouloir? Eh quoi, parce que les uns sont mal placés pour voir l'objet, parce que les autres ne veulent pas même le regarder, moi qui le regarde et qui le vois, je ne puis pas en affirmer l'existence ! A ce compte, les vérités mêmes de l'ordre physique dont on argumente ne sont pas non plus des vérités, car beaucoup d'entre elles ont été longtemps ignorées et le sont encore de millions d'hommes qui les contesteraient fort assurément, si on venait à les leur faire connaître. Croit-on par exemple qu'il serait facile de persuader aux habitants de l'Afrique centrale que la terre tourne et que le soleil demeure immobile au centre des mondes ? ils opposeraient le témoignage de leurs sens, et seraient peu aptes à juger des raisons qu'on leur donnerait à l'appui de la réalité. Il est donc évident qu'une vérité existe indépendamment de la connaissance que chacun peut en acquérir, et les contradictions

qu'elle rencontre ne prouvent rien, sinon qu'il y en a qui, par des motifs ou par d'autres, ne la voient pas, ce qui ne peut empêcher ceux qui la voient d'être en droit d'en affirmer l'existence. Cependant il n'en reste pas moins, dira-t-on, ce fait singulier que, tandis que les vérités du monde physique sont universellement admises, par tous ceux du moins qui sont aptes à en connaître, celles du monde moral, même les plus élémentaires, ont été et sont chaque jour encore contestées par des hommes dont on ne peut révoquer en doute ni la sincérité, ni les lumières. Oui sans doute, au premier abord, le fait peut étonner, et néanmoins il est si facile de l'expliquer qu'il semble plus étrange encore qu'on essaye même d'en argumenter. Que si, en effet, on veut bien appliquer ici la méthode tant recommandée, il suffira du plus léger examen pour s'assurer que c'est la nature des choses qui veut qu'il en soit ainsi.

Toute connaissance, de quelque ordre qu'elle soit, suppose trois termes : un sujet qui connaît, un objet qui est connu, et un moyen à l'aide duquel le sujet connaît l'objet. Or quelle est la nature de ces trois termes dans la connaissance du monde physique ? quelle est-elle dans celle du monde moral? C'est là ce qu'il faut avant tout déterminer. Dans la connaissance du monde physique, le sujet, c'est l'esprit qui est libre par nature ; l'objet, c'est la matière qui par nature est fatale; le moyen, ce sont les organes corporels, c'est-à-dire encore la matière. Dans la connaissance du monde moral, le sujet est le même, c'est l'esprit; mais l'objet est tout différent, c'est l'homme, ou c'est Dieu, c'est-à-dire des êtres qui par essence sont libres ; le moyen, c'est l'esprit encore, c'est-à-dire une entité libre aussi. Ceci étant, nous avons la raison du phénomène; les vérités de l'ordre physique ne sont pas contestées parce que, le moyen et l'objet étant fatals, elles s'imposent fatalement à l'esprit qui ne peut refuser de les recevoir. Les vérités de l'ordre moral, au contraire, peuvent être et sont sans cesse contestées, parce que, le moyen et l'objet étant libres, l'esprit demeure le maître de les connaître ou de ne les connaître pas. Reprenons ceci plus en détail. Dans la connaissance physique, l'objet, disons-nous, c'est la matière, laquelle est soumise à des lois dont l'application ne varie pas. Une même substance physique, un même corps, quel qu'il soit, produit toujours les mêmes phénomènes. De là, de cette immutabilité dans la production des phénomènes, une facilité plus grande d'une part de les observer, de l'autre la légitimité des inductions qu'on en tire. Le moyen également est matière et participe de toutes les propriétés fatales de la matière. Le moyen, ce sont les organes physiques, lesquels transmettent la connaissance de l'objet à l'esprit, qui la reçoit passivement, et qui, n'étant pas le maître de la recevoir ou de

ne la pas recevoir, est dans l'impossibilité absolue d'en nier ou d'en contester l'existence. Lorsque Volta exposa pour la première fois les propriétés de la pile électrique, plus d'un rival peut-être du grand physicien, jaloux d'une si belle découverte, eût voulu la contester ; mais en vain, la force nouvelle était là menaçant de foudroyer quiconque eût tenté de la révoquer en doute.

Dans le monde moral les choses se passent tout autrement. Là tout est libre, l'objet, le moyen et le sujet. L'objet est libre, c'est Dieu ou c'est l'homme avec leurs attributs et les actes qu'ils ne cessent de produire. De là d'abord une difficulté d'observation beaucoup plus grande; car si on ne peut guère contester la réalité des phénomènes spirituels, la signification morale qui s'y attache est toujours difficile et parfois même impossible à saisir parce qu'elle varie sans cesse, selon la nature et les dispositions de chacun. De plus, lorsque enfin on est parvenu, à force de patience, à déterminer le vrai caractère du phénomène, l'induction qu'on en tire n'a que la valeur d'une présomption, non celle d'une certitude ; car, les êtres libres ne prenant conseil que d'eux-mêmes, on ne peut prévoir avec certitude comment ils agiront dans une circonstance donnée, ni conclure de ce qu'ils ont fait à ce qu'ils feront. Le moyen de la connaissance aussi est libre, c'est l'esprit qui, percevant directement l'objet par lui-même et sans intermédiaire, est à la fois sujet et moyen. Or l'esprit étant libre peut connaître ou ne pas connaître selon l'intérêt qu'il y a, ou l'attention qu'il prête.

Ainsi, ce sont les conditions de liberté dans lesquelles l'homme est placé, qui expliquent la diversité et l'opposition de ses jugements à l'endroit des vérités de l'ordre spirituel. Ces vérités sont contestées ou sont niées parce que les uns se placent mal pour les voir, parce que les autres, pour des motifs ou pour d'autres, en détournent leurs regards. L'homme, il faut bien le reconnaître, possède, à un degré qui effraye, la faculté du doute et de la négation. Les lois mêmes qui régissent son intelligence et sans lesquelles il ne pourrait formuler une seule proposition, il arrive à les nier comme les autres. Rien de plus certain et de plus nécessaire que le principe dit de contradiction qui veut que le oui soit le contraire du non, et cependant nous avons vu de nos jours un grand et puissant esprit, doué à un degré rare de la faculté d'analyser et d'abstraire, entreprendre d'édifier toute une philosophie sur l'identité du oui et du non, de l'être et du non-être et réussir à se faire de nombreux disciples. Que conclure de là ? Que la vérité n'est pas ! Non certes, mais qu'elle ne s'acquiert qu'à deux conditions, l'attention et le désintéressement; l'attention, qui est le travail persévérant de l'esprit, considérant l'objet sous toutes ses faces pour arriver à le connaître tel

qu'il est; le désintéressement, qui est la libre disposition de l'âme cherchant le vrai et le bien pour eux-mêmes, sans s'enquérir des conséquences. Ces deux conditions sont également nécessaires parce que, l'homme étant à la fois intelligence et volonté, toutes les parties de son être doivent également concourir à la recherche comme à la possession de la vérité. Prétendre, comme le fait la philosophie positive, qu'une vérité n'existe qu'à la condition de ne pouvoir être contestée, c'est donc méconnaître entièrement la vraie nature des choses, et rendre la science à jamais impossible en lui proposant un but chimérique qu'il ne lui sera jamais donné d'atteindre.

Passons à la méthode. La méthode expérimentale, dont la philosophie positive entend faire usage, est en elle-même aussi légitime que féconde, mais il importe d'en bien déterminer la nature.

La fin de la science, de toute science, quel qu'en soit l'objet, c'est de découvrir la loi qui régit les faits. Connaître les faits est nécessaire, mais ne suffit pas; pour qu'il y ait science, il faut encore connaître la loi. Les hommes ont dès l'origine vu et connu les astres; la science astronomique n'a commencé que le jour où une des lois au moins qui règlent le monde céleste a été reconnue.

Ceci étant, en quoi consiste la méthode expérimentale et comment donne-t-elle la loi qu'elle a pour but de découvrir? La méthode expérimentale se compose de trois éléments: 1° d'une notion universelle; 2° des faits à observer; 3° d'un raisonnement se produisant le plus souvent, mais non nécesairement, sous la forme inductive. La notion universelle, qui n'est autre que le principe de causalité, informe l'esprit dès qu'il commence à penser; l'observation donne les faits, et le raisonnement est le produit d'un travail de la raison qui, du principe de causalité mis en rapport avec les faits observés, induit la cause et la loi particulière. Ces trois éléments sont également nécessaires; sans le premier, l'un des termes du rapport faisant défaut, il n'y a point de rapport possible; sans le second, c'est la matière même de l'acte qui manque, et, sans le troisième, c'est la conclusion. Ainsi en vain vous avez observé les faits et constaté qu'ils se passaient toujours d'une certaine façon; si vous ignorez qu'ils ont nécessairement une cause et une loi, vous êtes sans motif d'abord pour chercher ce dont vous n'avez nulle idée, sans droit ensuite pour rien induire; car la raison d'être de l'induction, c'est la notion que tout ce qui existe a une cause et est régi par une loi! Or, de ces trois éléments essentiels de la méthode expérimentale, la philosophie positive n'en admet qu'un seul, l'observation des faits, et par là elle la frappe d'une radicale impuissance. Les faits n'engendrent et ne peuvent engendrer que des faits, sans jamais donner autre chose; aussi ce que les positivistes appellent une loi, pour se

conformer au langage scientifique, n'est en réalité qu'un fait exprimant ce qui a été ou ce qui est, non ce qui doit être et ce qui sera. Une telle méthode n'est donc qu'un grossier empirisme, qui ne peut être d'aucun usage pour la science, et en arrêterait même tout développement ultérieur, si elle venait jamais à prévaloir. C'est ce que M. Mill reconnaît dans son dernier écrit, lorsqu'il accuse la philosophie de M. Comte de manquer de méthode, et c'est aussi ce que confirme et énonce M. Littré dans l'article de la *Revue des Deux Mondes*, qu'il a consacré à la défense de la doctrine de son maître. Écoutons-le parler : Après avoir reconnu qu'en effet la méthode expérimentale, telle que la comprend et l'applique l'école à laquelle il appartient, n'admet ni notion universelle, ni raisonnement, et repose sur la seule observation des faits, il croit la justifier suffisamment en disant que l'observation, c'est l'intuition, c'est la vue directe de l'objet, c'est l'évidence, et qu'on ne peut aller au delà de l'évidence. Non sans doute on ne peut aller au delà de l'évidence, mais l'objet que donne l'intuition, c'est le fait, et ici c'est la loi que l'on cherche. La science n'a pas pour but de donner seulement la connaissance du fait, mais encore et surtout celle de la loi. Or, pour connaître la loi, ou, si l'on veut, pour qualifier le fait, l'intuition ne suffit pas; pour voir la rose, c'est assez de la regarder ; pour prononcer qu'elle est belle, il faut autre chose, il faut avoir par devers soi l'attribut de beauté, et ensuite appliquer cet attribut à la rose. Ainsi, outre l'intuition du fait, il y a deux éléments qui doivent intervenir : la notion universelle et le raisonnement, et c'est parce que les positivistes repoussent ces deux derniers éléments, que leur méthode réduite à la seule intuition des faits demeure inféconde et stérile.

Cependant, si tel est le vice de la méthode d'Auguste Comte, on devrait croire que M. Stuart Mill, qui n'a pas craint de le dénoncer, a dû en préserver la sienne. Mais on est d'ordinaire plus clairvoyant quand il s'agit des autres que lorsqu'il s'agit de soi, et le penseur anglais, qui a si bien discerné par où manquait la méthode du chef du positivisme, ne s'est pas aperçu que celle qu'il propose et qu'il pratique encourt le même reproche. M. Mill, en effet, admet bien que la méthode expérimentale a pour base et pour raison d'être ce qu'il appelle le principe de causation, mais ce principe, tel qu'il le définit, n'a qu'une origine toute phénoménale et ne peut dès lors, comme l'intuition, atteindre que le fait. Il consiste en ceci : que tout phénomène a une cause phénoménale, en d'autres termes, que tout phénomène est précédé d'un autre phénomène qui le produit ; mais qui est-ce qui dit cela ? C'est l'expérience, et l'expérience seule, de telle sorte que, lorsqu'elle n'a pu encore atteindre le phénomène qui précède, celui qui suit n'a pas de cause ou du moins doit être

considéré comme n'en ayant pas, ainsi qu'il arrive, comme nous l'avons vu, pour le plus considérable de tous, l'univers, lequel, au dire de M. Mill, n'a pas de cause parce que l'expérience n'a point encore fait connaître le phénomène antérieur qui le produit. Le principe de causation ainsi compris n'a manifestement rien de commun avec la loi universelle de cause qui, loin de tirer son origine de l'expérience, la précède, la provoque et l'inspire, et qui est, par ce motif, le vrai fondement de la méthode inductive. Nous n'insistons pas ; il est évident que la méthode du positiviste anglais pèche par le même côté que celle d'Auguste Comte et ne peut donner comme elle que le fait, rien que le fait.

Une autre proposition du positivisme, c'est que la méthode expérimentale peut être appliquée aux sciences morales, comme elle l'a été aux sciences physiques, et qu'elle devra y donner les mêmes résultats. Nous avons déjà montré qu'il y avait là une grave méprise et que cette méthode, même comprise et pratiquée comme elle doit l'être, n'a pas et ne peut pas avoir une telle vertu. Dans le monde physique, l'application de la loi est immuable comme la loi elle-même, parce que l'agent qui l'applique étant fatal y obéit fatalement. L'expérience a appris que l'eau, chauffée à une certaine température, produit de la vapeur ; on en induit une loi qui reçoit toujours son application, car l'eau chauffée à la température indiquée ne peut pas ne pas produire de la vapeur. Dans le monde moral, au contraire, si la loi est immuable, l'application de la loi ne l'est pas, parce que l'agent étant libre peut y obéir ou n'y obéir pas. L'expérience a montré que dix hommes, que cent hommes, que mille hommes se sont tous comportés d'une certaine façon dans une même circonstance donnée, on en induit une loi, mais une loi qui ne reçoit pas nécessairement son application ; car, les hommes étant libres, il se peut que ceux qui suivront agissent tout autrement que les premiers. Il suit de là, non que la méthode expérimentale n'est pas applicable aux sciences morales, mais seulement qu'elle n'y est pas du même usage que dans les sciences physiques et n'y donne pas le même résultat, puisque l'induction qu'on en tire n'est qu'une présomption, au lieu d'être une certitude. Aussi comment les positivistes arrivent-ils à justifier leur proposition ? Nous l'avons vu, en supprimant le fait qui l'empêche d'être vraie, la liberté ! Ils nient Dieu et ils nient l'âme, c'est-à-dire tout ce qui est libre. Dès lors tout se simplifie et s'explique. Si les phénomènes spirituels sont nécessités comme le sont les phénomènes physiques, la même méthode leur doit être appliquée et rien ne s'oppose à ce que l'on arrive à connaître à l'avance la longue série des événements humains comme on connaît déjà celle des éclipses et des révolutions célestes ; rien, sinon le fait de la

iberté qui persiste malgré toutes les négations, et est de nature, nous le croyons, à déjouer longtemps tous les calculs de la science positiviste.

La doctrine qui sort d'un pareil enseignement, ou plutôt qui lui est adéquate, n'est autre que l'athéisme et le matérialisme. Ces dénominations sont dures, et on conçoit que ceux auxquels on les applique les veuillent repousser. Mais, à moins de changer la signification des mots, on ne saurait leur en substituer d'autres. Qu'est-ce en effet que l'athéisme, sinon la négation de la cause première? Et qu'est-ce que le matérialisme, sinon la négation de l'âme en tant que substance distincte du corps. Or nous avons vu que M. Mill, comme M. Comte, nie Dieu et nie l'âme ; l'un et l'autre professent donc la théorie que les philosophes ont de tout temps designée sous le nom d'athéisme et de matérialisme. Cependant qu'arrive-t-il lorsqu'on conclut à cette double négation? Il n'y a que deux partis à prendre : ou accepter le doute et le nihilisme comme l'état normal et la loi même de l'intelligence de l'homme, ou essayer de mettre quelque chose à la place de ce que l'on nie. C'est ce dernier parti que prennent les positivistes. Au Dieu personnel et vivant, que l'univers a toujours reconnu, ils entreprennent de substituer l'*immanence* des lois. Le mot est nouveau et a besoin d'être expliqué. On a beau faire, on ne peut pas ne point reconnaître qu'il y a de l'ordre dans le monde et des lois qui le régissent. Or d'où viennent cet ordre et ces lois? La raison et le bon sens de l'humanité ont toujours répondu qu'ils étaient l'œuvre d'un législateur, c'est-à-dire d'un être souverainement intelligent et souverainement puissant qui, les ayant conçus et voulus de toute éternité, les a réalisés dans le temps. Oui, mais précisément c'est ce législateur qui gêne et qu'on a résolu d'éliminer. Dès lors, pour expliquer l'existence des lois, il ne reste plus qu'à supposer qu'elles existent par elles-mêmes, et c'est ce qu'on appelle l'*immanence*. Il y a donc des lois existant par elles-mêmes, qui sont immanentes au monde et à l'humanité. Mais quoi! qu'est-ce qu'une chose, loi ou fait, existant par soi, et d'où vient une pareille notion? De l'expérience? Non assurément, l'expérience ne dit rien de semblable, elle nous montre au contraire que tout ce qui est existe en vertu, soit d'une cause libre qui le produit, soit d'un germe préexistant. Ce livre n'existait pas et une intelligence, c'est-à-dire une cause libre, l'a fait ce qu'il est ; ce chêne n'était pas, mais le gland d'où il est sorti préexistait. Bien mieux, si les positivistes nient Dieu, c'est, déclarent-ils, parce qu'ils ne peuvent comprendre un être existant par soi ; comment dès lors admettent-ils une loi qui existe par soi? Serait-ce qu'ils voient la loi et ne voient pas Dieu? Si c'est des yeux du corps qu'on veut parler, il est clair qu'ils ne voient pas plus la loi qu'ils ne

voient Dieu, si c'est des yeux de l'esprit, c'est alors à l'aide d'un travail de la raison qu'ils constatent son existence, et ce travail, nous avons montré que la raison ne le pouvait faire qu'à la condition d'admettre préalablement la notion de cause qu'ils font profession de nier. Ainsi l'immanence des lois n'est qu'une notion toute subjective, une entité abstraite, une sorte de *Deus ex machina* que, contrairement à leur méthode, les positivistes imaginent pour mettre à la place du Dieu véritable, qui, comme Dieu, existe par soi, qui, comme Dieu, échappe à l'action des sens, qui, comme Dieu, est incompréhensible, mais qui ne peut, comme lui, être démontré par la raison ; car l'un des éléments essentiels de la démonstration fait défaut. Et puis, de quel droit affirme-t-on qu'il y a de l'ordre et des lois dans l'univers? Comment le sait-on? Et d'abord qu'est-ce que l'ordre? L'ordre n'est assurément ni un être phénoménal, ni un fait sensible que donne l'expérience. Qu'est-ce donc? Une abstraction, une formule exprimant l'idée d'une force dirigée par une intelligence. Ainsi la vapeur est une force qui peut également exprimer l'ordre ou le désordre ; l'ordre, lorsqu'elle fait mouvoir la machine conformément au plan que s'est proposé l'inventeur, le désordre quand elle la meut dans un sens contraire. Le caractère essentiel de l'ordre est donc d'être voulu et réglé par une intelligence ; il n'y a pas d'ordre sans intelligence, et il y a de l'ordre partout où se révèle une intelligence. Les rocs abrupts qui couvrent les crêtes des hautes montages sont l'image du désordre et du chaos, parce que rien ne semble indiquer qu'une intelligence les ait ainsi disposés ; ces mêmes rocs taillés en statues ou en palais expriment l'ordre parce qu'alors ils dénoncent l'intelligence qui les a faits ce qu'ils sont. Lorsqu'on a découvert, il y a plusieurs années, en fouillant les entrailles de la terre, des fragments de pierre ayant la forme de haches, la critique en a aussitôt induit que l'homme, c'est-à-dire une intelligence, avait passé là, ce à quoi certes elle n'eût pas songé, si ces fragments avaient été informes et à l'état chaotique. On ne peut donc admettre l'ordre dans l'univers sans admettre une intelligence qui y préside, l'un ne se conçoit pas sans l'autre. Et il n'y a pas à dire que le monde est lui-même cette intelligence, car le monde ne se connaît pas et il ne se peut qu'une intelligence, en même temps qu'elle connaît les autres, ne se connaisse pas elle-même. Cependant, chose vraiment étrange et qui surprendrait, si en pareille matière rien pouvait surprendre! c'est de l'ordre même et des lois du monde mieux connus aujourd'hui, grâce aux progrès de la science, qu'on argumente pour nier l'intelligence qui les a voulus et qui les a faits.

Autrefois, à la bonne heure, dit-on, on ignorait les causes et les lois des phénomènes, il fallait bien avoir recours à une intervention

surnaturelle pour les expliquer. Mais aujourd'hui le mystère est percé à jour, on sait comment les choses se passent; Dieu dès lors est devenu une hypothèse entièrement inutile, dont le besoin ne se fait plus sentir, la science a pris sa place, qu'on ne lui enlèvera pas. Qui pourrait, par exemple, songer encore à voir dans la foudre la voix menaçante d'un Dieu irrité? ne sait-on pas qu'il n'y a là qu'un simple phénomène d'électricité, phénomène que le moindre des physiciens peut, quand bon lui semble, reproduire dans son cabinet? Tel est le langage que l'on tient, qui revient à dire que plus on connaît une œuvre, plus on en a pénétré les lois et l'économie intime, plus on est en droit de nier qu'elle ait une cause et une cause intelligente. La raison, il est vrai, parle autrement, elle enseigne au contraire que plus une œuvre révèle d'art et de sagesse, plus elle dénonce la présence et l'habileté de l'ouvrier. C'est sans doute se faire une idée grossière de l'être infini que de supposer qu'il s'agite et met sans cesse la main à l'œuvre pour produire les phénomènes dont le monde est le théâtre. Non, l'éternel géomètre ne procède pas ainsi : l'effort lui est inconnu, c'est par sa volonté qu'il a créé le monde, par sa volonté qu'il le conserve, par sa volonté aussi qu'il suspend parfois l'accomplissement des lois qu'il lui a données, pour mieux manifester sa présence et montrer que c'est lui et non une fatalité aveugle qui les gouverne. Loin donc d'avoir rendu Dieu inutile, les progrès de la science n'ont fait qu'en démontrer davantage la nécessité, s'il est permis de parler de la sorte. Quand on ignorait la cause et la loi des phénomènes, de celui de la foudre entre autres, on pouvait les attribuer au hasard aussi bien au moins qu'à une puissance surnaturelle, on ne le peut plus aujourd'hui, que la cause et la loi sont connues; toute loi, par cela seul qu'elle est une loi, dénonce un législateur, c'est-à-dire une cause intelligente qui l'a faite.

Croire en un être infini existant par soi, qui a créé l'univers avec ses lois, c'est sans doute croire en un mystère qui dépasse les conceptions de la raison et les données de l'expérience, mais ce mystère une fois admis, explique le monde et élimine un autre mystère, lequel ne dépasse pas seulement, mais encore contredit les conceptions de la raison, et de plus n'explique rien, à savoir que le monde existe par soi, sans cause qui l'ait produit. Dès lors, entre une notion qui lui explique le monde, en dépassant ses conceptions, mais sans les contredire, et une autre notion qui les dépasse et les contredit sans lui rien expliquer, la raison ne peut hésiter. Quelque parti qu'on prenne, en effet, qu'on affirme Dieu, qu'on le nie ou qu'on reste dans le doute, on ne peut échapper au mystère; le mystère est, quoi qu'on fasse, à la racine de toute chose, il n'est pas de vérité, pas de proposition, pas d'hypothèse qui n'ait son fondement premier

dans le mystère. Le doute aussi est un mystère et le plus poignant de tous, car il contredit le plus noble des attributs de la nature humaine, qui est de croire et d'aimer. Cela ne veut pas dire assurément que tout mystère doive être admis, mais seulement qu'une proposition ne peut être rejetée par ce seul motif qu'elle a son point de départ dans le mystère, et que nier Dieu, parce qu'on ne peut le comprendre, c'est montrer que l'on ignore ce que c'est que l'homme et de quelle sorte de connaissance il est capable.

Cependant on insiste et on dit : Nous l'accordons, le mystère est au fond de tout; aussi ce n'est point parce que nous ne le comprenons pas, mais parce que nous ne le voyons pas que nous nous refusons de croire en Dieu. Comment, en effet, essayez-vous de nous prouver son existence? Vous posez des principes abstraits et vous en tirez des conséquences également abstraites; en un mot, vous faites de la logique, de la science peut-être, mais de la science subjective qui est, ou peut être chaque jour contestée. Or nous n'admettons que ce qui est objectif, en d'autres termes ce qui est sensible, et Dieu échappe entièrement à l'action des sens, c'est pourquoi nous n'y croyons pas. Mais est-ce que par hasard, avons-nous déjà répondu, vous voyez les lois dont vous parlez, la distinction entre l'objectif et le subjectif dont vous argumentez, le raisonnement que vous faites pour essayer de justifier votre négation? Non, vous ne voyez rien de tout cela, car tout cela ce sont des principes abstraits, des inductions et des démonstrations, de la logique, de la science subjective enfin, d'où il suit que pour nier le subjectif, c'est sur le subjectif que vous êtes contraints de placer votre point de départ[1].

Aussi, pour peu que vous y mettiez de la franchise, vous devez reconnaître que votre méthode vous autorise bien à affirmer l'existence des phénomènes que vous voyez, que vous touchez, que vous sentez, mais non à aller au delà ; et que vous l'outre-passez lorsque vous prétendez en induire des lois, car encore une fois ces lois vous ne les voyez pas et votre méthode ne vous permet de croire qu'à ce que vous voyez. Ceci ne s'applique pas en tout point à M. Mill, qui ne professe pas un si superbe dédain pour la science logique ; mais il doit néanmoins en prendre sa part, car il arrive aux mêmes conclusions, et comme M. Comte refuse de reconnaître l'existence d'une cause première parce qu'il ne la voit pas de ses yeux et ne la touche pas de ses mains. Il est vrai que dans ces derniers temps il s'est montré moins affirmatif, et a admis la conciliation possible de la doctrine positiviste avec la croyance en Dieu et l'ordre surnaturel,

[1] Nous n'admettons pas que la logique soit purement subjective ; elle est objective aussi. Mais nous parlons ici le langage positiviste.

mais c'est là une de ces concessions qui, logiquement du moins, ne peuvent satisfaire personne. Vous vous méprenez entièrement, lui a tout d'abord remontré M. Littré, sur le vrai caractère de la doctrine que nous professons en commun; le dogme de l'existence de Dieu est au contraire absolument inconciliable avec le positivisme; Dieu est la thèse, le positivisme l'antithèse ; le principe essentiel de la nouvelle philosophie est qu'il n'y a de réel que les phénomènes extérieurs et sensibles. Or Dieu, en supposant qu'il existe, ne tombe pas sous les sens, par conséquent il ne peut être connu. D'un autre côté, les spiritualistes seraient en droit de représenter à M. Mill que l'existence de Dieu n'est pas une de ces vérités que l'on peut indifféremment admettre ou rejeter. Dieu est le principe et la fin de toute chose, il est et ne peut pas ne pas être, et c'est le nier que de le déclarer possible seulement.

Arrivons à la morale. La morale est la pierre de touche de la doctrine ; l'esprit le plus ferme ne peut, sous peine d'éblouissement et de vertige, se tenir longtemps sur les hauteurs de la pensée abstraite. Il lui faut, lorsqu'il a saisi ce qu'il cherchait, redescendre et toucher terre afin de mettre l'idée à l'épreuve du fait; en d'autres termes, pour atteindre au vrai et s'y maintenir, il ne suffit pas de spéculer et d'abstraire, il faut encore expérimenter, et de tous les modes d'expérimentation, le meilleur et le plus sûr, c'est la morale. La morale, nous l'avons dit, a son principe et sa fin dans la loi du juste qui est une notion universelle et primordiale que rien ne précède. L'expérience l'éclaire et la précise, mais elle ne la donne pas, car où la prendrait-elle? Dans les faits? Cela ne peut être, puisque ce sont les faits qu'elle doit régler. Pour juger il faut un terme de comparaison, et il est évident qu'on ne peut prononcer qu'un fait est juste ou qu'il ne l'est pas, si on ne sait préalablement ce que c'est que le juste. Nous disons donc que le plus sûr critérium d'une doctrine, c'est la morale qu'elle enseigne, et surtout les moyens qu'elle fournit de la mettre en pratique. Or, on sait ce que propose à cet égard la philosophie positive; ne connaissant rien d'antérieur aux faits, elle ne peut admettre la notion universelle du juste qui les précède nécessairement, et par suite ce n'est pas dans le juste, mais dans l'utile qu'elle place le principe de la morale, et, en faisant ainsi, elle est conséquente avec sa méthode. L'utile est un fait très-complexe sans doute et parfois très-difficile à détermi-

ner, mais enfin c'est un fait que l'expérience seule suffit à donner. L'utile peut être envisagé à deux points de vue différents, au point de vue individuel et au point de vue général ; dans le premier cas, l'individu, si la passion ne parle pas trop haut, arrive sans beaucoup d'efforts à constater ce qui lui profite et ce qui lui nuit. Dans le second cas, au contraire, les difficultés se présentent en foule ; d'abord l'utile social se compose d'éléments si divers, souvent même si contraires, que les plus sagaces ne peuvent discerner où il est ; en second lieu, l'utile social peut être en opposition avec l'utile individuel, et alors on demande qui prononcera entre les deux. Ce n'est point la loi du juste, car on suppose qu'elle n'est pas encore connue ; ce ne peut être dès lors que celle de la force. La force de tous en effet étant plus grande que la force d'un seul, l'expérience ne tarde pas à révéler à l'individu qu'il est de son intérêt de céder à la force supérieure du nombre, plutôt que d'entreprendre de lutter contre elle. D'où il suit, lorsqu'on considère les choses de près, que le principe de l'utilité générale n'est encore que celui de l'utilité particulière bien entendue. Ainsi l'utile, soit général, soit particulier, est un fait et un fait considérable, mais un fait seulement, non une loi et ne peut être dès lors le principe de la morale, puisque loin d'être une règle de conduite, c'est lui au contraire qui a besion d'être réglé et contenu dans de justes bornes par un principe supérieur.

La philosophie positive n'a donc pas de morale, pas de règle, pas de loi supérieure à laquelle tout soit soumis, et dont nul ne puisse transgresser les prescriptions. Elle n'a qu'une certaine manière de se conduire, que l'expérience lui révèle, et qui varie sans cesse selon les temps et selon les lieux. Cependant les disciples de cette philosophie sont loin d'accorder qu'il en soit ainsi, et prétendent au contraire que le principe de l'utilité générale est le vrai fondement de la morale, et même, car l'audace ne leur manque pas, d'une morale bien supérieure à celle du spiritualisme, parce que, d'après eux, elle serait plus désintéressée. Vous autres spiritualistes, disent-ils, c'est M. Littré surtout qui parle ainsi, vous ne faites rien qu'en vue des récompenses qu'on vous promet dans l'autre vie, votre vertu au fond n'est qu'un calcul et un savant égoïsme. Nous, au contraire, nous ne tenons compte que de l'intérêt général et nous servons la cause de l'humanité avec un désintéressement entier, car nous espérons peu en ce monde, et rien dans l'autre qui pour nous n'existe pas. Mais comment prendre au sérieux une pareille argumentation ? Et d'abord un égoïsme qui sait si bien se contenir, et attendre si patiemment qu'on lui donne satisfaction, n'est pas très-redoutable ; il serait même à désirer qu'il y en eût beaucoup de cette sorte ;

le monde profiterait du dévouement sans pouvoir soupçonner le calcul autrement que par voie de conjecture. Ensuite on montre qu'on ignore entièrement ce que c'est que la morale spiritualiste, lorsqu'on suppose qu'elle a un pareil sentiment pour mobile. La morale, avons-nous dit, a son fondement et sa fin dans la loi du juste. Elle a ainsi sa raison d'être en elle-même, et, considérée dans son essence, elle est indépendante de tout enseignement dogmatique, soit philosophique, soit religieux. Mais il n'en est plus de même quand on l'envisage dans son application. Autre chose est de connaître la loi du juste, autre chose est de la mettre en pratique. L'homme a en lui deux penchants, l'un qui l'incite au bien, l'autre qui le porte au mal, et, sans décider lequel est le plus fort, il est certain du moins qu'il lui faut beaucoup lutter pour obéir au premier et triompher du second ; l'homme donc a besoin d'un appui extérieur, et cet appui, il le trouve dans une doctrine qui lui enseigne pourquoi il doit être juste, et comment il le peut être. Or quelle doctrine remplit mieux cet office que la doctrine spiritualiste et surtout que la doctrine chrétienne ? Le juste, le bien, c'est Dieu ; aimer Dieu est la fin de l'homme. S'il atteint cette fin, il est heureux, malheureux s'il ne l'atteint pas, et il ne l'atteint qu'en subordonnant sa volonté à celle de l'objet aimé, de Dieu. Voilà, en quelques mots, ce qu'enseigne le christianisme, et de quelle manière il aide l'homme à mettre la morale en pratique. Mais, objecte-t-on, ce n'est pas dans un but désintéressé, c'est pour être heureux dans la vie à venir, que l'homme fait le bien, aime Dieu ; oui sans doute l'homme veut être heureux, et il le veut invinciblement, dit Bossuet. Le bonheur est la loi comme le besoin de sa nature, mais lorsqu'il le cherche dans l'amour du bien suprême, comme le renoncement au profit de l'objet aimé est la première condition de l'amour, il faut bien reconnaître que c'est l'abnégation et non l'égoïsme qui est le principe et le mobile de son acte. Que si au contraire nous nous tournons du côté de la doctrine positiviste, que trouvons-nous ? Cette doctrine, nous l'accordons, n'empêche pas l'homme d'obéir aux bons penchants de sa nature et de faire le bien si celle-ci l'y invite, mais elle ne lui vient pas en aide et elle l'abandonne à sa propre faiblesse. La seule fin qu'elle lui propose, c'est l'utilité générale, et l'utilité générale se ramène en fait, nous l'avons montré, à l'utilité particulière ou autrement à l'intérêt bien entendu, lequel, lorsqu'on fait abstraction de la vie future, conseille le mal plus souvent encore que le bien.

Au surplus, les positivistes comprennent si bien l'insuffisance de la morale de l'utilité générale, qu'ils essayent de lui substituer ou plutôt de lui adjoindre l'amour de l'humanité. Mais quand ils font ainsi, ils excèdent ou même ils contredisent leur méthode. L'amour,

qu'il s'applique à Dieu ou à l'homme, est un phénomène essentiellement subjectif, et ils font profession de ne rien admettre de ce qui est subjectif. Ils ne peuvent donc, sans mentir à leurs principes, faire de l'amour de l'humanité le fondement de la morale. Et puis, d'ailleurs, pourquoi aimer l'humanité? Le christianisme, il est vrai, nous enseigne que l'humanité est une grande famille dont les membres sont issus d'un même père et se doivent dès lors un fraternel amour, mais précisément les positivistes nient qu'il en soit ainsi. L'humanité n'est à leurs yeux, au contraire, qu'une collection d'êtres disparates dont l'origine est entièrement inconnue et dont les conditions d'existence sont si différentes qu'on a peine à saisir le lien qui les unit, s'il y en a un. L'homme n'est pour eux qu'un animal un peu mieux doué que les autres, qui n'a été longtemps, enseigne M. About, qu'un sous-officier d'avenir dans la grande armée des singes et n'y est devenu général qu'en passant par tous les grades, et encore cela n'est vrai que pour une portion de l'humanité, car il n'est que trop certain que beaucoup ne sont encore que sous-officiers dans la susdite armée. Si telle est l'humanité, on demande comment et pourquoi il faut l'aimer. Est-ce d'abord de l'humanité tout entière ou de la portion supérieure qu'il s'agit? Il m'importe au plus haut degré d'être édifié sur ce point. Dans le premier cas, il faut me donner les moyens de distinguer nettement l'homme de l'animal, le sauvage de l'Océanie du gorille ou de l'orang-outang, car je ne veux pas être exposé à les traiter de la même façon, à manger sans scrupule de la chair de l'un, tandis que je dois rigoureusement m'abstenir de celle de l'autre. Dans le second cas, il n'est pas moins essentiel de déterminer quelle est la portion supérieure de l'humanité, afin que je sache sur quelles races doit porter exclusivement mon affection, et puis enfin, en supposant que je sois suffisamment fixé à cet égard, et que l'élite seule de l'humanité soit proposée à mon amour, je demande pourquoi j'aimerais des êtres que je n'ai jamais vus, que je ne verrai jamais, qui sont sans rapport aucun avec moi, pas même celui d'une commune origine. N'est-il pas évident que l'on exige de l'homme plus qu'il ne peut donner, lorsqu'on veut qu'il aime un objet inconnu ou tout au moins si mal déterminé qu'on ne sait où et comment le saisir, et non-seulement qu'il l'aime, mais qu'il lui sacrifie tout, son intérêt, ses penchants, son bien-être, sa vie même. Qu'arrive-t-il cependant et que doit-il arriver quand on procède de la sorte? C'est que l'homme, renonçant à poursuivre une fin impossible, demeure abandonné sans guide et sans soutien à son infirmité native.

On voit que la doctrine positive, sous quelque point de vue qu'on l'envisage, n'a point de morale, car la seule dont elle puisse légiti-

mement se prévaloir, celle de l'utile, n'est pas et ne peut être une morale dans la véritable acception du mot. Une morale est une règle de conduite et l'utile est un fait, c'est-à-dire non ce qui règle, mais ce qui doit être réglé, un fait légitime sans doute et qui tient une grande place dans la pratique de la vie, mais le fait aussi contre lequel la vraie morale conseille le plus de se mettre en garde, car c'est celui aux séductions duquel il est le plus difficile de résister.

Mais ce n'est pas tout, la philosophie positive ne manque pas seulement de morale, elle sape par la base le principe même de la morale en niant le libre arbitre qui en est la condition première. Il n'y a pas plus de morale sans libre arbitre que de libre arbitre sans morale; l'une ne se conçoit pas sans l'autre. L'homme n'est responsable que parce qu'il est libre; s'il n'est pas libre, on ne peut lui demander compte d'aucun de ses actes. Dès lors toute distinction entre le vice et la vertu disparaît. Que celui-ci fasse le bien et celui-là le mal, que l'un cultive la science et que l'autre demeure dans l'ignorance, il n'importe; ils ne sont tous que les rouages différents d'une immense machine dont nul ne possède le secret. En vain M. Mill essaye d'atténuer les conséquences d'une si honteuse doctrine en énonçant que si, considérés dans leur ensemble, les actes humains sont nécessités, ils sont libres dans le détail et au moment où chacun les accomplit. Nous avons montré que c'est là un langage dérisoire qui ne peut faire illusion à personne et a pour but seulement de tenter d'expliquer comment l'homme peut se croire libre dans la détermination de ses actes, quoiqu'il soit dans la réalité le jouet d'une fatalité aveugle.

Après avoir ainsi apprécié dans leur ensemble les principes généraux de la doctrine positiviste et déroulé les conséquences qui en découlent, il nous sera facile, ce semble, de juger l'œuvre particulière dont nous avons entrepris de rendre compte et de la caractériser en quelques mots. A la fois métaphysicien, économiste et publiciste, M. Stuart Mill s'est acquis, à ces deux derniers titres, une grande et légitime renommée. Ce n'est pas qu'il ait fait faire à la science un de ces pas en avant dont elle garde la trace; mais, esprit sincère et sagace, il jette la lumière sur les questions qu'il traite par la méthode et le soin qu'il y apporte. Sous le rapport métaphysique, au contraire, et c'est sous celui-là surtout que nous l'avons envisagé ici, il est loin d'avoir droit aux mêmes éloges; il ne perd pas sans doute sur ce terrain toutes les qualités de son esprit, mais il s'y égare de la manière la plus grave et la plus regrettable. Sa philosophie a, nous l'avons vu, les rapports les plus étroits avec celle d'Auguste Comte, dont elle s'est d'abord inspirée. Elle a la même prétention de n'admettre que des vérités dites positives; elle place, comme elle, dans les faits seuls le principe de la connaissance; elle nie également les

notions universelles; enfin, elle conclut, comme elle, qu'on ne peut affirmer ni l'existence de Dieu ni celle de l'âme, parce qu'on ne les voit pas; elle a donc, comme elle aussi, tous les caractères d'une philosophie matérialiste. Mais en même temps on doit reconnaître, pour être juste, qu'elle ne mérite pas au même degré une telle qualification. On se rappelle que M. Mill affirme très-explicitement la réalité des phénomènes spirituels, et que c'est sur la psychologie et non sur la physiologie, comme le veut le fondateur du positivisme, qu'il entend édifier la science. C'est là assurément une différence considérable, puisque la psychologie est la vraie méthode du spiritualisme et qu'il n'aurait eu qu'à y rester fidèle pour éviter les erreurs dans lesquelles il est tombé. Mais ce n'est pas tout; tandis que le principal disciple de M. Auguste Comte, M. Littré, proclame que Dieu est la thèse et le positivisme l'antithèse, M. Mill déclare, au contraire, que le positivisme tel qu'il le comprend n'a rien d'inconciliable avec Dieu et l'ordre surnaturel. Il est évident dès lors que les intentions au moins sont tout autres et qu'il serait injuste de confondre les deux enseignements. Ces intentions sans doute et ces tendances ne suffisent pas pour changer le caractère de la doctrine, mais elles font qu'on ne doit pas se hâter de rien prononcer sur elle de définitif, car elles montrent que l'auteur n'a pas encore dit son dernier mot, et il est d'autant plus permis d'espérer qu'il ne s'arrêtera pas dans la voie nouvelle et meilleure où il est entré, qu'il n'a, nous le répétons, qu'à tirer de la méthode psychologique, qui est la sienne, les conséquences qu'elle renferme pour rompre avec la doctrine de la sensation et conclure aux grandes et solides vérités du spiritualisme.

V. de Chalambert.

LA NOUVELLE ALLEMAGNE

ET LES INTÉRÊTS CATHOLIQUES

Après la bataille de Sadowa et le traité de Prague, les catholiques comme les protestants allemands ont cherché à déterminer la valeur de ces changements pour les diverses confessions qui se disputent l'Allemagne. La presse quotidienne hasarda quelques réponses, et, la première, la *Gazette postale d'Augsbourg* (*Augsbürger Post-Zeitung*) fit entendre des réflexions justes et calmes. Quelques mois après, l'évêque de Mayence, Mgr le baron de Ketteler, publiait un ouvrage intitulé *Deutschland nach dem Kriege von* 1866 (l'Allemagne après la guerre de 1866). L'influence de Mgr Ketteler sur les catholiques d'outre-Rhin et le rare talent de publiciste dont il a déjà donné des preuves, ont fait de la publication de ce livre un événement, et quoiqu'il renfermât surtout des considérations politiques, il a eu aussi, à cause de la position de l'auteur, une haute portée religieuse. Presque en même temps paraissait à Munich une brochure qui a été très-remarquée dans le sud de l'Allemagne ; elle était écrite, sans nom d'auteur, en forme de lettre publique adressée à l'archevêque de Munich : *Offenes Sendschreiben an S. Excellenz den hochwürdigsten Herrn Erzbischof von München-Freising*. Autour de ces deux derniers ouvrages s'éleva une polémique qui a permis de voir plus clair dans la situation. L'ouvrage de Mgr Ketteler a été critiqué avec une indépendance et un bon sens remarquable par un organe de la presse catholique dans le Würtemberg, le *Journal du Peuple* (*Deutsches Volksblatt*).

C'est en nous fondant sur ces documents, et après avoir suivi et analysé les raisonnements établis en faveur des deux thèses opposées que nous chercherons à nous rendre compte de l'état des

choses, sans parti pris et avec le seul désir d'arriver à un jugement équitable.

L'auteur de la lettre à l'archevêque de Munich regarde les annexions prussiennes comme un bonheur pour le catholicisme ; pour Mgr Ketteler, après avoir énergiquement protesté contre la manière dont la Prusse avait agi pour gagner ces victoires et obtenir ces annexions, il semble pencher vers ce sentiment et vers cette conclusion que de ce triste début il sortira, sans que la politique ait voulu ou cherché ce résultat, un état de choses meilleur pour le catholicisme.

Ce sentiment paraît juste quand on ne considère que l'avantage immédiat du catholicisme.

Sans excepter l'Autriche, il n'est pas de pays en Allemagne où les caholiques soient plus libres que dans la Prusse, et c'est justice d'ajouter que les meilleurs catholiques allemands sont les catholiques prussiens.

Les catholiques français s'estimeraient heureux si on leur accordait les libertés qui sont assurées aux catholiques prussiens par les articles 12, 13, 14, 15, 16, 22, 24, 25, 26 et 36 de la constitution en vigueur dans le royaume de Prusse. L'article 36 qui assure la liberté d'association serait à lui seul un bienfait inestimable pour nous. Le roi de Prusse Frédéric-Guillaume IV, auteur de cette constitution, a toujours fait preuve d'un esprit bienveillant vis-à-vis des catholiques de son royaume et il leur a fait oublier les mauvais jours de la persécution organisée par Frédéric-Guillaume III contre l'archevêque de Cologne et l'évêque de Breslau.

Les congrégations religieuses d'hommes, en particulier la Compagnie de Jésus, ont libre accès en Prusse et peuvent s'y établir là où elles veulent ; six cent cinquante-huit jésuites exerçaient avant la guerre de Sadowa les fonctions du saint ministère en Prusse, quatorze jésuites ont servi d'aumôniers aux régiments polonais, westphaliens et rhénans qui ont marché dans la dernière guerre.

Que d'excellents livres d'apologétique catholique sortent des universités de Bonn et de Breslau !

Münster a été une pépinière d'instituteurs catholiques et rien n'est en vérité plus respectable que la foi, la fermeté, la persévérance et le prosélytisme prudent des minorités catholiques du nord-ouest de l'ancienne Prusse. On dirait que la vie religieuse dans toutes ces provinces a une histoire parallèle à celle du plus grand monument qu'elle a inspiré, à celle de la cathédrale de Cologne. Elle a refleuri presque à la même époque où la vieille basilique était restaurée et continuée avec une royale libéralité.

La ligne de conduite du gouvenement prussien, vis-à-vis des catholiques, paraît encore plus digne d'éloge, quand on la compare à

celle qui est suivie par les petits gouvernements de l'Allemagne du Nord et du Sud.

On se souvient du singulier procès qui a occupé quelques séances de l'ancienne Confédération germanique. Un gentilhomme du Mecklembourg s'étant converti au catholicisme avait pris un prêtre catholique dans son château ; le gouvernement grand-ducal, sans égard pour le respect dû au foyer domestique, a exigé que ce prêtre fût éloigné et sortît du duché.

Les assemblées provinciales du Holstein, exclusivemect composées de protestants, ont montré la même intolérance envers les catholiques du duché ; il suffit de rappeler les conclusions si sévères contre les ordres religieux de celle qui se tint, il y a quelques années à Itzéhoé.

Hambourg est le pays classique de cette même intolérance contre les catholiques.

La révolution de 1849 n'a rien appris au gouvernement badois ; le grand-duc était à peine remonté sur son trône, grâce à l'appui des baïonnettes prussiennes, que la persécution recommençait contre les catholiques, qui forment après tout la majorité de la population du grand-duché. C'était sans doute pour les récompenser d'avoir résisté au mouvement démagogique de 49 et parce qu'ils avaient pendant la tourmente prêché aux insurgés le respect et l'obéissance dus au pouvoir légitime. L'archevêque de Fribourg a résisté avec une fermeté qui a fait l'admiration de toute l'Europe, et, malgré ses quatre-vingt-seize ans et ses soixante-dix ans de prêtrise, il lutte encore avec une ardeur qui ne se lasse pas contre les empiétements incessants des avocats de Carlsruhe.

Le sénat de Francfort, qui donnait asile dans la vieille cité impériale à tous les écrivains éhontés de l'Allemagne, à tous les écrivains compromis pour les motifs les moins honnêtes, refusait cet asile à la sœur de charité qui ne demandait qu'à consacrer sa jeunesse et ses forces à soigner, pour l'amour de Jésus-Christ, les pauvres dans les hôpitaux.

Toutes ces mesures sont des taches pour des gouvernements et des assemblées protestantes, mais que dire quand des gouvernements et des assemblées catholiques en votent d'aussi iniques contre les libertés de leur propre Église? C'est le triste spectacle que présente la Bavière depuis plusieurs années. Les feuilles historiques et politiques de Munich — *Historisch politische Blätter* — portaient, il y a quelques semaines, un jugement très-sévère sur le roi Maximilien II et lui attribuaient en très-grande partie la position désespérée où se trouve le royaume des Wittelbach. Jamais prince, animé de bonnes intentions, ne s'est aveuglé au point où l'a été le feu roi de Bavière.

Voulant réagir contre la politique qui avait dominé en Bavière sous le roi Louis son père avec le ministère Abel, il s'était jeté dans les bras des ennemis de l'Église et appelait de Berlin, pour son université de Munich, des professeurs protestants et plus ou moins ennemis du christianisme révélé, tandis qu'il persécutait l'illustre catholique Windischmann. — Les indignes procédés du ministre Koch contre l'évêque de Spire et l'affaire récente des jésuites de Ratisbonne ont montré que la franc-maçonnerie n'a pas perdu le pouvoir en Bavière à la mort de ce malheureux prince.

Nul n'a meilleure volonté que le roi Jean de Saxe et nul n'a plus de respect pour les droits de la conscience de ses sujets que ce souverain ; mais il a à compter avec l'intolérance des protestants saxons qui se fait parfois jour avec une énergie digne des temps de Luther. Il y a quelques années, on éleva dans la chapelle de la cour, à Dresde, un autel dédié à saint François-Xavier ; le fait était bien simple, mais les ministres luthériens y voulurent voir un indice grave et une menace contre leur Église. Saint François-Xavier ayant évangélisé les Indes et ayant appartenu à la Compagnie de Jésus, on en concluait que le roi allait faire évangéliser par les jésuites son royaume de Saxe. Il fallut changer le nom de l'autel.

La Hesse électorale a été de tout temps livrée aux caprices de ses princes pour tout ce qui regarde les droits de la vie civile comme pour ceux de la conscience chrétienne et catholique.

En entrant dans les terres que la victoire lui ouvrait, la Prusse a apporté avec elle la liberté religieuse ; on a vu arriver à la suite de ses armées la sœur de charité, la sœur des écoles catholiques, et le missionnaire libre d'annoncer la parole de Dieu. L'apostat Ronge, qui sait que la police prussienne permet la discussion religieuse mais défend l'injure, s'est échappé de Francfort à la vue du drapeau prussien et est venu établir à Mannheim la rédaction de son journal et de ses blasphèmes.

En 1866, la Prusse a fait partout, dans ses provinces nouvellement annexées, ce qu'elle fit en 1849 dans le grand-duché de Bade. Entré sur le territoire Badois, pour soumettre les insurgés, le général prussien de Schrekenstein, permit aussitôt aux jésuites d'établir des missions. Jusque-là les catholiques badois avaient dû traverser le Rhin et venir en Alsace, sur le territoire français, quand ils avaient voulu entendre les missionnaires.

Il y aurait injustice à contester la portée de ce parallèle tout en faveur du gouvernement prussien ; on peut discuter les motifs qui ont fait agir ainsi les ministres du roi de Prusse, et c'est ce que nous ferons plus loin ; mais les faits n'en sont pas moins certains et s'imposent au respect des catholiques. Quand on les a présents à la mé-

moire, on peut s'expliquer en partie l'argumentation de l'évêque de Mayence, de même que quelques passages d'une lettre pastorale de l'évêque de Hildelsheim et d'une lettre de l'évêque de Fulda au roi Guillaume Ier.

Mais au sujet de ces victoires et des annexions de la Prusse, plusieurs catholiques allemands ont fait entendre au contraire de graves et sérieux avertissements dignes d'attirer l'attention de quiconque s'intéresse à l'avenir religieux de l'Allemagne.

En 1849, a-t-on dit, après le triste résultat de la réunion des députés allemands dans la Paulkirche de Francfort, la franc-maçonnerie germanique acquit la conviction que si les projets d'hégémonie prussienne avaient échoué, c'était à l'attitude des populations catholiques et à l'énergie de leurs représentants à l'assemblée nationale qu'on le devait. On organisa alors pour l'avenir un plan de conduite qui ne manque certes ni de sagacité ni de profondeur.

La Prusse devait accorder aux catholiques tout ce qu'elle pouvait leur donner, et leur faire oublier les imprudences de Frédéric-Guillaume III. Il fallait au contraire organiser dans les petits États allemands une persécution lente et sourde contre les catholiques, confisquer le plus possible leurs droits, paralyser au moyen de la bureaucratie les libertés que l'on ne pouvait leur enlever. Le résultat de cette manœuvre devait être de désaffectionner les populations de toutes ces petites dynasties et de leur montrer l'agrandissement de la Prusse comme un avantage pour le catholicisme.

Pour mieux comprendre cette manœuvre, il suffit de se rappeler que le roi de Prusse est le grand-maître de la franc-maçonnerie allemande, il faut surtout avoir vu à l'œuvre, de l'autre côté du Rhin, cette franc-maçonnerie active, audacieuse, occupant partout les ministères, et donnant partout le mot d'ordre.

Cette explication, il faut l'avouer, répand une singulière clarté sur l'histoire de l'Allemagne depuis 1850, et seule elle rend compte de bien des faits en apparence inexplicables.

Il est notoire, par exemple, que les ministres du grand-duc de Bade, se conforment avec beaucoup de complaisance aux instructions qui leur sont données de Berlin et qu'ils n'agissent que d'après ces ordres, même quand on fait semblant de se tirer des coups de fusil à la frontière, comment expliquer alors que la Prusse laisse chez ce vassal à peu près médiatisé, l'Église catholique dans une situation si précaire, toujours arrêtée, toujours gênée dans l'exercice de ses droits les plus incontestables, tandis que le gouvernement prussien est plein d'égards pour les droits de cette même Église sur le territoire de la monarchie? Comment expliquer ce fait sinon en disant que l'on veut habituer les catholiques badois à l'idée d'une annexion

pure et simple avec la monarchie des Hohenzollern. Mais, s'il en est ainsi, qui croira que c'est pour la plus grande gloire et pour l'extension de la religion catholique que travaillent tous ces francs-maçons? Dieu peut se servir de tout et même d'eux pour la propagation du *Regnum Dei* prêché par Notre-Seigneur Jésus-Christ, mais n'est-il pas évident que l'on ne doit pas ici, à cause de quelques avantages transitoires, s'endormir sur les graves complications qui se cachent peut-être dans l'avenir ?

La Prusse est par essence un état protestant ; quand les électeurs de Brandebourg prirent en 1701, avec la permission de l'empereur d'Allemagne, le titre de rois en Prusse, le pape comprit ce que cet avénement signifiait. C'était l'émancipation politique du *corpus evangelicorum*, le plan de Gustave-Adolphe reparaissant avec une dynastie allemande pleine d'ambition, sachant profiter de toutes les circonstances pour se préparer un grand rôle. Le pape protesta énergiquement.

A travers bien des vicissitudes, les Hohenzollern n'ont jamais oublié que le protestantisme est la raison d'être et la base la plus solide de leur puissance. Quand Frédéric II s'empara de la Saxe, il répétait aux paysans qu'il n'était venu que pour les délivrer du joug de Rome et de celui de l'Autriche. On sait qu'il appuya ses mensonges au moyen de brefs apostoliques frauduleusement fabriqués et par des procédés qui auraient fait condamner aux galères un simple citoyen. Malgré toute sa bienveillance, Frédéric-Guillaume IV s'est toujours retrouvé protestant et protestant zélé dans toutes les circonstances décisives.

Si le mouvement ascensionnel du catholicisme se continue en Angleterre et en Hollande, la Prusse sera bientôt la seule grande puissance protestante en Europe. Dans ses jours de crise et de malheur, si elle en avait à traverser, on peut être assuré qu'elle saura utiliser cette circonstance pour se proclamer le seul représentant de la conscience religieuse affranchie ; de même que la Russie peut faire appel au monde slave au nom de l'orthodoxie grecque, de même la Prusse peut toujours se servir des noms de Luther et de Mélanchthon pour remuer le centre et le nord de la Germanie.

Quoiqu'elle ait compromis gravement le protestantisme en croyant le sauver et le métamorphoser par l'édit d'union de 1817, elle lui a cependant laissé assez de force et de vitalité pour pouvoir lui demander asile dans un moment de crise; elle accepterait alors ce programme qu'un honnête protestant M. de Gerlach lui a souvent proposé, et grâce à la haine vivace des protestants de l'Allemagne du Nord contre Rome, cet asile ne lui sera jamais refusé.

Dans la position où se trouve l'Église, dénuée de toute puissance

extérieure et temporelle, elle ne peut trouver de meilleure garantie pour être sûre que ses droits et ses libertés seront sauvegardés que quand elle voit les droits et les libertés de la vie civile maintenus et respectés par le pouvoir. En Prusse beaucoup de ces libertés civiles ont été foulées aux pieds ; malgré l'opposition et la résistance du peuple, le gouvernement prussien a passé outre. D'amères expériences, qui ne datent que de notre histoire contemporaine, nous ont prouvé qu'il est bien imprudent de dire : L'essentiel est que l'Église jouisse de sa liberté, les autres viendront à la suite. C'est trop souvent le contraire qui a lieu, au bout de quelque temps la liberté de l'Église a le même sort que les libertés civiles.

Un constitution a peu de valeur dans notre siècle si agité; celle qui dure le plus suffit à peine à régler les rapports politiques d'une génération. Aussi ne faut-il pas attacher une valeur démesurée à celle du roi Frédéric-Guillaume IV. On pourrait plutôt en appeler, pour se rassurer sur l'avenir, à ce respect pour la conscience religieuse et pour ses droits qui grandit, malgré quelques faits honteux qui semblent nous ramener vers la barbarie des premiers temps. Mais il ne faut pas oublier non plus que les gouvernements ont dans la bureaucratie une bien grande force pour paralyser ce que l'on ne veut pas persécuter ouvertement, et le gouvernement prussien a prouvé qu'il sait au moins tout aussi bien qu'un autre la manière dont il faut se servir de cette arme.

La Prusse a deux motifs très-importants pour se montrer actuellement de bonne composition vis-à-vis des catholiques; il lui faut ménager ses provinces rhénanes, presque exclusivement composées de catholiques. D'un autre côté, plus la Prusse étendra vers le sud ses frontières politiques, plus elle se trouvera en contact avec des populations attachées à la foi de Rome; de là encore la nécessité d'écarter actuellement toute difficulté et tout obstacle qui compromettrait l'avenir.

Malgré toute sa bonne volonté et toute sa prévoyance politique, le gouvernement prussien trahit quelquefois ses préférences et ses calculs. On n'a pas oublié ce mot si étrange de M. de Bismark désignant, dans le parlement de la confédération du Nord, les ultramontains du moyen âge comme la cause de la ruine de la grande patrie allemande. Ceci n'est guère rassurant pour les néo-ultramontains qui voudraient gêner M. de Bismark dans son œuvre de prétendue réédification.

Il y a aussi dans les statistiques prussiennes des chiffres d'une haute signification. En 1864 la population de la Prusse s'élevait à 19,254,649 habitants répartis entre 11,736,734 protestants et 7,201,911 catholiques. Cette proportion de trois septièmes formée

par la population catholique n'est nullement gardée dans la distribution des établissements d'éducation. Il n'y a que 38 gymnases (lycées) catholiques contre 110 gymnases protestants, c'est-à-dire qu'il y a 1 gymnase catholique pour 189,524 catholiques, tandis qu'il y a 1 gymnase protestant pour 106,607 protestants.

Il n'y a pas en Prusse une seule université purement catholique, et tous les efforts faits pour obtenir l'établissement de celle de Münster comme université complète ont échoué. Rien n'a été épargné au contraire pour l'établissement et le soutien d'universités protestantes.

Lors des annexions de l'année dernière, on a exigé que le clergé catholique placé dans les nouveaux territoires prussiens, prêtât un serment très-circonstancié et beaucoup plus long que celui qui était présenté dans les mêmes pays au clergé protestant. D'où venait cette défiance? On semblait regarder le pasteur comme l'enfant de la maison et le prêtre catholique comme l'étranger dont on n'était pas sûr et qu'il fallait surveiller.

Il y a quelques années, la Prusse a hérité de la petite principauté de Hohenzollern située au Milieu du Wurtemberg ; c'est comme un jalon posé sur la route du midi, entre la forêt Noire et le Tyrol, près des sources du Danube, le grand fleuve bavarois et autrichien à l'autre extrémité duquel un autre Hohenzollern à déjà établi sa puissance. Lors de sa réunion à la Prusse, la principauté ne comptait que quelques rares protestants disséminés çà et là. En 1861, ils étaient arrivés au chiffre de 1209, et dans le recensement de 1864 à celui de 1375. Les catholiques s'y étaient développés dans la proportion de 0,60 et les protestants dans la proportion 12,06 pour 100.

Tous ces indices doivent donner bien à penser, mais la grande faute et la grande injustice de la Prusse en ces temps-ci, c'est sa guerre et ses victoires de l'année dernière. Ces victoires ont été littéralement celles du mensonge et de l'injustice, or ces victoires sont la grande tentation, la plus grande même parmi celles qui sollicitent l'homme à quitter la voix du juste et de l'honnête.

Vis-à-vis des défiances comme vis-à-vis des avances de la Prusse, les catholiques des pays nouvellement annexés, de même que ceux du sud de l'Allemagne, ont gardé une attitude réservée et digne. Les préférences des catholiques sont pour l'Autriche, mais ils ont compris qu'il faut maintenant attendre : la partie est engagée et l'avenir apportera peut-être des mécomptes et de rudes leçons aux vainqueurs de la veille.

Aussi n'a-t-on vu qu'avec une certaine inquiétude l'évêque de Mayence prendre couleur dans le débat, et le faire avec une vivacité qui prouvait, disons le mot, que l'ancien officier de l'armée prus-

sienne vivait toujours un peu dans le successeur de saint Boniface sur le siége de Mayence.

Il y a des parties qui prêtent bien à la discussion dans ce livre de Mgr Ketteler ; en particulier un singulier oubli du passé historique de la Prusse. L'auteur déclare que la guerre de 1866 ternit la gloire et l'honneur de ce passé ; elle en est au contraire la digne et logique continuation.

La Prusse s'est formée grâce à l'appui de tous les ennemis de l'Allemagne, et quand elle a pu marcher par elle-même, elle a débuté en trahissant par la paix de Bâle, la grande patrie germanique. Mgr Ketteler regarde la guerre de l'année dernière comme une nécessité amenée par les rapports si tendus entre le gouvernement et les représentants de la nation. Mais qui donc avait amené ce conflit, si ce n'est le ministère de M. de Bismark ? Qui donc avait employé les deniers publics et toutes les forces vives du pays à la réorganisation de l'armée sans indiquer pourquoi se faisait cette organisation ?

Je ne sais si dans la traduction française de l'ouvrage de Mgr Ketteler on a gardé un passage où l'éminent publiciste, faisant allusion à une pensée de M. Thiers, déclare qu'il regarderait comme un malheur la création d'un évêché catholique à Berlin, par ce motif que l'évêque serait comme à Paris beaucoup trop près du souverain. Mgr de Mayence semble avoir oublié, pour ne parler que des noms qui appartiennent à l'histoire, qu'il y a cent ans cet archevêque de Paris s'appelait Mgr de Beaumont, et qu'il y a quelques années il s'appelait Mgr Affre ? Quel est le siége épiscopal qui pourrait montrer dans ces cent dernières années deux hommes d'une aussi forte trempe ? Ce n'est pas l'archevêque de Turin qui a plié devant M. de Cavour, il est mort en exil. Mgr Ketteler habite bien loin de Berlin et pourtant de tous les évêques allemands, il a été le seul à publier des pages dont les Gothariens se sont aussitôt emparés pour le déclarer gagné à la politique de M. de Bismark.

En terminant cette esquisse, je voudrais arriver à quelques conclusions précises et résumer mes impressions.

Les annexions déjà faites par la Prusse, la réalisation de son projet de l'absorption de l'Allemagne tout entière, peuvent être un bienfait immédiat pour le catholicisme. Cette réalisation couperait court à cette tyrannie des petits gouvernements, la pire de toutes ; elle mettrait fin à beaucoup de servitudes et beaucoup d'entraves ; mais elle peut amener, dans un avenir plus ou moins prochain, de graves et sérieuses complications. Les bleus sont toujours bleus, disait Napoléon Ier ; peut-on espérer que la couronne impériale de Charlemagne ceignant le front du roi de Prusse change les pensées et les senti-

ments de ce fils de Calvin[1] ? La situation sera meilleure pour les catholiques de bien des pays allemands, s'ils ont affaire au gouvernement prussien ; mais si ce gouvernement devient hostile, si son intérêt le pousse à donner, dans le Sud, la main à l'Italie révolutionnaire, et, dans le Nord, à la Russie acharnée contre les Polonais catholiques, que vont dire les apologistes trop pressés et les bons catholiques allemands qui auront cru aux homélies du roi Guillaume Ier ?

Le pire serait, ainsi que le faisait remarquer le *Badischer Beobachter*, il y a quelques semaines, que les petits États fussent médiatisés par la Prusse de telle façon que les peuples eussent à supporter toutes les charges de l'organisation militaire obligatoires en Prusse, sans pouvoir jouir des libertés octroyées par la constitution de Frédéric-Guillaume IV.

La tyrannie bureaucratique des petits cours et les obligations de la milice prussienne sont bien les deux fardeaux les plus lourds que l'on puisse imaginer pour un peuple. C'est donc avec un grand sens politique que cet article du journal badois demandait que l'on s'unît dans le sud de l'Allemagne, pour réclamer les libertés dont on jouit en Prusse, puisque l'on voulait imposer les charges militaires en vigueur dans la monarchie des Hohenzollern. C'est bien en effet là la conduite à suivre pour les catholiques de Hesse-Darmstadt, du grand-duché de Bade, du royaume de Wurtemberg et de celui de Bavière. *Liberté religieuse comme en Prusse et sans l'annexion prussienne*, tel devrait être le programme de ceux qui veulent travailler à l'avenir de la grande Allemagne et à la prospérité du catholicisme dans la race germanique.

Le langage de la presse catholique dans ces pays du Sud montre du reste que l'on a entrevu et que l'on poursuit ce programme. Il suffit de lire pour s'en convainre tous ses organes fort peu sympathiques au césarisme militaire des Hohenzollern, voulant la liberté de l'Église, mais ne s'inclinant pas pour l'obtenir devant les succès éphémères des fusils à aiguille. On peut citer en particulier le *Volksfreund* de Vienne, le *Volksbote* de Munich, le *Volksblatt* de Stuttgart, le *Badischer Beobachter* auparavant de Carlsruhe maintenant de Fribourg, *die Pfalzer-Zeitung* dans le Palatinat, etc., tous ayant un grand nombre d'abonnés et une influence réelle sur les catholiques.

Il est une question dont on n'apprécie pas assez l'importance dans le sud de l'Allemagne catholique ; c'est celle de la liberté d'enseignement. Elle est partout une question fondamentale, mais dans ces pays où l'enseignement est obligatoire, elle a, peut-on dire, une importance encore plus grande.

[1] On sait que les Hohenzollern de Prusse passèrent en 1613 du luthéranisme au calvinisme pour avoir les sympathies de la république de Hollande.

Or les efforts faits pour l'obtenir se sont bornés jusqu'ici à un système de défense contre les envahissements des gouvernements ; on n'a pas vu une œuvre d'ensemble, une marche hardie vers une situation meilleure. L'Allemand comprend pourtant mieux que le Français la force de l'association ; il aime le Verein et l'utilise pour tout ; pourquoi ne se servirait-on pas maintenant de cette force, dans ces pays encore en dehors du réseau prussien, pour demander avec persévérance et énergie la liberté d'enseignement ? Le moment est opportun ; si les dynasties du Sud ont le plus élémentaire bon sens politique, elles empêcheront les catholiques de continuer à faire des rapprochements dangereux entre leur situation et celle de leurs coreligionnaires prussiens. J'exposais, il y a quelques jours, ces dernières réflexions à un prêtre catholique du duché de Bade, le docteur Rolfüs, auteur d'une grande encyclopédie pédagogique ; mais il me fut facile de voir que le vent soufflait ailleurs et que l'on ne songeait pas assez de l'autre côté du Rhin à la valeur d'un enseignement libre. La question a été cependant abordée très-franchement dans ces derniers temps par deux écrivains de talent : d'abord un prêtre bavarois, le docteur Lucas, et puis le chevalier de Buss dans un livre publié pour servir de programme aux catholiques dans leurs grandes réunions annuelles.

Dans quelques mois s'ouvrira un nouveau concile œcuménique, le premier depuis le concile de Trente ; pendant la période qui les séparera dans l'histoire, le catholicisme a été surtout représenté par des peuples de race latine, par l'Espagne, le Portugal, la France et l'Italie. Les races saxonnes, germaniques, slaves, tenues à l'écart par l'hérésie, le schisme ou la politique, n'ont pris à sa marche qu'une part secondaire et accessoire. Il suffit pour s'en convaincre de lire la liste des évêques et des députés qui ont pris part aux travaux du concile de Trente ; c'est surtout l'Italie qui domine, et après elle viennent l'Espagne et la France.

Rien n'est touchant dans les actes du concile, comme les appels si réitérés et si pressants des Pères à la nation germanique. Ils lui demandent avec instance d'envoyer au moins des parlementaires pour discuter les propositions théologiques de Luther ; ils retardent les sessions pour donner à ces parlementaires le temps de venir ; ils font plus encore : afin d'effacer les tristes souvenirs de Jean Huss, ils allèrent au-devant de ces députés, le concile fut transféré à Trente, à la limite du Tyrol allemand ; l'Église tout entière vint frapper à la porte de l'Allemagne, mais la porte ne s'ouvrit pas ! La Germanie rompait avec Rome, mais rien n'est digne d'exciter la compassion comme son histoire religieuse depuis cette rupture.

Au lieu de marcher vers l'épanouissement du règne du Christ, ainsi

que Luther le lui avait promis, elle a marché vers la guerre de Trente ans, la plus effroyable de toutes celles qui se sont faites dans les temps modernes. Les peuples ont dû passer par force et selon le caprice ou les calculs politiques des princes, du catholicisme au luthéranisme, puis au calvinisme, souvent pour revenir après en arrière et regagner le catholicisme ou le luthéranisme. Jamais le divin Crucifié ne s'est vu bafoué dans son œuvre ou dans les siens comme il l'a été durant cette épouvantable période ! Quand elle s'est terminée, le nom d'Allemand était devenu un objet de risée pour toute l'Europe ; toute l'Europe en effet s'était donné rendez-vous en Allemagne sous le faux prétexte d'y défendre la liberté religieuse, dans la réalité pour y faire la guerre à ses dépens, lui prendre ses plus belles provinces, ruiner les autres pour des siècles et en massacrer les habitants. En s'en allant, les étrangers lui ont laissé et ont affermi le dualisme religieux pour qu'elle ne pût se relever de sitôt. Le dualisme y est encore ; ses 45,000,000 d'habitants se partagent en 24,000,000 de catholiques et 22,000,000 de protestants.

C'est à la faveur de ce dualisme religieux que Frédéric II a pu établir le dualisme politique, et jusqu'à ce jour le génie de cette grande race se débat dans ces entraves. Il a essayé de se dégager avec Frédéric II, avec Gœthe, avec Schiller, avec Humboldt, avec Hegel avec Uhland, mais tous ces fiers génies meurent à la peine, tous finissent à peu près en répétant le mot de Gœthe expirant : *Dass mehr Licht herein komme !* Qu'il entre donc plus de lumière ! Oui, que la lumière entre ! que le dernier mot de la belle langue allemande ne soit pas le cri de colère et de raillerie que Heine a fait entendre à toute l'Europe ! Que la grande Allemagne se relève ! Qu'elle marche vers un grand rôle politique en revenant à cette vieille foi qui a fait sa gloire et son honneur avant que l'heure de l'affaiblissement et de la décadence n'eût sonné pour elle !

L'abbé O. Delarc.

FUMÉE

XII[1]

Litvinof était aussi mécontent de lui-même, que s'il avait perdu à la roulette ou n'avait pas tenu une parole donnée. Une voix intérieure lui disait qu'il ne convenait pas à un fiancé, à un homme de son âge de se laisser entraîner à la curiosité ou à la séduction des souvenirs. « Pourquoi aller chez elle ! se disait-il. De sa part, ce n'est que coquetterie, lubie, caprice. Elle s'ennuie ; elle s'est accrochée à moi, comme il prend parfois fantaisie à un gourmand de manger du pain noir. Pourquoi y suis-je allé? Comme si je pouvais... ne pas la mépriser ? » Ce ne fut pas sans effort qu'il prononça même mentalement ces derniers mots. « Sans doute, continua-t-il, il n'y a et il ne peut y avoir ici aucun danger ; je sais à qui j'ai affaire, mais il ne faut pas jouer avec le feu, et je n'y mettrai plus les pieds. Le malheureux n'osait pas, ne pouvait pas encore s'avouer jusqu'à quel point Irène lui avait paru belle et avait réveillé ses anciens sentiments.

La journée lui sembla mortellement longue. A dîner, le sort le plaça à côté d'un beau mosieur à moustaches teintes, qui ne desserra pas les dents et ne fit que souffler en roulant les yeux : un hoquet découvrit à Litvinof que c'était un compatriote, car il lui échappa de s'écrier en russe : « Je savais bien qu'il ne fallait pas manger de melon ! » Le soir n'apporta aucun adoucissement à ses peines. Sous les yeux de Litvinof, Bindasof gagna une somme quatre fois plus forte que celle qu'il lui avait empruntée, et non-seulement il ne s'acquitta point, mais encore il lui jeta un regard menaçant, comme s'il méditait de le punir pour avoir été témoin de sa veine. Le lendemain matin,

[1] Voir le n° du *Correspondant* du 25 août 1867.

une troupe de compatriotes vint de nouveau faire irruption chez lui; dès qu'il eut réussi à s'en débarrasser, il alla dans la montagne, où d'abord il rencontra Irène, qu'il fit semblant de ne pas reconnaître, puis Potoughine. Avec celui-ci, il n'aurait pas demandé mieux que de causer, mais l'original ne lui fournissait pas volontiers la réplique. Il conduisait par la main une petite fille élégamment vêtue, avec des boucles presques blanches, de grands yeux sombres, un visage pâle, maladif, portant cette expression de commandement et d'impatience qui caractérise les enfants gâtés. Litvinof passa deux heures dans les montagnes et rentra par l'allée de Lichtenthal. Une dame avec un voile bleu, assise sur un banc, se leva dès qu'elle l'aperçut et l'aborda. Il reconnut Irène.

— Pourquoi me fuyez-vous, Grégoire Mikhaïlovitch? lui dit-elle avec cette voix inégale qui dénote l'agitation intérieure.

Litvinof se troubla.

— Je vous fuis, Irène Pavlovna!

— Oui, vous...

Irène paraissait très-émue, presque irritée.

— Vous vous trompez, je vous assure.

— Non, je ne me trompe pas. Comme si ce matin, quand nous nous sommes croisés, je n'avais pas vu que vous m'aviez reconnue? Dites, ne m'avez-vous pas reconnue, dites?

— Vraiment, Irène Pavlovna...

— Grégoire Mikhaïlovitch, vous êtes un homme sincère, vous avez toujours dit la vérité; dites-moi, vous m'avez bien reconnue? Vous vous êtes détourné avec intention?

Litvinof considéra Irène. Ses yeux brillaient d'un éclat étrange; on voyait ses joues et ses lèvres pâlir sous son voile. Il y avait dans l'expression de son visage et le son entrecoupé de sa voix quelque chose d'irrésistiblement désolé et suppliant... Litvinof ne put feindre davantage.

— Oui... je vous ai reconnue, répondit-il avec effort.

Irène frissonna et laissa lentement tomber ses bras.

— Pourquoi ne vous êtes-vous pas approché de moi? murmura-t-elle?

— Pourquoi... pourquoi!... Litvinof quitta l'allée, Irène le suivit en silence. — Pourquoi? répéta-t-il, et son visage s'enflamma subitement et un mouvement de colère étreignit sa poitrine et sa gorge. — Vous!... vous me le demandez après ce qui s'est passé entre nous? Pas maintenant, sans doute, mais naguère... à Moscou.

— Mais nous avions décidé, vous m'aviez promis... dit Irène.

— Je n'ai rien promis! s'écria-t-il. Excusez la vivacité de mes paroles, mais vous exigez la vérité; jugez donc vous-même. N'est-ce pas

à une coquetterie, que j'avoue ne pas comprendre, n'est-ce pas au désir de constater une fois de plus votre influence sur moi, que je puis attribuer votre... je ne sais comment dire... votre insistance? Nos routes sont maintenant si différentes ! J'ai tout oublié, je suis devenu un autre homme; vous êtes mariée, heureuse, du moins en apparence; vous jouissez dans le monde d'une position enviable, pourquoi donc ce rapprochement? Nous ne pouvons plus nous comprendre l'un l'autre; il n'y a plus rien entre nous de commun, ni dans le passé ni dans l'avenir... surtout... surtout dans le passé!

Litvinof prononça toutes ces phrases à la hâte, avec saccades, sans tourner la tête. Irène ne bougeait pas; seulement de temps en temps elle lui tendait imperceptiblement les mains; elle semblait le supplier de s'arrêter, de l'écouter, et à sa dernière parole, elle se mordit la lèvre inférieure comme si elle eût senti la piqûre d'un dard aigu.

— Grégoire Mikhaïlovitch, reprit-elle avec une voix déjà plus calme, et elle s'écarta encore davantage de l'allée, où il y avait quelques rares promeneurs. Litvinof la suivit à son tour. — Grégoire Mikhaïlovitch, croyez-moi; si j'avais pu imaginer que j'avais conservé sur vous une ombre d'influence, j'aurais été la première à vous éviter. Si je ne l'ai pas fait, si je me suis décidée, malgré... mes fautes passées, à renouer connaissance avec vous, c'est parce que... parce que...

— Parce que? répéta presque durement Litvinof.

— Parce que, reprit Irène avec une subite énergie, je n'en pouvais plus, j'étouffais déjà trop dans ce monde, dans cette position *enviable* dont vous me parlez; parce que, rencontrant un homme vivant au milieu de tous ces mannequins, — vous avez pu en avoir l'autre jour un échantillon au Vieux-Château, — il m'a fait l'effet d'une source dans un désert... et vous m'appelez coquette, vous me soupçonnez, vous me repoussez sous le prétexte que j'ai été réellement coupable envers vous et encore davantage envers moi-même!

— Vous avez vous-même choisi votre lot, Irène Pavlovna, répondit d'un air farouche Litvinof, toujours sans détourner la tête.

— Moi-même... je ne me plains pas, je n'ai pas le droit de me plaindre, s'empressa de reprendre Irène, que la sévérité même de Litvinof semblait soulager; je sais que vous devez me condamner, je ne me justifie pas; je tiens seulement à vous faire comprendre mes sentiments, à vous convaincre qu'il n'y a pas maintenant en moi de coquetterie... Faire la coquette avec vous! Mais cela n'a pas le sens commun! Quand je vous ai vu, tout ce que j'avais de bon, de jeune s'est réveillé en moi... Ce temps, lorsque je n'avais pas encore choisi mon lot, tout ce qui s'est passé dans cette sereine époque, avant ces dix ans...

— Mais permettez, Irène Pavlovna; si je ne me trompe, la phase

brillante de votre existence date précisément de l'époque de notre séparation...

Irène approcha son mouchoir de ses lèvres.

— Ce que vous me dites là est dur, Grégoire Mikhaïlovitch, mais je ne puis me fâcher contre vous. Oh ! non, ce temps n'a pas été heureux, ce n'est pas pour mon bonheur que j'ai quitté Moscou ; je n'ai pas connu une seule minute de bonheur, croyez-moi, quoi qu'on ait pu vous conter. Si j'étais heureuse, pourrais-je vous parler comme je le fais maintenant... Je vous le répète, vous ne savez pas ce que c'est que ces hommes... Ils ne comprennent rien, ils ne sentent rien, ils n'ont pas même de l'esprit, mais seulement de la ruse et de l'adresse ; la musique, et la poésie, et les beaux-arts leur sont également étrangers. Vous me direz que j'étais moi-même assez indifférente à tout cela, — pas cependant à ce degré, Grégoire Mikhaïlovitch, pas à ce degré ! Ce n'est pas une femme du monde qui est devant vous, — un coup d'œil peut vous le prouver, — ce n'est pas une *lionne*... c'est ainsi, paraît-il, qu'on nous nomme, — mais un pauvre être digne en vérité de compassion. Ne soyez pas surpris de mes paroles... ma fierté est passée. Je vous tends la main comme une misérable, comprenez enfin cela, comme une misérable... J'implore l'aumône, ajouta-t-elle avec une involontaire et irrésistible véhémence, je demande l'aumône, et vous...!

La voix lui fit défaut. Litvinof releva la tête et la regarda : sa respiration était haletante, ses lèvres tremblantes. Il sentit battre son cœur et cette espèce de colère qu'il avait ressentie disparut.

— Vous dites, continua Irène, que nos voies sont différentes ; je sais que vous vous mariez par inclination, vous avez arrangé déjà un plan pour toute votre vie, mais nous ne sommes pas devenus si étrangers l'un à l'autre, Grégoire Mikhaïlovitch, nous pouvons encore nous comprendre l'un l'autre. Supposez-vous que je sois complétement hébétée, que je me sois complétement embourbée dans ce marais ? Ah ! non, ne croyez pas cela, de grâce. Laissez-moi reposer un peu mon âme, quand ce ne serait qu'au nom des jours écoulés, puisque vous ne voulez pas les oublier. Faites en sorte que notre rencontre ne soit pas stérile, je ne demande que peu, très-peu... un peu de sympathie, je demande seulement que vous ne me repoussiez pas, que vous laissiez reposer un peu mon âme...

Irène se tut ; on sentait des larmes dans sa voix. Elle soupira et tendit la main. Litvinof la prit lentement et la pressa faiblement.

— Soyons amis, murmura Irène.

— Amis, répéta mélancoliquement Litvinof.

— Oui, amis, et, si c'est trop exiger, soyons du moins de bonnes connaissances, comme si rien n'était jamais arrivé...

— Comme si rien n'était arrivé !... répéta Litvinof. Vous venez de me dire, Irène Pavlovna, que je ne veux pas oublier les jours écoulés... et si je ne pouvais les oublier?

Un rapide sourire effleura le visage d'Irène, mais fut immédiatement remplacé par une expression préoccupée, presque effrayée.

— Faites comme moi, Grégoire Mikhaïlovitch, ne vous souvenez que de ce qui était bien ; donnez-moi seulement votre parole... votre parole d'honneur...

— De quoi?

— De ne pas me fuir... de ne pas me blesser inutilement... Vous me le promettez, dites?

— Oui.

— Et vous chasserez de votre tête toute mauvaise pensée?

— Oui... mais je ne puis toujours pas vous comprendre.

— Cela n'est pas nécessaire... du reste, attendez, vous me comprendrez. Mais vous me promettez?

— J'ai déjà dit oui.

— Merci. Faites-y attention, je suis habituée à vous croire. Je vous attendrai aujourd'hui, demain; je ne sortirai pas. Maintenant il faut que je vous laisse ; la duchesse se promène dans l'allée ; elle m'a vue, je dois l'aborder. Au revoir. Donnez-moi vite votre main, vite, vite, au revoir.

Et après avoir serré la main de Litvinof, Irène se dirigea vers une personne entre deux âges, qui, d'un air majestueux, marchait à pas comptés sur le sable de l'allée, suivie de deux dames et d'un laquais à livrée éclatante.

— Eh! bonjour, chère madame, dit la duchesse quand Irène se fut respectueusement approchée d'elle. Comment allez-vous aujourd'hui? Venez un peu avec moi.

— Votre Altesse a trop de bonté, répondit Irène de sa voix insinuante.

XIII

Litvinof laissa la duchesse s'éloigner avec sa suite et sortit aussi de l'allée. Il ne pouvait pas se rendre compte de ce qu'il éprouvait ; il ressentait de la honte et de l'effroi, mais en même temps sa vanité était flattée. L'explication d'Irène l'avait pris à l'imprévu ; ses paroles ardentes et précipitées étaient tombées sur lui comme une grêle. « Elles sont étranges, ces femmes du grand monde, pensait-il, comme elles sont inconséquentes, comme elles sont gâtées par le cer-

cle dans lequel elles vivent et dont elles sentent elles-mêmes l'inanité ! » En réalité, il répétait machinalement ces lieux communs, comme pour chasser d'autres réflexions poignantes. Il sentait qu'il ne lui fallait pas en ce moment de réflexions sérieuses, car il serait probablement amené à se trouver coupable, et il marchait à pas lents, s'efforçant d'appliquer son attention sur ce qui l'entourait. Tout à coup, il se trouva auprès d'un banc, vit des jambes, leva la tête ; ces jambes appartenaient à un homme lisant un journal, et cet homme était Potoughine. Litvinof poussa une légère exclamation. Potoughine posa le journal sur ses genoux et regarda attentivement, sans sourire, Litvinof qui le regarda de même.

— Peut-on s'asseoir à côté de vous ? dit-il enfin.

— Asseyez-vous, faites-moi ce plaisir. Seulement, je vous préviens qu'il ne faut pas vous fâcher, si vous entamez avec moi une conversation : je me sens dans les dispositions les plus misanthropiques ; tous les objets m'apparaissent d'une laideur exagérée...

— Ce n'est rien, Sozonthe Ivanovitch, répondit Litvinof en prenant place sur le banc ; cela vient même fort à propos. Mais sur quelle herbe avez-vous marché ?

— Je n'ai aucun motif de mauvaise humeur, dit Potoughine. Au contraire, je viens de lire dans le journal le projet de la réforme judiciaire en Russie, et je vois avec une sincère satisfaction que nous avons enfin du bon sens, que nous n'avons plus l'intention, sous prétexte d'indépendance, de nationalité ou d'originalité, de corrompre la pure et évidente logique européenne, mais que nous empruntons ici, sans marchander, à l'étranger ce qu'il a de bon. C'est assez d'avoir fait des concessions de ce genre dans l'émancipation... Tirez-vous-en maintenant comme vous pourrez avec la communauté de biens que nous avons établie ! Sûrement, sûrement, je n'ai pas lieu d'être de mauvaise humeur ; mais, pour mon malheur, j'ai rencontré un *diamant brut*, j'ai causé avec lui, et tous ces diamants bruts, tous ces fanfarons me troubleront jusque dans ma tombe !

— Quel diamant ? demanda Litvinof.

— Mais, vous savez, ce gros monsieur qu'on voit ici et qui s'imagine qu'il est un musicien de génie. « Sans doute, dit-il, je ne suis qu'un zéro, parce que je n'ai pas étudié ; mais j'ai sans comparaison plus de mélodie et d'idée que Meyerbeer. » En premier lieu, avais-je envie de lui répondre, pourquoi n'as-tu pas étudié ? Et en deuxième lieu, sans parler de Meyerbeer, chez le dernier joueur de flûte allemand, faisant modestement sa partie dans le dernier orchestre d'Allemagne, il y a vingt fois plus d'idées que chez tous nos soi-disant naïfs ; seulement ce joueur de flûte garde pour lui ses idées et n'en importune pas la patrie des Mozart et des Haydn, tandis que notre fanfaron, dès

qu'il a composé la moindre valse ou la moindre romance, les mains dans les goussets et un sourire de mépris à la bouche, se déclare un génie. Le même manége se répète pour la peinture et dans tout. Ah! ces diamants bruts, j'en ai par-dessus la tête. Ne serait-il pas temps de jeter aux orties toutes ces vanteries, tous ces mensonges : « Personne ne meurt de faim en Russie... Nulle part on ne voyage plus vite... Nous sommes assez nombreux pour enterrer nos ennemis sous nos bonnets... » On me parle toujours de la riche nature russe, de notre instinct supérieur, de Koulibine! Où vont-ils chercher cette richesse? Je n'entends que le bégayement de l'homme qui se réveille, qu'une finesse plus digne de l'animal que de l'être humain. De l'instinct! Il y a bien de quoi se pavaner! Prenez une fourmi dans le bois, portez-la à un verste de sa fourmillière, elle en retrouvera le chemin; l'homme ne peut rien faire de pareil; est-ce à dire qu'il est inférieur à la fourmi? L'instinct, quand il serait porté au suprême degré, n'est pas ce qui distingue l'homme; ce qui le distingue, c'est le bon sens, le simple bon sens, le vrai bon sens; voilà notre apanage, notre juste motif d'orgueil. Quant à Koulibine, qui, sans connaître la mécanique, fabriqua une horloge très-mauvaise, j'aurais fait placer son horloge sur un piédestal avec cette inscription : « Voyez, braves gens, comme il ne faut pas travailler. » Koulibine n'est pas coupable, mais son travail ne vaut rien. Faites l'éloge du couvreur Telouchkine pour la hardiesse et l'agilité qu'il a mises à atteindre l'aiguille de l'Amirauté, je le veux bien; mais ne hurlez pas qu'il a donné un pied de nez aux architectes allemands, qu'ils ne sont bons qu'à empocher de l'argent. Il ne leur a pas donné un pied de nez : il a bien fallu recourir à eux pour réparer l'aiguille, après qu'elle a été démontée. Pour l'amour de Dieu, ne répandez pas en Russie l'idée que l'on peut parvenir à quelque chose sans étude! Non, quand tu aurais un front large de sept empans, apprends, apprends à commencer par l'alphabet, sinon tais-toi et reste tranquille. Ouf! j'en ai chaud.

Potoughine ôta son chapeau et s'éventa avec son mouchoir.

— Les beaux-arts, reprit Potoughine, l'industrie russes! Je connais l'enflure russe, je connais aussi son impuissance, mais, Dieu me pardonne, je n'ai jamais rencontré ses beaux-arts. Vingt années durant on s'est tenu agenouillé devant Brulof, devant cette nullité prétentieuse, et on s'est imaginé qu'il s'était formé chez nous une école supérieure à toutes les autres... Les beaux-arts russes! ah! ah! ah! hi! hi!

— Cependant permettez, Sozonthe Ivanovitch, remarqua Litvinof. Est-ce que vous n'admettriez pas même Glinka?

Potoughine se gratta l'oreille.

— Les exceptions, vous le savez, ne font que confirmer la règle.

Dans le cas même que vous me citez, nous n'avons pas encore pu nous garer de la fanfaronnade. Si l'on s'était borné, par exemple, à dire que Glinka a été réellement un musicien remarquable, que les circonstances et ses propres fautes l'ont empêché de devenir le fondateur de l'opéra russe, personne ne le contesterait ; mais non, impossible de rester dans la mesure. Incontinent il a fallu l'élever au grade de général en chef, de grand-maréchal dans la partie musicale, prétendre que les autres nations n'ont rien de pareil. Rien de pareil! O malheureux barbares qui comprennent la perfection dans l'art comme s'il s'agissait du saltimbanque Rappo ; un hercule étranger soulève d'une main six pouds, le nôtre vingt; vous voyez, les autres n'ont rien de pareil! Je prendrai la liberté de vous communiquer un souvenir qui ne me sort pas de la tête. J'ai visité ce printemps le Palais de cristal de Londres; dans ce palais, comme vous le savez, sont réunis des spécimens de toutes les inventions, — c'est pour ainsi dire l'encyclopédie de l'humanité. Je me suis promené au milieu de toutes ces machines, de tous ces instruments, de toutes ces statues de grands hommes, et j'ai été saisi par cette pensée : si tout à coup une nation devait disparaître de la surface du monde, et si en même temps disparaissait de ce palais tout ce que cette nation a inventé, notre bonne petite mère, l'orthodoxe Russie, pourrait s'enfoncer dans le Tartare sans ébranler un seul clou, sans déranger une seule épingle ; tout resterait paisiblement à sa place, car le samovar, les chaussures d'écorce, le knout, — nos plus importants produits, — n'ont même pas été inventés par nous. La disparition des îles Sandwich produirait plus d'effet; ses indigènes ont inventé je ne sais quelles lances et quelles pirogues ; les visiteurs remarqueraient leur absence. Nos vieilles inventions viennent de l'Orient, nos nouvelles sont tirées de l'Occident, et nous continuons à discuter encore sur l'originalité de l'art et de l'industrie nationale! Quelques jeunes gens ont même découvert une arithmétique russe : deux et deux font bien quatre chez nous, comme ailleurs, mais plus *crânement*, paraît-il.

— Arrêtez, Sozonthe Ivanovitch, s'écria Litvinof. Nous envoyons cependant quelque chose aux expositions universelles, et l'Europe s'approvisionne de bien des choses chez nous.

— Oui, elle prend chez nous des matières brutes ; mais remarquez, monsieur, que ces matières brutes ne sont généralement bonnes que par suite de détestables circonstances : notre soie de cochon, par exemple, est longue, rude, parce que l'animal est chétif; notre cuir est solide, épais, parce que les vaches sont maigres ; le lard est gras, parce qu'on y laisse des lambeaux de chair... Du reste, pourquoi m'étendrai-je là dessus : vous vous occupez de technologie, vous savez tout cela mieux que moi. On me parle de l'aptitude russe, ch

bien! voilà nos propriétaires qui se plaignent amèrement et éprouvent d'immenses pertes parce qu'il n'existe pas de machine à sécher qui les délivre de la nécessité de mettre leurs gerbes dans des fours, comme du temps de Rurik ; ces fours causent un déchet effrayant et brûlent sans cesse. Les propriétaires se lamentent, et il n'y a toujours pas de machines à sécher. Or, pourquoi n'y en a-t-il pas? parce que l'Allemand n'en a pas besoin : il bat son blé humide, il n'a pas, par conséquent, à se préoccuper de cette invention, et nous n'en sommes pas capables, nous ne sommes même pas capables de cela! A partir d'aujourd'hui... je compte me débarrasser de tous ces diamants bruts en leur disant : « Halte-là! où est la machine à sécher? Donnez-la-moi! » Mais ils s'occupent bien de cela! Ramasser un soulier éculé, tombé depuis longtemps des pieds de Saint-Simon ou de Fourier, le poser respectueusement sur la tête et le porter comme une relique, nous sommes capables de cela ; ou bien compiler un petit article sur la valeur historique et contemporaine du prolétariat dans les principales villes de France, nous pouvons encore faire cela; mais un jour j'ai essayé de proposer à un de ces écrivains d'économie politique, comme votre M. Vorochilof, de me nommer vingt villes de cette même France, et savez-vous ce qui est arrivé? Il est arrivé que pour compléter le chiffre, le politico-économiste s'est trouvé réduit à me nommer Montfermeil, grâce à un roman de Paul de Kock. Il me revient ici en mémoire une anecdote. J'entrai un jour dans un bois avec un fusil et un chien...

— Vous êtes donc chasseur? demanda Litvinof.

— Je tire un peu. J'allais chercher des bécassines dans un marais fréquenté, m'avait-on dit, par les chasseurs. Je regarde, je vois assis sur un tronc d'arbre un commis marchand, frais et lisse comme une noisette écossée; il ricanait à lui tout seul. Je lui demande : « Où est le marais et y trouve-t-on des bécassines? — Venez, venez, me dit-il aussitôt avec une expression de joie comme si je lui eusse fait cadeau d'un rouble ; ce marais est de première qualité ; il abonde en toute espèce d'oiseaux sauvages, au point de ne savoir qu'en faire. » Je suivis ses indications, et non-seulement je n'aperçus aucun oiseau sauvage, mais je ne découvris même pas le marais depuis longtemps desséché. Eh bien ! faites-moi le plaisir de me dire pourquoi le Russe ment toujours, le commis marchand comme le politico-économiste?

Litvinof ne répondit rien et soupira.

— Entamez une conversation avec ce dernier, continua Potoughine, sur les problèmes les plus ardus de la science sociale, pris en général, sans faits positifs... prrrrr! il part aussitôt comme comme un oiseau dont on a délié les ailes. Un jour, j'ai réussi pourtant à attraper un de ces oiseaux ; je m'étais servi, comme vous allez

voir, d'un excellent appât. Je discutais avec un de nos jeunes gars du jour sur diverses questions, ainsi qu'ils disent. Comme à l'ordinaire, il se fâchait beaucoup; il niait, entre autres, le mariage, avec une obstination vraiment puérile. Je lui soumis quelques arguments... c'est comme si j'eusse parlé à un mur! Je voyais qu'il était impossible de l'aborder d'aucun côté, lorsqu'une heureuse idée me traversa l'esprit. « Veuillez me permettre de vous faire observer, lui dis-je, — avec les blancs-becs il faut toujours être respectueux, — vous m'étonnez beaucoup, monsieur. Vous vous occupez de sciences naturelles, et jusqu'à présent vous n'avez pas porté votre attention sur le phénomène suivant : tous les animaux carnassiers et pillards, les oiseaux de proie, tous ceux qui vivent de proie, travaillent à procurer de la nourriture à leurs petits comme à eux-mêmes. Or vous classez l'homme parmi ces animaux? — Sans doute, répliqua mon gars, l'homme n'est en général qu'un animal carnassier. — Et pillard, ajoutai-je. — Et pillard, affirma-t-il. — C'est parfaitement dit, poursuivis-je. Je m'étonne donc que vous n'ayez pas remarqué que tous ces animaux vivent en monogamie. » Le blanc-bec fit un soubresaut. « Comment cela? — Mais comme cela : voyez le lion, le loup, le renard, le vautour, comment pourraient-ils se conduire autrement, veuillez y réfléchir? C'est à peine s'ils peuvent à deux nourrir leurs petits. » Le blanc-bec devint rêveur. « Dans ce cas, reprit-il, l'animal n'est pas un modèle pour l'homme. » Ici, je le qualifiai d'idéaliste; il en fut tellement mortifié qu'il faillit fondre en larmes; je fus obligé de le calmer, de lui promettre que je n'en dirais rien à ses camarades. Mériter la qualification d'idéaliste, ce n'est pas une bagatelle! La jeunesse d'aujourd'hui s'est trompée dans son calcul. Elle s'est imaginée que la précédente époque de travail obscur et souterrain était passée; que c'était bon pour nos vieux pères de creuser comme des taupes, que ce rôle est pour nous autres trop humiliant; nous devons agir en plein air... Nous agirons... Chères petites colombes! vos enfants mêmes n'agiront pas encore, et, pour vous, veuillez rentrer dans la tranchée, dans le trou, et y continuer l'œuvre de vos vieux pères.

Il y eut un moment de silence.

— Telle est, monsieur, mon opinion, reprit Potoughine; non-seulement je suis persuadé que nous devons à la civilisation tout ce que nous possédons de science, d'industrie, de justice, mais encore j'affirme que le sentiment même du beau et de la poésie ne peut naître et se développer que sous l'influence de cette civilisation; et que ce qu'on appelle œuvre nationale et spontanée n'est que niaiserie et absurdité. On distingue jusque dans Homère les germes d'une civilisation riche et raffinée; l'amour même s'y épure. Les slavophiles

me pendraient volontiers pour une pareille hérésie, s'ils n'avaient pas un cœur si tendre; mais je n'en démordrai pas, et madame Kokhanovski aura beau m'offrir ses idylles, je ne respirerai pas ce triple extrait de mougik russe, parce que je n'appartiens pas à la haute société à laquelle il faut faire accroire de temps à autre qu'elle ne s'est pas complétement francisée; c'est pour son usage exclusif qu'on compose cette littérature en cuir de Russie. Essayez de lire au peuple, au vrai peuple, les passages les plus clairs, les plus populaires de ces livres, il n'y comprendra pas un traître mot; il croira que vous lui donnez une nouvelle recette contre la fièvre ou la cholérine. Je le répète, sans civilisation il n'y a pas de poésie. Voulez-vous vous rendre compte de l'idéal poétique du Russe incivilisé? Ouvrez nos légendes. L'amour ne s'y manifeste jamais que comme la conséquence d'un charme, d'un sort. Il s'infiltre par « la liqueur de l'oubli; » on en compare l'effet à une terre desséchée ou glacée; ce qu'on appelle notre littérature épique, seule parmi toutes les autres d'Europe et d'Asie, ne fournit pas un couple typique d'êtres qui s'aiment; le héros de la sainte Russie commence toujours ses relations avec celle que le sort lui destine, par la maltraiter sans merci. Mais je ne veux pas discourir sur tout cela; je prendrai uniquement la liberté d'attirer votre attention sur la peinture que fait du « jeune premier » le slave primitif et incivilisé. Voyez : le jeune premier s'avance; il s'est donné une pelisse de martre piquée sur toutes les coutures; une ceinture de soie bigarrée prend sa taille sous les aisselles, ses mains sont enfouies dans ses manches; le collet de sa pelisse, plus haut que son chef, cache par devant son visage vermeil et par derrière son col blanc; son petit chapeau est planté sur une oreille; des bottes de maroquin dessinent sa jambe; elles se relèvent en pointe; leurs talons sont si hauts qu'un oiseau passerait, ailes déployées, sous le milieu de la botte.

Voilà notre idéal artistique. Eh bien! ce modèle est-il joli? Offre-t-il beaucoup de matériaux pour le peintre et le sculpteur? Et la jeune fille qui captive le jeune homme, elle a un teint comme du sang de lièvre... Mais il me semble que vous ne m'écoutez pas?

Litvinof tressaillit. Il n'écoutait pas, en effet, ce que lui disait Potoughine; il songeait, songeait obstinément à Irène, à sa dernière entrevue.

— Excusez-moi, Sozonthe Ivanovitch, dit-il, mais j'ai à vous renouveler ma question sur...

— Sur?

— Sur madame Ratmirof.

Potoughine plia le journal et l'enfonça dans sa poche.

— Vous voulez encore savoir comment j'ai fait sa connaissance?

— Non, ce n'est pas cela; je voudrais avoir votre opinion... sur

le rôle qu'elle a joué à Pétersbourg. Quel a été en définitive ce rôle?

— Je ne sais vraiment que vous dire, Grégoire Mikhaïlovitch. Je me suis trouvé en relations assez intimes avec madame Ratmirof... mais cela a été tout à fait par hasard et de peu de durée. Je n'ai pas pénétré dans son monde et ce qui s'y passe m'est inconnu. J'ai bien entendu quelque chose, mais, vous savez, les caquets ne règnent pas seulement dans les cercles démocratiques, et cela m'intéressait peu. Cependant, je m'aperçois, ajouta-t-il après un moment de silence, qu'elle vous occupe.

— Oui, nous avons causé ensemble deux fois, assez franchement. Je me demande toutefois si elle est sincère?

Potoughine baissa les yeux.

— Quand elle s'emporte, elle est sincère, comme toutes les femmes passionnées. Parfois l'orgueil l'empêche aussi de mentir.

— Elle est orgueilleuse? Je supposais plutôt qu'elle était capricieuse.

— Orgueilleuse comme le démon, mais ce n'est rien.

— Il m'a paru qu'elle exagérait quelquefois...

— Et ce n'est rien encore; elle n'en est pas moins sincère. Mais où prétendez-vous chercher la vérité? Les meilleures de ces dames sont gangrenées jusqu'à la moelle des os.

— Mais, Sozonthe Ivanovitch, rappelez-vous, ne l'avez-vous pas appelée vous-même votre amie? Ne m'avez-vous pas conduit chez elle presque de force?

— Qu'est-ce à dire? Elle m'a prié de vous amener; je me suis dit: Pourquoi pas? et quant à l'amitié, oui, je suis réellement son ami. Elle n'est pas sans qualités; elle est bonne, c'est-à-dire généreuse, c'est-à-dire qu'elle donne aux autres ce qui ne lui est pas tout à fait nécessaire. Du reste, vous devez la connaître aussi bien que moi.

— J'ai connu Irène Pavlovna il y a dix ans; depuis ce temps...

— Ah! Grégoire Mikhaïlovitch, que dites-vous! Est-ce que le caractère change? Tel on est au berceau, tel on descend au tombeau. Peut-être, — ici Potoughine se courba encore davantage, — peut-être craignez-vous de tomber entre ses mains? Sans doute, mais peut-on échapper à des mains quelconques?

Litvinof eut un sourire forcé.

— Vous croyez?

— On ne peut y échapper. L'homme est faible, la femme est tenace, le hasard est tout-puissant; se résigner à une vie décolorée est difficile, s'y résigner complétement est impossible... et ici il y a beauté et sympathie, chaleur et lumière, comment s'y dérober? On s'élance comme un enfant vers sa bonne. Ensuite viennent sans doute, comme à l'ordinaire, le froid, les ténèbres, le vide, et puis

on se déshabitue de tout, on ne comprend plus rien. D'abord on ne comprend pas qu'on puisse aimer, puis on ne comprend même pas comment on peut vivre.

Litvinof regarda Potoughine ; il lui sembla qu'il n'avait encore jamais rencontré un être plus isolé et plus malheureux. Sombre, livide, la tête inclinée sur la poitrine, les mains croisées sur les genoux, il était immobile et souriait d'un sourire abattu. Litvinof eut pitié de ce pauvre original bilieux, au fond si galant homme.

— Irène Pavlovna, reprit-il à demi-voix, m'a parlé, entre autres, d'une de ses meilleures connaissances qu'on appelait, si je ne me trompe, Belsky ou Dolsky...

Potoughine fixa sur Litvinof son regard morne.

— Ah ! dit-il d'une voix sourde. Elle vous a parlé... Eh bien ! quoi? Du reste, ajouta-il en bâillant d'une manière forcée, il est temps que je retourne à la maison... dîner. Adieu.

Il sauta de son banc et s'éloigna rapidement avant que Litvinof eût le temps de prononcer un mot. Le dépit remplaça en lui la compassion, dépit, bien entendu, contre lui-même. Toute espèce d'indiscrétion lui était antipathique : il avait voulu exprimer à Potoughine sa sympathie, et, au lieu de cela, il n'avait fait qu'une maladroite allusion. Il rentra à son hôtel avec un secret mécontentement sur le cœur.

— Elle est gangrenée jusqu'à la moelle des os, pensa-t-il pendant quelque temps... orgueilleuse comme un démon ! elle, cette femme qui est presque tombée à mes genoux, orgueilleuse? orgueilleuse et pas capricieuse?

Litvinof essaya, mais sans succès, d'éloigner de son esprit l'image d'Irène. Il ne voulait pas songer à sa fiancée ; il sentait qu'elle n'aurait pas ce jour-là le dessus. Il résolut d'attendre, sans s'émouvoir davantage, le dénoûment de toute « cette étrange histoire. » Ce dénoûment ne pouvait tarder, et Litvinof ne doutait pas qu'il serait des plus inoffensifs et des plus naturels. Il en décida ainsi, mais cependant l'image d'Irène ne le quittait pas, et chacune de ses paroles lui revenait en mémoire.

Le garçon d'auberge lui apporta un billet ainsi conçu :

« Si vous ne faites rien ce soir, venez ; je ne serai pas seule, j'aurai du monde et vous pourrez voir de plus près notre société. J'ai grande envie que vous la voyiez ; j'ai le pressentiment qu'elle se montrera dans tout son éclat. Il faut que vous vous rendiez compte de l'air que je respire. Venez ; je serai heureuse de vous voir, et vous ne vous ennuyerez pas. Prouvez-moi que notre explication d'aujourd'hui a rendu désormais impossible tout malentendu.

« Votre dévouée, I. »

Litvinof mit un habit, une cravate blanche, et se rendit à l'invita-

tion. «Tout cela n'est pas grave, se répétait-il en chemin. Pourquoi ne pas *les* examiner ? C'est curieux. » Il y a peu de jours, ce n'était pas un sentiment de curiosité, mais de répugnance, que ce même monde lui inspirait.

Il marchait à pas précipités, le chapeau sur les yeux, un sourire forcé sur les lèvres ; Bambaéf, assis devant le café Weber, le montrant de loin à Vorochilof et à Pichtchalkin, s'écria solennellement :

— Voyez-vous cet homme ? C'est une pierre ! c'est un roc ! c'est du granit !

XIV

Litvinof trouva chez Irène assez de monde. Dans un coin étaient assis, à une table de jeu, trois des généraux du pique-nique : l'obèse, l'irascible et le doucereux. Ils jouaient le whist avec un mort, et notre vocabulaire n'a pas de termes pour rendre la gravité avec laquelle ils donnaient les cartes, ramassaient les levées, entraient en trèfle, en carreau... ; c'étaient vraiment des hommes d'État ! Laissant aux roturiers, aux bourgeois, les plaisanteries qui accompagnent ordinairement le jeu, messieurs les généraux ne prononçaient que les mots sacramentels ; il n'y avait que l'obèse qui se permît, entre deux levées, de proférer énergiquement : « Ce satané as de pique ! » Parmi les dames, Litvinof reconnut celles qui avaient fait partie du pique-nique ; mais il y en avait d'autres qu'il n'avait jamais vues. Il y en avait une si vieille qu'on avait peur qu'elle ne tombât en poussière ; elle étalait des épaules décolletées, effrayantes, du bistre le plus foncé, et la bouche cachée par son éventail, elle lorgnait langoureusement Ratmirof avec des yeux de trépassé. Celui-ci était auprès d'elle aux petits soins : on avait pour elle une grande considération dans le beau monde, parce que c'était la dernière demoiselle d'honneur de l'impératrice Catherine. A la fenêtre, costumée en bergère, était assise la comtesse Ch..., « la reine des guêpes, » entourée de jeunes gens parmi lesquels se distinguait par son air arrogant, son crâne complétement plat et l'expression brutale de sa figure, digne d'un khan de Boukharie ou d'Héliogabale, le célèbre millionnaire, le beau Finikof ; une autre dame, également comtesse, plus connue sous le petit nom de Lise, conversait avec un spirite blond, blafard, à longs cheveux ; à côté de lui se tenait un monsieur également très-pâle et portant une longue chevelure ; il souriait d'un air contenu : au spiritisme il ajoutait le don des prophéties, et expliquait avec une égale facilité l'Apocalypse et le Talmud ; aucune de ses prédictions ne s'était

réalisée, mais cela ne l'embarrassait guère, et il continuait à prophétiser. Au piano était installé le diamant brut qui agaçait tant Potoughine : d'une main distraite il frappait des accords en regardant négligemment autour de lui. Irène était sur un divan, entre le prince Coco et madame X..., ex-beauté et bas-bleu, depuis longtemps ratatinée comme une vieille morille, et non moins parfumée. En voyant Litvinof, Irène rougit, se leva et, lorsqu'il s'approcha, lui serra vivement la main. Elle avait une robe de crêpe noir, avec d'imperceptibles ornements en or, qui faisaient ressortir encore davantage son teint d'une blancheur mate; son visage respirait le triomphe de la beauté, et elle n'était pas seulement belle : une joie secrète, presque railleuse, brillait dans ses yeux à demi fermés, et courait autour de ses lèvres et de ses narines.

Ratmirof s'approcha de Litvinof et, après avoir échangé avec lui quelques paroles banales, qui n'étaient pas empreintes de son enjouement habituel, il le présenta à quelques dames : à la vieille ruine, à la reine des guêpes, à la comtesse Lise. Elles l'accueillirent avec assez de bienveillance. Litvinof n'appartenait pas à leur cercle, mais il n'était pas mal : ses traits expressifs et sa jeunesse attirèrent leur attention. Il ne sut pas profiter de cette bonne disposition; il était déshabitué du monde, il ne se sentait pas à l'aise, il était gêné par le regard persistant du gros général. « Ah! pékin! libre penseur! semblait lui dire ce lourd regard, te voilà donc faufilé chez nous! Faut-il te donner la main à baiser? » Irène vint au secours de Litvinof. Elle s'arrangea si adroitement qu'il se trouva casé dans un petit coin, auprès de la porte, un peu derrière elle. Chaque fois qu'elle lui adressait la parole, elle était obligée de se retourner, et chaque fois il était ébloui par les souples contours de son cou, enivré par l'odeur de sa chevelure. L'expression d'une reconnaissance profonde et calme n'abandonnait pas le visage d'Irène ; il ne pouvait pas se méprendre à ses sourires et à ses regards; il se sentait frémir de bonheur et de joie; elle semblait continuellement vouloir lui dire : « Eh bien! comment les trouvez-vous? » Litvinof croyait surtout entendre cette interrogation lorsqu'un des assistants disait ou commettait quelque sottise, ce qui arriva plus d'une fois dans le courant de la soirée. Une fois elle n'y tint pas et éclata de rire.

Très-superstitieuse et portée au merveilleux, la comtesse Lise, après avoir épuisé avec le spirite albinos la conversation sur Home, finit par lui demander s'il existait des animaux sensibles au magnétisme.

— Il en existe au moins un, s'écria du bout du salon le prince Coco. Vous connaissez Milvanovski? On l'endormit devant moi, et en une seconde il ronfla... hi! hi!

— Vous êtes très-méchant, mon prince : je parle des véritables animaux, je parle des bêtes.

— Mais moi aussi, madame, je parle d'une bête...

— Il y en a, déclara le spirite ; par exemple, les écrevisses : elles sont très-nerveuses, et tombent facilement en catalepsie.

La comtesse montra un grand étonnement.

— Comment ! les écrevisses ! est-ce possible? Ah ! c'est extrêmement curieux ! Je voudrais bien voir cela. Monsieur Loujine, ajouta-t-elle en se tournant vers un jeune homme qui avait une figure de cire, comme une poupée, et un cou de cire (il était très-fier d'avoir humecté l'un et l'autre aux eaux du Niagara et du Nil, mais ne se souvenait de rien autre de tous ses voyages, et n'aimait que les calembours russes), monsieur Loujine, soyez assez aimable pour nous procurer une écrevisse.

M. Loujine s'inclina.

— Faut-il l'apporter vivante ou vivement ?

La comtesse ne comprit pas.

— Mais oui, une écrevisse, répéta-t-elle ; une écrevisse.

— Qu'est-ce que c'est? une écrevisse? demanda sévèrement la comtesse Ch...

L'absence de M. Verdier l'irritait : elle ne pouvait comprendre pourquoi Irène n'avait pas engagé le plus délicieux des Français. La vieille ruine ne comprenait rien depuis longtemps ; elle avait en outre l'avantage d'être sourde et ne faisait plus que branler la tête.

— Oui, oui, vous allez voir. Monsieur Loujine, je vous prie...

Le jeune voyageur salua, sortit et ne tarda pas à rentrer suivi d'un garçon qui, s'efforçant de ne pas rire, portait dans un plat une énorme écrevisse.

— Voici, madame, s'écria Loujine ; on peut maintenant procéder à *l'opération du cancer*. Ha ! ha ! ha ! (Les Russes sont toujours les premiers à rire de leurs saillies.)

— Hi ! hi ! hi ! crut devoir faire le prince Coco, en qualité de patriote et de protecteur des produits indigènes.

Nous prions ici le lecteur de nous excuser : qui peut répondre qu'assis dans un fauteuil du théâtre Alexandra et saisi par son atmosphère, qui peut répondre de n'avoir pas applaudi un pire calembour?

— Merci ! merci ! dit la comtesse. Allons, allons, monsieur Fox, montrez-nous ça.

Le garçon posa le plat sur une table ronde. Une certaine agitation se fit dans le salon : les cous s'allongèrent ; seuls les généraux, à la table de jeu, conservèrent leur solennelle impassibilité. Le spirite ébouriffa ses cheveux, fronça ses sourcils et, s'approchant de la

table, commença à promener ses mains en l'air : l'écrevisse s'agita, recula et souleva ses pinces. Le spirite redoubla ses mouvements, l'écrevisse continua les siens.

— Mais que doit-elle donc faire? demanda la comtesse.

— Elle doâ rester immobile et se dresser sur sa quioue, répondit avec un accent américain très-prononcé M. Fox en agitant convulsivement ses doigts sur le plat ; mais le magnétisme n'agissait point : l'écrevisse ne devenait que plus pétulante. Le spirite déclara n'être pas en veine, et s'éloigna mécontent de la table. La comtesse entreprit de le consoler en l'assurant que M. Home lui-même ne réussissait pas toujours. Le prince Coco confirma ces paroles. L'amateur de l'Apocalypse et du Talmud s'approcha furtivement de la table et voulut aussi, en faisant quelques brusques passes sur l'écrevisse, essayer de son bonheur ; mais il ne réussit pas davantage : aucun signe de catalepsie ne se manifesta.

Le garçon rappelé remporta l'écrevisse, non sans éclater derrière la porte. On ne rit pas moins ensuite à la cuisine *über diese Russen*. Le Diamant brut, qui avait continué à plaquer des accords pendant l'opération de l'écrevisse, en se bornant aux modes mineurs, joua son éternelle valse et fut, bien entendu, chaudement applaudi. Piqué d'émulation, le comte X..., notre incomparable dilettante (voyez le premier chapitre), dit une chansonnette de sa composition, entièrement empruntée à Offenbach. Son badin refrain : « Quel œuf! quel bœuf! » fit balancer de droite et de gauche presque toutes les têtes des dames ; une d'elles frappa légèrement des mains, et aussitôt l'inévitable exclamation : « Charmant! charmant! » s'échappa de toutes les lèvres. Irène échangea un coup d'œil avec Litvinof, et une expression railleuse effleura de nouveau ses lèvres. Cette expression fut encore plus visible un moment après, et prit une teinte de joie maligne, lorsque le prince Coco, représentant et protecteur des intérêts nobiliaires, imagina de développer ses opinions devant le spirite, et ne manqua pas naturellement l'occasion de glisser sa célèbre phrase sur l'ébranlement de la propriété russe, sans ménager, naturellement, les démocrates. Le sang américain bouillonna chez le spirite ; il s'élança dans la discussion. Comme à l'ordinaire, le prince commença à crier à gorge déployée, répétant sans cesse, au lieu de donner des raisons : « C'est absurde! cela n'a pas le sens commun! » Le riche Finikof se mit à dire des sottises, sans discerner sur qui elles tombaient ; le talmudiste geignit, la comtesse Ch... elle-même se jeta dans la mêlée. Ce fut une cacaphonie presque égale à celle qui avait eu lieu chez Goubaref ; il y manquait seulement de la bière et de la fumée de tabac, et les acteurs y portaient des costumes plus élé-

gants. Ratmirof essaya de rétablir l'ordre (les généraux manifestaient leur mécontentement; on entendit Boris répéter : « Encore cette satanée politique! ») ; mais il n'y réussit pas, et un homme d'État de la classe des modérés s'étant chargé de présenter *le résumé de la question en peu de mots*, subit une défaite complète ; il est vrai qu'il mâchonnait et bredouillait tant, savait si peu saisir les arguments, et laissait si parfaitement voir qu'il ne comprenait pas lui-même en quoi consistait la *question*, qu'on ne pouvait pas espérer un autre résultat; puis Irène excitait sous main les deux partis, les lançait l'un contre l'autre, en regardant Litvinof et en clignant légèrement de l'œil... Pour lui, il semblait dominé par un charme : il n'entendait rien, il attendait seulement que ces yeux magnifiques se tournassent vers lui, et qu'il aperçût encore ce visage pâle, gracieux, malin et ravissant... A la fin les dames se révoltèrent et exigèrent la clôture. Ratmirof pria le dilettante de répéter sa chansonnette, et le Diamant brut rejoua sa valse.

Litvinof resta jusqu'après minuit et ne se retira que le dernier. La conversation effleura, dans le courant de la soirée, énormément de sujets, évitant soigneusement tout ce qui présentait un peu d'intérêt réel ; après avoir terminé leur jeu majestueux, les généraux y prirent majestueusement part ; l'influence de ces hommes d'État se fit sentir aussitôt. On commença à parler des célébrités du demi-monde parisien, dont les noms et les talents se trouvèrent connus de tous; on parla de la dernière pièce de Sardou, du roman d'About, de la Patti dans la *Traviata*. Quelqu'un proposa de jouer *au secrétaire*, mais cela ne prit pas. Les réponses n'avaient pas de sel, mais en revanche beaucoup de fautes d'orthographe ; le gros général raconta qu'il lui était arrivé une fois, à la demande : « *Qu'est-ce que l'amour?* » de répondre : « *Une colique remontée au cœur*, » et éclata immédiatement de son pesant rire. La ruine lui appliqua un coup d'éventail sur la main, mouvement énergique qui détacha de son front un peu de stuc. L'ex-bas-bleu fit mention des principautés slaves et de la nécessité de faire de la propagande orthodoxe sur le Danube; mais elle ne rencontra pas d'écho. En somme, c'est sur Home qu'on discutait le plus volontiers; la reine des guêpes daigna elle-même raconter qu'elle avait vu des mains monter sur elle, et qu'elle avait mis à l'une d'elles sa propre bague. Irène pouvait triompher : et même si Litvinof avait fait plus attention à ce qui se disait autour de lui, il n'aurait pas récolté, dans ce bavardage sans suite ni animation, une seule parole sincère, une seule pensée judicieuse, un seul nouveau fait. Les cris mêmes et les exclamations violentes manquaient de sincérité, on ne sentait pas de passion même dans la calomnie. Ces gens qui semblaient gémir sur le sort de la patrie, ne déploraient en réalité que la dimi-

nution probable de leurs revenus ; la peur les prenait à la gorge et des noms que la postérité n'oubliera pas étaient prononcés avec des grincements de dents. Et s'il y avait eu du moins une seule goutte d'eau vive sous tous ces décombres et ces balayures ! Quels oripeaux, quelles vaines fadaises, quelles viles futilités occupaient toutes ces têtes, toutes ces âmes ! et les occupaient non-seulement pendant cette soirée, non-seulement dans le monde, mais à la maison, tous les jours, à chaque heure, dans toute l'étendue et la profondeur de leur existence ! En définitive, quelle ignorance ! quelle inintelligence de tout ce qui constitue et embellit la vie humaine !

En prenant congé de Litvinof, Irène lui pressa de nouveau la main et lui murmura d'un ton significatif :

— Eh bien ! êtes-vous content ? Vous avez vu ? Est-ce joli ?

Il ne répondit rien et la salua très-bas en silence.

Restée seule avec son mari, Irène voulut gagner sa chambre à coucher ; il l'arrêta.

— Je vous ai beaucoup admirée ce soir, madame, lui dit-il en fumant une cigarette, appuyé sur la cheminée ; vous vous êtes parfaitement moquée de nous tous.

— Pas plus cette fois-ci que les autres, répondit-elle tranquillement.

— Comment faut-il interpréter cela ? demanda Ratmirof.

— Comme vous voudrez.

— Hum ! C'est clair.

Ratmirof secoua avec précaution, par un mouvement de chat, la cendre de sa cigarette avec l'ongle interminable de son petit doigt.

— A propos, votre nouvelle connaissance, comment l'appelle-t-on déjà ?... M. Litvinof ? Il jouit sans doute de la réputation d'un homme de beaucoup d'esprit ?

Au nom de Litvinof, Irène se retourna vivement.

— Que voulez-vous dire ?

Le général sourit.

— Il est toujours silencieux... On voit qu'il craint de se compromettre.

Irène sourit à son tour, seulement d'une tout autre façon.

— Il vaut mieux se taire que de parler comme parlent quelques-uns.

— Attrape ! dit Ratmirof avec une feinte soumission. Plaisanterie à part, il a une figure très-intéressante, une expression... concentrée... et en général une tournure... — Ratmirof arrangea le nœud de sa cravate. — Oui, je présume que c'est un républicain dans le genre de votre autre ami, M. Potoughine ; en voilà encore un génie muet !

Les cils d'Irène se soulevèrent lentement, ses grands yeux devinrent brillants ; ses lèvres se serrèrent par une légère contraction.

— Pourquoi dites-vous cela, Valérien Vladimirovitch ? remarqua-t-elle d'un air de feinte compassion. Vous donnez des coups d'épée dans l'eau... Nous ne sommes pas en Russie, et personne ne vous entend.

Ratmirof se sentit battu.

— Ce n'est pas seulement mon opinion, Irène Pavlovna, reprit-il avec une voix subitement creuse ; d'autres trouvent que ce monsieur a l'air d'un carbonaro.

— Vraiment ? Quels sont ces autres?

— Mais Boris, par exemple...

— Comment? Celui-là aussi a senti le besoin d'exprimer son opinion?

Irène fit un mouvement, comme si elle avait froid, et caressa son épaule du bout de ses doigts.

—Celui-là... oui, celui-là... Permettez-moi de vous faire observer, Irène Pavlovna, que vous vous fâchez, et vous savez, celui qui se fâche...

— Je me fâche ? A quel propos ?

— Je ne sais ; peut-être avez-vous été désagréablement impressionnée par la remarque que j'ai faite sur le compte...

Ratmirof s'arrêta.

— Sur le compte? répéta impérativement Irène. Ah ! Je vous prie, sans ironie et plus vite. Je suis fatiguée, je veux dormir.

Elle prit un flambeau sur la table.

— Sur le compte?

— Mais toujours sur le compte de ce M. Litvinof. Comme il n'y a plus de doute maintenant qu'il vous occupe beaucoup...

Irène leva la main qui tenait le flambeau : la lumière se trouva à la hauteur du visage de son mari ; elle le regarda dans le blanc des yeux avec attention et curiosité, puis éclata de rire tout à coup.

— Qu'avez-vous? demanda Ratmirof en fronçant le sourcil? Qu'est-ce que c'est? répéta-t-il en frappant du pied.

Il se sentait offensé, humilié, et en même temps la beauté de cette femme, debout devant lui, avec tant d'aisance et de hardiesse, l'éblouissait et le déchirait. Aucun de ses charmes ne lui échappa : jusqu'au reflet rose des ongles de ses doigts effilés, tenant ferme le bronze foncé du flambeau ; il vit jusqu'à ce reflet... et l'offense pénétra encore plus profondément dans son cœur.

Et Irène continuait de rire.

— Comment! vous! vous êtes jaloux? dit-elle enfin ; et, tournant le dos à son mari, elle sortit de la chambre. — Il est jaloux ! entendit-il derrière la porte avec un nouvel éclat de rire.

Ratmirof, d'un air sombre, regarda sa femme sortir. Ici encore il ne put s'empêcher de remarquer tout ce que sa tournure, tout ce que sa démarche avait de séduisant ; il éteignit d'un coup sec sa cigarette sur le marbre de la cheminée et la lança au loin. Ses joues pâlirent, un frisson agita son menton, ses yeux parcoururent le plancher d'un air égaré et sauvage ; on aurait dit qu'il cherchait quelque chose... Toute trace d'élégance s'était effacée de son visage : il devait avoir une semblable expression lorsqu'il faisait fouetter les paysans de la Russie Blanche.

Pendant ce temps Litvinof rentrait dans sa chambre ; assis sur une chaise devant une table, et, la tête dans ses deux mains, il demeura longtemps immobile. Il se leva enfin, ouvrit un coffre et y prit un portefeuille dont il tira la carte de Tania. Enlaidi, vieilli comme la photographie rend souvent les visages, celui de Tania le regardait tristement. La fiancée de Litvinof était une jeune fille de pur sang russe, blonde, un peu grasse, avec des traits peut-être lourds, mais une expression singulière de bonté et de franchise dans des yeux châtain clair pleins d'intelligence, et un charmant front blanc sur lequel semblait toujours errer un rayon de soleil. Litvinof demeura longtemps les yeux fixés sur le portrait, puis il l'éloigna et cacha de nouveau sa tête dans ses mains. « Tout est fini ! murmura-t-il enfin. Irène ! Irène ! » Il comprit alors qu'il était épris d'elle irrévocablement, follement ; qu'il en était épris dès sa rencontre au Vieux-Château, qu'il n'avait pas cessé d'y songer. Comme il aurait été surpris, comme il aurait été incrédule, bien plus, comme il aurait ri, si on lui avait dit cela quelques heures plus tôt !

— Mais Tania, Tania, mon Dieu ! Tania, Tania !... répétait-il avec angoisse.

Et l'image d'Irène se dressait sans cesse devant lui avec son noir vêtement de deuil, mais avec le calme resplendissant de la victoire sur son visage blanc comme le marbre.

XV

Litvinof ne ferma pas l'œil de la nuit et ne se déshabilla point ; il étouffait. L'honneur et la justice parlaient en lui ; il comprenait la valeur des obligations, la sainteté du devoir et considérait comme une honte de ruser avec lui-même, avec sa faiblesse et sa faute. Il fut d'abord sous l'empire d'une sorte d'engourdissement : longtemps il ne put soulever le poids d'un sentiment mal défini, puis il fut pris

de terreur à la pensée que son avenir à peine conquis était de nouveau enveloppé de ténèbres, que la maison qu'il venait de bâtir était déjà ébranlée. Il commença par s'accuser sans miséricorde, mais il interrompit bientôt son réquisitoire. « Quelle pusillanimité ! se dit-il. Il ne s'agit pas maintenant de faire des reproches, mais d'agir. Tania est ma fiancée ; elle a ajouté foi à mon amour, à mon honneur; nous sommes unis pour l'éternité, nous ne pouvons pas, nous ne devons pas nous séparer. » Il se représenta vivement toutes les qualités de Tania, il les compta une à une ; il essaya d'exciter en lui-même de la contrition et de l'attendrissement. « Il ne reste plus qu'une chose à faire, songeait-il : s'enfuir, s'enfuir immédiatement, sans attendre son arrivée, voler à sa rencontre... Serai-je malheureux avec Tania ? c'est improbable ; en tous cas, il n'y a pas lieu à discuter cette hypothèse et à la prendre en considération ; il faut accomplir son devoir, mourir ensuite s'il le faut ! — Mais tu n'as pas le droit de la tromper, lui murmurait une autre voix, tu n'as pas le droit de lui cacher le changement opéré dans tes sentiments ; sachant que tu t'es épris d'une autre, peut-être ne voudra-t-elle plus être ta femme. — Mensonges ! mensonges ! répliquait-il, tout cela n'est que sophismes, honteux artifices, mauvaise foi ; je n'ai pas le droit de manquer de parole, et voilà tout. C'est cela... Mais alors il faut partir sans revoir l'autre... »

Ici le cœur de Litvinof se serra ; il eut froid, physiquement froid ; un frisson subit parcourut son corps, ses dents claquèrent ; il étendit ses membres et bâilla comme aux approches de la fièvre. N'insistant plus sur sa dernière pensée, l'étouffant, se détournant d'elle, il se mit à se demander comment il avait pu de nouveau être séduit par cet être corrompu, mondain, entouré de gens qui lui étaient si répugnants et hostiles. Est-ce bien vrai? se dit-il, et pour toute réponse il fit un geste découragé.

Et, tandis qu'il s'étonnait et hésitait encore, des traits enchanteurs sortaient comme d'un léger nuage, de beaux cils sombres se levaient lentement sur des yeux dont le regard vainqueur s'enfonçait dans son âme, et de gracieuses épaules, des épaules de jeune reine sortaient frissonnantes des ténèbres parfumées...

Le matin, Litvinof prit enfin une résolution. Il décida qu'il irait le même jour à la rencontre de Tatiana, que, dans une dernière entrevue avec Irène, il lui dirait, si cela ne se pouvait autrement, toute la vérité, et ne la reverrait plus jamais.

Il rangea et emballa ses affaires, attendit le milieu du jour et sortit.

Mais à la vue de ses jalousies à demi closes, le cœur lui manqua ; il n'eut pas le courage de franchir le seuil de l'hôtel, et fit quelques

tours dans l'allée de Lichtenthal. « J'ai l'honneur de présenter mes hommages à M. Litvinof, » dit tout à coup une voix railleuse du sommet d'un élégant *dogcart*. Litvinof leva les yeux, et vit le général Ratmirof juché à côté du prince M***, sportsman émérite. Le prince conduisait ; le général se pencha de côté, et, montrant ses dents, leva démesurément son chapeau. Litvinof lui rendit son salut, et, à l'instant, comme s'il obéissait à un ordre mystérieux, il courut chez Irène.

Elle était à la maison. Il se fit annoncer et fut tout de suite reçu. Quand il entra, elle était debout au milieu de la chambre. Elle avait une robe du matin à larges manches ; son pâle visage dénotait de la fatigue. Elle lui tendit la main, et le regarda d'un air gracieux mais distrait.

— Merci d'être venu, lui dit-elle d'une voix dolente, et elle se laissa tomber dans un fauteuil. Je ne suis pas tout à fait bien portante aujourd'hui ; j'ai passé une nuit sans sommeil. Eh bien, que dites-vous de la soirée d'hier ? n'avais-je pas raison ?

Litvinof s'assit.

— Je suis venu, Irène Pavlovna, commença-t-il...

Elle se releva et regarda fixement Litvinof.

— Qu'avez-vous ? s'écria-t-elle. Vous êtes pâle comme un mort. Vous êtes malade. Qu'avez-vous ?

Litvinof se troubla.

— Ce que j'ai, Irène Pavlovna ?

— Vous avez reçu une mauvaise nouvelle ? Il est arrivé un malheur, dites, dites ?...

Litvinof à son tour regarda Irène.

— Je n'ai reçu aucune mauvaise nouvelle, répondit-il non sans effort ; mais un malheur est en effet arrivé, un grand malheur... et c'est ce qui m'amène auprès de vous.

— Un malheur ? et lequel ?

— Voilà... C'est que...

Litvinof voulut continuer, mais cela lui fut impossible. Il serrait tellement ses mains que ses doigts en craquèrent. Irène se pencha en avant.

— Ah ! je vous aime ! dit Litvinof, avec un gémissement sourd, comme si ces mots eussent été violemment arrachés de sa poitrine.

Et il se retourna comme pour cacher son visage.

— Comment, Grégoire Mikhaïlovitch, vous...

Irène, à son tour, ne put achever sa phrase, et, s'appuyant sur le dossier du fauteuil, elle porta ses deux mains à ses yeux.

— Vous... m'aimez ?

— Oui... oui... oui ! répéta-t-il avec dureté, en détournant de plus en plus son visage.

Le silence régnait dans le salon : seulement un papillon agitait ses ailes et se débattait entre le rideau et la fenêtre. Litvinof reprit le premier la parole.

— Voilà, Irène Pavlovna, voilà le malheur qui m'a... frappé, que j'aurais dû prévoir et éviter, si, comme naguère à Moscou, je n'eusse été tout de suite entraîné par le torrent. Il paraît que le sort a voulu me faire encore éprouver, et toujours par vous, des tourments qui semblaient ne pouvoir se renouveler... J'ai résisté, j'ai essayé de résister, mais on ne peut se soustraire à ce qui doit arriver. Je vous dis tout cela pour terminer plus vite cette... cette tragi-comédie, ajouta-t-il avec une nouvelle explosion de fureur et de honte.

Litvinof s'arrêta; le papillon continuait à se heurter contre la fenêtre. Irène n'ôtait pas ses mains de son visage.

— Et, vous ne vous trompez pas?... Ces mots sortirent entre ses mains si blanches qu'on aurait juré qu'elles n'avaient pas une goutte de sang.

— Je ne me trompe pas, répondit Litvinof d'une voix sourde. Je vous aime comme jamais je n'ai aimé personne. Je ne vous adresserai pas de reproches, ce serait trop absurde; je ne vous répéterai pas que peut-être tout cela ne serait pas arrivé, si vous aviez autrement agi à mon égard... Sans doute, je suis seul coupable, ma présomption m'a perdu ; je suis justement puni, et vous ne pouviez nullement vous attendre... ; sans doute, vous ne pouviez pressentir que le danger eût été moins grand pour moi si vous n'aviez pas si vivement ressenti votre faute... votre soi-disant faute, et si vous n'aviez pas désiré la réparer... On ne peut revenir sur le passé. J'ai seulement voulu vous expliquer ma position : elle est déjà suffisamment pénible. Du moins, il n'existera plus, comme vous dites, de malentendus ; et la franchise de mon aveu diminuera, je l'espère, la mortification que vous devez ressentir.

Litvinof parlait sans lever les yeux ; du reste, s'il avait regardé Irène, il n'aurait pas pu voir ce qui se passait sur son visage, car elle le tenait comme auparavant caché dans ses mains. Cependant ce qui se passait sur ce visage l'aurait probablement surpris : c'était de la terreur et de la joie, un calme étrange et un effroi plus étrange encore; ses yeux se cachaient à demi sous ses paupières baissées; une respiration longue et saccadée glaçait ses lèvres ouvertes et desséchées.

Litvinof se tut, attendant une réponse, un son... Rien!

— Il ne me reste plus, reprit-il, qu'à m'éloigner ; je suis venu prendre congé de vous.

Irène laissa ses mains tomber lentement sur ses genoux.

— Mais il me souvient, Grégoire Mikhaïlovitch, que cette... cette personne dont vous m'avez parlé, doit arriver ici? Vous l'attendiez?

— Oui; mais je lui écrirai... elle s'arrêtera quelque part en route... à Heidelberg, par exemple.

— Ah! à Heidelberg... oui... c'est très-bien. Mais tout cela dérange vos plans. Êtes-vous sûr, Grégoire Mikhaïlovitch, que vous n'exagérez pas, et que ce n'est pas une fausse alarme?

Irène parlait tranquillement, presque froidement, avec de légères pauses, regardant du côté de la fenêtre. Litvinof ne répondit pas à sa dernière question.

— Pourquoi avez-vous parlé de mortification? continua-t-elle. Je ne suis pas blessée... oh! non. Et si un de nous est coupable, ce n'est pas vous; en tout cas, ce n'est pas vous seul... Rappelez-vous nos dernières conversations, et vous vous convaincrez que ce n'est pas vous qui êtes coupable.

— Je n'ai jamais douté de votre générosité, dit entre ses dents Litvinof, mais je voudrais savoir si vous approuvez mon intention?

— De partir?

— Oui.

Irène continuait à regarder de côté.

— Au premier moment votre intention m'a paru prématurée... Maintenant j'ai réfléchi sur ce que vous m'avez dit... et si réellement vous ne vous trompez pas, je suppose alors qu'il vous convient de vous éloigner. Cela vaudra mieux... mieux pour tous deux.

La voix d'Irène devenait de plus en plus faible et son parler plus lent.

— En effet, le général Ratmirof pourrait remarquer... voulut reprendre Litvinof.

Irène baissa les yeux; de nouveau, un tressaillement étrange apparut autour de sa bouche, — apparut et disparut.

— Non, vous ne m'avez pas comprise, interrompit-elle. Je ne songeais pas à mon mari. A quel propos? Il n'a rien à remarquer. Mais, je le répète : une séparation nous est indispensable à tous deux.

Litvinof reprit son chapeau qui avait glissé sur le parquet.

— Tout est fini, pensa-t-il, il faut s'en aller. Ainsi il ne me reste qu'à prendre congé de vous, Irène Pavlovna, dit-il tout haut, et son cœur se serra tout à coup comme s'il eût prononcé son propre jugement. Il ne me reste plus qu'à espérer que vous ne conserverez pas de moi un trop mauvais souvenir, et que si jamais...

Irène lui coupa de nouveau la parole.

— Attendez, Grégoire Mikhaïlovitch, ne prenez pas encore congé de moi; ce serait trop... précipité.

Litvinof tressaillit, mais une amertume brûlante gonfla de nouveau son cœur.

— Mais je ne puis rester ! s'écria-t-il. Pourquoi, pourquoi prolonger ce tourment ?

— Ne prenez pas encore congé de moi, répéta Irène. Il faut que je vous revoie... Encore une muette séparation comme à Moscou... non, je n'y puis consentir. Vous pouvez maintenant vous retirer, mais promettez-moi, donnez-moi votre parole d'honneur, que vous ne partirez pas sans m'avoir vue encore une fois.

— Vous le désirez?

— Je l'exige. Si vous partez sans me voir, jamais, jamais je ne vous le pardonnerai, entendez-vous, jamais! C'est étrange! ajouta-t-elle comme à elle-même : je ne puis m'imaginer que je suis à Bade... je me figure être à Moscou... Allez.

Litvinof se leva.

— Irène Pavlovna, dit-il, donnez-moi la main.

Irène secoua la tête.

— Je vous ai dit que je ne veux pas vous dire adieu...

— Ce n'est pas en signe d'adieu que je la demande.

Irène allait tendre la main, mais elle regarda Litvinof... pour la première fois après son aveu, et la retira.

— Non, non, murmura-t-elle, je ne vous donnerai pas la main. Non... non. Allez.

Litvinof salua et sortit. Il ne se rendait pas compte du refus d'Irène de lui accorder un dernier serrement de main amical, il ne comprenait pas pourquoi elle craignait de le faire. Il sortit, et Irène s'enfonça de nouveau dans son fauteuil, et, de nouveau, se cacha le visage.

XVI

Litvinof ne rentra pas chez lui ; il alla dans la montagne, et, pénétrant dans un épais fourré, il se jeta le visage contre terre, et resta ainsi étendu près d'une heure. Il ne souffrait pas, il ne pleurait pas; un morne engourdissement s'était emparé de lui. Jamais il n'avait éprouvé rien de pareil : c'était un intolérable et poignant sentiment du vide, du vide en lui-même, autour de lui, partout... Il ne songeait ni à Irène, ni à Tatiana. Il ne sentait qu'une chose : la hache avait frappé ; la corde qui le retenait au port était rompue, et il était saisi, entraîné par quelque chose d'inconnu et de glacial.

Parfois, il lui semblait qu'un tourbillon passait au-dessus de lui, et il sentait le rapide tournoiement, les coups irréguliers de ses ailes noires... Toutefois sa résolution demeurait inébranlable. Il ne mettait plus en question son départ de Bade. Par la pensée, il était déjà en route ; il était déjà assis dans un wagon tonnant et fumant, et s'avançait, s'avançait au loin vers une terre perdue et désolée. Il se releva enfin, et, appuyant sa tête sur un arbre, il demeura immobile ; une de ses mains avait seulement saisi une longue fougère et la balançait machinalement en cadence. Le bruit de pas rapprochés le tira de son assoupissement : deux charbonniers avec d'énormes sacs sur les épaules descendaient le sentier escarpé.

— Il est temps, murmura Litvinof.

Il suivit les charbonniers, alla à la gare du chemin de fer et expédia un télégramme à la tante de Tatiana, Capitoline Markovna. Il l'informait de son départ immédiat, et lui donnait rendez-vous à l'hôtel Schrader, à Heidelberg.

— Puisqu'il faut en finir, pensait-il, finissons-en vite sans remettre au lendemain.

Il entra ensuite dans la salle de jeu, dévisagea deux ou trois joueurs avec une curiosité hébétée, remarqua de loin l'occiput difforme de Bindasof, le front solennel de Pichtchalkin, et, après être resté un moment sous la colonnade, il se dirigea, sans se presser, vers la maison d'Irène. Ce n'était pas un sentiment subit et involontaire qui l'y conduisait : décidé à partir, il était également décidé à lui tenir parole, à la revoir une dernière fois. Il entra dans l'hôtel sans être vu par le suisse, monta l'escalier sans rencontrer personne ; il poussa machinalement la porte, entra sans frapper dans le salon. Irène était assise dans le même fauteuil, dans le même costume, dans la même posture. Il était évident qu'elle n'avait pas changé de place, qu'elle n'avait pas bougé tout ce temps. Elle releva lentement la tête, et, voyant Litvinof, elle frissonna et saisit le bras du fauteuil.

— Vous m'avez effrayée, murmura-t-elle.

Litvinof la considéra avec une muette surprise. L'expression de son visage, ses yeux éteints le frappèrent. Irène sourit avec effort et répara le désordre de sa chevelure.

— Ce n'est rien... je ne sais vraiment pas... il paraît que je me suis endormie ici.

— Excusez-moi, Irène Pavlovna, commença Litvinof, je suis entré sans me faire annoncer... J'ai voulu faire ce qu'il vous a plu de me demander. Comme je pars ce soir...

— Ce soir? Mais vous m'avez dit, ce me semble, que vous vouliez d'abord écrire une lettre...

— J'ai envoyé un télégramme.

— Ah! vous jugez urgent... Et quand partez-vous? C'est-à-dire à quelle heure?

— A sept heures.

— Ah! à sept heures! Et vous êtes venu prendre congé de moi?

— Oui, Irène Pavlovna, prendre congé.

Irène se tut.

— Je dois vous remercier, Grégoire Mikhaïlovitch; il vous a probablement fallut faire un effort pour venir ici?

— C'est vrai, Irène Pavlovna, un effort.

— En général, on ne vit pas sans efforts, Grégoire Mikhaïlovitch; qu'en pensez-vous?

— C'est selon, Irène Pavlovna.

Irène se tut derechef; elle semblait égarée dans ses pensées.

— Vous m'avez prouvé votre amitié en revenant, dit-elle enfin. Je vous remercie. En somme, j'approuve votre intention de terminer tout au plus vite... parce que tout retard... parce que... parce que moi que vous accusez de coquetterie, que vous avez appelée comédienne,— c'est ainsi, ce me semble, que vous m'avez appelée...

Irène se leva soudain, et, changeant de fauteuil, elle se pencha et colla son visage et ses mains sur le bord de la table.

— Parce que je vous aime!... murmura-t-elle entre ses doigts serrés.

Litvinof chancela comme si quelqu'un l'avait frappé dans la poitrine. Irène détourna avec angoisse la tête comme si elle voulait à son tour lui cacher son visage et la coucha sur la table.

— Oui, je vous aime... et vous le savez.

— Moi? moi, je le sais? dit enfin Litvinof. Moi?

— Maintenant, vous voyez, continua Irène, qu'il faut réellement que vous partiez, qu'il est impossible d'ajourner... pour vous et pour moi. C'est dangereux, c'est effrayant... Adieu, ajouta-t-elle en se levant du fauteuil avec véhémence, adieu.

Elle fit quelques pas dans la direction de son cabinet, et, allongeant sa main en arrière, elle l'agita dans l'espace, comme si elle eût désiré rencontrer celle de Litvinof; mais il se tenait loin comme scellé au parquet. Elle dit encore une fois : « Adieu, oubliez! » et, sans tourner la tête, elle disparut.

Resté seul, Litvinof eut de la peine à reprendre ses sens. Il se remit enfin, s'approcha vivement de la porte du cabinet, prononça le nom d'Irène une fois, deux, trois fois... Il avait déjà la main sur la clef, lorsque la voix bruyante de Ratmirof se fit entendre sur le perron de l'hôtel.

Litvinof enfonça son chapeau sur ses yeux et descendit l'escalier. L'élégant général était devant la loge du suisse, et lui expliquait en

médiocre allemand qu'il désirait louer une voiture pour toute la journée du lendemain. Apercevant Litvinof, il souleva de nouveau son chapeau d'une façon démesurée et lui présenta de nouveau ses « hommages ; » il se moquait de lui très-clairement, mais Litvinof songeait à bien autre chose. Il répondit à peine au salut de M. Ratmirof, regagna son logement et s'assit auprès de sa malle déjà faite et cadenassée.

La tête lui tournait, le cœur lui tremblait comme une feuille. Qu'y avait-il à faire à présent ? Pouvait-il le prévoir ?

Oui, il avait prévu tout cela, quelque invraisemblable que ce fût. Cela l'avait étourdi comme un coup de tonnerre, mais il l'avait prévu, quoiqu'il n'osât pas se l'avouer. Cependant il ne savait rien de sûr. Tout en lui était mêlé et confondu ; il avait perdu le fil de ses propres pensées. Il se souvint de Moscou... là aussi tout avait disparu subitement comme dans une bourrasque. Il suffoquait, un sentiment de triomphe, de triomphe stérile, désespérant, oppressait et déchirait sa poitrine. Pour rien au monde il n'aurait consenti à ce que les paroles échappées à Irène ne lui fussent pas échappé ; mais quoi ? Ces paroles ne pouvaient changer la résolution prise. Comme auparavant, cette résolution n'était pas flottante, mais ferme comme l'ancre qui retient le navire. Litvinof perdait le fil de ses pensées... pourtant il était encore maître de sa volonté, il disposait de lui-même comme d'un être étranger et soumis. Il sonna le garçon, demanda son compte, retint une place dans l'omnibus ; il brûlait avec intention tous ses vaisseaux. « Mourir ensuite s'il le faut, » disait-il comme dans sa dernière nuit sans sommeil ; cette phrase lui plaisait particulièrement. « Mourir ensuite s'il le faut, » répétait-il en arpentant lentement sa chambre. Parfois il fermait les yeux et cessait de respirer lorsque les paroles d'Irène revenaient faire irruption dans son âme et la brûler. « On ne saurait apparemment aimer deux fois, pensait-il ; une autre vie s'est infiltrée en toi, tu ne peux plus t'en délivrer; tu ne guériras jamais de ce poison, tu ne sortiras pas de ces lacs ! C'est ainsi, mais qu'est-ce que cela prouve ? Le bonheur... est-il possible? Tu l'aimes, supposons-le... et elle... elle t'aime... » Ici, il fut encore obligé de faire un grand effort sur lui-même. Comme le voyageur qui, dans une nuit sombre, voit devant lui une faible lueur et, craignant de s'égarer, ne perd pas un instant de vue ce phare sauveur, Litvinof concentrait toutes les forces de son esprit vers un seul objet : rejoindre sa fiancée, ou plutôt arriver, non pas auprès de sa fiancée (il tâchait de ne pas y penser), mais dans l'hôtel de Heidelberg où il lui avait donné rendez-vous ; tel était son phare. Ce qui adviendrait ensuite, il l'ignorait et voulait l'ignorer ; il n'y avait qu'une chose indubitable, c'est qu'il ne

reviendrait pas en arrière. « Mourir ensuite s'il le faut, » répéta-t-il pour la dixième fois en consultant sa montre. Il était six heures un quart. Comme il y avait encore longtemps à attendre, il se remit à marcher de long en large. Le soleil baissait, le ciel s'empourprait derrière les arbres, un reflet rouge pénétrait par d'étroites fenêtres dans la chambre qui devenait de plus en plus obscure. Il sembla tout à coup à Litvinof que la porte s'était brusquement ouverte et s'était aussi brusquement refermée ; il tourna la tête et vit une femme enveloppée dans une mantille noire.

— Irène ! s'écria-t-il, en joignant les mains.

Elle lui fit un signe de tête, et son front tomba sur la poitrine de Litvinof.

Une heure après cette apparition, Litvinof était assis seul sur son canapé. Sa malle était dans un coin, ouverte et vide ; au milieu d'objets en désordre, il y avait sur la table une lettre de Tatiana qu'il venait de recevoir. Elle lui mandait que la santé de sa tante s'étant complétement remise, elle s'était décidée à avancer son départ de Dresde, et que, s'il ne survenait aucun obstacle, elles comptaient arriver le lendemain à midi à Bade ; elle ajoutait qu'elles espéraient le voir venir à leur rencontre au chemin de fer. Un logement avait été retenu par Litvinof dans l'hôtel où il était descendu. Le soir même, il envoya un billet à Irène et en reçut cette réponse le lendemain matin.

« Un jour plus tôt, un jour plus tard, écrivait-elle, c'était inévitable. Pour moi, je te répète ce que je t'ai dit hier : ma vie est entre tes mains, fais de moi ce que tu voudras. Je te laisse ta pleine liberté ; mais sache bien que, si cela est nécessaire, je quitterai tout et je te suivrai au bout du monde. Nous nous verrons du reste demain. »

XVII

Parmi les personnes rassemblées le 18 août à midi sur la plateforme du chemin de fer se trouvait Litvinof. Quelques minutes auparavant, il avait rencontré Irène : elle était dans une calèche découverte avec son mari et un monsieur d'un âge mur. Elle vit Litvinof, et il la remarqua. Quelque chose de sombre courut sur ses yeux ; mais elle se cacha tout de suite de lui avec son parasol.

Un étrange changement s'était opéré en lui depuis la veille : dans toutes ses allures, ses mouvements, l'expression de son visage, il se sentait lui-même un autre homme.

Assurance, quiétude, respect de lui-même, tout s'était évanoui ; il

ne restait plus débris de sa structure morale ; ses récentes et indélébiles impressions avaient enseveli le passé. Il éprouvait une sensation toute nouvelle, intense, vive, mais détestable ; un hôte mystérieux avait pénétré dans le sanctuaire et s'y était établi sans s'annoncer ; il s'y était étendu en maître, comme on prend possession d'une nouvelle demeure. Litvinof n'avait plus honte, il avait peur ; il brûlait en même temps d'une témérité désespérée ; les vaincus, les prisonniers connaissent ce mélange de sentiment opposés qui n'est pas inconnu au voleur après son premier vol. Or, Litvinof était vaincu, vaincu à l'improviste, et que devenait maintenant son honneur ?

Le train tarda de quelques minutes. L'anxiété de Litvinof se changea en angoisse mortelle : il ne savait demeurer en place ; pâle comme un spectre, il se mêlait à la foule, cherchait à s'y perdre. « Mon Dieu, pensait-il, si elle avait pu retarder d'un jour... » Son premier regard sur Tania, le premier regard qu'elle lui jetterait, voilà ce qui l'épouvantait, voilà ce qu'il fallait au plus vite soutenir. Et après ? Après, arrive que pourra ! Il ne prenait plus aucune résolution, il ne répondait plus de lui-même. La phrase de la veille lui revint à l'esprit. Et voilà comment il allait à la rencontre de Tania...

Un sifflement prolongé retentit enfin, on vit la locomotive s'avancer lentement. La foule se précipita à sa rencontre, Litvinof la suivit, chancelant comme un condamné. Déjà on pouvait distinguer les visages, les chapeaux des dames dans les wagons ; un mouchoir blanc flottait à une fenêtre, c'était Capitoline Markovna qui l'agitait. C'en était fait : elle avait vu Litvinof, et il l'avait reconnue. Le train stopa. Litvinof se jeta à la portière, l'ouvrit : Tatiana était debout auprès de sa tante et, avec un sourire limpide, lui tendait la main. Il les aida à descendre, leur dit quelques phrases banales sans suite ni liaison, et se donna aussitôt beaucoup de mouvement pour prendre leurs billets, les débarrasser de leurs sacs, de leurs plaids, leur procurer un facteur, retenir une voiture ; on criait autour de lui, il était tout heureux de ce bruit. Tatiana se mit un peu à l'écart et, sans cesser de sourire, attendit tranquillement le terme de son agitation fiévreuse. Capitoline Markovna ne pouvait, au contraire, rester en place ; elle ne pouvait pas encore croire qu'elle fût à Bade. Elle s'écria tout à coup :

— Et les parapluies ! Tania, où sont les parapluies ? oubliant qu'elle les serrait sous son bras ; puis elle n'en finit pas de prendre bruyamment congé d'une dame dont elle avait fait la connaissance de Heidelberg à Bade. Cette dame n'était autre que notre amie madame Soukhantchikof. Elle avait été saluer Goubaref à Heidelberg,

et en revenait avec « des instructions. » Capitoline Markovna portait une mantille bigarée assez singulière et un chapeau rond de voyage, en forme de champignon, qui ne cachait pas une chevelure grise taillée à l'enfant : d'une taille moyenne, maigre, elle était échauffée par la route et parlait russe d'une voix aiguë et chantante. Elle fit sensation.

Litvinof finit par l'installer avec Tatiana dans une voiture et se plaça vis-à vis d'elles. Le cocher fouetta ses chevaux. Vinrent les questions : on échangea des poignées de mains, des sourires et des compliments. Litvinof respira : le premier moment ne s'était pas trop mal passé. Rien en lui ne semblait avoir surpris et troublé Tatiana. Elle le regardait toujours avec autant de sérénité et de confiance, rougissait aussi gracieusement, riait d'aussi bon cœur. Il se décida à la regarder, non à la dérobée, mais fixement ; ses yeux, jusqu'alors, lui avaient été rebelles. Une compassion involontaire saisit son âme : l'expression si calme de ce franc et loyal visage lui donna un amer remords. « Tu as venue ici, pauvre jeune fille, pensait-il, toi, que j'ai tant attendue et appelée, avec laquelle je voulais vivre toute ma vie, tu es arrivée, tu as eu confiance en moi, et moi... et moi... » Litvinof baissa la tête, mais Capitoline Markovna ne lui laissa pas le loisir de se replonger dans ses rêveries et l'accabla de questions... « Qu'est-ce que c'est que ce bâtiment avec des colonnes? Où joue-t-on ici? Qui est-ce qui va là? Tania, Tania, regarde quelles crinolines! Et qui est celle-là? Il doit y avoir ici beaucoup de Françaises de Paris? Seigneur, quel chapeau! On peut ici tout trouver comme à Paris? J'imagine seulement que tout est très-cher? Ah! quelle excellente et intelligente femme j'ai rencontrée! Vous la connaissez, Grégoire Mikhaïlovitch, elle m'a dit vous avoir vu chez un Russe également de beaucoup d'esprit. Elle a promis de venir nous voir. Comme elle habille tous ces aristocrates; c'est merveilleux! Qu'est-ce que c'est que ce monsieur à moustaches grises? Le roi de Prusse? Tania, Tania, regarde, c'est le roi de Prusse. Non? Ce n'est pas le roi de Prusse? C'est l'ambassadeur des Pays-Bas? Je n'entends pas, ces roues font tant de bruit. Ah! quels beaux arbres!

— Oui, tante, ils sont superbes, remarqua Tania, et comme tout ici est vert et gai! N'est-il pas vrai, Grégoire Mikhaïlovitch?

— Très-gai..., » répondit-il entre ses dents.

La voiture s'arrêta devant l'hôtel. Litvinof conduisit les voyageuses dans l'appartement qu'il leur avait retenu, promit de revenir dans une heure, et rentra dans sa chambre. Dès qu'il y remit le pied, il fut resaissi par le charme magique un moment dissipé. Irène régnait dans cette chambre depuis la veille ; tout y parlait d'elle. Litvinof se

sentit de nouveau son esclave. Il prit le mouchoir d'Irène, caché sur sa poitrine, l'approcha de ses lèvres, et d'ardentes pensées parcoururent ses veines comme un subtil venin. Il comprit qu'il n'y avait plus de retour, plus de choix : la compassion douloureuse provoquée par la vue de Tatiana fondit comme de la neige au feu, et le repentir se tut, se tut si complétement que tout trouble s'apaisa en lui, et que la nécessité de feindre, en se présentant à son esprit, ne lui causait plus aucun dégoût. Aimer Irène, voilà ce qui était devenu son droit, sa loi, sa conscience. Lui si prudent et raisonnable, il ne songeait même plus comment il sortirait d'une position dont l'horreur et l'absurdité ne pesaient plus sur lui que fort légèrement, et comme s'il s'agissait d'un autre. Une heure ne s'était pas écoulée, lorsque le garçon se présenta de la part des nouvelles arrivées : elles le priaient de venir les rejoindre dans la salle commune. Il suivit leur messager, et les trouva déjà habillées et en chapeaux. Toutes deux exprimèrent le désir de profiter du beau temps pour jeter un premier coup d'œil sur Bade. Capitoline Markovna grillait particulièrement d'impatience ; elle eut même un peu d'humeur en apprenant que ce n'était pas encore l'heure où le monde fashionnable se réunissait devant la *Conversationhaus*. Litvinof lui offrit le bras, et la promenade officielle commença. Tatiana marchait à côté de sa tante et regardait avec une calme curiosité tout ce qui l'entourait ; Capitoline Markovna continuait ses questions. A la vue de la roulette, des croupiers si *distingués* que, si elle les avait rencontrés ailleurs, elle les aurait assurément pris pour des ministres, à la vue de leurs petits râteaux toujours en mouvement, des tas d'or et d'argent sur le tapis vert, des vieilles et des jeunes femmes qui jouaient, Capitoline Markovna tomba dans une muette extase ; elle oublia complétement qu'il lui convenait de s'indigner, et n'eut pas assez d'yeux pour tout examiner, tressaillant à chaque nouvel appel de numéros. Le bourdonnement de la boule d'ivoire dans la roulette pénétrait jusque dans la moelle de ses os ; ce n'est que revenue au grand air qu'elle eut assez de force pour appeler, en exhalant un profond soupir, les jeux de hasard, une invention immorale de l'aristocratie. Un sourire inerte et méchant effleura les lèvres de Litvinof ; il parlait par saccades et avec nonchalance, il avait l'air d'être dépité ou ennuyé. Mais en se tournant vers Tatiana il faillit perdre contenance : elle le regardait avec attention et semblait se demander à elle-même quel genre d'impression il lui faisait. Il s'empressa de lui faire un signe de tête, elle y répondit et recommença à le regarder d'une façon interrogative et avec une certaine attention, comme s'il était bien plus loin d'elle qu'il ne l'était réellement. Litvinof arracha ses dames au *Conversationhaus*, et évitant « l'arbre

russe, » sous lequel étaient déjà installées deux compatriotes, il se dirigea vers l'allée de Lichtentahl. Il n'y était pas encore entré qu'il vit de loin Irène. Elle venait à leur rencontre avec son mari et Potoughine. Litvinof pâlit comme un linge, cependant il ne hâta point sa marche, et, lorsqu'ils se rencontrèrent, il lui fit une inclination muette. Elle salua froidement et, après avoir jeté sur Tatiana un regard scrutateur, elle passa son chemin. Ratmirof leva son chapeau très-haut, Potoughine murmura quelque chose d'inintelligible.

— Quelle est cette dame? demanda Tatiana, qui n'avait presque pas ouvert la bouche jusqu'alors.

— Cette dame? répéta Litvinof, cette dame? c'est une certaine madame Ratmirof.

— Une Russe?

— Oui.

— Vous avez fait ici sa connaissance?

— Non, je la connais depuis longtemps.

— Comme elle est belle !

— As-tu remarqué sa toilette? dit Capitoline Markovna. On pourrait nourrir dix familles toute une année avec l'argent qu'ont coûté ses seules dentelles ! C'est son mari qui était avec elle? ajouta-elle en se tournant vers Litvinof.

— Son mari.

— Il doit être horriblement riche ?

— Je l'ignore, mais je ne le suppose pas.

— Et quel grade a-t-il ?

— Il est général.

— Quels yeux ! reprit Tatiana, ils ont une étrange expression : ils sont en même temps mélancoliques et perçants ; jamais je n'en ai vu de pareils.

Litvinof ne répondit rien ; il lui semblait sentir encore sur son visage le regard inquisiteur de Tatiana ; il se trompait : elle regardait à ses pieds le sable de l'allée.

— Mon Dieu ! quel est ce monstre ? s'écria tout à coup Capitoline Markovna, montrant du doigt un *panier* dans lequel était nonchalamment étendue une femme rousse, au nez retroussé, vêtue d'un costume de couleur criarde, avec des bas lilas.

— Ce monstre? mais ce n'est rien moins que la fameuse mamzelle Cora.

— Qui ?

— Mamzelle Cora, une célébrité parisienne?

— Comment? ce carlin? mais c'est un laideron.

— Apparemment cela n'y fait rien.

Les bras en tombèrent à Capitoline Markovna. — Il est joli votre Bade! Peut-on s'asseoir sur ce banc? je suis un peu fatiguée.

— Certainement, Capitoline Markovna, c'est pour cela que les bancs sont faits.

— Qu'en sait-on, de vos usages? On dit, par exemple, qu'à Paris il y a aussi des bancs sur les boulevards, mais qu'il n'est pas convenable de s'y asseoir.

Litvinof ne se donna pas la peine d'édifier à ce sujet Capitoline Markovna : il s'aperçut qu'ils étaient à la même place où il avait eu avec Irène son explication décisive... puis il se rappela qu'il venait de remarquer sur sa joue une petite tache rose. Capitoline Markovna prit possession du banc, Tatiana s'assit à côté d'elle, Litvinof resta debout dans l'allée : était-ce effet de son imagination ou réalité, il lui semblait qu'il se creusait entre lui et Tatiana un abîme de plus en plus profond.

— Ah! quelle bouffonne, reprit Capitoline Markovna en secouant la tête avec compassion. Si on vendait sa toilette, ce n'est plus dix mais cent familles qu'on pourrait nourrir. Avez-vous vu des diamants sous son chapeau, sur ses cheveux rouges? Des diamants, le matin?

— Elle n'a pas les cheveux roux, remarqua Litvinof; elle les teint ainsi suivant la mode.

Capitoline fit encore un mouvement de stupéfaction et se mit à refléchir. — Chez nous, à Dresde, reprit-elle, on n'est pas encore descendu à pareil scandale. C'est parce que c'est plus loin de Paris. Vous partagez cette opinion, n'est-il pas vrai, Grégoire Mikhaïlovitch?

— Moi? répondit Litvinof, en se disant : « De quoi, diable, parle-t-elle? » Moi? sans doute... bien certainement...

En ce moment on entendit un pas mesuré, et Potoughine s'approcha du banc. — Bonjour, dit-il à Grégoire Mikhaïlovitch, en souriant et secouant la tête.

Litvinof le prit tout de suite par la main. — Bonjour, bonjour, Sozonthe Ivanovitch, il me semble que je viens de vous rencontrer avec... il y a un moment, dans l'allée.

— Oui, c'était moi.

Potoughine salua respectueusement les dames assises sur le banc.

— Permettez-moi de vous présenter à de bonnes amies, à des parentes qui viennent d'arriver à Bade. — Potoughine Sozonthe Ivanovitch, un de mes compatriotes, également un hôte de Bade.

Les deux dames firent mine de se lever. Potoughine répéta ses saluts.

— C'est un véritable raout, commença d'une voix de fausset Ca-

pitoline Markovna ; l'excellente vieille fille avait de la timidité, mais tenait par-dessus tout à ne pas la montrer. — Tous croient de leur devoir de venir ici.

— Bade est, en effet, un agréable séjour, répondit Potoughine en regardant Tatiana à la dérobée ; c'est un séjour très-agréable que Bade.

— Oui, il est seulement trop aristocratique, autant que je puis en juger. Nous avons habité Dresde avec elle, tout ce temps ; c'est une ville très-intéressante, tandis qu'ici c'est un vrai raout.

— « Le mot lui plaît, » pensa Potoughine. — Votre remarque est parfaitement juste, dit-il tout haut, mais en revanche la nature est ici splendide, et la situation des plus pittoresques qu'on puisse rencontrer. Votre compagne doit principalement apprécier cela. N'est-il pas vrai, mademoiselle, ajouta-t-il en s'adressant cette fois directement à Tatiana.

Tatiana leva sur Potoughine ses grands yeux limpides. Elle semblait chercher à comprendre ce qu'on voulait d'elle, pourquoi Litvinof lui avait fait faire connaissance, dès le premier jour de son arrivée, de cet étranger qui avait d'ailleurs une honnête et intelligente figure, et qui la considérait avec politesse et intérêt.

— Oui, finit-elle par dire, on est très-bien ici.

— Il faut que vous visitiez le Vieux-Château, continua Potoughine ; je vous conseille surtout d'aller à Ibourg.

— La Suisse saxonne... commença Capitoline Markovna...

Des trompettes se firent entendre ; c'était l'orchestre militaire prussien de Rastadt (en 1862 Rastadt était encore une forteresse fédérale), qui commençait son concert hebdomadaire au pavillon. Capitoline Markovna se leva aussitôt.

— De la musique, dit-elle, de la musique à la *Conversation !* Il faut y aller. Il est maintenant quatre heures, n'est-il pas vrai ? C'est le beau moment.

— Oui, répondit Potoughine ; c'est l'heure à la mode et la musique est excellente.

— Il ne faut donc pas tarder, Tania, allons.

— Vous me permettez de vous accompagner ? demanda Potoughine au grand étonnement de Litvinof, auquel il ne vint pas en tête que Potoughine pouvait être envoyé par Irène.

Capitoline Markovna sourit : — Avec grand plaisir, msieur... msieur...

— Potoughine, lui offrant son bras. Litvinof donna le sien à Tatiana et les deux couples se dirigèrent vers la *Conversationhaus.*

Potoughine continua à discuter avec Capitoline Markovna, et Litvinof à marcher sans ouvrir la bouche; deux fois seulement il sourit sans au-

cun motif, et serra légèrement la main de Tatiana ; il y avait du mensonge dans ces serrements de main auxquels elle ne répondit pas, et Litvinof se rendait compte de ce mensonge : ils n'exprimaient pas la mutuelle confiance de deux âmes qui s'étaient données l'une à l'autre ; ils remplaçaient des paroles qui n'arrivaient pas sur ses lèvres. Ce je ne sais quoi d'innommé qui commença entre eux ne fit que s'accroître. Tatiana le regardait de nouveau avec surprise et préoccupation. — La situation n'éprouva nul changement devant la *Conversationhaus* à la petite table autour de laquelle ils s'assirent tous quatre, avec cette seule différence qu'au milieu du bruit de la foule et du fracas des instruments, le silence paraissait moins extraordinaire. Capitoline Markovna avait complétement perdu la tête ; c'est à peine si Poutoughine pouvait suffire à lui répondre et à satisfaire sa curiosité. Pour son bonheur, dans la masse des promeneurs apparut la sèche figure de madame Soukhantchikof avec ses yeux éternellement prêts à sauter sur vous. Capitoline Markovna la reconnut immédiatement, l'engagea à venir à leur petite table, la fit asseoir et aussitôt éclata une tempête de paroles. Potoughine se tourna vers Tatiana et entama la conversation avec elle d'une voix lente et douce, avec une expression affable sur son visage légèrement incliné, et elle, à sa propre surprise, lui répondait avec aisance ; il lui était agréable de causer avec cet étranger, cet inconnu, tandis que Litvinof était comme auparavant immobile sur sa chaise avec le même sourire inerte et mauvais sur les lèvres...

Vint l'heure du dîner, la musique cessa, les promeneurs devinrent plus rares. Capitoline Markovna dit affectueusement adieu à madame Soukhantchikof. Elle l'avait en grande estime, quoiqu'elle dit ensuite à sa nièce que cette personne était trop enthousiaste, mais qu'en revanche elle était au fait de tout. Et quant aux machines à coudre, il faudra réellement s'en procurer aussitôt après les noces. — Potoughine se retira, Litvinof conduisit ses dames à la maison. A la porte de l'hôtel, on lui remit un billet ; il s'écarta et déchira précipitamment l'enveloppe. Sur un petit morceau de vélin, il y avait ces mots tracés au crayon : « Venez ce soir à sept heures chez moi pour une minute, pour une minute, je vous en supplie. » Litvinof enfonça le papier dans sa poche et, se retournant, il sourit de nouveau... à qui, et pourquoi? Tatiana lui tournait le dos. Ils dînèrent à table d'hôte. Litvinof était placé entre Capitoline Markovna et Tatiana ; il jasait, débitait des anecdotes, se versait du vin et n'en laissait pas manquer les dames. Il avait brusquement pris, avec un animation étrange, un ton si égrillard qu'un officier d'un régiment de ligne en garnison à Strasbourg, avec des moustaches à la Napoléon, assis vis-à-vis de lui, crut pouvoir se mêler à la conversation et finit

par proposer un toast à *la santé des belles Moscovites!* Après dîner, Litvinof reconduisit les deux dames dans leur chambre ; il resta un moment auprès de la fenêtre, d'un air morose, et déclara tout à coup qu'une affaire l'obligeait à s'absenter, mais qu'il reviendrait certainement le soir. Tatiana ne dit rien, pâlit et baissa les yeux. Capitoline Markovna avait l'habitude de faire la sieste après dîner; Tatiana savait que Litvinof ne l'ignorait pas ; elle espérait qu'il en profiterait, qu'il resterait, car il n'avait pas été un moment seul avec elle depuis son arrivée, et ne lui avait pas parlé franchement. Et voilà qu'il sort! Comment interpréter cela, et toute sa conduite de ce jour?...

Litvinof s'éloigna précipitamment sans attendre de réponse ; Capitoline Markovna s'étendit sur le divan et, après avoir poussé deux soupirs, s'endormit du plus paisible sommeil; Tatiana alla dans un coin et s'assit sur une chaise, les bras serrés sur sa poitrine.

XVIII

Litvinof monta l'escalier de l'*hôtel de l'Europe*. Une petite fille de treize ans, avec un espiègle visage kalmouk, qui évidemment l'épiait, l'arrêta en lui disant en russe : « Veuillez entrer ici, Irène Pavlovna viendra tout de suite. » Il la regarda avec hésitation. Elle sourit, répéta son invitation, l'introduisit dans une petite chambre encombrée de malles, située devant l'appartement d'Irène, et s'éclipsa en fermant la porte avec précaution. Litvinof n'avait pas encore eu le temps de se reconnaître quand la même porte s'ouvrit brusquement et laissa paraître Irène en robe de bal rose, avec des perles dans les cheveux et au cou. Elle lui prit les deux mains et resta quelques secondes sans parler ; ses yeux étincelaient, sa poitrine était haletante, comme si elle avait précipitamment monté un escalier.

— Je n'ai pas pu vous recevoir là-bas, commença-t-elle à demi-voix ; nous allons partir sur-le-champ pour un dîner de gala ; je voulais vous voir un instant... C'était votre fiancée celle avec laquelle je vous ai rencontré ce matin ?

— Oui, c'était ma fiancée, répondit Litvinof en appuyant sur le mot « c'était. »

— Eh bien! j'ai voulu vous voir une minute pour vous dire que vous devez vous considérer comme entièrement libre, que tout ce qui s'est passé hier ne doit pas changer vos résolutions...

— Irène ! s'écria Litvinof, pourquoi me dis-tu cela?

Il prononça ces mots à haute voix ; ils étaient empreints d'une passion insensée. Irène ferma un moment les yeux. — Ah! continua-

t-elle encore plus bas, mais avec une irrésistible émotion, tu ne sais pas combien je t'aime, mais hier je n'ai fait que payer ma dette, réparer ma faute. Je n'ai pu, comme je l'aurais voulu, te rendre ma jeunesse, mais je ne t'ai imposé aucune obligation, je ne t'ai délié d'aucune promesse. Fais ce que tu veux, tu es libre comme l'air, rien, rien ne te lie, sache-le bien !

— Mais je ne puis vivre sans toi, Irène, murmura à son tour Litvinof, je suis à toi pour toujours. Ce n'est qu'à tes pieds que je puis vivre.

Il se pencha sur ses mains. Irène regarda sa tête inclinée.

— Sache alors, dit-elle, que moi aussi je suis prête à tout, que je ne regretterai rien ni personne. Ce que tu décideras sera fait. Moi aussi je suis à toi... pour toujours.

Quelqu'un gratta à la porte. Irène se baissa, murmura encore une fois : « à toi... adieu ! » Litvinof sentit sa respiration passer sur ses cheveux, mais, quand il se releva, elle n'était déjà plus dans la chambre, il n'entendit que le frôlement de sa robe dans le corridor, et Ratmirof qui criait avec impatience : « Eh bien ! Vous ne venez pas ? »

Litvinof s'assit sur une grande malle et, mettant ses mains sur son visage, il sentit un parfum pénétrant. Irène avait tenu ses mains dans ses mains. « C'en est trop, » pensait-il. La petite fille entra dans la chambre et, souriant de nouveau à son regard effaré, elle lui dit : « Veuillez sortir maintenant. » Il se leva et quitta l'hôtel. Comment penser à revenir tout de suite à la maison ? il fallait reprendre ses sens. Son cœur battait vite et irrégulièrement ; la terre semblait onduler sous ses pieds. Litvinof s'engagea dans l'allée de Lichtenthal. Il comprenait que le moment décisif était arrivé, qu'il n'était plus possible d'ajourner, de se cacher, de recourir aux expédients, qu'une explication avec Tatiana était inévitable ; mais comment l'entamer ? Il dit adieu à tout son avenir si heureusement et si utilement combiné ; il savait qu'il se jetait la tête en avant dans un précipice, et ce n'était pourtant pas cela qui le troublait. C'était chose résolue, mais comment allait-il se présenter devant son juge ? Et si réellement il avait affaire à un juge, à un ange portant un glaive de feu, son cœur criminel l'aurait accepté peut-être, mais ici il lui fallait enfoncer lui-même le couteau... C'était horrible ! Il pouvait encore retourner en arrière, profiter de la liberté qu'on lui offrait, mais non ! mille fois mieux la mort. La liberté lui était désormais indifférente, et il consentait à tomber en poussière, pourvu qu'il expirât sous le feu de ces yeux adorés...

— Grégoire Mikhaïlovitch ! dit une voix lugubre, et une main s'ap-

puya lourdement sur l'épaule de Litvinof. Il se retourna non sans effroi, et reconnut Potoughine.

— Excusez-moi, Grégoire Mikhaïlovitch, commença celui-ci avec son habituelle grimace, je vous dérange peut-être, mais, vous voyant de loin, j'ai pensé... Du reste, si vous avez autre chose à faire...

— Au contraire, je suis ravi, dit entre ses dents Litvinof.

Potoughine avança. — Quelle belle soirée, poursuivit-il, comme il fait chaud ! Il y a longtemps que vous vous promenez ?

— Non, il n'y a pas longtemps.

— Mais, que dis-je, je vous ai vu sortir de l'*hôtel de l'Europe*.

— Vous me suiviez?

— Oui.

— Vous avez quelque chose à me communiquer?

— Oui, répéta Potoughine, mais si bas qu'on l'entendit à peine.

Litvinof s'arrêta et toisa des pieds à la tête l'interlocuteur qui s'imposait à lui. Son visage était blême, son regard vague ; une ancienne et incurable douleur semblait reparaître sur ses traits flétris.

— Qu'avez-vous de particulier à me dire? dit lentement Litvinof en reprenant le pas.

— Voici... permettez... tout de suite. Si cela vous est égal, établissons-nous sur ce banc ; ce sera plus commode.

— C'est donc quelque chose de mystérieux, dit Litvinof en prenant place à côté de lui. Vous avez quelque chose d'extraordinaire, Sozonthe Ivanovitch.

— Non, je n'ai rien, et je n'ai rien de secret à vous dire. Je voulais seulement vous confier... l'impression que m'a faite votre fiancée... car cette demoiselle avec laquelle vous m'avez fait faire connaissance aujourd'hui est, n'est-ce pas? votre fiancée. Je dois avouer que je n'ai jamais rencontré dans tout le cours de ma vie un être plus sympathique. C'est un cœur d'or, une âme angélique.

Potoughine prononça tous ces mots sur un ton amer et désolé, de sorte que Litvinof lui-même remarqua l'étrange contradiction qu'il y avait entre son expression et son langage.

— Vous jugez parfaitement Tatiana Pétrovna, dit-il, mais j'ai lieu d'être surpris... d'abord, que vous soyez si bien édifié sur mes relations avec elle, puis, que vous l'ayez si promptement devinée. Elle a en effet une âme angélique, mais permettez-moi de vous demander si c'est de cela que vous vouliez causer avec moi?

— Il est impossible de ne pas la comprendre tout de suite, interrompit Potoughine, ayant l'air d'éviter de répondre à cette dernière question, il n'y a pour cela qu'à regarder une fois ses yeux. Elle mérite tout le bonheur possible : enviable est le sort de l'homme destiné

à lui procurer ce bonheur ! Il faut désirer qu'il se montre digne d'un pareil lot.

Litvinof fronça légèrement le sourcil. — Permettez, Sozonthe Ivanovitch, je trouve notre entretien assez étrange... Je voudrais savoir si l'allusion que contiennent vos dernières paroles se rapporte à moi?

Potoughine ne se hâta pas de répondre à Litvinof ; il était évident qu'il soutenait une lutte intérieure. — Grégoire Mikhaïlovitch, dit-il enfin, si je ne me suis pas complétement trompé sur votre compte, vous êtes capable d'entendre la vérité de qui que ce soit et sur quoi que ce soit. Je viens de vous dire que j'ai vu d'ici d'où vous sortiez.

— Eh bien! oui, de l'*hôtel de l'Europe*. Après ?

— Je sais qui vous avez vu là !

— Eh bien ! j'ai été chez madame Ratmirof. Et après ?

— Après ?... Vous êtes fiancé à Tatiana Pétrovna et vous avez vu madame Ratmirof que vous aimez... et qui vous aime.

Litvinof sauta du banc; le sang lui monta au visage. — Qu'est-ce que cela? dit-il d'une voix sourde et irritée, une mauvaise plaisanterie ? de l'espionnage ? Veuillez vous expliquer.

Potoughine lui jeta un regard découragé. — Ah! que mes paroles ne vous offensent pas, Grégoire Mikhaïlovitch ; quant à, moi vous ne sauriez me blesser ; il ne s'agit plus pour moi de plaisanterie.

— C'est possible, c'est possible. Je suis prêt à ajouter foi à la pureté de vos intentions; je me permettrai toutefois de vous demander de quel droit vous vous mêlez des affaires intérieures, de la vie de cœur d'un étranger, et sur quel fondement vous présentez avec tant d'assurance votre... invention comme la vérité ?

— Mon invention ! Si j'avais inventé cela, vous ne vous seriez pas fâché. Quant à ce qui est la vérité, je n'ai encore jamais entendu qu'un homme se soit posé cette question : ai-je ou non le droit de tendre la main à celui qui se noie?

— Je suis excessivement touché de votre intérêt, interrompit avec vivacité Litvinof, mais je n'en ai nullement besoin, et toutes ces phrases sur la ruine dans laquelle les femmes entraînent les jeunes gens inexpérimentés, sur l'immoralité du grand monde, et cætera, je ne les prends que pour des phrases et les méprise même en un certain sens; c'est pourquoi je vous prie de ne pas fatiguer votre main libératrice, et de me permettre de me noyer paisiblement.

Potoughine leva de nouveau les yeux sur Litvinof, il respirait péniblement, ses lèvres tremblaient.

— Mais regardez-moi donc, jeune homme, — finit-il par dire en se frappant la poitrine, — est-ce que je ressemble à un pédant moraliste? Ne comprenez-vous pas que ce n'est pas ma sympathie pour vous, quelque profonde qu'elle puisse être, qui m'a poussé

à vous parler ainsi, à vous donner le droit de me soupçonner de ce qui me répugne le plus au monde, d'indiscrétion et d'impertinence? Ne voyez-vous pas qu'ici l'affaire est d'un tout autre genre, que vous avez devant vous un homme brisé, détruit, irremédiablement anéanti, par le même sentiment dont il cherche à vous préserver et... par la même femme !

Litvinof fit un pas en arrière.

— Est-ce possible? Qu'avez-vous dit? Vous... vous... Sozonthe Ivanovitch? Mais madame Belsky ? et cet enfant...

— Ah ! ne m'interrogez pas... C'est une sombre, une effrayante histoire, que je n'entreprendrai pas de vous raconter. Je n'ai presque pas connu madame Belsky, cet enfant n'est pas à moi ; j'ai tout pris sur moi, parce qu'elle l'a voulu, parce que cela *lui* était nécessaire. Serai-je sans elle dans votre insupportable Bade? Enfin, avez-vous pu croire, avez-vous pu un moment vous figurer que ce n'est que par sympathie pour vous que je me suis décidé à vous avertir? Je plains cette bonne, cette jolie jeune fille, votre fiancée. A tout prendre, que me fait à moi votre avenir? mais je crains pour elle... j'ai peur pour elle.

— Vous me faites beaucoup d'honneur, monsieur Potoughine, dit Litvinof, mais comme, d'après vos propres paroles, nous nous trouvons dans une position identique, pourquoi ne vous appliquez-vous pas à vous-même vos beaux préceptes, et ne dois-je pas attribuer vos alarmes à un autre sentiment ?

— C'est-à-dire à la jalousie, voulez-vous dire? Ah ! jeune homme, jeune homme, vous devriez avoir honte de finasser, vous devriez avoir honte de ne pas comprendre l'amère douleur qu'exhale maintenant ma bouche. Non, nous ne sommes pas dans une position identique ! Moi, un vieil original, ridicule, inoffensif... et vous ! Mais qu'y a-t-il là à discuter? Vous ne consentiriez pas à prendre pour une seconde le rôle que je joue et que je joue avec reconnaissance ! De la jalousie? Celui qui n'a pas une ombre d'espoir n'est pas jaloux, et ce n'est pas à présent que je commencerais à éprouver ce sentiment. J'ai uniquement peur... peur pour elle, comprenez cela. Et pouvais-je m'attendre, lorsqu'elle m'a envoyé vous chercher, que le sentiment de ce qu'elle a nommé sa faute l'entraînerait si loin ?

— Mais permettez, Sozonthe Ivanovitch, vous semblez savoir...

— Je ne sais rien et je sais tout. Je sais, ajouta-t-il en se détournant, je sais où elle a été hier. On ne peut plus l'arrêter ; c'est une pierre qui roule jusqu'au fond. J'aurais été fort insensé, si je m'étais imaginé que mes paroles pussent vous retenir... vous auquel une telle femme... Mais finissons-en. Je n'ai pas pu prendre le dessus, voilà toute mon excuse. Puis, comment savoir et pourquoi ne

pas essayer? Peut-être réfléchirez-vous, peut-être une de mes paroles tombera-t-elle sur votre âme, et vous ne voudrez pas la perdre, ainsi que cet être si innocent et si aimable... Ah! ne vous irritez pas, ne frappez pas du pied. Qu'ai-je besoin d'avoir peur et de faire des cérémonies? Ce n'est ni la jalousie ni le dépit qui parlent maintenant en moi. Je suis prêt à tomber à vos genoux, à vous supplier... Du reste, adieu. Soyez sans inquiétude, tout cela demeurera entre nous. Je vous ai voulu du bien.

Potoughine se lança dans l'allée et disparut bientôt dans l'obscurité croissante; Litvinof ne chercha pas à le retenir.

Mon histoire est effrayante et obscure, avait dit Potoughine à Litvinof, et il s'était refusé à la raconter... Nous ne sommes pas astreints à autant de réserve.

Huit ans auparavant, son service l'avait attaché temporairement à la personne du comte Reisenbach. C'était l'été. Potoughine lui apportait des papiers à sa campagne et y passait des journées entières. Irène demeurait alors chez le comte. Elle n'était pas hautaine pour les inférieurs; plus d'une fois la comtesse lui avait reproché sa familiarité inconvenante et moscovite. Irène devina promptement l'homme d'esprit dans ce modeste employé, emprisonné dans un frac boutonné jusqu'au menton. Souvent et volontiers elle causait avec lui, et lui s'éprit d'elle passionnément, profondément, mystérieusement. Mystérieusement! *il* se l'imaginait. L'été écoulé, le comte n'eut plus besoin d'auxiliaire. Potoughine perdit de vue Irène, mais il ne put l'oublier. Trois ans après, une dame qu'il connaissait très-peu l'engagea à venir la trouver. Cette dame, après mille circonlocutions et après lui avoir fait jurer qu'il garderait le plus profond secret sur ce qu'elle allait lui révéler, lui proposa d'épouser une personne d'une situation élevée pour laquelle le mariage était devenu une nécessité. Elle ne lui dit pas son nom, promit à Potoughine de l'argent, beaucoup d'argent. Potoughine ne s'offensa point — la surprise étouffa sa colère, — mais, naturellement, il refusa tout net. La négociatrice lui remit alors un billet d'Irène. « Vous êtes un homme loyal et bon, écrivait-elle, je sais que vous ferez tout pour moi; je vous demande ce sacrifice. Vous sauverez un être qui m'est cher. En le sauvant, vous me sauverez également. Ne m'interrogez pas là-dessus. Il n'y a personne à qui je me serais décidée à faire pareille demande, mais à vous je vous tends la main et vous dis : faites cela pour moi. » Potoughine réfléchit et déclara qu'en effet il était capable de faire beaucoup pour Irène Pavlovna, mais qu'il aimerait à l'entendre exprimer son désir elle-même. L'entrevue eut lieu le même soir; elle ne se prolongea pas longtemps et ne fut connue que de cette dame. Irène ne demeurait plus déjà chez le comte Reisenbach.

— Pourquoi vous êtes-vous souvenue de moi? lui demanda Potoughine.

Elle commença à s'étendre sur ses solides qualités, puis s'interrompit brusquement.

— Non, dit-elle, je ne saurais vous cacher la vérité. Je savais, je sais que vous m'aimez, voilà pourquoi je me suis décidée.

Alors elle lui raconta tout. Élise Belsky était orpheline ; ses parents l'abhorraient et comptaient sur son héritage... elle allait être perdue. Potoughine regarda longtemps en silence Irène et consentit. Elle fondit en larmes et se jeta à son cou. Et lui pleura... mais ces larmes étaient différentes. Tout s'apprêtait pour l'union secrète, une main puissante avait écarté tous les obstacles, lorsqu'une maladie se déclara : une fille vint au monde, la mère s'empoisonna. Que faire de l'enfant? Potoughine le prit sous sa tutelle des mains d'Irène.

Effrayante, terrible histoire ! mais passons, lecteur, passons.

Une heure s'écoula encore avant que Litvinof se fût décidé à rentrer dans son hôtel. Il s'en approchait lorsqu'il entendit tout à coup marcher derrière lui : quelqu'un paraissait le suivre et hâter le pas quand il marchait plus vite. Arrivé à un reverbère, Litvinof se retourna et reconnut le général Ratmirof. Le général revenait seul du dîner, en cravate blanche, un élégant paletot jeté sur les épaules, une file de croix attachée par une chaînette d'or à la boutonnière de son habit. Son regard, directement, impertinemment dirigé sur Litvinof, exprimait un tel mépris, une telle haine, toute sa figure respirait un défi si prononcé que Litvinof crut de son devoir, faisant un effort sur lui-même, d'aller à sa rencontre, au-devant « d'une histoire. » Mais à l'approche de Litvinof, le visage du général se transforma subitement : sa courtoisie railleuse reparut et une main couverte d'un gant gris-perle souleva de nouveau un feutre irréprochable. Litvinof ôta le sien sans mot dire et chacun suivit son chemin. « Il se doute de quelque chose, » pensa Litvinof. « Si c'était du moins... un autre ! » se disait le général.

Tatiana faisait le piquet de sa tante quand Litvinof entra dans leur chambre.

— Tu es joli, mon petit père, s'écria Capitoline Markovna en jetant les cartes sur la table, te voilà perdu dès le premier jour et toute la soirée ! Nous avons attendu, attendu, puis grogné et grogné...

— Je n'ai rien dit, tante, fit observer Tatiana.

— Oh ! tu es connue pour ta patience ! N'avez-vous pas honte, monsieur ! Est-ce possible? pour un fiancé !

Litvinof s'excusa tant bien que mal, et s'approcha de la table.

— Pourquoi avez-vous interrompu votre jeu? demanda-t-il après un court silence.

— Quelle question ! nous ne nous sommes mises à jouer que par ennui, ne sachant que faire... Maintenant que vous êtes arrivé...

— Si vous voulez entendre le concert du soir, interrompit Litvinof, je vous y conduirai très-volontiers.

Capitoline Markovna consulta de l'œil sa nièce.

— Allons, tante, je suis prête, dit celle-ci, mais ne vaut-il pas mieux rester à la maison?

— Soit ! nous boirons le thé, à notre manière, à la moscovite, avec un samovar, et nous bavarderons gentiment ; nous n'avons pas encore babillé comme il faut.

Litvinof fit apporter du thé, mais la conversation ne marcha pas comme le samovar. Il sentait un perpétuel remords de conscience ; il lui semblait que tout ce qu'il disait n'était que mensonge, et que Tatiana n'en était pas dupe. Cependant, aucun changement ne se remarquait en elle ; seulement son regard ne se reposa pas une seule fois sur Litvinof, mais glissa autour de lui, et elle était plus pâle que d'habitude. Capitoline Markovna lui demanda si elle n'avait pas mal à la tête?

Tatiana voulut répondre négativement, mais, réflexion faite, elle dit : « Oui, un peu. »

— Cela tient à la fatigue de la route, remarqua Litvinof en rougissant.

— C'est de la fatigue, répéta Tatiana, et son regard glissa de nouveau sur lui.

— Il faut te reposer, Taniouchka.

— J'irai bientôt me coucher, tante.

Le *Guide des Voyageurs* était sur la table ; Litvinof se mit à lire à demi-voix la description des environs de Bade.

— Tout cela est charmant, interrompit Capitoline Markovna, mais voilà ce qu'il ne faut pas oublier : on dit que la toile est ici très-bon marché, il faut en acheter pour le trousseau.

Tatiana baissa les yeux.

— Nous aurons le temps, tante. Vous ne songez jamais à vous-même et vous avez absolument besoin d'une robe neuve. Vous voyez comme tout le monde ici est élégant.

— Oh ! mon âme ! à quoi bon? Est-ce que je suis une élégante ! Autre chose si j'étais une beauté comme votre amie, Grégoire Mikhaïlovitch, comment l'appelez-vous déjà?

— Quelle amie?

— Mais celle que nous avons rencontrée ce matin.

— Ah ! celle-là, dit avec une insouciance simulée Litvinof, et de nouveau il se sentit honteux et mal à l'aise. « Non, se dit-il, cela ne peut pas se prolonger ainsi. »

Il était assis à côté de sa fiancée et, tout près d'elle, dans sa poche de côté, se trouvait le mouchoir d'Irène. Capitoline Markovna alla une minute dans la chambre voisine.

— Tania, dit avec effort Litvinof... C'était la première fois de la journée qu'il l'appelait ainsi.

Elle se tourna vers lui.

— J'ai... j'ai quelque chose de très-grave à vous dire.

— Ah ! vraiment? Quand? tout de suite?

— Non, demain.

— Ah ! demain. C'est fort bien.

Une pitié immense remplit l'âme de Litvinof. Il prit la main de Tatiana et l'approcha de ses lèvres avec componction, comme un coupable : le cœur de celle-ci se serra et ce baiser ne la réjouit point.

La nuit, à deux heures, Capitoline Markovna, qui couchait dans la même chambre que sa nièce, souleva tout à coup la tête et se releva.

— Tania, dit-elle, tu pleures?

Tatiana ne répondit pas tout de suite. — Non, tante, dit-elle, de sa voix candide, je tousse un peu.

XIX

« Pourquoi lui ai-je dit cela? » songeait le lendemain matin Litvinof, assis à la croisée de sa chambre. Il haussa avec dépit les épaules : il avait dit cela à Tatiana précisément pour se couper toute retraite. Sur la croisée était un billet d'Irène; elle le priait de venir chez elle à midi. Les paroles de Potoughine lui revenaient sans cesse en mémoire; elles avaient un écho dissonant quoique faible et pour ainsi dire souterrain; elles l'irritaient et il ne pouvait s'en débarrasser. Quelqu'un frappa à la porte.

— *Wer da?* demanda Litvinof.

— Ah! vous êtes chez vous, ouvrez! fit entendre la basse caverneuse de Bindasof.

La poignée de la porte craqua. Litvinof pâlit de colère. — Je ne suis pas à la maison, dit-il énergiquement.

— Comment vous n'êtes pas à la maison? Qu'est-ce que c'est que cette plaisanterie !

— On vous dit qu'il n'y a personne; filez.

— Voilà qui est aimable! Et moi qui étais venu lui emprunter un peu d'argent, grommela Bindasof.

Cependant il s'éloigna en frappant du talon selon son habitude. Litvinof faillit courir après lui : il lui prit une envie extrême de tordre le cou à cet insolent. Les événements des derniers jours avaient dérangé ses nerfs : un peu plus, il aurait pleuré. Il but un verre d'eau froide, ferma sans motif tous les tiroirs des armoires, et alla chez Tatiana.

Il la trouva seule; Capitoline Markovna était allé faire des emplettes. Tatiana était assise sur un divan, tenant des deux mains un livre qu'elle ne lisait pas, et dont probablement elle ne savait même pas le titre. Elle ne bougea pas, son cœur eut seulement de violents soubresauts, et on voyait bondir la colerette blanche qui entourait son cou.

Litvinof se troubla. Il s'assit toutefois auprès d'elle, lui dit bonjour, avec un sourire qu'elle lui rendit en silence. Elle l'avait salué à son entrée avec plus de politesse que d'amitié, sans le regarder. Il lui tendit la main ; elle lui livra ses doigts glacés mais les retira aussitôt et reprit son livre. Litvinof sentit qu'il ne ferait que blesser Tatiana en entamant l'entretien par un sujet banal; comme d'habitude, elle n'exigeait rien, mais tout en elle disait : « J'attends, j'attends. » Il fallait accomplir la promesse. Or, quoiqu'il n'eût pas pensé à autre chose toute la nuit, il n'avait pas préparé une seule phrase, et ne savait réellement pas comment rompre ce cruel silence.

— Tania, commença-t-il enfin, je vous ai dit hier que j'avais à vous communiquer quelque chose de grave (à Dresde, il la tutoyait en tête à tête, mais maintenant l'idée ne lui en serait plus venue). Je suis prêt, je vous prie seulement de ne pas vous affliger et d'être convaincue que mes sentiments pour vous...

Il s'arrêta, le courage lui manqua. Tatiana ne bougeait pas, ne le regardait point ; mais elle serrait le livre plus fortement.

— Entre nous, — continua Litvinof sans terminer sa phrase, — a toujours existé une complète franchise ; je vous estime trop pour user de ruse avec vous ; je veux vous prouver que je sais apprécier l'élévation et l'indépendance de votre caractère, et quoique... sans doute...

— Grégoire Mikhaïlovitch, — commença Tatiana d'un ton calme, tandis qu'une pâleur mortelle se répandait sur son visage, — je viendrai à votre aide : vous avez cessé de m'aimer, et vous ne savez comment le dire.

Litvinof tressaillit.

— Pourquoi, dit-il à peine distinctement, pourquoi avez-vous pu croire? Je ne comprends vraiment pas...

— Quoi, n'est-ce pas vrai? Dites? dites?

Tatiana s'approcha de Litvinof; les cheveux jetés en arrière, son

visage effleura presque le sien, et ses yeux, qui n'étaient pas tombés depuis si longtemps sur Litvinof, plongeaient dans les siens.

— N'est-ce pas vrai? répéta-t-elle.

Il ne dit rien, ne laissa pas échapper le moindre son. Il ne pouvait mentir dans ce moment, quand même il eût été certain qu'elle le croirait et que ce mensonge le sauverait; il ne pouvait même pas soutenir son regard. Du reste, Tatiana n'avait plus besoin d'une réponse, elle la saisit dans son silence, dans ses yeux coupables et abattus; elle se rejeta en arrière et laissa tomber le livre. Jusqu'à cet instant, elle avait douté, et Litvinof le comprit; il crut qu'elle doutait encore, et vit combien était réellement hideux tout ce qu'il avait fait! Il se précipita à ses genoux.

— Tatiana, s'écria-t-il, si tu savais comme il m'est pénible de te voir dans cette situation, combien je souffre de penser que c'est moi... moi! Mon cœur est brisé; je ne me reconnais pas moi-même; en te perdant, je me suis perdu, et tout... tout est détruit, Tatiana, tout! Pouvais-je prévoir que je te porterais un tel coup, toi, ma meilleure amie, mon ange tutélaire... Pouvais-je prévoir que nous nous retrouverions ainsi, que nous passerions une journée comme celle d'hier!...

Tatiana voulut se retirer; il la retint par le pan de sa robe.

— Non, écoute-moi encore une minute. Tu vois, je suis à tes genoux, mais je ne suis pas venu implorer mon pardon; tu ne peux pas, tu ne dois pas me l'accorder; je suis venu te dire que ton ami est perdu, qu'il roule dans un abîme, et ne veut pas t'entraîner avec lui. Me sauver... non! Toi-même, tu ne peux me sauver. Je te repousserais... Je suis perdu, Tania, irrévocablement perdu!

Tatiana regarda Litvinof.

— Vous êtes perdu? dit-elle, comme si elle ne le comprenait pas bien. Vous êtes perdu?

— Oui, Tania, je suis perdu. Tout ce qui a précédé, tout ce qui m'est cher, tout ce qui faisait jusqu'à présent ma vie, est perdu pour moi; tout est détruit, déchiré, et je ne sais ce qui m'attend dans l'avenir. Non, Tatiana, je n'ai pas cessé de t'aimer, mais un autre sentiment, terrible, irrésistible, m'a enchaîné. J'y ai résisté autant que j'ai pu...

Tatiana se leva, ses sourcils se froncèrent, son visage pâle s'assombrit. Litvinof se releva également.

— Vous aimez une autre femme, commença-t-elle, et je devine qui est cette femme... Nous l'avons rencontrée hier, n'est-il pas vrai? Eh bien! je sais maintenant ce qui me reste à faire. Comme vous avouez vous-même que ce sentiment est immuable (Tatiana fit une pause; elle espérait peut-être encore que Litvinof ne laisserait

pas passer ce dernier mot sans protester, mais il ne dit rien), il ne me reste qu'à vous rendre... votre parole.

Litvinof courba la tête avec résignation, comme s'il recevait un coup mérité.

— Vous avez droit d'être mécontente de moi, balbutia-t-il ; vous avez entièrement le droit de m'accuser de bassesse, de trahison.

Tatiana le regarda encore une fois.

— Je ne vous accuse pas, Litvinof, je ne vous condamne pas. Je suis d'accord avec vous : la plus amère vérité est préférable à ce qui s'est passé hier. Quelle vie maintenant serait la nôtre!

— Quelle vie sera maintenant la mienne ! se dit douloureusement Litvinof.

Tatiana s'approchait de la porte de la chambre à coucher.

— Je vous prie de me laisser seule un moment, Grégoire Mikaïlovitch ; nous nous verrons encore, nous causerons encore. Tout cela a été si inattendu. Il me faut prendre des forces... Laissez-moi... ménagez ma fierté. Nous nous reverrons...

Et disant ces mots, Tatiana se retira rapidement, en fermant derrière elle la porte à clef. Tout étourdi, Litvinof sortit dans la rue ; quelque chose de sombre et de lourd s'était enraciné au plus profond de son cœur ; l'homme qui vient d'en égorger un autre doit éprouver une pareille sensation, et en même temps il se sentait plus léger, comme s'il s'était enfin débarrassé d'une fardeau pénible. La générosité de Tatiana l'avait anéanti ; il sentait vivement tout ce qu'il perdait, et pourtant le dépit se mêlait au remords : il était attiré vers Irène comme vers l'unique refuge qui lui restait, et il s'irritait contre elle. Depuis quelque temps, et chaque jour davantage, les sentiments de Litvinof devenaient plus complexes et plus enchevêtrés ; cette confusion le torturait, l'aigrissait, il s'égarait dans ce chaos. Il n'était plus avide que d'une chose : suivre une route, quelle qu'elle fût, pourvu qu'il ne tournât pas dans cette affreuse demi-obscurité. Les hommes positifs comme Litvinof ne devraient jamais s'abandonner à la passion ; elle détruit le sens même de leur vie... Mais la nature ne se plie pas à la logique, à notre logique humaine ; elle a la sienne, que nous ne comprenons pas, que nous ne reconnaissons pas, jusqu'à ce que nous en soyons écrasés comme par une roue.

Après avoir quitté Tatiana, Litvinof n'eut qu'une pensée : voir Irène ; il alla chez elle ; mais le général était à la maison, c'est du moins ce que lui dit le suisse ; il ne voulut pas entrer, il ne se sentait pas la force de se contenir, et alla flâner à la *Conversationhaus*. Vorochilof et Pitchalkin ressentirent l'impossibilité que Litvinof avait ce jour-là de se contenir : il ne cacha pas à l'un qu'il était vide

comme un grelot, l'autre qu'il était ennuyeux comme la pluie ; heureusement que Bindasof ne tomba point sous sa griffe, car il serait certainement advenu un *grosser scandal*. Ces deux messieurs n'en revenaient pas : Vorochilof alla jusqu'à se demander si l'honneur militaire n'exigeait pas satisfaction, mais, comme l'officier de Gogol, il se tranquillisa en se bourrant, au café, de *butter-brod*. Litvinof vit de loin Capitoline Markovna courant dans sa mantille bigarrée de boutique en boutique. Il eut honte de l'affliction qu'il allait causer à cette ridicule, mais bonne et noble vieille dame. Puis il se souvint de Potoughine, de sa conversation de la veille. Tout à coup, quelque chose d'impalpable et d'intense le toucha ; si un souffle venait de l'ombre qui s'avance, il ne serait pas plus insaisissable; il sentit cependant tout de suite que c'était Irène qui approchait; en effet, elle apparut à quelques pas de lui, donnant le bras à une autre dame ; leurs yeux se rencontrèrent aussitôt. Irène remarqua probablement quelque chose de bizarre dans l'expression du visage de Litvinof : elle s'arrêta devant un bazar d'horloges de la Forêt-Noire, l'appela d'un signe de tête, et lui montrant une de ces horloges, comme pour lui faire admirer son cadran colorié, surmonté d'un coucou, elle lui dit de sa voix ordinaire, comme si elle achevait une phrase commencée :

— Venez dans une heure, je serai seule.

Dans ce moment, accourut auprès d'elle le fameux m'sieu Verdier, il tomba en extase devant la couleur feuille morte de sa robe, devant le petit chapeau espagnol qui touchait ses sourcils... Litvinof disparut dans la foule.

XX

— Grégoire, lui disait deux heures plus tard Irène, qu'as-tu ? Dis-le moi vite, pendant que nous sommes seuls.

— Je n'ai rien, répondit Litvinof ; je suis heureux, et voilà tout.

Irène baissa les yeux, sourit, soupira.

— Ce n'est pas une réponse.

Litvinof devint pensif.

— Eh bien ! sache..., puisque tu l'exiges absolument (les yeux d'Irène s'agrandirent, son corps s'effaça légèrement en arrière), que j'ai tout dit aujourd'hui à ma fiancée.

— Comment, tout? Tu m'as nommée?

Litvinof fit un soubresaut.

— Irène, comment une telle pensée a-t-elle pu traverser ton esprit! Que je...

— Pardonne-moi, pardonne-moi. Qu'as-tu donc dit?

— Je lui ai dit que je ne l'aime plus.

— Elle t'en a demandé la raison?

— Je ne lui ai pas caché que j'aimais une autre femme, et que nous devions nous séparer.

— Eh bien, y a-t-elle consenti?

— Ah! Irène, quelle jeune fille! quelle énergie et quelle noblesse!

— Je crois, je crois; du reste, elle n'avait pas d'autre conduite à tenir.

— Et pas un seul reproche, pas un seul mot d'amertume à l'homme qui a brisé sa vie, qui l'a trompée, qui la délaisse sans pitié.

Irène examinait attentivement ses ongles.

— Dis-moi, Grégoire, elle t'aimait?

— Oui, Irène, elle m'aimait.

Irène se tut, arrangea sa robe.

— J'avoue, reprit-elle, ne pas comprendre parfaitement pourquoi tu as tenu à t'expliquer avec elle.

— Comment! pourquoi, Irène? Aurais-tu voulu que je mentisse, que je feignisse devant cette âme si pure? ou bien supposais-tu...?

— Je ne suppose rien, interrompit Irène. J'avoue que j'ai peu songé à elle; je ne sais pas penser à deux êtres à la fois.

— Tu veux dire...?

— Elle part, cette âme si pure? interrompit de nouveau Irène.

— Je n'en sais rien, répondit Litvinof. Je dois encore la voir, mais elle ne restera pas.

— Bon voyage!

— Non, elle ne restera pas. D'ailleurs, je ne pense pas non plus à elle; je songe à ce que *tu* m'as dit, à ce que tu m'as promis.

Irène le regarda du coin de l'œil.

— Ingrat! tu n'es pas encore content?

— Non, Irène, je ne suis pas content, et tu me comprends.

— C'est-à-dire, je...

— Oui, tu me comprends. Souviens-toi de ce que tu m'as dit, de ce que tu m'as écrit. Je ne puis pas partager avec un autre, je ne puis consentir à jouer un rôle pitoyable après tout; ce n'est pas seulement ma vie, mais la vie d'une autre que j'ai jetée à tes pieds; j'ai renoncé à tout, j'ai tout réduit en poussière, sans regret ni retour, mais en revanche je crois, je suis fermement convaincu que tu tiendras ta promesse, que tu uniras ton sort au mien.

— Tu veux que je m'enfuie avec toi? Je suis prête... (Litvinof s'inclina tout éperdu sur les mains d'Irène), je suis prête, je ne me dédis pas. Mais as-tu songé aux obstacles? as-tu avisé aux moyens?

— Moi? je n'ai encore songé à rien, je n'ai rien préparé, mais dis seulement un mot, permets-moi d'agir, et un mois ne sera pas écoulé...

— Un mois! nous partons dans quinze jours pour l'Italie.

— Quinze jours me suffisent. O Irène! tu as l'air d'accueillir froidement ma proposition, elle te semble peut-être un rêve, je ne suis cependant plus un enfant et n'ai pas l'habitude de me nourrir de chimères; je sais combien ce pas est effrayant, je me rends compte de la responsabilité que je prends sur moi; mais je ne vois pas d'autre issue. Réfléchis enfin que je suis obligé de rompre tous mes liens afin de ne pas passer pour un méprisable menteur aux yeux de cette jeune fille que je t'ai apportée en holocauste.

Irène se redressa tout à coup et ses yeux s'enflammèrent.

— Excusez, Grégoire Mikhailovitch. Si je me décide, si je m'enfuis, je m'enfuirai avec un homme qui fera cela pour moi, entièrement pour moi, et non pour ne pas baisser dans l'opinion d'une demoiselle flegmatique, qui n'a dans ses veines, au lieu de sang, que du lait coupé! J'avoue que c'est pour la première fois qu'il m'est donné d'entendre que celui qui est l'objet de mon attention soit digne de pitié et joue un rôle pitoyable! Je connais un rôle encore plus pitoyable, c'est celui de l'homme qui ne sait pas lui-même ce qui se passe dans son âme!

Litvinof se releva à son tour.

— Irène, voulut-il dire...

Mais elle porta ses mains à son front et, se jetant brusquement au cou de Litvinof, elle l'étreignit avec une force qui n'était pas celle d'une femme.

— Pardonne-moi, dit-elle d'une voix suffoquée, pardonne-moi, Grégoire. Tu vois comme je suis gâtée, mauvaise, jalouse, méchante; tu vois comme j'ai besoin de ton secours, de ton indulgence. Oui, sauve-moi, tire-moi de ce gouffre avant que j'y sois complétement engloutie. Oui, fuyons, fuyons ces hommes et ce monde, allons dans quelque beau pays lointain et libre. Là peut-être ton Irène sera plus digne de toi, plus digne des sacrifices que tu lui fais. Ne te fâche pas, pardonne-moi et sache que je ferai tout ce que tu ordonneras, que j'irai partout où tu me conduiras.

Litvinof sentit bondir son cœur. Irène ne le lâchait pas; il sentait sur sa poitrine la pression désespérée de ce corps jeune et souple; il se pencha sur ses cheveux parfumés et en désordre; au comble de

la reconnaissance et du bonheur, il osait à peine caresser ses mains et les approcher de ses lèvres. — Irène, Irène, répétait-il.

Elle releva tout à coup la tête et se mit à écouter...

— C'est le pas de mon mari, il est entré dans sa chambre, murmura-t-elle, et, se retirant avec vivacité, elle s'assit sur une chaise. Litvinof voulut se lever. — Où vas-tu? continua-t-elle à demi-voix; reste, il te soupçonne déjà. A moins que tu n'aies peur de lui... — Elle ne détachait pas les yeux de la porte. — Oui, c'est lui, il viendra tout de suite. Raconte-moi quelque chose, parle-moi. — Litvinof ne put promptement se remettre et se taisait. — N'irez-vous pas demain au théâtre? reprit-elle à haute voix. On donne *le Verre d'eau*, une vieille pièce où la Plessis grimace horriblement. C'est de la fièvre, — ajouta-t-elle en baissant la voix, — cela ne saurait durer ainsi, mais il faut bien prendre ses mesures. Je dois t'avertir que tout mon argent est chez lui, mais j'ai mes bijoux. Nous irons en Espagne, veux-tu? — Elle haussa de nouveau la voix. — Pourquoi toutes ces actrices engraissent-elles? Même Madeleine Brohan. Parle donc, ne reste pas ainsi muet. La tête me tourne, mais tu ne dois pas douter de moi... Je te ferai savoir où tu pourras demain me rejoindre. Seulement, tu as bien inutilement dit à cette demoiselle... Ah! mais c'est charmant! s'écria-t-elle tout à coup, et, se mettant à rire nerveusement, elle déchira la dentelle de son mouchoir.

— Peut-on entrer? demanda de l'autre chambre Ratmirof.

— On peut... on peut.

La porte s'ouvrit et le général parut. A la vue de Litvinof, son front se plissa; cependant il le salua, c'est-à-dire il balança la partie supérieure du corps.

— Je ne savais pas que vous aviez une visite, dit-il, je vous demande pardon de mon indiscrétion. Bade vous amuse encore, m'sieu... Litvinof?

Ratmirof prononçait toujours avec hésitation ce nom de famille; il avait l'air de l'avoir oublié et de craindre de se tromper. Il s'imaginait blesser ainsi Litvinof en faisant cela avec une urbanité exagérée.

— Je ne m'ennuie pas ici, m'sieu le général.

— Vraiment? Pour moi, Bade me sort par les yeux; nous allons bientôt le quitter, n'est-il pas vrai, Irène Pavlovna? Assez de Bade comme ça. Du reste, j'ai sur votre chance gagné aujourd'hui cinq cents francs.

Irène tendit coquettement la main.

— Où sont-ils donc? Veuillez me les donner, pour mes épingles.

— Plus tard, plus tard. Vous vous en allez déjà, m'sieu... Litvinof?

— Oui, je m'en vais, comme vous voyez.

Ratmirof balança de nouveau son buste.

— Au plaisir de vous revoir !

— Adieu, Grégoire Mikhailovitch, dit Irène, je tiendrai ma promesse.

— Quelle promesse? peut-on savoir? demanda le mari.

Irène sourit.

— Non, c'est une bagatelle... entre nous. C'est à propos du *voyage... où il vous plaira*. Tu sais... le livre de Stahl?

— Comment donc, comment donc ! je sais! il y a de charmantes vignettes.

Le ménage allait à ravir : Ratmirof tutoyait sa femme.

JEAN TOURGUÉNEF.

(*Traduit du russe.*)

La fin au prochain numéro.

LES PARTIS POLITIQUES

AUX ÉTATS-UNIS

Le caractère d'un peuple se révèle encore plus par l'organisation de ses partis politiques que par la constitution de son gouvernement. Une constitution peut être l'œuvre de quelques penseurs ; elle peut avoir fait des emprunts aux lois étrangères ; mais la manière dont se meut l'opinion publique sous l'empire de cette constitution, les points auxquels elle s'attache de préférence, la discipline qu'observent les partis, le plus ou moins d'autorité qu'ils accordent à leurs chefs, c'est là que se montre réellement l'esprit particulier d'une nation.

Cette vérité n'est nulle part aussi frappante qu'aux États-Unis. L'organisation des partis y répond si parfaitement aux besoins et aux tendances du peuple, qu'elle est arrivée à se formuler dans des règles précises et invariables : l'opinion publique, qui souvent se soustrait aux lois ou les modifie, s'est volontairement soumise à ces règles : des intérêts inattendus peuvent surgir et un parti tout nouveau peut se former ; mais ce parti adoptera, sans y changer une ligne, la manière d'agir de celui qu'il combat.

Nous connaissons assez bien, en France, la constitution des États-Unis ; grâce à des travaux récents, nous commençons à posséder à peu près leur histoire, surtout celle des premiers temps et des derniers. Mais cette organisation des partis, qui est si curieuse, nous n'en savons presque rien.

C'est que, même en Amérique, on ne la trouve écrite nulle part ; tout citoyen en est pénétré et la pratique en entrant dans la vie publique : un étranger a grand'peine à se la faire expliquer. Nous voudrions

essayer d'en donner ici un aperçu : dire d'abord les noms des partis, ce qui nous forcera à rechercher brièvement leurs origines et leurs tendances traditionnelles ; décrire ensuite leur système, autant que nous avons pu le connaître.

I

Comme le remarque M. de Tocqueville, il faut établir certaines distinctions entre les partis. Les uns se forment en raison de l'étendue du territoire [1] : « Il est, dit-il, des contrées si vastes, que les différentes populations qui les habitent, bien que réunies sous la même souveraineté, ont des intérêts contradictoires d'où naît entre elles une opposition permanente. »

D'autres surgissent de l'antagonisme de deux intérêts purement commerciaux, en dehors de toute question territoriale ou politique. D'autres enfin proviennent de tendances contraires sur les principes mêmes du gouvernement ; ce sont les partis politiques proprement dits.

Aux États-Unis, sans admettre chez les populations méridionales des intérêts tout à fait contradictoires à ceux des États du Nord, il faut reconnaître qu'elles auront toujours des instincts différents sur beaucoup de points. Les traditions historiques et les sectes religieuses ne sont pas les mêmes, la culture et le genre de vie qui en résulte sont très-distincts ; une législation uniforme ne saurait leur convenir. On n'a jamais tenté de la leur appliquer, puisque, comme on sait, d'après la constitution américaine, chaque État a le droit de légiférer pour lui-même excepté pour certains grands intérêts généraux. Mais sur ces intérêts généraux, la position géographique peut faire naître des aspirations diverses. Les caractères nationaux du Sud sont limités par le climat à une certaine zone, au delà de laquelle ils peuvent difficilement exister. Les mœurs et la culture des États du Nord, au contraire, s'établissent et s'étendent incessamment sur les immenses territoires de l'Ouest, où se précipite l'émigration. Il en résulte que le Nord tend instinctivement à développer la puissance fédérale par la centralisation, étant sûr que ses idées auront de plus en plus la majorité dans le Congrès. Le Sud, de son côté, pour préserver son caractère national, est porté à paralyser par une décentralisation excessive l'action même légitime de ce Congrès, où il se sent plus faible chaque jour.

[1] *Démocratie en Amérique*, I, ch. x.

Quant aux partis qui surgissent d'intérêts commerciaux opposés les uns aux autres, une chose les distingue en Amérique ; c'est l'absence complète de principes économiques : ils sont uniquement basés sur les besoins du moment. Au commencement de ce siècle, le Nord était libre échangiste parce qu'il n'avait pas encore de manufactures ; il avait toute l'industrie des transports maritimes, et cherchait à multiplier le plus possible les échanges avec l'étranger ; le Sud, qui cultivait du blé et du sucre, craignait la concurrence et demandait la protection. Peu de temps après, l'énergie du travail libre créait une foule d'usines dans le Nord : on y devenait protectionniste. Au Sud, on commençait à s'adonner exclusivement à la culture servile du coton et on aspirait à en approvisionner le monde entier : on voulait la liberté commerciale. Ce furent les mêmes hommes qui à dix années d'intervalle, défendirent au Congrès la protection, puis le libre échange dans l'intérêt du Sud ; le libre échange puis la protection dans l'intérêt du Nord. Ils le firent sans aucun embarras et sans chercher le moins du monde à s'en excuser. Aujourd'hui encore, on est frappé du peu d'élévation qu'ont au sénat de Washington les discussions commerciales. On tâche de réunir tant bien que mal en un faisceau des intérêts contradictoires : on s'y fait des concessions mutuelles aux dépens des données les plus élémentaires de la science. Tel sénateur consent à ce que les produits étrangers qu'il consomme soient fortement taxés, mais à la condition que la matière première qu'il produit le soit également. Et chose plus remarquable, il n'y a aucune induction à tirer du programme politique d'un parti au programme économique de ses membres. En France, les libéraux ont presque tous appuyé la liberté commerciale, tandis que le régime protectionniste était défendu par les conservateurs. Il n'en est pas de même aux États-Unis : ces questions sont considérées comme toutes spéciales, et on n'y poursuit que son avantage personnel, ou celui de l'État qu'on représente[1].

Distinguons néanmoins : si à cette question commerciale se joint immédiatement une question politique, les principes reparaissent et dominent la discussion : ainsi lorsqu'il s'est agi de fonder une banque unique, avec un monopole octroyé par le gouvernement fédéral, on n'a plus recherché s'il était utile de développer ou d'entraver la circulation, d'agglomérer ou de disséminer les capitaux ; on s'est demandé seulement s'il était ou non dangereux pour la liberté de mettre un instrument aussi puissant entre les mains du pouvoir central.

[1] Aujourd'hui, les radicaux, qu'on pourrait considérer comme le parti ultra-libéral, est non-seulement protectionniste, mais ami de la prohibition.

Arrivons enfin aux partis politiques proprement dits, à ceux qui portent sur les principes mêmes du gouvernement.

« Il arrive des époques, dit M. de Tocqueville, où les nations se sentent tourmentées par des maux si grands, que l'idée d'un changement total dans leur constitution politique se présente à leur pensée..... C'est le temps des grandes révolutions et des grands partis. Il y en a d'autres où les changements qui s'opèrent dans la constitution politique et l'état social sont si lents et si insensibles, que les hommes pensent être arrivés à un état final ; l'esprit humain se croit alors fermement assis sur certaines bases et ne porte pas ses regards au delà d'un certain horizon : c'est le temps des intrigues et des petits partis. » Et plus loin il ajoute : « L'Amérique a eu autrefois de grands partis ; aujourd'hui ils n'existent plus [1]. »

Quand M. de Tocqueville écrivit ces lignes, il pouvait sembler, en effet, que l'Amérique n'avait plus de grands partis ; la conquête de son indépendance et de sa nationalité était complète, et le caractère démocratique de son gouvernement avait été assuré par le triomphe de Jefferson en 1801. Mais aujourd'hui que notre regard peut embrasser un plus grand espace de l'histoire de cette république, et qu'il est facile de voir de loin comment se sont accumulées toutes les causes de la dernière crise, on peut affirmer qu'il n'y a jamais eu réellement de petits partis aux États-Unis. Sous des apparences parfois mesquines et des rivalités qui semblaient personnelles, ce que l'auteur a désigné par les petits partis n'était que des phases secondaires de la grande lutte qui se préparait, qui n'est pas terminée même aujourd'hui, et qui va prendre dans l'avenir un aspect bien plus intéressant encore.

Au lieu de diviser les partis politiques en grands et en petits partis, je préfère donc les ranger en deux classes : l'une que j'appellerai partis généraux, qui s'efforce de modifier la marche générale des institutions ; l'autre, que je nommerai partis spéciaux, et qui s'applique à la solution d'une question particulière. Ce ne sont pas les moins intéressants à étudier, car ils présentent un trait remarquable de la vie politique du nouveau monde.

1. *Les partis généraux.*

Dès les premiers jours de la nationalité américaine, il y eut dans les esprits deux tendances bien marquées. L'une voulait créer un gouvernement fédéral très-fort et concentrer entre ses mains une

[1] *Démocratie en Amérique*, ibid.

autorité qui le mît au-dessus des États particuliers dans toutes les grandes questions, ce fut la tendance du parti *fédéraliste*.

L'autre au contraire tenait principalement à l'autonomie des États, voulait relâcher autant que possible les liens fédéraux et ne donner au gouvernement central qu'un pouvoir d'exception très-restreint ; ce fut le programme du *premier parti whig*, ou anti fédéraliste.

J'ai dit plus haut qu'aujourd'hui le Sud tendait naturellement à combattre la centralisation et le Nord à la développer. A cette époque, la question n'était pas ainsi posée entre les deux fractions géographiques du pays. Au contraire, le parti fédéraliste était composé en majorité des grands propriétaires de la Virginie, tandis que c'était au Nord, dans les contrées de petites propriétés et de fortunes médiocres, que le parti adverse comptait le plus d'adhérents. Une haute position sociale et l'habitude du commandement nourrissait chez les principaux fédéralistes des idées plus généreuses ; tout en se séparant de l'Angleterre, ils ne voulaient pas renoncer à être une grande nation. Ce furent eux qui organisèrent la guerre de l'indépendance et donnèrent de l'unité aux mouvements insurrectionnels des divers États. Malgré les résistances qu'ils rencontrèrent dans cette grande œuvre, et qui leur étaient suscitées par les petits intérêts locaux, la masse du peuple sut reconnaître leur patriotisme et pendant un certain temps suivit sans hésiter leur impulsion.

Mais l'opposition ne tarda guère à se manifester contre eux une fois la guerre terminée ; les tendances à l'autonomie complète, de la part des petits États surtout, amenèrent des discussions sans fin lors de la rédaction de la constitution, en 1787 : il fallut souvent transiger. D'ailleurs, à côté du sentiment national qui faisait leur force, les fédéralistes avaient un penchant qui devait causer leur défaite. L'éducation dans le Sud était toute basée jusqu'alors sur les idées anglaises, et un grand nombre des hommes remarquables de ce parti avaient été élevés en Angleterre. Ils y avaient puisé le goût du gouvernement par une haute classe dirigeante, semblable à celle qui compose la Chambre des communes ; ils éprouvaient une certaine défiance envers le commun du peuple, et les mesquines entraves qui leur avaient été imposées pendant la guerre par l'apathie populaire n'étaient pas de nature à la dissiper. Hamilton ne dissimulait pas ses sympathies pour la constitution de la Grande-Bretagne. Plusieurs de ses amis politiques proposaient de combattre l'influence des masses par l'établissement du suffrage à deux degrés. On voyait poindre déjà la lutte entre la théorie du mandat impératif des députés, soutenue par les whigs, et l'indépendance de l'homme d'État du *leader* anglais, défendue par les fédéralistes. A peine cette tendance se fut-elle manifestée chez ces derniers, que l'opinion publique

se détacha d'eux. Une véritable démocratie, comme l'Amérique l'était forcément par suite de ses conditions sociales et économiques, ne voudra jamais voir dans ses élus une classe supérieure lui faisant du bien malgré elle : elle acceptera plutôt un despotisme qu'une oligarchie élective. Le tort des fédéralistes fut de ne pas le comprendre. Il arriva un moment où l'immense popularité de Washington ne put même plus les soutenir, et voyant leur autorité compromise, ils voulurent l'étayer par des lois sur la presse et des mesures restrictives. A cette tentative maladroite, le peuple répondit par un vote qui mit la majorité du Congrès et le pouvoir présidentiel entre les mains du parti opposé. Les fédéralistes allèrent se divisant et se désorganisant de plus en plus jusqu'à ce qu'ils aient trouvé l'occasion de former des partis nouveaux dont nous aurons à parler. Mais il a toujours été facile de suivre, à travers ces modifications, leur tradition première : c'est celle d'un gouvernement central puissant, agissant pour le progrès et le perfectionnement du pays tout entier. Quand une main s'est levée pour porter haut et fier le drapeau de la nationalité américaine, on peut être sûr que cette main était fédéraliste.

Le parti *whig* avait abandonné un nom qui rappelait peu de dévouement pendant la guerre nationale, et s'était appelé parti *républicain*. C'est sous ce titre que nous le voyons triompher à l'élection présidentielle qui éleva au pouvoir Thomas Jefferson, en 1801. Cet homme d'une valeur incontestable en personnifia et en exprima le mieux le programme. Comme application immédiate, le grand principe des républicains était toujours l'autonomie des États particuliers, l'amoindrissement du pouvoir fédéral, auquel ils enlevaient le droit et la force de contraindre ces États. Mais de même que nous venons de montrer chez les fédéralistes une tendance aristocratique générale se cachant sous le sentiment national, de même les républicains alliaient à la décentralisation une théorie plus démocratique. Cette théorie reposait sur une idée fort juste : c'est que, dans une démocratie, il faut céder franchement au vœu de la majorité, sans chercher à lutter contre elle par des manœuvres ou des entraves législatives. Elle contenait aussi une erreur, c'est que même théoriquement la majorité a toujours raison. Entre dominer la majorité par la force ou s'incliner servilement devant ses caprices, il y a une troisième ligne à suivre, c'est de chercher à modifier ses idées en l'éclairant, en la convainquant par le raisonnement. Cette erreur, Jefferson l'avait puisée chez les révolutionnaires français au milieu desquels il avait été longtemps ambassadeur de son pays. Ainsi que la plupart de ceux qui n'ont pas de convictions religieuses, il croyait à l'infaillibilité de la masse : l'homme a toujours besoin d'adorer quelque chose au-dessus de lui. Il admettait aussi la théorie de Rousseau sur le contrat social,

et ne voyait à l'autorité de la société d'autre base que la libre acceptation de cette autorité par les gouvernés ; c'est ce principe désorganisateur qui devait bien plus tard amener la sécession et la guerre civile.

Il est à remarquer que ces doctrines s'étaient déjà répandues dans le Sud ; ces pays d'où quelque temps auparavant étaient sortis les principaux fédéralistes, devinrent bientôt le quartier général du parti républicain. A quoi cela tenait-il ? A plusieurs raisons. D'abord, chez les hautes classes, l'éducation s'était soustraite à l'influence anglaise depuis la séparation, et s'était mise de préférence en contact avec les idées de la révolution de France ; dans le peuple, au contraire, l'ignorance bien plus grande qu'au Nord, et l'absence de vues généreuses qui en résulte, faisait qu'on supportait impatiemment les taxes imposées par le gouvernement fédéral, qu'on voulait à tout prix s'en affranchir, sans en comprendre la glorieuse nécessité. Mais par-dessus tout, le Sud avait un grand intérêt pour tenir à l'autonomie des États, c'était l'esclavage. Lors de la rédaction de la constitution, en 1787, la discussion avait commencé à naître sur cette terrible question, et on avait senti le terrain si brûlant, qu'on avait dû s'en écarter. Il avait été convenu que les États la régleraient chacun suivant sa propre volonté ; que ceux où l'esclavage était établi pourraient le conserver : les autres au contraire pourraient l'exclure. Les sympathies de la Constitution pour la liberté n'en étaient pas moins apparentes : afin de ne pas sembler consacrer, même d'une manière indirecte, le principe de l'esclavage, on avait soigneusement évité de mettre une seule fois dans le texte le mot *esclave ;* les territoires non encore peuplés étaient, dans l'esprit des rédacteurs, déclarés sol libre. Enfin, on devait, au bout de vingt ans, aviser à l'affranchissement des noirs. Avec cette désapprobation marquée pour une si détestable institution et avec la tendance que les fédéralistes ne dissimulaient pas à poursuivre toute espèce de progrès ou d'amélioration à venir par la voie du gouvernement central, on pouvait prévoir qu'un jour ou l'autre ils s'attaqueraient à l'esclavage, et dès lors une grande partie des planteurs, dont la générosité aristocratique n'était plus excitée par la guerre de l'indépendance, avait passé dans les rangs des républicains.

Ceux-ci furent maîtres incontestés du pouvoir depuis 1801 jusqu'à la guerre que les États-Unis firent à l'Angleterre en 1812. A ce moment, la réaction contre le programme des fédéralistes avait déjà porté ses fruits, le pouvoir fédéral était amoindri outre mesure ; on avait assisté au singulier spectacle de plusieurs présidents et d'un congrès cherchant à l'envi à restreindre leur autorité à l'avantage de cette autonomie qu'on n'appelait déjà plus *State Rights*, droits des États,

mais bien *State Sovereignty*, souveraineté des États. On s'aperçut bientôt du péril où un pareil système jetait le pays. La guerre fut conduite d'une main à la fois faible et tracassière. Certains États refusèrent d'envoyer leurs milices ou de supporter les taxes. La ville de Washington fut prise par une poignée d'Anglais, et la victoire du général américain Jackson, sur la flotte britannique, à la Nouvelle-Orléans, fut loin de réparer cet échec moral. Il y eut réaction dans l'opinion publique. Les fédéralistes relevèrent la tête et tinrent à Hartford, en 1815, une meeting resté célèbre. On les accusa, sans preuves du reste, de vues séparatistes et de conspiration contre le gouvernement. La seule chose certaine, c'est qu'ils y furent très-violents, de cette violence qui caractérise les partis réellement vaincus. En effet, bien qu'unis contre l'administration actuelle, ils n'avaient plus aucun programme à lui opposer. Peu après cette assemblée, le parti perdit jusqu'à son nom : il en surgit un autre groupé, autour de John Adams, qui s'appela parti *républicain national*. Il était plus centralisateur que le parti alors au pouvoir, moins cependant que les fédéralistes. Vers cette époque, les républicains de Jefferson, soit pour mieux spécifier leur ligue, soit pour se distinguer d'Adams et de ses adhérents, prirent le nom de parti *démocratique*.

La lutte entre les deux camps porta pendant plusieurs années sur des questions qui, paraissant au premier abord purement financières, n'en étaient pas moins du domaine politique. Il s'agissait, pour créer des ressources au trésor fédéral, de fonder une banque privilégiée et unique. Les républicains nationaux appuyaient la mesure, les démocrates la repoussaient comme dangereuse pour l'autonomie ; la banque fut fondée en 1816, puis supprimée, puis fondée de nouveau, pour être définitivement détruite quelque temps après.

Mais le plus grand événement de cette période est le fameux compromis de Missouri. La constitution avait reconnu l'esclavage à titre d'exception seulement, et pour les États où il existait déjà. Les territoires non constitués encore avaient été implicitement déclarés sol libre. C'était considéré comme un désavantage par les propriétaires d'esclaves. Ils avaient besoin d'un marché pour écouler le bétail humain élevé dans leurs haras ; ils sentaient aussi la nécessité de maintenir dans le congrès l'équilibre entre les défenseurs de l'esclavage et ses adversaires. Or, comme nous l'avons dit en commençant, de nouveaux États se fondaient dans le Nord-Ouest, empruntant au Nord ses mœurs et sa culture ; il devenait nécessaire pour le Sud de fonder, lui aussi, des colonies à son image. Le Missouri venait d'être peuplé par des émigrants du Sud dont un certain nombre avaient emmené leurs esclaves ; fallait-il affranchir ces derniers par cela seul

qu'ils étaient sur un territoire libre? C'eût été le plus grand des scandales aux yeux du Sud. Après une lutte vive et brillante, le congrès, en 1819, déclara qu'on ferait un compromis entre les intentions libérales de la constitution et les intérêts esclavagistes; on accorda à tous les États qui se créeraient au-dessous du 36ᵉ degré de latitude, le droit d'accepter ou de répudier l'esclavage. Il faut bien noter le fait qu'on n'imposait pas cette institution ; on reconnaissait seulement aux territoires de la zone méridionale le pouvoir de se prononcer sur cette question, et par là même on la soustrayait à l'autorité du congrès et de la constitution.

Aussi le parti démocratique considéra-t-il le compromis de Missouri comme un triomphe pour ses idées décentralisatrices. C'en était un, mais un triomphe plus compromettant qu'heureux, car il liait pour toujours le parti démocratique aux intérêts de l'esclavage. A partir de ce moment nous allons lui voir prendre un autre caractère; il devient, même au Nord et dans les pays libres, l'instrument docile de ces intérêts, uniquement manœuvré et dirigé par les planteurs du Sud. Ceux-ci avaient bien pu, pour sauver leurs propriétés humaines, abandonner le camp des fédéralistes et passer au camp opposé ; mais ils n'avaient pu ni voulu dépouiller le caractère aristocratique que leur donnaient leurs grands domaines et l'habitude de commander en despotes autour d'eux. Ils avaient jugé plus prudent de renoncer à former une haute classe dirigeante, menant toute la nation américaine par le congrès. Il y a d'ailleurs une sorte de démocratie qui plaît à l'orgueil aristocratique comme à l'insoumission révolutionnaire, et qui les unit souvent dans un commun mépris des lois : c'est celle basée sur la théorie du Contrat social, qui n'admet au gouvernement aucune autre base que la reconnaissance de cette autorité par chaque gouverné. Ils consentaient à suivre jusque-là les doctrines de Jefferson ; mais dans leurs États particuliers ou dans le sein de leurs partis, ils n'entendaient nullement accepter l'égalité absolue qu'il avait prêchée. A l'époque dont nous parlons, vers 1820, de grands hommes politiques avaient surgi parmi eux : le président Monroe, le général Jackson, Henry Clay, Calhoun surtout ; ils étaient facilement devenus les chefs du Sud, et par là les arbitres du parti démocratique. C'est l'époque de l'histoire d'Amérique où nous voyons s'établir pour quelque temps le gouvernement des *leaders* [1].

Les fédéralistes avaient échoué sur cet écueil ; les démocrates devaient-ils être plus heureux? Il faut distinguer. Au Sud, les mœurs

[1] Mot à mot *conducteurs :* c'est un terme spécial par lequel on désigne en Angleterre les hommes qui dirigent un parti.

aristocratiques faisaient accepter volontiers les *leaders ;* les rapports avec l'autorité ont, dans ces mœurs, un caractère de relations personnelles qui dissimule le commandement sous les apparences de l'intimité avec les gouvernants. Mais il n'en était pas ainsi parmi les démocrates du Nord. Ils commencèrent bientôt à trouver qu'ils étaient menés par les *gentlemen* du Sud avec moins d'égards encore que par les fédéralistes. Les discussions de personnes, qui prenaient de plus en plus d'importance entre ces hommes de talent, n'intéressaient pas la nation. Les membres démocrates du congrès se réunissaient en comité et ils choisissaient, comme candidat à la présidence, l'homme qui leur convenait le plus, sans consulter le peuple qui devait voter. En 1825, un comité de ce genre mit au jour tant de préoccupations mesquines et de petites intrigues, qu'il y eut une nouvelle réaction dans l'opinion publique ; on se retourna vers les *républicains nationaux*, et ils jouirent d'un court triomphe par l'élection de leur chef, John Adams, à la dignité de président.

En 1828, on agita au congrès une question de tarif qui mit en évidence la division géographique des intérêts matériels du pays. Le Nord, qui commençait à devenir protectionniste, l'emporta, et des taxes très-restrictives pesèrent sur le commerce étranger. Ce fut la cause d'un mécontentement général dans le Sud, partagé aussi bien des républicains que des démocrates ; puis, les résultats de cette mesure ravivèrent inopinément les questions théoriques des premiers temps. Les dépenses du gouvernement fédéral, amondri comme il l'avait été par les partisans de Jefferson, étaient fort peu de chose ; le tarif vint tout à coup lui créer des recettes considérables. Que devait-il en faire? Pouvait-il les employer en améliorations et travailler au développement national? Oui, s'il était réellement un gouvernement national, une unité résumant les grands intérêts de tous les petits États. Non, si il n'était qu'un pouvoir d'exception, sans initiative et sans autre mission que les objets strictement définis pour lesquels les États toléraient son intervention. La première de ces opinions fut appelée *interprétation nationale de la constitution :* elle était appuyée par Adams et ses amis ; la seconde se nomma *interprétation restrictive :* c'était le programme des démocrates.

Était-ce un programme bien démocratique, dans le sens qu'en Europe nous attachons à ce mot? Évidemment non. Dans une démocratie, la masse qui gouverne n'est jamais complétement riche ni satisfaite : elle désire toujours des améliorations ; les lui refuser quand on a l'occasion facile de les accomplir, c'est se mettre en opposition avec ses instincts légitimes. C'est de plus accuser une tendance au repos qu'un peuple en création, comme l'Amérique

l'était à cette époque et l'est encore, ne saurait partager. Et puis ces chicanes sur le texte même de la constitution, sur l'interprétation à lui donner, peuvent intéresser des légistes ou des bourgeois : elles n'attacheront jamais le peuple ; celui-ci n'aime pas à s'arrêter devant le texte d'un document, il veut une constitution perfectible, et un législateur qui aspirera à s'appuyer sur lui devra toujours proclamer ce principe de perfectionnabilité, ne fût-ce que comme un leurre.

C'était donc une faute de la part des démocrates, au point de vue de leur popularité, de défendre l'interprétation restrictive, et une faute qui indiquait bien leurs tendances réellement aristocratiques. Le plus grand politique de ce parti, le général Jackson, dont la haute réputation avait facilement triomphé de John Adams dans une élection présidentielle postérieure, les tira habilement de cette difficulté. Les démocrates, avons-nous dit, s'étaient opposés à la création d'une banque centrale : cependant la pénurie du trésor en avait rendu la fondation nécessaire. Cette pénurie n'existant plus, grâce aux ressources créées par le tarif, Jackson en profita pour détruire la banque. De cette façon, il obtenait un triomphe pour les siens, et il réduisait à des proportions moindres la puissance pécuniaire créée au gouvernement par les douanes. Il avait encore un autre mobile : lui-même appartenait à cette école économique dite *bullioniste*, qui ne veut reconnaître de valeur qu'au métal et qui repousse le billet, la bank-note, en un mot toute sorte de monnaie fiduciaire. Il s'attaqua non-seulement à la banque centrale, mais à toutes les banques, par des lois d'une sévérité extraordinaire.

Cependant le tarif obtenu par l'influence du Nord subsistait. C'était pour le Sud un sujet permanent d'irritation et de malaise dont il voulait se débarrasser à tout prix. Soit qu'ils n'espérassent pas pouvoir le faire rapporter par une décision du congrès qui l'avait voté, soit qu'ils voulussent faire faire un pas éclatant à l'autonomie des États, les démocrates, ceux de la zone méridionale particulièrement, commencèrent à émettre la doctrine qu'un État a le droit d'annuler (*nullification*), en ce qui le regarde, une décision du congrès ; dans les discussions qui occupèrent toute l'année 1830, et qui méritèrent à juste titre le nom de *great debate*, grand débat, cette idée subversive finit par être adoptée par le camp démocratique comme *party doctrine*, c'est-à-dire comme un de ces articles du programme qu'on est forcé de défendre sous peine de cesser immédiatement d'être un membre du parti. Et on ne tarda guère à passer à l'application. La Caroline du Sud, avec la logique et l'énergie brutales qui l'ont toujours caractérisée, déclara tout à coup qu'elle annulait pour sa part le tarif de 1828 ; elle ouvrit ses ports, sans droits d'entrée, au com-

merce étranger ; c'était un acte de rébellion complète. Que devait faire le président Jackson ? Élu par les démocrates qui le considéraient comme leur chef, il pouvait se croire enchaîné par leurs doctrines ; mais il était trop homme d'État et trop patriote pour ne pas comprendre tout le danger qu'il y aurait eu à laisser impunie une pareille tentative. Il se décida à agir et à faire rentrer la Caroline dans le devoir par l'exécution militaire. Les républicains applaudirent : en effet, la nation pouvait maintenant comprendre où la menait le programme démocratique, puisque l'homme qui jusqu'alors en avait été le plus grand champion était obligé de leur emprunter, à eux républicains, la plus attaquée de leurs théories.

Résumons en quelques mots la situation respective des uns et des autres. Le parti démocratique était fort de la confiance que donne une longue autorité, de la supériorité incontestable de ses chefs : il avait sa faiblesse dans le caractère aristocratique, si odieux aux Américains, et qui déjà avait fait tomber les fédéralistes ; mais surtout dans l'exagération radicale de ses doctrines, dont l'application venait de faire naître la guerre civile. Les républicains nationaux, héritiers des tendances centralisatrices des fédéralistes, étaient par cela même assez peu sympathiques aux masses ; mais l'événement venait de leur donner raison, et de plus ils représentaient maintenant le véritable gouvernement populaire : deux grandes chances de succès. Et pourtant, tout observateur pouvait découvrir que la lutte était encore inégale, et que ces derniers n'étaient pas capables de l'emporter. Pourquoi ? Parce que les démocrates avaient un intérêt positif, déterminé, agressif, sur lequel, à chaque nouvelle question, aucune hésitation n'était possible, et qui les ralliait tous après une dispersion d'un moment, quand le combat allait recommencer : c'était l'esclavage.

A cet intérêt immense, les républicains ne pouvaient opposer que l'idée plus confuse et plus éloignée de l'unité nationale, des traditions anciennes et des aspirations glorieuses ; question toute politique, tandis que l'esclavage était une question sociale. Or il est certain que si la lutte s'engage entre une question politique et une question sociale, celle-ci finit toujours par l'emporter, parce qu'elle inspire à ses partisans, qu'elle touche de plus près, une ardeur beaucoup plus vigoureuse.

Pourquoi les républicains nationaux, ou les whigs, comme ils commencèrent à s'appeler en 1833 [1], n'arborèrent-ils pas le dra-

[1] Il est difficile de connaître l'origine de tous ces changements de noms : un incident, un mot heureux, le titre d'un journal suffisent pour baptiser un parti : nous en avons eu plusieurs exemples en France.

peau de l'affranchissement des noirs en face du drapeau de l'esclavagisme? Cela peut tenir à deux causes. D'abord parce qu'ils portaient un sincère respect à la constitution, et nous savons qu'elle avait positivement refusé au congrès le pouvoir de s'ingérer, pour cette question, dans le gouvernement des États ; ensuite parce qu'une idée hardie comme celle de l'affranchissement surgit très-rarement au milieu des hommes qu'on appelle pratiques et qui sont mêlés à la politique active. C'est dans des rangs plus obscurs et moins habitués aux compromis, qu'elle commença à circuler.

La même année 1833 vit s'organiser dans les États du Nord les premières sociétés abolitionnistes. Il y avait eu déjà plusieurs tentatives de ce genre, surtout à l'époque de la proclamation de la constitution, et, chose très-curieuse, la Virginie, les Carolines mêmes, en avaient donné l'exemple. Cette génération de contemporains de Washington avait puisé dans la guerre le sentiment de l'abnégation et le dévouement à tout ce qui est généreux. Depuis, au contraire, la moindre protestation contre l'esclavage excitait dans le Sud des colères indicibles. Benjamin Lundy, William Lloyd Garrison, Lovejoy, tous ces hommes héroïques, dont la biographie serait une des plus belles leçons à donner à l'Europe affaiblie, avaient été persécutés, frappés, tués même pour avoir osé élever la voix en faveur de la liberté. Toutefois leurs écrits et leurs souffrances commençaient à porter des fruits. Lloyd Garrison, à Boston, fonda une véritable secte, dont l'abolition était, à proprement parler, le seul article de foi et le seul programme politique ; malheureusement elle s'abandonna contre les confessions religieuses qui toléraient l'esclavage, — elles le faisaient toutes, excepté les quakers, — à des violences de langage qui éloignèrent d'elle beaucoup d'esprits droits et justes. Elle s'attaqua, avec des axiomes révolutionnaires, à presque tous les instincts conservateurs, indignée qu'ils aient pu pactiser avec l'institution qu'elle haïssait ; il faut noter ce fait, dont nous allons retrouver les conséquences. Mais elle eut le mérite de donner l'impulsion. La grande Société d'abolition, la Société de la Nouvelle-Angleterre étendirent bientôt leurs rameaux, de 1833 à 1835, sur presque toutes les villes et les bourgades.

Des manifestations en sens inverse s'organisèrent pour exprimer au parti démocratique de chaudes sympathies, dont profitait la théorie de l'esclavage. L'agitation fut à son comble, et la nation américaine, jusque-là tranquille et sérieuse comme l'avait vue M. de Tocqueville, devint tout à coup passionnée et émeutière comme si on eût changé son caractère en deux ans.

C'est qu'en posant la discussion sur la question de l'esclavage, les conditions venaient d'en être profondément modifiées : de part et

d'autre, on allait combattre sur le terrain social ; de part et d'autre, les intérêts matériels étaient actuellement engagés, car l'avenir du travail libre au Nord dépendait de la restriction du travail servile au Sud. Enfin la lutte n'allait plus avoir lieu entre des chefs seulement : tout le peuple allait y prendre part ; c'était un nouveau pas vers la démocratie, et en effet, à partir de 1840, les programmes des partis ne se rédigent plus dans des comités d'hommes d'État, ils sont débattus dans des *conventions*, ou assemblées représentatives de tout le parti.

Devant une pareille question, toutes les autres devaient bientôt passer au second plan. Les whigs ne surent pas le voir : ils continuèrent à discuter sur des détails, sur la nécessité d'établir le crédit du gouvernement, sur certaines restrictions à appeler au pouvoir présidentiel, etc. Ils eurent, en 1850, un court triomphe par l'élection du président Taylor, un de leurs chefs ; mais dans la lutte qui s'engageait, il fallait une main plus décidée que la leur.

Afin de ne pas allonger outre mesure cette rapide esquisse des partis, nous inscrivons brièvement les événements qui ont amené les discussions les plus célèbres.

Le Texas avait été peu à peu envahi par des colons américains qui étaient parvenus à le détacher de la république mexicaine. Son indépendance avait été reconnue par le congrès de Washington, mais bientôt un parti nombreux aux États-Unis n'avait point dissimulé l'intention de l'annexer. Les esclavagistes le désiraient, pour en faire un État à esclaves et ajouter encore quelques voix à leur parti. Les démocrates en voulaient, pour qu'il s'annexât de lui-même, comme État souverain, sous certaines conditions et en se réservant certains priviléges ; c'eût été un triomphe pour la doctrine de l'autonomie. Les whigs au contraire refusaient à un État qui entrait dans l'Union le droit de poser des conditions au congrès ; c'était à ce dernier à lui en dicter, comme cela s'était toujours fait pour les territoires ; les abolitionnistes repoussaient une province toute dévouée à l'esclavage ; dans cette campagne, ils marchèrent fermement unis aux whigs. Néanmoins, les démocrates l'emportèrent et le Texas fut annexé en 1844 ; de cette acquisition déclarée contraire au droit des gens par les penseurs les plus sérieux de l'Amérique, résulta la guerre avec le Mexique, et la conquête sur celui-ci de la Californie et du Nouveau-Mexique.

Ces deux territoires eux-mêmes devinrent aussitôt l'occasion d'un nouveau débat. L'esclavage était depuis longtemps aboli au Mexique ; il n'y en avait donc plus aucune trace en Californie lors de l'acquisition par les États-Unis. Allaient-ils, en devenant leur propriété, tomber sous le coup du compromis de Missouri, c'est-à-dire toute la

partie au sud du 36e degré de latitude allait-elle devenir par là même une terre à esclaves? Le Sud et les démocrates soutenaient qu'il en devait être ainsi, les whigs le niaient; ils reconnaissaient bien qu'au sud du 36e degré, un État était libre d'accepter ou de répudier l'esclavage, mais ils affirmaient que sous aucun prétexte on ne pouvait forcer les pays situés même dans cette zone géographique à accepter malgré eux une si détestable institution. Ils étaient secondés par un parti nouvellement formé d'une portion des leurs, et qui s'appelait le parti du *sol libre* (*Free Soil*); il avait pour programme qu'un esclave devenait libre par cela seul qu'il mettait le pied sur le sol libre, et que son maître n'avait plus le droit d'exercer contre lui aucune poursuite; c'était une doctrine plus avancée que la doctrine whig, et plus rapprochée de celle des abolitionnistes.

La Californie échappa à l'esclavage, mais ce succès des whigs fut compensé par l'échec qu'éprouva, dans ce qu'on a appelé les compromis de 1850, le programme des *Free Soilers*. Le congrès vota plusieurs lois pour donner aux planteurs toute facilité de rechercher partout, au sein même des États du Nord, les esclaves fugitifs. Je ne sais rien de plus odieux que la chasse à l'homme, au moyen de chiens féroces et de dénonciateurs infâmes, qui fut alors organisée au nom de la légalité sur tout le sol de l'Union. Les pauvres nègres épouvantés étaient arrachés des maisons hospitalières où on les cachait; des bandes de ces malheureux traversaient sous le fouet les rues de Boston, au milieu de la population indignée: il se fit pour les sauver des prodiges de dévouement et d'adresse. Une foule d'associations, connues sous le nom de Chemins de fer souterrains (*underground railroad*), étaient organisées à travers la Nouvelle-Angleterre pour les faire parvenir à la frontière canadienne, où la liberté leur était assurée. Le Sud s'enivrait de ce cruel triomphe, et s'emportait jusqu'à des excès qui firent souvent de la salle même du congrès un véritable champ de bataille. Mais en même temps, tout le peuple du Nord commençait à sympathiser avec les abolitionnistes, toujours violents, mais toujours intrépides: les whigs perdaient rapidement leur considération; à la vue de pareilles indignités, la modération n'est presque plus permise.

Un autre débat, plus orageux encore, amena la dispersion de ce parti, ce fut le débat sur le Kansas et le Nebraska. Ces deux territoires, arrivés au chiffre de population où ils allaient pouvoir réclamer le rang d'État, devaient bientôt se prononcer sur la question de savoir s'ils admettraient l'esclavage ou s'ils le repousseraient. Les sociétés abolitionnistes faisaient d'immenses sacrifices pour y envoyer en toute hâte un grand nombre d'émigrants du Nord, afin d'assurer la majorité au principe de la liberté; le Sud de

son côté, faisait partir des planteurs avec leurs troupeaux d'esclaves pour occuper le terrain et s'en emparer. Le Nebraska cependant et la plus grande partie du Kansas étaient situés au-dessus de la limite jusqu'alors assignée au Sud. Mais en 1854, le congrès, tout dévoué aux intérêts du Sud, adopta un bill qui détruisait le compromis du Missouri, et permettait aux territoires, même lorsqu'ils étaient au nord du 36e degré, de se déclarer en faveur de l'esclavage. La politique envahissante des démocrates se montrait alors sans voile, et en face d'elle, la faiblesse des whigs, qui avaient marché de concessions en concessions sans savoir s'y opposer. Il se fit immédiatement au Nord un rapprochement entre toutes les opinions qui avaient combattu pour la même cause, sous des bannières différentes, et un nouveau parti plus énergique surgit en prenant le nom de parti *républicain*.

Nous ne pouvons parler ici de toutes les violences dont le Kansas fut le théâtre; elles furent telles qu'un grand nombre de démocrates dégoûtés de la marche suivie par le gouvernement, s'en détacha pour former des partis intermédiaires, les *Anti-Lecomptoniens*, etc. Beaucoup reculaient à l'idée de voir les plaines du Far-West, si belles et encore vierges, devenir la proie de l'esclavage; le *Homestead bill*, qui fut voté à cette époque, fut l'effet de cette réaction. Il consacrait l'établissement de la petite propriété dans toutes ces contrées, et il eut l'importance considérable d'assurer à la cause du Nord la jeune et vigoureuse population des émigrants.

Arrivé à ce point, la guerre civile devenait inévitable. Toutes les anciennes causes de discorde s'étaient massées autour de deux drapeaux, et dans des camps qui avaient des limites géographiques précises. L'autonomie des États poussée jusqu'à l'absolue indépendance, les appétits dévorants de l'esclavage, avec les tendances aristocratiques et l'oligarchie qui en résultaient, se concentraient au Sud dans le parti démocratique; l'idée de la nationalité américaine, tradition des fédéralistes, la puissance du gouvernement central, les intérêts du travail libre, de la petite propriété, les institutions réellement démocratiques, étaient groupés au Nord, dans le parti républicain. Ce n'est pas qu'il n'y eût encore des démocrates au Nord et d'anciens whigs au Sud, et bon nombre de citoyens honnêtes qui faisaient appel à la conciliation ; mais on sentait que l'union ne tenait qu'à un fil. Les États de l'extrême sud n'envoyaient même plus de délégués aux conventions démocratiques du Nord, se considérant déjà comme une autre nation qui ne pouvait plus faire partie des mêmes assemblées, et lorsqu'en 1860 M. Lincoln fut élu par les républicains, personne ne fut étonné d'apprendre que la Caroline avait fait feu sur le pavillon fédéral et brisé l'union américaine en bombardant le fort Sumter.

On sait l'issue de cette terrible lutte. Il est difficile de dire si elle fut une guerre civile plutôt qu'une guerre nationale entre deux peuples voisins. La manière dont elle fut conduite de part et d'autre montre bien les différences profondes qui existaient entre les deux combattants. Le Sud, habitué à l'oligarchie, passa vite à la dictature, et c'est ce qui a donné à tous ses mouvements une précision et une unité si remarquable. Au Nord, au contraire, la lutte des partis ne fut jamais si violente à l'intérieur que pendant qu'à la frontière les armées de Grant et de Mac-Clellan combattaient l'ennemi. Les uns ne soutenaient la guerre que pour rétablir l'Union, sans vouloir intervenir dans la question de l'esclavage; les autres combattaient surtout contre cette plaie sociale ; parmi les démocrates, une portion donnait loyalement son appui à la cause nationale, c'étaient les *démocrates de la guerre ;* les autres voulaient la paix à tout prix, c'étaient les *démocrates de la paix ;* d'autres enfin déclaraient la sécession légitime et l'appuyaient par leurs manœuvres ; l'opinion les a flétris sous le nom de *Copperheads* ou serpents cuivrés. Deux caractères distinctifs font de cette période une nouveauté dans l'histoire. Le premier, c'est que rien, dans le Nord, ne s'y est fait par la puissance seule de l'autorité, c'était l'opinion publique qui dirigeait tout. Il n'est pas une mesure, on peut même dire pas un plan de campagne, qui n'ait été le résultat d'une volonté réfléchie et discutée du peuple ; souvent au moment le plus décisif, une élection remettait tout en question, et jamais il n'est venu à personne l'idée de suspendre les manifestations de l'opinion. Ce que le parti républicain dépensa d'efforts, de talent, de sacrifices pour tenir le peuple en haleine, pour l'électriser et le convaincre, serait un des plus beaux chapitres dans les annales de la persévérance humaine. L'autre caractère est que cette guerre se fit, à proprement parler, sans chef; aucun homme ne peut se vanter d'avoir conduit la nation. Lincoln lui-même n'a été que l'instrument dont le peuple s'est servi pour exprimer sa volonté. Lincoln, le croirait-on, ne voulait pas abolir l'esclavage dans les États où la Constitution l'autorisait, il ne s'en croyait pas le droit; il a fallu que le sentiment unanime de tout le Nord exerçât sur lui une pression irrésistible pour qu'il pût se résoudre à vaincre ses hésitations.

Aujourd'hui, trois partis sont en présence aux États-Unis : voici à peu près la situation et le programme de chacun d'eux.

Les démocrates d'abord, restes encore imposants de ce grand parti qui a gouverné le pays de Jefferson à Buchanan, de 1801 à 1860. Leur nombre est assez considérable dans les États du centre pour y disputer chaudement toutes les élections ; ils sont en minorité dans

la Nouvelle-Angleterre. Au Sud, les sympathies que leur témoigne tout un peuple vaincu et impuissant sont plutôt pour eux un embarras qu'un appui. Leur programme a été singulièrement défiguré par les événements. Leur théorie favorite de l'autonomie des États poussée jusqu'à l'extrême par les plus violents, a amené la guerre civile et a succombé après quatre ans de carnage. L'esclavage, soutenu par un grand nombre d'entre eux, et avec lequel tout le parti avait été amené à faire cause commune, n'existe heureusement plus. Du même coup est tombée cette organisation aristocratique du Sud, si puissante pour l'action et si productive d'hommes de talents, dont le prestige était peut-être la cause qui attirait dans les rangs démocrates beaucoup d'esprits distingués, trop oublieux de la base criminelle sur laquelle elle reposait. Maintenant, le souvenir de cette alliance les a faits, à tort ou à raison, accuser de tendances antirépublicaines, et c'est une accusation dont il est difficile de se relever. L'exercice d'un long pouvoir sur les masses peu éclairées du Sud et sur la populace des grandes villes n'a pas été, dit-on, sans une influence fâcheuse sur la moralité politique du parti. Enfin, au lendemain de la guerre, les démocrates ont commis la faute immense de repousser l'amendement constitutionnel, la plus modérée peut-être de toutes les conditions qu'un peuple vainqueur ait jamais imposé à un peuple vaincu ; leur programme à eux eût été de reconstituer toutes choses dans le Sud sur le même pied où elles étaient avant la lutte, moins l'esclavage; ce qui eût été cause que deux années après, l'esclavage eût été rétabli en fait sinon en droit, et l'épée eût de nouveau été tirée. La nation américaine est trop pratique pour ne pas consolider, par des garanties sérieuses, une victoire trop chèrement achetée; aussi le programme démocratique a-t-il été défait depuis quelque temps dans toutes les élections, malgré la protection maladroite et justement compromettante que lui a accordée le président Johnson. Voilà les faiblesses des démocrates. Mais il leur reste une grande et belle idée, c'est l'horreur de la centralisation, la crainte de voir la nation gouvernée sans contrôle et sans barrière par une masse omnipotente, le respect pour cette constitution américaine, la plus libérale qui ait jamais été inventée. Beaucoup de leurs membres ont montré à la cause nationale, pendant la guerre, un dévouement égal à celui des républicains ; beaucoup n'ont été démocrates que par opposition à la violence des abolitionnistes. S'ils parviennent à dégager complétement leurs doctrines de celles de la sécession, et à bien établir la différence entre les *States Rights*, droits des États, et la *State Sovereignty*, souveraineté des États ; il est fort possible que l'opinion publique revienne à eux ; il est plus probable qu'ils formeront bientôt un autre

parti, avec la portion la plus modérée de leurs adversaires, sous le nom de *parti constitutionnel*.

Les *républicains* nous semblent représenter aujourd'hui le véritable esprit des institutions américaines. Comme les fédéralistes leurs ancêtres, ils affirment que les États-Unis sont comme une seule et grande nation avec un gouvernement décentralisé, et non une simple confédération de provinces souveraines. Jamais, en effet, ces provinces n'ont eu une existence séparée; elles étaient des colonies anglaises, soumises à la mère patrie, et ne réclamant d'elle que les garanties accordées à tous les citoyens britanniques, plus certains priviléges qui leur avaient été octroyés par des chartes spéciales. Le refus de ces garanties fut la véritable cause de la guerre de l'indépendance, la même cause qui avait amené la révolution d'Angleterre. D'après la théorie fédéraliste et républicaine, le gouvernement central n'a donc fait que prendre la place du gouvernement anglais, respectant les priviléges des États, mais ayant à son autorité une autre base qu'une reconnaissance spéciale de la part de ces États. L'écueil des fédéralistes avait été de vouloir imposer leurs vues, par des mesures restrictives, à une majorité qui ne pensait plus comme eux; les républicains ont su l'éviter : tous leurs triomphes ont toujours été la constatation sincère de l'opinion publique, fortement travaillée, mais jamais violentée ni trompée par eux. Les fédéralistes finirent par s'égarer dans les questions personnelles et les intrigues entre leurs chefs; la véritable force des premiers démocrates fut de briser cette tendance oligarchique, et de ramener les discussions sur le terrain plus réel des intérêts populaires. Les républicains firent mieux encore; ils s'élevèrent non-seulement au-dessus des questions de personne, mais au-dessus des intérêts, et arborèrent deux grands principes, la patrie et la liberté humaine. Faut-il présentement les accuser de manque de générosité, parce qu'ils posent au Sud des conditions sévères à sa rentrée dans l'Union? Ce serait une trop longue question, et nous ne prétendons pas traiter ici de la politique contemporaine en Amérique. Disons seulement que le Sud, en refusant, à la fatale instigation de M. Johnson, d'accepter les restrictions si modérées de l'amendement constitutionnel, a motivé les défiances et justifié la sévérité des amis de l'Union.

Le parti républicain saura-t-il mieux que le parti démocratique ne pas abuser de sa victoire et ne pas s'y corrompre? L'avenir le dira : mais on peut dès maintenant lui prédire un grand péril. C'est l'alliance avec un autre parti, qui pour être né d'hier, n'est pas moins puissant déjà ; puissant par l'audace de ses affirmations et le talent véritable de ses chefs; nous voulons dire le parti *radical*.

Il est assez difficile d'en préciser les doctrines, car, semblable à

tous les partis radicaux, qui ont la prétention de suvire seuls la logique, il est surtout fondé sur des aspirations et des antipathies bien plus que sur une théorie raisonnée. Il suit le programme des républicains, mais en l'exagérant et en le poussant toujours à l'extrême. Les républicains veulent un gouvernement fédéral puissant : les radicaux veulent une centralisation irrésistible, à Washington, de tous les grands pouvoirs. Les républicains reconnaissent à la majorité de la nation le droit, après les derniers événements, de modifier la constitution en ce qui touche à l'esclavage et au suffrage. Les radicaux ne veulent pas s'arrêter un instant devant la constitution si elle entrave ce qu'ils nomment la volonté du peuple. Entre leurs mains, la belle division entre les gouvernements d'État et le gouvernement fédéral cesserait tôt ou tard d'exister, pour faire place à une vaste centralisation que la volonté actuelle du peuple manœuvrerait à sa guise. Ce parti est composé de plusieurs éléments. D'abord, toute l'ancienne école abolitionniste de la Nouvelle-Angleterre, hommes convaincus et éloquents, habitués à remuer le peuple qu'ils ont peu à peu ému et entraîné en faveur d'une noble cause, mais conservant toujours contre ceux qui leur ont résisté, contre ceux qui ne les ont pas secondés, une haine toute prête à la vengeance. Presque tous ont eu à subir autrefois dans leur personne, leurs biens ou leur considération, les violences des propriétaires d'esclaves : ils ont été assommés à coups de bâton ou poursuivis devant les tribunaux comme perturbateurs. Aujourd'hui ils jouissent de voir l'abaissement des planteurs et voudraient le continuer ; ils ont demandé la confiscation de leurs biens ; ils aiment à les voir sous la juridiction militaire. Ils ne comprennent pas que, vainqueurs au profit d'un principe juste, leur volonté puisse être arrêtée par une barrière quelconque, quand même cette barrière s'appellerait la constitution américaine ou les droits de la propriété : d'après eux, il faut centraliser dans le congrès toute l'autorité nécessaire pour amoindrir et écraser les États rebelles. Ils ont eu dans la lutte le caractère indomptable et la persévérance des anciens puritains dont ils descendent, mais ils ont dans la victoire leur intolérance et cette impossibilité de pardonner qui était un de leurs traits distinctifs.

L'autre élément est plus dangereux encore. J'ai dit que les populations de l'Ouest avaient toujours marché sous la bannière républicaine. Il y a pour cela deux raisons : leur intérêt le plus puissant était d'assurer la prépondérance à la petite propriété et à la petite culture, qui sont leur condition inévitable sur la plus grande propriété et le travail servile. Puis ces populations étant formées en majorité d'émigrants allemands, on y trouve contre tout ce qui sent l'aristocratie, les répulsions qui souvent leur ont fait quitter la mère

patrie. Les passions sont violentes parmi les hommes encore peu habitués à penser, et qui voient chaque jour les obstacles tomber devant leur travail énergique : ils les apportent dans la politique. Si la constitution nous arrête dans notre victoire, disent-ils, qu'on la modifie ; si des aristocrates du Sud ne veulent pas courber la tête, qu'on les pende ! Au mois de décembre dernier, le journal *la Tribune*, grand organe républicain de New-York, ayant publié un article où l'éditeur demandait la grâce de Jefferson Davis, plus de six mille abonnés du Far-West envoyèrent immédiatement l'ordre de cesser leur abonnement. Mais ce qui est le plus à craindre, dans les masses germaniques, ce n'est pas leur rudesse, ce sont les théories de leurs chefs. Ceux-ci, pour la plupart, sont des exilés politiques de 1848, qui ont apporté en Amérique tout leur bagage d'idées socialistes et révolutionnaires. Sans doute, leurs principes sur le partage des biens et sur le communisme n'ont aucune chance d'être appliqués dans un pays où la propriété est ouverte à tous : mais leur mépris pour l'individu, leur adoration des masses, leur langage humanitaire y trouvent trop facilement des adeptes. L'égalité absolue qui résulte dans ces contrées des conditions économiques, le grand spectacle de cet immense flot d'hommes qui s'étend, vague par vague, sur des territoires sans bornes, et où l'individu n'est qu'une goutte imperceptible ; les résultats prodigieux obtenus par des efforts qui, pris isolément, semblent si peu de chose, tout cela, joint au sentiment du désert, prédispose les âmes à faire abstraction de la personnalité humaine, pour se jeter dans une sorte de panthéisme social et politique où le citoyen n'est plus rien, n'a plus de droit ; où le peuple est la grande unité, le grand être que ne peuvent enchaîner ni les constitutions ni les lois, parce qu'il est infaillible. J'ai trouvé là parfois des enthousiasmes d'annihilation qui rappelaient ceux de l'Inde. « Quel bonheur, me disait un de ces hommes, quel bonheur de penser que dans la guerre nous n'avons eu aucun grand général! Les généraux n'étaient rien, c'était l'armée qui était tout ; l'armée elle-même n'était rien, c'était le peuple qui était tout ; nous avons mis fin à l'individu ! » La centralisation socialiste, telle que l'ont rêvée les Allemands, appliquée par l'opiniâtre et vindicative précision des puritains, voilà au fond la tendance du parti radical.

Ainsi les sophismes européens sont prêts, aujourd'hui encore, à faire dévier le parti républicain, comme les idées révolutionnaires françaises, apportées par Jefferson, ont corrompu autrefois le parti démocratique. A peine délivrée de l'esclavage, l'Amérique va peut-être avoir à combattre un ennemi non moins terrible, le socialisme. C'est là, s'il n'est pas trop présomptueux de hasarder une pareille prédiction, que va probablement se livrer la grande lutte entre la

liberté humaine et cette tyrannie de la multitude qui semble être la forme spéciale du Mal à notre époque. Faut-il espérer ou craindre? Pour notre part, nous sommes pleins d'espoir. Il n'y a pas de socialisme sans la centralisation, et il est impossible que la centralisation prenne racine aux États-Unis. Quelques esprits peuvent bien y pousser dans un moment comme celui-ci, par une réaction contre le courant anarchique dans lequel le programme des démocrates a entraîné le pays pendant soixante ans ; mais quand la centralisation ne s'attaquera plus seulement aux États, quand elle se trouvera en présence de la forte organisation communale et des innombrables associations qui couvrent le sol, tous les intérêts s'insurgeront contre elle, et le bon sens, cette qualité nationale des Américains, en fera bientôt justice.

2. *Les partis spéciaux.*

Nous avons parlé en commençant des *partis spéciaux ;* nous nommons ainsi ceux qui s'occupent de la solution d'une question isolée. Il arrive souvent en Amérique, surtout lorsque la politique générale est dans une phase paisible, qu'un certain nombre de personnes prennent à cœur de réformer un abus, se constituent en parti, déclarent ne s'attacher pour le moment à aucune secte politique, et promettent leur appui aux candidats, sans distinction de couleur, qui s'engagent à légiférer dans le sens de leur opinion. Les plus importants ont été le parti *antimaçonnique* et le parti *américain.*

En 1826, dans l'État de New-York, un écrivain nommé Morgan ayant révélé quelques secrets de l'organisation des francs-maçons, se vit tout à coup intenter un procès sous un prétexte absurde et fut jeté en prison à Niagara ; peu de temps après, il disparut et on n'en a jamais entendu parler depuis. On trouva bien, le jour de sa disparition, un cadavre au-dessous de la cascade et on crut le reconnaître pour le sien ; mais il était si défiguré qu'on n'en put avoir la preuve. Le juge qui l'avait fait arrêter était un franc-maçon : l'opinion publique s'émut ; le juge fut dénoncé à plusieurs tribunaux supérieurs ; jamais son jugement ne fut sérieux, et on apprit que ces tribunaux eux-mêmes étaient en partie composés d'initiés. Aussitôt une foule de personnes se rassemblent, s'engageant à n'élire pour magistrat judiciaire ou municipal aucune personne appartenant à cette secte. Le mouvement s'étendit dans tout l'État de New-York, et dans les pays voisins. Plusieurs conventions antimaçonniques furent convoquées, des journaux fondés pour en répandre les doctrines, et pendant plusieurs années les initiés furent dans la presque impossibilité de parvenir à une charge quelconque. Ce

parti résista longtemps à toutes les offres des grandes armées politiques qui voulaient l'attirer dans leurs rangs; à la fin pourtant il se laissa entraîner à se rédiger un programme sur les affaires générales, il se rapprochait des whigs, et finit par se joindre à eux.

Le parti *américain*, ou *Know Nothing*, fut d'abord une association secrète entre certains esprits étroits de la Nouvelle-Angleterre, pour repousser les étrangers et particulièrement les catholiques des fonctions civiles. Leur mot d'ordre était : les Américains doivent être les maîtres de l'Amérique; les étrangers ne seront naturalisés qu'après un stage de vingt ans; les catholiques ne pouvant être libéraux, et obéissant à un prince étranger, le pape, doivent être tenus en constante suspicion. C'était à peu près les doctrines de l'école du *Siècle* et de *l'Opinion Nationale* en France, avec un vieux reste des haines puritaines. L'esprit américain est trop vigoureux pour admettre de si mesquines rancunes comme programme. Les deux grands partis politiques, désireux de s'attacher les émigrants qui commençaient à arriver en foule, repoussèrent les *Know Nothings*, et c'est une gloire pour les démocrates de les avoir caractérisés, à la convention de Cincinnati en 1856, par cette déclaration : « Aucun parti ne peut prétendre être national, constitutionnel ou en harmonie avec les principes de cette contrée, lorsqu'il base son organisation sur la foi religieuse, qui ne regarde que l'individu, et sur le hasard de la naissance. » Les *Know Nothings* marquèrent leur passage par des émeutes, des insultes et l'incendie de plusieurs établissements catholiques. Comme ils sévissaient particulièrement dans le Nord, les républicains eurent quelque peine à s'en dégager. Aujourd'hui ce parti a disparu ; ceux qui lui ont survécu sont presque tous à la remorque des socialistes allemands à qui ils pardonnent leur sang étranger en faveur de leurs haines contre le catholicisme. Il ne faudrait pas confondre avec ces hommes, les esprits sages, Channing par exemple, qui ont demandé un peu plus de prudence dans la concession du droit de suffrage aux émigrants.

Quant à ceux-ci, la manière dont ils se distribuent dans les différents partis, prouve bien que nos malheureuses populations européennes se mènent par des mots plus que par des raisonnements. En Allemagne, les restes de la féodalité ayant encore un caractère politique et souverain, on la combat par l'idée de république; les Allemands qui débarquent, trouvant aux États-Unis un parti républicain organisé, s'y attachent aussitôt sans le discuter. En Irlande, la question entre le peuple et l'aristocratie n'est pas politique; la forme républicaine n'ajouterait rien à la liberté dans ce pays, aussi les réformateurs parlent-ils plus de démocratie que de république; les

émigrants irlandais vont donc tout de suite se ranger parmi les démocrates.

Leurs intérêts, du reste, tendent à les retenir les uns et les autres dans la ligue qu'ils ont choisies presque au hasard. Les Irlandais aiment à séjourner dans les villes maritimes et à y faire les travaux du port ; ils désirent le plus grand commerce possible avec l'étranger, et c'est le coton, production du Sud et du travail servile, qui est la base de ce commerce; il est donc tout naturel que les Irlandais soient démocrates. Les Allemands au contraire avaient intérêt au travail libre, à la destruction du travail servile dont la petite propriété ne pouvait supporter la concurrance : ils sont logiques en restant républicains.

3. *Organisation et procédés des partis.*

Nous répétons une fois encore que cette rapide esquisse des partis américains n'a pas la prétention d'être leur histoire; quand l'opinion publique gouverne en maîtresse, elle ne se distingue pas de l'histoire du pays, et il eût fallu un volume pour effleurer les principale tendances qui se sont manifestées aux États-Unis de 1800 à 1860. Nous avons seulement voulu faire connaître les noms des grands partis et leur succession, c'était indispensable pour en faire ressortir les caractères et en comprendre l'organisation.

On a pu voir que ces partis ne sont point basés sur les intérêts de différentes classes, car aussitôt que l'un d'eux a laissé percer une tendance semblable, comme les premiers fédéralistes ou les démocrates d'une certaine époque, l'opinion publique s'est immédiatement éloignée de lui et il a été obligé de se rattacher aussitôt à une autre idée. Par là même, ce qui joue chez nous un si grand rôle dans la vie publique, la tradition de famille, semble n'avoir en Amérique aucune importance. Le Sud au commencement était fédéraliste : il est promptement devenu démocrate. J'ai souvent vu des familles dont les membres étaient engagés dans les ligues les plus différentes ; personne ne paraissait s'en étonner, et l'harmonie était bien moins troublée qu'elle ne l'eût été en France, surtout il y a quelques années.

Puis, les partis ont ce que j'appelerai un caractère de spécialité. A leur programme politique n'est point annexée une croyance religieuse ou une foi économique. En France, un parti doit être comme un système de philosophie antique, avoir sa théodicée ou sa religion, son programme libre-échangiste ou protectionniste, ses rapports sociaux à lui. C'est une encyclopédie où toute question doit être résolue par une logique particulière, portant le cachet du parti. En Amérique, il y a sans doute dans les partis quelques instincts sem-

blables : mais ils sont bien moins dessinés : on s'y occupe seulement de politique, et les autres éléments n'y entrent que très-indirectement. L'échec des Know Nothings en est la preuve. La conséquence est une bien plus grande facilité de s'entendre, puisqu'il suffit, pour agir en commun, d'être d'accord sur un seul point.

Dégagés des traditions et des considérations sociales, les partis américains ne cherchent point à survivre à leur défaite, et cessent d'exister aussitôt qu'ils croient leur programme impossible à réaliser. Comme le gouvernement est une république, et comme il n'y a pas de ministère responsable, les partis se forment bien moins autour d'un homme qu'autour d'un intérêt ou d'une idée. Le sentiment du dévouement à la personne ne retient donc pas les partis vaincus. Il en résulte qu'ils n'ont rien d'artificiel, comme les nôtres si souvent. Leur programme est beaucoup plus défini et plus limité, et ils n'attendent pas le mot d'ordre d'un chef pour formuler leur opinion sur chaque chose.

On a pu comprendre, par les quelques faits que nous avons rappelés, comment se forment les grands partis : il faut, pour réunir dans la même opinion une masse d'hommes plus indépendants les uns des autres que notre état social ne nous permet de le concevoir[1], un intérêt commun bien réel, une idée bien frappante. Ce n'est pas une chose facile que de créer un parti ; il a fallu longtemps aux débris des fédéralistes pour se rejoindre et former, avec des éléments nouveaux, les républicains nationaux ; aujourd'hui, les démocrates cherchent à dégager des décombres de leur programme l'idée de décentralisation qui fait leur force, et à se rallier autour d'elle sous un autre nom ; ils ont grand'peine à y parvenir. C'est là l'inconvénient de ne pas obéir à un chef. On sait tout ce que les premiers abolitionnistes ont eu à faire et à souffrir pour grouper autour d'eux les premiers amis de l'affranchissement des noirs. Un parti ne commence donc à exister véritablement que lorsqu'une certaine masse d'hommes a librement, et après mûr examen, adhéré à ses vues.

C'est alors qu'il commence à se constituer, et son organisation le distingue encore plus de nos partis que son origine. En Amérique, la liberté de réunion est absolue : tout homme peut convoquer un meeting sans autorisation ni formalités préalables ; il n'y a d'autres

[1] Étant un jour dans l'État de New-York chez un des plus grands propriétaires fonciers du Nord, puisque sa propriété à près de 40,000 hectares, je lui demandais le genre d'influence qu'il pouvait exercer sur ses nombreux fermiers : « Absolument aucune, me répondit-il, si ce n'est celle que les bonnes raisons peuvent obtenir sur tout individu, il n'est pas un de mes ouvriers qui ne fût *indigné* si je cherchais à diriger son vote en vertu de sa position et de la mienne : à plus forte raison n'ai-je aucun pouvoir sur mes fermiers. »

restrictions que les lois sur la tranquillité publique et contre les émeutes. Le *meeting* est le premier acte d'un parti et le premier symptôme de son existence : en France, quand même les entraves dont le droit de réunion est entouré viendraient à disparaître, il est probable que nos partis auraient déjà des comités et des chefs avant qu'on songeât à en rassembler les membres.

Il y a plusieurs espèces de meetings. Les plus rudimentaires, si on peut s'exprimer ainsi, sont les *mass-meetings*, ou assemblées en masse : ils n'ont aucun but bien déterminé, si ce n'est de s'éclairer par la discussion sur le programme à donner au parti : ils sont présidés par un de ceux qui les ont convoqués : en général, ils se terminent par le vote d'un certain nombre de *résolutions*. D'autres portent le nom de *primary meetings ;* ils supposent déjà une organisation plus complète; nous y reviendrons tout à l'heure. Les mass-meetings n'ont pas lieu uniquement à l'origine des partis : dans toutes les occasions importantes, dans toutes les questions nouvelles, ils continuent à se rassembler.

Avec la liberté de réunion, il est facile de constater l'état de l'opinion publique; mais pour qu'elle puisse se concerter d'une manière sérieuse, il faut en outre le droit d'association. Ce droit est aussi illimité aux États-Unis que celui de se réunir. Les associations politiques ou religieuses, littéraires ou autres, peuvent se réglementer à leur gré sans aucune autorisation ; il n'y a que lorsqu'elles aspirent au caractère de personnes morales, avec la faculté de posséder et de recevoir des legs, qu'une disposition législative intervient, soit pour les astreindre à certaines règles, soit pour leur conférer une autorisation spéciale.

Je suppose donc qu'un parti vient de reconnaître son existence par plusieurs mass-meetings ; il va chercher aussitôt le mode par lequel il pourra faire triompher ses idées, et son premier soin sera de se compter. Alors commence le travail de recensement ou *canvass*. Quelques citoyens en prennent l'initiative dans chaque commune ou dans chaque ville ; ils ont des registres à trois colonnes, dans lesquels ils classent, d'après tous les renseignements possibles, les partisans certains, les adversaires déclarés et les esprits hésitants. Une fois le parti organisé, ce travail ne cesse jamais d'être en fonction, car les opinions peuvent changer, et souvent il faut porter un électeur d'une colonne à une autre. Sans doute, dans les très-grandes villes ou dans les pays où le résultat n'est pas douteux, le canvass est fait d'une manière assez vague; mais dans les campagnes, dans la Nouvelle-Angleterre particulièrement, il est parfois si exact, que d'avance on peut prévoir les chiffres des élections, et ne pas se tromper de cinq pour cent. C'est le dernier mot de la constatation de l'opi-

nion publique. Il est de mode d'accuser l'Amérique de charlatanisme, parce que ses affiches sont gigantesques et les proclamations de ses partis écrites dans un style hyperbolique. Mais n'y a-t-il pas plus de charlatanisme à prétendre, dans un langage académique, représenter toute la nation qu'on n'a pas consultée, toute l'opinion qu'on ne connaît pas, et à vouloir entraîner les esprits en leur présentant ce fantôme d'une majorité qui, la plupart du temps, n'existe pas? Un pareil leurre est impossible avec le système des *canvass*. D'ailleurs, quand c'est réellement la majorité qui gouverne, et quand les élections ont lieu tous les ans, comme en Amérique, les partis n'ont pas intérêt à faire au public, sur leur puissance, une illusion qui serait de courte durée; ils ont un très-grand intérêt à ne pas s'endormir eux-mêmes dans une fausse sécurité. Le canvass est donc aussi sincère que possible. Ses opérations sont centralisées dans quelque quartier général provisoire, jusqu'à ce que le parti ait reçu sa définitive organisation.

Cette organisation doit être double ; il faut un pouvoir législatif et un pouvoir exécutif. Le pouvoir législatif réside dans les *Conventions* ou assemblées des représentants du parti. Dans les premières annales de Massachusetts, il est curieux de voir comment les affaires ont d'abord été traitées par l'assemblée générale de tous les citoyens; puis comment, les paroisses devenant plus distantes, on fut amené à nommer dans chacune d'elles deux délégués pour la représenter à l'assemblée. Il en a été de même de l'organisatisn des partis. Jusque vers 1830, nous les voyons agir par mass-meetings de tous les hommes importants de la même nuance, et ce n'est qu'à partir de cette époque que la délégation est adoptée dans les conventions. Est-ce parce que jusqu'alors les distances avaient été plus rapprochées ou l'entente plus facile d'un bout à l'autre du territoire? Non assurément; mais c'est vers cette époque que la discussion politique, placée sur le terrain de l'esclavage, toucha toutes les classes, devint plus démocratique et plus brûlante. Les masses ne se soucièrent plus d'être menées par des réunions d'hommes assemblés au hasard, et nommèrent régulièrement des délégués pour les représenter.

Il y a deux sortes de *conventions*, les conventions d'État et les conventions nationales. On sait qu'aux États-Unis il y a deux gouvernements qui marchent toujours parallèlement l'un à l'autre; le gouvernement des États et le gouvernement de Washington. Ce dernier n'est pas une résultante des premiers, une délégation comme le sont en général toutes les confédérations; c'est tout un système à lui. Les députés sont envoyés à Washington, non par les gouvernements des États, mais par des circonscriptions spéciales qui se partagent tout le pays: il en est de même des électeurs qui doivent nommer le président de la république. Ainsi, le Massachusetts a le droit d'envoyer

dix députés au congrès fédéral, et autant d'électeurs présidentiels; il est divisé en dix districts, dont chacun nomme un député au suffrage universel. Pour ce qui est de son gouvernement particulier, l'État de Massachusetts a cent quarante-deux membres de sa première chambre; il se divisera en cent quarante-deux districts[1], sans tenir aucun compte des circonscriptions électorales relatives au congrès.

Les partis doivent tendre à s'emparer de ces deux gouvernements; à faire nommer, dans l'État, un gouvernement et une chambre de leur couleur, à envoyer leurs hommes au congrès fédéral. Suivant que la campagne s'engagera sur l'un ou l'autre terrain, ils modifieront leur organisation. S'agit-il d'une élection d'État? Comment désigner leur candidat à la charge de gouverneur, leurs représentants dans la chambre de Boston? Une convocation ou *call* part du quartier général provisoire, et tout le parti est invité à former une Convention d'État. Dans chacun des cent quarante-deux districts qui doivent nommer un député, tous les républicains ou tous les démocrates se réunissent pour faire un *primary meeting*, dans lequel ils nomment au scrutin secret un représentant de leur district, et celui-ci ira siéger au lieu désigné pour la Convention. Outre ces représentants locaux, il y a aussi à chaque Convention ce qu'on appelle des *delegates at large*, ou députés en grands; quelquefois ils représentent les districts sénatoriaux; le plus souvent, ils sont nommés par les partisans dans tout l'État à la fois, au moyen d'un scrutin de liste. C'est afin de faire une place aux hommes d'idées, et d'empêcher dans les conventions la prédominance des petits intérêts de clocher.

S'agit-il, au contraire, d'une élection congressionnelle ou relative à la nomination du président, ce ne sera plus une Convention d'État que rassembleront les partis : ce sera une *Convention nationale;* il y aura celle des républicains et celle des démocrates. Les bases de la représentation seront tout à fait les mêmes que pour la convention d'État; seulement, les *primary meetings* se réuniront par district fédéraux, dix députés seulement représenteront le Massachusetts, tandis que l'État de New-York en aura trente; chaque État aura aussi deux *delegates at large*, figurant les deux sénateurs qu'il doit envoyer à Washington. Ces règles sont fixes; elles sont adoptées par tous les partis. On se rappelle que ces partis ont déjà, avant l'époque des conventions, commencé à se compter par le canvass; ils savent le nombre de leurs membres; ces membres envoient leurs hommes de

[1] Il n'y a pas tout à fait 142 districts, ce qui serait immense pour un aussi petit pays. Plusieurs communes nomment deux ou trois députés : j'ai conservé ce chiffre égal à celui des députés, pour rendre l'exemple plus clair.

confiance, librement choisis, pour traiter les affaires dans les conventions. On voit combien tout cela est pratique, réel, et loin de l'artificiel et de l'incertain que nos partis, à nous, cherchent en vain à cacher sous des phrases sonores.

Les Conventions ainsi réunies ont à décider : premièrement, le programme général et les volontés spéciales du parti ; secondement, les candidats soit comme députés, soit comme gouverneur ou président, qui auront mission de défendre ce programme et qu'on s'efforcera d'élire aux prochaines élections. Elles ont ensuite à constituer le pouvoir exécutif central du parti.

La direction de l'assemblée appartient provisoirement à ceux qui l'ont convoquée à ce quartier général que j'ai déjà indiqué ; — j'ai toujours supposé le parti en train de se constituer, ce qui est le cas le plus rare : le plus souvent la convocation est faite par le comité exécutif. La première séance commence toujours par une prière. J'assistais, au mois d'août 1866, à la grande convention de Philadelphie qui tenta en vain, entre une partie des républicains du Nord et les démocrates du Sud, un rapprochement impossible puisqu'ils étaient encore divisés sur les causes mêmes de la guerre, l'intégrité de l'Union et les droits des États. La salle était une baraque en planches, sans autre décoration que quelques drapeaux et des armoiries fantastiques. Comme toujours, on en avait commencé la construction au dernier moment et rien n'était terminé. Quand les députés prirent leurs places, les ouvriers clouaient à grands coups de marteaux, envoyant d'énormes éclats et des nuages de sciure de bois sur la tête du président et du bureau ; tout cela avait un aspect bizarre et presque grotesque. Tout à coup le président provisoire se leva, et céda respectueusement sa place à un pasteur ; d'une voix émue celui-ci commença la prière. C'était un appel simple et convaincu au Dieu de paix, à Celui qui ramène les cœurs et les fait habiter fraternellement dans une même maison, au Dieu qui a ordonné le pardon des injures. Toute l'assemblée était debout et la tête découverte. Il y avait là des hommes qui avaient combattu avec acharnement les uns contre les autres, et deux membres du bureau, assis à la même table, avaient perdu tous deux un fils dans des rangs opposés. A mesure que le prêtre parlait, je voyais les larmes couler sur les traits durs des députés du Sud et sur les visages préoccupés des hommes du Nord ; tout bruit avait cessé, une atmosphère profondément religieuse régnait dans cette salle. Ce n'était plus le hangar forain de tout à l'heure : c'était un temple auguste où chacun s'efforçait d'offrir au Dieu de charité le sacrifice sanglant des ressentiments les plus justes. Quel qu'ait été le résultat de cette Convention, elle eut à ce moment une impulsion généreuse et on y chercha

de bonne foi, ne fût-ce qu'un instant, le bien de la patrie. Pour ma part, j'étais profondément ému, et me reportant à mon pays, j'enviais pour lui des institutions où la religion, dégagée des haines des partis, libre de l'alliance énervante de l'État, sait encore faire pleurer comme des enfants qui se repentent et qui pardonnent les héros d'une guerre civile et les hommes d'État du plus grand empire qui existe.

Le président provisoire (*temporary chairman*), reprenant son siége après la prière, propose ou fait proposer par un secrétaire la nomination des différents comités. C'est à ce moment que les influences personnelles, et toutes les intrigues qu'elles entraînent, se font le plus sentir dans la convention. Je ne voudrais pas paraître affirmer que tout se passe candidement dans les assemblées américaines, loin de là : j'ai seulement constaté jusqu'à présent que l'organisation des partis n'a rien d'artificiel et qu'elle repose sur des bases solides. Mais un homme habile, s'il occupe le fauteuil de président provisoire, pèsera fortement sur la convention. C'est lui qui indique la nomination des comités, et les comités ont la véritable puissance; or, proposez des noms à peu près inconnus à une assemblée nombreuse qui est d'accord avec vous sur les grands principes et qui a en vous une confiance indéfinie, et vous pouvez être presque sûr qu'elle les acceptera. Si au contraire le président provisoire est antipathique à la convention, elle contestera toutes les nominations, s'opposera à tous les comités et échappera à toute influence. La dignité de président provisoire est donc, à juste titre, considérée comme la plus importante de toute la convention.

Le premier comité s'appelle comité vérificateur ou *on credentials;* il examine les pouvoirs de tous les membres de l'assemblée et la régularité de leur élection par chaque district. C'est à lui que s'adressent les minorités qui pourraient se croire mal représentées par suite d'un vote non sincère. Ce comité est en général fort sévère.

Le second est le comité des résolutions. L'assemblée devant rédiger une profession de foi, toutes les résolutions doivent être condensées en quelques pages et c'est le travail de ce comité. Un membre de la convention se lève et dit : « Je demande qu'on remette au comité spécial la résolution suivante : » il la lit, et l'assemblée, par assis et levé, décide si la résolution doit être rejetée immédiatement ou transmise au bureau.

Le troisième comité a la charge des finances du parti; il recueille les souscriptions et les offrandes, plus généreuses qu'on ne peut se l'imaginer; il prépare le budget de la prochaine campagne électo-

rale; les partis n'ont pas de taxes fixes imposées à leurs membres.

Enfin, le comité le dernier nommé et le plus important est le comité permanent; il doit veiller aux intérêts du parti après la séparation de l'assemblée, la réunir de nouveau s'il est besoin ; il constitue le pouvoir exécutif central qui va tout diriger pour l'action.

La nomination de tous ces comités se fait de la même façon : le secrétaire provisoire lit les noms proposés, et la convention vote par assis et levé. Une fois le comité permanent élu, le président temporaire fait un discours et remet le fauteuil au président de ce comité, qui préside alors toutes les réunions. Ces longs préliminaires occupent en général la première séance.

A la seconde, on propose des résolutions, qu'on appuie par quelques paroles. Pendant ce temps, le comité rédacteur fait son travail et apporte à l'assemblée le projet de profession de foi ou *platform*. Il est divisé par articles, pour être discuté plus facilement. La discussion générale pourtant n'est pas souvent animée; elle a déjà eu lieu en grande partie dans les meetings, et quand on s'assemble en convention, on sait d'avance à peu près ce qu'on veut et ce qu'on croit. En somme, rien n'est plus aride qu'une convention américaine : nos orateurs de faubourgs, notre *ardente jeunesse des écoles*, s'ennuiraient bien vite de ces procédés méthodiques où le caractère d'homme d'affaires des Anglo-Saxons domine sur celui de l'homme de parti. Et quelle vie que celle du *politician* aux États-Unis! Sept ou huit heures de séance publique, toute la nuit passée au travail dans les comités, cinq ou six discours par jour, sans compter ceux qu'il faut adresser au peuple, le soir, de la fenêtre de l'hôtel, voilà l'existence qu'il lui faut mener plusieurs mois de suite. Il ne doit, de plus, jamais paraître fatigué. Chez nous, l'orateur nous prévient toujours qu'il est épuisé, qu'il consacre à ses convictions la dernière parcelle de ses forces, etc. Cette affectation ne ferait pas plus d'effet sur les Américains que l'attitude mélancolique d'un agent de change n'émotionnerait ses confrères à la Bourse et ne les empêcherait de faire leurs affaires à son préjudice.

Jusqu'ici il n'a pas été question des candidats que la convention devra choisir. En effet, on ne s'en occupe nullement avant que la profession de foi du parti ou *platform* ait été minutieusement arrêtée [1]. C'est là qu'on peut voir toute la distance qui sépare le système américain du nôtre. Chez nous, le candidat fait sa profession de foi à lui seul : aux électeurs de voir si elle leur convient ; mais s'ils n'en

[1] Quelquefois cependant, quand le programme de la Convention n'est pas douteux, la nomination des candidats a lieu avant la rédaction du *platform*.

adoptent qu'une partie, il leur est impossible de modifier l'autre. En Amérique, le parti discute et rédige son programme, puis, nommant par un vote les hommes qu'il croit les plus dignes et les plus à même de le soutenir, il leur demande leur acceptation formelle ; après cela seulement il s'engage à les élire. Quel est le régime qui sauvegarde le plus la dignité du candidat? Nous n'entreprendrons pas de le décider. Il nous semble cependant que si le candidat américain est lié par un mandat plus impératif, il sait du moins mieux à quoi s'en tenir sur les causes de sa popularité ; il évite les abaissements de la quête électorale, la recherche odieuse des suffrages telle qu'elle se pratique en France, et qui inspire un dégoût presque insurmontable à tant de caractèrs fiers et délicats.

La désignation des candidats se fait au scrutin secret : l'on vote jusqu'à ce qu'un certain nom ait reçu la majorité absolue du suffrage. Parfois ce vote emploie deux ou trois séances. En 1860, la Convention nationale démocratique de Charleston alla jusqu'à cinquante-sept fois à l'urne avant de désigner M. Douglas comme candidat à la présidence. Après ce laborieux triage, les candidats choisis déclarent accepter le programme du parti : ils sont alors *nommés* (*nominated*) ; mot qu'il ne faut pas confondre avec *élu* (*elected*) ; ce dernier ne s'applique qu'au vote définitif du peuple, et non aux opérations des partis. Malheur au candidat nommé pour soutenir un *platform*, qui, une fois élu et membre du congrès, s'en écarterait dans sa ligne politique ! il serait considéré comme un traître par tous les partis et sa carrière serait à jamais brisée.

Les élections ayant en général lieu au mois de novembre de chaque année, c'est vers les mois d'août et de septembre que se réunissent les conventions, et au mois de juillet les premiers meetings. Il y a donc deux mois environ, depuis la fin de septembre jusqu'au mois de décembre, pour ce qu'on appelle la campagne électorale.

Avant de parler de celle-ci, citons encore une autre genre de réunion plus restreinte, qui porte le nom de *Caucuss*. Elle n'est formée que des membres d'un parti qui siégent ensemble dans un corps constitué, soit dans le Congrès, soit dans le Parlement d'un État particulier. Ce que j'ai déjà dit sur la spécialité des partis américains et sur l'absence d'un ministère responsable qu'il faut soutenir jusque dans les plus petits détails, a dû faire comprendre que, sur beaucoup de points, ils n'ont pas de doctrine bien arrêtée : l'opinion individuelle des députés, les petits intérêts locaux dictent alors leur vote. Mais s'il surgit une question nouvelle, assez importante pour se rattacher directement au programme des partis, les députés de chaque nuance se réunissent en *Caucuss*, la discutent et adoptent une

party doctrine sur ce point. La discipline, dans ces sortes de réunion, est fort sévère : un député aura bien le droit, sans doute, d'émettre son avis et de le soutenir, mais une fois la résolution de la majorité arrêtée par un vote, chaque membre du *caucuss* doit s'y soumettre, sous peine de passer pour un traître.

Le *caucuss* a eu autrefois une bien plus grande importance qu'il ne l'a aujourd'hui. A l'époque où nous avons mentionné le gouvernement des *leaders*, c'étaient ceux-ci, réunis en *caucuss*, qui prenaient toutes les grandes décisions et désignaient les candidats pour les élections présidentielles. En 1824, les électeurs commencèrent à s'insurger contre cette prétention, et le mouvement démocratique (dans le sens européen du mot) qui accompagna l'extension du parti républicain, amena peu à peu toute l'autorité dirigeante entre les mains des Conventions.

Le pouvoir exécutif des partis américains consiste dans le Comité permanent que nous avons vu nommer par les Conventions, soit nationales, soit particulières; il a la haute direction sur toutes les affaires et communique avec les comités inférieurs. Ceux-ci résident dans chaque État ou dans chaque Comté, suivant qu'il s'agit d'un mouvement politique général ou provincial. Ils sont eux-mêmes le résultat d'une délégation de pouvoir, car ils sont nommés par tous les agents exécutifs municipaux; et ces derniers, ainsi que leur nom l'indique, résident dans chaque commune, où ils sont élus par les membres du parti. L'agent municipal tient au courant le travail du canvass ou recensement, perçoit les souscriptions, indique les journaux ou les orateurs dont le talent serait le plus apte à entraîner les électeurs de son district. Il envoie tous ces renseignements au comité de comté ou au comité permanent, qui, pendant la lutte électorale, prend le nom de *quartier general*.

Tous les agents exécutifs et presque tous les députés aux conventions reçoivent une compensation de tant par jour, avec frais de voyage payés par le trésor du parti. On ne se fait pas plus scrupule, en Amérique, de demander un salaire au parti dont on fait les affaires, qu'un avocat ou un notaire n'hésite à se faire payer par ses clients. Le prêtre vit de l'autel, le magistrat du tribunal, le *politician* de la politique ; c'est un usage qui choque nos traditions chevaleresques et les instincts désintéressés qui nous poussent à nous dévouer à une idée pour l'idée elle-même. Mais notre manière de voir tient aussi en partie à ce que la politique a toujours été chez nous l'apanage des classes riches et un peu l'occupation des désœuvrés. Dans une démocratie où les fortunes sont égales et médiocres, où il n'y a pas de désœuvrés, ce sentiment ne peut pas exister. Il faut toujours pousser les hommes vers le désintéressement, mais il ne faut

jamais en faire la base d'une organisation : ce serait s'exposer à de cruels mécomptes.

Quand on fait la comparaison de la presse française avec la presse anglaise, on a coutume de dire que la dernière exprime l'opinion publique, tandis que la première la conduit. Une telle distinction, qu'il serait assez difficile d'expliquer peut-être, exprime pourtant très-bien la différence entre les deux systèmes. Si on a bien compris toute cette organisation des partis américains, on verra qu'on peut leur appliquer la même réflexion qu'à la presse anglaise : elle a pour but bien plus de mettre l'opinion en état de s'affirmer sincèrement, que de tendre à la diriger ou à l'influencer. Leur pouvoir exécutif lui-même cherche moins à mener des masses qu'à concentrer les efforts des citoyens déjà d'accord entre eux.

Il nous reste à montrer comment on agit sur cette opinion publique et par quels moyens on tâche de l'entraîner. Constater les tendances d'un peuple et le diriger sont deux choses aussi différentes que le succès et l'effort. Notre tort, en France, a été de les confondre. Tous les partis ont prétendu représenter le sentiment national : on peut dire qu'aucun d'eux n'a cherché à constater ce que cette prétention avait de réel. Non-seulement nos lois rendaient impossible un système semblable à la constitution des partis américains, mais l'esprit qui a toujours présidé à notre politique s'y opposait formellement. Ce qu'on appelle un parti, chez nous, c'est un petit groupe d'hommes de talent dont un nombre indéterminé et inconnu de citoyens suivent les idées et acceptent le mot d'ordre : organisation aristocratique et autoritaire, mal adaptée à un régime démocratique et parlementaire; ou bien quelques intrigants qui formulent un caprice et un appétit de la foule et s'en font un moyen d'arriver au pouvoir : système démagogique qui a poussé les honnêtes gens à prendre en horreur le mot même de parti.

Les principaux moyens d'influence politique aux États-Unis sont les associations qui portent le nom de Ligues, les conférences, la presse et les manifestations populaires.

Les associations ou Ligues se forment entre les hommes les plus marquants et les plus riches d'une ville, unis entre eux par la même opinion et le désir de la répandre. Leur premier soin est de choisir une maison dont ils font un cercle politique. C'est une institution empruntée à l'Angleterre, dont le fameux Club de Réforme est connu du monde entier. En France, nous avons eu aussi quelque chose de semblable dans les cercles de la rue de Poitiers ou de la rue de l'Arcade : mais ceux-ci, composés en grande partie de députés, jouaient plutôt le rôle des *caucuss* américains que celui des ligues, et ils finissaient bientôt par ne plus se distinguer du parti qu'ils dirigeaient,

tandis que les ligues en sont complétement séparées. Ce sont, si on peut s'exprimer ainsi, des corps francs sur les flancs d'une grande armée, au lieu d'en être l'état-major. La grande puissance des ligues réside avant tout dans les sommes énormes dont elles peuvent disposer. Dans un pays où personne ne vit oisivement sur ses revenus, où tout le monde gagne chaque jour de l'argent, et où, à l'exception de quelques extravagances, la vie est simple et sans grand luxe, on sait donner généreusement pour une idée ou pour une œuvre : on comblera demain le vide qu'on a fait aujourd'hui. C'est une condition économique qu'il ne faut jamais perdre de vue quand on parle de l'Amérique ; elle explique pourquoi toute chose s'y fait si vite, et pourquoi on ne demande pas au gouvernement de tout faire.

Un jour, à New-York, au moment de la campagne électorale, je me promenais avec un négociant dont la fortune, assez considérable, n'avait cependant rien d'exceptionnel ; nous entrâmes ensemble au quartier général du parti républicain, auquel il appartenait. « Monsieur, lui dit un des commis, nous recueillons les souscriptions : voulez-vous nous remettre la vôtre ? » Mon ami tira aussitôt de sa poche un chèque de 6,000 fr. et le déposa sur le bureau, sans que ni le commis ni lui-même ne parussent étonnés de sa générosité.

Une autre fois, j'étais à Detroit, ville principale du Michigan, chez le rédacteur du journal le plus important de cet État, quand nous vîmes entrer, avec le sans-façon américain, un des sénateurs de Washington :

— Un beau temps aujourd'hui, commença-t-il à dire (c'est une phrase qu'un yankee ne renonce à placer au début d'une conversation que dans le cas d'une pluie torrentielle). Monsieur le rédacteur, ne pensez-vous pas que nous devrions fonder ici une ligue comme ces garçons (*those fellows*) de Philadelphie en ont établi une ?

— Assurément répondit le rédacteur, en se balançant sur sa chaise à bascule, ce serait une bonne chose.

— Il nous faudrait louer une maison, la meubler convenablement ; une affaire d'environ soixante mille francs, *I guess*.

— Soixante-dix, au moins, *I guess ?*

— Adieu, monsieur le rédacteur.

— Adieu, sénateur.

Trois jours après, je rencontrai de nouveau le sénateur :

— Et votre ligue, lui demandai-je, où en êtes-vous ?

— Elle ouvrira dans huit jours, me répondit-il tranquillement : voulez-vous venir à l'inauguration ?

La ligue de Philadelphie, à laquelle le sénateur de Detroit faisait allusion, est en effet l'exemple le plus frappant de cette puissance pécuniaire des cercles politiques et de leur infatigable activité. Elle

compte deux mille membres. Pendant la dernière guerre, elle a équipé, armé et entretenu complets huit régiments de volontaires au service du Nord. Elle avait ses ambulances à elle, son service de dépêches à elle, et une organisation spéciale pour rapporter aux familles les corps des soldats tués sur le champ de bataille. Dans toutes les villes où passait l'armée, elle établissait une cantine où elle nourrissait pour rien tous les soldats fédéraux qui se présentaient. Je ne sais rien de plus fier que la décoration de l'escalier du cercle de cette ligue ; il est tendu en entier avec les drapeaux sudistes pris par ses troupes, et des tronçons de mâts confédérés en forment les colonnes. A tous les murs sont pendus les portraits de ses généraux avec les plans de campagne et des trophées d'armes. L'hôtel de cette énergique association est un des plus beaux de la ville : il est situé sur un grand boulevard, où du haut d'un balcon disposé à cet effet on peut haranguer la foule les jours de manifestation populaire. A l'activité toujours anormale de la guerre, la ligue a substitué maintenant l'activité politique, plus en rapport avec son organisation. L'année dernière, elle avait à ses gages trois mille cinq cents distributeurs, qui inondaient les États du centre de publications républicaines et dans les cinq mois qui précédèrent les élections, elle avait répandu gratuitement, par leur entremise, *quatorze millions* de feuilles imprimées à ses frais.

A New-York aussi, il y a une ligue républicaine. Elle ne compte que huit cents membres, et ses efforts n'ont pas été gigantesques à l'égal de ceux de sa sœur pensylvanienne. Toutefois, elle a une grande importance, à cause de la valeur et de l'intelligence des hommes qui la composent. Ce sont eux qui, les premiers, ont eu l'idée d'armer les nègres pour la cause fédérale. Ils équipèrent à leur frais trois régiments noirs et leur firent traverser, musique en tête, tous ces quartiers ouvriers de la grande ville dont la population, entièrement esclavagiste, vociférait des menaces et des injures. La dépense a été de plus de cent mille dollars, mais l'effet moral a été immense. Elle aussi avait ses ambulances : de plus, elle avait organisé un service qui prenait à toutes les gares de chemins de fer les soldats blessés arrivant dans la ville, les logeait, les faisait soigner par un comité de dames et leur donnait une petite somme pour retourner chez eux. Quand le corps du président Lincoln traversa New-York pour se rendre à sa dernière demeure, les membres du club obtinrent à grand'peine de le faire suivre immédiatement, dans le cortége, par une escorte de nègres, auxquels ils se mêlèrent pour les protéger par la considération dont ils jouissent eux-mêmes.

Comme à Philadelphie, la ligue de New-York a une armée de colporteurs pour distribuer ses brochures. Elle a fondé une société de

publications appelée *Loyal publication Society*, qui est certainement ce qui a été fait de plus remarquable dans ce genre. Tous les écrivains les plus distingués du Nord y travaillaient. Ceci est encore un trait caractéristique des États-Unis. L'homme d'idées, le penseur, y écrit pour le peuple et non pour le cabinet, et c'est dans les brochures, dans les publications hebdomadaires qu'on trouve la vraie littérature, énergique, pratique, précise de ce pays. La puissance du suffrage universel étant sincèrement reconnue, c'est à lui qu'on s'adresse, comme autrefois on s'adressait aux classes élevées, parce que c'étaient elles qui influaient sur les événements. Pour n'en citer qu'un exemple, les professeurs de l'Université de Cambridge rédigeaient pendant la guerre une série d'articles qu'ils envoyaient chaque semaine à quatre cents petits journaux de campagne : ils s'adressaient ainsi à près de huit cent mille lecteurs. Je ne sache pas qu'ils aient écrit un seul ouvrage de fonds sur le grand conflit national.

A Chicago, la ville fantastique et vigoureuse entre toutes, la chambre de commerce fut prise un jour, au commencemennt de la guerre civile, d'un élan de patriotisme et se constitua tout d'un coup en ligue républicaine. Elle leva à ses frais cinq régiments parfaitement armés et distribua annuellement 100,000 dollars aux familles de ses soldats. Une fois, après je ne sais quel désastre de l'armée fédérale, un général arriva à Chicago pour solliciter des secours en argent et en vivres ; il demanda au président de monter à la tribune de la chambre de commerce, afin de parler aux négociants assemblés. Les règlements s'y opposaient formellement, aucune question politique ne devant être traitée à cette tribune ; néanmoins, après quelques hésitations, le président consentit à lui donner la parole pour seulement quinze minutes. Le général raconta simplement la défaite de l'armée, la pénurie du trésor et les souffrances des cinq régiments de la Chambre. On l'écoutait en silence, avec un certain mécontentement, m'a-t-on dit, de ce qu'il eût enfreint les règlements et interrompu les opérations commerciales. Quelques heures après, il repartait avec un immense convoi chargé de blé et de vêtements et 60,000 dollars qui lui avaient été versés immédiatement. Sur les champs de bataille, la Chambre avait des agents qui marquaient pieusement les tombes de ses soldats. Elle fit rapporter tous leurs corps à la fin de la guerre, les ensevelit dans un terrain à elle, surmonté d'un beau monument : le service religieux fut magnifique, et un délégué spécial du président Lincoln vint remercier au nom de la patrie cette redoutable association.

J'ai parlé de ces efforts, bien qu'ils ne puissent se produire que dans des circonstances exceptionnelles, pour montrer à quel degré

de puissance peuvent arriver les ligues. En temps normal, elles ne restent pas oisives : ce sont elles qui d'ordinaire organisent les conférences politiques ou *lectures*.

En 1825, Horace Mann établit à Boston le *Lycæum*. C'est une société d'hommes de lettres qui s'engagent à donner chacun un certain nombre de conférences dans des endroits désignés. Il n'y a pas un seul village de la Nouvelle-Angleterre qui n'ait ainsi chaque semaine d'hiver une lecture faite par un des écrivains ou des orateurs les plus distingués du pays. Fondée dans un but tout littéraire, cette institution ne tarda pas à être appliquée à la politique. Chaque parti envoie ses orateurs parcourir le pays et donner des conférences ; les dépenses et les honoraires, — rappelons-nous que rien n'est gratuit en Amérique, — sont payés par les ligues. Là se traitent en général les questions de principe. Au moment même des élections, les esprits sont souvent trop excités pour pouvoir approfondir une question : il faut s'affirmer plutôt que discuter ; mais avec un peuple intelligent et raisonneur par nature, une affirmation a besoin de trouver sa base dans une conviction solide : la créer est le but des lectures. Jamais, par ce moyen, les lecteurs ne sont pris au dépourvu, jamais ils ne font sur une question de ces faux pas qui démentent tout d'un coup leur conduite passée.

Dans un très-beau discours, M. Wendell Philipps, un des hommes les plus éloquents d'Amérique, caractérisait dernièrement cette importance des conférences publiques : « Le Lycée, disait-il, dans l'esprit de ses fondateurs, était d'abord un supplément à l'Académie ; il traitait d'histoire, de biographie, de littérature ; mais depuis dix ans il a pris un caractère plus sérieux. Ce n'est plus la science abstraite qu'il a entrepris d'enseigner, ce sont les grands chapitres des devoirs sociaux ; il a voulu traiter hardiment les problèmes qui divisent et aigrissent les partis, et il a fait plus, à mon avis, que toutes les autres institutions pour préparer le Nord à la grande lutte que nous venons de subir. Je le considère comme la seule tribune réellement libre de ce pays ; ce n'est pas un engouement superflu ou passager, c'est une institution dont on ne pourra plus se passer, une condition essentielle à la liberté de penser. Nous vivons dans un pays où la pensée est la seule garantie de la loi, où les constitutions sont sans pouvoir si l'opinion publique, sans cesse rafraîchie, n'en accepte et n'en comprend les prescriptions. Or, qui pourrait instruire réellement le peuple et éclairer l'opinion? La presse périodique est retenue par la tactique des partis ; la chaire (ici M. Philipps fait une sortie au moins inutile contre l'insuffisance de la chaire) est retenue par ses dogmes. Cette tribune seule est vraiment indépendante de toute orga-

nisation, de toute recherche de la popularité. » C'est aller bien loin peut-être, mais il est certain que les conférences des lycées sont les véritables discussions où les opinions peuvent s'éclairer.

Enfin, le plus grand moyen d'action des partis en Amérique, c'est la presse périodique. Il faudrait un travail à part pour faire connaître ces journaux au fonds social immense, aux deux ou trois cent mille exemplaires tirés par jour, aux éditions quotidiennes, semi-hebdomadaires, hebdomadaires, s'adressant à toutes les classes de lecteurs, depuis le fermier du *Far West*, qui les lit le dimanche, jusqu'à l'homme d'affaires qui y trouve deux ou trois fois par jour le cours de l'or. Des bataillons de correspondants circulent pour eux dans tout le pays, s'attachent aux pas de chaque candidat, am iou ennemi, signalant ses démarches et relevant ses fautes. En 1860, lors du dernier recensement, il y avait aux États-Unis 4,051 journaux, dont 298 seulement composaient ce qu'on nomme la petite presse : 277 étaient spécialement religieux, 234 traitaient des sujets techniques, et 3,242 répandaient les idées politiques. Je crois qu'on trouverait aujourd'hui une augmentation considérable dans le chiffre des journaux politiques [1].

Rien ne peut donner l'idée de l'activité des partis lorsque commence ce qu'on appelle la *campagne*, c'est-à-dire la préparation immédiate des élections. Les professions de foi ont été faites et les candidats désignés par les conventions; les comités ont recueilli les souscriptions, les ligues ont édité de nouvelles brochures. Les journaux abaissent leurs prix au minimum, imprimant souvent à perte, et subventionnés par les ligues. Ils tirent parfois jusqu'à quatre éditions dans un jour, les faisant répandre dans les gares de chemin de fer, dans les trains en marche, dans les omnibus, dans les restaurants, dans les théâtres par des nuées de gamins appelés *newsboys*, type par-

[1] *La Tribune*, principal organe républicain des États-Unis et l'un des plus grands journaux de New-York, a un capital de cent mille dollars (500,000 fr.) divisé en cent actions. Les actionnaires élisent chaque année l'éditeur, mais ils n'ont aucune autre participation à la direction du journal. Les honoraires de cet éditeur sont de 37,000 fr. par an; ceux des simples *reporters*, ou collecteurs de nouvelles, qui s'attachent aux pas des candidats sont de trois à sept mille francs. Les principaux rédacteurs ont quinze mille francs. Le personnel littéraire s'élève à cinquante-cinq personnes, sans compter les correspondants européens, dont les lettres sont centralisées à Londres entre les mains d'un agent qui touche quinze mille francs. La circulation quotidienne est de cinquante-cinq mille exemplaires, l'édition semi-hebdomadaire est tirée à quarante mille; l'édition hebdomadaire à cent cinquante mille. L'abonnement pour l'édition quotidienne est de cinquante francs par an : pour l'édition semi-hebdomadaire, de 20 francs, pour l'édition hebdomadaire de 10 francs. Chaque numéro de n'importe quelle édition contient huit pages de $0^{m},60$ de long, divisées en six colonnes. Pendant la guerre, l'édition hebdomadaire était tirée à 300,000 exemplaires, et chaque exemplaire se vendait deux sous. C'est encore le prix pendant les campagnes électorales.

ticulier qu'il faudrait décrire. Tout le mouvement est centralisé dans les *Head quarters* ou quartier général de chaque État. Les comités de districts y envoient plusieurs fois par jour des dépêches télégraphiques, indiquant toutes les fluctuations de l'opinion, demandant tel livre, tel orateur, telle manifestation pour l'exciter. J'ai connu des orateurs qui, dans les derniers temps de la campagne, avaient fait cinquante discours en quinze jours. Souvent les orateurs des deux partis en présence se joignent, parcourent ensemble les mêmes localités et combattent les arguments l'un de l'autre sur deux tribunes séparées, dans la même salle : c'est un vrai tournoi d'éloquence, et elle n'est pas toujours aussi grossière que nous nous plaisons à le dire. Abraham Lincoln fit une campagne de ce genre contre Douglas, qui peut être considérée comme un chef-d'œuvre de dialectique et de présence d'esprit.

C'est aussi le temps des grandes manifestations populaires, de ces singuliers *trips* ou promenades triomphales de quelques hommes célèbres et de ces processions fantastiques dont nous avons tant entendu parler. Je me trouvais une fois à Chicago, quand une députation des radicaux du Sud vint implorer les suffrages de la population de la reine de l'Ouest contre la politique du président Johnson. Tout le parti républicain alla en corps les recevoir à la gare. La plupart des maisons, colossales et bizarres, étaient illuminées en verres de couleur ; des transparents représentaient M. Johnson dans les positions les plus grotesques ; d'immenses drapeaux, avec le portrait de Lincoln, de Grant, dix fois grands comme nature et enluminés généreusement, tombaient du cinquième étage jusque dans la rue. J'étais sur le balcon du quartier général républicain. Tout à coup nous entendîmes un bruit terrible et nous aperçûmes au tournant d'une rue un nuage de fumée et une masse de flammes qui s'avançaient en ondoyant. C'était le cortége, composé de plus de dix mille hommes brandissant chacun une torche imbibée de pétrole. Deux orchestres dignes de la Chine les précédaient ; on nous criblait, en propres termes, de fusées, de chandelles romaines, d'artifices à détonations formidables. Quelques-uns portaient un « canard mort » au bout d'un bâton, d'autres des lanternes couvertes de lazzi contre le président ; puis venait un I gigantesque, éclairé en dedans, sur les quatre faces duquel figurait encore M. Johnson [1], et, pour compléter ce vacarme, un char surmonté d'une grosse cloche transportait une vieille chau-

[1] Johnson, dont l'éducation a été aussi démocratique que sa politique actuelle, appela un jour, dans un discours public un de ses opposants du nom de *canard crevé*. On l'accuse de ne pouvoir écrire une ligne sans y mettre cinq fois le mot *Je*, I en anglais, et ce malheureux I joue dans l'opposition le même rôle que la *poire* a joué longtemps sur nos murs.

dière de locomotive dans laquelle vingt enfants frappaient comme des forcenés à grands coups de marteau. Le cortége s'arrêta devant notre balcon, et les députés vinrent prendre place à côté de nous. A ce moment, toute la foule entonna le magnifique chant de John Brown. C'était vraiment alors l'expression imposante de cette grande force populaire, redoutable même dans ses jeux comme le lion dans sa joie. Je n'oublierai jamais cette scène. Les discours commencèrent et se prolongèrent bien avant dans la nuit. Un des députés avait une voix de Stentor qui plaisait particulièrement au peuple. J'ai le regret d'ajouter qu'à la fin il était complétement ivre. Pendant toute cette manifestation, mon voisin, le commissaire de police de la ville, discutait très-gravement avec un de ses amis sur les différentes interprétations à donner à ce texte de l'Évangile : « Si vous n'êtes semblable à un petit enfant, vous n'entrerez pas dans le royaume des cieux. »

Ces processions sont les véritables fêtes publiques des États-Unis. La caractère sérieux de la lutte y disparaît un instant pour ne laisser place qu'à l'entrain du combat. D'ailleurs tout s'y passe habituellement sans aucun désordre, sans même gêner la circulation publique ; j'ai souvent vu le cortége s'arrêter patiemment pour laisser passer un omnibus, et l'orateur s'interrompre dans une phrase passionnée à cause des voitures qui couvraient sa voix. Sans doute, auprès de nos illuminations officielles, hérissées de sergents de ville, de pareilles fêtes paraissent un peu rudes ; mais, au point de vue du budget, elles ont encore l'avantage, puisqu'elles ne coûtent rien à l'État.

Le jour des élections, au contraire, tout est grave et même silencieux. Peu de personnes se rencontrent autour des scrutins qui, à cet effet, sont multipliés en très-grand nombre ; tous les cabarets sont fermés par ordre de la police. Le soir, le relevé des votes arrive de tous côtés, par dépêches télégraphiques, aux agences des journaux et est immédiatement affiché à leurs fenêtres ; des groupes serrés stationnent toute la nuit, recueillant avidement ces chiffres beaucoup moins pour connaître un résultat que le *convass* des partis a permis de prévoir, que pour faire de gros paris à la hausse ou à la baisse sur tel ou tel candidat : l'Américain joue toujours à la bourse. J'eus le malheur de gagner plusieurs verres de sherry à un cocher dans une semblable occasion. Le lendemain des élections, il ne reste rien de toute cette agitation, de ces processions, de cette campagne, de ces discours ; on a fait tout ce qu'on a pu, on accepte patiemment l'événement : la revanche à l'année prochaine.

Les partis spéciaux, dont j'ai parlé plus haut et qui se proposent la réforme d'un abus particulier, ont aussi leurs ligues. Une des organisations les plus curieuses de ce genre est la *Citizen's Association*

(Association des citoyens), à New-York. Le gouvernement municipal de cette ville, nommé par les suffrages d'une populace qui est le rebut de l'Europe, peut certainement passer pour un des plus corrompus et des plus mauvais qui existent. Les comptes publics sont faussés, les dépenses exagérées, les travaux mal faits. Pour combattre de tels abus, il s'est fondé une société qui se propose de les relever tous, de les publier dans la presse, d'instruire enfin les électeurs. Elle soutient de ses deniers tous ceux qui plaident justement contre la municipalité; elle aposte des agents qui surveillent tous les travaux, en calculent le prix et les comparent avec ceux accusés par l'administration. L'an passé, elle a prouvé par ce moyen qu'on avait payé le pavage d'une rue comme s'il avait nécessité un déblai de cent pieds de profondeur. Cette institution fonctionne au grand jour et n'a jamais été inquiétée; elle a fait décider par jugement que tout contribuable a le droit d'examiner les registres et les comptes de la ville. Elle a distribué déjà deux millions de brochures. Pendant que le choléra sévissait à New-York, la *Citizen's Association* avait divisé la ville en trente et un districts et nommé un médecin pour chaque district, afin de s'assurer si toutes les précautions hygiéniques avaient bien été prises. Exclusivement adonnée à son objet, elle a su se tenir en dehors des questions politiques, bien que ses membres appartiennent pour la plupart à la ligue républicaine. J'assistai une fois à une discussion fort intéressante. C'était peu de jours après les élections de novembre dernier, qui avaient montré aux républicains leur impuissance dans la ville de New-York ; il s'agissait maintenant de procéder aux élections municipales. Quelques membres exaltés s'écrièrent qu'il fallait avant tout repousser les candidats démocratiques; mais d'autres, plus modérés, répondirent qu'il n'y avait aucun intérêt politique en jeu ; qu'il fallait savoir diviser les questions et ne pas introduire l'esprit de parti là où il n'avait que faire. Le premier besoin de la ville est d'être gouvernée par d'honnêtes gens : la *Citizen's Association* n'avait pas d'autre but; il ne fallait donc pas s'inquiéter si les candidats étaient démocrates ou républicains; on devait s'assurer seulement s'ils étaient honorables. L'assemblée se rangea à cet avis et soutint de son influence un homme que presque tous ses membres avaient vigoureusement combattu, la semaine précédente, dans les élections politiques.

II

Une organisation aussi formidable que celle des partis américains n'est assurément pas sans dangers. Les esprits les plus libéraux n'ont

pu se défendre d'un sentiment de frayeur à la vue de ces camps toujours en présence l'un de l'autre, et Tocqueville lui-même, après avoir déclaré que la liberté de la presse est absolument indispensable à toute nation qui veut rester libre, ajoute que, pour la liberté illimitée de l'association politique, il n'oserait la conseiller qu'avec réserve, « car, dit-il, lors même qu'elle ne fait pas tomber un peuple dans l'anarchie, elle la lui fait toucher à chaque instant. »

Nous ne voulons pas dissimuler ces dangers, mais, en les examinant avec attention, en entrant un peu dans l'esprit des institutions américaines, il est possible qu'ils paraissent une moins grande objection contre l'association politique. Ce que l'on reproche aux partis américains pourrait se résumer sous trois chefs :

Ils mettent constamment le pays sous le coup d'une guerre civile, et, de fait, ils ont amené les deux fractions de la république à s'égorger pendant quatre ans.

Même lorsqu'ils ne se portent pas à de grands excès, ils forment des États dans l'État, absorbent les citoyens et doivent remplacer peu à peu le patriotisme par l'esprit de parti.

Enfin, une organisation aussi sévère détruit l'indépendance de l'homme politique : en lui imposant un mandat aussi impératif, elle en fait l'instrument de la multitude; les grands caractères et les grands talents ne peuvent trouver place dans un pareil système.

Je ne crois pas qu'on puisse accuser ni les partis américains, ni la constitution des États-Unis, ni la forme républicaine, d'avoir amené la dernière guerre : elle a une cause exceptionnelle qui l'a rendue nécessaire, ç'a été l'esclavage. Sans doute, d'autres éléments de discorde s'y sont joints, mais l'esclavage était au fond de tous. Il était impossible de faire vivre sous le même gouvernement, si décentralisé qu'on le suppose, des provinces libres et des provinces esclavagistes, des manufactures où les ouvriers étaient citoyens et des plantations où les laboureurs étaient un bétail, une aristocratie féodale et une démocratie libérale. La constitution des États-Unis y a échoué, comme y eût échoué un despote. Ce qui est extraordinaire, c'est que la guerre n'ait pas eu lieu cinquante ans plus tôt. On ne peut l'expliquer que par les immenses espaces dont les deux fractions du pays avaient la disposition; mais, aussitôt qu'une population plus dense a amené des points de contact plus fréquents, aussitôt que le Nord et le Sud ont été en compétition pour étendre leurs institutions respectives sur des territoires déterminés, — ce qui est toute l'histoire des compromis de Missouri et de lutte du Kansas, — l'explosion devait avoir lieu. Les partis, avec leur organisation, l'ont rendue plus violente; mais aussi, en précisant les causes du conflit, en faisant bien comprendre à chaque soldat pourquoi il se battait et ce qu'il voulait conquérir,

ils ont rendu plus définitive la solution de la question, et, par conséquent, plus facile le rétablissement de la paix dans un avenir prochain : c'est le vague et l'incertain qui est à craindre en politique, plus encore que les situations tranchées, quelque violentes qu'elles soient.

Mais les partis américains sont-ils réellement des États dans l'État, et finissent-ils par détruire chez les citoyens le patriotisme pour le remplacer par l'esprit de parti ? Nous aurions bien mal rendu notre pensée et celle des institutions américaines, si on n'avait pas encore conclu qu'il n'y a pas à proprement parler, aux États-Unis, ce que nous appelons l'esprit de parti en France. Nous voulons ici qu'un parti ait sa manière de raisonner spéciale sur tous les sujets ; qu'il ait une religion, une économie politique, une théorie sociale, des salons à lui et marqués de son cachet ; rien ne doit lui être indifférent ni étranger. Cela tient à un besoin de tout synthétiser, qui est louable sans doute, mais qui chez nous est extrême ; cela tient aussi beaucoup à ce que nous nous sommes, jusqu'à présent, groupés autour des individus beaucoup plus qu'autour des idées ; nous avons suivi nos chefs depuis la messe — ou l'hostilité à la messe — jusqu'au bal. Encore une fois, il n'y a rien de semblable aux États-Unis. On a vu, dans la tentative des *Know Nothings*, l'impossibilité d'y fonder un parti politique religieux, et la *Citizen's Association* de New-York, que nous venons de citer, montre combien facilement on se rapproche, sur un intérêt commun, de ceux qu'on combat sur un autre terrain. Il en résulte que nos partis, tout dépourvus d'organisation qu'ils soient, sont encore bien plus des États dans l'État et des nations dans la nation que les partis américains.

Quant au mandat impératif auquel sont soumis les élus des partis, empêche-t-il réellement les hommes d'État de se former, et condamne-t-il à l'inaction les esprits indépendants ?

Il faut remarquer, d'abord, que le mandat impératif est la conséquence nécessaire des élections fréquentes ; j'ajoute qu'il est presque inévitable chez les peuples où les masses sont éclairées et prennent une réelle part à la politique. Il est rare qu'une nation ait, dans l'espace d'un ou deux ans, plus d'un ou deux problèmes importants à résoudre. Chaque parti a sa solution particulière, et l'homme sur lequel se réunissent ses suffrages n'est choisi par lui que parce qu'il appuiera cette solution ; il ne doit pas s'en écarter et ne peut se plaindre que son indépendance en soit amoindrie. Lorsqu'une autre question surgira, son mandat sera bien près d'expirer ; il sera libre alors d'en refuser un nouveau si cette fois ses convictions personnelles diffèrent du programme de son parti. Ce qui porte atteinte à la liberté du député, c'est quand, élu pour un long terme, il est obligé,

à chaque occasion importante, de prendre l'inspiration de ses électeurs. Disons en passant que la fréquence des élections contribue par là même à conserver aux partis ce caractère de spécialité que nous avons signalé comme un des plus grands préservatifs contre leurs excès.

Quand une élection a lieu en France, même en la supposant tout à fait libre et toute dégagée des ambitions mesquines et des passions mauvaises qui l'inspirent d'ordinaire, on peut remarquer parmi les électeurs deux classes distinctes. L'une, qui est la masse la moins éclairée, la plus étrangère à la politique, a pour mobile dans son choix le degré de confiance qu'elle croit pouvoir accorder, d'une façon générale, au candidat qu'elle nomme. C'est un homme honnête et intelligent : on lui donne un blanc-seing pour toutes les questions et on s'en rapporte à lui. Après l'élection, ces électeurs-là ne s'occupent plus des affaires publiques. L'autre classe, au contraire, va plus au fond des choses : elle a sa manière de voir sur chaque question, et, avant de porter un candidat, elle tient à s'assurer qu'il a les mêmes idées qu'elle. Une fois élu, s'il s'en écarte, tout en restant d'ailleurs honnête et intelligent, elle ne lui donnera plus ses voix une autre fois; elle admet, à son insu, le mandat impératif. Or, il est très-réel qu'aux États-Unis cette dernière classe est la plus nombreuse : chaque fermier, chaque ouvrier, sait parfaitement ce qu'il veut sur telle question déterminée. La masse ignorante réside dans les grandes villes et ne forme que la minorité ; la très-grande majorité de la nation discutera chaque opinion d'un candidat avant de l'élire : c'est là le dernier mot du *self government*.

La conséquence directe, et j'y appelle toute l'attention du lecteur, c'est que le gouvernement, sur toutes ses branches, aussi bien les Chambres que le Président et l'administration, ne sont, à proprement parler, que le pouvoir exécutif ; la véritable Chambre, celle qui discute et qui légifère, c'est la nation tout entière. Il se passe, dès lors, en Amérique ce qui se passe chez nous : c'est que les esprits les plus indépendants, les hommes d'idées, préfèrent rester dans la partie discutante du gouvernement, au lieu d'entrer dans la partie exécutive. Peut-on supposer M. Thiers ou M. Berryer acceptant une préfecture de première classe ? La véritable place de ces grandes lumières est au Parlement, où leurs rayons pénètrent les esprits et les éclairent : « Quand on se sent le pouvoir de convaincre, on dédaigne celui de commander *manu militari*. » Les Chambres elles-mêmes étant un pouvoir exécutif en Amérique, les grands esprits ne tendent donc pas toujours à ce que nous appelons arriver aux affaires. Parler au peuple dans les lectures, dans les conférences, dans la presse;

l'influencer par les ligues, diriger les élections, faire nommer des fonctionnaires, députés ou autres, qui mettront leurs pensées à exécution, tel est leur véritable rôle. Au moyen âge, il y avait de grands seigneurs qui ne voulaient pas la couronne, mais qui faisaient des rois auxquels ils commandaient, tout en restant leurs vassaux. Une puissance de ce genre, transportée dans un gouvernement libre, basée sur la seule force du raisonnement et de l'idée qu'on soutient, est-ce donc une situation inférieure pour un homme de talent?

J'ai souvent observé qu'il y a parmi les orateurs qui parlent au peuple dans les meetings américains, deux genres d'éloquence très-différents. L'un consiste à affirmer énergiquement, sans presque discuter, ce qu'on se propose de faire : « Nous voulons telle chose et nous la ferons : aucun effort du parti adverse ne nous empêchera de l'exécuter. » L'orateur ne cherche pas à prouver pourquoi il a raison; il veut avant tout montrer toute l'énergie dont il est capable. Il se laisse aller parfois à des grossièretés pour amuser la populace. C'est en général un homme qui aspire à être nommé député ou sénateur. L'autre genre, au contraire est persuasif, dialectique ; il réfute les objections, il donne les raisons de sa croyance. Souvent il attaque les préjugés de ceux qui l'écoutent, chose qui jamais ne se verra dans le premier cas. Il est rare que ce second orateur brigue pour lui-même les suffrages du peuple : il fera nommer les candidats. Les hommes les plus éloquents de l'Amérique, Wendell Philipps, Tilton, Schurz, Ward Beecher, Greeley, Emerson, sont dans cette catégorie. Ce sont eux réellement qui influent sur la marche des idées. Un jour, dans des couloirs du sénat, un de ces orateurs, en même temps journaliste, gourmandait un sénateur de la façon la plus brusque : « Vous avez mal voté aujourd'hui, monsieur le sénateur, lui disait-il, que cela ne vous arrive plus ; je vous le passe cette fois encore, mais je rendrai votre réélection impossible dans le cas d'une faute pareille. » Le sénateur écoutait d'un air humble, s'excusant de son mieux. Évidemment, le vrai pouvoir était du côté du journaliste. Il ne faudrait pas pousser ce raisonnement à l'extrême, en conclure qu'il n'y pas d'hommes de grand mérite dans le parlement de Washington, ou qu'ils y sont les instruments irresponsables des volontés de leurs électeurs. Souvent, un écrivain, un orateur de conférence, s'empare d'une idée spéciale, la met en lumière, la développe si bien que son nom finit par se confondre, dans l'esprit du public, avec cette idée même, et lorsqu'il faut la faire passer dans les lois, c'est lui que le public nomme au congrès pour l'y introduire. Bientôt, il devient l'arbitre de cette question parmi ses collègues. Ainsi, pour tout ce

qui a trait aux affranchis et aux garanties données à leurs droits, la parole de M. Sumner fait autorité dans le Sénat : le président Johnson a été autrefois l'oracle du *Homestead bill*, cette belle loi qui a empêché la spéculation de dénaturer le défrichement du Far-West. On ne peut parler de la reconstitution des États du Sud sans que M. Stevens ne soit à la tête du débat. Mais, qu'on le remarque bien, leur autorité acquise ne s'étend pas plus loin que cette question spéciale. J'en ai vu des exemples frappants. Une fois, à la Chambre, on discutait la reconstitution du Sud et les esprits étaient flottants autour d'une grave mesure. M. Stevens se lève, et, malgré son grand âge, il fait un discours plein de sa froide et sombre éloquence. Tout le parti républicain, divisé jusque-là, se rallia aussitôt autour de lui et la loi fut emportée. Il se présentait encore une question incidente, qui ne se rattachait qu'indirectement à la reconstitution. M. Stevens parla encore ; il tenait beaucoup à cette question incidente : mais on l'écoutait à peine. Quand on en vint au vote, il n'eut que sept voix de son côté. Et ce ne fut nullement considéré comme un échec à considération : le lendemain il avait tout entière la même influence sur son sujet habituel.

Ce genre d'autorité, spécial à une seule question, fait encore ressortir ce que j'ai remarqué déjà plusieurs fois, mais je ne crains pas d'y insister : c'est qu'en Amérique, c'est autour de l'idée et non autour de l'homme qu'on se groupe. L'homme est au second plan ; il a été l'interprète fidèle de l'idée, on l'accepte comme tel ; en dehors de là, il n'est plus un oracle. En France, c'est à l'homme tout entier que nous nous attachons. S'il s'est montré supérieur sur un point, nous l'écoutons religieusement sur tous les autres. C'est un reste respectable de l'ancien esprit chevaleresque, où il entrait tant d'affection dans la politique ; mais c'est le fait d'une nation qui se laisse mener, qui ne se conduit pas elle-même. Le ministère responsable, avec les votes de confiance que se faisait donner un ministre, était la parfaite expression de notre système. En Amérique, il n'y a pas de ministère responsable ; la Chambre a l'initiative des lois et elle en prescrit tous les plus petits détails d'exécution ; la discussion y est sèche, précise, comme celle d'un bureau ou d'un conseil d'État ; c'est dans les meetings et dans les discours qui précèdent les élections qu'il faut chercher les discussions de principes.

Les hommes aux idées hardies et au caractère indépendant trouvent donc parfaitement leur place dans l'organisation américaine, et leur puissance n'y est pas moindre que chez nous ; seulement elle s'exerce au second degré. Maintenant, est-il exact de dire qu'une position sociale élevée, qu'une éducation littéraire, qu'une grande for-

tune, soient un obstacle à la popularité et à l'action politique? Ce que je viens d'expliquer permet de répondre tout de suite par la négative. On serait néanmoins tenté de le croire en voyant le petit nombre de *gentlemen* qui figure dans la vie publique. On trouve, je crois, plus d'indifférence dans les classes riches, pour les affaires de l'État, que d'antipathie dans le peuple pour les classes riches, et cela se comprend aisément. Il y a peu de grandes richesses héréditaires aux États-Unis, dans le Nord surtout ; elles s'y divisent, elles disparaissent vite dans des spéculations hasardeuses ; elles se perdent quand on ne s'en occupe pas activement ; ceux qui ont de la fortune sont obligés au travail, pour l'accroître ou même pour la maintenir, et ils préfèrent cette occupation à la vie terrible du *politician* ; mais ils veulent en suivre les phases, aller de *meeting* en *meeting*, de comité en comité, leur position sociale ne sera pas un obstacle. Elle excitera même beaucoup moins de répulsion que chez nous aujourd'hui. D'ailleurs, la véritable arène politique des classes riches est dans les ligues, dont l'argent est la première puissance. Là, la discussion est raffinée, elle a tout le talent que nous aimons à applaudir, et elle n'est pas stérile. Pour le prouver, rappelons seulement ce qui a été dit des ligues de Philadelphie et de New-York.

Je ne puis passer sous silence un reproche souvent adressé aux partis américains : c'est celui de nourrir une profonde corruption, d'acheter les votes des électeurs, d'acheter les voix des députés. Cette accusation, et toutes celles qu'on voudra y ajouter, sont parfaitement fondées, en ce qui touche les grandes villes ; mais à quoi cela tient-il? A ce que ces villes ne sont pas, à proprement parler, américaines. La majorité y est composée du rebut de l'Europe, de milliers d'émigrants qui n'ont aucun principe, aucun intérêt conservateur, aucune instruction, et de quelques banqueroutiers politiques ou commerciaux, chassés des quatre coins du monde, qui les mènent. Cet état de choses est bien plus le résultat de nos institutions que de celles de l'Amérique, et la preuve, c'est qu'après une génération passée dans le nouveau monde, cette populace est cent fois plus morale. Dans les campagnes, dans les cités qui ne sont pas un premier dépôt de l'émigration, la corruption n'existe pas plus que dans toute autre société sur cette terre. D'ailleurs, la corruption pécuniaire, celle qui nous choque le plus, est nécessairement plus apparente aux États-Unis que chez nous. La corruption par les honneurs n'y existe pas ; il n'y a pas de places de sénateurs données par le gouvernement, pas de préfectures, pas de décorations, pas de titre de noblesse, pas de charges de cour ; c'est donc en dollars que se résolvent toutes les faiblesses humaines ; chez nous, elles se répartissent

dans plusieurs chapitres, ce qui en rend le total plus difficile à con naître.

Si après avoir réfuté les principales objections qu'on peut faire contre la liberté d'association politique et l'organisation des partis américains, je voulais parler des avantages de cette organisation, peut-être me laisserais-je entraîner trop loin. N'est-ce donc rien de connaître parfaitement l'opinion publique d'un pays et de ne pas être exposé à ces révélations terribles, qui viennent tout d'un coup détruire les apparences de concorde maintenues par un régime répressif, longtemps après que la concorde a cessé d'exister ? N'est-ce donc rien que de ne jamais subir cet état de malaise vague où languit un peuple, qui ne peut s'éclairer sur ses maux ni s'entendre sur les remèdes à y apporter ? N'est-ce rien que de ne pas avoir de sociétés secrètes, parce qu'il n'y a aucun intérêt à en établir ? De ne pas voir surgir, dans les temps de crises, de ces programmes utopistes et insensés, médités dans l'ombre par quelques rêveurs, et acceptés comme panacées universelles par une foule qui n'a jamais pu discuter ni formuler ses besoins. N'est-ce rien de savoir que toute idée fausse sera soumise à cet impitoyable contrôleur qu'on appelle le bon sens public ; que toute idée vraie pourra se faire jour, se répandre, s'organiser, reconnaître sa puissance et arriver, tôt ou tard, au pouvoir par des moyens légaux.

Il n'y a jamais en Amérique de parti désespéré. Le vaincu se soumet facilement à un revers, parce que, dès le lendemain, il a toutes les facilités de se relever, si réellement il plonge de fortes racines dans l'opinion publique ; est-il sans racines, il ne pourrait rien attendre d'une tentative hasardeuse. Le parti vainqueur lui-même, qui a tant intérêt à connaître bien exactement sa force, n'entravera jamais, par la suppression, les efforts de son adversaire. Au commencement de cette année, dans une ville du Sud, quelques meetings démocratiques prirent un caractère menaçant. On parla de les dissoudre ; il y eut aussitôt une énergique protestation du parti républicain dans tout le Nord, et sur quoi se basait-elle ? Était-ce sur le droit des démocrates à se réunir ? Assurément, cette question de principe y entrait pour beaucoup ; mais le raisonnement qui m'a frappé le plus était celui-ci : Comment pourrons-nous combattre un ennemi si vous l'empêchez de se montrer ? Il est de *notre* intérêt, à nous républicains, que les démocrates s'organisent en plein jour ; nous voulons savoir où nous en sommes.

Mieux vaut, ce nous semble, risquer quelques émeutes que de sentir une révolution grandir dans l'ombre. Sans doute, il est plus commode de s'endormir dans une tranquillité obtenue par le des-

potisme ; il est surtout bien plus commode de gouverner des hommes aux aspirations et aux mécontentements indéfinis, qui ne peuvent préciser ce qu'ils veulent et qui perdent dans l'incertitude la force de vouloir. Malheureusement, une pareille quiétude n'a que deux issues possibles : ou bien un engourdissement général, qui finit par atteindre et par énerver l'autorité répressive elle-même ; ou bien un réveil désespéré de l'opinion publique, effarée, sans but, se mettant à la remorque de quelques intrigants qui, sous prétexte de la représenter, la conduisent à une catastrophe.

G. DE CHABROL.

A STÉNIO

Ta jeune Muse à son réveil
Hésite sur le choix des routes,
Et vient me demander conseil
A moi, cerveau peuplé de doutes !

Tu veux, ami, non sans raison,
Tailler une plume nouvelle,
Et te lever sur l'horizon
Comme quelqu'un qui se révèle.

Car d'aller suivre pas à pas
Le premier trottoir de la ville,
Non, non, tu n'y songerais pas :
Arrière le troupeau servile !

Très-bien ! courage ! mais le neuf,
Dieu sait, mon cher, quand on le trouve !
C'est un phénix qui dans son œuf
Souvent résiste à qui le couve.

Beaucoup (de nos plus fiers encor !)
L'ont poursuivi, chercheurs avides,
Mineurs en quête de cet or,
Qui s'en revinrent les mains vides.

Où le trouver ? de quel limon
En tirer même l'apparence ?
Puisque déjà, sous Salomon,
La nouveauté sentait le rance.

Iras-tu planer dans les cieux,
Comme un archange à large plume,
Et te bercer, loin de nos yeux,
Dans la lumière ou dans la brume ?

Allant partout où l'aigle va,
Te verrons-nous, veuf d'une belle,
Rendre visite à Jéhovah,
Pour lui parler quelquefois d'elle?

Mais ce domaine aérien
N'est plus de ceux où l'on butine,
Et le public pourrait fort bien
Te renvoyer à Lamartine.

Iras-tu, vaillant pèlerin,
Selon l'heure et la fantaisie,
Chanter les vieilles tours du Rhin,
Après les minarets d'Asie?

Aurais-tu des rébellions
Contre toutes les vieilles règles?
Seras-tu l'égal des lions?
Seras-tu le rival des aigles?

Rendant ses fleurs avec dédain
A la rhétorique française,
Ne mettras-tu dans ton jardin
Que de la graine d'antithèse?

Mais, songes-y, Victor Hugo
Est là, qui n'encourage guères,
Lui qui frappa d'un *Quos ego*
Tous les imitateurs vulgaires.

Ce baron, puissant et hautain,
Qui veille dans sa tour gothique,
Pourrait te pendre, un beau matin,
A sa potence romantique.

Passe plus loin, jeune rimeur,
Poursuis ta course haletante ;
Cherche toujours cette primeur,
Cette fleur vierge qui nous tente.

Prendras-tu, pour cacher aux yeux
L'ennui précoce qui te gagne,
Les airs d'un cavalier joyeux,
Partant pour faire une campagne?

Suivras-tu gaîment ton chemin,
Persiflant tout ce qu'on révère,
Fringant, le cœur sur une main,
De l'autre main tenant ton verre?

La nuit, aux balcons espagnols
Où flotte l'échelle de soie,
Vas-tu, mieux que les rossignols,
Chanter ta langueur ou ta joie?

Mais de Musset, que dirait-il?
Il te ferait, mon camarade,
Prendre au collet par l'alguazil
Et reconduire chez l'alcade.

Va, cherche ailleurs la nouveauté,
Ce n'est plus là qu'on la voit naître;
Trop de fraudeurs ont imité
Ce petit maître et ce grand maître!

Moi, qui déjà dors à demi,
Moi qui n'aspire qu'à me taire,
Si comme toi, mon jeune ami,
J'avais le cœur d'un volontaire;

J'irais peut-être, à mes essais,
Pourquoi ne pas oser le dire?
Dans les recoins de l'art français,
Tenter un peu de la satire.

L'heure est propice, je le crois,
Et bien des gens sont à l'ouvrage.
Plusieurs en font à demi-voix
A qui tu donnerais courage.

Je voudrais dire quatre mots,
Sans me fâcher avec personne,
A la jeunesse, à ces grimauds
Encor plus nuls qu'on ne soupçonne;

A ces petits messieurs dorés,
Licenciés de notre France,
Qui ne prennent plus leurs degrés
Que dans le vice et l'ignorance!

A Chantilly, je serais là
Quand ce beau monde d'écurie
Du cheval de Caligula
Fait un sauveur de la patrie.

D'un vers, peut-être discourtois,
J'accosterais, dans ce royaume,
Bien des reines dont le patois
Rappelle trop le nid de chaume.

Point d'attelages assez beaux,
Jamais trop d'insolent tapage,
Pour ces beautés dont deux sabots
Furent le premier équipage.

Je sifflerais leur sotte cour,
Leurs assidus à l'air bellâtre,
Ces locataires de l'amour
Qui viennent essuyer leur plâtre !

La femme honnête, à son foyer,
Au boulevard, même à l'église,
Serait surprise à copier
Mademoiselle Cydalise.

Je ferais voir le sans-façons,
Nouveau régime des familles :
Le père, raillé des garçons,
La mère, émancipant les filles.

Mœurs sans noblesse et sans vertu
D'un pêle-mêle domestique
Où le Vous, chassé par le Tu,
Cède au pronom démocratique.

Je montrerais partout l'argent
Roi de ce siècle et de ce monde,
Et devant toi, luxe outrageant !
J'étalerais ta source immonde.

Je ferais voir sous la splendeur
L'ignominie et l'adultère :
La femme vendant sa pudeur
Quand l'homme vend son caractère !

Dussé-je courir des hasards,
J'aborderais la politique.
Ne dit-on pas que les Césars
Le permettaient au siècle antique ?

Je voudrais — désir indiscret ! —
M'approcher du laboratoire
Où nos seigneurs font en secret
Ce qui sera demain l'histoire.

De toute ruse effet mortel !
Dirais-je, en leur montrant l'orage;
A quoi donc sert Machiavel,
S'il ne prévient aucun naufrage?

Puis, je les traînerais au jour
Ces hommes nés pour la curée,
Changeant de régime et d'amour
Comme l'on change de livrée;

La veille, serviteurs brûlants,
Le lendemain, cœurs infidèles ;
S'éloignant des palais croulants
Plus vite que les hirondelles.

Je voudrais voir si mon journal
Lui-même croit à son symbole,
Et si cet encensoir banal
Ne changera jamais d'idole !

J'irais chercher peut-être aussi
L'art nouveau, dans une autre arène ,
Et le toiser en raccourci
A sa hauteur contemporaine.

Hélas! la vigueur des anciens
Parmi nous désormais sommeille.
Peu de nos académiciens
Sont de la force de Corneille!

Les couplets ainsi, tu le vois,
Défileraient à la centaine.
Je parlerais même à ces rois
Qui vont courant la prétentaine.

J'irais m'enquérir au besoin
S'ils n'ont pas, ces rois en liesse,
Oublié leur pourpre en un coin,
Avec les chiffons qu'on y laisse !

Voilà ce que je tenterais,
Si comme toi, mon cher novice,
J'étais un champion tout frais
Qui se présente dans la lice.

Mais ce produit de mon cerveau
Offrirait-il au monde en fête
Ce signe rare, le Nouveau,
Dont nous étions tous deux en quête ?

Hélas! hélas! rêve trompeur!
Ambition vaine et frivole!
Nos devanciers, j'en ai grand'peur,
Iraient criant que je les vole.

J'aurais beau, sans songer à mal,
Suivre ma route en honnête homme;
Pour me confondre, Juvénal
Arriverait tout droit de Rome.

Gilbert, du haut de son grenier,
Déclarerait qu'il fut mon maître;
Malicieux, le vieux Régnier
En moi viendrait se reconnaître ;

Enfin, Boileau, qui de sa main
Dévalisait jadis Horace,
De m'arrêter sur mon chemin
Aurait peut-être aussi l'audace !

J. Autran.

MÉLANGES

ÉTAT ACTUEL DE L'IRLANDE

Dans un récent débat au parlement anglais, l'Irlande ayant été violemment attaquée, elle a trouvé un énergique et loyal défenseur dans l'honorable député de Limerick, M. Monsell. Nous aimons à reproduire ce discours qui présente un tableau parfaitement exact de la situation de cette courageuse contrée, chère à tous les cœurs qui battent pour la foi, la justice et la liberté :

Après des réponses nettes et brèves sur la question des tenanciers et la question de l'enseignement, l'honorable membre a parlé de l'état des esprits en Irlande, et c'est particulièrement sur cette partie de son discours, à la fois précise et émue, que nous appelons l'attention.

M. Monsell s'est exprimé en ces termes :

Je n'ai jamais assisté à un débat qui m'ait causé plus de peine que celui qui nous occupe en ce moment. Il est de toute évidence que ni mon noble ami le représentant de Tyrone, ni le chancelier de l'Échiquier ne comprennent en aucune façon la situation dangereuse de l'Irlande et le péril qui en résulte pour le Royaume-Uni. Je suis très-désireux d'éviter tout ce qui pourrait avoir la plus légère apparence d'une querelle de parti ; je ne dirai donc que peu de mots sur le discours de mon noble ami. Il prodigue l'imputation d'hypocrisie, de mauvaise foi et d'ignorance à quiconque se trouve n'être pas d'accord avec lui sur la meilleure manière de régler la question territoriale. C'est là une question pleine de difficultés. (*Approbation de lord Naas.*) Son noble ami lord Naas a volontairement évité dans son bill la question des rapports entre propriétaires et tenanciers. Tous les autres bills avaient indirectement tendu à donner quelque garantie à cet

égard. Que d'honorables membres appartenant à ce côté de la Chambre, et regardant comme propre à donner satisfaction une mesure qui n'entraînait pas l'octroi des baux, aient formulé leur opinion, il n'y avait vraiment là rien d'extraordinaire. Ils avaient en cela agi loyalement, et une imagination quelque peu échauffée pouvait seule découvrir un sujet de plainte dans leur conduite [1]. (Écoutez, écoutez !)

J'arrive maintenant au discours du chancelier de l'Échiquier. Peu avant la révolution française de 1830, un homme d'État distingué disait qu'il serait moins inquiet si le prince de Metternich l'était davantage. J'envisagerais certainement notre avenir avec plus de confiance si je pouvais constater dans l'esprit du chancelier de l'Échiquier quelque intelligence de la situation présente de l'Irlande. (*Approbation.*) Je suis heureux de voir que le très-honorable chancelier reconnaît les griefs résultant de l'état actuel de l'éducation universitaire en Irlande et qu'il est prêt à y porter remède. Nous aussi, de ce côté de la Chambre, nous nous tiendrons prêts à examiner loyalement telle proposition qu'il pourra faire à cet égard. (*Approbation.*) Mais il s'est gravement mépris, je dois le dire, sur la marche que nous avons suivie à l'égard de la motion faite par mon honorable ami, le représentant de Brighton. Je proposais alors un amendement qui, s'il avait passé, aurait maintenu le caractère spécialement religieux du collége de la Trinité, mais aurait, en même temps, ouvert l'Université de Dublin à la nation entière. Le collége de la Trinité repoussa mon amendement. Il consentit ouvertement à ce que l'Université de Dublin restât l'Université d'une secte au lieu de devenir celle de la nation, comme nous l'avions proposé. Mes honorables amis, les représentants de Louth et de Merthyr, et moi, et avec nous tous nos autres amis, nous résolûmes, puisque le collége de la Trinité ne voulait pas monter à notre niveau, d'abaisser le sien, et, le remède capital aux maux de l'Irlande étant, à nos yeux, la parfaite égalité religieuse, d'enlever au collége de la Trinité tout privilége auquel il refusait de laisser participer la nation irlandaise. Je ne vois dans cette conduite aucune inconséquence. J'ai la confiance que le vote émis si justement par vous mercredi dernier pourra être prise en considération, et, qu'avant la session prochaine, ceux qui représentent l'Université de Dublin pourront avoir acquis un peu plus de sagesse, et je dois ajouter plus de prévoyance, en ce qui concerne leurs propres intérêts, qu'ils n'en ont montré pendant le cours des derniers débats. (*Approbation.*) J'ai exprimé la satisfaction que m'avait causée les déclarations de l'honorable gentleman touchant l'éducation universitaire, mais je dois ajouter et j'ajouterai, sans la plus légère ombre d'esprit de parti, que ma satisfaction s'arrête à l'exposé général des vues exprimées par le gouvernement. Le très-honorable gentleman limite l'action du gouvernement dans

[1] Ces premières paroles font allusion à une question compliquée, familière aux lecteurs du livre si remarquable du R. P. Perraud, de l'Oratoire, sur l'Irlande.

la question des propriétaires et des tenanciers au bill émis par le gouvernement durant cette session ; or, bien que le très-honorable gentleman ait déclaré ce bill le plus libéral qui ait jamais été émis à cet égard, ce bill est, j'ose le dire, beaucoup moins libéral dans ses dispositions que ceux de 1845 et 1856. Il ne touche évidemment pas, il n'essaye pas même de toucher à cette question vitale des rapports entre le propriétaire et le tenancier, dont s'était occupé le bill du dernier ministère. A tous égards, la mesure du très-honorable gentleman ne causera aucune satisfaction en Irlande. (*Approbation.*)

Sur la question de l'Église, le très-honorable gentleman est explicite, — il ne nous laisse nullement espérer qu'il doive même l'aborder. (*Approbation.*) Je ne crois pas très-heureuse sa tentative pour concilier son inaction actuelle avec les vues si éloquemment exposées par lui en 1844. Il dit que l'Irlande a eu, à une époque antérieure, une population surabondante, et qu'aujourd'hui cette population a diminué. S'il avait pu démontrer que la proportion des membres de ses différents corps religieux avait changé, son argument eût été puissant, — mais, en fait, il en est tout autrement, — les membres de l'Église établie sont aujourd'hui, par rapport à la population entière, dans la même proportion qu'autrefois, à peu près. (*Approbation.*) L'injustice, qui consiste à approprier à une minorité les fonds destinés à subvenir aux besoins religieux de la nation entière, subsiste sans aucun changement (*Approbation*), et, tandis que les fonds restent les mêmes, ceux à l'usage de qui ils étaient exclusivement appropriés ont diminué de 850,000 à 650,000. Mais tandis que le chancelier de l'Échiquier abandonnait, dans ses explications nouvelles, ses vues libérales et sages d'autrefois, qu'arrivait-il en Irlande?

Jamais, de mémoire d'homme vivant, la désaffection n'a eu d'aussi profondes racines qu'aujourd'hui. Jamais il n'y a eu dans l'esprit du peuple autant d'éloignement pour le gouvernement qui le régit. Les Irlandais sont presque indifférents à l'action du Parlement. Leurs yeux sont tournés non vers Westminster, mais vers Washington. Que la désaffection domine dans les classes inférieures, personne ne saurait le nier ; mais elle s'élève bien plus haut dans l'échelle sociale. — Je ne fais pas allusion à un fénianisme déclaré, mais à ce sentiment d'hostilité contre la Grande-Bretagne, qui de jour en jour devient plus intense. J'ai fait à ce sujet des enquêtes qui me prouvent que c'est là le sentiment répandu dans la classe agricole. Il est répandu dans la grande majorité des fermiers, qui payent par an moins de £ 100 de rente, et, dans les familles de fermiers même plus considérables, beaucoup des plus jeunes membres le partagent. (*Hear, hear.*) Chez tous les marchands, dans les petites villes, et chez beaucoup des plus petits dans les grandes, il trouve une sympathie ardente.

Quel est le journal que l'on attend avec le plus grand intérêt? C'est l'*Irlandais*, dans lequel la révolte déclarée est à toutes les pages.

Voulez-vous faire encadrer une peinture? Vous trouverez les encadreurs et les doreurs surchargés de commandes pour encadrer le portrait du général Burke.

Dans les rues des grandes villes irlandaises, vous voyez des affiches avec ce titre : « *Voix du Dock!* » En d'autres termes, des pamphlets contenant les paroles de prisonniers fénians devant le tribunal. (*Hear*, *hear*.)

L'autre jour encore, à Dungarvan, beaucoup de gens respectables montrèrent la direction de leurs sympathies, en fournissant à des fénians américains arrêtés dans cette ville du vin de Champagne et toutes les raretés de la saison. (*Hear*, *hear*.)

Il n'y a pas longtemps qu'à Waterford, dans une partie de la ville, la masse du peuple se précipita, au premier mot d'avertissement, pour sauver des prisonniers fénians qui traversaient la ville. (*Hear*, *hear*.)

Tels sont les événements qui éclatent chaque jour dans le sud de l'Irlande et qui réclament la plus sérieuse attention de la part de cette Chambre et du gouvernement. Aucun Cabinet a-t-il jamais consacré à cette considération la dixième partie du temps qu'il a employé aux plus futiles questions?

Voulez-vous une preuve de la vérité de mes paroles? Jetez les yeux au delà de l'Océan :

Cœlum non animam mutant qui trans mare currunt.

Tout Irlandais débarquant en Amérique ne devient-il pas aussitôt un fénian? (*Hear*, *hear*.) La traversée change-t-elle ses opinions? N'est-il pas plutôt manifeste que là il ne fait que professer ouvertement la foi politique que dans sa patrie il peut avoir dissimulée? (*Hear*, *hear*.)

Voici donc le résultat de six cents ans de rapports entre l'Angleterre et l'Irlande! L'occupation militaire, les libertés suspendues, le mécontentement universel, une nouvelle nation irlandaise formée sur l'autre rive de l'Atlantique, refondue dans le moule de la démocratie et épiant l'occasion de frapper au cœur même de la mère patrie.

Laissez-moi vous demander maintenant la cause de ce concours désastreux de circonstances. — Est-ce la fatalité? est-ce une invincible obstination du sort? Faut-il désespérer et nous croiser les bras? Sommes-nous impuissants dans cette extrémité? Est-il impossible à deux races distinctes, telles que les races anglaise et irlandaise, d'être cordialement unies de sentiment? Voyez l'Alsace? (*Marques d'approbation.*) — Vous avez là une population de race allemande, parlant allemand, séparée du reste des Allemands par une rivière seulement, et cependant les habitants de l'Alsace sont aussi profondément Français de sentiment que les habitants de la Touraine (*Hear*, *hear*), et malheur à l'Allemand qui essayerait de toucher à leur fidélité nationale!

Or, si la race n'est pas l'obstacle à la concorde, est-ce la religion ?

Voyez la Silésie : en 1742, elle fut prise à l'Autriche et annexée à la Prusse. Depuis ce jour jusqu'aujourd'hui, la catholique Silésie n'a exprimé par ses paroles et par ses actes que sa satisfaction du changement auquel elle a été soumise, et, comme on a pu le voir dans la guerre de l'année dernière, aucune partie des possessions prussiennes ne contient une population plus dévouée à la maison de Hohenzollern. (*Hear, hear.*)

Voyez le Canada ; voyez les Canadiens d'origine française. Toute l'histoire nous fournit la même leçon : la justice et l'égalité ont, pour relier des éléments divers, une force que rien ne peut détruire.

Mais laissez-moi vous le demander, monsieur, le procédé le plus naturel n'est-il pas d'aller droit au peuple irlandais et d'apprendre de lui la cause de sa désaffection ? (*Hear, hear.*)

Vous trouverez que tous vous donneront la même raison. Je répéterai ce que mes honorables amis qui viennent d'Irlande ont entendu : *Usque ad nauseam.*

Le peuple irlandais dit qu'il n'est pas gouverné conformément à ses désirs, à ses sentiments, à ses besoins, mais conformément aux désirs et aux préjugés du peuple anglais. (*Hear, hear.*)

Il dit qu'il n'a pas d'action réelle sur son gouvernement, qui est placé sous l'action de l'Angleterre, et que des mesures reconnues justes et appropriées aux besoins de l'Irlande, sont abandonnées, parce que le gouvernement du jour est obligé de conformer ses mesures, même celles qui ne regardent que l'Irlande, aux vues souvent ignorantes et aux préjugés les plus étroits du peuple de la Grande-Bretagne. (*Marques d'approbation.*)

Je ne me prononce pas sur la justesse ou la fausseté de cette manière de voir, mais je puis répondre que c'est l'opinion, que dis-je la conviction, non-seulement des paysans, mais de la classe moyenne et de la classe agricole dans la plus grande partie de l'Irlande. (*Non, non.*)

Je ne sais qui dit : « Non, non ; » quelqu'un, sans doute, qui connaît peu l'Irlande.

Je vois maintenant qui c'est. C'est le très-honorable gentleman, l'attorney général d'Irlande. L'autre jour, cet homme instruit a dit que le peuple irlandais n'était nullement mécontent. (*Hear, hear.*) On ne peut attribuer aucune autorité à l'opinion d'un homme qui a émis une pareille assertion. (*Hear, hear.*) C'est pour cela que je pense absolument inutile de réfuter sa prétendue dénégation. (*Marques d'approbation.*)

Eh bien donc, ce que le peuple irlandais demande, c'est d'être gouverné suivant ses propres besoins, tout comme les Anglais et les Écossais le sont d'après les besoins de leurs pays respectifs. (*Hear, hear.*) Ils citent deux exemples remarquables à l'appui de leurs idées sur le sacrifice des intérêts irlandais aux opinions anglaises. Ils prennent d'abord la question territoriale, vieux sujet de plainte, puisque sir John Davies disait, il y a plus de

deux cents ans : « On ne prend aucun soin des classes inférieures. Les tenanciers à volonté, à cause de l'incertitude de leurs jouissances, négligent complétement d'améliorer la terre. » — Ils disent qu'il y a vingt-deux ans le Parlement a reconnu ce grief; qu'il a délibérément admis que la loi irlandaise, traitant des rapports du propriétaire et du tenancier, n'était pas adaptée aux besoins de ce pays (*hear*, *hear*), et que cependant, en dépit d'éloquents discours et des efforts d'hommes d'État éminents, rien n'avait été fait pour redresser ces torts. (*Marques d'approbation.*)

Plus de quarante bills ont été présentés : pas un de ceux qui touchaient à ces griefs reconnus n'a passé. (*Hear*, *hear.*) Ils demandent, et ce me semble non sans raison, si un grief qui eût touché l'Angleterre ou l'Écosse eût été traité de cette façon? (*Hear*, *hear.*)

Ils en viennent ensuite à la question de l'Église d'Irlande. (*Hear* et *approbations.*) Depuis plus de vingt-deux ans, depuis 1834, les orateurs et les hommes d'État les plus éminents ont déclaré qu'un grief semblable n'existe et n'a jamais existé dans le monde. (*Hear*, *hear.*)

Nulle part ailleurs, comme l'ont proclamé Macaulay, Brougham, lord Gray, C. Buller, toute une armée d'hommes distingués, les fonds destinés aux besoins spirituels d'une nation entière ne sont appropriés qu'aux besoins d'une faible minorité. (*Marques d'approbation.*) Mais l'éloquence, la raison, l'autorité et la logique ont été impuissantes contre le préjugé : les orateurs et les hommes d'État ont passé et l'Église d'Irlande demeure. Jamais, demandent les Irlandais, une telle anomalie aurait-elle été supportée en Angleterre ou en Écosse? (*Marques d'approbation.*)

Vous étonnerez-vous donc de ce que les Irlandais se plaignent d'être gouvernés suivant les sentiments et les préjugés du peuple anglais plutôt que suivant leurs propres besoins? (*Marques d'approbation.*)

Vous étonnerez-vous de leur ressentiment, lorsque vous les privez de ce que Guizot dit être le but du gouvernement représentatif, c'est-à-dire l'action constante et le contrôle efficace qu'un peuple doit avoir dans son propre gouvernement, une direction réglée non pas d'après les principes abstraits d'hommes d'État qui ne connaissent pas sa situation, mais d'après les besoins particuliers créés par les conditions spéciales dans lesquelles il se trouve? Si vous désirez sincèrement lui donner satisfaction, il faut lui laisser ce qu'il demande raisonnablement et avec justice, non pas ce qu'à distance on juge convenable pour lui. Laissez-le juger de ce qui le concerne.

Il est, croyez-moi, parfaitement inutile de chercher à modifier la situation périlleuse et menaçante de l'Irlande, si vous ne faites effort pour gagner le cœur du peuple irlandais. (*Marques d'approbation.*)

Ce cœur, vous ne le gagnerez jamais jusqu'au jour où vous en effacerez l'idée que la politique anglaise et non la justice préside à vos délibérations. (*Marques d'approbation.*)

Aucun progrès dans la prospérité nationale, aucune amélioration dans l condition matérielle du peuple n'aura d'effet tant que la pensée de cette politique d'injustice laissera son venin dans l'esprit du peuple. (*Marques d'approbation.*) — En effet, plus ils deviennent instruits, plus ils deviennent capables de comparer leur sort à celui des habitants des autres pays, et plus amer devient nécessairement le sentiment de leurs griefs.

Je prie instamment les ministres de Sa Majesté de considérer cette question sérieusement et à loisir. Soyez-en convaincus, notre position est pleine de dangers. — Faites comme vous voudriez qu'on fît avec vous. (*Marques d'approbation.*) Donnez ce que vous désireriez pour vous-mêmes dans de semblables circonstances. Je ne demande rien de plus. (*Hear, hear.*)

Réglez la question territoriale en Irlande, non pas avec des idées anglaises, mais suivant les besoins de l'Irlande. (*Hear, hear.*)

Réglez la question d'éducation en Irlande, de telle façon que les droits de la conscience restent sacrés. (*Marques d'approbation.*)

Réglez la question de l'Église d'Irlande suivant les principes immuables de la justice. (*Marques d'approbation.*)

Faites à l'Irlande ce que vous voudriez qu'elle vous fît, si elle était puissante et que vous fussiez faibles.

Faites ceci : Faites de tous ceux qui ne sont pas fénians des sujets fidèles, et vous n'aurez pas besoin de vous préoccuper des fénians. (*Marques d'approbation.*) Agissez ainsi et vous effacerez bien vite du cœur irlandais le souvenir du passé.

D'un autre côté, si vous refusez cela, ne soyez pas aveugles aux conséquences. — Vous serez en face d'un mécontentement perpétuel, de jour en our plus profond, et ce que vous aurez de mieux à faire sera de vous en tenir à une seule loi de plus, une loi qui rendra perpétuel l'acte de suspension de l'*habeas corpus*. (*Marques d'approbation.*)

DU DROIT NOBILIAIRE FRANÇAIS AU XIXe SIÈCLE

Par ALFRED LEVESQUE, avocat à la Cour impériale. — Paris, Henri Plon, 1866.

La loi des 28 mai - 6 juin 1858, qui fait rentrer sous l'application de l'article 259 du Code pénal les usurpations de titres ou de noms comportant une distinction honorifique, a soulevé, lorsqu'elle fut présentée, un vif mouvement de curiosité et d'incertitude. Que voulait le gouvernement, qui proposait cette loi? Entendait-il en faire le préliminaire de l'institution d'une nouvelle noblesse? Voulait-il soumettre à un examen général tous les titres portés en France? L'exposé de motifs et les termes mêmes du projet

semblaient annoncer quelque chose de considérable; il était dit assez obscurément que des dispositions étrangères à la législation pénale établiraient au besoin les règles relatives à la collation, à la transmission des titres, au moyen de les constater ou de les faire reconnaître. Le conseil d'État faisait ressortir la nécessité de protéger une institution que l'on déclarait intimement liée à la grandeur de l'État. Le projet de loi parlait formellement de l'usurpation des titres *de noblesse*. Puis le rapport présenté au Corps législatif, et la discussion qui précéda l'adoption de la loi, montrèrent qu'il s'agissait simplement de la modification d'un article du Code pénal, et que le gouvernement ne se préoccupait à aucun degré de toutes ces graves questions un instant signalées à l'opinion publique. « Les usages de l'ancienne monarchie française, ravivés dans l'ordonnance du 25 avril 1817, dit M. Rudel du Miral, rapporteur de la loi, et consacrés par les mœurs nouvelles, continueront à être la règle de toutes les transmissions dans l'avenir comme dans le présent. » Ensuite la dénomination de titres de *noblesse* a disparu elle-même du texte définitif de la loi. Enfin, peu de jours après la promulgation de cette loi, M. le garde des sceaux adressait une circulaire aux procureurs généraux, dans laquelle il les invitait « à ne laisser intenter dans leur ressort aucune poursuite relative à des faits prévus par l'article 259 du Code pénal sans avoir provoqué et reçu les instructions spéciales » du ministre.

Réduite à ces termes et à cette sphère d'application, la loi du 28 mai 1858 n'en a pas moins créé certaines inquiétudes, donné lieu à des poursuites et amené des débats judiciaires très-remarqués.

Ce sont les questions de ce genre et toutes celles qui se rattachent à la possession et à la transmission des noms et des titres que M. Alfred Levesque a traitées dans un ouvrage substantiel dont nous allons dire quelques mots.

M. Levesque se demande d'abord ce qu'est aujourd'hui la noblesse en France, et il constate, au point de vue légal bien entendu, qu'elle n'a plus d'existence et qu'il y a seulement chez nous des personnes revêtues de titres nobiliaires, qui ne puisent dans ces titres ni droit ni privilége qui les distingue de ceux de leurs concitoyens qui n'ont pas ces titres. « Un peu d'a-« ristocratie de convention, dit-il d'après Royer-Collard, fiction indulgente « de la loi, point d'aristocratie véritable; la démocratie partout, dans l'in-« dustrie, dans la propriété, dans les lois, dans les souvenirs, dans les « choses, dans les hommes, voilà, on en convient, le fait qui domine au « jourd'hui la société, et qui doit présider à notre politique. »

Comment se transmettent les titres nobiliaires? D'après les mêmes lois que le nom, répond M. Levesque, à moins que les actes portant institution de ces titres n'aient créé des règles spéciales de transmission.

Ce principe une fois posé, M. Levesque en développe toutes les conséquences avec une impitoyable logique. Suivant lui, par exemple, les titres de l'ancienne noblesse appartiennent également à tous les enfants légitimes,

sans distinction de primogéniture. Ainsi, d'après M. Levesque, tous les fils d'un duc sont ducs à moins que, dans l'acte souverain qui a institué, non pas le duché, car il n'y a plus de duché, mais le titre ducal, il n'y ait une disposition formelle qui limite la transmission du titre au premier-né, et encore faudrait-il que cette disposition formelle résultât d'un acte postérieur à la Révolution française. Quant à l'ordonnance du 25 août 1817, qui déterminait les divers titres auxquels auraient droit les fils d'un pair de France, M. Levesque démontre d'abord sans peine qu'elle ne ravive en aucune façon, comme le prétendait M. Rudel du Miral, les anciens usages de la monarchie en pareille matière, qu'elle avait simplement pour objet d'appliquer à la pairie française certains avantages analogues à ceux que les usages parlementaires ont attribués à la pairie anglaise, prototype de la pairie établie par la charte de 1814; mais qu'il est impossible d'admettre que les dispositions de l'ordonnance de 1817 aient survécu chez nous à la grande institution politique dont elle avait pour but de rehausser l'éclat.

Quels étaient donc ces anciens usages? C'est ce que M. Rudel du Miral lui-même serait impuissant à dire avec quelque précision; en effet, ces usages variaient de province à province, de famille à famille. Il n'y a qu'une chose certaine, c'est que le titre se transmettait avec la terre, et allait par conséquent de droit à l'aîné. Il faut voir, dans Tallemant des Réaux, par quel salut ironique le maréchal de Grammont accueillit des princes allemands qui portaient tous le même titre, ayant tous le même nom. « Des comtes d'Allemagne, qui s'appellent les comtes d'Olac, d'Hohenlohe en allemand, le vinrent saluer : ils étaient plusieurs frères, et comme, en ce pays-là, les cadets ont la même qualité que l'aîné, il en vint je ne sais combien, l'un après l'autre. Cela l'ennuya : « Serviteur, dit-il, à messieurs les « comtes d'Olac, fussent-ils un cent. » Un fief, alors, ne pouvait être titré deux fois; mais aujourd'hui, qu'il n'y a plus de fief, ce qui paraissait si étrange au maréchal de Grammont ne serait-il pas tout naturel?

La particule qui précède les noms est-elle un signe nécessaire de la noblesse? M. Levesque ne le pense pas, et il cite à cet égard l'opinion de Larroque (*Traité de l'origine des noms*). « Ceux, dit Larroque, qui ajoutent à leur nom une particule, dans le dessein de l'anoblir davantage, tombent dans l'erreur de croire qu'il n'y a pas de noms anciens qui ne soient devancés d'une particule. Mais ils pourraient se représenter qu'il y en a un grand nombre, comme Bertrand, Painel, Pellet, Damas, Chabot, Sanglier Tournemine, Blosset, Foucaut, Rovaut, Chasteignier, Bacon, Tesson, Gaiffier, qui n'ont aucune particule. Les véritables gentilshommes ne cherchent pas ces vains ornements : ils s'offensent même, quand on les leur attribue, et ils ne peuvent souffrir qu'à regret qu'on leur impose une fausse couleur, qui, au lieu de donner de l'éclat à leur famille, en ternit en quelque sorte l'ornement. Ç'a été sans doute pour cette raison que Jacques Tezart, seigneur des Essarts, baron de Tournebu, se tint autrefois fort offensé qu'on

eût ajouté la particule *de* à son ancien et illustre nom, dont il était le dernier des légitimes. » Ainsi ce n'était pas la particule qui faisait alors le nom noble, c'était le nom seul qui faisait la particule nobiliaire. Aujourd'hui la particule n'est plus qu'une syllabe du nom ; elle appartient, par conséquent, à tous ceux qui ont droit de porter ce nom.

M. Levesque constate que tout le monde a le droit de prendre des armoiries, mais que ceux-là seuls qui ont des titres nobiliaires peuvent surmonter leurs armes du *timbre*, c'est-à-dire de l'armure de tête. Sous l'ancien régime, l'usage des armures était, pour ainsi dire, universel. « Vous savez, écrivait Racine à sa sœur, le 16 janvier 1697, « qu'il y a un édit qui oblige « tous ceux qui *ont* ou qui *doivent avoir* des armoiries, sur leur vaisselle ou « ailleurs, de donner pour cela une somme qui va au plus à vingt-cinq « francs, et de déclarer quelles sont leurs armoiries. Je sais que celles de « notre famille sont un *rat* et un *cygne*, dont j'avais seulement gardé le « cygne, parce que le rat me choquait ; mais je ne sais point quelles sont les « couleurs du chevron sur lequel grimpe le rat, ni les couleurs aussi de « tout le fond de l'écusson, et vous me ferez un grand plaisir de m'en « instruire. »

Le souverain peut-il, en conférant un titre de noblesse, y joindre un nom qui appartient à une famille historique, alors que cette famille a encore des représentants? Non, dit avec raison M. Levesque ; car le souverain ne peut disposer de la propriété des citoyens, et le nom est, pour une famille, la propriété la plus respectable et par conséquent celle qui doit trouver dans les lois et dans les tribunaux civils la protection la plus énergique. » Aussi l'auteur du *Droit nobiliaire au dix-neuvième siècle* refuse-t-il son approbation à la décision du tribunal de la Seine et de la Cour impériale de Paris, qui se sont successivement déclarés incompétents pour statuer sur la revendication de nom formée par tous les membres de l'illustre maison de Montmorency contre le comte de Talleyrand-Périgord, qu'un décret impérial avait institué duc de Montmorency. Les tribunaux civils, cependant, étaient compétents au premier chef pour statuer sur cette question de propriété du nom de Montmorency, comme sur toute autre question de propriété, et, s'ils avaient statué au fond, leur décision, quelle qu'elle eût pu être, aurait toujours respecté la prérogative souveraine, puisque le titre ducal conféré à M. Adalbert de Périgord n'était pas et ne pouvait pas être en question.

De même, les grandesses d'Espagne conférées originairement à un Français, avec un titre pris dans le nom de sa famile, ne peuvent être transférées à un étranger à la famille dont le nom forme le titre originaire, si les autres membres de cette famille s'y opposent, et c'est à juste titre, cette fois, que nos tribunaux ont admis cette opposition lorsqu'il s'est agi du nom de Brancas, qui était en même temps une grandesse d'Espagne.

Appartient-il au ministère public de déférer à la justice civile l'usurpation

d'un nom ou d'un titre dans un acte de l'état civil? Beaucoup de cours impériales, frappées du danger que pouvait présenter l'intervention trop fréquente du ministère public dans des questions qui soulèvent les difficultés les plus grandes, avaient en conséquence dénié un droit d'intervention qui d'ailleurs manque de base légale, puisqu'aux termes de l'article 46 de la loi du 20 août 1810, le ministère public n'agit d'office que dans les cas spécifiés par la loi. Or la loi de 1858, qui est une loi essentiellement pénale, ne prévoit ni n'autorise l'intervention du ministère public devant les tribunaux civils. Deux arrêts de la chambre des requêtes de la Cour de cassation, des 21 novembre et 19 décembre 1860, se prononcèrent également dans ce sens. Mais la doctrine contraire a été adoptée par deux arrêts de la chambre civile de la même cour de 22 jauvier 1862. Cette dernière solution est combattue avec vigueur par M. Levesque, qui nous paraît avoir interprété avec la même exactitude les principes généraux de notre droit que les règles particulières à la matière même des titres.

L'ouvrage de M. Alfred Levesque ne s'adresse pas seulement aux jurisconsultes, il est aussi plein d'enseignements utiles pour les très-nombreuses familles françaises qui possèdent des qualifications nobiliaires : elles y trouveront très-clairement indiqués la nature de leurs droits et les moyens. d'en assurer le respect contre tous ceux qui seraient tentés, soit de les contester, soit de les usurper.

Henry Moreau.

UNE FÊTE AGRICOLE DANS L'EURE

Paris, qui a tant de monopoles, n'a pas heureusement celui des fêtes, et le 6 de ce mois tout un coin charmant et prospère de la Normandie était dans l'animation la plus cordiale et la plus vive. La section de Bernay de la Société libre d'agriculture de l'Eure tenait à Broglie son concours annuel, et jamais peut-être les bords pittoresques de la Charentonne n'avaient vu pareille affluence. Des milliers de visiteurs étaient accourus de tout l'arrondissement, et les séculaires avenues du château prêtaient leur ombrage à cette foule sympathique.

Le conseil municipal de Broglie avait voulu contribuer à l'éclat de la fête en votant une allocation de 150 francs, mais les conseils proposent et les préfets disposent. La modeste allocation inscrite au budget par un vote unanime fut rayée par l'autorité supérieure,

sévèrement économe des deniers publics. M. le préfet de l'Eure, à qui le conseil général vient d'accorder l'habillement à neuf des huissiers de la préfecture, des crédits de diverses sortes pour l'embellissement de sa demeure, un supplément aux frais d'abonnement, une autre somme pour des illuminations et enfin une subvention dernière pour la photographie du monument qu'il habite et des édifices principaux du département, M. le préfet de l'Eure, dis-je, a compris qu'il était temps de s'arrêter dans la voie des dépenses, d'autant plus qu'il venait d'accorder lui-même une subvention sérieuse à M. Troplong pour le comice agricole de Cormeilles qui, par hasard, se trouvait fixé au même jour que le concours tout voisin de Broglie. La petite allocation votée par le conseil de cette commune dut donc disparaître ; mais les habitants tenaient à l'éclat de leur fête, et bien qu'une munificence affectueuse y eût largement pourvu, une souscription s'ouvrit avec entraînement, les pensionnaires même du bureau de bienfaisance voulurent y prendre part, et en peu de jours elle réunit une somme quadruple de l'allocation rejetée.

Grâce à tous ces moyens, la commune était enguirlandée du seuil aux combles, et les drapeaux mêlaient partout leurs couleurs à la verdure.

L'ubiquité n'étant malheureusement pas un des attributs de l'homme, M. le préfet de l'Eure et M. le sous-préfet de Bernay n'avaient pu se rendre à la fois au comice de Cormeilles et à celui de Broglie. Auquel des deux assister? Après de longues hésitations, Cormeilles l'emporta, et le cortége des fonctionnaires, attiré par l'éloquence de M. Troplong, prit instinctivement le même chemin. Mais les goûts sont divers, et il se trouva que les cultivateurs normands préférèrent l'amicale cérémonie de Broglie à celle que rehaussaient les broderies officielles.

Tout s'y est passé dans les sentiments les meilleurs et les plus fraternels, le château ayant ouvert ses portes à la ferme et le propriétaire serant la main du cultivateur.

La fête, ouverte à l'église le matin, continuée dans le jour par la distribution des médailles et les réjouissances, s'est terminée le soir dans l'orangerie de la demeure princière bâtie par le glorieux vainqueur des Prussiens. M. Albert de Broglie, président de la section de Bernay, avait tenu à y recevoir le plus grand nombre possible de convives, et un magnifique banquet de cent vingt couverts y réunissait le conseil municipal, les membres de la Société agricole, les autorités locales, les lauréats, et tout ce qui compte en agriculture dans le canton. Au dessert, le noble amphitryon a prononcé, sous une forme aimable et piquante, un discours qui est une page de philosophie élevée et de morale excellente. Ce morceau rappelle, en les

surpassant, les allocutions qu'aiment à prononcer les hommes d'État de la Grande-Bretagne dans les assemblées populaires de leur pays. Tous nos lecteurs en goûteront vivement le charme, et peut-être certains ne le liront-ils pas sans profit.

« Je porte le toast aux lauréats de notre concours : je le porte à tous, sans distinction, de fermiers ou de laboureurs, de domestiques ou de maîtres. Je ne veux point séparer dans ce jour de fête ceux que que le travail unissait hier et doit unir encore demain. Je ne veux point séparer dans l'honneur ceux qui ne se sont point séparés dans la peine.

« J'ai d'ailleurs une raison toute particulière pour les comprendre tous dans le même hommage et les associer tous dans les mêmes vœux. C'est que je leur sais à tous un gré égal de se trouver ici, rassemblés au milieu de nous : ici, remarquez-le bien, je ne veux pas dire seulement autour de cette table fraternelle, où leur visage bienveillant répond à l'accueil cordial que je suis heureux de leur faire : mais ici, dans nos riantes contrées, dans nos belles campagnes, fidèles à la cause sainte de l'agriculture, échappant au courant précipité et imprudent qui emporte sous nos yeux toutes les forces vives du pays, argent et hommes, vers les travaux ou les plaisirs de la capitale, — décidés à rester obstinément courbés sur cette vieille terre de Normandie, pour fouiller ses flancs robustes et presser ses mamelles fécondes.

« Voilà de quoi je les remercie tous également : d'autant plus que vous savez comme moi combien, de nos jours, cette fidélité à l'agriculture est méritoire, à quelles épreuves elle est mise, à quelles tentations de tout genre et appropriées à toutes les conditions elle est en butte.

« Il y a, vous le savez, aujourd'hui, une mauvaise influence, et, comment dirai-je ? (quelqu'un de vous ce matin me suggérait cette expression) un esprit tentateur qui circule dans nos campagnes, soufflant tout bas à l'oreille soit du cultivateur, soit de l'ouvrier, tout ce qui peut le dégoûter de sa terre natale ou de sa profession héréditaire. Quel que soit celui auquel il s'adresse, ce mauvais conseilleur, pareil au serpent de la Bible ou au renard de la fable, a des paroles pour trouver le chemin des secrètes faiblesses de son cœur.

« Est-ce le cultivateur, par exemple, qui veut tirer de sa bourse des écus amassés par l'épargne, pour les consacrer utilement à l'amélioration de sa terre, pour acheter quelques-uns de ces beaux bœufs ou de ces gras troupeaux de moutons que nous admirions ce matin, sur le théâtre du concours, — ou bien pour transformer, par une riche combinaison d'engrais, soit la terre qui porte ses récoltes, soit la nature des récoltes elles mêmes, — soudain, le démon séducteur s'approche de lui et lui dit tout bas : Quoi, vraiment, vous allez encore confier ces écus à la terre ! Mais ne savez-vous

pas que la terre est une créancière exigeante et une débitrice qui paye mal? qu'elle ne lâche jamais ce qu'elle a une fois reçu, demande toujours plus qu'on ne lui donne et ne restitue que lentement l'intérêt de ce qu'elle prend? Quand vous aurez fait de cet argent des bœufs et des engrais, quel intérêt en retirerez-vous? 2, 3, 4 pour 100 tout au plus, et encore en veillant la nuit, en suant l'été, en gelant l'hiver pour en surveiller l'emploi, et avec la perspective, le jour de la moisson venu, de voir l'orage ou la grêle emporter tout l'espoir de l'année! Ne serait-il pas bien plus simple de prendre de ma main quelques-uns de ces merveilleux bouts de papier que vous connaissez, qu'on appelle des actions ou des obligations d'une compagnie quelconque, et qui ont la vertu miraculeuse de fructifier tout seuls dans le tiroir ou dans la poche où on les serre? J'en ai à votre service de toute espèce et de toute provenance. Ceux qui viennent de loin surtout, du Mexique ou de Constantinople, par exemple, sont incomparables. Ils rapportent 6 ou 7 pour 100 à échéance fixe et l'espoir d'un gros lot à une époque indéterminée. C'est un peu loin, direz-vous. Mais il y a des messieurs de Paris qui les garantissent, non pas sur leur fortune, à la vérité, mais sur leur honneur, qui a bien sa valeur aussi, quoique moins grande que celle de leur fortune. Prenez toujours; c'est si simple : vous gardez le papier, j'emporte les écus, et votre fortune est faite.

« Voilà ce que dit au cultivateur l'ange malin, sous la forme de l'agent d'une compagnie de crédit quelconque.

« Avec l'ouvrier, c'est un autre langage qu'il tient, et c'est aussi un autre habit qu'il revêt. C'est un camarade venant de la ville qui vient trouver le pâtre dans sa cabane ou le laboureur à sa charrue. Quoi! dit-il, vous gardez encore des troupeaux! vous tracez encore des sillons! Mais ces choses-là ne se font plus ; c'est de l'ancien régime tout pur. Depuis que l'ouvrier est affranchi, il n'y a plus qu'un travail digne de lui : c'est de s'armer d'une pioche et d'une truelle pour aller dans la grande cité voisine démolir de vieux hôtels et percer de nouveaux boulevards. Voilà le métier d'un homme libre. On ne se lève point tous les matins sottement avant l'aurore pour ce métier-là... et surtout on ne se couche pas avec le jour. On ne se repose pas le dimanche ; mais on fait le lundi tout entier, et, souvent, le mardi, la grasse matinée. Puis, quand le travail ennuie, on a la grève pour ressource, ce qui est une manière de jeu coûteux, mais divertissant. Et surtout quel merveilleux emploi des soirées! Le café-chantant, le billard monstre, le spectacle aux barrières, et quelquefois la conférence littéraire ou un orateur de renom vient entretenir l'ouvrier de ses droits et jamais de ses devoirs. Car l'ouvrier de la ville, et surtout de la ville par excellence, Paris, n'est pas seulement un homme heureux, c'est une puissance : on le flatte, on le craint, on l'amuse. On voit en lui l'incarnation tout entière de la souveraineté populaire. Voilà vivre! On ne vit et on ne respire qu'à Paris, on végète et on meurt à la campagne.

« C'est là, vous m'êtes témoin que je n'exagère pas, c'est là le langage tenu chaque jour à la ferme ou à la grange, et voilà pourquoi je sais tant de gré à nos braves amis qui ont résisté, qui ont dit : *Vade retro !* au mauvais ange. Je sais gré aux cultivateurs d'avoir deviné que l'argent qui porte de trop gros intérêts est comme la plante vorace qui épuise le sol qui la nourrit. La première récolte faite, tout est fini : vient la stérilité, puis la famine. Je leur sais gré d'avoir prévu que l'orage est tout aussi fréquent et bien plus désastreux sur le sable mouvant de la spéculation que sur le champ de blé ou d'avoine, avec cette différence que l'orage naturel emporte quelquefois la récolte, mais laisse le champ intact pour l'année suivante, tandis que l'orage financier de la Bourse emporte le fond avec le revenu et le champ avec sa moisson. Je sais gré à l'ouvrier d'avoir deviné que, parmi tant de monuments splendides que son confrère de la cité élève, il y en a un de sinistre augure, l'hôpital, et que c'est celui-là qui attend l'ouvrier trop préoccupé à jouir de sa dignité et de ses droits, sans songer à la responsabilité et aux obligations qui les accompagnent.

« Et, en se gardant de ces piéges, croyez-le bien, ils ne se rendent pas seulement service à eux-mêmes, ils ne servent pas seulement leurs intérêts, ils servent la France tout entière ; car ils lui donnent l'exemple de résister à la tendance déplorable qui la porte aujourd'hui à sacrifier en trop de choses le connu à l'inconnu, à remplacer l'économie par le crédit, l'épargne par la spéculation, la prudence par l'audace ; à concentrer toute la vie d'une nation dans l'existence fiévreuse d'une capitale, à prendre ainsi l'apparence de la richesse publique pour la réalité, et à délaisser le corps de la grandeur nationale pour courir après son image.

« Ces mots de corps et d'image me font revenir en mémoire une histoire que je me sens la tentation de vous conter, bien que je craigne d'abuser de vos moments. Et tenez, je ne résisterai pas à cette envie ; car j'ai lu quelque part dans la Fontaine que la meilleure manière de retenir les gens rassemblés, sans les ennuyer, c'est de leur conter une histoire. Or, comme je voudrais vous retenir ici le plus longtemps possible en vous ennuyant le moins que je pourrai, je vais essayer de la recette du fabuliste. Vous connaissez comme moi ces vers charmants :

> Nous sommes tous d'Athène, en ce point, et moi-même,
> Si Peau d'Ane m'était conté,
> J'y prendrais un plaisir extrême.

Voici donc mon conte, et je souhaite qu'il ait auprès de vous autant de succès que Peau d'Ane.

« Je le tire des archives d'une société industrielle que j'ai l'honneur de présider. Car il faut bien ajouter que, tout en célébrant ici, avec un culte sincère, mais un peu trop platonique, l'agriculture et la campagne, j'ai le

tort et le regret d'habiter trop souvent Paris, où je m'occupe un peu d'industrie. C'est donc à l'histoire d'une société industrielle, mais d'une société industrielle qui compte deux cents ans d'existence et qui a la prétention d'avoir les habitudes prudentes et les allures régulières de la propriété foncière, c'est l'histoire de la compagnie des glaces de Saint-Gobain, fondée par le Colbert en 1665, que j'emprunte ce que je vais vous dire.

« Il faut que vous sachiez qu'à cette époque déjà si reculée, quand la compagnie des glaces de Saint-Gobain commença à fabriquer ces belles places et ces beaux miroirs que vous connaissez tous, il y eut un grand engouement à la cour du roi Louis XIV pour se procurer ces merveilles d'une fabrication nouvelle. C'était, parmi les courtisans, à qui aurait une glace de Saint-Gobain. Mais ces glaces étaient fort chères : un miroir de trente-sept pouces carrés, c'est-à-dire d'un mètre, ne coûtait pas moins de deux cents francs d'alors, près de six cents francs d'aujourd'hui. Par parenthèse, vous pouvez avoir aujourd'hui une glace pareille pour trente francs environ. A votre service, quand vous voudrez : vous n'avez qu'à me le commander. Je suis bien aise de vous dire cela, parce que vous savez qu'un bon commerçant ne néglige jamais de faire l'article pour sa partie quand l'occasion s'en présente.

« Quoi qu'il en soit, parmi les courtisans qui voulaient se procurer ces glaces de Saint-Gobain, alors si chères, mon histoire dit qu'il y avait une marquise, une grande dame ; comme la plupart des grandes dames de ce temps, celle-là avait de grands châteaux qu'elle n'habitait pas, de grandes terres qu'elle ne visitait jamais. Elle délaissait tous ces beaux biens pour habiter un entre-sol à Versailles, afin d'être plus près de la présence royale. En son absence, ses intendants la volaient, puis ses fermiers volaient ses intendants. Cette réciprocité de bons traitements maintenait entre eux la paix du ménage, mais ne mettait pas d'argent dans la bourse de la marquise : de sorte que, riche comme elle était, elle n'avait pas toujours beaucoup d'écus comptants à sa disposition.

« Coûte que coûte pourtant, elle voulut avoir sa glace : et elle la voulut assez grande pour s'y mirer tout entière des pieds à la tête : puis il fallut aussi un beau cadre pour l'orner. Tout cela coûta des sommes fabuleuses. Et quand on lui demanda comment elle avait fait pour acquitter le mémoire : Oh ! c'est bien simple, dit-elle tout naïvement ; j'avais au fond d'une province une vieille terre qui ne me servait à rien ; elle ne me rapportait que du blé ; je l'ai vendue, j'ai acheté ce beau miroir, n'ai-je pas bien fait ?

« Mon histoire ne dit pas combien de fois la marquise renouvela cette opération, dont elle était si fière. Mais il ne faut pas grand effort pour deviner que, si elle y revint à plus d'une reprise, à la fin elle ne dut plus avoir d quoi s'acheter des toilettes pour se regarder dans son miroir.

« Eh bien ! messieurs, vous comprenez sans peine mon apologue. De grande dame, en France, je n'en connais plus guère, puisqu'il n'y a plus de

grand seigneur. Il en est resté une pourtant, et plus grande que toute autre : c'est la France elle-même. Celle-là a une noblesse qui ne peut pas être contestée et qui survit à toutes les révolutions. Elle a le plus ancien blason qui soit au monde, puisqu'il compte dix siècles de gloire, mais il s'écartèle à chaque génération du symbole d'une nouvelle victoire. Son écusson est celui de Bouvines et d'Ivry, écartelé par Austerlitz, par Isly et par l'Alma. Je ne connais pas dans le monde de plus grande et de plus fière dame que celle-là.

« Seulement elle a un défaut, comme ma marquise de tout à l'heure, elle ne vit pas assez dans ses terres, et elle aime trop à vivre à la cour. La cour, vous m'entendez bien, ce n'est plus Versailles aujourd'hui, ce n'est plus même un palais de Paris en particulier. La cour, c'est Paris tout entier avec la suite et la série de palais qui le composent, avec sa royauté de luxe et d'élégance, ses plaisirs somptueux et délicats. Paris est vraiment une reine qui tient sa cour. On y trouve tout ce qui attirait autrefois à la cour, les plaisirs d'abord, puis les affaires, les fortunes rapidement faites par l'intrigue autant que par la faveur, la renommée bruyante, l'ambition promptement satisfaite.

« Voilà la demeure royale où notre chère grande dame aime trop à passer ses jours. C'est sa résidence qu'elle aime trop à orner, à embellir, à enrichir sans relâche. C'est à la décorer qu'elle prodigue ses revenus. Et quand l'argent lui manque pour ces ruineuses fantaisies, eh bien ! elle fait comme la marquise dont j'ai parlé, elle vend ses vieilles terres qui ne rapportent que du blé. Ou, si elle ne les vend pas, elle les ruine, elle les charge d'impôts, elle leur soutire par des canaux souterrains, par l'abus du crédit et l'extension démesurée des travaux publics, l'argent et les hommes, le tout pour orner le cadre de ce beau miroir où elle aime à contempler son image.

« Elle a tort, messieurs, il faut le lui dire hardiment par l'exemple et par la parole. Elle a tort même dans l'intérêt de cette brillante image qui lui est si chère, mais qui, comme toutes les images du monde, n'est qu'un reflet mobile sans substance et sans réalité qui lui soit propre. L'image, après tout, ne peut valoir plus que le corps qu'elle reflète. Si le corps est florissant, l'image aussi sera brillante. Mais si le corps dépérit, l'image tôt ou tard se ternit et s'affaisse. Or, les villes, Paris comme une autre, ne sont que les images et les miroirs de la France. Le corps de la France, il est ici, dans ces fécondes campagnes, source véritable de sa force et de sa richesse. Le corps de la France, il est ici : ces populations vigoureuses et pleines de séve sont les muscles qui le soutiennent et le sang qui le vivifie. Le corps de la France, ce n'est pas le luxe stérile de Paris qui l'entretient : c'est l'agriculture qui le nourrit de ses sueurs et de sa substance.

« Et si le corps de la France est ici, croyez bien qu'ici également est son âme. L'âme de la France est dans ses campagnes tout aussi bien que dans

son corps ; car c'est dans la lutte acharnée contre la nature, dans le travail obstiné et sans relâche que la culture des champs exige, c'est par là que se forment les fortes vertus, la patience, le courage, la prudence dans la prospérité, la résignation dans le malheur, et les vertus sont l'âme d'un peuple. Les vertus seules font d'un peuple un être moral et un être libre, et l'âme est, par son essence même, une puissance libre et morale. Laissons donc de côté les trompeuses images, et saluons le corps et l'âme de la France dans cette brave race de cultivateurs dont nous voyons ici de nobles échantillons. Que, suivant la vieille coutume de notre pays, le bruit des verres qui s'entre-choquent leur porte l'expression d'une cordiale et presque respectueuse affection. »

Est-il besoin d'ajouter que ce discours, plein d'élévation, d'esprit et de cœur, a séduit l'assistance et soulevé les plus chaleureuses acclamations? Je n'ai pas entendu celui de Cormeilles, mais je doute qu'il ait obtenu un succès aussi vif et surtout aussi sincère.

D'autres discours avaient été prononcés dans la journée, notamment par M. Léopold Delisle, de l'Institut, qui préside aujourd'hui la Société agricole de l'Eure après avoir reçu ses encouragements il y a vingt ans, comme il l'a rappelé lui-même avec modestie au milieu des marques d'estime d'un pays justement fier de ses remarquables travaux.

La nuit venue, la fête offerte par M. le prince de Broglie à ses invités s'est terminée par une illumination brillante du château, des allées du parc, des cascades, et par un feu d'artifice éblouissant.

Les imaginations normandes garderont longtemps l'impression de cette journée, mais ce qui laissera le plus durable souvenir, c'est le caractère tout spécial et la cordialité vraie de cette fête, où toute une contrée avait tenu à venir apporter au concitoyen qui l'honore le profond témoignage de ses sympathies.

Louis Joubert.

REVUE SCIENTIFIQUE

LA DÉCOUVERTE DE L'ATTRACTION UNIVERSELLE

ET LA PRÉTENDUE CORRESPONDANCE ENTRE PASCAL ET NEWTON

La discussion sur le sujet des fameux manuscrits mis au jour inopinément par M. Chasles, et dont j'ai eu l'honneur d'entretenir mes lecteurs, il y a deux mois, n'a pas cessé d'occuper depuis lors la plus grande partie des séances de l'Académie. Au moment où j'écrivais, M. Chasles n'avait montré qu'un petit nombre de pièces, tout en annonçant qu'il en possédait bien d'autres, qui toutes viendraient au besoin corroborer les premières, et démontrer que le véritable inventeur des lois de l'attraction n'est point l'Anglais Newton, mais bien le Français Pascal, et que le premier s'est attribué, assez déloyalement, le mérite d'une découverte dont tous les éléments lui avaient été fournis par le second. Cette révélation fut accueillie, on se le rappelle, avec un vif intérêt, et, s'il faut tout dire, avec une satisfaction générale. On était heureux d'apprendre que la France pût désormais revendiquer la meilleure part d'une conquête scientifique glorieuse entre toutes ; on n'était pas fâché qu'une occasion se présentât de rabaisser un peu l'orgueil de l'Angleterre et de lui prouver que son grand, son incomparable Newton n'était après tout qu'un génie assez ordinaire, doublé d'un fort vilain monsieur. Enfin, on trouvait tout naturel qu'un nouveau et lumineux fleuron s'ajoutât à l'auréole déjà si brillante et si pure de l'homme en qui se trouvèrent réunies tant de rares vertus et tant de merveilleuses facultés. Et à tout prendre, le fait n'avait rien en soi de surprenant, car s'il y eut jamais, hormis Newton, un génie capable d'expliquer le système du monde, ce fut sans doute Pascal.

Cependant, il se trouve à l'Académie des sciences, comme ailleurs, des gens qui ne peuvent voir sans une émotion pénible s'écrouler tout à coup,

— et s'écrouler dans la honte ! — des renommées séculaires, et qui éprouvent une certaine répugnance à renier aujourd'hui un nom qu'ils ne prononçaient hier qu'avec respect, alors même que ce nom est un nom anglais. Que voulez-vous ! le préjugé, l'habitude... Pour être Français, on n'en est pas moins homme ! Bref, deux ou trois des confrères de M. Chasles hasardèrent quelques objections, quelques réflexions — assez mal accueillies. « Si les lettres sont authentiques... » osa dire M. Duhamel. Ce doute exprimé, quoique timidement, fit mauvais effet. J'ai entendu autour de moi des murmures. — Que veut ce trouble-fête ? — Ne va-t-il pas prétendre que les lettres sont fabriquées ! — Voilà bien les gens qui ne veulent rien croire. — Et d'autres mots semblables, à l'usage de ceux qui n'aiment point qu'on ait un avis autre que le leur.

Une commission était nommée pour examiner les pièces et en apprécier la portée. Cela semblait à peine nécessaire. M. Chasles est un homme sérieux et sensé, dont la compétence est incontestable, dont la bonne foi ne saurait être un seul instant soupçonnée. Il n'eût pas apporté à l'Académie des pièces dont il ne fût à même de garantir et de démontrer péremptoirement l'authenticité. La cause était donc entendue d'avance et le rapport de la commission n'était que pour la forme. Voilà ce qu'on pensait au moment où fut imprimé notre précédent bulletin. J'ai à raconter maintenant, en peu de lignes s'il est possible, ce qui s'est passé depuis, et j'en dirai mon sentiment, comme je le dois, à mes lecteurs.

Les commissions sont parfois indiscrètes. Celle dont il s'agit s'avisa de demander tout d'abord à M. Chasles d'où il tenait les lettres dont il avait bien voulu faire part à l'Académie. C'était là, selon elle, le premier point à éclaircir pour savoir le degré de créance qu'elles méritaient. Mais M. Chasles, pour des motifs à lui connus, refusa de donner à cet égard aucun éclaircissement, disant que cela ne faisait rien à l'affaire.

— Nous trouvons pourtant, lui fut-il répondu, que cela fait beaucoup ; si bien que faute de ce renseignement, notre tâche se réduirait à un travail d'experts en écritures, travail pour lequel nous nous déclarons incompétents. Nous n'avons donc plus qu'à renoncer à la mission qui nous avait été confiée.

Ce fut M. Le Verrier qui vint répéter, pour tout rapport, cette déclaration à l'Académie, et M. le président fut d'avis que la commission avait fait tout ce qu'il était possible de faire.

A vrai dire, je ne partage pas cette opinion. J'avoue bien que la connaissance de la source d'où proviennent les lettres eût été d'un grand secours pour éclairer la religion des commissaires ; je trouve tout naturel qu'ils s'en soient enquis, et quand même M. Chasles s'est écrié à ce propos : « Mais si j'étais mort et qu'on eût trouvé ces lettres dans mes papiers, comment auriez-vous fait ? » j'estime que M. Le Verrier a très-sensément répliqué :

— Si vous étiez mort, monsieur Chasles, ce serait un grand malheur; mais de ce qu'en ce cas nous aurions été fatalement privés d'un élément de la cause essentiel à nos yeux, s'ensuit-il qu'étant encore, Dieu merci! assez heureux pour vous avoir parmi nous, nous ne devions pas chercher à l'obtenir? — Voyons! monsieur Chasles, ce n'est point là de la logique géométrique!

Néanmoins, l'événement a bien prouvé qu'à défaut des renseignements refusés par M. Chasles, les lettres pouvaient encore être étudiées et jugées autrement qu'au point de vue des écritures. J'ajouterai que ce point de vue n'est pas le plus décisif. En effet, premièrement, si les lettres étaient seulement des copies, mais des copies exactes de pièces authentiques, les conséquences qu'on en déduit resteraient entières; secondement, la vérification des écritures présente, comme l'a très-bien remarqué M. Chevreul, même pour les experts les plus habiles, des difficultés parfois insurmontables, alors surtout qu'on est en présence d'écritures vieillies, à demi-effacées, souvent irrégulières, et selon le temps, très-différentes, bien qu'appartenant à une même personne; troisièmement, on peut à la rigueur, avec une grande habileté de main et des procédés perfectionnés, contrefaire des écritures, donner à l'encre et au papier l'apparence de la vétusté, au point de tromper les yeux les plus exercés; mais lorsqu'il s'agit de certains hommes, tels que Pascal, Descartes, Newton, Huygens, Malebranche, Leibnitz, la Bruyère, Montesquieu, il y a des choses qu'on ne réussit pas aisément à contrefaire: leur style, leur science, leur esprit, leur génie. Le faussaire doit alors mettre en jeu des facultés et des connaissances dont on n'a pas coutume de faire, lorsqu'on a le bonheur de les posséder, un si indigne usage. Il doit avoir étudié à fond la biographie, le caractère, les idées, les œuvres de ses personnages. Il doit savoir par cœur les dates de tous les actes marquants de leur vie privée et de leur vie publique, et prendre garde, lorsqu'il les fait s'entretenir de tel ou tel événement, de telle ou telle doctrine, de ne point commettre de méprises sur les circonstances où ils se trouvaient, soit isolément, soit les uns par rapport aux autres, à l'époque précise où il les met en scène. Autrement, il ne fabrique que de misérables parodies, de grossiers pastiches qui ne résistent pas une heure au contrôle d'une critique clairvoyante et impartiale.

Donc ce que la commission avait à faire dans l'intérêt de la justice et de la vérité; ce qui a été fait et qui se poursuit à son défaut, au sein de l'Académie et hors de l'Académie, en France et en Angleterre, c'est de chercher la lumière partout où elle peut être, et de procéder à une expertise morale, scientifique, historique, littéraire, philologique.

Le côté purement graphique de la question n'a pas été non plus entièrement négligé. On a comparé, à Paris, les lettres attribuées à Pascal avec des fragments qu'on sait de science certaine avoir été écrits de la main de l'illustre philosophe: notamment avec le manuscrit des *Pensées*, qui se

trouve à la Bibliothèque impériale. En Angleterre, une comparaison semblable a été faite entre les lettres que M. Chasles croit être de Newton et celles qui sont certainement de lui, et que possèdent les comtes de Portsmouth et de Macclesfield et sir Fr. Madden. Ces deux épreuves n'ont pas été favorables à la cause que M. Chasles défend avec toute la chaleur d'une sincère et profonde conviction. Mais la première est de peu de valeur, car il paraît établi que Pascal avait une écriture très-irrégulière, très-capricieuse, et l'on sait que le manuscrit des *Pensées* se compose de morceaux de papier informes couverts d'un griffonnage presque illisible qui ne trahit que trop les cruelles souffrances auxquelles l'écrivain était en proie.

L'épreuve relative aux écrits de Newton est beaucoup plus concluante. Elle a été faite par les soins de sir David Brewster, un des plus illustres savants de la Grande-Bretagne et l'un des biographes de Newton. Or, sir D. Brewster n'hésite pas à déclarer que les lettres attribuées à Newton sont l'œuvre d'un faussaire *qui n'avait jamais vu ni l'écriture ni la signature* de ce grand homme. A quoi sir Fr. Madden ajoute : « Je connais parfaitement la main de sir Isaac Newton ; quant à la lettre commençant par ces mots : « Si l'on voulait examiner... » et finissant par ceux-ci : « le corps de l'homme, » et signée Is. Newton, après l'avoir comparée à plusieurs lettres autographes et signatures de Newton que possède le *Bristish Museum*, pièces dont l'authenticité est incontestable, *je n'hésite pas à déclarer que c'est un faux palpable et même très-grossier, tant pour l'écriture que pour le papier.* »

Vous croyez peut-être que de telles déclarations, émanées de personnages aussi considérables, ont pu ébranler la foi robuste de M. Chasles et de ses partisans? Que non pas! ils ont supporté et supporteront, je vous jure, bien d'autres assauts. Sur ce sujet de la dissemblance des écritures, M. Chasles a répondu que dans le cours d'une carrière aussi longue que celle de Newton, il n'est point rare de voir l'écriture changer plusieurs fois de forme ; qu'elle varie, du reste, presque forcément lorsque la personne écrit dans une langue autre que la sienne, etc. Cela est vrai, ou du moins peut être vrai jusqu'à un certain point. Et la conclusion à en tirer est que la forme de l'écriture ne prouve rien ; car si l'on n'est pas fondé à dire que deux lettres d'écritures différentes ne sont point de la même main, on ne le serait pas non plus à soutenir que deux lettres d'écriture semblable sont nécessairement de la même personne, puisqu'il peut arriver aussi, et il arrive souvent en effet, que deux et même plusieurs personnes ont des écritures presque identiques. Je n'insisterai donc pas sur ce côté si controversable de la question.

Les autres objections contre l'authenticité des documents de M. Chasles se rapportent à quatre ordres de considérations :

1° Considérations scientifiques ; — 2° considérations biographiques et

historiques ; — 3° considérations littéraires et philologiques ; — 4° considérations générales relatives au fond même de la question.

I. Les objections scientifiques, proposées par M. Duhamel, par M. Robert Grant, directeur de l'observatoire de Glasgow, par M. Le Verrier, consistent toutes à soutenir — ce que nie M. Chasles — que Pascal n'avait pas les éléments de la grande découverte qu'on lui attribue, éléments qui n'ont été acquis que plus tard, successivement, et faute desquels Newton n'eût pas plus que lui établi et démontré comme il l'a fait les lois qui président aux évolutions des corps célestes. Je ne suis pas assez géomètre pour aborder l'examen de ces objections.

Nous pouvons, au surplus, quelle qu'en soit l'importance, les négliger sans inconvénient, et chercher ailleurs que dans les données mathématiques et astronomiques tous les éléments nécessaires pour asseoir notre jugement.

II. Les objections tirées de ce que l'on connaît de la vie et du caractère des personnages auxquels les lettres sont attribuées et des événements de leur temps sont assez nombreuses. Une des premières et des plus graves qui se présentent se rapporte à l'époque où auraient été échangées les premières lettres entre Pascal et Newton. Ces lettres sont datées de 1654. Or Newton, né le 25 décembre 1642, n'avait pas douze ans alors, et si précoce qu'ait été son génie, tous ses biographes se sont jusqu'ici accordés à dire qu'à cet âge il ne s'occupait point encore de géométrie ni de physique, et que ses aptitudes extraordinaires pour ces sciences ne se révélèrent que vers 1660, lorsqu'il quitta le collége de Grantham pour entrer à l'université de Cambridge. Jusque-là il vécut fort ignoré, soit dans le village de Woolstrop (Lincolnshire), lieu de sa naissance, soit dans la petite ville de Grantham, où « à l'âge de douze ans, dit M. Joseph Bertrand, il fut placé en pension chez un apothicaire pour suivre les cours du collége. — Il était au début, ajoute le même auteur, et resta quelque temps *un des derniers élèves de sa classe*[1]... » Ces particularités sont pleinement confirmées par sir David Brewster, qui s'exprime ainsi dans la lettre écrite à M. Chevreul, le 6 août dernier : « La lettre de Pascal à Boyle, en date du 16 juin 1654, où on lui fait dire qu'il a reçu un mémoire de Newton traitant du *calcul infinitésimal*, du *système des tourbillons*, de *l'équilibre des fluides* et *de la gravité*, est évidemment l'œuvre d'un faussaire, car Newton, alors âgé seulement de onze ans, ne connaissait aucun de ces sujets. Les lettres de Pascal à Newton, datées du 20 mai 1654, et les nombreuses lettres qu'on donne comme échangées entre eux dans la même année, quand Newton avait moins de onze ans et demi, sont également forgées, car Newton n'avait nulle connaissance des sujets qui y sont traités,

[1] *Les fondateurs de l'astronomie moderne. — Isaac Newton et ses travaux*, par Joseph Bertrand, membre de l'Institut.

s'occupant alors, d'une manière bien plus convenable à son âge, de cerfs-volants, de petits moulins et de cadrans solaires, et cela jusqu'en 1658, où, comme il l'a dit lui-même à M. Couduitt, il fit sa première expérience scientifique, consistant à mesurer la vitesse du vent par la différence des longueurs de deux sauts consécutifs qu'il faisait, l'un dans le sens où soufflait l'orage, l'autre dans la direction opposée. Ce fut seulement en 1661 qu'il montra ces dispositions et aborda quelques-unes de ces études par lesquelles il devint plus tard si célèbre. »

Voilà qui est clair, précis, concluant, sans réplique! Mais M. Chasles ne se déconcerte pas. J'ai dit tout à l'heure que sa foi robuste supportait sans faiblir les plus rudes assauts. Il répond d'abord que *la jeunesse de Newton n'est pas connue* [1], et il dit pourquoi : « C'est, comme on le sait, le mari de sa nièce, étranger à sa propre famille, qui, après sa mort, a donné quelques détails sur sa jeunesse, c'est-à-dire sur un temps éloigné de près de quatre-vingts ans, détails qui se sont trouvés fort incertains et en grande partie inexacts [2]. » Puis il affirme que « le génie de Newton, son goût, son aptitude pour les sciences ont été très-précoces, bien que l'on croie le contraire. » — Prodigieusement précoces, en effet ! et voyez la logique ! M. Chasles vient soutenir que Newton n'a pas découvert l'attraction universelle ; qu'il n'a pu écrire son livre des *Principes*, que grâce aux matériaux que lui aurait bénévolement fournis Pascal; et, pour prouver son assertion, il fait de Newton un génie plus transcendant que ses plus fervents admirateurs n'auraient osé le supposer ! Il ne voit pas qu'un homme qui, à onze ans, eût écrit sur le calcul infinitésimal et sur d'autres questions de cet ordre, n'aurait eu, à vingt ans, besoin du secours de qui que ce fût pour découvrir, non-seulement l'attraction universelle, mais encore bien d'autres choses plus extraordinaires, plus miraculeuses encore, s'il est possible. Et puis, si la jeunesse de Newton n'est pas connue, même de ses compatriotes, même des personnes de sa famille, comment donc M. Chasles seul la connaît-il ? — Vous le demandez ? — Eh ! pardieu ! il la connaît par les lettres qu'il a entre les mains ! — Là est tout le cercle vicieux de son argumentation. C'est par ses lettres mêmes qu'il démontre l'anthenticité de ses lettres. Il ne sort pas de là. C'est sa forteresse, son arsenal, — arsenal inépuisable, car à toutes les objections qu'on lui fait, il répond en produisant de nouvelles lettres.

Mais n'anticipons point. Je reviendrai, en terminant, sur ce fait étrange de tant de pièces réunies comme par enchantement et venant toutes concourir à la démonstration d'une thèse donnée. Ces lettres présentent le « jeune estudiant de Grantham » comme recherchant avec avidité le com-

[1] *Comptes rendus*, n° 5, p. 188.
[2] *Ibid.*

merce des savants de tous les pays et entretenant avec eux une correspondance assidue. Or, M. Joseph Bertrand dit, dans sa biographie de Newton, déjà citée : « Il avait une grande répugnance à faire parler de lui ; et cette aversion pour la publicité, qui fut toujours un des traits de son caractère, contribue à rendre incertaines toutes les dates de ses travaux. » Et plus loin : « Ses lettres à cette époque (1669) roulent surtout sur la théorie des équations et sur celle des séries. Il autorise, dans l'une d'elles, son correspondant Colin à livrer à l'impression une découverte qu'il lui communique. — Mais gardez-vous, ajoute-t-il, de faire connaître mon nom, cela pourrait augmenter le nombre de mes relations, ce que je tiens particulièrement à éviter. » — A cela que répondrait M. Chasles ? Sans nul doute, il répondrait, comme toujours, que M. Bertrand a été mal informé, puisque ses lettres à lui prouvent que Newton s'était mis, dès son enfance, en relation avec tous les savants de son époque.

Passons. M. Chasles affirme naturellement que toutes ses lettres sont authentiques. Quelques personnes pensent que beaucoup le sont en effet, mais qu'il y en a d'apocryphes, et que celles de Newton à Pascal et de Pascal à Newton sont particulièrement dans ce cas. M. Le Verrier, est de cet avis. D'autres, — et j'avoue que je suis du nombre, — inclinent fortement à croire que toutes les lettres sont fabriquées, et que le fabricateur, une fois en veine, ne s'en est pas tenu à faire parler Pascal et Newton : il s'est substitué bravement à tous les grands hommes du grand siècle. Quand on prend des galons, on n'en saurait trop prendre. M. Chasles, qui a des lettres de Pascal au jeune Newton, a aussi des lettres du vieux Gallilée au jeune Pascal. Il en a produit trois, datées des 2 janvier, 20 mai et 7 juin 1641, c'est-à-dire de l'année qui a précédé celle de la mort du célèbre astronome pisan. Dans la première, on fait dire à Galilée : « Je ne vous en écris pas davantage, car je me sens les yeux bien fatigués. Ma vue s'en va. » Dans la seconde : « Ma vue s'en va de plus en plus, et c'est avec toutes les peines du monde que j'escris. » Dans la troisième : « Je suis toujours très-souffrant ; je n'y vois presque plus. » Je le crois bien qu'il n'y voyait plus ! IL ÉTAIT AVEUGLE DEPUIS QUATRE ANS !! Consultez à ce sujet toutes les biographies de Galilée. Il est vrai que M. Chasles pourra dire encore que les biographies sont inexactes, puisque ses lettres prouvent que Galilée y voyait encore un an avant sa mort !

III. En voilà, je crois, bien assez pour montrer avec quel sans-façon l'auteur des lettres a traité la vérité historique. Nous allons, du reste, le reprendre en défaut, à propos de faits accessoires qui ne laissent pas d'avoir leur signification. Mais parlons premièrement du style et du langage des lettres. Ce qui frappe d'abord, lorsqu'on les lit avec suite et avec attention, c'est que ce style et ce langage sont partout et toujours les mêmes.

Un des plus forts arguments employés par M. Chasles s'appuie sur le nombre immense de ces lettres. Il en a DEUX MILLE ! Rien que cela !

— Je vous en ferai trois mille, si vous voulez ! lui a riposté l'autre jour M. Le Verrier.

— Un faussaire qui aurait fabriqué toutes ces lettres, toutes ces pièces, pour prouver qu'il a existé des relations entre Pascal et Newton, dit M. Chasles, aurait eu bien du talent, puisqu'il aurait fait tout à la fois du Pascal, du Newton, du la Bruyère, du Montesquieu, du Leibnitz, du Malebranche, du Saint-Évremond, etc.

— Eh ! mais c'est que précisément il n'a rien fait de tout cela : il n'a fait que du... *Chose !* Il s'est imaginé que, pour contrefaire le style de ces grands hommes et le beau langage du dix-septième siècle, il suffisait de remplacer les *i* par des *y*, d'écrire *sçavant* au lieu de *savant*, *estudiant* au lieu d'*étudiant*, et autres choses semblables, et d'émailler ses phrases de locutions incorrectes et vicieuses[1], sous prétexte d'archaïsme ; et il a le tort grave de répéter ces locutions à satiété, dans des lettres signées des personnages les plus éloignés les uns des autres par le tour de leur esprit, par leur âge, par leur nationalité ; de faire parler Galilée comme Newton, Pascal comme Montesquieu, Saint-Évremond comme Huygens, etc. En sorte que la fraude saute aux yeux de quiconque a lu ces auteurs, de quiconque a fait quelque étude de la langue et de la littérature françaises. M. Faugère, lui, ne s'y est pas trompé un instant, et il a protesté énergiquement contre la grossièreté d'un artifice qui, tendant à surfaire en Pascal un savant, qui, Dieu merci, n'a nul besoin de ce honteux secours, déshonore en lui l'un de nos plus grands écrivains. M. Faugère a pris à partie, entre autres[2], — il avait beau jeu ! — la lettre datée du 20 mai 1654, et écrite au jeune *estudiant* Newton, âgé de onze ans. La voici :

« Mon jeune amy,

« J'ai appris avec quel soin vous cherchiez à vous initier aux sciences mathématiques et géométriques, et que vous désiriez approfondir sérieusement les travaux de feu M. Descartes. Je vous envoye divers papiers de lui qui m'ont esté remis par une personne qui fut un de ses bons amis. Je vous envoye aussi divers problesmes qui ont été autrefois l'objet de mes préoccupations touchant les lois de l'*abstraction* (sic), *afin d'exercer votre génie*. Je vous prieray m'en dire vostre sentiment. Il ne faudrait pas cependant, mon *jeune* amy, fatiguer trop vostre *jeune* imagination. Travaillez, estudiez ; mais que céla se fasse avec modération. C'est le meilleur moyen d'ac-

[1] Par exemple celle-ci, qui se rencontre fréquemment : *initier une connaissance à quelqu'un*, au lieu de : *initier quelqu'un à une connaissance.*

[2] *Comptes rendus*, n° 9, p. 340-44.

quérir et de profiter des connaissances qu'on acquiert. Je vous parle par expérience. Car moy aussy dès ma *jeunasse*, j'avais haste d'apprendre, et rien ne pouvoit arrêter ma *jeune* intelligence, *si je puis parler ainsy* (certes, il vaudrait mieux parler autrement !) Aujourd'huy je ressens avoir par trop surchargé ma mémoire, et elle commence à me faire défaut, au moment où j'en aurois le plus besoin.

« Je ne vous dis point cela, mon jeune amy, pour vous détourner de vos études, mais pour vous engager à estudier modérément. *Les connaissances insensiblement et avec le temps* (sic). Ce sont les plus stables. Je ne vous en dis pas davantage, mon jeune amy, si ce n'est d'être assuré de mon affection. »

Si l'auteur de cette lettre l'eût signée *Joseph Prudhomme,* on pourrait la croire authentique, car il a dû y avoir un Joseph Prudhomme au dix-septième siècle : ce type est de tous les temps. Mais signer du nom de Blaise Pascal, du nom de l'auteur des *Provinciales* de telles banalités, si platement exprimées, c'est par trop d'audace !

Une autre lettre, du 2 mai 1655, est peut-être encore plus jolie, mais elle est longue. Je me contente d'y cueillir cette simple phrase :

« Mon jeune amy, retenez bien ce que je vais vous dire. Tout homme qui n'aspire pas à se faire un nom *n'exécutera* jamais rien de grand !... »

Bon, ce Prudhomme-là ! Cette fois l'habile écrivain a su éviter la répétition de mots : ayant mis d'abord : « Se *faire* un nom, » il n'a pas voulu mettre encore : « Ne *fera* jamais rien de grand. » Il a remplacé *fera* par *exécutera,* persuadé que les deux termes étaient équivalents. Toute cette lettre est d'un cuistre débitant à son écolier de sottes phrases sur l'amour de la gloire. Et voilà ce qu'on nous donne comme écrit par Pascal ! — Pascal prêchant sur ce thème un bambin de onze ans ! lui qui écrivait à son ami Fermat (de Bienassis le 10 août 1660) : « ... Pour vous parler franchement de la géométrie, je la trouve le plus haut exercice de l'esprit ; mais en même temps je la connois pour si inutile, que *je fais peu de différence entre un homme qui n'est que géomètre et un habile artisan.* Aussi je l'appelle le plus beau métier du monde ; mais enfin ce n'est qu'un métier, et *j'ai dit souvent qu'elle est bonne pour faire l'essai, mais non l'emploi de notre force :* de sorte que *je ne ferois pas deux pas pour la géométrie,* et que je m'assure fort que vous êtes de mon humeur. »

Comparez ces idées et ce style au pathos ci-dessus, et dites-moi s'il peut y avoir rien de commun entre le Pascal de l'histoire et celui des lettres de M. Chasles !

J'ai dit que toutes ces lettres sont écrites dans le même langage. On retrouve, en effet, dans presque toutes, les mêmes phrases, telles que celle-ci :

« Je ne vous en dirai pas davantage ; » ou bien : « Je ne vous en écris pas plus long cejourd'hui ; » et pour formule finale, presque invariablement : « Je suis, monsieur, votre bien affectionné, » formule toute moderne, et qui eût paru beaucoup trop familière autrefois. On disait : « Je suis, — je tiens à me dire toujours, — je ne souhaite rien si vivement que de me dire toute ma vie, votre très-humble et très-obéissant serviteur... » L'auteur des lettres, évidemment, n'était point au fait des devoirs de politesse que l'usage imposait aux *honnêtes gens* du dix-septième et du dix-huitième siècle.

Le faussaire ne se montre pas mieux instruit de l'état des connaissances scientifiques à l'époque où il se place. Son Pascal parle de l'électricité et du magnétisme comme de choses déjà bien connues, tandis que la science n'en était alors, relativement à ces deux agents physiques, qu'à ses premiers tâtonnements.

Il parle de même du café, dans une note qui se rapporterait à l'année 1652, et où se trouve la phrase suivante : « ... Cependant *on donne* comme un effet de la vertu attractive la mousse qui flotte sur une tasse de café, et qui se porte avec une précipitation très-sensible vers les bords du vase. » Cet anachronisme gastronomique a été relevé par M. Édouard Fournier, dans une lettre au directeur de la *Patrie*, et par M. Faugère, dans son mémoire lu à l'Académie le 26 août : « La première mention que je connaisse de l'usage du café à Paris, dit M. Éd. Fournier, se trouve dans la *Muse dauphine* du 2 décembre 1666, quatre ans après la mort de Pascal... » Et M. Faugère : « Ce ne fut qu'en 1669, c'est-à-dire sept ans environ après la mort de Pascal, que Soliman-Aga, ambassadeur de Turquie auprès de Louis XIV, introduisit dans la société parisienne l'usage du café. » J'ajouterai que le premier édit royal relatif au commerce des *boissons de caffé, thé, sorbee et chocolat*, où il est dit que ces boissons « sont devenues communes dans toutes les provinces du royaume, » est daté du mois de janvier 1692, c'est-à-dire quarante ans après que Pascal aurait écrit la phrase qu'on lui attribue, et qui implique qu'à cette époque l'usage du café était général, au moins parmi les gens de qualité, sans quoi *on* n'eût pas songé à donner le mouvement de la mousse du café comme un exemple de la « vertu attractive. » *On* eût choisi un autre liquide quelconque, connu de tout le monde. Or, tout ce que M. Chasles, répondant à MM. Fournier et Faugère, a pu établir, c'est que le café *n'était pas inconnu* en France en 1652. Cela, évidemment, ne suffit pas pour justifier la mention qui en est faite dans la note.

IV. Nous avons vu qu'à presque toutes les objections qu'on élève contre l'authenticité de ses lettres et contre les faits qu'elles tendent à établir, M. Chasles répond par ses lettres mêmes. Toutes, en effet, se rapportent entre elles et se confirment réciproquement, et lorsque l'une est attaquée,

M. Chasles en tire aussitôt de son portefeuille une douzaine qui viennent à point *nommé* lui fournir la réfutation dont il a besoin. Certes si la victoire devait toujours être du côté des gros bataillons, celle de M. Chasles, dans le débat actuel, serait assurée. Mais si sur le champ de bataille le nombre est une force souvent irrésistible, il n'en est pas ainsi en matière de raisonnement. Ici le nombre des preuves, le nombre des documents est peu de chose : c'est la qualité qui importe. Je dis plus, cette masse compacte de pièces toutes concordantes, loin d'être pour M. Chasles un motif de confiance si absolue aurait dû, ce me semble, le mettre en défiance. Elle m'est suspecte au premier chef.

Quel est, en effet, le fait fondamental qui en ressortirait ? C'est qu'il aurait existé pendant plusieurs années un commerce de lettres entre Pascal et Newton ; que le premier aurait généreusement livré au second les matériaux essentiels dont il a formé son immortel monument des *Principes mathématiques de la philosophie naturelle;* puis que, Pascal étant mort, Newton non-seulement aurait refusé à sa mémoire tout témoignage de reconnaissance et de respect, mais l'aurait payé de la plus noire ingratitude, en ne prononçant le nom de son bienfaiteur que pour l'injurier, et en cherchant à faire disparaître toute trace des relations si profitables qu'il avait eues avec lui. Cela aurait été au point qu'en France tout ce qu'il y avait de considérable dans les lettres, dans les sciences et même dans l'État se serait, pour ainsi dire, soulevé contre un si odieux procédé; que le roi Louis XIV lui-même s'en serait ému, et que le roi Jacques, réfugié à la cour de France, aurait écrit plusieurs lettres à Newton pour le sommer de faire réparation ; — ce que Newton aurait fait en disant que, peu initié à la langue française, il s'était servi d'expressions dont il ignorait la valeur ; qu'il se plaisait à rendre hommage au génie de Pascal ; qu'il reconnaissait avoir reçu de ce philosophe d'utiles conseils, etc.

Cet épisode se trouve avec tous ses détails et tous ses développements dans les deux mille lettres de M. Chasles. Quoi donc ! de tels faits se seraient produits; ils se seraient déroulés pendant plus d'un demi-siècle ; ils auraient occupé les hommes les plus illustres de l'Europe et donné lieu entre eux à une si volumineuse correspondance ; — et jamais personne n'en aurait entendu parler ; et rien n'en aurait transpiré dans la république des lettres ; et il n'en existerait aucune trace dans aucun des écrits publiés durant cette période ; et il ne se serait trouvé personne en France pour prendre la plume et revendiquer les droits de Pascal ; et Pascal lui-même, découvrant l'attraction universelle, n'aurait rien publié sur ce sujet et aurait choisi pour confident d'une si grande découverte un écolier de onze ans, perdu dans une école du Lincolnshire ! Et tout cela serait demeuré dans le mystère le plus impénétrable jusqu'en l'an de grâce mil huit cent soixante-sept, où, par un miracle inouï, toutes les pièces relatives à l'affaire seraient venues con-

verger en un même point, pour tomber, on ne sait comment, entre les mains de M. Chasles ! Franchement, il y aurait là de quoi confondre l'intelligence, et l'on pourrait après cela s'écrier comme Scarron :

> Après le prodige effroyable
> Qui vient d'arriver à mes yeux,
> J'avouerai désormais, grands dieux,
> Qu'il n'est rien d'incroyable !

Ce que M. Chasles, juge incroyable, c'est qu'un homme ait pu fabriquer ces deux mille lettres. J'ai même entendu dire à quelques-uns de ses contradicteurs : « C'est égal : il faut convenir que celui qui a fait cela est un terrible homme ! » Et j'avoue qu'au premier abord cela me semblait ainsi. Mais en y réfléchissant, j'imagine qu'il eût été beaucoup plus difficile de fabriquer seulement une trentaine de lettres assez hautement pensées et assez habilement tournées pour rendre l'illusion complète, que d'en fabriquer des centaines de la valeur de celles dont j'ai le texte sous les yeux. Il y a quelques années, un autre académicien, — c'était, je crois, M. le baron Dupin — crut avoir retrouvé une lettre autographe adressée par le premier consul Bonaparte à M. de Champagny, ministre de l'intérieur, et relative à Fulton et au bateau à vapeur. Cette lettre fit son effet, bien qu'elle fût pleine de contresens historiques et administratifs. En la relisant, je lui trouve un étrange air de parenté avec celles que M. Chasles a découvertes. C'est le même style, lourd et traînant, le même langage incorrect. J'y retrouve l'éternel « quoi qu'il en soit » dont l'auteur des nouveaux manuscrits se sert à chaque instant pour passer d'une idée à une autre. Bref, je ne serais pas étonné que la lettre de Bonaparte et celles de Newton, de Pascal et autres, eussent été écrites par le même individu ; que la première eût servi de ballon d'essai, et que le mystificateur, encouragé par son succès, se fût mis à *travailler* sur une grande échelle.

En résumé, la moralité de tout cela est assez triste. Il est désolant de voir avec quelle facilité des hommes graves et sérieux, des esprits d'élite peuvent devenir dupes des plus audacieuses supercheries ; de voir ces supercheries s'imposer à l'opinion des plus intelligents et des plus honnêtes, au point que ceux qui osent essayer de les démasquer s'exposent à de fort mauvais compliments, et sont finalement réduits au silence, ainsi qu'il est arrivé dernièrement à M. Le Verrier. Qu'on s'étonne après cela si le vulgaire se laisse prendre à tant de grossiers charlatanismes, à tant de fables absurdes ; s'il demande aux tables tournantes les secrets de l'avenir ; s'il demande des consultations médicales à des filles soi-disant somnambules, et s'il se porte en foule chez le guérisseur Jacob !

Un mot encore. Au cas où ces pages viendraient à tomber sous les yeux de l'honorable M. Chasles, qu'il veuille bien être assuré qu'aucune pensée mal-

veillante à son égard n'est entrée un seul instant dans mon esprit; que je professe pour son caractère, ainsi que pour son savoir éminent, le respect le plus sincère, et que si quelques expressions un peu vives se sont échappées de ma plume, il ne faut les attribuer qu'aux entraînements de la polémique.

ARTHUR MANGIN.

P. S. M. Chasles, pressé de questions, s'est enfin décidé à donner quelques renseignements sur l'origine des manuscrits dont il est possesseur. Ces manuscrits proviennent, dit-il, du cabinet de Desmaizeaux, qui fut l'ami et le confident de Newton. « Après la mort de Desmaizeaux, dit l'honorable académicien[1], ses papiers ont été vendus. Un Français (le chevalier Blondeau de Charnage, qui s'attachait principalement aux pièces généalogiques et se les procurait souvent par des échanges, en donnant des pièces autographes littéraires) en a acquis sinon la totalité, au moins une grande partie où se trouvait cette masse de documents concernant Newton. Un savant anglais (J. Winthrop, professeur de mathématiques) a fait des démarches, écrit des lettres que je possède, pour acquérir tout ce qui provenait du cabinet de Desmaizeaux. Il lui fut répondu que ce cabinet n'était plus intact, qu'une partie des pièces avait été cédée. Il a demandé dans quelles mains avaient passé les papiers de Newton. Il lui a été répondu que le nouveau possesseur les conservait. Plus tard un savant historien (William Robertson), dont j'ai aussi une lettre, se trouvant à Paris, a fait une démarche semblable qui a échoué. Voilà ce qui concerne l'origine première de ces papiers... Quant à leur origine immédiate à mon égard, il me suffit de dire que la famille, des plus honorables, dans laquelle ils se trouvaient, a pensé qu'à raison de la nature de mes travaux, ces papiers pourraient m'être agréables, et me les a fait proposer. » Ces indications sont-elles de nature à établir l'authenticité des lettres? Je ne le pense pas. Depuis la mort de Desmaizeaux, arrivée en 1745, c'est-à-dire depuis cent vingt-deux ans, les papiers provenant du cabinet de cet écrivain ont passé par plusieurs mains. La plus grande partie, nous dit M. Chasles, a été vendu à un amateur qui recherchait avidement les pièces généalogiques et les échangeait volontiers contre d'autres. Je crains bien que ce chevalier Blondeau de Charnage né fût de ceux que l'on trompe aisément en flattant leur manie de collection, et qu'il ait cédé, Dieu sait à qui, des pièces apocryphes, pour en acquérir qui ne valaient pas mieux ; de sorte que, en admettant que ce qu'il avait acheté d'abord fût bien la collection de Desmaizeaux, cette collection a pu subir ensuite de nombreuses et graves altérations. Sans compter qu'à partir du chevalier de Charnage, nous cessons de pouvoir

[1] *Comptes rendus*, n° 16, p. 621 et 632.

suivre les lettres dans leurs pérégrinations, jusqu'au moment où elles sont tombées aux mains des personnes qui les ont proposées à M. Chasles... Au surplus, je l'ai dit et je le répète, cette question d'origine a sans doute son importance ; mais elle ne serait vraiment décisive que si toutes les présomptions d'authenticité se trouvaient d'ailleurs réunies. Malheureusement c'est le contraire qui a lieu, ainsi que je crois l'avoir démontré. Je persiste donc, pour ma part, à considérer la prétendue correspondance entre Newton et Pascal, et les pièces qui s'y rattachent, comme l'œuvre d'un faussaire, et tout ce que je puis inférer des explications de M. Chasles, c'est que le savant académicien n'est pas la première victime de ce mystificateur.

A. M.

REVUE CRITIQUE

I. *Œuvres de Virgile,* texte latin, publié par M. E. Benoist. 1 vol. — II. *Molière et la comédie italienne,* par M. Louis Moland. 1 vol. — *Le Mariage forcé, ou le ballet du Roi,* publié pour la première fois, d'après le manuscrit de Philidor avec la musique de Lulli, par M. Celler. 1 vol. — III. *Études sur Aristophane,* par M. Deschanel. 1 vol. — IV. *Comédies d'Aristophane,* trad. en vers, par André Feuillemorte. 3 vol. — V. *Histoire de l'abbaye de Royaumont,* par M. l'abbé Duclos. 2 vol. — VI. *Biogrophie des hommes illustres de la Côte-d'Or,* par M. l'abbé Michaud. 2 vol. — *Biographies contemporaines,* par M. Boullée. 2 vol. — VII. *Des réformes du clergé russe,* par le R. P. Gagarin. 1 vol. — VIII. *Manuscrit inédit d'Isabelle de Parme,* publié par M. de Néville. 1 vol. — *Le récit d'une sœur,* par madame Craven. 13e édition,

I

Tout en poursuivant avec l'active lenteur que recommande Boileau sa monumentale collection des *Grands écrivains de la France,* la maison Hachette en entreprend une autre qui intéresse encore à un plus haut degré les lettres ; il s'agit d'une édition critique des classiques grecs et latins à laquelle doivent concourir tout ce que nous comptons aujourd'hui d'hommes distingués dans l'étude de la philologie et qui doit s'enrichir de tous les progrès qu'on a faits depuis un siècle dans la connaissance de l'antiquité.

Le besoin d'une pareille publication ne saurait être contesté. L'enseignement des langues et des littératures anciennes réclame des textes moins défectueux que ceux dont nous nous servons en France, et une interprétation plus en harmonie avec les notions que nous avons aujourd'hui sur les croyances, les institutions, les mœurs et l'histoire des Romains et des Grecs. Ces textes remontent à la fin du dix-septième ou aux premières années du dix-huitième siècle. Or, quelque respect qu'on doive à la forte érudition et à l'habile critique de cette époque, il faut reconnaître qu'elles étaient l'une et l'autre moins avancées qu'elles ne le sont aujourd'hui. Ce n'est pas déprécier les savants éditeurs de la collection des *Variorum* et des classiques *ad usum Delphini* que de dire qu'on a marché depuis eux. dans la voie où ils étaient entrés à la suite des érudits de la Renaissance, La science a pu aller moins vite dans cette direction que dans d'autres, mais elle ne s'est pas arrêtée. On est plus versé aujourd'hui qu'il y a cent ans dans la lecture des manuscrits ; l'âge et la valeur en sont mieux appré-

ciés et leur déchiffrement n'est plus sujet à tant de causes d'erreur : la diplomatique a gagné depuis Mabillon. Il en faut dire autant d'une science de grande importance dans l'ordre des travaux dont il s'agit ic et qui vraiment était dans l'enfance alors ; nous voulons parler de la métrique, dont nos *prosodies* grecques et latines nous donnaient jadis, au collége, une si incomplète idée. La grammaire enfin est aujourd'hui envisagée d'un point de vue plus élevé qu'autrefois ; il en est d'elle comme de l'architecture où, avec une observation plus attentive et plus profonde, on a découvert, dans l'unité, des variétés nombreuses et, sous la loi apparente, une loi cachée de laquelle naissent les soi-disant irrégularités que l'école a baptisées du nom d'exceptions. La philologie comparée, science toute récente, a jeté sur ce point de grandes et brillantes lumières.

Il y a donc lieu, comme nous le disions, de reprendre à nouveau l'étude des textes des écrivains anciens. Il y a lieu aussi à revenir, en maint endroit, sur l'interprétation qui en a été donnée. Rome et la Grèce nous sont mieux connues qu'elles ne l'étaient à nos pères. Tels passages des auteurs grecs et romains qui ont donné aux Saumaises passés des années de tortures, n'ont plus d'obscurité pour nous ; mais aussi tels autres dont on croyait le sens évident se trouvent, par le fait même du jour qui s'est fait ailleurs, enveloppés de nuages à leur tour.

Pour ces causes et bien d'autres qu'il serait facile d'énumérer et dont l'exposé seul aurait force de démonstration, une nouvelle édition critique des classiques anciens est devenue nécessaire. Ce besoin est partout senti, car partout, non-seulement en Allemagne et en Angleterre, mais en Suède, en Danemark, en Italie, en Espagne et aux États-Unis, on a travaillé dans ce but sur une plus ou moins large échelle. La France semblait être restée jusqu'ici en dehors de ce mouvement, ou du moins ne s'y était signalée que par des tentatives peu nombreuses et de peu d'importance. Elle vivait sur son passé, réimprimait ses vieux textes et ses anciens commentaires rajeunis et souvent gâtés par le mélange avec des textes et des commentaires d'origine étrangère. Il importait qu'elle essayât de reconquérir la place qu'elle occupait autrefois dans cette branche de la science, où, de l'aveu de tout le monde, elle n'était inférieure à aucune autre nation.

C'est la noble ambition qu'a conçue la librairie Hachette en s'associant, comme pour la publication des *Grands écrivains de la France*, un groupe d'érudits préparés à cette tâche par des études spéciales, dont chacun a fait choix d'un auteur à part, ou d'une partie distincte des œuvres d'un auteur, quand il s'est agi des polygraphes ou des écrivains dont les ouvrages sont considérables. Le choix, de la part des collaborateurs, a naturellement porté sur des hommes ou des écrits de prédilection, dont la connaissance est, pour eux, de l'intimité.

Nous ne voulons rien préjuger de la collection nouvelle dont nous n'a-

vons encore qu'un fascicule entre les mains. Cette première livraison toutefois en fait bien augurer. Elle se compose du premier volume des œuvres de Virgile [1]. Ce volume comprend le texte latin des *Bucoliques* et des *Géorgiques*, collationné sur les manuscrits et les éditions les plus célèbres, avec un commentaire rédigé d'après les travaux les plus récents de la philologie et de l'érudition. L'auteur de cette édition, M. E. Benoist, ancien élève de l'École normale et docteur ès lettres, connu déjà par de remarquables travaux sur Plaute, est évidemment l'un des hommes de France qui connaît le mieux son Virgile. Il n'est pas un des vers du poëte, pas un de ses hémistiches, pas une de ses expressions, qu'il n'ait méditée, pesée, examinée en elle-même et soumise au contrôle des commentateurs. L'indépendance et souvent l'originalité de ses corrections et de ses interprétations en témoigne. M. Benoist est familier avec tout ce qui a été écrit sur son auteur de gloses, de scholies, de notes, de dissertations, de traductions, de controverses littéraires et autres. Il n'est pas un éditeur de quelque renom, en Europe et ailleurs, dont il ne se soit fait un devoir d'étudier et de discuter l'opinion. Il va sans dire que l'Allemagne a été la plus consultée. Cependant, de quelque autorité qu'elle jouisse, M. Benoist n'a point abdiqué devant elle, comme on l'a fait trop souvent en France; il s'est défendu surtout contre l'esprit de système qui gâte si fréquemment la science d'outre-Rhin; son œuvre a ce haut caractère d'éclectisme et d'impartialité qui a toujours distingué chez nous les travaux de ce genre. Un autre trait qui la recommande à nos yeux, c'est l'équité envers notre ancienne école philologique. Il est de ton chez certains professeurs frottés d'érudition étrangère, de mépriser ce qu'elle a fait au temps de Louis XIV et de Louis XV. M. E. Benoist en parle en de tout autres termes, et, en ce qui concerne en particulier le poëte dont il s'est chargé, il paye à l'édition qu'en a publiée le P. de la Rue, un juste et loyal tribut d'estime.

Son travail sur Virgile se rapproche et diffère à la fois de celui du célèbre jésuite. Il en a les annotations, mais non l'interprétation courante, c'est-à-dire la paraphrase en prose; ce n'est que dans certaines occasions, quand les ellipses lui paraissent trop multipliées, par exemple, et quand les inversions surabondent, qu'il prend le parti d'y recourir, comme au vers 23, au vers 29, au vers 60, etc., du premier livre des *Géorgiques*. Nous regrettons qu'il n'ait pas, sur ce point, imité son habile devancier, qui lui-même avait suivi un usage consacré par la tradition des écoles grecques et latines et sanctionné par la Renaissance. Il se serait épargné par là la peine de répéter souvent à chaque page des notes conçues dans les mêmes termes et qui ne sont, au fond, qu'une transformation du texte. Cette transformation n'est pas non plus assez fréquente; il est des couplets de six,

[1] *Œuvres de Virgile*, texte latin publié d'après les travaux les plus récents de la philologie avec un commentaire critique et explicatif, une introduction et une notice, par M. Benoist, ancien éléve de l'École normale, docteur ès lettres. — 1 vol. gr. in-8, Hachette.

de vingt vers et plus où elle serait nécessaire, témoin cette triste invocation à Auguste du premier livre des *Géorgiques* dont nous avons déjà signalé quelques vers difficiles, et où l'âme honnête mais faible de Virgile paraît avoir été si mal à l'aise, que l'embarras s'en est reflété dans ses vers, presque aussi torturés, en cet endroit, que ceux de Lucain ou de Stace — les Brébeuf de la poésie latine.

A l'exemple des commentateurs des dix-septième et dix-huitième siècles, M. Benoist s'est attaché fréquemment à expliquer par des exemples empruntés aux écrivains antérieurs ou contemporains les termes et les expressions qui frappent le plus chez Virgile. Ce procédé d'interprétation mutuelle est excellent, et le nouvel éditeur a bien fait de s'y attacher. Ajoutons qu'il en a souvent rajeuni les détails et qu'un bon nombre des rapprochements lui appartiennent, notamment, en ce qui concerne les *Géorgiques*, ceux qui sont tirés de Lucrèce.

Puis, notons-le en passant, les rapports ici ne s'arrêtent pas aux formes du langage ; M. Benoist signale entre les deux poëtes, avec des différences profondes, des ressemblances frappantes d'inspirations et d'idées qu'on n'avait pas, que nous sachions, aussi curieusement relevées jusqu'ici. « Leur inspiration, dit-il, est commune. Chez les deux poëtes, l'âme est atteinte d'une pareille mélancolie, mais qui produit en eux des effets différents. Au moment où les croyances religieuses s'éteignent, où l'activité politique, si féconde autrefois, devient stérile et impuissante, Lucrèce se tourne contre les unes qu'il flétrit du nom de superstitions, dédaigne l'autre qu'il proclame une ambition vaine, et tente d'assouvir avec une science qu'il croit sûre, son besoin de se prendre à quelque chose de solide et d'utile. Virgile, au contraire, voit l'agriculture dépérir et disparaître. Il la célèbre et la chante. Ne pouvant la ranimer elle-même, il la fait revivre par l'imagination ; il essaye de penser que l'avenir lui réserve encore de beaux jours ; il en étudie les détails avec une précision, un soin minutieux pour lequel il se fait presque illusion à lui-même. Mais à chaque instant l'intelligence des difficultés qu'il veut surmonter se présente plus nette à son esprit, la pitié remplit son âme et il s'écrie :

> Ignarosque viæ mecum miseratus agrestes.

La tristesse l'envahit et les tableaux de désordres, d'infortunes, de misères se dessinent naturellement sous sa plume. L'impression définitive que produit la lecture des *Géorgiques* est aussi poignante que celle qui résulte du poëme *de la Nature*. Lucrèce et Virgile ont assisté tous les deux à des ruines immenses et déplorables; ils l'ont compris, ils en ont été douloureusement émus, et à travers les siècles, ils nous ont transmis l'impression pénible et à la fois admirable de leurs sentiments. »

Du reste M. Benoist ne croit pas que l'auteur des *Géorgiques* ait écrit ce

poëme dans le but de ranimer l'agriculture et de réveiller chez les vieux légionnaires devenus possesseurs du sol de l'Italie la pratique et le goût des occupations rustiques ; il ne croit pas surtout qu'il l'ait composé sur l'invitation de Mécène. On peut bien supposer que le poëte n'aurait pas eu la force de refuser au ministre d'Auguste la commande dont il s'agit, si elle lui avait été faite, mais on ne saurait admettre que, dans ce cas, elle eût été un chef-d'œuvre d'inspiration : les poëtes qui travaillent par ordre ne font pas de ces choses-là. Sans doute après avoir exploité à son profit la dépravation des mœurs romaines, le maître que servait Mécène aurait aimé à les voir refleurir sous sa tutelle : les coquins, lorsqu'ils sont arrivés à la fortune sont de grands prédicateurs de vertu ; mais ni Auguste ni Mécène n'étaient assez naïfs pour croire que des vers, si beaux qu'ils fussent, auraient la force de ramener à la pureté de la vie pastorale, les vieux soudards qu'ils avaient gorgés de pillage.

Mais les considérations que nous suggère l'excellente notice de M. Benoist sur Virgile nous font anticiper ici malgré nous sur ce que nous nous proposons d'ajouter, dans un second article, quand l'ouvrage sera entièrement publié. Nous nous arrêtons donc aujourd'hui, ne voulant plus dire qu'un mot pour prévenir chez les lecteurs une impression de surprise et de contrariété dont nous n'avons pu nous défendre nous-même. Le commentaire de M. Benoist sur Virgile est écrit en français! Pour qui a pratiqué toute sa vie les *Variorum* et s'est fait un bréviaire du Virgile de Heyne, c'est un changement auquel on ne se fait pas aisément ! Nous ne comprenons pas que le nouvel éditeur ait rompu, à cet égard, avec toute la tradition. L'exemple des Allemands de nos jours n'est pas une raison à nos yeux. La prescription en ces matières est acquise au latin. Son emploi en de pareils sujets a non-seulement pour lui la consécration du temps, mais un avantage précieux que n'a pas encore le français, — quoi qu'on veuille dire chez nous, — l'universalité, restée à la langue de Rome.

II

Il n'y a pas plus de générations spontanées en littérature qu'ailleurs. Toute œuvre écrite procède, à un degré quelconque, d'une autre qu'elle répète souvent, mais que, parfois aussi, elle élève et porte à la perfection ; tout écrivain a des aïeux intellectuels dont il amoindrit assez fréquemment, mais dont il enrichit aussi de temps en temps et fait resplendir l'héritage. C'est un fait aujourd'hui incontestable, les productions de l'esprit comme les autres, sans en excepter les chefs-d'œuvre, ont des germes dans le passé. Le génie vient de semence, et même, en bien des cas, de greffe. Plus on

fouille l'histoire, plus cette vérité se confirme et se généralise. Un récent et curieux travail l'atteste en particulier pour Molière [1].

On savait déjà que l'auteur du *Médecin malgré lui*, du *Malade imaginaire*, de *Don Juan ou le Festin de Pierre* ne s'était pas gêné pour emprunter à ses contemporains et à ses devanciers les situations et les traits qui pouvaient lui convenir, et avait pratiqué l'annexion littéraire sur une assez large échelle ; mais ce qu'on ignorait plus généralement, c'est la longue éducation dramatique qu'il fit auprès des acteurs italiens établis en France, et qui avaient à la fois, pour parler le langage du temps, la faveur de la cour et les suffrages de la ville. Ses biographes avaient parlé de son goût natif pour les représentations scéniques et de l'engagement qu'il avrit pris, au sortir du collége, dans une troupe de comédiens nomades avec lesquels il avait longtemps parcouru la province ; mais, dans tous les détails qu'on avait de cette première époque de sa vie, il paraissait plutôt alors donner des leçons que d'en recevoir. Or, il résulte aujourd'hui des recherches nouvelles de M. Moland que si, pour sa troupe, Jean-Baptiste Poquelin était un maître, vis-à-vis des Italiens, c'était un disciple attentif et intelligent, qui étudiait curieusement leur esprit et leur jeu, s'inspirait de leurs sujets et les transportait même fréquemment, au moins dans leurs parties essentielles, sur son propre théâtre et qui enfin nourrissait de leur fine substance comique le fort génie qui devait, un jour, les éclipser.

« Molière, dit M. Moland, dut aux Italiens le mouvement de son théâtre. L'action dramatique ne paraît pas avoir été très-naturelle à l'esprit français qui a toujours été fort enclin aux discours... En Italie, au contraire, le mouvement, l'action règnent souverainement sur le théâtre. Dans ce qui est aux yeux des Italiens le véritable art comique, dans la *Comédie de l'art*, la parole est absolument subordonnée et compte à peine. Aussi quelle source abondante de jeux de scène, de combinaisons ingénieuses, de brusques et saisissantes expositions ils nous offrent ! »

Or, c'était précisément la *Comédie de l'art* qui brillait en France, au temps de Molière, c'est-à-dire la comédie *all' improviso*, issue des Atellanes, comme tout porte à le croire, notamment ses types principaux retrouvés dans les peintures d'Herculanum et de Pompéi, traditionnellement conservés durant le moyen âge et ravivés, comme tout ce qui était de source romaine, au souffle passionné de la Renaissance. Elle avait de bonne heure pénétré et fait fortune de ce côté des monts, où, selon quelques écrivains et M. Moland lui-même, Henri III se serait servi de *Scaramouche*, de *Pantalon*, de *Scapin* et de *Colombine*, comme d'instruments politiques, au milieu des ennuis que lui donnaient les catholiques et les protestants, à la veille des États de Blois, espérant sans doute désarmer les uns et les autres en les faisant rire.

[1] *Molière et la comédie italienne*, par Louis Moland, ouvrage illustré de vingt vignettes représentant les principaux types du théâtre italien. 1 vol. in-8°. Didier, édit.

Le moyen, s'il fut employé, réussit peu, comme on sait ; mais les comédiens italiens n'y perdirent rien ; le roi les emmena avec lui à Paris, où le succès qu'ils obtinrent fit mourir de jalousie les *Confrères de la Passion* dont les farces assez drôles pourtant, étaient moins amusantes que celles des étrangers et qui ne se défendirent contre leur concurrence qu'à l'aide du privilége qui les investissait du droit exclusif de représenter des jeux dramatiques dans la ville, faubourgs et banlieue de Paris.

L'expulsion prononcée par arrêt du parlement contre la troupe italienne appelée par Henri n'eut pas un long effet ; cette troupe fut bientôt remplacée à Paris par une autre et y revint elle-même au bout de peu d'années. C'était malgré le danger qu'on courait, en ce temps-là, d'y être arquebusé par l'un des deux partis aux prises, — sinon par tous les deux, — un si bon pays à exploiter que la France ! Les bouffons n'y ont-ils pas, de tout temps, fait leurs affaires ?

Celles des Italiens souffrirent peut-être un peu des dernières luttes de la Ligue ; mais elles reprirent aux premiers jours du règne de Henri IV, sans éprouver depuis aucune crise.

La comédie italienne avait dès lors ses caractères et ses types invariables dont le nom est resté populaire en France ; *Arlequin*, *Pantalon*, *Zerbinette*, le *Capitaine*, le *Docteur*, etc., personnages vivants encore pour nous dans les gravures accentuées de Callot, et qui, nonobstant leur petit nombre et leur immobilité, suffisaient à l'exploitation du fond comique auquel se borna longtemps le théâtre. Ces types, modifiés plus tard, quand les Italiens demandèrent des pièces aux Français, conservaient encore sans altération leur physionomie originelle et l'esprit de leur rôle, au temps de Molière. Les troupes italiennes qui s'étaient succédé sans interruption à Paris étaient restées, à cet égard, fidèles à la tradition nationale. Elles avaient toutes brillé par le talent de leurs membres, dont plusieurs, comme cela avait lieu également chez nous, étaient auteurs en même temps qu'acteurs. Les femmes, — car, à la différence de notre vieille et pieuse scène qui écartait les femmes et les remplaçait par de jeunes hommes, le théâtre italien admettait les femmes à jouer elles-mêmes leurs rôles, et ç'avait été, dans l'origine, un de ses principaux attraits ; — les femmes, disons-nous, y étaient, pour le talent, à la hauteur des hommes ; quelques-unes en effet étaient poëtes et membres d'académie dans leur pays.

Les détails que donne M. Moland sur la composition de ces troupes, leurs eux scéniques et leurs pièces, détails relevés par des figures authentiques, des analyses et des citations nombreuses, sont neufs, pour la plupart, et du plus haut intérêt pour l'histoire de notre théâtre et celle du génie de Molière en particulier.

Molière à son entrée dans le monde trouva les Italiens à l'apogée de leur réputation. Revenus avec leur compatriote Mazarin, pendant l'exil duquel

ils avaient jugé prudent de s'éclipser, ils avaient, comme lui, la faveur de la cour et ne déplaisaient pas à la ville. Leur troupe, admirablement composée, était de toutes les fêtes royales, qu'un autre Italien, Jean-Baptiste Lulli, bon musicien et excellent acteur lui-même à l'occasion, égayait des accents de sa spirituelle musique. C'est évidemment leur succès qui suggéra au jeune Poquelin et à quelques autres fils de famille l'idée de fonder à Paris un théâtre comique. Mais quelque talent que déployassent les nouveaux acteurs et notamment celui qui avait pris le nom de Molière et qui avait reçu, dit-on, des leçons du dernier Scaramouche, ils ne purent soutenir la con-concurrence. Molière, dont cet échec n'avait point découragé la vocation dramatique, en fut même réduit à fuir le voisinage de ses rivaux.

Toutefois, si Molière s'éloigna des Italiens, il ne les oublia pas ; leur souvenir le suivit en province, comme le témoignent le caractère et le fond des pièces qu'il y composa. Que sont, en effet, les canevas du *Docteur amoureux*, du *Médecin volant?* sinon des emprunts faits au répertoire de la *Comédie de l'art? L'Étourdi*, *le Dépit amoureux*, que Molière rapportait également de province, avaient aussi une origine italienne. Nous n'ajoutons pas à cette liste *les Précieuses ridicules*, qui sont de cette époque, parce qu'il ne nous semble pas croyable, quoi qu'on en ait pu dire, que les Italiens aient devancé Molière dans un sujet si exclusivement français.

Quoi qu'il en soit de ce fait particulier, lorsque Molière rentra à Paris, il avait fait tant de progrès dans la manière des Italiens, qu'il se vit en état de lutter avec eux sur leur propre scène où ses représentations alternèrent pendant quelque temps avec les leurs, et fut admis à jouer dans les mêmes pièces, en concurrence avec leurs meilleurs acteurs, aux divertissements de la cour [1]. Longtemps encore il resta dans cette atmosphère dont son esprit ne se dégageait que par intervalles en jets originaux. Ainsi *le Festin de Pierre*, qui date de la huitième année après son retour à Paris, ne lui vint pas directement de l'Espagne, comme on pourrait le croire, mais d'un mauvais *scenario* italien qu'il marqua en passant de son empreinte magistrale. Telles étaient ses dispositions d'esprit et celles du public d'alors, qu'ainsi que l'observe M. Moland, l'arlequinade italienne était une transition presque nécessaire entre la pièce catholique d'Alarcon et l'œuvre philosophique et satirique de Molière. Le *Tartuffe*, postérieur de deux ans (1667) et qui est avec *le Festin de Pierre* la pièce la plus vigoureuse de l'auteur,

[1] Un de ces amateurs à la main heureuse, comme il en existe beaucoup aujourd'hui, M. Ludovic Celler, vient de retrouver et de publier (1 vol. grand in-12, librairie Hachette), le texte complet d'un des plus célèbres de ces *divertissements, le Mariage forcé,* où il restait jusqu'ici des lacunes. Aux paroles rétablies dans leur intégrité, M. Ludovic Celler a eu l'heureuse idée de joindre la musique de Lully, transposée et réduite pour le piano. Nous possédons ainsi, grâce à lui, un spécimen exact de ces comédies-ballets qui étaient l'un des éléments obligées des fêtes de Louis XIV, et où, dans sa jeunesse, le grand roi dansait lui-même, en compagnie des acteurs et des actrices, avec les plus brillants gentilshommes de sa cour. Cette publication curieuse est, du reste, par son élégance archaïque, digne des beaux temps qu'elle rappelle.

découle lui-même d'une source italienne, non, il est vrai, de celle où Molière avait jusque-là presque exclusivement puisé, mais de la *Commedia sostenuta*. Une pièce de l'Arétin, *lo Ipocrito*, lui en avait fourni le sujet, le cadre et plusieurs des situations et des traits, ainsi que cela résulte de l'analyse qu'en donne M. Moland. Plus tard, Molière fit encore des emprunts à l'Italie dans *les Fourberies de Scapin*, dans *le Malade imaginaire*, dont la cérémonie finale est prise d'une vieille farce jouée en 1657 devant le roi par le célèbre Scaramouche (Fiourelli). Mais alors Molière avait fait *l'École des femmes*, *le Bourgeois gentilhomme* et *le Misanthrope* qui ne devaient rien à personne et qui laissaient bien loin en arrière les chefs-d'œvre de la *Commedia dell' arte* et de la *Commedia sostenuta*.

N'imitons pas les détracteurs contemporains du grand comique et ne recherchons pas les dettes qu'il a pu contracter pour les porter en diminution au compte de sa gloire. Constatons-les, avec M. Moland, dans un esprit plus élevé et dans un but plus noble, pour établir et confirmer cette loi générale qui veut que tout s'engendre dans la nature et que toute individualité procède d'autres. Assurément on n'oserait soutenir que les chefs-d'œuvre de Molière soient, à n'importe quel degré, dans la comédie italienne, et pourtant on peut affirmer que, sans elles, ces chefs-d'œuvre n'existeraient pas. La comédie italienne a été à Molière ce qu'est l'humus au grain qu'y répand le semeur, ou, si l'on nous permet de reprendre la figure par laquelle nous avons commencé, ce que le sauvageon au suc âpre est au bourgeon de fine essence que lui inocule la main du jardinier.

III

De Molière à Aristophane il n'y a pas loin; quoique un intervalle de de plus de deux mille ans les sépare dans le temps, il n'y a pas, du côté de l'esprit, une grande distance entre eux. Placez à Athènes, au temps de Périclès, l'homme qui, sous Louis XIV, en France, a écrit *le Misanthrope* et *le Festin de Pierre*, et vous aurez en lui un digne rival de l'auteur des *Nuées*, de l'*Assemblée des femmes*, des *Chevaliers* et des *Grenouilles*.

On ne connaît guère ce dernier que de nom, dans le monde, et c'est grand dommage, en vérité ; car ses comédies sont les plus réjouissantes choses qu'on puisse lire, sans compter qu'elles offrent un intérêt historique des plus vifs, et révèlent entre la démocratie grecque et la nôtre les rapports les plus piquants et les plus inattendus. Mais, malheureusement, c'est le plus mal embouché des anciens, qui n'étaient rien moins que prudes en fait de langage, on le sait. Il n'a guère été jusqu'ici possible de le faire parler en français. Depuis la bonne madame Dacier jusqu'à M. Artaud, ses interprètes y ont perdu leur latin, on peut le dire à la lettre, puisque c'est à

cette langue, aussi peu familière que le grec aux lecteurs qu'ils avaient en vue, qu'il leur a fallu recourir toutes les fois qu'ils ont voulu traduire intégralement. Les idiomes modernes n'ont pas, à l'exception peut-être de l'italien, le privilége de braver l'honnêteté dans les mots. Aussi sont-ce des macédoines assez étranges que les décalques polyglottes, qu'on nous donne pour des versions françaises d'Aristophane. De pareils travaux n'atteignent pas leur but. Quoi qu'aient pu faire, après M. Artaud, MM. Destainville et Poyard, leurs traductions, fort savantes d'ailleurs, sont des œuvres de collége, bonnes pour ceux qui se sentent du goût pour le grec, mais ont besoin d'aide pour le bien entendre. Cela peut servir à étudier Aristophane. Or, ce qu'il faudrait, ce serait de le faire lire. Peut-on y arriver? La pudeur de nos mœurs et l'heureuse indigence de nos langues chrétiennes ne sont-elles pas des obstacles invincibles? Nous ne saurions le décider. Ce qu'il y a de certain, c'est qu'on n'y renonce pas et qu'il se fait de ce côté des tentatives de toutes sortes. Il semble convenu aujourd'hui, que le plaisir de goûter un aussi rare esprit, ne saurait plus rester le privilége des savants. Vers, prose, traductions, analyses, tout est employé pour le tirer du docte milieu dont il fait les délices.

Nous avons dit ce que nous pensons des traductions en prose. Un travail qui va plus au but est le volume de M. Deschanel, intitulé : *Études sur Aristophane*[1]. M. Deschanel est particulièrement connu des touristes qui se pourvoient de livres à la *Bibliothèque des chemins de fer*, et des habitués des Conférences du soir où il a une spécialité que nous ne saurions préciser, mais dont on peut se faire une idée par le titre de ses ouvrages, dont voici quelques-uns : *Le Bien et le mal qu'on dit des femmes*, 1 vol.; *le Bien et le mal qu'on dit de l'homme*, 1 vol.; *le Bien et le mal qu'on dit des enfants*, 1 vol.; *le Bien et le mal qu'on dit de l'Académie*, 1 vol. Ce serait là, il faut en convenir, de médiocres garanties auprès des lecteurs sérieux, pour l'œuvre qu'il donne aujourd'hui, si, à cette liste d'écrits placés en regard de son nom, l'auteur n'ajoutait sa qualité d'ancien maître de conférences à l'École normale supérieure, et n'avertissait, dans sa préface, que ces *Études* datent d'une vingtaine d'années et, quoique postérieures pour la publication, sont en réalité antérieures aux volumes que nous venons de signaler.

Sans être précisément ce que le sujet aurait demandé, sans faire, à beaucoup près, connaître Aristophane sous tous ses aspects, le volume de M. Deschanel est d'un ordre plus élevé que les précédents. L'auteur y montre une érudition assez neuve. Les fragments qu'il donne sont trop courts pour qu'il soit possible de juger de son habileté à traduire, mais ses analyses sont bonnes; il saisit et fait bien saisir la pensée de chaque pièce. Quant aux circonstances historiques auxquelles elles se rattachent,

[1] 1 vol. in-12, librairie Hachette.

aux questions politiques qu'elles agitent, aux allusions de tout genre qui y fourmillent, après les immenses recherches auxquelles le théâtre d'Aristophane a donné lieu, notamment dans ces dernières années, M. Deschanel ne pouvait avoir qu'un mérite, celui de la sobriété. Cette sobriété a un tort pourtant, c'est de trop constamment viser à la légèreté. Certes, il y a des vues historiques, des aperçus littéraires, des considérations esthétiques très-justes dans ces études ; mais rien de cela ne forme faisceau et n'éclaire à fond. A vouloir faire à toute force des étincelles, on s'expose à ne pas produire de lumière.

Une chose qui surprendra sans doute, c'est que, à l'opposé de tous ceux qui se sont voués à l'étude d'un auteur, M. Deschanel soit sans beaucoup de sympathie pour Aristophane. La chose qui lui déplaît le plus dans le grand comique athénien, c'est sa politique. Or, sa politique est partout ; elle est dans le fond comme dans les détails de ses comédies. Ce sont des œuvres de parti, que ses pièces. Même lorsqu'il ne prend pas les Cléon, les démocrates portés par la foule au pouvoir pour but de ses attaques ; lorsque ses traits ne semblent se diriger que contre Euripide et les poëtes novateurs, c'est de la politique encore qu'il fait. Partout il travaille à la défense et à la glorification d'un idéal de gouvernement. Cet idéal est antidémagogique et voilà ce qui lui nuit auprès de M. Deschanel pour qui la liberté sans l'égalité est odieuse. A ses yeux, Aristophane est un ennemi du progrès ; il a du patriotisme, sans doute, mais un patriotisme étroit qui l'empêche d'étendre ses regards vers l'avenir ; il ne s'attache qu'au présent, et même il voudrait ramener le passé.

« De nos jours, ajoute M. Deschanel, Aristophane aurait parlé contre les chemins de fer à leur naissance ; car, en toute occasion, il se défie du progrès, regrette le bon vieux temps, ce temps d'ignorance et de rudes mœurs, où un marin athénien ne savait que de demander son gâteau d'orge et crier : *Ho! ho! Typpapaye;* il va même parfois jusqu'à présenter la corruption et la turpitude comme la conséquence du progrès intellectuel de de l'époque agitée et critique dans laquelle il vit. » Là est, selon son commentateur, le secret de toutes ses attaques contre la politique, la philosophie et la littérature de son temps, littérature, philosophie et politique fécondes qui préparaient les temps nouveaux, le règne d'Alexandre, celui de Platon, et, par suite, le christianisme ; car, pour M. Deschanel et d'autres grands philosophes, le christianisme n'est qu'une efflorescence de la raison humaine qui porte, comme on sait, des religions de plus en plus belles, et ne cesse pas d'être en progrès à cet égard, ainsi que le témoignent, entre autres, le saint-simonisme, le panthéisme et l'athéisme, qu'a vus et que voit encore notre temps. De là vient qu'Aristophane n'est, dans l'estime de M. Deschanel, qu'un aristocrate homme d'esprit.

Ce qu'il prise en lui, ce ne sont donc pas ses idées, son but, ses efforts ; c'est sa verve comique, sa prodigieuse richesse d'esprit, cette mer-

veilleuse élasticité de talent qui le fait passer de la bouffonnerie la plus folle à la raison la plus saine et de l'expression des plus bourgeoises convoitises aux plus lyriques aspirations du patriotisme ; c'est encore, et surtout, sa locution grasse et court vêtue. M. Deschanel semble tout heureux, en effet, d'aborder un écrivain étranger au *cant* des idiomes modernes, et dont, comme celle des bateliers de la Loire, au temps de Vert-Vert, la langue,

> Habituée aux tons mâles et fermes
> Articulait sans rien perdre des termes.

« Les bégueules, de l'un et de l'autre sexe, feront bien, s'écrie-t-il au début, avec une sorte de joie, de ne pas ouvrir ce livre ; on les en prévient ! »

Pure rouerie littéraire, toutefois, imitée de celle de Rousseau au commencement de *la Nouvelle Héloïse*, et destinée à allécher certains lecteurs, en feignant de vouloir les écarter ; car, en réalité, ce qu'il y a ici d'Aristophane n'a rien qui puisse effaroucher la pudeur des « très-respectables personnes » auxquelles M. Deschanel adresse son avertissement poli. On n'en pourrait peut-être pas dire autant de ce qu'il y ajoute de son fonds, à lui, nous voulons dire de son répertoire, car en gaillardises comme en tout le reste, c'est de souvenirs que l'auteur est particulièrement riche ; il y a, en effet, dans ce volume quelques allusions de mauvais goût et de vilain ton que nous regrettons d'y trouver, parce que, d'ailleurs, il est plein d'intérêt. Deux chapitres détachés, mais qui s'y relient naturellement, le terminent, l'un sur la *Parabase* ou la formation du chœur dans le théâtre grec, et l'autre sur les destinées de ce théâtre dans les siècles postérieurs à Aristophane. Bien qu'un peu lourds, ces deux morceaux sont cependant les meilleurs de l'ouvrage, et les seuls qui méritent vraiment le titre d'*Études*.

IV

Des tentatives d'un autre genre ont été faites pour naturaliser chez nous Aristophane, celles-ci, bien hardies, en vérité, surtout pour notre époque. Deux hommes de talent et d'esprit ont essayé simultanément, et à l'insu l'un de l'autre, de le traduire en vers. L'un, M. Fallex, professeur de l'Université, s'est borné aux principales scènes des grandes comédies ; nous avons parlé ici de cette joute brillante mais incomplète (Voir le *Correspondant*, t. XXV, p. 191.) que l'Académie française a couronnée il y a deux ans. L'autre, qui se cache sous le pseudonyme d'André Feuillemorte, mais dont nos lecteurs retrouveront le vrai nom s'ils veulent relire une scène spirituelle, et très-spirituellement traduite, de la comédie des *Nuées*,

que l'auteur nous avait offerte comme prémices du travail qu'il publie aujourd'hui[1].

Plus hardi ou plus persévérant que M. Fallex, M. André Feuillemorte, pour l'appeler du nom qu'il a choisi, a lutté jusqu'au bout avec le redoutable comique athénien. Il est vrai de dire que, s'il ne s'est dérobé en aucun endroit, s'il a tenu pied partout, le combat, de sa part, a été moins serré. Le vers français, chez lui, se moule de moins près sur le vers grec, et marche d'une manière moins dégagée et moins preste que chez M. Fallex. Un peu trop de tradition dans la forme et le choix des termes, ainsi que la nécessité, trop facilement subie, des périphrases auxquelles on ne peut échapper, quand on veut tout aborder dans Aristophane, est cause de cette allure parfois un peu lente. Le mouvement général du dialogue n'en souffre que peu cependant; la physionomie des personnages reste vive et nette, et l'action conserve tout son intérêt. Sans doute, l'Aristophane que M. André Feuillemorte présente aux gens du monde n'est pas exactement celui qu'on voit lorsqu'on le surprend chez lui, sous le costume de son époque et de son temps. Figurez-vous, par exemple, un marin habitué aux libertés de l'arrière-pont, le chapeau de cuir sur l'oreille, un fil au cou en guise de cravate et la main sur la hanche, abrégeant les lourdes heures de la traversée par quelques bonnes histoires de bord; puis, représentez-vous-le en frac noir et ganté de neuf, contant les mêmes aventures au milieu d'un salon. Certes, il aura du trait encore, s'il est doué du talent de narrer; mais qui ne comprend que la couleur devra manquer par moment à sa parole et l'aisance à son geste? Tenez néanmoins pour certain qu'il intéressera, et fera beaucoup rire. Ainsi en est-il de notre Athénien d'il y a deux mille ans.

Nous ne le recommandons pas, sous son nouvel habit, à ceux qui peuvent l'entendre sans intermédiaire; mais, quand on n'en est pas là et qu'on veut, sans se condamner au labeur qu'infligent les traductions en prose, hérissées de latin et d'italien, se donner une idée de ce théâtre qui amusait tant Racine, on ne saurait mieux faire que de s'établir au coin du feu avec les trois gracieux volumes de M. Fleury....., nous voulons dire Feuillemorte. Une bonne introduction, des arguments concis et clairs, des notes peu nombreuses mais placées aux bons endroits; enfin, une « table explicative, » qui contient la substance concentrée des anciennes scholies et des nouveaux commentaires, fournissent tous les éclaircissements dont on peut avoir besoin pour entendre et goûter des productions si éloignées de nous par le temps, et surtout par les institutions et les mœurs dont elles offrent le tableau.

[1] *Comédies d'Aristophane*, essai de traduction, avec une table explicative, rédigée sur le texte des scholies, par André Feuillemorte. 3 vol. in-12. Garnier, frères, édit.

VI

Il existe un livre où l'on met en scène un paysan qui est censé vivre depuis le cinquième siècle et auquel on fait raconter sa vie et peindre les conditions diverses par lesquelles il a successivement passé. L'invention de ce personnage est assez puérile, mais elle nous a toujours fait penser à ces individualités d'une autre sorte qui traversent les siècles en s'y modifiant comme le ferait un homme, nous voulons dire les sociétés générales et particulières, les peuples, les corporations politiques et religieuses, véritables personnes morales qui se perpétuent indéfiniment en dépit de la mort, comme l'arbre dont le feuillage se perd à chaque automne et renaît à chaque printemps. A les considérer ainsi, leur histoire est d'un grand intérêt.

C'est de ce point de vue qu'a été écrite celle d'une communauté monastique des plus célèbres de France, l'abbaye de Royaumont[1]. Pour le savant et pieux écrivain qui nous en a retracé l'origine, les vicissitudes et la ruine, l'abbaye de Royaumont a pris corps et âme, est devenue un être vivant qu'il a vu naître avec joie, dont il a suivi les développements avec amour et que sa décadence et sa mort ont rempli de tristesse. Nous n'exagérons pas et ne faisons point de rhétorique en parlant ainsi; M. l'abbé Duclos s'est épris pour Royaumont comme pour une personne véritable et digne d'admiration qu'il aurait tenu à tirer d'un injuste oubli. Ceux qui ne comprendraient pas une telle affection et seraient tentés d'en sourire, ne se sont jamais retirés au fond de leur pensée avec un sérieux sujet d'études. Croit-on que s'il ne s'établissait pas un lien d'amour entre l'auteur et son œuvre, le travail qu'elle demande serait, à la fin, supportable ?

M. l'abbé Duclos a donc aimé Royaumont. Aussi lui a-t-il fait des sacrifices d'études immenses. Rien de ce qui pouvait faire connaître cette maison n'a été négligé. Il y a, dans cet ouvrage, une plénitude d'information telle qu'elle touche à l'excès. M. Duclos ne s'est pas contenté en effet de considérer son abbaye en elle-même et dans l'action qu'elle a pu exercer à une distance plus ou moins grande autour d'elle, rien de ce qui s'y rapporte de près ou de loin n'a été négligé. Royaumont, dans son livre, est un centre où converge presque toute l'histoire des cinq siècles qui se sont écoulés entre sa fondation et sa ruine. Théologie, poésie, guerre, art et littérature, tout ce qui agita, émut, passionna le moyen âge et les temps modernes y figure, soit de face ou de profil, avec force relations aux questions contem-

[1] *Histoire de l'abbaye de Royaumont*, sa fondation par saint Louis et son influence sur la France, par M. l'abbé Duclos vicaire de la Madeleine. 2 vol. in-8° avec plans, dessins, vues et portraits. Douniol, édit.

poraines ; car, qu'il s'agisse de faits ou d'idées actuelles dont il rencontre sur son chemin les antécédents ou les similaires, le vigilant historien n'hésite pas à s'arrêter pour constater les ressemblances et même faire en passant un brin de polémique. Nous ne prétendons pas soutenir qu'une narration si chargée marche toujours d'un train bien rapide et bien régulier. L'auteur évidemment n'a pas pris pour lui le conseil de Boileau à l'endroit du récit. Et, de fait, ce n'est pas aux historiens, et notamment aux historiens ecclésiastiques que songeait le poëte lorsqu'il recommandait aux narrateurs d'être vifs et pressés. Les préceptes se modifient selon les sujets. Il y a du reste en littérature une condition qui prime toutes les autres. « Intéressez, dit Voltaire, tout est là. » Or, malgré ses stations, ses digressions, ses excursions à droite et à gauche, M. Duclos intéresse toujours. Il y a des trésors de curiosité, en effet, dans ces annales des vieilles abbayes ; il faut un peu déblayer, sans doute, mais comme on est bien récompensé de sa peine ! Qui s'attendrait, par exemple, à trouver tout un roman dans une pareille mine? Or, pour ne citer que celui-là, c'en est bien un que cette histoire de Gilles de Conflans qui fit pleurer les belles dames de la cour de Louis XIII. Nous la recommandons aux feuilletonistes en détresse.

Ce roman se rattache aux plus mauvais jours de Royaumont, car Gilles de Conflans fut un des héros de la bataille de Senlis (1589) qui fut le prélude de la défaite de la Ligue. Il y avait, à cette époque, trois cent soixante et un ans que Royaumont existait. C'était une fondation de saint Louis faite en exécution d'un vœu de son père et qui fut, pour le plus grand des rois chrétiens, l'objet d'une constante prédilection. Il l'avait confiée aux cisterciens, et royalement dotée. Les édifices dont il l'enrichit répondaient à la beauté du site où il l'avait fait élever. Il faut en lire la description dans M. Duclos qui en parle en archéologue et en poëte et dont les détails très-circonstanciés ont un prix que l'on comprendra si l'on réfléchit à la date de la fondation. On était au treizième siècle, à l'apogée du règne de l'idée chrétienne, par conséquent à l'époque où la forme dans les œuvres était partout, dit M. Duclos, adéquate à la pensée qui les inspirait ; où l'esprit chrétien, libre du joug de toute tradition étrangère, se manifestait sans restriction et sans contrainte dans ses créations ; enfin où le symbolisme religieux marquait de son empreinte tout ce qui sortait de la main de l'homme. Quoi de plus digne d'une étude attentive qu'une abbaye née de toutes pièces et d'un seul jet du cerveau du treizième siècle ? Sans partager, à cet égard, toutes les idées de l'historien, nous recommandons avec empressement les deux livres où il décrit les commencements et, comme il dit, la « croissance » de Royaumont, croissance matérielle et spirituelle tout ensemble, car à mesure que ses domaines et ses édifices s'augmentaient, la sainteté de la vie s'accroissait dans son enceinte et son influence salutaire s'étendait sur la contrée et sur le royaume ; l'auteur en apporte des témoignages incontestables. Avouons-le pourtant, il ne nous semble pas que, dans l'ordre religieux ni dans l'ordre

politique, l'abbaye préférée de saint Louis se soit signalée par rien d'éminent. L'action qu'elle exerça, sous ce rapport, fut réelle, mais sans grand éclat ; elle n'eut ni un saint Bernard ni un saint Robert; sa gloire, à cette époque, lui vient d'ailleurs : Royaumont donna aux lettres Vincent de Beauvais. Que ce grand esprit soit originaire de Bourgogne, de Franche-Comté, de Picardie ou d'ailleurs, ce qu'il y a de sûr, c'est que sa vaste encyclopédie des connaissances humaines au treizième siècle a été rédigée à Royaumont, où il était professeur de théologie, et avec le secours des religieux de cette maison. Nous regrettons que M. l'abbé Duclos, qui ne s'est pas interdit les points d'orgue, se soit si peu arrêté sur ce monument qui honore tant l'abbaye à laquelle il a consacré sa plume ; c'était là l'occasion naturelle de présenter un tableau résumé du savoir humain à cette époque culminante du moyen âge. Ceux qui voudront tenter de le faire après lui, trouveront toute faite une partie de leur tâche dans les travaux excellents et trop peu connus de M. l'abbé Bourgeat que les études philosophiques ont perdu il y a peu d'années.

M. Duclos a trouvé plus d'attrait à suivre l'histoire de saint Louis, qu'avec un peu trop de subtilité peut-être il identifie (c'est son terme, I, 329) avec celle de Royaumont. « Comme leurs deux adolescences s'étaient confondues, dit-il au début de cette longue et un peu mystique assimilation, leur virilité aura aussi des similitudes. »

Outre sa mysticité, cette assimilation, un peu, du reste, longuement déduite, n'est pas de tout point exacte ; le fils de Blanche de Castille ne cesse de grandir en héroïsme et en sainteté, jusqu'à son dernier jour; mais il n'en est pas ainsi de son abbaye ; elle se maintint après lui, mais sans marquer par rien d'éclatant jusqu'à l'époque des Valois. Alors sa vie se perd, comme tout le reste, dans les calamités de la guerre de cent ans. Elle en sortit « navrée, » ainsi qu'on parlait alors, c'est-à-dire meurtrie au temporel comme au spirituel, profondément atteinte dans sa discipline et dans sa prospérité. M. Duclos a très-bien expliqué le double mal que fit à ce monastère et à tous les autres la guerre civile et l'invasion anglaise.

« L'histoire, dit-il, ne certifie que trop la mauvaise influence qu'eurent les guerres civiles et la domination anglaise sur l'état intérieur des abbayes ; la sécularisation, avec ses conséquences, est un fait avéré. Il est constant que les fureurs de la guerre et l'insolence des soldats furent telles qu'on ne respectait pas les asiles de la solitude et du recueillement. Des indignités furent commises à l'égard des personnes qui habitaient les cloîtres. Ni religieux ni religieuses n'étaient épargnés, ce qui obligea beaucoup de moines de Cîteaux à abandonner leurs monastères pour se retirer dans les villes : ce séjour des villes eut de grands inconvénients; l'esprit mondain entraîna plusieurs individualités faibles et troublées. Une autre conséquence fut la grande difficulté de se nourrir d'aliments maigres. Ces guerres qui durèrent des siècles causèrent, en effet, dans la suite, une si grande cherté et

une si grande disette de toutes choses nécessaires à la vie, qu'elles contraignirent plusieurs religieux cisterciens à manger de la viande, qu'ils trouvèrent plus commodément que d'autres choses, et à se constituer ainsi en dehors d'une observance séculaire de leur ordre. »

Ajoutons que bon nombre d'abbayes furent ruinées. Royaumont, pour son compte, fut réduite à implorer l'aumône de Cîteaux.

Cependant, l'étranger chassé, l'ordre rentrant dans le pays, les esprits se calmant, la discipline aurait repris, avec quelques modifications, dans les monastères et à Royaumont en particulier, si un fléau, plus terrible que tous les autres, ne les avait frappés au moment où peut-être ils allaient renaître. Nous voulons parler de la commende. Tout le monde a lu les pages douloureusement éloquentes, où M. de Montalembert décrit les effets désastreux de ce régime qui, sous prétexte de protéger les couvents, précipita leur décadence et amena leur ruine : celles de M. l'abbé Duclos, sur le même sujet, ne se liront pas non plus sans tristesse. C'est un lamentable tableau que celui que nous présente la noble et édifiante création de saint Louis, livrée à des hommes qui, non-seulement n'étaient pas moines, mais qui quelquefois n'étaient même pas prêtres, comme Mazarin, ou qui, s'ils l'étaient, n'en causaient que plus de scandale, comme Escoubleau de Sourdis qui joignait à ses titres d'archevêque de Bordeaux et d'amiral des galères de France celui d'abbé commendataire de Royaumont. Ce que devenaient les monastères les plus riches et les plus réguliers, sous des abbés de ce genre, qui n'y résidaient pas et dont quelques-uns mêmes n'y apparaissaient jamais, on pourra en juger par le tableau que trace M. l'abbé Duclos de celui de Royaumont. « Dans beaucoup d'abbayes de cette époque, dit-il, à peine les commendataires laissèrent-ils aux religieux de quoi ne pas mourir de faim ; les abus allèrent si loin, que les parlements furent obligés d'intervenir et d'assigner la portion de biens de l'abbaye qui concernait les abbés et celle qui était afférente aux religieux. Ce sont les commendataires qui réduisirent le nombre des moines à un chiffre si petit, qu'on ne pouvait presque plus s'acquitter des divins offices ; de belles abbayes furent réduites en masures ; on voyait trois, cinq, dix moines habiter des monastères où, autrefois, des centaines avaient subsisté honorablement. Sous l'empire de semblables circonstances, les religieux de Royaumont en étaient venus progressivement, en 1578, à voir singulièrement diminuer leurs ressources. » Il résulte, en effet, d'un acte authentique cité par l'auteur, que les religieux de Royaumont n'avaient, à cette époque, pour leur vestiaire, que *vingt-cinq livres* par an et *trois sols* de pitance par jour.

Que néanmoins des monastères ainsi traités pendant des siècles aient fait des recrues ; que la piété, la régularité s'y soient généralement conservées, c'est un prodige qu'il faut attribuer à la foi qui subsistait encore dans les masses, et aux traditious de l'esprit monastique que maintinrent

alors, avec un zèle digne des plus grands éloges, les dignitaires inférieurs de l'ordre, et, en particulier, ces bons prieurs, dont M. Duclos fait une peinture si touchante. Quel contraste entre ces pauvres supérieurs locaux, forcés de s'ingénier pour faire vivre, tant bien que mal, leur communauté et l'abriter sous les débris de leurs maisons en ruines, et les fastueux abbés qui en consommaient les revenus dans une vie d'oisiveté, de luxe, de désordre souvent, et parfois d'impiété :

> Entends ce jeune abbé, sophiste, bel esprit :
> Monsieur fait le procès au Dieu qui le nourrit.

Certes, notre temps est bien triste ; mais, de bonne foi, l'est-il plus que celui dont nous parlons? La religion souffre, mais elle a droit d'être, en tout et partout, fière d'elle-même; les rois de la terre la persécutent ou la trahissent, mais leurs persécutions ou leurs trahisons ne valent-elles pas mieux pour elle, ne sont-elles pas plus honorables que la protection qu'ils daignaient lui accorder au temps dont nous parlons? Que ceux de nos lecteurs qui en douteraient méditent les derniers chapitres de M. Duclos, si riches de faits, si intéressants, si instructifs, et dont nous aurions tant à citer, s'il nous était permis de proportionner cet article à l'intérêt du livre qui en est l'objet : le tableau de cette dernière phase de l'existence de Royaumont, comparée à la première, leur apprendra à quoi tient la prospérité et la ruine des institutions chrétiennes, et, en leur enseignant à espérer, même aux plus mauvais jours, leur montrera où ils doivent placer leurs espérances.

Matériellement parlant, l'abbaye de Royaumont, moins son église détruite sous la révolution, est encore aujourd'hui debout; à l'exception du palais abbatial, acquis par un saint-simonien avisé devenu millionnaire ; ses bâtiments, après avoir servi de fabrique, ont passé aux mains de la communauté des Oblats, qui, sous une forme nouvelle, y font refleurir les vertus d'autrefois.

VI

Une des formes les plus simples, et les plus primitives en apparence, de l'histoire, c'est la biographie. Rien ne semble plus naïf et plus facile. Il s'en faut qu'il en soit ainsi pourtant ; car, chronologiquement, la biographie date des époques avancées : Cornélius Népos et Plutarque sont, l'un de la maturité des lettres latines et l'autre des derniers temps de la littérature grecque, et au point de vue de l'art, c'est l'un des genres où l'on compte le moins de chefs-d'œuvre.

Mais, en dehors des modèles, il y a là, dans toutes les littératures, principalement dans la nôtre, des travaux infiniment estimables d'une lecture fructueuse et pleine d'intérêt. Combien nous en pourrions citer, en remontant seulement de quelques années ! Dans le présent même et parmi les publications du jour, il nous en passe sous les yeux d'excellentes, que le défaut d'espace nous empêché de signaler, comme nous aimerions à le faire. Telles sont, par exemple, la *Biographie des hommes illustres de la Côte-d'Or par M. l'abbé Michaud* [1], et les *Biographies contemporaines par M. Boullée*, ancien magistrat [2], que nous trouvons aujourd'hui sous notre main. Bien que très-différents de caractère et de forme, ces deux recueils de biographies se ressemblent par un côté, l'étude consciencieuse des hommes auxquels ils sont consacrés. Ceux qui figurent dans la galerie de M. Boullée appartiennent pour la plupart à la politique et sont de notre siècle ; ceux qui ouvrent le musée de M. l'abbé Michaud (car ses notices classées alphabétiquement n'en sont encore qu'à la lettre D.), ont généralement reçu la consécration du temps et sont de toutes les catégories sociales, comme de toutes les époques.

Il y a aussi un reproche commun à faire aux deux écrivains : leur cadre, à l'un et à l'autre est artificiel. L'un n'y a fait entrer qu'une certaine classe d'hommes, l'autré, que les hommes nés dans une certaine circonscription. Du moins, M. Boullée peut donner pour raison de son choix, l'aptitude de son esprit et la nature de ses études exclusivement dirigées vers l'économie, la jurisprudence et les affaires d'État. Mais nous ne savons vraiment quel a pu être le motif de M. l'abbé Michaud pour se renfermer dans les limites tout administratives et sans raison historique ni géologique de cette division territoriale appelée le *département de la Côte-d'Or*. Qu'il eût pris, pour champ, la Bourgogne, cela se comprendrait; il y aurait là une délimitation fondée en raisons de toutes sortes : celle qu'il s'est tracée n'en a aucune, et elle peut avoir, entre autres inconvénients, celui d'exclure des hommes qui, sans y être nés, se sont illustrés sur le territoire du département et l'ont illustré lui-même, témoin l'un des plus glorieux évêques de Dijon, M. d'Apchon, dont le biographe n'a pas eu le courage de priver son recueil, mais qu'il n'a pu y introduire qu'en faisant violence à la règle qu'il s'est malencontreusement imposée. Du reste, ce système n'ôte rien au mérite intrinsèque des notices de M. l'abbé Michaud, lesquelles, prises à part et considérées en elles-mêmes, témoignent d'études sérieuses et originales, et accusent chez l'auteur, avec des connaissances très-variées, un goût sûr en matière de littérature et d'art, et, dans tout le reste, une rare modération de jugement. D'ailleurs, il y a là peu de noms autour desquels la critique et l'histoire aujourd'hui très-friandes de détails,

[1] Dijon, Lamarche et Drouelle, libraires-éditeurs.
[2] 2 vol in-8. Paris, A. Vaton, éditeur.

ne trouvent à glaner quelques particularités inédites. Malgré son titre, ce livre a donc plus qu'un intérêt local. Il en serait ainsi au surplus, que, par ce temps d'expositions régionales, la *Biographie des hommes illustres de la Côte-d'Or* mériterait bien encore une mention.

Les *Biographies contemporaines* de M. Boullée en méritent une aussi. Elles sont une tentative de retour à un genre excellent en lui-même et qui serait une réaction utile aujourd'hui contre le penchant qui nous porte à généraliser et à systématiser en histoire, pour le temps présent aussi bien que pour les temps anciens. Ces biographies, en effet, sont moins des notices sur les hommes qui, de nos jours ont pris part aux événements publics, que des études sur ces événements, considérés au moment où ces personnages y ont joué un rôle. Cette façon d'aborder l'histoire lui donne un caractère particulièrement vivant et dramatique. Qu'on lise, pour s'en convaincre, à côté des meilleures histoires de la Restauration, quelques-unes des notices de M. Boullée, celle sur M. de Villèle, par exemple, ou celle sur le général de la Fayette. On s'explique à merveille, après cette dernière lecture, le secret des agitations du temps et l'ardeur passionnée qui enflammait toutes les questions.

Ces notices qui tiennent une sorte de milieu entre la biographie et les Mémoires, n'échappent pas toujours, il est vrai, aux défauts inhérents à ce dernier genre; en se rapprochant ainsi des hommes qu'il essaye de peindre, l'auteur se prive trop des avantages de la perspective. Mais l'équité, chez lui, a corrigé le défaut d'éloignement. Ses jugements sont généralement le résultat d'informations sérieuses, empruntées le plus souvent à des sources inédites et du plus grand prix, comme dans la notice sur M. de Guernon-Ranville, publiée postérieurement aux *Biographies contemporaines*, mais que tout lecteur y voudra joindre[1].

Cette dernière est l'une des plus curieuses et des plus touchantes de toutes celles qu'a écrites M. Boullée. Rédigée sur les documents historiques laissés par le dernier ministre de l'instruction publique de Charles X, et notamment sur le *Journal des délibérations du conseil du roi*, que M. de Guernon-Ranville écrivait chaque soir lui-même dans toute la fraîcheur de ses inspirations, elle contient sur les préludes des ordonnances de juillet, les discussions auxquelles elles donnèrent lieu et la part qu'y prirent les différents ministres ainsi que sur les moyens arrêtés pour en assurer l'exécution, des détails précieux et tout à fait inconnus. Si ces révélations justifient peu le ministre qui donna sa signature à une mesure qu'il désap-

[1] Notice biographique sur le comte de Guernon-Ranville, aucien ministre, par M. A. Boullée, in-8. Caen, chez Le Blanc-Hardel, libraire.

prouvait et au succès de laquelle il ne croyait pas, elles excuseront du moins l'homme et feront pardonner les erreurs de son esprit en faveur des sentiments chevaleresques qui remplissaient son cœur.

VII

Depuis l'avénement de l'empereur Alexandre II, la Russie a fait chez elle de grandes réformes. Plusieurs, et des plus importantes, celle du sort des paysans et celle de l'administration de la justice entre autres, se sont accomplies sans que nous y ayons donné, en France, toute l'attention qu'elles méritent. Une autre, la plus considérable de toutes, celle du clergé, se prépare au moins dans les esprits. Elle est vivement réclamée dans le pays et par le clergé lui-même. Si les autres offraient de l'intérêt, combien celle-ci n'en présente-t-elle pas plus ! Nous avons pu, nous autres catholiques, laisser passer sans nous y attacher beaucoup, les changements introduits dans la condition des serfs russes et celle des justiciables du grand empire ; ce sont là des questions d'une importance à peu près locale; mais il n'en est pas ainsi de la question du clergé; elle est de premier ordre et d'une importance universelle. Sa coïncidence avec les événements qui se passent dans le reste du monde et notamment avec le concile général qui se prépare, donne à son étude une opportunité toute particulière. C'est pourquoi nous voulons signaler dès aujourd'hui, en attendant que nous le fassions plus complétement connaître, le livre que vient de publier, sur ce sujet[1], l'écrivain à qui il appartient plus qu'à personne d'en parler, le P. Gagarin. Né et élevé en Russie, dans une famille ancienne et par une mère profondément pieuse, le prince, aujourd'hui Père Jean Gagarin possède mieux que personne le fond et les détails de la question qu'il aborde. A Moscou et dans les domaines de sa famille, où il a passé sa jeunesse, il a vu de près, dans toutes les situations possibles, le *clergé noir* et le *clergé blanc*, c'est-à-dire les moines et les ecclésiastiques séculiers dont il s'agit de changer la position vis-à-vis de la nation, vis-à-vis de l'État et vis-à-vis d'eux-mêmes. Ce que nous savons de la condition actuelle, du genre de vie, de l'esprit et des mœurs de ces hommes est un tissu d'exagérations et d'erreurs. Une enquête sérieuse est avant tout nécessaire pour comprendre quelque chose aux discussions dont leur avenir est l'objet. Or, cette enquête, on la trouvera impartiale et complète dans le livre du P. Gagarin.

[1] *La Réforme du clergé russe*, par le P. J. Gagarin, de la Compagnie de Jésus. In-8, Paris, Joseph Albanel, édit., rue de Tournon, 15.

VIII

Nous ne saurions tenir nos lecteurs au courant de toutes les découvertes que produisent les fouilles entreprises sur tous les points dans les bibliothèques, les archives, les dépôts de manuscrits : notre mission n'est pas précisément archéologique. Aussi n'est-ce pas comme document plus ou moins historique, mais comme une édifiante et curieuse trouvaille que nous signalons le *Manuscrit inédit d'Isabelle de Parme* (Paris, Blériot, édit.) que M. Ferdinand de Néville vient de donner au public. Ce bouquet de fleurs pieuses, comme aurait dit saint François de Sales, a été cueilli dans un champ qui en a peu porté, celui du dix-huitième siècle. La religieuse princesse qui a écrit ces douces et touchantes méditations (car ce manuscrit inédit ne contient pas autre chose) était de sang français ; c'était la petite-fille de Louis XV, un de ces anges dont Dieu entoura la vieillesse de l'époux dissolu de Marie Leczinska, sans doute comme intercesseurs auprès de sa miséricorde. Quoique élevée avec les autres enfants du duc de Parme, par l'abbé de Condillac, elle garda toujours la foi, et, à la cour d'Autriche où elle passa de bonne heure (1760) en qualité de fiancée de l'archiduc Joseph, elle édifia ceux qui l'entouraient par sa piété affable et discrète. C'est pour elle-même et afin de se les rappeler qu'elle avait mis par écrit les réflexions et les sentiments qui voient en ce moment le jour. Personne jusqu'ici n'en avait eu connaissance, si ce n'est peut-être sa belle-sœur, Marie-Christine, fille de Marie-Thérèse, pour qu'il elle n'avait pas de secret, et avec qui elle échangeait par écrit tous les jours, lorsqu'elle ne la voyait pas, dit M. de Néville, un *bon jour* ou *bonne nuit*. Qui n'aimerait à partager une telle confidence ?

Au moment où l'Académie française couronnait le *Récit d'une sœur* et, par une distinction délicate qui, mieux que le prix accordé, exprimait son estime, le plaçait en tête de tous les livres qui ont, cette année, obtenu ses suffrages, l'auteur en donnait une treizième édition, enrichie d'additions précieuses[1]. Ces additions sont, pour la plupart, empruntées aux papiers d'Alexandrine, pieuses reliques qu'on ne fouille pas, à ce qu'il paraît, sans y trouver encore des perles. N'en est-ce pas une en effet que cette page, — nous devrions dire cet hymne, — que nous prenons au hasard

[1] 2 vol in-12. Didier, édit.

parmi celles que madame Craven a ajoutées à cette réimpression. Elle est des premières années du saint veuvage.

« Jeudi, 4 août 1836.

« Doux et bel ange Raphaël ! toi qui marias Tobie et Sarah, toi qui les protégeas si bien et qui eus si pitié d'eux, oh ! veuille avoir pitié de moi ! Tu vois ma peine. Elle doit aussi te faire pitié. Porte mes prières à Dieu, porte-lui ma demande de me faire *sentir* que je reverrai mon Albert, et si ma prière est téméraire, pardonne-la-moi.

« Nous nous sommes trop aimés peut-être, mais cependant Dieu est toujours resté dans nos cœurs, et je crois bien que nous nous serions séparés pour toujours sur cette terre, si l'un de nous avait blasphémé..... O bon ange Raphaël, je crois en toi, j'espère en toi, et si je n'obtiens rien de toi, au moins que cela ne nuise pas à ma foi ; obtiens au contraire que je sois délivrée de l'orgueil. Mais je désire, oh ! oui, je voudrais obtenir un parfum de l'autre vie, une goutte de baume pour mon cœur, une *certitude* de n'avoir pas aimé Albert d'une manière assez défectueuse pour que Dieu me sépare tout à fait de lui (bien que mes fautes aient mérité sans doute une plus longue peine)...

« Saint ange Raphaël, aie compassion de moi, parle pour moi à Dieu et mets une sauvegarde près de mon cœur. »

Voilà une admirable prière ! N'est-ce pas un bonheur qu'elle ait été retrouvée ? Les pages qui suivent, dans les additions, quoique moins lyriques, ne sont point inférieures à celle-ci.

P. DOUHAIRE.

LES ÉVÉNEMENTS DU MOIS

Paris, 23 octobre.

Comment traduire les sentiments divers qui nous ont agités depuis quelques semaines, l'inquiétude, l'indignation, le dégoût qui se sont disputé notre âme, et la tristesse qui la domine encore malgré d'inespérées consolations? Que dire qui n'ait été profondément senti par toutes les natures honnêtes? Qu'ajouter au cri si catholique et si français de Mgr l'évêque d'Orléans? Heureusement les faits ont ici une éloquence supérieure à toute langue humaine et la moralité qui s'en dégage éclate avec une irrésistible évidence.

Ce qui se passe d'ailleurs n'a rien d'imprévu. Les péripéties du drame étaient annoncées longtemps à l'avance, et à mesure qu'elles se déroulent, elles accusent davantage l'imprudence qui les a provoquées.

Pour nous, nous avons dans ce drame trois grands sujets de tristesse : le rôle de l'Italie, le rôle de la France et le langage d'une certaine presse qui s'appelle démocratique, libérale et nationale, en trahissant partout la démocratie, le patriotisme et la liberté.

L'Italie! Quelle comédie honteuse n'a-t-elle pas jouée! Quel révoltant scandale n'a-t-elle pas offert au monde! Pendant des mois on l'a vue préparer une agression nouvelle, laisser le champ libre à Garibaldi, ouvrir dans toutes ses villes des bureaux d'enrôlement, des souscriptions dans ses journaux, expédier de sa capitale même et par train direct des bandes ayant à leur tête des officiers de sa propre armée et des membres de son parlement, et n'arrêter à la dernière heure le chef apparent de l'entreprise qu'en lui ménageant des ovations étranges et en faisant de sa prison facile une tribune d'où il multipliait ses provocations ardentes. Dans quel autre pays et sous quel code un général, violateur des lois, serait-il traité avec ces honneurs et laissé libre de prodiguer au peuple et à l'armée des proclamations et des harangues? Certes nous avons vu, dans de néfastes journées, des généraux saisis à leur domicile et conduits sous bonne escorte à Mazas

ou à la frontière ; ils n'avaient lacéré aucune convention et tous pouvaient regarder la loi d'un œil tranquille ; on sait néanmoins s'il eût été permis à ces héros de nos guerres d'Afrique de parler au peuple par la portière d'un fiacre et de lancer du fond de leur cellule des appels aux soldats qu'ils avaient glorieusement commandés ! Mais en Italie les choses ne se passent point comme ailleurs : là on n'arrête un homme que pour continuer son œuvre et on n'échelonne 50,000 bersagliers sur une frontière que pour alimenter l'invasion même à laquelle ils semblaient devoir barrer le passage!

Et pourtant l'Italie avait pris l'engagement d'empêcher toute agression contre le territoire du Saint-Siége; elle avait juré, non-seulement de ne pas le conquérir, mais de le défendre. Et c'est sur la foi de ce pacte solennel que notre drapeau avait quitté les rivages où il flottait depuis quinze années. A peine étions-nous partis que l'Italie, comme un tuteur qui attenterait lentement aux jours d'un pupille pour s'emparer de l'héritage, ourdissait ses manœuvres contre le faible et petit État remis imprudemment à sa garde ; elle l'étreignait de ses forces, le minait de ses intrigues et mûrissait le dénoûment auquel nous avons failli assister. Quoique habituée au parjure et à la honte, elle a cependant essayé de tromper une fois de plus la conscience publique en se disant impuissante à contenir le torrent révolutionnaire. Elle a prétendu qu'elle était entraînée, que la nation passait à travers le réseau vigilant de son armée et que la volonté de son gouvernement ne suffisait plus à garantir le respect des conventions. Il serait naïf de discuter ces mensonges. Si les garibaldiens avaient projeté un coup de main sur Nice ou sur Trieste, l'Italie eût bien su fermer les bureaux d'enrôlement, interdire les souscriptions, saisir les armes et disperser les malandrins. D'ailleurs ne voyons-nous pas quelle facilité subite elle a trouvé dans les notes expédiées de Paris pour assurer le maintien du traité? Et la promptitude avec laquelle elle fait rentrer dans l'ombre ses bandes et tout son appareil révolutionnaire n'accuse-t-elle pas une complicité dont seraient éblouis des aveugles mêmes?

« Que doit être une nation? » demandait il y a six mois M. Thiers en examinant la conduite de la Prusse et de l'Italie. Et l'illustre homme d'État répondait admirablement : « Elle doit être un honnête homme[1]. » — Où est l'honnêteté italienne dans les derniers événements de la péninsule? Ce n'est plus la convention de septembre qui s'y trouvait en jeu, mais le droit des gens ordinaire et la plus simple équité. A moins d'admettre que le pape est hors la loi, hors la civilisation, et que, dès qu'il s'agit du domaine pontifical, la justice et le droit naturel cessent d'exister, il faut reconnaître que tout imposait au Piémont le devoir de réprimer des tentatives à main armée sur les grandes routes. La France n'a de convention du 15 septembre ni avec la Belgique, ni avec la Suisse, ni avec l'Espagne :

[1] Séance du 18 mars 1867.

est-ce que l'absence d'une obligation spéciale l'autoriserait à lancer des expéditions de *Risquons tout* sur Bruxelles et sur Genève, ou à laisser les bandes de la Catalogne et de la Navarre se reformer sur son sol, s'y munir de matériel et repasser la frontière pour continuer la lutte?

Quel autre rôle cependant s'offrait à l'Italie! Possédant l'institution séculaire et immortelle de la Papauté, elle avait à lui demander le secret de la durée et de la grandeur. Au lieu de l'outrager et de la meurtrir, il fallait s'unir à ses destinées pour recevoir un rayon de sa majesté souveraine! Mais la nouvelle Italie, née de la fraude et de la violence, n'a vu que des rapines à exercer autour d'elle, et au lieu de monter dans la sphère sereine de la justice et de l'honneur, elle s'affaisse dans la ruine et dans le sang!

Il faut le dire : une partie de la presse française, — heureusement une minorité qui ne doit qu'au monopole une apparence de force, — a poussé l'Italie dans la voie où elle n'avait pas besoin d'encouragements. Une coalition de saints-simoniens, d'athées, de jacobins et d'absolutistes s'est formée, et en haine du christianisme, elle a méconnu les vrais intérêts de sa protégée non moins que les intérêts de la France elle-même. Elle a glorifié les mensonges, amnistié les conquêtes, incessamment réclamé l'argent de nos épargnes après le sang de nos veines, et s'il avait fallu la croire, nous aurions sacrifié jusqu'au bout notre honneur pour complaire à l'instrument de ses rancunes et de ses calculs. Ce n'est pas assez d'avoir reculé depuis sept ans devant tous les appétits de l'Italie, d'avoir toléré ses écarts et légalisé ses caprices ; après tant de coupables faiblesses, il faudrait en venir à l'abandon de Rome, c'est-à-dire à l'abdication définitive de notre pays! Et les Italiens, à force d'entendre justifier leurs convoitises, ont fini par s'imaginer qu'ils ont des droits sur les débris qu'on leur refuse, et ils les revendiquent à leur tour avec une hauteur qui serait comique si elle n'était odieuse. « En Crimée, écrit un d'eux, les Italiens mouraient pour la France ; quel a été le prix de leur concours[2]?... ». Comment ! Il y a huit ans vous n'existiez pas, sans nous vous seriez effacés de la carte, aujourd'hui vous trônez d'une mer à l'autre, du lion de Saint-Marc au palais des Médicis, et vous nous accusez ! Qui vous a gagné la Lombardie? Qui vous a laissé prendre les duchés malgré Villafranca, Naples malgré Zurich, les provinces romaines malgré la conscience universelle? Qui vous a donné la Vénétie? Qui vous a fait reconnaître par toute l'Europe et introduit furtivement dans la famille des nations? Qui vous a soutenu de son patronage et de sa fortune, et vous prête encore un appui sans lequel vous crouleriez demain comme un château de cartes? La France, toujours la France! Et vous lui demandez de se déshonorer pour vous passer

[1] « En Crimée, les Italiens mouraient pour la France. Quel a été le prix de leur concours?... Les Italiens n'ont jamais demandé compte à la France de leur sang et de leurs trésors... Solferino n'était qu'une ancienne dette...» *Siècle* du 20 octobre. Lettre adressée à ce journal par M. Caïmi, officier supérieur en retraite.

une fantaisie suprême! En vérité, c'en est trop, et le patriotisme, à défaut de la raison, se soulève à la fin contre de telles insolences!

Qui l'aurait cru pourtant? Il s'est trouvé des plumes françaises pour appuyer les prétentions de l'Italie révolutionnaire, pour sommer le gouvernement impérial de livrer le dernier lambeau qu'il réserve, et pour le menacer du sabre de la Prusse s'il n'accorde satisfaction aux alliés passés et futurs de M. de Bismark! Ce n'est pas assez pour ces patriotes d'un nouveau genre qu'on ait cédé le terrain devant Juarez et essuyé les arrogances du prince Gortschakoff et de M. Seward; il faut tendre l'autre joue et céder devant un fantoche, devant les vaincus de Custozza, devant l'ombre du ministre prussien! 50,000 Italiens sont là, sur la frontière que nous leur avons interdite, et des voix françaises leur crient: « Allez! bafouez-nous! Et si nos soldats bougent, appelez à l'aide les fusils à aiguille de Sadowa! » N'est-ce pas un scandale que cette attitude, et quand il s'agit de l'influence, du prestige, de l'honneur de la France, conçoit-on que la haine de l'Église puisse entraîner des Français à fouler aux pieds toute pudeur nationale, à presser nos ennemis de nous mettre le couteau sur la gorge, à ouvrir des souscriptions destinées à se retourner contre le drapeau? « Chacun entend le patriotisme à sa façon, » dit crûment l'un d'eux [1]. Oui, vous l'entendez comme Voltaire, qui s'écriait au lendemain de Rosbach: « Le glorieux uniforme prussien devait faire tomber tous les Welches à genoux! » Les Welches c'étaient nos pères! Le plat courtisan de Frédéric a laissé des héritiers, qui se désoleraient « que le sang italien fût versé par des mains françaises, » mais qui ne sont point émus de voir couler le sang français sous des balles italiennes! Rien ne les arrête pourvu que la folie garibaldienne ait son cours et que l'ancien général de la république romaine prenne enfin sur nous la revanche de 1849! Tout au plus une protestation sénile leur paraîtrait-elle acceptable, mais ils n'accordent rien de plus aux sentiments qui bouillonnent dans toutes les poitrines!

Ce spectacle révolte toutes les droitures comme toutes les fiertés, et un journal qui ne compte pas parmi les défenseurs du Saint-Siége [2], n'a pu s'empêcher de crier à ses contradicteurs: « Soyez donc Français! »

Mais ce qui confond, c'est d'entendre invoquer *des principes* à l'appui d'aberrations pareilles! Quels principes? Il ne peut plus s'agir apparemment de la liberté des Romains, puisqu'elle vient de se manifester avec éclat dans un sens favorable au Saint-Siége. On a parlé des principes de 89. Où ont-ils proclamé l'abolition des contrats et la licence de voler le bien d'autrui? Vos principes, nous les connaissons, ils veulent dire: Plus de gouvernements réguliers, plus de droit des gens, plus de traités, plus de foi ni de loi! C'est le flibustiérisme américain poussé à ses derniers développements et agré-

[1] Ad. Guéroult, *Opinion Nationale* du 14 octobre.
[2] *L'Époque*.

menté de la femme libre. Mais ces principes-là, il n'est pas besoin d'être catholique pour les flétrir; il suffit d'avoir au fond de l'âme la plus infime notion du juste et de l'injuste.

Nous venons de parler des Romains. Est-il possible d'imaginer un témoignage plus décisit que celui de leur fidélité au trône du Saint-Père ? On nous assourdissait depuis dix ans de leurs lamen tations supposées et de leurs griefs imaginaires : ils gémissaient sous un joug exécré et n'attendaient qu'un signal pour secouer leurs fers. Ce signal a été donné; les *libérateurs* sont venus offrir leur secours, et en dépit des excitations les plùs ardentes et des menées les plus actives, la population est restée sourde aux appels des unitaires. Elle a fait plus : partout où elle a trouvé des armes, elle s'en est servi pour combattre les envahisseurs ; et tandis que les paysans s'unissaient aux gendarmes, Rome ne voyait pas une seule manifestation troubler sa paix profonde. Certes les journaux italiens ne se font pas faute d'exagérations et de mensonges, et si quelque placard ou le simulacre d'un attroupement eût paru sur le Corso, on devine aisément tout le tapage qu'en auraient fait les organes florentins. Rien ne s'est produit, pas un écusson pontifical n'a été abattu, et si jamais l'attitude d'un peuple a signifié quelque chose, on peut affirmer que les Romains refusent de partager le sort des Napolitains et des Toscans, et ils préfèrent leur gouvernement avec ses défauts, — quel gouvernement n'a pas les siens? — à la conscription, au papier-monnaie, aux impôts forcés et à la misère.

Si la population, travaillée sans relâche avec un art infini, eût encouragé l'invasion, le cabinet de Florence n'eût pas puisé dans ce concours le moindre droit à une spoliation nouvelle ; mais le prétexte même fait défaut et M. Ratazzi, qui demandait six heures d'insurrection dans Rome pour passer la frontière, n'a pas eu même l'apparence d'une émeute. Quel argument pour le gouvernement français ! Quelle réplique à toutes les inventions révolutionnaires !

Mais ce qui nous enorgueillit davantage encore, ou plutôt ce qui nous console des bassesses, des hypocrisies et des défaillances, c'est l'admirable dévouement de cette poignée de jeunes hommes et d'enfants, dont nous avons bien le droit d'être fiers puisque la plupart sont partis de nos foyers; c'est l'héroïsme de ces zouaves, bien dignes du capitaine illustre qui les a créés et qui se reconnaîtrait dans leur vaillance s'il pouvait les commander encore ! Sans compter le nombre ni calculer le péril, ils se sont partout élancés avec la furie célèbre de leur nation ; partout ils ont vaincu, et ils peuvent inscrire avec orgueil sur leur drapeau les noms de Bagnorea et de Monte-Libreti ! Les mille de Marsala n'ont pas brillé en face d'eux, et les fanfarons qui se vantaient de les chasser à coups de crosse ont dû fuir avec confusion devant leurs colonnes ! Il n'a manqué à Garibaldi que d'être là pour achever sa renommée !

La presse antichrétienne et antifrançaise a tenté d'infliger à ces nobles

volontaires de la foi l'épithète de mercenaires, comme s'ils obéissaient à une autre inspiration que celle du dévouement à leurs croyances. Mercenaires un Chevreuse et un Charrette ! Mercenaires ces paysans bretons, dignes des Vendéens leurs ancêtres ! Mercenaires, tous ces cœurs généreux qui ne battent que pour des convictions sublimes ! Ah ! si l'on voulait bien chercher où se trouvent les vrais mercenaires, ceux qui sont salariés pour la triste besogne qu'ils accomplissent, ce n'est pas dans les rangs de cette jeunesse ardente au sacrifice qu'on les découvrirait !

La vertu que déploient ces zouaves improvisés est celle qui manque le plus à notre temps, où l'enthousiasme des grandes causes a disparu, où l'esprit d'abnégation s'efface, où les convictions deviennent de plus en plus rares. Ils nous enseignent ce que peut une jeunesse qui croit à quelque chose et qui demande à l'action, à l'effort, au sacrifice, le succès de ses opinions et de ses croyances.

A côté des zouaves, il faut rendre égale justice à cette légion d'Antibes, sortie de notre armée, et qui a bien montré à Nerola qu'elle était toujours digne de son origine ; justice aux combattants belges et hollandais ; justice à l'élément indigène, si ferme dans toutes les rencontres, et dont la belle conduite est une réponse péremptoire à certaines accusations. « Pourquoi donc l'armée de Rome n'est-elle pas composée de Romains ? » demandait l'ancien journal de Chateaubriand tombé en quenouille garibaldienne. Elle est précisément composée de Romains en bonne partie, et les chemises rouges ont éprouvé leur élan et leur solidité. Mais quand on a enlevé au pape les quatre cinquièmes de son territoire et réduit son petit État aux proportions d'une tête sans corps, n'est-ce pas une dérision de lui demander une armée puisée tout entière parmi ses sujets ?

Nous comprenons que cette phalange irrite parce qu'elle a dérangé certains calculs. On n'a pas trouvé là de généraux à acheter ; il n'y a pas eu moyen de *faire vite*, et ce noyau d'Italiens et de catholiques, en contenant l'invasion durant deux semaines, en laissant à l'opinion publique européenne le temps de se prononcer, en mettant le gouvernement français en demeure d'agir, a rendu au Saint-Siége un service dont la coalition unitaire ne saurait être reconnaissante. Mais c'est à nous, qui en mesurons la portée, de reconnaître hautement la sagesse politique qui, après avoir créé cette petite armée, l'a énergiquement maintenue contre les critiques des uns et la malveillance des autres. Jugée inutile par le découragement ou l'apathie, humiliée par les généraux français, elle a toujours été défendue par Lamoricière et Mgr de Mérode, qui comprenaient la nécessité d'une force organisée, d'un appui moins trompeur que celui de la diplomatie, et qui pressentaient, même après Castelfidardo, le rôle préservateur qu'elle pouvait jouer dans une occasion décisive. L'événement a bien justifié leur insistance, et le Saint-Siége a tout lieu de se féliciter aujourd'hui d'avoir compté sur lui-même avant de compter sur les chancelleries.

Disons-le : la petite armée romaine, en tenant campagne tandis que les organes qui auraient dû parler se taisaient, que les vaisseaux à qui tout commandait de quitter le port demeuraient attachés au rivage, et que les ambassadeurs, au lieu de courir au danger comme les soldats au feu, restaient paisiblement loin de leur poste, la petite armée romaine a rempli le vrai rôle de la France, celui que notre pays aurait dû revendiquer dès la première heure et que le gouvernement n'a réclamé d'une façon si tardive que pour s'arrêter aussitôt devant les assurances du cabinet florentin. Cette attitude a le double inconvénient de ne réparer aucune des fautes qui ont été signalées dans le passé et de ne prévenir aucun des maux qui sont entrevus pour l'avenir.

Ce que le gouvernement fait incomplétement aujourd'hui, c'est ce qui lui a été demandé après Zurich, avant Castelfidardo, devant Gaëte. Alors comme à présent, on lui a demandé de rappeler les Italiens au respect des traités et à l'observation des règles élémentaires du droit des gens. Le traité de Zurich était aussi respectable que la convention du 15 septembre; le général Cialdini n'avait pas plus de droit d'entrer dans les Marches que Menotti Garibaldi dans le patrimoine de Saint-Pierre, et Garibaldi lui-même, envahissant la Sicile et le royaume de Naples, violait le droit des gens et le droit naturel tout aussi bien qu'en voulant franchir la frontière pontificale. Si l'on a le droit de s'opposer aujourd'hui à l'ambition coupable et insensée des unitaires, ce même droit existait il y a sept ans. On a craint alors d'en venir aux mains avec une nationalité naissante ; qu'a-t-on gagné, puisqu'il faut se résoudre à regarder en face cet enfant gâté et à lui retirer de force la proie qu'il veut saisir?

Si l'on n'a rien gagné, voici ce qu'on a perdu. En 1860, l'Italie n'était rien et nous devait tout. Son impuissance matérielle et le fardeau récent encore de la reconnaissance l'empêchaient de nous résister. Au moindre mot de la France, elle aurait dû céder et obéir. Aujourd'hui, elle est devenue une grande puissance, qui était hier et sera peut-être demain l'alliée d'une plus grande encore. La reconnaissance qu'elle nous doit s'éloigne et s'efface; une plus fraîche et plus vive la lie à la Prusse, de qui elle a reçu, il n'y a pas un an, le complément de son existence nationale. Nous choisissons justement pour lui résister le moment où elle peut, sans trop de folie ni d'ingratitude, songer à se passer de nous.

De plus, en 1860, le pape avait encore, sinon la totalité de son royaume, au moins, un territoire d'une étendue raisonnable, pouvant se suffire et se défendre par lui-même. La péninsule étant encore divisée en plusieurs États, Rome n'était pas environnée comme d'un cercle de fer par l'unité italienne. En sauvant alors le pouvoir temporel, nous sauvions un État viable et venions en aide à une organisation politique sérieuse. Aujourd'hui la papauté est réduite à un domaine insuffisant qui ne fournit ni assez d'impôts ni assez de soldats pour sa propre subsistance, et l'Italie unifiée

l'enserre de toutes parts de manière à lui disputer ce qui lui reste d'air et de vie. Nous choisissons pour défendre le pouvoir temporel du pape le moment où ce pouvoir n'a plus aucune des conditions normales d'un État régulier. Nous mettons la main pour soutenir l'édifice après lui avoir laissé enlever toutes les conditions d'équilibre.

Si d'une pareille conduite, aussi dépourvue de sens politique que de logique, il résulte des conséquences qui nous étonnent ou nous affligent, la responsabilité en sera à ceux qui l'ont encourue, à la faiblesse et à l'hésitation qui ont laissé s'accumuler les périls et les embarras peut-être inextricables de l'heure présente.

Ce n'est point, en effet, une solution qui vient d'intervenir, mais un simple temps d'arrêt, la prolongation du provisoire qui pèse également à tout le monde. Après avoir parlé d'entrer à la fois par Civita-Vecchia et par Suse, par terre et par mer, on n'entre d'aucun côté, tout reste en suspens, et chacun demeure avec ses alarmes ou ses espérances. Assurément c'est quelque chose d'avoir imposé aux ambitions piémontaises le respect *actuel* du domaine pontifical, mais il est impossible de voir dans cet arrangement momentané l'équivalent d'une solution. L'Italie et le mazzinisme ne renoncent à rien ; ils ne désavouent aucune de leurs aspirations. Ils cèdent accidentellement à la force en gardant toutes leurs convoitises, doublées d'une rancune. Le coup est manqué, l'affaire ajournée, voilà tout ; et si l'on en doutait, il suffirait de lire les explications de la *Gazette officielle* de Florence, affirmant que le gouvernement reste fidèle aux *traditions* de la politique italienne et recommandant à tous, non la résignation, mais *la prudence*.

Il est vrai que le cabinet des Tuileries a reçu « des déclarations et des assurances. » Mais c'est une monnaie que l'Italie a beaucoup prodiguée depuis dix ans et qui a toujours été reconnue fausse. Quelle peut être cette fois sa valeur? Le gouvernement n'a pas cru devoir la soumettre à l'examen public, et en attendant que le parlement la pèse et l'apprécie, un profond sentiment de défiance persiste dans tous les esprits. Quoi ! se dit-on, c'est le général Cialdini qui est chargé de faire respecter la frontière pontificale ! C'est l'homme de Castelfidardo que l'on offre au Saint-Siége comme une garantie ! Et quelle armée le secondera dans cette tâche, assez nouvelle pour lui ! Celle-là même qui pactisait hier avec les garibaldiens et les alimentait d'officiers, de soldats et de munitions ! Il faut que les assurances données au cabinet des Tuileries soient bien catégoriques pour triompher de pareils souvenirs ! Quant à nous, le gouvernement qui a soudoyé la trahison, lacéré tous les codes, dépouillé ses voisins, massacré ses compatriotes, bombardé, fusillé, déporté comme pas un avant lui ; le gouvernement qui s'est mis en conspiration permanente contre la morale, contre l'équité, contre l'honneur, ce gouvernement-là ne nous inspire aucune confiance ; nous sommes de ceux qui réclament contre lui des précautions analogues à celles qu'on adopte contre les récidivistes incorrigibles,

et nous voudrions le voir placé sous la haute surveillance de l'Europe en attendant qu'il soit cloué au pilori de l'histoire!

La Papauté et la France sont toutes les deux trop grandes pour être à la merci de l'Italie, et au point où en sont venues les choses, les expédients et les demi-mesures doivent s'effacer pour faire place à une solution définitive. Nous ne pouvons être condamnés à un perpétuel qui-vive et nous tenir en état de recommencer chaque matin l'expédition de 1849. Le Saint-Père ne peut indéfiniment rester dans la position critique où le réduit la convention de septembre, espèce de nœud coulant passé autour de son cou, et dont la corde est remise aux mains loyales de l'Italie. Pour notre dignité, pour notre repos, pour la sécurité générale, il faut que le Pape ait une situation fixée, reconnue, inviolable. Depuis vingt ans, il n'est occupé qu'à se défendre contre toutes sortes de machinations et de brutalités, voyant son ministre assassiné sous ses yeux, ses soldats égorgés, son domaine envahi et dépecé, ses finances taries par des spoliations odieuses : de bonne foi, est-ce là vivre? et de pareilles conditions comportent-elles l'étude réfléchie et l'application sérieuse d'améliorations et de réformes?

On s'est trop accoutumé à traiter l'Église en mendiante, à laquelle on donne un secours temporaire quand elle supplie, et qui retombe le lendemain dans la détresse : il faut la traiter en mère, avec respect et avec amour, selon le droit, selon la justice et selon la liberté.

C'est, du reste, un vœu conforme à la politique traditionnelle de notr pays, et qu'appuient les souvenirs de la période républicaine aussi bien que les aspirations actuelles de l'opinion. Ce sera l'impérissable honneur de la république de 1848, d'avoir voulu et commencé la restauration du trône pontifical : les instructions significatives du ministre de la guerre d'alors au général Mollière l'établissent irréfutablement, et les détracteurs du Saint-Siége sont eux-mêmes obligés de le reconnaître[1]. Mais en l'avouant ils insultent le général Cavaignac, cette figure honnête, qui leur fait sans doute baisser les yeux, cet intègre citoyen qui attend un buste ou une inscription, quand déjà Billault et Morny posent en marbre et en bronze sur des piédestaux.

L'assemblée souveraine et librement élue de 1849 confirma la politique conservatrice de l'année précédente[2], et depuis, la France n'a pas changé. Les déclarations formelles du Sénat et du Corps législatif, le cri unanime de l'épiscopat, le langage expressif de la grande majorité des journaux, ces nombreuses listes de souscription où se confondent les rangs et les

[1] « L'expédition romaine, malgré les motifs sacro-saints dont elle a été revêtue, n'a jamais été qu'une *réclame électorale,* dont le général Cavaignac eut la première idée, et que le prince Louis-Napoléon, président de la République, reprit et exécuta pour son compte. » — Ad. Guéroult, *Opinion Nationale* du 13 octobre.

[2] Aucun livre n'est plus intéressant et plus instructif à relire en ce moment que l'histoire de l'*Expédition de Rome en* 1849, par Léopold de Gaillard.

fortunes, tout, jusqu'à l'attitude des intérêts se raffermissant à l'annonce de mesures réparatrices, tout atteste que l'âme de notre pays reste noblement fidèle aux grands principes qu'il a toujours eu pour mission de faire prévaloir dans le monde. — Que pourrait donc attendre le gouvernement pour se mettre à l'œuvre et assurer enfin au chef auguste d'une religion qui embrasse le monde l'indépendance indestructible dont la conscience des peuples a l'impérieux besoin?

Nous n'abordons aujourd'hui nul autre sujet; nous écartons les incidents du jour, nous laissons passer les cortéges, voulant être tout entiers à cet intérêt supérieur et permanent, à ce grand problème qui tient dans l'angoisse les deux hémisphères et fait mesurer la place qu'occupent dans les choses humaines une pauvre motte de terre et un pontife en cheveux blancs!

Léon Lavedan.

BULLETIN BIBLIOGRAPHIQUE

BIOGRAPHIES NATIONALES. Deux inventeurs célèbres, par le baron ERNOUF. 1 vol. in-12, Hachette.

Dans cette nouvelle et très-intéressante livraison de la collection des *Biographies nationales*, M. Ernouf a réuni et placé en regard l'un de l'autre deux hommes justement célèbres qui se ressemblent par quelques côtés et diffèrent essentiellement par d'autres. Jacquard était un ouvrier; Philippe de Gérardmer, un gentilhomme. Le premier était sans instruction, le second se distinguait par sa science; l'un n'eut toute sa vie qu'une inspiration, l'autre était un inventeur universel; l'homme du peuple s'attacha fatalement à une industrie aristocratique où il gagna une *villa*; le gentilhomme choisit une industrie populaire, la glorifia et y perdit son *château*; mais ils furent l'un et l'autre de grands révolutionnaires industriels, égaux par l'amour du bien, du progrès et des intérêts des travailleurs, et tous deux au premier rang dans le martyrologe des inventeurs. C'est une heureuse idée que la juxtaposition de ces deux portraits, et ce petit livre est une bonne fortune pour la littérature populaire.

FRÉDÉRIC II ET LA NATION ALLEMANDE. — Paris, chez Dilliet. 2 vol. in-8°.

Sous le titre de *Bibliothèque Germanique*, M. de Haulleville, dont le nom n'a pas besoin ici d'être recommandé, a entrepris de publier une série de traductions de l'allemand. Son but est de faire lire, par les personnes qui ne sont pas familiarisées avec les idiomes germaniques, les ouvrages qui résument les conclusions les plus récentes de la science allemande. L'intérêt et l'opportunité de cette entreprise sont évidents. L'important travail du docteur Klopp sur Frédéric II est la première publication que nous devons à la *Bibliothèque Germanique*; sans attendre qu'elle forme dans ce recueil l'objet d'un article spécial, nous tenons à la signaler à ceux qui pressentent (et le nombre doit en être considérable) que la question allemande est loin d'être résolue, qu'elle demande par conséquent à être mieux connue.

LES ACTES DES SAINTS *d'après les Bollandistes et les plus récents hagiographes*. Lyon, chez Louis Gauthier.

Il n'y a plus à faire l'éloge des Bollandistes, dont la continuation et la réimpression se poursuivent avec un si légitime succès; M. Carnandet, auquel on doit non des volumes mais des monuments, a entrepris de les traduire en les condensant. Tout ce qui est *Vies de Saints* ne saurait être assez recommandé. C'est la vraie lecture du chrétien; il n'y en pas de plus attrayante et de plus indispensable, sauf celle du livre qui a fait les saints.

L'ouvrage que nous signalons est fait pour les châteaux et les presbytères, pour les grandes et surtout pour les petites fortunes; il peut remplacer une bibliothèque, et toute bibliothèque digne de ce nom ne saurait plus s'en passer.

Pour les articles non signés : CAMUS.

L'un des Gérants : CHARLES DOUNIOL.

PARIS. — IMP. SIMON RAÇON ET COMP., RUE D'ERFURTH, 1.

LA VICTOIRE DU SAINT-SIÉGE

I

La victoire a donc un jour été pour nous !

Et pourtant qui ne prévoyait d'avance notre défaite ? Quelles mains l'avaient preparée ? Quelles trames semblaient la rendre inévitable ? Hier encore que restait-il au pape, que lui reste-t-il même aujourd'hui ? Un territoire mutilé ou plutôt nul territoire, une capitale, tête sans corps, et tout autour le spoliateur triomphant qui d'avance l'a déclarée sienne ; des finances en désarroi et pour ressources l'aumône ; pour sujets quelques milliers d'Italiens à qui Italiens et étrangers, hommes d'État et tribuns, diplomates et journalistes, répètent chaque jour tout haut et tout bas depuis douze années que leur gouvernement est à la fois le plus faible et le plus insupportable de l'Europe ; pour défenseurs d'abord quelques troupes qui, sous un capitaine illustre entre tous, avaient paru un jour, il est vrai, sur un champ de bataille, mais les unes pour se débander, les autres pour tomber martyres, ensuite une légion nouvelle recrutée, grâce à Dieu, dans les rangs de l'armée française, mais incessamment provoquée à la désertion et qu'un général français ne pouvait exhorter à faire son devoir sans être exposé à un désaveu ; enfin pour garantie diplomatique que ce lambeau d'État serait respecté, la parole du Piémont qui l'avait dépouillée, cautionnée par la parole de la France qui l'avait laissé dépouiller : c'était là ce qui s'appelait et qui s'appelle encore peut-être dans notre langue officielle avoir replacé la souveraineté pontificale dans la condition ordinaire des autres souverainetés.

Il semblait que réduite à cette extrémité elle devait mourir toute seule. Il semblait que les hommes avides de s'asseoir sur ses ruines

en avaient assez fait pour attendre en repos son écroulement. Cependant elle durait et ils ne s'affermissaient pas. Incertain du lendemain mais confiant dans l'avenir, le pape convoquait chez lui dans Rome le monde chrétien tout entier et le monde chrétien acceptait le rendez-vous donné par le pape. Il fallait en finir. Contre le successeur des apôtres et des martyrs la violence ouverte n'a jamais rien gagné toute seule. Elle a mal réussi au premier des Napoléon. Mais si les mains prêtes à enchaîner Pie IX pouvaient paraître innocentes de sa chute, si même en l'enchaînant elles semblaient le sauver, quel succès et quelle merveille!

Les ennemis du Saint-Siége disposaient des mêmes ressources qu'à Castelfidardo. Ils avaient sous la main le vainqueur de Marsala, le vaincu d'Aspromonte, prêt à s'élancer comme un épouvantail, à disparaître comme un fantôme ; derrière lui, le gouvernement de Victor-Emmanuel prêt à devancer ou suivre l'aventurier sous prétexte de le contenir, et derrière Victor-Emmanuel enfin le gouvernement impérial, ils y comptaient du moins, prêt à contenir le gouvernement italien à peu près comme celui-ci allait contenir Garibaldi. Ainsi, la catastrophe accomplie, chacun en rejetterait sur plus faible que soi la responsabilité. Le roi d'Italie engagé envers l'empereur accuserait son indocile général, le chef des chemises rouges; l'empereur engagé envers la France accuserait son ingrate créature, la patrie de Machiavel : aveu d'impuissance qu'on entendait bien d'ailleurs ne voir prendre au sérieux que par ceux envers qui on croyait avoir besoin d'excuse. Devant son peuple, la monarchie florentine se vantait au contraire de pouvoir seule satisfaire les convoitises révolutionnaires, et cette mission que la maison de Savoie se faisait gloire de remplir dans la Péninsule, il ne manquait pas de courtisans de César pour l'attribuer à travers toute l'Europe à la dynastie des Napoléon. Dans tous les cas, l'Italie, pensait s'être assurée de notre gouvernement; elle imaginait tenir en main des garanties de sa condescendance : en 1858, c'était le testament d'Orsini ; en 1867, c'était de plus l'épée de la Prusse.

Rien ne manquait au complot : pas même une doctrine pour en déguiser les résultats. Des publicistes avaient découvert que de la ruine de la souveraineté pontificale devait sortir la liberté de l'Église et au nom de cette espérance, ils sommaient les catholiques de capituler. Ils ne se trompaient pas en considérant en effet la liberté comme le besoin suprême de l'Église, le bien capable de remplacer tout ce qu'elle peut perdre, le prix divin de ses épreuves quand elle les subit sans fléchir. Ils omettaient seulement de nous expliquer à quel titre il fallait compter, pour nous affranchir demain précisément, sur les puissances les plus avides de nous dépouiller aujourd'hui.

Ils oubliaient que, pour donner la liberté, il faut d'abord ne pas avoir commis l'iniquité, et ils prétendaient nous faire oublier que, pour êtres digne de la recevoir et capable de la pratiquer, il faut avant tout avoir su résister à l'injustice. Un peuple a vu quelquefois son émancipation sortir de la défaite de ses défenseurs, jamais de leur défection ; à plus forte raison la société des âmes.

Mais, tandis que ce brillant mirage de liberté religieuse était montré de loin à ceux qu'il s'agissait de désarmer, on ouvrait devant ceux qu'il s'agissait d'enrôler pour l'assaut, une perspective plus prochaine et toute contraire. On savait bien que, pour les soulever, il fallait leur proposer pour prix de la lutte autre chose qu'une motte de terre, et à Florence, on parlait d'enchaîner la main qui lance des censures [1] ; à Paris, d'étouffer la voix qui retentit dans les encycliques [2]. Garibaldi, promenant de Londres à Genève des vociférations que la cité même de Calvin n'a pu entendre jusqu'à la fin sans dégoût, demandait à la haine du prêtre, au fanatisme cosmopolite de l'impiété, des ressources que le patriotisme italien ne suffisait pas à lui fournir. « Demain, « disait-il, nous aurons porté le dernier coup au tabernacle de l'ido-« lâtrie [3] ; » et vers le même temps, à l'autre bout de l'Europe, on pouvait lire dans l'organe de l'intolérance et de la tyrannie moscovites, dans la *Gazette de Moscou*, ces lignes significatives : « La chute du pouvoir temporel sera le triomphe de l'orthodoxie russe en Occident [4]. » Admirable présage de liberté pour les âmes ! Autocrate et démagogues hâtaient des mêmes vœux, envisageaient du même œil la ruine imminente de la souveraineté pontificale.

L'heure de l'exécution du complot semblait arrivée. A Florence, d'anciens complices devenus ennemis, Rattazzi, Pepoli, Cialdini, s'étaient réconciliés. A Rome, les comités de conspirateurs avaient abjuré leurs rivalités intestines, afin, écrivaient-ils publiquement, de susciter le plus tôt possible « une insurrection sans embarras pour le

[1] « Le gouvernement du roi a toujours rencontré la résistance du Saint-Siége *et « même des censures sévères* pour avoir promulgué des lois précédemment rendues. « Il n'y a donc pas à s'étonner si la crise que nous regrettons a dû se produire. » Circulaire diplomatique du général Menabrea, 30 octobre.

[2] « L'importance de la question romaine n'est pas seulement dans cette langue de terre qui forme encore le prétendu patrimoine de Saint-Pierre et qui empêche l'Italie de se compléter. La vraie Rome n'est pas là. Quand même les volontaires de Garibaldi camperaient sur le Capitole, quand même leur drapeau flotterait sur le Vatican, si la Rome du *Syllabus* reste debout, la victoire est incomplète. C'est donc cette Rome-là qu'il faut attaquer, c'est elle qu'il faut vaincre. Rome est bien la capitale de l'Italie, mais elle est surtout un ensemble de croyances... » (*Avenir national*, 8 oct.)

[3] Discours de Garibaldi à Arezzo immédiatement avant sa première arrestation.

[4] *Gazette de Moscou* citée par l'*Union* du 25 octobre.

gouvernement italien[1]. » A Biarritz, M. Nigra avait été chercher les paroles obtenues jadis à Chambéry. Partout, dans la presse étrangère, le bruit se répandait que la convention du 15 septembre allait être revisée ; on ignorait comment, mais à coup sûr aux dépens du Pape. Qui ne sait le reste? Qui n'a pénétré dans les secrets de cette comédie, jouée vraiment avec trop de sans-gêne par des acteurs qu'avaient gâtés de faciles succès ? Les bandes recrutées au grand jour sur le territoire italien et marchant vers la frontière romaine de compagnie avec les troupes qui doivent les empêcher de la franchir ; puis, après qu'elles l'ont franchie, Garibaldi arrêté, la torche retirée de l'incendie quand déjà brûle la maison qu'il s'agit de prendre, le prisonnier promené en triomphateur et tour à tour relâché ou retenu, selon qu'on juge bon d'attiser le feu ou d'entrer pour l'éteindre : jamais l'hypocrisie avait-elle eu tant de cynisme? Quel Français n'aurait rougi d'en être dupe? Puis quand, pour satisfaire ou plutôt pour tromper encore cette exigence de la pudeur française et pour retenir à Toulon nos soldats et nos vaisseaux prês à partir, M. Rattazzi s'efface, et qu'en effet, sur l'assurance que le vainqueur de Castelfidardo se charge de rétablir l'ordre en Italie, notre flotte demeure immobile, qui n'a frémi ? En se retirant, M. Rattazzi avait décidément enfin lâché Garibaldi sur le Pape et coupé les fils électriques par où la victime pourrait appeler au secours. Les choses ainsi préparées, les habiles se tenaient à l'écart, ils laissaient le mauvais coup se faire comme tout seul : Rattazzi était sorti du ministère ; Cialdini n'y entrait pas encore ; quant au roi, il s'en allait à la chasse ; personne ne serait responsable. Et, durant ces jours d'interrègne à Florence, d'immobilité à Toulon, on apprenait que les chemises rouges, manifestement recrutées dans les rangs de l'armée régulière, enveloppaient la ville éternelle de leur flot grandissant et sinistre, que, dans ses murs, une mine, des bombes, un complot, avaient éclaté : n'arriverions-nous pas trop tard? Dieu a épargné à la France le remords, à la chrétienté l'affront du sac de Rome. Tout danger cependant n'est pas écarté. Préservée de la violence, la papauté doit redouter la politique. Devant nos soldats, Catilina inévitablement se retire ou succombe ; mais, avec nos diplomates, Machiavel négocie : il ne craint pas d'avancer, l'armée de Victor-Emmanuel met le pied en même temps que la nôtre sur le domaine de Saint-Pierre. Le cabinet des Tuileries proteste, mais du même ton, semble-t-il, et presque dans les mêmes termes qu'il a protesté jadis contre l'invasion des Marches et de l'Ombrie. Si, mettant à profit une ouverture venue, dit-on, de ce côté, le roi Victor-Emma-

[1] Adresse de la junte nationale romaine aux Italiens, 7 sept.

nuel parvient à faire retirer derrière lui l'aventurier, ce roi ne sera-t-il pas reconnu le vrai gardien de la papauté? En attendant plus, le plan, indiqué par la brochure *le Pape et le Congrès*, achèvera de s'accomplir.

Il en serait ainsi peut-être à cette heure, si Garibaldi, sincèrement obstiné cette fois, n'avait mieux aimé se faire battre par ses ennemis que se laisser désarmer par ses camarades ; mais il l'a voulu : le voilà battu, voilà ses bandes en déroute, l'armée italienne en retraite et les pontificaux couronnés de l'éclat d'un triomphe, le monde, habitué aux succès de la fourberie et de la violence, s'étonne : le plus chétif, le plus pauvre et le plus attaqué des souverains a résisté ; il est debout, il règne, il est vainqueur.

Comment donc a-t-il vaincu, comment le juste l'a-t-il emporté sur le fort, et l'innocent sur les habiles? D'où est venue une si rare victoire, quel en sera le fruit et que pourra-t-elle durer ?

Vers le milieu d'octobre, au plus fort de l'invasion, tandis que son isolement se prolongeait encore, Pie IX descendit un matin de son palais pour venir, selon sa coutume, prier devant le tombeau des apôtres, et, après sa prière, s'étant relevé calme, il dit à ceux qui l'entouraient l'âme remplie d'angoisses : « Quand les hommes ont « marché trop longtemps dans les voies du mensonge, de l'iniquité « et du sacrilége, il vient une force qui tout à coup les arrête. » Puis reportant vers le ciel son regard toujours serein, il ajouta :

Exsurge, Domine, et judica causam tuam !

Cet appel à Dieu a été entendu. Il ne paraîtra point téméraire de le supposer aujourd'hui.

Dieu s'est donc levé ; mais encore avec quels instruments et par quels procédés a-t-il fait justice? De quels ressorts humains s'est-il servi? Eh bien! et c'est là ce qui est décisif dans les événements que nous célébrons, le principal ressort, le poids qui a fait pencher la balance, c'est avant tout la force dont le Pape seul et par lui-même dispose. Sans doute une part de la victoire doit être attribuée aux fautes de l'ennemi. Cette fois, nous le reconnaissons, les Italiens n'ont pas su *faire vite*. Garibaldi, devenu bavard et fanfaron, a vieilli ; Cavour n'est pas remplacé. Il paraît, de plus, que le moment de l'entrée en campagne était mal choisi, qu'on n'avait pas pris l'heure où il pouvait convenir à M. de Bismark de fournir à ses bons alliés ou de se procurer par eux une diversion décisive ; son concours leur a fait défaut. Nous admettons tout cela, et surtout à Dieu ne plaise que nous méconnaissions le secours apporté par la France ! Inclinée contre le Pape par ses préjugés, la France moderne est ramenée vers lui par sa raison. Elle le raille, le brave ou le fronde quand elle ne réfléchit point ; elle se prononce pour lui quand elle

délibère; elle se lève quand elle le croit menacé. Le Corps législatif et le Sénat de l'empire ont répété en faveur du pouvoir temporel les déclarations des assemblées de la république, et aujourd'hui cette persévérante conviction nationale qui poussait il y a douze ans l'ancien insurgé des Romagnes à l'expédition de Rome a pesé de nouveau, n'en doutons pas, sur les résolutions mystérieuses et solitaires de l'auteur de la guerre d'Italie. L'abandon de la cause du Pape n'a pu être avouée à la nation. En dépit des longs délais et des contre-ordres, malgré les difficultés politiques qu'on a laissé s'accumuler autour d'une telle entreprise, nos troupes sont arrivées assez tôt pour tenir les Italiens en respect, rendre à Rome la sécurité, appuyer les pontificaux dans leur combat suprême. Ce n'est pas nous qui disputerons à nos soldats cet honneur; il nous console de trop de mécomptes. Mais en définitive, qu'est-ce qui leur a donné le temps d'arriver? Qu'est-ce qui les a comme obligés à partir? Quel motif sera invoqué pour justifier leur présence? Aurions-nous aidé le Pape à vaincre si le Pape d'abord n'avait su résister? Non : nous ne sommes pas retournés à Rome pour étayer une ruine qui croule, mais pour écarter d'un édifice encore debout les démolisseurs. Nous n'avons pas été défendre un cadavre ; la souveraineté pontificale, si mutilée qu'elle soit, s'est redressée vivante sous les coups qui l'assaillent; on peut la tuer, elle ne meurt pas; elle réunit les trois conditions essentielles de vie qui ne manquent que trop à de plus grands États : la fidélité de ses sujets, le dévouement de ses défenseurs, enfin la constance du souverain. Voilà ce que vient d'apprendre à ses amis comme à ses ennemis la dernière attaque essayée contre elle. Voilà ce qu'il nous importe de constater aujourd'hui.

II

Quand le Pape restera seul face à face avec ses sujets, que feront-ils de lui? demandait il y a quelques années M. Billault, et reculant devant une telle perspective, il refusait alors de consentir à l'évacuation de Rome. Ils le détrôneront, répondit dédaigneusement un peu plus tard à cette terrible question le baron Ricasoli, et dans cet espoir il patrona la convention du 15 septembre. Eh bien, elle a eu lieu « l'expérience du lendemain, » redoutée par M. Billault, appelée par M. Ricasoli. Ce n'est pas nous qui l'avons souhaitée. Il ne nous paraissait pas obligatoire et, convenons-en, il nous semblait téméraire de faire dépendre d'un caprice du seul peuple romain l'ordre, la paix,

l'indépendance de la société chrétienne. C'est la révolution qui a porté le défi; elle l'a porté croyant s'être assuré toutes les chances, et il a tourné contre elle. Jamais peuple n'a paru plus facile à gagner que le pacifique peuple romain, et nul en nos jours ne s'est montré si fidèle. Cerné, traversé, travaillé par l'invasion italienne, ne pouvant vivre sans commerce avec elle, ouvert de tous côtés à ses intrigues, à ses complots, à sa propagande et tour à tour plaint, raillé ou menacé, à cause du joug qu'il subissait, dit-on, il a vu nos soldats partir et il est demeuré tranquille; il a vu les patriotes italiens venir et il a fui leur contact; ces soi-disant patriotes ont pu dans Rome amasser des fusils, creuser des mines, lancer des bombes, mais non recruter des hommes; allumer des incendies, tenter des massacres, mais non soulever le peuple. Autour de Rome, ils ont essayé de s'établir en maîtres à travers les montagnes et les villages, et les habitants ont pris les armes pour les repousser. Enfin, ceux qu'on appelait «les mercenaires étrangers» ont chassé les patriotes, et ces mercenaires, ces étrangers, ont été accueillis en libérateurs.

L'épreuve est faite.

Que l'armée italienne rapporte maintenant à son roi, uniques trophées de sa courte campagne, les plébiscites rendus à l'ombre de ses baïonnettes, et que ce roi, qui les a commandés à ses soldats, les refuse pour se faire payer son refus : qu'importe ? On sait ce qu'ils valent, et par cet échantillon, on achève d'apprendre ce que valent tous les plébiscites italiens.

Garibaldi et ses amis ont été plus sincères. Quand ils sont partis, ils disaient bien : « Rome nous appelle : l'Italie ne peut rester sourde à la voix de Rome[1]. » Mais ensuite, comme en approchant ils n'entendaient point cette voix, ils ont changé de langage. « Proclamée par le parlement, capitale de l'Italie, *Rome n'est pas aux Romains*, ont-ils osé dire[2], *elle est à l'Italie*... L'unité jurée doit être maintenue. »

Ce genre d'argument n'est pas nouveau, nous le savons bien; il n'a été inventé ni à notre époque ni par l'Italie, nous en convenons, et nous l'avons trouvé formulé précisément aux dépens de l'Italie même, par un homme qui s'en est beaucoup servi, d'un bout de l'Europe à l'autre, mais qui du moins ne se piquait pas de n'employer pour ses conquêtes que « la force morale. » C'était Napoléon Ier. « Les orateurs diront, écrivait-il en 1808 à son archichancelier, que Parme et Plaisance sont réunis à l'empire *parce qu'ils forment le complément du territoire de Gênes, que la réunion de la Toscane est néces-*

[1] Discours de Garibaldi à Arezzo.

[2] Proclamation du comité central de secours pour l'insurrection romaine. Florence, 28 octobre 1867, signée G. Pallavicini, R. Cairoli, P. Crispi, etc.

saire pour augmenter nos côtes et par conséquent le nombre de nos matelots, et aussi pour rendre central le port de la Spezzia[1]. » MM. Crispi, Pallavicini et autres citoyens de Florence parlent de Rome comme Napoléon parlait de Plaisance et de la Toscane. Ce champ me convient, donc il est à moi ; cette maison me semble bien située, donc elle est chez moi; j'ai besoin de ces gens, donc j'en suis maître. Mais si une telle façon de raisonner est de tous les temps, dans tous les temps elle n'a qu'un nom : elle s'appelle le droit du plus fort, c'est-à-dire un odieux abus, si celui qui parle est en effet le plus fort, et, s'il ne l'est pas, une ridicule insolence. Aujourd'hui, le décret de *Rome capitale* n'est plus autre chose.

Le droit du plus fort, voilà, en définitive, tout ce qu'il est permis maintenant d'opposer à Pie IX. En vain les doctrines contraires se disputent les esprits et les États et font flotter parmi nous le droit public incertain. En vain en appelle-t-on de la tradition à la volonté populaire, des traités aux aspirations nationales. Au vieux titre du Saint-Père nulle loi moderne ne vient contredire; devant l'Europe nouvelle aussi bien que devant l'Europe ancienne, sa petite mais auguste souveraineté demeure, ayant pour base et pour titre le droit commun.

III

Elle ne possède, en nos jours, qu'un seul privilége, ne le méconnaissons pas, c'est d'être du dehors plus attaquée et mieux défendue qu'aucune autre. A travers le prince, c'est le pontife assurément que poursuivent des ennemis acharnés. La guerre contre Rome est cosmopolite, et c'est le pontife aussi que couvrent d'intrépides défenseurs. Le droit des gens de l'Europe civilisée autorise et justifie la résistance et la foi religieuse de l'Église catholique l'entretient et la consacre. Dans cette lutte, les sujets du Saint-Siége restent de son côté; tout politique sensé lui donne raison : ce ne serait pas assez, il faut encore que des enfants fidèles viennent de loin mourir pour lui. Telle est, à cette heure, sa triple force et sa triple gloire.

Il n'y a pas un mois, *le Siècle* nous lançait ce défi : « Plus de vains « discours ; plus d'inutiles récriminations ; à l'œuvre, soldats du « Christ, donnez un grand exemple, et puisque l'Italie ne pourra « aller à Rome qu'en passant sur vos corps, que vos corps du moins « ne soient pas absents... Allez sauver ce pouvoir menacé ; allez où « le devoir vous appelle, sinon nous croirons que votre foi, n'a-

[1] Bayonne, 11 mai 1808. *Correspondance de Napoléon Ier*, t. XVII, p. 101.

« gissant pas, n'est pas une foi sincère... Nous verrons bien[1]. »

Eh bien! on les a vus. Ils ont marché, ces soldats du Christ, non point par gros bataillons (ce ne sont pas toujours les gros bataillons qui sauvent le monde), mais par poignées d'hommes se multipliant en face du péril. Ils sont accourus de tous les points de la terre au secours de la commune patrie, de Suisse, d'Angleterre, jusque des États-Unis, et dans la liste des blessés de Mentana, le Pérou, le Brésil et le Canada tiennent une place.

Symptôme significatif! Ils sont venus surtout des pays au sein desquels notre Église, à la fois fortement enracinée et fortement contredite, indépendante et non protégée, paraît aujourd'hui le plus militante. La Hollande, où la liberté religieuse introduite au début du siècle par le plus honnête et le plus infortuné des Bonaparte, par le père de Napoléon III, a fait refleurir la foi des martyrs de Gorkhum, la Hollande paye à Rome plus généreusement peut-être qu'aucune autre nation le denier de Saint-Pierre et l'impôt du sang. Sa voisine et sa sœur, qui fut longtemps son ennemie, la libre et catholique Belgique, ne demeure pas en arrière et ce sera à jamais son honneur et le nôtre, ce sera entre elle et nous dans l'histoire un lien immortel, que le premier bataillon de volontaires baptisé par le feu de Castelfidardo, ait porté le nom de franco-belge. La France enfin est à son poste. Parmi nous, elles ont été surtout fécondes en champions de la justice, les races, les contrées où jadis en des jours néfastes on s'était accoutumé à combattre et mourir pour sa foi. Mais chaque profession, chaque province, compte là-bas quelqu'un des siens; Besançon, Nismes[2] et Lyon marchent à côté de Nantes, de Rennes et d'Angers, et moi Forezien, je ne résiste pas au désir de constater ici que le premier officier blessé à Mentana est un enfant du Forez[3].

A côté des volontaires s'avance la légion députée par nos régiments, aguerrie comme eux, dévouée comme les volontaires.

Enfin les troupes indigènes, placées en face d'un ennemi qui parle

[1] Article signé Louis Jourdan en réponse au *post-scriptum* de la lettre de Mgr l'évêque d'Orléans à M. Rattazzi.

[2] Je ne puis me défendre de citer ici ce qu'a raconté M. le baron de Larcy dans une lettre du 14 novembre, adressée à la *Gazette de France* : « Henri Pascal et Casimir Rouvière, de la petite commune de Brignon, riveraine du Gard, viennent tous deux d'être gravement atteints... près de Monte-Rotondo. Pascal a succombé à ses blessures, on le craint du moins ; on a plus d'espoir pour Rouvière... Appartenant à de pauvres familles, au moment d'être soumis en France à la loi du recrutement, ils ont sacrifié l'un et l'autre la moitié de leur avoir, et versé dans les caisses de l'État 2,500 fr. pour conquérir leur liberté et avoir le droit d'aller consacrer leur vie à la défense du Saint-Père. *Ils ont acheté leur épée au lieu de la vendre*, et voilà les hommes qu'on ne craint pas d'appeler *des mercenaires.* »

[3] M. Sauveur Jacquemont, lieutenant aux zouaves pontificaux.

leur langue et se dit leur frère, résistent à ses avances comme à ses coups. Les gendarmes romains, mêlés à la vieille troupe des carabiniers suisses, marchent sans se compter sur les plus redoutables artisans de révolution que l'Italie possède : les malfaiteurs, les hommes qui fabriquent des bombes et brandissent des poignards. Un général romain, le marquis Zappi, a mérité par sa défense de Pérouse, que glorifia la Moricière, d'être chargé cette fois de la défense de Rome, et à Monte-Libretti, un autre Romain, enfant de dix-huit ans, reçoit une balle à travers la main qui tient son clairon, et le reprenant de l'autre main, il continue de sonner la charge.

Voilà donc de quels hommes est composée l'armée du Saint-Père. Mais ces hommes, qui est-ce qui les a attirés, réunis, retenus autour de lui? Chose singulière, c'est l'appât, non d'une victoire, mais d'une défaite ; c'est le souvenir de Castelfidardo. Ceux qui sèment ici-bas, sont rarement ceux qui recueillent. Ne l'oublions pas, c'est parce qu'au moment où chacun doutait, un intrépide serviteur de Pie IX a jugé la résistance possible, et n'en a pas désespéré même après que tout semblait perdu; c'est parce qu'il est allé chercher la Moricière et que la Moricière a consenti à offrir en holocauste à la papauté son grand renom militaire, c'est parce qu'il s'est fait battre, parce que Pimodan s'est fait tuer, et qu'ensuite les zouaves décimés n'ont pas été dissous, c'est pour cela que nous triomphons aujourd'hui[1]. La beauté du sacrifice a séduit les nobles âmes, et les volontaires pontificaux se sont retrouvés le lendemain plus nombreux qu'ils n'étaient la veille. Cependant les années s'écoulaient et la lutte se faisait attendre : lourde et pénible attente dont ils furent plus d'une fois tentés de se lasser. Mais ils se disaient, de mois en mois, les uns aux autres : bientôt peut-être va venir un autre Castelfidardo ; je doute que ces braves jeunes gens portassent plus loin leur espérance, et cette espérance leur suffisait pour persévérer.

Enfin, il leur fut donné de voir la mort face à face, mais pas encore sur le champ de bataille ; c'est sous un aspect plus repoussant qu'ils devaient d'abord se familiariser avec elle. Soldats de la croix, il fallait que leur charité brillât d'un éclat plus rare encore que leur bravoure, et de même que leurs illustres devanciers, les chevaliers de l'Hôpital, consacraient par le service des malades et des pauvres

[1] C'est ce que vient de proclamer, dans une éloquente oraison funèbre prononcée à l'honneur des soldats pontificaux, un prélat confident du général de la Moricière, compatriote de Mgr de Mérode, et qui se trouvait à côté d'eux quand le général se décida à aller à Rome, Mgr Dechamps évêque de Namur. « Ces deux hommes, a-t-il dit, ont transformé l'armée pontificale : les zouaves sont leur création, et la chrétienté retentira de ce cri des zouaves de 1867 : Le glorieux vaincu de Castelfidardo fut le principal vainqueur de Mentana. »

leurs mains vouées à la défense du tombeau de Jésus-Christ, ainsi ces défenseurs du tombeau des apôtres ont soigné, réconforté, enseveli les cholériques d'Albano.

Après cette longue patience, après cette épreuve suprême, ils étaient prêts : Dieu les jugeait dignes de sa cause, l'heure des combats sonna.

Ces combats furent d'abord des escarmouches isolées. Les garibaldiens, pénétrant sans obstacles et de toutes parts à travers un pays sans frontières, se jetaient sur un bourg, un village, Subiaco, Ceprano, Valentano, Ischia, Acquapendente et plus tard Farnèse. Si le village était occupé, ordinairement ils se retiraient; s'il ne l'était pas, ils abattaient les armes du pape, brisaient les autels, menaçaient les prêtres, appelaient les habitants à la révolte, et comme ceux-ci ne se révoltaient pas, ils les rançonnaient. Alors, à peine avertis, les soldats pontificaux accouraient au pas de course; on échangeait une ou deux décharges, puis les garibaldiens partaient, laissant quelques blessés, beaucoup de prisonniers, et les habitants délivrés faisaient fête à leurs libérateurs. La plupart des premières journées furent joyeuses. Quelquefois, cependant, à travers ces courses, une poignée de pontificaux tomba tout à coup au milieu d'une grosse bande et sembla réduite à vendre chèrement sa vie. Ainsi tomba aux approches de Farnèse, surpris, enveloppé, s'offrant le premier aux coups de l'ennemi pour faire jour à ses hommes et donnant au reste de la colonne le temps d'accourir et de triompher encore, ainsi tomba le lieutenant Dufournel [1].

Le premier plan des garibaldiens avait été, en se montrant de tous côtés à la fois sans s'arrêter nulle part, de provoquer une insurrection intérieure et de fatiguer les pontificaux. Mais n'ayant obtenu ni l'un ni l'autre résultat, ils durent adopter un projet plus régulier d'invasion, grouper en masses plus épaisses leur bandes incessamment renouvelées, et s'assurer de quelques points fortifiés pour rallier ces bandes et leur servir de base d'opérations. La guerre changeait de tactique et d'aspect : aux escarmouches succédaient les assauts à donner et à recevoir.

Les trois positions où se retranchèrent d'abord les garibaldiens furent : Bagnorea, Monte-Libretti, Nerola. Il fallut les reprendre, et elles furent reprises.

[1] Il faut lire, sur le lieutenant Dufournel, le discours prononcé par son maître, l'abbé Besson, directeur du collége de Saint-François-Xavier, à Besançon. Ce discours fait connaître les deux frères Dufournel, l'un déjà mort, l'autre blessé alors et qui n'a pas tardé à succomber; il montre admirablement comment les pontificaux combattent et comment ils meurent. Il devrait être dans les mains de toute la jeunesse chrétienne.

A Bagnorea, une colonne de trois cents hommes, soldats de la ligne et zouaves, lancée contre une garnison de cinq cents garibaldiens, aborda l'ennemi à la baïonnette, le débusqua de ses ouvrages avancés et, l'ayant refoulé dans la ville, elle se préparait avec quelques coups de canon à donner l'assaut, quand les habitants, impatients d'échapper à un joug odieux, ouvrirent les portes. Ce succès a préservé la province de Viterbe. Vainement les garibaldiens ont-ils tenté plus tard de s'emparer de Viterbe même. Ils ont été repoussés ; la retraite volontaire des pontificaux rappelés à Rome par un plus grand péril, leur a seule permis d'y pénétrer un instant sans combat, et maintenant que nous reprenons le terrain abandonné, les habitants de Viterbe ne se contentent pas, comme ceux de agnorea, d'ouvrir leurs portes, il prennent les armes pour chasser les envahisseurs.

A Monte-Libretti, les zouaves, selon la coutume qui leur avait réussi jusque-là, se présentent comme s'ils ne devaient point rencontrer d'obstacle. Cependant, à mesure qu'ils gravissent la pente sur laquelle le village, avec ses épaisses murailles et ses vieilles portes, s'élève, les garibaldiens se démasquent, la fusillade s'engage, les zouaves, la baïonnette en avant, montent toujours ; ils arrivent jusqu'à la porte principale, ils la franchissent pêle-mêle avec l'ennemi, mais pour recevoir de toutes les maisons qui les environnent alors une pluie de balles. L'officier qui les commande, Arthur Guillemin, est atteint des premiers. « Crie avec moi : Vive Pie IX ! » dit-il à son clairon frappé à ses côtés au même instant que lui, « et tu « pourras combattre encore, » et disant cela il perce de son épée deux garibaldiens, puis expire[1]. Dans cette rue de village se livrent des combats corps à corps. Le chef ennemi roule à bas de son cheval et est tué roide par le sergent de la Bégassière, qui reçoit lui-même aussitôt après une balle dans le bras. Là sont tombés le Hollandais de Jonghe entouré de quatorze ennemis terrassés par lui seul, l'Anglais Collinridge, le Belge Mercier, d'autres encore, et enfin, presque au terme de l'action, couvert de treize blessures, Urbain de Quélen. Les zouaves n'avaient plus d'officier, ils étaient quatre-vingts contre douze cents. Il y avait près de trois heures qu'ils se battaient, le soleil s'était couché, la lune éclairait de sa tranquille lumière cette scène de carnage, il était huit heures. Tout à coup les garibaldiens abandonnant leur compagnons restés dehors ferment la porte sur les assaillants. Ils ne tentent pas de les poursuivre, et le sergent-major Bach, zouave venu de la Suisse allemande, ne se résigne pas à s'éloigner ; il reste sous les murs presque seul, comme cloué à cette porte si disputée. Il reste jusqu'à quatre

[2] Voyez sur M. Arthur Guillaume, blessé à Castelfidardo et mort à Monte-Libretti, la *Notice* de M. Louis Veuillot.

heures du matin, immobile, attendant je ne sais quelle chance heureuse, et lorsqu'il va se retirer enfin pour revenir avec des forces nouvelles, la porte s'ouvre, les garibaldiens avaient évacué Monte-Libretti et les habitants allaient chercher les pontificaux.

Les garibaldiens s'étaient repliés sur Nerola. Ce bourg, situé comme Monte-Libretti sur une des dernières collines des Apennins, et couronné par un château du moyen âge, est peu éloigné de Rome, touche le territoire ravi au Saint-Siége, et par conséquent était très-propre à servir à l'invasion de point de départ et de lieu de retraite. Elle s'y était retranchée. Le 18 octobre, cinq jours après l'affaire de Monte-Libretti, deux colonnes, formées, l'une de zouaves, l'autre de légionnaires, abordèrent, chacune par un côté différent, Nerola; c'était la première fois que ces deux troupes allaient combattre l'une à côté de l'autre. Une fraternelle émulation les animait. Après que quelques coups de canon bien dirigés eurent démantelé la vieille tour, en deux heures elles emportaient le village et réduisaient le château à capituler. On sait quel fut là, pour les pontificaux, le prix inattendu de la victoire : derrière les murs qu'ils venaient de reprendre, et sous la garde d'une héroïne de la charité qu'avaient respectée les fils mêmes de Garibaldi, ils retrouvèrent leurs blessés de Monte-Libretti.

Ainsi la petite armée du Saint-Siége avait obéi à son chef : partout elle avait marché et vaincu [1]. Nulle part les garibaldiens n'avaient tenu devant elle, et, après la prise de Nerola, on put les croire un instant disparus. Il n'en était rien, une invasion nouvelle commençait. Garibaldi en personne allait marcher droit sur Rome. Ses bandes, mises à l'abri sur le territoire italien, ravitaillées par l'armée italienne, recrutées au besoin dans ses rangs, avaient pu se faire battre impunément. Les pontificaux, en les repoussant, ne les avaient pas détruites, elles se multipliaient, au contraire, et se concentrant sous la main de leur chef pour un suprême effort, elles obligeaient leurs adversaires à concentrer aussi la résistance. La ville éternelle était l'enjeu de la lutte; les pontificaux se replièrent pour la couvrir.

Cependant, sur la route de Garibaldi, s'élevait en avant de Rome, commandant la vallée du Tibre et le chemin de fer, adossée aux monts de la Sabine, Monte-Rotondo. C'était là que le chef des chemises rouges avait marqué d'avance son quartier général, son repaire; c'était de là qu'il devait s'élancer sur sa proie. Il marchait avec six mille hommes, il eut affaire à trois cents de la légion d'Antibes; il fut

[1] On connaît l'ordre du général Kanzler : « Deux compagnies de la légion marcheront sur Nerola; elles battront l'ennemi et rentreront à Rome. »

arrêté vingt-six heures, et quand la garnison, ayant épuisé ses cartouches, encloué ses pièces, se rendit, il se vanta d'avoir remporté l'un de ses plus beaux triomphes. En réalité, cette garnison des trois cents, en l'arrêtant, l'avait vaincu. L'heure de marcher sur Rome est passée pour lui ; les complots tramés, les mines chargées pour en ouvrir les portes ont éclaté avant qu'il arrive. Ses plus hardis affidés se glissant dans l'ombre le long du Tibre ont été saisis ou tués ; enfin, l'expédition française, quelque temps suspendue, débarque. La ville éternelle est préservée. Que la France donc rende grâce aux généreux prisonniers de Monte-Rotondo ! Sans eux, peut-être, nous venions trop tard. Ces légionnaires ont bien mérité de la patrie, ils ont sauvé son honneur.

La lutte touchait à son terme. Obligé de renoncer à Rome, Garibaldi prétendait-il braver encore, du fond des gorges de la Sabine, le gouvernement pontifical, ou bien menacer du sein des Abruzzes son propre gouvernement, lorsque les troupes envoyées contre lui l'ont rencontré à Mentana, marchant de Monte-Rotondo sur Tivoli ? Quoi qu'il en soit de ses desseins, ses bandes ont été non-seulement chassées, mais détruites. Dans ce commun succès, rechercherons-nous quelle part revient aux pontificaux, qui marchaient les premiers, et quelle part aux Français, qui les ont soutenus. Les garibaldiens ne les ont pas distingués les uns des autres dans l'acharnement du combat : les premiers récits publiés à Florence en témoignent. Rome les a confondus ensemble dans ses acclamations reconnaissantes, lorsqu'ils sont rentrés en triomphe dans ses murs ; ce n'est pas nous qui les séparerons. Ce qui n'est pas contestable, c'est que, durant plus d'un mois, les pontificaux ont tenu bon, un contre trois, un contre dix, un contre vingt, et, le premier jour où le concours de l'armée française a rendu sur le terrain les forces égales, la victoire n'a plus balancé. Voilà la vérité sur cette campagne ; elle nous suffit.

Ils sont donc bien beaux à voir sur le champ de bataille les soldats du Pape ! Mais savez-vous où ils sont plus beaux encore ? Sur la paille sanglante des ambulances et à l'hôpital. Vous ne les connaîtriez pas et vous connaîtriez mal leur cause si vous ne les suiviez jusque-là. Leurs fins bénies et triomphantes, leurs agonies souriantes ont eu des témoins qui les ont racontées. Je ne saurais refaire de tels récits. Mais en les lisant de loin, je me suis souvenu de cette parole écrite par un homme qui sait la guerre, qui la fait et qui la juge : Parmi les soldats qui vont à la mort, « ceux-là seulement ont la « sérénité qui croient à une autre vie [1]. » Chez les soldats de Rome,

[1] *L'armée française* en 1867, p. 259.

l'autre vie non-seulement est crue, mais sentie et comme goûtée avant le combat, et c'est pourquoi le trait distinctif de leur physionomie est la sérénité.

Quand Rossi marcha au-devant du poignard, il dit : « La cause du Pape est celle de Dieu; allons. » Quand la Moricière reçut les ouvertures du Saint-Siége, son premier mot fut celui-ci : « C'est une cause pour laquelle j'aimerais bien mourir. » Aujourd'hui dans les salles où nos blessés gisent torturés et mutilés, on rapporte que, de leurs lits de douleur, il ne s'échappe aucune plainte, mais qu'on entend répéter : « Pour pareille cause on peut tout souffrir. » O vous, qui que vous soyez, politiques ou philosophes, amis ou ennemis, qui avez douté de la force du Pape, la voilà.

IV

Et maintenant que va-t-il devenir ? De cette épreuve, de ce dévouement, de ce triomphe, quel sera le résultat ?

S'il s'agissait de tout autre souverain que le Pape, on le tiendrait pour raffermi. Ceux qui respectent la justice et ceux qui respectent la force, ceux qui aiment le courage, et ceux qui prisent le succès, seraient aujourd'hui ralliés autour de son trône, il aurait pour lui tout le monde. Eh bien! non, jamais les apologistes ordinaires des faits accomplis, jamais les complices du gouvernement italien, les oracles privilégiés et corrupteurs de la démocratie française n'ont davantage appelé et annoncé sa chute. Parce qu'il s'est défendu il doit périr, et parce que la France l'a soutenu il lui sied de le condamner : voilà leur thèse. Hier ils dénoncaient sa débilité, aujourd'hui ils incriminent sa constance. Hier ils nous reprochaient d'invoquer à cause de sa qualité spirituelle un privilége en faveur de sa souveraineté politique ; aujourd'hui, précisément à cause de cette même qualité, ils invoquent un privilége contre elle, et lui reprochant le sang versé, ils écrivent : « Parmi les souverains, le Pape « est le seul qui n'ait pas le droit de se défendre à pareil prix[1]. »

Nous pouvons laisser de côté les injures pour le Pape et ses défenseurs dont ce thème est ordinairement accompagné. Encore que, depuis quelques années surtout, on ait beaucoup attendu et, confessons-le, beaucoup obtenu de la crédulité publique, pourtant on aura peine à faire passer Pie IX pour impitoyable : on y renoncera. Les bombardeurs de Palerme, de Messine et d'Ancône auront beau demander, pour lui, à notre gouvernement des leçons de clémence, il

[1] *Journal des Débats,* 11 nov. Art. signé : John Lemoinne.

en aura longtemps à donner, il n'en aura jamais à recevoir. Mais enfin, il est vrai, ce souverain « clément jusqu'à être obligé de s'en repentir ; » ce souverain qui visite les prisonniers qui le blasphèment, les console et les fait tomber à ses genoux, subjugués par sa douceur ; ce vieillard pacifique n'a pas désarmé devant l'ennemi, et pourtant il est pontife ; c'est là son crime. Si vous le tenez en effet pour pontife vous devez savoir ce qu'il garde à l'abri de son trône : la liberté de deux cent millions de consciences chrétiennes, cela vaut bien d'être défendu. Et si, au contraire, vous ne croyez pas à son caractère sacré, pourquoi le lui reprochez-vous? Pourquoi ne le jugez-vous pas comme tout chef d'État qui se défend ? Ils sont rares en nos jours, assurément, les chefs d'État qui donnent pareil spectacle ; qui, vraiment menacés, résistent et restent debout. Avant Pie IX, je n'en ai vu qu'un seul ; celui-là non plus ne portait pas l'épée, il n'était pas né sur les marches d'un trône; c'était Abraham Lincoln. Contre lui s'était levée près de la moitié de son peuple; mais il avait à garder le dépôt des lois commis à sa foi. Le sang a coulé par torrents; à ses côtés tout a paru se dissoudre et il n'a pas fléchi. Vous avez alors admiré Lincoln et vous avez eu raison. Est-ce parce que Pie IX est plus faible sans être moins ferme, que vous l'insulteriez ?

Mais Pie IX ne s'est pas défendu seul. La France a dû venir une seconde fois à son secours. Il a constamment besoin de l'intervention étrangère. Contre qui donc en a-t-il besoin? Contre l'ennemi du dedans ou contre l'ennemi du dehors, contre son petit peuple ou contre un énorme voisin ? Écartons toute confusion.

Si ce qu'on appelle, le principe de non-intervention a un sens, il signifie que chaque gouvernement, dans l'intérieur de ses frontières, doit se soutenir par ses propres forces, et que s'il n'y parvient pas, les gouvernements étrangers n'ont pas qualité pour empêcher sa chute. On peut contester la valeur de ce principe : je ne le discute pas; on peut y déroger; mais on ne peut ni l'entendre autrement, ni méconnaître qu'il est, en effet, devenu à travers les révolutions la règle ordinaire des relations internationales. La première expédition de Rome, en 1848, put être représentée comme une exception à cette règle; exception seulement apparente : en réalité, ce n'est pas sur les Romains que nous avons repris Rome, mais sur les restes de toutes les insurrections continentales, qui, vaincues ailleurs, avaient reflué dans la ville éternelle; exception justifiée d'ailleurs par les meilleures raisons d'ordre public européen et de saine politique française, nous l'avons dit cent fois, et nous n'avons ni à le rétracter, ni à le redire. Aujourd'hui l'apparence même d'une dérogation au droit commun s'est effacée ; nos troupes protégent Rome non contre un insurrection, mais contre une invasion.

Que l'invasion soit tentée par une armée régulière ou par des bandes recrutées publiquement sur le territoire voisin, peu importe. Le gouvernement italien s'est reconnu responsable de Garibaldi et de ses compagnons, puisqu'il s'est vanté de ses efforts pour les arrêter, et il s'avoue leur associé et leur complice, puisqu'il prétend arriver où ils marchaient. Envahi donc par une grande puissance, que doit et peut faire un petit État ?

Il mettra en ligne une armée recrutée comme bon lui semble : soit. Il a fallu la convention du 15 septembre pour nous apprendre que cette prérogative d'un souverain, d'avoir une armée, avait besoin d'être stipulée par une clause spéciale dans un acte diplomatique et il a fallu la récente circulaire du général Menabrea pour nous révéler que la composition d'une armée purement défensive pouvait être critiquée par une puissance voisine. Mais enfin, avec les « individus » de son armée (c'est le langage de ce général), le petit État résistera d'abord et en même temps au nom de son droit et de sa faiblesse, il appellera à son aide quelque autre grand État qui porte intérêt à son indépendance et sa résistance sera estimée suffisante, souvent même elle passera pour héroïque si elle donne à cet allié secourable le temps de venir. Mais tenir tête indéfiniment tout seul à un ennemi dix ou vingt fois plus puissant que soi ! c'est là ce que les publicistes les plus complaisants pour les forts n'ont encore jamais songé à exiger des faibles. Que demain il plaise à la France de proclamer la Belgique le complément naturel de son territoire, que pareille fantaisie vienne à M. de Bismark pour la Hollande : nous considérerons le roi des Belges et le roi de Hollande comme des souverains à la fois très-solides et très-fermes et leurs peuples comme très-dévoués, si en attendant quelque appui d'Angleterre ou d'ailleurs, ils tiennent bon aussi longtemps que Pie IX. Mais pourquoi parler seulement des petits États? Quand la Russie à passé le Pruth, est-ce donc la Turquie toute seule qui l'a combattue ? Quand l'Autriche à passé le Pô, qu'a fait l'Italie qui nous conteste aujourd'hui le droit d'être à Rome ? elle nous a appelés à Turin, et demain, si nous passions les Alpes, elles appellerait la Prusse à Florence. Le droit éventuel de la Belgique et de la Hollande, le droit du grand Turc et de l'Italie, est le droit du Pape : c'est le droit qu'a tout être attaqué d'être défendu, le droit naturel et commun du faible à l'appui de tout le monde : et ce droit du faible est aussi le droit du fort, dont la force en vérité ne vaut et ne peut rien s'il ne lui est pas permis de couvrir qui l'invoque et de combattre l'oppression ; c'est la sauvegarde de la société civilisée contre la violence et le brigandage. Ne parlons donc plus seulement en ce conflit du droit du Pape : il s'agit encore « du droit de la France qui n'est pas

distinct du droit de l'Europe et qui se confond avec le droit de gens[1]. »

Mais pourquoi nous occuper encore de l'invasion italienne? « Cette « nation un instant surprise, il est vrai, n'a pas tardé à comprendre « le danger des manifestations révolutionnaires » le discours impérial nous l'assure, et les manifestations révolutionnaires réprimées ou dissipées, il n'y a plus de péril à craindre, l'invasion italienne est terminée. Non, elle ne l'est pas tant que Florence continue de proclamer Rome capitale ; elle ne l'est pas quand M. Menabrea se plaint qu'il n'y a pas moyen de vivre avec le Pape et cela pourquoi? uniquement parce que le Pape ne laisse pas entrer chez lui ceux qui veulent prendre sa demeure ; il est vrai qu'une fois établis ils lui permettraient d'y loger. Aussi longtemps que les Italiens affecteront pareilles prétentions, leur retraite est une manœuvre; elle n'est pas une garantie.

Ne déprécions pas notre victoire ; ne dissimulons pas nos périls.

Cette victoire, nous l'avons dit, n'a pas seulement détourné une catastrophe imminente ; elle a fait plus, elle nous a révélé les forces du Pape, elle nous a manifesté ses titres ; elle a replacé sa cause sur la base du droit commun, en même temps qu'elle l'environnait d'une auréole de gloire et de vertu peu communes. Voilà la vraie portée du succès ; mais voici les dangers qui lui survivent.

Les convoitises ennemies ne sont ni découragées ni désarmées. Le coup a manqué, le complot subsiste. La politique qui nous a conduits pas à pas de l'expédition de Rome à la guerre d'Italie en passant par la lettre à Edgar Ney et le congrès de Paris, puis après la guerre d'Italie a mené les choses de Villafranca à Castelfidardo, de Castelfidardo à la convention du 15 septembre et de là, enfin, à la crise actuelle, cette politique renoue ses fils, reprend sa trame. La condition matérielle du Saint-Siége est aussi précaire et notre attitude diplomatique envers lui plus incertaine que jamais. Après avoir longtemps tenue l'Europe écartée de Rome, aujourd'hui notre gouvernement soumet à l'arbitrage de l'Europe la question romaine. C'est ainsi que lorsqu'il a jugé bon d'abandonner la Pologne après l'avoir acceptée pour cliente, et de la laisser seule en tête à tête avec la Russie, il a proclamé la question polonaise européenne et a convoqué un congrès. La conférence de 1867 réussira-t-elle mieux à se réunir que le congrès de 1863? nous l'ignorons. Une fois réunie que lui

[1] Nous empruntons cette définition au *Journal de Paris* qui, sans aucun teinte *cléricale* assurément a fait entendre avec tant de courage et de talent sur cette question la voix du bon sens, de la bonne foi et de la bonne politique.

donnera-t-on à faire? nous le savons moins encore. Le cabinet de Florence seul dit ce qu'il veut : c'est Rome, et ce que le cabinet des Tuileries entend proposer il le tait : seulement cette politique qui revendique Rome, il la félicite et la remercie de sa modération.

Quand on envisage ainsi sous ses diverses facesla situation du Saint-Siége, il semble que la Providence ait pris soin de réunir en sa faveur tous les droits et en même temps qu'un sort jaloux rassemble contre lui toutes les chances.

Toutes les chances, je me trompe, il en reste une de son côté et qui est capable de déjouer plus d'un complot : c'est l'énergie réveillée de la conscience publique. A l'élan qui a porté à la défense de Rome de généreux Français a répondu de toutes parts un soulèvement d'indignation contre les agresseurs. Devant cet élan, devant cette indignation, il a fallu qu'ils s'arrêtent. Persistons, et ils reculeront. Seulement, pas d'équivoque. Que ceux qui parlent et votent ici ne soient pas indignes de ceux qui meurent là-bas. Il ne s'agit pas d'imaginer, en vue d'un lointain avenir, une combinaison problématique et nouvelle pour l'indépendance de la papauté ; il s'agit de respecter cette indépendance telle que les siècles l'ont faite et que l'état actuel de l'Europe la comporte. Il ne s'agit pas de savoir si Rome est ou non nécessaire à l'unité de l'Italie; il s'agit de décider si cette unité encore si contestée doit être mise toujours et partout au-dessus du droit des gens.

Lorsqu'à travers la mêlée confuse des prétentions humaines, les catholiques sont réduits à invoquer pour se défendre leur intérêt propre et leur seule croyance, ils courent risque, nous ne le savons que trop, d'être peu écoutés de la société moderne. Mais, quand leur droit se confond manifestement avec le droit de tous et leur cause avec celle de l'ordre, de la paix et de la civilisation tout entière, s'ils ne sont pas entendus, c'est leur faute; nous l'avons éprouvé plus d'une fois.

Ce serait leur faute, surtout quand ils doivent faire parler l'honneur de la France. Qu'on pense ce qu'on voudra, soit du Saint-Siége, soit de l'Italie, il restera toujours vrai que nous sommes liés envers le Saint-Siége et responsables de l'Italie ; liés envers le Saint-Siége : qui ne sait par quelles promesses nous avons garanti son pouvoir temporel, à lui-même, à l'Église, à l'Europe, par quels engagements avant hier, on obtenait nos votes, et hier, pour passer les Alpes, notre argent et notre sang? Responsables de l'Italie, car nous l'avons faite. Elle ne peut marcher sur Rome qu'avec les forces qu'elle nous doit, et elle n'y peut entrer qu'en foulant aux pieds notre parole.

Cette responsabilité de la France devrait ranger de notre côté tous les Français. Quant à nous, elle est à cette heure ce qui nous préoccupe davantage. Quoi qu'il arrive, nous ne sommes point

inquiets pour la papauté. Nous sommes tranquilles non-seulement sur sa perpétuité, promise à notre foi, mais encore sur sa force et sa gloire dans le siècle présent : nous en avons pour garant l'épreuve au sein de laquelle nous la contemplons aujourd'hui. Il est dans sa destinée d'être toujours attaquée; mais son histoire ne nous la montre atteinte que lorsque elle est abandonnée ou s'abandonne elle-même, et c'est pourquoi sa lumière, qui ne peut jamais s'éteindre, n'est pas, en ce moment, menacée de s'éclipser. Combattue souvent comme en nos jours, a-t-elle jamais paru plus ferme et plus pure? a-t-elle jamais été mieux défendue? Depuis le début de notre âge, il n'est pas un assaut tenté contre elle qni n'ait porté plus haut sa puissance. Le vain effort de ses ennemis s'est accordé avec le progrès qui rapproche les unes des autres toutes les contrées de la terre, pour rattacher au centre commun par des liens plus étroits la chrétienté agrandie. Dans cet accroissement d'unité, un seul péril peut-être était à craindre, et difficilement une institution humaine l'eût évité : c'est celui auquel a succombé l'ancienne Rome, auquel n'ont pas échappé les monarchies européennes, le mal qui retire la vie des extrémités pour la reporter toute au cœur, et que les politiques ont nommé l'excès de la centralisation. Mais un pape tel que Pie IX a, pour le gouvernement de l'Église, des inspirations meilleures que celles des hommes d'État pour le gouvernement des peuples. Sans tenir compte de ses épreuves politiques, il couronne ses triomphes religieux par la convocation d'un concile œcuménique. Régler le sort de l'Église en commun avec l'Église entière, voilà la suprême ambition du plus obéi des pontifes. A ceux qui revendiquent Rome pour capitale de l'Italie, il répond en l'ouvrant comme capitale au genre humain. Il y convie les représentants et les organes de la conscience humaine à délibérer sur l'avenir de l'humanité.

Non, de tels desseins ne sont pas d'une puissance qui déchoit. Ils seront traversés, mais ils s'accompliront, et malheur à ceux qui les auront traversés : un jour viendra où de toutes parts on leur en demandera compte. Le monde se transforme; mais qu'à travers cette transformation obscure et mêlée de biens et de maux, la France ne se laisse donc pas ranger parmi les ennemis de la conscience humaine, parmi les contempteurs de la justice et du droit : elle ne l'a pas voulu, elle ne le veut pas, elle ne le voudra jamais ; j'en atteste ses paroles et ses votes, j'en atteste son sang, j'en atteste son cœur et son génie. Et pourtant tout dépend d'elle ; tout lui sera imputé quoi qu'il advienne. Ce qu'elle veut, qu'elle sache donc enfin l'affirmer et l'imposer aujourd'hui.

C. de Meaux.

L'ART CHRÉTIEN

EN ITALIE

I

Je n'oublierai jamais l'émotion profonde, inexprimable, que je ressentis la première fois que, sous la conduite du savant P. Marchi, je pénétrai dans les Catacombes de Rome. Je ne me lassais pas de contempler ces vastes galeries souterraines parcourues si souvent par les fidèles de l'âge héroïque du christianisme ; les salles où se célébraient les fraternelles agapes à la suite des mystères sacrés, et enfin les triples rangées de niches creusées dans les parois des murs, les unes vides, les autres encore pleines de leurs ossements et scellées de leurs pierres sépulcrales. Ce qui m'attirait surtout, c'était les images peintes ou sculptées, premières ébauches de l'art chrétien à son enfance, et dont l'aspect austère était rendu plus saisissant par la lueur des torches qui, selon l'expression d'un grand écrivain, répandaient une mobilité effrayante sur ces objets éternellement immobiles.

Deux mois après cette première exploration, souvent renouvelée avec un intérêt toujours croissant, je voulus étudier dans les œuvres de l'école ombrienne et de l'école mystique le complet épanouissement de cette peinture chrétienne dont j'avais vu les modestes essais aux Catacombes, et à la suite d'une station à Pérouse et à Foligno, j'allai visiter le sanctuaire d'Assise. Là m'attendaient de nouvelles et de non moins vives impressions. Dans ce magnifique monument élevé au treizième siècle, et dont les plus grands peintres des deux siècles suivants se plurent à décorer les trois églises superposées l'une à l'autre, je retrouvais l'image symbolique des progrès tour

à tour accomplis par l'art religieux du moyen âge. La crypte inférieure, où avait été déposé le corps de saint François, me rappelait, par son aspect lugubre, les obscurs souterrains dans lesquels le christianisme persécuté, cachait les restes de ses martyrs et les premières inspirations de son génie. Si l'église intermédiaire, avec ses peintures mystiques, sa voûte étoilée d'azur et d'or, et son demi-jour si favorable au recueillement, me montrait l'art chrétien prenant enfin possession de la terre, je le voyais, bien plus triomphant encore, s'élancer vers le ciel, porté sur les colonnes hardies qui soutiennent l'église supérieure, alors toute resplendissante de lumière, d'éclat et de majesté. Sur quelque partie que se fixât mon attention, comme trois compagnes inséparables, l'architecture, la peinture et la sculpture étalaient leurs merveilleux produits. Quelquefois la poésie, leur sœur, pour compléter le charme, me laissait entrevoir dans les enroulements d'un phylactère quelque strophe des chants composés par les auteurs franciscains du treizième siècle. Rien ne manquait donc aux pures et délicates jouissances que nous inspire l'étude du beau s'élevant à l'idéal, et ces jouissances éprouvées à Assise devaient bientôt se renouveler pour moi dans d'autres églises conventuelles de Cortone et d'Arezzo, de Sienne et de Florence.

Les impressions diverses que je viens de retracer ici, et qui remontent à un voyage déjà lointain, ont été bien souvent rappelées à mon souvenir par la lecture des différentes parties de l'ouvrage que M. Rio a publié sur l'*Art chrétien*[1]. Le quatrième volume, qu'il a fait récemment paraître, vient compléter, enfin, une œuvre importante, fruit de toute une vie d'études, et dont primitivement il n'avait fait qu'esquisser les principaux traits dans le livre intitulé *De la Poésie chrétienne: forme de l'art*[2]. En développant son œuvre première, il a voulu lui donner plus d'ensemble et d'unité, de façon à ériger à la hauteur d'un système ses théories personnelles en fait d'art, théories dont la forme, souvent absolue, lui attira des critiques et des admirations également passionnées. Sans admettre tous les principes posés par M. Rio, ni toutes les déductions tirées des faits qu'il groupés après tant de recherches laborieuses et d'intelligence pratique, nous avouons volontiers que nous partageons la plupart de ses idées sur ce qu'on peut appeler l'esthétique de la peinture chrétienne. Après avoir apporté à l'étude de son ouvrage, le soin et l'intérêt dont il est digne, nous constaterons que le plus souvent nous nous sommes trouvés en complet rapport d'opinion avec l'auteur dans les jugements qu'il porte sur les artistes et les

[1] Paris, 4 vol. in-8. Hachette et Cie.
[2] Un vol. in-8. Paris, 1837.

œuvres des différentes écoles italiennes, depuis la première renaissance de la peinture jusqu'au siècle de Léon X. Parfois même, à la lecture des témoignages d'admiration donnés à quelque composition remarquable de Giotto ou de Pérugin, de Giovanni Bellini ou de frà Angelico da Fiesole, nous avons eu le bonheur de retrouver toute la vivacité de nos sensations, de nos appréciations particulières, consignées dans des notes de voyage. Feuilles légères, il est vrai, écrites à la hâte, et souvent non moins vite emportées par le souffle capricieux du sort, — *rapidis ludibria ventis*, — mais qu'on est heureux de recueillir plus tard, comme on recueille, au déclin de ses années, les douces et fugitives impressions des jours qui ne sont plus ! Ravivés aussi par la lecture d'un ouvrage qui ne cesse d'être attachant, nos souvenirs se sont reportés vers les chefs-d'œuvre admirés par nous au delà des Alpes, en les colorant de cette teinte si favorable que le temps et l'imagination répandent sur les objets vus à distance.

Au premier abord, la publication du dernier volume de l'ouvrage sur l'*Art chrétien* semblerait devoir seulement nous fournir l'occasion de parler des sujets traités dans ce volume. Toutefois, comme aujourd'hui, après des intervalles divers, l'œuvre de l'écrivain est pleinement achevée, n'est-il pas plus convenable de faire abstraction des jugements portés ici ou ailleurs sur quelques-unes de ses parties, pour généraliser, au moyen d'une plus vaste synthèse, la complète appréciation de l'ensemble ? Ce plan nous paraît d'autant plus rationnel qu'il est conforme à la marche suivie par nous dans la nouvelle étude que nous venons de faire du livre de M. Rio car les dernières pages qu'il a publiées nous ont inspiré le désir, que beaucoup d'autres partageront, de relire encore une fois toutes celles qui les précédèrent. D'ailleurs est-on tenu, par exemple, quand on décrit un édifice religieux qui vient d'être terminé, de ne s'occuper que de l'abside, sous le prétexte que c'est la dernière partie qui a été construite ? Ne commence-t-on pas, au contraire, par le portail principal, en passant ensuite des nefs dans le chœur, afin de mieux saisir le monument selon son développement graduel et son harmonieuse unité ? Or, l'ouvrage sur l'*Art chrétien* est aussi un monument en son genre, et puisque nous en avons vu l'entier couronnement, c'est l'heure de le juger tel qu'il est, suivant l'ordre même d'après lequel il a été conçu et achevé.

Sur les pas et avec l'aide de l'auteur, nous allons donc parcourir encore les Catacombes, pour y étudier les types consacrés par la nouvelle religion. De là, nous verrons la peinture chrétienne, s'affranchissant des entraves du byzantinisme, s'élever et fleurir avec les artistes de Sienne et de Florence, puis avec les écoles mystique et

ombrienne donner les plus beaux fruits que le génie, éclairé par la foi, ait jamais pu produire. Seulement, comme il faut nécessairement, dans un champ aussi vaste, se poser des limites, nous nous attacherons en particulier à faire ressortir l'influence féconde que l'esprit ascétique et idéaliste exerça sur la peinture chrétienne. En montrant avec quelle prédilection les peintres les plus remarquables du quatorzième et du quinzième siècle, reproduisirent la légende des fondateurs d'ordres religieux, et remplirent de leurs compositions les églises, les salles et les cloîtres des monastères, il nous sera facile d'établir quelles inspirations inépuisables l'art tirait de l'histoire comme de la pensée fondamentale du monachisme. Par là nous verrons comment la perfection dans le bien conduit à la perfection dans le beau, en vertu des liens solidaires qui unissent l'ordre intellectuel à l'ordre moral, et font que, chez l'artiste comme chez le penseur, les conceptions montent toujours à la hauteur des sentiments. Si alors les peintres et les sculpteurs excellèrent à donner à leurs sujets une expression toute idéale, c'est qu'ils s'inspiraient de leurs convictions religieuses, et croyaient à la vérité des dogmes dont ils figuraient les symboles, aussi bien qu'aux vertus des saints dont ils reproduisaient la vie si pleine de merveilles. Du reste, ce n'est pas seulement dans les diverses formes de l'art que cette impulsion, partie des monastères, se fait sentir en Italie. Elle anime toutes les branches de l'activité humaine qui, pendant trois siècles, ne cesse de s'exercer sur le cycle légendaire des cloîtres, comme autrefois la littérature grecque s'était alimentée à la source des poëmes homériques. Tout s'enchaîne durant cette période, vertus surhumaines et chefs-d'œuvre incomparables, livres immortels et impérissables monuments! Après saint François d'Assise, saint Dominique et saint Thomas d'Aquin, ces héros de l'ascétisme, de l'éloquence populaire et de la science au treizième siècle, Dante mène le chœur des artistes et des poëtes de l'âge suivant. Alors, sur le plan de la *Divine Comédie*, surgissent partout, sous la forme d'édifices religieux, d'autres poëmes taillés dans la pierre et tout étincelants de la couleur des fresques ou de la pourpre des vitraux.

Entre cette époque, magnifique efflorescence de l'art chrétien, et les temps de persécution où il ensevelissait dans l'ombre ses premières ébauches, que de progrès accomplis n'a-t-on pas à constater? Quelle distance sépare les Catacombes du sanctuaire d'Assise? Mais quel contraste tout différent se présente à nous si, pénétrant dans les demeures ténébreuses où la jeune société chrétienne prie et meurt en silence, nous l'opposons à cette autre société qui, au-dessus d'elle, s'agite dans la volupté ou s'épuise dans la misère? Tandis qu'ici de modestes représentations viennent orner la tombe

des martyrs de la foi, en attendant que des œuvres plus parfaites célèbrent les martyrs de la pénitence, là les plus beaux produits de l'art antique semblent rivaliser à l'envi pour embellir les temples et les palais de Rome païenne. Sous les colonnades, dans l'atrium, ou au fond des cellas de ces fastueux édifices, sont réunis tous les types de l'idéal cherché et réalisé par le génie créateur de la Grèce. C'est Minerve, symbolisant l'intelligence et la force unies à la chasteté, ainsi qu'on peut en juger par la statue conservée au Vatican; ou bien, c'est Apollon, qui personnifie le glorieux triomphe de la lumière sur les ténèbres. Quant à Rome, si elle était impuissante à rivaliser, par les créations de ses artistes, avec les types consacrés par l'art hellénique, elle pouvait du moins, quoi qu'en dise M. Rio, placer auprès d'eux ses vieilles divinités indigètes, Janus, Romulus et cette noble Vesta qui, selon Virgile, gardait les bords sacrés du Tibre et les palais de la ville éternelle. L'amour de la patrie, le sentiment de ses hautes destinées, voilà quelle fut la religion des Romains, jusqu'à ce que cet idéal, pour lequel on les voit se dévouer et mourir, en arrive à être honteusement remplacé par l'apothéose et l'adoration des plus indignes souverains.

Mais pendant qu'une multitude avilie se prosternait devant la puissance matérielle qui lui donnait du pain ou les jeux cruels de l'amphithéâtre, une autre foule se recueillait pour adorer mystérieusement ce Verbe divin entrevu par Platon, annoncé par les prophètes et proclamé à la face du monde par douze pauvres pêcheurs de Galilée. Le spiritualisme chrétien attaquait donc par la base le sensualisme raffiné qu'enfante toute société en décadence, et qu'il devait vaincre de cette victoire que l'idée est appelée tôt ou tard à remporter sur la matière. Mais quelque spiritualiste que fût la doctrine évangélique, elle avait besoin d'être représentée par des symboles extérieurs qui la rendissent sensibles aux yeux des fidèles. Une société ne peut pas plus, en effet, se passer de symboles qu'elle ne peut vivre sans religion, sans art et sans poésie. Pour les chrétiens, il y avait donc une nécessité absolue de créer une symbolique nouvelle avec les sujets fournis par la Bible, source que rendait inépuisable la nature même du génie oriental, si fécond en figures et en allégories.

Et pourtant, à côté des nombreux sujets qu'on devait prendre à l'Ancien et au Nouveau Testament, il en était d'autres, d'un caractère tout particulier, qui furent empruntés à la religion et à la poésie helléniques. A l'occasion de ces emprunts, nous n'avons pas à discuter ici deux opinions contraires, émises sur les origines de l'art chrétien qui, selon les uns, serait sorti tout entier de l'art antique et, selon d'autres, aurait pris naissance au sein même de

la religion nouvelle et ne devrait qu'à elle seule toutes ses inspirations. Entre ces deux systèmes opposés, partant de principes exclusifs, la vérité, qui fuit les extrêmes, doit être cherchée par nous. Sans vouloir, dans cette question, attribuer à l'art antique la grande part d'influence qu'on s'est plu à lui donner, nous n'admettons pas davantage que l'art chrétien, semblable à la Minerve sortant toute armée du cerveau de Jupiter, ait fait, à un jour donné, son apparition soudaine en ce monde avec son cortége d'architectes, de peintres et de sculpteurs. Expression des besoins, des sentiments et de l'imagination d'une société qui marche toujours progressivement, l'art ne s'improvise pas plus qu'une langue et qu'une littérature. Son point de départ et ses premiers essais se ressentent nécessairement d'une impulsion étrangère, et ce n'est qu'après avoir passé par des degrés successifs, qu'il peut arriver au beau, résultat final de ses laborieux efforts. Jamais, d'un premier coup d'aile, le génie humain ne s'est élevé à la perfection, et sans la patience, sa compagne et son guide, il lui est impossible de parvenir au but qu'il s'est proposé d'atteindre.

Que les artistes chrétiens, plus favorisés que d'autres, aient trouvé dans la supériorité de leur dogme, de leur morale et de leur culte, des inspirations propres et originales; qu'ils aient imprimé à leurs œuvres, dès les premiers siècles de l'Église, un certain caractère de beauté mystique et idéale, qui leur était particulier, c'est un point mis hors de doute, et confirmé, selon nous, par l'observation des faits. Mais ces peintres, ces sculpteurs qui travaillaient dans les Catacombes, ne s'étaient pas transformés complétement le jour où ils avaient reçu le baptême; l'eau régénératrice, en coulant sur leur front, n'avait pu effacer les idées reçues et les habitudes prises dans les ateliers où ils avaient fait leur apprentissage. De même que le noyau de la société chrétienne s'était formé d'éléments païens qui, peu à peu, se purifiaient en s'aggrégeant, de même l'art appelé à servir d'interprète à la foi nouvelle, se constitua d'abord avec des principes et des procédés techniques, empruntés à l'ancienne civilisation. Remarquons même que c'est une des gloires du christianisme d'avoir fait naître la jeune société de germes provenant du vieux monde grec et romain, et d'avoir par là rendu toute la puissance de la vie à ce qui semblait frappé du sceau de la mort. Ainsi, en étudiant les peintures qui ornent les murailles des catacombes, on y reconnaît souvent la main d'ouvriers peu exeercés, peu sûrs d'eux-mêmes, et se hâtant, à la clarté d'une lampe sépulcrale, de décorer la tombe d'un martyr auprès duquel une mort violente viendra peut-être, le lendemain, leur faire prendre une place. Mais si l'on pénètre plus avant dans d'autres oratoires, à

côté de ces compositions grossières, on sera surpris de trouver des représentations où les meilleurs modèles de l'art antique revivent et semblent, au milieu d'un siècle de décadence, apparaître encore une fois avant d'arriver à une complète transformation.

Mais c'est principalement dans le choix des sujets, dans la création des types particuliers, que la peinture chrétienne va révéler les inspirations qui lui sont propres. Tout en conservant assez longtemps certaines formes dont ils ne pouvaient se défaire entièrement, les peintres initiés à la doctrine du Christ comprirent qu'à une foi nouvelle il fallait de nouveaux symboles extérieurs, servant à rappeler non-seulement les croyances et les aspirations des fidèles, mais aussi les circonstances et les lieux mêmes dans lesquels ils devaient figurer. Toutes les parties de la Bible, si diverses dans leur unité, furent appelées à fournir des sujets préférés des artistes comme des chrétiens. La colombe rapportant vers l'arche un rameau d'olivier, l'aventure de Jonas, l'histoire de Lazare, l'enlèvement d'Élie dans un char de feu avaient pour but de représenter d'une manière sensible le dogme de la résurrection, dénoûment final de la destinée humaine, selon les enseignements du christianisme. Mais avant d'arriver à ce terme inévitable et suprême, le fidèle, surtout celui des premiers siècles, avait de douloureuses épreuves à subir. Contre ces épreuves couronnées souvent par les persécutions, les tortures et la mort, il était nécessaire de fortifier à l'avance l'âme des victimes, en leur offrant des représentations capables de leur inspirer l'inébranlable fermeté du confesseur, et au besoin l'héroïsme invincible du martyr. De là les images si éloquentes des souffrances et de la résignation de Job, du courage des trois jeunes gens dans la fournaise et de la confiance de Daniel jeté dans la fosse aux lions. Toutefois, aux jours d'oppression et de combat, devaient succéder les jours de triomphe et de délivrance. Aussi, le passage de la mer Rouge, le désastre du Pharaon englouti avec son armée dans les flots, puis la manne nourrissant les Hébreux au désert et l'eau jaillissant du rocher d'Horeb, présentaient d'autres images consolantes, destinées à montrer que Dieu n'abandonne jamais ceux qui luttent et souffrent en son nom.

A côté des sujets empruntés à l'Ancien Testament, les paraboles de l'Évangile, ou bien les trois vertus théologales, la Foi, l'Espérance et la Charité, inspiraient également de touchantes allégories. Plus fréquemment encore que ses divines sœurs, la Charité est figurée sur les murs des Catacombes où elle est personnifiée sous les traits du bon Pasteur allant à la recherche de la brebis égarée et la rapportant sur ses épaules au bercail. Sujet éminemment chrétien, qui fut le constant objet de la prédilection des peintres et des sculpteurs

du premier âge de l'Église, parce qu'ils comprenaient que le christianisme est tout amour, et que nulle autre parabole ne pouvait mieux symboliser la vertu qui est l'essence même de la doctrine évangélique! Cette intention, bien manifeste de leur part, de reproduire sans cesse sous cet emblème ou sous d'autres, l'image parlante de la Charité, nous est encore révélée par le caractère de douceur et de paix qui partout ailleurs, dans les oratoires des Catacombes, semble avoir présidé à la composition de leurs tableaux. Dégageons ces peintures des signes plus apparents que réels qui, çà et là, rappellent les vieilles traditions du passé, et il sera facile de reconnaître qu'un sentiment nouveau, inconnu à la société antique et sorti des entrailles mêmes du christianisme, a pénétré, a vivifié ces figures en les illuminant des rayons de la flamme sacrée qui s'appelle l'amour du prochain. Sous l'impression de ce sentiment, qui est le foyer de tous les autres, voyez quel esprit de mansuétude, quelle sérénité inaltérable respirent dans le choix des sujets, le sens figuré des symboles, l'expression et la pose des personnages! Rien n'y rappelle les récentes persécutions, les instruments de torture, ni le sang injustement versé qui crie vengeance contre les bourreaux. Tout y laisse voir, au contraire, des images de paix, de pardon et d'amour. On dirait même que le glorieux triomphe des martyrs, représenté au lieu où s'accomplit leur passion douloureuse, est là pour consoler leurs frères survivants et faire luire sur l'immortalité qu'ils attendent un jour plein de joie et d'espérance.

Voulons-nous poursuivre et achever cette rapide esquisse des premiers essais de la peinture chrétienne dont M. Rio, dans son introduction, a si bien retracé le caractère à la fois simple, grand et austère? Arrêtons-nous un instant aux deux images symboliques de l'Orphée et de l'Orante, souvent reproduites dans les cimetières des premiers chrétiens. Elles nous feront voir par quelles secrètes affinités l'art pouvait y servir de lien entre les traditions de l'antiquité païenne et les principes tout différents de la nouvelle religion. Gardiennes des tombeaux où reposent tant de fidèles, qui passèrent tout à coup des ténèbres du polythéisme à la lumière de l'Évangile, ces deux nobles figures semblent être restées là, dans l'asile de l'éternelle paix, pour dire au spectateur : « La religion qui inspira l'art auquel nous devons la naissance, est venue rapprocher, mais non diviser les hommes et les croyances! » Et cet appel à la concorde, à la fraternité, bases de la sociabilité humaine, n'est-il pas bien exprimé d'abord par le mythe si touchant d'Orphée? Qui de nous n'a été ému en lisant le pathétique récit de la mort de ce personnage, victime de son dévouement à la foi jurée et à la cause sacrée de la civilisation, qu'il avait voulu, mais en vain, imposer aux sauvages

habitants de la Thrace? Oui; la fin tragique du poëte nous touche, parce que nous y voyons l'apôtre d'un culte nouveau importé d'Orient, mourant pour ne faillir ni à ses enseignements ni à ses exemples, et scellant ainsi d'un sang généreux l'inviolabilité du foyer et de l'autel. Or, combien ce mythe d'Orphée ne devait-il pas toucher encore plus les fidèles de l'Église primitive? Ce qu'ils y admiraient surtout, c'était l'époux d'Eurydice descendant aux enfers pour arracher une âme aux ombres de la mort, où elle était retenue captive par suite de la morsure d'un serpent, et la ramener ensuite, heureuse et purifiée, au séjour de la lumière et de la vie? Voilà pourquoi l'art chrétien adopta si volontiers cette légende mythologique qui rappelait avec une certaine analogie la tentation de la femme succombant aux embûches du serpent, sa chute suivie de celle de l'homme, et enfin le rachat du péché par l'immolation du Christ sortant bientôt vainqueur de l'enfer et du tombeau. Ainsi s'explique la fréquente représentation d'Orphée dans les oratoires des Catacombes. Il est figuré, la tête coiffée du bonnet phrygien, assis au pied d'un arbre dont les branches, couvertes d'oiseaux, s'inclinent comme pour écouter ses accents, tandis qu'entre ses doigts résonne la lyre qui, après avoir dompté les lions et les tigres, sera plus tard impuissante à le protéger contre la fureur de ses bourreaux.

Si nous comprenons bien l'adoption d'un tel mythe, consacré à cette époque par la muse populaire de Virgile, nous concevons bien mieux encore, parmi les anciens monuments de la peinture chrétienne, la reproduction de la belle et noble figure de l'Orante. Vivant symbole de la prière, c'est-à-dire de la force la plus douce, la plus irrésistible qui puisse fléchir le cœur de l'homme et la clémence de Dieu, l'Orante est, sans contestation, l'image favorite des peintres de cette période. Telle est la grandeur du caractère qu'ils lui ont donné, telle la puissance extatique de son regard, que nulle autre figure, pas même celle de la Vierge, ne peut alors lui être comparée pour l'expression toute idéale qui la distingue, et que nous retrouverons bientôt comme l'un des signes caractéristiques de l'art religieux au moyen âge. Partout, sous ses formes les plus diverses, on la retrouve avec cette expression indicible, que l'œil peut saisir, mais que la plume ne saurait exprimer. Ici, portant le splendide costume des patriciennes; là, vêtue d'une simple robe flottante, mais ayant toujours les yeux et les bras tendus vers le ciel, elle montre que, dans la sainte égalité de l'Évangile, la prière, consolation du riche et du pauvre, était en même temps la seule arme que l'Église permît au fidèle, quel qu'il fût, d'opposer à ses persécuteurs. Pour comprendre ce qu'il y a de grandeur et de

charme dans cette figure de l'Orante, il faut voir celle qui a été transportée du cimetière de Saint-Calixte au Musée du Vatican, et dont nous reproduisons ici quelques-uns des traits que nous avons esquissés ailleurs. Debout, les mains levées, le front empreint d'une sérénité inaltérable, le regard limpide et légèrement voilé, elle personnifie à merveille par la pureté de son visage cette pureté de l'âme dont la beauté morale est le reflet harmonieux. Aucun ornement ne pare la tunique aux plis ondulés, qui tombe jusqu'à ses pieds. Aucun voile ne recouvre sa chevelure simplement partagée en bandeaux, et de même que ses bras tendus paraissent appeler les chaînes, son cou entièrement nu et à demi-penché semble défier à l'avance le glaive du licteur.

Les types du Christ et de la Vierge ne sont pas moins intéressants à étudier dans les Catacombes. Comme les chrétiens n'avaient, selon le témoignage de saint Augustin, aucun portrait authentique du Sauveur, le type qui consacra son image fut purement idéal, et même le choix qu'on en fit donna lieu, on le sait, à une violente controverse qui divisa les plus illustres représentants de l'Église. Les uns, tels que saint Justin, saint Cyrille et Tertullien [1], prétendaient que l'Homme-Dieu avait, par humilité, rejeté pour lui-même la beauté corporelle, tandis que saint Jérôme, saint Ambroise et saint Jean Chrysostome soutenaient l'opinion contraire, et saint Grégoire de Nysse, de son côté, affirmait que le Christ n'avait voilé l'éclat de sa beauté qu'autant qu'il était nécessaire pour ne pas blesser le faible regard des hommes [2]. Cette dernière opinion prévalut généralement, ainsi qu'on en peut juger par la plus ancienne des figures du Sauveur que l'on connaisse jusqu'à présent, et qui est peinte sur la voûte d'une chapelle du cimetière de Saint-Calixte. Le Christ y est représenté en buste, avec un visage de forme ovale, légèrement allongé, et il a cette physionomie grave, mélancolique et douce que lui conserva fidèlement la tradition. C'est donc là le type hiératique qui, sauf des différences d'exécution, se retrouve dans plusieurs autres peintures des Catacombes, aussi bien que sur la face de cinq sarcophages du cimetière du Vatican, qu'on peut faire remonter au siècle de Julien [3].

[1] Saint Justin, *Dialogue sur Tryphon*, c. LXXXV et LXXXVIII. — Saint Cyrille, *De nudat. Noe*, lib. II. — Tertullien, *Cont. Marcion.*, l. III, c. XVI.

[2] Saint Ambroise, *De Myst.*, c. XVI. — Saint Chrysost., *in Psal.* XLIV. — Saint Grég. Nyss., *In Cant. Cantic.* Homil. XIV.

[3] Ces sarcophages ont été publiés dans le *Recueil de Bottari*, t. I, Tav. 21 et 25. — Pour l'époque où ils furent exécutés, Raoul-Rochette, dans son *Discours sur l'origine des types constituant l'art du Christianisme*, se rallie à l'opinion du savant Sickler, qui a publié, dans l'*Almanach aus Rom*, 1810, le résultat de ses recherches sur les monuments primitifs de l'art chrétien.

A côté de ce type du Christ, tel qu'il sera longtemps adopté par l'art chrétien soit en Orient, soit en Occident, nous allons rencontrer aussi dans les mêmes lieux le type primitif et traditionnel de la Vierge. De la mère du Sauveur, comme de Jésus lui-même, saint Augustin ayant affirmé qu'aucune image n'avait été conservée de son temps, il en résulte que le type choisi pour la représenter n'eut rien de réel et fut conçu, selon toute probabilité, d'après le type qu'on pouvait se faire de la matrone romaine. Outre l'image découverte dans le cimetière de Saint-Calixte, et qui, aussi bien que celle du Christ, est la plus ancienne de toutes, il en est d'autres, d'une époque antérieure, qui sont restées inédites, et qu'on peut faire dater du second siècle de l'ère chrétienne. Telle est l'opinion de M. de Rossi qui, dans le grand ouvrage destiné à illustrer son nom après ceux des Bosio, des Aringhi, des Boldetti et des Marchi, a commencé avec une érudition si compétente le classement chronologique des inscriptions, des peintures et des sculptures de la *Rome souterraine*.

Cependant le triomphe de la foi nouvelle, assuré en 313 par l'édit de Constantin, va faire sortir l'art chrétien de l'obscure enceinte des Catacombes et lui permettre de prendre un plus libre essor. Édifiées dans les diverses parties de l'empire, de nombreuses basiliques ne tardent pas à recevoir, des mains du peintre et du mosaïste, de riches décorations où l'image du *Roi des rois*, partout reproduite, semble aussi partout proclamer la victoire de la croix annoncée par ces mots inscrits sur le labarum : *In hoc signo vinces*. En se propageant à son tour, le type de Marie s'idéalisera de plus en plus, et il finira par exprimer dans une figure de femme ce que la virginité a de plus pur, la maternité de plus tendre, et l'amour divin de plus élevé. Outre cette belle tête de Madone peinte, qu'une foi moins éclairée que naïve attribue à saint Luc, mais qu'on suppose avoir été transportée à Sainte-Marie-Majeure sous le pontificat de Sixte III, quel autre type intéressant ne présente pas la Vierge surnommée l'*Impératrice* par l'admiration populaire, et qui orne l'une des chapelles de Saint-Jean de Latran? Si la merveilleuse légende qui s'y rattache ne venait expliquer d'ailleurs la vénération dont elle est l'objet, sa beauté suffirait à justifier le prestige qui n'a cessé de l'entourer depuis quatorze siècles.

II

En triomphant avec l'Église, et en signalant son apparition au grand jour, l'art chrétien, comme le dit fort justement M. Rio, s'é-

carta peu à peu des traditions qui avaient entouré son berceau dans les Catacombes. L'image d'Orphée, celle de l'Orante disparaissent, et des sujets symboliques empruntés surtout à l'Apocalypse sont alors traités avec une préférence marquée, ainsi qu'on peut le voir par les mosaïques de Saint-Paul hors des Murs à Rome, de Saint-Vital et de Saint-Apollinaire à Ravenne. C'est surtout dans l'une des basiliques dédiées au saint le plus vénéré par la population de cette dernière ville, qu'il convient d'admirer la longue procession de cinquante martyrs, séparés, selon leur sexe, en deux files distinctes, dont chaque extrémité aboutit, l'une à l'image du Christ, l'autre, à celle de la Vierge. Certes on ne trouve là ni la perfection achevée, ni la grâce molle et séduisante qui distinguent, parmi certains bas-reliefs antiques, les groupes de jeunes gens et de jeunes filles formant les théories sacrées et portant les offrandes annuelles au dieu de Délos. C'est une scène d'un caractère tout différent, et pleine de gravité, de recueillement et de grandeur. Le rayon du spiritualisme chrétien illumine le front et jaillit du regard de tous ces martyrs. Si intense est le sentiment religieux dont ils paraissent animés, si vif est l'élan d'espérance et d'amour qui les dirige vers le même but, que le spectateur, entraîné avec eux, ne peut se détacher des deux nobles figures dont la contemplation absorbe la pensée de tant de saints personnages. « Il y a dans cette ordonnance si simple, dit M. Rio, dans ces têtes naïves et radieuses, dans cet appareil symbolique de jeunes palmiers entremêlés aux jeunes martyrs, quelque chose de solennel et de triomphal qui est en parfait accord avec certains accents plus particulièrement lyriques du livre de saint Jean, et qui fait oublier momentanément tout ce qu'il y a de sinistre dans ses prophéties. »

Après avoir montré avec quel soin, sur les murs des basiliques, on évite alors de représenter les scènes de terreur et de vengeance que contenait l'Apocalypse, pour en reproduire de préférence le côté suave et presque évangélique, l'auteur de *l'Art chrétien* passe ensuite à l'influence que le byzantinisme exerça en Occident. Cette influence se manifeste vers l'époque où les persécutions des empereurs iconoclastes forcèrent un grand nombre d'artistes se rattachant à l'école grecque à chercher un refuge en Italie. En s'éloignant de la belle contrée où il avait pris naissance à l'ombre et sous l'inspiration immédiate des chefs-d'œuvre de l'antiquité hellénique, l'art byzantin s'éloigna des types qu'il avait créés au temps de Justinien, pour décorer l'église de Sainte-Sophie. A la place de ces belles figures de vierges qui, par la perfection des traits et des lignes, par l'attitude monumentale, rappelaient la chaste image de la Minerve athénienne, on vit apparaître ces austères Madones dont la physionomie dure et

inflexible n'avait plus rien de commun avec le type modelé précédemment sur la statuaire antique. En Occident, aussi bien qu'en Orient, l'art eut donc à souffrir des actes de violence et de vandalisme dirigés par les briseurs d'images contre les églises, et surtout contre les monastères devenus d'actifs ateliers où florissaient la peinture et l'enluminure des manuscrits. Mais si le byzantinisme, qui fut en deçà de l'Adriatique une sorte de réaction opposée au sauvage fanatisme des iconoclastes, domina trop longtemps en Italie, nous arrivons enfin à l'époque où l'art, affranchi de son étreinte, va sortir d'un pénible sommeil.

Nous touchons ici au vif même du sujet que l'ouvrage de M. Rio nous a fourni l'occasion de développer d'une manière toute spéciale. Il s'agit pour nous de caractériser l'impulsion, aussi puissante que soutenue, qui fut communiquée à la peinture chrétienne par *l'idéal ascétique*, tel qu'il se développa pendant les siècles les plus fervents du moyen âge[1]. Né en Orient, au milieu des poétiques solitudes habitées par les Pères du désert, l'idéal ascétique avait pris en Occident un développement rapide, en même temps que l'idéal chevaleresque, sorti des forêts de la Germanie, se formait du mélange de la doctrine chrétienne avec les traditions barbares. Tous deux étaient essentiellement militants, et, se complétant l'un par l'autre, réalisaient le double but fixé à l'activité humaine, puisque si le premier représentait ici-bas la cité de Dieu, le second, à son tour, y figurait la cité terrestre. L'ordre illustre fondé par saint Benoît, en se propageant dans toutes les parties de l'Europe chrétienne, y avait répandu, avec la culture intellectuelle et les vertus monastiques, cette sorte d'idéal que le cloître vit grandir, et qui, pour les facultés de l'esprit, aussi bien que pour celles du cœur, devait être un puissant moyen de progrès et de perfection. Après les moines bénédictins, qui donnèrent une si forte impulsion à l'idéal ascétique, parurent les milices religieuses établies par saint Bruno, saint Dominique et saint François d'Assise, dont l'institution, sous des formes et à des degrés différents, influa puissamment sur l'art du moyen âge. Dès le onzième siècle, l'établissement des chartreux était venu raviver l'esprit contemplatif, qui s'était peu à peu refroidi dans les communautés bénédictines, en attendant que, deux siècles plus tard, les dominicains et les franciscains fussent appelés à consacrer au service de l'Église les secours tout extérieurs d'un apostolat que les disciples de saint Benoît cessent alors de remplir.

[1] Nous croyons devoir rappeler ici que, dans l'un des chapitres de notre ouvrage sur *les Monastères bénédictins d'Italie*, nous avons eu déjà l'occasion de faire ressortir l'influence exercée sur l'art chrétien par les inspirations du cloître et l'étude des légendes monastiques.

Comme point de jonction entre les deux époques qui furent témoins de la naissance de ces ordres célèbres, se place la grande réforme opérée par saint Bernard au douzième siècle : période de l'histoire monastique essentiellement distincte des précédentes, en ce sens que, d'après M. Rio, l'idéal ascétique sort de l'enceinte des monastères pour s'allier à l'idéal chevaleresque, dans le but tout chrétien de combattre les infidèles. Tout en reconnaissant le mouvement extraordinaire communiqué à la société contemporaine par le génie et les institutions de l'abbé de Clairvaux, il faut pourtant constater qu'antérieurement à l'apparition de ce grand moine, l'ascétisme monastique, alors représenté par l'institut bénédictin, avait plus d'une fois quitté le séjour du cloître, pour prendre part aux événements du siècle, notamment à la querelle du Sacerdoce et de l'Empire. Quoi qu'il en soit, tandis que les épopées du cycle de Charlemagne et d'Arthur représentaient l'idéal chevaleresque, une institution allait donner un corps aux rêves des poëtes, et comme le germe de toute grande chose, éclore bien humble au sein même des croisades. Il est curieux de voir Hugues de Paganis arriver à Rome, en 1128, avec onze chevaliers recrutés à grande peine parmi les premiers croisés et destinés à former bientôt cette milice de moines-soldats auxquels saint Bernard disait, après avoir tracé les principes de leur règle : « Allez, braves chevaliers, chassez d'un cœur intrépide les ennemis de la croix, et dans tous les périls, répétez les paroles de l'apôtre : Vivants ou morts, nous sommes à Dieu. »

Si l'Italie, avant l'apparition du *Roland furieux* et de *la Jérusalem délivrée* ne se fait point remarquer par ses poëmes chevaleresques ; en revanche elle produit, dès le treizième siècle, des artistes dont les travaux annoncent, pour les âges suivants, d'immortels chefs-d'œuvre. Après cette forme si élevée de l'idéal que le monachisme développa tour à tour avec saint Benoît, saint Romuald et saint François d'Assise, le génie italien va créer une autre forme que nous appellerons *l'idéal esthétique*, c'est-à-dire l'expression du beau, en tant qu'il peut être réalisé par les arts d'imitation. C'est avec le jubilé de l'an 1300 que cette merveilleuse efflorescence se manifeste de toutes parts sous le beau ciel de l'Italie. Il semble que le souverain pontife, en convoquant les populations chrétiennes dans la capitale du monde catholique, ait voulu livrer à leur naïve admiration les œuvres magnifiques répandues sur leur route, depuis le pied des Alpes jusqu'au but de leur pèlerinage. L'ascétisme monastique, en élevant, en épurant les âmes, les avait parfaitement disposées à recevoir les inspirations fécondes et créatrices de ce génie des arts, qui sera désormais l'apanage presque exclusif de la race italienne. A peine la tâche des premiers ordres religieux paraît-elle accomplie,

que voici venir les ordres mendiants dont le zèle s'exerçant partout, dans l'intérieur des églises comme sur la place publique, répand avec le feu de leur éloquence l'usage de la langue vulgaire trop longtemps dédaignée des lettrés et des savants. La poésie s'en empare, ainsi que l'éloquence, et bientôt elle devient le flexible instrument de cette pléiade de poëtes franciscains, obscurs et méprisés comme la robe qu'ils portent, mais dont la séve originale, l'accent inspiré ne sont indignes ni de la patrie, ni de l'idiome harmonieux de Dante. La peinture elle-même se sert également de cette jeune langue pour tracer sur ses tableaux les légendes qui se déroulent en gracieuses spirales, et lui donne ainsi, dès sa naissance, un caractère monumental en rapport avec ses hautes destinées.

C'est dans le triple sanctuaire d'Assise, et dans les autres églises conventuelles de l'Ombrie et de la Toscane qu'il convient d'étudier les œuvres admirables conçues et réalisées par les deux formes successives de cet idéal que l'esprit du monachisme pouvait seul créer. Dès le treizième siècle, l'idéal esthétique avait commencé à se développer en Toscane, avec deux écoles rivales et à peu près contemporaines, l'école siennoise et l'école florentine. D'après une opinion généralement reçue, à Florence appartiendrait l'insigne honneur d'avoir vu naître l'art au moyen âge, et donné la première impulsion à la peinture nationale, grâce au génie de Cimabue et de Giotto. Sans déprécier la gloire de la ville des Médicis, on peut affirmer que la petite république de Sienne devança, dans la voie de la régénérescence de l'art, la superbe cité qui, plus tard, devait l'absorber dans le rayonnement de sa propre splendeur. En remontant au douzième siècle, on trouve un artiste siennois, Piero de Lino, appelé à Rome pour y peindre, dans la basilique des Quatre-Saints-Couronnés, les fresques qui existent aujourd'hui, et représentent l'histoire de saint Sylvestre et de Constantin. Mais l'histoire de l'école siennoise ne commence véritablement qu'au siècle suivant, époque où la peinture, de concert avec l'architecture et la sculpture, prend un développement dont la victoire de Monteaperti, remportée sur les Florentins, marque la glorieuse sommité.

Dans le même siècle, un moine franciscain de Sienne, frà Jacopo da Turrita, inaugure l'avénement de ces pieux artistes qui, parmi les religieux de son ordre ou d'autres congrégations rivales, montreront jusqu'où peut s'élever l'expression du beau, lorsqu'il s'inspire de l'idéal ascétique. Invité à se rendre aussi à Rome par le pape Nicolas IV, il y décore le grand arc de Sainte-Marie Majeure de cette composition en mosaïque au milieu de laquelle resplendit l'admirable figure du Christ. Peu de temps après, tandis qu'une nombreuse colonie d'artistes partis de Sienne travaillaient à la construction et à

l'ornementation du dôme d'Orvieto, des peintres de la même ville couvraient de leurs fresques les églises d'Assise et de Pérouse. Ce qui distingue surtout l'école siennoise dans ses premières productions, c'est la conciliation du respect pour les types traditionnels avec le libre essor des facultés personnelles de l'artiste. Les peintres siennois ne s'appliquent pas seulement à perfectionner l'art dans sa partie technique; mais ils se préoccupent surtout de bien rendre ce qui appartient à l'expression et à l'inspiration proprement dites. Les deux frères Guido et leur neveu Ugolino furent les fondateurs de cette école qui se proposa d'unir la liberté avec l'autorité, problème moins difficile à résoudre dans les œuvres d'art que dans le domaine de la science sociale et politique. La renommée d'Ugolino fut si grande, que les Florentins lui donnèrent la préférence sur leurs artistes, et les franciscains, les dominicains, qui croyaient plus fermement encore que les hommes du siècle à une lumière inspiratrice pouvant descendre d'en haut, demandaient au peintre siennois des représentations de nature à les ravir dans une sorte d'admiration extatique.

On arrive ensuite à Duccio, l'auteur de tant de travaux remarquables, et notamment de ce fameux tableau de la Vierge qui excita dans Sienne un enthousiasme aussi grand et peut-être plus mérité que celui dont la célèbre Madone de Cimabue fut l'objet à Florence. Dans le même temps, deux sculpteurs de Sienne, Agnolo et Agostino, après avoir élevé dans la cathédrale d'Arezzo le magnifique tombeau de l'évêque Guido Tarlati, construisaient l'église de Monte-Oliveto au sommet de la charmante colline où le bienheureux Tolomei venait de fonder l'ordre des olivétains. Rien de plus suave, de plus frais que le site où se dresse cette église bâtie au lieu même où le pieux fondateur avait eu une vision miraculeuse. Aussi, en se représentant tout ce que les créations de la nature et de l'art, jointes au prestige de la sainteté, ont pu répandre de merveilleux sur ce sanctuaire de Monte-Oliveto, il ne sera pas difficile de comprendre qu'il ait été pour les Siennois ce que furent pour la Toscane et l'Ombrie ceux de Vallombreuse et d'Assise.

Nous avons dit que cette majestueuse basilique d'Assise qui, en deux années, était sortie, comme par miracle, des mains de son architecte Jacques de Lapo, avait déjà été décorée par des artistes siennois de peintures fort curieuses, auxquelles il faut joindre, pour l'ancienneté, celles de Giunta de Pise. En ornant de leurs fresques qui allaient les rendre vivantes ces masses de pierres si prodigieusement amoncelées, les vieux maîtres des écoles siennoise et pisane s'étaient sentis comme pénétrés d'un souffle nouveau qui leur avait fait concevoir des types plus purs, plus animés que ceux des peintres byzantins leurs prédécesseurs. Le tombeau de saint François d'Assise, en

révélant un idéal plus parfait, allait donc produire un autre genre de miracles, et devenir le centre d'une renaissance à laquelle les artistes florentins s'associeront de tous leurs efforts. Quoique sous le rapport de la priorité chronologique et d'une certaine originalité, l'école siennoise prime d'abord l'école florentine, cette dernière, dont l'éclat est surtout rehaussé par la grandeur même de Florence, sera toujours regardée comme ayant l'avantage sur sa rivale.

Sans nous arrêter à établir entre elles une vaine opposition, remarquons que ce fut également à Assise que Cimabue, le premier des grands peintres florentins, se dégagea des liens du byzantinisme, et rejeta la roideur et l'immobilité qui caractérisent encore ses premiers ouvrages. Comme les autres artistes, il subit l'influence du saint tombeau qu'il vient décorer, car c'est dans l'église inférieure qu'il peint la belle image de Vierge dont le type annonce déjà celle qui sera son chef-d'œuvre. L'inspiration s'élevant en lui à mesure que sa pensée monte vers le ciel avec les voûtes aériennes de l'édifice, il orne ensuite l'église supérieure de fresques représentant l'histoire de la Bible, compositions que les ravages de six siècles n'ont pas épargnées, mais dont certaines figures sont toujours parées de leur impérissable jeunesse. Avec Cimabue se manifeste plus nettement l'impulsion toute progressive que les ordres monastiques donnèrent à l'art religieux du moyen âge. Sous leur patronage et pour eux exclusivement, ce maître peignit à Assise, à Pise et à Florence. Dans cette ville, il ne décora que les trois églises demi-gothiques de Santa Croce, de Santa Maria Novella, et de la Sainte-Trinité, appartenant aux franciscains, aux dominicains et aux moines de Vallombreuse. Récemment construite par Arnolfo di Lapo, la première de ces églises rivalisait alors avec Santa Maria Novella que deux architectes dominicains, frà Sisto et frà Ristoro, avaient bâtie précédemment, et que Michel-Ange appelait *sa belle fiancée*, à cause de l'harmonie incomparable de ses proportions. Ces monuments, à l'exemple de la basilique d'Assise, allaient devenir, aux quatorzième et au quinzième siècle, de précieux musées pour les œuvres que l'idéal ascétique devait particulièrement inspirer à la peinture chrétienne.

III

Élève de Cimabue dont, jeune encore, il recueillit le glorieux héritage, Giotto se laissa entraîner plus volontiers que son maître vers ce sanctuaire d'Assise qui exerça sur les grands artistes du temps une si magique et si religieuse attraction. Comme Cimabue, il ne partagea point son génie et son travail entre les deux ordres rivaux

de saint Dominique et de saint François; mais, par une préférence singulière de sa part, et qui sera expliquée plus loin, il se donna tout entier aux religieux du pauvre mendiant d'Assise. Fondateur d'une école et d'une tradition nouvelles, il rompit complétement avec les anciens types, ouvrit aux conceptions individuelles un libre et favorable élan, et laissant là, selon le jugement de Ghiberti « la grossièreté byzantine, il changea l'art de grec en latin [1]. » L'étude qu'il avait faite de la nature et de certains modèles antiques, lui permit de pousser bien plus loin que ses devanciers les progrès techniques de la peinture. En même temps, il trouvait dans son esprit à la fois observateur, ardent et sympathique, dans sa connaissance approfondie de l'histoire légendaire et du symbolisme chrétien, le moyen de répondre largement aux religieuses aspirations de son époque. Appelé à Assise, il y peignit, outre les grandes compositions de l'église supérieure, le *Triomphe de saint François* qui remplit quatre compartiments de la voûte surmontant l'autel de l'église inférieure. « Rien n'est plus célèbre que ces belles fresques, dit Frédéric Ozanam ; mais je n'en connais pas de plus touchante que celle où sont figurées les fiançailles du serviteur de Dieu avec la sainte Pauvreté; la Pauvreté sous les traits d'une femme parfaitement belle, mais le visage amaigri, les vêtements déchirés : un chien aboie contre elle; deux enfants lui jettent des pierres et mettent des épines sur son chemin. Elle cependant, calme et joyeuse, tend les mains à François; le Christ lui-même unit les deux époux, et au milieu des nues paraît l'Éternel, accompagné des anges, comme si ce n'était pas trop du ciel et de la terre pour assister aux noces de ces deux mendiants. Ici rien ne rappelle les procédés de la peinture grecque : tout y est nouveau, libre, inspiré. Le progrès ne s'arrête plus parmi les disciples de Giotto appelés à continuer son œuvre : Cavallini, Taddeo Gaddi, Puccio Capanna. Au milieu de la variété de leurs compositions on reconnaît l'unité de la foi qui rayonne dans leurs œuvres. Quand on s'arrête devant ces chastes représentations de la Vierge, de l'Annonciation, de la Nativité, devant les images du Christ crucifié avec des anges si tristes pleurant autour de la croix ou recueillant dans des coupes le sang divin, il faudrait avoir le cœur bien dur pour ne pas sentir les larmes venir aux yeux, pour ne pas s'agenouiller, en se frappant la poitrine, avec les pâtres et les pauvres femmes qui prient au pied de ces images. Alors seulement on s'aperçoit que saint François est le véritable maître de l'école d'Assise; on sent ce qu'il lui communique de chaleur et de puissance. On comprend enfin comment Giotto sortit de là, capable de commencer cet apostolat trop

[1] Lassiò la rossezza dei Greci, rimutò l'arte di greco in latino.

peu connu qui en fit un si grand homme, qui le conduisit à Pise, à Padoue, à Naples, à Avignon, laissant sur son passage dans chaque ville non-seulement des ouvrages admirables, mais des disciples par centaines pour les étudier, les dépasser, et jeter ainsi l'Italie entière dans cette vocation nouvelle où elle devait trouver sa dernière gloire [1]. »

Une grande partie des peintures monumentales de Giotto ayant été détruites par le temps, l'incurie des deux derniers siècles, et ce qui est pire encore, par un déplorable vandalisme, il faudrait se renfermer à Assise, à Padoue et à Florence, pour bien étudier les œuvres de ce maître; car ces trois villes possèdent les trois plus belles églises de franciscains qu'ait élevées l'Italie du moyen âge. Or, comme la vie de saint François fut le thème favori de Giotto, il ne faut pas s'étonner qu'il n'ait laissé nulle part ailleurs de plus nombreuses et de plus parfaites compositions. Cette prédilection de sa part, assez difficile à concilier d'abord avec son caractère positif et avec le poëme satirique qu'il fit contre les abus de la pauvreté volontaire, ne peut s'expliquer que par l'influence considérable qu'exercèrent sur son esprit les relations intimes qui l'unirent au plus grand poëte du siècle. Dante, qui avait parfaitement compris le rôle social réservé à l'institut fondé par saint François, et qui s'était même affilié au tiers ordre, guida Giotto dans un certain nombre de compositions symboliques, et voulut, en retour, prendre des leçons du peintre son ami, ainsi que l'atteste un tableau de l'Annonciation qu'il dessina au trait. Leur intimité se resserra davantage, quand, en 1306, Giotto disant adieu à ce coteau fertile d'Assise qui, selon l'expression de l'auteur du *Paradis*, « pend d'une montagne élevée [2] » se rendit à Padoue, où Dante ne tarda pas à venir le rejoindre. Ce fut dans cette ville religieuse et savante, au moment où l'artiste allait y entreprendre les peintures de la petite église dite de l'Arena, que le poëte le trouva, dit son commentateur, entouré de ses enfants, tous fort laids et d'une ressemblance frappante avec leur père [3]. Scène de famille digne d'offrir un intéressant sujet de tableau, et où l'on aime à se représenter le rude gibelin jouant d'une main caressante avec les petits enfants d'un ami, tandis que son puissant génie donne à ce dernier les conseils les plus propres à le guider dans ses travaux. Or, la vive imagination de Giotto, excitée et non refroidie par

[1] *Les Poëtes franciscains en Italie, au treizième siècle,* par A. F. Ozanam, p. 104 et 105.

[2] Fertile costa d'alto monte pende. — *Parad.*, cant. XI, 45.

[3] Dantes videns plurimos infantulos ejus summe deformes et patri simillimos. — (Benvenuto da Imola, *Comment.*)

la culture intellectuelle, lui permettait de suivre aussi loin que possible dans leur vol les sublimes conceptions de Dante. Le don de l'universalité, qui permet à quelques esprits fort rares de tout concevoir et de tout exprimer, ne lui manquait pas plus qu'à Michel-Ange; comme lui, architecte et poëte, peintre et sculpteur, il comprenait en outre la philosophie et la théologie. De même que Dante popularisait dans ses vers immortels la science de saint Thomas d'Aquin, de même l'artiste florentin traduisait en fresques admirables les inspirations de son illustre compatriote.

Ces inspirations, en ce qui touche aux plus belles créations du symbolisme chrétien, ne se revèlent nulle part aussi manifestement que dans l'église de l'Arena. Après y avoir peint l'*Épopée évangélique*, c'est-à-dire les principaux traits de la vie du Christ et de la Vierge, Giotto voulut représenter au-dessus quatorze compositions symboliques où les sept vertus que prescrit l'Évangile sont opposées aux sept vices qu'il combat. Entièrement dessinées par Giotto, ces figures ont une grandeur de style extraordinaire, et il est impossible de rendre, par la physionomie ou les attributs, une personnification plus claire et plus saisissante. Quelle touchante image que celle de la Charité, avec sa couronne de roses et d'épis entrelacés, sa corbeille pleine de fleurs et de fruits, et offrant à Dieu son cœur dont la fibre saignante semble palpiter encore! Et l'Espérance, qu'elle est belle aussi, dans l'effort qu'elle tente pour monter au ciel, à travers l'infini qui l'attire! Elle tend la main pour saisir une couronne qu'un ange lui montre, mais qui paraît lui échapper toujours, comme échappe à l'artiste cette perfection idéale vers laquelle il ne cesse d'aspirer. Moins gracieuse, mais supérieure par sa haute expression aux deux autres vertus théologales, la Foi porte à sa ceinture ces clefs destinées à ouvrir les portes du ciel, tandis que sa main déroule le *Credo*, nouvelle table de la loi résumant tout le dogme chétien. Sous ses pieds gisent pêle mêle des statues d'idoles brisées, des fragments de rouleaux couverts de signes cabalistiques, vaines images des erreurs que le vrai croyant doit repousser. En même temps, elle prête l'oreille à deux anges qui lui apportent d'en haut la force et les lumières dont elle a besoin, et sa bouche s'entr'ouvre pour redire ce que les envoyés de Dieu viennent de lui révéler. Quant au caractère un peu dur et à l'air de supériorité que l'artiste a donnés à cette figure de la Foi, ils ne doivent pas nous surprendre, car il a eu l'intention de rappeler par là qu'elle se renferme dans une inflexibilité dogmatique, et qu'en sa qualité de fille du ciel, elle commande en souveraine à toute la nature.

Des travaux si remarquables, sans compter ceux qu'il exécuta au Campo Santo de Pise et à l'Église de Santa Croce de Florence, devaient mettre le comble à la renommée de ce grand peintre. Non content

de le marquer du sceau de sa glorieuse amitié, Dante, le dispensateur suprême de la célébrité, l'a proclamé roi des artistes de son temps. Cette royauté, impérissable comme le poëme où elle est décernée, se trouve consacrée par les éloges que donnèrent successivement à Giotto, Pétrarque et Boccace, Villani et Ghiberti, tous si bons juges dans les questions d'art, de poésie ou d'histoire. Au milieu de ce concert unanime, rien n'a manqué à la gloire de l'artiste, rien, pas même les protestations de la malveillance et les attaques hostiles de quelques-uns de ses contemporains ou de ses biographes. Ces préventions aveugles que Giotto rencontra, comme chef d'école, parmi les peintres siennois et pisans, et jusque dans certaines congrégations religieuses, s'expliquent d'abord par la prééminence d'un talent sans rival, et peut-être aussi par quelques défauts d'exécution que l'auteur du livre sur *l'Art chrétien* signale avec un esprit de parfaite mesure. Mais que sont de si rares défaillances à côté de qualités si éminentes? et quel effet doit produire ce peu d'ombre jeté sur tant de lumière, sinon d'en mieux faire ressortir et la force et l'éclat?

Quand Giotto mourut, son génie créateur, loin de s'éteindre avec lui, continua de briller dans ses œuvres, ses traditions et ses disciples, comme un astre qui rayonne encore à travers l'espace, longtemps après s'être incliné vers son couchant. Sa renommée s'accrut, et fut portée au loin par la nombreuse école qu'il avait fondée, et qui donna naissance aux peintres les plus distingués du quatorzième siècle. On a rappelé précédemment quel tribut plusieurs d'entre eux apportèrent à la décoration du sanctuaire de saint François d'Assise. Héritier direct des principes du maître dont il était le neveu par sa mère, Stefano fut d'abord son collaborateur dans cette même église. Plus tard il y continua ses travaux avant de se rendre à Rome et à Milan, où sa réputation le fit appeler. Comprenant mieux encore que Giotto le côté mystique de l'art, Stefano porta plus loin que lui la science du dessin, entrevit les lois de la perspective un siècle avant qu'elles fussent complétement appliquées, et apprit de l'école siennoise à répandre sur ses têtes d'anges et de saints la plus grande suavité d'expression. Dans la vaste fresque qui ornait l'abside de l'église d'Assise, et représentant une Gloire céleste, il montra un si prodigieux talent, au dire de son biographe, et s'éleva à une telle hauteur de mysticisme, qu'on peut déjà saluer en lui le digne précurseur d'Angelico da Fiesole.

Un autre élève favori de Giotto, que celui-ci avait tenu sur les fonts de baptême, et auquel il servit longtemps et de père et de maître, fut Taddeo Gaddi. Bien qu'il ait aussi travaillé au couvent des franciscains d'Assise, son activité s'y déploya moins que dans celui de Santa Croce, à Florence, où il peignit la grande fresque de

la chapelle Baroncelli, et le miracle de saint François rappelant à la vie un enfant qu'il rend à la tendresse de sa mère. Ce tableau, dont Ghiberti disait que jamais il ne vit une peinture exécutée avec autant de perfection, faisait bien voir jusqu'à quel point, dans cette scène éminemment pathétique, la seule inspiration du cœur avait heureusement guidé la main de l'artiste. Mais ce fut à peindre les sujets symboliques que Taddeo Gaddi excella particulièrement, ainsi que le témoignent les fresques célèbres de la chapelle dite *des Espagnols*. Il se plut à y représenter chacune des diverses sciences cultivées au moyen âge, par deux figures dont l'une est historique, l'autre imaginaire, comme par exemple celles d'Euclide et d'Aristote servant d'explication vivante aux personnifications de la géométrie et de la dialectique. Moins heureux que Giotto qui avait reçu, à Padoue, les conseils de Dante, Taddeo Gaddi fut obligé, pour cette composition allégorique, de tirer tout de son propre fonds, et il faut reconnaître que l'imagination de l'artiste ne monta jamais si haut dans la sphère de l'idéal.

Après le Romain Cavallini et Puccio Capanna, qui s'appliquèrent avec une prédilection marquée à peindre, dans l'église d'Assise, le drame émouvant de la Passion, Giovanni da Melano vint y continuer aussi les religieuses traditions de l'école giottesque. Ce peintre, qui décora l'église inférieure de trois fresques admirables représentant l'*Adoration des Mages*, la *Présentation au temple*, et *Jésus enfant au milieu des docteurs*, marque la transition entre les artistes de la première génération de cette école et ceux de la seconde. Parmi ces derniers, les plus célèbres furent Giottino, Orgagna et Spinello Aretino. Appelé d'abord par les franciscains de Florence, Giottino peignit sur les murs de leur église de Santa Croce le *Baptême de Constantin* et les *Miracles de saint Sylvestre*. Il est impossible d'exprimer par la parole l'effet saisissant que produit la scène où, devant l'empereur et toute sa cour, le saint fait mourir le dragon dont l'haleine empestée a répandu une contagion mortelle, et ressuscite les malheureuses victimes de ce fléau. Attiré ensuite vers le sanctuaire d'Assise, Giottino y exécuta des peintures dans l'église de Saint-François, et surtout dans celle de Sainte-Claire. Il y représenta la pieuse fondatrice de l'ordre des clarisses accomplissant aussi un miracle de résurrection, au milieu d'un groupe de femmes admirables par l'expression de leur foi naïvement extatique. Plein d'un amour passionné pour son art, mais frêle de complexion et d'un caractère naturellement porté à la tristesse, il sut mieux qu'aucun autre artiste de son temps donner aux figures de ses personnages cette teinte de mélancolie rêveuse dont lui-même portait le germe dans son âme. Le penchant invincible qu'il avait pour la solitude, et sa pauvreté, résultat d'un

noble désintéressement, le portèrent à passer sous l'abri des cloîtres le petit nombre de jours qui lui étaient comptés. Arrivé presque au terme d'une vie trop tôt interrompue, il fut demandé à Pise, par les fabriciens du Dôme, et donna le signal du mouvement qui, sur la fin du quatorzième siècle, entraîna vers le Campo Santo de cette ville la seconde génération des élèves de Giotto.

Si les artistes de cette religieuse époque étaient venus chercher leurs plus belles inspirations près du lieu où reposait le corps de saint François, quelle attraction non moins puissante ne devait pas exercer sur eux ce Campo Santo destiné à devenir le Panthéon chrétien des Pisans, et que rendait encore plus vénérable à leurs yeux la couche de terre qu'on y avait apportée de Jérusalem? C'est là, sous les galeries ogivales de ce splendide édifice construit par Jean de Pise, qu'Orgagna, génie d'astiste aussi universel que Giotto, peindra ses trois grandes compositions sur le triomphe de la mort, le jugement dernier et l'enfer. Œuvre d'un caractère essentiellement dantesque, la première de ces fresques, bien au-dessus des deux autres, frappe surtout par l'effet prodigieux des contrastes. Elle inspire au plus haut degré ce sentiment de terreur mystique qu'on éprouve en lisant la première partie de *la Divine Comédie*. Quelle saisissante opposition entre tous ces personnages représentant les grandeurs contemporaines, ou les joies enivrantes du siècle, et l'aspect des cadavres étendus dans leurs cercueils et offrant tous les degrés de la décomposition? Combien l'aveugle insouciance de tant d'hommes qui reçoivent, en passant, cette lugubre leçon si bien faite pour les émouvoir, tranche avec l'impassible sérénité des cénobites placés dans la partie supérieure du tableau, et dont ce hideux spectacle ne vient ni troubler la conscience, ni suspendre les occupations! Cependant la terrible figure de la Mort plane, comme un vautour, les ailes déployées, au-dessus de ses victimes, qu'elle choisit de préférence parmi les heureux du monde, tandis qu'elle reste sourde aux cris des malheureux qui la supplient d'abréger leurs souffrances. Seule, au milieu de la foule qu'elle contemple, se détache une femme au maintien noble, à la physionomie tristement pensive, et qui, la tête appuyée sur la main, semble prendre pour objet de ses méditations les diverses scènes placées sous ses regards. Par cette touchante et gracieuse image ne doit-on pas croire que l'artiste a voulu représenter la prédominance du sentiment religieux chez la femme, sentiment qui s'explique moins en elle par le désir de donner un appui à sa faiblesse, que par le besoin qu'elle a de croire et surtout d'aimer?

Après Orgagna, qui reproduisit dans l'église des dominicains de Florence ces mêmes compositions dont le sujet lui était inspiré par

le poëme de Dante, Spinello Aretino fut invité par les magistrats de Pise à venir aussi apporter au Campo Santo le tribut de son talent. Il y peignit la légende si poétique de saint Ephesus et de saint Potitus dans le compartiment laissé libre entre l'histoire de Job qu'avait représentée Francesco de Volterra et celle de saint Rainier, l'œuvre incomparable de Simone Memmi et d'Antonio Veneziano. Contraint de quitter Pise par suite des troubles sanglants qui agitaient cette ville, Spinello revint à Arezzo, sa patrie. Là, son activité infatigable couvrit les murs des églises et des couvents de fresques légendaires où le génie étrusque resplendissait dans sa mâle et religieuse simplicité. Malheureusement des actes volontaires de destruction, qu'on ne peut qu'attribuer aux influences païennes de la Renaissance, ont fait disparaître ces peintures, ainsi que celles que Spinello exécuta pour la plupart des communautés monastiques de Florence. Par une exception dont l'art est redevable aux bénédictins réformés de Monte Oliveto, une seule composition de ce maître a échappé au vandalisme systématique qui contribua à la ruine presque totale de ses œuvres.

Après tant d'autres, nous avons voulu gravir la charmante colline ombragée de vignes et d'oliviers où s'élève San Miniato, et nous y avons admiré dans l'église dont les religieux olivétains étaient autrefois en possession, la belle fresque de Spinello représentant la légende de saint Benoît. « Ce qui frappe le plus le spectateur, dit M. Rio, en présence de cette composition, ce qui en forme le caractère distinctif, c'est la force et la grandeur. La figure principale n'étant pas distinguée des autres par le costume, il a fallu faire ressortir autrement sa supériorité. Spinello était là dans son élément, et nul n'a jamais revêtu saint Benoît de tant de majesté, soit dans l'action, soit dans le repos. Il a su lui conserver cette majesté jusque dans la mort, comme on peut le voir dans la fresque où il est couché sur son lit funèbre. L'artiste s'y est surpassé lui-même, comme d'autres avant lui, ayant à peindre la légende de la Vierge, ou celle de saint François, ou celle de saint Rainier, avaient, pour ainsi dire, recueilli toutes leurs forces pour exprimer ce que cette scène suprême a d'émouvant et de solennel... Le groupe de moines récitant l'office funèbre devant ce corps roidi, mais non défiguré par la mort, n'est pas moins admirable sous le rapport de l'ordonnance que sous celui de l'expression à la fois intense et contenue ; on pourrait dire que c'est d'un goût éminemment classique, en prenant ce mot dans sa plus haute acception. Le même éloge peut s'appliquer au vieillard privilégié dont la douleur est adoucie par une vision consolante, et qui montre à son voisin l'âme bienheureuse de celui qu'ils pleurent emportée par les anges dans le séjour céleste. »

Quand on compare cette composition légendaire sur la vie de saint Benoît à la grande fresque du Campo Santo de Pise, où Pietro Lorenzetti avait représenté précédemment l'histoire des Pères du désert, on voit quelles sources diverses d'inspirations l'idéal ascétique ouvrit à la peinture religieuse du moyen âge. Tout en montrant d'abord les progrès accomplis dans la partie technique de l'art, depuis la première jusqu'à la seconde moitié du quatorzième siècle, le rapprochement de ces deux œuvres capitales fait ressortir, en outre, la différence qui existe entre les produits de l'école florentine et ceux de l'école siennoise. Parmi les peintres de cette dernière école, Pietro et Ambrogio Lorenzetti, émules de Simone di Martino, avaient continué les traditions de ce grand artiste, ami de Pétrarque et auteur de compositions si remarquables, dont la plus belle était encore un sujet emprunté aux annales du monachisme, c'est-à-dire la glorification de saint Dominique. En se reportant aux premières origines du cénobitisme oriental, pour composer la fresque du Campo Santo, Pietro Lorenzetti semble avoir choisi et traité son tableau de prédilection. En effet, il le reproduisit ailleurs plusieurs fois, comme s'il eût compris que là était la première et la véritable source inspiratrice de l'idéal ascétique.

Ceux qui s'attachent exclusivement à la perfection technique de l'art pourront trouver sans doute que, dans ce vaste tableau, les paysages, les arbres et d'autres accessoires, sont traités d'une façon bien primitive. Mais, pour quiconque recherche avant tout l'expression et le sentiment religieux dans les compositions du quatorzième siècle, et ne leur demande pas vainement le relief, la pose dramatique ou ce qu'on appelle aujourd'hui « la riche vitalité de la chair ferme, » quelle beauté morale et quelle placidité sereine sont répandues sur tous ces groupes de personnages, dont saint Jérôme et Cassien ont raconté les luttes, les épreuves et les vertus extraordinaires ! Telle est d'ailleurs la puissante attraction exercée par ces simples représentations de la vie solitaire, que la pensée du spectateur se transporte, sans nul effort, aux lieux où ces bons cénobites prient, méditent ou travaillent tour à tour. Remarquons aussi que les grandes proportions de la fresque, en rappelant l'immense horizon de la Thébaïde, viennent ajouter encore à l'illusion, malgré l'inobservation des lois de la perspective. Loin de choquer, ce défaut et d'autres qui s'appliquent à l'exécution matérielle, s'excusent volontiers dans un tableau représentant la rude existence de ces anciens anachorètes chez lesquels l'austérité des mœurs patriarcales était accompagnée de toutes les macérations du régime cénobitique.

A la suite de cette vue rapide jetée sur les travaux de Pietro Lorenzetti, nous voudrions pouvoir rappeler ceux de son frère Ambro-

gio, qui exécuta de si grands ouvrages pour les couvents de Sienne, et peignit, dans le cloître des franciscains, les diverses phases de la vie du moine missionnaire, depuis son départ pour la terre des infidèles jusqu'à l'entière consommation de son martyre. Nous regrettons également que le défaut d'espace nous empêche de faire ressortir ici l'importance des peintures religieuses composées au quinzième siècle par d'autres artistes siennois, malgré la violence des discordes civiles qui agitent leur patrie, et les persécutions dont ils furent les victimes. On verrait peut-être successivement Taddeo et Domenico di Bartolo, dont le talent se développa dans l'exil, au milieu des belles montagnes ou des villes somptueuses de l'Ombrie. Parmi ce groupe d'illustres bannis figurerait le sculpteur Jacopo della Quercia qui, après une vie partagée entre les plus admirables travaux et les vexations les mieux faites pour décourager un artiste, écrivait, avec la noble fierté du désespoir aux fabriciens de Bologne, ses persécuteurs : « Je n'ai pas besoin d'aller chez vous pour me consumer encore dans la misère, parce que, en tout lieu du monde, on peut trouver moyen de vivre misérablement. » Après cet homme éminent, pour qui l'art fut une véritable croix, l'influence du pape Pie II sur l'école siennoise viendrait enfin se caractériser dans les œuvres de Giovanni di Paolo, de Lorenzo Vecchieta et d'Ansano di Pietro qui, selon la mention inscrite au nécrologe de son église paroissiale, fut, à la fois, « un peintre fameux et un chrétien vivant tout en Dieu[1]. » Nous aimerions surtout à montrer comment, inspiré par son enthousiasme pour saint Bernardin et saint Jean Capistran, il fit, à la gloire de ces deux grands réformateurs des moines de l'observance, des compositions empreintes d'un si haut mysticisme, qu'il fut surnommé, à cause de ces peintures, le frà Angelico de l'école siennoise.

IV

Pendant que les écoles siennoise et florentine, par des travaux conçus sous l'inspiration du spiritualisme le plus pur, protestaient à l'avance contre les tendances tout opposées qui devaient bientôt les faire déchoir, l'école mystique, dans d'autres parties de la Toscane et dans quelques villes de l'Ombrie, arrivait à son plus complet développement. Enfanté par l'exaltation de la pensée, que surexcitaient les saintes ardeurs du cloître, le mysticisme avait grandi pendant de

[1] Pictor famosus et homo totus deditus Deo.

longs siècles, dans l'intérieur des communautés d'hommes et de femmes, depuis l'époque de sainte Hildegarde jusqu'à celle où vécut l'auteur anonyme du livre de *l'Imitation*. Bientôt le génie mystique, en prenant une autre forme, passa de la poésie dans la peinture, et donna naissance à l'école de peintres essentiellement chrétiens, dont les plus illustres furent le moine de Fiesole, Benozzo Gozzoli et frà Bartolommeo.

Les origines de cette école, les sources où elle puisa, et le sentiment tout particulier qu'il faut apporter à l'appréciation de ses œuvres, sont exposés par M. Rio avec un rare talent d'analyse. Partant de ce principe, que le mysticisme est à la peinture ce que l'extase est à la psychologie, l'auteur rappelle d'abord combien sont délicats les points à traiter dans cette partie de son ouvrage. Pour bien juger la peinture mystique, il faut d'abord s'associer, selon lui, à certaines pensées religieuses qui ont préoccupé tel artiste dans son atelier, ou tel moine dans sa cellule, et combiner les effets de cette préoccupation avec les dispositions analogues ressenties par les contemporains. Or, cette première condition est bien difficile à remplir pour nous qui n'avons pas respiré l'atmosphère de poésie chrétienne au sein de laquelle les générations d'alors ont vécu. C'est là ce qui explique nos dédains ou notre froide indifférence devant des peintures merveilleuses qui autrefois ravirent tant d'âmes saintes et firent couler tant de larmes de douleur ou d'amour. Avant d'agir sur le spectateur, ces fortes et religieuses impressions, si fréquentes aux plus beaux siècles de la foi, avaient été d'abord éprouvées par l'artiste, et le secret des pleurs répandus à l'aspect de son tableau n'avait d'autre cause que la vive et sympathique émotion que lui-même avait subie le premier. Quoi qu'il en soit, nous ne pouvons qu'imparfaitement concevoir aujourd'hui l'influence exercée par les peintures mystiques, et la singulière exaltation qu'elles communiquèrent aux esprits, particulièrement à ceux qu'y portait déjà la vie contemplative du cloître. Comme l'objet de cette exaltation était Dieu, c'est-à-dire l'infini, le souverain Bien, il en résulta que l'art se trouva singulièrement relevé dans ses fonctions et dans son but, puisque ses œuvres, par le caractère tout sacré des sentiments qu'elles inspiraient, semblaient venir du ciel et y ramener les cœurs. Pour les mêmes motifs, les artistes qui furent les plus parfaits interprètes de cet ordre d'idées, ont à nos yeux une incontestable supériorité, par la raison qu'ayant entrevu de loin la beauté divine, mieux que d'autres ils purent manifester ce dont ils avaient eu la lumineuse intuition. S'ils sont descendus de la sphère élevée où ils s'étaient placés, afin d'étudier de près la nature vivante et matérielle, ce n'était point pour s'y attacher outre mesure, mais bien pour saisir des formes et

des couleurs propres à reproduire, au moins en partie, l'idéal conçu par leur imagination.

Ces principes une fois posés et admis, on comprend jusqu'à quel point l'étude assidue de saint Augustin, de Dante et de saint Thomas d'Aquin, dut être une source féconde d'inspirations pour les artistes mystiques, surtout pour ceux qui se rattachaient aux deux ordres religieux connus par leur amour de l'art. C'est un point que M. Rio a fort bien mis en lumière. Ajoutant des développements nécessaires aux appréciations qu'il avait déjà portées sur Angelico da Fiesole, il suit le peintre dominicain à travers les vicissitudes principales de sa carrière. Il montre quelle part d'action certaines circonstances favorables ont exercée sur le caractère éminemment religieux de son talent. A cette époque, l'ordre des frères prêcheurs venait d'être réformé par Jean de Domenici, le digne précurseur de Savonarole. Ayant compris à merveille les rapports intimes qui existent entre l'esprit d'ascétisme et la perfection esthétique à laquelle l'art peut arriver, il cultivait la peinture avec amour, et en recommandait l'étude à ses moines comme un puissant moyen « d'élever l'âme et de développer les saintes pensées du cœur. » Placé sous sa direction dès l'âge de quatorze ans, frà Angelico, qui avait tous les dons nécessaires pour profiter des leçons d'un tel maître, reçut de lui les premières initiations de son art dans ce charmant monastère de Fiesole, où il eut le bonheur de se rapprocher aussi de saint Antonin. Des persécutions suscitées aux moines de ce couvent, à cause de leur fidélité à la cause du pape Grégoire XII, les ayant contraints de se réfugier en Ombrie, le jeune moine dominicain les suivit d'abord à Foligno. Il se rendit ensuite à Cortone, dans cette même communauté où Jean de Domenici avait commencé sa réforme, et où les principes de l'école idéaliste et mystique étaient mieux compris que partout ailleurs. Sous les auspices du maître qui les guidait parmi les voies difficiles, mais bénies, de la perfection religieuse et artistique, toute cette colonie de peintres allait, de temps à autre, s'inspirer au sanctuaire d'Assise, devant les œuvres de Giotto et de ses élèves, œuvres alors resplendissantes de fraîcheur et d'éclat.

Avec son exquise sensibilité et une imagination si capable de concevoir le beau, quelles nouvelles et délicieuses impressions Frà Angelico ne dut-il pas éprouver à la vue de ces peintures qui répondaient si bien aux élans contenus, aux aspirations intérieures de son âme! On aime à se le représenter, absorbé par cette pieuse contemplation, suivant d'un long regard, tantôt l'*incoronazione* de frà Martino, qui surmonte la chaire de l'église inférieure, tantôt les belles fresques dont Giottino décora l'église de Sainte-Claire. Dès lors, le type idéal qu'il cherchait lui était révélé. Pour voir l'effet immédiat des

inspirations qu'il reçut devant les peintures d'Assise, il suffit de descendre du couvent des franciscains à celui des dominicains de Pérouse, où il peignit, en cinq compartiments, la légende si populaire de saint Nicolas. Qu'elles sont charmantes ces figures placées dans le gradin et la corniche, ainsi que ces images de saints groupés de chaque côté de la Vierge et de l'enfant Jésus, auquel deux anges présentent des corbeilles de fleurs! On ne peut imaginer rien de plus suave que l'expression de cette madone, dont la physionomie, respirant les joies pures de la maternité, sourit doucement à son divin fils, pendant que la terre semble vouloir partager son bonheur, en faisant germer et fleurir aux alentours les arbustes les plus odorants.

Comme toute souffrance, l'exil est une épreuve qui, loin d'abattre une âme confiante en Dieu, la relève, la fortifie, et par l'impression même d'objets nouveaux et inconnus, ouvre à ses facultés de plus larges horizons. Ainsi l'émigration forcée de frà Angelico en Ombrie développa puissamment son talent comme artiste. Ce talent était mûr pour la gloire, quand, en 1420, revenant avec la colonie monastique qu'il avait suivie hors du territoire de la Toscane, il rentra dans sa chère cellule du couvent de Fiesole. Il faut lire cette partie de l'ouvrage de M. Rio, pour bien saisir la délicatesse de touche avec laquelle il a montré le peintre dominicain appliquant, pendant quinze années consécutives, toute sa ferveur de moine et d'artiste à décorer cette maison tant aimée où il avait ressenti, en même temps que son frère frà Benedetto, les premières douceurs de la vie monastique. Ainsi que l'auteur le fait remarquer, il n'était point dans toute la Toscane un site plus beau, un séjour plus calme et mieux choisi pour inspirer l'admiration qui exalte, ou le recueillement qui féconde la pensée. Et si les affinités mystérieuses qui unissent l'art et la sainteté pouvaient se produire quelque part dans l'âme d'un religieux, en était-il une qui leur fût plus accessible que celle du bienheureux moine de Fiesole? Ce fut au milieu de cette paisible retraite qu'il composa, entre autres chefs-d'œuvre, le tableau de l'*Annonciation*, si vanté par Vasari, la belle *Vierge au trône*, faisant partie de la collection Campana, et le *Couronnement de la Vierge*, précieux trésor antérieurement conquis par la France, et l'un des joyaux de notre Musée du Louvre. Comme il est facile de juger par soi-même de la haute valeur de cette composition, nous ne rappellerons pas l'ineffable expression de la figure de la Vierge, le nombre prodigieux de saints et de saintes tendant vers un seul objet leurs regards extatiques, et le chœur de vingt-quatre anges dont les ailes de pourpre et les robes flottantes semblent rayonner à la lueur des flammes symboliques qui surmontent leurs têtes. Ce sujet de l'*Incoronazione*

devait être, avec la *Crucifixion* et le *Jugement dernier*, le thème favori sur lequel s'exercèrent plus volontiers la tendresse de cœur et l'imagination rêveuse de l'artiste dominicain. Ainsi, dans la galerie des Uffizi, à Florence, nous avons admiré un autre *Couronnement de la Vierge*, antérieur à celui du Louvre, dont il diffère sous beaucoup de rapports. Là, nous nous sommes senti comme frappé d'éblouissement devant cette radieuse image de la cour céleste, tant sont grandes l'expansive et sainte ferveur de tous ces personnages, la variété de leurs types diversifiant l'uniformité de leur extase, et la surabondance de poésie qui anime cette scène véritablement divine.

Quant au tableau du *Jugement dernier*, conservé aussi à Florence, à l'Académie des beaux-arts, et dont une seconde reproduction décore la galerie de lord Ward, en Angleterre, on sait qu'il est regardé avec raison comme le plus parfait ouvrage du moine de Fiesole. Ici, toute analyse est impuissante à donner une idée de cette merveilleuse composition. C'est devant l'œuvre elle-même, et le poëme de Dante à la main, qu'il est possible de bien comprendre la représentation de ce drame final, à la fois consolant et terrible, mais dont l'effet est bien plus propre à ravir le spectateur par la peinture de la céleste béatitude des élus, qu'à le décourager par la vue du désespoir des réprouvés. Ceux-ci, au nombre desquels l'artiste dominicain n'a pas craint de placer des papes, des cardinaux et beaucoup de moines, suivent avec une sorte de résignation fatale les démons qui les entraînent vers les différents cercles dont se compose l'enfer. Mais, à part l'effrayante figure du Lucifer dantesque, qui dévore un pécheur dans chacune de ses trois gueules, on n'y voit aucune de ces images repoussantes ni de ces contorsions affreuses qu'on admire beaucoup trop, comme prodige de science anatomique, dans le *Jugement dernier* de Michel-Ange. Rien de semblable dans la composition de frà Angelico. Tout, au contraire, y semble disposé pour concentrer l'attention sur la foule innombrable des bienheureux qui, couronnés de roses, et dansant en chœur avec les anges gardiens, dont ils reçoivent un baiser fraternel, s'envolent ensuite deux à deux vers la Jérusalem céleste. De ses murailles et de ses portes resplendissantes on voit de loin s'échapper un immense faisceau de rayons dorés, au milieu desquels va se perdre un couple de deux âmes inséparables qui, sans donte, se sont aimées et sauvées ensemble. Si là surtout se produit l'intention de l'artiste de relever nos espérances, au lieu de les contrister, cette intention est bien plus manifeste encore dans les sujets où, n'ayant à peindre que le bonheur des élus, il peut donner un libre cours aux tendres et mystiques effusions de son cœur. Tel est le tableau que l'on remar-

que au palais Imperiali à Rome, et où l'imagination créatrice du Beato s'est plue à grouper jusqu'à cent douze figures d'anges, ainsi qu'un nombre encore plus considérable de saints et de saintes, dont trente-six appartiennent à la seule famille de saint Dominique. La peinture de l'éternelle félicité vers laquelle le portaient sans cesse tous ses actes, comme toutes ses aspirations, voilà donc le véritable élément où se complaît le génie essentiellement contemplatif de frà Angelico. A ce caractère du plus haut mysticisme, ajoutons une correction parfaite de dessin, un coloris plein d'éclat et de fraîcheur, une puissance d'expression ayant parfois quelque chose de surnaturel, et nous aurons rappelé les principaux mérites de ce peintre incomparable.

La juste renommée des travaux qu'il avait exécutés pour le couvent de Fiesole porta tout naturellement les communautés monastiques qui sympathisaient le plus avec son ordre à réclamer de lui un certain nombre de peintures religieuses. Il répondit successivement à l'appel des chartreux, des hiéronymites[1], des moines de Vallombreuse et des camaldules de Sainte-Marie des Anges, pour lesquels il peignit le Jugement dernier dont nous avons parlé plus haut. Seulement chaque fois qu'on venait à lui, dit son biographe, pour ces travaux du dehors, il renvoyait humblement la demande à son prieur, et non moins attaché à l'esprit de pauvreté qu'à celui d'obéissance, il ne manquait jamais de donner aux pauvres le prix qu'il avait reçu. Mais ce fut principalement pour le couvent de Saint-Marc, à Florence, où les dominicains de Fiesole venaient de s'établir en 1436, que frà Angelico réserva la meilleure part de son activité et de son talent. Après avoir rappelé la nombreuse série de compositions qu'il y exécuta pour l'église, la salle capitulaire, le réfectoire, les cloîtres et les trente-deux cellules entièrement décorées de sa main, M. Rio s'attache à faire ressortir la valeur des fresques reproduisant, sous trois formes différentes, la scène du crucifiement. Ici, se groupent autour de la croix, avec les attributs de leur caractère et de leur légende, les fondateurs d'ordres religieux, les uns priant, les autres méditant ou pleurant à la vue du Calvaire, mais tous en contemplation devant le Sauveur qu'ils ont pris pour exemple dans la perpétuelle immolation de leur volonté. Ailleurs, sous la galerie du premier cloître, le Christ mourant laisse tomber un indicible

[1] Pour le couvent des hiéronymites de Fiesole, de nos jours dépouillé malheureusement de ses peintures, et appelé maintenant la villa Ricasoli, frà Angelico fit le magnifique tableau sur le gradin duquel on voyait les figures de saint Côme et de saint Damien, patrons du chef de la maison des Médicis.

regard de tendresse et d'amour sur saint Dominique qui arrose le Golgotha de ses larmes. Il semble impossible de peindre avec une éloquence plus pathétique le muet colloque établi entre le Rédempteur et le saint qui se propose de marcher sur ses traces. Plus loin, dans le corridor supérieur, la même composition se trouve exactement reproduite, sur des dimensions moindres, mais avec une expression non moins vive, et une exécution de détails peut-être encore plus achevée. Devant cette fresque, qui marque l'apogée du talent de l'artiste, on sent ce qu'était ce mystérieux amour de la croix pour les âmes pieuses qui, comme frà Angelico, en faisaient le perpétuel objet de leur culte et la source inépuisable de leurs consolations.

Aussi vrai, aussi touchant dans la peinture des souffrances de la Passion que dans celle du bonheur des élus, il paraît avoir concentré sur ces sujets de prédilection toutes les ressources de son imagination et de sa sensibilité, comme s'il eût voulu rappeler au chrétien qu'il doit aussi gravir son calvaire avant de mériter le prix auquel il aspire. « On peut donc dire de lui, selon l'expression de M. Rio, que la peinture n'était autre chose que sa formule favorite pour les actes de foi, d'espérance et d'amour. Afin que sa tâche ne fût pas indigne de celui en vue duquel il l'entreprenait, jamais il ne mettait la main à l'œuvre sans avoir imploré la bénédiction du ciel. Quand la voix intérieure lui disait que sa prière avait été exaucée, il ne se croyait plus en droit de rien changer au produit de l'inspiration qui lui était venue d'en haut, persuadé qu'en cela comme dans tout le reste, il n'était que l'instrument de la volonté de Dieu. Toutes les fois qu'il peignait Jésus-Christ sur la croix, les larmes lui coulaient des yeux avec autant d'abondance que s'il eût assisté à cette dernière scène de la Passion sur le Calvaire, et c'est à cette sympathie, si réelle et si profonde, qu'il faut attribuer l'expression pathétique qu'il a su donner aux divers personnages témoins du crucifiement, de la descente de croix, ou de la déposition dans le tombeau. »

V

L'école mystique, fondée par frà Angelico, était loin d'avoir épuisé sa séve, bien qu'elle eût donné avec lui des fruits aussi précieux qu'abondants. Les germes qu'il avait déposés en Ombrie, où il s'était en-

core une fois arrêté, au retour de son voyage à Rome, en 1445, ne pouvaient être perdus pour ses disciples. Le mieux inspiré d'entre eux, Benozzo Gozzoli, se forma aux mêmes lieux où s'était formé son maître, c'est-à-dire à Pérouse, à Assise, et à cette cause on doit attribuer, en grande partie, l'influence qu'il eut sur l'école ombrienne. Après avoir suivi frà Angelico dans son second voyage à Rome, où il travailla tour à tour aux églises de la Minerve, de Sainte-Marie-Majeure et d'Ara-Cæli, il revint en Ombrie, et y peignit d'abord la vie de saint François au couvent des religieux de Montefalco. Deux scènes de cette légende, si souvent traitée par Giotto, sont supérieurement exécutées dans la composition de Benozzo Gozzoli. C'est d'abord celle où le fondateur des franciscains, inaugurant sa vie de pauvreté, encourt le ressentiment paternel pour avoir distribué tout ce qu'il possède aux malheureux, et l'autre, d'une expression encore plus saisissante, où il est représenté rendant son âme à Dieu, au milieu de ses disciples en pleurs. Les couvents de San-Gimignano et de Volterra furent également décorés de peintures fort remarquables, par cet artiste que sa renommée fit bientôt appeler à Florence, où il exécuta, pour Pierre de Médicis, dans la chapelle du palais Ricardi, la fameuse fresque de l'*Adoration des Mages*. Comme Jacopo della Quercia, et tant d'autres que la coupable indifférence de leurs prétendus Mécènes mit aux prises avec les plus rudes nécessités de la vie, Gozzoli eut à lutter contre la misère et la déception, ces compagnes trop souvent inséparables de l'artiste ou de l'écrivain supérieurs. On ne peut lire sans une douloureuse émotion les lettres navrantes qu'il écrivait à Pierre de Médicis, cet oublieux patron qui appréciait assez mal la peinture mystique, lettres où il lui réclame humblement quelques à-comptes pour payer ses modestes provisions d'hiver [1]. Une première demande étant restée sans réponse, et le besoin continuant de frapper à la porte du pauvre artiste, il écrivit pour la seconde fois à celui dont on a comparé le patronage à une rosée fécondante : « J'agitais en moi-même une grande pensée, et cette pensée était de ne rien vous demander jusqu'à ce que votre magnificence eût vu ce que j'ai fait pour elle ; mais tel est l'état où la nécessité m'a réduit, que je suis contraint de vous implorer. C'est pourquoi je vous prie de vouloir bien avoir pitié de moi. » A ce cri déchirant d'une pauvreté noblement soufferte, le magnifique seigneur daigna enfin répondre par un envoi d'argent, en faisant remettre à son protégé une misérable à-compte de *dix florins*.

[1] Ces documents font partie du *Carteggio inedito*, publié par Gaye, et renfermant des pièces fort curieuses sur la vie et les travaux des peintres, des sculpteurs et des architectes, mais où se trouve parfois exposé le triste bilan de leur indigence.

Appelé à Pise, en 1468, pour y travailler jusqu'au déclin de l'âge, Benozzo Gozzoli sut y conserver toute la vigueur de son talent, en présence des beaux monuments si propres à l'inspirer, et dont il devait, en partie, achever la décoration.

La galerie septentrionale du Campo Santo, qui n'était pas encore ornée de fresques, ouvrait un vaste champ à l'élève privilégié du moine de Fiesole. Il y peignit en vingt-quatre grands compartiments toute l'époque biblique, depuis l'histoire de Noé jusqu'au règne de Salomon. Il faudrait bien des pages pour suivre le peintre dans le cycle immense qu'il parcourut, et montrer l'art prodigieux dont il fit preuve en y combinant l'extrême variété des sujets, la science bien entendue des groupes, l'harmonie de la couleur, et la vérité, aussi bien que la puissance de l'expression. Comme dans les poétiques récits de l'Ancien Testament, la nature y mêle à l'action vivante des personnages ses fêtes, ses accidents et ses tableaux les plus divers. Sur les gazons couverts de fleurs et d'arbustes où s'ébattent des milliers d'oiseaux, le pin et le cyprès répandent une teinte sévère, en parfait rapport avec la gravité des lieux, des sujets, et la mélancolie grandiose des paysages de la Bible. Outre cette vaste composition où il se montre le fidèle continuateur de frà Angelico dans la peinture des esprits célestes, et le rival de Masaccio par la science des raccourcis et la largeur de l'ordonnance, Benozzo peignit encore à Pise la *Légende de saint Benoît* et le *Saint Thomas d'Aquin confondant les hérésies*. Il est intéressant de comparer ce dernier tableau, signalé par Vasari comme l'ouvrage le plus achevé de son auteur, et ornant aujourd'hui la galerie du Louvre, avec une œuvre composée précédemment sur le même sujet par le peintre Traini. Chacun des deux tableaux nous montre également le docteur angélique, assis entre Platon et Aristote, et terrassant les fauteurs d'hérésies ; mais, au lieu de représenter Averroès et Avicène, comme son prédécesseur, Benozzo a choisi le célèbre Guillaume de Saint-Amour, pour personnifier l'ennemi de la foi et de cet idéal ascétique dont le monachisme et l'art chrétien poursuivaient la visible réalisation.

A l'époque où nous sommes parvenus, les principes spiritualistes dont les peintres mystiques étaient les interprètes, avaient pour éloquent défenseur Jérôme Savonarole. Rappelant la lutte désespérée que ce tribun dominicain soutint si résolûment contre le néo-paganisme et l'élégante corruption de la renaissance, M. Rio a parfaitement caractérisé la grande réforme qu'il tenta dans la littérature, les mœurs et le gouvernement de Florence, mais surtout la rénovation qu'il essaya de faire subir à la peinture religieuse. Après avoir montré comment ce fervent apôtre de l'idéalisme établit sa théorie du beau chrétien en opposition avec les tendances profanes et le goût tout clas-

sique de son siècle, il affirme avec raison que si Savonarole succomba et par sa chute entraîna celle de la digue qu'il avait opposée aux idées païennes, du moins un certain nombre d'artistes restèrent fidèles au culte de sa mémoire et de ses doctrines. Dix années après la condamnation et la mort tragique du moine dominicain, Raphaël lui décernait une sorte d'apothéose, en le plaçant parmi les célèbres docteurs de l'Église, dans la *Dispute du Saint-Sacrement*. En même temps, fidèles à garder les traditions spiritualistes de leur maître, Botticelli, frà Bartolommeo et Lorenzo di Credi donnaient un sens à ces paroles prophétiques qu'il avait un jour adressées à sa patrie : «Florence, fais contre moi tout ce que tu voudras ; que je meure ou que je vive, la semence que j'ai jetée dans les cœurs n'en portera pas moins ses fruits. Si mes ennemis sont assez puissants pour me chasser de tes murs, je n'en serai point affligé ; car je trouverai bien quelque part un désert où je pourrai me réfugier avec ma Bible, et jouir d'un repos que tes citoyens n'auront plus le pouvoir de troubler.[1] »

Quant aux disciples de Savonarole, M. Rio, analysant leurs œuvres, met d'abord en relief celles de Sandro Botticelli, qui composa de si suaves représentations de Madones, dont la plus belle est la *Vierge écrivant le Magnificat* au moment où les anges viennent la couronner. A la suite d'un juste hommage rendu à Monte di Giovanni, le charmant miniaturiste, à Lorenzo di Credi, qui dut beaucoup aux conseils et aux exemples de Verrochio et de Pérugin, l'auteur de l'*Art chrétien* s'étend d'une manière toute spéciale sur frà Bartolommeo. Il rappelle d'abord comment ce peintre dominicain, qui avait jusque-là vécu dans le siècle, promit à Dieu de se vouer à la vie religieuse, le jour même où il vit dans l'église du couvent de Saint-Marc une bande de forcenés massacrer les partisans de Savonarole. Des pages fort bien étudiées nous font connaître ensuite quelle série de travaux cet artiste, chargé de poursuivre l'œuvre de frà Angelico, exécuta au couvent de Saint-Marc et dans les autres maisons de son ordre. Pour qui sait observer avec soin ces compositions si remarqnables, il est facile d'y reconnaître comme un lumineux reflet de la paternité spirituelle de Savonarole et de l'amitié intelligente qui unit frà Bartolommeo au jeune Raphaël.

Ce qui fait la gloire de l'école mystique, ce n'est pas seulement de s'être perpétuée avec les peintres dont il vient d'être fait mention, mais encore d'avoir inspiré les artistes les plus célèbres de l'école ombrienne. Sous le pieux patronage des princes de Montefeltro, l'idéalisme ascétique avait fleuri depuis longtemps dans le duché d'Urbin, et les nombreux couvents qui s'y étaient fondés avaient été ornés, par les

[1] Sermon de Savonarole pour le mardi après le troisième dimanche de Carême.

artistes les plus habiles, de peintures représentant la légende des héros du monachisme. Après Ottavio Nelli, Gentile da Fabriano, élève du moine de Fiesole, avait mérité par ses travaux à Pérouse, à Orvieto et dans sa ville natale, le surnom de *maître des maîtres*. Vainement Pierro della Francesca et frà Carnovale avaient voulu introduire dans les sujets religieux les principes du naturalisme et l'abus parfois excessif des portraits individuels. Une réaction salutaire se produit contre cette prédominance de l'individualisme sur les tendances idéalistes de l'école ombrienne, prédominance dont l'histoire peut être satisfaite, mais où l'art chrétien a beaucoup à perdre, sans avoir rien à gagner. Deux hommes sout les promoteurs de cette réaction : Luca Signorelli, dont la plus remarquable composition est la *Vie de saint Benoît*, peinte à fresque sur les murs du grand cloître de Monte Oliveto, et Giovanni Santi, le père de Raphaël, qui, ramené à l'idéalisme par sa prédilection pour les peintres mystiques, sut donner lui-même à ses têtes d'anges et de saints une si pure et si radieuse expression. Mais bientôt l'école ombrienne va se développer ailleurs qu'à Urbin, c'est-à-dire à Pérouse, où l'art se développe en même temps que le sentiment religieux, sous l'influence même des calamités publiques. Voyez, à la suite des épidémies mortelles qui ravagèrent tant de fois cette ville pendant le quinzième siècle, voyez ces longues processions de moines sortant de leurs cloîtres, pour venir prier avec le peuple et désarmer la colère du ciel. En tête de chaque corporation religieuse ou laïque s'agite une bannière, représentant l'image de la Vierge ou d'un saint, œuvre admirable de l'un des artistes les plus distingués de l'école ombrienne, tels que Nicolas de Foligno, Fiorenzo et Buonfigli. Là se manifeste le caractère profondément ascétique de cette école chez laquelle l'art ne cesse d'avoir pour compagnes la prière et la contemplation. Mais, quel que soit leur talent, ces premiers peintres ombriens, qui travaillèrent sous la bienveillante protection des papes Paul II et Sixte IV, ne sont que les précurseurs de celui qui devait les éclipser tous, nous voulons dire de Pietro Vanucci, si célèbre sous le nom de Pérugin.

Ce nom est tellement connu, il représente si bien l'idéal de la peinture chrétienne portée à sa plus haute perfection, que nous n'insisterons pas ici sur les qualités diverses qui distinguent cet éminent artiste. M. Rio s'est complu à énumérer ses premiers travaux dans sa patrie et à Florence, où il arriva pur de toutes les profanations contemporaines, et ne tarda pas à se lier intimement avec André Verrochio et Léonard de Vinci. Après avoir appris, sur leur exemple, à donner plus de vigueur à son coloris et une précision plus nette à son dessin, tout en conservant la fraîcheur et la naïveté charmante de ses premières compositions, il est appelé à Rome, en 1483, par le

pape Sixte IV, qui le charge de décorer la chapelle Vaticane. M. Rio fait ressortir l'admirable caractère des travaux qu'il y exécuta en collaboration avec ses deux compatriotes, André d'Assise et Pinturrichio, et avec dom Bartolommeo, abbé de Saint-Clément d'Arezzo, l'un des meilleurs peintres en miniature de son époque. Revenu à Florence, Pérugin eut le regret de n'y point retrouver ses amis Verrochio et Léonard de Vinci. Il s'y prit, par contre, du plus fervent enthousiasme pour Savonarole, dont l'éloquence agitait alors tous les cœurs, mais ne ménageait nullement la famille des Médicis. A ce motif, M. Rio ne manque pas d'attribuer le dédain, autrement inexplicable, que Laurent le Magnifique affecta pour Pérugin, aussi bien que pour Léonard et Lorenzo di Credi, tous trois partisans dévoués du moine dominicain, rancune princière qui attacha plus fortement encore le génie mystique du peintre ombrien au génie austère du réformateur. Alors, en effet, il composa ses œuvres les plus belles, surtout ces ravissantes Madones qui, aujourd'hui dispersées dans les principales collections de l'Europe, décorent notamment les musées de Florence, de Rome, de Paris et de Londres. Que l'on examine le portrait qu'il fit de lui-même à cette époque, et il sera facile de reconnaître dans cette intelligente physionomie, à la fois sereine et résolue, le reflet de la devise qu'il tient à la main, *Deum timete*, sentence devant rappeler que cette crainte salutaire est aussi favorable aux inspirations de l'artiste qu'au salut du chrétien.

Malheureusement, à peine Pérugin était-il parvenu au point culminant de son talent et de ses succès, que son esprit, ébranlé par le contre-coup de la terrible catastrophe qui renversa son maître Savonarole, semble perdre avec lui la lumière presque surnaturelle qui l'avait éclairé et conduit. A partir de l'an 1500, un changement étrange, mystérieux, se produit dans sa manière. Malgré la supériorité relative dont il fait preuve encore dans certaines peintures, comme celles de la salle *del Cambio* de Pérouse, sa main ne tient plus le pinceau que pour montrer les tristes produits d'un art en décadence. Cherchant à dissiper l'ombre défavorable que certaines circonstances de la mort de Pérugin répandent sur sa mémoire, M. Rio explique comment sa conscience d'homme et d'artiste, indignée et obscurcie tout à la fois par les excès de la révolution dont il fut le témoin, ne trouva point dans l'équilibre manquant à ses brillantes facultés la force de réagir contre les tentations qui la remplirent de ténèbres. « Comme l'imagination était, dit-il, sa faculté dominante, et que la vérité ne se reflétait pour lui que dans un seul miroir, celui de l'idéal, ce miroir une fois brisé, il lui arriva ce qui est arrivé à d'autres âmes, auxquelles il n'a manqué, pour être des âmes d'élite, que d'avoir d'autres spectacles et d'autres acteurs sous les yeux. Pour se convaincre que Pérugin était

fait pour aimer et croire, il suffit de regarder les œuvres de ses beaux jours. Un sombre nuage, en apparence immobile, se plaça entre lui et le soleil de son intelligence. Il se persuada que c'était une éclipse éternelle, et il ne leva plus la tête pour voir si le nuage était passé ! »

VI

Avec les successeurs immédiats de Pérugin, André d'Assise, Luca Signorelli, Pinturrichio et Raphaël lui-même, tant qu'il resta fidèle aux traditions de son maître, la véritable peinture chrétienne va donner ses dernières et religieuses créations. Elle s'éteindra bientôt au moment où rayonne dans toute sa splendeur ce siècle de la Renaissance qui, pour l'art aussi bien que pour les idées, la science et la politique, ouvrit de si nouveaux horizons. Comme nous avons voulu circonscrire notre sujet dans la sphère purement idéaliste où se développe la peinture au moyen âge, nous ne suivrons pas l'auteur dont nous analysons l'ouvrage dans son étude des artistes et des travaux postérieurs à cette période. Nous ne rappellerons pas davantage ses laborieuses et intéressantes recherches sur cette grande école lombarde qui vit naître Michelozzo, Léonard de Vinci et Bernardino Luini, non plus que sur les autres écoles de Bergame, de Crémone et de Ferrare. Mais quelles que soient l'importance et l'étendue des matières traitées dans ses trois premiers volumes sur l'*Art chrétien*, M. Rio n'eût pas répondu à l'attente de ses amis et même à celle de ses contradicteurs, s'il n'avait récemment complété son œuvre par la publication d'une quatrième partie réservée à l'étude spéciale de l'école vénitienne et de l'école romaine. Mantegna et les frères Bellini, Giorgione et Titien, Tintoret et Véronèse, tels sont les astres principaux de cette brillante pléiade autour de laquelle se groupent de nombreux satellites.

En présence de ces noms, comment ne pas céder, avant de clore cette étude déjà si longue pourtant, au désir de nous arrêter au moins un moment à Venise? Si l'on ne se lasse pas d'admirer à Florence ou à Milan, à Rome ou à Naples les églises, les palais, les musées ; s'il est impossible à Pise de ne pas revenir souvent contempler cette place solitaire du Dôme, peut-être unique au monde par la réunion de quatre monuments incomparables, il n'est pas permis non plus de passer devant la cité, jadis reine de l'Adriatique, sans chercher à relire sur tous ses édifices publics ou particuliers l'histoire de son génie religieux, militaire ou artistique. Ici, la fameuse place Saint-Marc, avec sa basilique byzantine, son campanile, le

célèbre palais des Doges et la colonne surmontée du lion symbolique ; là, sur le bord des canaux traversant cette ville étrange, des sanctuaires, des couvents surmontés de coupoles, de tours ou de clochetons, et des palais de marbre ornés magnifiquement par le peintre, le sculpteur et le mosaïste ; plus loin, l'Académie des beaux-arts qu'il faut visiter absolument pour se faire une idée de la splendeur de l'école vénitienne qui, nulle part ailleurs, n'est représentée par une série d'aussi merveilleuses productions. Si vif est l'éclat de ces peintures dont le nombre égale la beauté, qu'en passant des unes aux autres, on éprouve comme une sorte d'éblouissement, pareil à celui que cause le miroitement de l'eau des Lagunes, dont la mobile surface reflète sans cesse les rayons d'un soleil ardent. Cet effet local, auquel l'œil des artistes vénitiens était constamment soumis, et qui se combinait, en outre, avec l'aspect des beaux modèles que leur offrait la race lombarde, ne peut-il nous expliquer comment ces artistes devinrent, pour la plupart, de si grands coloristes? C'est surtout le matin, quand, à travers un léger voile de brume, on voit sortir du milieu des flots celle que Byron surnommait « la Cybèle des mers, » que l'effet dont nous parlons est plus facile à saisir et à comprendre, ainsi que nous l'avons ressenti nous-même, en suivant le grand canal, ou bien en nous rendant à l'île de Murano, berceau des Vivarini, ces premiers maîtres de l'école vénitienne. Et si la puissance de coloris qui distingue cette école ne se révèle et ne s'explique bien qu'à Venise même, ne doit-on pas en dire autant des fastes héroïques de cette ville, qu'on ne peut bien étudier que sur place, dans ses archives et ses poésies légendaires, comme dans la série de ses peintures historiques et nationales?

Sur cette marche progressive et parallèle de l'art et de la puissance politique à Venise, le dernier volume publié par M. Rio renferme des considérations aussi justes qu'élevées. Il y rappelle d'abord, comment la légende, forme primitive de la poésie, fleurit longtemps parmi les populations vénitiennes, et marqua de son empreinte chaque monument, chaque site, chaque point du littoral. Après s'être enrichie des dépouilles de l'Orient, sans rien perdre de son génie original, Venise sut mêler au charme des plus belles créations importées de la Grèce et de l'Asie Mineure, le sens profond des poëmes légendaires, inspirés par l'imagination italienne et germanique. A côté de la poésie, la peinture, autre forme de l'art, tend à se développer ; mais elle y reste longtemps soumise, comme l'architecture et la sculpture, à l'influence byzantine, influence dont la structure, l'ornementation et les matériaux de la basilique de Saint-Marc sont l'éclatante manifestation.

Après Antonio et Giusto de Padoue, élèves de Giotto, apparaît Gua-

riento, leur condisciple, qui donne à Venise son premier tableau religieux et national, monument de la reconnaissance des habitants pour la Vierge, dans laquelle ils saluent leur patrone et leur souveraine. Viennent ensuite les quatre frères Vivarini, dont le talent trop peu vanté, mais éminemment chrétien, excelle à représenter des bannières et des madones ; puis Squarcione, connu par son goût pour des modèles antiques, et qui forma un grand nombre de disciples, parmi lesquels on distingue André Mantegna, l'auteur de belles compositions mystiques, dont la plus remarquable est la *Vierge de la Victoire*. Avec les deux Bellini, qui s'élèvent encore plus haut par le sentiment religieux et patriotique, s'ouvre une nouvelle ère pour l'école vénitienne. Appelés l'un et l'autre à représenter dans le palais ducal la réconciliation du pape Alexandre III et de l'empereur Frédéric Barberousse, ils y peignirent les quatorze grandes fresques qui étaient, pour la république, comme les quatorze chants de son épopée nationale. En compensation de la perte irréparable de ces belles pages de son histoire détruites par le feu, en 1577, Venise a du moins conservé des deux frères d'admirables tableaux de piété, dont l'un, de Gentile, rappelle une guérison miraculeuse opérée par un fragment de la vraie croix et porte cette inscription attestant la foi vive de l'artiste : *Gentilis Bellinus amore incensus crucis*, 1496. Supérieur à son frère aîné, qui semble avoir recherché surtout la beauté calme et régulière, Giovanni Bellini, doué à la fois d'une imagination plus exaltée et d'un esprit plus contemplatif, s'attacha plus fortement à la poursuite de l'idéal, ce grand but du véritable artiste chrétien. Qui n'a entendu vanter, entre autres chefs-d'œuvre de grâce, d'expression d'amour maternel et d'inspiration religieuse, sa *Madone aux mains jointes* et son tableau de la *Vierge et des quatre saints* qui décore la chapelle du Rosaire de l'église San Giovanni e Paolo, et qui malheureusement vient de périr dans l'incendie de cette église ?

D'intéressants détails nous sont encore donnés par l'historien de l'école vénitienne sur Cima da Conegliano, dont on admire les magnifiques compositions représentant plusieurs traits de la vie du Christ et de saint Jean, son précurseur. L'auteur s'étend aussi sur Vittore Carpaccio qui, pendant les vingt premières années du seizième siècle, exécuta d'autres compositions non moins remarquables, dont la plus célèbre représente la *Légende de sainte Ursule et de ses compagnes*. Avec ce peintre et quelques-uns de ses contemporains, qui gardèrent pieusement les nobles et pures traditions du spiritualisme chrétien, se termine, on peut le dire, l'histoire de la peinture religieuse à Venise. En introduisant le naturalisme dans l'école vénitienne, Giorgione, Pordenone et Titien pourront faire preuve des

qualités les plus brillantes et se distinguer tour à tour par la perfection du dessin, la vivacité du coloris, et la fécondité d'une imagination créatrice. Mais dans leurs œuvres, comme dans celles de leurs célèbres rivaux, Tintoret et Paul Véronèse, le sentiment chrétien, l'expression idéaliste disparaissent peu à peu devant les inspirations néo-païennes de la Renaissance. A la place des qualités qu'on cherche et qu'on ne trouve plus, on trouve, il est vrai, une perfectione technique pleine de séductions, mais aussi un culte exagéré pour la beauté qui ne parle qu'aux sens, culte pouvant s'appliquer à des sujets mythologiques et profanes, mais incompatible alors comme aujourd'hui avec la nature même de ce grand art religieux dont nous avons voulu, dans ce travail, retracer exclusivement les origines et le caractère essentiellement traditionnel.

En rendant pleine justice au talent prodigieux de Titien, à la merveilleuse facilité d'exécution de Tintoret et à l'ampleur de style si largement déployée par Paul Véronèse, nous reconnaissons avec M. Rio que si, dans leurs tableaux historiques, ces maître illustres de l'école vénitienne ont laissé parfois d'incomparables productions, dans leurs tableaux de piété, qui prêtaient cependant à une inspiration encore plus haute, ils ont, en sacrifiant au naturalisme, oublié complétement et l'objet et la destination de leur œuvre. Cette faute, remarquons-le, fut peut-être moins la leur que celle du temps où ils vécurent. Titien surtout qui subit le honteux ascendant et l'amitié plus honteuse encore de l'Arétin, cynique et mercenaire arbitre du goût et de la renommée à cette époque, Titien n'eût pas, durant près d'un siècle, exercé dans l'art une véritable souveraineté, s'il n'avait pas satisfait aussi complaisamment aux exigences toutes sensualistes et à la corruption raffinée de ses contemporains. Une chose pourtant console l'esprit, au milieu de cette dégénérescence morale, qui bientôt de la ville des doges fera la ville des courtisanes, pour la conduire, plus tard, des langueurs de la mollesse à l'abaissement de la servitude. Nous voulons parler du beau rôle de l'aristocratie vénitienne essayant, selon M. Rio, de voiler, à force de dévouement et de vertus, même artificielles, les symptômes de décadence qui, dès les premières années du seizième siècle, commencent à poindre dans l'État. « C'est de là, poursuit-il, que viennent les consolationes efficaces à la patrie dans ses vieux jours et un dernier relief à son histoire. Celle du patriciat vénitien, durant la période dont nous parlons, offre un dualisme qui se reflète plus particulièrement dans les produits de l'art national, à cause de la prodigieuse influence du patronage aristocratique. A mesure qu'on avance dans le seizième siècle, la proportion entre les œuvres qui appartiennent à la cité de Dieu et celles qui appartiennent à la cité

du monde, se dérange de plus en plus, et la même dissonance se reproduit dans les diverses branches de la littérature et dans les divers ordres religieux, de sorte que la notion de l'idéal ascétique, devenue par degrés le privilége exclusif de quelques âmes d'élite, soit dans le cloître, soit au dehors, finira par être bannie des écoles, en attendant qu'elle soit bannie des souvenirs. »

Quant aux deux noms resplendissant par-dessus tous les autres, au frontispice de l'école romaine, Michel-Ange et Raphaël, ils s'élèvent si haut dans le domaine de l'art et ils y ont conquis une telle célébrité, que nous croyons inutile de résumer ici l'appréciation portée ailleurs sur leur génie et le caractère de leurs œuvres. Qu'il nous suffise de dire, en ce qui touche au sujet particulier de cette étude, que si à la fin de sa glorieuse carrière, l'auteur de la statue de *Moïse* et de la fresque du *Jugement dernier*, demanda pardon à Dieu d'avoir fait de l'art son idole, ses regrets ne vinrent nullement du remords de l'avoir cultivé en matérialiste. En effet, sous ce rapport comme sous beaucoup d'autres, Michel-Ange, selon la juste observation de M. Rio, fut essentiellement idéaliste. Il le fut même dans l'acception la plus rigoureuse du mot, en ce sens que les formes matérielles même les plus exagérées, ne furent, sous sa main de peintre ou de sculpteur, que l'expression, soit de quelque sentiment élevé, soit de quelque vérité religieuse ou morale. Ajoutons que les tendances toutes spiritualistes de son esprit sont encore attestées par son amour pour la poésie et son admiration enthousiaste pour Dante, à la mémoire duquel il voulut, de ses mains, élever à Florence un monument expiatoire digne de l'illustre exilé, et dont il se plut à célébrer dans ces stances le génie et les malheurs :

« Ni les œuvres de Dante, ni ses nobles aspirations ne furent appréciées par ce peuple ingrat qui n'est impitoyable que pour les justes.

« Que ne suis-je tel que lui, et né pour un tel sort. Que n'ai-je le choix de changer le comble de la félicité terrestre contre son dur exil avec ses vertus.

« La langue humaine ne peut suffire à sa louange. Elle peut plus aisément flétrir le peuple qui le persécuta, que célébrer dignement le moindre de ses mérites. »

Non moins porté que son grand émule vers les hauts sommets de l'idéalisme, Raphaël, qui se montra d'abord, comme nous l'avons déjà rappelé, le dépositaire fidèle et le sublime interprète des traditions de l'école d'Ombrie, vient apporter son concours à Michel-Ange pour imprimer à l'école romaine l'impulsion qui fit sa grandeur et sa gloire. On sait que son séjour et ses travaux à Rome ne furent qu'une longue suite de triomphes. Quand, suivi du cortége de ses

nombreux élèves, il se rendait au palais pontifical pour y peindre les *Chambres* ou les *Loges* du Vatican, on eût dit un prince allant recevoir audience de Jules II ou de Léon X. Cette période de la vie de Raphaël eut tout l'éclat du plus brillant des météores. Mais, lorsque sortant des voies ouvertes par Pérugin, son maître, l'artiste inspiré qui avait fait le *Spozalizio*, l'*Incoronazione* et tant de divines Madones, descendit, lui aussi, des hauteurs de l'idéal, et se laissa, sur les pas de la volupté, entraîner dans les écarts du naturalisme, alors sans doute le génie de l'art chrétien dut se voiler le visage pour n'avoir point à reconnaître, sous les traits de la Vierge immaculée, ceux de la maîtresse favorite qui avait servi de modèle au peintre.

Telles sont, sous leur formule la plus simple et la plus synthétique, les conclusions à tirer de l'ouvrage de M. Rio, par rapport à la transformation de la peinture religieuse qui, si belle, si chrétiennement expressive avec les artistes du quartorzième et du quinzième siècle, ne fera plus que marcher de chute en chute pendant le cours des siècles suivants. Ces idées et ces principes d'un ordre tout esthétique, nous les partageons avec l'auteur qui en a fait le point de départ, le fil conducteur et le but de son œuvre. Cette œuvre est une énergique et victorieuse protestation contre les théories de l'école réaliste qui, pour tout idéal, ne demande à l'artiste que l'exacte reproduction de certains caractères uniquement propres à mettre en saillie des os et des muscles, des chairs opulentes et des formes palpables, enfin tout ce qui constitue « le bel animal humain. » Heureusement pour lui et pour la dignité de l'art, en étudiant les créations produites par le génie religieux du moyen âge, M. Rio n'a pas reconnu, comme d'autres, que la race humaine ait alors dégénéré, et, dans la série de peintures composées depuis Cimabue jusqu'à Masaccio, il a vu autre chose que « saints étiques, martyrs disloqués, Vierges à la poitrine plate, aux pieds trop longs, aux mains noueuses, solitaires desséchés et comme vides de substance..., processions de personnages ternes, figés, tristes, en qui se sont imprimées toutes les déformations de la misère et toutes les contraintes de l'oppression [1]. »

Afin de justifier pleinement ses convictions, l'auteur du livre sur l'*Art chrétien* ne s'est pas seulement appuyé sur ses observations personnelles en Italie et en Allemagne, mais encore sur les documents imprimés ou inédits qui pouvaient lui servir de guides. Outre les travaux bien connus de Vasari, de Lanzi, de Rosini et du P. Marchese, il a consulté avec fruit le *Carteggio inedito* de Gaye, le recueil de Milanesi et le bel ouvrage du comte Cicognara. Il a mis égale-

[1] H. Taine, *De l'idéal dans l'art*, p. 109.

ment à contribution les anciens traités de Philarète, de Frère Polyphile et de Lomazo, écrivain de la Renaissance, qui établit en principe que le plus grand privilége de l'art est de représenter Dieu, les anges et les saints, et de remonter jusqu'à la source éternelle du beau, en cherchant à le réaliser dans ses œuvres[1]. Ajoutons-y encore un précieux opuscule du cardinal Frédéric Borromée, ce Belzunce du seizième siècle, immortalisé par le roman historique de Manzoni, et qui non moins zélé pour les progrès de l'art que pour l'exercice de la charité, créa un musée tout spécial pouvant servir à l'éducation esthétique de ses ouailles et de son clergé diocésain. Se fondant sur ces autorités, mais plus encore sur la longue étude des monuments eux-mêmes, M. Rio a joint ainsi à la force de la théorie l'éloquence irrécusable des faits, pour mieux développer le système qui sert de base à son ouvrage. Disons aussi que de fortes études faites avant d'entrer dans l'enseignement public, et les loisirs que la révolution de 1830 lui laissa plus tard, en l'éloignant du ministère des affaires étrangères, lui permirent de donner les plus solides qualités au grand travail dans lequel il fut tour à tour encouragé et soutenu par les conseils de Schelling et par la noble amitié de MM. de la Féronnays et de Montalembert. Aussi, grâce à tous ces titres, les quatre volumes sur l'*Art chrétien* n'eussent pas manqué, cette année même, de joindre les palmes académiques aux nombreux suffrages qu'ils ont conquis déjà, si l'auteur, pour des motifs personnels qui l'honorent, ne s'était retiré volontairement du concours. Les témoignages de l'opinion publique et ceux d'une conscience ayant le droit d'être satisfaite, consoleront facilement M. Rio d'une déception que sa modestie et un souvenir personnel pourront d'ailleurs lui faire oublier.

Dans un épisode intéressant sur l'une de ses excursions aux environs de Venise, lui-même nous raconte comment un jour il visita, près des lagunes de Murano, une petite île jadis occupée par des religieux franciscains, et n'ayant plus pour habitant qu'un pieux solitaire. Sa principale distraction consistait à cultiver des arbustes et des fleurs, pour en orner l'image d'une Vierge sculptée sur le mur de son humble retraite. A la question qui lui fut faite si l'état de perpétuel isolement où il vivait ne l'attristait point quelquefois, le vieillard répondit avec un sourire de douce confiance et en montrant la Madone, qu'ayant près de lui la mère de Dieu, il n'avait jamais ni craint, ni

[1] Les deux ouvrages de Lomazo, le *Traité sur la peinture*, et l'*Idée du temple de la peinture*, furent publiés, le premier en 1564, et le second en 1584. Quant à Francesco Colonna, plus connu sous le nom de frère Polyphile, il composa au couvent de Saint-Jean et de Saint-Paul, à Venise, son singulier livre sur l'*Architecture*, qui parut en 1499.

senti le poids de la solitude. « Assurément ce n'était pas, ajoute le narrateur, l'œuvre d'art en elle-même qui charmait les ennuis de son exil volontaire, mais elle était nécessaire pour entretenir en lui ce mouvement de poésie intérieur, qui est le privilége le plus enviable des âmes pieuses. » Comme ce solitaire des lagunes de l'Adriatique qu'il a rencontré sur son passage, M. Rio s'est voué à un culte pouvant suffire, et au delà, à charmer sa vie, à lui rendre supportable le poids des douleurs physiques dont il a eu sa triste part, et surtout à nourrir en lui cette flamme intérieure qui éclaire et console les esprits d'élite. C'est le culte intelligent et désintéressé de l'art chrétien étudié dans son essence toute spiritualiste, et inspirant aux cœurs capables d'en sentir, d'en admirer les créations, l'amour de Celui en qui réside et d'où émane la suprême beauté.

ALPHONSE DANTIER.

LE DANEMARK EN 1867

ÉTUDES ET SOUVENIRS D'UN VOYAGEUR

Le 9 août 1867, un petit nombre de journalistes parisiens, accompagnés d'un plus petit nombre de députés, se rencontraient à la gare du Nord, et montaient ensemble dans le train express de Cologne et Hambourg. Ils se rendaient à Copenhague, pour répondre à une invitation fraternelle venue d'outre-mer, et pour serrer les mains loyales des amis inconnus qui voulaient accueillir en eux la presse et la nation françaises. Quelques mois auparavant, s'était spontanément formé dans la capitale du Danemark, en dehors de toute influence officielle comme de toute distinction de partis, un comité d'une trentaine de membres, où des négociants, des représentants du peuple, d'anciens ministres, des notabilités de tout genre, figuraient côte à côte avec les écrivains et les journalistes qui en avaient pris l'initiative. Et comme tous les partis étaient représentés dans le comité danois, confondus en un sentiment égal de patriotisme, tous l'étaient également parmi les invités, réunis par le lien d'une sympathie commune.

L'appel auquel nous répondions n'offrait pas seulement la signification d'un acte de confraternité internationale, pour parler le jargon à la mode, mais encore le caractère d'un acte de gratitude à l'adresse de ceux qui, par la parole ou par la plume, avaient, en une circonstance récente et douloureuse, plaidé les droits d'un vaillant petit peuple écrasé par la force brutale ; d'une démonstration patriotique, d'un hommage et d'un appel à l'opinion française dans la personne de quelques-uns de ses représentants. Il disait aux uns la reconnaissance d'une nation qui n'oublie pas ce qu'on fait pour elle ;

aux autres, les douleurs et les espérances d'un pays blessé au cœur, trop faible pour arracher lui-même le trait fatal sous lequel il se sent mourir, et qui, à défaut d'un secours matériel, a besoin de cet appui moral si souvent prodigué à des causes moins justes que la sienne ; à tous il ouvrait une occasion unique de voir, d'étudier, de connaître un de nos plus vieux et de nos plus constants alliés, d'apprendre par eux-mêmes et de redire à ceux qui ne le savent pas assez combien la France est aimée là-bas *quand même*, l'influence qu'elle exerce, les sentiments qu'elle inspire, et l'inébranlable foi qu'on s'obstine à garder en elle.

Au premier moment, on avait pu croire, d'après l'accueil fait aux invitations du comité danois, que presque toute la presse parisienne serait représentée dans cette députation. Des noms illustres avaient promis leur concours et devaient lui prêter leur éclat. Mais, à mesure que le temps s'écoulait, survinrent les obstacles qu'on n'avait pas prévus. Le Danemark est loin, et la plupart des journalistes ne peuvent voyager qu'à longueur de chaîne. On vit donc se détacher successivement de la liste primitive ceux que leur grandeur attache au rivage, et ceux que les exigences dévorantes de la presse lient à l'esclavage de la besogne quotidienne. Bref, après bien des revirements et des péripéties, après force transformations à vue qui défaisaient le lendemain ce qui avait été fait la veille, après une succession de brillants mirages évanouis tour à tour, nous nous trouvions à l'heure du départ une quinzaine de braves, qui avaient tenu bon jusqu'au bout.

C'était peu assurément, et dans ce petit bataillon, que la littérature se partageait par moitié avec la politique, on eût en vain cherché l'un de ces hommes, s'il en est encore aujourd'hui, qui exercent une sérieuse et profonde influence sur l'opinion de leur pays : les journaux prussiens l'ont constaté avec joie, et quelques feuilles parisiennes l'ont répété avec empressement. Mais qu'importe que la députation fût petite si la démonstration a été grande ? Elle l'a été, et quiconque l'a vue ne l'oubliera jamais. Tous ceux qui partaient, les plus célèbres comme les moins connus ; les simples curieux, entraînés surtout par l'attrait d'une visite à un peuple peu hanté des touristes et qui vit chez lui, comme ceux qui se proposaient de donner un gage à la cause du Danemark et d'étudier sur les lieux les pièces du procès, ne devaient pas tarder à ressentir les mêmes impressions et à être emportés par le même courant.

Quant à moi, parti de France sans presque rien savoir de cette petite nation qui a une grande histoire et un cœur plus grand encore, et, sans être indifférent à sa cause, n'ayant pour elle que la banale sympathie de toute honnête homme pour le droit opprimé, j'ai quitté mes

amis des bords de la Baltique avec le sentiment d'une dette à acquitter, et la ferme résolution de ne point mourir insolvable. C'est cette dette de reconnaissance, dont je ne me croirai jamais quitte, que je voudrais commencer à payer aujourd'hui, dans les limites de ma compétence et dans la mesure de mes moyens. Ma voix n'est pas de celles qui parviennent jusqu'aux oreilles des puissants, et le peu d'autorité que j'ai pu acquérir n'a rien de commun avec la politique. Il ne m'est donc permis d'essayer ici rien de plus que de faire connaître le Danemark, c'est-à-dire de le faire aimer.

Je n'en ai vu qu'une seule île, mais la plus grande, la plus peuplée, celle qui possède la capitale et les principales villes du royaume, et je l'ai bien vue. Elle est comme le résumé du pays tout entier, dans sa plus haute et sa plus brillante expression ; elle est le centre de la vie politique, sociale et littéraire, le foyer de la civilisation, des arts et des sciences du royaume. On me permettra sans peine de reléguer à l'arrière-plan les incidents du voyage. Je ne m'arrêterai qu'aux plus caractéristiques, à ceux qui marquent un trait du caractère national ou dont se dégage une leçon. Dans un récit fait à distance et qui se propose d'embrasser en une vue d'ensemble l'étude pittoresque et morale d'un pays, ces épisodes fugitifs perdent de leur importance et doivent naturellement s'effacer.

I

ALTONA ET KIEL.

Le chemin de fer nous a transportés sans désemparer de Paris à Hambourg. Partis de la gare du Nord, à cinq heures du soir, le lendemain nous débarquions, un peu avant midi, dans la grande ville libre, qui ne sera bientôt plus qu'une ville prussienne.

La traversée de la Belgique dure une partie de la nuit. Vers deux heures du matin, on pénètre dans le pays où le *ia* résonne et où fleurit la landwehr. Il y a dix-huit mois, le trajet d'une frontière à l'autre de la Prusse, sur ce point, demandait à peine plus de temps que celui de Paris à Bougival. Aujourd'hui, il a plus que quintuplé : pendant vingt heures consécutives, d'Herbestahl à Hambourg, j'ai vu étinceler le casque pointu qui achève en ce moment son tour d'Allemagne, et qui se promet de commencer bientôt son tour de France. Et ce n'est pas fini à Hambourg. En remontant vers le nord, d'abord jusqu'à Kiel, puis dans toute l'étendue du Slesvig, le casque

menaçant ne cessera de vous poursuivre longtemps encore comme une obsession. La Prusse a fait tache d'huile sur la carte, et, dès qu'on approche du centre de l'Europe, on se heurte partout aux sentinelles avancées de M. de Bismark, cet ogre de la diplomatie moderne, qui mange les petits États et court sus à ses victimes avec les bottes de sept lieues du conte.

Une heure d'arrêt, dans l'après-midi, m'a permis de jeter sur Hanovre le coup d'œil du touriste pressé. C'est une belle ville, mais c'est une ville triste. On dirait qu'elle porte le deuil de son roi. Par ses monuments d'une sévère élégance, par ses larges rues, où ne passent que de rares piétons et qui ressemblent aux vastes couloirs d'un cloître désert, elle offre quelque ressemblance avec Versailles, dont elle a la mélancolie et la majesté. Le palais royal est vide, mais les casernes sont pleines, et les soldats prussiens se promènent d'un air martial et d'un pas conquérant sur les trottoirs solitaires de cette capitale en disponibilité.

Nous avions compté, en partant, pouvoir aller tout d'une traite de Paris à Copenhague. Mais, en arrivant à Hambourg, nous apprenons qu'il faut y attendre jusqu'au lendemain soir le départ du train qui correspond avec le bateau de Kiel à Korsoër. Si le retard est fâcheux, le repos est le bienvenu. Après trente heures de chemin de fer, il est doux de se coucher, même dans un lit germanique, sous des couvertures massives et carrées qui tombent au moindre mouvement, et entre deux draps pareils à des serviettes.

J'aurais plaisir à vous décrire Hambourg, si je ne craignais de trop m'attarder au seuil du sujet. L'ancien Danemark, le Danemark d'avant 1864, commence à un kilomètre de là, et il ne faut pas dix minutes pour passer de l'extrémité de Hambourg sur le territoire du duché de Holstein.

Une allée plantée d'arbres, qui traverse le faubourg Saint-Paul, et qui, au sortir de la ville hanséatique, se change en une belle promenade, semée de boutiques et pleine de mouvement, monte jusqu'à Altona, que les Hambourgeois considèrent comme un de leurs faubourgs ; mais c'est une prétention que celle-ci n'accepte en aucune façon. Avec son port libre, son commerce étendu et ses trente-quatre mille habitants, elle a été longtemps, après Copenhague, la plus importante et la plus peuplée de toutes les villes du Danemark, où elle jouissait de priviléges considérables.

Au sortir de Hambourg, Altona n'offre aucune espèce de caractère et d'originalité. Incendiée en 1713 par les Suédois, elle a été rebâtie sur un plan régulier, qui lui a fait perdre la plus grande partie de sa vieille physionomie pittoresque. Un riche armateur dépensa la moitié de sa fortune à embellir sa ville natale, suivant les procédés en

usage : c'est à lui qu'on doit la rue de la Palmaille, dont la double rangée de tilleuls et les belles maisons font le juste orgueil des habitants d'Altona. Néanmoins, en s'égarant dans quelques ruelles détournées, on y retrouve encore le type des anciennes maisons de Hambourg, aux frontons pointus, aux fenêtres contiguës et à fleur de façade.

J'ai erré au hasard pendant deux heures, cherchant, avec une persévérance assez mal récompensée, les moindres bribes de couleur locale. Je suis passé devant l'hôtel de ville, le gymnase et l'observatoire, à côté d'une église en brique et d'une statue de bronze élevée, sous les arbres d'une promenade, à un général dont j'ai oublié le nom. Tout à coup je me suis trouvé en face du port ; il était presque vide : Hambourg finira par absorber entièrement à son profit le mouvement industriel et commercial de cette voisine déchue, dont la fondation avait excité ses défiances et sa jalousie. Puis, en longeant de charmants jardins et de coquettes maisons de campagne noyées dans la verdure, je suis arrivé au petit village d'Ottensen, qui touche aux portes d'Altona, comme Altona touche aux portes de Hambourg.

Ottensen est un lieu sacré pour la poésie. C'est dans son cimetière, sous l'ombre d'un tilleul, que repose, entre ses deux femmes, Marguerite Moeller et Jeanne de Winthem, le chantre de la *Messiade*. Marguerite Moeller mourut en 1758, quand Klopstock était, depuis sept ans déjà, l'hôte de Copenhague, qu'il ne devait pas quitter pendant vingt années. Le poëte, voulant que celle qu'il avait aimée de toute son âme et chantée si souvent, reposât sous le sol natal, mais encore à portée de ses yeux et de son cœur, choisit pour sa sépulture ce village frontière. Il partageait la chère dépouille entre ses deux patries. Brisé de douleur, mais soutenu par l'espoir chrétien, il fit graver sur le monument ces mots qu'on y lit encore : « Semence plantée par Dieu, qui mûrit pour la résurrection, » et il marqua près de la tombe la place où lui-même devait reposer un jour.

Quarante-cinq ans plus tard, Klopstock, qui était revenu se fixer à Hambourg, aux lieux mêmes où il avait rencontré pour la première fois celle dont ni la gloire, ni la vieillesse, n'effacèrent jamais le souvenir en son âme, descendait à son tour au cercueil. Sa mort réveilla l'enthousiasme un peu refroidi, et l'Allemagne entière envoya des députations aux funérailles de son poëte. Ce fut le premier jour du printemps, le 22 mars 1803, dit M. Saint-René Taillandier, sous un ciel sans nuages, que le cortége sortit de la maison mortuaire. Toutes les cloches sonnaient à pleines volées. On se rendit de Hambourg à Altona, et d'Altona au petit village d'Ottensen. Quand le corps fut présenté à l'église, des chœurs entonnèrent quelques-uns de ses chants

religieux, et le pasteur, prenant l'exemplaire de la *Messiade* placé sur la bière au milieu de branches de laurier, y lut à haute voix l'épisode de la mort de Marie. Au moment où le cercueil disparut sous la terre, des centaines de voix chantèrent la belle ode du poëte sur la résurrection, tandis que, selon la coutume danoise, des jeunes gens et des jeunes filles jetaient à pleines mains les fleurs sur sa tombe.

De Hambourg à Kiel, le chemin de fer qui sert de pont entre l'Elbe et la Baltique, ne met guère plus de deux heures à accomplir son trajet. Il traverse un paysage d'une désespérante uniformité et d'une incomparable platitude. Partout, à perte de vue, des prairies coupées de flaques d'eau et de petits fossés, qui auraient un faux air des Pays-Bas, si elles étaient plus grasses. Mais, en approchant de Kiel, on voit se lever à l'horizon la silhouette de quelques collines, qui se changent peu à peu en montagnes, comme si elles voulaient élever une barrière infranchissable entre les débordements de la Baltique et les plaines de la basse Allemagne.

Kiel, lorsque je l'ai traversé pour la première fois, ne m'apparut, pour ainsi dire, qu'en rêve, à l'obscure clarté des étoiles, pendant le trajet de la gare au bateau. Mais, au retour, j'y ai passé deux heures en attendant le départ du train, et il n'en faut pas davantage pour se faire une idée de la ville, qui n'est pas grande encore, bien qu'elle grandisse chaque jour.

Il était six heures du matin : l'aube se levait en grelottant, et Kiel, mal éveillée, entr'ouvrait à peine çà et là une fenêtre, soulevait un store, poussait la porte d'une boutique, comme un dormeur qui s'étire et se frotte les yeux, avant de sauter à bas du lit. Quelques servantes seulement jasaient déjà aux fontaines, et sur le pavé sonore, au détour de chaque rue, on entendait retentir le talon de l'éternel soldat prussien. Puis, en approchant de la ville haute, et à mesure que le soleil montait à l'horizon, la vieille cité universitaire se dévoilait peu à peu. L'étudiant matinal, coiffé de sa casquette rouge, se croisait avec le professeur en lunettes, enseveli dans son ample houppelande noire. Les magasins s'ouvraient et les commis affairés se montraient sur le seuil, gourmandant les garçons flegmatiques, ou échangeant un bonjour guttural avec quelque passant à la longue pipe de porcelaine, au paletot vert orné de brandebourgs, comme le dolman de nos hussards. Kiel est ce qu'on appelle une ville bien bâtie : elle a des rues droites et régulières, assez larges, bordées de belles maisons bourgeoises sans physionomie pittoresque et sans aucun cachet architectural. Mais de loin en loin, l'œil échappe à la banale monotonie du spectacle par une échappée sou-

daine qui lui permet de plonger sur le port, hérissé de mâts où flottent les drapeaux de tous les pays de l'Europe.

Kiel était jadis une ville savante, qui s'enorgueillissait d'avoir, dans les chaires de son illustre université, des hommes comme Heiberg, le romancier et poëte dramatique du Danemark ; comme Hauch, à qui ses poésies lyriques, ses pièces de théâtre, ses récits historiques et nationaux, ont valu une légitime célébrité. Ce n'est plus aujourd'hui qu'un port et un arsenal maritime. Les Prussiens ont retourné la vieille devise romaine, et la toge a cédé le pas aux armes.

II

TRAVERSÉE DE KIEL A KORSOER.

Nous voici sur le bateau à vapeur. Nous descendons déposer nos bagages et choisir nos *cadres;* puis je remonte sur le pont, pour assister à la sortie du port.

Une lune splendide éclaire à souhait le départ. Ses rayons d'argent glissent sur les voiles et les cordages des vaisseaux voisins, et viennent tomber comme une pluie de perles à la surface des flots tranquilles, unis comme un miroir. Les sombres et puissantes silhouettes d'une centaine de navires se découpent autour de nous, dans une immobilité redoutable, sur les vagues éclairées par ce mystérieux embrasement ou sur la pénombre de l'horizon lointain, et les lueurs solitaires allumées à leurs flancs prolongent sur nos pas comme un cortége d'étoiles, suspendues entre la mer et le ciel. Ce premier coup d'œil est incomparable, et la Baltique vient de se révéler à nous sous un aspect féerique, digne de toutes les métaphores de la poésie scandinave.

« C'est un décor de la Porte-Saint-Martin ! » s'écrie avec enthousiasme l'un de nos compagnons de voyage, traduisant à sa manière l'impression générale.

O Parisien que vous êtes, vous vous croyez encore sur le boulevard ! Voilà l'inconvénient de voyager si vite ! ni les yeux, ni l'esprit, n'ont le temps de s'acclimater à ces nouveaux spectacles, que la vapeur déroule en un tourbillon rapide, accumulant dans l'espace d'un jour ce qui jadis tenait à peine en un mois. On passe d'un monde à l'autre, sans transition, sans préparation, en un saut gigantesque qui supprime, pour ainsi dire, toutes les nuances intermé-

diaires, et l'on se réveille sur la Baltique avec les idées, les habitudes et le style parisiens.

Nous avons ri de cette comparaison, qui venait d'évoquer d'une façon si imprévue le souvenir du *Fils de la nuit* à deux cents lieues du boulevard, et notre compagnon de route en a ri lui-même de fort bonne grâce. Mais qui de nous n'a commis dans sa vie quelqu'une de ces métaphores dissonantes, et, du haut du Righi, ou sur les bords du Léman, ne s'est extasié, comme devant les toiles peintes du colonel Langlois, sur le magnifique *panorama* de la nature ?

Enfin, nous débouchons en pleine mer. Isolé des autres, un grand bâtiment se tient là, solidement planté sur ses ancres comme une forteresse, et semblant avoir pris racine dans les flots : c'est un vaisseau prussien, commis à la surveillance de ce port qui garde la Baltique, et qui commande au Nord de l'Europe. La Prusse a enfin réalisé son rêve : elle s'appuie maintenant sur la mer, et c'est peut-être de toutes ses conquêtes celle dont elle s'applaudit le plus. Elle est allée à Kiel, comme la Russie voudrait aller à Constantinople.

La nuit est superbe, mais le vent glacial. Tous les passagers viennent de descendre dans leur cabine. Je ne puis m'arracher encore au charme du spectacle, et à cette vague volupté qu'on éprouve de se sentir glisser avec une rapidité vertigineuse dans la nuit, comme sur les ailes d'un monstre invisible. Penché sur le bord, je regarde le sillage écumeux que trace avec son bruit monotone la roue infatigable, ou bien, hermétiquement enveloppé dans ma couverture de voyage, je me promène de l'avant à l'arrière, examinant avec une curiosité d'enfant les chaloupes suspendues au flanc du bateau, les petits pierriers de signaux ou d'alarme, protégés contre la rosée de la nuit et des flots par des housses de serge, la lumière qu'on vient de hisser en haut du grand mât comme un phare, et le pilote, debout au gouvernail, silencieux et solitaire. Le roulis est à peine sensible : au centre surtout, dans le voisinage de la machine, on croirait naviguer sur la Seine. Une femme même ne craindrait pas le mal de mer avec une marche aussi calme. Les derniers vaisseaux et les derniers feux du rivage ont disparu maintenant, et le bâtiment, qui file avec une rapidité de six lieues à l'heure, paraît immobile au milieu des flots.

Notre bateau appartient à la marine danoise, et il lui fait honneur :

« Messieurs, nous a dit le capitaine en venant au-devant de nous, vous entrez maintenant en pays ami. Depuis que vous avez mis le pied sur le pont, vous êtes en Danemark. »

Le capitaine est jeune, d'une figure douce, intelligente et triste, qui

semble porter le deuil de sa patrie. Il parle le français avec un léger embarras qui n'est pas sans grâce, et dont il s'excuse presque timidement, comme d'une incivilité. Mince et d'apparence assez frêle, il ne rappelle en rien les terribles rois de la mer chantés par les *sagas*, et il n'y a pas moyen de rêver devant lui aux exploits quasi fabuleux des pirates du Nord, dont il descend peut-être, mais à dix siècles d'intervalle.

Le nom du bateau réservait un beau dédommagement à mon amour de la couleur locale. Il s'appelle la *Freya*, et ces cinq lettres, que je viens d'apercevoir tout à coup dans la nuit, ont déchaîné dans mon imagination tous les souvenirs de la mythologie scandinave. J'ai vu se dresser autour de moi, dans l'écume des flots, les héros des *Eddas*, les braves du Valhalla buvant l'hydromel que leur versent les douze Valkyries. Freya, la Vénus du Nord, passait dans son char attelé de chats, recueillant les corps des femmes mortes et des guerriers tués dans les batailles ; et à côté d'elle flottaient, dans les ombres du ciel, Niord, son père, qui commande à la mer et au vent ; ses fils, l'aimable Balder et le formidable Thor, qui lance la foudre, et dont le marteau magique revient de lui-même dans sa main dès qu'il a frappé ; son époux Odin, le père et le maître universel, avec les deux corbeaux divins perchés sur ses épaules. Les sifflements de la bise qui me glace sur le pont, ressemblent à ceux du serpent Midgard, né de Loke, le génie du mal ; et en voyant trembler de loin, à la surface des flots, les lumières d'un bateau qui vient des côtes du Danemark ou de la Suède, je crois voir, à la lueur des yeux flamboyants du loup Fenris, qui doit un jour dévorer le soleil, passer le vaisseau Nagflar, construit avec les ongles des morts.

Mais je me sentais gelé jusqu'à la moëlle des os, et la mythologie scandinave ne suffisait pas à me réchauffer. Je descendis à la chambre à coucher et m'insinuai dans mon *cadre*, avec les gémissements d'un condamné à la *gêne*. Je sommeillai deux heures environ, au bruit combiné de la machine, de l'hélice et du ronflement pénible de mes compagnons. Le premier rayon de l'aurore me réveilla. Le soleil se levait au loin dans le ciel gris, écartant doucement le rideau de vapeurs et de brumes qui enveloppait encore l'horizon. En cinq minutes ma toilette fut terminée, et je regagnai le pont. Il était toujours désert. Seul, le pilote, grelottant sous son manteau de fourrure, tournait impassiblement en tous sens la roue du gouvernail. A gauche sortaient des flots les rochers de Langeland, derrière lesquels se cache la petite île d'Alsen, illustrée par les héros de Duppel ; à droite, les plaines de Laaland émergeaient des vagues comme un rêve indécis. Nous étions engagés en plein dans ce fécond archipel

danois, où les îles semblent se multiplier et s'épanouir au sein de la mer comme des massifs de fleurs dans un jardin.

Personne n'ignore la bizarre configuration géographique du Danemark, qui se compose d'une péninsule, le Jutland, aiguisée en pointe comme la proue d'un vaisseau, et dont le tranchant aigu sépare la Baltique de la mer du Nord, puis d'une foule de petites îles ramassées en un groupe que séparent seulement des détroits exigus, et dont le Seeland [1] forme la principale. Mises bout à bout, toutes les côtes de ce petit royaume se déploieraient sur une ligne de plus de quinze cents lieues d'étendue. Il semble qu'elles aient formé jadis, en des temps dont le souvenir même est perdu, une masse compacte, reliée au Danemark et aux États scandinaves, puis séparée à la suite de je ne sais quels violents cataclysmes, et, pour ainsi dire, émiettée en fragments inégaux par la mer, qui a creusé sur leurs rives d'innombrables et profondes échancrures, dans son effort impuissant pour les déchirer. Le Danemark en est sorti tout hérissé de caps aigus, de golfes étroits et profonds, qui font ressembler ses contours à une dentelle déchiquetée par la main d'un enfant. Ces golfes, qu'on appelle des *fiords* dans la langue danoise, revêtent une variété de formes infinies et sont l'un des plus grands charmes pittoresques du pays. Une longue découpure, où le Cattégat entre par un mince détroit, sépare presque entièrement du reste de la péninsule la pointe septentrionale du Jutland lui-même; ce d'étroit s'élargit, fort avant dans les terres, en un golfe d'une configuration bizarre, au centre duquel s'étend un îlot, dernière épave respectée par cette invasion des vagues, et vient mourir à quelques kilomètres à peine de la mer du Nord. Il suffirait d'une nouvelle poussée de la Baltique pour abattre ce mur de séparation, déjà percé par un canal, et le Danemark compterait encore une île de plus.

La légende est d'accord avec la constitution géologique, la forme extérieure et les monuments historiques du pays, pour expliquer ainsi la multiplication de ces îles et leur rapprochement. Une tradition, rapportée par M. Dargaud [2], raconte que la déesse Géfion creusa les détroits des deux Belt et du Sund avec une charrue attelée de

[1] Malgré l'usage général, qui fait ce mot du féminin, je me rallie à l'opinion très-logique de M. de Flaux (*Du Danemark,* Didot, in-8). Il dit avec raison, ce me semble, que les noms de cette nature ne doivent être féminins que lorsqu'ils sont terminés par un *e* muet, comme *Finlande, Hollande, Irlande;* sinon, ils deviennent masculins, comme *Jutland, Gottland,* ajoutons, comme *Groënland.* Seeland signifie littéralement *terre de la mer* (suivant quelques autres : *Seelund,* bois de la mer), mais il n'y a aucune conséquence à en tirer, car le genre des mots varie selon les langues, et si c'était un motif suffisant pour le mettre au féminin, il faudrait appliquer la même règle au Jutland (terre des Jutes) et au Groënland (terre verte).

[2] *Voyage en Danemark,* Hachette, in-18, 1861, p. 216.

quatre taureaux sauvages, fils d'un géant. Odin lui avait promis la propriété de tout ce qu'elle enceindrait d'un sillon en vingt-quatre heures. Sans perdre de temps, elle découpa avec son soc le Séeland et la Fionie en trois sillons qui formèrent les trois détroits. Une autre tradition, rapportée par M. Xavier Marmier [1], assure que toutes ces îles n'étaient si rapprochées les unes des autres qu'afin de permettre aux enchanteurs du bon vieux temps de les parcourir plus à l'aise. Dans le rude hiver de 1657 à 1658, le roi de Suède, Charles-Gustave, renouvela les exploits des enchanteurs en traversant d'île en île toute la Baltique sur les glaces avec son armée. Parti de la Pologne, qu'il venait de ravager, il enjamba successivement les détroits qui séparent du continent la petite île de Brandsoë, et celle-ci de la Fionie ; puis, avec une audace et un bonheur qui frappèrent les Danois d'épouvante, lançant son artillerie et sa cavalerie sur ce pont de glace où un homme seul eût à peine osé se hasarder, il arriva jusqu'en Seeland et vint mettre le siége devant Copenhague [1].

Vers six heures du matin, les côtes de Seeland commencent à se lever à l'horizon. Peu à peu elles se dessinent et s'accusent nettement. On aperçoit d'abord un moulin à vent, dont les ailes semblent s'élancer au-devant de nous en tournant sur elles-mêmes, puis un grand bâtiment qui domine le port, puis des files de maisons basses qui sortent de la mer pour s'aller ranger sur la rive. C'est la ville de Korsoër.

Cependant, tout le monde s'est levé à la hâte pour se préparer au débarquement. Chacun tire sa longue-vue et cherche à se graver dans la mémoire les moindres particularités du tableau. Cette île que nous avons devant nous est la vieille terre des Northmans et peut-être l'*ultima Thule* des anciens. Sous prétexte de nous ménager un point de vue plus commode, le capitaine nous invite à monter sur le pont de commandement. De là nous apercevons tous les navires et les barques du port pavoisés aux armes danoises et françaises. Une marée de têtes humaines s'agite sur le quai, et des acclamations confuses arrivent jusqu'à nous. Quelques minutes encore, nous voici en face du premier vaisseau. Un coup de canon part ; vingt autres lui répondent. On salue notre entrée en rade, comme si la *Freya* apportait au peuple danois un congrès de monarques.

A peine le bateau a-t-il touché le bord, et avant qu'on ait jeté le pont volant, le maire de la ville, en costume officiel, monte sur un

[1] *Lettres sur le Nord.*

[2] On peut voir les détails de cette traversée prodigieuse dans le livre de M. de Flaux (*Du Danemark*, p. 49-58).

tabouret, et d'une voix énergique nous adresse la harangue de bienvenue :

« Vous ne trouverez pas chez nous beaucoup d'hommes, s'écrie-t-il, mais vous y trouverez des hommes de cœur. La France et le Danemark ont toujours été alliés. Que cette alliance, fondée sur les grands principes de l'humanité, de l'égalité des citoyens, de la liberté, de la fraternité des peuples, ne s'affaiblisse jamais ! »

Un tonnerre de hourrahs lui répond. Nulle part, même chez les Anglais, je n'ai entendu crier : *hourrah !* avec le chaleureux entrain et l'accentuation vigoureuse qu'y mettent les Danois. Nous débarquons au milieu de l'affluence qui se presse pour nous voir, nous saluer, nous tendre la main, et nous arrivons à la gare presque portés par la foule, et serrés contre ces poitrines où battent des cœurs amis de la France.

III

DE KORSOER A COPENHAGUE.

Korsoër est une toute petite ville, peu connue dans l'histoire, et que je ne puis décrire, puisque je n'en ai vu que la gare et les habitants. Nous y avons trouvé les délégués du comité danois formé pour nous recevoir : M. Bierring, professeur de langue française à l'Université de Copenhague, membre de la chambre haute, et M. Bille, rédacteur en chef du *Dagbladet*, le journal le plus important du Danemark, — une tête intelligente, aux traits nettement accusés, qui n'est pas sans quelque analogie avec celle de M. Em. de Girardin.

Après avoir pris à la hâte une réfection dont le maître du buffet refuse obstinément de recevoir le prix, nous montons dans le train qui part pour Copenhague.

Je n'ai pas l'intention de décrire tous les incidents de ce court voyage de trois heures. Qu'il me suffise de dire que l'accueil de Korsoër s'est renouvelé sur toute la route. A chaque station recommençaient les harangues, les cantates, les fanfares, les arcs de triomphe, les hourrahs et les pluies de bouquets. J'ai cru un moment que nous serions étouffés sous les fleurs avant d'arriver au terme du voyage. La portière de notre wagon est pavoisée de petits drapeaux tricolores. Les femmes et les enfants escaladent les marchepieds pour entasser les roses sur nos genoux, dans nos mains, à la boutonnière de nos habits. Chaque Français offre bientôt, sauf la barbe, une image vivante de la déesse du Printemps, et Flore nous prendrait pour ses frères, ou tout ou moins pour ses cousins germains.

Comment expliquer cet élan de tout un peuple accourant au-devant de deux députés et d'une douzaine de journalistes, dont plusieurs sont inconnus et dont aucun n'est illustre ? Certes, on aurait beau jeu à railler si nous étions venus ici tout exprès pour recevoir des couronnes, ou si nous avions la sotte fatuité de nous attribuer cet invraisemblable accueil. Pas un de nous ne s'attendait à rien de pareil. Pour ma part, la chute du soleil sur ma tête ne m'eût guère plus surpris que celle des premiers bouquets tombant à mes pieds, au bruit des premiers hourrahs et des premières salves de canons. Que pouvions-nous devant ce naïf et généreux enthousiasme, sinon le subir avec embarras, mais avec reconnaissance, en reportant tout l'honneur du triomphe à la France et à la presse, dont on voulait nous regarder comme les représentants, et en comprenant, sans la partager en rien, l'illusion d'un peuple faible, malheureux, démembré, écrasé, qui lui faisait voir en nous les ambassadeurs de l'opinion publique de notre pays et, en quelque sorte, les avant-coureurs d'une intervention plus directe et plus efficace?

La perte du Slesvig [1] a fait au cœur de ce petit peuple, animé d'un patriotisme admirable, une blessure qui saigne comme au premier jour et dont la douleur frémit encore dans chacune de ses fibres. Il se sent victime d'une iniquité flagrante et de la brutalité du plus fort. Impuissant par lui-même et par lui seul, il se tourne vers l'ennemi naturel de la Prusse, vers cette France qu'il aime, qu'il admire, dont il fut l'allié fidèle, à ses risques et périls, aux jours des revers comme aux jours des victoires, et dont il a recueilli, par les voix de la presse et de la tribune, les sympathies unanimes lors de la glorieuse et malheureuse guerre de 1864. C'est le deuil national qui fait explosion dans ces cris de bienvenue. L'accueil du Danemark veut dire merci à la France, mais il est aussi la protestation du faible, et l'une de ces grandes manifestations nationales que la moindre étincelle suffit parfois à allumer, et dont l'occasion peut être futile sans que leur éloquence en soit amoindrie.

La première station, sur la route de Korsoër à Copenhague, est celle de Slagelse, dont l'église remonte au onzième siècle. Aux portes de la ville, s'élevait jadis l'illustre abbaye d'Antvorskov, fondée par le grand roi Valdemar Ier, dans la forêt du même nom. Là vécut le moine André, devenu plus tard le patron de la ville, et qui est le héros de plusieurs légendes curieuses : « On prétendait, écrit M. de Flaux, que, lorsqu'il disait sa prière en plein air, il suspendait son

[1] Telle est la vraie orthographe du nom, l'orthographe danoise. Le *w* est allemand, et les Danois s'en abstiennent tant qu'ils peuvent. Ils écrivent donc aussi : *V*aldemar, Thor*v*aldsen, etc.

chapeau et son manteau aux rayons du soleil. La chronique dit aussi qu'un jour Valdemar lui ayant promis, par dérision, de lui donner toutes les terres qu'il pourrait parcourir, monté sur un poulain d'un an, le saint homme avait enjambé un ânon nouveau-né, qui, au lieu d'être écrasé sous le poids, avait été doué tout à coup d'une agilité et d'une force surnaturelles, si bien que l'île entière serait devenue la propriété du couvent, si les courtisans effarés n'étaient venus trouver le roi jusque dans le bain, et ne l'avaient supplié de rétracter sa promesse. »

Vingt minutes après, le train s'arrête à Soroë. Soroë est la plus célèbre académie du Danemark, où les académies sont innombrables. Des villes qui n'équivalent même pas à nos plus humbles sous-préfectures, possèdent souvent de vastes gymnases où se donne l'enseignement le plus solide et le plus étendu. Telle est Soroë, jadis riche et puissante abbaye, où vécut probablement le premier historien du Danemark, Saxo le Grammairien, ce moine qui, dans la barbarie du douzième siècle, parvint à retrouver le secret des élégances latines, et, mêlant l'étude des mœurs à celle des faits, puisant à la source dédaignée des légendes populaires, consultant les sagas et les chants des scaldes, nous a légué l'un des monuments les plus originaux de la littérature du moyen âge, comme l'un des monuments les plus authentiques de l'histoire.

Transformé en collége après la réforme, qui avait dispersé les moines, le couvent fut richement doté par le roi Christian IV et par plusieurs autres souverains, qui tinrent à honneur d'imiter son exemple. Au milieu du dernier siècle, Holberg, le Molière du Danemark, légua en mourant, à l'académie de Soroë, ses riches propriétés et sa vaste bibliothèque. En reconnaissance de ce don royal, l'académie paye chaque année à la mémoire de l'historien illustre et du grand poëte, le tribut d'une oraison funèbre, où le même éloge reparaît perpétuellement, en essayant de se déguiser sous des formes diverses. J'ai peine à croire que l'écrivain comique qui a si bien raillé les travers et les ridicules de la vanité, ait poussé la vanité posthume jusqu'à assigner cette tâche monotone à l'académie par une clause secrète de son testament, comme on l'en accuse. Il est vrai que Holberg, après avoir mené longtemps une vie pauvre et précaire, eut le petit orgueil d'acheter des propriétés seigneuriales et de se faire nommer baron, ce qui est à peu près la même chose que si Molière eût sollicité le titre de marquis. Malgré ce *précédent*, si l'on me passe ce terme de palais, j'aime mieux penser que l'académie de Soroë s'est librement imposé cette servitude, par une reconnaissance mal entendue, comme l'Académie française imposait jadis à tous ses

nouveaux membres l'éloge de Richelieu et à tous les concurrents aux prix d'éloquence ou de poésie celui des vertus de Louis XIV ; comme l'académie des jeux floraux prononce solennellement encore chaque année le panégyrique de Clémence Isaure.

Un chiffre suffira pour donner l'idée de la prospérité matérielle à laquelle atteignit le collége de Soroë. Il fut un temps où il possédait 400,000 francs de revenus, tout en terres. Sans être aussi riche aujourd'hui, il l'est assez pour attirer à lui les plus savants hommes du pays. L'illustre Ingemann y a longtemps professé l'esthétique et fait un cours de littérature danoise. C'est un titre sérieux que d'être professeur à l'académie de Soroë. Placée au centre d'un domaine qui lui appartient et qui s'étend à plusieurs lieues à la ronde, située sur les bords d'un lac charmant, qui reflète en ses eaux tranquilles la ceinture de bois sombres et de coteaux verts dont il est entouré, elle forme à elle seule comme une petite ville, comme une véritable colonie universitaire.

Le chemin de fer marche avec une vitesse de neuf à dix lieues à l'heure, pour franchir en trois heures les quatorze milles et demi, c'est-à-dire les 108 à 110 kilomètres qui séparent Korsoër de Copenhague. Les wagons sont confortables : en Danemark, comme en Allemagne, les secondes équivalent à nos premières. A neuf heures, nous dépassons Ringsted, où les jeunes filles viennent nous présenter les rares fruits du pays et de la saison — des cerises et des framboises.

C'est à Ringsted, qui partage, avec bien d'autres villes, l'honneur d'avoir été la résidence des souverains, que mourut Valdemar le Grand. C'est à Ringsted, suivant la chanson populaire, que dort la reine Dagmar, la seconde femme de Valdemar le Victorieux. La Scandinavie, du Danemark et de la Suède à l'Islande, est le sol classique des chansons populaires. Elles y sont nées comme les fleurs des champs ; elles voltigent dans l'air comme les elfes qui s'élèvent la nuit au milieu des lacs. Un écho des sagas lointaines vibre en ces œuvres d'une poésie ingénue, où la Muse anonyme et collective du peuple a écrit à sa façon la chronique nationale. J'aime les chansons populaires, comme j'aime les légendes, quelquefois plus poétiques que de savantes épopées. Ce sont des monuments caractéristiques, qu'il ne faut pas négliger dans l'étude d'un pays [1]. Voici la chanson de Dagmar :

[1] Je dois la communication des chants populaires cités dans le cours de ce travail, et qui n'ont jamais été traduits en français, à M. le docteur Rosenberg et à M. le professeur Frederiksen, deux des publicistes les plus distingués du Danemark, — deux amis dont je garde le plus cordial souvenir.

La reine Dagmar est malade à Ribe [1], on l'attend toujours à Ringsted. Toutes les dames de Danemark sont appelées auprès de son lit.
La reine Dagmar dort à Ringsted.

« Envoyez chercher quatre dames, cherchez-en cinq, cherchez les plus instruites ; cherchez surtout la sœur du chevalier Charles de Ribe. »
La reine Dagmar dort à Ringsted.

« Cherchez les jeunes et les vieilles. Oh ! cherchez la petite noble Kirstine. Elle vaut bien cet honneur. »

La petite Kirstine arrive ; sa parure brillait d'or rouge [2]. Elle ne voyait pas l'éclat de la couronne, car elle était baignée de larmes.

La petite Kirstine arrive, charmante et pleine de grâce ; la reine Dagmar la reçoit et l'embrasse tendrement.

« Sais-tu lire et sais-tu écrire ? Saurais-tu soulager ma souffrance? Tu porterais toujours de l'écarlate et monterais toujours mes coursiers.

— Je lirai, j'écrirai, n'en doutez pas, de tout mon cœur je lirai ; mais votre douleur est certainement plus forte et plus dure que l'acier. »

La petite Kirstine, les Heures à la main, lisait de son mieux ; mais, je ne vous dis que la vérité pure, elle était tout en larmes.

La reine était bien souffrante, ses douleurs allaient toujours croissant... « Jamais je ne pourrai me remettre. Envoyez chercher mon seigneur.

« La volonté de Dieu sera faite, la mort viendra me chercher. Envoyez vite à Skanderborg, vous y trouverez mon seigneur. »

Le petit page de la reine ne tarda guère : il arracha la selle de la solive, et la mit sur le coursier blanc.

Le petit page de la reine montait sur le cheval. Il courait certainement plus vite que ne vole le faucon rapide.

Le roi était sur le belvédère, il regardait à l'horizon. « Je vois là-bas mon petit page. Il arrive bien tristement.

« Je vois là-bas mon page, il accourt plein d'angoisse. O Dieu mon père dans les cieux, comment va Dagmar maintenant ?...

— La reine Dagmar m'envoie ici, elle voudrait vous parler. Ardemment elle désire vous voir ; elle est accablée de douleurs.... »

Le roi sortit de Skanderborg, accompagné de cent et un chevaliers. Quand il arriva au pont de Grindsted, il n'en restait que vingt.

[1] Ribe est une toute petite ville du Jutland, jadis célèbre. Dès le treizième siècle elle avait une école, qui devint bien vite l'une des premières *académies* du pays. On y comptait sept cents élèves à l'époque de la Réforme.

[2] Cette épithète *homérique* se retrouve sans cesse dans les chansons populaires du pays.

Le roi traversa la lande de Rasdhal, accompagné de quinze cavaliers. Quand il eut passé le pont de Ribe, le noble seigneur allait tout seul.

Il y avait bien de la douleur chez la reine, toutes les femmes étaient en larmes. La reine mourut dans les bras de Kirstine, lorsque le roi descendait de cheval.

Le seigneur entre avec un œil hagard. La petite noble Kirstine se lève à son arrivée :

« O mon lord et roi, ne vous affligez pas ! essuyez vos larmes : aujourd'hui Dagmar vous a donné un fils, arraché à ses entrailles.

— Je vous conjure toutes, mes dames et demoiselles, je conjure chacune de vous, priez pour l'âme de Dagmar, qu'il lui soit permis de me parler.

« Je vous supplie, mes dames et mes demoiselles, vous toutes qui êtes ici présentes, oh ! priez pour moi, que Dieu m'accorde de lui parler encore une fois. »

Ils mirent tous les genoux à terre, tous ceux qui étaient présents. Leur prière et les pleurs du roi furent exaucés. La reine retourna à la vie.

La reine Dagmar se lève de la bière, les yeux tout rouges de sang : « Miséricorde, mon noble seigneur ! pourquoi me donner cette peine !

« Je n'ai rien fait de mal que de lacer mes petites manches de soie le dimanche.

« Si je ne les avais lacées, en prenant plaisir à me parer le dimanche, je ne brûlerais pas dans le purgatoire, et n'aurais pas tant de douleurs.

« La première prière que je vous adresse, vous me l'accorderez volontiers : Oh ! rappelez tous les proscrits, et brisez les fers des prisonniers !

« La seconde prière que je vous adresse ne sera qu'à votre avantage : n'épousez pas Berengaria[1], car c'est un fruit bien amer.

« La troisième prière que je vous adresse, c'est mon suprême désir : que notre très-cher fils soit élu roi de Danemark !

« Oh ! faites-le roi de Danemark, quand vous quitterez la vie. Berengaria vous donnera un second fils, qui cherchera à le détruire.

« Épousez plutôt la petite Kirstine, elle est une noble jeune fille ; mais si cela ne se pouvait, n'oubliez pas ma dernière prière.

— Je vous accorde volontiers cette demande. Votre fils portera la couronne, mais jamais je n'épouserai Kirstine, ni aucune autre dame.

[1] Bérengère de Portugal, fille du roi Sanchez : elle a laissé un mauvais souvenir dans les chroniques du Danemark. Ses trois fils régnèrent successivement après Valdemar II, et le fils de Dagmar ne porta jamais la couronne.

— Jamais vous n'épouserez Kirstine ni aucune autre dame, mais vous irez en Portugal chercher la perfide femme.

« Mon noble seigneur, oh ! dites-moi si vous souhaitez me parler encore, car les petits anges m'attendent là-haut dans les cieux.

« Il est temps que je vous quitte, je ne puis rester davantage ici : les cloches du paradis m'appellent, il me tarde de rejoindre les âmes. »

La reine Dagmar dort à Ringsted.

Un peu avant dix heures, l'on nous montre, sur la gauche, les flèches de l'église de Roëskilde, qui est le Saint-Denis du Danemark. Nous y reviendrons plus tard. Les stations suivantes, jusqu'à Copenhague, n'ont plus aucune importance, et il est inutile de les nommer.

La voie traverse une succession de plaines, semées de bois de sapins, de hêtres et de petits chênes, où se dessinent à peine çà et là quelques douces et faibles ondulations de terrain. Tout y respire l'aisance : les fermes qu'on aperçoit de loin et les paysans qui nous regardent passer ont cet air de propreté et de bonne tenue auquel on ne peut se méprendre. Le sol est bien cultivé, les forêts sont en pleine exploitation. Partout une verdure douce et tendre, qui caresse le regard. C'est un beau pays, mais jusqu'à présent sans accent local et sans grand caractère pittoresque. Le voyageur qui viendrait en Danemark dans l'espoir d'y retrouver les types de la vieille Chersonèse cimbrique, ou les aspects sauvages et grandioses qu'il semble naturel de demander à la patrie d'Hamlet, éprouverait un désappointement profond. Mais le Danemark a du moins pour lui trois choses qu'on ne peut lui ravir : il a ses bois immenses, ses lacs gracieux et la mer qui le baigne de toutes parts.

IV

COPENHAGUE. — ASPECT GÉNÉRAL DE LA VILLE. — LES PALAIS.

Vous avez vu la toile de Gérard, représentant l'*Entrée d'Henri IV à Paris :* elle me dispense de décrire notre entrée à Copenhague. Remplacez le Béarnais à cheval par une douzaine de journalistes en calèches découvertes, et les pourpoints par les paletots : vous verrez d'ici le tableau.

Malgré les vingt-quatre heures de retard qu'a subies notre arrivée,

et bien que, la veille, une foule plus grande encore nous ait vainement attendus à la gare, vingt mille hommes au moins sont massés en rangs compacts tout le long de la belle et large avenue qui conduit de l'embarcadère à la ville. Vingt mille poitrines ébranlent les airs de hourrahs et de vivats répétés. A toutes les maisons flotte le drapeau tricolore, côte à côte avec le drapeau danois. A toutes les fenêtres et sur tous les balcons, les femmes agitent leurs mouchoirs et mêlent leurs voix à l'ouragan de cris fraternels qui nous enveloppe.

Laissons de côté, encore une fois, nos personnalités obscures, très-humble prétexte de cette grande manifestation populaire. D'elle à nous, il y a une telle distance, qu'il serait presque ridicule de s'en apercevoir et de s'y arrêter. Mais ici les individualités disparaissent, les noms s'évanouissent comme des fantômes, pour ne laisser subsister que le nom de la France, accueillie à bras et à cœur ouverts par une nation sœur.

Ah ! je vous assure que les plus sceptiques et les plus blasés parmi nous se sentent remués par un pareil spectacle, et j'y aurais voulu voir les railleurs. Quelle que soit sa faiblesse, c'est un grand peuple, celui qui éprouve un sentiment unanime avec autant d'énergie, et l'exprime sans respect humain, sans préoccupations et sans rivalités mesquines, avec cet élan, cette cordialité chaleureuse où vibre une seule âme, avec ce cri puissant qu'on dirait parti de la même poitrine. Si nous ne pouvons songer à faire tourner ce triomphe au bénéfice de notre amour-propre, nous pouvons l'utiliser du moins pour notre enseignement.

A notre premier pas chez cette petite nation, nous rencontrons un exemple dont les peuples les plus fiers de leur force et de leur nombre pourraient faire leur profit, et qui depuis longtemps est devenu impossible en France. Qu'on s'imagine, si l'on peut, une manifestation semblable à Paris, pour accueillir des étrangers, sans pouvoir, sans caractère officiel, dépourvus de tout ce qui commande les regards et l'attention de la foule. Rien n'est plus invraisemblable ; mais, par un effort d'imagination, supposons qu'elle se prépare. L'administration n'aura rien de plus pressé que d'y mettre obstacle. Elle n'osera envisager en face cette invasion d'enthousiasme dans la rue : le préfet de police et le ministre de l'intérieur sentiront d'avance tous leurs cheveux se hérisser d'épouvante, et le spectre de l'émeute se dresser devant leurs yeux troublés. Poussons toutefois l'hypothèse à l'extrême, et admettons que, par un miracle de tolérance, ils se résignent à laisser faire. Vous figurez-vous, du moins, toutes les mesures de précautions, les escouades de sergents de ville, les municipaux à cheval contenant et refoulant la foule! Ici, rien de pareil :

pas l'ombre d'un agent de police, mais aussi pas un désordre, pas un tumulte parmi ces vingt mille hommes, qui allient admirablement à toute la chaleur d'un enthousiasme *méridional*, la dignité, le calme, j'allais dire le flegme des peuples du Nord. Partout, en Danemark, nous retrouverons cette alliance, frappante surtout pour les citoyens d'un pays qui n'a presque jamais su mettre de mesure ni dans le culte de l'ordre ni dans l'exercice des institutions libérales, et qui va par soubresauts de l'esprit de licence à l'amour de la servitude. Il est évident, de prime abord, que nous avons affaire à un gouvernement qui a le respect et à un peuple qui sait la pratique de la liberté. C'est le seul point qu'il importe de retenir et de mettre en lumière dans ces ovations, qui ne semblent s'être multipliées devant nous que pour nous répéter le même enseignement sous toutes ses formes.

Tandis que la calèche roule vers l'hôtel, je jette sur la ville le premier coup d'œil du touriste curieux. Les rues sont larges, entretenues avec soin, bordées de beaux trottoirs de granit, mais pavées de petits cailloux pointus qui doivent être fort désagréables à la plante des pieds; les maisons bien bâties, hautes, et généralement neuves. Chacune d'elles a un sous-sol, comme à Amsterdam et à Hambourg, où s'installent les petits commerçants, les épiciers, les fruitiers, les restaurants et les cafés, et dont les fenêtres, protégées par des barreaux de fer, s'élèvent à peine au-dessus du sol. Le commerce de luxe, les boutiques de premier ordre, — librairies, marchands d'estampes et d'objets d'art, magasins de nouveautés, etc., — occupent les rez-de-chaussée, auxquels on monte par quelques marches, et dont la porte s'ouvre invariablement dans l'allée. L'amour des gens du Nord pour la clôture et pour le *chez soi* se retrouve jusque dans cette disposition particulière, qui supprime aux magasins l'entrée banale et béante par où elles semblent, chez nous, la continuation de la voie publique et qui en fait, pour ainsi dire, autant d'appartements particulier. Mais on conçoit aussi, par là même, ce qu'elle enlève au coup d'œil d'animation, de variété et d'imprévu.

A part ces quelques points, à part aussi les noms des rues et les inscriptions des enseignes, il est difficile de saisir, dans cette première promenade à travers la ville, la moindre trace de couleur locale. On se croirait presque dans une grande préfecture française, ou dans le vieux faubourg Saint-Denis. N'était la tranquillité de leur allure, je prendrais tous ces passants en paletots pour des Parisiens. Avec leurs chapeaux de paille bruns et ronds, retenus sous le cou par de larges brides qui cachent les oreilles et une partie des joues, leur costume décent et modeste, d'un goût parfait, mais sans aucun éclat, les femmes rappellent ces excellentes ménagères de province

qui ont horreur des couleurs voyantes et des modes tapageuses. Tout sent ici, dès l'abord, je ne sais qu'elle saine odeur de dignité, de simplicité et d'honnêteté. On y respire l'atmosphère salubre et calmante de la vie de famille, des habitudes patriarcales, d'une aisance honorable et digne, conquise par le travail.

Nous apercevons çà et là quelques canaux et nous traversons successivement le Gammel Torv, que décore une honnête fontaine qui ne fera jamais parler d'elle, l'Amager Torv, l'Ostergade[1], la rue à la mode de Copenhague, une sorte de boulevard hanté par les élégants et bordé de luxueuses boutiques ; le Kongens Nytorv, ou la place Neuve-Royale, au centre de laquelle s'élève, dans un maigre square, une déplorable statue équestre, en plomb, de Christian V terrassant la Suède, ce qui est une des plus jolies fictions inventées par le zèle des faiseurs de statues [2]; puis nous entrons dans Bredgade (la rue large), pour aller descendre à l'Hôtel Phœnix, l'un des premiers de Copenhague, et que je n'hésite pas à recommander aux princes en voyage, s'il a l'habitude de traiter tous ses hôtes comme il nous a traités nous-mêmes pendant notre séjour.

L'hôtel Phœnix est tapissé du haut en bas, jusque dans les couloirs et les escaliers, de tableaux qui font généralement plus d'honneur à l'amour du propriétaire pour la peinture qu'à son goût artistique. On y trouve toutes les traditions des caravansérails les plus civilisés. Les garçons portent l'habit noir et la cravate blanche ; ils parlent français, comme le portier et comme le maître de l'établissement. Je me suis souvent étonné, dans le cours de mes voyages, de la prodigieuse variété de connaissances nécessaires à l'homme qui aspire à l'honneur de garder la porte d'un hôtel de premier ordre. A Madrid, à Cologne, à Hambourg, à la Haye, à Aix-les-Bains, à Genève, à Bade, à Stockholm, comme à Copenhague, j'ai rencontré dans la loge du concierge des linguistes émérites, capables de soutenir la conversation dans tous les idiomes de l'Europe, et à qui il n'a manqué peut-être, comme au Z. Marcas de Balzac, que d'avoir le moyen de s'acheter une paire de bottes, ou une paire de gants, pour devenir professeurs de philologie et correspondants de l'Académie des inscriptions et belles-lettres. A moins toutefois que ce ne soit, de la part de ces hommes pratiques, pure affaire de choix et de vocation. Mais la plupart d'entre eux pourraient dire à leurs maîtres, avec une variante au mot célèbre de Figaro : « Aux connaissances qu'on exige dans un

[1] *Torv*, place; *gade*, rue, ou *strœde*, qui s'applique plus particulièrement aux rues étroites, aux ruelles, mais sans que cette règle ait rien d'absolu.

[2] Suivant d'autres, la figure qui se tord sous les pieds du cheval représente le monstre de l'Envie.

concierge, Votre Excellence sait-elle beaucoup de propriétaires qui fussent dignes d'être portiers ? »

Après un excellent déjeuner, composé par l'artiste de l'hôtel d'après les grands principes de la grande cuisine française, nous remontons en voiture, et nous partons en reconnaissance. Mais auparavant je me suis fait expliquer la ville, et j'ai relevé sur le plan tous les points de repère de cette excursion.

Kjöbenhavn, que nous appelons Copenhague[1], est une ville d'environ 175,000 habitants, bâtie sur deux îles, que sépare un étroit bras de mer. La partie de la capitale qui s'élève sur l'île microscopique d'Amack, porte le nom particulier de Christianshavn.

La position de Copenhague est admirable. Elle est presque, au septentrion de l'Europe, ce que celle de Constantinople est au midi. Bâtie à portée de la mer du Nord et, pour ainsi dire, au confluent de tous ces détroits qui sont comme les avenues de la Baltique, Copenhague est la capitale naturelle du monde scandinave, qu'elle relie au reste de l'Europe.

Ce ne fut longtemps qu'un humble village de pêcheurs, et elle ne devint pas avant le quinzième siècle la résidence de la royauté. Cette date expliquerait déjà la physionomie généralement moderne de ses rues et de ses monuments; mais voici qui l'explique mieux encore. En 1728, un incendie effroyable dévora plus de seize cents maisons. Un nouvel incendie en 1795 et le bombardement des Anglais en 1807, achevèrent à peu près la destruction de la vieille ville. Les maisons de bois furent rebâties en pierre, les rues élargies et régularisées : Copenhague y gagna cette apparence correcte et presque rectiligne qui plaît tant aux préfets, aux rédacteurs de *Guides* et aux Anglais en voyage. Restée stationnaire pendant longtemps, — par une apparente bizarrerie, qui s'explique pourtant sans trop de peine, elle s'est accrue après les désastres des dernières guerres. Les émigrés du Slesvig, en se repliant sur Copenhague pour fuir la domination prussienne, ont largement contribué à ce résultat. Aujourd'hui elle déborde ses anciennes barrières, et prolonge en tous sens les ramifications de ses faubourgs.

Bredgade, où je suis logé, partant de la Grande place, qui est un point central, pour traverser toute la partie nord de la ville dans la direction du port, est ce qu'on appelle en style municipal une des grandes *artères* de Copenhague. En la suivant juqu'au bout, on arrive à la citadelle et aux promenades des remparts, d'où l'on domine le Sund. Le coup d'œil qui tout à coup s'ouvre là sous vos

[1] En empruntant cette traduction aux Anglais, comme celle de *Sjöland* en *Seeland*. Le *j* se prononce *i*.

pieds est de ceux qu'il ne faut pas essayer de décrire. Quelques vaisseaux à voiles vont et viennent lentement, déployant entre le bleu du ciel et le bleu de la mer leur aile blanche, gonflée par le vent. Au loin, sur des bancs de sable exhaussés en îles, s'élèvent en pleine mer des forts détachés, qui semblent sortir directement du sein des flots pour défendre l'entrée du port. C'est là qu'arrivent presque toutes les marchandises d'importation pour le Danemark.

A cinquante pas de l'hôtel, une courte rue transversale conduit à la belle place d'Amalienborg, que décore la statue équestre de Frédéric V, le pacifique et libéral successeur du rigide Christian VI. Le palais d'Amalienborg[1], qui a donné son nom à la place, se compose de quatre édifices entièrement distincts, mais absolument semblables, qui se font pendant aux quatre coins, reproduisant, avec symétrie, cette maigre et froide colonnade qu'on retrouve si souvent sur la façade des monuments publics de Copenhague. L'un de ces palais bourgeois sert de résidence habituelle à S. M. Christian IX, dont la petite cour tient à l'aise dans cette maison de Socrate de la royauté.

On ne se figure pas le nombre de palais que possède Copenhague : peut-être y en a-t-il plus qu'à Paris, et les alentours de la ville en sont aussi largement peuplés. La vieille monarchie danoise a semé partout les témoignages de sa magnificence et de son goût pour les arts. Copenhague renferme à elle seule, en y comprenant les quatre bâtiments d'Amalienborg, une douzaine de palais, dont plusieurs ont été changés en musées. Rosenborg et Christiansborg sont les seuls qui méritent de nous arrêter un moment.

Christiansborg ne s'élève guère au-dessus de la banalité architecturale de ses modestes confrères que par sa masse et ses proportions immenses. La façade a la majesté régulière et un peu froide du plus pur style classique. Ce palais géant semble fait pour loger une armée plutôt qu'un homme. Le roi Christian VI le fit bâtir, en un jour d'ambition, pour rivaliser avec le souvenir de Louis XIV, et l'on assure que trois mille ouvriers y travaillèrent sans interruption pendant six ans, ce qui paraît une légende renouvelée du temple de Salomon. Dix mille poutres énormes furent enfoncées dans le sol pour le raffermir, et toutes les charrettes de Copenhague et des environs suffirent à peine au déblayement du terrain et au transport des matériaux. Après l'incendie de 1795, qui l'avait entièrement détruit, le jeune prince royal, qui fut depuis Frédéric VI, le fit rebâtir sur le premier plan pierre à pierre, et ne l'habita jamais. C'était renouveler

[1] *Borg*, château, dans le sens de l'allemand *burg*. Il désigne un ensemble de constructions, le château avec ses dépendances, les bâtiments élevés à son abri et sous sa protection. Le mot *slot* signifie plus particulièrement *palais*, et on le joint souvent au nom des châteaux : *Amalienborg slot*, *Christiansborg slot*.

la folie primitive dans des circonstances aggravantes, et doubler l'étendue de la faute. On eût dit que les architectes de Christiansborg voulaient compenser la diminution de leur puissance par l'augmentation de leur luxe, et qu'ils espéraient dissimuler au peuple la décadence de la monarchie danoise et l'affaiblissement du royaume sous la pompe toujours accrue de leur palais, comme ces banquiers qui ajoutent une aile à leur château, multiplient leurs fêtes et prennent quelques laquais de plus, lorsqu'on commence à dire qu'ils sont ruinés. Le prédéceseur du roi actuel, Frédéric VII, de populaire mémoire, logeait dans un coin du vaste monument, qui ne sert plus aujourd'hui, en dehors des salles consacrées au musée de peinture et à diverses collections, qu'aux réunions des chambres et aux grandes cérémonies officielles.

La perle de tous ces palais, c'est Rosenborg, construit, au début du dix-septième siècle, par l'illustre architecte Inigo Jones, le Vitruve anglais, celui auquel Londres doit Whitehall. Rien de plus original et de plus charmant que la physionomie de cet édifice, avec sa maçonnerie de briques rouges, ses trois tours noires aux flèches élancées, sa façade étroite et la prodigalité d'ornements dont l'a décoré la fantaisie de l'artiste. Rosenborg tient à la fois de l'église gothique, du donjon féodal et du château de la Belle au bois dormant. On y arrive par un délicieux jardin, plein d'ombrages et d'eaux vives. Sous ces tilleuls deux fois centenaires, qui ont vu passer le grand roi Christian IV, et abrité plus d'une fois, dit-on, les entrevues furtives de Caroline-Mathilde et de Struensée, les petits Danois se livrent à leurs ébats tumultueux, avec ces rires ou ces larmes qui sont les mêmes partout et constituent la langue universelle. Par les allées sinueuses, le long des pelouses et des parterres de fleurs, on arrive jusqu'à un pont-levis, fermé d'une grille de fer, qui clôt l'entrée du palais comme celle d'une forteresse.

Rosenborg est le musée des souverains danois. On y a réuni, salle par salle, les portraits des rois, depuis Christian IV, qui l'a fait construire, et les objets qui leur ont appartenu, meubles, vêtements, tapisseries, glaces, cristaux, armes, bijoux, ivoires. Il y a là d'incomparables richesses artistiques et historiques, des merveilles de luxe, d'élégance et de goût, qui racontent aux yeux charmés les splendeurs de la dynastie d'Oldendourg. A côté des épées de Charles XII et de Gustave-Adolphe, armes de soldats, faites pour tuer et non pour éblouir, étincelle, sous sa garniture de diamants, l'épée à poignée d'émail de Christian IV, et reluit de mille feux le harnachement de velours brodé de perles, qui coûta deux millions à ce magnifique monarque. Non loin des chenets en agent massif, des buffets en or, des porcelaines de Saxe, des étoffes splendides, des lustres et des

vases en cristal de roche, des carabines ciselées, des tables, des fauteuils, des écrans incrustés de saphirs et de rubis, qui rappellent les noms de Frédéric III, de Christian V et VI, s'alignent, sur de riches étagères, les innombrables verreries de Venise envoyées par le doge à Frédéric IV. Près de la corne d'argent des Oldenbourg, qui remonte au chef de la dynastie, vous verrez la coupe de chasse de Christian VI, qui contient deux bouteilles, et que cet héroïque buveur, digne de ses aïeux, vidait tout d'une haleine. De nos jours, quel est celui, roi ou chasseur, qui pourrait se vanter d'en faire autant? Plus loin, on voit mieux encore : c'est un cavalier avec son cheval, en argent creux, disposé de façon à pouvoir servir de coupe lorsqu'on en a enlevé la partie supérieure, qui forme couvercle. La tradition parle de vaillants Danois du bon vieux temps, qui vidaient en un repas ce bol gigantesque, bien autrement redoutable que la botte de Bassompierre. Les Danois d'aujourd'hui savent boire en dignes fils de ce dieu Thor, à qui trois barils de bière suffisaient à peine pour apaiser sa soif, même quand il se cachait sous le déguisement d'une fiancée; tout dégénère pourtant, et le cheval bachique de Rosenborg n'est plus aujourd'hui qu'un objet d'art.

Le regard finit par se fatiguer de ces magnificences; mais si l'on monte à l'étage supérieur, c'est bien autre chose encore. La galerie du trône et du couronnement est une véritable salle des *Mille et une Nuits*. Son plafond sculpté, ses fonts baptismaux d'argent, autour desquels se déroule en bas-relief le baptême de Jésus-Christ; ses cariatides, ses tapis, ses tentures, ses candélabres, composent un ensemble saisissant et grandiose. Le trône est gardé par trois grands lions d'argent, symboles des trois détroits, le Sund, le Grand-Belt et le Petit-Belt, qui font au Danemark une barrière de vagues. Partout, à Copenhague, sur les écussons et au frontispice des palais, reparaissent ces lions allégoriques, aiguisant leurs griffes et secouant leurs crinières, comme les monstres dont Ulysse entendit les hurlements autour du rocher de Scylla.

Rosenborg est une magique évocation du passé. On en sort avec des éblouissements dans les yeux, et l'imagination enflammée par cet entassement de merveilles historiques. Les richesses de deux siècles sont concentrées dans cet écrin de pierre, où vous apparaît, en toute sa splendeur, l'âge d'or de la monarchie danoise, alors qu'elle régnait sur la Norwége, qu'elle humiliait la Suède, qu'elle occupait l'Europe de sa gloire, et que l'oriflamme rouge, à croix blanche, se promenait triomphalement sur toutes les mers.

V

LA VILLE LITTÉRAIRE, ARTISTIQUE ET SAVANTE. — LE MUSÉE THORVALDSEN ET LA STATUE D'ŒHLENSCHLÄGER.

Rosenborg n'est pas le seul musée de Copenhague, il s'en faut. Les musées y abondent, ainsi que les écoles, les bibliothèques, les établissements d'instruction en tout genre. Il n'est pas de ville où l'on trouve plus de trésors d'art et de science, où l'enseignement soit plus répandu et mieux en honneur.

Si j'étais M. Joanne, j'énumérerais soigneusement les dix ou douze musées de Copenhague ; on m'en dispensera sans peine. Je n'ai fait, d'ailleurs, que les parcourir au pas accéléré, m'arrêtant seulement à ce qui m'offrait un intérêt local, un trait de race, un caractère indigène. An musée de Christiansborg, assez pauvre en maîtres italiens ou français, l'école flamande et surtout l'école hollandaise, dont le Danemark subit longtemps l'influence avec docilité, se trouvent représentées largement ; mais ce n'est pas là ce que j'y cherche. J'y cherche l'art national du Danemark. J'oublie Le Poussin, Salvator Rosa et Gérard Dow, pour m'arrêter devant les beaux portraits de Juel et les compositions d'Eckersberg, qui a été l'initiateur de la peinture contemporaine dans son pays natal ; devant les paysages de Skogaard et de Rump, les batailles de Sonne, les marines de Melbye et de Simonsen, les scènes de genre d'Exner, le peintre des villageois ; les toiles humoristiques de Marstrand ; les tableaux d'histoire de Bloch, un jeune artiste énergique et original, dont le talent grandira, et toutes ces toiles où revit, dans sa vérité et dans sa poésie, la beauté mélancolique et voilée de la nature du Nord[1].

Mais si l'on veut étudier l'art danois dans sa plus haute et sa plus pure expression, c'est au musée Thorvaldsen qu'il faut aller. Thorvaldsen est un de ces hommes qui suffisent à la gloire d'une époque et d'une nation. Le Danemark peut s'enorgueillir, à juste titre, d'avoir produit l'un des plus grands sculpteurs du dix-neuvième siècle, le

[1] La plupart de ces peintres (je parle des vivants), étaient représentés à l'Exposition universelle, mais d'une façon incomplète, qui ne donnait point une idée suffisante de leur talent. On y a pu voir aussi les groupes de M. Jerichau, directeur des beaux-arts, les beaux bustes de M. Bissen, d'un modelé si large, si hardi, si vivant, et les dessins pleins de goût, d'élégance et de distinction d'un artiste dont le gracieux talent a reçu depuis quelques années ses lettres de naturalisation en France, M. Frœhlich.

rival et le vainqueur peut-être de Canova ; le maître illustre, dont l'influence ne s'est pas seulement exercée sur l'école danoise, sortie tout entière de lui, mais domine aujourd'hui encore presque toute la sculpture du nord de l'Europe et celle de l'Allemagne.

A quelques pas du palais de Christiansborg s'élève un édifice qui a l'aspect d'un mausolée. L'architecture reproduit en partie celle des sépulcres grecs et étrusques, et la décoration rappelle les ornements des tombeaux antiques. C'est à la fois le musée et la sépulture de Thorvaldsen. Le grand sculpteur repose dans la cour centrale, sous un petit tertre ombragé de lierre, au milieu de ses innombrables chefs-d'œuvre.

Le monument fut érigé par la ville de Copenhague, avec le concours d'une souscription publique, du vivant même de Thorvaldsen, pour recevoir les objets d'art qu'il avait légués à ses compatriotes. La façade est surmontée d'un groupe de la Victoire arrêtant son quadrige, et sur les murs extérieurs de vastes compositions, en ciments de diverses couleurs incrustés dans la pierre, représentent le retour de Thorvaldsen dans sa ville natale en 1838, et le transport de ses œuvres du vaisseau jusqu'au Musée. L'art antique a fourni les motifs de toutes les décorations. Ici, c'est un génie qu'un char emporte dans l'arène ; là, ce sont des vases et des trépieds, comme les anciens en donnaient pour prix dans les jeux publics, couronnés des lauriers et des palmes du triomphe.

Entre le vestibule, qui occupe toute la largeur de l'édifice et la grande salle du fond, sont disposés en enfilade une série de cabinets, dans chacun desquels s'élève une statue choisie, entourée d'un cortége de bustes et de bas-reliefs. Les plafonds sont égayés de cartouches dans le goût des peintures de Pompeï ; mais la nudité des murailles, simplement recouvertes d'une couche de couleur brunâtre, laisse toute leur valeur aux statues, qui se détachent vigoureusement dans les conditions les plus favorables et les mieux calculées pour les faire valoir. Le musée Thorvaldsen rachète sa physionomie vraiment trop funèbre par son heureux aménagement et l'intelligente appropriation des moindres parties de l'édifice au but qu'on s'est proposé. C'est vraiment le temple de l'art.

Un Grec du temps de Périclès se fût promené avec délices dans ce monument peuplé de chefs-d'œuvre où l'antiquité revit. Thorvaldsen est un élève de Phidias : il a, sans effort, et comme par un épanouissement naturel, la noblesse, la simplicité sévère, l'harmonie et la grandeur des lignes, la science du dessin, la pureté de style, l'élégance correcte et la clarté lumineuse des maîtres souverains. Ce fils du Nord, dont le génie, de bonne heure éveillé, s'échauffa lentement, et resta longtemps à demi engourdi comme dans les brumes de son pays

natal, a l'heureuse fécondité, la hardiesse tranquille, la perfection calme et sûre d'elle-même, qui caractérisent le génie grec. Ses bustes sont presque tous admirables par l'accent de réalité, le caractère et l'expression qu'il leur donne, sans jamais violer en rien les vieilles traditions classiques. Par la science de la composition, la pondération des groupes, la sagesse du plan, la gravité des lignes, il a conquis dans le bas-relief une suprématie qui n'est pas discutée. La plupart de ses sujets antiques, les *Trois Grâces*, l'*Amour triomphant*, la *Vénus*, le *Jason*, le *Mercure*, le *Bacchus*, l'*Adonis*, le *Ganymède*, semblent arrachés aux ruines du Parthénon. Bien qu'il ait surtout la noblesse et la force, il a aussi la finesse ingénieuse et la grâce délicate. Toutefois son œuvre charme plus qu'elle n'émeut ; elle s'adresse aux yeux et à l'esprit sans arriver jusqu'au cœur ; elle ne cause que cette admiration presque froide où l'âme ne se sent pas suffisamment intéressée. Il resta toujours, sous l'inspiration du puissant artiste, un peu de cette glace du Nord que toutes les flammes du soleil d'Italie ne suffirent point à faire fondre entièrement, et tout en rendant à ce tranquille et harmonieux génie l'hommage qu'il mérite, j'y voudrais parfois plus de chaleur, de vie et d'élan pathétique [1].

Le musée Thorvaldsen contient les dessins, les esquisses et les modèles originaux en plâtre de son œuvre entière, qui est immense. On y a joint tous les objets d'art qui se trouvaient en sa possession au moment de sa mort, et ce second musée n'offre qu'un intérêt bien médiocre à côté du premier. Les tableaux danois y abondent, mais les bons ouvrages y sont rares. On y remarquera surtout un très-spirituel et très-vivant portrait de l'artiste, par son ami Horace Vernet. Thorvaldsen est dans son atelier, en costume de travail, tenant en main l'ébauchoir et accoudé sur le socle qui supporte la statue d'Œhlenschläger. Une bonhomie loyale et une sorte de naïveté rêveuse se lisent sur cette figure encadrée de longs cheveux gris et percée de petits yeux bleus. La tête est puissante, et pourtant elle a quelque chose d'enfantin ; le regard est limpide comme une source ; l'expression a cette placidité qui fit plus d'une fois accuser d'insouciance et même de paresse l'un des artistes les plus prodigieusement, mais aussi les plus tranquillement actifs qu'on ait jamais vus.

Lorsque Thorvaldsen avait quitté Rome pour revenir dans sa patrie, on l'avait accueilli comme un triomphateur. Quand il mourut, la nation fit cortége à son cercueil, et ses funérailles eurent presque le caractère d'une apothéose. Moins de six ans après, l'ami et l'émule

[1] Le lecteur curieux de connaître plus à fond ce grand artiste pourra consulter avec fruit le beau volume que vient de publier M. Eugène Plon : *Thorvaldsen, sa vie et son œuvre*, illustré de gravures au burin et sur bois : Plon, 1 v. gr. in-8.

du grand sculpteur, qui nous a conservé ses traits; celui qui éleva la gloire de la poésie danoise presque aussi haut que Thorvaldsen avait élevé la gloire de l'art danois, Œhlenschläger mourait à son tour. Tous les spectacles et toutes les réjouissances publiques étaient suspendues pendant huit jours. La stalle qu'il avait coutume d'occuper au grand théâtre restait vide et voilée d'un crêpe pendant six mois. Vingt mille personnes, le prince royal, le conseil entier des ministres, les généraux, tout le clergé, tous les corps et métiers avec leurs bannières, suivaient par les rues sablées et jonchées de verdure, entre les maisons tendues de draperies funèbres, le cercueil du poëte, que les étudiants avaient réclamé l'honneur de porter eux-mêmes. Nous sommes ici chez un peuple qui sait honorer ses grands hommes et qui est digne d'en avoir.

J'ai vu, à deux pas de l'hôtel Phœnix, au milieu d'une avenue plantée d'arbres, la statue d'Œhlenschläger. Il est représenté en robe de chambre, assis dans son fauteuil ; il a le front haut, le visage ouvert et la mâle stature de ces héros du Nord qui revivent si bien dans ses vers. Personne n'a mieux chanté que lui ce « pays charmant, couvert de larges hêtres, à côté de la Baltique amère, qui s'appelle le vieux Danemark, et qui est la demeure de Freya ; » cette patrie des géants héroïques, « dont les os reposent sous les monuments des collines, » et qui n'a point perdu sa beauté, « car la mer bleue lui fait une ceinture, et le feuillage vert une couronne ; et de nobles femmes, de belles filles, des hommes vaillants et des jeunes gens au cœur déterminé peuplent les îles des Danois[1]. » Thorvaldsen est un Grec, qui demande son inspiration à l'Olympe ; Œhlenschläger, un Scandinave pur sang, qui est allé chercher la sienne dans le Valhalla.

Il y a peu d'exemples, en poésie, d'une activité, d'une abondance et d'une variété pareilles à celles d'Œhlenschläger. Il a abordé tous les genres, — tragédies, comédies, opéras, épopées, odes, ballades, idylles, épigrammes, satires, contes et romans, que sais-je encore ?— et dans tous il a marqué sa trace. Esprit curieux, naïf et mobile, comme un poëte doublé d'un enfant, cet homme du Nord a en lui quelque chose de la flamme, comme de la couleur du Midi. Mais ce qui domine, dans la diversité de cette œuvre multiple qu'on ne peut examiner en détail, la figure qui se dégage et qui restera la sienne aux yeux de la postérité, c'est celle du poëte patriotique et national, qui a rendu un nouvel éclat aux vieilles chroniques et aux traditions populaires. L'auteur d'*Hakon Jarl*, de *Palnatoke*, d'*Axel et Valborg*, d'*Hagbart et Signe*, de la *Mort de Balder* et des *Dieux du Nord* est un scalde in-

[1] *Fædrelandssang*, ou *Chant national* d'Œhlenschläger. Comme la plupart de ses poésies, ce chant est presque intraduisible, car il a surtout un mérite de style.

spiré pour qui les sagas et les Eddas n'ont plus de secret, qui déchiffre les runes mystérieuses, qui a ressuscité les géants et leurs fils, ces intrépides et farouches Vikings, pour qui la félicité suprême consistait en un combat perpétuel arrosé de perpétuelles libations. Œhlenschläger fait autorité comme un contemporain dans le domaine primitif, reconquis et restitué par lui. C'est le classique de la poésie nationale; c'est l'Hésiode de la mythologie du Nord. Il a mérité cette couronne de poëte scandinave que son rival suédois, Tegner, déposa solennellement un jour sur sa tête dans la cathédrale de Lund.

VI

LE MUSÉE DES ANTIQUITÉS SCANDINAVES ET LES CHANTS POPULAIRES DU NORD.

Œhlenschläger a puisé à pleines mains dans le riche trésor des chants populaires, sans plus dédaigner la légende que l'histoire, la danse du *trolle* espiègle et mutin, que les terribles coups d'épée des vieux adorateurs de Thor. Ces chants sont innombrables : on en compte plus de trois mille, précieusement recueillis par les érudits et les critiques, et qui forment une mine inépuisable de traditions et de poésie. M. Xavier Marmier, qui a tant fait pour répandre chez nous la connaissance de la littérature des peuples du Nord, nous en a donné un recueil curieux, qu'il eût pu facilement doubler. Souvent mes amis danois m'ont chanté et traduit ces vieilles mélodies nationales, que tout le monde aime et connaît chez eux, et qui apportent le plus précieux concours à l'étude de l'histoire et des mœurs.

Il n'est pas possible ici de séparer le Danemark de la Suède et de la Norwége : au fond, c'est le même peuple et c'est la même langue. La vieille souche scandinave s'est divisée en trois branches, mais qui ont été plus d'une fois réunies et le seront peut-être encore. Leurs annales, leurs traditions et leurs chants se mêlent sur presque tous les points.

Beaucoup de ceux-ci remontent fort haut. Ils plongent par leurs racines dans les temps héroïques et quasi-fabuleux, d'où ils sont venus sur les lèvres des nourrices et des paysans, jusqu'à ceux qui les ont recueillis pour la première fois, mais non sans avoir subi bien des modifications en route. La plupart datent du moyen âge. La forme est souvent plus moderne que le fond, et le style a été remanié et rajeuni. Par la contexture générale, ils se rapprochent des ballades allemandes et écossaises, mais le refrain y joue un rôle plus prépondérant. D'a-

près leur date et leurs sujets, on les divise en cinq groupes principaux

Le premier groupe comprend les chansons héroïques proprement dites (*Kœmpeviser*[1]), roulant sur des traditions guerrières qui remontent, pour la plupart, aux temps antérieurs à l'introduction du christianisme. Les exploits y revêtent un caractère gigantesque et fabuleux, et madame de Sévigné, qui aimait tant les grands coups d'épée des romans de La Calprenède, eût pris un bien autre plaisir à ceux d'Axel, de Vonved et de Viderik, si elle avait pu seulement oublier que ces terribles hommes du Nord ne parlent, ni n'agissent en preux chevaliers de la cour de Louis XIV. On ne peut lire les combats du fils de Verland, le forgeron magique, contre le géant Langben, et d'Orm, le jeune écuyer, contre le géant Berner, sans songer à la fois à l'histoire biblique de David et de Goliath et aux légendes chevaleresques de Brut et d'Artus. Les héros des *Nibelungen* y figurent, car les *Nibelungen* ne sont qu'une déviation et un amoindrissement des vieux poëmes scandinaves, et l'on y voit Sivard, le Sigurd de l'Edda, ici arracher des chênes, fendre les enclumes et tuer les serpents magiques ; là, galoper à cheval, sans prendre un moment de repos, pendant quinze jours et quinze nuits, et sauter à quinze pieds au-dessus des murailles dans les forteresses dont la porte est fermée. On y rencontre Charlemagne et Ogier le Danois. La Norwége chante encore une chanson populaire sur Roland et la bataille de Roncevaux. L'empereur Théodoric, qui tient une si grande place dans les traditions semi-historiques et semi-fabuleuses du moyen âge, y revient souvent, sous le nom de Diderik. Le cheval Skimming et le cheval Grane, les bonnes épées Birting et Mimering qui coupent les géants en deux, y rappellent le Bayard des quatre fils Aymon et la Durandal de Roland. Ces rapprochements seraient infinis. Il y a comme un grand fonds commun de poésie populaire où tous les peuples ont puisé, et souvent, d'un bout de l'Europe à l'autre, les mêmes traditions reparaissent, arrangées suivant le génie des différentes nations[2].

Le caractère de la race et celui de la nature ont gravé fortement

[1] Ce nom s'applique, par extension, à toutes les anciennes chansons populaires.

[2] Un écrivain, qui s'est fait connaître par de savants travaux sur les antiquités du Nord, M. Beauvais, vient d'établir, dans son *Histoire légendaire des Francs et des Burgondes aux troisième et quatrième siècles*, que les récits de l'*Edda*, les sagas des *Vœlsungs* et de *Théodoric* proviennent des chants nationaux des Francs, fondés sur des faits historiques qui se rapportent au temps où ceux-ci, avec les Angles, les Saxons et les Norses, se touchaient sur le même sol, c'est-à-dire dans la péninsule cimbrique et à l'embouchure de l'Elbe, du Weser et du Rhin. Cette thèse contient, sur les rapports et les affinités de la race celtique avec la race scandinave, nombre d'aperçus aussi neufs que curieux, appuyés sur une érudition sagace et pénétrante, qui méritent d'attirer l'attention.

leur empreinte sur ces productions incultes, pleines d'une majesté sauvage et sombre. Les hommes y sont plus grands que nature, et les moindres combats y prennent des proportions épiques. La touche en est vigoureuse, mais la couleur monotone et le dessin naïf. En lisant ces chants guerriers, on sent qu'il y manque la rude déclamation des scaldes, accompagnée par la harpe aux accords puissants dont les sons vibraient comme ceux de la trompette. Les mélodies sont mâles, quelques-unes remplies d'une ardeur martiale et d'une sorte d'impétuosité belliqueuse [1]. Les plus grandes et les plus belles chansons de cette classe appartiennent d'abord à l'Islande, où, comme en un sanctuaire inaccessible au reste du monde, s'est conservé, avec la pureté de la langue primitive, le trésor de ces traditions nationales, dont la réunion composa l'*Edda*, puis en Norwége et dans les Feroë, ce groupe d'îles arides et chétives, où la vieille poésie, comme un foyer vivace, console et réchauffe le pauvre paysan dans sa cabane solitaire.

Le tournoi donnera une idée de ce que sont les *Kömpeviser* :

Sept et soixante-dix furent les chevaliers qui quittèrent le château. Arrivés à Brattingsborg, ils dressèrent leur tente.

Le roi Nilaus était sur le belvédère, il regardait à l'horizon : « Les chevaliers aiment bien peu leur vie, puisqu'ils souhaitent nous combattre.

« Arrive, Sivard Snarensvend. Tu as vu les pays étrangers : examine les armes de ces chevaliers, et va les visiter dans leurs tentes. »

Sivard Snarensvend entre dans la première tente : « Chevaliers du roi de Danemark, soyez les bienvenus chez mon seigneur.

« Ne vous fâchez pas, nobles seigneurs, ne le prenez pas en mauvaise part. Demain nous voulons bien vous combattre. Montrez-moi vos armes. »

Le premier bouclier porte un lion couronné, c'est l'écu du roi Diderik.

Le second bouclier porte un martel, c'est l'écu de Viderik Vermeland, lui qui ne fait point de prisonniers, qui tue [2].

Sur le troisième bouclier brille un aigle rouge : c'est l'écu de Holger (Ogier) le Danois, qui est toujours victorieux.

[1] Voy. dans le recueil de *Mélodies populaires scandinaves*, arrangées pour le piano par M. Gade, chef d'orchestre au Théâtre-Royal, *le Tournoi*, *Svend Vonved*, *Grimmer et Kamper*, *les Chevaliers sur la montagne de Dovre*, toutes danoises.

[2] Comme le roi Diderick (Théodoric), Viderik Vermeland joue un très-grand rôle dans les *Kömpeviser*. Le père de ce dernier est l'armurier magique, l'élève d'Oberon le nain, qui forge les épées et les boucliers des héros.

Le quatrième bouclier porte un violon et un archet, c'est l'écu de Folmer Spillemmand (le ménestrel), qui préfère le boire au sommeil.

Tels étaient les champions et les écus. Impossible de les tous énumérer. Le noble Sivard Snarensvend ne pouvait plus attendre davantage :

« Lequel des chevaliers du roi de Danemark veut lutter contre moi ? Il ne doit plus tarder. Il me rejoindra sur la lande. »

Les chevaliers jetèrent le dé sur la table. Le sort désigna le jeune Humble pour lutter avec Sivard.

Le jeune Humble ferma brusquement l'échiquier. Il ne tenait plus à jouer. Je ne vous dis que la vérité pure, ses joues étaient très-pâles.

« Je te dis, Viderik Vermeland : tu es un homme hardi. Prête-moi aujourd'hui Skimming, ton cheval ; prête-le-moi sur caution.

« Je te donne huit châteaux en gage, et puis ma sœur jeune et charmante. Elle vaut encore mieux.

— Sivard a la vue bien basse ; il ne voit pas où porte son glaive, et si Skimming est blessé aujourd'hui, tous tes parents ne le guériront point. »

Humble monte sur Skimming, et chevauche avec grande allégresse. Skimming était bien étonné de sentir des coups d'éperon...

Les vers suivants décrivent la défaite de Humble. Il raconte son extraction à Sivard, qui le reconnaît comme le fils de sa sœur, l'embrasse, lui dit de reprendre son cheval et veut bien se déclarer vaincu par lui. Il se fait lier avec des lanières de cuir à un grand chêne par Humble. Celui-ci revient trouver le roi Nilaus, et l'avertit d'aller chercher Sivard enchaîné sur la lande. Nilaus n'en veut pas croire ses oreilles. Au moment où il monte à cheval, Sivard, qui a eu honte de sa situation humiliante, vient au-devant du roi, traînant après lui l'arbre qu'il a arraché. La chanson finit par une grande fête en l'honneur des chevaliers danois, où Sivard *Snarensvend* (le garçon rapide) danse, le chêne à la ceinture.

On peut assigner le treizième siècle comme limite générale aux *Kömpeviser* proprement dits. Parmi les chansons qui roulent particulièrement sur les croyances superstitieuses du Nord et sur les êtres mystérieux dont l'imagination du peuple a rempli la mer et les montagnes, beaucoup se rapportent aussi à la même date. Ce deuxième groupe répond à une nouvelle face de la poésie instinctive et spontanée : il représente le sentiment de la nature réfléchi dans la fantaisie populaire et fécondé par le christianisme, la puissance des anciennes traditions, le penchant au merveilleux, inné dans le cœur de la foule, que tout mystère attire, et si particulièrement vivace en ces pays du Nord encore peuplés des légendes héroïques de la vieille mythologie

scandinave. Les magiciens et les sorciers aiment à s'envelopper dans un voile de brumes ; le conte de fées éclôt aussi bien dans le brouillard et la tempête que sous les rayons brûlants du soleil.

Vous retrouverez dans ces chansons de féeries beaucoup de thèmes communs à la poésie populaire de tous les pays : c'est un amant qui sort de sa tombe pour revoir et consoler sa bien-aimée ; c'est une mère qui revient de l'autre monde pour caresser et soigner ses petits enfants, maltraités par une marâtre ; c'est un soldat ou un chevalier dont le fantôme apparaît pour ordonner à sa veuve de restituer le champ mal acquis, si elle veut procurer le repos à son âme, ou pour révéler, comme le père d'Hamlet, le crime dont il a été victime. Mais on y trouve aussi bien des traits particuliers aux peuples du Nord. Les elfes, ces sirènes de la colline, qui dansent dans les rayons de la lune pour séduire le voyageur ; les trolles, qui gardent les trésors dans la montagne ; le *Nek*, dont la harpe retentit dans les flots du torrent ; l'homme des eaux, qui attire les jeunes filles dans son palais de cristal, et la femme des eaux, qui devine l'avenir [1], tels sont les héros habituels de ces chants merveilleux. Tantôt ils célèbrent la puissance des runes, ces talismans magiques dont l'effet rappelle, en le dépassant, celui des incantations de Canidie, et tantôt le pouvoir de la harpe d'or, qui charme les oiseaux et les flots et qui force le *havmanden* à la barbe verte de quitter ses grottes profondes pour restituer sa proie.

Quelques-unes de ces ballades étranges sont d'un charme exquis et d'une forme presque parfaite :

— Je sommeillais sur la colline des elfes. Deux jeunes filles s'avancent vers moi. L'une me frappe doucement à la joue, et l'autre me chuchote à l'oreille :

« Éveille-toi, beau garçon, si tu veux danser avec nous. Pour toi, mes jeunes sœurs chanteront leur plus doux chant. »

— L'une d'elles, la plus belle des femmes, commence à chanter. Le fleuve rapide s'arrête pour l'entendre ; les petits poissons l'écoutent en remuant la queue, et les oiseaux gazouillent d'admiration dans le bois.

« Écoute, beau garçon, veux-tu demeurer avec nous ? Je t'apprendrai le secret des runes puissantes. Je te dirai comment on dompte l'ours et le sanglier, comment on chasse le dragon qui garde les trésors. »

— Et les jeunes filles dansaient mollement de tous côtés, comme font les elfes, et je les contemplais, appuyé sur la garde de mon épée... Si, par la grâce de Dieu, le chant du coq n'avait tout à coup retenti, je restais avec elles sur la colline. C'est pourquoi, cavaliers qui chevauchez à travers la forêt, ne vous endormez jamais sur la colline des elfes.

[1] Voy., dans le recueil de Gade, le morceau intitulé *Le roi des Danois fait saisir une femme des eaux*. La mélodie étrange de cette chanson sent la fraîcheur acerbe de la mer.

Ailleurs, c'est l'homme de la mer qui monte sur un cheval de l'eau la plus limpide, avec une bride et une selle du sable le plus blanc, et qui entre à l'église pour y choisir sa fiancée. Toutes les images des saints se retournent à son approche, mais la fille de Marksig, en le voyant, songe en son cœur et se dit sous son voile : « Dieu veuille que ce beau cavalier soit pour moi ! » Il s'approche d'elle et lui prend la main, puis tous deux s'en vont en dansant jusqu'au rivage, où la jeune fille tombe tout à coup dans les flots. Mais quand elle a vécu huit ans avec lui et lui a donné sept enfants, un jour elle entend le son des cloches en berçant son dernier-né ; elle demande à l'homme des eaux d'aller à l'église, et elle ne revient plus [1]. Ou bien c'est le roi de la montagne, être terrible, qui a attiré chez lui une jeune fille et l'a épousée. Elle lui donne huit enfants, avec cette fécondité des contes populaires que le bon Perrault a traduite en une phrase devenue proverbiale. Après quoi, elle désire revoir sa mère, et le roi de la montagne le lui permet, à condition qu'elle ne parlera pas de lui. Au premier mot qu'elle prononce sur son mari, celui-ci paraît à côté d'elle, la frappe rudement pour la punir d'avoir manqué à sa promesse et la remmène dans la montagne. Là il la force de boire un breuvage qui lui fait oublier père et mère, frère et sœur, le ciel et le soleil, Dieu et Jésus-Christ [2].

Le groupe des chants historiques est riche surtout en Danemark, où il embrasse une période de trois siècles, et écrit à sa façon la chronique des rois, de 1200 à 1500 [3]. C'est peut-être là qu'on trouve les plus belles chansons, dont la poésie contraste singulièrement avec la rare sécheresse de la plupart de nos chants historiques français. La *Mort de la reine Dagmar*, que j'ai citée plus haut, appartient à ce groupe, qui comprend aussi un très-remarquable cycle de neuf ballades roulant sur le meurtre d'Éric VII (1285) par son *marsh* (connétable) Stig, dont il avait séduit la femme, et sur le sort des deux filles innocentes du meurtrier, qui s'expatrient pour chercher partout un asile. Après avoir tué le roi dans une grange, le connétable est proscrit par le jeune fils de la victime, et il se retire en son château fortifié de l'île de Hjelm, d'où il fait des excursions dans le voisinage, portant partout avec lui le fer et le feu. Le château est enlevé et démoli ; le connétable prend la fuite et meurt bientôt, mais ses amis continuent la guerre en pirates et dévastent les côtes du Danemark.

[1] J'ai réuni deux chansons dans cette courte analyse ; la seconde est la suite naturelle de la première.

[2] Cette chanson est suédoise.

[3] Le premier livre imprimé en Danemark (1495) est le *Danske Riimkronnike*, où chacun des anciens rois raconte en vers sa vie, ses exploits et sa mort. La Suède et la Norwége ont aussi leur vieille histoire versifiée, tout comme le Danemark.

Ses filles passent d'abord en Suède, d'où elles sont chassées par le roi, neveu d'Éric VII, puis en Norwége, où elles trouvent un asile dans le palais du souverain. Le chant qui raconte leurs pérégrinations présente une forme assez caractéristique. Il est d'un style monotone, d'un rhythme lent et plaintif comme une psalmodie. Le dernier vers de chaque strophe se répète au commencement de la suivante, et entre chaque tercet le refrain revient comme un glas funèbre :

« L'aînée prit la main de la plus jeune. Elles partent pour la Norwége. Le roi Erik rentrait à la maison.

— Elles erraient seules dans le monde.

— Le roi Erik rentrait à la maison. Les filles de Marsh Stig vont au-devant de lui : « Quelles sont ces femmes étrangères?

— Elles erraient seules dans le monde.

— Quelles sont ces femmes étrangères? Pourquoi restez-vous ici si tard? — Nous sommes les deux filles du Marsh Stig.

— Elles erraient seules dans le monde.

— Nous sommes les filles du Marsh Stig ; ayez pitié de nous, seigneur. — Savez-vous brasser ? Savez-vous cuire le pain ?

— Elles erraient seules dans le monde.

— Nous ne savons brasser, ni cuire le pain... mais nous savons filer de l'or et tisser de belles images...

— La sœur aînée arrangeait le métier, et la plus jeune travaillait. La première image qu'elles tissèrent — fut la sainte Vierge et Jésus-Christ. La seconde image qu'elles tissèrent — fut la reine de Norwége et toutes ses dames. Elles tissaient des cerfs, elles tissaient des daims, — elles tissaient elles-mêmes, tristes et souffrantes, elles tissaient de leurs doigts rapides — tous les petits anges de Dieu. »

L'aînée finit par mourir de douleur, et la cadette épouse le fils du roi.

On peut rattacher à ce groupe quelques productions plus récentes, comme la chanson suédoise de Malcolm Sinclair, qui a été adaptée à un air ancien. Sinclair, revenant de Turquie, fut surpris et tué, dans une forêt de la Silésie, par des émissaires russes, qui lui enlevèrent ses dépêches (1739). Sa mort fut célébrée aussitôt dans un chant populaire, où l'on voit un jeune berger conduit par un vieillard vénérable aux portes de la montagne, qui s'ouvrent et leur livrent passage jusqu'aux Champs-Élysées. Là, dans un grand château, ils aperçoivent autour d'une table de marbre les anciens héros et rois de la Suède, surtout ceux du nom de Charles. Le poëte anonyme les décrit tous, et pour tracer le portrait de Charles XII il trouve dans la douleur nationale des accents d'une grande poésie. Sinclair entre tout saignant de ses blessures ; il raconte le guet-apens dont il est

tombé victime, et les héros écartent leurs rangs pour lui faire place parmi eux. Ainsi, en plein dix-huitième siècle, au milieu des fadeurs de la poésie cultivée, l'imagination populaire, frappée fortement, retrouvait le Valhalla scandinave.

Les chansons de chevalerie et d'amour forment un des groupes les plus nombreux. *Le Chevalier au bocage*, *le Chevalier Brinning*, *la Petite Tove* et beaucoup d'autres ont bien du charme; mais on ne peut tout traduire ni tout analyser. Parmi ces chants figure la plus longue de toutes les ballades danoises, celle d'*Axel Thordsen*, qui a deux cents strophes de quatre vers, sans compter le refrain, qui reparaît deux cents fois. Une pièce d'une telle dimension peut sembler monotone, et elle l'est, en effet, quand on la lit, mais non quand on la chante. Il y a un rapport intime, dans la poésie populaire, entre la mélodie et les paroles, et on ne peut les séparer sans presque la détruire. Le texte et la musique ne font qu'un corps et qu'une âme : celle-ci explique et complète celui-là, dont certains détails mêmes n'existent souvent que pour elle. C'est surtout en chantant cette interminable ballade d'Axel Thordsen, dont les événements dramatiques ont fourni à Œhlenschläger le cadre tout fait d'une de ses plus belles tragédies, qu'on aperçoit le rapport fin, piquant et toujours nouveau qu'il y a entre le contenu de chaque strophe et le vers du refrain.

Une dernière classe comprend les chansons d'amour et les chansons familières de date plus récente. L'élément lyrique y prédomine de plus en plus, tandis que le vieux fonds épique va toujours en s'atténuant. C'est surtout la Suède et la Norwége qui fournissent à ce groupe son principal contingent. Tout le monde en Suède vous chantera la *Chanson de la Dalécarlie :*

Le fin cristal resplendit comme le soleil, comme les astres étincellent parmi les nuages. Je connais une fille resplendissante de vertu, une fille de ce village :

— Mon amie, mon amie, ma fleur de rose, Dieu fasse que nous soyions ensemble !...

La Norwége n'a point l'accent si lyrique, mais elle a un sentiment plus intime et peut-être plus pénétrant.

« Ah ! Ola, Ola, mon doux ami, pourquoi me causer une si grande douleur? Non, je n'aurais pas cru que vous me pussiez trahir, moi qui étais si jeune.

« J'ai versé des torrents de larmes; je croyais en devenir folle; j'ai répandu plus de pleurs qu'il n'y a de jours en mille années.

« J'ai soupiré bien souvent ; bien souvent j'ai séché mes larmes. Dans mes rêves souvent je pensais : Quel bonheur, si toujours il était à moi !

« Je n'oublierai jamais la dernière fois que je vous vis à table : vous me tendiez la main ; j'avais près de moi un garçon si beau que le soleil en pâlissait.

« Que de tristesse l'amour entraîne avec soi ! Ah ! Dieu, protége tous ceux qui aiment ! L'amour est un feu si brûlant ! Personne n'en connaît bien la souffrance. »

Ces douleurs de l'abandon, la poésie populaire de la Norwége, comme celle de tous les pays, les a chantées plus d'une fois, et presque toujours avec une émotion communicative dans une expression familière. Je laisse de côté les chansons burlesques de ce pays, qui jouissent d'un renom particulier ; mais qu'on me permette de citer encore la complainte de la fille abandonnée, où chaque strophe se compose de deux vers : l'un dépeignant le bonheur passé ; l'autre, par antithèse, le malheur présent. L'air en est d'une tristesse profonde, d'un sentiment et d'une couleur admirables.

« L'an dernier, je gardais les chèvres dans les vallées profondes ; cette année, je passe avec mon enfant par les fermes.

« L'an dernier, je pouvais danser quand sonnait joyeusement le violon ; cette année, il faut que je berce l'enfant lorsqu'il pleure.

« L'an dernier, j'ai dormi chez le plus beau des garçons ; cette année, je me tourmente en enveloppant l'enfant de guenilles.

« L'an dernier, j'avais dix-sept ans, et tout le monde me désirait ; cette année, j'en ai dix-huit, et personne ne me regarde plus.

« Ne te ris pas de moi, jeune fille : le même sort peut t'arriver. Nul ne sait quand le frappera le malheur. »

On me pardonnera cette digression, qui n'en est pas une, sur les chansons populaires, où se manifestent si naïvement le génie d'une race et son caractère national, et ces citations directement puisées à la source, qui donneront peut-être à l'un de nos lecteurs l'envie de reprendre et de compléter le curieux recueil de M. Marmier. Les chants modernes n'ont, d'ailleurs, ni l'intérêt, ni la signification des *Kömpeviser*, où l'on trouve une peinture si frappante et si sincère, dans sa rudesse même, des mœurs, des idées, des croyances du Nord. A ce point de vue, on peut dire des légendes poétiques du Danemark

qu'elles sont plus vraies que l'histoire, et le recueil formé par M. Svend Grundtvig[1] pourrait susciter un nouveau Saxo Grammaticus.

Pour achever de faire connaissance avec les mœurs des anciens hommes du Nord, il faut entrer maintenant au Musée des antiquités scandinaves, qui est le commentaire vivant des drames nationaux d'Œhlenschläger, des sagas et des chansons populaires. C'est une exhumation des âges héroïques, et au milieu de ces armes gigantesques, de ces cuirasses, de ces cottes de maille, de ces lourdes épées, de ces fers de lance, de ces *umbo* de bronze et de fer arrachés aux entrailles du sol qui les avait gardés pendant quinze ou vingt siècles, l'imagination évoque pêle-mêle, dans une confusion pittoresque, les personnages mythiques des deux *Eddas*, côte à côte avec ces terribles Northmans qui faisaient pleurer Charlemagne.

Mais le Musée des antiquités scandinaves remonte bien au delà de Sigurd, plus haut qu'Odin et Balder, plus loin, bien plus loin que les premières figures qu'on voit apparaître, à peine distinctes du chaos et ébauchées en formes encore indécises, dans les sagas les plus lointaines. Les temps primitifs, décrits par les poëmes les plus reculés; les origines cosmogoniques et mythologiques, entrevues, avec une mystérieuse terreur, dans les perspectives sans fin du passé par l'œil des sibylles du Nord, ne sont que de l'histoire moderne en regard de ces époques englouties pendant des milliers d'années dans la nuit la plus absolue, et qui n'ont laissé d'autre trace que des débris informes retrouvés au fond des tombeaux.

C'est en Danemark qu'on a découvert les monuments les plus nombreux et peut-être les plus caractéristiques des premières périodes de l'humanité, et c'est là aussi, on peut le dire, que l'étude des temps préhistoriques a pris naissance. Les sépulcres maçonnés des *dolmen* et les chambres de bois des *tumuli*, les enclos de pierres, les marais, les tourbières et les lacs ont livré par milliers à la science ces documents authentiques, qui remplissent les salles du Musée des antiquités scandinaves. Il y dix ans, on eût repoussé dédaigneusement du pied, comme des cailloux vulgaires, ces grossiers blocs de silex dont les éclats semblaient le fruit du hasard, avant que l'œil attentif des savants eût trouvé le secret de ce travail rudimentaire dans l'étude approfondie des moindres détails et le rapprochement des formes. Aujourd'hui, on recueille partout avec un soin pieux ces ébauches d'armes et ces embryons d'outils qui représentent le point de départ de la civilisation et le premier effort de l'humanité.

[1] *Gamle danske Folkeviser* (Anciennes chansons populaires danoises), 3 v. in-8. L'ouvrage n'est pas terminé. M. Svend Grundtvig est le fils du célèbre pasteur dont il sera question plus loin.

Plus on remonte dans le passé et plus cette collection unique, la plus riche du monde, abonde en documents de tout genre. Les haches, les massues, les pioches et les marteaux de pierre, les harpons, les flèches et les hameçons en os de rennes ou d'élans, ressuscitent sous nos yeux les périodes antédiluviennes. Ces coquilles d'huîtres, au milieu desquelles reste soudé encore le *couteau* qui servait à les ouvrir, écrivent le premier chapitre, après la pomme d'Ève, de l'histoire de la gourmandise humaine, et ces dents de chien, percées d'un trou, qu'on portait au cou en guise de perles, représentent les débuts de la coquetterie féminine. Les instruments de bois ont péri pour la plupart, mais les entrailles de la terre ont gardé les autres et les ont tenus en réserve pour révéler au dix-neuvième siècle un monde dont il ne soupçonnait pas l'existence. La matière indestructible et l'habitude des temps primitifs d'enterrer avec le cadavre du mort les objets qui lui avaient servi pendant sa vie, les ont sauvés d'une destruction certaine. L'âge de la pierre s'est, du reste, prolongé en Danemark, comme en Suède et en Norwége, plus avant qu'ailleurs, et il y subsistait toujours, tandis que l'âge de bronze et l'âge de fer régnaient en d'autres pays. La vieille Chersonèse cimbrique a longtemps gardé la rudesse des mœurs primitives, et l'on s'y servait encore d'armes et d'ustensiles en silex après l'introduction du christianisme, qui ne pénétra sur la terre d'Odin qu'au neuvième siècle.

Mais l'homme a découvert le cuivre et l'étain, et il en a fait le bronze; il a trouvé l'or, et la richesse de la matière semble lui avoir révélé en même temps le secret de l'art. Avec ses nouveaux outils, il creuse des arbres, il les façonne en cercueils et en bateaux, il se forge des boucliers, des épées, des colliers, des bracelets, des couronnes, des urnes et des vases d'un travail délicat. Voici la lourde épée pointue et sans garde, qui servait non à frapper, mais à *piquer* l'ennemi. Voici les *lours* colossaux où sonnaient les héros des sagas, et qui, sous le souffle puissant des vieux *jarles*, rendaient un accent plus terrible que celui du cor de Roland à Roncevaux. On a pu voir au Champ de Mars, dans la galerie de l'histoire du travail, le plus grand et le plus curieux de ces géants de bronze, près duquel les bugles et les cuivres redoutables de l'artillerie musicale de M. Sax ne sont que des jouets d'enfants. Figurez-vous un énorme serpent vertébré, long de près de sept pieds, contourné sur lui-même en forme d'une *S* retournée, et dont le tube, étroit à son embouchure, va s'élargissant toujours jusqu'à l'extrémité opposée, qui se termine par un large pavillon plat comme une cymbale!

Les monuments de l'âge du fer ne présentent pas moins d'intérêt. Là encore les plus anciens sépulcres ont fourni la récolte la plus abondante, et la première période est plus riche que la suivante. On

a trouvé dans le tombeau du belliqueux roi Gorm et de la reine Thyra, sa femme, un gobelet d'argent, un plat et une sorte de grossier bas-relief en bois offrant l'imitation d'un guerrier, qui sont de précieux spécimens de l'art scandinave au dixième siècle. Tous les autres objets proviennent de tombes anonymes, et la curiosité du spectateur qui voudrait attacher le nom d'un héros à chacune de ces reliques en est réduite à de pures hypothèses. La variété des armes exposées sous les vitrines témoigne du génie destructif des Northmans. Les lames tordues alternent avec les *scramasax* recourbés; les piques, les javelots, les fers de lances, avec les arcs hauts de cinq pieds et les flèches encore garnies du goudron qui servait à attacher les plumes; la hache avec la fibule en forme d'écaille de tortue qui attachait à l'épaule le vêtement du Jute et du Cimbre, et la classique épée des Vikings, à la longue poignée, à la lame forte et grossière, au double tranchant, décorée d'inscriptions runiques et garnie d'un bouton triangulaire ou en forme de feuilles de trèfle [1].

Le Groënland se sert, aujourd'hui encore, de quelques objets semblables à ceux de l'âge de pierre. Les vieilles traditions et les procédés de la civilisation primitive n'ont subi presque aucune atteinte dans cette colonie danoise, gardée par une large barrière de vagues et de glaces contre les invasions du progrès. Dans le musée ethnologique de Copenhague, la galerie du Groënland forme comme une succursale naturelle au musée des antiquités du Nord. Mais je m'arrête sur le seuil, et je me borne à montrer du doigt ces nouvelles richesses. Si l'on ne résistait à l'attrait, les musées de Copenhague ne vous lâcheraient plus.

VICTOR FOURNEL.

[1] L'ensemble de toutes les recherches sur les temps antéhistoriques dans ce pays va être exposé pour la première fois, par M. Valdemar Schmidt, commissaire de la galerie danoise, dans l'*Histoire du travail en Danemark*, qui fait partie de la publication officielle : *Le Danemark à l'Exposition universelle*.

La fin prochainement.

FUMÉE

XXI[1]

« Il vaut mieux n'y pas penser, » se répétait Litvinof, marchant dans la rue, et sentant qu'un vacarme intérieur se soulevait en lui de nouveau. « L'affaire est décidée. Elle tiendra sa promesse, il ne me reste qu'à prendre les dispositions nécessaires... Pourtant, elle a l'air d'hésiter! » Il secoua la tête. Ses résolutions s'offraient à son propre esprit sous un jour bizarre; elles lui semblaient forcées et invraisemblables. On ne peut pas agiter longtemps les mêmes pensées; insensiblement elles se modifient; c'est comme la lorgnette du kaléidoscope où les images tournent sans cesse. Litvinof fut pris d'une immense fatigue.

Il aurait eu bien besoin de se reposer au moins une petite heure, mais Tania? Il frissonna, et, sans discuter davantage, il gagna la maison en se disant qu'il devait ce jour-là bondir comme une balle de l'une à l'autre. Il fallait en finir.

Rentré chez lui, il monta chez Tatiana presque sans émotion, sans hésitation. Capitoline Markovna vint à sa rencontre. Du premier coup d'œil il vit qu'elle savait tout : les yeux de la pauvre vieille fille étaient gonflés; son visage en feu, encadré dans des boucles de cheveux gris en désordre, exprimait l'indignation, l'angoisse, la stupéfaction. Elle voulut s'élancer vers Litvinof, mais s'arrêta et, mordant ses lèvres tremblantes, elle le regarda comme si elle avait voulu et le supplier, et le tuer, et se convaincre que tout cela était un rêve, une folie, une chose impossible.

— Vous venez, vous venez... balbutia-t-elle.

[1] Voir le *Correspondant* d'août, septembre et octobre 1867.

La porte de la chambre voisine s'entr'ouvrit, et Tatiana, pâle mais très-calme, entra sans bruit. Elle prit doucement sa tante par la main et l'assit à côté d'elle.

— Asseyez-vous aussi, Grégoire Mikhaïlovitch, dit-elle à Litvinof qui se tenait comme une statue à la porte. Je suis très-heureuse de vous voir encore une fois. J'ai communiqué à ma tante ma décision, notre décision ; elle l'approuve complétement... Sans un mutuel amour, il ne peut y avoir de bonheur, l'estime ne suffit pas (au mot d'*estime*, Litvinof baissa involontairement les yeux) et il vaut mieux se séparer maintenant que de se repentir ensuite. N'est-il pas vrai, tante?

— Sans doute, commença Capitoline Markovna, sans doute, Tanioucha, celui qui ne sait pas t'apprécier... celui qui s'est décidé...

— Tante, coupa court Tatiana, souvenez-vous de ce que vous m'avez promis. Vous m'avez toujours dit vous-même : la vérité, Tatiana, la vérité avant tout, et la liberté. Eh bien! la vérité n'est pas toujours agréable ni la liberté non plus ; sans cela, quel serait notre mérite?

Elle baisa tendrement les cheveux blancs de Capitoline Markovna, et, se tournant vers Litvinof, elle continua :

— Nous avons résolu avec ma tante de quitter Bade... c'est préférable pour nous tous.

— Quand pensez-vous partir? demanda d'une voix sourde Litvinof.

Il se souvint qu'Irène lui avait dit la même chose. Capitoline voulut répondre, mais Tatiana la retint en lui caressant la joue.

— Probablement bientôt, très-prochainement.

— Me permettez-vous de vous demander où vous avez l'intention d'aller? continua Litvinof avec la même inflexion de voix.

— D'abord à Dresde, puis en Russie...

— Mais pourquoi avez-vous besoin maintenant de le savoir, Grégoire Mikhaïlovitch? remarqua aigrement Capitoline Markovna.

— Tante! fit encore Tatiana.

Il y eut un instant de silence ; Litvinof le rompit :

— Tatiana Pétrovna, vous comprenez quel sentiment horriblement pénible et douloureux je dois éprouver en ce moment...

Tatiana se leva.

— Grégoire Mikhaïlovitch, dit-elle, ne parlons plus de cela... je vous en prie, sinon pour vous, du moins pour moi. Ce n'est pas d'hier que je vous connais et je puis facilement me rendre compte de ce que vous devez éprouver maintenant. Pourquoi rouvrir des plaies... — Elle s'arrêta, elle voulut surmonter son émotion, refouler les larmes qui s'amoncelaient ; elle y réussit, et continua. — Pourquoi rouvrir une plaie inguérissable? Abandonnons cela au temps. Je n'ai

plus qu'une prière à vous faire, Grégoire Mikhaïlovitch : soyez assez bon pour porter vous-même cette lettre à la poste ; elle est importante, et nous n'avons pas le loisir... Je vous serai fort obligée. Attendez une minute, je vais tout de suite...

Sur le seuil de la porte, Tatiana jeta un coup d'œil inquiet sur Capitoline Markovna ; mais elle était si gravement assise, elle avait un air si sévère avec ses sourcils froncés et ses lèvres serrées que Tatiana se borna à lui faire un signe d'intelligence et sortit. Mais à peine la porte s'était-elle fermée sur elle que cet air solennel disparut du visage de Capitoline Markovna ; elle se leva, courut sur la pointe des pieds à Litvinof, et se courbant en deux pour mieux le dévisager, toute tremblante et en larmes, elle se mit à lui parler très-vite et très-bas, presque en balbutiant.

— Seigneur mon Dieu, Grégoire Mikhaïlovitch, qu'est-ce que c'est? un songe, n'est-il pas vrai? *Vous* renoncez à Tania, vous ne l'aimez plus, vous manquez à votre parole! C'est vous qui agissez ainsi, vous, sur lequel nous comptions tous comme sur un mur d'airain! Vous? vous? toi? Gricha?... — Puis, après une pause : — Mais vous la tuerez, Grégoire Mikhaïlovitch, — et des larmes se mirent à couler en petites gouttes rapides le long de ses joues. — Maintenant elle fait la brave, vous connaissez son caractère; elle ne se plaint pas, elle ne sait pas se ménager, raison de plus pour que les autres aient pitié d'elle. A présent, elle s'épuise à me répéter : « Tante, il faut conserver notre dignité, » il s'agit bien de dignité ici, c'est la mort, la mort!... — Tatiana remua une chaise dans la chambre voisine. — Oui, c'est la mort que je prévois, continua encore plus bas la bonne vieille. Et qu'est-ce qui a donc pu arriver? Êtes-vous ensorcelé? Y a-t-il longtemps que vous lui avez écrit les plus tendres lettres? Enfin, un homme loyal peut-il se conduire ainsi? Je suis, vous le savez, une femme sans préjugés, un esprit fort; j'ai donné à Tania une éducation semblable, elle a aussi une âme libre.

— Tante! entendit-on de la chambre voisine.

— Mais une parole d'honneur, c'est un devoir, Grégoire Mikhaïlovitch, surtout pour des hommes avec vos principes, avec nos principes. Si nous ne reconnaissons plus nos devoirs, qu'est-ce qui nous reste? On ne peut pas enfreindre cela selon son bon plaisir, sans peser ce qui en résulte pour les autres. C'est inique, oui, c'est criminel. Qu'est-ce que c'est que cette liberté?

— Tante, viens ici, je t'en prie, entendit-on de nouveau.

— Tout de suite, mon cœur, tout de suite... Capitoline Markovna saisit la main de Litvinof : — Je vois que vous vous fâchez, Grégoire Mikhaïlovich. (« Moi, je me fâche? » avait-il envie de s'écrier, mais la langue lui fit défaut.) Je ne veux pas vous irriter, mon Dieu!

il s'agit bien de cela ! je veux, au contraire, vous supplier : réfléchissez-y encore pendant qu'il en est temps, ne la perdez pas, ne détruisez pas votre propre bonheur, elle vous croira encore. Gricha, elle te croira, rien n'est encore perdu ; elle t'aime comme jamais personne ne t'aimera. Quitte cet exécrable Bade, partons ensemble, débarrasse-toi de ce charme qui t'a ensorcelé, et surtout aie pitié, aie pitié...

— Tante ! répéta Tatiana avec un grain d'impatience.

Mais Capitoline Markovna ne l'entendait plus.

— Dis seulement : « oui », murmurait-elle à Litvinof, et j'arrangerai tout... Fais-moi donc du moins un signe de la tête, un petit signe pour une fois, comme cela !

Litvinof serait mort volontiers, mais le mot « oui » ne sortit pas de sa bouche et sa tête ne fit pas le moindre mouvement.

Tatiana rentra une lettre à la main ; Capitoline Markovna quitta Litvinof et se pencha sur la table en faisant semblant d'examiner des comptes et des papiers.

Tatiana s'approcha de Litvinof. — Voici, dit-elle, la lettre dont je vous ai parlé. Vous irez, n'est-ce pas ? tout de suite à la poste.

Litvinof leva les yeux... c'était réellement son juge qui était debout devant lui. Tatiana lui sembla grandie; son visage, resplendissant d'une beauté qu'il ne lui avait jamais connue, était pétrifié comme celui d'une statue; sa poitrine ne se soulevait pas ; sa robe d'une seule teinte, comme une draperie antique, tombait en plis roides jusqu'à ses pieds et les recouvrait. Tatiana regardait droit devant elle et son regard, qui n'embrassait pas seulement Litvinof, était inerte, froid, c'était aussi le regard d'une statue. Litvinof y lut sa condamnation ; il s'inclina, prit la lettre de la main qui était étendue vers lui et se retira en silence.

Capitoline Markovna se jeta dans les bras de Tatiana, mais celle-ci la repoussa doucement et baissa les yeux; les couleurs lui revinrent, elle dit, « Maintenant faisons vite, » et rentra dans la chambre à coucher ; Capitoline Markovna l'y suivit, la tête penchée.

La lettre que Tatiana avait confiée à Litvinof était adressée à une de ses amies de Dresde, une Allemande, qui louait des appartements garnis. Litvinof laissa glisser la lettre dans la boîte et il lui sembla qu'avec ce chiffon de papier, il avait laissé glisser dans la tombe tout son passé, toute sa vie. Il sortit de la ville, erra longtemps par les étroits sentiers des vignobles ; un sentiment de mépris de lui-même bourdonnait sans cesse autour de lui comme une de ces mouches dont on ne peut se débarrasser à une certaine époque de l'été : le rôle qu'il avait joué dans cette dernière entrevue lui semblait par trop pitoyable... Quand il revint à l'hôtel, il s'informa de ses dames ; on lui ré-

pondit qu'immédiatement après sa sortie, elles avaient demandé qu'on les conduisît au chemin de fer, et qu'elles avaient pris le train pour une direction inconnue. Leurs malles étaient faites, leur compte réglé dès le matin. Tatiana n'avait prié Litvinof de porter une lettre à la poste que pour l'éloigner. Il demanda au suisse si ces dames ne lui avaient pas laissé un billet ; le suisse lui fit une réponse négative et témoigna de la surprise ; ce départ subit, après avoir loué un appartement pour la semaine, lui paraissait évidemment louche et singulier. Litvinof lui tourna le dos et s'enferma dans sa chambre. Il n'en sortit pas jusqu'au lendemain : il passa une partie de la nuit à son bureau, il écrivait et déchirait à mesure ce qu'il venait d'écrire. Déjà il faisait petit jour lorsqu'il termina son long travail, une lettre à Irène.

XXII

Voici ce que contenait cette lettre :

« Ma fiancée est partie hier; nous ne nous verrons plus jamais... je ne sais même pas où elle va habiter. Elle a emporté avec elle tout ce qui me paraissait jusqu'à présent enviable et précieux ; tous mes plans, toutes mes résolutions ont disparu avec elle ; tous mes travaux sont perdus, un long labeur s'est transformé en néant, toutes mes occupations sont sans objet, sans valeur; tout cela est mort, j'ai enterré hier mon passé tout entier. Je sens cela vivement, je le vois, je le sais et ne le regrette pas. Ce n'est pas pour me plaindre que je reviens là-dessus. Il ne me sied pas de gémir dès que tu m'aimes. Je veux seulement te dire que de tout ce passé à jamais enseveli, de tous ces espoirs réduits en cendres et en fumée il ne reste qu'une chose vivante, inébranlable : mon amour pour toi. Il ne me reste plus rien que cet amour; l'appeler mon unique trésor ne serait pas assez ; je suis tout entier dans cet amour et il est tout moi-même; c'est mon avenir, ma vocation, mon sanctuaire et ma patrie. Tu me connais, Irène, tu sais combien les phrases me répugnent et, quelque énergiques que soient les termes avec lesquels j'essaye d'exprimer mon sentiment, tu ne saurais en soupçonner la sincérité ou les taxer d'exagération. Ce n'est pas un jeune homme qui te balbutie dans l'ardeur d'un premier succès des serments irréfléchis, mais un homme déjà mûri par les années qui te dépeint simplement, franchement, presque avec terreur, ce qu'il a reconnu pour être absolument vrai. Oui, ton amour tient en moi la place de tout. Sois-en donc juge : puis-je laisser ce *tout* entre les mains d'un autre, puis-je lui permettre de disposer de toi? Tu lui appartiendrais! tout mon être, tout le sang de mon cœur lui appartiendrait ! et moi je serais simple spectateur de ma propre vie? Non, c'est impossible, impossible ! Ne goûter qu'à la dérobée de ce qui vous est nécessaire pour respirer, pour vivre,

c'est mensonge et mort. Je comprends quel grand sacrifice je réclame de toi sans y avoir aucun droit, car qu'est-ce qui peut donner droit au sacrifice ? Ce n'est pas l'égoïsme qui me fait agir ainsi : un égoïste n'aurait pas soulevé cette question. Oui, mes exigences sont difficiles à réaliser, et je ne suis pas surpris qu'elles t'effrayent. Tu as en aversion les hommes avec lesquels tu dois vivre, le monde te fatigue; mais auras-tu la force d'abandonner ce monde, de fouler aux pieds les couronnes qu'il t'a tressées, de mépriser l'opinion publique, l'opinion de ces hommes odieux ? Interroge-toi, Irène, ne prends pas un fardeau au-dessus de tes forces. Je ne veux pas récriminer, mais souviens-toi : une fois déjà tu n'as pu résister à la séduction. Je ne puis te donner que bien peu en échange de ce que tu abandonneras ! Écoute donc mon dernier mot : si tu ne te sens pas en état demain, aujourd'hui même, de tout quitter et de me suivre, — tu vois comme je te parle hardiment sans ménager mes termes, — si tu n'as pas peur de l'inconnu, de l'éloignement, de l'isolement, du mépris des hommes, si tu n'es pas sûre, en un mot, de toi-même, dis-le-moi franchement, sans délai, et je m'en irai ; je m'en irai l'âme brisée mais en bénissant ta franchise. Si réellement, ma belle et resplendissante reine, tu aimes un homme aussi infime et obscur que moi, si réellement tu es prête à partager son sort, — alors donne-moi la main et engageons-nous ensemble dans notre voie pénible. N'oublie seulement pas ceci : ma décision ne se peut modifier : tout ou rien. C'est insensé, mais je ne puis faire autrement ; je t'aime trop. »

Cette lettre ne plut pas beaucoup à Litvinof ; elle ne rendait pas exactement ce qu'il voulait dire, il s'y trouvait quelques expressions forcées ; enfin elle ne valait guère mieux que celles qu'il avait déchirées, mais elle renfermait le plus important, et Litvinof, épuisé, harassé, ne se sentait plus capable de tirer de sa tête quelque chose de meilleur. Il ne savait pas donner à sa pensée une forme littéraire, et, comme pour tous ceux qui n'ont pas l'habitude d'écrire, le style le préoccupait beaucoup trop. Sa première lettre valait assurément mieux; elle découlait plus naturellement du cœur. Quoi qu'il en soit, Litvinof expédia son épître à Irène. Elle lui répondit par un court billet :

« Viens aujourd'hui chez moi ; *il* est absent pour toute la journée. Ta lettre m'a extraordinairement troublée. Je ne fais que penser, penser... Et la tête m'en tourne. J'ai un grand poids sur le cœur; mais tu m'aimes, et je suis heureuse. Viens. »

Elle était dans son boudoir, lorsque Litvinof entra chez elle. La même petite fille qui l'avait guetté la veille sur l'escalier l'introduisit. Sur la table, était ouvert un carton rond rempli de dentelles ; elle les retournait négligemment d'une main, et de l'autre tenait la lettre

de Litvinof. Elle avait à peine fini de pleurer : ses cils étaient encore humides, ses paupières gonflées, on voyait sur ses joues les raies que laissent les larmes. Litvinof s'arrêta sur le seuil de la porte ; elle ne l'apercevait pas.

— Tu pleures ? dit-il avec surprise.

Elle tressaillit, passa la main dans ses cheveux et sourit.

— Pourquoi pleures-tu ? répéta Litvinof.

Elle lui montra sa lettre en silence.

— Comment, c'est de cela..., dit-il après une pause.

— Approche, assieds-toi, donne-moi la main. Eh bien ! oui, j'ai pleuré ; qu'y a-t-il là d'étonnant ? On dirait que c'est aisé...

Et elle montra encore la lettre.

Litvinof s'assit.

— Je sais que ce n'est pas aisé, Irène ; je ne te l'ai pas caché, je comprends ta situation ; mais, si tu te rends compte des conséquences de ton amour, si mes arguments t'ont convaincue, tu dois également comprendre ce que je ressens à la vue de tes larmes. Je viens ici comme un accusé, et j'attends mon arrêt : la mort ou la vie ? Ta réponse tranchera tout. Seulement, ne me regarde pas avec ces yeux... Ils me rappellent tes anciens yeux, tes yeux de Moscou.

Irène rougit subitement et se détourna comme si elle avait elle-même reconnu quelque chose de mauvais dans son regard.

— Que dis-tu, Grégoire ? N'as-tu pas honte ? Tu me demandes une réponse, comme si tu pouvais douter. Mes larmes te troublent, mais tu ne les as pas comprises. Ta lettre, mon ami, m'a fait faire des réflexions. Tu m'écris que mon amour supplée à tout, que tes précédentes occupations n'ont plus de but ; et voilà que je me demande si un homme peut vivre uniquement d'amour. Ce sentiment ne le fatiguera-t-il pas, ne désirera-t-il pas reprendre une vie plus active, et n'en voudra-t-il pas à ce qui l'en a éloigné ? Voilà la pensée qui m'effraye, voilà ce qui me fait pleurer, et non ce que tu supposes.

Litvinof regarda attentivement Irène, et celle-ci le regarda aussi attentivement ; chacun d'eux cherchait à plonger profondément dans l'âme de l'autre, chacun cherchait à pénétrer au delà de ce que la parole parlée peut trahir ou cacher.

— C'est à tort, commença Litvinof ; je me suis sans doute mal exprimé. L'ennui ? L'inaction ? Avec les nouvelles forces que me donne ton amour ? O Irène, crois-le bien, l'univers entier est pour moi dans ton amour, et moi-même je ne puis encore pressentir tout ce qu'il peut produire.

Irène devint pensive.

— Où irons-nous donc ? murmura-t-elle.

— Où? nous en causerons... Ainsi, tu consens?

Elle le regarda.

— Et tu seras heureux?

— O Irène!

— Tu ne regretteras rien? Jamais?

Elle se pencha sur le carton à dentelles, et se remit à les ranger.

— Ne te fâche pas de ce qu'en un pareil moment je m'occupe de telles bagatelles. Je suis obligée d'aller à un bal chez une dame; on m'a envoyé ces chiffons, je dois aujourd'hui en faire un choix. Ah! j'ai le cœur bien gros, s'écria-t-elle tout à coup, et elle colla son visage sur le carton. Des larmes revinrent de nouveau sur ses yeux; elle recula : les larmes pouvaient gâter les dentelles.

— Irène, tu pleures encore, dit avec anxiété Litvinof.

— Eh bien! oui, reprit Irène. Ah! Grégoire, ne me tourmente pas, et ne te tourmente pas toi-même. Soyons des êtres libres! Quel malheur y a-t-il que je pleure? Est-ce que je comprends moi-même pourquoi coulent ces larmes? Tu sais, tu as entendu ma décision, tu es sûr qu'elle ne changera pas, que je consens à... comment as-tu dit cela?.. à tout ou rien..., que veux-tu de plus? Soyons libres! Pourquoi ces chaînes mutuelles? Nous sommes maintenant ensemble, tu m'aimes, je t'aime; n'aurions-nous rien de mieux à faire qu'à fouiller dans nos sentiments? Regarde-moi : Je ne me fais pas d'illusion, je sais que je suis criminelle, et qu'*il* est en droit de me tuer. Qu'importe! soyons libres. Un jour à nous, c'est l'éternité!

Elle se leva, regarda Litvinof d'en haut, en souriant et en rejetant de son visage une boucle sur laquelle perlaient deux ou trois larmes. Un riche fichu en dentelle glissa de la table et tomba sous les pieds d'Irène; elle le foula du pied avec mépris.

— Est-ce que je ne te plais pas aujourd'hui? Ai-je enlaidi depuis hier? Dis-moi, as-tu souvent vu une plus belle main? Et ces cheveux? Dis, m'aimes-tu?

Elle lui prit les deux mains, appuya sa tête contre sa poitrine; son peigne se détacha et ses cheveux se déliant l'entourèrent d'une nappe molle et parfumée.

XXIII

Litvinof arpentait sa chambre, la tête baissée. Il lui restait maintenant à passer de la théorie à la pratique, à trouver les moyens de fuir, d'émigrer dans un pays inconnu. Chose étrange! ces moyens n'étaient pas encore ce qui le préoccupait le plus, et il ne faisait que

se demander s'il pouvait réellement compter sur la décision qu'il avait si obstinément réclamée. La parole donnée ne serait-elle pas reprise? Irène lui avait bien dit, en prenant congé de lui : « Agis, et informe-moi seulement quand tout sera prêt. » C'en est fait; plus de doutes; il faut agir, et Litvinof agit, du moins en imagination. Il fallait d'abord songer à l'argent. Litvinof se trouva posséder 1,328 florins, c'est-à-dire en monnaie française 2,855 francs; cette somme n'était pas considérable, elle suffirait cependant pour les premiers besoins, puis il écrirait immédiatement à son père de lui envoyer le plus d'argent possible, de vendre du bois, une partie de la terre... Mais sous quel prétexte?... Le prétexte se trouverait bien. Irène avait parlé, il est vrai, de *ses bijoux*, mais il ne convenait pas de prendre cela en considération ; ce ne serait une ressource que pour les mauvais jours, s'ils venaient. En outre, il avait un excellent chronomètre de Genève dont on pourrait tirer..., quand ce ne serait que 400 francs. Litvinof courut chez son banquier, le sonda sur l'hypothèse d'un emprunt, mais les banquiers de Bade sont gens défiants et prudents; à pareille ouverture, ils font ordinairement une mine d'une aune : quelques-uns vous rient au nez, comme pour vous montrer qu'il savent apprécier votre innocente plaisanterie. Litvinof, à sa honte, essaya aussi de sa chance à la roulette; il alla même, ô ignominie, jusqu'à confier un thaler au nº 30, correspondant au chiffre de ses années. Il fit cela en vue d'augmenter, d'arrondir son capital; en effet, il ne l'augmenta pas, il l'arrondit, en laissant sur le tapis vert 28 florins. Seconde question, également grave, c'était le passe-port. Mais pour une femme, le passe-port n'est pas si obligatoire; il y a des pays où on ne le demande pas du tout ; la Belgique, par exemple, l'Angleterre ; puis, s'il le fallait, on pourrait se procurer un passe-port étranger. Litvinof pesa tout cela très-sérieusement ; son énergie était grande, nullement ébranlée, et en même temps, malgré sa volonté, à côté d'elle, quelque chose de ridicule, de presque comique, se glissait à travers ses combinaisons, comme si son projet en lui-même n'était qu'une plaisanterie, comme si jamais personne s'était enfui, sinon dans des comédies ou des romans, et encore quelque part en province, peut-être dans le district de Tchoukolma ou de Sizransk, où, d'après un voyageur, il arrive aux gens d'avoir le mal de mer, à force d'ennui. Litvinof se souvint de l'aventure d'un de ses amis, le cornette en retraite Batzof, qui enleva, dans un équipage attelé de trois chevaux, avec des grelots, la fille d'un marchand, après avoir préalablement enivré ses parents et la fiancée elle-même. Il advint qu'on l'avait pris au piége et qu'il faillit, par-dessus le marché, être roué de coups. Litvinof se fâcha violemment contre lui-même pour cette réminiscence si déplacée, et alors, lui revint en mémoire Ta-

tiana, son brusque départ, toute cette douleur, toute cette souffrance et toute cette honte, et il ne comprit que trop bien que l'affaire dans laquelle il s'était embarqué n'était pas une plaisanterie, qu'il avait eu bien raison de dire à Irène que pour son propre honneur il ne lui restait pas d'autre issue... Et de nouveau, à ce seul nom d'Irène, quelque chose de brûlant et de doux s'enroula d'une étreinte irrésistible autour de son cœur.

Un bruit de chevaux se fit entendre; il se rangea. Irène passa à côté de lui, en compagnie du général obèse. Elle reconnut Litvinof, lui fit un signe de tête, et, cinglant son cheval, elle le mit au galop et le lança à toute vitesse. Le vent soulevait son grand voile sombre. « Pas si vite! sabre de bois! pas si vite! » criait le général en essayant de la rejoindre.

XXIV

Le lendemain matin, Litvinof venait encore de s'entretenir avec son banquier sur le peu de fermeté de notre change et sur le meilleur moyen de recevoir de l'argent, lorsque le suisse lui remit une lettre. Il reconnut l'écriture d'Irène et, sans briser le cachet, — agité par un mauvais pressentiment — il gagna sa chambre. La lettre était écrite en français et conçue en ces termes :

« Jai songé toute la nuit à ta proposition...; je vais te parler sans détour. Tu as été franc avec moi, je serai franche avec toi : je ne *puis* m'enfuir avec toi, je n'en ai pas *la force*. Je sens combien je suis coupable vis-à-vis de toi, — ma seconde faute est plus grande que la première; — je me méprise, je m'accable de reproches, mais je ne saurais me changer. C'est en vain que je me dis que j'ai détruit ton bonheur, que tu es maintenant réellement en droit de ne voir en moi qu'une coquette, que j'ai tout fait, que je t'ai donné une promesse solennelle... Je suis saisie d'effroi ; je me fais horreur à moi-même, mais je ne puis agir autrement ; je ne puis, je ne puis. Je ne chercherai pas d'excuse, je ne te dirai pas que je me suis laissée entraîner..., tout cela ne signifie rien ; mais je veux te répéter encore une fois que je suis à toi, à toi pour toujours; dispose de moi comme tu voudras, quand tu voudras. Mais fuir, tout abandonner..., non! non! non! Je t'avais supplié de me sauver ; j'espérais tout réparer, jeter tout au feu, mais il paraît qu'il n'y a pas de salut pour moi, il paraît que le poison a pénétré trop profondément; il paraît qu'on ne saurait impunément respirer cet air pendant plusieurs années ! J'ai longtemps hésité à t'écrire cette lettre ; je suis effrayée de l'impression qu'elle te fera; je n'espère que dans ton amour, mais j'ai pensé qu'il serait peu loyal de te céler la vérité, d'autant plus que tu as peut-être déjà commencé à prendre

des mesures pour l'accomplissement de notre projet. Ah! il était délicieux, mais chimérique. O mon ami, traite-moi de femme faible et sans valeur, méprise-moi, mais ne m'abandonne pas, n'abandonne pas ton Irène! Je n'ai pas plus la force de quitter ce monde que d'y vivre sans toi. Nous retournons bientôt à Pétersbourg, viens-y; nous t'y trouverons de l'occupation, tes talents ne seront pas perdus, tu pourras leur trouver une application honorable; seulement, vis près de moi, aime-moi comme je suis, avec toutes mes faiblesses, tous mes défauts, et sois convaincu qu'aucun cœur ne te sera aussi tendrement dévoué que le cœur de ton Irène. Viens vite chez moi; je n'aurai pas une minute de repos tant que je ne t'aurai pas vu. »

Le sang se précipita à la tête de Litvinof, puis retomba lentement, lourdement sur son cœur, qu'il frappa comme d'un seul coup de marteau. Il relut la lettre d'Irène et, comme naguère à Moscou, il tomba inanimé sur son divan. De nouveau, il avait glissé dans un sombre abîme, qu'il contemplait avec un effroi stupide. Il était encore le jouet d'une tromperie, pis que cela, d'un mensonge et d'une lâcheté. Sa vie était détruite, tout en était arraché jusqu'à la racine, et voilà que la seule branche à laquelle il pût s'accrocher volait en éclats. « Suis-nous à Pétersbourg, — répétait-il avec un rire sardonique — nous te trouverons là de l'occupation. Voudrait-on faire de moi un gentilhomme de la chambre, par hasard? — Qui est ce *nous*? Voilà donc ce quelque chose de mystérieux et de difforme que je ne connais pas, qu'elle voulait essayer d'effacer, de jeter au feu! Voilà ce monde d'intrigues, de relations secrètes, ce monde des Bielsky et des Dolsky! Quel avenir, quel magnifique rôle m'attend! Vivre non loin d'elle, la fréquenter, partager la mélancolie corrompue de la dame à la mode, fatiguée du monde et ne pouvant cependant exister hors de lui, être l'ami de la maison et naturellement celui de Son Excellence..., jusqu'à ce que le caprice passe, jusqu'à ce que le plébéien perde ce qu'il a de piquant et soit remplacé par le gros général ou par M. Finikof; voilà qui est possible, agréable, voire honorable; ne parle-t-elle pas d'employer utilement mes « talents? » Mais quant au « projet, » ce n'est que chimère, chimère... Il s'élevait dans l'âme de Litvinof des mouvements précipités et égarés, semblables aux raffales qui précèdent l'ouragan. Chaque expression de la lettre d'Irène augmentait sa colère; il était surtout blessé des assurances qu'elle lui renouvelait sur l'inviolabilité de ses sentiments. « On ne peut pas laisser cela ainsi, s'écria-t-il enfin, je ne lui permettrai pas de disposer aussi cruellement de ma vie... »

Litvinof se leva brusquement et prit son chapeau. Mais que faire? Courir chez elle? Répondre à sa lettre? Il s'arrêta et laissa tomber ses bras. Oui, que fallait-il faire?

Ne lui avait-il pas offert lui-même ce choix fatal? Il ne fut pas tel qu'il le désirait, mais tout choix a son risque. Elle a manqué à sa parole, c'est vrai ; elle-même et la première, elle s'était déclarée prête à tout abandonner et à le suivre, c'est encore vrai ; mais elle ne conteste pas sa faute, elle se qualifie elle-même de femme faible ; elle n'a pas voulu le tromper, elle s'est trompée elle-même. Que répondre à cela ? Du moins, elle ne cherche pas de faux-fuyants, elle est franche jusquà la cruauté. Rien ne l'obligeait de s'expliquer aussi promptement ; elle pouvait lui faire prendre patience avec des promesses, traîner les choses en longueur, le laisser en suspens jusqu'à son départ avec son mari pour l'Italie. Mais elle avait empoisonné sa vie ; elle avait empoisonné deux vies ! Pourtant, vis-à-vis de Tatiana, ce n'était plus elle qui était coupable, c'était bien lui, Litvinof, lui, tout seul ; il n'avait pas le droit de repousser la responsabilité de sa faute, qui le tenait au cou comme un carcan de fer. Tout cela était bien ainsi ; mais que restait-il maintenant à faire ?

Il se rejeta de nouveau sur le divan et fut de nouveau envahi de doutes.

« Et si je l'en croyais ? se dit-il tout à coup. Elle m'aime ; n'y a-t-il pas quelque chose d'inévitable, d'indomptable, comme une loi de la nature, dans cette inclination, dans cette passion, qui s'est conservée pendant tant d'années, pour éclater un jour avec tant de violence? Vivre à Pétersbourg... Je ne serais pas le premier dans cette situation. Où aurais-je pu me réfugier avec elle? » Il se mit à rêver ; Irène se représenta à son imagination telle qu'elle était restée dans ses derniers souvenirs, mais ce ne fut pas pour longtemps ; il revint à lui, repoussa, avec un redoublement de colère et ces souvenirs et cette séduisante image. « Tu me présentes une coupe d'or, s'écria-t-il, mais il y a du poison dans ton breuvage, et tes blanches ailes sont souillées de boue... Laisse-moi ! Rester ici, avec toi, tandis que j'ai... renvoyé ma fiancée..., ce serait trop infâme ! » Il se tordit les mains, et un autre visage, avec l'empreinte de la souffrance sur des traits immobiles, avec un muet reproche dans un regard d'adieu, s'éleva de l'abîme...

Litvinof se tourmenta ainsi longtemps ; longtemps encore ses pensées brûlantes [se jetaient de côté et d'autre, comme celles d'un malade dans son lit. Il se calma enfin ; il se décida. Dès le premier instant, il avait pressenti cette décision ; elle se présenta d'abord à lui comme un point éloigné, à peine perceptible à travers le tourbillon et les ténèbres de sa lutte intérieure ; puis, elle avança insensiblement, irrésistiblement, et finit par s'implanter froidement comme une lame d'acier dans son cœur.

Litvinof retira derechef sa malle du coin de sa chambre, em-

balla de nouveau toutes ses affaires, sans se presser et même avec une sorte de régularité hébétée ; il sonna le garçon d'auberge, paya sa note et envoya à Irène un billet en russe contenant ce qui suit :

« J'ignore si vous êtes maintenant plus coupable à mon égard que naguère ; mais je sais que le coup actuel est beaucoup plus violent... C'est la fin. Vous me dites : je ne puis ; je vous répète également ; je ne puis... faire ce que vous voulez ; je ne le puis ni ne le veux. Ne me répondez pas. Vous n'êtes pas capable de me donner l'unique réponse que j'accepterais. Je pars demain de bonne heure par le premier train. Adieu, soyez heureuse. Il est probable que nous ne nous reverrons plus. »

Litvinof ne sortit pas de tout le jour de chez lui. Attendait-il quelque chose ? Dieu le sait ! Vers sept heures, une dame, couverte d'une mantille noire, un voile épais sur le visage, s'approcha deux fois du perron de son auberge. Après s'être retirée un peu de côté et avoir épié quelque chose, elle fit tout à coup un signe décisif avec la main et se dirigea résolûment une troisième fois vers le perron...

— Où allez-vous, Irène Pavlovna ? disait derrière elle une voix essoufflée.

Elle se retourna par un mouvement convulsif... Potoughine courait après elle. Elle s'arrêta, réfléchit une seconde, alla à sa rencontre, prit sa main et l'entraîna.

— Emmenez-moi, emmenez-moi, lui dit-elle hors d'haleine.

— Qu'avez-vous, Irène Pavlovna ?

— Emmenez-moi, lui répéta-t-elle avec une énergie croissante, si vous ne voulez pas que je reste là pour toujours.

Potoughine inclina humblement la tête et tous deux s'éloignèrent.

Le lendemain matin, de bonne heure, Litvinof était sur le point de se mettre en route, lorsque Potoughine entra chez lui. Il s'approcha de lui et lui serra la main sans mot dire. Litvinof gardait également le silence. Tous deux avaient la mine longue et faisaient de vains efforts pour sourire.

— Je suis venu vous souhaiter un heureux voyage, balbutia enfin Potoughine.

— Et comment savez-vous que je pars aujourd'hui ? demanda Litvinof.

Potoughine examina attentivement le plancher... — Cela m'était connu... comme vous voyez. Notre dernier entretien a fini par prendre une si étrange direction... Je n'ai pas voulu vous laisser partir sans vous exprimer ma sincère sympathie.

— Vous avez maintenant de la sympathie pour moi ?... quand je pars...

Potoughine regarda tristement Litvinof. — Ah! Grégoire Mikhaïlovitch, Grégoire Mikhaïlovitch, commença-t-il, avec un gros soupir, il ne s'agit plus entre nous de recourir aux finesses et aux réticences. Voyons, vous ne me semblez pas être familier avec notre littérature nationale, et vous n'avez sans doute pas idée de Vaska Bouslaéf?

— De qui?

— De Vaska Bouslaéf, le brave Novogorodien..., dans la chronique de Kircha Danilof.

— Quel Bouslaéf? grommela Litvinof, un peu déconcerté par le tour inattendu de la conversation. — Je ne sais pas.

— C'est égal. Voilà sur quoi je voulais attirer votre attention. Vaska Bouslaéf, après avoir entraîné ses Novogorodiens à faire un pèlerinage à Jérusalem et après s'être baigné, à leur grand scandale dans la sainte rivière du Jourdain, ce logique Vaska Bouslaéf grimpe sur le mont Thabor. Or, sur le sommet de ce mont se trouve une pierre que des gens de toute nation ont inutilement essayé de sauter. Vaska veut tenter la chance. Une tête de mort se trouve sur son chemin; il la pousse du pied. La tête de mort lui dit : « Pourquoi me pousses-tu? J'ai su vivre, je sais rouler dans la poussière; il t'en arrivera de même. » Et, en effet, Vaska prend son élan et avait déjà presque franchi la pierre lorsque, son talon s'accrochant, il se casse la tête. Je dois ici faire observer à mes amis les slavophiles, fort enclins à pousser du pied les têtes de mort et les nations « pourries, » qu'il leur conviendrait de réfléchir sur cette légende.

— Mais à quoi tout cela tend-il? interrompit, avec impatience, Litvinof. Il est temps que je parte, excusez...

— Cela tend à vous dire, lui répondit Potoughine, et ses yeux brillèrent d'un sentiment amical dont Litvinof le croyait peu capable, que vous n'avez pas repoussé la tête de mort et peut-être vous sera-t-il donné en récompense de sauter la pierre fatale. Je ne veux plus vous retenir, permettez-moi seulement de vous embrasser.

— Je n'essayerai pas de sauter, répondit Litvinof, en donnant trois accolades à Potoughine, et aux tristes sensations qui remplissaient son âme vint un instant se joindre de la compassion pour ce pauvre être solitaire. Mais il faut partir, partir. Il rassembla ses paquets.

— Voulez-vous que je vous porte quelque chose? dit Potoughine.

— Non, merci, ne vous dérangez pas, je porterai tout moi-même.

Il mit son chapeau, prit un sac en main. — Et ainsi, vous dites — demanda-t-il, étant déjà sur le seuil de la porte — que vous l'avez vue?

— Oui, je l'ai vue.

— Eh bien..., que fait-elle?

Potoughine ne répondit pas tout de suite.

— Elle vous attendait hier... elle vous attendra aujourd'hui.

— Ah !... dites-lui..., non, c'est inutile. Adieu..., adieu.

Litvinof descendit rapidement l'escalier, se jeta dans une voiture et parvint au chemin de fer, sans donner un seul regard à la ville où il laissait une partie de sa propre vie... Il semblait s'abandonner à un flot puissant qui l'aurait saisi, entraîné, et il était fermement résolu à ne pas faire un effort pour lui échapper.

Déjà il s'asseyait dans le wagon.

— Grégoire Mikhaïlovitch..., murmura derrière lui une voix suppliante.

Il tressaillit. Est-ce possible, Irène ? C'était elle, en effet. Enveloppée dans le châle de sa femme de chambre, un chapeau de voyage retenant à peine ses tresses dénouées, elle se tenait sur la plateforme et le regardait avec des yeux à demi-ouverts. Reviens, reviens, je suis venue te chercher, disaient ces yeux. Et que ne promettaient-ils pas ! Elle ne bougeait point ; elle n'avait pas la force de parler, mais tout en elle semblait implorer grâce.

Litvinof eut de la peine à ne pas fléchir, à ne pas s'élancer vers elle, mais le flot sauveur auquel il s'était donné, prit le dessus. Il sauta dans le wagon et, se retournant, il montra à Irène une place vide à côté de lui. Elle le comprit. Il en était temps encore. Un pas, un mouvement, et deux êtres à jamais liés allaient être emportés dans l'inconnu... Tandis qu'elle hésitait, un coup de sifflet retentit et le train s'ébranla.

Litvinof se renversa en arrière ; Irène atteignit en chancelant un banc et s'y laissa tomber, à l'extrême surprise d'un diplomate en disponibilité, rôdant là par hasard.

Il connaissait peu Irène, mais s'intéressait beaucoup à elle ; voyant qu'elle était comme évanouie, il présuma qu'elle avait une attaque de nerfs et crut de son devoir, du devoir d'un galant chevalier, de venir à son secours. Mais sa surprise prit des proportions encore plus grandes lorsqu'au premier mot qu'il lui dit, elle se leva tout à coup, repoussa le bras qui lui était offert et, gagnant la rue, disparut, en quelques instants, dans un de ces brouillards blancs si fréquents à Bade aux premiers jours d'automne.

XXV

Il m'est une fois arrivé d'entrer dans la cabane d'une paysanne qui venait de perdre un fils unique et tendrement chéri ; à ma

grande surprise, je la trouvai tout à fait calme, presque gaie. « Ne vous étonnez pas, dit le mari — qui remarqua sans doute cette impression — elle est maintenant ossifiée. » Litvinof aussi était « ossifié; » — un calme semblable à celui de cette paysanne l'envahit pendant les premières heures de son voyage. Complétement anéanti, désespéré, il respirait cependant ; il respirait, après toutes les alertes, tous les tourments de la dernière semaine, après tous les coups qui étaient venus, l'un après l'autre, fondre sur sa tête. Ces coups l'avaient d'autant plus ébranlé qu'il était peu fait pour de pareils orages. Il ne comptait plus absolument sur rien, cherchait à ne plus se souvenir de rien ; il allait en Russie; il fallait bien aller quelque part! mais il n'était plus capable de former le moindre projet. Il ne se reconnaissait pas ; il ne se rendait pas compte de ses actions ; il avait perdu son individualité ; elle lui était devenue indifférente. Il lui semblait parfois qu'il conduisait son propre cadavre; ce n'est que le sentiment d'une incurable douleur qui lui rappelait qu'il n'en avait pas fini avec la vie. De temps en temps, il lui paraissait incompréhensible comment une femme, comment l'amour avait pu prendre sur lui une telle influence... Honteuse faiblesse! murmurait-il, et il arrangeait son manteau et s'installait plus commodément dans son wagon. — Il faut commencer une vie nouvelle. Un instant se passait, il souriait amèrement et s'étonnait de lui-même. Il se mit à regarder par la fenêtre. Le temps était gris, humide; il n'y avait pas de pluie, mais le brouillard ne s'était pas dissipé et des nuages très-bas voilaient le ciel. Le vent soufflait contre le train ; des flocons de vapeur, tantôt blanche, tantôt noire, se jouaient à la fenêtre. Litvinof se mit à les suivre des yeux. Sans cesse ni trêve, s'élevant et tombant, s'accrochant à l'herbe, aux buissons, se pressaient les tourbillons, toujours nouveaux et toujours les mêmes, dans une sorte de jeu monotone et fatigant. Quelquefois le vent tournait, la route faisait un coude, toute cette masse blanche disparaissait pour revenir incontinent à la fenêtre opposée, et une queue interminable cachait aux yeux de Litvinof la vallée du Rhin.

Litvinof regardait, regardait en silence ; une réflexion bizarre vint le saisir. Il était seul dans son wagon ; personne ne le dérangeait. « Fumée ! fumée ! » répéta-t-il à plusieurs reprises, et subitement tout ne lui sembla que fumée, sa vie, la vie russe, tout ce qui est humain et principalement tout ce qui est russe. Tout n'est que fumée et vapeur, pensait-il ; tout paraît perpétuellement changer, une image remplace l'autre, les phénomènes succèdent aux phénomènes, mais en réalité tout reste la même chose ; tout se précipite, tout se dépêche d'aller on ne sait où, et tout s'évanouit sans laisser de trace, sans avoir rien atteint ; le vent a soufflé d'ailleurs, tout se jette du côté

opposé, et là recommence sans relâche le même jeu fiévreux et stérile. Il se souvint de ce qui s'était passé sous ses yeux dans ces dernières années, non sans tonnerre et grand fracas... Fumée! murmurait-il, fumée; il se souvint des discussions échevelées, des cris du salon de Goubaref, des disputes d'autres gens haut et bas placés, progressistes et rétrogrades, vieux et jeunes... Fumée! répéta-t-il, fumée et vapeur! il se souvint enfin du fameux pique-nique, des propos et discours d'autres hommes d'État et même de tout ce que préconisait Potoughine... Fumée! fumée! et rien de plus. Et ses propres efforts, ses sentiments, ses essais et ses rêves? Leur souvenir ne provoqua plus qu'un signe de main découragé. En attendant, le train dévorait l'espace; Rastadt, et Carlsruhe, et Bruchsal étaient depuis longtemps en arrière; sur la droite, les montagnes s'éloignèrent, se rapprochèrent ensuite, mais moins hautes et moins garnies de forêts. Le train tourna court : on était à Heidelberg. Les wagons glissèrent sous l'auvent de la station; des colporteurs se mirent à offrir toutes sortes de journaux, même des journaux russes; les voyageurs changèrent de place, se promenèrent sur la plate-forme; mais Litvinof ne quitta pas son coin; il y restait assis, la tête inclinée. Tout à coup il entendit prononcer son nom; il leva la tête; la face de Bindasof se montra à la portière et derrière elle, était-ce une hallucination? mais non, c'était bien une réalité, apparurent toutes les figures bien connues de Bade : voilà madame Soukhantchikof, voici Vorochilof et Bambaéf; tous se dirigent vers lui, tandis que Bindasof braille :

— Où est Pichtchalkin? nous l'attendions; mais c'est égal, sors, nous allons tous chez Goubaref.

— Oui, frère, oui, Goubaref nous attend, descends, répéta Bambaéf en agitant les bras.

Litvinof se serait mis en colère, s'il n'avait eu sur le cœur un si mortel fardeau. Il dévisagea Bindasof et se détourna en silence.

— On vous dit que Goubaref est ici, s'écria madame Soukhantchikof, et ses yeux sortirent presque de leur orbite.

Litvinof ne bougea point.

— Mais écoutez, Litvinof, dit Bambaéf, revenant à la charge, il n'y a pas ici seulement Goubaref, il y a toute une phalange de Russes distingués, spirituels et jeunes; tous s'occupent de sciences naturelles, tous ont les plus généreuses convictions! De grâce, restez du moins pour eux. Il y a ici, par exemple, un certain... ah! j'ai oublié son nom! c'est tout simplement un génie!

— Mais laissez-le donc, Rostislaf Ardalionitch, dit madame Soukhantchikof. Vous voyez ce que c'est que cet homme, toute cette race est comme cela. Il a une tante; elle m'a paru d'abord bonne femme, et je suis venue ici avec elle il y a deux jours; elle n'avait fait que

toucher barre à Bade et revenait déjà. Eh bien ! je fais route encore avec elle, je me mets à la questionner. Figurez-vous que je n'ai pu tirer une syllabe de cette orgueilleuse, odieuse aristocrate !

La pauvre Capitoline Markovna, une aristocrate ! pouvait-elle s'attendre à semblable humiliation ?

Et Litvinof se taisait toujours, se détournait et enfonçait sa casquette sur ses yeux. Le train se remit enfin en marche.

— Mais dis-nous donc quelque chose pour adieu, homme de pierre que tu es ! cria Bindasof. On n'agit vraiment pas ainsi ! mazette ! bonnet de nuit ! ajouta-t-il.

Le train accélérait sa marche, il pouvait impunément être grossier.

— Harpagon ! limace ! sac-à-vin !

Bindasof avait-il inventé spontanément cette dernière qualification ? l'avait-il volée à quelqu'un ? je l'ignore ; ce qu'il y a de certain, c'est qu'elle parut si jolie à deux messieurs distingués, spirituels et jeunes, étudiant les sciences naturelles, deux messieurs qui se trouvaient là, que peu de jours après elle fit son apparition dans la feuille russe périodique qui se publiait alors à Heidelberg sous ce titre : *A tout venant je crache*[1].

Et Litvinof reprit son refrain : Fumée, fumée, fumée !

— Voilà, se dit-il, il y a maintenant à Heidelberg plus de cent étudiants russes ; ils étudient tous la chimie, la physique, la physiologie, et ne veulent pas entendre parler d'autre chose. Quatre, cinq ans s'écouleront, et il n'y aura plus quinze des nôtres aux cours de ces mêmes célèbres professeurs... Le vent aura changé, la fumée sera passée d'un autre côté... Fumée... fumée... fumée[2] !

La nuit, il traversa Cassel. Avec l'obscurité, une angoisse intolérable le saisit comme un vautour ; il se mit à pleurer, la tête enfoncée dans le coin de son wagon. Ses larmes coulèrent longtemps, sans soulager son cœur, et le déchirant pour ainsi dire davantage.

Pendant ce temps, dans une auberge de Cassel, Tatiana était étendue sur un lit, brûlante de fièvre ; Capitoline Markovna la veillait.

— Tania, lui disait-elle, pour l'amour de Dieu, permets-moi d'envoyer un télégramme à Grégoire Mikhaïlovitch ; permets, Tania.

— Non, tante, répondit-elle, il ne le faut pas, ne t'effraye pas. Donne-moi de l'eau ; cela passera bientôt.

En effet, en une semaine sa santé se rétablit, et les deux amies continuèrent leur voyage.

[1] Historique.

[2] Ce pressentiment de Litvinof s'est réalisé : en 1866 on ne comptait plus que treize étudiants russes en été à Heidelberg et douze en hiver.

XXVI

Sans s'arrêter ni à Pétersbourg ni à Moscou, Litvinof retourna dans son modeste patrimoine. Il eut peur en revoyant son père, tant il le trouva vieilli et cassé. Le vieillard se réjouit de revoir son fils, autant que peut se réjouir un homme qui en a fini avec la vie ; il s'empressa de lui donner la direction de toutes ses affaires, fort en désordre, et après avoir encore gémi quelques semaines, il acheva de mourir. Litvinof resta seul dans la vieille maison paternelle ; il se mit à faire valoir sa terre avec un cœur ulcéré, sans espoir, sans prendre goût à son travail et sans argent. L'administration des biens en Russie n'est pas une chose gaie ; il n'y en a que trop qui le savent. Nous ne nous étendrons donc pas sur les difficultés qu'y rencontra Litvinof. Il ne pouvait pas songer à introduire des réformes et des améliorations ; l'application des principes qu'il avait puisés à l'étranger devait être indéfiniment ajournée ; la nécessité l'obligeait à vivre au jour le jour, à se résigner à toutes sortes de concessions matérielles et morales. Les nouvelles institutions fonctionnaient mal, les vieilles avaient perdu toute force ; l'inexpérience avait à lutter contre la mauvaise foi ; l'ancien état de chose ne soutenait plus rien, immobile, et déjà tout branlant, comme nos vastes marais de mousse : il ne surnageait que la grande parole de « liberté, » prononcée par le tzar comme jadis l'esprit de Dieu était porté sur les eaux. Il fallait par-dessus tout avoir de la patience, et de la patience moins passive qu'agissante, persistante et ne reculant pas devant la ruse. Cela fut doublement pénible pour Litvinof dans la disposition d'esprit où il se trouvait. Il avait peu d'attrait pour la vie... comment en aurait-il eu pour le travail?

Une année s'écoula, la seconde la suivit, une troisième était déjà entamée. La grande pensée de l'émancipation commençait à produire ses fruits, à passer dans les mœurs ; on apercevait le germe de la semence jetée, et ce germe ne pouvait plus être foulé par l'ennemi découvert ou secret. Quoique Litvinof finît par donner à demie récolte aux paysans la plus grande partie de sa terre, ce qui était revenir à la culture primitive, il eut cependant quelques succès : il rétablit sa fabrique, créa une petite ferme avec cinq ouvriers libres, après en avoir changé une quarantaine, éteignit ses plus grosses dettes. Ses forces lui revinrent : il recommença à ressembler à ce qu'il était auparavant. A la vérité, un profond sentiment de tristesse ne le quittait jamais ; il menait un genre de vie qui n'était pas de son âge ; il

s'était enfermé dans un cercle étroit et avait renoncé à toutes ses relations, mais il n'avait plus cette insouciance mortelle : il marchait et agissait au milieu des vivants comme un vivant. Les dernières traces du charme sous lequel il était tombé avaient aussi disparu : tout ce qui s'était passé à Bade ne lui apparaissait plus que comme un songe. Et Irène... Elle avait également pâli et s'était évanouie ; seulement quelque chose de vaguement dangereux se dessinait sous le brouillard qui enveloppait son image. Il avait rarement des nouvelles de Tatiana ; il savait seulement qu'elle s'était établie avec sa tante dans son petit patrimoine, situé à deux cents verstes de sa propriété, qu'elle y vivait paisiblement, sortant peu, ne recevant presque pas de visites, — qu'elle était d'ailleurs calme et bien portante. Un beau jour de mai, il était assis dans son cabinet et parcourait avec distraction le dernier numéro d'un journal de Pétersbourg, lorsque son domestique lui annonça l'arrivée d'un vieil oncle. Cet oncle, cousin de Capitoline Markovna, venait précisément de la visiter. Il avait acheté un bien dans le voisinage de Litvinof et allait en prendre possession. Il demeura plusieurs jours chez son neveu et l'entretint beaucoup du genre de vie de Tatiana. Le lendemain de son départ, Litvinof envoya à celle-ci une lettre, la première après leur séparation. Il lui demandait la permission de renouer leurs relations au moins par correspondance ; il désirait également savoir s'il devait renoncer à la pensée de la revoir un jour. Ce n'est pas sans émotion qu'il attendit une réponse... elle vint enfin. Tatiana répondait amicalement à son ouverture : « Si vous avez l'idée de venir nous voir, disait-elle en terminant, vous nous ferez grand plaisir ; arrivez : on dit que les malades même vont mieux quand ils sont réunis que séparés. » Capitoline Markovna lui faisait ses salutations. Litvinof fut pris d'une joie d'enfant ; il y avait longtemps que rien n'avait fait si gaiement battre son cœur. Tout lui parut subitement facile et serein. Quand le soleil se lève et chasse l'obscurité de la nuit, un léger souffle se répand avec les rayons du matin sur la face de la terre et la ressuscite ; — Litvinof crut ressentir une impression semblable, légère et forte. Il riait à tout propos ce jour-là, même en surveillant ses ouvriers et en leur donnant des ordres. Il se mit tout de suite à faire des apprêts de voyage, et quinze jours plus tard il se dirigeait vers Tatiana.

XXVII

Il voyagea assez lentement, par des chemins de traverse, sans aucun incident : une fois seulement la bande d'une roue se cassa ;

le maréchal-ferrant se mit à forger, forger, pesta contre la roue et contre lui-même, puis finit par déclarer qu'il n'y pouvait rien; par bonheur, il se trouva qu'on pouvait admirablement voyager, même avec une roue brisée, pourvu que ce fut sur un chemin « mou, » c'est-à-dire dans la boue. Cet accident valut à Litvinof trois curieuses rencontres. A un relai, il tomba sur une réunion de paysans présidée par Pichtchalkin, qui fit sur lui l'effet de Solon ou de Salomon, tant ses discours étaient empreints d'une haute prudence, tant il avait conquis sans limites la confiance de toutes les parties intéressées. Par son extérieur même, Pichtchalkin rappelait les sages de l'antiquité : il n'avait plus qu'une touffe de cheveux sur la tête; une expression de béatitude vertueuse et digne s'était figée à jamais sur sa face engraissée et solennelle. Il félicita Litvinof « d'être venu, — si je puis employer cette expression ambitieuse, — dans mon propre district, » puis se tut majestueusement, saisi d'un accès de sentiments élevés. Litvinof put cependant tirer de lui quelques nouvelles, entre autres de Vorochilof. L'homme à la table d'or avait repris du service et avait déjà lu aux officiers de son régiment une leçon sur le bouddhisme ou le dynamisme, quelque chose de ce genre... Pichtchalkin ne s'en souvenait plus au juste. A un autre relai, on tarda beaucoup à atteler les chevaux ; il ne commençait qu'à faire jour. Litvinof sommeillait dans sa calèche. Une voix qui ne lui sembla pas inconnue le réveilla; il ouvrit les yeux... Mon Dieu ! n'est-ce pas M. Goubaref, en jacquette grise et en large pantalon du matin, qui se tient sur le perron de la maison de poste et vomit des injures? Non, ce n'est pas M. Goubaref... mais quelle étonnante ressemblace! Cet individu avait seulement une bouche plus grande, un râtelier mieux garni, un regard plus sauvage, un nez plus fort, une barbe plus touffue et en général la tournure plus lourde et plus épaisse.

— Grrredins! grrredins! vociférait-il avec une colère continue, en laissant voir une mâchoire de loup, païens que vous êtes. Voilà cette liberté si vantée... on ne peut même pas avoir de chevaux... grrredins!

— Grrredins! grrredins! glapit derrière lui une seconde voix, et apparut sur le perron un second individu en jacquette grise et en pantalon du matin; cette fois, c'était réellement et sans aucun doute possible le vrai M. Goubaref, Étienne Nikolaévitch Goubaref. Peuple de païens! continuait-il à l'instar de son frère (la première jacquette était son frère aîné, ce « dentiste » de l'école passée qui administrait ses biens). Il faut les rosser, il n'y a que cela à faire; il faut leur casser le museau et les dents. Que parlent-ils de liberté, du maire... Attendez, je vais leur en faire voir... Mais où est M. Roston? A quoi pense-

t-il? C'est son affaire, à ce fainéant, de nous éviter ces tracas...

— Je vous ai bien dit, frère, remarqua Goubaref l'aîné, qu'il n'est bon à rien; c'est un vrai fainéant! M. Roston! M. Roston! où es-tu fourré?

— Roston! Roston! beugla le puîné, le grand Goubaref. Appelez-le donc plus fort, Dorimedonthe Nikolaévitch.

— J'en suis déjà tout égosillé, Étienne Nikolaévitch. M. Roston!

— Me voici! me voici! fit une voix essoufflée, et à l'angle de la cabane apparut... Bambaéf.

Litvinof laissa échapper un cri de surprise. Le malheureux enthousiaste était affublé d'une vieille houppelande dont les manches tombaient en loques; ses traits n'étaient pas aussi changés que déformés et racornis; ses yeux hagards exprimaient une terreur servile et une soumission famélique, mais des moustaches teintes ornaient toujours ses lèvres charnues. Du haut du perron, les frères Goubaref se mirent immédiatement et avec le plus touchant accord à lui laver la tête; il s'arrêta dans la boue, et courbant humblement l'échine, il essaya par un humble sourire de les apaiser, en pétrissant sa casquette de ses mains rouges et en les assurant que les chevaux seraient prêts dans un instant. Mais les frères ne s'apaisèrent que lorsque le puîné aperçut Litvinof. Soit qu'il le reconnût, soit qu'il eût honte devant un étranger, il tourna subitement sur ses talons comme un ours, et mordant sa barbe, il rentra dans la maison de poste; l'aîné se tut également et, d'un air non moins ours, il le suivit dans sa retraite. Le grand Goubaref n'avait pas perdu, à ce qu'il paraît, son influence dans son pays.

Bambaéf allait rejoindre les deux frères... Litvinof l'appela par son nom. Il regarda en arrière, abrita ses yeux de la main et, reconnaissant Litvinof, se rua sur lui les bras étendus; mais ayant atteint la calèche, il saisit la portière, y appuya sa poitrine et pleura comme trois fontaines.

— Finissez, finissez donc, lui dit Litvinof, en se penchant sur lui et en lui touchant l'épaule.

Mais il continuait à sangloter.

— Voilà... voilà jusqu'où... balbutiait-il en sanglotant.

— Bambaéf! rugirent les frères du fond de l'izba.

Bambaéf leva la tête et essuya rapidement ses larmes.

—Bonjour, mon ami, murmura-t-il, bonjour et adieu. Tu entends, on m'appelle.

— Mais comment te trouves-tu ici? demanda Litvinof, et que signifie tout cela? Je croyais qu'ils appelaient un Français...

— Je suis leur régisseur, leur maître d'hôtel, répliqua Bambaéf en dirigeant son doigt vers l'izba. Ils m'ont donné un nom français

par plaisanterie. Que faire, frère? Je meurs de faim, je n'ai plus le sou, il a bien fallu prendre le carcan. Il ne s'agit plus d'être ambitieux!

— Mais y a-t-il longtemps qu'*il* est en Russie, et comment s'est-il séparé de ses associés?

— Eh! frère! Tout cela est mis de côté, la saison est changée... Madame Soukhantchikof, Matrena Kouzminichna, il l'a mise simplement à la porte. De douleur, elle est partie pour le Portugal.

— Comment, en Portugal? Quelle bêtise!

— Oui, frère, en Portugal, avec deux Matreniens.

— Avec qui?

— Avec des Matreniens. Les hommes de son parti s'appellent ainsi.

— Matrena Kouzminichna a un parti? Est-il considérable?

— Mais voilà : il est composé de ces deux individus. Il y a près de six mois qu'il est revenu ici. On a mis les autres en surveillance, mais il ne lui est rien arrivé à lui. Il vit à la campagne avec son frère, et si tu entendais maintenant...

— Bambaéf!

— Tout de suite, Étienne Nikolaévitch, tout de suite. Et toi, ma petite colombe, tu fleuris, tu profites? Grâces en soient rendues à Dieu! Et où vas-tu ainsi? Ah! je n'y songeais plus... Tu te souviens de Bade? Voilà une vie! A propos, tu te souviens bien de Bindasof? Figure-toi qu'il est mort! Il a pris un emploi dans les fermes d'eau-de-vie, s'est querellé dans un cabaret et a eu la tête fendue avec une queue de billard. Oui, les temps sont devenus bien difficiles! Mais je dirai toujours : la Russie, il n'y a que la Russie! Regardez cette paire d'oies : il n'y en a pas de pareilles dans toute l'Europe. Ce sont de vraies oies d'Arzamask.

Et après avoir payé ce dernier tribut à son inextirpable besoin de s'enthousiasmer, Bambaéf courut à la maison de poste, où son nom était encore prononcé avec toutes sortes d'imprécations.

Au déclin de cette même journée, Litvinof s'approchait de la campagne de Tatiana. La maisonnette où vivait celle qui fut sa fiancée était située sur un coteau, au-dessus d'une petite rivière, au milieu d'un jardin fraîchement planté. Cette maisonnette était toute neuve, à peine achevée; on la voyait de loin dominant la rivière et les champs. Litvinof la découvrit à une distance de deux verstes. Dès le dernier relai, il fut saisi d'un trouble intérieur qui ne faisait qu'augmenter. « Comment serai-je accueilli? pensait-il; comment vais-je me présenter? » Pour se distraire, il entama la conversation avec le postillon, paysan déjà mûr, à barbe grise, qui lui avait cependant compté trente verstes, tandis qu'il n'y en avait même pas vingt-cinq. Il lui demanda s'il connaissait les propriétaires de Chestof.

— De Chestof? Comment ne pas les connaître! Ce sont de braves dames, il n'y a pas à discuter. Elles soignent les pauvres gens. Ce sont de vrais médecins. On vient chez elles de tous les alentours. Il y a foule. Quand, par exemple, quelqu'un tombe malade ou se blesse, tout de suite on va chez elles ; elles vous donnent du vulnéraire, une petite poudre ou un emplâtre, et cela soulage. Et il n'y a pas à les remercier. « Nous ne faisons pas cela pour de l'argent, » disent-elles. Elles ont aussi ouvert une école... mais ceci n'est rien qui vaille.

Tandis que le postillon jasait, Litvinof ne détachait pas ses yeux de la maisonnette. Une femme vêtue de blanc apparut sur le balcon, sembla y guetter quelque chose, puis disparut.

— N'est-ce pas elle ?

Son cœur eut un violent sursaut.

— Plus vite! plus vite! cria-t-il au postillon.

Celui-ci lança ses chevaux. Encore quelques instants... et la calèche dépassa un portail ouvert. Sur le perron était déjà accourue Capitoline Markovna ; hors d'elle-même, frappant des mains, elle criait :

— Je l'ai reconnu, je l'ai reconnu la première! c'est lui, c'est lui! je l'ai reconnu !

Litvinof sauta lestement à terre, ne laissant pas à un petit cosaque le temps d'ouvrir la portière, et, embrassant à la hâte Capitoline Markovna, il se jeta dans la maison, traversa l'antichambre, la salle à manger... et se trouva en face de Tatiana, rouge d'émotion. Elle le regarda avec ses yeux doux et caressants (elle avait un peu maigri, ce qui ne lui séyait pas mal) et lui tendit la main. Il ne la prit pas, et tomba à ses genoux. Elle ne s'y attendait pas, ne sut que dire et que faire... les larmes lui vinrent aux yeux; elle avait peur, et son visage respirait en même temps la joie.

— Grégoire Mikhaïlovitch, qu'est-ce que cela signifie, Grégoire Mikhaïlovitch ? disait-elle...

Et lui continuait à baiser le pan de sa robe, se rappelant avec un cœur délicieusement contrit que naguère, à Bade, il s'était aussi mis à ses genoux... Mais alors... et maintenant !

— Tania, répétait-il, Tania, m'as-tu pardonné ?

— Tante, tante, qu'est-ce que cela ? demanda Tatiana à Capitoline Markovna, qui venait d'entrer.

— Laisse-le faire, Tatiana, répondit la bonne petite vieille; tu vois bien qu'il est revenu à résipiscence.

Cependant il est temps de finir, et il n'y a plus rien à ajouter ; le lecteur devine le reste.

Mais Irène ?

Elle est toujours aussi ravissante, malgré ses trente ans ; elle a un chiffre incalculable d'admirateurs, et elle en aurait encore davantage si...

Le lecteur me permettra-t-il de le transporter un moment à Pétersbourg, dans un de ses plus splendides édifices? — Voyez : voici un vaste appartement, décoré je ne dis pas richement, — l'expression serait trop faible, — mais solennellement, avec apparat et un art exquis. Ne sentez-vous pas un certain frémissement ? Vous avez pénétré dans un temple, dans le temple consacré à la vertu la plus immaculée, en un mot, à ce qui n'est pas terrestre. Il y règne je ne sais quel silence réellement mystérieux. Des portières de velours aux portes, des rideaux de velours aux fenêtres, un tapis mou et épais sur le plancher, tout y est ménagé pour adoucir le moindre son et éviter les brusques sensations. Des lampes soigneusement voilées inspirent des sentiments salutaires ; un parfum décent est répandu dans cet air comprimé, la bouilloire même ne bout, sur la table, qu'avec réserve et modération.

La maîtresse de la maison, personnage très-important du monde pétersbourgeois, parle si bas qu'on peut à peine l'entendre ; elle parle toujours de cette façon, comme s'il y avait dans la même chambre un malade à l'agonie, et sa sœur, chargée de verser le thé, remue les lèvres sans en faire décidément sortir aucun son, de sorte qu'un jeune homme assis devant elle, tombé par hasard dans le temple, ne peut se rendre compte de ce qu'elle lui veut, tandis qu'elle lui murmure simplement pour la sixième fois : « Voulez-vous une tasse de thé? » Dans les angles du salon, on aperçoit des hommes jeunes, mais déjà vénérables : leurs regards décèlent une servilité tranquille ; l'expression de leurs visages, quoique insinuante, est d'un calme inaltérable ; une masse de décorations brillent discrètement sur leurs mâles poitrines. La conversation est également très-paisible : elle n'a pour objet que des sujets religieux et patriotiques, comme *la Goutte mystérieuse* de Glinka, les missions d'Orient, lés monastères et les confréries de la Russie Blanche. Des laquais n'apparaissent que rarement ; leurs énormes mollets, emprisonnés dans des bas de soie, tremblent silencieusement à chaque pas ; l'empressement respectueux de ces robustes mercenaires fait ressortir encore davantage le caractère général de distinction, de vertu et de piété... C'est un temple, c'est vraiment un temple !

— Avez-vous vu aujourd'hui madame Ratmirof? demande langoureusement une dame.

— Je l'ai rencontrée aujourd'hui chez Lise, répond la maîtresse de la maison d'une voix éthérée ; on aurait dit une harpe d'Éolie. Elle me fait pitié... elle a un esprit fantasque... elle n'a pas la foi.

— Oui, oui, reprend la même personne; vous souvenez-vous? Pierre Ivanovitch a dit d'elle, et dit fort judicieusement, qu'elle a... qu'elle a l'esprit fantasque.

— Elle n'a pas la foi, exhale la voix de la maîtresse de la maison, comme la fumée de l'encens. C'est une âme égarée ; elle a un esprit fantasque.

— Elle a un esprit fantasque, semblent répéter les lèvres de sa sœur.

Et voilà pourquoi tous les jeunes gens ne sont pas amoureux d'Irène. Ils la redoutent, ils ont peur de son « esprit fantasque. » C'est la phrase usuelle à son égard, et, comme toute phrase, elle renferme une dose de vérité. Et ce n'est pas seulement les jeunes gens qui ont peur d'elle, mais encore des hommes mûrs, haut placés, voire des personnages. Nul ne sait faire remarquer plus exactement et plus finement le côté ridicule ou faible de chaque caractère ; il n'est donné à personne de le stigmatiser ainsi d'un mot... Et ce mot est d'autant plus incisif, qu'il sort d'une bouche parfumée et riante... Il est difficile de dire ce qui se passe dans cette âme, mais, parmi la foule de ses adorateurs, la renommée ne peut constater pour aucun d'eux le titre d'élu.

Le mari d'Irène avance rapidement dans le chemin que les Français appellent celui des honneurs. Le général obèse le dépasse ; le mielleux demeure en arrière. Dans la même ville qu'habite Irène, végète également notre ami Sozonthe Potoughine ; il ne la voit que rarement ; il n'a plus besoin d'entretenir avec elle de relations.

JEAN TOURGUÉNEF.

(*Traduit du russe.*)

LES ROMAINS CHEZ EUX

SCÈNES ET MŒURS

XIII

Qui ne connaîtrait des Romains que leurs plaisirs les connaîtrait mal. Leurs goûts, leurs habitudes, leurs préoccupations, leur vie quotidienne, leur caractère intime, ont un intérêt non moins grand pour l'observateur.

La loterie, avec ses espérances de fortune, ses péripéties et ses vicissitudes, joue, il faut en convenir, un grand rôle dans la vie des plébéiens romains. Je connais même plus d'un patricien à qui il ne déplaît pas de se livrer chaque semaine aux douces émotions du terne et de l'ambe, dans l'espoir d'arrondir son patrimoine. « C'est que la loterie, dit un homme d'esprit, est le plus court chemin de la misère à la richesse. Il en est de plus sûrs ; il n'y en a pas de plus direct. La plèbe romaine évite les autres et se coudoie dans celui-là.

Dieu me garde de toucher aux questions économiques ou morales que soulève cette forme d'impôts. Il est clair qu'elle ne vaut rien, et nul ne la défend. Le fisc ne gagne pas ce qu'y perdent les mœurs publiques, l'esprit de travail et d'économie, et la richesse générale elle-même. Cependant, il est juste de dire que la loterie ne subsiste à Rome que parce qu'elle a été maintenue dans toute l'Italie. Benoît XIII l'avait abolie, mais le goût du jeu était si fort ancré chez les populations de la Péninsule, que les Romains prenaient leurs numéros dans les États voisins. Les finances de la Toscane et du royaume

[1] Voir *le Correspondant* du 25 octobre 1867.

de Naples profitèrent seules de cette abolition, qui demeura stérile pour les États pontificaux. Supprimer la loterie est le vœu le plus ardent de Pie IX, qui n'attend qu'un moment propice pour reprendre et couronner l'œuvre de son prédécesseur. La révolution qui lui enlève ses ressources et confisque ses États, en lui imposant de nouvelles charges, n'a garde de lui faciliter une réforme qui servirait également la cause de la morale et celle de la religion.

Après tout, l'impôt de la loterie, si mauvais qu'il soit, n'est payé que par ceux qui le veulent bien. D'un autre côté, le goût de l'argent et le désir d'en gagner sans peine ne sont pas un trait de mœurs particulier aux Romains seulement ; le jeu et la loterie donnent lieu en tous pays aux mêmes passions ; ils revêtent la même forme. La physionomie des joueurs, leurs infaillibles espérances, leurs superstitions, leur désespoir et leurs serments cent fois prêtés, cent fois violés, sont les mêmes à Rome qu'à Bade, à Spa ou à Hombourg. Il y a, toutefois, une différence entre la roulette et la loterie : la roulette tourne constamment ou à peu près en Allemagne ; en Italie le tirage n'a lieu qu'une fois tous les quinze jours.

On peut aisément se figurer l'attente du peuple quand les cinq numéros sont extraits de la roue de la Fortune. C'est un curieux spectacle que celui du tirage : on y voit de bonnes figures et on y entend de curieuses réflexions. Les uns injurient les numéros sortants ; d'autres maudissent ceux qu'ils ont choisis ; ce dernier parti me semble plus logique ; par contre, un petit nombre s'obstine à trouver merveilleux quand même les combinaisons de leur choix et le terne de leur cœur ; mais tous s'en prennent au sort, à l'injuste et capricieuse fortune, et profèrent contre la loterie des serments qu'ils violeront au prochain bureau.

Mais peut-être ne sera-t-il pas inutile de résumer en quelques mots la théorie de ce jeu, que les archéologues connaissent seuls en France. Qu'il nous soit permis d'emprunter ces quelques lignes à l'auteur de *Rome contemporaine*. « Le samedi, à midi, devant le ministère des finances, sous les yeux du peuple assemblé, une commission, présidée par le représentant du prélat, ministre des finances, extrait cinq numéros d'une roue qui en contient quatre-vingt-dix. Parmi les joueurs empressés qui assistent au tirage, l'un a joué l'extrait simple, c'est-à-dire parié que son numéro sortirait dans les cinq. Si son numéro est sorti, il a gagné treize et quatorze fois sa mise. Un autre a joué l'ambe ; il a choisi deux numéros et parié qu'ils sortiraient tous deux de la roue. Un autre a joué le terne, en choisissant trois numéros ; il gagne plus de cinq mille fois sa mise. Je vous fais grâce des autres combinaisons, telles que le premier extrait, l'ambe et le terne déterminé. Qu'il vous suffise de savoir

ceci : un homme qui saurait deviner d'avance trois des cinq numéros qui sortiront samedi prochain, pourrait acheter 100,000 francs pour un louis. C'est, si je ne me trompe, le maximum des gains possibles[1]. »

Tout Romain se met l'esprit à la torture pour prévoir les numéros qui sortiront. Jusqu'au jeudi soir, à minuit, ils se creusent la cervelle. Dans chaque quartier sont ouverts des bureaux de loterie, invitant les badauds, à grand renfort d'affiches, de réclames et d'annonces, à profiter de la chance de la dernière heure. Des choix de numéros, en caractères gigantesques, sont inscrits aux vitrines des bureaux ; ce sont les bons ! prenez-les ! c'est aujourd'hui la clôture ! Vous ne pouvez manquer de gagner ! Ce serait folie de ne pas profiter d'une occasion aussi extraordinaire ! La raison est trop péremptoire pour ne pas réussir, et elle réussit. Au dernier moment, les bureaux sont toujours encombrés.

Mais sur quels numéros faut-il jouer ? Voilà la grande affaire ! voilà la préoccuption incessante des Romains ! Les savants méditent pendant des années entières sur la science des nombres et les rapports des choses. Les accidents de la vie, dont on est témoin, sont des révélations certaines et infaillibles. Les chiffres qui frappent l'œil, dans telle circonstance donnée, l'âge d'un homme qui meurt de mort violente, divisé par trois, multiplié par cinq, auquel on ajoute dix, à moins qu'on ne retranche deux ; les rêves de la nuit qui précède le jeudi ; la vue d'un chat noir sur un mur ; les aboiements d'un chien pendant la pleine lune ; le numéro d'une maison ensorcelée ; une souris qu'on entend ; une araignée qu'on rencontre : voilà des signes positifs et précieux qu'il ne faut pas négliger et sur lesquels s'exercent, avec une patience toute romaine, les recherches et les combinaisons. Il faut consulter les sorts et se garder de dédaigner les oracles du destin. Les aruspices et les augures de la vieille Rome ne tiraient pas du hasard réponses plus ingénieuses et rapprochements plus subtils.

La crédulité et la superstition sont de tous les temps et de tous les pays, et elles n'en valent pas mieux ; mais pourquoi en faire exclusivement honneur à la seule ville de Rome ? La loterie fleurit aussi bien à Turin, à Florence et à Venise, que dans n'importe qu'elle ville pontificale. Qui ne sait qu'à Paris, la ville des lumières et des esprits forts, quand un homme se pend, la corde est coupée en ficelles, en fils, divisée à l'infini, vendue par parcelles au prix de l'or, et qu'à peine peut-on satisfaire tous les amateurs de cordes de pendus qui se présentent ? Il y a quarante ans, quand la France, elle aussi, avait

[1] Rome contemporaine, chap. VI.

le bonheur de posséder l'institution de la loterie, nos cuisinières et nos concierges, à la poursuite des ambes et des ternes, eussent, en matière de superstition, rendu des points aux sibylles romaines elles-mêmes.

Mais à Rome, on prie aussi les saints et on invoque la madone avant de choisir ses numéros. Beaucoup pensent même, superstition sacrilége!!! qu'il n'est pas défendu de s'adresser au bon Dieu en personne pour obtenir de gagner à la loterie. Voilà ce qui scandalise surtout nos libres penseurs. Ils excuseraient volontiers encore le jeu et ses piéges grossiers, où tous se laissent prendre, mais l'invocation! fi donc! — Quoi, disent-ils, vous abaissez Dieu à vos misères, et vous mêlez la religion aux actes les plus ordinaires de sa vie! — Oui! où est le mal?

Je dois amuser prodigieusement ceux qui croient Dieu rapetissé par son intervention dans les choses de ce monde. Mais si la foi transporte les montagnes, comment la prière, confiante et fidèle, loin d'être une profanation, ne serait-elle pas exaucée? En France même, est-ce que la mère ou la sœur du conscrit ne brûlent pas des cierges pour lui amener un bon numéro, à cette loterie de la conscription, bien autrement fatale que celle de la fortune?

Telle subsiste encore la foi chez nos paysans bretons; telle elle se montre à Rome, sans fausse honte et sans respect humain.

XIV

Un mot maintenant sur la croyance populaire des Romains au *mauvais œil* et aux *jetteurs de sorts*.

La *jettatura* n'est pas née d'hier; je ne veux pas dire qu'elle en soit plus estimable; mais elle a du moins le mérite de remonter à une antiquité des plus respectables. « La croyance au mauvais œil, dit M. Ampère, la fascination, chose remarquable, existe en Grèce aussi bien qu'en Italie; elle existait en Grèce au temps de Théocrite, en Italie au temps de Virgile, alors, comme aujourd'hui, avec des ressemblances de détails surprenantes. L'analogie même des termes par lesquels on désigne la fascination dans les langues des deux pays, prouve, pour cette absurdité, en Grèce, en Italie, et on pourrait ajouter en France, chez les habitants des campagnes, une provenance commune et une origine antique. Ainsi à Rome, le passé le plus lointain touche au présent; ce qui a vécu trente siècles vit encore; une superstition populaire, qu'on peut rencontrer chaque jour dans

les rues et même dans les salons de Rome, est plus ancienne que Rome elle-même.

« S'il est un peuple auquel il soit vraisemblable d'attribuer l'origine d'une croyance populaire répandue dans l'Italie et la Grèce, c'est assurément ce peuple à la fois grec et italien, dont les mythes religieux se retrouvent dans l'un et l'autre pays, depuis l'acropole d'Athènes jusqu'aux environs de Rome, ce sont les Pélasges. Il n'est pas étonnant, d'ailleurs, que la puissance de nuire par le regard ait été attribuée à cette race qu'on disait maudite. Peut-être les Pélasges eux-mêmes ont-ils adopté et propagé une croyance qui les rendait formidables. Il est donc naturel que cette croyance ait suivi leurs migrations et se soit répandue dans le pays qui en fut le principal théâtre. »

Tout le monde connaît la croyance au mauvais œil; tout le monde sait que peu de Romains peuvent se défendre d'une certaine inquiétude quand ils rencontrent un homme dont le regard passe pour porter malheur. A cet égard, la démence italienne va si loin qu'elle attribue cette influence funeste au regard si doux du bon et saint pontife qui gouverne l'église. Mais ceci est une invention de la révolution, et de plus une invention maladroite, car la première condition d'un *jettatore* est d'être heureux en toutes choses, et de ne porter malheur qu'à ceux qu'il approche. Or, Pie IX, il faut en convenir, n'a pas toujours eu à se louer de la fortune, et chacun sait que le peuple italien n'a cessé, au contraire, de jouir d'un bonheur insolent.

On naît, on meurt *jettatore* (jeteur de sorts). On peut, à la rigueur, le devenir ; mais une fois qu'on l'est, on ne peut cesser de l'être. A la vérité, on n'en est pas plus malheureux, sauf le cas où l'on voit chacun vous tourner le dos. Mais d'ordinaire le *jettatore* n'a pas conscience de son état ; il n'est ni méchant, ni querelleur, ni orgueilleux, ni vindicatif, et n'a envers personne le moindre mauvais vouloir. D'autre part, il est de règle qu'il naît sous une étoile qui, par la plus bizarre des contradictions, lui sourit d'autant plus à lui-même, que son mauvais œil est plus fatal à ceux qu'il approche.

S'il naît pauvre, il ne manque jamais de faire fortune ; riche, il arrive aux honneurs de la façon la plus naturelle du monde et meurt octogénaire, sans avoir jamais connu ni maladies, ni tristesse, ni ennui, sans même s'être douté de sa fatale puissance. Il n'a pas pour lui la beauté du visage; c'est même aux signes extérieurs, qu'avec un peu d'habitude on peut le reconnaître : figure pâle et maigre, nez en bec à corbin, et surtout gros yeux ronds à fleur de tête; voilà le *jettatore;* mais, tel qu'il est, il se trouve satisfait de sa personne, et si, par aventure, ses amis et ses proches lui témoignent peu d'em-

pressement ou cherchent à éviter son regard, il en attribue la cause à tout autre qu'à lui-même.

Le malheur est que, si innocentes, et si pures que soient ses intentions, la fascination suffit à produire les plus grands malheurs. Que serait-ce, si le fétiche voulait user de sa puissance et jeter avec pleine conscience des sorts à ses ennemis ?

Il n'y a point de mal sans remède. On peut toujours conjurer le maléfice, et c'est là que les Romains sont vraiment admirables de crédulité et de confiance.

Rencontrez-vous un *jettatore* ou prétendu tel, il n'y a pas à balancer, il faut lui faire les cornes. A la vérité, il suffit de fermer les mains, en présentant, au jeteur de sorts, le pouce et l'auriculaire, ou simplement le doigt du milieu, tous les autres doigts restant fermés ; mais le mieux est d'avoir en sa possession quelque petit simulacre de cornes toutes faites. La corne était déjà, au temps des Pélasges, le simulacre symbolique et mystérieux employé par la religion à protéger les villes, les maisons, les héritages et même les personnes. On en retrouve en maints endroits du Latium des spécimens antiques. Sous ce rapport, les Italiens ne le cèdent en rien à leurs ancêtres. De là, cette quantité de cornes de bœuf travaillées et ajustées à des piédestaux. De là, cette quantité de bijoux cornus, de mains fermées moins deux doigts, de cornillons seuls ou géminés qu'on rencontre à tous les coins de rue de Rome, aux vitrines des bijoutiers et des marchands d'objets d'art, qui en font un prodigieux débit. Il y en a en or, en argent, en jais, en corail, en malachite, de tous prix et de toute grandeur ; on peut les porter au cou, au doigt, à la chaîne de montre, au bracelet ou même dans la poche ; car l'effet agit à distance. L'important est de se garantir du mauvais œil, et les Romains n'ont garde d'y manquer.

C'est peut-être à ce luxe excessif de précautions, qu'il faut attribuer l'innocuité apparente des *jettatori*. Il en est dans Rome plus d'un que je ne veux pas nommer. Tout le monde les connaît. Tout le monde croit à leur maligne influence, mais grâce à la précaution que prend un chacun de leur faire les cornes, les accidents sont si rares, qu'on n'en entend jamais parler.

XV

A côté de ces superstitieuses traditions du paganisme, le christianisme semble avoir marqué son empreinte d'une manière bien autre-

ment énergique dans le caractère et les habitudes de la population romaine.

Pour ne citer ici qu'un trait distinctif de ces âmes viriles, nous dirons quelques mots de la place qu'occupent, dans la pratique de leur vie quotidienne, le culte et la pensée de la *mort*. On s'étonnerait de voir avec quelle magnanimité, quelle grandeur d'âme solennelle et sereine, les Romains voient arriver l'heure dernière, si la contemplation incessante des grandes vérités de la religion et la préparation perpétuelle à la mort ne les y avaient, en quelque sorte, familiarisés de longue date. Il semble toutefois qu'en dehors des considérations de la foi, ce soit un privilége de l'Italie de faire paraître moins amère, et comme naturelle, la nécessité de cesser de vivre au moment marqué. Pourquoi tant de poëtes, de philosophes étrangers, même à la religion romaine, ont-ils souhaité comme une volupté de mourir sur la terre italienne, et d'y voir reposer leurs dépouilles? Vain désir ! poétiques et frivoles illusions de la vie, qui n'ont pas dû, j'en conviens, atténuer les anxiétés de la dernière heure ; mais cette illusion n'est-elle pas déjà une preuve du caractère calme et serein, que semble revêtir la mort, en dehors même des sentiments religieux qui en rendent à tous la pensée habituelle.

Ce qui est certain, c'est que nulle part cette pensée n'est plus éloquemment, ni plus fréquemment méditée. Il existe à Rome des confréries de pénitents se réunissant en grand nombre plusieurs fois par semaine, à seule fin de se préparer à la mort, et s'imposant, au milieu même de la vie du monde, les austérités les plus sévères?

La plus célèbre des confréries est celle de Caravita, que nous voulons faire connaître en quelques mots. Les associés se réunissent chaque jour dans une église voisine du Corso, le matin pour entendre la messe, le soir pour assister au salut ou réciter l'office de la sainte Vierge ou des morts et se donner la discipline. Cette cérémonie s'accomplit tous les deux jours à l'heure de l'*Ave Maria*. Les hommes seuls peuvent y assister, mais il n'est pas besoin de faire partie de la confrérie. Quand les portes de l'église sont fermées on ne laisse plus en trer personne. On s'agenouille sur les dalles; un frère passe dans les rangs et distribue, à tous ceux qui en réclament, des disciplines de corde. Bientôt les lumières s'éteignent. Un prêtre prend la parole et adresse dans l'obscurité à l'assistance à genoux quelques mots sur la mort ou sur les souffrances de Notre-Seigneur. Il termine son allocution par une exhortation énergique à ne pas ménager sa chair ; lui-même donne l'exemple en se frappant à coups redoublés. Alors commence la flagellation qui dure tout le temps de la récitation du *miserere*, et, à ne juger que du bruit des coups, il est permis de croire que les confrères ne s'épargnent pas.

Ce sermon, ces ténèbres, cette psalmodie et ces coups ne laissent pas que de produire une émotion profonde. Aux derniers mots du psaume, une cloche retentit, la lumière reparaît; on doit alors avoir cessé la discipline. On termine la cérémonie par quelques prières en commun, et chacun regagne son domicile. La population romaine ne s'étonne pas plus de ces austérités qu'à Paris on ne s'étonne de voir les gens aller à l'église et au sermon. Un grand nombre d'ailleurs se livre à ces macérations. Les femmes elles-mêmes ont des confréries semblables.

En dehors même de cette préparation immédiate, la pensée de la mort se retrouve à chaque pas dans les habitudes de la vie. Qui n'a vu le saint Viatique dans les rues, toujours escorté d'un nombreux cortége auquel s'adjoignent des confréries entières de petits enfants en soutane? Qui n'a remarqué dans les églises des chapelles consacrées spécialement aux défunts? Qui n'a rencontré dans la campagne romaine, sur la façade de quelque oratoire rustique, des peintures mortuaires, destinées à rappeler aux passants, avec les souffrances du purgatoire, l'efficacité de la prière? Qui enfin n'a entendu au Colisée, sur les places, dans les églises, des prédications incessantes sur la rapidité du temps et l'imminence de la mort? Je ne veux parler ici ni des catafalques, ni des draps mortuaires exposés, ni des visites aux chapelles souterraines *della morte*, ni des exhibitions de personnages en cire, destinées à rappeler les scènes tirées de l'Écriture sainte, comme la mort d'Holopherne, la décollation de saint Jean-Baptiste, etc. Je ne veux pas surtout décrire, après tant d'autres, les funèbres décorations du cimetière des capucins de la place Barberini, ni celles du Campo Santo de l'église de la Bonne-Mort. Tout le monde n'éprouve pas, pour les squelettes et les mosaïques d'ossements humains, le même goût que les Romains. Qu'importe après tout? Cette façon familière de considérer notre vile dépouille ne les rend ni plus funèbres ni moins joyeux à l'occasion. En revanche, la pensée de la mort les rend plus chrétiens, plus honnêtes, et, au dernier moment, plus courageux. N'est-ce donc rien?

Les funérailles présentent à Rome un aspect particulier. Il ne s'agit ici ni des politesses officielles ni du deuil de commande, ni des tentures noires, qui sont, à Paris, les signes obligés d'un enterrement de première classe. A Rome, l'étiquette moderne elle-même n'a pu enlever encore, à la dernière cérémonie, son caractère religieux et primordial. C'est à la nuit tombante, aux flambeaux que les *funérailles* ont lieu; il semble que ce mot (du latin *funus*, *flambeau funèbre*) ait gardé ici son étymologie et son sens primitif. De longues files de capucins, des confréries, et des pénitents, escortent, avec

leurs torches allumées, le corps qui va être confié à la terre. On croirait assister aux funérailles de Pallas décrites par Virgile :

> . . . . . . .Lucet via longo
> Ordine flammarum.

n'étaient les psalmodies des prêtres, et les chants empreints d'une religieuse tristesse. En dernier lieu, apparaît sur un brancard de velours noir, entouré des insignes de sa profession, ou des marques de sa noblesse, le corps du défunt, triste dépouille, dont la foule contemple sans effroi la pâleur et le néant. Si positif qu'on soit, on ne peut rester indifférent à un pareil spectacle ?

Des gamins, cependant, escortent les capucins, un cornet de papier à la main ! Ceux-là n'ont nul souci de la mort, ni de la fragilité de la vie. Heureux âge ! Ils songent à recueillir la cire qui tombe des cierges à leur profit, et personne ne pense à contester leur droit, ni à entraver leur petite industrie. Voilà la bonhomie romaine : les humbles réalités à côté des grandes pensées et des grands spectacles. N'est-ce pas là toute la vie?

XVI

Le goût de la loterie, la crainte de la jettatura et la pensée de la mort ne sont pas assurément les seules préoccupations des Romains. Mais ni les fêtes, ni la loterie, ni les graves méditations de l'éternité ne suffisent à absorber tout leur temps, ni à faire connaître leurs habitudes quotidiennes. S'il ne vous déplaît point de venir avec moi, promenons-nous ensemble, à tort et à travers dans les rues de Rome, et entrons où bon nous semblera. Peut-être le hasard nous mènera-t-il aux bons endroits ; peut-être nous révèlera-t-il quelque circonstance intéressante de la vie romaine ou quelques traits distinctifs de ses mœurs.

Rome ne présente pas toujours ni partout le coup d'œil pittoresque des costumes de *Contadini*. Encore moins offre-t-elle tous les jours le spectacle d'une ville en fête. Au premier abord, rien de plus ordinaire que l'aspect général des rues mêmes les plus fréquentées.

Si vous exceptez du Corso les pittoresques décorations de verdure des boutiques à certains jours de fête, par exemple le jour de Saint-Joseph ; si vous supprimez les *aquajone*, ces marchands ambulants de rafraîchissements, qui se tiennent près des fontaines, et ces étalages charmants de melons et de *cocomeri* dont la vue semble

rafraîchir les yeux presque autant que la bouche, on peut affirmer que l'aspect du Corso avec ses magasins, est exactement celui de nos villes de province : pas de luxe, très-peu d'enseignes et pas du tout de réclames. Les pharmacies seules paraissent élever leur devanture à la hauteur de la civilisation moderne ; en Italie, depuis un temps immémorial, les pharmaciens jouissent d'une haute considération. En revanche, beaucoup de boutiques ne sont que de simples échoppes. On sent tout de suite que Rome n'a nulle prétention à devenir la métropole du commerce et du luxe[1] ; mais on n'est pas longtemps sans observer que ses boutiquiers et ses bourgeois ont une tenue parfaite. Les jeunes gens s'habillent avec recherche, pour peu qu'ils aient en propre quelques écus. Ils ne connaissent que les tailleurs anglais et les étoffes d'Albion, par l'excellente raison que l'industrie romaine ne produit pas de draps, comme ceux d'Elbeuf et de Sedan.

Peut-être la jeunesse dorée, ou ce qui est tout un, celle qui veut l'imiter, abuse-t-elle un peu des coupes de Londres. N'étaient leurs grands yeux noirs et leur type italien, vous prendriez tous ces beaux fils pour des échappés de Hyde-Park ; ils portent en 1867 des modes, qui seront à peine acclimatées à Paris en 1868. En revanche, il en est d'autres qui gardent encore fidèlement, au moins l'hiver, le manteau romain à collet. Ceux-là n'ont aucune prétention aux modes du jour, et pourtant avec qu'elle majesté antique ne savent-ils pas s'envelopper, comme dans les plis d'une toge, de leur ample vêtement et en rejeter, avec un geste superbe, la pointe sur l'épaule gauche. Ces bourgeois de Rome, pour arranger leur manteau, connaissent-ils donc le précepte de Quintilien, *neque strangulet neque fluat ?*

Quant aux femmes de la bourgeoisie, elles n'ont rien dans leur costume de caractéristique, si ce n'est un amour immodéré pour les fanfreluches de mauvais goût, auxquelles, bien à tort, elles attribuent une origine parisienne. C'est là leur grand défaut. Mais elles ne seraient pas filles d'Ève si elles pouvaient y échapper. D'ailleurs, il leur restera toujours, quoi qu'elles fassent pour le gâter, leur admirable profil romain.

Les princesses et les grandes dames, sans échapper absolument à la tyrannie de la mode, ont du moins le bon esprit de composer avec elle. Mais c'est dans les réceptions et dans les bals qu'il faut les voir. Beaucoup ont su conserver à leurs coiffures, à leurs draperies et à

[1] Nous ne parlons ici que de l'aspect extérieur et pittoresque; nous ne nous occupons pas des monuments qui portent avec eux leur cachet de grandeur indélébile ; nous ne traitons pas non plus du commerce, ni de l'industrie, considérés au point de vue économique, ni statistique, ni des professions et des conditions sociales de la population romaine.

leurs bijoux, les formes antiques qui conviennent si bien à leur noble stature et à la majestueuse régularité de leurs traits. Seules, peut-être, elles maintiennent encore les grandes traditions de l'art, et les Romains pourraient dire avec le poëte :

> Les femmes ici-bas, et là-haut les aïeux,
> *Voilà ce qui nous reste !*

Mais ces nobles patriciennes n'apparaissent que rarement. Retirées dans leur palais, on ne les entrevoit guères qu'aux réceptions et aux soirées. Chrétiennes irréprochables, et mères de famille excellentes, on les rencontre fréquemment dans les églises, par excellence à Saint-Charles au Corso ou aux Saints-Apôtres, les deux sanctuaires aristocratiques de Rome. Si officiellement elles ne hantent guère la ville qu'en voiture, et se soucient peu de se mêler à la foule, comme il convient aux héritières de l'aristocratie, qui se dit la plus ancienne du monde, il faut reconnaître que la plupart des princesses romaines donnent en même temps l'exemple d'une simplicité de vie héroïque, qui contraste avec la monotone et frivole agitation des femmes de la gentry parisienne.

Beaucoup partagent leurs loisirs entre le chevet des malades et l'instruction religieuse des pauvres, entre le temple de Dieu et l'asile de la douleur. Je ne sais rien de plus touchant, dit « M. Sauzet, que de voir agenouillées devant de pauvres pèlerines qu'elles relèvent et soulagent par leurs soins maternels, ces pieuses favorites de la naissance et de la fortune, plus parées par l'humilité de leur zèle et de leur costume hospitalier que par l'éclat de leurs diamants héréditaires. Les unes fondent des associations bienfaisantes ; les autres patronnent des refuges, toutes rivalisent par l'ingénieuse variété de leur dévouement. »

Au Corso les équipages abondent. Là défilent des *carozze* (voitures) hautes, larges, pompeuses, cantonnées de livrées et blasonnées sur toutes les faces. Sauf la couleur qui est généralement sobre, elles rappellent assez l'opulent carrosse de l'ancien régime. Les chevaux, de race romaine, grands, forts, à l'encolure puissante, semblent avoir aussi conservé le type du dix-septième siècle. Ils ont conscience de leur rôle, et leur allure fière et digne n'est pas sans analogie avec le caractère de la ville qu'ils parcourent. Ce sont des chevaux sérieux qui n'ont rien de commun avee les squelettes anglais qui hantent le turf.

Les chevaux de cardinaux sont noirs ; ils forment une race à part qu'on nomme cardinalesque. Les voitures toutes rouges, sont décorées d'arabesques d'or ; les cochers et les laquais, avec leurs per-

ruques à marteaux et leurs tricornes, semblent témoigner d'un âge dont notre démocratie nous a fait perdre jusqu'au souvenir.

Les cardinaux ne peuvent sortir à pied, si ce n'est à une certaine distance de Rome. Ainsi le veut l'étiquette, qui règle aussi le train de leur maison, la couleur et la forme de leurs équipages et la livrée de leurs serviteurs. Il n'est pas rare de voir sur la voie Appienne un prince de l'Église, suivre à pied sa voiture ou en être suivi, respirant l'air pur de la campagne ou lisant son bréviaire. Plus d'un, sous ses cheveux blancs, le visage ovale, le nez aquilin, l'œil vif, présente le type fin, délicat et spirituel du grand seigneur italien.

XVII

Dans les rues de Rome, une chose surtout frappe l'observateur ; c'est cette existence douce, aisée, facile, qui semble, pour tous les Romains, tissée d'or et de soie. Riches ou pauvres, ces gens-là savent porter allégrement le fardeau de la vie, ou, pour mieux dire, il semble qu'il n'y ait pour eux, ni fardeau ni peines d'aucune sorte. Les rues ne sont point encombrées de gens pressés, affairés, mécontents et préoccupés qui courent à la Bourse ou au comptoir ou à des rendez-vous à heure fixe. On comprend mieux ici la sagesse et le bon emploi du temps. Les Romains savent flâner ! Que de peuples ne pourraient en dire autant ? Le soleil dore ici la vie humaine : l'âme de l'homme qu'il enchante, la fleur qu'il colore, les monuments qu'il éclaire, tout semble ressentir l'influence de sa chaleur et de ses rayons.

Sur l'emplacement des jardins de Salluste, s'élève en amphithéâtre, au-dessus d'un horizon immense, une promenade incomparable : c'est le *Pincio*. Là, au milieu des bosquets en fleurs, circulent, autour des fontaines, des statues, des bustes des grands hommes, des bas-reliefs et des colonnes rostrales, la foule élégante des promeneurs et des curieux. Là se tient chaque jour le rendez-vous obligé des équipages et des voitures de l'aristocratie romaine. Ce n'est pas qu'on tienne, comme en d'autres pays, à se montrer, encore moins à faire parade de ses chevaux, de ses livrées et de son ennui. Le *Pincio* est un lieu de réunion, j'allais dire un salon de famille. On vient là retrouver ses amis, faire ses visites ou tenir sa cour. Tout le monde ici se connaît. Les sourires, les saluts et les poignées de main se croisent en tous sens.

On passe au *Pincio* de longues heures, les femmes dans leur voiture, les hommes debout accoudés aux portières. On cause de la pluie

et du beau temps, et des nouvelles du jour. On écoute la musique militaire ; entre deux morceaux, on fait et on défait vingt mariages ; parfois d'un groupe de jeunes Romaines partent des rires argentins et sonores, éclatant au milieu de la foule avec un laisser-aller et une franchise toute méridionale. Surtout on se délecte, sans même parfois en avoir conscience, de l'éclat radieux de l'horizon, de la sérénité du ciel, de la splendeur de la lumière : on respire la vie à pleins poumons !

Et ne croyez pas que ce soit le seul privilége des riches. Sur les places, aux degrés des églises, avez-vous vu, drapés de leurs manteaux en guenille, sans souci du lendemain, sans crainte de la police, ces mendiants de Callot, race fortunée inconnue à Paris, qui semblent n'avoir besoin ici pour vivre que de grand air, de chaleur et de lumière ? Avez-vous remarqué sur les trottoirs, aux portes des cafés, au seuil des maisons, partout enfin, ces groupes d'hommes occupés à causer ou tout simplement à ne rien faire ? On est si bien ici pour être oisif !

M. Ampère observe que les Romains, quand ils ont trente pas à faire au soleil, les font avec une lenteur vraiment comique. « C'est, dit-il, que la plus petite fatigue, au mois d'août, donne la fièvre et fait ouvrir les testaments comme au temps d'Horace. »

..... Opella forensis
Adducit febres et testamenta resignat.

Sans contester la valeur de ce rapprochement archéologique ou hygiénique, ne serait-il pas permis d'attribuer cette lenteur de la marche au bien-être de la chaleur qui entre par tous les pores, à la jouissance de vivre et de se sentir Romain ? A Londres, on court ; à Paris, on regarde et on s'agite avec une curiosité fébrile ; à Rome, seulement, il semble qu'on ait le privilége de se promener, de respirer et de vivre.

Il est vrai, ces mêmes Romains, si fort amis du soleil en hiver, se montrent en été grands observateurs de la sieste. De midi à quatre heures, on ferme les boutiques ; toutes affaires cessant, chacun va dormir, et le soleil peut à loisir darder ses rayons sur les rues désertes : il n'y trouve à molester, suivant le dicton, que *des chiens et des Français ;* et encore, ceux-ci, pour peu qu'ils ne soient pas trop fanfarons, ne tardent-ils guère à imiter les Romains ; en quoi ils me paraissent agir sagement.

Le soir, une vie nouvelle semble, comme au matin, animer la ville. Rome s'éveille et respire avec le souffle de la brise de mer ; le doux *far niente* de l'Italie reprend ses droits. Il faut bien se reposer de la

fatigue d'avoir dormi ; d'ailleurs, les nuits sont si belles, le ciel si étoilé et le vent du nord est si doux ! on s'assied au bord du Tibre, au Colisée, au Pincio : c'est alors surtout que les heures s'enfuient rapidement. Ainsi pensent les Romains, et je suis fort de leur avis.

XVIII

Si on est en hiver, ou si on ne redoute pas trop la chaleur, on peut entrer au théâtre, à moins, toutefois, qu'on ne soit en carême, au temps de l'avent, ou un jour de vendredi, auquel temps les divertissements publics chôment en mémoire de la Passion de Notre-Seigneur Jésus-Christ et du temps de la pénitence.

L'administration romaine sait à la fois tolérer, réglementer et diriger des plaisirs légitimes, sans cesser, toutefois, d'imprimer à cette direction même le caractère religieux qui lui convient. On entend dire que les prêtres à Rome vont au spectacle aussi naturellement que chez nous ils peuvent aller aux eaux ou en voyage. Ceci est un conte à dormir debout. Il suffit d'aller au théâtre deux fois pour se convaincre que les laïques seuls y sont admis : mais de ce conte, cent fois répété, cent fois démenti, il restera toujours quelque chose : c'est Voltaire qui l'a dit, et Voltaire s'y connaissait.

Je ne parlerai point de la littérature proprement dite du théâtre romain, lequel, comme chacun sait, vit le plus souvent de traduction et d'emprunts faits à notre scène française. Que l'impresario et le bon public préfèrent nos auteurs, même les plus modestes, à Alfieri, à Goldoni et à tant d'autres, c'est leur affaire, et je suis trop fier de cet hommage rendu à mon pays pour avoir droit d'y retrouver à redire. Mais pourquoi tous les Romains, et je sais beaucoup de Français qui sont Romains à cet égard, s'obstinent-ils, quoi qu'on puisse faire, à attribuer indistinctement toute œuvre dramatique quelle qu'elle soit : drame, comédie, mélodramme, libretto d'opéra, farce ou vaudeville, à l'*illustrissimo signore Scribe ?*

Quant à la musique, Rome n'a pas besoin de nous faire d'emprunt. Les deux grands noms de Rossini et de Verdi suffiraient à illustrer et à remplir toutes les scènes italiennes. Leur gloire, comme leur musique, qui retentit d'un bout du monde à l'autre, semble être ici dans leur patrie de prédilection.

A Rome, comme dans toute l'Italie, les salles de spectacle, à moins qu'il ne s'agisse de San Carlo, de la Scala ou de la Fenice, n'offrent rien de remarquable, si ce n'est leur uniformité, leur monotonie et leur absence de reliefs, de dorures ou d'ornementation. Les loges,

superposées régulièrement, semblent des cellules d'égale grandeur, s'ouvrant comme les fenêtres d'une haute maison sur une cour étroite et profonde qui forme le parterre : peu d'éclairage ; l'administration réserve toute la lumière pour la scène ; elle pense que c'est plus économique, et que, par ce moyen, rien ne vient détourner l'attention du spectateur dans la salle ; très-peu de couloirs et pas de foyer ; c'est de la place perdue, et, d'ailleurs, on est libre pendant les entr'actes d'aller respirer dans la rue. En revanche, on est chez soi dans sa loge comme dans sa maison. Est-ce à l'obscurité où à la disposition de l'architecture qu'il faut en attribuer la cause? Je ne sais, mais il semble que personne ne puisse jeter dans votre intérieur un regard indiscret. Les salles d'Italie, et celles de Rome en particulier, frappent tout d'abord par leur air comme il faut. S'il n'y a pas là que de la bonne compagnie, on peut dire que nul n'en sait rien et n'a droit de se plaindre.

Les salles, d'ailleurs, sont sonores, bien disposées pour la vue et pour l'acoustique. Les artistes sont bons quelquefois, et les ténors, rares comme partout : *rara avis ;* mais c'est le sort commun.

Ce qui vaut mieux, c'est le public : voulez-vous voir un vrai public, jeune, enthousiaste, passionné, erroné, peut-être, mais toujours sincère et de bonne foi ? allez au théâtre à Rome. Il n'y a pas ici de claque patentée et payée. La claque est une institution romaine, il est vrai ; c'est Néron qui l'inventa, mais elle a, de longue date, perdu droit de cité chez les Romains. Quoi d'étonnant ? le vrai public a trop de plaisir à distribuer lui-même ses applaudissements, ses bravos et ses cris pour laisser ce soin à des gens payés.

A moins qu'on ne les siffle, ce qui arrive quelquefois, le *primo uomo* ou la *prima donna* n'ont pas plutôt ouvert la bouche, qu'on leur témoigne une faveur qui ne cessera d'aller *crescendo* jusqu'à la fin. Le rideau du premier acte tombe ; c'est alors que commencent l'enthousiasme, le triomphe et le bruit : *Al fuori ! al fuori !* (au dehors ! au dehors !) C'est l'expression consacrée en Italie pour rappeler les acteurs. L'artiste paraît et se courbe jusqu'à terre. On le rappelle, il salue de nouveau ; le rideau tombe et se relève trois fois, six fois, dix fois, pour laisser autant de fois apparaître la *diva* dans tout l'éclat de sa gloire. De guerre lasse, quand le lustre s'éteint, on quitte le théâtre ravi, transporté, *fatigué, mais non rassasié* de la vue de l'étoile en question. Demain, qu'une mouche vienne à voler ou une lubie à passer, le même parterre sifflera celle à qui la veille il a prodigué les rappels et les couronnes. Telle est l'ardeur du caractère méridional. Ainsi, jadis, les prétoriens faisaient et défaisaient des empereurs !

Après les rues et les théâtres, il faut parcourir les cafés.

Dans les cafés, peut-être, tout n'est pas poésie, ni même propreté. Ce sont de longues pièces peu élevées, peu éclairées le jour et encore moins la nuit. On ne voit là, non plus que dans les débits de tabac, chez les pâtissiers, et dans aucun lieu public, trôner à son comptoir une femme plus ou moins belle, destinée à attirer les chalands et à fixer les yeux. Le maître de l'établissement va, vient, circule, surveille le service, et, au besoin, le fait lui-même. Dans le fond, une madone pieusement ornée, entre deux lampes, occupe seule la place d'honneur, et les choses n'en vont pas plus mal. S'il est rare de voir des femmes dans les cafés de Rome, on peut, en revanche, y rencontrer souvent des prêtres venant y prendre leur modeste *collazione*. Quant au luxe des salles, il est si modéré, qu'on ne s'en aperçoit pas. On ne va pas là pour admirer des dorures ; mais on y boit, on y fume, au besoin on y mange à des prix d'une modicité excessive, même on s'y assied gratis, sans rien consommer et sans que personne y retrouve à redire; beaucoup y dorment comme chez eux.

Surtout, on y prend un café excellent, léger et aromatique tout à la fois, tel en un mot que savent le faire les peuples du Midi et de l'Orient, qui veulent en user à grande dose sans que ce soit au détriment des nerfs ou de l'estomac.

A Rome, sur un signe, le garçon (*cameriere*) vous apporte, sans mot dire, un plateau chargé d'une tasse, d'une petite soucoupe couverte de sucre en poudre, d'une cafetière de métal pleine du breuvage bouillant et d'un grand verre d'eau froide comme la glace, qui, à elle seule, vaut tout le reste. Libre à vous de déguster votre café en plusieurs tasses successives et de faire durer le plaisir toute la journée, si bon vous semble; le tout vous coûtera deux *baïoques* (deux sous). Vous laissez ces deux sous à votre place, sans même appeler le garçon, et tout est dit. Il est vrai que le climat énervant de Rome vous oblige plusieurs fois par jour à avoir recours au café. C'est une boisson tonique, fortifiante et rafraîchissante tout à la fois.

Je n'ai pas à dresser ici la carte des consommations des cafés de Rome, c'est à peu près celle de partout, sauf que les prix en sont plus modérés qu'ailleurs ; mais la couleur locale m'oblige à parler de ce qui est national; d'abord, le chocolat à l'eau (*cioccolata*), léger, mousseux (*spumante*), tellement, qu'il ne rompt pas le jeûne, et pourtant excellent ; le *mischio*, que je vous recommande tout spécialement, mélange exquis de chocolat et de café ; le *rosoglio*, drogue infusée de roses, dont le nom sert de terme générique en Italie à toutes les liqueurs, et dont je ne veux rien dire, de peur d'être obligé d'en dire du mal ; et enfin les *glaces*, qui sont, comme dans tous les pays chauds, une des nécessités en même temps qu'un des

plaisirs de la vie, à la portée de tous ou de presque tous. Rome a la spécialité du *pongio spongato* (punch-glace), de la *spuma di latte* (mousse de lait), et surtout de la *matenella al butiro*, sorbet compacte et si dur, qu'on peut l'emporter dans sa poche, ce qui lui a valu le nom de brique au beurre.

Les restaurants ne sont pas, dans leur genre, beaucoup plus brillants que les cafés. Je ne parlerai pas, bien entendu, des hôtels où on vous sert à l'anglaise ou à la française, ni de Spiellman ni de Nazarri des Anglais, où les étrangers se croient obligés d'aller par respect pour leur dignité. Ils y retrouvent, avec un confortable très-relatif et très-contestable, la cuisine frelatée de Paris. Grand bien leur fasse !

Parlons plutôt de ces restaurateurs qui portent à domicile, dans des boîtes de fer-blanc, des dîners merveilleux et tout romains, à des prix d'un bon marché fantastique. Parlons surtout de ces vieilles *trattorie* (établissements de traiteurs), qui, comme le *falcone* (le faucon), le *lepre* (le lièvre), ou le *belle arti* (les beaux-arts), ont su conserver, avec l'antique simplicité des escaliers, des rideaux et du mobilier, les pures traditions de la cuisine italienne. C'est là que les indigènes, les artistes et tous ceux qui ont souci de la couleur locale, font la partie d'aller souper. On y boit, dans des flacons de verre blanc, du vin de *Genzano*, de *Civita Lavinia*, d'*Albano* ou de *Frascati*, le *falerne*, chanté par Horace, et surtout l'*orvieto*, vin doré, doux et pétillant, qui rappelle le vin de Champagne.

Le Tibre et la Méditerranée fournissent aux Romains des poissons exquis, la campagne, un gibier savoureux : des perdrix, des becfigues, des bécasses, des cailles, et ces pigeons engraissés en volière, avec des soins dignes de Lucullus. Mais je ne puis omettre le sanglier à la sauce aigre-douce (*agro dolci*), ni ces pâtes, ces fritures, qui sont la gloire culinaire de l'Italie, notamment le *pasticcio di macaroni*.

Surtout, je veux mentionner quelques-uns des fruits et des légumes de cette terre productrice de fruits : *magna parens frugum ;* le fenouil, cher aux Romains (*finocchio*); les asperges de Tivoli (*sparagi*), les *broccoli* à la poêle et en salade, les champignons des prés (*prataiuoli*), dont Horace disait :

> Pratensibus optima fungis
> Natura est.

les raisins, surtout ceux de Tivoli (*pizzitelli*), les pastèques (*cocomeri*), les figues vertes (*fichi gentili*), les melons de Rieti (*poponi*). J'en passe, et des meilleurs !

Les gourmets y suppléeront, pour peu que leur goût les y pousse : *trahit sua quemque voluptas*. Ceux-là ont d'ailleurs l'habitude de n'être contents de rien. Ils regardent à peine le Colisée, et se soucient peu du Capitole ; mais ils savent, à point nommé que, dans la ville éternelle, on tue le bœuf trop jeune, on mange le gigot trop cuit et que le macaroni est mieux accommodé à Naples que dans n'importe quelle ville italienne. Voilà leurs impressions de voyage !

Quant aux Romains, je ne voudrais pas dire qu'ils ne sont pas gourmands, surtout si ce jugement devait blesser leur amour-propre national ; je ne parle pas de la classe riche, qui mange à sa faim comme partout ; mais j'affirme que, soit nécessité, soit vertu, la bourgeoisie est d'une sobriété à toute épreuve. De quoi vivent ces petits-fils de Romulus ? Nul ne le sait ni n'a pu le dire, car, oncques on ne les vit se mettre à table, si ce n'est au pied levé et en courant. Des voyageurs qui ont pénétré plus avant dans le mystère de leur nourriture, assurent pourtant que les habitants de Rome, en dehors des jours de purgation, qui pour eux reviennent à de fréquentes périodes, ne manquent jamais de faire un repas par jour, lequel a lieu vers deux heures, et se compose invariablement de pâtes, de choux ou de salade. Le soir, ils ne se couchent pas non plus sans avaler un verre d'eau fraîche. Il est vrai que c'est de l'eau de la fontaine de Trevi, l'*acqua Vergine*, cette eau, excellente et limpide, si fort appréciée de Cicéron. Rome est la ville la plus riche en fontaines ; ses eaux sont les premières du monde. Nulles ne sont plus fraîches, plus limpides et plus savoureuses.

Il y a aussi, à un mille de la ville, l'*acqua acetosa*, eau minérale, rafraîchissante et laxative, dont les Romains ne dédaignaient pas de faire usage. Cette distraction hygiénique ne leur coûte rien. On les voit, à certains jours, quand le temps est beau, au printemps, prendre, en famille, la route de *Ponte Molle*. Ils vont là se purger, en partie de plaisir.

Pour les hommes du peuple, ceux qui passent leur vie en plein air et gîtent on ne sait où ; les cochers, les portefaix, les ouvriers et *tutti quanti*, leur nourriture est plus succincte encore. C'est d'eux, véritablement, qu'on peut dire qu'ils mangent pour vivre, au lieu de vivre pour manger. Ceux-là grignotent quelques épluchures de légumes, des fruits en été, du *finocchio* en hiver ; puis, ils iront dormir sous quelque portique de palais, sûrs, du moins, de ne pas faire de mauvais rêves.

Ainsi disent les touristes, les journalistes, les romanciers, grands amateurs de pittoresque et de couleur locale, hommes de la première impression et *tutti quanti*. Il ne faut rien exagérer, même la sobriété et la vertu romaines. Ce qui est certain, c'est que ce peuple, qu'on

qualifie de misérable, n'a rien à envier à personne pour les conditions matérielles de la vie.

Dieu lui a départi, avec le plus beau ciel du monde, la fécondité des fleuves et des eaux, la chaleur d'un soleil incomparable, la fertilité d'une terre qui produit en abondance le vin sur ses coteaux, le blé et les gras pâturages dans ses plaines, presque partout des mûriers, des arbres et des forêts à peu près aussi ombreuses qu'au temps du roi Évandre. En aucun lieu la vie n'est plus facile, le pain et le vin à plus bas prix ; il y a peu de temps, la viande y était moins chère, je ne dis pas que dans aucune capitale d'Europe, mais que dans la moindre bourgade de France. Et aujourd'hui encore, malgré la frugalité des habitudes et la modération des désirs, la statistique établit que la consommation de chaque habitant est proportionnellement plus considérable à Rome qu'à Paris. A part les marais Pontins, dont la sollicitude des papes, et celle de Pie IX en particulier, reculent chaque jour les limites, nulle contrée où la vie impose moins de besoins et trouve plus de ressources et plus d'abondance, nulle aussi où les tempéraments soient plus robustes, les maladies plus rares, le sang plus riche, les familles plus nombreuses et les mariages plus féconds. A cet égard encore, c'est la statistique et non l'esprit de parti qu'il faut consulter. Les chiffres présentent des résultats qui, comparés à ceux de notre pays, ne sont point de nature à flatter notre amour-propre national.

XIX

Il est temps peut-être d'entrer dans la vie privée des Romains et d'aborder leur caractère et leur nature intime. Il est moins aisé de définir les sentiments plus ou moins secrets, mais toujours complexes et changeants des hommes, que de narrer tant bien que mal celles de leurs habitudes et de leurs mœurs, qui se produisent au grand jour. Un portrait, si parfait qu'il soit, a toujours le tort d'être trop absolu. Il donne trop de place ou n'en laisse pas assez aux contradictions, aux exceptions, aux accidents.

Qu'on me pardonne si j'exagère ou si j'atténue trop les nuances. Au moral comme au physique, le Romain moderne, l'homme du peuple surtout, est bien réellement l'héritier du peuple qui mérita de conquérir le monde.

Race forte, patiente dans les difficultés de la vie quotidienne ; fière, courageuse et stoïque dans la pauvreté et dans les épreuves, parfois prudente, concentrée, réservée, obséquieuse, maîtresse d'elle-même, au point de paraître fausse, rusée, subtile, d'autres fois en-

thousiaste, irascible jusqu'à la démence, vindicative jusqu'à la cruauté, il semble que le fond de sa nature et le mobile de ses actions soient encore cette énergie froide ou violente qui distinguait les anciens Romains. « La *Plante-Homme,* » disait Alfieri, naît plus robuste en Italie que partout ailleurs, et les férocités mêmes, qui parfois s'y commettent, en sont la preuve.

La FORCE, tel est le sens primitif du nom mystérieux et symbolique de la ville éternelle : ROMA, Ῥώμη ; telle aussi la vertu traditionnelle chez ses enfants. Mais Rome a aussi un autre sens, qui est son anagramme : AMOR. Il y a longtemps, en effet, qu'à la force brutale et sauvage de la société antique, s'est substituée la force intelligente et libre, toute d'amour et de charité, de la société chrétienne. Que la nature encore, parfois, reprenne ses droits ; qu'il y ait des misères et des faiblesses inséparables de l'humanité, qui le niera ? Mais ce qui est certain aussi, c'est que nulle part ailleurs ne se rencontrent, au même degré, les mâles et fières vertus qui réalisent le type de l'homme chrétien. *L'énergie humaine unie à la foi religieuse*, tel nous paraîtrait devoir être formulé le caractère romain, si le caractère d'un peuple pouvait s'exprimer en formule.

Je n'en veux d'autre témoignage que celui de la fidélité et de l'amour que, dans les circonstances présentes, les Romains viennent de prodiguer à leur père vénéré. Sous le coup des menaces et des excitations les plus violentes, on les a vus maintenir avec une noble et courageuse attitude, devant la coalition révolutionnaire, le droit inviolable de leur cité, et sauvegarder, en dépit de toutes les prédictions et de toutes les espérances, le foyer où se conservent la paix et la liberté du monde, contre les usurpations de la force et les brutalités du fait accompli.

On reprochera longtemps à ces mêmes Romains dont les pères ont conquis le monde, de n'avoir pas l'esprit militaire. C'est le grand mot ! A la vérité ils n'ont jamais connu le bonheur de la conscription ni le bienfait des armées permanentes. Ils ont eu longtemps l'illusion de croire, et beaucoup l'ont partagée avec eux, que la paix étant l'état normal de l'Église, il suffisait de la garantie des rois et du respect des peuples, pour que la ville sainte demeurât à jamais inviolable. Ils pensaient que si l'esprit militaire fleurit chez les peuples conquérants, il dispose facilement les âmes à l'obéissance passive, aux brutalités de la force, aux enivrements de la victoire. L'esprit militaire n'est pas le but suprême de la vie des nations. Au-dessus, il y a un sentiment plus élevé, le sentiment de la dignité et de la liberté humaines, le culte de la vérité, de la religion, de la paix et de l'amour, les traditions du génie, de l'art et de la justice, l'esprit de la foi et du christianisme, en un mot ; c'est celui-là que Rome et les

Romains semblent avoir reçu pour mission de maintenir et de propager. Cet esprit-là, ce me semble, vaut bien l'esprit militaire; au besoin il sait le suppléer. S'il est vrai, comme l'a dit M. de Lamartine, que l'uniforme n'ait pas seul le privilége de couvrir un homme de cœur, l'esprit militaire non plus n'a pas seul le privilége d'attacher les peuples à leur patrie et de leur donner, dans les graves circonstances, de la virilité, du courage et de la vertu, témoin ce vieillard, ce prêtre faible et désarmé, Pie IX, qui ne cesse de se montrer grand, résolu, invincible comme les Romains des anciens jours; témoin ces gendarmes pontificaux dont la vie est dévouée aux poignards et aux balles des assassins, et qui luttent avec un héroïsme sans pareil contre les hordes garibaldiennes; témoin enfin ces populations agricoles de la campagne romaine réclamant à tout prix des armes à l'heure du danger pour la défense du territoire.

Qu'on prenne la plèbe de Rome, même la plus infime et la plus ignorante. Où trouvera-t-on, je ne dis pas seulement foi plus ardente, mais mœurs plus pures et plus honnêtes, cœurs plus dévoués, patience et courage plus invincibles, sobriété plus grande, et parfois sentiments plus élevés et plus nobles? « En eux rien de bas, de vulgaire, ou d'ignoble, » selon la remarque de l'auteur de *Rome contemporaine*.

Beaucoup leur reprochent d'être avilis et serviles, parce qu'ils tendent la main et n'ont pas honte de recevoir. Cette habitude peut-être est un vieux reste des traditions de la plèbe impériale, habituée à vivre sans vergogne des humiliantes largesses que lui prodiguaient ses Césars. Mais aujourd'hui du moins, si cette mendicité héréditaire n'est pas éteinte sans retour, « elle ne menace plus au nom de la force; elle demande au nom de Dieu. » C'est l'honneur de la cité chrétienne de respecter la pauvreté à l'égal d'une grandeur et d'une puissance, cette pauvreté glorifiée par le Christ qui lui a promis ses divines béatitudes. De là cette munificence, cette spontanéité, cette variété inépuisable de la charité romaine, dont les institutions et les ressources dépasssent celle des plus grandes cités; de là cette générosité du riche, dont la tradition pieusement transmise est pour l'étranger lui-même un des charmes de Rome; de là aussi cette insouciante philosophie, disons mieux, cette résignation du pauvre conservant jusque dans l'humiliation de l'aumône, avec l'allure un peu hautaine de la race, le sentiment de la dignité et de la grandeur chrétiennes.

Surtout il faut prendre garde de confondre, avec le peuple romain, cette populace sans nom et sans aveu, que seule connaissent les étrangers et qui est si utile aux détracteurs de Rome. A quel homme

sensé fera-t-on croire que les domestiques de place, tous plus ou moins *rufiani*, *facchini* ou escrocs, en tous cas, fort peu Romains, les vagabonds et les mendiants, ceux qui se tiennent aux marchepieds des voitures ou à la portière des églises, pour vous éviter la peine de la soulever et courir risque de gagner ici une baïoque, représentent en quoi que ce soit la population de Rome?

« Mais ce peuple, ajoute-t-on, est sauvage et barbare! il assassine par partie de plaisir. S'il tient le vol en souverain mépris, en revanche, il estime fort les coups de couteau, et tient à honneur de conserver longtemps encore la *vendetta*. Les brigands d'ailleurs trouvent, au besoin, asile et protection dans les États du pape, et c'est parmi la population romaine que se recrutent encore les brigands des Abruzzes et de toute l'Italie, pour détrousser les voyageurs et piller les diligences! » Voilà ce qui se dit, se répète et s'imprime avec le plus grand sérieux, depuis Montaigne et le président de Brosses! Certains touristes seraient, en vérité, trop à plaindre, s'ils n'avaient plus l'espoir de rapporter d'outre monts ces charmants souvenirs. Aussi il faut voir quel rôle joue la *coltellata* (le coup de couteau) dans les romans contemporains. Pas un écrivain qui ne s'en donne à cœur-joie, pas un, à l'entendre, qui n'ait failli être assassiné; pas un, en revanche, qui, en fait, ne soit revenu sain et sauf. N'importe: les plus sérieux ne dédaignent pas d'attirer l'attention sur leurs impressions de voyage par ce moyen vulgaire mais infaillible.

Eh bien, dût la poésie du Transtévère en souffrir, dussé-je même encourir le couteau de ces vindicatifs fils de Romulus, je dirai hautement que leurs *exploits* en ce genre me semblent quelque peu surfaits. Qu'ils aient le cœur ardent, la colère prompte et le sang bouillant comme tous les hommes du Midi, que quelquefois, à la suite d'une querelle, deux hommes se frappent, c'est là peut-être une triste conséquence de cette énergie vivace dont nous parlions tout à l'heure; mais il ne faut pas en faire une loi générale.

On peut en dire autant des brigands de la Sabine et de ceux de la campagne romaine, du temps qu'il en existait encore; mais ce doux temps n'est plus. Le brigand romain serait même un type absolument disparu, n'en déplaise aux amateurs, si l'opéra-comique, la littérature fantaisiste et, aussi dans ces derniers temps, les relations intéressées des journaux, n'avaient pris soin de nous en conserver le souvenir.

Il faut être juste pour tout le monde, même pour ses ennemis; je veux reconnaître que la révolution a fait elle aussi beaucoup pour la conservation et la restauration du brigandage. Que ce soit par amour pur de l'art, par esprit de famille et de confraternité ou tout simplement pour servir à une propagande politique, il importe peu;

toujours est-il que Mazzini et ses compères n'ont cessé d'encourager, d'entretenir à grands frais et même de protéger contre les poursuites pontificales plusieurs bandes de brigands plus ou moins authentiques, peu Romains, mais atrocement cruels, tout en rejetant sur le saint-père, qui n'y pouvait rien, la faute d'une *institution* qui, selon eux, est inhérente au gouvernement ecclésiastique. Mais encore une fois ces brigands-là, si dangereux qu'ils puissent être pour la sûreté des diligences, des voyageurs et des troupes pontificales, n'ont rien de commun avec l'ancien brigand de la Sabine ou des Abruzzes ; ce sont des mercenaires patentés et subventionnés, des Piémontais ou des Niceards, qui ne rappellent en rien le costume ni les mœurs, ni la vie des bandits romains du vieux temps. Ceux-ci, dit la chronique, étaient dévots à la Madone ; ils récitaient leur chapelet, observaient la loi de l'abstinence et ne pillaient point le samedi en l'honneur de la sainte Vierge. C'était bien quelque chose ; ils étaient généreux et charitables au point de combler parfois de bienfaits les voyageurs pauvres qu'ils avaient arrêtés. Est-ce que les détrousseurs en chemises rouges venus on ne sait d'où, ont seulement la connaissance la plus élémentaire du *métier* et le moindre souci des *traditions?* Qu'on cesse donc de nous parler des brigands romains. Il y a longtemps qu'ils n'existent plus.

XX

La bourgeoisie fait le fond de la population romaine[1] ; c'est elle surtout que nous avons dépeinte en décrivant les fêtes, les réunions, les habitudes extérieures de la ville. Il y a en elle un grand fond de bon sens et de véritable sagesse, beaucoup de bonhomie et d'honnêteté vraie, laquelle n'est, d'ailleurs, que la sagesse et l'honnêteté de l'Évangile, auquel on n'en fait peut-être pas assez honneur. Comment en serait-il autrement dans une ville où les hautes pensées religieuses, la méditation des grandes vérités, le sentiment des devoirs du christianisme, sont présents dès l'enfance à tous les esprits? On a pu voir, au reste, à quel degré d'abjection et de misère morales sont descendus ceux qui avaient abandonné la foi et la pratique du catholicisme, lequel est, avant tout, l'âme et la vie de Rome.

[1] La bourgeoisie n'est pas absolument le mezzo-ceto. Le mezzo-ceto est la bourgeoisie riche, élevée et distinguée, celle qui tient le premier rang après la noblesse, quoiqu'elle fraye peu avec elle. Il ne faut pas confondre le mezzo-ceto, dans lequel, d'ailleurs, il est fort difficile aux étrangers de pénétrer, avec la petite bourgeoisie des commerçants.

A côté ou plutôt en raison de cet esprit profondément chrétien, les hommes de la bourgeoisie romaine ont un grand mérite : celui de savoir se contenter de peu et de vivre, s'il est possible, de moins encore. La modération dans les désirs, la simplicité de la vie, voilà tout le secret de leur bonheur, et je ne connais pas de peuple plus heureux.

Tous plus ou moins exercent quelque profession. Une instruction libre et gratuite des plus variées et des plus hautes met la science à la portée des plus humbles : aussi nulle carrière n'est fermée à l'intelligence et au mérite. Le fils du dernier artisan peut aspirer à la pourpre romaine, et parvenir de la plus obscure naissance aux plus hautes dignités de l'Église. L'aristocratie civile elle-même ouvre ses rangs à toutes les grandeurs plébéiennes, à tous les dévouements généreux, à tous ceux qui servent et honorent leur pays de quelque façon que ce soit. Il n'y a d'ailleurs de privilége pour personne ; la noblesse n'y possède que des honneurs et de la considération, mais tous peuvent y prétendre et tous d'ailleurs sont égaux devant l'impôt comme devant la loi. Dans ce pays d'ancien régime, l'égalité n'a pas eu besoin pour obtenir ses droits d'une nuit du 4 août, et la liberté que trouvent les citoyens dans leurs franchises municipales est une conquête qui ne date pas de 89.

Mais revenons aux charges et aux fonctions publiques. — « C'est, répète-t-on de tous côtés avec une persistance inexplicable, le patrimoine et le privilége du clergé; si les administrations et les honneurs sont accessibles à tous, c'est à une condition, celle de garder le célibat et, qui plus est, d'entrer dans les ordres. » Tous ceux qui connaissent Rome autrement que par les préjugés et les passions, lesquels trouvent dans la multitude tant de crédules échos, savent à quel point le mariage est protégé, encouragé, favorisé. On ne se préoccupe pas seulement de l'éducation des enfants ; on prévoit leur avenir ; on prépare aux jeunes gens des professions ; aux jeunes filles on alloue des dots destinées à favoriser leur établissement ; nulle part la législation ne place plus haut la sainteté du lien conjugal, le respect de la famille, les droits des époux et des enfants, les obligations et les devoirs de la parenté, mais par-dessus tout la liberté de la vocation.

« C'est aujourd'hui un fait acquis à la notoriété publique, dit M. Sauzet, et prouvé par l'irrésistible éloquence des chiffres, que l'immense majorité du gouvernement temporel de l'Église est occupée par des laïques. Ils y comptent par milliers, et l'Église ne s'en est guère réservé plus de cent[1].

[1] D'après les états officiels de 1856, on comptait dans les emplois séculiers 6,854 laïques et 124 ecclesiastiques. La proportion en faveur de laïques s'est encore accrue depuis.

En dehors des fonctions publiques, la bourgeoisie fournit à Rome de grands avocats, des médecins renommés dans l'Italie entière, de riches négociants, des artistes célèbres, des marchands de campagne, sorte de fermiers généraux dont la science agricole, le travail et l'industrie cherchent à transformer le sol de la campagne romaine. Beaucoup trouvent place dans les administrations, dans les ministères, dans les bureaux. Ils sont *clients*, je me sers à dessein de ce mot de quelque grand seigneur, qui les a pris sous son patronage et les a dotés, dans son palais, d'un petit emploi. Dans les cas difficiles, c'est à ce patron qu'on s'adresse; c'est lui qui vous protége, de lui qu'on se recommande. Ainsi faisait l'aristocratie antique, au beau temps de la république! Les chemins de fer, la comptabilité, la télégraphie, le petit commerce, l'uniforme dans l'armée du pape, ouvrent encore quelques carrières aux jeunes gens.

Pendant la saison d'hiver, la location des appartements meublés aux étrangers est aussi une ressource et une industrie pour la classe moyenne, d'autant qu'elle n'empêche point les autres. Une famille romaine a-t-elle pu à force d'économies acheter une maison dans quelque quartier sortable, ou louer le plus modeste étage d'un *palazzo*, au Corso, elle s'empresse d'y établir quelques meubles et d'offrir le tout, aux prix les plus modérés, aux *seigneurs étrangers* [1]. Si vous n'avez formellement stipulé le contraire, ils tireront parti de vos fenêtres, à l'époque du carnaval, comme s'il était entendu que la jouissance de l'appartement n'emporte pas de plein droit celle de la vue sur le Corso.

A part cette petite surprise, qui peut être mise au nombre des farces des jours gras, vous n'aurez pas de serviteurs plus zélés, plus obséquieux, je veux dire d'amis plus dévoués que vos *padroni di casa* (maîtres de maison). Toujours polis et gracieux, nuit et jour à votre disposition, vous ne cesserez de les voir préoccupés de votre bien-être; ils ne trouvent rien d'humiliant à servir eux-mêmes leurs hôtes. Cette demi-domesticité, qui choquerait notre démocratie, est pour eux simple charité et pure politesse; aussi, s'attache-t-on à eux comme ils s'attachent à vous, et je connais plus d'un étranger qui n'a pu, sans tristesse, se séparer des braves gens qui l'avaient hébergé!

Quant à eux, mari, femme, enfants, servantes, s'ils en ont, tous se relègueront dans quelque coin, au grenier, *alle stelle* (près des étoiles), comme ils disent. Ils y sont aussi mal que possible, sans feu, bien entendu, et presque sans meubles; mais qu'importe, pourvu que le *signore forestiere* (le seigneur étranger) soit à l'aise et ne manque de

[1] A Rome, toute maison habitée par un homme qui ne travaille pas pour vivre est un palais (palazzo); tout étranger est un seigneur.

rien. L'été venu, ils reprendront leurs habitudes et se retrouveront au large dans leur vaste demeure.

A la vérité, la propreté n'est pas la vertu dominante des Romains, ni le luxe capital des maisons. Les cours servent de dépôt à toutes les immondices du quartier. Je pense que c'est pour cette raison qu'on les nomme *immondezaii*. Quant aux allées, aux corridors et aux escaliers, même ceux des palais, ils sont à tout le monde. Le premier venu s'y installe, sans vergogne, pour des usages que je ne veux pas indiquer ; ce que voyant, les étrangers commencent par se scandaliser, et bientôt trouvent la chose toute simple. Ainsi se perpétue l'usage : *E l'uso !!!* c'est le grand mot.

Par contre, chaque appartement reste hermétiquement fermé : verrous, chaînes de sûreté, guichet à écumoir, rien ne leur manque, surtout la nuit. Le jour, vous avez beau sonner à coups redoublés, on ne vous ouvrira pas tant que votre identité n'aura pas été constatée. Pour ce, une voix aiguë ou nasillarde vous adresse, derrière la porte, l'interrogation traditionnelle : *Chi e?* (qui est là?) Vous répondez : *Io sono :* (c'est moi.) Au son de votre voix, on vous ouvre et vous entrez. Les Romains, à cet égard, sont intraitables. Leur caractère expansif et ouvert au dehors n'exclut pas la prudence et la méfiance en certaines circonstances. Ils ont, d'ailleurs, une crainte salutaire des voleurs, et pensent, avec quelque raison, qu'une maison n'est jamais trop gardée.

Je ne connais rien de plus estimable et de plus patriarcal que cette bourgeoisie romaine. On a beaucoup critiqué les mœurs des femmes; mais il faut rabattre les trois quarts des relations françaises. Les plus exagérées elles-mêmes reconnaissent que les jeunes filles sont, jusqu'à leur mariage, irréprochables. Pour une ville si profondément corrompue, c'est, il me semble, déjà quelque chose. Dans la famille, quoi qu'on fasse, l'argent est rare ; et le besoin d'argent, est la cause, dans tous les pays, de bien des misères : mais, encore une fois, c'est l'exception dont on a fait la règle.

Dans la classe moyenne, nous l'avons déjà dit, le salaire du travail est modeste, et si humbles que soient les désirs et les ambitions, l'horizon ouvert à l'activité d'un chacun est limité; parfois donc la vie est difficile et les enfants pourtant n'en sont que plus nombreux. Mais Dieu bénit les nombreuses familles; jamais proverbe ne fut plus rigoureusement vrai que celui-ci à Rome.

L'éducation première ne coûte qu'un peu de peine. L'instruction primaire et secondaire est distribuée avec une munificence sans pareille[1], à tous les enfants des deux sexes non-seulement à Rome,

[1] Des asiles et des écoles primaires de toutes sortes s'ouvrent gratuitement dès le

mais jusque dans les villages les plus reculés. Chaque commune possède une école et un médecin gratuits. Pour les plus déshérités la vie donc est aussi facile que les désirs sont modestes. La conscription ne pèse pas sur la population des États romains, et l'impôt est plus modéré que dans aucun pays de l'Europe. La famille, si nombreuse qu'elle soit, se verra d'ailleurs aidée, soulagée, soutenue contre les trahisons de la fortune et les difficultés de la vie. Les filles, si peu qu'elles soient jolies, trouveront aisément à se marier, ce qui est chez elles, il faut en convenir, l'objet d'une préoccupation aussi constante qu'elle est légitime. Quant aux autres enfants, si la vocation religieuse ou ecclésiastique leur fait défaut, tant bien que mal ils trouveront, comme leur père, à se tirer d'affaire dans le monde, où eux-mêmes, à leur tour, formeront souche d'une famille nombreuse.

Somme toute, quoi qu'il arrive, la bonne humeur leur fait rarement défaut ; les fêtes se succèdent, le soleil luit pour tous, et l'année s'enfuit rapidement, ne laissant après elle que le souvenir des jours heureux tranquillement écoulés, et l'espérance d'un avenir meilleur encore.

XXI

L'aristocratie romaine est la plus ancienne, la plus illustre dans le passé, et la plus noble dans le présent de toute l'Europe. Au premier abord, rien ne ressemble moins à un bourgeois ordinaire qu'un prince romain. On aurait tort, toutefois, de s'arrêter aux apparences. Sa fortune, à la vérité, son palais, ses galeries de tableaux, ses équipages, ses domestiques, ses habitudes, le prestige qui s'attache à son nom, son influence à Rome et au dehors, tout semble contribuer à en faire un personnage d'un ordre supérieur et distinct ; mais ce serait une erreur de penser qu'il n'existe entre lui et ses compatriotes aucun point de contact. L'aristocratie romaine n'a ni morgue ni fierté, ni insolence. Elle exerce sur ses clients ce patronage bienveillant et officieux qui relève plutôt qu'il n'abaisse celui qui en est

plus jeune âge aux enfants des deux sexes. Rome compte 600 écoles où 23,000 enfants reçoivent une instruction dont la moyenne dépasse de beaucoup celle de nos grandes villes. Les études classiques, les lettres, les sciences les plus avancées sont également à la portée des conditions les plus humbles. Le Collége romain, des communautés religieuses distinguées par leur savoir et leur sainteté ouvrent à tous la source des connaissances humaines. La statistique de 1853 porte à 50 le nombre des chaires d'enseignement supérieur, à 7,000 le nombre de ceux qui s'occupent de sciences médicales, et à 4,500 ceux qui sont voués à l'étude et à la pratique des lois.

l'objet ; et, de fait, la population romaine aime ses princes et se montre, en toute occasion, dévouée à leurs intérêts.

Eux-mêmes, quoique d'ailleurs leurs prétentions à la noblesse et à l'antiquité de la race soient loin d'être les mêmes, vivent entre eux dans un accord parfait. Personne n'ignore que la noblesse romaine se divise en trois catégories bien différentes : celle qui date de la féodalité et parmi laquelle certaines familles revendiquent une origine contemporaine des grands hommes de la république romaine ; on peut citer parmi les plus illustres les *Orsini*, les *Colonna*, les *Doria*, les *Altieri*, les *Corsini*, les *Gaetani*, les *Muti*, qui descendent de *Mucius Scevola*, les *Massimi*, qui remontent à *Fabius Maximus Cunctator* et portent pour armes des pas entre-croisés avec la fameuse devise : *Cunctando restituit*.

La seconde catégorie nobiliaire provient des familles pontificales du seizième siècle ; telles sont, par exemple, les *Borghese*, les *Barberini*, les *Aldobrandini*, les *Chigi*, les *Rospigliosi*, les *Braschi*.

Enfin vient la noblesse d'origine financière, qui est née d'hier, et qui, chaque jour encore, se recrute parmi les grandes fortunes commerciales et mercantiles de l'Italie. Qu'une de ces familles enrichies achète un titre et se fasse inscrire sur les listes de la noblesse, nul ne le trouvera mauvais, ni ne s'en montrera jaloux. Nobles de la vieille roche ou parvenus vivront entre eux sur un pied d'égalité complète. Au besoin, ils cimenteront leur amitié par des mariages. Connaissez-vous quelque part en ce monde fraternité plus édifiante et bonhomie moins conforme aux jalousies mesquines de la vanité humaine ?

A la vérité, cette aristocratie est, au point de vue politique, plus fictive que réelle, et toutefois son rôle à Rome n'est pas sans utilité et sans grandeur. Le peuple connaît par leur nom toutes ses grandes familles. Il en sait l'histoire et peu s'en faut qu'il ne la revendique comme sienne, tant elle se lie à celle de la cité. C'est que les membres de l'aristocratie elle-même sont attachés au sol de la ville éternelle, non pas seulement par la naissance, par la résidence et par le cœur, mais par les traditions et les souvenirs. Ils perpétuent ces traditions et conservent ces souvenirs. Rarement, ils s'absentent de la ville, plus rarement encore de l'Italie. Pour eux Rome est la patrie : là s'écoule leur vie ; là sont réunis les chefs-d'œuvre des arts, qu'ont accumulés leurs ancêtres ; là se dépense leur fortune, là s'exerce leur charité, leur influence et leur noble hospitalité.

Cette grande existence, qui n'a sa pareille nulle part en France, n'est pas sans compensations et sans charges. On ignore leurs fondations pieuses ou bienfaisantes : les églises qu'ils bâtissent, le clergé qu'ils entretiennent, les pauvres qu'ils nourrissent, et ce,

depuis un temps immémorial; on ne tient pas compte des secours que chaque année ils offrent généreusement à leur pontife vénéré. Mais ce n'est pas tout : il faut encore, par des miracles d'économie et des privations, qu'on ne connaît pas assez, soutenir l'honneur et le rang de la famille, entretenir le palais, conserver le musée, fournir aux dépenses, souvent plus coûteuses que productives de l'administration des propriétés, pourvoir à l'éducation et aux dots des enfants, qui, à Rome comme ailleurs, sont la condition indispensable de tout mariage avantageux. Aussi, à part quelques réceptions obligées, leur vie intime est-elle plus simple et plus modeste qu'on ne le pense généralement, et les soucis ne leur font pas toujours défaut.

Leurs fils font, ni plus ni moins que tous les plébéiens de la ville, leurs études au Collége Romain. Ces études sont sérieuses. Outre l'idiome du Dante, qui est le leur; outre les littératures grecques et latines qu'ils possèdent à fond, ils parlent couramment deux ou trois langues vivantes. Beaucoup s'occupent d'archéologie, de sciences ou de beaux-arts; plusieurs se sont fait, par leur érudition, un nom estimé.

La plupart, après avoir voyagé deux ou trois ans, sont des hommes accomplis, distingués même, et, ce qui vaut mieux, des hommes de bien, parfaitement aptes à continuer les traditions de la famille. Ils n'entrent, il est vrai, ni dans l'armée, ni dans la magistrature; ils n'aspirent à devenir ni orateurs ni hommes d'État, et ils restent à peu près étrangers à l'administration des affaires de leur pays, sauf le cas où, entrant dans les ordres, ils deviennent cardinaux.

J'avoue qu'il est légitime et naturel de concevoir le patriotisme autrement que ne l'exerce la noblesse romaine; on peut rêver une autre grandeur que celle qui consiste à dépenser, au profit de la bienfaisance et des arts, une fortune noblement acquise; mais ce rôle, tel qu'il est, et il ne saurait être autre à Rome dans les circonstances présentes, ne serait-il pas encore au-dessus des forces de cette jeunesse dorée d'un autre pays, dont le club ou le turf voient s'accomplir les grands exploits.

Les hommes du Midi, d'ailleurs, ne l'oublions pas, ne doivent en rien être comparés avec ceux du Nord ; pourquoi juger les Italiens à la mesure des Anglais ou des Américains ? Les Romains sont-ils donc coupables de repousser cette agitation fébrile, qui convient aux peuples du Nord, de se laisser aller aux charmes de leur vie sans orages et de leur ciel sans nuages, de savourer en paix les plaisirs de l'art et de la science, loin des mesquins et impuissants labeurs de la politique et de l'industrie? Plût à Dieu que la révolution ne leur eût point enlevé ces loisirs!

Il est à croire que le sentiment des distinctions sociales, le besoin de croire à la supériorité de la naissance ou du mérite est bien profondément ancré dans le cœur des Romains, si on en juge par le luxe des titres et des dénominations qu'ils prodiguent en toutes circonstances et à tous venants. Nul pays où l'étiquette soit plus sévère à cet égard. A l'encontre de la France où il n'est pas d'usage, entre gens du même monde, de répéter sans cesse les dénominations horifiques, les Romains ne peuvent parler de qui que ce soit sans le qualifier immédiatement. Qu'à un prince ou à un marquis, ou à un comte on dise : *signor principe*, *marchese*, *comte*, passe encore, puisque c'est l'usage; mais s'il s'agit d'un notaire, d'un peintre en bâtiments, d'un barbier ou d'un marchand de fromages, moins encore, s'il est possible, ce même usage exige que vous donniez à ces messieurs le titre de leur noble profession, et que vous disiez : *signor notajo*, *pittore*, *barbiere*, *mercatore*, etc.

Est-ce tout? non pas, vraiment. Rappelez-vous, si vous ne voulez manquer aux lois de la politesse la plus banale, que le moindre d'entre ceux à qui vous écrivez doit être qualifié : *nobilissimo uomo*, pour peu qu'il fasse partie de la noblesse. Le plus obscur est et doit être *illustrissimo;* dans l'Église, le plus humble : *reverendissimo*. On parle toujours à la troisième personne. Les Romains ne sauraient renoncer à un si précieux privilége, et ce privilége s'appliquant à tous, il en résulte tout naturellement le contraire du privilége, à savoir : une égalité parfaite.

Quant aux étrangers, les moins flatteurs leur décernent le titre de *signor cavaliere*, comme au temps de Gil Blas ; ils sont, en outre, tous *galantuomini*, compliment dont, entre parenthèses, beaucoup ne sont plus aujourd'hui extrêmement flattés. Mais la plèbe et les gens infimes ne sauraient vous adresser la parole, sans vous traiter *d'eccelenza*, vingt fois par minute. Je connais beaucoup d'honnêtes bourgeois de France qui avaient fini par prendre goût à ces grandeurs et qui se rengorgeaient haut et ferme, chaque fois qu'un titre venait chatouiller les oreilles et la vanité de leur *excellence*.

XXII

La langue est parfois le reflet exact de la vie, des idées et des mœurs d'une nation. Qu'on nous permette, en terminant, de signaler au hasard quelques analogies entre le génie de la langue et le caractère romains. Peut-être l'un s'explique-t-il par l'autre. Personne n'ignore que l'italien de Rome est la langue la plus douce, la plus harmo-

nieuse, la plus suave et la plus sonore qui puisse charmer l'oreille. C'est plaisir, dans les rues, de l'entendre prononcer à haute et intelligible voix, par les gens du peuple eux-mêmes. On dirait une musique. Qu'est-ce, si on a la bonne fortune d'entendre un orateur ou un lettré, un ardent prédicateur par exemple?

Ce sont les Italiens qui ont inventé ces diminutifs si gracieux, et ces nuances si délicates, qui, au mot le plus ordinaire, permettent de substituer une expression plus énergique ou plus douce. Pas un nom de baptême, par exemple, qui n'ait son diminutif et quelquefois plusieurs. C'est ainsi que *Theresa*, par exemple, deviendra: *Theresina*, *Theresinella*, *Theta*, *Thetina*.

Les Romains sont chrétiens dans l'âme ; ils le sont aussi dans leur langage ; en voici quelques exemples que je prends au hasard en les empruntant à M. Ed. Lafond.

Une femme qui se plaint de son mari, avec la vivacité italienne, dira : *Il mio benedetto marito*. Une Française aurait dit : *mon maudit mari*. Les Italiens bénissent quand nous maudissons : *Quelle diable d'affaire ! Qual benedetto affare !* — *Va-t'en au diable ! Andatevi a far benedire !*

On demande à une mendiante combien elle a d'enfants : *Cinque, signore* (cinq, monsieur) ; puis avec un geste charmant : *Uno in paradiso, quatro quaggiù* (un en paradis, quatre ici-bas). — Que fait ton père? demande-t-on à un jeune orphelin. *Da due anni ci aspetta in paradiso* (depuis deux ans, il nous attend en paradis).

Les sentiments religieux d'un peuple religieux se réfléchissent dans son langage : Quel dommage ! *che peccato !* c'est qu'il n'y a pas pour eux de plus grand malheur que le péché. Être riche, se dit ici : *Avere del ben di Dio*. C'est que Dieu est l'auteur de tous les biens. Nous disons un pauvre diable, et les Italiens, *un povero christiano*. — *Salute*, signifie à la fois la santé du corps et celle de l'âme : le salut éternel. La laideur physique est comparée à la laideur morale. Être laid, c'est avoir un visage d'excommunié : *Avere un viso di scommunicato*.

Le peuple de Rome, nous l'avons dit, est sobre, décent, respectueux : son langage traduit ici encore sa manière d'être. Au lieu de vous donner un démenti ou même une simple réponse négative, ils tournent la difficulté : *che lo sa?* disent-ils (qui le sait?), forme polie pour vous assurer que vous êtes dans l'erreur.

Ils n'ont point notre ignoble *pourboire*, mais la gracieuse *bonne main*. Tout au plus, les cochers se permettent-ils de vous demander quelques baïoques *per il caffè*, cette boisson spirituelle et poétique.

S'ils se fâchent, s'il faut absolument dire des gros mots, ce qui arrive rarement, et jurer, ce qui est pire, ils emprunteront une impré-

cation à la langue de Cicéron ; *per Bacco*, et ce sera une réminiscence antique ; mais qu'ils viennent à penser qu'ils sont chrétiens, et ils ne sauraient l'oublier longtemps, vous les entendez jurer *per sant' Antonio*, et saint Antoine, je le suppose, ne s'en offense pas.

Il me vient en pensée qu'en lisant ces lignes, plus d'un sourira de ma satisfaction et de mes enthousiasmes. C'est plutôt la mode, je le sais, parmi les Aristarques en voyage, de blâmer, de rapetisser et de médire de parti pris : c'est plus facile et plus conforme au goût du public. On dira peut-être qu'il faut être niais ou dupe pour voir en quelque pays que ce soit l'âme humaine sous un jour favorable ; à plus forte raison à Rome, cette ville maudite, jugée et condamnée à l'avance. Et moi, au contraire, je veux me laisser aller sans vergogne à l'optimisme ! Il m'est doux, et je n'en saurais rougir, d'admirer et d'aimer ces hommes du Midi, natures franches, loyales, énergiques, marquées au coin de la grandeur antique, ou frappées plus profondément encore de la divine empreinte du christianisme.

C'est notre habitude, à nous autres Français, de nous en aller, répétant partout que nous sommes le premier peuple du monde. Je ne verrais pas absolument de mal à la proclamation d'une vérité si incontestable ; mais il serait peut-être à désirer qu'on voulût bien aussi concéder quelque peu d'esprit et de goût, de courage, de vertu et de grandeur, aux autres nations.

« Je ne sache pas, a dit M. Sauzet, à propos de cette même ville de Rome, de plus despotique tyrannie que celle qui prétend jeter toutes les nations dans le moule de ses institutions particulières, et asservir en réalité leur indépendance sous prétexte de leur donner des leçons de liberté. »

Rome n'a la prétention de ressembler ni à Constantinople, ni à Londres, ni à Paris, ni à Pékin. Elle a sa physionomie à elle, ses vertus à elle, sa liberté et son indépendance à elle. Qu'on les discute ou qu'on les nie, c'est le droit de chacun ; mais s'il est vrai qu'elle conserve les mâles traditions du passé ; si elle offre dans le présent, aussi bien que dans le passé, le spectacle de mœurs héroïquement chrétiennes, que nul Béotien ne s'arroge le droit d'estimer la grandeur de la ville éternelle à la mesure de sa propre petitesse.

Ernest de Toytot.

UN ÉPISODE

DE LA GUERRE DE CENT ANS

Histoire du château et des sires de Saint-Sauveur-le-Vicomte, par M. Léopold Delisle, membre de l'Institut[1].

Sous ce titre, qui semblerait n'annoncer qu'une histoire locale et d'un intérêt secondaire, un homme dont la modestie et le désintéressement scientifique égalent seuls l'érudition, et qui possède le sens historique le plus sûr, M. Léopold Delisle, nous a donné le récit d'événements qui appartiennent à l'histoire générale de la France, et constituent l'un des épisodes les plus dramatiques de la guerre de Cent ans. En intitulant son remarquable travail, « *Histoire des vicomtes du Cotentin,* » l'auteur nous eût donc paru exprimer plus exactement le sujet qu'il a choisi et traité, car il est certain que les seigneurs qui se succédèrent dans la possession du château de Saint-Sauveur, furent pendant plusieurs siècles investis de l'autorité et du titre de vicomte du Cotentin, et c'est même de là que vient le nom de Saint-Sauveur-le-Vicomte que porte encore la petite ville assise sur les bord de l'Ouve, à trois lieues de la mer, dans une des plus belles et des plus larges vallées de la presqu'île normande. Ce site, en lui-même extrêmement gracieux et pittoresque, emprunte encore un caractère plus frappant aux ruines majestueuses des deux monuments dont l'avait doté le moyen âge.

Le château, type extrêmement curieux de l'architecture militaire,

[1] Durand, rue Cujas, 9.

fut reconstruit et fortifié par Jean Chandos en 1356. Le castel primitif, dont on faisait remonter la date à l'an 912, ayant été rasé, ou tout au moins démantelé, après la forfaiture de Godefroy de Harcourt, qui, en 1344, lui fit perdre sa châtellenie. C'est sous le règne de Louis XIV que les bâtiments restés debout de cette immense forteresse furent convertis en hôpital. Cette pieuse destination les a sauvés d'une destruction complète.

L'abbaye, fondée, sous Guillaume le Conquérant, ruinée à la fin du siècle dernier, a été de nos jours restaurée avec beaucoup de goût et de talent, et brille à présent de son ancien éclat.

Ravagé par les invasions des pirates normands, le territoire de Saint-Sauveur fut donné, lorsque ces envahisseurs se fixèrent définitivement dans le pays, par le duc Rollon à Richard, son parent et l'un de ses principaux capitaines. Mais la première apparition certaine, nous dirions volontiers certifiée, des possesseurs de ce grand fief dans l'histoire, n'est que du dixième siècle. M. Léopold Delisle, qui ne fait jamais de l'histoire conjecturale, ouvre à cette date, par le nom de Roger, la liste des puissants barons seigneurs de Saint-Sauveur et vicomtes du Cotentin. Ce Roger vivait sous Richard I[er], duc de Normandie, lequel mourut en 996. Il n'est d'ailleurs connu que pour avoir fondé l'église qui devint plus tard la célèbre abbaye de Saint-Sauveur. Son fils Néel, premier du nom, lui succèda et occupa les postes les plus considérables à la cour des ducs Richard II, Richard III et Robert le Magnifique. A la mort de ce dernier prince, on trouve le nom de ce seigneur parmi ceux des barons chargés de gouverner le duché de Normandie pendant la minorité de son fils Guillaume le Bâtard. Néel II, nonobstant les motifs de reconnaissance qui devaient attacher sa famille à la personne et à la cause du jeune duc, se laissa entraîner dans la révolte de Guy de Bourgogne, petits-fils, par sa mère, de Richard II, qui essaya d'enlever la couronne ducale à son cousin. Au reste l'ingratitude et la trahison semblent avoir été inhérentes aux châtelains de Saint-Sauveur ; mais il faut reconnaître que ce furent là les crimes ordinaires de ces grands feudataires que l'étendue du territoire de leurs fiefs rendaient quasi indépendants, et dont les compétiteurs à la suprême puissance recherchaient toujours et achetaient l'appui.

La tentative insurrectionnelle de Guy de Bourgogne, dans laquelle étaient entrés la plupart des gentilshommes de la basse Normandie, fut promptement réprimée, et le pouvoir de Guillaume ne parut jamais mieux affermi qu'après la bataille du Val-des-Dunes, qu'il remporta sur les rebelles, avec le secours du roi de France. Le récit circonstancié de cette importante journée se retrouve dans

la chronique en vers des ducs de Normandie et dans le roman de Rou.

Ce n'est pas une médiocre fortune pour l'historien que de rencontrer, dans la poésie contemporaine des événements qu'il retrace, l'expression spontanée de l'émotion vive qu'ils ont produite. M. Léopold Delisle, auquel tous les monuments historiques de la vieille France sont familiers, leur fait, en érudit plein de goût, des emprunts très-bien choisis qui ajoutent beaucoup de vie à son histoire. Nos lecteurs en jugeront par les fragments que nous allons nous-même puiser dans la traduction qu'il a faite du récit de la victoire du duc Guillaume dans le poëme de Wace. Il a réussi à lui conserver toute la couleur de l'original :

Guillaume crût et enforça ; il était déjà bien crû et grandi, et tenait sa terre depuis douze ans, quand Néel de Cotentin et Renouf de Bessin, deux vicomtes de grand pouvoir, capables d'exciter bien du mal, firent naître, par leur intrigues, une sédition dont le pays eut fort à souffrir.

Guillaume tenait avec lui Gui, fils de Renoud le Bourguignon ; celui-ci avait épousé Adelize, fille du duc Richard, dont il avait eu deux fils. Gui fut élevé avec Guillaume dès sa plus tendre jeunesse; dès qu'il put monter à cheval, se nourrir et s'habiller, il fut porté en Normandie et vécut avec Guillaume. Guillaume l'aimait beaucoup, et quand il l'eut fait chevalier, il lui donna Brionne, Vernon et plusieurs terres du voisinage. Quand Gui eut pris possession de ses châteaux, qu'il les eut mis en bon et bel état, il commença à s'enorgueillir et à réclamer le duché de Normandie. Il portait grande envie à Guillaume qui était son seigneur ; il lui reprocha sa bâtardise ; la félonie fit éclater la guerre. Mais Gui s'en trouva mal ; pour avoir tout voulu prendre, il perdit tout. Il appela Néel, Renouf, Hamon-aux-Dents et Grimoud du Plessis qui servait Guillaume à contre-cœur. Il leur a tant parlé et tant promis, qu'il se sont engagés par serment à le soutenir de tout leur pouvoir, à guerroyer Guillaume et à chercher à le deshériter par force et par trahison; ils ont donc garni leurs châteaux, paré les fossés et dressé les palissades.

Guillaume ne savait rien de leurs préparatifs. Pour son agrément et pour ses affaires, il alla séjourner à Valognes. Je ne sais depuis combien de jours il y était à chasser à courre et à tir. Un soir ses gens s'étaient retirés pour se coucher dans leur hôtel, il n'était resté que les hommes particulièrement attachés à sa personne, Guillaume était lui-même couché, mais j'ignore s'il dormait, quand survint un fou, nommé Golet, qui, un pieu sur l'épaule, criait à la porte de la chambre et frappait les murailles de son pieu. Ouvrez, dit-il, ouvrez. Vous allez mourir, levez-vous ! levez-vous ! où est Guillaume? pourquoi dort-il ? s'il est atteint, c'en est fait de lui. Tes ennemis, Guillaume, vont s'armer, s'ils peuvent te trouver ici, tu ne sortiras pas du Cotentin, et tu ne verras pas lever le jour. Guillaume fut fort effrayé, il n'alla pas chercher des nouvelles, qui ne semblaient rien promettre de bon. Il n'avait que ses braies et sa che-

mise, il jette une chappe sur ses épaules, s'élance à cheval et se met en route. Il fit tant de hâte qu'il arriva aux Vés; il les trouva praticables; il les a passés de nuit : il passa les gués de Vire, partagé entre la colère et la peur.

Il s'arrêta dans le moutier de Saint-Clément pour prier Dieu du fond du cœur; il lui demanda de le guider et de le faire échapper. Il n'osa se diriger vers Bayeux, car il ne savait à qui se fier, il préféra prendre sa route entre Bayeux et la mer.

Il passait par le village de Rye avant le lever du soleil; Hubert de Rye était à sa porte, il vit Guillaume à peine vêtu sur un cheval baigné de sueur. « Beau sire, lui dit-il, comment voyagez-vous? — Hubert, reprit le duc, oserai-je le dire? — Oui vraiment, répondit Hubert, avouez-le sans crainte. — Mes ennemis, reprend le duc, me cherchent; ils menacent de m'occire; avec vous je n'ai rien de caché; je sais bien qu'ils ont juré ma mort. »

Hubert a mené le duc en son hôtel, il lui a livré son meilleur cheval, il a appelé ses trois fils. — « Beaux fils, leur dit-il, à cheval! à cheval! Voici notre seigneur, conduisez-le jusqu'à Falaise; vous passerez par-ci et par-là, et vous éviterez les villes. »

Hubert leur a bien indiqué les voies et les détours. Les jeunes gens ont tout bien entendu; ils ont bien suivi les instructions de leur père. Ils ont traversé tout le pays, et passé à gué l'eau de Foupendant. Ils mirent Guillaume à Falaise. S'il fut mal équipé, qu'importe?

Wace fait accourir le roi de France en personne à l'aide de Guillaume. Les deux armées sont en présence au Val-des-Dunes, prêtes à en venir aux mains. Un noble sire, Raoul Taisson, arrive pour se joindre aux rebelles, amenant avec lui cent quarante chevaliers : « Tous marchaient les lances en l'air, les flammes au vent. » A l'aspect des guerriers français et normands l'hésitation s'empare du cœur de Raoul Taisson, il s'arrête et maintient son monde à l'écart.

En ce moment le roi parlait au duc Guillaume, tous deux armés, le heaume lacé, un bâton à la main, rangaient leurs troupes et les préparaient à la bataille. « Guillaume, s'écria le roi, quels sont ces chevaliers aux flammes déployées? ils sont tous richement équipés. Savez-vous leurs projets? M'est avis qu'ils décideront la victoire. — Sire, dit Guillaume, je crois qu'ils seront tous pour moi. Leur seigneur s'appelle Raoul Taisson; il n'a contre moi aucun sujet de mécontentement. »

Raoul Taisson balançait à se déclarer pour Guillaume. Les vicomtes lui avaient fait de grandes promesses, il leur avait donné des assurances et juré, à Bayeux, sur les saints, qu'il frapperait Guillaume partout où il le trouverait. Mais ses hommes l'ont conjuré, ils lui ont donné le bon conseil de ne pas combattre son droit seigneur. Guillaume est son seigneur naturel : lui, son homme, ne peut le renier. Il se rappelle l'hommage

qu'il lui prêta sous les yeux de son père et de son baronnage : qui s'attaque à son seigneur n'a droit de tenir ni fief ni baronnie. « Attachons-nous à lui, dit Raoul ; vous parlez bien, agissons de même. » Du milieu de sa troupe il éperonne son cheval, en criant Thury ! Il fait arrêter tous ses hommes pour aller parler au duc Guillaume. Il traverse la plaine au galop, frappe son seigneur de son gant, puis lui dit aussitôt en riant : « Je m'acquitte de mon serment. Je jurai de vous frapper dès que je vous rencontrerais, pour tenir mon serment (car je ne veux pas me parjurer). Je vous ai frappé, ne vous inquiétez pas ; il n'y a point d'autre félonie. » Le duc lui dit : « Grand merci. »

Raoul Taisson et ses chevaliers décidèrent en effet de la victoire.

Néel, ajoute le poëte, se battit en preux. Si tous ses compagnons eussent montré autant de bravoure, les Français auraient eu du mal, ils eussent été déconfits et vaincus. Pour sa vaillance et son habileté, pour son audace et sa noblesse, il fut surnommé chef de faucon.

Guillaume, victorieux, reçut en grâce ses autres vassaux rebelles, mais ne pardonna pas à Néel sa félonie ; il confisqua ses biens et donna le titre de vicomte du Cotentin, Néel vivant, d'abord à Eudes au Chapel, puis à Robert Bertran. Néel II s'était réfugié en Bretagne ; il y demeura jusqu'en 1051, que l'héritage de ses pères lui fût rendu. Cependant, il ne paraît point avoir pris part à la conquête de l'Angleterre, car son nom ne se trouve ni dans le Doomesdaybook ni dans les cartulaires des abbayes anglaises. L'acte le plus important de la seconde moitié de sa vie est la fondation du monastère de Saint-Sauveur.

Le titre de vicomte passa de Néel II à ses fils et petits-fils ; mais, en 1138, sa descendance masculine s'éteignit dans la personne du vicomte Roger. Les grands biens de la maison de Néel devinrent alors l'héritage de Liesse (Lætitia), nièce de Roger, qui épousa, vers 1145, Jourdain Taisson, descendant de celui que nous avons vu figurer si vaillamment dans le roman de Rou. C'était un des plus riches seigneurs de la province ; son mariage, avec l'héritière de Saint-Sauveur, vint encore accroître ses immenses domaines et lui conféra le titre de vicomte du Cotentin. Jourdain Taisson jouissait d'ailleurs, en Angleterre, de propriétés considérables ; il fut l'un des chefs de l'armée que Henri II opposa, en 1173, à Louis le Jeune, lorsqu'il vint assiéger Verneuil. Son nom se rencontre, pendant près de trente années, mêlé à tous les événements importants de l'histoire de la Normandie. — Son fils Raoul prit la croix avec Henri II et Philippe Auguste, mais ne paraît point être allé en Terre sainte. Nommé sénéchal du duché de Normandie par Jean sans Terre, Raoul Taisson

abandonna, sans la moindre hésitation, le parti du roi d'Angleterre pour reconnaître, après les événements de 1204, la domination de Philippe Auguste ; aussi fut-il un des premiers barons normands qui perdirent leurs biens d'outre-mer. Raoul Taisson ne laissa que des filles ; la plus jeune, Mathilde, porta, en se mariant, la baronnie de Saint-Sauveur dans la famille de Harcourt. Elle ne se mésalliait point, car Richard de Harcourt était le chef de l'une des plus célèbres maisons de la haute Normandie. Comblé de faveur par Jean sans Terre, il ne mit pas moins d'empressement que ne l'avait fait son beau-père, à se soumettre à Philippe Auguste, et ce prince lui confia, en retour, l'administration de la terre du Bourgthéroulde. Richard de Harcourt figure parmi les onze feudataires normands invités à assister au couronnement de saint Louis à Reims, le 29 novembre 1226.

C'est pourtant de cette illustre race que devait sortir, un siècle plus tard, l'homme qui joua un rôle si considérable dans l'histoire des règnes de Philippe de Valois et de Jean le Bon, et deux fois livra la France aux Anglais. M. Delisle voit, avec raison, dans Godefroy de Harcourt, une sorte de personnification de la lutte décisive de la féodalité expirante contre la royauté, et il s'est étudié à le peindre tel qu'il était, avec les qualités et surtout les défauts de son caractère, un orgueil sans frein, une audace indomptable, d'implacables rancunes et une brillante valeur. Il a donné à cette figure un relief nouveau, mais il nous dit, avec sa modestie ordinaire :

« Les maîtres dans l'art de raconter pourraient tirer d'un pareil « sujet les tableaux les plus pittoresques et les plus émouvants. « Pour moi, mon ambition sera satisfaite si, à l'aide des chroniques « contemporaines et des renseignements fournis par les registres « du trésor des chartes, par ceux du parlement et par différentes « pièces de la Bibliothèque impériale et de divers dépôts d'archives, « j'arrive à montrer, sous leur véritable jour et dans leur enchaî- « nement naturel, des événements qui ont eu un grand retentisse- « ment au milieu du quatorzième siècle et dont les conséquences ont « été désastreuses pour la Normandie et pour la France tout entière. »

Arrivé à ce dramatique épisode de son sujet, M. Delisle rencontre sur sa route un narrateur incomparable, et tout en le contrôlant avec soin et bien souvent en le contredisant, il tire le plus heureux parti des chroniques de Froissart. — Froissart, en effet, si merveilleux par la grâce et la vivacité de ses récits, et qui n'a point de rival dans l'art de rendre la physionomie des temps et des hommes, est loin d'être un historien scrupuleusement véridique ; l'exactitude de ses informations laisse fort à désirer, et l'on tomberait dans de graves erreurs en s'y fiant. De plus, il faut reconnaître que, s'il possède, au plus haut degré, le génie, le tour rapide et les finesses de la langue

française au quatorzième siècle, Froissart est passionnément Anglais de cœur. Notre savant académicien, qui compulse, au contraire, avec le soin le plus minutieux les monuments écrits de ces âges troublés, n'avance pas un fait, n'écrit pas une date dont il ne soit sûr et ne puisse fournir la preuve. Il rectifie imperturbablement les inexactitudes de Froissart, mais, plein de respect pour l'écrivain, il ne manque pas d'en citer le texte, et c'est de la sorte que M. Delisle éclaire d'une lumière nouvelle les motifs de la trahison de Godefroy de Harcourt.

Lorsque Godefroy, hérita de la seigneurie de Saint-Sauveur-le-Vicomte, il était dans la fleur de sa jeunesse et venait d'être armé chevalier. « C'était, dit Froissart, un chevalier de grand courage « et moult vaillant de conseil et d'armes, selon sa puissance, car « il était boiteux moult fort ; mais pour ce, ne demeura mie « qu'il ne fût hardi et entreprenant et ne daigna oncques fuir en « bataille. » Au retour de l'expédition de Flandre, où il servait avec une compagnie de six chevaliers et de trente écuyers, Godefroy eut le vif désir d'épouser Jeannette Bacon, fille de Roger Bacon, seigneur du Molay. Mais déjà la main et peut-être le cœur de cette noble et riche héritière étaient engagés à Guillemet, second fils du maréchal Robert Bertran, seigneur de Bricquebec. Les deux familles, Bertran et de Harcourt, également illustres par l'ancienneté, la bravoure et par l'étendue de leurs domaines, presque partout limitrophes, étaient depuis longtemps rivales. Jusques à quel point l'amour entra-t-il dans le dépit furieux qu'éprouva Godefroy du refus qui lui fut opposé, nul ne le sait ; toujours est-il qu'il ne put se voir préférer un Bertran sans en appeler aux armes. La situation générale du royaume en ce moment était des plus graves. Les prétentions d'Édouard III au trône de France menaçaient d'allumer une guerre nationale aux deux extrémités du territoire. Philippe de Valois se hâta d'intervenir et fit défense au maréchal Bertran et au comte de Harcourt de guerroyer entre eux, sous peine de la confiscation de leurs biens. Les deux barons se soumirent en apparence ; Godefroy siégea même, l'année suivante (1342), à l'échiquier de Pâques, avec les gens du roi ; mais il ne pouvait renoncer à la passion de vengeance qui le dévorait contre la famille Bertran, ni pardonner à Philippe de l'avoir pris sous sa sauvegarde. Par de secrètes intrigues et en effrayant les seigneurs normands sur leurs intérêts féodaux, gravement menacés par les envahissements de l'autorité royale, il parvint à organiser un soulèvement formidable, que le roi réprima pourtant promptement et vigoureusement. Trois des plus considérables entre les barons conjurés, traduits devant le parlement de Paris, furent condamnés à mort et exécutés. Le comte de Harcourt, jugé par contumace, fut banni, ses

biens confisqués et donnés à des étrangers, son château de Saint-Sauveur démantelé. Lui-même avait d'abord trouvé un asile en Brabant, d'où il passa en Angleterre, pour aller porter ses haineuses fureurs au service d'un nouveau maître. Il reconnut Édouard comme roi de France et lui prêta foi et hommage pour ses terres de Normandie.

Édouard partait, à ce moment, pour se rendre en Guyenne, à la tête de ses meilleures troupes, au secours du comte de Derby, enfermé dans la petite ville d'Aiguillon, dont le duc de Normandie serrait de près le siége. Godefroy de Harcourt s'embarqua sur la nef royale. Après deux jours d'une heureuse navigation, un vent contraire la rejeta sur les côtes de Cornouailles; Godefroy n'avait jamais été d'avis d'attaquer la France par la Guyenne, trop éloignée du centre de notre pays et défendue par une multitude de châteaux. Ainsi que le dit M. de Chateaubriand, dans une de ses belles études historiques : « Quelque chose semblait avoir fait à ce traître la révélation « de la colère du ciel; rien de plus intelligent que la vengeance et la « haine. » Quand il vit la flotte repoussée aux côtes d'Angleterre, il profita de cet accident pour ébranler la résolution d'Édouard. « Sire, « lui dit-il, le pays de Normandie est un des plus gras du monde ; je « vous promets, sur l'abandon de ma tête, que, si vous y arrivez, vous « y prendrez terre à volonté. Vous n'y verrez personne qui ose vous « résister ; il n'y a que des gens qui n'ont jamais été armés. La fleur « de la chevalerie est maintenant avec le duc au siége d'Aiguillon. « Vous trouverez en Normandie de grosses villes et bourgades non « fermées, où vos gens auront si grand profit qu'ils s'en ressentiront « encore dans vingt ans. Votre flotte pourra vous suivre jusqu'à la « hauteur de Caen. Pour certain, vous et nous tous en vaudrons « mieux, car nous y trouverons en abondance, or, argent, vivres « et tous autres biens. »

Édouard se rendit à ce conseil, cingla vers les côtes du Cotentin, et aborda sans obstacle au port de la Hougue, le 12 juillet 1346.

On nous pardonnera d'emprunter encore ici les poétiques expressions de l'auteur des *Études historiques*.

« Le territoire de la baronnie de Saint-Sauveur s'étendait jusqu'à « l'Océan. Du bord des vaisseaux anglais Harcourt découvrait le lieu « même de sa naissance et les rivages remplis des souvenirs de sa « jeunesse; en montrant à Édouard le pays qu'il allait ravager, il pouvait lui dire : voilà la tour de l'église où j'ai été baptisé; voilà le « donjon du château où j'ai été nourri.

« La France, percée de coups, les yeux en pleurs, enveloppée dans « son manteau déchiré, aurait pu crier à Godefroy de Harcourt : « Faux et traître chevalier, je t'attends à Crécy, sur le corps sanglant

« de ton frère fidèle à sa patrie ! En vain tu te repentiras ; ton repen-
« tir ne durera pas plus que ton innocence ; traître de nouveau, tu
« mourras, foi-mentie, doublement flétri par ton crime et par le par-
« don de ton roi ! »

Guidée par un homme qui connaissait le pays, l'armée anglaise commença cette désastreuse campagne qui devait aboutir à la journée de Crécy et au siége de Calais. Trois mois durant, elle porta le fer et le feu dans la Normandie, dans l'Ile de France et la Picardie, pillant les villes, ravageant les campagnes. Tous les historiens, toutes les chroniques du temps s'accordent pour faire de Godefroy de Harcourt le chef de ces dévastateurs. — La vindicte publique a flétri le nom de Godefroy au même titre que celui du comte Julien, qui livra l'Espagne aux Maures. Mais dans la réprobation que son crime inspira à ses contemporains, la foi violée, la forfaiture à l'honneur, furent surtout réputées crimes. Le patriotisme, dans l'acception que nous donnons à ce mot n'existait guère, il faut en convenir, sous le régime féodal : on était alors l'homme de son suzerain avant d'être l'homme de son pays. L'amour du sol natal étendu à tout le territoire de la France, le vif sentiment de la sainte inviolabilité du sol de la patrie, la souillure que lui imprime la présence de l'étranger et l'horreur qu'elle soulève dans nos âmes, ce sont passions modernes, et qui n'ont pu se développer qu'avec l'unité nationale. Elles sont nées en France au milieu des calamités que l'invasion anglaise fit peser sur notre pays, et leur première explosion devait être le mouvement sublime qui mit fin à la guerre de Cent ans. Orléans en donna l'exemple dans la résistance héroïque dont la persévérance et le dévouement arrachèrent au ciel le miracle de la mission de Jeanne d'Arc ; *regnum cœlorum vim patitur, violenti rapiunt illud.* Et ce patriotisme, tel que nous le comprenons dans les siècles modernes, était si en dehors de l'esprit et de la constitution de la société féodale, qu'il ne prit pas naissance dans les rangs de la noblesse, — elle n'étaitque trop disposée à renier la France, — mais dans la classe moyenne, dans cette bourgeoisie des villes dont il inaugura le premier avénement sous Charles VII et sous Louis XI.

A Crécy, Godefroy de Harcourt se rencontra face à face avec son frère Jean qui combattait sous l'étendard de la France, il le vit tuer en essayant vainement de le sauver. L'horreur qu'il conçut de cette mort fut si grande qu'elle sembla faire entrer le repentir dans son cœur ; il abandonna le camp des Anglais, obtint une audience de Philippe de Valois et s'humilia profondément devant lui. Ce prince s'estima trop heureux de voir rentrer à son service un gentilhomme dont l'épée pouvait lui être d'un si puissant secours. Non-seulement il le reçut en grâce, mais il lui rendit tous les biens qu'il avait pos-

sédés en Normandie, même ceux qui avaient été concédés à diverses personnes, et là ne se bornèrent point les faveurs dont le roi de France combla Harcourt repentant; six mois plus tard il le nommait capitaine souverain des bailliages de Rouen et de Caen, à la réserve des terres qui appartenaiant au sire de Bricquebec. La fidélité toujours douteuse de ce turbulent vassal ne se démentit ni à la mort de Philippe ni pendant les premières années qui suivirent l'avénement du roi Jean. C'est en 1354 que M. Delisle nous le montre subissant la fatale influence de Charles le Mauvais, roi de Navarre, et enrôlé parmi les mécontents. Le récit de ses nouveaux méfaits est très-curieux à lire et ne révèle pas seulement la sauvage et haineuse nature du comte de Harcourt et son insatiable ambition : la barbarie des mœurs du quatorzième siècle s'y fait voir jusque dans les moindres détails. Ne la retrouve-t-on pas cette barbarie des mœurs dans la manière dont le roi Jean, instruit qu'une conjuration ourdie par le roi de Navarre et les chefs de la maison de Harcourt allait éclater, s'y prit pour la déjouer en imprimant la terreur aux plus audacieux? Voici dans quels termes l'impartial historien des vicomtes de Saint-Sauveur raconte le fait :

Le duc Charles, pour fêter sa prise de possession du duché de Normandie, avait réuni dans le château de Rouen les principaux barons de la province. On remarquait, dans cette brillante et nombreuse assemblée, le roi Navarre, le comte de Harcourt, les sires de Graville, de Clère, de Préaux, du Becthomas, de Tournebu, de la Ferté, de Béville, de Braquemont, de Blainville, de Sainte-Beuve et de Houdetot; le maire de Rouen, Jean Mustel, et les plus notables bourgeois de la ville. Godefroy s'était mis en route pour assister à la réunion; mais avant d'entrer dans la ville il voulut avoir un sauf-conduit du roi et du duc. L'écuyer qu'il envoya réclamer cette pièce était en même temps chargé d'un message pour le comte de Harcourt : comme Godefroy craignait autant pour son neveu que pour lui-même, il l'invitait à sortir du château et à le rejoindre au plus vite. Le comte fit aussitôt demander ses chevaux, mais au même moment on vint lui dire que le duc n'attendait plus que lui pour se mettre à dîner. Sans plus réfléchir, il ôte son manteau, renvoye son écuyer, se rend à la salle du festin et prend place à la table même du duc de Normandie, avec le roi de Navarre, le comte d'Etampes et le sire de Graville,

Au milieu du repas, la porte s'ouvre et livre passage au roi Jean qui venait d'arriver secrètement à Rouen. Il marche droit à la table du duc et met la main sur le roi de Navarre. Il le fait arrêter malgré les supplications du duc, puis il appelle les seigneurs qui lui ont été dénoncés et ordonne de les mettre aux prisons. Sans qu'il y eût même un simulacre de procès, le roi des ribauds emmena hors de la ville le comte de Harcourt, le sire de Graville, Maubuet de Maine-Mares et un écuyer nommé Colin Doublet, le bourreau leur trancha la tête et pendit leurs cadavres au gibet, le 5 avril 1356.

Cette exécution frappa de stupeur les bourgeois de Rouen : ils n'osèrent pas montrer au grand jour les sentiments d'amitié qu'ils avaient pour le comte de Harcourt, et ils obéirent au roi, qui avait fait crier dans les rues d'avoir à fermer les portes et de ne pas sortir des maisons.

Les victimes de ce coup d'État trouvèrent des défenseurs. Philippe de Navarre jura de tirer son frère de captivité; il se ligua avec Godefroy de Harcourt et tous deux en appelèrent au roi d'Angleterre. La fortune favorisait alors les armes d'Édouard. Le prince de Galles, parti de Bordeaux s'avançait vers le cœur de la France ; le roi Jean essaya d'arrêter sa marche, mais la désastreuse bataille de Poitiers vint mettre le comble aux malheurs du pays. Pendant ce temps le comte Godefroy de Harcourt s'était mis à la tête des rebelles dans le Cotentin ; le duc de Normandie envoya contre lui Robert de Clermont; la rencontre des deux troupes eut lieu au passage des Veys. L'issue de ce combat ne fut pas un instant douteuse.

Godefroy, abandonné d'une partie de ses compagnons, se retrancha dans un clos bordé de tous côtés par de grandes haies d'épines, mit pied à terre et attendit l'ennemi, résolu à vendre chèrement sa vie. Les Français firent le tour de l'enclos et profitèrent d'un endroit où la haie était moins épaisse pour y pénétrer. En les voyant déboucher, Godefroy fit le signe de la croix : « Aujourd'hui, dit-il, en suaire d'armes sera mon corps enseveli. Doux Dieu « Jésus-Christ, je vais mourir en me défendant et en vengeant la cruelle « mort dont à tort et sans raison l'on a fait vilainement mourir ceux de mon « sang. » Puis il s'adossa contre un arbre et serrant sa lance dans ses mains : « Adieu, s'écria-t-il, adieu. Jésus-Christ, je te remercie de l'honorable mort « que tu m'envoyes. » — Le Baudrain de la Heuse, Robert de Clermont et les autres chevaliers qui étaient rangés en bataille devant lui, lui criaient de se rendre. Il leur répondit : « Par l'âme d'Alix, ma mère, jamais le duc de Normandie ne me tiendra vivant. » On vit alors se précipiter sur lui huit hommes d'armes et plusieurs archers. Godefroy reçut le choc sans sourciller : il se défendit même avec tant d'adresse et de vigueur qu'il blessa grièvement plusieurs assaillants. Mais bientôt il tomba écrasé par le nombre. Son corps fut enlevé la même journée par les soins de Philippe de Navarre et porté à l'abbaye de Saint-Sauveur où il reçut les honneurs dus à son rang.

La mort de Godefroy de Harcourt ne fut qu'une expiation bien incomplète des trahisons de ce seigneur. L'ennemi qu'il avait installé dans ses domaines devait encore y rester près de vingt ans et désoler toute la basse Normandie, jusqu'au jour où le roi Charles V, au prix des plus héroïques sacrifices, réussirait à planter la bannière de France sur le donjon de Saint-Sauveur-le-Vicomte.

Le traité de Brétigny, conclu le 8 mai 1360, reconnut au roi d'An-

gleterre la propriété des grands domaines qui formaient la succession de Godefroy de Harcourt ; et peu de temps après, Édouard III disposa de ces biens en faveur du fameux et intrépide chevalier Chandos, qu'il nommait en même temps son lieutenant dans le royaume de France.

Jean de Chandos, nous l'avons déjà dit, releva de ses ruines le château de Saint-Sauveur et lui donna la double enceinte de fortifications qui le rendait quasi imprenable et qu'on y remarque encore. Il posséda cette résidence seigneuriale jusqu'à sa mort, arrivée en avril 1370 à la bataille du pont de Lussac en Poitou. Cette mort a été admirablement racontée par Froissart, dans un chapitre que M. Delisle a eu bien raison de citer tout entier.

Rien de plus intéressant d'ailleurs que les détails de la lutte que soutinrent, pendant la captivité du roi Jean, les communes normandes et les États de la province. On les voit ne reculer devant aucun sacrifice pour le *vuidement des enemis estant ès parties de Normandie*, et fournir à Duguesclin les moyens de combattre efficacement les compagnies anglaises. Des sacrifices inouïs furent faits en particulier pour arracher aux Anglais le château qui était comme la clef du pays. Mais il faut descendre jusqu'au milieu de l'année 1372 pour trouver le commencement des opérations financières et militaires qui, après trois années, amenèrent leur expulsion de Saint-Sauveur.

Il semble vraiment que la possession de ce château soit symptomatique de la situation générale du royaume. Nous le retrouvons sous Charles VI aux mains de l'étranger, quarante-deux ans après qu'il en avait été chassé par Charles V. Et ce n'est qu'en 1450, après la reddition de Cherbourg et de Saint-Sauveur que le drapeau anglais disparut pour jamais de notre territoire, soumis désormais à l'autorité royale.

Après cette époque, le château de Saint-Sauveur-le-Vicomte conserve bien encore une sorte d'importance stratégique ; mais, dépouillé de sa puissance féodale, il n'a plus de vie politique. Les immenses revenus de cette seigneurie sont d'abord accordés au Bâtard d'Orléans, Jean, comte de Dunois, qui ne les garda qu'un moment, puis au sire André de Villequier et à ses hoirs. Charles VII a révélé lui-même, dans une de ses chartes, le motif de la libéralité qu'il en faisait après bien d'autres à ce gentilhomme : « Pour ce, y est-il écrit, que, le dit André, à notre requeste et pour nous complaire, a pris par mariage notre très-chère et bien-amée Antoinette de Maignelais, damoiselle. »

M. Delisle nous apprend qu'en effet, vers la fin d'octobre 1450, André de Villequier épousa Antoinette de Maignelais qui depuis la mort d'Agnès Sorel, régnait sans partage sur le cœur de Charles VII.

On le voit, le domaine des fiers barons de Saint-Sauveur était singulièrement tombé en quenouille.

La faveur de la dame de Villequier dura plusieurs années. En 1454 son mari était mort, lui laissant deux enfants dont le roi confia la garde à la mère. On a d'Antoinette de Maignelais plusieurs quittances, au bas desquelles elle a tracé sa signature en caractères élégants ; entre les titres de ses nombreux domaines qu'elle y prend, se trouve celui de vicomtesse de Saint-Sauveur.

Antoinette de Maignelais dans ses coupables amours n'eut pas même l'excuse de la fidélité. Elle trahit le royal amant qui la comblait de bienfaits et lui préféra François II, duc de Bretagne, dont elle eut un fils, François, Bâtard de Bretagne, comte de Vertus et de Goëllo. Elle montra, il est vrai, dans cette nouvelle liaison plus de dévouement que n'avait su lui en inspirer le roi de France. Elle vendit ses bijoux et sa vaisselle pour aider le duc de Bretagne à payer ses troupes lors de la guerre du bien public ; en un mot, elle se compromit assez pour attirer sur elle la vengeance de Louis XI qui en 1467 confisqua le seigneurie de Saint-Sauveur. Antoinette mourut jeune et fut enterrée dans le couvent des cordeliers de Cholet, où se lit encore son épitaphe.

A dater de ce moment, l'histoire du château de Saint-Sauveur ne présente plus le même intérêt. Elle n'est plus ni héroïque, ni scandaleuse, ni piquante, mais prosaïque et bourgeoise. La chicane l'envahit, les procès succèdent aux grands coups d'épée. Enfin elle se termine en 1691 quand Louis XIV transforme en hôpital l'orgueilleuse demeure de ces vicomtes du Cotentin, qui avaient donné tant et de si redoutables soucis à la monarchie.

Léon Arbaud.

DU DÉCLIN ACTUEL ET DE L'AVENIR

DE

LA PHILOSOPHIE SPIRITUALISTE

Victor Cousin, *Œuvres complètes*. — *Les philosophes français du dix-neuvième siècle*, par Taine, 1860. — *Le positivisme anglais*, par le même. — *Le matérialisme contemporain*, par P. Janet, 1864. — *Le spiritualisme dans l'art*, par Ch. Levêque, 1864. — *L'âme et la vie*, par E. Saisset, 1864. — *La philosophie de M. Cousin*, par Alaux. — *L'idée de Dieu et ses nouveaux critiques*, par Caro, 1864. — *La crise philosophique et les idées spiritualistes*, par P. Janet, 1865. — *L'histoire de la philosophie et de l'éclectisme*, par le même, *Revue des Deux Mondes*, 15 janvier 1866. — *Philosophie et religion*, par Franck, 1867. — *Spinosa et le spinosisme*, par P. Janet, *Revue des Deux Mondes*, 15 juillet 1867. — *De la philosophie religieuse contemporaine*, par Ch. de Rémusat, *Revue des Deux Mondes*, 1er août 1867.

Il y a quelques années encore, la philosophie spiritualiste régnait, et son empire était sans partage.

Le matérialisme était vaincu. En vain le dix-huitième siècle avait-il été à l'assaut de toutes les croyances acquises, engageant une lutte où il avait bien moins la prétention de réédifier que de démolir. En vain, rejetant toutes les idées cartésiennes, s'était-il confiné dans l'observation des faits et les seules données expérimentales. En vain ses tendances peu formulées, ses doctrines mal définies qui ne semblaient guère lui mériter le nom de siècle de la philosophie, dont il se parait, étaient-elles venues à la fin se systématiser dans un traité célèbre qui leur avait donné une singulière et imposante précision.

Condillac, esprit honnête et absolu, dont les sentiments valaient mieux que le système, malgré la science philosophique dont il était à lui seul le représentant, n'avait donné au sensualisme qu'un succès éphémère et un éclat d'emprunt ; et Laromiguière, en dépit de sa finesse spirituelle et charmante, de sa bonhomie pleine de grâce et de séduction, n'avait pu le sauver, même en l'adoucissant et en le transformant.

Le matérialisme expiait les excès de ses doctrines et leurs conséquences plus déplorables encore. On sentait le besoin de réagir contre les folies cruelles et athées dont on venait de subir les douloureuses atteintes. Au nom de la dignité et de la raison humaines, au nom de tous les nobles instincts, un mouvement d'idées plus élevées et plus saines se manifestait de toutes parts.

Issu de cette généreuse et énergique réaction contre le dix-huitième siècle, le spiritualisme avait été inauguré avec Maine de Biran dont le généreux esprit avait été transformé sous la double influence de l'expérience et de la réflexion. Parti, comme presque tous ses contemporains, des confins du matérialisme, Maine de Biran arrivait, par la concentration de sa volonté et le travail souverain de son intelligence, aux notions les plus pures d'une spiritualité qui devait même dépasser plus tard les limites philosophiques. Par un effort séparé, mais en même temps que celui qu'il appelait « notre maître à tous, » Royer-Collard, le vrai rénovateur du spiritualisme, l'avait affirmé avec une parole plus haute et un dogmatisme plus formel. Disciple de Reid et rattachant ses travaux aux recherches contemporaines des Écossais sur les facultés de l'âme, il en avait appelé comme eux au sens commun et à la conscience. Il avait écrasé de son autorité magistrale tous ces grossiers systèmes qui menaçaient à la fois la raison, la morale, la société. Il commandait, avec sa parole inspirée, de rétablir l'âme humaine dans ses droits, sa dignité, sa grandeur ; et les oracles qu'il rendait ne semblaient que la restitution des axiomes nécessaires à l'humanité.

M. Cousin avait entendu Royer-Collard ; il avait été saisi par sa forte doctrine. Il ne s'était pas vainement mis en communication avec le grand esprit de Maine de Biran, qu'il proclamait plus tard le premier métaphysicien de son époque. Formé par cette double discipline, guidé par cette double inspiration, il s'était pris à combattre, avec une vigueur de plus en plus énergique, les traditions philosophiques du dernier siècle. Au milieu du mouvement littéraire et intellectuel qui entraînait la nouvelle génération, une jeunesse ardente et sérieuse se pressait autour des chaires d'enseignement public. Lassé de guerres, fatigué de victoires ou même de défaites, l'esprit français aspirait à l'étude, s'adonnait à la science, demandait la vé-

rité. La philosophie de M. Cousin répondait à ces besoins et à ces élans. Une pléiade de jeunes esprits suivait les leçons et recevait les doctrines de l'éminent professeur. Dans l'enthousiasme de ces premiers jours, les vieux systèmes disparaissaient, la nouvelle philosophie s'affermissait de plus en plus. Par la puissance de sa parole, le maître popularisait son enseignement; par l'autorité de sa position, il imposait ses méthodes. Mis à la tête de l'École normale, ministre de l'instruction publique, grand maître de l'Université, il formait des convictions, inspirait des croyances, et régnait par ses disciples dans toutes les chaires des colléges et des facultés.

Parée des charmes de l'éloquence, rajeunie par la nouveauté de recherches ingénieuses et de savantes études, offrant l'attrait de nobles et séduisantes idées, la philosophie spiritualiste avait pour elle l'opinion, avec l'opinion le succès; mais elle avait aussi pour elle, dans une large part du moins, la vérité. Ne représentait-elle pas, en effet, les principes éternels sans lesquels l'homme et le monde ne sauraient ni se comprendre ni subsister? Ne portait-elle pas témoignage des aspirations de l'âme humaine, des causes et du but de la vie, du libre arbitre qui nous rend maîtres de nous, du sens moral qui seul, avec notre privilége, fait notre dignité, du devoir avec sa magnifique trilogie de Dieu, de la famille, de l'humanité? N'avait-elle pas pour elle le passé des grandes doctrines et des nobles esprits, les enseignements de Pythagore et de Platon comme ceux de Descartes, de Leibnitz et de tout ce qu'il y a eu dans l'univers de plus considérable en science et en génie? Elle seule n'était-elle pas le résumé le plus pur du travail de l'intelligence humaine depuis son origine, et la transition naturelle, à travers tous les problèmes de la vie et les mystères de la mort, à un ordre d'idées supérieures et à des conceptions encore plus élevées?

C'est à cette situation victorieusement conquise que rendait hommage M. Cousin, quand, applaudissant à la fois au triomphe du spiritualisme et à son propre triomphe, il disait : « Avec la nouvelle école, « la philosophie française du dix-neuvième siècle rentre dans la voie « de cette grande et immortelle philosophie spiritualiste qui a partagé « dans l'histoire les vicissitudes de la pensée humaine, qui commence « avec Socrate et Platon, ranime et soutient la généreuse vieillesse de « Cicéron, luit encore plus d'une fois dans la nuit du moyen âge, sert « de flambeau au dix-septième siècle, s'éclipse au dix-huitième avec « la force et la grandeur nationales, et, grâce à Dieu, compte aujourd'hui parmi nous, dans toutes les branches de la littérature, « des interprètes nombreux et accrédités[1]. »

[1] *Premiers essais de philosophie*, avertissement de la 3e édition, p. 10 et 11.

Ce n'était pas seulement le chef de l'école qui croyait à son succès définitif. Un jour, un de ses plus brillants adeptes put s'écrier que sa cause était gagnée désormais, et que les grands principes qu'elle représente sont devenus les axiomes indiscutables de l'humanité.

A voir, en effet, tant et de si généreux efforts, une possession si entière des choses, une main-mise si générale sur les idées, un enseignement organisé avec tant d'habileté et d'art, de longues années d'une domination incontestée, ses seuls adversaires d'alors ne lui reprochant que de ne pas être fidèle à ses propres principes et de rester en deçà de la vérité, qui eût pu douter que son empire ne reposât sur une base inébranlable et qu'elle ne fût assise pour jamais dans la conscience comme dans la raison?

Et aujourd'hui néanmoins, on ne saurait le mettre en doute, la philosophie spiritualiste recule ; elle semble chaque jour perdre du terrain et s'affaiblir : elle est discutée, combattue, niée, raillée même. Elle résiste, assurément; mais on dirait qu'elle n'a plus dans la même mesure le sentiment de sa force et la conscience de sa supériorité. Elle ne se défend qu'avec mollesse ; elle déserte volontiers le champ clos des principes ; elle craint de s'engager de trop près avec les difficultés. Elle se rejette, comme à dessein, sur les questions accessoires, et ne maintient plus un front de bataille ferme et assuré. L'audace et l'initiative, signes et gages de la victoire, ont passé du côté de ses adversaires.

Sans doute elle compte encore parmi ses défenseurs et ses adeptes un grand nombre de penseurs, d'écrivains, de professeurs de mérite. Outre le chef de l'école, dont la mort, pleine d'un deuil récent et douloureux, laisse un vide si regrettable, mais qui ne faisait plus guère que rééditer, en les épurant, ses anciennes œuvres, et chez qui les excursions si belles dans la grande littérature et l'histoire suppléaient, sans le racheter, le silence philosophique, les autres principaux adhérents se dispersent dans toutes les directions de la pensée humaine. Celui-ci[1], désertant la métaphysique, se jette dans la vie publique, et l'économie politique lui vaut des succès non moins assurés et plus populaires. Celui-là[2] agite des questions d'art et analyse le sentiment du beau appliqué aux œuvres plus qu'aux pensées humaines. Cet autre[3] porte ses recherches vers le droit pénal ou ecclésiastique. Ce dernier enfin[4], après quelques aperçus de théodicée qui ont formé des articles brillants plutôt qu'une œuvre

[1] M. Jules Simon.
[2] M. Charles Lévêque.
[3] M. Franck.
[4] M. Caro.

d'ensemble, se prend à une monographie curieuse, mais où l'homme voile bien le philosophe.

Ces travaux en sens si divers, et dont la plupart s'éloignent de la tendance principale, accusent suffisamment par leur nouvelle phase les indécisions, l'incertitude, l'affaiblissement de la foi en lui-même, du moderne spiritualisme. C'est un navire qui est surpris par l'orage et dont les matelots manœuvrent dans des directions multiples, sans qu'il suive l'impulsion d'une seule pensée, sans qu'il concentre ses forces vers un but unique. Ballotté par les flots, au lieu d'agir, il hésite : il n'obéit plus au souffle bienfaisant de la brise, il ne marche plus vers le port qui doit l'accueillir, vainqueur des vents et de la mer.

Les spiritualistes eux-mêmes ne méconnaissent pas l'évolution d'idées qui s'est produite à leur égard, et leurs digressions semblent autant calculées qu'instinctives. Ils avouent « qu'ils se croyaient naïvement les dépositaires et les organes du libéralisme philosophique, quand ils se virent tout à coup attaqués du dehors par le mouvement critique et positiviste et par le mouvement hégélien, et qu'ainsi ils se sont trouvés contraints de passer, subitement et sans préparation, de la gauche à la droite[1]. »

A la surprise succède le découragement et la crainte. Ils jettent le cri d'alarme, et l'un d'eux déclare : « Il est inutile de le cacher, l'é-
« cole spiritualiste subit une crise redoutable. S'il ne s'agissait que
« d'une école, on pourrait s'en consoler ; mais il y a ici plus qu'une
« école : il y a une idée, l'idée spiritualiste. C'est cette idée dont les
« destinées sont aujourd'hui menacées par le flot le plus formidable
« qu'elle ait essuyé depuis l'Encyclopédie, et qui emporterait avec
« elle, selon nous, si elle venait à succomber, la dignité et la liberté
« de l'esprit humain[2]. »

Si les adeptes parlent ainsi, que pensent et que disent les adversaires, ceux même qui s'efforcent de la démolir et de la détrôner? M. Taine, avec sa verve implacable, la reléguait dans l'histoire et parmi les antiquités[3]. Dans un temps où elle conservait une partie de son prestige, il disait : « La doctrine est impuissante et respectée,
« souveraine et oubliée, dominante et stagnante[4]... A titre de science,
« le spiritualisme n'est pas, et n'a plus l'air d'une philosophie, mais
« d'un dépôt[5]. »

Plus tard, la hardiesse grandissant, il constatait sa décrépitude et

[1] P. Janet, *le Matérialisme contemporain*, p. 8.
[2] P. Janet, *la Crise philosophique*, p. 6 et 7.
[3] *Les Philosophes français du dix-neuvième siècle.*
[4] *Ibid.*, p. 306.
[5] *Ibid.*, p. 305.

jetait, avec une ironie mordante, l'insulte à ses plus grands maîtres, à Cousin, à Jules Simon [1].

Ainsi se retirent de la philosophie spiritualiste, on ne peut le nier, la vogue et le succès. Pour tout ce qu'elle avait de noble, d'utile et de grand, nous le déplorons, et nous ne saurions sans douleur assister à sa défaite. Il serait trop triste que l'intelligence de l'homme fût vouée à une instabilité irremédiable et qu'il fallût désespérer du résultat de ses efforts. Tournerions-nous dans ce cercle fatal que nous retrace l'histoire des systèmes, et l'esprit humain continuera-t-il à passer, sans se fixer jamais, par toutes les phases que subit la philosophie depuis l'origine du monde? Doit-elle, d'accord avec les indications de M. Cousin lui-même, être tour à tour sensualiste, spiritualiste, mystique, sceptique, suivant les tendances des époques, la diversité des impressions et des mobiles? et puis, quand la série de cette évolution est terminée, la recommencer encore sans s'arrêter nulle part, sans acquérir un principe, sans le retenir, l'élever au-dessus des discussions, le garder comme une conquête incontestable et définitive?

Non, il n'en saurait être ainsi, et la raison du genre humain proteste énergiquement contre un état de choses qui la supprimerait. Si la justice et la vérité se trouvent quelque part sur la terre, le spiritualisme en est le temple et l'asile. Quoi qu'on dise et quoi qu'on fasse, on ne renversera pas Dieu du trône de sa puissance, le bien gardera son sanctuaire dans la conscience humaine, la matière ne sera pas l'intelligence; l'âme demeurera immortelle.

Mais, on le comprend, nous n'avons ici ni l'intention ni la possibilité d'établir les preuves du spiritualisme. Nous ne traitons pas de sa démonstration ; nous ne nous occupons que de son histoire, de nos jours.

I

Recherchons donc dans les idées et les faits contemporains la cause de son affaiblissement et de sa décadence.

Faut-il, comme l'affirment quelques-uns de ses maîtres qui, tout en avouant son déclin, ne veulent l'en rendre d'aucun point responsable, faut-il en accuser « le penchant, naturel à l'esprit hu-
« main, qui, ramenant volontiers tout à l'*unité*, prétend expliquer
« toutes choses par une seule cause, par un seul phénomène, par une

[1] *Études de philosophie positive.*

« seule loi[1], » par exemple par la loi immanente et absolue qui gouverne la nature ?

Mais, il y a quelques années, quand l'esprit humain, par un heureux et salutaire retour, se reprenait à la philosophie spiritualiste, il n'était pas différent de ce qu'il est aujourd'hui. Rien n'a été changé dans ses aptitudes : ce même penchant, à qui l'on prête tant de forces, existait et formait le même obstacle à l'intronisation de ce qu'il devait plus tard renverser. Et d'ailleurs qu'est-ce que l'unité ? Si elle est une aperception si naturelle de notre intelligence, si elle domine et règle toutes choses, si elle s'impose aux lois qui régissent le monde, aux phénomènes qui s'y produisent, ne doit-elle pas, à bien plus forte raison, exister dans leur cause et dans leur principe, c'est-à-dire dans cette pensée supérieure qui imprime aux lois et aux phénomènes leur unique raison d'être et leur souveraine harmonie? Et la philosophie, qui va l'y chercher et l'y trouve, donne-t-elle par cela un démenti ou, au contraire, une satisfaction à l'esprit humain ?

Doit-on dire que le déclin actuel du spiritualisme provient d'une réaction contre les excès de sa trop grande et récente puissance? Que l'abus qu'il a pu faire de l'autorité, l'imposition du professorat, le relief des honneurs, la domination exclusive qu'il a affectée sur les esprits, ont provoqué, en sens contraire, des protestations et des révoltes? Taine lui jetait en face le nom de douane universitaire ; il l'accusait, avec sa caustique rudesse, d'avoir énervé, efféminé, étiolé les intelligences françaises et organisé une véritable prostitution intellectuelle[2].

Ses prétentions ont peut-être blessé les amours-propres, soulevé les répugnances, mais elles n'ont pas dû entamer les consciences et fausser les jugements. La pompe dont il s'entourait, la solennité dont il se faisait cortége, loin de nuire à la démonstration de la vérité, n'eussent dû servir qu'à en étendre le prolongement et à en rehausser l'éclat. Ce n'est donc point parce qu'il a affecté trop de puissance qu'il n'a pu assurer et asseoir son empire.

Enfin on a reproché à l'école spiritualiste de n'avoir jamais en vue la vérité elle-même, mais de s'être laissé diriger par un intérêt moral préconçu, d'avoir préconisé Dieu, la conscience, le devoir, comme étant avant tout des notions salutaires pour l'homme et la société. On a dit que c'était s'arranger d'avance un but, présupposer un résultat, conclure avant l'examen, délaisser les faits pour la thèse : on a dit que ses fondateurs entendaient combattre l'athéisme et la révolution par cela seul qu'ils étaient contraires à la morale et qu'il y

[1] Paul Janet, *le Matérialisme contemporain*, préface, VII.
[2] *Études de philosophie positive.*

avait autant de politique que de doctrine au fond de leur enseignement.

Oui, en effet, les maîtres du spiritualisme ont déclaré que leur philosophie « élevait et agrandissait l'homme, lui enseignait l'obligation morale, la vertu désintéressée, la dignité de la justice, la beauté de la charité, qu'elle est l'appui du droit, qu'elle repousse également la démagogie et la tyrannie; qu'elle apprend à tous les hommes à s'aimer et à se respecter; que, par-delà les limites de ce monde, elle montre un Dieu, auteur et type de l'humanité, qui, après l'avoir faite évidemment pour une fin excellente, ne l'abandonnera pas dans le développement mystérieux de sa destinée[1]. »

Ces nobles et grandes idées font, à notre sens, non-seulement la gloire et l'honneur, mais la garantie de toute véritable philosophie. Si ce n'en est pas le caractère exclusif, c'en est un des signes les plus élevés et les plus lumineux.

Étudier les faits sans s'inquiéter de leur cause, disséquer un être vivant sans remonter au principe de sa vie, apprendre à un homme le jeu de ses fonctions sans lui enseigner à observer la vertu qui fait son devoir et son mérite, rechercher son but dans cette vie sans s'informer — question capitale — s'il n'en a pas encore ailleurs un autre, abaisser ou épaissir le voile qui lui dérobe un avenir si important pour lui et qui est la sanction de tous ses actes ici-bas, cela peut être de l'anatomie, de la chimie ou de la physique; mais, à coup sûr, ce ne sera jamais une philosophie digne de ce beau nom, une philosophie qui ne saurait négliger, du moins, dans l'homme les côtés les plus nobles et les plus élevés.

Les causes de la décadence du spiritualisme, de nos jours, sont ailleurs. Elles se rattachent à plusieurs ordres d'idées et de faits. Elles tiennent à quelques points même de la doctrine spiritualiste, et aussi à certaines circonstances qui lui sont extérieures. Elles viennent de ce que l'école contemporaine a poussé son système à l'excès, qu'elle s'est trop détournée du monde et de l'observation, qu'elle a voulu à la fois être trop condescendante vis-à-vis de certaines doctrines et trop exclusive à l'égard de quelques autres. Allier la tolérance et la fermeté, la vérité et la modération, est un art difficile dans la pratique des choses humaines, de même qu'unir l'étude de soi-même à celle de ce qui est en dehors de soi exige une étendue et une force intellectuelles qu'on trouve trop rarement ensemble. Et c'est pourquoi l'école spiritualiste a souffert d'avoir posé une psychologie trop exclusive, de n'avoir pas tenu assez de compte des recherches scientifiques, d'avoir été dominée par leurs progrès et leurs résul-

[1] *Du vrai, du beau et du bien*. Nouvelle édition, avant-propos, p. VII et VIII.

tats, d'avoir fait des concessions inopportunes ou imprudentes à ses adversaires, et d'avoir en même temps écarté toute vérité qui ne procéderait pas d'elle seule.

II

L'homme, sans doute, est esprit, mais l'esprit n'est pas l'homme tout entier. Le corps est un fardeau peut-être, mais un fardeau qu'il est impossible de déposer ; et cette dualité, qui à la fois nous compose et nous divise, produit la séparation de nos idées, de nos tendances, de nos systèmes, qu'elle devrait au contraire unir et harmoniser. La question, éternellement débattue, de l'origine des idées ne reconnaît pas d'autre cause, et de tout temps elle a créé les deux grands systèmes du sensualisme et de l'idéalisme, qui eux-mêmes offrent des nuances multiples dans leurs diverses subdivisions.

Si le système vers lequel on incline accorde trop de pouvoir au corps, aux sens, entraîné vers le matérialisme, il est amené bientôt à ne plus reconnaître que l'influence de la matière et à en faire dériver, avec la sensation, la pensée, la volonté, l'intelligence. La pensée devient une fonction du cerveau, la physiologie règne sur les débris de la métaphysique, et l'organisme est à lui seul l'homme tout entier.

Dans la réaction contraire, qui n'est pas non plus sans péril, se place la psychologie séparée. Elle ne tient presque plus de compte des faits extérieurs ; elle ne s'appuie que sur la conscience et le sens intime ; elle omet les résultats de l'observation ; elle replie l'âme sur elle-même et lui fait trouver toute vérité en elle seule, en dehors de la réalité des objets externes. Dès lors elle n'admet plus qu'une vérité subjective, personnelle, et renonce au sens commun, qui est un des moyens les plus puissants de la certitude. Par là, la philosophie n'est plus l'étude de tout l'homme, mais l'étude exclusive de certains phénomènes de l'âme. Elle abandonne, avec son autorité sur l'humanité, le droit de l'enseigner et de la convaincre. En s'isolant du monde, elle perd la force qu'elle en tirait.

Le spiritualisme de notre siècle ne s'est pas dérobé complétement à ce danger. Issu de la philosophie écossaise, qui n'était guère qu'une psychologie, qu'une analyse pleine de finesse et de délicates recherches des facultés de l'âme, il a suivi trop exclusivement cette voie ouverte par des maîtres experts et ingénieux. Il n'a pas tenu en assez grande considération le monde extérieur. Sans doute la conscience

est l'arbitre final de toute décision, le criterium en dernier résultat de toute vérité. C'est le moi qui sent, qui pense, qui raisonne et qui juge ; mais ce moi, à proprement dire, c'est l'homme tout entier. Il ne faut pas oublier que dans sa formation les sens jouent leur rôle, qu'ils sont les introducteurs, qu'ils commencent l'éducation ; et même, quand avec eux l'homme est devenu parfait, il ne peut s'en abstraire complétement. Quoi qu'il prétende et qu'il fasse, ils constituent une partie de lui-même, et ils lui fournissent plus d'une base de recherches et plus d'un moyen de certitude.

Le reproche qu'on adressait déjà légitimement au spiritualisme du dix-septième siècle peut donc se poursuivre, à travers les Écossais, jusqu'à ses successeurs. L'idéalisme est, à ce point de vue, sinon une des conséquences rigoureuses, du moins un des dangers du spiritualisme quand il ne sait pas s'élargir ; et, si l'on a fait dériver plus ou moins justement de la théorie cartésienne l'idéalisme de Berkeley, qui niait les corps, ou le panthéisme de Spinosa, qui niait la double personnalité de Dieu et de l'homme, on peut attribuer à la même cause la tendance du spiritualisme moderne vers le scepticisme de Kant qui n'admettait pas le passage de la réflexion interne au monde extérieur, et l'idéalisme germanique qui ne faisait à la fois de l'esprit et de la matière qu'une vaine et fantastique abstraction.

Ainsi donc, s'attacher à la seule psychologie, c'est faire reposer trop particulièrement sur un des moyens de certitude l'ensemble de la vérité, c'est bâtir sur une base trop étroite l'édifice de la connaissance humaine ; c'est s'entourer à l'avance et comme à plaisir des difficultés les plus graves et des limites les plus resserrées ; c'est s'exposer au risque de ne pouvoir ramener toutes les sources de la certitude à la seule qu'on ait adoptée. Descartes a échoué à ce travail, et après avoir été prendre cette source, sans doute la première et la plus importante, mais non la seule, il n'a pu ensuite s'en séparer. La conscience, qu'il a choisie, est bien la condition de toute autre certitude ; mais en s'y concentrant il s'y est emprisonné. Il n'a pu sortir du moi et passer au monde extérieur, si ce n'est par un procédé dont ses adversaires et ses amis mêmes ont reconnu et ressenti la faiblesse.

La philosophie spiritualiste de nos jours n'a pas porté sa thèse à cet excès ; mais, en faisant reposer entièrement son point de départ sur la psychologie, en lui donnant une importance supérieure à son légitime rôle, en rendant la science du moi trop abstraite et trop concentrée sur elle-même, en manquant ainsi d'ampleur et d'étendue, elle a, d'une part, prêté le flanc aux antagonistes, et, de l'autre, laissé diminuer l'influence qu'elle était appelée à exercer sur les esprits auxquels un mode si particulier et si délicat de crédibilité ne saurait suffire.

III

Par suite même de l'effort intense qu'il a dirigé sur les phénomènes intérieurs, le spiritualisme a trop mis en oubli les sciences dans leur relation avec l'homme et la nature ; il s'est trop séparé du mouvement scientifique, qui est devenu le courant principal de nos jours.

Ce mouvement est si considérable, il agit avec une telle puissance, il emprunte et il prête une telle force à l'activité humaine, qu'il est lui-même un des sujets d'observation les plus importants et les plus curieux. La médecine, l'anatomie, la physiologie surtout, l'histoire des langues, des races, des êtres nouveaux et anciens qui ont peuplé le globe, l'étude des lois de la nature, ouvrent à la philosophie des horizons sans limite.

L'homme réfugié dans sa conscience est bien grand, puisque de là il examine et juge l'univers entier. Il fait tout apparaître devant lui. Il évoque tout au tribunal de sa raison. Mais il n'est grand que parce que sa raison, à son tour, s'étend sur le monde ; elle sort de lui-même pour tout embrasser, pour constater les phénomènes, pour établir leurs rapports, pour fixer leurs lois et en déduire les conséquences.

Le moi n'est plus ainsi un asile mystérieux où l'homme s'enferme et croit tout connaître en se connaissant soi-même. Si son âme est l'abrégé du monde, il ne peut en pénétrer tous les secrets qu'en observant le vaste ensemble qu'elle représente. Placé dans le mouvement général des choses, il ne saurait s'en abstraire. Du dehors, les enseignements et les leçons lui viennent de toutes parts. La loi qui le régit n'a pu être faite pour lui seul : la magnifique harmonie des choses embrasse tout ce qui respire et même tout ce qui subsiste. Plus que jamais, à notre époque, on sent que tout se tient et s'enchaîne. Les horizons s'étendent, les pensées se dilatent, les découvertes plongent dans les profondeurs. La première ligne des mystères, si l'on peut ainsi parler, se pénètre, mais pour laisser voir derrière elle de nouvelles merveilles plus étonnantes encore et plus insondables. Ce sont ces grandes révélations, dont la poursuite tente les esprits audacieux, leur fait rejeter la psychologie comme trop étroite, et les lance vers ces abîmes dans lesquels on plonge avec courage et honneur, mais non toujours sans péril.

Sans doute la philosophie n'aura pas à entreprendre elle-même ce

vaste travail. La vie de plusieurs générations de ses adeptes n'y suffirait pas. Elle laissera donc aux hommes spéciaux le soin et la gloire des découvertes dans chacune des parties auxquelles ils s'attachent. Le champ de la science s'étendant tous les jours, la tâche des philosophes qui, comme le firent jadis les génies universels d'Aristote, de Descartes, de Leibnitz, voudraient embrasser à la fois les sciences métaphysiques et naturelles, deviendra de plus en plus impossible. Mais ne pourrait-elle pas elle-même poursuivre quelques points plus rapprochés d'elle, profiter sur les autres des découvertes acquises, sur tous saisir les généralités et arrêter les vues d'ensemble?

Et tout d'abord, en sortant de sa seule conscience, mais sans quitter sa propre personne, l'homme ne trouve pas en lui uniquement des puissances intellectuelles. Il y rencontre deux autres ordres de facultés : les facultés animales et les facultés végétatives, qui le lient à l'univers. Les étudier, les connaître, est pour lui autant un besoin qu'un devoir. Savoir s'il y a en lui deux ou trois principes différents, deux ou trois entités à part, ou bien une seule unité puissante, à la fois principe causateur et principe de vie, qui gouverne directement les facultés intellectuelles, domine et produit les autres, est une question que la psychologie séparée ne saurait résoudre. Et cependant le vrai spiritualisme y est gravement intéressé; la vraie philosophie doit nécessairement en connaître. Il y a là des relations de phénomènes intimement liés les uns aux autres, très-divers et pourtant très-rapprochés, procédant d'ordres d'idées et de choses qu'on ne saurait comprendre et expliquer en les isolant, et dont l'étude simultanée, loin de nuire à l'unité du monde ou même à celle de l'homme, y conduit au contraire par la concordance de toutes les lois et l'union de toutes les forces.

Dans une autre question, qui touche également l'homme de bien près, celle de l'origine du langage, la psychologie peut-elle en rester au point de vue de M. de Bonald ou à celui de Condillac? théories dont l'une peut être vraie, sans doute, mais qui ne sont réellement que des théories avant les faits, et ne reposent que sur des déductions plus ou moins plausibles; tandis que, depuis, les observations les plus précises et les plus précieuses ont été accumulées par les savants allemands comme Bopp et Max Müller, et devront fournir les éléments d'une philosophie du langage.

Et on peut faire de semblables applications à bien d'autres sciences que nous ne saurions ici énumérer.

Sans doute l'école spiritualiste s'est livrée aussi à quelques efforts en ce sens. Elle reconnaît bien parfois qu'elle doit mêler à l'étude de l'âme celle du monde, qu'elle doit être aussi la philosophie de la nature. L'un de ses adeptes les plus distingués a bien dit que « sans

« entrer dans le détail des sciences naturelles, elle doit profiter de « leurs observations, en déduire les idées vraies, chercher la solu- « tion de leurs problèmes, puis les ramener à une unité spéculative « et supérieure[1]. » Un autre a été plus loin encore, et, d'un ton plus solennel, a déclaré que « le moment était venu de faire un pas du « côté de la science. Il y va non-seulement des intérêts de la philo- « sophie, mais des intérêts moraux et religieux de l'humanité ; car « l'esprit scientifique ne se refoulera pas. Il faut s'accommoder avec « lui ou périr par lui[2]. »

MM. Saisset, Th. H. Martin, dans sa *Philosophie de la nature*, Bouillier surtout, dans son remarquable travail sur *le Principe vital et l'âme pensante*, ont présenté quelques aperçus intéressants de ce côté des connaissances humaines. Mais ces études, d'une date relativement récente, qui sont plutôt, chez les spiritualistes, des déviations que des développements de leurs principes, ne sauraient imprimer à leur philosophie un caractère qui lui a trop fait défaut.

Entraînée dans le mouvement contemporain, elle n'a pas su s'y mêler suffisamment, en prendre la tête, le dominer, en user à son profit. L'attention, portée ailleurs, s'est détachée d'elle pour aller vers ce qui marche et agit. Pour elle, demeurée en arrière, elle semble s'immobiliser et ne s'occuper que de théories, pendant que la science met résolûment la main à l'œuvre, s'avance d'une course rapide à la découverte de régions fécondes et inexplorées, et, agitant au-dessus des multitudes le sceptre dont elle s'est emparée, produit sur elles, par ses résultats et ses conquêtes, une redoutable et comme irrésistible fascination.

IV

Mais en même temps que la science, privée ainsi de guide spéculatif, marchait sans obstacle dans le simple domaine de la matière, et que la philosophie, qui eût pu en saisir la direction, la laissait s'enfoncer dans le pur naturalisme, ce progrès scientifique amenait, par son courant naturel, une plus abondante production de biens et apportait de toutes parts une plus large répartition de jouissances. La vie matérielle devenait plus douce et meilleure ; le bien-être général croissait et se développait. Là encore était une des causes de

[1] *La nature et la philosophie idéaliste*, par M. Ch. Lévêque. (*Revue des Deux-Mondes* du 15 janvier 1867.

[2] P. Janet, *la Crise philosophique*, p. 102.

l'affaiblissement des idées philosophiques. Les jouissances sensuelles écartent des belles spéculations. Il y a, vers le corps et ce qui s'y rattache, un entraînement qui explique à lui seul la nécessité pour l'homme de tenir grand et sévère compte de cet élément de sa nature. Qui n'a éprouvé, à ses heures, ce charme du bien-être? Qui n'a subi, de près ou de loin, cette fascination du luxe? Qui a toujours résisté à cet attrait de la vie, moins fécond sans doute en réalités qu'en promesses, mais dont on ne reconnaît guère les mensonges avant d'y avoir été trompé? L'âme humaine elle-même, quand elle est sortie de son propre sanctuaire, se cherche au dehors, dans le monde extérieur, dans l'animalité; elle se rejette sur le corps et, après l'avoir trop mis à l'écart, elle oublie souvent que, s'il fait partie de l'homme, il ne le constitue pas non plus tout entier. Le matérialisme trouve ainsi un aide dans notre nature et des complices dans nos penchants. Il faut un effort pour quitter les régions de la terre, pour monter aux sommets. De même que la loi de l'attraction entraîne toutes choses vers le centre de gravité, il y a une loi aussi, non pas, comme l'autre, fatale et irrésistible, mais puissante néanmoins, qui attire l'homme là où il trouve la satisfaction de ses instincts inférieurs. Or, maintenant plus que jamais, on a mis dans la recherche et la possession des avantages matériels une telle importance et une si grande ardeur, le progrès des choses a suscité une telle expansion du bien-être, que les idées supérieures et spéculatives en ont éprouvé une diminution et une sérieuse atteinte. Il aurait fallu une philosophie bien puissante pour ramener à elle ce flot qui se détourne; et le spiritualisme, il faut le dire, s'il a eu le mérite de se mettre tout d'abord en travers de ces courants et de réagir contre ces tendances, n'avait pas la consistance et la force de les arrêter et de les faire retourner en arrière. Il y aurait eu besoin, pour cette lutte, d'une doctrine plus ferme, non plus affirmative peut-être, mais plus réellement sûre d'elle-même, plus maîtresse de ses croyances, plus inébranlable sur les bases de la vérité et de la justice.

V

Ce qui a manqué en effet et ce qui manque au spiritualisme contemporain, c'est une doctrine assurée, fixe, ayant des principes immuables et marchant sans déviation vers son but. Quand, au commencement du siècle, après avoir triomphé du sensualisme, il eut, par la revendication du sens intime et la remise en honneur de la

conscience, inauguré une ère nouvelle, on dut croire au développement régulier et continu d'une philosophie qui se reprenait aux éléments les plus purs et les plus sains des connaissances humaines.

Si, dans sa base même, elle manquait un peu de largeur, elle pouvait du moins maintenir l'intégrité de son caractère et le mettre à l'abri de toute altération et de tout mélange. Elle n'avait qu'à demeurer fidèle à son principe et à se garder soigneusement contre toute intrusion du dehors. Mais l'homme éminent qui la personnifiait, d'une élévation d'esprit remarquable, d'une intelligence vive et prompte, d'une brillante imagination, était, d'autre part, impressionnable et mobile. Le premier souffle qui l'inspirait l'avait porté dans une juste et sage direction ; ses premiers enseignements n'avaient donné trace d'aucun écart. Mais les courants de l'opinion, le tourbillonnement des idées, les dérivations de la politique, le saisissant sur sa route, il n'avait pas su résister à leur entraînement, et ses pérégrinations à travers bien des doctrines ne l'avaient pas toujours laissé maître de la sienne. Après les Écossais, dont il avait d'abord accueilli les méthodes, il était allé faire une première excursion en Allemagne, empruntant à Kant quelques-unes de ses idées et reproduisant, dans une trop bienveillante analyse, les opinions du philosophe de Kœnigsberg. Ce premier commerce avec les pays d'outre-Rhin l'amena bientôt sur le terrain de Schelling et de Hegel ; plus ou moins sciemment, il subit quelque peu leurs tendances et fit à leurs systèmes quelques emprunts regrettables. Le spiritualisme de Maine de Biran et de Royer-Collard avait déjà reçu une atteinte. Il était devenu l'éclectisme ; non pas que, sous ce nom nouveau ou renouvelé, il n'eût pu demeurer aussi pur que du temps des premiers maîtres ; mais cédant sur plus d'un point de ses primitives doctrines, acceptant un peu de toutes mains celles qui se produisaient à nouveau, subissant ou même offrant des transactions, il avait ouvert la porte aux adversaires et les avait introduits d'avance au cœur de la place.

Vainement ensuite le chef de l'école, le vaillant et éloquent professeur qui avait formé toute la génération philosophique, voulut-il retirer une partie des concessions qu'il avait faites et revenir au pur spiritualisme dont son plus remarquable ouvrage, *Du vrai, du beau et du bien*, est la dernière expression et comme le monument achevé. Les disciples refusèrent de le suivre dans ce retour.

La philosophie éclectique, en glissant dans le panthéisme germanique, non toutefois jusqu'à tomber au plus profond de sa doctrine, mais de manière à en prendre quelque empreinte, s'était déjà exposée à des reproches sérieux et en grande partie mérités.

Le chef de l'école qui avait donné ces premiers et malheureux

exemples, s'était arrêté à l'idéalisme hégélien. Depuis, on remonta au panthéisme plus ancien et presque oublié de Spinosa. On remit, par des rééditions et des commentaires, le philosophe hollandais en honneur. On lui voua des hommages où la part de la critique semblait un attrait de plus à l'admiration ; et en le combattant sans doute, en réfutant sous certains rapports sa doctrine, on l'admettait encore, non-seulement parmi les puissants esprits, ce qui n'était pas contestable, mais parmi les grands promoteurs de l'humanité.

Ailleurs la même philosophie inclinait, par une pente plus ou moins prononcée, vers le naturalisme. Sans répudier la croyance à la personnalité et à la puissance divines, elle paraissait reconnaître la fatalité dans l'histoire, regardait tout événement accompli comme légitime, justifiait le succès, donnait ainsi au fait la sanction du droit et admettait dans l'évolution des choses humaines des lois immanentes qui compromettaient, si elles ne les détruisaient pas, l'action et l'indépendance de la cause supérieure.

D'autre part encore, quelques-uns de ses adeptes et même de ses maîtres ne craignaient pas de se rapprocher du pur rationalisme. Comme lui, ils étaient enclins à attribuer à la raison, non-seulement le jugement, mais la création même des idées ; ils en disaient l'omnipotence, l'indépendance absolue, la considéraient volontiers comme la cause première et le principe, et tendaient ainsi à lui soumettre subjectivement toute vérité et toute conscience. Sans doute ces déviations et ces excès n'étaient pas ceux de tous ; mais ceux qui les commettaient, loin d'être exclus de l'école, y étaient également honorés. L'éclectisme paraissait assez large pour les contenir tous : les théories se prêtaient et se dilataient de telle sorte, que parfois les amis se confondaient presque avec les adversaires, et qu'un traité secret semblait unir des doctrines bien divergentes. Même en combattant les systèmes, en réfutant leurs erreurs, on usait de telles restrictions et de telles réserves, qu'on paraissait bien plutôt discuter avec des dissidents que s'engager contre des ennemis et qu'on pactisait même, au milieu de la lutte, avec les antagonistes. Par ses concessions à toutes les opinions et toutes les idées, l'éclectisme fatiguait les esprits. A force de tout ménager et de dire qu'il y avait de la vérité partout, il donnait des armes à ceux qui ont prétendu qu'elle n'était nulle part, à ceux surtout qui ont affirmé que la vérité et l'erreur étaient une même chose, perdant ainsi le vrai et le faux dans un commun abîme. La mollesse de ses convictions a nui à la stabilité de sa doctrine. La neutralité et l'indifférence conduisent au scepticisme qui nie toute thèse, et ébranlent du moins la confiance qui exige d'abord de la part des maîtres la foi en eux-mêmes et en leurs propres enseignements. Un doute grave était ainsi jeté dans les es-

prits, et on aurait volontiers demandé son dernier mot à une école que, par cela même qu'on y croyait et qu'on l'aimait, on aurait voulu trouver plus précise dans ses affirmations et plus ferme dans ses principes.

Tout récemment encore, un des maîtres qu'on pourrait regarder comme le chef actuel de l'école spiritualiste, dans des considérations sur *Spinosa et le Spinosisme* [1], s'attachait à relever, et même à justifier, sous certains aspects, le père du panthéisme moderne. L'égalant presque à Descartes, il s'efforçait de trouver en lui une croyance encore distincte à Dieu et à l'âme humaine, et il prétendait poser, comme un principe d'équité et de convenance, la nécessité d'écarter de l'histoire de la philosophie et de la philosophie elle-même une déduction trop rationnelle et une logique trop rigoureuse. Il déclarait qu'il ne fallait rien de si absolu, et qu'on devait se mettre en sérieuse garde de se laisser entraîner à de trop graves ou de trop extrêmes conséquences : comme si la vérité pouvait ainsi arbitrairement s'arrêter à mi-chemin ! comme si elle était affaire de tempérament et de convention ! comme si enfin il ne fallait pas, par devoir et conscience philosophique, se tenir et demeurer ferme là où se trouvent, avec la modération sans doute et la justice, la certitude de la croyance et l'inflexibilité de la doctrine.

VI

Enfin, le spiritualisme contemporain, par une dernière prétention plus excessive encore, a porté une sensible atteinte à la cause même dont il est le représentant. Non-seulement il s'est efforcé de se mettre au-dessus de toute vérité révélée, de dominer toutes les religions et tous les cultes, mais il a voulu formellement les exclure, les faire considérer comme impossibles et poser la contradiction absolue entre eux et son propre principe.

Qu'il établît la raison juge suprême de la vérité, qu'il fît comparaître à son tribunal les révélations pour les discuter au point de vue du moins de la réalité et du fait, il avait peut-être ce droit; et sans exalter outre mesure la raison, en sachant au besoin reconnaître son insuffisance et sa faiblesse, il pouvait maintenir, en un certain sens, sa supériorité, comme une nécessité même de son usage et une conséquence du libre arbitre, dont elle est à la fois la garantie et l'instrument. C'était déjà consacrer en sa faveur un beau privilége et

[1] P. Janet, *Revue des Deux Mondes*, 15 juillet 1867.

reconnaître que son acquiescement à des idées d'un autre ordre pouvait être à la fois légitime et volontaire.

Le spiritualisme de ce siècle avait même commencé par être bienveillant pour le christianisme. Avec Royer-Collard, il défendait la religion au même titre que la morale et la société, et revendiquait leurs communes prérogatives. Avec Maine de Biran, il s'élevait de degré en degré, par un effort énergique de l'intelligence, jusqu'à des aperceptions qui devaient devenir tout à fait chrétiennes. M. Cousin s'était montré tout d'abord, en la forme, conciliant et facile envers les idées religieuses, et il n'avait que plus tard accusé en ses écrits un certain antagonisme. Là aussi, les disciples accentuèrent davantage la nuance ; ils posèrent nettement leur hostilité ; ils en vinrent, par la négation absolue du surnaturel, à rompre tout lien et à rendre tout rapprochement impossible ; l'un d'eux déclarait naguère, en élargissant la séparation, dans un langage rigoureux et mathématique, que « la religion et la philosophie étaient comme deux quantités irréductibles[1]. » Ceux même qui, au point de vue moral et social, se trouvaient les plus voisins du christianisme, qui professaient la croyance à un Dieu personnel, à la distinction du bien et du mal, au devoir, à la vie future avec ses récompenses, voulurent établir une barrière infranchissable entre eux et toute vérité révélée, en repoussant à la fois de leur symbole le mystère et le miracle.

Ils ont posé comme axiome que, la raison de l'homme étant suffisante pour l'éclairer et le conduire, elle ne devait pas accepter d'autres moyens d'information et d'autres méthodes que ceux de la science humaine, et qu'il lui fallait, par conséquent, s'abstenir de tous ceux qui s'en écartent : comme si le procédé scientifique, bon pour les faits d'observation matérielle, pouvait s'appliquer de la même manière aux choses de l'intelligence ! comme si la raison, en sentant si bien qu'elle est insuffisante et limitée, n'admettait point par là même qu'il peut et doit y avoir quelque chose par delà ces limites ! comme si, enfin, dans sa rigueur excessive, la négation quand même de l'inconnu n'impliquait pas en soi contradiction, bien plus que ne le fait la reconnaissance vérifiée d'un principe supérieur ! Le spiritualisme n'a pas compris et ne s'aperçoit pas que, s'il croit à Dieu, il croit conséquemment au mystère. Car, quoi de plus mystérieux qu'une intelligence suprême et infinie dont, sans doute, on peut concevoir l'existence, mais dont évidemment il est impossible de saisir les qualités ni les attributs, qui reste inexplicable si ce n'est dans l'énoncé seul de son être? Tout d'ailleurs, en ce monde, n'est-il pas pour nous énigme et mystère ? et les termes les plus élémen-

[1] Franck, *Philosophie et Religion*. Préface.

taires de la philosophie, qu'on les appelle du nom de substance, d'espace, de temps, d'infini, ne nous échappent-ils pas, sans nous permettre de définir leur sens et de préciser leur nature ?

Et, d'autre part, si le spiritualisme croit à Dieu créateur, il croit également au miracle. Car nous ne savons rien de plus miraculeux que la création. Que Dieu crée, comme nous le professons, par sa liberté, ou, comme d'autres le prétendent, par la nécessité de sa nature, peu importe ; produire et placer un être là où il n'y en avait pas, lui attribuer les propriétés du corps ou les facultés de l'intelligence, c'est évidemment causer un phénomène que la science humaine ne saurait ni comprendre ni expliquer, et qui n'a pas d'autre nom que celui de miracle. Et, en même temps, la raison nous fait connaître que les choses n'ont pu commencer d'une autre manière, que la nature n'est qu'un mot et n'a pu agir en dehors de la cause créatrice, que ses lois n'ont aucun sens si elles ne sont pas les rapports établis entre les êtres, et que, par suite, elles n'ont pu entrer en fonction que quand les divers êtres ont commencé à exister, qu'elles sont la formule de l'action réciproque de ces êtres et non leur cause, qu'elles ne peuvent, en conséquence, créer un seul atome, encore moins un monde, et qu'elles impliquent en elles-mêmes une puissance qui les précède et les dépasse[1].

C'était donc aller directement contre la notion même de la philosophie spiritualiste que de poser, en haine de toute formule religieuse, l'exclusion de la donnée surnaturelle ; c'était retourner aux erreurs qu'on avait soi-même combattues ; c'était fatalement, par une triple pente, retomber, ou dans le panthéisme, si l'on rejetait la création en conservant la seule idée de Dieu, ou dans le positivisme, si l'on repoussait comme n'étant pas scientifique le surnaturel religieux qui ne diffère pas du surnaturel métaphysique, ou enfin dans le pur idéalisme, si l'on enlevait à Dieu le libre arbitre, la Providence, c'est-à-dire une partie nécessaire et essentielle de sa personnalité.

On a dit, un jour où l'on voulait rapprocher leur forces et les unir, que la philosophie et la religion étaient sœurs. Nous ne démentirons pas l'orateur éminent qui a proféré cette parole. Mais si elles sont sœurs, c'est à la condition qu'elles aient le même père, le même Dieu, créateur, libre, législateur, rémunérateur. Si vous changez pour l'une ou l'autre d'elles la qualité de l'auteur de leur être, vous leur attribuez deux générations différentes, vous établissez un dualisme impossible ou vous supprimez forcément l'un de leurs auteurs.

[1] Voir dans le *Correspondant* les remarquables articles du prince A. de Broglie sur *la Religion naturelle*, 25 août et 25 octobre 1856, et la récente étude de M. de Margerie sur *Le rationalisme et le protestantisme* du 25 octobre 1866.

Vous décrétez que le Dieu du monde visible n'est pas celui de l'invisible, que le Dieu de la vie présente n'est pas celui de la vie future.

M. Cousin, le maître à tous, était bien mieux inspiré dans les jours de pacification où il écrivait que « la vraie religion et la vraie philosophie devaient s'entendre, qu'elles s'accordent et se touchent sur plusieurs points essentiels [1], que l'alliance entre elles peut être sérieuse et sincère, parce que la philosophie laisse au christianisme la place de ses dogmes et toutes ses prises sur l'humanité [2], que la philosophie spiritualiste a précédé le christianisme, en a beaucoup profité, mais ne saurait jamais le remplacer, qu'il faut partir de la philosophie pour comprendre, honorer, aimer la religion, souhaiter qu'elle se répande et répande avec elle les plus sublimes enseignements, que cette philosophie a été en définitive celle des Pères de l'Église depuis saint Justin jusqu'à Bossuet, et que son Dieu personnel, infini, peut porter la trinité chrétienne [3]. »

Dans sa pensée de rapprochement et d'union intime, M. Cousin a été jusqu'à dire que le christianisme est la religion du spiritualisme, comme le spiritualisme est la philosophie du christianisme [4].

Pour nous, qui acceptons avec empressement ce double rapport, nous nous tiendrions toutefois contents que l'entrée du temple divin ne fût pas du moins fermée par la raison humaine, qu'elle pût garder les clefs de ce temple et y introduire sans contrainte les esprits de bonne volonté. Si le spiritualisme est le degré le plus élevé de la raison de l'homme, c'est déjà un progrès et un bien d'y parvenir ; et ce degré ne dût-il pas suffire, le reste, qu'il faut sans doute poursuivre et désirer, est un secret entre la conscience et Dieu.

Le retour de M. Cousin n'a pas entraîné celui de ses disciples, pas plus que ses derniers efforts pour la conciliation n'ont ramené leurs esprits ; et l'un d'eux, l'un des plus modérés pourtant, comme pour dénier à son maître la liberté de la mort, souhaitait qu'il eût expiré en philosophe [5] ! Triste vœu, s'il est une exclusion du sentiment religieux professé si ouvertement et parfois non sans courage par le chef de l'école spiritualiste.

La philosophie spiritualiste n'a pas vu qu'en s'isolant ainsi elle s'affaiblissait, qu'en dépit de ses prétentions elle ne possédait pas en elle seule le don suprême de calmer les âmes et de répondre aux

[1] *Premiers essais de philosophie*, avertissement de la 3e éd., p. 12.

[2] *Ibid.*, p. 13.

[3] *Premiers essais de philosophie*, p. 13. — *Du vrai, du beau et du bien*, p. 428 et 429.

[4] *Premiers essais de philosophie*, p. 13.

[5] *M. Cousin*, par P. Janet, *Revue de Deux Mondes*, 1er février 1867.

besoins des cœurs, qu'elle ne pouvait même satisfaire ses propres adeptes, que les uns s'en allaient par la porte du rationalisme, les autres étaient entraînés sur la pente du scepticisme ; celui-ci mourait douloureusement à la peine en donnant un long regard de regret à ses croyances évanouies et ses espérances perdues ; cet autre se rejetait dans des négations téméraires et se prenait aux fantaisies les plus vides de la réalité ; à tous manquait le gage de la certitude et, avec la récompense de l'effort, la couronne assurée de l'avenir, et, en dehors, le reste des hommes qui voulaient s'affermir contre les défaillances de la vie, se tenir en garde contre les inquiétudes de la mort, se préparer par la fermeté de la lutte à la conquête de la destinée future, ne pouvaient se rallier à son drapeau incertain et agité par tout vent de doctrine.

VII

Ainsi, disons-le donc, si l'on ne peut nier la décadence du spiritualisme, si l'on a vu malheureusement son influence décroître parmi nous, c'est en grande partie aux défaillances de l'école qui le représente qu'on doit en faire remonter la cause, c'est elle particulièrement qu'il faut en rendre responsable et en accuser. Le spiritualisme lui-même n'a pas à se justifier ; il n'est pas coupable. Il reste inattaquable dans son principe ; il demeure, à l'exclusion de toute autre, la seule et vraie philosophie.

Le spiritualisme est l'esprit humain lui-même ; il en porte le nom ; il en représente le type, en consacre la personnalité, en marque le caractère, en guide l'action. C'est la philosophie de la pensée, c'est celle qui, par sa nature comme par ses termes, répond à l'intelligence de l'homme, à sa dignité, à sa grandeur. M. Cousin l'a dit : « Le caractère du spiritualisme est de subordonner les sens à l'esprit « et de tendre, par tous les moyens que la raison avoue, à élever et à « agrandir l'homme [1]. »

Qu'on jette les yeux à tous les points de l'horizon philosophique, qu'on voie où en sont les autres systèmes et qu'on se demande ce qu'il en subsiste désormais? Ceux mêmes qui avaient semblé un instant le dernier mot de la conception humaine, qui attiraient par la singularité, étonnaient par la hardiesse, fascinaient par la profondeur, se sont écroulés les uns sur les autres. Kant, après avoir sapé les bases de la certitude, avait en vain essayé de la réédifier sur la

[1] *Du vrai, du beau et du bien*, avant-propos, p. VII.

morale. Fichte s'était inutilement retiré dans la solitude du moi pour y concentrer toute pensée et toute existence. Schelling, en élargissant l'horizon sans étendre le point de vue, n'avait pas mieux réussi à y enfermer le monde extérieur et à concentrer dans l'homme la philosophie de la nature ; il avait lui-même bientôt délaissé son propre système et s'était pris à descendre de ses hauteurs transcendentales dans le monde de la réalité. Un instant Hegel, avec la puissance de son esprit, avec l'unité énergique de son idée, avec la rigueur de sa déduction, semblait avoir posé les limites et assuré pour jamais son système. Comme un astre qui s'élève au zénith, de Berlin il rayonnait sur le monde, il attirait de nombreux satellites dans son orbite ; et à cette heure sa philosophie est déjà arrivée à son déclin. On l'abandonne dans le pays même qui s'en était fait un titre de gloire ; elle cesse d'être enseignée en Allemagne ; elle passe à l'état d'histoire ; elle a perdu son empire sur les intelligences. Quand elle n'est pas traitée de charlatanisme et même insultée, elle est jugée comme une de ces conceptions brillantes et éphémères qui, après avoir jeté une lueur plus ou moins décevante, s'éteignent et bientôt disparaissent. On comprend que, pure abstraction, le point de départ de la doctrine hégélienne ne pouvait aboutir à rien de réel.

Depuis lors, la philosophie germanique n'existe plus : elle a renoncé à la théorie. Ceux qui descendent encore de Hegel le dépassent ou le renient ; ils sont désormais tombés dans des négations extravagantes, dans des attaques grossières, dans des outrages à la moralité et au bon sens, dans ce qui ne peut porter nulle part le nom de philosophie et n'est que le renversement de toute notion saine et honnête.

Et de même en France, où le matérialisme prétend renaître, il a répudié spontanément tout caractère philosophique. Le positivisme et le naturalisme ne sont que la négation même de toute métaphysique ; ils le déclarent hautement et s'en glorifient. Ils s'appuient sur les faits seuls ; ils nient le monde des idées. Leurs lois ne sont que celles de la matière et ils ne demandent à ces lois ni leur cause, ni leurs raisons, ni leurs principes. Pour les adeptes du positivisme, tout ce qui dépasse les sens n'existe pas ; ils ne reconnaissent de réalité qu'à ce qu'ils voient, sentent ou touchent. Ils pourront donc saper les croyances établies, ils n'en produiront pas de nouvelles. Tout ce qui est théorie ou idée générale est contradictoire à leur procédé ; et, à vrai dire, en laissant même de côté l'absolutisme et l'excès de leur méthode, pour eux comme pour tous les autres, la formation d'un système quelconque semble devenue comme impossible. L'esprit humain se refuse à en faire ; il n'en inventera pas de nouveau, il n'en veut plus ; ils s'est désormais épuisé dans cette voie.

Ne s'est-il pas essayé à toutes les idées qui se sont produites depuis l'origine des choses? n'a-t-il pas parcouru le cercle entier des opinions, des contradictions, des thèses, des antithèses? Après avoir tout tenté en synthèse et en analyse, après avoir divisé, réuni, confondu, distingué, mêlé dans les combinaisons les plus diverses Dieu, l'homme, la nature, tout accordé, tout refusé tour à tour à l'un ou l'autre de ces trois termes, vu les plus grands génies comme les esprits les plus subtils s'user sur ces difficultés, se perdre dans ces profondeurs, il est à bout d'inventions et de découvertes ; et après toutes les témérités passées, une nouvelle tentative serait une dernière témérité plus inadmissible encore.

VIII

Mais au-dessus de ces fluctuations qui aboutissent à des abîmes surnage toujours le spiritualisme ; au-dessus de ces ruines qui s'amoncellent de toutes parts, il s'élève toujours avec sa force et sa grandeur. Sa base ira s'élargissant de plus en plus ; il se fortifiera en s'étendant, il s'accentuera et se précisera en devenant moins exclusif. Et si l'école contemporaine, nous avons dû le dire, l'a trop souvent compromis et laissé déchoir, il devra reconnaître, d'autre part, qu'il lui est, sur certains points, redevable ; car il ne maintiendra désormais et ne développera son action qu'en s'appuyant sur deux caractères qui lui ont été assignés par le maître de cette école, en s'étayant, d'un côté, sur l'histoire et en se posant, de l'autre, sur le terrain d'un sage éclectisme.

L'histoire, qui est à la métaphysique ce que l'observation est aux sens, et qui, par une loi naturelle, s'est développée de concert avec le mouvement scientifique de ces dernières époques, introduira le spiritualisme dans tout le travail de l'esprit humain. Elle fera passer devant lui toutes les tentatives pour les juger, toutes les idées pour s'en rendre compte, toutes les théories pour les comparer, toutes les expériences pour les constater. Elle lui fera voir les grandes luttes des systèmes, la naissance, la formation, le déclin des écoles, ces progrès de la pensée humaine qui, ici, s'avance par degrés et, là, arrive tout d'un bond aux résultats les plus magnifiques, ces siècles puissants par l'intelligence et ces pays féconds en philosophes, les plus grands génies surgissant en même temps pour se compléter ou se combattre, l'Académie, le Lycée, le Portique apparaissant en Grèce avec les nobles figures si curieuses et si diverses de Platon, d'Aris-

tote, de Zénon, les Épicuriens et les Stoïciens se partageant Rome, les Alexandrins et les chrétiens luttant au quatrième siècle, les réalistes et les nominaux remplissant le moyen âge de leurs querelles, Bacon et Descartes, à la Renaissance, remontant chacun le double courant qui les sépare, les idéalistes et les sensualistes continuant ces divisions dans les temps modernes. Quelle riche moisson à recueillir! quels trésors accumulés! quels matériaux, mêlés sans doute, formés de toutes pièces, mais nombreux et importants! que d'observations acquises! que d'expériences réalisées! Ne pas tenir compte de ces résultats qui ont coûté tant d'efforts, de ces productions du génie des plus grands hommes, vouloir de nouveau faire table rase, élever sur une idée isolée un nouvel édifice, faire d'une abstraction née d'hier le pivot d'une rénovation de l'esprit humain, ce serait vouloir recommencer chaque jour l'œuvre tout entière, frapper de nullité le travail des siècles, ne pas comprendre que la vérité appartient à l'humanité autant qu'à l'homme individuel et que, pas plus dans la philosophie que dans les sciences, les points acquis par le labeur des générations ne doivent être perdus.

La vraie philosophie reconnaîtra donc les services importants dont elle est redevable à l'histoire et les précieuses ressources qui sont ainsi mises à sa disposition.

Et puis, par un sage éclectisme, elle s'appropriera ces enseignements ; elle triera ces matériaux. Elle empruntera à tous les hommes les idées grandes et justes qu'ils ont émises, à tous les systèmes la part de vérité qu'ils recèlent. Elle ne mêlera sans doute pas ce qu'elle aura recueilli dans un syncrétisme inintelligent qui confond le vrai et le faux, le bien et le mal, l'imaginaire et le réel, qui fait sortir la vérité du mélange de deux erreurs et unit, dans une alliance monstrueuse, les éléments les plus contraires. Elle prendra à Platon ce qu'il y a à la fois de sublime et d'exact, d'admirable et de juste, dans ses théories et ses idées ; elle demandera à Aristote la puissance de son raisonnement et la clarté de son observation ; elle ira chercher dans Zénon, dans Cicéron, dans Sénèque, dans Épictète, ces notions élevées et vraies qui ont fait pour eux la force et la lumière de la vie, et resplendissaient au travers de leurs défaillances et de leurs erreurs.

Cet éclectisme, aussi utile que naturel à l'esprit de l'homme, était en germe dès les premiers jours de la philosophie. L'illustre disciple de Socrate le pratiquait déjà et invoquait, avec la tradition des aïeux, les enseignements des premiers maîtres. Plus tard, sans doute, la nouvelle Académie a poussé le procédé à l'extrême. En amalgamant les contraires, elle en est arrivée à une doctrine où tout se perdait dans la confusion et dans le chaos. Mais le principe n'en reste pas

moins au-dessus de toute attaque sérieuse et repose, comme tout ce qui est juste, sur les fondements de la raison.

Ainsi éclairée par le double flambeau de la méthode historique et éclectique, la philosophie spiritualiste ne reprendra pas à chaque instant en sous-œuvre l'édifice commencé. Les grands principes seront fixés pour elle ; l'héritage des grands maîtres lui sera acquis. Comme toute science, elle aura sa base dans les vérités primordiales qu'elle pourra éclairer et approfondir, mais non changer ; vérités qui sont des axiomes de la conscience, n'ont besoin d'être ni recherchées ni démontrées, demeurent au plus intime de nous-mêmes, au fond de toute intelligence et de toute raison.

Expression du sens commun, elle n'ira pas tant à la découverte de principes inconnus et nouveaux, surtout à une époque où l'expérience des temps a comme épuisé les recherches métaphysiques, qu'elle ne certifiera des vérités déjà acquises ; elle les élèvera à l'état scientifique, leur donnera un caractère définitif et immuable, les pénétrera, en prendra une compréhension plus vive, rendra raison d'une manière plus précise de leur crédibilité et entrera pour chacune d'elles dans une lumière plus pleine et plus parfaite. Ces vérités, malgré leur évidence intrinsèque, offrent encore à l'analyse bien des points inexplorés, comme les facultés de l'âme qu'aucune négation non plus ne saurait atteindre présentent dans leur étude intime bien des investigations délicates et ménagent sans doute encore de curieuses découvertes. Ainsi, là même où l'intuition paraît le plus puissante et le point de départ le plus incontesté, il y aura lieu à une exploration de détail, inépuisable comme la profondeur de la vérité et la richesse de l'esprit humain.

Puis le spiritualisme véritable, celui de l'avenir, reprenant l'œuvre qui a trop fait défaut à l'école contemporaine, ne s'isolera pas du monde extérieur, il ne négligera pas l'observation externe. S'il contemple et admire le mouvement général des choses, la fécondité inexprimable de la nature, les sphères se développant dans des espaces sans limite, la matière dans la variété de ses formes produisant des séries sans nombre et sans mesure, les êtres en acte ou en puissance de naître offrant des combinaisons impossibles à calculer et à définir, des phénomènes merveilleux obéissant à des lois plus merveilleuses encore, par delà ces mondes soumis à des accidents si multiples et à des règles si précises, il reconnaîtra leur cause supérieure, leur auteur, leur législateur, sans doute plus grand et plus puissant qu'eux tous ; il contemplera Dieu animant l'univers avec tout ce qu'il renferme, étant son principe et sa vie, comme l'âme anime le corps ; il admirera Dieu grandissant à mesure que les mondes s'étendent, que leurs phénomènes se développent et que leurs lois grandissent.

Il comprendra que, si quelque chose doit nous accabler et nous confondre, ce n'est pas la création, quelque incompréhensible et effrayante que soit sa fécondité, c'est le créateur dans la profondeur de son action et de sa toute-puissance. De là, la philosophie, redescendant à l'homme qui est pour lui-même une non moins étonnante merveille, ne refusera pas non plus d'admettre ce qu'il y a de nécessaire et d'exact dans l'influence des sens. En reconnaissant leur rôle surtout au point de départ, en comprenant que l'homme, composé de deux éléments, ne peut pas négliger ou proscrire l'un des deux, qu'il n'est pas un simple et pur esprit, mais une intelligence unie à des organes, elle n'en maintiendra pas moins dans son unité absolue le principe spiritualiste. L'homme est un avec le corps et malgré le corps ; et ce qui est juge et maître en lui, ce ne sont pas les sens, c'est le moi, c'est la conscience, c'est la raison. C'est là qu'est le tribunal unique et suprême où toute décision, toute volonté, toute liberté, toute moralité vient aboutir : c'est la citadelle inexpugnable où l'homme renferme ses droits comme il y garde ses devoirs ; c'est le criterium qui établit et valide tous les autres. Les moyens de certitude sont multiples, c'est la raison qui les apprécie et les règle ; et à cet égard, on peut regarder la philosophie comme l'autorité souveraine, comme la science maîtresse qui juge tous les procédés et domine toutes les sciences. Sans doute, la raison n'est pas à elle seule son principe et sa cause : elle ne crée pas plus la certitude qu'elle ne s'est faite elle-même ; elle n'est vraie qu'en se conformant à la vérité absolue. Elle ne produit pas la lumière, elle la reflète ; elle ne crée pas les types, elle les reconnaît. Elle n'a sa force que par son accord avec la justice, la beauté, le droit, la puissance infinie. C'est cette conformité seule qui fait son autorité et sa valeur. Participation de la raison divine, elle ne donnera pas évidemment une autre formule que la haute raison dont elle émane ; médiatrice entre les vérités de tous les ordres, elle adaptera à chacune d'elles leur caractère le plus sûr et leur expression la plus complète.

C'est alors que son domaine n'a plus de limites ; elle n'est arrêtée par aucune entrave, retenue par aucun obstacle. Elle est supérieure à toutes les choses humaines, en même temps qu'elle prend sa part de toutes.

Que les sciences agissent, inventent, découvrent, progressent, la philosophie véritable applaudira à leurs efforts, s'associera à leurs progrès, profitera de leurs recherches et puisera dans les observations et les faits les éléments nécessaires de la vraie doctrine. Elle s'appropriera leurs richesses pour les ennoblir et les féconder ; elle tirera de leurs résultats une conclusion et donnera un but à leurs découvertes.

D'autre part, que le monde supérieur s'ouvre devant elle, que l'idéal lui apparaisse, que l'infini lui offre ses mystères, la philosophie véritable se laissera attirer par ces révélations, pénétrera dans ces profondeurs et, en reconnaissant à la fois sa puissance et ses limites, elle saisira ce qu'il y a là en même temps d'inexplicable et de réel, de surnaturel et d'indubitable.

Elle n'excluera donc rien, pas plus l'intuition que l'observation, pas plus la religion que la science, pas plus le monde des esprits que celui des corps. Elle proclamera définitivement la parenté et l'intime alliance de toutes les vérités qui ne méritent ce nom que parce qu'elles émanent du même principe, tendent au même but et, par conséquent, concordent dans leur origine, leur marche, leurs résultats.

L'heure nous semble venue aujourd'hui d'élever un monument assez large pour les contenir toutes avec leurs conquêtes actuelles et leurs futurs développements. La philosophie, s'appuyant sur l'expérience des siècles, est assez avancée pour tenter cette œuvre, couronnement du travail de l'esprit humain. Ce ne serait pas le *Cosmos*, vaste répertoire des observations et des progrès des seules sciences naturelles ; ce serait plus encore : la réunion du monde des idées et de celui des faits, du divin et de l'humain, du fini et de l'infini, à la fois analyse et induction, déduction et synthèse, au sein d'une philosophie multiple et variée comme l'homme, une et grande comme Dieu.

S'il se rencontrait un puissant esprit, unissant à la connaissance des phénomènes la force de la pensée, maître des sciences physiques et morales, mû par la double inspiration qui animait les deux grands philosophes de l'antiquité, concentrant et généralisant, sans les disperser, toutes les connaissances modernes, embrassant, dans une ferme étreinte, le cercle entier de l'intelligence humaine, il donnerait à la philosophie sa formule, en tracerait les lois précises, en fixerait l'empire incontesté. Il referait, au profit du monde actuel, cette *somme* que le moyen âge a élevée non sans grandeur et sans gloire, mais que l'avancement des sciences et les progrès de la vérité permettraient aujourd'hui de construire avec des matériaux bien plus définitifs. Travail immense, sans doute, mais possible encore, qui, appuyé sur des fondements impérissables, destiné à s'étendre et à grandir, serait à la fois les colonnes du monument philosophique du présent et le portique de celui de l'avenir.

BAGUENAULT DE PUCHESSE.

MENTANA

ET LE DISCOURS IMPÉRIAL

I

Dans aucun temps la victoire du bon droit ne fut chose commune ; de nos jours elle est presque un miracle. Nous avions pris une telle habitude des revers que, suivant une locution peu digne d'être française, nous avions l'air de ne plus guère nous battre que pour l'honneur. L'honneur en vaut certes bien la peine! mais pour l'encouragement des bons comme pour la leçon des autres, il n'est pas inutile que le succès vienne parfois s'y joindre.

Les catholiques ne sauraient donc trop remercier Dieu et trop exalter la petite armée du Pape. Depuis un mois cette poignée de braves écrit avec son sang dans l'histoire de ce siècle une page nouvelle, inespérée, sublime. Attaquée par trahison en pleine paix, isolée au centre d'un pays qui avait juré d'être neutre ou même protecteur et qui était ennemi ; travaillée depuis longtemps par les embaucheurs d'indiscipline et de désertion ; recrutée, à chaque arrivée du paquebot de Marseille à Civita-Vecchia, de dévouements admirables mais inexpérimentés, elle a su se reformer sous le feu, faire front de tous côtés, livrer une série de combats presque tous victorieux et où les échecs comptent autant que les victoires, interdire l'entrée de Rome aux envahisseurs trois fois plus nombreux, jusqu'au jour où l'arrivée d'une brigade française a permis de reprendre l'offensive et de les chasser honteusement du territoire pontifical. A l'heure qu'il est, pas un volontaire de Garibaldi ne reste en armes, dans les possessions du Saint-Siége. Ces « vils mercenaires » qu'on devait assommer à coups de crosse, les ont reconduits chez Victor-Emmanuel

la baïonnette dans les reins. Le vieux condottiere lui-même a dû fuir devant eux, laissant sa renommée parmi les morts de la journée, et n'ayant pas même dans ce grand désastre trouvé pour lui ou pour un de ses fils la faveur d'une balle.

Ce n'est pas tout : le gouvernement italien qui marchait à pas comptés derrière Garibaldi, comme le chacal derrière le lion, a subi le contre-coup de la déroute. Son armée déjà campée dans les États romains a vu passer éperdus les futurs vainqueurs du Capitole, elle a vu fuir le héros déconfit de *Roma o morte*, elle a entendu dans le lointain le roulement meurtrier de nos fusils Chassepot, et elle a reculé à son tour. La victoire de Mentana est donc une victoire trois fois française ; française par la cause défendue, qui compta toujours au premier rang de nos causes nationales ; française par le sang de nos fils, de nos frères, de nos amis, qui a coulé à flots pour la payer à Dieu ; française pour la présence de notre armée, qui pour vaincre n'a eu qu'à se montrer.

Ah ! nous voyons maintenant ce qui serait arrivé ou plutôt ce qui ne serait pas arrivé en 1860, si Garibaldi avait trouvé dans les Deux-Siciles des soldats à combattre au lieu de généraux à acheter, si Cialdini avait pu croire que les aigles impériales allaient prendre leur vol vers le rocher d'Ancône. Mais gardons-nous de récriminer ! Ce sont les défaites de Castelfidardo qui font les victoires de Mentana. Vous avez manqué tous les deux au grand jour de la revanche, toi la Moricière, mort trop tôt pour la prévoir, toi Pimodan, enseveli depuis six ans dans ton drapeau ! Mais vos âmes, on l'a dit, étaient du combat. Ce sont bien vos soldats, ce sont bien vos enfants qui viennent de vous donner pour le lendemain du jour des morts la glorieuse commémoration de la victoire !

Mais, il faut le reconnaître, tout l'héroïsme des défenseurs de la papauté eût été dépensé en pure perte si les populations des villes et des campagnes romaines s'étaient jointes à l'ennemi du dehors. Ici nouveau miracle plus inattendu peut-être que le premier. On nous avait tant répété que les sujets du Pape attendaient avec impatience le moment de secouer un joug abhorré qu'on se demandait avec anxiété ce qu'il en fallait croire. Déjà, lors de l'évacuation de nos troupes en 1865, on annonçait que la révolution allait entrer par la porte du côté de Naples, pendant que nous sortirions par la porte du côté de Civita-Vecchia. Deux ans de calme, sans la moindre tentative de révolte, ont suffisamment répondu à ces espérances des ennemis, à ces fausses alarmes des pessimistes. Certes il y avait déjà là de quoi donner à réfléchir aux uns et aux autres. Mais on nous disait en leur nom : « Vous ne connaissez pas les Italiens ; ils n'ont pas vos impatiences ni vos témérités françaises ; c'est un peuple politique

que le peuple de la ville éternelle ! *Patiens quia æternus !* il attend son jour, l'occasion, le signal. Ne voyez-vous pas que son comité ne prend la parole que pour lui recommander de ne pas partir avant l'ordre ? »

Eh bien ! cette fois le jour est venu, l'ordre a été donné, et ce peuple qu'on s'efforçait si comiquement de retenir, n'a pas songé à se lever. Tous les journaux, tous les comités de Florence, de Gênes, de Milan, de Turin ont poussé un formidable *All' armi !* et les seuls Romains qui aient couru aux armes, sont les paysans et les bourgeois qui ont demandé à se former en garde civique contre les bandes. Bien plus, Garibaldi lui-même est venu frapper en désespéré aux portes de Rome, et les portes ne se sont pas ouvertes, et personne n'a répondu de l'intérieur, si ce n'est quelques mal conseillés de la misère, quelques étrangers ou émigrés introduits la veille dans la cité fidèle.

Et cependant, rien n'avait été négligé pour préparer de loin l'insurrection, pour l'armer, la recruter, faire croire à son succès certain et à peine disputé. On peut dire, et l'on n'a pas assez dit, qu'une émeute à Rome a été depuis six mois le principal objectif de la politique italienne. C'était le premier des « moyens moraux » sur lesquels avaient compté tout haut les hommes d'État de Florence. L'initiative prise par les Romains eût non-seulement dispensé Victor-Emmanuel d'avoir l'air de rien commencer, mais lui eût fourni un excellent prétexte pour tout finir promptement et à son profit.

Comment expliquer, si ce n'est par ce but, tout ce bruit de souscriptions, d'enrôlements, de *meetings* dont les journaux et les places publiques du royaume n'ont cessé de retentir ? Jamais complot s'est-il entouré de moins de mystère ? Garibaldi n'a-t-il pas crié partout : *Je vais à Rome !* comme pour mettre au défi le gouvernement italien de ne rien faire et le gouvernement français de ne rien dire pour l'en empêcher ? Et en réalité qu'a-t-on dit, qu'a-t-on fait pendant cette première période ? Espérons dans les révélations du Livre jaune, mais ne perdons pas de vue que rien de public n'a été tenté contre une conspiration si effrontément publique. N'y avait-il pas là, nous le demandons, de quoi inspirer aux Romains, même les plus timides, l'idée et le courage de se révolter ? N'y avait-il pas là de quoi persuader aux Italiens que leur gouvernement était de connivence avec Garibaldi et que les chancelleries n'attendaient que le moment de sanctionner de leur signature les plébiscites de l'émeute ? C'est cette certitude qui a donné 15,000 volontaires au général des chemises rouges, mais elle n'a pu donner à M. Ratazzi les six heures d'insurrection dont il avait besoin, disait-il honnêtement, pour tourner la convention de septembre. Dès lors, et Garibaldi, lancé une seconde

fois, ne voulant plus reculer, il a fallu la déchirer et en jeter les morceaux à la figure de la France. De là l'intervention inévitable, de là Mentana et ses suites.

Voilà la vérité, la dure mais indéniable vérité! Le peuple romain ne se sent pas aussi opprimé qu'on a coutume de le crier en son nom, et son gouvernement ne lui paraît pas le plus exécrable des gouvernements. *Ce régime d'hyènes qui boivent avec volupté le plus pur de son sang dans le calice de leurs mensonges*, comme déclame Garibaldi, il le préfère au régime italien, qu'il a pu étudier de près depuis que du centre des États du pape à la frontière de Victor-Emmanuel, il n'y a pas plus de 12 à 15 lieues. Sous ce rapport, il est vrai de dire que les annexions faites sont devenues un argument contre les annexions désirées? L'illusion, comme le respect, exige un certain éloignement. En se rapprochant des sujets du Saint-Père au point de se mêler à eux, les Piémontais se sont trop vite et trop bien fait connaître. Je n'ai jamais pensé que les Romains se crussent le plus heureux et le mieux administré des peuples; mais il est démontré que depuis qu'ils voient sous leurs yeux la félicité de leurs proches voisins, ils ont perdu toute fantaisie de se réunir à eux. Les gros impôts, la conscription, les persécutions religieuses, les batailles perdues sur terre et sur mer, la banqueroute et la guerre civile en expectative, cela ne peut tenter personne. Ajoutons que l'invasion garibaldienne avec ses dévastations et ses sacriléges, a laissé un long souvenir de haine et de terreur dans tous les bourgs et villages des États romains, qui viennent d'être délivrés de leurs libérateurs.

Qu'on cesse donc de nous parler du droit des Romains. Ce droit n'est nullement violé par le maintien d'un gouvernement dont ce peuple vient d'aider et d'applaudir le triomphe. Ceux qui étaient le 6 novembre à Rome et qui ont assisté à la rentrée triomphale de l'armée de Mentana, ceux-là peuvent dire qu'ils ont vu à l'œuvre le droit des Romains. Les mêmes scènes se sont produites à Monte-Rotondo saccagé par les bandes, à Viterbe où la population furieuse contre les pillards d'églises, venait baiser les mains de nos soldats, à Montefiascone où le colonel Azzanesi est rentré sous une pluie de fleurs à Tivoli, qui s'est porté en habits de fête au-devant des pontificaux, à Palestrino, à Zagarolo, à Frosinone, à Ronciglione, à Velletri, à Valmontane, à Anagni, à Vetralla, à Satri, à Civita-Castellana, à Firentano, à Alatri, à Veroli, partout où l'écusson pontifical a été relevé aux acclamations de tous les habitants. On me dira que l'enthousiasme populaire ne prouve rien ; soit! On m'accordera du moins qu'il prouve autant qu'un plébiscite ; et n'est-ce pas tout ce qu'il faut pour la politique et pour l'opinion de notre temps?

Le pape est donc un souverain qui peut compter autant qu'aucun

des souverains actuellement régnant, sur l'affection de ses sujets et le dévouement de son armée. S'il a besoin, comme Florence vient d'oser le lui reprocher, de soldats trop nombreux pour ses ressources et parfois de l'appui armé de la France, ce n'est pas, l'Europe l'a vu, contre son peuple, c'est contre son voisin. On lui fait un crime de n'être pas un roi comme un autre. Je le crois bien ! trouvez donc dans le monde un autre État de cinq cent mille habitants condamné à se tenir perpétuellement en garde contre un État cinquante fois plus peuplé qui l'entoure de toutes parts et qui a solennellement juré de lui ravir sa capitale! Que l'Europe déclare se charger du voisin, et Pie IX se chargera d'être un souverain comme un autre et de rendre son petit peuple plus heureux et plus libre que tant d'autres.

II

Ce que viennent de dire avec un si admirable accord l'armée et les populations des États du pape, l'une par sa bravoure, l'autre par son bon sens, la diplomatie va-t-elle le contredire? Ce qu'elles n'ont pas voulu, va-t-elle le vouloir? Ce qu'elles ont fait, va-t-elle le défaire

Remarquons tout d'abord que c'est juste le contraire qui serait son devoir et sa mission. La diplomatie n'a été inventée que pour prévenir la guerre quand la chose est possible, ou ratifier les arrêts du canon, quand elle n'a pas su l'empêcher de prendre la parole. Dans le premier cas elle, donne à chaque parti le conseil rarement écouté des concessions préalables ; dans le second, elle se borne à imposer, en les modérant, à la partie qui a succombé les concessions exigées par celle qui a eu le dessus. Ce n'est pas autrement, on l'a vu, que l'Italie a dû à deux défaites de l'Autriche, l'une par la France, l'autre par la Prusse, la Lombardie et la Vénétie.

Or, quelqu'un songera-t-il à nier que l'invasion des États pontificaux par les bandes garibaldiennes et par l'armée régulière italienne ne constitue un fait de guerre au premier chef, un appel à la force pour trancher la question romaine dans le sens des prétentions de Florence? Tout au plus cherchera-t-on à prolonger l'équivoque sur le véritable nom du vaincu. Ce vaincu, disons-le bien haut, ce n'est pas Garibaldi, qui ne compte pas encore en Europe parmi les potentats qui ont droit de paix et de guerre, c'est Victor-Emmanuel. A défaut de l'ensemble écrasant de faits que nous avons vus se dérouler depuis quelques mois, l'exaspération actuelle de l'opinion publique en Italie contre la France suffirait à le prouver. C'est Victor-Emmanuel qui a retenu dans ses cachots avec d'indignes traitements les

héroïques soldats de la légion d'Antibes faits prisonniers par Garibaldi; c'est Victor-Emmanuel qui trônerait au Capitole aujourd'hui si le chef des chemises rouges n'avait pas été précipité du haut de son rocher de Monte Rotondo; c'est Victor-Emmanuel qui lèverait tributs sur les États conquis; c'est Victor-Emmanuel qui recevrait Rome de Garibaldi dans une poignée de mains, comme il en a déjà reçu Naples et la Sicile.

Que celui donc qui s'avançait déjà pour ramasser les profits de la victoire subisse la responsabilité de la défaite. C'est de toute logique, de toute moralité, de toute justice! En vain prétendrait-on qu'il n'y a pas eu de guerre régulièrement déclarée de gouvernement à gouvernement. Parce qu'on a violé le droit des gens pour commencer les hostilités contre le Saint-Père, ce n'est pas une raison pour le violer de nouveau en traitant de la paix. Le droit des gens veut que la paix soit faite au détriment de celui que le sort des armes a condamné. La victoire de Mentana devrait en bonne règle valoir au Pape la restitution de la Marche d'Ancône, que la défaite de Castelfidardo lui avait fait perdre. Il serait par trop singulier que chacun eût la prétention de lacérer le temporel du Saint-Père et qu'il ne fût pas permis de toucher à la moindre parcelle du temporel de Victor-Emmanuel!

En tout cas, aucun doute ne peut être élevé sur le nom du vainqueur. C'est bien pour le droit du Pape qu'on s'est battu et qu'on a vaincu. Il faut donc que ce droit sorte de la lutte non-seulement incontesté, mais solennellement affirmé, fortifié, garanti. Le congrès, s'il parvient à se réunir, devra mettre sur le tapis non la question du pouvoir temporel qui vient d'être pour le moment résolue par la victoire, mais bien la question de l'unité italienne qui, depuis 1860, a déjà coûté à l'Europe deux grandes guerres, à la péninsule quatre ans de combats de cannibales dans les deux Siciles, à la chrétienté tout entière huit années de troubles et d'angoisses. Oui, que les puissances, et non pas seulement, comme on l'a imprudemment proposé, les puissances catholiques, mais toutes les puissances civilisées se réunissent, qu'elles voient, qu'elles jugent et qu'elles avisent à prendre un parti. A Florence, une souveraineté qui n'a que six ans de date, à Rome une souveraineté vieille comme l'Europe chrétienne; l'une issue des complots et du mépris de la foi jurée, l'autre fondée sur l'intérêt permanent des peuples et sur les traités; l'une obligée de se chercher des complices dans la révolution universelle, l'autre heureusement condamnée par sa nature plus encore que par l'esprit de notre temps à ne pouvoir ni nuire ni servir dans l'ordre des intérêts temporels; celle-ci qui a osé refuser, il y a soixante ans, au dominateur du continent d'entrer dans sa ligue commerciale contre l'Angleterre, et de nos jours à sa chère Italie d'entrer dans sa ligue

armée contre l'Autriche, celle-là qui n'a pas même pris le temps de se faire des finances, une armée, une flotte pour contracter une alliance de pirates avec la Prusse, bouleverser l'Europe centrale, détruire l'équilibre des forces, aggraver contre la France les gênes et les menaces de 1815, tout préparer peut-être pour une prochaine et terrible guerre.

Qu'on le croie bien! entre ces deux souverainetés, le choix, s'il était à faire, serait bientôt fait. L'intérêt politique est ici trop manifestement d'accord avec l'intérêt catholique pour permettre une longue hésitation. Mais s'il ne convient pas au souverain pontife de se présenter en vainqueur dans le congrès, au moins ne doit-il pas y être cité comme accusé. C'est cependant le rôle qui lui est d'avance assigné par la dernière circulaire de M. Menabrea. Le pouvoir temporel du pape est audacieusement dénoncé comme l'ennemi implacable du royaume italien, comme l'obstacle unique, obstiné et perfide à la paix et à l'unité de l'Italie.

Et je sais que de moi, tu médis l'an passé !

On ne semble pas même se douter,—tant on se croit sûr de ses juges! — que ce raisonnement de loup qui cherche aventure puisse révolter le bon sens ou la conscience d'une seule des puissances. On oublie soi-même avec l'apparente conviction de le faire oublier aux autres, que s'il y a eu violation des lois internationales, attentat à main armée contre l'ordre et le repos publics, le coupable est celui-là même qui après avoir été signalé, démasqué, saisi en flagrant délit et battu, ose venir se poser en accusateur.

Ce qui est effrayant, je le répète, ce n'est pas qu'on ait osé cela à Florence. Depuis longtemps, on a pris là-bas l'habitude de tout oser ! — C'est qu'au lieu d'être accueilli par un cri d'indignation, on ait pu recevoir des félicitations et des compliments !

Avec de tels préliminaires, on le sait bien d'avance, il n'y aurait pas à compter sur la réunion possible d'une conférence, ni dans tous les cas sur la présence d'un délégué du Saint-Siége. Pour être posée en termes utiles, pour être discutée en toute sincérité, la question, répétons-le, devrait être retournée.

L'unité italienne est-elle incompatible avec l'existence du pouvoir temporel du pape ? Voilà le premier point à débattre.

Si cette incompatibilité n'existe pas, quelles précautions collectives sont à prendre, quelles garanties à exiger, pour mettre le petit État pontifical à l'abri des attaques régulières ou irrégulières de son puissant voisin? Voilà le second point.

Si cette incompatibilité est reconnue, peut-on revenir aux arrange-

ments du traité de Zurich, sauf la cession de Venise, légitimement acquise depuis au royaume italien ? ou faut-il, comme on l'a souvent proposé, garder un grand royaume subalpin au nord, une enclave pontificale au centre, et refaire au sud une grande monarchie des deux Siciles ? Voilà le troisième point et, selon nous, le point pratique du débat devant lequel on recule.

A prendre la situation telle que l'ont faite les derniers événements, il est rigoureusement vrai de dire qu'il n'y a plus de question romaine, mais qu'il y a plus que jamais une question italienne. Le pape vient de se montrer plus souverain, plus maître chez lui, plus sûr de son peuple et de son armée que le roi Victor-Emmanuel. Qu'on oblige le vaincu à retirer solennellement ses prétentions et ses menaces d'avant la défaite, et le petit royaume de Pix IX ne risque plus de contraindre l'Europe à s'occuper de lui. Il y a mieux. —et pourquoi ne le dirions-nous pas ? —qu'on fasse cesser pour le gouvernement légitime de Rome cet état précaire, ce règne sous le couteau, cette défensive sans trêve qui est sa vie depuis dix-huit ans, et toutes les réformes redeviennent possibles, et l'on tardera pas à voir les heureux effets de cette parole librement donnée jadis à M. de Rayneval : Soyez tranquille, Pie IX sera toujours Pie IX !

III

Le discours impérial du 18 novembre nous met-il sur la voie des réparations dues et des solutions définitives? Nous voudrions pouvoir répondre franchement : Oui ; nous n'oserions répondre absolument : Non. L'empereur s'est évidemment appliqué à tenir la balance égale entre le royaume d'Italie et le Saint-Siége. Seulement, comme il n'y avait à donner au premier que des reproches, au second que des éloges, on est arrivé à maintenir l'équilibre en palliant les reproches encourus par l'un et en passant sous silence les éloges mérités par l'autre. Florence entend parler d'agitations révolutionnaires préparées au grand jour et de la convention du 15 septembre non exécutée ; mais Rome ne reçoit pas la plus légère mention d'honneur pour la fermeté inattendue de son gouvernement, la vaillance de son armée, la fidélité de son peuple. « Le pouvoir du Saint-Siége, » est de nouveau rappelé et reconnu, mais l'unité de l'Italie est mise au même rang, et les stipulations de Villafranca, dont on craignait le réveil, sont démenties une dernière fois par la même bouche qui les avait dictées. La convention du 15 septembre est déclarée maintenue, mais seulement « jusqu'au nouvel acte international

qui doit régler les rapports de l'Italie avec le Saint-Siége, » acte que nous demandons à l'Europe de rédiger au lieu de commencer par le rédiger nous-mêmes et de l'offrir ensuite à l'adhésion des puissances.

L'Europe viendra-t-elle à la conférence proposée? C'est douteux. — Une fois réunie, parviendra-t-elle à s'entendre sur le nouvel acte international? Ce serait un miracle. En attendant, la situation reste celle-ci : D'un côté la France qui affirme l'existence de la convention du 15 septembre où elle a puisé le droit d'intervenir ; de l'autre, l'Italie qui proteste que cette convention a cessé d'exister depuis le jour où elle l'a violée. Or, comme un engagement à deux signatures dont une signature est biffée, n'est plus un engagement, il en résulte que la présence de l'armée française dans les États pontificaux empêche seule l'armée italienne de reprendre sa marche sur Rome. Ainsi nous voilà revenus juste au point où nous en étions avant l'arrangement tant célébré en 1864. L'établissement temporel de la papauté, mis publiquement en péril par le royaume d'Italie, ne peut s'appuyer que sur nos baïonnettes, et, si l'Europe ne consent pas à venir nous relever, nous n'avons qu'à recommencer notre faction de 1849 à 1865, période déplorable, nous n'hésitons pas à le reconnaître, pour Rome, pour la France et pour l'Italie.

Qui ne voit, en outre, que ce retour forcé à l'occupation indéfinie des États-Romains est un grave échec pour la politique qui s'enorgueillissait naguère de les quitter en signant la convention du 15 septembre. Quel facile et complet triomphe ne pourrions-nous pas nous donner en rappelant nos prédictions d'alors et les réponses indignées qu'elles nous valurent, sur la bonne foi et la bonne politique du gouvernement de Florence! Dans une lettre publiée récemment par *la Gazette de France*, et qui a pris tout de suite l'importance d'un document officiel, M. de Falloux se demande si c'est pour Pie IX ou pour Victor-Emmanuel que nos soldats sont revenus à Rome. En ne prenant pas la peine de distinguer, ne serait-ce que par une épithète entre l'oppresseur et l'opprimé, le discours de la couronne risque de laisser prendre au sérieux cette question ironique.

Et cependant, rien n'était plus facile, rien de plus attendu par l'opinion que de profiter des derniers événements, non pour retomber lourdement dans l'ornière du passé, mais pour faire un pas décisif en avant. Il ne s'agissait, nous l'avons dit plus haut, que de prendre pied sur le terrain conquis à Mentana et de mettre résolûment en question l'organisation actuelle de la Péninsule. Le succès était certain, non-seulement auprès des puissances, mais tout d'abord auprès des premiers intéressés qui sont les Italiens eux-mêmes. Tandis, en effet, que de la salle du Louvre part un encouragement

inattendu pour la cause de l'unité italienne, l'irrésistible désanchentement des cœurs et des intérêts semble préparer sa fin prochaine de l'autre côté des Alpes. L'agitation mazzinienne elle-même ne s'alimente dans les anciens États que du dépit de l'unité manquée et des regrets de l'autonomie perdue. L'empereur ne peut pas ignorer, par exemple, que les mouvements populaires si violents en ce moment dans l'ancien Piémont, ont bien moins pour cause l'abandon temporaire de Rome capitale, que l'abandon définitif de Turin. Si le discours du 18 novembre avait osé parler de refaire pour la maison de Savoie un grand royaume subalpin, allant de la frontière française à l'Adriatique, nous ne craignons pas d'affirmer que toutes les populations aujourd'hui déchaînées contre la France nous assourdiraient de leur reconnaissance. Quant à Naples et à la Sicile, il faut n'avoir étudié l'Italie que dans les journaux italiens de Paris, pour mettre en doute que la presque unanimité de leurs habitants voterait d'enthousiasme le retour à un État séparé.

Cette solution toute faite, la seule qu'on puisse dire à la fois toute italienne et toute française, qui nous expliquera pourquoi notre gouvernement n'en a pas voulu? Si, la voulant, il n'a pas osé la demander, qu'a-t-il craint? Si ne craignant pas de la demander, il a préféré garder la situation présente, qu'a-t-il pu en espérer? Nous savons bien que pour certains raffinés qui confondent la rouerie avec la politique, il existe une raison d'empêcher la question romaine de finir. Ne nous faisant courir au dehors aucun risque bien sérieux, elle a, suivant eux, l'avantage de tenir à l'intérieur le clergé dépendant et le parti libéral divisé. D'après ces Machiavels d'antichambres, la question romaine serait au premier rang de celles qu'un pouvoir habile entretient au lieu de terminer, à peu près comme ces plaies que les médecins conseilleut de ne pas fermer parce qu'elles contribuent à la santé générale du corps. Je ne consentirai jamais, quant à moi, à calomnier à ce point le gouvernement de mon pays! Mieux vaut croire, au risque d'être déçu, qu'il a trouvé un moyen de concilier la souveraineté temporelle du Saint-Père, qu'il vient de défendre par ses armes, avec l'unité de l'Italie, qu'il vient de consacrer par ses déclarations. C'est d'ailleurs ce que les prochaines discussions parlementaires ne peuvent manquer de nous révéler.

On le sait aussi, ce n'est pas à nous qu'il est besoin de rappeler que le moment semble venu de nous détourner un peu de la politique étrangère pour consacrer tous nos soins à l'amélioration de notre situation intérieure. Cet excellent et libéral conseil du discours de la couronne, il y a longtemps que nous ne cessons, mais en vain, de le répéter à nos confrères de la presse. Pour qu'enfin il ait chance d'être écouté, pour que le pays se donne avec calme, sans révolution

nouvelle, et pour ne plus la quitter, à l'œuvre de progrès entreprise en 89 et si fatalement interrompue, deux conditions nous semblent nécessaires. La première, c'est que la question romaine ne vienne pas d'un moment à l'autre changer la lutte politique en guerre de religion ; la seconde, c'est qu'on nous parle un peu moins « de la fermeté de la répression, de l'énergie et de l'autorité du pouvoir. »

De telles déclarations ne sont plus celles dont notre temps est avide. En 1852, ceux qui osaient réclamer en faveur de la liberté étaient, il nous en souvient, mal écoutés par le public et mal traités par le pouvoir. On venait en effet d'abuser pendant quatre ans de la liberté, sans même savoir en user. Aujourd'hui la situation est inverse. Le pays a plus besoin de se sentir affranchi que protégé, et plus on lui remettra le soin de ses affaires, plus il se croira en garde contre le retour des fautes dont il a souffert et de celles dont il souffre encore.

Le désarmement des consciences, si l'on peut ainsi parler, par l'apaisement facile aujourd'hui de la question romaine ; un *sursum* universel des cœurs, des intelligences, des volontés, des mœurs publiques par la liberté restituée aux luttes politiques : tels sont les deux inestimables bienfaits que nous étions en droit d'attendre et dont nous aurions aimé à remercier la victoire de Mentana et le discours impérial.

LÉOPOLD DE GAILLARD.

REVUE CRITIQUE

I. *Histoire de l'abbé de Rancé et de sa réforme*, par M. l'abbé Dubois. 2 vol. — II. *Les mystiques espagnols*, par M. Paul Rousselot. 1 vol.

I

A côté de la prétendue réforme chrétienne de Luther et de Calvin, dont le résultat fut une dissolution dogmatique aujourd'hui presque entièrement consommée, il y eut dans l'Église, aux seizième et dix-septième siècles, une réforme réelle et efficace qui se fit d'accord avec l'autorité légitime et se traduisit par des institutions régénératrices et des œuvres encore en ce moment florissantes. Plusieurs années avant que Ranke le proclamât, nous avions signalé ce fait dans un recueil dont quelques-uns de nos lecteurs se souviennent sans doute, — la *Revue européenne,* — et l'évidence en avait paru si grande à M. Ampère, alors au début de son enseignement au Collége de France, qu'il consacra toute une de ses leçons à le mettre en lumière et à compléter ce qui manquait à l'esquisse que nous en avions tracée.

L'un de nos oublis les plus graves et les plus justement relevés par l'illustre professeur, était la régénération des institutions monastiques, vigoureusement entreprise à la même époque, en Italie, en Espagne, et surtout en France. Ce côté du tableau de la renaissance catholique nous avait échappé, en effet, et la lacune était grave; car, sur ce point aussi, il fut fait d'héroïques efforts, et, si le succès n'y répondit pas aussi universellement qu'ailleurs, il ne faut pas l'attribuer à la faiblesse ou à l'absence du zèle.

Parmi les tentatives dont nous parlons, il en est une qui domine toutes les autres par son intensité chrétienne, la rare énergie de son auteur et les glorieux fruits qu'elle a portés : nous voulons parler de celle de l'abbé de Rancé. La Trappe brille d'un éclat à part dans les œuvres de la réforme catholique. Après deux siècles d'existence, cette puissante restau-

ration a conservé toute sa vigueur, et l'énervement général ne l'a pas atteinte. Il n'y a personne qui n'ait été témoin ou qui n'ait ouï parler de l'austère et laborieuse vie qu'on y mène : c'est celle du Mont-Cassin, de Cîteaux et de Clairvaux aux jours de leur première ferveur ; mais ce que peu de personnes savent aujourd'hui, ce sont les difficultés que l'abbé de Rancé eut à la rétablir et les obstacles que sa sainte entreprise rencontra dans le monde, à la cour, et même auprès du clergé de son temps. C'est un spectacle à la fois curieux, instructif et fortifiant que celui de cette volonté humble et persévérante, qui ne s'impose pas orgueilleusement, qui tient compte de l'ignorance, des habitudes, des intérêts et des passions des hommes et des temps, et qui attend de Dieu et du progrès de la raison, éclairée par sa conduite et par ses paroles, la liberté qu'il sollicite sans l'usurper. Ce spectacle est celui que nous offre le grand et savant travail que M. l'abbé Dubois vient de consacrer à l'histoire de l'abbé de Rancé et de sa réforme[1]. Cet ouvrage éclaire à fond une portion considérable, et jusqu'ici restée un peu obscure, du mouvement religieux de la France aux temps de Louis XIII et de Louis XIV. Bien que traité d'une autre façon et dans un autre esprit, c'est le vrai pendant du livre de M. Sainte-Beuve sur Port-Royal et son école ; il lui sert à la fois de correctif et de complément. M. Sainte-Beuve a accordé, un chapitre très-sympathique à l'abbé de Rancé ; mais la part qu'il assigne à sa réforme dans l'ensemble du travail de régénération du dix-septième siècle, est réduite à des proportions sans rapport avec la place qu'elle occupe dans l'histoire de l'Église. N'était la grandeur personnelle de son fondateur, le fait de la fondation de la Trappe passerait inaperçu aux yeux du savant académicien. A l'entendre, les efforts de Rancé pour régénérer l'esprit monastique auraient été vains. Il aurait inutilement cherché à « retremper un Corps usé et dissolu (n'est-ce pas *dissous ?*) ; il aurait fini par reconnaître lui-même que le temps des grands moines était passé, et l'on peut dire que ce dix-septième siècle, réputé pourtant si chrétien et si éclairé, l'admira plus encore qu'il ne le comprit. »

Ce sont là des appréciations que tout contredit, et notamment, en ce qui concerne la Trappe, une lettre enthousiaste de Bossuet, citée cependant par M. Sainte-Beuve lui-même en un autre endroit de son livre, mais dont le souvenir paraît lui avoir échappé en écrivant les lignes que nous venons de citer : « Je dirai mon sentiment sur la Trappe avec beaucoup de franchise, s'écrie l'évêque de Meaux, comme un homme qui n'ai d'autre vue que celle que Dieu soit glorifié dans *la plus sainte Maison qui soit dans l'Église* et dans la vie du plus parfait directeur des âmes dans la vie monastique, qu'on ait connu depuis saint Bernard. »

[1] *Histoire de l'abbé de Rancé et de sa réforme*, par M. l'abbé Dubois, auteur de l'*Histoire de Morimont*, 2 vol. in-8, A. Bray, édit.

Comme on le voit, au jugement de Bossuet, le Corps monastique n'était pas tellement tombé alors en dissolution, que Rancé n'y eût trouvé encore des éléments de vie, puisque, au moins dans la Maison qu'il avait créée, — et *maison* ici veut dire Ordre, — la sainteté brillait d'un si grand éclat qu'elle ravissait les yeux de Bossuet.

Mais non-seulement l'abbé de Rancé est encore mal apprécié dans son œuvre, il y a de plus comme un nuage sur ses doctrines personnelles ; c'est le résultat des intrigues jansénistes : les disciples de Saint-Cyran n'ont rien épargné, en effet, et M. Sainte-Beuve le reconnaît, pour donner le change à la postérité sur le compte du loyal fondateur de la Trappe ; à les en croire, il aurait été, en secret, l'un des leurs, et il est resté quelque chose de leurs calomnies. Il importait donc que la vie de Rancé fût écrite avec sincérité. Bossuet, dans la lettre dont nous avons cité un passage, en avait autrefois tracé le programme.

Ce programme redoutable, que seul le grand évêque pouvait complétement remplir, M. l'abbé Dubois n'en a pas été effrayé, non qu'il présumât de ses forces, — on ne saurait montrer plus de modestie qu'il n'en a mis dans son travail, — mais parce qu'il s'est senti fort de sa conscience d'historien, de ses vastes recherches, de l'évidence des faits par lui recueillis, et parce que, dans l'état d'apaisement et d'indifférence où sont en ce moment les esprits au sujet des questions théologiques qui divisaient alors l'Église, il lui a semblé que les dangers que redoutait Bossuet n'étaient plus à craindre pour personne.

Du reste, c'est chez Rancé lui-même que M. Dubois a voulu étudier Rancé, et ses écrits et sa correspondance, tant publiés qu'inédits, ont d'abord fixé ses regards : là se montre à nu l'âme du grand réformateur. Après l'avoir cherché chez lui, M. Dubois a voulu le voir ailleurs, dans le monde, au milieu des affaires, parmi les représentants du clergé, aux assemblées de son ordre ; dans sa cellule, composant ses ouvrages de polémique et de direction ; au chœur parmi ses religieux ; au confessionnal enfin, où moines et séculiers se disputent ses consolations et ses conseils. Et partout ses informations, toujours prises aux sources, ont été poussées aussi loin qu'elles pouvaient l'être. A voir la richesse des documents sur lesquels l'auteur s'appuie, et dont un grand nombre se produisent pour la première fois au jour, on ne croirait pas que l'on a sous les yeux le livre d'un simple desservant bourguignon, si les travaux de l'abbé Gorini ne nous avaient appris ce que savent faire aujourd'hui de leurs loisirs, grâce à la facilité des communications, bon nombre de nos prêtres de campagne.

Nous avons donc ici une véritable histoire de Rancé, non point telle assurément que Bossuet la demandait pour ses contemporains, mais telle qu'il l'aimerait s'il vivait de nos jours. Ce n'est pas « un simple narré, tel que le pouvait faire dom Le Nain ; » de nos jours une biographie dans cette mesure et cette forme serait insuffisante ; mais ce n'est pas non plus une

œuvre « d'éloquence affectée. » Sans avoir la simplicité narrative et un peu sèche, soit dit en passant, de *frère Le Nain*, comme on disait à la Trappe, l'*Histoire de l'abbé de Rancé et de sa réforme* n'a pas les grandes visées qu'on voit à la plupart des monographies de ce temps-ci, et ne laisse percer nulle part l'ambition d'être autre chose qu'une « vie » largement traitée. Un tel sujet ne demandait plus aussi impérieusement, de nos jours, la « main habile » que réclamait l'évêque de Meaux, mais il voulait encore « une tête au-dessus de toutes les vues humaines, » et, à cet égard, Rancé ne pouvait plus heureusement rencontrer. On ne saurait être plus désintéressé d'opinion, et rechercher la vérité avec plus de candeur que M. l'abbé Dubois. C'est à ce naïf et ardent besoin d'arriver au vrai que nous devons le livre qui nous occupe : nulle autre préoccupation ne s'y montre.

Les dimensions en sont considérables ; la marche du récit en est lente et maintes fois rompue par la production et la discussion des documents. Ne l'accusons pourtant pas de longueur : la nature du sujet faisait une loi de ce procédé semi-narratif et semi-judiciaire. « Presque tous les grands faits de la vie de Rancé ont été tellement défigurés, dit M. Dubois, les grandes lignes tellement brisées ; il y a eu, au sujet de ses principales résolutions et de ses démarches, tant de contradicteurs et de contradictions, qu'il n'était plus possible désormais de retrouver la vérité que dans les documents originaux, les titres primitifs, les pièces authentiques qui n'ont pas été et n'ont pu être falsifiées, les lettres confidentielles où il a déposé sa pensée et raconté les motifs et les raisons de sa conduite. »

C'est donc pas à pas et preuves en main, que, du commencement à la fin, marche M. Dubois, combattant les imputations, dévoilant les mensonges, réfutant les calomnies, les interprétations et les exagérations malveillantes auxquelles les actions de Rancé ont été presque toutes en butte.

Une de ces imputations est surtout populaire, c'est celle qui a pour objet sa liaison avec la célèbre madame de Montbazon. Cette liaison a-t-elle été ce qu'on suppose et ce que les regrets cuisants qu'il en a exprimés autorisent à croire ? M. Dubois est disposé à en douter. L'assiduité de Rancé chez la duchesse s'expliquerait facilement, selon lui, par l'habitude des relations entre les deux familles, la proximité des résidences à la campagne, la communauté de parti et le charme de la société que réunissait la belle châtelaine. Ce sont là d'assez faibles arguments, ainsi que celui que tire l'auteur des quinze ans que la duchesse comptait de plus que l'abbé. M. Dubois le sent du reste lui-même, et n'y appuie que faiblement, reconnaissant que, lors même qu'il faudrait voir une sainte exagération de pénitent dans les reproches que Rancé s'est faits au sujet de ces fréquentations, elles étaient, chez un prêtre, assez indécentes et assez coupables pour mériter les larmes qu'elles lui ont arrachées.

Quant à la mélodramatique légende de la conversion de Rancé et, en particulier, à cette odieuse histoire de la tête coupée, que la plume sénile

de Chateaubriand s'est complu à redire après Colardeau, la Harpe, madame de Tencin, les faiseurs d'héroïdes et les romanciers de bas étage du dix-huitième siècle, M. l'abbé Dubois en fait bonne et complète justice. D'abord, la mort de madame de Montbazon n'eut pas lieu pendant une absence de Rancé, et la nouvelle ne lui en fut pas apprise au moment où il se rendait en secret chez elle. Il était près d'elle quand elle fut frappée d'un mal subit, mais dont on ne soupçonna pas tout d'abord le danger; il avait passé à son chevet les trois jours que dura sa maladie, et avait eu le courage de lui en apprendre lui-même la gravité et de la presser de se réconcilier avec Dieu. C'est après s'être retiré chez lui, pour prendre quelque repos, et au moment où il retournait plein d'anxiété chez la duchesse, qu'il apprit, de sa sœur, qu'elle venait d'expirer. Ce qu'a dit, de l'amputation de la tête et de son enlèvement par Rancé, le premier écrivain qui en a parlé, le pamphlétaire Daniel de Larroque, un de ces réfugiés qui vivaient de calomnies en Hollande, est une invention si grossièrement imaginée, si absurde, que ceux qui ont reproduit ce récit ont dû y faire des modifications et y ajouter de leur cru. Ainsi, d'après les arrangeurs modernes, ce n'est plus pour le faire entrer dans un cercueil trop court que le cadavre de la duchesse aurait été mutilé; ce seraient des chirurgiens embaumeurs qui en auraient détaché la tête, qu'ils auraient laissé s'égarer sans s'en mettre autrement en peine, non plus que les membres de la famille chargés de recevoir le corps, et qui n'auraient témoigné aucune surprise de le voir incomplet. D'ailleurs, pendant que les uns placent le fait à Paris, les autres le mettent en Touraine. Tout cela choque le bon sens, et, loin de reposer sur aucune autorité, contredit toutes celles qui ont une réelle valeur, Saint-Simon notamment, si bien renseigné d'habitude et qui avait eu avec l'abbé de Rancé des relations si intimes et si longues, et le plus ardent collectionneur d'anecdotes du temps, Vigneul-Marville, qui n'hésite pas à rejeter celle de madame de Montbazon, comme entièrement apocryphe. Les allusions que Chateaubriand a voulu voir au fait de la tête emportée, dans une lettre de Bossuet à Rancé, où l'évêque lui parle de deux oraisons funèbres qu'il lui envoie et qu'un solitaire « peut regarder comme deux têtes de mort assez touchantes, » n'attestent qu'une grosse méprise de sa part, ou un oubli des usages monastiques assez singulier chez l'auteur du *Génie du christianisme,* qui aurait dû se rappeler que c'est une règle chez les moines d'avoir dans leur cellule et de porter à leur chapelet des têtes de mort sculptées dans le bois ou l'ivoire. Pour un écrivain qui avait la prétention de si bien comprendre les grands retours, c'était, d'ailleurs, se faire une médiocre idée du fondateur de la Trappe, que de croire qu'il avait besoin, pour se rappeler les faiblesses de ses années mondaines et se soutenir dans la voie de pénitence où il était entré, d'une relique comme celle dont une profanation odieuse et même civilement coupable l'aurait mis en possession. Il fallait laisser aux esprits superfi-

ciels et faux du dix-huitième siècle, des créations de pénitents bons pour un roman comme le *Comte de Comminges*. Quand on se convertissait dans le grand siècle, on le faisait plus simplement, parce que l'acte était sérieux et profond.

Tout, dans le caractère et la vie de Rancé, dément la fantastique et criminelle action qu'on lui prête. C'était une âme forte à qui les excitants n'étaient point nécessaires. Sa conviction ne fut point foudroyante; la mort de madame de Montbazon ne l'amena pas brusquement, elle ne fit que le décider, ainsi que l'établit M. Dubois, d'accord, sur ce point, avec M. Sainte-Beuve : « La mort de Gaston d'Orléans, dont il était premier aumônier, s'y joignit bientôt (à l'autre mort), dit en effet l'auteur de *Port-Royal*, pour achever de lui imprimer dans l'esprit le néant de l'homme et la seule vérité subsistante de l'Éternité. Toutes les petites raisons qu'on a essayé de donner dans le temps et encore de nos jours, pour rabaisser, dans son principe, la haute résolution du pénitent s'évanouissent devant cette idée de l'Éternité bien comprise. Là où les ressorts secrets et où les motifs secondaires échappent, il convient de ne s'arrêter qu'à l'inspiration dominante et manifeste. Cette inspiration s'élève et résulte de toute la vie de Rancé, et c'est se faire tort à soi-même que de n'y pas atteindre en le considérant. »

Cette contemplation de l'idée de l'éternité ne conduisit même pas immédiatement Rancé à embrasser, dans toute sa rigueur, la vie pénitente où il est entré plus avant que pas un, au moins dans les derniers siècles; mais, dès lors, ce fut sa préoccupation dominante. Les six ans qui s'écoulèrent entre la mort de madame de Montbazon et la fondation de la Trappe, sont consacrés par le futur réformateur à s'éclairer sur la voie qu'il doit suivre et à consulter ses forces. Le tableau qu'en fait M. Dubois est extrêmement attachant; il y a une telle sincérité dans les aspirations de cette âme, que, tout inférieur qu'on se sente à elle et tout incapable qu'on soit de sentir ce qu'elle sent, on s'intéresse à tous ses progrès, comme on le fait à l'ascension d'un voyageur qui gravit des sommets qu'on n'a jamais rêvé d'affronter soi-même. C'est, dans un autre ordre de choses, le *Suave mari magno* du poëte Lucrèce.

Cette époque est celle de ses relations de cœur avec les jansénistes, ou plutôt avec ceux qui devaient être les jansénistes plus tard ; car, alors, ils ne s'étaient pas encore révélés tout entiers au monde, ni peut-être à eux-mêmes. C'est sur leur réputation d'hommes consommés dans la connaissance des voies chrétiennes, et maîtres éminents de la vie spirituelle, que Rancé visita les plus célèbres d'entre eux ou se mit avec eux en rapport de lettres et de prières, tels que Arnaud d'Andilly, Vialart, évêque de Châlons en Champagne; Choiseul, évêque de Comminges, Pavillon, évêque d'Aleth, cette future barre de fer du parti. Mais, dit fort bien M. Sainte-Beuve, « ni les uns ni les autres ne s'étaient encore déclarés, et, pour les avoir consultés, l'abbé de Rancé ne se considérait ni comme engagé ni comme *lié* avec

eux. Ceux qui ont argué des rapports de cette époque pour jeter des doutes sur la pureté des doctrines de l'abbé de la Trappe n'ont donc pu agir ainsi que par ignorance ou mauvaise foi. » Il ne saurait rester de doutes à cet égard quand on a lu M. Dubois. Les anciens de Port-Royal en convenaient eux-mêmes. « Jamais, ajoute M. Sainte-Beuve, ces messieurs (je parle des chefs et des vrais témoins) ne le considérèrent (Rancé) comme ayant eu des relations de parti ni de doctrine singulière avec eux. » Cela résulte, en effet, et tout particulièrement d'une pièce inédite et très-curieuse que l'historien de « ces messieurs » publie, en appendice, à la fin du quatrième volume de la nouvelle édition de son ouvrage, pièce confidentielle, provenant de la Trappe, et qui achève de fixer, avec précision les rapports de Rancé avec les jansénistes.

Mais si les anciens du parti agirent avec cette loyauté, il n'en fut pas ainsi des recrues de la seconde génération; il n'est sorte de manœuvres qu'ils n'aient employées pour essayer de rattacher à la leur la réforme de la Trappe. Celle-ci était pour eux une concurrence désagréable. Comme tous les sectaires, ils rêvaient et ambitionnaient le monopole du bien à faire, se flattant modestement d'en posséder seuls le secret. La pensée qu'en dehors d'eux on pût entreprendre de relever n'importe quelle partie de l'édifice catholique, leur était insupportable ; ils la déclaraient vaine, illusoire, irréalisable. Or l'abbé de Rancé n'avait rien pris d'eux, M. Sainte-Beuve le reconnaît lui-même, non sans quelque regret, mais franchement d'ailleurs : « La réforme de la Trappe, bien qu'entamée en 1662 seulement, ne se modela, dit-il, sur aucune autre du siècle ; elle fut œuvre originale. Port-Royal n'a que faire là pour en rien revendiquer. »

En quoi consistait cette réforme à part dans un siècle où il en fut tenté de tant de sortes? Sur quoi portait-elle et comment la pensée en vint-elle à son auteur? C'est ce qu'il faut lire dans M. Dubois, qui en montre l'origine et en suit avec soin le développement dans l'esprit de Rancé jusqu'au jour où il chercha à l'accomplir. A ce moment (1664) commence l'histoire des obstacles que son œuvre rencontra et contre lesquels s'usa, mais non en vain, sa longue vie. Parmi les créations de l'Église qui avaient le plus souffert du temps, des calamités publiques, des infirmités de la nature humaine et de la politique des rois, les institutions monastiques étaient au premier rang ; elles réclamaient impérieusement une réforme. On s'était borné, à leur égard, à des palliatifs : on avait bouché les gerçures de l'édifice sans en reprendre les fondements. Au lieu de relever, on avait bâti à côté. C'est ainsi que près des bénédictins, des franciscains, et des mille ordres qui étaient sortis d'eux, on avait vu surgir les communautés de saint Ignace, du bon Père Vincent, du pieux cardinal de Bérulle, etc. Fallait-il continuer, ériger des ordres nouveaux et laisser aller les anciens à la ruine où les conduisait à grands pas le régime de la Commende, imposé à la plus grande partie des monastères?

Tel ne fut pas le sentiment de l'abbé de Rancé. Il crut à la possibilité de la renaissance des anciens ordres, et, avec une admirable générosité d'âme, entreprit de les faire revivre. Le cloître, voilà donc son champ à lui, champ aride, plein de ronces et semé de pierres, mais où le bon grain cependant ne manquait pas. Mais pour y ramener la fécondité, y faire lever et refleurir les moissons, les grands moyens étaient nécessaires : plus le mal avait crû, plus radical devait être le remède. La hache à l'arbre ! selon le conseil de l'Évangile. Il n'y avait pas à hésiter.

Rancé n'hésita point. Le hardi réparateur rompit en plein avec l'âge du monde, n'alla pas moins qu'à prendre la source au haut du rocher, ne remonta pas moins qu'à saint Benoît et aux premiers colons bénédictins dans les Gaules. Il s'agissait, tenant pour non avenus les siècles qui s'étaient écoulés dans l'intervalle, de reprendre à ces grands saints et de les continuer.

Un homme n'a jamais seul une grande idée. Quelques abbés cisterciens avaient, en même temps que Rancé, conçu le même dessein que lui. Favorisés par Louis XIII, que les désordres de Cîteaux avaient scandalisé, ils obtinrent une réunion de leur ordre à Paris, pour aviser à y introduire des réformes. Malgré l'opposition et les efforts de l'abbé général, un projet d'étroite observance fut arrêté, et Rancé, quoique le plus jeune des abbés, fut chargé d'aller le défendre à Rome. Ici commence une histoire qui sera le scandale des faibles, celle des obstacles que le réformateur rencontra auprès du Saint-Siége. Il est dans la nature de toute autorité sage de redouter les innovations, et Rome, à cet égard, est la plus sage des autorités. Ceux que menaçaient les projets de Rancé le savaient bien ; aussi l'abbé général de Cîteaux, qui l'avait devancé auprès du Pape, n'épargna-t-il rien pour le représenter comme un esprit téméraire, un novateur ambitieux, un fauteur de schisme enfin. Deux ans entiers, Rancé lutta en vain contre la lenteur calculée de la congrégation nommée pour examiner les réformes dont il était allé exposer le projet au Saint-Père. Il revint attaisté et provisoirement il se mit à l'œuvre dans son abbaye de la Trappe, où, malgré les efforts de ses adversaires, malgré la froideur du pouvoir, les adhésions lui arrivèrent de toute part. Cependant ce n'est plus seulement l'étroite observance dont il avait porté les règlements à Rome, que l'abbé de Rancé fait régner chez lui : il a remonté de quelques degrés de plus vers la règle qui est son idéal ; il y touche presque. La Trappe reproduit de très-près le Cîteaux de saint Robert et le Clairvaux de saint Bernard. On y meurt rapidement, il est vrai, et chaque mort constatée porte la joie dans le camp des ennemis. Cependant, plus il tombe de religieux et plus il s'en présente ; l'exemple de la Trappe gagne, les monastères s'y affilient, et les ouvriers de ce domaine régénéré sont demandés pour en régénérer d'autres. L'attraction s'étend jusque dans les régions mondaines ; à chaque instant la porte s'ouvre, à la Trappe, pour des hôtes bien inattendus, gens de cour,

gens de guerre, personnages politiques, qui viennent chercher, à l'abri du cloître et dans les entretiens avec l'abbé, une trêve aux agitations de leur vie et souvent un baume pour les blessures qu'ils y ont reçues. Un jour c'est Pélisson qui se prépare à embrasser la foi catholique ; un autre, c'est le cardinal de Retz, vieilli, brisé, qui médite des projets de retraite et de pénitence qu'il n'exécutera pas ; un autre jour encore, de jeunes hommes de haute naissance et de brillante fortune, qui viennent demander à s'établir sous les murs du monastère, à suivre ses exercices, en un mot à devenir des trappistes externes. « A cette époque (vers 1680), dit M. Dubois, un jeune officier, âgé d'environ trente ans, appartenant à une des plus nobles familles de Normandie, et qui avait paru avec éclat sur les champs de bataille, M. le marquis de Nocey, vint demander un asile à l'abbé de Rancé, non dans le monastère même, non dans les bâtiments adjacents : il lui fallait plus de solitude : il voulait s'ensevelir et se perdre dans les forêts. Il le conjura donc de lui permettre de se construire une hutte de charbonnier, avec des pieux, des branchages et de la terre, dans les bois voisins. Il choisit un endroit au delà des étangs, à près d'une demi-lieue de la maison. Au commencement, il venait à matines tous les jours, mais on fut obligé de le lui défendre, à cause des dangers qu'il pouvait courir de tomber dans les précipices et les torrents dont sa route était bordée. Il emportait, en s'en retournant, le pain et les légumes dont il avait besoin pour soutenir sa vie effroyablement austère... C'était, dit un écrivain contemporain qui alla dans ce temps à la Trappe, un vrai solitaire, un homme que Dieu conduisait par des voies extraordinaires et toujours en montant, un homme continuellement uni à Dieu, et dont la vie passait tout ce qu'on lit des anciens ascètes, occupé tour à tour par l'oraison, la lecture et le travail des mains, venant toutes les nuits au monastère, à la messe de quatre heures, hiver et été, par toute sorte de mauvais temps, n'ayant pas même un valet, et réduit à apprêter lui-même ses vivres. »

L'histoire des premiers temps de la Trappe abonde en particularités de ce genre, très-curieuses pour la connaissance des vraies mœurs de l'époque, et qui répandent un grand charme sur le récit de M. Dubois.

Parmi les visiteurs les plus assidus de la Trappe, il faut placer Bossuet, qui professait pour l'abbé de Rancé une vénération profonde, et qui allait aussi souvent qu'il le pouvait se retremper dans ses entretiens. Ces deux grandes âmes se comprenaient à fond. Quand il revenait de ces retraites, l'évêque de Meaux en parlait à Versailles avec enthousiasme et magnificence.

Peu à peu se gagnait ainsi la cause de la réforme, et, quoique le pouvoir ne lui fût que médiocrement sympathique, « attendu, disait Louis XIV, que l'abbé de Rancé tarissait son trésor en diminuant le nombre des abbayes à donner en commende, » elle s'étendait dans le royaume et au dehors. Alors elle courut un danger nouveau. Les jansénistes, la voyant réussir, es-

sayèrent de s'en emparer. Ils n'avaient jamais perdu de vue l'abbé de Rancé ; mais, dès qu'ils le virent en voie de prospérer, leurs assiduités auprès de lui redoublèrent. « Tous ces voyages à la Trappe, tous ces présents des jansénistes à l'abbé, cachaient, comme ceux des Grecs, une arrière-pensée, une ruse, dit M. Dubois. Ils voulaient s'introduire à la Trappe et la diriger. Ils auraient été enchantés d'avoir à leur disposition deux solitudes : l'une plus douce, plus facile, plus accessible à un plus grand nombre de personnes ; l'autre plus sévère, pour les âmes d'élite, pour la grande pénitence. »

Mais il y avait une différence trop profonde entre l'esprit qui inspirait la Trappe et celui qui soufflait à Port-Royal, pour que l'union pût s'établir entre les deux maisons. Les jansénistes en furent pour leurs avances. Il faut lire, dans M. Dubois, le récit des luttes qui eurent lieu entre les deux camps. M. Sainte-Beuve les a racontées, mais avec moins de détails, et naturellement dans un esprit un peu prévenu.

L'histoire de ces luttes conduit directement le biographe de Rancé à celles que le réformateur eut à soutenir contre les bénédictins de Saint-Maur, au sujet des études monastiques, luttes plus connues où, de l'aveu de l'historien de Port-Royal, le grand trappiste ne fut inférieur à ses adversaires ni en raison, ni en aménité, ni même, quoi qu'on en puisse penser, en érudition. Toute cette partie du travail de M. l'abbé Dubois témoigne d'une étude sérieuse des institutions monastiques ; on regrette seulement que, dans l'exposé des contestations dont il s'agit, il se soit trop borné au rôle de rapporteur et n'ait pas plus nettement posé la question sur son véritable terrain. Les adversaires de Rancé ne partaient pas du même point de vue que lui, ce nous semble : eux restaient trop dans la réalité, et lui trop dans l'idéal : les bénédictins avaient trop à l'esprit le temps présent, et l'abbé de la Trappe pas assez. La raison théorique était d'un côté, la raison pratique de l'autre.

Les Mémoires de l'abbé de Rancé sur les études monastiques sont à peu près tout ce que l'on connaît de ses écrits. Il ne faudrait pas croire cependant que c'est là tout ce qu'il a fait de remarquable. Ses livres de direction religieuse sont d'un grand style et ont, dans leur genre, une haute valeur : l'analyse qu'en donne son historien est une des parties les plus neuves sinon l'une des plus précieuses de son travail.

C'est quelque chose de peu connu aussi que la vie de l'abbé de Rancé dans son monastère, depuis 1665, où il en prit la direction en personne, jusqu'à 1700, où il y mourut ; ses travaux, ses combats, sa résistance aux orages qui viennent l'assaillir sans relâche, ses communications avec le monde, ses audiences aux visiteurs qui accourent de tous côtés, rois, princes, prélats, savants, religieux, à la porte de sa cellule, sa mort admirable enfin. Ces détails, riches de particularités caractéristiques du siècle et que relèvent les plus grands noms, remplissent tout un gros volume que personne,

nous osons bien l'affirmer, ne trouvera trop long. Nous le quittons à regret, sans nous y arrêter autant que nous l'avons fait sur le premier, et bornons ici des pages déjà un peu nombreuses et qui, si elles s'augmentaient encore, n'auraient pas, comme le livre qu'elles ont pour objet de signaler, leur intérêt pour dissimuler et faire excuser leur longueur.

II

Ce mouvement de réforme que nous venons de voir en France se fait sentir dans tous les pays catholiques à l'époque dont nous parlons, même en Espagne où les regards soupçonneux de l'inquisition forçaient la foi à se concentrer en elle-même et en comprimait toutes les manifestations généreuses. Il avait même commencé là plutôt que partout ailleurs, et, si l'on voulait en faire régulièrement l'histoire, c'est là qu'il faudrait l'étudier d'abord. L'Espagne avait senti la première monter la séve catholique ; mais, par suite de la surveillance ombrageuse dont la religion était l'objet dans les États soumis au sceptre des descendants de Ferdinand et d'Isabelle, il n'en était pas résulté de renaissance véritable. La reprise de vie dont nous parlons ne s'était signalée que par l'apparition des mystiques. C'est, en effet, du milieu du seizième siècle au milieu du dix-septième qu'ils surgissent tous, chœur d'esprits tendres, poétiques, rêveurs pour la plupart, qui sentent le mal et le dénoncent, mais qui, n'apercevant que piéges dans le monde, s'en éloignent à tire d'aile et se réfugient sur les hauteurs de la contemplation.

Cette école religieuse (on peut donner ce nom au groupe des mystiques espagnols, quoiqu'il n'y ait pas eu de filiation proprement dite entre eux), cette école est un des phénomènes historiques les plus curieux et toutefois l'un des moins observés jusqu'ici. Deux ou trois seulement des écrivains qui la composent sont connus et même populaires en dehors de leur pays : Louis de Grenade, saint Jean de la Croix, sainte Thérèse, — sainte Thérèse surtout ; leurs livres ont été traduit et commentés dans toutes les langues ; mais l'école, prise dans son ensemble, n'avait été jusqu'ici, du moins chez nous, l'objet d'aucun travail. Or il y avait là la matière d'une belle étude. Un jeune professeur, M. Paul Rousselot, l'a compris ; il vient de publier sur ce sujet un livre neuf, bien fait et conçu dans le meilleur esprit[1].

Pour être convenablement traité, le sujet exigeait, chez l'écrivain qui l'abordait, des conditions qu'on ne rencontre pas communément aujourd'hui ; nous ne parlons pas de la langue et de l'histoire de l'Espagne, dont une connaissance exacte était de toute façon indispensable, nous voulons dire surtout l'intelligence de l'esprit essentiellement catholique de la nation espagnole et, sinon la même foi qu'elle, au moins des dispositions sympa-

[1] *Les mystiques espagnols*, par M. Paul Rousselot, professeur agrégé de philosophie au lycée de Dijon. 1 vol. in-8. Didier et Cᵉ, édit.

thiques pour les convictions qui faisaient, dans le temps, le fond de sa vie : on n'aurait pu, à moins, y entrer jusqu'au cœur. Heureusement nous avons dans M. Paul Rousselot mieux qu'un écrivain très au fait de l'histoire de l'Espagne, très-versé dans sa langue et très-sympathique à ses vieilles croyances : le jeune agrégé de philosophie est un catholique; son livre est signé, sous ce rapport, à toutes les pages.

Dans une introduction très-développée où il montre comment la foi catholique s'est emparée de l'Espagne et a, de bonne heure, caractérisé et dominé son génie, M. Paul Rousselot établit que tous les développements de la nation furent subordonnés à sa foi religieuse, et que, dans l'ordre intellectuel, la théologie régna sans rivale. Cette domination ôta les philosophes à l'Espagne, mais elle lui donna les mystiques. Ces mystiques, par là même qu'ils n'étaient pas issus des défaillances de la philosophie, eurent toujours un caractère différent de ceux qu'on voit surgir chez les autres peuples, même chez ceux où ils restent orthodoxes; et, loin d'énerver les âmes, ils conservent et y accroissent la vie religieuse. Ils furent le vrai boulevard de la foi du pays contre l'hérésie protestante. M. Rousselot ne croit pas, en effet, que jamais le catholicisme espagnol ait couru de vrais dangers de la part du protestantisme, et il est d'avis que l'inquisition qui l'a rendu si odieux ne lui était nullement nécessaire. S'ils furent de bonne foi, dans leurs craintes à cet égard, ce dont il est très-légitimement permis de douter, les princes qui établirent ou étendirent l'action de cette cruelle police dans l'intérêt de l'Église, auraient fait preuve d'une médiocre connaissance des dispositions religieuses de leur pays. C'est dans la seconde partie du seizième siècle que l'inquisition fut réorganisée et reçut les formidables développements que l'on sait. Or, cette époque est précisement celle où le mysticisme atteignit son apogée et eut l'action la plus efficace et la plus salutaire.

M. Paul Rousselot, après ces aperçus généraux sur le mysticisme espagnol, prend à part chacun de ses représentants, fait connaître sa vie, ses écrits, ses idées personnelles ou ses ouvrages, et lui assigne sa place dans le groupe... Dans le groupe, disons-nous : c'est dans *les* groupes qu'il faudrait dire, selon l'auteur; car, il y en aurait deux, l'un qui se composerait de quelques écrivains isolés et sans rapports entre eux; l'autre qui a sainte Thérèse pour centre. Au premier appartiennent Alejo Venegos, Pedro Malon de Chaide, Jean des Anges et Diego de Stella, tous inconnus en France, esprits vigoureux, plus sobres et moins ornés, semble-t-il, que ceux de l'autre groupe. Dans celui-ci se rangent Jean d'Avila, Louis de Grenade, Louis de Léon, saint Jean de la Croix, Jérôme Gracian, Jean de Marie et sainte Thérèse, astre central et foyer de la constellation. Ceux-ci nous sont moins inconnus et ils ont eu chez nous une influence considérable. *La Guide du pécheur* du P. de Grenade est dans toutes les mains; moins répandus, les traités si profonds et si suaves de saint Jean de la Croix

ont aussi leurs lecteurs en deçà des monts. Quant à sainte Thérèse, depuis longtemps elle n'est plus Espagnole, elle appartient à l'univers chrétien tout entier. Mais qui connaît Louis de Léon, nous ne voulons pas dire seulement comme écrivain pieux, mais comme savant, comme théologien, comme poëte (car il fut tout cela) et comme réformateur? Cependant quelle histoire plus intéressante, plus curieuse que la sienne ! M. Paul Rousselot lui a consacré près de cent pages qu'on trouvera sûrement trop courtes. L'enseignement de Louis de Léon, qui fut poursuivi mais non condamné, est une preuve des progrès que l'on peut faire faire à l'apologétique tout en restant dans les limites les plus rigoureuses de l'orthodoxie. Si la malvaillance de ses rivaux n'avait excité contre lui les défiances de l'inquisition, le savant exégète qui était parfaitement au courant de la polémique protestante, allait battre Luther avec ses propres armes. On trouva plus sage de lui fermer la bouche. Rendu à la liberté après six ans de réclusion et une sentence d'acquittement, il remonta dans sa chaire qui lui avait été rendue, et, dit M. Rousselot, devant un auditoire plus ému qu'il ne l'était lui-même, il reprit, sans un mot de plainte ou d'allusion, « la leçon de la veille : *Diciamos ahora...* »

La notice sur Louis de Léon n'est dépassée en étendue et en intérêt que par l'étude consacrée à sainte Thérèse. Il semblait qu'il n'y eût plus rien à dire sur la réformatrice du Carmel, l'auteur du *Château de l'âme* et des *Exclamations;* mais M. Rousselot a su être neuf encore en parlant d'elle, parce qu'il s'est attaché à des aspects de sa vie, de son esprit et de ses œuvres qu'on n'avait point ou point encore aussi ingénieusement mis en relief. Ce qu'on avait, en effet, moins étudié que la sainte en elle, c'était l'écrivain, le poëte, la femme de cœur et d'esprit. Ces traits mis en lumière dans son portrait en relévent singulièrement l'effet.

Après avoir ainsi esquissé cette suite de figures, l'auteur cherche à retracer la physionomie générale de l'idée dont elles offrent chacune en particulier une nuance. Il peut affirmer alors avec plus d'autorité les caractères qu'il a assignés au mysticisme, dans son introduction, à savoir, comme nous l'avons dit, qu'il est une véritable doctrine à la fois religieuse et philosophique; que ce n'est point un mysticisme métaphysique, comme celui des peuples anciens et des autres nations modernes, et n'est point né du découragement philosophique; qu'il n'aboutit pas au panthéisme et n'aspire qu'à l'union des volontés en Dieu, et non à celle des personnes; que, psychologique avant tout, il procède du catholicisme et ne heurte en rien ses doctrines les plus rigoureuses; qu'enfin il est l'expression d'un sentiment séculaire dont des circonstances spéciales ont déterminé l'explosion au seizième siècle, et que son expansion, à cette époque, aurait suffi seule et sans l'abominable intervention du saint-office à protéger le catholicisme contre les dangers dont il pouvait être menacé en Espagne.

Si, comme nous l'avons dit en commençant, le mysticisme n'a rien ré-

formé à fond, en Espagne, il faut se garder de croire que ce soit insuffisance ou faute d'énergie : ce fut faute de liberté. Selon M. Paul Rousselot, il avait tout pénétré, tout réchauffé, tout agrandi : la théologie, la littérature, l'art ; on retrouve sa trace vivifiante partout, dans la chaire, au théâtre et dans l'atelier.

Nous ne sommes pas assez familier avec la littérature de l'Espagne et n'avons pas assez fréquenté ses musées pour accorder ou refuser notre assentiment à cette assertion. Toutefois dans la forme absolue sous laquelle elle est présentée, elle nous laisse, avouons-le, des doutes. Notre réserve sur ce point et sur quelques autres que le défaut d'espace nous empêche de spécifier, ne nous empêche pas néanmoins de reconnaître le mérite du travail de M. Paul Rousselot et de lui accorder nos sincères encouragements.

P. Douhaire.

BEETHOVEN, par Madame Audley. — Didier et Douniol, à Paris.

Les admirateurs un peu fanatiques de la musique de Beethoven, et je suis du nombre, remercieront madame Audley d'avoir résumé avec beaucoup d'art et d'élégance tous les documents publiés en Allemangne et en France sur la vie de ce grand maître, de cet homme qui a tant ajouté par ses œuvres immortelles au plaisir des autres hommes. Lorsqu'on entend, au Conservatoire, les sublimes symphonies, lorsque l'on jouit, dans tel ou tel salon que je pourrais citer, de l'exécution vraiment exquise des sonates, des morceaux d'ensemble, de toutes les inspirations pathétiques, grandioses, inépuisables, dues à cet artiste que j'appellerais sans égal si je ne pensais à Mozart, on se demande naturellement : Quel homme a créé ces chefs-d'œuvre? Quelle main, quelle âme ont répandu ces flots d'harmonie? Qu'est-ce que c'était que Ludwig von Beethoven?

Nous savons déjà, grâce à une publication précieuse, qui était Mozart. Madame Audley nous introduit chez Beethoven, et, habitués au grand train, à l'opulence théâtrale, aux prétentions sans limites de MM. les compositeurs et de MM. les écrivains contemporains, nous ne pénétrons pas sans surprise dans l'existence pauvre, pénible, agitée et terne de l'auteur des *Symphonies*. Nous savons que le grand Corneille vivait ainsi et qu'il concevait le sublime dans le coin d'une petite maison. Travailler, souffrir et travailler encore, sacrifié tout entier à l'art dont une cruelle infirmité l'empêchait de jouir, telle fut la vie de Beethoven. Elle est racontée par madame Audley avec un respect compatissant ; elle nous fait plaindre et aimer celui que nous admirions. Il faut placer ce charmant livre à côté des *Lettres de Mozart*, en attendant une notice sur Weber, qui nous est promise

Augustin Cochin.

LES ÉVÉNEMENTS DU MOIS

Paris, 23 novembre.

En écoutant il y a quelques jours la parole impériale, notre pensée se reportait à dix ans en arrière et contemplait, comme dans un rêve, les deux situations que résument les discours de 1857 et de 1867, tableau curieux et instructif, où la première date est la lumière, et la deuxième, l'ombre !

Il y a dix ans, l'empire, au faîte de la prospérité, sortait d'une guerre glorieuse pour entrer dans une paix d'apparence durable ; sa diplomatie triomphante ne soupçonnait pas les échecs, et le souverain comparait fièrement son règne à la plus belle époque du Consulat. Il annonçait que la Prusse, dont il n'était point question d'arrondir la frontière, cédait à nos vœux en abandonnant toute prétention sur le canton de Neufchâtel ; c'était le temps où nous protégions les petits et les faibles. Il se félicitait de la *sincérité de nos alliances*, célébrait la puissance du crédit et l'expansion de la richesse, rassurait l'industrie contre les faux bruits d'un changement de système économique, affirmait la pensée de faire rentrer les fleuves et la révolution dans leur lit, annonçait la réduction de l'armée et la diminution accomplie de certains impôts, présentait le budget en équilibre sans emprunt, et félicitait la législature, dont c'était aussi la dernière session, de tout ce qu'ils avaient fait ensemble. L'Allemagne sympathique se détachait du Nord pour se tourner vers l'Occident. L'Autriche amie nous offrait un point d'appui au centre de l'Europe. Nous n'avions ni l'Italie sur les bras, ni l'ombre sanglante du Mexique derrière nous : c'était le régime dans l'éclat de sa jeunesse et de sa fortune !

Dix ans ont passé. Où sont les alliances et le crédit ? où les succès de notre politique ? Les sympathies ont partout fait place à la défiance ou à la rancune ; les revers nous ont visités, et la paix d'airain qui nous est faite atteint au cœur le commerce et l'agriculture. Les *points noirs* ont pu disparaître des harangues ; ils demeurent à l'horizon, et les inquiétudes, comme le malaise, survivent aux déclarations qui essayent de les détruire.

Le budget a grandi, tandis que le prestige a diminué. Il faut plus de millions et plus de soldats, non pour étendre le territoire, mais pour le garantir contre des ennemis qui n'existaient pas hier ; et nous avons dû subir en silence, d'un chancelier russe et d'un secrétaire américain, un langage que jamais la France n'avait entendu !

Qui a fait cette situation douloureuse ? Est-ce l'œuvre des conspirations et de l'émeute? Faut-il l'attribuer à l'action de la presse, au sourd travail des vieux partis? Non. C'est le régime lui-même qui est l'artisan de ses embarras. Personne ne l'a entravé, et si des angoisses patriotiques serrent les cœurs, si la confiance, cette plante délicate dont parlait l'autre jour M. Disraéli, se dessèche et s'incline, ce n'est pas aux factions qu'il faut s'en prendre, mais à la politique personnelle et solitaire qui a tout conçu, tout dirigé, tout accompli.

Cette politique, il est vrai, peut se retourner vers les assemblées chargées du contrôle, et leur dire avec un juste accent de reproche : « Pourquoi ne m'avez-vous pas arrêtée ? » La Chambre, en effet, elle doit le reconnaître à l'heure où nous sommes, n'a pas opposé aux entraînements du pouvoir tous les freins salutaires que la loi mettait à sa disposition ; elle a trop constamment répondu par l'effacement et l'abdication au devoir que les événements lui imposaient, et, au lieu de donner des conseils, au besoin même des leçons, elle n'a trop souvent offert que des approbations et des votes. La réforme de 1860 l'avait conviée à un rôle plus actif dans l'État. Quel usage a-t-elle fait des prérogatives nouvelles et de la part d'influence qui lui était concédée ? La collection de ses adresses est là pour le dire ; il suffit d'y jeter un coup d'œil pour constater l'optimisme aveugle ou l'imprévoyante faiblesse qui les a dictées. Le blâme ne s'y montre jamais, et le regret lui-même n'y hasarde pas une seule fois sa timide expression.

S'agit-il des finances? l'adresse enthousiaste s'écrie : « Les ressources de la France sont inépuisables... Votre politique, sage ménagère de nos finances [1]... Le Corps législatif ne peut avoir qu'une opinion favorable sur l'état de nos finances [2]... Nous nous félicitons, avec Votre Majesté, de l'amélioration de nos finances [3]... » Et quand l'empereur, débordé par les dépenses, se résout à des réformes et adopte un système nouveau, l'adresse ajoute aussitôt : « Nous avons pleine confiance dans son efficacité. »

S'agit-il de l'Italie et de la question romaine ? « Pour cette grave question, le Corps législatif s'en rapporte entièrement à votre sagesse [4]... Votre Majesté a judicieusement agi en reconnaissant le royaume d'Italie [5]... Persévérez, sire, dans la même politique qui a déjà produit un heureux apaise-

[1] 1861.
[2] 1862.
[3] 1866.
[4] 1861.
[5] 1862.

ment [1]. » Et à propos de la convention du 15 septembre : « Pleins de confiance en votre sagesse, nous vous approuvons... Persévérez, sire, dans cette voie sage... cette politique assure l'influence de la France sur le monde [2]. »

Pour le Mexique, l'adresse n'est pas moins imperturbable. « Sire, dit-elle en 1863, vous avez eu raison de penser que le Corps législatif n'hésiterait pas à vous seconder. » Et en 1865, elle constate avec satisfaction « les résultats obtenus » et se félicite des *succès* remportés.

Au sujet de la guerre civile américaine, du Danemark, de l'Allemagne, de tout l'ensemble de la politique, l'effusion, la docilité, l'abandon restent les mêmes et les formules employées ne laissent pas place à la moindre réserve. « Nous nous associons avec empressement... Notre confiance dans vos loyales intentions est absolue... Le Corps législatif approuve hautement Votre Majesté... Nous agirons de concert avec vous... Nous pensons comme vous... Le Corps législatif croit avec vous... Votre Majesté a eu raison de devancer l'opinion publique dans la voie de la liberté industrielle et commerciale... Nous seconderons avec empressement les vues de Votre Majesté... Le concours du Corps législatif ne vous fera jamais défaut... Nous donnons notre adhésion à la politique suivie par Votre Majesté à l'égard de l'Allemagne; cette politique est conforme à nos intérêts (22 mars 1866)... Nous vous remercions d'avoir donné à la France ce rôle dans le monde... » Et enfin : « Votre Majesté, dont les dispositions libérales ne se démentent pas, nous annonce *encore* de nouvelles réformes ! » — Encore !

Je t'en avais comblé, je veux t'en accabler !

Ainsi, quoi qu'il fasse, qu'il aille au Mexique ou qu'il en revienne, qu'il réveille la Pologne ou la sacrifie, qu'il proclame la fédération italienne ou favorise l'unité, le pouvoir a toujours raison, comme dans un refrain célèbre, et l'applaudissement de la Chambre sanctionne invariablement ses déclarations et ses mesures.

En présence d'une pareille soumission, que M. de Morny lui-même a qualifiée de regrettable, on se demande pourquoi la faculté de rédiger une adresse a été retirée au Palais-Bourbon? Peut-être parce qu'il n'en faisait pas meilleur usage que ne faisaient de leur droit les Gérontes du Luxembourg, jadis gourmandés par le *Moniteur* pour leur indolence et leur mutisme.

En dehors des Chambres, où l'esprit de discipline peut exercer parfois une fâcheuse action, des membres de la majorité ont donné le même exemple d'abandon et de défaillance. Qui n'a souvenir de cette parole d'un député du Rhône, prononcée dernièrement en plein comice agricole :

[1] 1863.
[2] 1865.

« Si l'empereur nous conserve la paix, nous le bénirons ; s'il nous appelle à défendre le pays, nous le suivrons [1] ? » Qui ne se rappelle cette exclamation d'un autre : « Le patriotisme, c'est le silence ! » Ainsi, *suivre*, les yeux bandés; *se taire* après Sadowa comme devant Queretaro, voilà la sagesse, voilà l'idéal !

Mais ce n'est pas seulement au sein des Chambres et du pays, c'est jusque dans les conseils les plus élevés du pouvoir que les caractères ont manqué et que la complaisance a touché les plus funestes limites. On a vu des ministres, tels que M. Billault, oublier au fond d'un portefeuille les doctrines qu'ils avaient défendues toute leur vie pour préconiser le contraire ; exalter le traité de commerce après avoir bafoué le libre-échange, « cette fantaisie sortie de la puissante imagination des producteurs bordelais ; » justifier la dictature administrative sur la presse après avoir proclamé la nécessité du jury et s'arranger des immunités de l'arbitraire après avoir demandé quinze ans la responsabilité des agents du pouvoir. On en a vu, comme M. Drouyn de Lhuys, ne plus se souvenir des gages donnés à la souveraineté temporelle des Papes et signer une convention dont le terme fatal est la destruction de cette souveraineté séculaire. On en a vu, comme M. Fould, faire de l'abandon de certaines pratiques financières la condition formelle de leur concours, et contre-signer le lendemain les mesures qu'ils avaient solennellement condamnées la veille. On en a vu, comme M. Rouher, après avoir énergiquement repoussé l'idée des expéditions lointaines, « engrenage attirant à trois mille lieues de la France une partie de notre flotte et de notre armée [2], » épuiser toutes les habiletés de la parole pour glorifier l'expédition du Mexique, même après le dénoûment terrible qui a confondu l'imprévoyance et l'obstination. Est-ce bien là le rôle d'un homme d'État, et le politique digne de ce nom ne devrait-il pas se dévouer à des principes plutôt qu'à une volonté toujours mobile ? En d'autres temps, les ministres arrivaient au pouvoir pour appliquer leurs idées, et quand des nécessités supérieures y mettaient entrave, ils cédaient leur poste et gardaient leurs convictions. Depuis, on s'est montré moins rigide ; on change de conviction et l'on garde son poste,

> Ordonnez, rien ne coûte à son obéissance.
> Et du soin de vous plaire il fait sa conscience [3] !

Rien n'est plus funeste que ces abdications morales, qui diminuent le prestige nécessaire de l'autorité, en laissant le champ libre à toutes les erreurs et à tous les caprices. L'Italie nous montre à quel point de décadence peut tomber un pays guidé par des hommes sans consistance et

[1] M. Perras, au comice de Tarare.
[2] *Moniteur*, 1er et 6 janvier 1850.
[3] J. Chénier, *Tibère*.

prêts à tous les compromis. N'en citons qu'un seul, Massimo d'Azeglio, dont le *Constitutionnel* disait il y a quelques jours : Nous souhaitons aux peuples qui ont besoin d'être sauvés des hommes comme celui-là ! — Ce sont, au contraire, des hommes comme ceux-là qui perdent les peuples, âmes détrempées qui se ploient à toutes les situations et subissent la complicité de toutes les fautes. D'Azeglio blâme tout et endosse tout. « J'accorde, écrit-il, que la fédération est la solution la plus pratique, » et il sert l'unité. « Je ne puis cependant pas accepter ce soufflet, » écrit-il encore, et il tend l'autre joue. Il condamne la politique de M. de Cavour, et il se résigne aisément à la représenter et à la défendre. « Me voilà enrôlé et cavourien ! »

Et ce qu'a fait d'Azeglio, beaucoup de ses compatriotes l'imitent. « On me dit, écrivait récemment M. Guizot à une femme distinguée qui a bien voulu nous communiquer cette impression intime de l'illustre homme d'État, on me dit, on m'écrit, que la grande majorité des Italiens abandonneraient volontiers l'idée de Rome et laisseraient le Pape tranquille ; mais ni dans le gouvernement ni dans le pays il n'y a personne qui ait le courage de le dire tout haut et d'agir en conséquence. Le courage politique, c'est ce qui manque absolument en Italie. L'esprit révolutionnaire n'y est évidemment ni très-général ni très-efficace; la campagne de Garibaldi le prouve. Personne n'ose résister à ce petit souffle. » — Avec quelle justesse on pourrait appliquer ces considérations à d'autres pays, où le courage politique ne fait pas moins défaut, où la pusillanimité des uns, la défaillance des autres, la mollesse de tous, constituent la seule force de minorités oppressives !

Pou ne parler que de nous, croit-on que si chacun, se souvenant moins du *civis romanus* pour en solliciter les faveurs que pour en pratiquer les mâles devoirs, avait conformé publiquement sa conduite à ses convictions, que si les fonctionnaires avaient osé partager tout haut l'avis des particuliers, que si les députés avaient plus écouté la voix intérieure qui protestait en eux que l'éloquence officielle de la tribune, que si les ministres avaient déposé leur portefeuille plutôt que de s'associer à des entreprises qu'ils blâmaient et à des programmes désavoués par tous leurs antécédents, croit-on que la politique personnelle eût persisté et que bien des humiliations et des deuils n'eussent pas été épargnés au pays?

Le dicours du 18 novembre est un éclatant témoignage de l'efficacité de la résistance. La politique personnelle y cède le terrain sur tous les points où la Chambre et l'opinion ont osé marquer leur dissentiment. Le projet de réorganisation militaire avait provoqué d'unanimes réclamations et rencontré dans la commission législative d'invincibles répugnances. Il disparaît pour faire place à un projet nouveau que nous ne connaissons pas bien encore et qui pourra soulever d'autres objections, mais enfin satisfaction est donnée à la résistance qui doit puiser dans ce succès un encouragement et une force nouvelle. La voix publique attendait impatiemment la réalisation

des lentes promesses du 19 janvier; le discours se rend à ses vœux en confirmant la parole donnée et en pressant la législature d'y faire promptement droit. Enfin, sur une question plus grave, l'émotion accentuée des consciences a obtenu aussi gain de cause et le dernier rempart du trône pontifical est encore maintenu.

Voilà ce que la résistance a conquis par la fermeté de son attitude, et quand on se rappelle qu'elle avait déjà fait reculer le pouvoir dans une affaire de dotation fameuse, on ne peut s'empêcher de regretter amèrement qu'elle n'ait pas eu le courage de s'affirmer plus souvent et plus tôt. Si, depuis huit ans, la représentation nationale avait proclamé sur la question romaine ce qu'elle n'a cessé de penser et de vouloir, le droit public et l'honnêteté n'auraient pas à gémir sur tant d'usurpations et de brigandages; et si la Chambre, unanime à déplorer l'aventure mexicaine, n'avait pas accordé six fois de suite un blanc-seing au pouvoir, elle nous eût évité, sans compter le sang et l'or, les duretés de Washington et les déboires de l'évacuation.

Nous le reconnaissons volontiers : tout n'est pas de la faute des hommes dans les tristesses de la situation. Les institutions y ont leur part, et l'absence de virilité politique dont nous souffrons est le fruit direct du système qui déshabitue les hommes de l'initiative et de la responsabilité. En plaçant le chef de l'État lui-même devant le contrôle et la publicité, ce n'est pas seulement sa politique, mais sa personne qui se trouve engagée, et l'on conçoit que certains courages perdent la parole et faiblissent au scrutin. Mais quel argument en faveur de cette responsabilité ministérielle, qui laisserait à chacun la pleine liberté de son verdict et ouvrirait toujours une issue dans les crises! Ce rouage préservateur, que certains ont présenté comme une invention du libéralisme moderne, le bon sens de tous les temps en a reconnu le salutaire emploi et Tacite le signale comme également utile à la dignité de la couronne et au repos de l'État. La majesté souveraine paraît à l'immortel historien plus assurée du respect lorsqu'elle se tient dans l'éloignement, et il ajoute avec son ordinaire profondeur : « En cas de résistance, si l'empereur en personne est désobéi, où sera la ressource[1]? » On invoque souvent les principes de 89 ; qu'on ouvre les cahiers des états généraux, dont M. le marquis d'Andelarre vient de publier une page remarquable[2] : on y trouvera gravé le principe de cette responsabilité ministérielle que le digne descendant du scrutateur élu du bailliage d'Amont revendique à son tour.

Qu'y a-t-il donc à faire? Presser les hommes, éclairés par l'expérience, de corriger les vices des institutions, et, en attendant une réforme de la loi,

[1] Majestate salva, cui major e longinquo reverentia; resistentisque... quod aliud subsidium, si imperatorem sprevissent? — *Annales*, liv. I.

[2] *De la démocratie en Franche-Comté*, étude forte et élevée qui honore le libéral député de la Haute-Saône.

inviter le civisme de tous à tirer la leçon pratique des événements. Que le pouvoir, au lieu d'éloigner toute contradiction, se persuade, suivant la fine remarque de M. de Morny, « qu'avec un peu d'intelligence et de perspicacité, on peut n'avoir jamais de meilleurs conseillers que ses ennemis [1]. » Qu'il range au premier degré les amis qui contiennent, et fasse appel aux lumières plutôt qu'aux dévouements.

Que la Chambre à son tour fasse un usage plus résolu de ses prérogatives; qu'elle ne craigne pas de parler et d'agir, et qu'en voyant les résultats d'une confiance exagérée, elle compte sur elle et sur le pays avant de compter sur le gouvernement. Un homme d'esprit disait l'autre jour : « Il est aujourd'hui bien plus facile à la France de faire ce qu'elle ne veut pas, que de faire ce qu'elle veut. » Il appartient à la Chambre de retourner le mot, et s'il est vrai, suivant l'avis de Daunou, que la meilleure constitution est celle qu'on a, pourvu qu'on s'en serve, il dépend de sa volonté de nous assurer sans secousse et avant peu la vérité du régime représentatif. Elle n'a qu'à réclamer, avant toute guerre, le droit qu'exerce en ce moment le parlement britannique auquel la reine Victoria a soumis l'expédition d'Abyssinie. Elle n'a qu'à renouveler, dans cette enceinte où Rome a été défendue par la république et la monarchie, le vote des 480 représentants de la Constituante, qui approuvèrent, le 30 novembre 1848, l'expédition du général Cavaignac, et le vote des 469 députés à la Législative qui, le 20 octobre 1849, adoptèrent au nom de la France les doctrines et les conclusions du rapport de M. Thiers. Elle n'a qu'à élargir la loi de la presse, à greffer la liberté d'association sur celle de réunion ; à restreindre la loi de l'armée, à introduire, en un mot, dans l'ensemble de nos codes les perfectionnements de l'arquebuserie moderne, de manière à ce qu'ils fassent merveille à leur tour et nous placent au niveau de l'outillage constitutionnel de l'Europe.

Elle ne saurait manquer de s'élever, avec le bon sens et les pères de famille, contre les étranges procédés d'éducation nationale que le successeur de tant de grands esprits au ministère de l'instruction publique essaye d'imposer à la France. Mgr l'évêque d'Orléans, qu'aucun péril ne trouve désarmé, vient de pousser un cri d'alarme qui a profondément retenti dans tous les foyers ; c'est maintenant aux représentants des intérêts moraux à tous les degrés de continuer l'action, pour arrêter enfin le travail désorganisateur qui suit depuis trop d'années sa marche souterraine. Où veut-on nous conduire avec ce système ? Car ce n'est pas seulement contre des innovations incessantes et d'intolérables hardiesses dans la matière qui commande le plus de maturité, de ménagements délicats et de fixité, que nous protestons : c'est contre un système tantôt violent et tantôt perfide, selon le besoin du succès, incohérent et décousu dans la forme, mais au fond réfléchi,

[1] *Revue des Deux Mondes*, janvier 1848.

persistant, ne perdant jamais un pouce de terrain et en ayant gagné d'une façon effrayante si l'on se retourne pour mesurer l'espace conquis et les ruines faites de 1852 à l'heure où nous sommes. N'est-ce pas assez des crises politiques, financières, industrielles, au milieu desquelles nous nous débattons? Faut-il y ajouter une complication plus profonde et plus redoutable encore, une crise morale et religieuse, ébranlant les fondements mêmes de la famille et de la société?

Nous avons souvent comparé, dans notre pensée, l'œuvre de M. Haussmann et celle de M. Duruy. Tous deux sont des démolisseurs, tous deux font table rase de ce qui existait avant eux, sans rien respecter de ce que le temps et le goût ont pu consacrer. Mais l'œuvre destructive du second, s'accomplissant dans les idées, est bien autrement grave et dangereuse que celle du premier. L'une, au moins, ne s'attaque qu'à une cité, et, dans ses exagérations et ses écarts, elle fait des trouées utiles qui donnent à certains quartiers l'air et la lumière, tandis que l'autre, s'attaquant à l'ensemble de toute une génération, porte le trouble et la nuit dans les intelligences, et nous prépare le plus inquiétant lendemain.

Ce n'était pas assez, pour ce système, de posséder les chaires du haut enseignement, celles de la Faculté de médecine et de l'École des beaux-arts, où s'affichent les théories que tout le monde connaît; ce n'était pas assez d'avoir sous la main l'enfant et l'adulte, les jeunes gens et les hommes, les lycées et les conférences : il lui faut encore les femmes, il réclame nos filles et nos sœurs, pour leur enseigner sans doute la doctrine de l'homme-singe avec toutes ses conséquences.

Que la coterie d'athées et de saint-simoniens qui insulte l'Église et encense M. Duruy applaudisse à des mesures qui promettent l'avénement de la femme libre, on le conçoit; mais que le pays catholique et sensé qui a vu, au dernier siècle, toutes les saturnales d'une société irréligieuse, et dans celui-ci, toutes les extravagances des disciples de Fourier et de Saint-Simon, soit disposé à faciliter le retour de ces folles ignominies, c'est là une illusion que M. Duruy, nous l'espérons, ne pourra pas garder longtemps. Il a dit lui-même un jour qu'il fallait moins s'attacher à faire des bacheliers que des hommes. Ajoutons pour le compléter qu'il est moins utile de faire des bas-bleus et des diplomées que des femmes, c'est-à-dire des épouses et des mères, formées pour la vie privée dans la vie privée, suivant la juste expression de Mgr Dupanloup, tandis que les hommes se préparent, dans des cours publics, à la vie publique.

On n'a pas craint d'avouer ouvertement, dans la polémique soulevée à ce sujet, qu'il s'agissait d'enlever la femme à l'influence religieuse pour la faire passer des genoux de l'Église dans les bras d'un monopole athée. L'aveu est brutal, mais mieux il éclaire le but où l'on tend, plus il nous rassure. La France est chrétienne et libérale, et elle ne permettra à aucune fantaisie

de lui arracher les croyances qui font les hommes indépendants et les femmes dignes de respect.

Curieuse coïncidence! Il y a quelques jours à peine, un ancien ministre de l'instruction publique, un de ceux qui ont le plus honoré le portefeuille égaré depuis dans une *aventure*, M. Guizot, montrait, avec une éloquence émue, dans le respect des croyances chrétiennes, le principe vital de l'ordre et du progrès. Penché sur la tombe de M. Duchâtel, il louait son compagnon de lutte d'avoir ouvert son âme « aux grandes vérités et aux grandes nécessités morales et sociales de la religion ; » et le lendemain, écrivant à l'auteur d'une brillante notice sur M. l'abbé Bautain, pour le féliciter d'avoir rendu justice au caractère, au talent et aux services du prêtre et du penseur, il ajoutait ces belles paroles : « Arrivé à la foi chrétienne par la philosophie, M. Bautain a été de ceux qui ont constamment et sérieusement travaillé à défendre le christianisme dans la société moderne et à faire comprendre et accepter la société moderne par l'Église chrétienne : grande œuvre de laquelle dépendent ensemble l'ordre social et le progrès social et moral[1]. »

Nous ne rencontrerions pas d'autres idées chez un éminent homme d'État qui, dans son court passage à ce même ministère de l'instruction publique, avait heureusement concilié, par une transaction féconde, les deux éléments de toute amélioration et de tout avenir, la religion et la liberté; mais nous n'avons pas plus à louer ici M. de Falloux pour une œuvre regrettée de tous les esprits sages, qu'à le remercier du vigoureux concours qu'il vient d'apporter au droit et à l'honneur dans la question romaine. Il appartenait au vaillant ministre de 1849 de rappeler les devoirs et la volonté de la France à l'égard du Saint-Siége ; il l'a fait avec l'éclat et la fermeté de tous ses actes, et si sa parole ne pèse plus autant qu'autrefois dans les conseils du pouvoir, elle a toujours la même autorité près de l'opinion. M. de Falloux montre avec sûreté le fond des choses « au gouvernement qui s'égare et au pays qui s'aveugle ; » sa voix aura de l'écho dans ce Palais-Bourbon d'où le système des candidatures officielles a pu le bannir comme tant d'autres, mais d'où l'on ne bannira jamais la droiture et l'honnêteté.

Léon Lavedan.

[1] *Notice sur M. l'abbé Bautain*, par M. l'abbé Lamazou.

BULLETIN BIBLIOGRAPHIQUE

Le Nouveau Testament, traduction avec notes par M. l'abbé Glaire ; 1 vol. gr. in-4°, illustré de nombreuses gravures d'après les tableaux célèbres des grands maîtres. — Firmin Didot.

On a publié beaucoup de Bibles luxueuses et illustrées dans ces derniers temps ; nous n'en connaissons pas qui égalent en perfection et en splendeur le magnifique ouvrage que la librairie Didot vient d'éditer. C'est l'art à son dernier terme, et il faut ajouter que le fond n'est pas moins irréprochable que la forme.

La scrupuleuse exactitude et l'orthodoxie de la traduction de M. l'abbé Glaire sont suffisamment prouvées par la recommandation de dix-sept archevêques ou évêques français, et surtout par l'approbation du Saint-Siége, *la seule* qui ait été accordée jusqu'à présent à une traduction française ; approbation d'autant plus significative qu'elle n'a été donnée qu'après un examen approfondi de la Congrégation de l'*index*, qui a duré plus de deux années.

Au point de vue purement littéraire, cette version a une supériorité incontestable sur toutes les précédentes. Il faut en effet, comme son auteur, posséder à fond les idiomes des textes primitifs de la Bible, pour reproduire avec autant de bonheur qu'il l'a fait, dans notre propre langue, ces images vives et grandioses, ces traits fins, ces nuances délicates qui offrent un si grand charme dans les langues de l'Orient.

Enfin, sous le rapport de l'illustration, les sujets des tableaux sont tous choisis d'après les grands maîtres ; les ornementations marginales, d'une finesse et d'une perfection rares, sont empruntées aux chefs-d'œuvre de la damasquinerie, de la gravure et de l'orfévrerie du quinzième et du seizième siècle. En outre de nombreux médaillons historiés, exécutés d'après Raphaël, sont disposés avec art dans l'ornementation.

Le format in-4° de cette édition est celui des manuscrits du moyen âge. Quant au caractère employé pour le texte, il est en harmonie parfaite avec l'ornementation, à laquelle il laisse absolument tout son charme, sans que l'un nuise jamais à l'autre.

Ces détails ne peuvent donner qu'une idée affaiblie de la beauté de l'ouvrage. Ajoutons d'un seul mot que la publication, dans son ensemble littéraire et artistique, est tout à fait digne du nom de Didot.

Histoire et légendes des plantes utiles et curieuses, par J. Rambosson. — 1 vol. illustré de 20 planches et de 100 vignettes. Firmin Didot.

M. Élie de Beaumont a présenté cet ouvrage à l'Académie des sciences avec beaucoup d'éloges, et il les mérite à tous égards. C'est une excursion dans les champs et les bois, un récit d'impressions et d'aventures à travers le monde végétal, en compagnie d'un savant aimable, qui ne manque pas une occasion d'instruire le lecteur en l'attachant. Souvenirs de lointains voyages, faits historiques, légendes curieuses ou touchantes, tout concourt à intéresser le lecteur. Il suffit, pour s'en convaincre, de jeter un coup d'œil sur les chapitres concernant l'ananas, le bambou, la vanille, l'arbre du voyageur, etc. On y trouvera toutes sortes des détails nouveaux et piquants, fruit des observations personnelles de l'auteur et qui n'ont encore figuré dans aucun livre d'histoire naturelle.

Ce n'est point un aride traité de botanique qu'a voulu écrire M. J. Rambosson ; et il s'est tenu parole. Son curieux livre, édité avec le luxe et la sévère élégance de la maison Didot, est assuré d'un brillant et durable succès.

Derniers jours d'Henri Perreyve, par M. l'abbé E. Bernard, aumônier de l'École normale supérieure.

La seconde édition de ce pieux opuscule, que tous les amis de l'abbé Perreyve ont lu avec tant d'intérêt et d'émotion, était depuis longtemps épuisée ; nous croyons devoir le publier de nouveau pour satisfaire à des demandes qui nous sont encore journellement adressées, et qui attestent combien la mémoire de ce prêtre « enlevé dans la fleur de la jeunesse, de la vertu et du talent » triomphe de la fragilité, trop ordinaire, des souvenirs humains. Nous offrons au public cette nouvelle édition dans un double format (in-8 et in-12) afin que ces pages touchantes puissent être facilement réunies soit au volume des biographies écrites par l'abbé Perreyve et récemment rééditées, soit au livre du R. P. Gratry, dont elles sont, au témoignage de l'éminent écrivain, un complément naturel.

Notice sur M. l'abbé Bautain, par M. l'abbé Lamazou.

Tiré à dix mille exemplaires, cette notice a été immédiatement épuisée. On vient d'en publier une seconde édition ornée d'une lettre de M. Guizot. L'éminent homme d'État loue le philosophe catholique d'avoir constamment travaillé à réconcilier la société moderne avec le christianisme.

A d'intéressants détails biographiques, M. l'abbé Lamazou a ajouté une appréciation sommaire des principaux écrits de M. Bautain, de sorte que, dans leur genre, ces pages émues présentent un travail complet, utile à conserver.

Réflexions sur les talents militaires de Louis XIV, par Ed. de la Barre Duparcq. — Paris, chez Tanera.

Ce mémoire, lu à l'Académie des sciences morales et politiques, peut se résumer ainsi : Louis XIV possédait des talents militaires, savoir : l'exactitude, la régularité, l'égalité d'humeur, l'amour des détails, la science ou plutôt l'expérience, l'habitude de préparer la guerre et de dicter les plans de campagne, un courage froid et calme, de la fermeté, une certaine prudence qui lui faisait préférer l'intérêt de l'État à celui de sa réputation, le désir de rendre justice, l'art d'encourager et de récompenser ; il lui manquait, sous le rapport militaire, la décision, l'inspiration, l'audace, l'art de les communiquer aux troupes, et aussi la simplicité de l'entourage.

Ce travail substantiel s'adresse également aux militaires et à tous ceux qui s'intéressent à l'histoire du grand siècle.

Les Phares, par M. Léon Renard, bibliothécaire du dépôt de la marine. — 1 vol. illustré par J. Noël. Paris, Hachette. 2 fr.

Tandis que dans les sphères de la science pure les travaux se multiplient, il se publie à côté une série d'ouvrages moitié littéraires moitié scientifiques auxquels le public prend un intérêt qu'il faut constater. Le but de ce genre nouveau est de mettre sans fatigue pour eux les esprits mondains et un peu paresseux au courant des faits scientifiques qui, en se mêlant chaque jour davantage à notre existence, sollicitent forcément notre curiosité. Le livre de M. Léon Renard appartient à cette série particulière de travaux. L'auteur y fait connaître le secours si essentiel que les phares prêtent aux navigateurs ; il raconte leur histoire ; il dit comment on s'est rendu maître de la lumière ; comment on est parvenu à en augmenter l'éclat au point de la rendre sensible à la limite extrême de l'horizon ; pourquoi on a diversifié les caractères de ces feux, etc., etc. Tout cela est exposé rapidement, avec de nombreuses anecdotes pour que le lecteur n'ait pas le temps de s'apercevoir qu'on l'instruit, et clairement, avec de nombreux dessins, pour que l'on comprenne bien et vite. Rien de semblable à ce petit ouvrage n'avait été fait jusqu'à présent pour les phares. Pour ce motif il nous paraît qu'il ne sera pas lu seulement sur nos plages, pendant les loisirs forcés des bains de mer.

Pour les articles non signés : Camus.

L'un des Gérants : CHARLES DOUNIOL.

PARIS. — IMP. SIMON RAÇON ET COMP., RUE D'ERFURTH, 1.

LE PROCÈS DE CONDAMNATION

DE JEANNE D'ARC

Procès de condamnation de Jeanne Darc, dite la Pucelle d'Orléans, traduit du latin et publié intégralement pour la première fois, en français, d'après les documents manuscrits et originaux, par M. Vallet de Viriville. Paris, Firmin Didot. 1867, 1 vol. in-8.

M. Vallet de Viriville, le savant professeur de l'École des chartes, si connu par ses recherches érudites sur le quinzième siècle, vient de publier une traduction du procès de condamnation de Jeanne d'Arc. Il ne faut pas s'étonner de lui voir dire Jeanne Darc : c'est lui qui est l'inventeur de cette façon d'écrire le nom de la Pucelle ; et sur son autorité, nombre de personnes, les journaux surtout, ne jurent plus que par Jeanne Darc. L'intolérance à cet égard ne saurait pas aller plus loin. Le *Moniteur*, ayant déclaré la question résolue, a refusé d'insérer une lettre par laquelle l'homme le plus compétent en cette matière, l'éditeur des *Procès de Jeanne d'Arc*, M. J. Quicherat, essayait de montrer qu'elle ne l'était pas comme le jugeait la feuille officielle. Certains journaux enrôlent même, bon gré mal gré, dans le parti de cette orthographe les auteurs qui y songent le moins. M. Renan a nommé Jeanne d'Arc dans la préface de sa *Vie de Jésus* ; le *Journal des Débats* n'a réimprimé ce morceau qu'en la transformant en Jeanne Darc. Bien plus, un des rédacteurs du même journal, rendant compte d'une histoire de la Pucelle où l'on défend contre les novateurs l'orthographe populaire, ne vit pas sans étonnement, contre son texte et malgré les signes impératifs d'attention usités en typographie, le nom de Jeanne devenu Jeanne Darc dans le

titre même de l'ouvrage annoncé. Ainsi les contradicteurs sont rendus les complices du barbarisme. Que faire? C'est une conspiration d'imprimerie. Au *bon à tirer* de l'auteur, on riposte par la *tierce*. Dans un pareil conflit, le prote est toujours sûr d'avoir le dernier mot.

Je n'aurais pas repris cette question, si M. Vallet de Viriville, qui l'a traitée en plusieurs brochures, n'en avait fait l'objet d'une note finale dans le volume même qu'il publie. Il demande si ceux qui s'appellent aujourd'hui Dumoulin, Delahaye, Delille, doivent, pour revenir à l'étymologie, écrire leur nom : du Moulin, de la Haye, de l'Ile. — Non sans doute; — et il réclame le droit d'écrire le nom de la Pucelle tel qu'il apparaît pour la première fois. Mais à l'époque où il apparaît pour la première fois, l'apostrophe n'était pas en usage; et quand on commença à s'en servir, l'usage s'établit et prévalut de l'appliquer aussi au nom de Jeanne d'Arc. Laissez-le donc tel que le temps l'a consacré, et ne faites pas de cette prétendue réforme une découverte. M. Vallet de Viriville en appelle au sens commun : on ne saurait mieux faire. Remettons-lui le soin de décider[1].

[1] La ville de Melun se proposant de consacrer un médaillon à la mémoire de Jeanne d'Arc, M. J. Quicherat, consulté par le rédacteur d'un journal de la ville, sur la vraie orthographe du nom de la Pucelle, a répondu :

« Monsieur,

« La nouvelle orthographe *Darc*, donnée au nom de la famille de la Pucelle, a pour unique fondement l'autorité des manuscrits du quinzième siècle et des imprimés du seizième. C'est une découverte qui a pour auteurs des savants qui ne se sont pas souvenus que l'apostrophe est une invention de la typographie moderne, et que l'usage n'en a été bien fixé que depuis Louis XIII. On écrivait autrefois Jeanne Darc, comme on écrivait le duc Dalençon, le duc Dorléans. Du moment qu'il est convenu que la particule doit être séparée, par une apostrophe, du nom de lieu lorsque celui-ci commence par une voyelle, il n'y a pas de raison pour ne pas faire la séparation dans le nom d'Arc, qui est incontestablement un nom de lieu précédé de la particule. Il est vrai qu'on nie cela, et qu'on prétend voir dans ce nom un dérivé de la langue germanique. Mais, comme j'ai fait une étude particulière de l'origine des noms français, j'affirme que le radical saxon *Dark*, en supposant qu'il fût entré dans notre langue, n'y aurait pas conservé sa forme dure. Voilà, monsieur, où en est la question, si tant est que ce soit une question : à mes yeux ce n'est qu'une niaiserie. Malheureusement, dans notre pays, les niaiseries, lorsqu'elles ont l'attrait de la nouveauté, sont assurées du succès. J'ai prêché dans le désert en essayant de ramener à l'ancien usage plusieurs écrivains estimables, et le *Moniteur* m'a refusé, l'année dernière, l'insertion d'une note que j'avais écrite en réponse à un de ses articles où l'on frappait d'anathème ceux qui désormais écriront d'Arc avec une apostrophe. Je laisse à vos honorables concitoyens et à vous, monsieur, de décider s'il vous convient de braver les foudres du journal officiel.

« Veuillez agréer, etc. « J. QUICHERAT. »

(*Nouvelliste de Melun*, 20 juillet 1867.)

Avant de quitter le titre, j'aurai encore une remarque à y faire. M. Vallet de Viriville y annonce que le procès est « traduit du latin et publié intégralement pour la première fois, en français, d'après les documents manuscrits et originaux. » Il semble, d'après cela, qu'on doive y trouver une œuvre entièrement nouvelle. L'auteur cependant devra convenir avec moi que cette interprétation serait fort exagérée. C'est M. Jules Quicherat qui, le premier, a publié intégralement pour la première fois le procès d'après les documents manuscrits et originaux : texte latin et ce qu'on a de la rédaction française. M. Vallet de Viriville republie cette dernière partie et traduit pour la première fois le reste en français. Le juste titre serait donc « traduit pour la première fois en français et revu sur les documents manuscrits et originaux. »

Le savant professeur de l'École des chartes n'eût pas mentionné cette révision, qu'avec ce que l'on sait de son habileté dans l'usage des manuscrits on n'aurait pu la mettre en doute. Il est un point cependant, et un point grave, où son exactitude en cette matière a été en défaut. A propos des premières révélations de Jeanne d'Arc, on lit dans le texte latin de M. Quicherat : « *Et ipsa Johanna jejunaverat die præcedenti* » (t. I, p. 52), et comme en un autre endroit il est dit : « *Et tunc erat jejuna* » (p. 216), il en résultait qu'«elle avait jeûné le matin et le jour précédent, » comme disait un éminent critique. Trente-six heures de jeûne ! On conçoit quel trouble une semblable privation de nourriture pouvait causer dans l'organisation d'une enfant de treize ans ; quels éblouissements dans cette tête vide ; quelle cause d'hallucination ! M. Vallet de Viriville traduit comme M. Quicherat a imprimé : « J'avais jeûné la veille » (p. 36). Or, les trois manuscrits authentiques portent : « *Non jejunaverat die præcedenti :* Elle n'avait pas jeûné la veille. » Ayant eu l'occasion de revoir moi-même ces précieux documents pour la seconde édition d'une histoire de Jeanne d'Arc, j'avais signalé cette faute qui, chez M. Quicherat, ne peut être qu'un *lapsus ;* et M. N. de Wailly a fait ressortir l'importance de la restitution dans un article qu'il a fait sur ce livre. Lorsque ce livre et cet article furent publiés, M. Vallet de Viriville, selon toute apparence, avait déjà imprimé cette partie de sa traduction : mais comme elle n'avait point paru encore, il y a fait un *erratum.* Il y reproduit les pages des manuscrits et il ajoute : « Sur ce point controversé, voyez un opuscule récemment publié par M. Natalis de Wailly sous ce titre : *Jeanne d'Arc*, par M. H. Wallon, in-8, p. 7, extrait de la bibliothèque de l'École des chartes, et l'ouvrage auquel il renvoie. » Ne dirait-on pas qu'il y a contestation entre M. de Wailly et moi, pour savoir si Jeanne d'Arc avait ou n'avait pas jeûné la veille? Il y avait pour l'auteur une façon plus claire d'indiquer com-

ment il avait reconnu son erreur, et surtout il y avait une manière tout autre de la réparer : c'était de réimprimer la page. Le lecteur ne va pas toujours aux *addenda et corrigenda*. On lira dans le texte français : « J'avais jeûné la veille, » comme on lisait dans le texte latin : « *Jejunaverat die præcedenti,* » et ceux qui feront l'histoire de Jeanne d'Arc se croiront plus que jamais autorisés à dire qu'elle n'avait pas mangé depuis deux jours, que son esprit comme son corps était affaibli, sa vue trouble. Si la question des visions de Jeanne d'Arc est délicate, ce n'est point en laissant une pareille altération dans un texte capital qu'on la simplifiera. Il aurait donc fallu un carton : mais il en eût fallu deux, car la faute est redoublée ; bien plus, il eût fallu changer le système de traduction adopté par l'auteur, comme nous le verrons bientôt. Avant d'y arriver, disons un mot du préambule et de l'introduction qui précèdent l'ouvrage.

L'avant-propos est surtout consacré aux manuscrits que l'auteur a revus après M. J. Quicherat ; et à la notice que le savant éditeur des *Procès* en avait déjà donnée, il ajoute quelques traits où l'on peut reconnaître la touche habile du professeur de l'École des chartes. Des cinq exemplaires officiels écrits ou collationnés sur l'original par les greffiers, trois existent encore aujourd'hui : l'un, sur parchemin, à la Bibliothèque du Corps législatif ; les deux autres, sur papier, à la Bibliothèque impériale. M. Quicherat avait déjà conjecturé que le manuscrit sur parchemin est un des trois exécutés par le greffier Manchon, probablement celui qui était destiné au roi d'Angleterre, et il avait signalé les mots *Belva*(*censis*) qu'on lit encore dans ce qui reste de l'empreinte de l'un des deux sceaux (celui de l'évêque de Beauvais). M. Vallet de Viriville, rappelant que Pierre Cauchon devint évêque de Lisieux en 1432, en conclut que le manuscrit était écrit avant cette date ; et les filigranes des deux manuscrits en papier ont été retrouvés par lui dans les feuillets de plusieurs pièces écrites de 1429 à 1432. La remarque est curieuse ; elle ne laisse pas de doute que les manuscrits n'aient été écrits immédiatement après le procès. Mais ce qui importe à l'histoire, c'est que ces documents, fussent-ils postérieurs de plusieurs années, sont certifiés conformes à l'original, avec toutes les garanties en usage : attestation de la collation et du nombre des pages à la première feuille, par Boisguillaume, un des trois greffiers ; paraphe du même à chaque page, et attestation de tous les trois à la fin.

Ces remarques sont d'un excellent éditeur et ont leur place naturelle en tête d'un livre qui n'est qu'une traduction, mais une traduction faite par un homme habitué à manier les originaux. Je ne puis malheureusement pas donner les mêmes éloges à l'introduction qui vient après. On aurait compris à la rigueur que l'auteur, publiant le

procès, nous parlât des circonstances du procès, des juges qui le dirigèrent, des formes qu'on y a suivies, des passions qui l'ont fait naître et qui l'ont mené au dénoûment. Cela n'était pourtant pas indispensable, et le savant éditeur des deux procès, qui ne pouvait pas, en les publiant, ne pas réfléchir sur ces matières, a fait paraître, non en tête de l'ouvrage, mais à part, ses *Aperçus nouveaux sur l'histoire de Jeanne d'Arc.* M. Vallet laisse de côté les faits généraux du procès pour s'attacher à un point spécial : les visions de Jeanne d'Arc. Éprouvant le besoin de nous dire que « le miracle, c'est-à-dire l'anormal, le surnaturel, » est pour lui « l'impossible, la chose incompatible avec l'ordre suprême, » il veut effacer par avance, dans l'esprit de son lecteur, l'impression que pourraient faire les déclarations de Jeanne d'Arc, ces témoignages incontestables, consignés au procès même par ses juges, témoignages qui la menèrent au bûcher, qu'elle renouvela sur le bûcher. En conséquence il a voulu mettre sous nos yeux, dans une suite de tableaux, un certain nombre de personnages, saints reconnus ou charlatans (ils viennent pêle-mêle, selon l'ordre des dates, dans sa notice), qui lui paraissent les plus propres à faire croire que les visions étaient une maladie ou une manie de ce temps-là. Vous y trouverez Guillemette de la Rochelle, et Ermine de Reims ; sainte Jeanne-Marie de Maillé, et Marie Robin, ou la Gasque d'Avignon ; sainte Brigitte et Catherine Sauve ; saint Vincent Ferrier, saint Bernardin de Sienne, et leurs disciples plus ou moins fidèles à leur manière de vivre : frère Richard, Jean de Gand, Didier, etc., jusqu'à Thomas Couette, qui vint à Rome prêcher contre la cour de Rome ; la pucelle de Lyon, la pucelle de Schiedam, la sibylle de Rome, madame Dor ou d'Or (pour celle-là M. Vallet de Viriville tolère l'apostrophe) ; Catherine de la Rochelle et Pierronne la Bretonne. Ajoutez le « petit berger » suscité par l'archevêque de Reims pour remplacer Jeanne d'Arc ; et la dame des Armoises, qui se fit passer pour elle après sa mort ; et sainte Colette, qui à elle seule occupe vingt-six pages de texte et trois d'appendice.

C'est un véritable abus d'érudition ; et, pour commencer par la vie sur laquelle l'auteur paraît vouloir insister le plus, en quoi le procès de Jeanne d'Arc, en quoi même ses visions touchent-elles sainte Colette ? Sainte Colette était une fille du tiers ordre de Saint-François, qui, après avoir vécu de la vie de recluse auprès du monastère bénédictin de Corbie, reçut de Benoît XIII le pouvoir de réformer la règle de sainte Claire. En relisant attentivement ces longs détails pour y trouver quelque chose qui réponde aux intentions de l'auteur, j'ai bien vu, à propos des premières relations de la sainte avec l'abbé de Corbie, que « deux fois, comme un autre Baudricourt, Colette était venue s'ouvrir à lui de ses desseins (car c'est à Jeanne, sans

doute, que l'auteur la compare, et non au sire de Baudricourt) ; » j'ai vu aussi que ses ennemis l'appelaient, comme la Pucelle, « sorcière, invocateresse de démons. » Mais, hors de là, il m'est absolument impossible d'apercevoir la moindre analogie entre les deux femmes, leur manière de penser ou de vivre. L'auteur aurait dû réserver ce morceau pour quelque monographie sur les Cordelières ou sur la réforme de la règle de sainte Claire.

Je ne vois pas davantage en quoi les autres biographies jettent du jour sur la vie de Jeanne d'Arc. Que fait ici Guillemette de la Rochelle, pieuse solitaire aux prières de laquelle, nous dit M. Vallet de Viriville, le sire de la Rivière et sa femme se recommandèrent pour avoir des enfants nés viables? ou Ermine de Reims, dont J. Gerson rendait ce témoignage que ses paroles n'avaient rien contre la foi, ni ses actes rien qui excédât la nature? Quelle opposition n'y a-t-il pas entre la mission de Jeanne d'Arc et la vie de la dame de Sillé-le-Guillaume (sainte Jeanne de Maillé) qui, veuve, passa le reste de ses jours dans les pratiques de l'ascétisme le plus austère ? M. Vallet croit-il les rapprocher beaucoup en remarquant que l'une et l'autre préféraient, dans leurs sceaux, les symboles religieux aux signes héraldiques (p. 27-28), ou que, de même que « la dame de Sillé fit peindre sur parchemin une image du Crucifix qu'elle portait sur sa poitrine et ses vêtements, » de même « Jeanne Darc, à ses derniers moments, plaça entre ses vêtements et sa personne une croix de bois qu'un Anglais fit de deux morceaux de bois? » (P. 23-24.) Et Catherine Sauve? Comment mettre en parallèle la naïve jeune fille qui déclarait savoir son *Pater*, son *Ave*, son *Credo*, et au surplus tenir pour vrai tout ce que croyait l'Église, et cette malheureuse *dogmatisante* qui enseignait « que les enfants morts après le baptême et avant l'âge de raison, ne pouvaient être sauvés, parce qu'ils ne croyaient pas; qu'il n'y avait plus de vrai pape, d'évêque ni de prêtre, depuis que l'élection des papes se faisait sans miracle ; que le baptême reçu d'un mauvais prêtre ne sert de rien pour le salut; qu'un mari et une femme ne peuvent, sans péché, se rendre le devoir conjugal, » etc. (p. 38). Pour Marie Robin, ou la Gasque d'Avignon, on pourrait dire au moins qu'elle est donnée par un témoin de la Réhabilitation, comme ayant annoncé la Pucelle ; mais M. Vallet veut trouver, entre l'une et l'autre, des rapports plus étroits, et, citant deux traits d'un mémoire présenté par un certain Jean Dubois à Charles VII en 1441, il ajoute: « Il y a comme une réminiscence de ces particularités dans l'entretien secret de Jeanne Darc avec le roi, à Chinon, et dans sa lettre aux Anglais. » Mais qu'entend-il par réminiscence, ou comment l'appliquer à la Pucelle et non à Jean Dubois, quand cet entretien et cette lettre sont de 1429, et le livre de 1441 ?

Jusqu'à présent il y avait au moins, entre ces personnes et Jeanne d'Arc, ce rapport, que c'étaient des femmes. Arrivons aux hommes (saint Vincent Ferrier, saint Bernardin et leurs disciples) : la comparaison, pour être fort honorable, n'en est pas plus fondée ; et c'est vouloir établir des rapports à tout prix que de voir quelque lien cabalistique entre Jeanne et ceux qui, comme elle, invoquaient le nom de Jésus. Jeanne, sans doute, comme tout le reste des fidèles, fut en rapport avec les religieux. Pasquerel, son chapelain, était un augustin ; quant à frère Richard, qui a joué un personnage et que l'auteur, à cause de cela, compte plus expressément parmi les précurseurs de Jeanne d'Arc, on apprend bien, par un témoin, qu'une fois il entendit Jeanne en confession (*Procès*, t. II, p. 450) ; mais on sait, par toute l'histoire, qu'il n'eut pas d'influence sur elle. Jeanne ne s'en rapportait guère à lui pour savoir que penser de Catherine de la Rochelle, par exemple ; et c'est un peu forcer le sens des mots que de la ranger avec cette Catherine, Pierronne, et une autre, parmi les « quatre clientes que confessait le frère Richard. » Frère Richard a pu la confesser une fois, mais il ne fut jamais son directeur, et encore moins son patron.

Que dire enfin de ces quatre femmes, comprises en bloc parmi les *précurseresses* (le mot, même en italique, est risqué) de la Pucelle : la prophétesse de Lyon, la pucelle de Schiedam, la sibylle de Rome et madame d'Or ou Dor? La première est une épileptique qui se prétendait envoyée de Dieu pour racheter les âmes de l'enfer ; la seconde, une ascète dont l'auteur rapporte cette seule chose, qu'elle ne prenait d'autre nourriture que l'hostie consacrée. Quant à la troisième, son existence a pour tout garant ce mot d'un clerc allemand, qui la cite sur une parole de Jeanne qu'on ne lit nulle part : aussi M. Vallet de Viriville reconnaît-il « que rien ne vient donner à cette allégation un support historique. » Enfin « madame d'Or ou Dor, » à qui un écuyer du parti bourguignon dédaignait de comparer Jeanne d'Arc pour la vaillance, était, nous dit M. V. de Viriville, « une sotte de cour ou *folle* en titre d'office, que nous trouvons, dès 1422, attachée à madame Michelle de France, alors duchesse de Bourgogne et femme de Philippe le Bon. On voit donc, continue-t-il, que madame Dor (non plus que la sibylle de Rome) n'est pas un personnage positif ou sérieux, et que le propos cité ne constitue autre chose qu'une impertinente plaisanterie. » Alors, à quoi bon en grossir le nombre des *précurseresses* de Jeanne d'Arc?

Qu'y a-t-il donc de commun, je le demande, entre la Pucelle d'Orléans et ces divers personnages? Des visions? Mais plusieurs ne sont pas donnés comme en ayant eu : et d'ailleurs, le fait d'avoir ou de prétendre avoir des visions n'est pas une chose particulière au quatorzième et au quinzième siècle. Est-ce que l'auteur n'en connaît pas

d'exemple au temps de saint Louis? est-ce qu'il n'y en a pas au temps des premières croisades ? aux temps carlovingiens, aux temps mérovingiens, aux temps des Pères et des Apôtres ? En cette matière la chaîne des saints remonte à saint Pierre, et celle des imposteurs à Simon le Magicien. On a toujours parlé de révélations vraies ou fausses dans l'Église ; et c'est surtout en cette matière qu'il faut rejeter les prétendues analogies, étudier chacun en lui-même et suivre la maxime : « Vous les reconnaîtrez par leurs fruits : *A fructibus eorum cognoscetis eos.* »

C'est donc en vain que dans ces biographies je cherche quelque rapport avec la vie de la Pucelle. L'auteur a soupçonné l'embarras du lecteur, et il y a voulu venir en aide, en donnant une conclusion à son introduction. Il y résume les analogies et les contrastes. Mais lui-même s'attache à montrer combien la seconde part l'emporte sur la première ; car laissant de côté les fourbes et les intrigants (dont il pouvait par conséquent nous épargner la liste), pour se réduire aux saints et aux saintes, il ramène les analogies à deux points : l'un qui est, dit-il, fort simple, mais que je ne trouve pas bien clair : « Il consiste, nous dit-il, pour les personnages honorables et dignes de louange, parmi ceux qui ont été énumérés, dans les bonnes intentions et dans un but plus ou moins semblable qui leur étaient commun ainsi qu'à la libératrice d'Orléans. » Le second point c'est le miracle. Quant aux contrastes, il les signale dans toute la vie de Jeanne et des autres. Il en trouve même où, à mes yeux, il n'y en a pas. « Jeanne, nous dit l'auteur, se glorifiait de sa virginité. Elle revendiquait le prestige poétique attaché à ce titre, » etc. — Elle ne s'en glorifiait pas ; elle n'y cherchait pas un prestige poétique. C'est un vœu qu'elle avait fait très-simplement et observait de même ; et je ne vois pas à quel titre on peut l'opposer aux pieuses filles qui s'étaient soumises à la même loi : car si elle ne vivait pas de la vie de recluse, rien n'autorise l'auteur à dire que la virginité était pour elle « une nécessité relative et passagère. » Il n'est pas plus juste de prétendre que les saints, au moyen âge, songeaient plus exclusivement à leur salut et à leur propre bien, que « leurs bienfaits sont généralement naïfs et stériles, » tandis que l'œuvre de Jeanne est « actuelle, positive, temporelle, à savoir le salut. Mais au propre, le salut réel, politique, présent et futur de son pays. » — Est-ce que Jeanne, se dévouant pour son pays, ne songeait pas aussi à son salut à elle : n'est-ce pas le prix qu'elle réclamait surtout de ses labeurs par l'intermédiaire de ses saintes[1] ? et le dévouement au bien spirituel

[1] Nunquam requisivit a præfata voce aliud præmium finale, nisi salvationem animæ suæ (*Procès*, t. I, p. 57) ; — inde noluit habere aliud præmium nisi salvationem animæ suæ (*ibid*, p. 223), etc.

et temporel des autres n'a-t-il pas toujours été regardé dans l'Église comme un des caractères de la sainteté? Je n'en veux pour preuve que plusieurs de ces religieux dont l'auteur, sans trop de raison, je l'avoue, fait les précurseurs de la Pucelle : saint Vincent Ferrier, dont le cœur nous dit-il, « débordait d'une immense charité qui s'étendait à l'humanité tout entière » (p. 40) ; saint Bernardin de Sienne, « qui répandit parmi les peuples et surtout en Italie sa charité cosmopolite » (p. 42).

Comment donc après cela vient-il nous dire : « Jeanne n'est pas et ne sera jamais une sainte de l'Église ? » C'est un nouvel exemple de la facilité avec laquelle il échappe aux conséquences de ses prémisses. Les ressemblances, en effet, qu'il a voulu montrer entre Jeanne et ses prétendus précurseurs, sont ce qui touche au surnaturel ; les différences, tout ce qui contraste dans leur manière de vivre. Or ce que l'Église préconise dans les saints, ce n'est pas tel ou tel genre de vie, l'ascétisme, la reclusion : il y a des saints canonisés de tout état ; ce qui motive ces honneurs exceptionnels, décernés à quelques-uns entre tous les élus, c'est le surnaturel. Du rapprochement que M. Vallet a établi, la conclusion à tirer serait donc : «Jeanne n'est pas encore, mais elle sera une sainte de l'Église. » Je crains fort que mon savant confrère en histoire ne m'accuse d'être bien contredisant; mais, en vérité, je ne puis souscrire ni à l'idée de son introduction ni aux conséquences qu'il y rattache. Car son introduction me paraît conduire à tout autre chose qu'au sujet ; et les vies qu'il y a mises en parallèle étant données, j'en conclurais tout le contraire de ce qu'il en a déduit.

J'en viens enfin au corps de l'ouvrage. Le procès de Jeanne d'Arc rédigé dans son texte officiel en latin, sur la minute d'audience, avait été gardé en français d'après cette minute, et ce texte précieux nous a été en partie conservé dans un manuscrit qui appartint aux d'Urfé et en porte les armes (*Bibl. impér.*, fonds latin, n° 8838). M. J. Quicherat n'a pas manqué de donner ces fragments parallèlement au latin dans son édition. Pour M. Vallet de Viriville, qui publiait le procès en français, que devait-il faire? Donner à tout une même couleur? Ramener le récit français à une forme plus moderne ou traduire le latin en vieux français ? Toucher au français original était une profanation dont l'auteur était incapable ; traduire le latin en vieux français, une entreprise dont personne ne se fût mieux tiré que lui. Il s'est refusé à l'une et à l'autre chose. Il a gardé le vieux français, il a traduit le latin en français moderne ; et il a bien fait. Mieux vaut la disparate entre les deux parties de l'ouvrage qu'une uniformité achetée au prix d'un double travestissement. Je n'ai donc que des éloges à donner au parti qu'il a pris. Le vieux français d'ailleurs est interprété là où le besoin s'en fait sentir. Il l'est même là

où on n'en eût guère senti le besoin. On comprend ce que veut dire « *tierce fois* » sans qu'il soit nécessaire d'y joindre *troisième* entre paranthèse. Ces enclaves, quand elles ne sont pas rigoureusement commandées, gênent le lecteur. Il ne faut pas l'arrêter aux mots qui n'arrêtent pas. Mais pour la partie latine, c'est-à-dire pour celle que M. Vallet de Viriville traduit pour la première fois, il a pris une résolution qui me paraît bien étonnante.

Le procès-verbal, arrivant aux interrogatoires, procède comme les premiers comptes rendus de notre Corps législatif, par la forme indirecte : « Interrogée si..., elle répond que..., etc. » M. Vallet de Viriville a pris le parti de supprimer cette forme et de rétablir le dialogue. La marche en est plus vive, et c'est comme cela que les choses se sont passées : aussi, les historiens de Jeanne d'Arc ne manquent-ils pas d'y recourir. Mais dans la traduction intégrale d'un livre, une telle transformation n'est pas admissible ; car une traduction doit reproduire un texte, et surtout un texte de cette nature, un document judiciaire, dans toute sa teneur. Cette liberté d'allure est donc une première infidélité. Mais c'est la moindre ; et l'auteur, en s'aventurant dans cette voie, a faussé son texte plus qu'il ne le suppose. S'il voulait en effet refaire le dialogue et reproduire la scène dans sa vérité, il aurait dû rétablir la question là même où elle n'est qu'indiquée par le texte. Il n'a pas osé aller jusque-là : mais dès lors le langage et la conduite même de l'accusée deviennent parfois incompréhensibles.

Donnons-en quelques exemples.

On lit page 36 :

D. Vous confessiez-vous tous les ans. — *R*. Oui à mon propre curé... Je communiais à la fête de Pâques. — *D*. Et aux autres fêtes ? — *R*. Passez outre. A l'âge de treize ans j'ai eu une voix de Dieu pour m'aider à me gouverner, etc.

Comment Jeanne, au moment où elle se dérobe à la curiosité de son interrogateur par cette sèche et dédaigneuse formule « Passez outre, » passe-t-elle d'elle-même à ce sujet mystérieux ? Elle avait donc bien de l'empressement à mettre le juge dans la confidence de ses voix !

Et à la page 38 :

R. Robert de Baudricourt fit jurer à mes compagnons ; de bien me surveiller. Il me dit au départ : Va et advienne que pourra !

Dieu aime le duc d'Orléans ; j'ai eu plus de révélations à son sujet que touchant aucun homme qui vive, si ce n'est mon seigneur le roi. — Il m'a fallu changer de costume et m'habiller en homme. Je crois que mon conseil en cela m'a bien inspirée. J'ai écrit aux Anglais devant Orléans qu'ils eussent à se retirer, etc.

Quelle suite étrange de propos, ou plutôt quelles divagations, quel décousu ! Est-ce un esprit bien sain qui, sans provocation, va ainsi d'un sujet à un autre ? Et comme un pareil langage répond bien aux tendances de ceux qui ne veulent voir dans la Pucelle qu'une hallucinée ! Mais revenez au texte et tout s'expliquera. « Ulterius *confessa fuit quod dum esset ætatis XIII annorum* (t. I, p. 52). — Item *dixit quod prædictus Robertus...* — Item *dixit ipsa Johanna* ulterius, *quod ipsa bene scit quod Deus diligit ducem Aurelianensem... Dixit* præterea, » etc. (Procès latin, t. I, p. 55.)

Ici on ne peut pas ne pas voir la trace des interrogations qui ont amené ces déclarations diverses. La Pucelle ne se jette pas à tort et à travers dans tout sujet ; elle répond précisément à ce qu'on lui demande. S'il y a du *décousu*, c'est dans la suite des questions qu'on lui pose ; c'est le fait de son juge qui, par cette tactique, veut la dérouter, la prendre au dépourvu et la faire tomber dans le piége qu'il lui tend.

Au point de vue littéraire, au point de vue historique, ce remaniement du texte avait donc un grave défaut. Il avait en outre l'inconvénient de lui donner un caractère qui ne pouvait se soutenir jusqu'au bout ; car en arrivant au vieux français on retrouvait la forme indirecte. L'auteur ici ne pouvait songer à traiter de la même sorte le texte qu'il avait promis de réimprimer ; aussi s'en est-il vite aperçu et n'a-t-il point tardé à y renoncer. Mais cette fatale idée, qu'il est loisible de toucher à un texte pour le rendre plus agréable au lecteur, l'a entraîné dans une autre faute non moins capitale.

Toute procédure a nécessairement des longueurs ; l'auteur a pris sur lui de les réduire. Qu'il tranche dans les formules, dans les titres des maîtres et des docteurs ; qu'il traduise : « *Assistentibus venerabilibus et discretis viris dominis et magistris prædictis Johanne de Fonte*, » etc., par : « En présence de MM. de Lafontaine, » etc., le mal est médiocre, et je serais tenté de lui reprocher de n'être pas allé plus loin en supprimant son abréviation MM. Mais il s'est cru permis de retrancher ce qu'il estimait être des redites ; or, cela l'a conduit aux suppressions les plus regrettables.

On se rappelle comment, au début des interrogatoires, le juge veut obtenir de Jeanne qu'elle jure de dire la vérité sur tout ce qu'on lui demandera. On se rappelle avec quelle présence d'esprit et quelle fermeté la Pucelle, résolue à tout dire sur elle, mais ne voulant pas livrer le secret du roi, ne prétend s'engager que pour ce qui est du procès. Mais le juge insiste ; il lui faut un serment pur et simple, et à chaque séance il revient à la charge. M. Vallet de Viriville a commencé par traduire ces passages ; mais à la troisième ou quatrième fois il en a assez : « Requise de prêter serment : même colloque

qu'à la séance du 24 février, voyez ci-dessus, p. 42 » (p. 63). *Même colloque!* Est-ce que ces mots rendent ce qu'il y a de dramatique dans cette lutte engagée entre le juge qui cherche à lier sa victime pour la mieux frapper, et l'honnête jeune fille qui, incapable d'équivoquer sur le devoir sacré du serment, s'obstine dans ses réserves, dût-elle par là donner des armes à la malveillance de ses ennemis? *Même colloque qu'à la séance du 24 février*. Est-ce qu'elle a répété le 1er mars tout ce qu'elle a dit à la séance du 24 février? Est-ce qu'elle n'a pas dit autre chose? Et quand le fond serait le même, est-ce qu'il est indifférent pour le traducteur de dire ou pour le lecteur de connaître au juste ce que contient à cette date le procès-verbal?

Ce que le traducteur se permet dans les interrogatoires, il ne se le croit pas plus interdit dans la suite de la procédure. On sait que P. Cauchon et ses agents prétendirent résumer toute la substance des enquêtes et des réponses de Jeanne en soixante-dix articles. Ces articles ont une importance capitale, puisque la plupart des assesseurs ne connurent pas sous une autre forme les déclarations de Jeanne touchant les points incriminés. C'est l'acte d'accusation et tout le fondement du procès. Imaginerait-on que M. Vallet de Viriville a cru pouvoir tailler en cette matière comme dans le reste? L'article 1er, qui établit surtout le droit des juges et qui a dix-huit lignes dans le texte, il le réduit à trois. Pour l'article 2, il le remplace par un titre :

II. — Sortiléges, œuvres superstitieuses et divinatoires.

Veut-on savoir ce qu'est cet article? Je le traduis en la place de M. Vallet de Viriville :

« *Item* que ladite accusée, non-seulement dans l'année présente, mais depuis le temps de sa jeunesse, et non-seulement dans votre diocèse et juridiction (le promoteur ou procureur général s'adresse à l'évêque-juge), mais encore au dehors, en plusieurs autres et divers lieux de ce royaume, a fait, composé, préparé et ordonné nombre de sortiléges et de superstitions ; présagé l'avenir et permis qu'on l'adorât et qu'on la vénérât ; elle a invoqué les démons et les esprits malins ; elle les a consultés, elles les a fréquentés ; elle a eu, fait et conclu pactes, traités et conventions avec eux, et s'en est servie ; elle a donné pareillement conseil, aide et faveur à d'autres faisant cela, et les a induits à faire ces choses et autres semblables, disant, croyant, affirmant et maintenant qu'agir ainsi, croire à ces sortiléges, divinations et actes superstitieux, et en user, n'est point péché et n'est pas défendu ; bien plus, elle a affirmé que c'était chose licite, louable et

digne d'approbation, induisant grand nombre de personnes de divers états et de l'un et l'autre sexe à ces erreurs et maléfices, et leur imprimant ces choses et autres semblables dans l'esprit. C'est en faisant et commettant les susdits délits que Jeanne a été prise et arrêtée dans les limites et sur le territoire de votre diocèse de Beauvais. »

Cet article, que le traducteur remplace par un titre sommaire, c'est déjà toute l'accusation dans ce qu'elle a de plus violent ; et n'est-il pas instructif pour le lecteur, juge à son tour du procès, de voir tout le venin de l'accusateur s'épancher ainsi dès le début, quand il a soixante-huit autres articles pour se distiller à son aise? Hâtons-nous de dire que, pour le reste des articles, M. Vallet les a donnés intégralement ; mais cette suppression de l'article 2 n'en est pas moins une chose que vraiment on ne conçoit pas.

Le préambule du discours de l'évêque aux assesseurs, le jour de l'admonition publique ne devait pas non plus être passé sous silence, comme l'a fait M. Vallet, p. 198 (*cf.* Quicherat, t. I, p. 382). Il n'importe pas si peu de voir avec quelle habileté le juge rapproche « les articles produits par le promoteur » et « les confessions, réduites en forme d'assertion pour être soumises aux délibérations des docteurs consultés, » c'est-à dire les soixante-dix articles sur lesquels Jeanne a répondu, et ces douze articles où se concentre tout le fiel de l'accusation : articles qu'elle a toujours ignorés, dont elle ne peut soupçonner l'existence sur cette simple allusion, mais qu'elle sera censée connaître, puisqu'on en parle devant elle sans provoquer ses réclamations. Comment veut-on que l'historien note ce trait perfide, si on l'efface du document offert pour base à ses études?

Les soixante-dix articles, avons-nous dit, furent lus publiquement à Jeanne, et le procès-verbal a joint aux réponses qu'elle y fit quelques extraits des interrogatoires qu'elle avait subis devant un petit nombre d'assesseurs. Que fait de ces extraits M. Vallet de Viriville? Il en donne quelques-uns d'abord, mais ensuite, et pour la plus grande partie, il les supprime, se bornant à renvoyer aux passages qu'il a traduits en leur lieu. C'est un grand tort. Il n'est pas sans profit pour le lecteur d'avoir sous les yeux, comme dans l'original, les réponses sur lesquelles chaque article se fonde. Mais ce n'est pas seulement une économie mal entendue, c'est une lacune dans le texte et une infidélité dans la traduction qui prétend le rendre ; car ces extraits offrent avec le texte original des variantes, et les variantes, dans une rédaction comme celle de cet acte, doivent être scrupuleusement recueillies. Or, le traducteur paraît y avoir regardé si peu que les différences les plus grandes ne l'ont pas arrêté. Ainsi, pour reprendre le passage cité plus haut, ayant tra

duit, comme il le lisait dans le texte de M. J. Quicherat : « *Jejunaverat die præcedenti* » (j'avais jeûné la veille), il aurait dû voir que dans le résumé joint au 10e article il était dit : « *Et tunc erat jejuna* nec *præcedenti die jejunaverat.* » Cette contradiction avait déjà frappé l'éminent critique que je citais à cette occasion ; seulement, n'ayant point le temps de recourir aux manuscrits, il avait conclu que la faute était dans ce dernier passage, corrigeant (ce qu'on est toujours tenté de faire) selon le système qui lui agréait le plus. M. Vallet de Viriville n'a rien remarqué, et il renvoie purement et simplement au texte qu'il a donné plus haut : texte fautif dans l'imprimé qu'il traduisait et auquel d'ailleurs le récolement joint au 10e article ajoutait un trait nouveau : « *Et tunc erat jejuna.* » Pour cette page, comme pour la page précédemment citée, ce n'est pas assez de l'*erratum* donné à la fin du volume; il faudrait un autre carton. Mais il faudrait plus que des cartons pour rétablir intégralement après chacun des soixante-dix articles les extraits que porte le texte latin, et que les renvois du traducteur remplacent si mal.

Voilà mes principaux griefs contre ce livre. Plus le document a de valeur, plus il importe de faire connaître sans réticence et en toute sincérité ce qu'il est devenu sous cette forme et dans quelles limites on en peut faire usage. La traduction de M. Vallet de Viriville donnera aux gens du monde une idée du procès, elle ne leur donnera pas le procès. Elle n'en rend pas la physionomie en plusieurs points; elle n'en reproduit pas la teneur tout entière. Elle sera utile sans doute à ceux qui, ne sachant pas le latin, voudront écrire l'histoire de Jeanne d'Arc. Ils ne seront plus exposés, en parlant de la maladie de la Pucelle et de la saignée (*phlebotomia*) qui lui fut pratiquée, à prendre le remède pour le mal et à dire : « Elle était atteinte d'une phlébotomie. » Mais quiconque saura un mot de latin n'hésitera point à préférer le texte de M. Quicherat.

Comme M. J. Quicherat, M. Vallet de Viriville a joint quelques notes à son ouvrage ; notes où l'on retrouve la science dont témoigne son avant-propos et un peu aussi l'esprit de son introduction. Page 69, on lit dans la traduction, à propos de saint Michel : « Interrogé s'il avait *sa* balance. » Le texte dit simplement *une* balance (*Procès*, t. I, p. 89). Mais la traduction de M. Vallet le mène à cette note : « Saint Michel, peseur d'âmes, était représenté avec une balance. »

Lorsque, Jeanne priant les juges de la laisser aller à la messe le jour des Rameaux, ils lui offrent pour condition de quitter l'habit d'homme et de prendre l'habit de femme, « comme elle faisait dans son pays et comme le faisaient les femmes de son pays, » est-ce bien le cas de faire cette note :

« Jeanne, dans son village, avait porté jusqu'à son départ de gros-

siers vêtements de paysanne. Depuis lors, au contraire, la mise masculine de Jeanne pendant le cours de sa mission avait été de plus en plus élégante, somptueuse et recherchée, sans toutefois qu'aucune convenance sérieuse eût jamais été méconnue d'elle. En lui prescrivant de prendre ses *anciens* habits de femme, les juges entendaient bien la ramener à sa condition de simple fille des champs. C'était donc blesser chez Jeanne un sentiment essentiellement féminin que j'appellerai par abrégé le *sentiment de la toilette ;* c'était, en second lieu, l'humilier publiquement et obtenir par cet acte une sorte d'aveu tacite, mais évident, de son *usurpation* et de sa *culpabilité?* » (P. 122.)

Ainsi donc, si Jeanne se refuse à reprendre ses habits de femme, c'est qu'on veut lui donner des habits de villageoise ; c'est qu'on ne ménage point assez en elle le « sentiment essentiellement féminin, » que l'auteur appelle « par abrégé, le sentiment de la toilette, » et qu'en abrégeant un peu plus il eût nommé la coquetterie ! Si on eût offert à Jeanne des habits de comtesse, selon le rang qu'elle avait à la cour, elle eût été moins difficile ! N'est-ce pas, je le demande, jeter un voile sur les vrais motifs qui lui faisaient garder ses habits d'homme? motifs si graves qu'ils la firent revenir sur la promesse de son abjuration, alors qu'y revenir c'était se vouer à la mort !

La science même de M. Vallet de Viriville ne l'a pas toujours bien servi. En tête de l'acte d'accusation, Jeanne est incriminée d'être « schismatique en l'article *Unam sanctam ;* » M. Vallet y intercale cette parenthèse : « En l'article (du droit canon) *Unam sanctam ;* » et, p. 177, à propos de cette assertion du douzième des douze articles : « Lui a été cependant plusieurs fois déclaré par les juges et autres présents l'article *Unam sanctam Ecclesiam catholicam,* » il ajoute : « La pièce *Unam sanctam Ecclesiam catholicam* est une décrétale de Boniface VIII. Il y a été fait et il y sera fait plus d'une fois allusion. Elle prend place parmi les *Extravagantes communes* du droit canonique, livre I, titre VIII, chapitre I, insérée au *Corpus juris canonici*, édition de Turin, 1746, 2 vol. in-folio, t. II, p. 443 : *De majoritate et obedientia.* »

Est-ce bien à cette décrétale que les juges font allusion? L'*article* dont il est parlé, n'est-ce pas plutôt l'article du Symbole? et quand on pouvait accuser Jeanne de manquer à son *Credo*, eût-on imaginé de lui faire un crime d'avoir méconnu un texte enfoui dans le corps du droit canon? Le lecteur, sans la note de M. Vallet de Viriville, n'eût pas hésité à l'entendre du Symbole; et je crois qu'il eût bien fait, nonobstant cette note : ainsi du moins l'ont entendu les docteurs de la Faculté des décrets de Paris, appelés à délibérer sur les douze articles ; car, dans le n° 2 de leur réponse, ils disent : « *Item quod ipsa fœmina est erronea in fide ; contradicit articulo fidei contento in* SYMBOLO

MINORI, *Unam sanctam Ecclesiam catholicam.* » Voir le *Procès* dans l'édition de M. Quicherat (t. I, p. 417), — mais non dans la version de M. Vallet; car il traduit : « II. Erre en la foi, *contra Unam sanctam.* Et, dit saint Jérôme, etc. » (p. 211). Si, pour faire sa note, M. Vallet s'est servi de sa traduction, il a été lui-même victime de sa funeste habitude d'abréger le texte selon son bon plaisir.

Cette traduction, avec ou malgré ses notes, n'est donc pas, il m'en coûte à le dire, un guide sûr pour l'étude du procès de Jeanne d'Arc. J'ajoute que, fût-elle plus scrupuleusement littérale, elle ne suffirait point à nous le faire connaître dans tous ses détails ; et je regrette que l'auteur, au lieu de mettre en tête du procès une introduction qui s'y rattache si mal, n'ait pas eu plutôt l'idée d'y joindre en appendice quelques documents qui l'auraient heureusement complété : je veux dire les enquêtes du procès de réhabilitation. Le procès de Jeanne d'Arc, en effet, tel que nous l'avons, est un acte frauduleusement tronqué. Il y manque les enquêtes que le juge avait fait faire, comme c'était son devoir, et qu'il a supprimées, parce que, en prouvant l'innocence de sa victime, elles allaient contre son but. C'est un procès où l'on a les interrogatoires de l'accusée tels que le juge les a bien voulu laisser reproduire, mais où l'on cherche en vain les dépositions des témoins. Ceux des témoins qu'on a pu retrouver à vingt-six ans de là ont parlé, et leurs dépositions ont été recueillies au procès de réhabilitation. Tout a changé alors, sans doute : les juges, le lieu du tribunal, l'objet de l'instance, et je ne veux pas dire que leur esprit à eux n'ait pu subir à quelques égards l'influence de ce changement du temps et des idées. Mais en somme, après les paroles de Jeanne elle-même consignées au procès, rien ne rappelle avec plus d'autorité ce qu'on peut savoir de sa personne : l'impression faite dans les esprits par des actes aussi extraordinaires est de celles que le temps n'efface pas. D'ailleurs, il y a des choses que Jeanne ne pouvait pas dire sur soi-même ; et il y eut dans le premier procès-verbal des lacunes, des infidélités mêmes que plusieurs furent en mesure de signaler. Ces enquêtes forment donc un complément nécessaire au procès de condamnation. Le traducteur me fermera la bouche s'il me déclare qu'il va traduire aussi le procès de réhabilitation, car alors ces documents viendront en leur lieu. Je doute pourtant qu'il me fasse cette réponse. Le procès de réhabilitation est très-curieux ; mais il l'est surtout pour l'histoire de cette procédure : il n'a rien de dramatique, et au milieu des pièces nombreuses qui se rattachent à l'instruction et au jugement, il n'y a vraiment que ces enquêtes qui offrent un intérêt saisissant. Quiconque voudra s'occuper de ces matières sera évidemment lettré, et trouvera plus sûr de recourir au texte original.

J'ai dit pourquoi je pense qu'il en sera de même du procès de condamnation. Ces conclusions n'attaquent en rien le mérite du savant traducteur. Ce n'est pas un fait, un seul fait de négligence, qui peut mettre en question son habileté consommée dans la science des manuscrits; et nul ne possède mieux que lui la connaissance des hommes et des choses du quinzième siècle. On en peut voir des preuves nouvelles jusque dans cette introduction à laquelle je ne reproche que de venir dans ce livre comme le préambule d'un système dont la place n'est pas là. Quand on a de pareils titres dans le monde savant, on peut sans nul dommage pour sa réputation d'érudit être convaincu d'avoir moins bien réussi dans l'humble tâche de traducteur.

H. Wallon

LA CRISE ISRAÉLITE EN FRANCE

EN 1867

Quoique les objets regardés de trop près soient généralement mal vus, nous n'encourrons cependant aucun péril d'erreur, en disant que le siècle dans lequel nous vivons est un siècle de crises. Sans doute il aspire à la paix ; mais autant ses aspirations sont pacifiques, autant ses actions sont agitées. En philosophie, en morale, en politique, en religion, partout, il cherche et il combat. Détaché d'un passé avec lequel il a rompu violemment, tourmenté néanmoins des mêmes besoins, il se travaille lui-même avec une ardeur fébrile qui le jette tour à tour dans les excès les plus contraires. De là tous ces déchirements qu'il a subis et qu'il subit encore.

Un tel spectacle n'est point de ceux devant lesquels on ne s'arrête pas. Tout déchirement apporte avec lui une douleur et une révélation : une douleur que notre cœur doit guérir, une révélation que notre esprit doit accepter. Toute âme généreuse se penchera sur l'une et sur l'autre, et ce qu'elle aura donné en dévouement lui sera rendu en lumière. Étudions donc l'histoire de ces crises intellectuelles, morales, religieuses et sociales, dont nous sommes les témoins, et, dans une certaine mesure, les agents et les victimes. Il y a dans cette histoire des physionomies à retracer, des faits à raconter et des questions à discuter. Ce triple point de vue qui nous place en face des personnes, des choses et des idées, renferme une gravité, qui, je l'espère, ne sera pour nous qu'un titre de plus à la bienveillance de nos lecteurs.

La première des crises que nous voulons signaler, loin d'être la plus éclatante, est à peine soupçonnée. Il s'agit de la crise israélite en France, telle qu'elle s'est opérée en ces derniers temps. Les Fran-

çais ont une tournure d'esprit et de cœur qui les rend souvent plus attentifs à ce qui se passe chez autrui qu'à ce qui s'accomplit chez eux-mêmes. Nous connaissons tous l'intolérance récente de la Prusse, se prononçant à la chambre, par quatre-vingts voix, contre la pétition émise par les israélites, pour demander l'exécution loyale et entière de l'article de la constitution qui déclare tous les citoyens prussiens, sans distinction de culte, admissibles à tous les emplois publics, et pour protester contre le ministre de la justice qui refuse aux israélites les fonctions de juge, contre le ministre de l'instruction publique qui les repousse de diverses chaires d'enseignement et surtout de divers établissements d'instruction, enfin contre le ministre de l'intérieur qui leur oppose des difficultés relativement à certains emplois de son département [1].

Nous connaissons également les récentes déclarations du rabbin Formstecher et de la *Neuzeit*. — *L'Univers israélite* nous raconte, en effet, qu'en novembre 1866 le rabbin Jules Landsberg, de Darmstadt, parut devant la cour d'appel de son pays, à propos d'un dîner gras fait dans un restaurant non israélite contrairement aux observances judaïques. Le rabbin réformiste, docteur Formstecher, d'Offenbach, appelé pour donner son avis, déclara solennellement qu'il ne reconnaissait pas comme obligatoire le code religieux *Arouch haïm*, qu'à la vérité il l'enseignait aux israélites, mais qu'il n'y croyait pas lui-même.

A Vienne, une feuille juive, la *Neuzeit*, dont la rédaction manifeste, selon M. Samuel Bloch lui-même, un grand talent et une vaste science, publiait vers la fin de 1866 une série d'articles intitulés : *la Réaction dans la communauté de Vienne*, dans lesquels on ne se borne pas à critiquer le culte, mais à attaquer violemment la vie israélite tout entière, le Talmud, le *Schoulchau Arouch*, les traditions, les cérémonies religieuses du foyer domestique, etc. L'auteur de ces articles livre non-seulement le judaïsme pratique et les enseignements talmudiques à la risée et au mépris du public juif et chrétien, mais il insinue que la famille israélite dégénère moralement, montre un affaiblissement visible du sentiment d'honneur, une absence totale de toute susceptibilité pour ce qui touche au *Kidousch* et au *Hilloul haschem*, enfin une décadence complète. Il accuse les lois religieuses de pousser un nombre considérable d'israélites dans les bras de l'apostasie : « Des hommes simples, dit-il, éprouvant des besoins religieux, ont reconnu combien on pouvait se trouver, comme juifs, en conflit avec la religion ; et voyant devant eux l'alternative ou de traverser la vie en pécheurs, ou d'être écrasés et rendus insupportable-

[1] Voir *l'Univers israélite*, mars 1867, p. 291.

ment esclaves par des usages, ils se sont enfuis d'une religion qui, même d'après des docteurs prêchant en allemand, *empêche toute libre respiration*[1]. »

Qui ignore les efforts de Czinski en faveur des juifs polonais émigrés en France et en Angleterre, cet homme qui, quelques jours avant le 31 janvier 1867, se plaisait encore à répéter avec tout l'élan de sa foi : « La cause juive est ma vie » ? Qui ignore surtout les actes violents auxquels M. Bratiano vient de se laisser aller contre les juifs de Moldavie ? Qui ne s'est senti ému jusqu'au fond de son âme, en entendant les cris envoyés de Jassy vers la France ?

Mais ce qui se passe chez nous, nous le connaissons à peine. Et cependant les faits dont il s'agit, bien qu'ils ne renferment aucun attentat contre la liberté, n'en sont pas moins graves au point de vue religieux. C'est dans l'espoir de combler cette lacune, que nous entreprenons cette étude.

Dans cet exposé, nous nous efforcerons d'abord de n'être qu'un historien exact et impartial, étudiant les documents de première source et substituant à notre propre parole la parole des israélites eux-mêmes. Ensuite, après avoir été historien, nous demanderons la permission d'être critique et d'apprécier au point de vue chrétien la crise importante dont il s'agit.

I

Le premier caractère de l'israélitisme actuel en France, c'est l'indifférence. Plus que jamais les affaires commerciales et financières l'absorbent.

En 1863, M. Ulmann, alors grand rabbin du consistoire central, disait dans une lettre pastorale : « Si maintenant, laissant de côté ce qui se produit au dehors, nous pénétrons dans l'intérieur, dans la vie individuelle, nous rencontrerons, pourquoi le nier ? à côté de beaucoup de bien, beaucoup de tiédeur, beaucoup de relâchement, beaucoup d'indifférence. Parmi ceux-là mêmes dont la fibre israélite est si vivement blessée et si promptement enflammée par la moindre injure faite à l'honneur de notre culte, combien y en a-t-il qui, faisant consister toute leur piété dans cette ardeur subite et ce zèle éphémère, font bon marché du reste et demeurent étrangers à la vie pratique, dont la négligence porte une atteinte profonde à ce même culte et enlève une puissante garantie à la pureté et à la sain-

[1] *Neuzeit*, 26 octobre, 1866.— *L'Univers israélite*, décembre 1866, p. 151-153.

teté des mœurs israélites ? Aussi l'impiété trouvant si peu de résistance, envahit-elle des familles entières, dont elle gagne, comme une gangrène, tous les membres les uns après les autres. Elles ne se comptent plus comme de rares exceptions, ces maisons où l'oubli du devoir est arrivé au point d'y éteindre les dernières étincelles de la foi des pères, d'y effacer tout vestige de la tradition israélite et jusqu'au souvenir même de la piété des ancêtres. En sondant ces plaies si douloureuses, nous sentons notre cœur défaillir, notre sécurité nous abandonner, notre joie faire place à une tristesse, à un abattement accablants. »

M. S. Bloch, commentant cette lettre pastorale, ajoutait : « Plus que jamais on parle d'instruction religieuse, et l'ignorance ne fut jamais aussi grande. N'est-il pas déplorable que dans un temple de Paris, des jeunes gens célèbrent leur majorité religieuse, leur *bar-mitzwa*, par la seule lecture d'une espèce de profession de foi en français, ne sachant pas même lire en hébreu un verset de la Thora ? Pourquoi nos administrateurs et nos chefs spirituels tolèrent-ils, c'est-à dire encouragent-ils par leur tolérance un état de choses aussi déplorable ? Comment admettent-ils dans la communauté d'Israël, comme « fils de la loi », un jeune homme de treize ans qui ne sait pas même l'alphabet israélite ? Quant à MM. les rabbins, n'y en a-t-il pas malheureusement qui, depuis leur nomination, ne songent plus un instant à cultiver la science sacrée? Les ténèbres peuvent-elles produire la lumière et éclairer [1] ? »

L'année suivante, M. Isidore Cahen remarquait d'autres indices d'indifférence religieuse : « Il se révèle, disait-il, depuis quelque temps, au sein de la communauté parisienne, une tendance que nous devons signaler : c'est avec douleur que nous avons vu affichés à la porte des églises les noms de dames israélites qui, se refusant à faire partie des dames patronnesses de nos institutions de bienfaisance, et oubliant ce qu'elles doivent à la mémoire de leurs auteurs, s'en vont prodiguer leurs soins à un culte qu'elles ne professent point. D'autres vont chanter dans des chœurs destinés à célébrer la gloire de la Vierge et d'un Dieu qui n'est pas le leur... Nous attribuons cette déplorable disposition à une indifférence complète en matière de religion, greffée sur un amour-propre des plus condamnables [2]. »

Avec le temps cette indifférence n'a fait que s'accroître. Pour justifier cette assertion, il n'est point nécessaire d'aller à la synagogue, d'observer la manière dont on assiste aux offices, et surtout de réfléchir sur l'absence des éminents personnages dont la présence

[1] *L'Univers israélite*, novembre 1863, p. 114.
[2] *Archives israélites*, 15 juin 1864, p. 501-502.

y serait cependant si naturelle et si logique. Qu'il nous suffise de rappeler les élections du consistoire de Paris, qui ont eu lieu le 24 février dernier à l'Hôtel de Ville. Lors des élections de 1865, on avait constaté trois mille trois cent trente-six électeurs inscrits et mille trois cent quatre-vingt-quinze votants. Au scrutin de cette année, il y a eu une abstention encore plus caractéristique, car la liste arrêtée par M. le Préfet de la Seine s'élève à quatre mille cinquante, et il ne s'est présenté au scrutin que mille deux cent quatre-vingt-dix-huit électeurs ; ce qui a rendu les opérations nulles, le tiers des inscrits étant obligatoire pour valider une élection. « Voilà, ajoute le journal *la Presse*, quatre élections qui ont lieu avec une augmentation toujours croissante d'électeurs ; et le nombre des votants diminue chaque fois. »

Il est manifeste qu'une telle abstention, dans une affaire aussi importante, révèle une léthargie profonde, plus effrayante encore par son intensité que par le nombre des âmes qu'elle a atteintes.

Toutefois ce n'est là qu'une première catégorie. A côté du monde de l'*indifférence*, il y a le monde de l'*habitude*. Ceux-là n'ont pas de religion pratique : ce sont des financiers, des négociants, des savants ou des artistes ; mais ce ne sont pas des israélites. Ceux-ci ont une religion très-pratique, mais à peu près tout extérieure : écorce desséchée qui a encore sa couleur, mais qui n'a plus sa séve. Ils agissent ainsi aujourd'hui, non parce que leur conscience leur en fait un devoir, mais parce qu'ils ont agi ainsi la veille et que la routine leur en fait un besoin. Lorsqu'ils prient, ce n'est plus, comme l'écrivait M. Offenherzig, une prière ni une récitation, mais une course au clocher où l'officiant seul arrive tant bien que mal, car les assistants, de guerre lasse, ne pouvant dire aussi vite, préfèrent ne rien dire du tout [1]. » S'il en est ainsi dans les synagogues de Paris, que ne pourrait-on dire des synagogues des campagnes, de ce peuple encore tout imbu des explications du Talmud et tout figé dans les rites expirés du moyen âge? Il est vrai que la question des rites est fort agitée dans l'israélitisme actuel. Il est vrai aussi que tous les jours on se sépare de plus en plus du talmudisme comme d'une haie faite autour de la loi ; que M. Alexandre Weill le traite de « vilaine guenille, » de « fatras traditionnel, contraire non-seulement à la raison philosophique, mais encore à la loi formelle de Moïse [2] ; » que le docteur Philippson l'accuse « d'avoir complétement sacrifié l'idée à la forme et anéanti

[1] Lettre à M. le rabbin Gewissenhaft, à Wahrheitsberg. *Archives israélites*, 1er novembre 1864, p. 936-942.

[2] Études morales, Meyerbeer. *Archives israélites*, 1er juin 1864, p. 483.

sous les obligations de la loi la liberté spirituelle de l'individu [1]; » que des rabbins eux-mêmes, tels que MM. Isidor, Weil et Zadoc Kahn, le déclarent en opposition avec la Bible et la loi mosaïque [2] : toujours est-il que ce ne sont là que des protestations individuelles, et que les masses, notamment celle de la Lorraine et de l'Alsace, sont loin d'avoir rompu avec leurs habitudes talmudiques.

Mais la vie n'est point là : car l'indifférence, c'est l'inertie, et l'habitude est un mouvement qui, tout en étant opéré dans la personne, n'est cependant plus opéré par la personne, tandis que la vie véritable est un mouvement dont l'âme est le principe. C'est donc en dehors de ces deux catégories, si considérables qu'elles soient, là par leur célébrité, ici par leur nombre, qu'il nous faut étudier l'israélitisme vivant.

II

Or, dans l'israélitisme vivant, trois partis se dessinent avec une précision qui cherche quelquefois à s'obscurcir, mais qui au fond n'en est pas moins parfaite : ce sont les traditionalistes absolus, les traditionalistes modérés et les progressistes libéraux.

Le parti des traditionalistes absolus est représenté par l'*Univers israélite*. Ce journal mensuel, qui se déclare le « journal des principes conservateurs du judaïsme, » oublie trop souvent la modération de son titre dans la violence de ses articles. Son intention est certainement pleine de dévouement à la cause israélite; mais il ne comprend pas que, pour arriver au port, il faut quelquefois, dans la traversée, changer de direction avec les courants auxquels Celui qui a fait l'Océan nous assujettit, et jeter dans les flots, irrités malgré nous, des objets précieux dont la conservation ferait notre fortune, mais entraînerait la perte de notre vie. Persuadé qu'un conservateur ne doit rien abandonner, il maintient sans distinction tout ce qui lui vient du passé, il attaque surtout les esprits qui acceptent ce que leur donne le présent et ce que leur promet l'avenir. Tantôt ce sont des efforts joyeux et même naïfs, tantôt des efforts indignés. Qu'on en juge par les faits suivants :

[1] *Le développement de l'idée religieuse dans le judaïsme, le christianisme et l'islamisme*, par le docteur Philippson; trad. par M. Lévy-Bing, p. 277, 278, 301 et 309.

[2] *L'Esclavage selon la Bible et le Talmud*, par M. Zadoc Kahn, p. 138, etc. — *Histoire des diverses formes de l'adoration divine chez les israélites*, par M. Isidore Weil. — *L'Univers israélite*, juillet 1867, p. 504 et 517.

Lorsque la maladie des trichines fut à l'ordre du jour, tout le parti traditionaliste se prit à tressaillir. C'était pour lui un argument péremptoire, non-seulement en faveur d'une prescription isolée, mais de la loi tout entière. Ce culte juif, que pendant des siècles on avait ridiculisé et vilipendé à cause de cette interdiction, allait donc redevenir *l'objet de l'estime générale !*

Lorsque le docteur Beckerlé soutint publiquement devant la Faculté de médecine de Munich que la généralisation de la circoncision serait désirable, ce fut également un vrai triomphe dans tout le parti. Eh quoi ! un docteur, et un docteur chrétien, qui vient au nom de la science, et malgré ses préjugés religieux, réhabiliter une cérémonie ridiculisée, n'est-ce pas une preuve évidente que les préceptes les plus calomniés de la loi judaïque sont en harmonie avec la sagesse la plus consommée?

Au contraire, si des rabbins attaquent le Talmud, aussitôt M. S. Bloch s'émeut : Comment ! vous vous élevez contre les assertions du Talmud ! « Cependant tous les enfants, dans nos écoles primaires, apprennent que le Talmud n'est que la vraie et fidèle explication de la loi écrite, et que *ses dispositions légales constituent la loi orale communiquée verbalement à Moïse au Sinaï, et transmise par lui, de père en fils, à toutes les générations d'Israël.* Il faudrait donc déchirer notre catéchisme pour admettre qu'un désaccord, un conflit pût exister entre la Bible et le Talmud, *dont l'un n'est pourtant qu'une émanation de l'autre* [1]. »

Si l'on ose parler des réformes du culte, de fusion des rites, etc., ce langage, fût-il celui de M. Ad. Franck, fût-il celui du président du consistoire central, M. Cerfbeer, indigne M. S. Bloch, qui ne craint pas, après avoir interpellé ses adversaires nommément, de recourir au style catilinaire et de s'écrier :

« Qu'ils nous disent de bonne foi s'ils observeront plutôt un judaïsme réformé qu'un judaïsme orthodoxe, la loi écrite plutôt que la loi orale, ceux qui vivent en dehors de toute espèce de religion positive, qui ont banni les coutumes de nos pères de leur maison et de leur vie, et ne se montrent presque jamais dans le sanctuaire de notre Dieu dont ils sont les gardiens et les grands dignitaires ! Ils parlent de la fusion des rites : oseront-ils nous dire qu'ils prennent l'engagement d'assister aux offices divins dans un temple israélite fusionné? Ils ne l'oseront certainement pas ! Leurs réclamations de réformes et de fusion ne sont donc alors, — nous sommes forcé de le dire, — qu'une simple plaisanterie indigne d'hommes d'honneur ! On ne se joue pas ainsi des choses saintes. M. le grand rabbin Isidor,

[1] *L'Univers israélite,* juillet 1867, p. 504 et 517.

nous le croyons fermement, ne se prêtera pas à cette triste comédie[1]. »

Tel est le parti représenté par M. S. Bloch et par la plupart de ses rédacteurs, notamment par M. Klein, grand rabbin de Colmar, qui fut proposé comme grand rabbin central par M. L. Werth, président du consistoire de Colmar, mais qui échoua dans sa tentative, accusé par la majorité « de personnifier le *statu quo* et l'esprit rétrograde, d'être le coryphée de l'obscurantisme, et de défendre ce conservatisme borgne, aveugle et intolérant qui accélère les révolutions au lieu de les prévenir, et qui est l'auxiliaire du radicalisme destructeur[2]. »

A côté de ce traditionalisme absolu et tyrannique, qui s'arrête aux prescriptions sans en chercher ni l'esprit ni les motifs, il en est un autre qui, au contraire, se préoccupe beaucoup plus de la volonté du législateur que de la lettre des prescriptions, et qui facilite davantage l'action de la liberté de l'homme sous l'autorité de Dieu.

Le principe fondamental de ce parti modéré, c'est l'harmonie qui doit exister entre la Providence et la création. Dans la création, Dieu donne l'être à la nature humaine; dans la Providence, il la gouverne. Or, si Dieu n'opère pas d'actes contradictoires, il est évident qu'il doit la gouverner suivant les éléments dont il l'a constituée et les conditions dans lesquelles il l'a placée. Tant que cette nature fut dans la première enfance, Dieu ne lui imposa qu'une loi enfantine. Lorsqu'elle passa de l'enfance à l'adolescence, la loi se perfectionna par un égal progrès dans la révélation mosaïque. Si maintenant elle arrive à la virilité, pourquoi ne serait-elle pas gouvernée virilement? Ce changement dans la loi, loin d'accuser une faiblesse en Dieu, ne fera que prouver une troisième fois la sagesse de sa providence. Ainsi donc, de même que la nature humaine, créée par Dieu, reste identique à elle-même dans le fond de son être, et cependant subit dans sa forme des variations qui sont des progrès ; de même la loi, imposée par la providence de Dieu, reste identique à elle-même dans sa substance et doit cependant subir dans ses préceptes des changements qui, loin de la détruire, la perfectionnent et l'accomplissent.

Tel est le raisonnement des traditionalistes modérés. Quant à la manière de le mettre en pratique, il leur est fort difficile de la préciser. Les uns inclinent davantage à la conservation, les autres à la réforme. Mais ce qui les caractérise tous, c'est l'indécision. Cette indécision s'est accrue récemment par suite de l'ouvrage du docteur Marc Borchard, ancien médecin des hôpitaux, sur l'*Hygiène publique*

[1] *L'Univers israélite*, décembre 1866, p. 147.
[2] *Archives israélites*, 1er janvier 1866, p. 12-18.

chez les Juifs, son importance et sa signification dans l'histoire générale de la civilisation. M. Borchard essaye de prouver la haute valeur des prescriptions judaïques, en s'appuyant sur les expériences des sciences naturelles, et ses efforts ont été couronnés par des approbations qui ont d'elles-mêmes ramené en arrière les esprits disposés à marcher en avant. « Cette œuvre, dit M. le grand rabbin Isidor, est un véritable *Kidousch haschem*, et tous les israélites doivent à son auteur une profonde reconnaissance pour cette noble défense de leur religion, pour cette lumière toute nouvelle dont il l'éclaire. » M. Franck lui-même, tout en étant beaucoup moins explicite que M. Isidor, avoue cependant qu'il n'aurait « jamais pu imaginer qu'à propos d'hygiène on pût s'élever à des considérations si profondes et si importantes. »

Ce parti, qui compte de nombreux adhérents dans le rabbinat, est principalement représenté, chez les laïques, par un homme d'une physionomie originale, M. Lévy-Bing banquier à Paris. Né d'une famille pauvre, M. Lévy-Bing a su, par son intelligence et son travail, s'élever à un rang distingué dans le monde financier et acquérir en linguistique des connaissances véritablement rares. Malgré les soins considérables que réclament ses affaires de banque, il trouve du temps pour visiter et exciter au travail les enfants des écoles israélites, pour traduire de l'allemand l'ouvrage du docteur Philippson sur le *Développement de l'idée religieuse dans le judaïsme, le christianisme et l'islamisme*, pour écrire dans *l'Univers* et *les Archives israélites*, pour composer des *Méditations religieuses*, et surtout pour travailler à élucider la question si difficile de la philosophie des langues. Cette vie active et variée, loin d'affaiblir la foi israélite de M. Lévy-Bing, l'a enthousiasmée. M. Lévy-Bing, en effet, ne se contente pas de défendre le dogme et la morale israélites, il aime encore vivement ses coreligionnaires ; il est plein de foi en leur avenir et en leur rétablissement national ; pour lui, saint Paul était un homme trois fois grand, lorsqu'il dictait le onzième chapitre de son épître aux Romains. « Comment ! écrit-il à M. le rédacteur des *Archives israélites*, vous ne croyez pas à la mission finale de la maison de Jacob ? Jérusalem serait pour vous un vain mot ? Mais ce serait le renversement immédiat de notre culte, de notre tradition, de notre raison d'être. A ce compte, il faudrait aussitôt brûler tous nos livres sacrés. Si vous ouvrez le Pentateuque, il est plein de Jérusalem : les prophètes, les hagiographes, mais Jérusalem est la pensée dominante de chaque écrivain. Notre rituel ordinaire ou extraordinaire, toujours, toujours nous parle de la *mère patrie*. En nous levant, en nous couchant, en nous mettant à table, nous invoquons notre Dieu pour qu'il hâte notre retour à Jérusalem « sans retard, de nos jours. » Ce seraient donc

là des paroles vaines? La répétition générale, universelle de ces paroles, n'aurait donc plus de sens? Ce serait une pure forme [1]? »

La conviction de M. Lévy-Bing sur ce point n'est pas moins franchement exprimée dans l'allocution qu'il prononça à l'occasion de la circoncision de son fils Léo : « Longtemps, dit-il, longtemps le lion est agenouillé, incliné à terre. Qui le réveillera? Qui? C'est Dieu, et l'humanité parvenue à son parfait développement, *et c'est alors qu'il se dressera pour reprendre le trône qui lui est réservé, le trône pacifique du monde, qui s'élèvera au sommet de la montagne de Sion !* Mais, en attendant, toi, ô mon fils, ô mon jeune et tendre Léo! dors tranquille dans la faiblesse de ton premier âge. Nous t'entourerons des soins les plus doux, les plus dévoués. Mais ton jour viendra; tu te réveilleras dans la conscience du grand passé de ta race, et tu te dresseras dans ta force pour saisir le drapeau d'Israël, que tu sauras défendre avec l'énergie et le courage auxquels ton nom t'oblige [2]. »

M. Lévy-Bing, estimant que la langue hébraïque est la seule langue véritablement logique, croit avec la même ardeur qu'un jour elle sera la langue internationale et universelle. « L'unité, dit-il, voilà le secret de toutes les solutions, car de l'unité de Dieu découle l'unité, la confraternité des hommes. Or l'un des plus puissants moyens, réservé par la divine Providence pour atteindre ce bienheureux avenir, c'est l'idiome sacré, qui un jour devra relier, comme par un fil d'or, l'humanité tout entière. Rêve chimérique! diront quelques esprits. Mais, pour nous israélites, c'est une idée toute naturelle, idée, selon moi, parfaitement indiquée dans les prophètes... Oui, de même la langue sacrée deviendra la langue universelle [3]. » Quoi qu'il en soit de cette conviction, nous voyons, parmi ceux qui ne la partagent pas, M. Nathan reconnaître lui-même que M. Lévy-Bing, « grâce à son érudition hébraïque, pourrait être une des colonnes du temple [4]. »

Quant au code mosaïque et aux cérémonies du rituel, M. Lévy-Bing aspire à les voir rétablir dans leur honneur d'autrefois. Loin de les maintenir comme le but de la vie israélite, il ne les accepte que comme des moyens de perfection, mais « indispensables [5]. » Sans doute il avoue bien que quelques-unes des six cent treize prescriptions de la loi n'étaient que transitoires; mais « les prescriptions sur le sabbat, la circoncision, l'hygiène, » etc., etc., il les défend

[1] *Archives israélites*, 15 avril 1864, p. 331.
[2] *Ibid.*, 1er avril 1864, p. 283.
[3] Discours prononcé à Nancy le 15 octobre 1864. Voir le *Moniteur de la Meurthe* du 16.
[4] *Archives israélites*, 1er juin 1864, p. 466.
[5] *Ibid.*, 1er août 1865, p. 674. — Voir aussi le n° du 15 juillet 1865, p. 621.

absolument. — Donc M. Lévy-Bing appartient évidemment au parti traditionaliste et conservateur. Toutefois, son traditionalisme n'est point le traditionalisme absolu de M. S. Bloch ; car, si d'une part il tient fortement aux lois du code mosaïque, d'autre part « il attache encore plus d'importance aux progrès accomplis dans le sens de la conciliation des esprits, de la générosité des cœurs, de l'abnégation des uns vis-à-vis des autres [1]. »

III

Cet essai de conciliation est loin de satisfaire tous les esprits. Comme l'a remarqué le docteur Philippson, « le temps pousse toujours ce parti à des concessions nouvelles; ce qu'il maintient aujourd'hui encore, il le verra demain lui échapper ; chaque jour il voudrait crier : Halte ! mais il ne lui est pas possible de s'arrêter dans cette voie [2]. » Si l'homme, dit-on, a dans son âme la meilleure partie de son être, il est manifeste que la religion, comme l'homme, doit, pour se perfectionner, tendre tous les jours à une spiritualisation de plus en plus grande. Or, bien que la spiritualisation ne détruise pas ce qui est matériel, cependant ne le pénètre-t-elle pas de manière à en effacer toujours davantage les formes sensibles? Donc l'israélitisme vrai, par cela même qu'il doit grandir avec l'humanité en se spiritualisant, doit pareillement s'affranchir de ce formalisme matériel qui, loin d'honorer Dieu, l'Esprit des esprits, retient, au contraire, l'homme sous le joug d'une loi insupportable et dans une enfance aussi ridicule que forcée.

C'est ainsi que raisonnent les progressistes libéraux. Et en conséquence, ils veulent le maintien de la foi, mais rejettent les pratiques du culte que désavouent les idées et les mœurs modernes. Les uns, comme M. Nathan, s'expriment avec une intempérance de style qui les fait involontairement soupçonner d'hétérodoxie, et ne craignent pas de vouloir en finir, non-seulement avec les cérémonies inutiles, mais encore avec « les dogmes parasites [3]. » Les autres ont un langage plus modéré : tel était il y a quelques mois l'orientaliste Salomon Munk, et tels sont maintenant les chefs du consistoire central, M. Cerfbeer et M. Franck, et, parmi plusieurs autres, M. sidore Cahen, directeur des *Archives israélites*, ainsi que le poëte Louis Wihl.

[1] *Archives israélites*, 1er août 1865, p. 674. — *L'Impartial* de Nancy, du 10 octobre 1860.

[2] *Le Développement de l'idée religieuse*, lecture XI, p. 310 et 311.

[3] Voir les *Archives israélites*, 1er juin 1864, p. 465-466 ; *Deuxième lettre à M. Lévy-Bing*.

M. Munk connut les âpretés de la vie, et c'est à cette rude école que ce savant illustre apprit à aimer Dieu. Fils d'un bedeau de synagogue, il alla, pour étudier à meilleure école, de Glogaw à Berlin, à pieds, n'ayant pas de quoi payer une voiture. C'est lui-même qui préparait ses repas. Plus tard, en France, après avoir étudié l'hébreu, le chaldéen, le syriaque, l'arabe sous la direction de M. Silvestre de Sacy, le persan avec Quatremère, le sanskrit avec Chézy, après avoir classé les manuscrits orientaux de la Bibliothèque impériale, il parvint à obtenir un traitement de 900 francs. C'est à cette même époque qu'il trouva le secret, étant déjà marié, de faire une rente de 1,200 francs à sa mère. Ce secret, c'était le travail. Munk avait la plume à la main ou était entouré d'élèves depuis quatre heures du matin jusqu'à dix heures du soir. « Cette journée si bien remplie, disait M. Franck en lui rendant les derniers honneurs, ces modestes revenus si pieusement dépensés, ne l'empêchaient pas d'exercer la plus délicate bienfaisance, de répandre autour de lui tout à la fois l'aumône matérielle qui passe de la main à la main et l'aumône spirituelle de la parole. En effet, ce futur membre de l'Institut, ce savant d'une renommée européenne appelé à occuper une des chaires du Collége de France, ne trouvait pas indigne de lui, pendant un certain nombre d'années, de faire un cours gratuit d'instruction religieuse à l'usage des enfants. En 1840, après l'horrible exécution de Damas..., il accompagna M. Crémieux en Égypte, contribua à fonder des écoles, à inspirer le goût du travail, à réveiller le sentiment de la sagesse humaine chez des populations avilies par le sentiment de la servitude, et à établir comme un trait d'union entre les israélites de l'Orient et ceux de l'Occident. » C'est ainsi que la pauvreté et le travail, au lieu d'aigrir son âme, la rendirent plus religieuse encore. Sa bonté était admirable envers les savants sans pain, les jeunes gens sans place, les exilés sans patrie. Et autant il était dévoué aux autres, autant il était timide pour lui-même. Quant à ses opinions sur l'israélitisme, il se glorifiait d'être orthodoxe, mais il n'était pas moins fier de professer la doctrine du progrès et du libéralisme. « Partisan de la plus complète liberté en matière de critique religieuse, tout en reconnaissant la lumière de la raison, la lumière qui résulte de la philologie et de l'histoire, dans l'interprétation des textes bibliques, il se montrait d'une extrême timidité dans la voie des réformes [1]. » Néanmoins il les favorisait; et même, quelques heures avant d'expirer, il présidait encore une séance tenue chez lui pour la fusion des rites (5 février 1867).

La philosophie n'a pas été moins généreuse que la philologie en-

[1] M. Franck.

vers le parti libéral, puisqu'elle lui a donné M. Franck. Malgré tout le plaisir que nous aurions à étudier présentement les ouvrages de cet esprit éminent, nous renvoyons cette étude à une autre heure, afin qu'elle ne se ressente pas du travail synthétique qui nous occupe en ce moment. Qu'il nous suffise de rappeler la récente discussion qu'il eut avec *la Libre conscience*, à propos de l'ouvrage de M. Hippolyte Rodrigues, intitulé : *les Trois filles de la Bible*.

Dans un article publié dans le *Journal des débats*, M. Franck considéra comme une illusion l'idée d'attribuer à la philosophie le pouvoir d'exercer une influence directe sur le progrès religieux de l'humanité.

Le 2 février 1867, M. de la Codre écrivit de Caen à M. Franck : « Vous dites : point de communion religieuse sans communauté de dogmes, de culte, de gouvernement spirituel. M. Carle a entre les mains un petit écrit intitulé : *Symbole justifié d'une religion universelle*. Ce symbole est ainsi conçu : Je crois en l'existence de Dieu, créateur de l'univers, en sa justice, en sa prévoyante bonté. Je crois à l'immortalité de l'âme humaine, à des récompenses et à des peines dans la vie ultra-terrestre. Je crois que tout homme a droit à la liberté de conscience, et je réserve ce droit pour moi-même. L'acceptation par un certain nombre de personnes de ces trois dogmes principaux ne constituerait-elle pas entre elles une communion religieuse ? » — En transmettant cette lettre à M. Franck, M. Carle ajouta : « M. Crémieux a dit dans une circonstance solennelle : « Puissions-nous bien-« tôt, au lieu de deux *Alliances universelles*, l'une israélite, l'autre « chrétienne, voir se former une sainte alliance de tous les cœurs « généreux, sans distinction de culte ; que ce nouveau signal parte « de la France, cette initiative est digne d'elle. » Ces paroles contiennent un grand avenir[1]. »

Le 12 février, M. Franck répondit à M. Carle : « Le symbole que vous avez rédigé et que M. de la Codre me recommande est excellent, sans doute ; mais c'est un symbole philosophique, non un symbole religieux. Pour mériter cette dernière qualification, il faudrait qu'il émanât de l'inspiration, non de la raison, qu'il fût accepté comme une révélation d'en haut, indiscutable et infaillible, non comme une proposition sujette à être contestée et présentée par un libre penseur. On ne crée à volonté ni des religions, ni des symboles religieux. J'en dirai autant de l'*Alliance religieuse universelle*, dont votre journal a longtemps porté le nom, et dont M. Crémieux appelle de ses vœux l'avénement prochain. Si vous voulez dire par là que les hom-

[1] Lettre du 11 février 1867. — Voir *la Libre Conscience* du 16 mars 1867, p. 146.

mes, à quelque croyance qu'ils appartiennent, devraient se réunir pour défendre en commun les droits sacrés de la conscience ou pour s'entr'aider fraternellement, vous avez mille fois raison ; mais votre association ne constituera pas une communion religieuse, une religion nouvelle ; elle nous offrira simplement une association civile, une société de secours mutuels, secours de toute espèce, et non pas uniquement de matérielle assistance entre des croyances diverses et même opposées, restées fidèles à leurs dogmes distinctifs. » Ainsi donc, M. Franck est un philosophe, mais non un rationaliste. Avec la philosophie dont l'essence est de raisonner, il admet la religion dont l'essence est de s'élever par l'inspiration vers Dieu : ce sont pour lui deux choses essentiellement distinctes. Il admet également la religion israélite, ses dogmes, son culte, son gouvernement spirituel, mais sans accorder à tous ces éléments constitutifs une valeur égale. Il aspire au rapprochement des religions par le progrès de la société invisible des âmes, mais il rejette, à l'encontre de M. H. Rodrigues, toute fusion rationaliste.

Tels sont aussi les sentiments que M. le colonel Cerfbeer, président du consistoire central, a exprimés au mois de mars dernier, pour l'installation de M. le grand rabbin Isidor. Ce discours, dans lequel deux illustres prélats catholiques reçoivent des hommages, a été trop remarqué dans le monde israélite, pour que nous n'en citions pas l'extrait suivant : « Monsieur le grand rabbin, nous vous connaissons depuis bien des années ; c'est dire qu'il y a longtemps que nous avons su apprécier vos mérites et fonder sur votre coopération de larges espérances. Ne vous effrayez point de cette prétention, nous ne vous demanderons aucun sacrifice qui puisse altérer votre croyance, qui est la nôtre. Une longue expérience nous a appris jusqu'où pouvait aller le vif désir que nous éprouvons d'allier les immortels préceptes de notre religion avec les exigences rationnelles de l'époque où nous vivons. Comme toute religion, la nôtre se compose de deux éléments principaux : les dogmes et les rites. Les dogmes, nous les laissons en dehors de toute discussion : c'est l'arche sainte, nous ne pouvons y toucher : mais les rites ne sont que la forme plus ou moins parfaite par laquelle les dogmes s'emparent de la vie pratique, s'insinuent dans les habitudes et s'infiltrent dans les mœurs. Aussi la tradition proclame-t-elle hautement, en matière de religion, la supériorité de la doctrine sur les rites. Ce point bien établi, nous pouvons donc, monsieur le grand rabbin, faire appel à votre puissante influence pour tracer à la jeune génération la ligne qu'elle peut franchir pour se mettre au niveau des institutions modernes, lui rappeler que si elle est aujourd'hui en possession de droits, elle a, par cela même, des devoirs à remplir, devoirs qui peuvent

parfaitement s'accorder avec nos prescriptions religieuses... » Les uns ont trouvé que c'était là parler en colonel, les autres en sage président du Consistoire.

Quoi qu'il en soit, les progressistes libéraux sont encore représentés par la Revue bi-mensuelle de M. Isidore Cahen. Plus d'une fois, en effet, les *Archives israélites* ont adhéré à M. Franck, en le représentant comme le défenseur « de l'autorité de la foi contre les entraînements de l'indifférence contemporaine, et de l'autorité du libre examen, d'exercice traditionnel dans la synagogue, contre l'ineptie béate des orthodoxes de carrefour[1]. » Plus d'une fois, elles ont proclamé la tradition israélite, mais la tradition vivant de science critique et cherchant à se spiritualiser[2]. Sans rappeler les pages ardentes de M. Gerson Lévy sur les *Piutim et la manœuvre de l'opposition puritaine*[3], restons dans des débats plus actuels, bornons-nous à la récente profession de foi, émise par M. Isidore Cahen lui-même, à l'occasion du dernier ouvrage de M. H. Rodrigues et de la question du fusionnement des rites.

« Conserver, dit-il, ce qui n'est pas absolument impossible à maintenir, conserver ce qui peut se pratiquer en toute condition de lieu, de temps et de position sociale : voilà notre idéal... Les usages et les pratiques d'une religion peuvent n'avoir point en soi une raison d'être absolue, philosophique, sans pour cela qu'on ait le droit de les modifier. Ce qu'il faut considérer, c'est leur effet moral, leur valeur active. En changeant le caractère d'une religion, en lui ôtant sa couleur, vous faites d'un être vivant la fleur desséchée de l'herbier. — Or, pour appliquer ces principes à l'israélitisme, croyez-vous que le temps soit arrivé d'offrir en holocauste, sur l'autel d'une humanité idéale, tant d'éléments de chaleur bienfaisante qui nous rattachent à notre passé? Croyez-vous que nous trouverons dans le monde en général plus d'estime et d'affection, parce que nous nous serons découronnés de nos propres mains, parce que nous aurons effacé notre cachet, éteint notre originalité? C'est là une illusion de cabinet, qui ne résiste point au contact de la vie pratique.

« Est-ce à dire que nous sommes pour ce *statu quo* béat et inintelligent dont il existe encore des coryphées? Pas davantage. L'immobilité n'est, en ce moment surtout, le droit ni l'avantage de personne. Unir le passé au présent de manière à préparer l'avenir par d'utiles améliorations faites à propos, c'est là le secret de la durée pour une croyance. Depuis un demi-siècle, on a, malgré les cris de

[1] 1er mai 1867, p. 421.
[2] 1er novembre 1866, p. 926.
[3] Mai 1858, p, 249-261.

ce qui s'intitule l'orthodoxie, réalisé nombre de changements avantageux, taxés à l'origine de *subversifs*, d'*impies ;* et l'on n'est pas au bout de cette féconde transformation. Il faut y persévérer, quoi qu'en puissent penser ceux qui disent, avec une brochure récemment publiée : « La loi religieuse étant au-dessus des rabbins, des consistoires, comme au-dessus de nous tous, ils n'y doivent, pas plus qu'aucun de nous, rien changer. » Ainsi s'exprime M. Prosper Lunel au sujet de la fusion des rites... Voudrait-on bien nous dire où commence, où finit la loi religieuse? Tout usage, toute pratique, est-il compris dans ce formulaire ? Alors tout usage, toute pratique, jusqu'à la prononciation de certaines voyelles hébraïques, en *a* plutôt qu'en *o*, est une révélation de Dieu, partout une chose immuable ! Quoi ! ce ne sont pas des *hommes* qui, au temps d'Esdras, ont modifié le culte ! Ce ne sont pas des *hommes* qui, au moyen âge, l'ont bardé de restrictions et de minuties de toute espèce ! Ce ne sont pas des *hommes* qui ont formé le sanhédrin de l'ère napoléonienne !... Considérer tout comme divin revient à ne considérer rien comme tel. En philosophie, le panthéisme a pour conséquence pratique l'athéisme : de même, dans la vie d'une croyance religeuse, faire intervenir la Divinité dans tous ses détails, c'est fournir des armes à qui veut l'en chasser. L'ultra-orthodoxie et le nihilisme s'attirent l'un l'autre comme deux électricités de nom contraire[1]. »

Je manquerais d'exactitude et même de justice envers le parti dont nous étudions les idées et les représentants, si j'omettais le poëte Louis Wihl. Sans doute, à en croire les conservateurs et les rationalistes, Louis Wihl est plutôt un poëte israélite qu'un israélite véritable ; il a des souvenirs, mais il n'a plus une croyance : l'israélitisme fournit des sujets à sa lyre, et il l'aime. Cependant, alors même que Louis Wihl ne serait pas une force philosophique dans le parti des progressistes libéraux, il est certain qu'il en est un charme par ce mélange du passé et de l'avenir, qu'il cherche à composer dans le présent, et qui le rend lui-même semblable à ces hirondelles qui partagent leur existence entre l'Orient et l'Occident. D'abord, son refus d'abjurer le judaïsme, exprimé si fermement, malgré l'avenir agité et presque sombre qui allait en être le résultat, révèle en lui une foi véritable et énergique[2]. Du reste, ses *Hirondelles* témoignent un amour trop enthousiaste pour n'être pas sincère, non-seulement en faveur des beautés poétiques de la Palestine, mais encore en faveur de la religion israélite elle-même. N'est ce pas lui qui a écrit ces pa-

[1] *Archives israélites,* 1er octobre 1866, p. 834-837.

[2] Voir *l'Essai sur la littérature juive*, par Pierre Mercier ; Paris, Hachette, 1860, p. 11 et 12.

roles : «Vous admirez les grandes pensées des philosophes grecs ; on ne vous demande pas l'enthousiasme, mais la justice, pour un peuple dont les idées gouvernent encore le monde... Prenez garde, en abandonnant Moïse au nom de l'humanité, vous la détruisez ? » Qu'on lise les poésies intitulées. « *La fée Morgane*, *la Lumière*, *Jérusalem*, » et l'on se convaincra que Louis Wihl était un israélite croyant.

« Tu es la source d'où je tire la poésie
Toujours, Jérusalem !
Et je reçois avec joie la mission de te chanter,
De te chanter, Jérusalem !
L'écho me crie du fond des rochers
Ton nom, Jérusalem !
La vague du lac me reflète en son azur
Ton image, ô Jérusalem !...
Mon cœur, ma pensée, mon âme, ma poésie,
Toi seule es tout, Jérusalem !
Tu es la rose qui brille
Au clair matin, Jérusalem !
Le palmier qui accorde au pèlerin
Un doux abri, Jérusalem !
Dis-moi, qui pourrait combattre pour toi,
Si ce n'est moi, Jérusalem !
C'est par rapport à toi que l'avenir me jugera,
En faveur de toi, Jérusalem !... »

Toutefois, Louis Wihl suivit dans ses études toutes les phases de la philosophie allemande. Né en 1807, il entendit le dernier retentissement de la parole de Kant ; et bien qu'il résistât toujours à Hegel, cependant Schelling, son maître et son ami, exerça sur lui une influence profonde. Victime tout d'abord d'un doute qu'il laissa éclater dans des vers qui rappellent *l'Espoir en Dieu* [1], il se releva bientôt, avec sa foi ancienne, il est vrai, mais avec des sentiments nouveaux. Il ne voulut plus de la vieille malédiction du juif contre l'étranger ni de l'encens grossier des sacrifices. Sa prière fut une prière nouvelle, une hymne de paix se confondant avec la prière universelle du genre humain et s'élevant jusqu'à Dieu avec les parfums du matin et les parfums du soir. Tels sont les sentiments qu'il exprime dans sa prière intitulée : *Ma Vocation*.

« Un jour, en songe, à travers les airs immenses,
Je m'envolai vers l'Orient doré.
Enfin je m'arrêtai, là où les flammes du sacrifice
S'élevaient autrefois de la montagne de Sion.

Je ne vis devant moi que des places vides...
Les cèdres semblaient pleurer avec moi...

[1] *Lutte et Réconciliation*.

Enfin sur les vieux murs du temple,
Je vis un ange versant des larmes silencieuses.

Je m'écriai : Donne-moi l'épée tranchante
Qui repose paisible à tes pieds.
Je veux m'élancer avec un cœur de lion,
Je veux vaincre la troupe de mes ennemis.

Lui, là-dessus : C'est avec celle-ci
Qu'il faut affranchir tes frères dans ta patrie.
Et il me plaça, au lieu du glaive de la vengeance,
La harpe de David dans la main. »

Tels sont les trois partis qui s'agitent dans l'orthodoxie israélite. Souvent ils semblent se confondre, surtout dans les questions pratiques. La cause de cette indécision apparente est beaucoup plus dans la faiblesse des caractères que dans la non-accentuation des principes. C'est en vain, en effet, que les hommes faiblissent : il y a derrière eux des idées qui travaillent et qui tôt ou tard tranchent les difficultés avec une franchise d'autant plus terrible qu'elle a été plus voilée. Ces trois partis sont tellement réels et vivaces, qu'ils étendent leurs ramifications jusque dans le rabbinat.

Il y a des rabbins qui, sans professer peut-être extérieurement les doctrines du Talmud, cherchent cependant à les réhabiliter. Au mouvement réformiste qui, au commencement de ce siècle, a repoussé le Talmud en le rendant responsable de toutes les souffrances que les Juifs avaient dû subir dans les siècles précédents, ils s'efforcent de faire succéder un mouvement contraire. Selon eux, les israélites n'auront qu'à gagner dans l'esprit public en faisant connaître l'antique monument de leur droit civil et religieux. De l'aveu même de M. le rabbin F. Lazard, c'est là la pensée qui a inspiré M. le grand rabbin Isaac Trénel, directeur du séminaire israélite, lorsque, dans sa *Vie de Hillel l'Ancien*, il déclare le moment venu « de ranimer dans notre pays le goût de ces études et d'appeler l'attention publique sur les documents respectables, qui contiennent, avec nos traditions religieuses, la vie et les pensées de nos sages[1]. » Or, si telle est la pensée de M. le directeur du séminaire, il est probable que le séminaire lui-même est loin de la rejeter. Nous sommes d'autant plus porté à le croire que, d'après le *Rapport* qui vient d'être fait sur la situation intellectuelle et morale du séminaire par les ordres de M. le grand rabbin Isidor, nous voyons le cours de Talmud primer de beaucoup tous les autres cours. Halacha, Méthodologie, Hagada, rien n'est traité minutieusement. Mais surtout la Halacha, c'est-à-dire la première partie du cours, celle qui comprend l'ensei-

[1] Paris, Guérin, 1867, p. 36. — Voir *Archives*, 15 juin 1867, p. 548.

gnement des pratiques et des cérémonies du culte, des questions de casuistique, de droit, de jurisprudence, etc., absorbe la plus grande partie du temps réservé aux études talmudiques : quatre leçons par semaine, de deux heures chacune, sont consacrées à ce cours. Et cette *absorption*, dit l'auteur du *Rapport*, n'a rien que de naturel [1].

D'autres rabbins ont un conservatisme plus modéré. C'est M. Benjamin Mossé, qui, tout en louant le Talmud, ne craint pas de le blâmer : « A côté de ces prescriptions casuistiques, dit-il dans son récent ouvrage [2], se trouve une saine morale, défigurée souvent par des opinions individuelles, opinions dont le vrai judaïsme repousse toute la responsabilité. » C'est surtout M. L. Wogue. Quoique professeur d'Écriture sainte et de théologie au séminaire, M. L. Wogue manifeste une certaine liberté dans son appréciation des doctrines du Talmud. Il s'en est ouvert dans sa préface sur le Pentateuque. Voici ses propres paroles :

« Adopter l'exégèse talmudique toutes les fois qu'elle est compatible avec le sens naturel et la grammaire, la repousser de notre version dans le cas contraire, mais alors même la constater en note, surtout si la connaissance en est indispensable au point de vue religieux ou intéressante à tout autre point de vue, tel est, en résumé, le plan que nous nous sommes tracé à cet égard. C'était le seul, ce nous semble, qui répondît à toutes les convenances... Pour nous, qui ne sommes ni copiste ni novateur et qui ne cherchons que la vérité, nous avons interrogé de bonne foi le texte, base de notre travail. Quand la pensée de l'écrivain sacré ne jaillissait pas avec évidence de l'agencement des mots, nous avons consulté les gloses les plus accréditées, et de préférence celles des immortels *paschtanim* de la synagogue. Mais sans en adopter ni en repousser aucune de parti pris, nous n'avons pas hésité à fuir la voie commune toutes les fois qu'elle nous a semblé en dehors du vrai ou au moins du vraisemblable [3]. »

Enfin, d'autres rabbins semblent ne pas vouloir rester en dehors du mouvement libéral orthodoxe. Au mois de décembre 1866, M. le grand rabbin Charleville laissait tomber, comme un dernier hommage, sur le cercueil du rabbin Jehouda Benichou, les paroles suivantes : « La piété qui faisait l'unique élément de son existence n'avait jamais réveillé en lui un de ces mouvements fanatiques si naturels à ceux qui se livrent tout entiers aux spéculations religieuses. Il savait d'ailleurs, par tradition de famille, allier les rigueurs

[1] *Rapport sur la situation morale du séminaire israélite*, Paris, Guérin, 1867, p. 5.

[2] *Élévations religieuses et morales*, Avignon, 1867, p. 327.

[3] P. XXIV, XXV, XXVII et XXVIII.

de notre loi aux nécessités de notre époque. Il avait compris la véritable mission de l'israélite, qui n'est pas de former un peuple en dehors des nations de la terre, mais de former des hommes sains et purs en harmonie avec tous les membres de la société humaine [1]. » Des faits plus voisins de nous et plus explicites encore se sont produits récemment. Déjà nous avons rapporté les doutes de M. le rabbin Isidore Weil sur la valeur des assertions du Talmud et les attaques directes de M. le rabbin Zadoc Kahn, dans lesquelles il déclare le Talmud en opposition avec la Bible. D'autre part, M. le grand rabbin Michel A. Weill s'exprime ainsi dans son récent ouvrage sur *les Trois cycles du judaïsme*, ouvrage que les sommités israélites estiment et admirent : « Si la religion, dit-il, avait pour unique fondement la foi, elle reposerait sur une base bien étroite. Quand on se prend à déplorer l'affaiblissement des croyances, que l'on s'écrie en gémissant : la foi s'en va, et que l'on se reporte avec un sentiment de regret vers le passé, on ne songe pas que l'on commet un véritable anachronisme... Ne nous en plaignons pas, ne gémissons pas d'une pareille crise, de cette révolution spirituelle, qui ne nous permet plus de nous laisser bercer mollement dans les bras de l'antique foi [2]. » Enfin, pour citer un témoignage qui tombe encore de plus haut, rappelons la ligne de conduite que s'est tracée M. le grand rabbin du consistoire central et qu'il a manifestée dans son discours d'installation, le 21 mars 1867 : « Ces pratiques et ces cérémonies, a dit M. Isidor, n'occupent que le second rang ; les prophètes et les docteurs, la Bible et le Talmud n'ont cessé de le proclamer, et si, dans les formes extérieures du culte, dans les pratiques et les cérémonies, il en est qui paraissent incompatibles avec les exigences de nos institutions modernes, avec les besoins d'une société qui s'est tant de fois renouvelée, tant de fois reconstituée, il nous sera permis, suivant en cela l'exemple de nos devanciers, de tenir compte de ces exigences; il nous sera permis, au nom même des intérêts sacrés que nous avons à défendre, de leur donner satisfaction et de répondre à ces besoins impérieux qui ont le droit de se faire entendre et que nous n'avons pas le droit d'étouffer... En présence des divisions et des partis, inévitables au milieu de ces divergences d'opinions et de ces courants divers d'idées et de sentiments, je n'oublierai jamais que le pasteur est l'homme de la paix, l'homme de la conciliation. »

[1] *Archives*, 1er février 1867, p. 123-124.
[2] Paris, 1866, p. 18-21.

IV

Cependant, quelque large que soit cet esprit, il a paru étroit à plusieurs israélites. « Tous les remèdes proposés par nos médecins spirituels, disait récemment M. Alexandre Weill, ne sont que des palliatifs : ils me font l'effet d'un homme pansant les doigts de pied d'une jambe gangrenée. » Selon lui, l'israélitisme, comme tout le reste, fait naufrage, et ce qui peut arriver de mieux aux naufragés, « c'est de sauter dans le canot de sauvetage de la Raison et de cingler, à force de coups de logique, vers l'île fleurie du déisme philosophique et de l'immortalité de l'âme ; malheureusement plus d'un sot se noie sur le bord, dans la vase du matérialisme [1]. » A quoi bon, dit-on, se faire illusion avec tous les arguments qui précèdent ? Ce sont des arguments orthodoxes, mais sont-ce des arguments logiques? Non ! Ce qu'on appelle orthodoxie n'est qu'un reste, pour le moins naïf, de l'état primitif de l'esprit humain ; en vain cherche-t-on à la réconcilier avec les sciences et les mœurs modernes par le libéralisme, toute conciliation est impossible. Qu'on lise l'histoire ! Il est certain qu'autant *la religion* est bonne, autant *les religions* sont funestes : c'est la religion qui a uni, ce sont les religions qui ont divisé. Or, comment combattre les religions et les ramener, pour la paix de l'humanité, à la religion ? N'est-ce pas en brisant leurs formes extérieures et en ramenant à la surface leur substratum jusqu'ici enfoui? Oui, ce qui sauvera le monde, c'est l'unité. Et cela, dans tous les ordres de choses : tant que les sciences se sont exclues les unes les autres, l'esprit humain n'a eu qu'un semblant de lumière ; lorsqu'elles se sont pénétrées, la face du monde a été changée. De même, tant que les religions maintiendront entre elles leur antagonisme dogmatique, moral et disciplinaire, le monde des âmes restera divisé et malade, et la vie pleine, la vie généreuse ne lui sera donnée que lorsque les religions seront devenues la religion. Les sectes exclusives, avec cet esprit étroit qui les parque dans leurs traditions privées, plus étroites encore, ressemblent à des hommes qui, du fond du ravin où ils se trouvent, découvrent le ciel au-dessus de leurs têtes et s'imaginent qu'on ne peut le voir que de là. Que ne gravissent-ils les hautes cimes pour contempler des horizons plus vastes et plus variés! Montez, montez dans la pure lumière ; laissez vos traditions et votre formalisme dans vos ravins ; élevez-vous dans

[1] *Mes Conférences*, 1867, Dentu.

le ciel, c'est-à-dire dans la science et dans l'universel. C'est là et là seulement que se trouvent la vraie Loi et les vrais Prophètes.

Ces idées, qui ont actuellement pour organe *la Libre conscience*, ont fait, depuis Salvador, deux fois explosion parmi les israélites.— De la première est sortie l'*Alliance israélite universelle*, fondée à Paris en 1860, non-seulement pour prêter appui à tous les israélites, mais encore pour concourir à la défense de la liberté religieuse, fût-elle attaquée chez des chrétiens ou chez des musulmans. Assurément, à s'en tenir à la théorie, cette alliance, ainsi établie, n'entraîne pas nécessairement avec elle le rationalisme, et loin de nous la pensée d'en accuser ses ardents zélateurs, M. L. J. Kœnigswarter et M. Crémieux. Néanmoins, à s'en tenir à la pratique, toujours est-il que ses membres semblent être absorbés beaucoup plus par les principes de la raison pure que par les observances de la loi mosaïque. — La seconde explosion a produit l'ouvrage de M. H. Rodrigues, *les Trois filles de la Bible*. Ici le rationalisme s'étale au grand jour. « La religion d'Israël, dit-il, est à la fois monothéiste et *rationaliste*. Le surnaturel n'est qu'un signe certain d'enfance religieuse. Le judaïsme est la religion de la connaissance et non de la foi, etc., etc. [1]. » M. Rodrigues veut qu'il s'établisse entre les trois religions issues de la Bible, le judaïsme, le christianisme et l'islamisme, une lutte généreuse dans la recherche de la vérité religieuse, convaincu que ces religions ainsi épurées arriveraient toutes trois à un culte unique, et qu'avec cette unité sortirait une phase de sérieuse rénovation morale pour l'humanité tout entière. Dans ce but radical, il propose aux israélites des réformes également radicales. Voici, en résumé, les sept articles de son nouveau code :

Art. Ier. — « Le baptême de la circoncision sera désormais remplacé par la bénédiction paternelle et maternelle, donnée en présence du chef religieux, qui reçoit devant Dieu l'engagement du père et de la mère de faire leur devoir, et qui leur répond par la définition de leur devoir [2]. »

Art. II. — « L'enfant âgé de treize ans sera préparé à la circoncision de son âme par une initiation donnée par son père, ou à son défaut par le chef religieux, sur l'unité de Dieu, l'immortalité de l'âme, la voix de la conscience, le libre arbitre, la distinction du bien et du mal, du juste et de l'injuste, le devoir, le secours moral ou matériel à celui qui souffre ou qui est en danger, la prière mentale, l'autorité du chef de famille considérée comme délégation de Dieu. Cette initia-

[1] P. 34, 61, 157.

[2] P. 123-124.

tion, faisant partie de la circoncision, est obligatoire. Cette initiation, étant obligatoire, sera absolument gratuite[1]. »

Art. III. — « La célébration du septième jour est à jamais consacrée comme forme essentielle de notre culte... Désormais le dimanche sera choisi par nous comme jour de repos. Ce jour doit continuer à être exclusivement consacré à la pensée de Dieu et à l'influence morale que nous devons essayer d'exercer autour de nous. Chacun doit, d'après ses moyens, faciliter le pauvre dans l'observation de ce jour saint, en lui faisant distribuer pain, viande et vin. Chacun doit se rendre au temple dans la matinée. La célébration de l'office religieux sera ainsi fixée, etc.[2]. »

Art. IV. — « Le jour est venu de prononcer dans la langue familière aux assistants toute prière écrite, lue ou chantée dans l'intérieur du temple. La prière mentale sera désormais substituée en partie à la prière écrite... La confession, à Dieu seul, fait partie de la prière mentale... La bénédiction de chaque famille par son chef, fera désormais partie de chacune de nos cérémonies religieuses[3]. »

Art. V. — « Autant que possible, la bénédiction du mariage sera donnée publiquement et dans l'intérieur du temple. Cette bénédiction religieuse sera précédée de l'engagement pris par les époux de faire leur devoir : le chef religieux leur répondra par la définition de leur devoir. Ensuite les chefs de famille donneront leur bénédiction aux mariés, et la bénédiction nuptiale sera donnée par le chef religieux. Enfin, que le premier devoir accompli par le nouveau ménage soit le devoir de la charité[4]... »

Art. VI. — « Le chef religieux et ses adjoints doivent avoir reçu une éducation spéciale, consacrée par l'élection de leurs chefs. Avant de pénétrer dans l'intérieur des familles, le chef religieux doit être marié : car il n'est pas bon que l'homme soit seul, et la nature commande l'union de l'homme et de la femme, et la société exige que cette union soit régulière et légitime. La mission du chef religieux est celle d'un initiateur, d'un prédicateur, d'un consolateur, d'un conciliateur ; et il faut aussi qu'il accompagne le passage de la vie à la mort : et quand le chef religieux a terminé sa mission envers celui qui est parti, qu'il s'occupe de ceux qui restent[5]. »

Art. VII. — « La fête du *Pardon*[6]. »

[1] P. 135-136.
[2] P. 149-153.
[3] P. 173-175.
[4] P. 185-186.
[5] P. 195-196.
[6] P. 213-216.

Or, bien que M. H. Rodrigues ait été attaqué dans son plan de réforme et par des hommes très-sérieux, cependant d'autres israélites l'ont applaudi. M. Daniel Lévy ne félicite pas tant M. H. Rodrigues d'avoir rempli un devoir de conscience, que ses frères dans le judaïsme de pouvoir compter dans leurs rangs « un champion de haute valeur, un apôtre enthousiaste et inspiré du progrès humanitaire. » « Certes, ajoute-t-il, tous les israélites souscriront des deux mains à ce magnifique programme, qui est le leur, qui est celui du judaïsme. Les cérémonies du culte seront abolies[1]. » D'autre part, ceux qui ont protesté contre sa doctrine, M. Marc Lévy lui-même, avouent que « tous les hommes de cœur sauront gré à M. Rodrigues de sa tentative[2]. » Il est donc certain que les idées de M. Rodrigues, tout en passant pour trop hâtives, allumeront dans beaucoup d'intelligences avides de l'unité un sincère désir de les suivre de loin, en attendant que l'humanité devienne digne et capable de les réaliser.

Résumons-nous. Les israélites français se divisent actuellement en six catégories parfaitement distinctes : dans l'israélitisme mort, les indifférents et les routiniers; dans l'israélitisme orthodoxe et vivant, les conservateurs absolus, les conservateurs modérés et les progressistes libéraux ; enfin, en dehors de l'orthodoxie, les rationalistes. Ce sont là des indices évidents d'une crise réelle.

Toutefois, nous n'avons vu que les partis. Étudions maintenant les questions.

V

Les israélites français, à quelque parti qu'ils appartiennent, sont unanimes à admettre et à défendre le monothéisme. C'est là leur dogme fondamental, et chercher à l'ébranler serait chercher à tarir leur vie religieuse dans sa source. Aussi sont-ils restés insensibles aux assertions dans lesquelles M. Réville enseignait, il y a quelques mois, que le monothéisme hébreu était une *monolâtrie* plus encore qu'un monothéisme, parce que, disait-il, il consistait à l'origine, non pas dans l'idée qu'il n'existait point d'autre Dieu que Jéhovah, mais dans la conviction qu'Israël n'avait, ne pouvait, ne devait avoir que Jéhovah pour Dieu, et qu'il était criminel à un israélite d'en adorer un autre[3].

[1] *Archives israélites*, 15 juillet 1866, p. 628-629.

[2] *Considérations sur les réformes religieuses.* — V. *Archives*, 15 nov. 1866 jusqu'au 15 avril 1867.

[3] *Les prophètes d'Israël au point de vue de la critique historique ; Revue des Deux Mondes*, 15 juin 1867, p. 830.

Mais, à côté de ce dogme qui, dans le monde que nous étudions, n'a jamais été ni en ruine, ni en restauration, trois autres sont violemment ébranlés, et deux semblent se relever.

Ce qui subit actuellement chez la plupart des israélites une altération grave, c'est le surnaturel, l'inspiration biblique et le caractère sacerdotal.

En effet, qui défend encore le surnaturel? Qui même prononce son nom avec respect et sympathie? Dès 1864, lorsque Mgr de Bonnechose attaqua au Sénat les livres de M. Renan comme détruisant le surnaturel, M. Isidore Cahen, au lieu d'adhérer à la pensée de Son Éminence, lui répondit : « Pour nous, nous devons tenir haut et ferme le drapeau du libre examen, comme il a été tenu, au sein même de la synagogue, par nos plus illustres docteurs[1] » Au mois de mai 1867, il exprima, il est vrai, un langage moins timide ; mais encore, quelle faiblesse dans la conviction ! « Sans doute, dit-il, il est fort difficile de concilier en théorie la croyance au surnaturel avec la souveraineté de la raison ; mais la variété et l'unité, l'une et l'autre conditions *sine qua non* de l'existence du monde, de l'existence du beau, de l'existence même de tout gouvernement, sont-elles plus faciles à concilier théoriquement[2] ? »

M. Grætz, dans l'ouvrage qu'il vient de publier sous le titre de *Sinaï et Golgotha*, définit la religion juive « le culte social de la Providence » (p. 3). Où est l'idée du surnaturel ?

M. Franck, il y a quelques mois, résuma ainsi le symbole israélite : « Le judaïsme impose à tous les enfants d'Israël, et par leur apostolat à tous les hommes, la croyance en un seul Dieu distinct du monde, le dogme de la création, l'unité et la fraternité du genre humain, la conversion unique à la foi d'un Dieu unique[3].» Où est l'idée du surnaturel ?

M. Lévy-Bing, à propos de la conférence faite par M. Wogue au séminaire israélite le 5 janvier 1867, déclara que tout miracle serait désormais inutile : « Non! les coups d'État de la Providence n'ont plus de raison d'être ; car les enfants ont passé les années de l'adolescence et l'âge mûr approche ; leur Père qui est aux cieux peut désormais les laisser cheminer *librement* dans la carrière[4]. » Or, bien que le surnaturel et le miraculeux soient parfaitement distincts, cependant une telle déclaration favorise-t-elle beaucoup le surnaturel ?

Quant à M. H. Rodrigues, nous savons déjà qu'il rejette le surnaturel comme étant un signe d'enfance religieuse. Il rejette égale-

[1] *Archives israélites,* 1er avril 1864, p. 277.
[2] *Ibid.,* 1er mai 1867, p. 421.
[3] *Ibid.,* 1er mars 1867, p. 196.
[4] *Ibid.,* 1er avril 1867, p. 319-320

ment le miracle, et prétend s'appuyer en cela sur Moïse[1]. Selon lui, le monothéisme seul constitue tout l'israélitisme[2] : aussi Strauss et Renan lui apparaissent-ils comme de véritables israélites[3].

Le dogme de l'inspiration des livres saints, sans être aussi endommagé que le dogme du surnaturel, subit cependant une décadence manifeste, si on le compare à l'antique manière de l'interpréter. Qu'on en juge par les aveux suivants. — D'une part, M. H. Rodrigues traite de fable sublime le sacrifice d'Abraham[4], et déclare d'institution humaine les pratiques du culte ordonnées par Abraham, Moïse et les Prophètes[5]. — D'autre part, M. Marc Lévy ne craint pas d'avouer qu'« Abraham est dans l'ordre des temps le premier homme qui ait connu la révélation naturelle et la révélation historique, c'est-à-dire celle qui forme la religion naturelle et celle qui forme la religion révélée ou positive : car l'histoire d'Adam et de Noé est rapportée d'une façon trop mystérieuse pour que nous puissions nous y arrêter longtemps[6]. » — Mais la réponse du docteur S. Hirsch, grand rabbin de Luxembourg, à M. Lélut, de l'Institut, est encore plus formelle. Dans un travail publié dans la *Revue contemporaine* du 31 août 1865, sous le titre : « *De l'égalité considérée dans ses rapports avec l'égalité des races humaines,* » M. Lélut émit les opinions suivantes : « La Genèse, réserve faite de son saint caractère, est-elle un livre de science, un traité d'astronomie, de géologie, d'ethnologie? Est-ce même toujours un livre d'histoire ? N'est-il pas permis de faire remarquer que, durant des siècles, on a déduit du même récit ou de ceux qui le suivent, le mouvement du soleil autour de la terre, l'impossibilité des antipodes, la courte durée du monde, l'universalité du dernier déluge, toutes choses maintenant bien abandonnées, sans que cet abandon ait rien ôté à la religion de sa divinité, de sa puissance, sans qu'il en soit résulté la moindre atteinte à ses vérités fondamentales, à ses vrais et inébranlables dogmes. Pourquoi n'en serait-il pas ainsi de la question des races humaines, de leur unité ou de leur pluralité primitive ? ». Et le docteur S. Hirsch répondit dans les *Archives* de M. I. Cahen : « Oui, nous Juifs, nous souscrivons volontiers à tout ce que vous venez de dire. Pour nous, israélites, la Bible est un livre de morale, de religion, d'élévation vers le Dieu-Un, père de toutes choses ; un livre racontant comment nos pères ont été élevés pour

[1] *Les Trois filles de la Bible,* p. 15 et 34.— Voir Deutéron., ch. XXX.
[2] *Ibid.*, p. 221.
[3] *Ibid.*, p. 35–39.
[4] P. 114.
[5] P. 210.
[6] *De la Révélation ;* voir *Archives,* 15 janvier 1867. p. 60.

connaître ce Dieu-Un, et pour suivre la morale qui résulte de cette connaissance ; *rien de plus, rien de moins*. Pour nous, israélites, la Bible n'est ni un livre de science, ni un traité d'astronomie, de géologie, d'ethnographie, pas même toujours un livre d'histoire. Nous pouvons souscrire à tout ce que vous venez d'exposer, parce que nous ne reconnaissons pas comme le point-milieu de notre système religieux le dogme du péché originel. Pour nous, israélites, le récit de la Bible d'Adam et Ève, de Caïne et de Hébel, n'est pas nécessairement le récit d'une histoire extérieure qui se soit passée sur notre terre, on ne saurait préciser ni le lieu ni l'époque ; ce récit peut bien être une histoire figurée [1]. »

En troisième lieu, ce qui menace ruine, ce n'est pas le culte, mais le caractère sacerdotal. Le culte, en effet, malgré le radicalisme de la réforme tentée par M. H. Rodrigues, ne se détruit pas ; il se transforme, soit par l'abréviation des prières, comme à Londres [2], soit par la fusion des rites, comme à Paris. Cette fusion des rites israélites a été proposée en Italie en 1852 par M. L. Della Torre [3], et renouvelée par M. Luzzatto. A Paris, on s'est mis à l'œuvre dès 1865, en instituant une commission spécialement chargée de ce travail et composée de MM. Munk, Franck, J. Cohen, Millaud, Derembourg, A. Cohn, Allegri, Alcan, Erlanger, Sander. Le caractère des membres de la commission, les études sur le culte synagogal que M. Abraham Cahen, grand rabbin de Constantine, a terminées dans les *Archives* du 1er mars dernier et dans lesquelles il a montré que le rituel israélite s'est toujours transformé suivant le cours des siècles, enfin les chaleureuses paroles de M. Daniel Lévy en faveur du mouvement réformiste [4], révèlent suffisamment le sens dans lequel cette question sera résolue.

Mais ce qui est beaucoup plus grave, c'est la diminution du sacerdoce israélite. Autrefois le prêtre israélite n'était pas seulement un rabbi, c'était un véritable médiateur et un véritable sacrificateur : il enseignait, et surtout il priait et il sacrifiait. Or ces trois titres viennent de lui être enlevés. Rendons justice à M. H. Rodrigues, qui dans cette abolition est le plus modéré des réformateurs. Il conserve, en effet, *un chef religieux*, qui, sans être sacrificateur, est cependant encore docteur et médiateur dans les principaux actes religieux. D'après le code de sa réforme, le chef religieux israélite assiste à la première bénédiction des enfants, rappelle aux parents leurs devoirs,

[1] *Archives*, 15 juillet 1866, p. 613.

[2] *Réforme isarélite à Londres*, par MM. Marks et Lévy ; voir deux articles de M. Rabbinowicz dans les *Archives* de novembre 1866.

[3] Voir *Orazioni per ordinazioni rabbinche, Prose israelitiche*, Venise.

[4] *Archives*, 1er février 1866, p. 115-116.

donne l'initiation à défaut du père, récite une prière publique à l'office du dimanche, fait une instruction et bénit les orphelins, donne la bénédiction nuptiale, console, concilie, et enfin accompagne les morts à leur dernière demeure. — M. Benoit Lévy est plus radical ; selon lui, le prêtre n'est ni un sacrificateur ni un médiateur, ce n'est qu'un docteur : « Le judaïsme, dit-il, ne reconnaît pas de suprématie religieuse, il n'admet que des docteurs de la loi, auxquels on accorde confiance pour leur savoir et leur sagesse [1]. » — Enfin, M. Isidore Cahen, qui ordinairement ne professe qu'un libéralisme modéré, réduit le sacerdoce israélite à une expression qui est plus que simple. Qu'on en juge par la déclaration suivante, imprimée dans l'*Avenir national* du 22 novembre 1866 : « L'israélitisme est, suivant la parole biblique, un *peuple de prêtres*, donc il n'a pas de prêtres dans le vrai sens du mot : non-seulement il n'a pas de caste sacerdotale, mais il n'admet pas même la possibilité d'une intervention humaine entre la créature et le Créateur. L'absence de l'idée d'un médiateur entre Dieu et l'homme ruine dans son principe toute velléité d'assujettissement des consciences ; le rabbin n'est qu'un professeur de morale et de religion. La confiance qu'il inspire se mesure à sa valeur personnelle, et l'assentiment qu'il trouve se mesure exactement à cette confiance. Ses décisions, il ne peut les imposer à personne ; son autorité, elle est limitée par celle de ses collègues, dont le plus infime est religieusement son égal, s'il a fourni des gages de capacité et de vertu suffisants, occupât-il le siége d'une bourgade : par suite de cette organisation, si les bons choix sont utiles là comme partout, les mauvais sont exempts de graves périls : toute usurpation trouve la plus infranchissable des barrières : l'indépendance de chaque conscience, et l'habitude de pratiquer cette indépendance.

Il nous a paru utile d'opposer à ces fausses peintures de monarchie, d'absolutisme spirituel, le tableau d'une démocratie religieuse ; nous tenions à constater qu'en dépit de la réglementation, de la hiérarchie et du régime autoritaire si complaisamment préconisé ailleurs, il y avait un coin de la France intellectuelle et morale où vit une croyance traditionnelle, de haute antiquité, dont chaque adhérent est souverain maître de sa foi personnelle : cette condition si essentielle de paix sociale, que d'autres cultes ont tant de peine à conquérir ou à garder, ne la laissons pas méconnaître là ou elle existe. »

[1] *Archives*, 15 novembre 1866, p. 989.

VI

Cependant, à côté de cette triple ruine, une double restauration cherche à s'opérer : la restauration de l'idée messianique et de la nationalité du peuple juif.

Parmi les israélites actuels, beaucoup d'esprit se contentent de ne professer que le monothéisme, mais beaucoup aussi professent le messianisme. Toutefois, ceux-ci se divisent en deux partis. Les uns prétendent que le Messie n'est point un être personnel ; les autres soutiennent que c'est un être parfaitement personnel. Sans rappeler le retentissement qu'a eu en France la thèse dans laquelle le célèbre Manheimer enseigne que le Messie n'est que le symbole des progrès de l'humanité dans la voie d'un avenir incessamment meilleur, bornons-nous aux récents témoignages de M. Maurice Flugel et de M. H. Rodrigues. « La race juive comme telle, dit M. M. Flugel, attend encore son rédempteur. Ce rédempteur n'est pas un roi, ni un fils de David ; ce n'est pas un conquérant, ni un faiseur de miracles. Cette rédemption, c'est la réhabilitation du judaïsme comme culte, comme race, comme nationalité religieuse ; c'est sa réintégration dans tous les honneurs dûs à son antiquité, à ses souffrances et à ses services. » Et M. Flugel ajoute que cette réhabilitation ne pourra se faire d'abord qu'en Amérique [1]. M. H. Rodrigues a une ambition beaucoup moins nationale et beaucoup plus humanitaire. Selon lui, le Messie n'est ni en chair ni en os ; c'est un dominateur impalpable, c'est la raison, la raison humaine, parvenue à son état viril [2].

Les israélites qui soutiennent que le Messie est un être personnel, se partagent de nouveau dans une triple nuance. Quelques-uns le saluent uniquement comme un restaurateur national. Quelques autres ne lui donnent pour mission que la régénération de l'humanité par la vertu. Enfin, les autres, avec M. Ferdinand Delaunay, ne trouvent rien de contradictoire à affirmer que les idées messianiques comportent également un côté matériel et un côté moral [3]. Quoi qu'il en soit de cette triple divergence, le fond même de cette opinion force ses partisans à ne pas tenir pour indifférente la personne de Jésus. Du reste, elle n'est présentement indifférente pour personne.

[1] *Archives*, 1er juillet 1865, p. 583. — Cf. 1er mai 1864, p. 366-367.
[2] *Les Trois filles de la Bible*, p. 18.
[3] *Archives*, 15 mars 1866, p. 247.

Les uns, comme M. J. M. Rabbinowicz, cherchent à rapetisser Jésus au profit des Pharisiens, et à ne faire de lui, à l'exemple de Lessing et de M. Peyrat, qu'un agitateur purement politique[1]. D'autres, plus bienveillants, parmi lesquels se fait remarquer M. Grætz, le représentent comme un disciple du doux Hillel, tout rempli de cette religiosité supérieure qui ne réserve pas seulement à Dieu une heure de prière, un jour consacré, ni quelques actes de dévotion plus ou moins prolongés, mais qui lui rapporte chaque démarche de la vie et chaque mouvement de l'âme, qui lui soumet et lui remet tout avec un abandon filial ; selon eux, c'est encore un essénien, mais un essénien indépendant, négligeant les points accessoires de la secte, et ne s'appropriant que les traits essentiels, tel que l'amour de la pauvreté, la communauté des biens, le célibat, la faculté de guérir les possédés, les lunatiques, et autres malades de cette espèce ; c'est enfin un moralisateur spiritualiste et religieux, mais nullement un thaumaturge, encore bien moins un Dieu[2]. M. H. Rodrigues semble encore plus explicite dans son admiration, lorsqu'il déclare « que la liberté de conscience ordonne également à l'israélite d'écouter avec respect le chrétien qui qualifie Jésus de fils unique de Dieu, et au chrétien d'écouter avec respect l'israélite qui qualifie Jésus de grand prophète de sa race, d'inspiré de Dieu, de philosophe ayant personnifié en lui le progrès moral émané des écoles juives »[3]. Toutefois M. H. Rodrigues est encore surpassé par M. Ad. Crémieux. Dans la séance annuelle de l'*Alliance israélite universelle*, tenue le 29 novembre 1866, ne l'a-t-on pas entendu s'écrier : « Ah ! si Jésus revenait au milieu de nous, certes, ce n'est pas nous qui le crucifierions ; mais si nos pères se sont trompés, en sommes-nous donc coupables après cent générations? La loi du Sinaï dont on accuse la sévérité punit sur la troisième et la quatrième génération seulement l'iniquité des pères sur les enfants. »

Mais l'esprit qui semble le plus avancé en cette question est M. Lévy-Bing, dont nous avons déjà eu occasion d'apprécier le caractère. M. Lévy-Bing appelle le judaïsme *la mère* et le christianisme *la fille*. Il croit que l'Évangile est une *Bonne nouvelle* et que, loin de combattre la Bible, il n'en est que la condensation et la propagation[4]. Il avoue que Jésus est « le modèle de toutes les perfections humaines, le vertueux par excellence, l'ami du faible et de l'opprimé ; » qu'il est mort « victime de son dévouement, sacrifiant sa vie au salut de l'huma-

[1] *Le rôle de Jésus et des Apôtres*, par J. M. Rabbinowicz, Paris, 1866, M. Lévy.
[2] *Sinaï et Golgotha* ou *les Origines du judaïsme et du christianisme*, p. 297, 303-306, 312 et 313, 319 et 320, 314 et 315.
[3] *Les Trois filles de la Bible*, p. 239.
[4] *Archives*, 1er février 1866, p, 107 et 109.

nité[1] ». Dans des *Méditations religieuses* encore inédites il le proclame l'auteur « du plus grand mouvement intellectuel et moral, » et malgré l'incertitude et le vague de quelques expressions, peut-être est-il permis de croire que M. Lévy-Bing ne répugnerait pas à appliquer à Jésus les chapitres LII et LIII d'Isaïe, et à le déclarer le Messie annoncé par les prophètes et attendu par le peuple. Le jour de Jésus, dit-il, fut un jour messianique.

La seconde restauration qui semble s'opérer est celle de la nationalité juive; et l'indice le plus manifeste de cette restauration, c'est le succès toujours croissant du projet de colonisation de la Palestine. Ce projet n'a pas seulement des adhérents en Allemagne ; quel que soit le zèle de MM. les rabbins Natonek, de Stuhlweissembourg, et Kalischer, de Torn [2], c'est en France surtout que ce projet prend de la consistance.

Déjà, en 1864, M. Lévy-Bing trouvait que trois choses, les nationalités, les congrès et l'isthme de Suez, avaient le privilége d'occuper tous les esprits, et que la clef de ce triple problème, c'était Jérusalem. Il s'appuyait en cela sur des prophéties d'Isaïe et de Michée et concluait au rétablissement de la nationalité juive [3]. Dans le même temps, M. Maurice Hess écrivait des lettres chaleureuses à l'appui de la même conclusion, malgré l'opposition faite par MM. Nathan et Isidore Cahen [4]. En 1866, sir Moses Montefiore, dans son rapport sur sa mission en Terre sainte, proclamait, avec un enthousiasme digne de Josué et de Caleb auquel *l'Univers israélite* était heureux d'applaudir, « que si le Seigneur rétablissait les israélites sur cette terre sacrée, ils y trouveraient de nouveau un pays où coulent le lait et le miel [5]. » Malgré l'échec subi par les cinquante familles parties des États-Unis d'Amérique dans le but de réaliser ce projet [6], on crut toujours en France, avec M. Græetz, que si la Palestine, en perdant la nation et la religion juives, avait perdu son âme, la nation et la religion juives, à leur tour, en étant privées de la Palestine, étaient privées de leur corps [7]. Outre le zèle déployé par MM. Albert Cohn, Isidor et Blumenthal [8], un projet de *Société orientale internationale* fut formé par un protestant, M. Henry Dunant, fondateur de l'œuvre internationale en faveur des blessés en temps de guerre. Cette société

[1] *Lettre à M. Amédée de Cesena; Vogue parisienne*, 20 avril 1867.
[2] Voir *la Croix*, n° du 2 mars 1867.
[3] *Archives* du 15 avril au 15 juin 1864.
[4] *Archives*, ibid. — Cf. 15 novembre, 1864.
[5] Londres, 28 août 5626-1866. Voir *l'Univers israélite*, mars 1867.
[6] Voir *les Archives israélites*, 15 avril 1867, p. 344-345.
[7] *Sinaï et Golgotha*, p. 11.
[8] Voir *la Croix*, n° du 2 mars 1867 : *Un signe des temps*, par M. Maurice Hess.

a pour but de favoriser le développement de l'agriculture, de l'industrie, du commerce et des travaux publics en Orient et surtout en Palestine; d'obtenir du gouvernement turc des priviléges et des monopoles, soit à Constantinople, soit dans le reste de l'empire, notamment la concession et l'abandon graduel des terres de la Palestine; de distribuer, à prix d'argent, celles de ces terres que la Compagnie aura elle-même acquises ou reçues en concession, et de faire coloniser les plus fertiles vallées de la Terre Sainte. Puis, par ces moyens, elle espère atteindre, dans un avenir plus ou moins éloigné, aux résultats suivants : la reconstruction des lieux saints à Jérusalem, qui s'accomplirait internationalement et d'une manière digne de la chrétienté ; la fin des conflits qui se renouvellent sans cesse à propos des lieux saints entre les grandes puissances; la transformation de l'antique Jérusalem en une ville nouvelle qui rivalisera d'importance avec les plus belles cités de l'Occident; la création de colonies européennes, qui deviendront, avec le temps, des foyers d'où la civilisation occidentale se répandra en Turquie et pénétrera jusque dans l'extrême Orient. Ces espérances, quelque vastes qu'elles soient, n'ont point paru irréalisables à de hauts personnages, et des renseignement particuliers nous ont appris qu'à l'occasion du passage du Sultan à Paris, elles avaient reçu, en partie, une puissante et généreuse approbation.

VII

Tels sont les partis qui divisent actuellement l'israélitisme en France, les faits les plus significatifs auxquels ces divisions ont donné lieu, les sujets religieux qui ont été controversés et le rôle général qu'y ont joué les israélites les plus éminents. C'est là une crise dont la gravité n'échappera certainement à personne, et qu'il ne suffit pas d'exposer avec exactitude, mais qu'il faut encore chercher à apprécier au point de vue du christianisme.

D'abord, loin de nous en attrister, nous nous en réjouissons. Sans doute, il est impossible de contempler une ruine et surtout d'assister à un déchirement, sans éprouver dans son âme un sentiment qui serait mélancolique s'il n'était douloureux. Mais, par une de ces contradictions dont le monde est rempli sans en avoir le secret, il arrive que ces sortes de douleurs contiennent en elles des charmes qui les rendent joyeuses : ce sont les charmes de l'espérance. Au fur et à mesure que les pierres tombent et que les édifices du passé disparaissent, l'esprit voit s'élever les édifices de l'avenir, et si cet esprit est bien fait, il doit être trop pénétré de la grande loi du progrès des

choses humaines, pour ne pas se persuader que, si le passé a été bon, l'avenir sera meilleur. Oui, si présentement tout se déchire, ne nous en plaignons pas, mais réjouissons-nous : car si tout se déchire, c'est que tout se répare. Les esprits gémissants sont ceux qui ne regardent que les surfaces et ne voient que le côté relatif des choses contingentes. Ceux, au contraire, qui habitent dans les régions des substances et puisent leur vie dans l'absolu, ceux-là ignorent le désespoir, et à chaque nouvelle transformation du monde, voyant, comme Dieu, que cette transformation est bien, ils le bénissent et l'adorent.

Les raisons spéciales qui fortifient notre espérance en faveur des israélites, sont les efforts qu'ils déploient dans les œuvres de charité et dans le maintien moral de la famille.

La première de leurs œuvres de charité est cette *Alliance israélite universelle*, dont l'idée a été conçue en 1851 par M. J. Carvallo, mais qui ne s'est réalisée qu'en 1860. Elle compte aujourd'hui plus de six mille membres. Des comités régionaux et locaux, disséminés dans le monde entier, entretiennent avec le comité central qui siége à Paris des rapports constants. Chaque année ce comité central envoie des instituteurs laïques dans les contrées les plus éloignées, en Turquie, en Syrie, au Maroc, etc., et son zèle ne fait défaut à aucun israélite persécuté. Ce zèle s'étend même aux membres des autres religions; plusieurs fois des preuves généreuses en ont été données, conformément à ces paroles prononcées par le président, M. Crémieux, dans l'assemblée du 31 mai 1864 : « Donner une main amie à tous ces hommes qui, nés dans une autre religion que la nôtre, nous tendent leur main fraternelle, reconnaissant que toutes les religions dont la morale est la base, dont Dieu est le sommet, sont sœurs et doivent être amies entre elles; faire ainsi tomber toutes les barrières qui séparent ce qui doit se réunir un jour, voilà la grande mission de notre *Alliance israélite universelle.* »

A côté de cette œuvre de charité universelle, il y a le *Comité de bienfaisance de Paris*, chargé de pourvoir aux hôpitaux, aux orphelinats et aux écoles. Les dons qui lui sont faits sont la mesure même de ceux qu'il fait. Or, en dehors des offrandes destinées à Jérusalem, voici le chiffre exact des aumônes déposées au comité pendant les cinq premiers mois de cette année :

1867.	Janvier.	11,128 fr.
	Février.	4,100
	Mars	24,200
	Avril.	3,600
	Mai.	7,090
	Total.	50,118 fr.

Quant au maintien moral de la famille juive, on pourra en juger par les documents suivants. Il est certain que la plupart des rabbins, dans leurs instructions, insistent beaucoup plus sur le caractère moral de la religion que sur son caractère dogmatique. M. le rabbin Lazard, au mois d'octobre 1866, a prêché avec beaucoup de succès, au temple portugais de Paris, sur le rôle de la femme juive dans l'antiquité et de nos jours, et M. le rabbin Benjamin Mossé, dans les *Élévations religieuses et morales* qu'il vient de publier, consacre plusieurs chapitres spéciaux à l'éducation des enfants, à l'instruction de la femme et du culte du foyer. Il est également certain que les romans israélites ont le même caractère. C'est du moins le témoignage de M. Pierre Mercier dans son appréciation des *Contes du Ghetto* de M. Léopold Kompert, de la *Couronne* et des *Histoires de village* de M. Alexandre Weill, des *Scènes de la vie juive en Alsace* de Daniel Stauben [1]. D'après M. Bloch, MM. Erkmann-Chatrian, dans leur récent roman, *le Blocus*, racontent les mœurs de la famille juive comme le doivent faire des hommes qui comprennent le grand sacerdoce de l'écrivain [2]. En 1865, à propos d'une discussion des Chambres italiennes sur le divorce, dans laquelle un député catholique célébra la famille israélite au désavantage de la famille catholique, M. Isidore Cahen écrivit les lignes suivantes : « Rien n'est plus vrai que ce jugement; mais on aime à l'entendre formuler par une bouche désintéressée. La pureté des mœurs est ou plutôt était l'apanage des familles juives; elles s'altèrent aujourd'hui sous l'influence des distractions et des vanités mondaines; mais, relativement du moins, nous ne craignons pas encore de comparaison [3]. » Mais voici un fait plus significatif. D'après le rapport présenté à M. le gouverneur général de l'Algérie sur les résultats comparatifs du dénombrement quinquennal de la population en 1861 et 1866, il est constaté que les indigènes israélites, qui étaient en 1861 au nombre de 28,097, se sont accrus pendant les cinq dernières années de 5,855 individus; par conséquent, c'est un accroissement sur une proportion de 208,39 pour 1,000 [4]. Donc, sans accepter toutes les remarques fort louangeuses du docteur Richardson, du R. Cairns et du docteur B. W. Foster sur les causes de la longévité des israélites comparée à celle des chrétiens [5], sans oublier même des désordres trop réels et trop connus, cependant on ne saurait nier le respect profond que les israélites ont généralement professé pour le maintien traditionnel et quasi patriarcal de la famille.

[1] *Essai sur la littérature juive*, p. 62-71.
[2] *L'Univers israélite*, mars 1867, p. 292.
[3] *Archives israélites*, 1er juillet 1865, p. 558.
[4] *Ibid.*, 1er mai 1867, p. 423-424.
[5] *Ibid.*, 1er mars 1867, p. 233-235.

De tels éléments de charité et de moralité ne sauraient attirer sur les israélites que la bénédiction de Dieu.

Néanmoins, ne nous faisons pas illusion. S'il y a un rapprochement véritable entre les israélites et les chrétiens, le rapprochement du judaïsme vers le christianisme est loin d'être effectué. Des faits le constatent et des principes le prouvent.

Nous ne citerons que deux faits : les réponses violentes à la lettre de MM. Lémann touchant le pouvoir temporel du pape, et à l'appel de M. Mirès touchant les biens du clergé italien.

Le 8 décembre 1866, MM. les abbés Lémann publièrent une *Lettre aux israélites* pour les engager à défendre la souveraineté temporelle du pape, au nom de l'honneur, de la reconnaissance et de l'intérêt. Or, voici le texte même de la réponse de M. Bloch :

« Nous apportons volontiers nos hommages au vénérable chef spirituel de la chrétienté, distingué par tant de vertus; mais nous les refusons, nous devons les refuser au prince impitoyable qui opprime nos frères et laisse enlever de force leurs enfants!... Les auteurs disent, après tant d'autres, qu'Israël doit de la reconnaissance à la papauté pour l'avoir accueilli lorsque tant de peuples l'avaient banni. Nous nions cette reconnaissance. Les papes toléraient, désiraient les juifs à Rome, pour avoir en eux des trophées vivants et éternels, pour montrer dans leur abjection et leurs malheurs une preuve éclatante de la vérité du christianisme triomphant, pour enseigner aussi aux princes et aux peuples qu'on n'a pas besoin de traiter les juifs comme les autres hommes, et que la divine loi : Aime ton prochain comme toi-même, ne leur est pas applicable. Car si les papes avaient agi par humanité, par devoir religieux ou social, auraient-ils traité ou laissé traiter les juifs avec tant de cruauté et de violence? Les juifs ne doivent pas plus de reconnaissance à la papauté que le prisonnier n'en doit à son geôlier [1]. »

D'autre part, le 13 mai 1867, M. Mirès publia dans *la Presse* un article, d'après lequel MM. de Rothschild, et avec eux tout israélite, ne devaient favoriser en rien les projets du gouvernement italien sur les biens ecclésiastiques, sous la double peine « de risquer leur gloire et de compromettre la sécurité des juifs en France, en Italie et ailleurs. » La réponse de M. Isidore Cahen ne fut pas moins vive que celle de M. Bloch : « Se serait-on attendu, s'écrie-t-il, à voir M. Mirès défendre, contre MM. de Rothschild, les intérêts des juifs, leur rappeler l'injuste et séculaire réprobation dont nous avons été victimes, pour les engager à n'y pas donner de nouveau prise! *Il y a là quelque chose de bouffon : ce sont les hommes qui vivent les plus étrangers à nos croyances, qui entreprennent de faire la leçon aux*

[1] *Univers israélite*, mars 1867, p. 293.

autres. La reconnaissance, dit M. Mirès, nous enchaîne aux papes, à Pie IX, qui a supprimé le Ghetto : c'est là ce qu'on ne craint pas de dire après le scandale de l'affaire Mortara, et quelques jours après une nouvelle glorification publique d'un pareil acte ! Il paraît que des peccadilles de ce genre ne touchent point M. Mirès, *notre nouvel apôtre*[1]. »

Il est évident que de telles réponses révèlent plutôt un éloignement qu'un rapprochement. Quant aux principes dont nous avons parlé, leur hostilité envers le christianisme est encore plus évidente.

Comment, en effet, les principes des conservateurs absolus pourraient-ils se concilier avec les principes chrétiens ? Le christianisme a spiritualisé et universalisé le judaïsme. Or, les conservateurs absolus trouvent que leur formalisme est parfaitement spirituel, que leur particularisme est un universalisme véritable, et que la prétendue émancipation faite par le christianisme, loin d'avoir été l'accomplissement de la loi, n'en a été que la destruction. En un mot, d'après leurs principes, le christianisme est une réforme, et toute réforme est une erreur, quand elle n'est pas un crime.

Les israélites rationalistes sont à la même distance du christianisme, mais à l'extrême opposé. D'après leurs principes, ils rejettent le surnaturel, non-seulement comme une chose qui n'existe pas, mais comme une chose qui est impossible en elle-même. Or, le christianisme est essentiellement fondé sur le surnaturel, non-seulement en tant qu'il est possible, mais en tant qu'il est une réalité parfaitement constatée.

Restent donc les conservateurs modérés et les progressistes libéraux. Les plus voisins de nous seraient certainement ceux qui admettraient que Jésus est le Messie annoncé par les prophètes. Or, ceux-là même seraient séparés de nous par un abîme ; car nous professons que le Messie doit être Dieu, et eux le nient formellement, se chargeant, disent-ils, d'expliquer dans un sens parfaitement raisonnable tous les textes de la Bible sur ce sujet. Selon eux, lorsque le Messie est appelé *le Fils de Dieu*, cela signifie simplement qu'il est aimé de Dieu, comme tous les justes à qui le style biblique accorde cette dénomination. Lorsque Jésus dit qu'il ne fait qu'*un avec son Père*, il entend dire qu'il aime son Père, que son Père l'aime, que l'un et l'autre ont à cœur la même et unique affaire, l'extension du royaume de Dieu sur la terre. « L'exil égyptien, dit M. Grætz, avait transformé des tribus nomades en un peuple sédentaire ; le second exil fit de ce peuple une nation de littérateurs destinés à porter la parole de Dieu par toute la terre. *C'est à Babylone que commence la véritable incar-*

[1] *Archives*, 1er juin 1867, p. 489.

nation du Verbe dans le peuple-messie [1]. » M. Lévy-Bing rejette le dogme chrétien de la divinité de Jésus-Christ, et une de ses raisons, c'est que l'on ne peut pas croire « que Dieu puisse *se transformer*, s'incarner dans un corps humain, *se multiplier*, se soumettre à la mort [2], » etc., etc. Tel est le genre des explications par lesquelles le christianisme est évité. Il est donc très-probable qu'un traité de la religion révélée, dans lequel on ne craindrait pas d'aborder les détails de la philologie, de l'histoire et de la philosophie d'une manière conforme aux exigences actuelles des esprits, ne serait pas sans résultat favorable aux yeux des honorables israélites dont nous parlons.

Quoi qu'il en soit, Dieu ne parle pas seulement par la lumière qui jaillit des discussions des hommes, il parle encore par la lumière qui jaillit des événements et de cette électricité mystérieuse qu'on appelle la force des choses. Tôt ou tard, et bon gré mal gré, les israélites devront compter avec elle. Qu'ils se reportent en arrière et qu'ils mesurent l'espace franchi ! Certes, ils sont loin de ce temps où Maïmonide écrivait : « Celui qui s'attaque à l'un des susdits treize dogmes mérite les épithètes flétrissantes d'hérésiarque et d'épicurien ou d'athée, » et où Abravanel répondait à Maïmonide : « Il n'y a point dans la loi de croyances que l'on puisse regarder comme douteuses et discutables. Toutes sont radicales, toutes renferment la même somme de vérité, toutes constituent au même titre les fondements de notre religion. Mettre en question une seule d'entre elles, fût-ce la moindre en importance, c'est renverser tout l'édifice de la révélation. Et il n'y a nulle différence sous ce rapport entre celui qui nie le premier commandement du Décalogue et celui qui s'inscrirait en faux soit contre le plus petit commandement de la loi, soit contre le texte biblique le plus insignifiant en apparence. » Ce temps est à jamais écoulé, malgré les cris par lesquels les conservateurs absolus cherchent à l'évoquer encore. Il est manifeste que l'israélitisme subit actuellement une décomposition et une décomposition qui cherche à le réduire par degrés au rationalisme. De deux choses l'une : ou bien les israélites succomberont sous la force humaine qui combat contre eux, ou bien ils succomberont sous la force divine qui combat pour eux. Puissent-ils, dans cette crise radicale, comprendre qu'un véritable israélite est un chrétien commencé, et qu'un véritable chrétien n'est qu'un israélite parfait, suivant cette parole de Jésus-Christ : « Je ne suis pas venu détruire la loi, mais l'accomplir. »

L'abbé Eugène Michaud.

[1] *Sinaï et Golgotha*, p. 26.
[2] *Archives*, 1er avril 1867, p. 318.

ALICE LEYTON[1]

I

Olivier Cromwell venait de mourir, et le pouvoir échappait aux faibles mains de son fils Richard. Le parti royaliste, vaincu tant de fois, commençait à relever la tête, car les Puritains creusaient chaque jour davantage, par leur intolérance et leur fanatisme, l'abîme dans lequel devait crouler la république, et l'Angleterre, fatiguée de leur joug, tournait ses regards vers les princes exilés. Déjà plus d'une insurrection avait éclaté en faveur de la monarchie; mais, comme il arrive toujours dans les temps de trouble, une fange immonde avait été soulevée par le vent des passions populaires : des troupes de maraudeurs, enfants perdus des anciennes armées jacobites, parcouraient la campagne, bravant le gouvernement établi, et recueillant, par la persuasion ou la violence, les subsides que le roi, disaient-ils, les avaient autorisés à prélever sur ses fidèles partisans.

A l'heure où commence notre récit, quelques-uns de ces aventuriers étaient réunis dans une vieille masure située à l'extrémité du village de Leyton, dans le Derbyshire. Le toit, effondré par le temps, laissait échapper de larges gouttes de pluie, le vent soufflait avec violence dans la vaste cheminée, et une lampe fumeuse mêlait ses senteurs âcres et pénétrantes aux vapeurs de tabac qui remplissaient la salle. Les *King's Rogues*[2], comme s'intitulaient les honnêtes soudards, portaient tous une longue épée à la ceinture, et leurs bottes de cuir, ainsi que les cheveux bouclés qui tombaient sur leurs épaules, annonçaient leurs prétentions au titre de *Cavaliers*.

— Ah ! dit l'un d'eux, appelé Largepanse, considérant d'un air

[1] Nous avons emprunté la principale donnée de cette nouvelle au roman anglais de *Leyton Hall*, par Mark Lemon (2 vol. in-12. Paris, Reinwald, 1867).

[2] Le mot *rogue* a en anglais un double sens, il signifie à la fois *espiègle* et *coquin*,

mélancolique le broc vide posé sur la table, quand le roi sera revenu, nous ne serons plus réduits à boire, comme des mendiants, de mauvaise ale dans une grange déserte ; nous aurons de l'or plein nos poches, et du sherry pour réjouir notre gosier.

— Il est bien extraordinaire, observa un homme qui avait perdu un œil, peut-être dans une bataille, peut-être dans une rixe, que depuis un mois nous n'ayons pas entendu parler de nos amis de Londres.

— Des amis ! Ce ne sont pas seulement des hommes, s'écria Largepanse. J'ai fait demander l'autre jour à Tom de me prêter quelques guinées, et le ladre m'a répondu qu'il ne me donnerait pas un *stiver*. Cela n'est-il pas indigne, après tous mes sacrifices pour la cause royale ?

— Bah ! tu as sacrifié quelque chose ! Quoi donc ?

— Ce que j'ai sacrifié? dit Largepanse d'un ton pathétique. Ne m'as-tu pas connu jeune, vertueux, mince à tenir dans une peau d'anguille, sobre comme la miss la plus sentimentale ? Et que suis-je aujourd'hui ? Une boule de saindoux, un tonneau de bière.

Un immense éclat de rire accueillit la boutade du routier ; toutefois son interlocuteur n'était pas encore convaincu.

— Je ne vois pas, reprit-il, ce que la cause royale a de commun avec ta transformation ?

— Faute de boisson réconfortante, les idées figent dans ton cerveau, à ce qu'il paraît. Ne me suis-je pas fait l'avocat des Stuarts dans tous les cabarets du pays ? Pouvais-je parler sans avoir soif? Pouvais-je avoir soif sans demander à boire ? Et pouvais-je boire sans que la liqueur me profitât ?

— C'est juste, c'est juste ! s'écrièrent tous les assistants.

En ce moment la porte s'ouvrit, et un vieillard au visage amaigri, aux vêtements en lambeaux, parut sur le seuil, tenant à la main un pot d'ale.

— Cette pinte, dit-il, est la dernière que mon maître consente à vous donner. Il m'a chargé de vous en avertir.

— Ton maître n'a pas plus de cœur qu'un hareng saur. Remplissez vos verres, camarades, et je chanterai, en l'honneur de notre prince, un joyeux couplet.

Il avait à peine commencé, qu'un coup violent frappé à la porte arrêta l'expansion de son ardeur royaliste. Presque aussitôt, un homme qui portait les cheveux rasés et la sombre coiffure des Puritains, s'avança au milieu du groupe interdit.

— Eh quoi ! mes frères, pouvez-vous employer à un usage profane une voix qui ne vous a été donnée que pour chanter les louanges du Seigneur !

Puis, voyant que tous les buveurs faisaient mine de se retirer :

— La présence d'un élu, ajouta-t-il, effraye-t-elle à ce point vos consciences coupables?

— Nous effrayer ! répondit Largepanse avec mépris, une armée de tes pareils ne nous ferait pas peur ; mais nous nous soucions peu de recevoir parmi nous un espion des Têtes-Rondes.

L'inconnu se mit à rire ; puis, se dépouillant à la fois de son chapeau puritain et de son air de componction :

— Laisse là tes bravades et donne-moi une poignée de main, mon vieux drôle. Ne me reconnais-tu pas ?

— Robert Hummall ! s'écrièrent les aventuriers avec surprise.

— Eh ! oui, c'est moi, camarades : je vous apporte des nouvelles. Mais d'abord n'avez-vous rien pour me rafraîchir les lèvres ?

— Ruben ! appela Largepanse, sers-nous au plus vite un gallon de porter.

— Le maître ne donnera rien sans argent, répondit le vieillard.

— Ma bourse est depuis longtemps veuve de ce métal, répliqua Largepanse ; mais vous autres, les amis, n'offrirez-vous rien à notre hôte ?

Quelques pièces de monnaie furent jetées sur la table.

— Voilà une musique réjouissante, dit le vieux routier en les faisant tinter les unes contre les autres. Allons, prends cela, Ruben, et apporte-nous ce que tu as de meilleur.

— Quel est ce misérable déguenillé? demanda Hummal quand le vieillard fut sorti. Sur ma parole, je n'ai jamais vu plus affreux épouvantail.

— C'est Ruben Studley, l'ancien intendant du colonel Leyton ; vous vous souvenez, ce seigneur qui combattit si courageusement à côté du prince Rupert, à la bataille de Naseby.

— Leyton, Leyton ! Oh ! je me rappelle : il habitait le château qui domine ce village. Quand il partit pour l'armée, sa femme s'ennuya de son isolement et voulut se distraire. J'ai entendu parler de cette histoire il y a une quinzaine d'années.

— C'est cela même. Leyton quitta le pays avec sa fille, une enfant de trois ans, et sans doute il est mort à l'étranger, car on n'a jamais eu de ses nouvelles. Le manoir vient d'être acheté par lord Maybourne, un vieillard aveugle tout cousu d'or. J'ai entendu raconter des merveilles sur les valises remplies de doublons et de pierres précieuses qu'il a, dit-on, rapportées d'Espagne. Par malheur il est difficile de pénétrer au château, et j'enrage quand je pense que pas une parcelle de ces richesses n'entrera dans les caisses du roi.

— Ni dans tes poches. Voilà ce qui t'afflige le plus, n'est-il pas

vrai ? répondit Hummall en riant, bien que son œil eût brillé d'un éclair soudain aux paroles de Largepanse.

Pendant ce temps, Ruben était rentré : après avoir posé le porter sur la table, il s'était retiré à l'écart, écoutant avec une attention profonde l'entretien des maraudeurs.

— Et la belle lady Leyton, qu'est-elle devenue? reprit Hummall.

— Elle habite, avec son neveu Walter, un petit cottage appelé La Grange, qui est situé tout près d'ici.

— Comment ! elle n'a pas craint de rester dans un pays où elle était autrefois châtelaine, et où son aventure doit être connue ?

— Bah ! il y a si longtemps de cela ! Elle vit, d'ailleurs, dans une solitude complète, ne reçoit jamais personne, et n'a gardé auprès d'elle que deux ou trois domestiques.

— Sa femme de chambre Tabitha est-elle du nombre ?

— Eh ! eh ! mon camarade, voilà une question qui donne à penser. Auriez-vous été l'un des admirateurs de cette jolie soubrette ? En ce cas, rassurez-vous : l'objet de vos amours n'a écouté les vœux d'aucun galant et n'a pas quitté sa maîtresse.

— Trêve de folies, Largepanse : au lieu de bavarder comme une vieille commère, tu ferais bien mieux de me demander pourquoi je suis venu. Ce n'est pas uniquement, comme tu parais le penser, pour boire de mauvaise ale en compagnie d'un gibier de potence tel que toi ; j'ai un projet en tête, et ce que tu m'as appris affermit encore ma résolution. Un petit oiseau, gagné sans doute à la cause du roi, est venu gazouiller à mon oreille : son chant parlait de trésors et de joyaux qui devraient, en bonne justice, passer aux mains des fidèles sujets de Charles Stuart. Mais j'en ai dit assez. Que demain l'un de vous vienne, à la tombée de la nuit, me trouver dans la vallée de la Dove, près du grand rocher qui surplombe la rivière, je lui en apprendrai davantage.

— Je connais l'endroit, dit un des routiers nommé Cocktail ; j'y ai pris souvent du poisson, quand j'étais enfant.

— C'est bien. Dans ce cas, grimpe à ton perchoir, et tâche de dormir pour dissiper les vapeurs de la bière qui obscurcissent ta cervelle. J'aurai besoin, demain, que tu aies les idées nettes : sois donc sobre pendant un jour, si c'est possible.

— Je ne bois pas plus que les camarades, grommela Cocktail.

— La, la ! ne peut-on causer entre amis ? Je vois assez de visages renfrognés, j'entends assez d'aigres paroles, quand je suis dans la compagnie des *saints*.

A ces mots, il reprit l'air grave, la démarche compassée des sectaires dont il portait le costume, et il quitta les aventuriers, qui,

après son départ, se livrèrent à mille conjectures sur le coup de main qu'il leur avait fait pressentir.

Hummall, ancien serviteur d'un chef de l'armée royaliste, avait profité des discordes civiles pour se créer une position qu'il regardait comme plus élevée, et qui, à coup sûr, était plus lucrative : il était devenu l'espion du parti des Stuarts, auquel il avait souvent fourni des informations utiles. Grâce aux libéralités de ceux qui avaient acheté ses services, il possédait toujours une bourse bien garnie; mais l'abondance n'avait fait qu'augmenter en lui la soif de l'or, et la distance qui séparait les *King's Rogues* des voleurs à main armée était si faible, qu'Hummall devait la franchir sans peine. Il savait que le vieux manoir de Leyton, pareil à toutes les constructions de cette époque, renfermait des passages secrets conduisant au cœur même de l'édifice ; en suivant ce chemin il pourrait, sans éveiller personne, arriver auprès des trésors entassés par le nouveau propriétaire. Mais comment découvrir ce souterrain? Il se souvint de Tabitha, la femme de chambre de lady Leyton, et, ne doutant pas qu'elle n'en eût connaissance, il résolut de se prévaloir de son ancienne galanterie envers la sémillante camériste, pour gagner de nouveau ses bonnes grâces.

II

C'était une de ces tièdes journées d'avril qui font éclore dans le gazon des prairies des milliers de fleurettes; les bourgeons gonflés des arbres souriaient au soleil ; tout semblait en fête dans la nature, depuis les oiseaux, qui se poursuivaient de buisson en buisson avec de petits cris joyeux, jusqu'au laboureur, dont le regard satisfait contemplait les promesses de ses vergers et de ses champs. Seule, une petite maison aux murailles grises, à demi cachée sous une lourde tenture de lierre, contrastait, par son apparence d'isolement et de tristesse, avec cette joie, ce bien-être intime que répand partout le souffle du printemps. Une femme pâle et belle encore, malgré les traces profondes que le chagrin avait laissées sur ses traits, parcourait d'un pas lent les allées du jardin situé derrière le cottage. Ses yeux distraits ne s'arrêtaient ni sur les fleurs blanches des pommiers, ni sur les touffes de primevères qui garnissaient les plates-bandes. De temps en temps, elle sortait de sa rêverie pour jeter un regard inquiet vers la porte du vestibule ; mais cette porte restait obstinément close, et la mélancolique promeneuse continuait sa marche en laissant échapper un mouvement d'impatience. Enfin un

bruit de voix se fit entendre dans la maison, et, à travers les fenêtres entr'ouvertes, on put voir la taille élancée d'un jeune homme.

— Tabitha, disait-il, débarrasse-moi de ma ligne et de mon panier.

— Comment! vous ne rapportez rien, monsieur? Hier et avant-hier déjà, votre pêche n'avait pas été plus heureuse?

— Le poisson est difficile à prendre dans cette saison.

— Bonté divine! les truites cessent de mordre à l'appât! Ne serait-ce pas plutôt, ajouta-t-elle en baissant la voix de manière à être entendue seulement de son maître, que le pêcheur est retenu dans des filets qu'il serait fâché de rompre?

Une vive rougeur colora les joues du jeune homme.

— Où est ma tante? demanda-t-il précipitamment pour cacher son trouble.

— Dans le jardin, monsieur Walter, et fort étonnée que vous oubliiez si souvent l'heure des repas.

— Si souvent! Seulement aujourd'hui et hier.

— Et avant-hier, monsieur. J'ai dit à ma maîtresse qu'il y avait des violettes dans la vallée, et que peut-être vous aviez voulu en cueillir.

Walter tourna vivement les yeux vers la femme de chambre, mais la malicieuse Tabitha soutint son regard de l'air le plus candide du monde.

— Que n'ai-je le courage, pensa Walter quand elle fut partie, d'apprendre à ma tante le secret qui fait à la fois mon bonheur et mon tourment! Mais, hélas! si je lui parle du vieux manoir, je réveillerai son chagrin, et il est encore si profond!

Tout en se livrant à ces réflexions, le jeune homme avait descendu les marches de pierre qui conduisaient au jardin.

— Eh bien! monsieur le vagabond, vous voilà donc de retour, s'écria lady Leyton, dont un sourire affectueux éclaira le visage.

— Pardon, chère tante, la pêche m'a fait oublier l'heure du dîner.

— Cependant j'ai entendu Tabitha dire que vous n'aviez pris aucun poisson.

— C'est vrai, j'étais honteux de ma maladresse et je ne voulais pas revenir les mains vides.

— Je ne te sermonnerai pas davantage, Walter; tu m'as donné de l'inquiétude, mais tout est oublié puisqu'il ne t'est pas arrivé d'accident. Va te reposer, méchant garçon, tu as couru sans doute, car tu es en nage.

Le jeune homme saisit avec joie l'occasion d'abréger l'interrogatoire, il baisa la main de sa tante et rentra dans la maison.

— Qu'a donc Walter? se dit lady Leyton avec surprise; il paraît

depuis quelques jours tout contraint avec moi. Peut-être la vie de la campagne lui pèse-t-elle, et le pauvre enfant n'ose me l'avouer.

Le soleil avait disparu derrière un nuage, le vent avait subitement fraîchi. Tabitha, qui savait combien était fragile la santé de sa maîtresse, vint lui apporter un manteau.

— Merci, chère fille, je vais rentrer, dit lady Leyton.

Comme elle se disposait à franchir le seuil du cottage, un homme couvert de haillons, sortit tout à coup de derrière un massif d'arbres. C'était Ruben, le vieillard que nous avons vu, la nuit précédente, servir de l'ale aux routiers.

— Ayez pitié d'un malheureux ! s'écria-t-il en se jetant aux pieds de lady Leyton.

— Qui êtes-vous? demanda celle-ci avec effroi.

— Un être digne de compassion, car s'il a commis des crimes, il les expie cruellement.

— Expliquez-vous, dit lady Leyton, agitée d'un pressentiment douloureux. Il lui semblait reconnaître cet homme et mille souvenirs confus s'éveillaient dans son esprit.

— Mon histoire sera courte, milady, répondit Ruben. Un riche seigneur avait excité ma haine ; pour me venger du mal qu'il m'avait fait, j'ai empoisonné sa vie. Par mes mensonges, je lui ai persuadé que sa femme était infidèle.

— Ruben Studley ! s'écria lady Leyton, qui chancela et fut obligée de s'appuyer sur Tabitha pour ne pas tomber.

— Oui, madame, reprit le vieillard en joignant les mains, Ruben Studley, que les remords déchirent et dont l'existence est une lente agonie. Pour l'amour du ciel, ne me maudissez pas !

— Partez d'ici, misérable, ne me faites pas oublier que je suis chrétienne. Sortez, vous dis-je, ne voyez-vous pas que votre présence me tue !

Ruben demeurait immobile, mais son regard suppliant implorait lady Leyton.

— Tu dois être satisfait de ton œuvre, homme déloyal et menteur. Tu as séparé la femme de son mari, le mère de son enfant, tu as détruit la joie du foyer domestique, semé la haine où il n'y avait qu'amour et tu viens maintenant te repaître de la vue de ta victime !

— Non, je viens...

Il n'acheva pas ; lady Leyton, brisée par la violence de son émotion, était tombée sans connaissance dans les bras de Tabitha. Le vieillard voulut s'élancer pour la secourir, mais la femme de chambre le repoussa :

— N'avez-vous pas causé assez de mal, dit-elle indignée, si elle vous voit quand elle ouvrira les yeux, c'en est fait de sa vie. — Et,

soulevant sa maîtresse dans ses bras, elle se dirigea vers le cottage avec son fardeau.

— Oh ! mon Dieu, s'écria Ruben dont les yeux éteints laissèrent échapper des larmes de désespoir, elle ne m'entendra pas ! Seigneur, serez-vous aussi impitoyable, ne me permettrez-vous pas de réparer ma faute ?

III

Le matin du même jour, Robert Hummall avait traversé d'un pas rapide la vallée de la Dove pour se rendre à un conciliabule dans lequel les Puritains du comté devaient concerter les moyens de ruiner à jamais l'influence de Charles Stuart, « ce suppôt de la grande prostituée romaine, » comme l'appelaient les fougueux sectaires de l'époque. L'espion approchait de la masse imposante de rochers connue sous le nom de *Nid de l'aigle*, quand une ligne déposée près d'un buisson sur le bord de la rivière attira ses regards. Il chercha des yeux le pêcheur négligent qui abandonnait ainsi son arme, et il aperçut à quelque distance un jeune homme dont les traits expressifs auraient peut-être paru trop délicats sans le feu qui brillait dans ses grands yeux noirs. Mais de la place où il se trouvait, Hummall ne pouvait voir que l'élégance presque féminine de sa taille et les longues boucles qui encadraient son visage. C'était Walter qui, oublieux du monde entier, se promenait la main dans la main avec une blonde jeune fille dont le costume espagnol éveilla l'attention du routier. — « Serait-ce là, se dit-il, la fille de lord Maybourne ? » Il ne tarda pas à être confirmé dans cette supposition, car, s'étant avancé de quelques pas au milieu des broussailles dont les pousses naissantes formaient un léger rideau de verdure, il vit se dessiner à l'entrée d'une grotte creusée par la nature au milieu des rochers, le burnous blanc et les traits bronzés d'un homme qu'il savait être au service du nouveau propriétaire de Leyton. Il avait appris, en effet, dans le village que lord Maybourne avait ramené d'Espagne un Maure nommé Hafed qui, délivré par son maître d'une captivité rigoureuse, lui avait voué un attachement sans bornes. Poussé par la curiosité, Hummall se glissa le long du taillis, et s'abritant derrière les rocs et les pierres moussues qui bordent le lit de la Dove, il arriva sans être aperçu tout près des trois personnages.

— Alice, chère Alice, disait le jeune homme, si vous saviez combien tout est changé pour moi depuis que je vous ai vue ! Il semble que vous ayez apporté avec vous votre ciel d'Espagne ; l'air est plus

pur, les fleurs plus fraîches, le jour plus radieux. Jamais encore la nature ne m'avait paru si belle et si riante.

— Ce ciel d'Espagne que vous vantez, Walter, me paraissait bien triste. J'étais si seule à Madrid ! Je n'ai pas connu ma mère, et j'ai pleuré bien souvent de n'avoir ni ses conseils ni ses caresses.

— Plus heureux que vous, Alice, j'ai retrouvé dans ma bonne tante la mère que j'avais perdue. Ah ! si je pouvais un jour vous la faire connaître ! Mais hélas, le découragement s'empare de moi quand je songe à la distance qui sépare miss Maybourne du pauvre Walter Gray.

En cet instant, Hafed quitta sa place pour s'asseoir sur une pierre à quelques pas des deux jeunes gens. Ce mouvement exposait Hummall à être découvert par le fidèle serviteur, il jugea donc prudent de battre en retraite. Rampant sur les pieds et les mains, il eut bientôt gagné un chemin creux qui contournait le rocher; quelques minutes après, il avait disparu. Il avait d'ailleurs appris ce qu'il voulait savoir, peu lui importait d'entendre davantage ce duo éternel, toujours le même et toujours nouveau, des cœurs qui s'éveillent à l'amour. Que lord Maybourne, retenu au manoir par son infirmité, eût laissé sa fille se promener librement dans le voisinage sous la protection d'Hafed, et que la jeune miss eût, dans ces excursions rencontré Walter Gray, le neveu de lady Leyton, cela n'avait rien de bien extraordinaire et Hummall se demandait quel parti il pourrait tirer de cette découverte sans que son esprit inventif lui suggérât une conclusion satisfaisante.

Il arriva de la sorte devant une maison d'assez belle apparence située à l'entrée du village; c'était là que les Puritains se réunissaient pour discuter les affaires publiques. Hummall y entra en étouffant d'avance un bâillement d'ennui, et sans doute l'éloquence des orateurs fut ce jour-là plus verbeuse encore que de coutume, car l'ombre des arbres s'allongeait déjà dans la campagne qu'aucun des membres de l'assemblée n'avait encore quitté la salle. Hummall sortit l'un des premiers : « Que la peste étouffe ces enragés fanatiques ! Quand ils se mettent à vociférer contre le roi et le pape, ils oublient le boire et le manger. Sept heures de séance ! Il semble que tous les rats du pays crient famine dans mon estomac, et j'ai le gosier sec comme un vieux parchemin. Cependant, si je veux voir Tabitha aujourd'hui, je n'ai pas de temps à perdre. » Il prit une avenue de peupliers qui descendait vers la Dove, et quelques instants après, il arrivait devant la maison de lady Leyton.

Afin d'attirer la femme de chambre hors du cottage, il imagina de jouer le rôle d'un colporteur ; se rappelant que Tabitha était au-

trefois légèrement entachée de puritanisme, il se mit à crier d'une voix traînante et nasillarde :

« Qui veut acheter les plus éloquents sermons des saints de la nouvelle doctrine? Voici, voici, mes frères, les paroles inspirées qui doivent convertir le monde : *l'Éperon de la grâce pour stimuler la tiédeur*, — *les Gluaux du zèle pour prendre les pécheurs endurcis*. Choisissez, ladies et gentlemen, c'est l'instant de faire votre salut. »

Cependant la porte de la maison restait close. « Ah ! ah ! pensa-t-il, cette marchandise n'a plus d'attrait pour elle. J'aurais dû m'y attendre, Tabitha était assez changeante en religion comme en amour. » Prenant alors un autre ton : « Voilà, voilà, cria-t-il, des coiffures, des rubans, des bijoux à la dernière mode, telles que les portent les femmes des aldermen, aux fêtes données par le maire de Londres. »

A peine avait-il achevé ces paroles qu'on entendit tirer les verrous de la porte. « Bon! se dit Hummall, cette fois la ruse réussit. »

Une femme d'une trentaine d'années, dans laquelle Hummall reconnut aussitôt Tabitha, malgré les quinze ans qui s'étaient écoulés depuis leur dernière entrevue, parut sur le seuil du cottage.

— Silence, ami colporteur, ma maîtresse a besoin de repos et vos cris la fatiguent. Mais vous annonciez des rubans et des coiffures, où donc est votre pacotille?

— Folle et coupable fille d'Ève! Je savais que pour t'attirer, il fallait te promettre des vanités mondaines ; je n'ai d'autre marchandise que les saintes méditations du Révérend Siméon Bellowsgrowl.

— En ce cas, vous vous adressez mal, répondit avec dépit Tabitha. Personne ici n'a besoin de vos sermons.

Elle allait rentrer.

— Arrête, femme, dit Hummall, le ciel t'a donné la beauté...

— Je le sais, répondit sèchement Tabitha, et je gâterais le présent qu'il m'a fait si je plissais mon front et si je prenais un air sombre et hypocrite comme vos Puritains.

— Tabitha...

Surprise d'entendre prononcer son nom, la jeune femme se retourna vivement.

— Tabitha, m'as-tu donc oublié? demanda Hummall en reprenant le ton ordinaire de sa voix. Le barbier qui a rasé ma chevelure m'a-t-il en même temps effacé de ton souvenir ?

— Robert Hummall ! Est-ce possible !

— Oui, Tabitha, Robert Hummall qui depuis seize ans n'a pas été une journée sans penser à toi.

— Je suis touchée d'une telle constance, répondit la femme de

chambre avec ironie ; il est malheureux seulement que je l'apprenne aussi tard.

— Est-ce ma faute si les événements nous ont séparés? Reprends ton cœur d'autrefois, Tabitha, soyons amis.

— Ton amitié ne me servira guère, j'imagine, dit-elle en se radoucissant un peu.

— Jadis, pour me délier la langue, tu avais coutume de m'offrir une pinte de bière avec un morceau de pudding, reprit-il avec tendresse; je suis toujours le même, et je ne connais rien de meilleur au monde que de boire une bouteille en regardant de beaux yeux comme les tiens.

Tabitha secoua la tête.

— Par malheur, je n'ai à te donner que de mauvaise ale, master Walter a les clefs de la cave.

— Master Walter, ce damoiseau mince et langoureux, élevé par une femme?

— Un beau et brave jeune homme, Hummal, à qui ma maîtresse a fait apprendre tout ce que doit savoir un gentleman.

— Quelle ardeur à le défendre, miss Tabitha! Un tel dévouement, j'imagine, est payé de retour.

— Votre plaisanterie n'a pas le sens commun. Master Walter est trop au-dessus de moi. Ce qu'il lui faudrait, c'est une jeune miss comme la fille du nouveau maître de Leyton-Hall.

— Oui, fit Hummall en souriant, de cette façon, la tante rentrerait avec son neveu dans son ancien domaine. J'ai entendu dire, ajouta-t-il, que miss Maybourne est belle et que son père est aussi riche que la reine de Saba.

— On parle beaucoup dans le village de ses coffres-forts pleins de lingots et de pierres précieuses, mais puisqu'il tient portes et fenêtres closes, et ne reçoit jamais personne, comment peut-on savoir ce qu'il y a derrière les murailles?

Jugeant qu'il avait regagné les bonnes grâces de Tabitha, Hummall crut le moment venu de démasquer son projet. Il s'approcha de la femme de chambre, et d'une voix basse et mystérieuse :

— Tabitha, lui dit-il, tu es une fille d'esprit ; la vue d'une guinée ne t'a jamais fait peur, si j'ai bonne mémoire. N'aimerais-tu pas à devenir une lady, à porter des robes de brocart et des colliers de pierres précieuses?

— Que veux-tu dire? répondit-elle en ouvrant de grands yeux.

— Je dis que tout cela est en ton pouvoir, qu'il dépend de toi d'avoir un carrosse, des valets en livrée et de plus pour mari un beau garçon que bien des filles t'envieraient, ton fidèle Robert Hummal.

— Bah ! fit Tabitha en haussant les épaules, je ne te savais pas devenu si riche. Mais du moment que pour être une lady, il me faut accepter un mari comme toi, j'aime mieux rester pauvre ; je te connais trop bien, Robert.

— Si je ne puis te persuader, voici qui sera peut-être plus éloquent.

— Et il fit briller un doublon aux yeux de la femme de chambre, qui étendit instinctivement la main pour le saisir,

— A la bonne heure. Écoute-moi, je te donnerai une bourse pleine de ces jolies médailles si tu m'aides à entrer dans Leyton-Hall pour voir de près les coffres-forts dont on parle tant. Un souterrain, que tu dois connaître, conduit au manoir....

— Hummal, répondit Tabitha, rouge de colère, reprenez votre or. J'étais folle d'avoir assez bonne opinion de vous pour l'accepter.

L'espion hésitait. Tabitha jeta le doublon à terre en s'écriant avec mépris : — Il ne peut être plus souillé qu'il ne l'était, sortant de tes mains. Va-t'en, misérable ; si jamais une femme est assez dépourvue de raison pour t'épouser, c'est au pied de la potence qu'elle te dira son dernier adieu.

Après avoir ainsi exhalé son indignation, Tabitha ferma la porte au nez de son ancien admirateur.

— Fort bien, murmura Hummall, nous ferons en sorte, ma mie, que ta prédiction ne se réalise pas. Et toi, serviteur infidèle, ajouta-t-il en ramassant le doublon, puisque tu n'as pu m'être utile en cette affaire, je vais aller te boire à la taverne jusqu'au dernier penny. Des coffres-forts pleins de doublons et de joyaux ! Avec l'aide du diable, j'en aurai ma part.

IV

Pendant que la paix du modeste cottage de La Grange était de la sorte profondément troublée, une scène émouvante se passait au manoir de Leyton. En rentrant au château, Alice, partagée entre l'émotion douce et joyeuse dont l'amour de Walter remplissait son cœur et le sentiment de la faute qu'elle commettait en taisant ce secret à son père, s'était réfugiée dans sa chambre pour apaiser par la solitude le trouble de son âme. Assise près de sa fenêtre, elle contemplait d'un air rêveur la vue magnifique qui s'étendait devant elle, les grands arbres et les pelouses du parc au milieu desquels serpentait un capricieux ruisseau, puis les champs, les bois, la verdoyante vallée de la Dove, et au loin le sommet bleuâtre des montagnes. Ce qui retenait surtout les yeux de la jeune fille, c'était une maison aux murailles

grisâtres dont elle devinait les contours derrière le rideau de peupliers qui la masquaient en partie. Là, demeuraient Walter et sa tante ; à ce petit cottage étaient attachés l'avenir d'Alice, ses espérances de bonheur. En ce moment, un léger bruit lui fit tourner la tête. Devant elle se tenait le maure Hafed, les mains jointes et la tête inclinée, dans l'attitude respectueuse qui lui était habituelle.

— Señora, me permettez-vous de parler ? dit-il en espagnol.

— Certainement, Hafed, n'es-tu pas mon confident, mon ami ?

— S'il fallait donner ma vie pour vous, señora, je la donnerais avec joie.

— Je le crois, mon bon Hafed. Mais qu'as-tu à me dire ?

— Connaissant mon dévouement, sachant que, pour vous, je mépriserais la souffrance et la mort, vous ne vous irriterez pas contre votre esclave s'il ose prononcer des paroles audacieuses, des paroles qu'il ne dirait à nul autre.

— Continuez, mon ami.

— Vous n'ignorez pas de quel abîme de misère lord Maybourne m'a tiré ; vous savez quelle confiance il me témoigne. Non-seulement il m'abandonne la garde de ses richesses, mais il me remet le soin de veiller sur son plus précieux trésor, sur sa fille. Et maintenant, señora, je vous le demande à vous-même, est-ce lui montrer ma gratitude, est-ce répondre à ses bontés, que de favoriser à son insu des rencontres comme celles d'aujourd'hui avec ce jeune seigneur ?

— Tu as raison, répondit Alice en lui tendant sa main qu'il couvrit de baisers : c'est une grande faute que de tromper le plus tendre des pères, le meilleur des maîtres. Mais je suis seule coupable, j'ai abusé de ton dévouement, et déjà ma conscience m'adressait de sévères reproches. Quand tu es entré, je me disais que je parlerais dès ce soir si je ne craignais....

— Que je sois puni, peut-être chassé, reprit le Maure. J'ai mérité la colère de mon maître, señora, et je me soumettrai sans murmure. Ne songez pas à moi, parlez sans retard.

— Oui, j'avouerai tout à mon père, répondit Alice. D'ailleurs, tu n'as pas encouru de blâme, mon pauvre Hafed, et je n'ai moi-même à faire aucune confidence dont je doive rougir. Celui que j'aime est digne de moi, toutes ses paroles respirent la noblesse et la franchise. Je vais à l'instant trouver mon père.

Le Maure s'inclina profondément devant Alice quand elle passa près de lui, et il demeura quelques instants immobile, absorbé peut-être dans ses réflexions, peut-être dans la prière. Il sortit ensuite lentement de la chambre et se dirigea vers le cabinet de lord Maybourne. Son attitude trahissait une inquiétude profonde, mais ce n'était pas pour lui qu'il tremblait, c'était pour sa jeune maîtresse. Bientôt le

son d'un sifflet d'argent se fit entendre. Lord Maybourne appelait Hafed.

Lorsque le fidèle serviteur entra, les yeux sans regards du vieux gentilhomme étaient levés vers le ciel, tandis que des larmes ruisselaient sur sa longue barbe grise, et que ses mains tremblantes pressaient la tête d'Alice, agenouillée à ses pieds.

— Hafed, dit lord Maybourne, ma fille m'a tout appris ; je te pardonne cette faute, la première que tu aies commise envers moi. Maintenant, laisse-nous, et veille à ce que personne ne vienne nous troubler.

Le Maure se retira sans prononcer une parole, mais son cœur était plein de joie. Il savait qu'Alice n'avait point perdu l'affection de son père.

— Mettez vos bras autour de mon cou, enfant, et embrassez-moi, dit lord Maybourne. Bien. A présent, asseyez-vous là et donnez-moi votre main.

La jeune fille obéit avec amour à cette douce prière.

— J'ai aussi un secret à vous apprendre, Alice. Un triste secret, que je m'étais promis de ne jamais révéler. Mais la confidence que vous venez de me faire m'y oblige. Toute faute, enfant, porte des fruits amers ; vous avez manqué aux devoirs d'une fille, votre cœur et le mien vont être brisés.

— Oh ! ne dites pas cela ; ne m'avez-vous pas accordé votre pardon ?

Elle couvrait de baisers la main de son père qui, vaincu par l'émotion, garda quelques moments le silence. Enfin, il reprit d'une voix sourde :

— Alice, vous m'avez demandé quelquefois de vous parler de votre mère...

— Oui, mais j'ai cessé de vous interroger quand j'ai vu combien ces souvenirs vous étaient douloureux. Vous l'aimiez tendrement, n'est-ce pas, ma pauvre mère, et sa mort a été pour vous un coup cruel ?

— Plût à Dieu qu'elle fût morte ! Non, Alice, elle vit encore ; mais elle est morte pour vous, pour moi, morte à tout ce qui rend noble et sainte l'existence d'une femme.

— Grand Dieu ! je n'ose vous comprendre.

— Elle a déserté le toit qui abritait son enfant. J'étais parti, j'étais allé conduire notre reine en France. Quand je suis revenu, ma maison était solitaire, la joie de mon foyer s'était à jamais évanouie. Non, je me trompe, elle vous laissait à ma tendresse.

— Oh ! père, père, murmura Alice en sanglotant sur l'épaule du vieillard.

— Du courage, enfant, je n'ai pas tout dit encore. Ne me sentant pas la force d'habiter les lieux témoins de mon malheur, je quittai l'Angleterre, je changeai de nom et je m'établis en Espagne. Mais je n'avais point vendu le domaine paternel ; plus tard, quand le regret de la patrie absente s'empara de moi, quand l'âge et le désespoir eurent blanchi mes cheveux et sillonné de rides mon visage déjà rendu méconnaissable par la plus cruelle des infirmités, je me dis que je pouvais sans crainte me donner l'amère jouissance de revenir dans le pays où j'avais tant souffert. C'est dans ce château que vous êtes née, Alice, je suis Edward Leyton.

— Leyton ! Edward Leyton, mais alors la tante de Walter....

— Est cette femme insensée qui a empoisonné notre existence, oui, elle-même. J'ignorais qu'elle avait eu le triste courage de rester dans ce comté, d'affronter le reproche muet que devait lui adresser ce manoir désert. J'ai su, il y a quelques jours seulement, qu'elle habitait La Grange, mais, pensais-je, les ténèbres qui m'environnent font autour de moi une solitude assez profonde pour empêcher qu'un hasard malheureux nous rapproche jamais. Je n'avais point songé à son neveu... demain nous quitterons Leyton.

— Mon père... pardonnez-moi, je vais vous offenser... Êtes-vous bien sûr que ma mère soit coupable ?

— Si j'en suis sûr ! croyez-vous donc que je l'aurais condamnée sans preuves ? Un serviteur dévoué m'a remis des lettres qui ne permettaient aucun doute. J'ai vu le misérable qui avait attenté à mon honneur ; je lui ai arraché l'aveu de sa trahison. Nous nous sommes battus et je l'ai tué, mais il m'avait fait une blessure qui m'a privé de la vue.

Alice demeura quelques moments muette et glacée d'horreur.

— Non, reprit-elle enfin, je ne puis rejeter de mon âme l'image que j'ai si longtemps, si chèrement aimée ; je ne puis croire qu'une épouse, une mère ait ainsi foulé aux pieds les serments les plus saints, fermé l'oreille à la voix de la nature !

— Laissons ce pénible sujet, Alice ; je ne vous blâme point de la défendre, mais rien, hélas ! ne saurait changer ma conviction.

— Mon père, l'avez-vous vue, lui avez-vous parlé ?

— La voir, lui parler, après un tel outrage ! Vous êtes folle, Alice.

— Elle se serait peut-être justifiée. Un juge ne condamne point un coupable sans l'entendre. Sur la foi d'un mercenaire, d'un valet, vous avez brisé votre existence et celle de ma mère. Pour moi, j'aurais cru à son amour en dépit des apparences, et je n'aurais accepté d'autre preuve que son aveu.

— Voilà bien les illusions de la jeunesse. Je devais m'attendre à

ce langage, vous accusez votre père d'injustice parce que vous aimez Walter Gray.

— Vous me faites tort, je ne songe pas à moi. Ce que je défends, c'est l'honneur de ma mère, le repos de votre vie, le nom sans tache de notre famille ! Mon père, je vous en supplie à genoux, ne soyez pas impitoyable ! Il est peut-être temps encore de réparer une fatale erreur.

En disant ces mots, son visage rayonnait de tendresse filiale ; mais le vieillard ne pouvait voir l'expression angélique et touchante de ses traits. Il se leva, tremblant de colère.

— Pas un mot de plus, Alice. Puisque ma parole a pour vous si peu de valeur, puisque vous n'hésitez pas à me croire irréfléchi et cruel, c'est l'autorité du père que j'invoquerai seule. Je vous défends de me parler jamais de cette malheureuse femme, je vous défends surtout de chercher à la voir si vous ne voulez encourir ma malédiction. Allez, et soyez prête à partir demain.

Accablée de la rigueur d'un père qu'elle avait toujours connu si tendre et si bon, Alice regagna son appartement. C'en était fait de son bonheur, c'en était fait des douces espérances dont les ailes d'or caressaient naguère son imagination. Et sa mère ! que n'avait-elle pas dû souffrir pendant ces longues années d'opprobre et d'abandon ? Oh ! combien Alice aurait voulu se jeter dans ses bras, lui dire que sa fille au moins ne doutait pas d'elle. Mais elle ne pouvait braver les ordres de son père, et le brusque départ qu'il lui avait annoncé ôtait à la jeune fille tout moyen de travailler à une réhabilitation qui était maintenant son rêve le plus cher. Elle demeura pendant près d'une heure plongée dans ses réflexions, le visage baigné de larmes qu'elle essuyait de temps à autre pour jeter un regard sur le toit moussu de La Grange. Qu'allait penser Walter ? Ne l'accuserait-il pas d'inconstance et d'oubli ? Alice n'eut point la force de supporter une telle pensée. D'une main fébrile, elle traça un billet qu'elle chargea le fidèle Hafed de remettre au jeune homme.

Le papier ne contenait qu'une seule ligne :

« Trouvez-vous à l'entrée du souterrain au coucher du soleil. »

Le passage secret que l'espion Hummal désirait si vivement connaître avait été découvert par Alice, un jour que le plan du château lui était tombé sous la main, et l'apparence du mystère flattant son esprit romanesque, elle avait pris l'habitude de suivre ce chemin, d'ailleurs beaucoup plus court, pour se rendre dans la campagne.

La nuit était venue, nuit brumeuse et chargée de nuages. Par intervalles, la lune se dégageait des vapeurs, mirait son disque pâle

dans les eaux de la Dove, et répandait sur tous les objets une lumière fantastique ; les rochers grisâtres du Nid de l'Aigle, éclairés par ces lueurs douteuses, semblaient appartenir au monde surnaturel des gnomes et des génies ; les grands arbres encore dépouillés étendaient leurs bras comme autant de fantômes, et le mugissement de la rivière, qui se brisait contre les pierres et les cailloux, ressemblait à une plainte. Walter, appuyé contre un bloc de granit, voyait les heures s'écouler avec une impatience qui allait jusqu'à l'inquiétude, car il se demandait quel motif avait poussé Alice à lui assigner ce rendez-vous mystérieux. Enfin, un bruit de pas se fit entendre, une lumière brilla entre les fentes des rochers ; le jeune homme s'élança joyeux et se trouva en présence d'Hafed.

Alice avait d'abord formé le projet de voir Walter, pour lui dire un éternel adieu et lui apprendre le secret funeste qui les séparait. A peine cependant le Maure venait-il de partir qu'elle comprit l'imprudence de sa démarche. Mieux valait écrire à son ami, mais que lui dirait-elle ? Après un intervalle de tant d'années, le calme, sinon le bonheur, avait dû rentrer dans l'âme de lady Leyton. Irait-elle le troubler en chargeant Walter de lui apprendre que son mari était près d'elle, plus irrité que jamais ? Non, puisqu'elle n'avait pas une seule parole d'espérance à faire entendre, il fallait se taire. Elle déchira la page qu'elle venait de tracer, et la soirée s'avançait déjà quand elle confia au fidèle Hafed une lettre humide de larmes et un petit médaillon.

Sans prononcer une parole, le Maure remit entre les mains de Walter le message d'Alice ; le jeune homme rompit précipitamment le cachet et, à la clarté de la lune, il lut ou plutôt devina ce qui suit :

« Cher Walter, je n'aurais pas oublié la réserve imposée à une jeune fille, je n'aurais point écrit ces lignes si nous ne devions demain être séparés pour toujours.

« Quand je vous ai quitté ce matin, l'ombre même d'un chagrin ne planait pas sur moi ; je suis en ce moment plongée dans un abîme de misère. J'ai essayé à maintes reprises de vous faire entendre comment ce changement était survenu, mais à mesure que je les traçais, les mots me déchiraient le cœur. Walter, une fatalité terrible pèse sur nous. Peut-être un jour je pourrai vous dire... Ma tête s'égare, adieu. Adieu, un millier de paroles ne pourraient pas exprimer plus de désespoir qu'il n'y en a dans ce seul adieu. Gardez le triste don que je vous envoie en souvenir de votre malheureuse Alice. »

Walter relut deux fois la lettre avant de se convaincre du malheur qui le frappait ; quand il leva la tête pour interroger Hafed, le Maure avait disparu. Il s'élança pour le poursuivre, mais au même instant une voix railleuse sortit de derrière un buisson.

— Holà ! master Gray, deux mots.

— Qui es-tu, toi qui oses m'espionner ? demanda vivement Walter en se tournant vers l'inconnu.

— Un homme de paix, reprit Hummal.

— Dis plutôt un hypocrite dont l'insolence mériterait la bastonnade.

— Non, master Gray, je ne me suis pas exposé à la maladie et à la faim, sur terre et sur mer, pour être menacé de la bastonnade quand je vous apporte un message du roi.

— Un message du roi, quelle plaisanterie est-ce là ?

— Ce n'est point une plaisanterie. Le roi a besoin de fidèles serviteurs et il a songé à vous.

— Serait-il vrai ?

— Vous n'ignorez pas qu'en ce moment il joue sa dernière chance ; bien des braves se sont déjà réunis autour de son drapeau, mais le nerf de la guerre, c'est l'argent, et il n'en a pas.

— Qu'y puis-je faire? Vous vous trompez beaucoup, mon honnête ami, si vous me croyez riche, et si vous avez recours à ce stratagème pour me dépouiller.

— Dépouiller un ami du roi ! Fi donc ! Je veux, au contraire, vous donner l'occasion de rendre à la bonne cause un service important. Lord Maybourne a, dit-on, renfermé dans son château des richesses immenses ; il faut que ces trésors, inutiles entre les mains d'un vieillard aveugle, fournissent à Charles Stuart les moyens de reconquérir son trône. Vous connaissez le souterrain qui conduit au manoir, puisque c'est le chemin que prennent vos amoureux messages, vous allez nous servir de guide.

— Misérable ! me faire une semblable proposition, à moi, Walter Gray !

Le jeune homme furieux se précipitait déjà l'épée à la main sur Hummal ; celui-ci poussa un sifflement aigu, et cinq ou six hommes, armés jusqu'aux dents, sortirent de derrière les rochers.

— Ah ! ah ! mon beau coq de bruyère, tu hérisses tes plumes, dit l'espion d'une voix railleuse. J'avais prévu ta résistance et j'ai pris mes précautions. Maintenant, écoute-moi. Nous sommes des gens résolus, qui n'abandonnons pas facilement un dessein ; nous voulons pénétrer dans le manoir de Leyton, et je te conseille de ne pas t'y opposer, car ta vie entre nos mains ne pèserait pas plus qu'un fétu de paille. Si tu nous secondes, si, grâce à toi, nous entrons dans le château sans éveiller personne, les habitants n'auront à souffrir aucun mal ; dans le cas contraire, nous serons obligés d'employer la force pour accomplir notre projet et le sang coulera. Réfléchis donc, veux-tu nous aider ?

— Plutôt mourir !

A peine ces paroles étaient-elles prononcées que les bandits, se jetant sur le jeune homme, le bâillonnèrent, couvrirent sa tête d'un manteau, lui lièrent les pieds et les mains. Puis deux bras vigoureux le saisirent, et la troupe allait se mettre en marche avec sa proie, quand un bruit léger, semblable à un froissement de branches et de feuilles, fit tressaillir Hummall.

— Qu'est-ce que cela? murmura-t-il à voix basse.

— Quelque chouette que nous aurons réveillée, répondit Cocktail.

— Il m'avait semblé entendre des pas.

— Qui pourrait venir dans ce lieu à une pareille heure? Tu rêves, Hummall.

— En route, alors !

Au bout d'une heure qui parut un siècle à Walter Gray, la bande des routiers arriva devant la masure qui lui servait de repaire. Le jeune homme fut déposé sur le sol, et Hummall ayant retiré le manteau qui l'enveloppait, il se vit entouré d'une vingtaine de bandits à figure sinistre.

— Nous aurions préféré vous voir venir de plein gré au milieu de nous, dit l'espion avec une politesse affectée. Mais c'est vous-même qui nous avez réduits à employer la contrainte.

— Le gentleman ne peut pas se plaindre de ses porteurs, reprit Cocktail. Nous l'avons tenu dans nos bras aussi tendrement qu'une jeune mère fait de son premier-né.

— Un aussi bon procédé, quand vous étiez complétement à notre merci, mérite assurément, ajouta Hummall, d'être récompensé par un peu de complaisance. Livrez-nous donc de bonne grâce le secret que je vous ai demandé, car il nous répugne à nous, les collecteurs de taxes de Sa Majesté, de verser le sang de ses sujets.

— Vous avez eu déjà ma réponse, dit fièrement Walter.

— Prends garde, ton obstination pourra te coûter cher. Encore une fois, veux-tu parler ?

— Non.

— Alors, malheur à toi !

Vingt poignards se levèrent, et Hummall dirigea contre la poitrine du jeune homme le canon de son pistolet. Au même instant, la porte vermoulue tomba en éclats ; une troupe d'hommes d'armes précédée par Ruben s'élança dans la chambre.

Voici comment ce secours inattendu arrivait si à propos.

Après avoir vu lady Leyton tomber sans connaissance, le vieillard, chassé rudement par Tabitha, était demeuré aux environs du cottage, épiant avec inquiétude les moindres signes qui pourraient lui faire connaître l'état de la malade. Il avait assisté de loin à l'entretien

d'Hummall avec la femme de chambre, et il allait se retirer quand il aperçut Hafed. Presque aussitôt Walter était sorti précipitamment ; Ruben, surpris que le jeune homme se dirigeât à une pareille heure vers la vallée de la Dove, et se rappelant que les routiers s'y étaient donné rendez-vous, l'avait suivi pour lui venir en aide au besoin. Il vit les bandits emporter leur victime, et, sûr du lieu où ils la conduisaient, il était allé en toute hâte chercher un détachement de soldats.

— Les habits rouges, sauve qui peut ! s'écria Cocktail.

— Vengeons-nous d'abord du lâche qui nous a trahis, dit Hummall.

Et il déchargea sur Ruben l'arme qui menaçait Walter.

Un faible cri s'échappa de la bouche du vieillard, puis il s'affaissa lourdement sur le sol.

V

La disparition de Walter avait causé à lady Leyton une vive inquiétude. En vain Tabitha, pour la rassurer, lui avait confié ses conjectures au sujet des absences fréquentes du jeune homme.

— Quand deux beaux yeux vous ordonnent de rester, il est difficile de partir, milady, avait-elle ajouté en riant.

Puis elle avait insisté pour que sa maîtresse, affaiblie encore par l'émotion de son entrevue avec Ruben, consentît à se mettre au lit. Lady Leyton avait haussé les épaules sans répondre. Elle était trop sûre, pensait-elle, de la tendresse et de la confiance de Walter, pour qu'il lui eût caché ce secret ; si son cœur avait parlé, il ne pouvait avoir fait qu'un noble choix ; dès lors, pourquoi se serait-il enveloppé de mystère ? Cependant les heures se passaient sans que Walter revînt ; et chaque minute augmentait l'angoisse de la pauvre femme qui songeait avec effroi aux bandes de maraudeurs répandues dans le comté ; parfois un cri lugubre retentissait dans les ténèbres ; n'était-ce pas l'appel déchirant d'un malheureux aux prises avec des meurtriers ? Non, ce n'était qu'un oiseau de nuit qui traversait le jardin en effleurant de ses ailes les branches des arbres. Épuisée par la terreur et l'insomnie, lady Leyton s'affaissa dans un fauteuil et, cachant sa tête entre ses mains, murmura une prière. Tout à coup elle tressaillit ; un bruit de pas pesant et régulier comme celui d'une troupe de soldats, venait de frapper son oreille ; il se rapprocha rapidement et s'arrêta devant la porte.

— Ouvrez, c'est moi, Walter, cria une voix bien connue.

L'instant d'après, le jeune homme était dans l'appartement de lady Leyton.

— Je vous ai causé de l'inquiétude, ma bonne tante, dit-il tendrement; mais rassurez-vous, me voici, et je n'ai aucun mal. Seulement, j'ai pensé ne pas vous déplaire en amenant avec moi un blessé, un pauvre vieillard sans lequel vous n'auriez jamais revu votre fils d'adoption. Je vais, avec l'aide de Tabitha, l'installer dans la chambre verte.

— Malheureux enfant, tu as donc couru des périls! Que t'est-il arrivé?

— J'ai été surpris par des malfaiteurs. Mais je vous dirai cela plus tard, un mourant réclame mes soins.

— Tu as raison. Conduis-moi près de lui ; je veux connaître celui qui t'a sauvé.

Elle s'était levée et avait fait quelques pas. Mais elle avait trop présumé de ses forces ; sa santé, minée par tant d'épreuves, ne pouvait supporter de si violentes secousses. Elle fut obligée de s'appuyer défaillante à un meuble.

— Ce n'est rien, dit-elle à Walter qui s'était élancé vers elle, va auprès de ce vieillard.

Comme il se dirigeait vers la chambre dans laquelle on avait déposé le blessé, Tabitha courut au-devant de lui.

— Savez-vous, monsieur, lui dit-elle, quel est l'homme que vous accueillez avec tant de sollicitude? C'est Ruben Studley, vil calomniateur, qui a causé tous les chagrins de ma pauvre maîtresse. Il était venu aujourd'hui pour lui parler — avait-il, grand Dieu! quelque nouveau malheur à lui apprendre? — sa vue seule a suffi pour la troubler au point de lui faire perdre connaissance; que serait-ce si elle découvrait que vous avez introduit dans sa maison son plus cruel ennemi?

— C'est impossible! Celui qui a si généreusement sacrifié sa vie pour moi ne saurait être le lâche Ruben Studley.

— Soit, mes yeux m'ont trompée. Conduisez donc demain lady Leyton au chevet de cet homme, pour qu'il achève de tuer celle dont, grâce à lui, l'existence n'est qu'une lente mort.

Walter, fort troublé, se rendit auprès du vieillard ; il contempla longtemps son visage décoloré, son front sillonné de rides profondes. Était-ce l'âge, la souffrance, le vice ou le remords qui les avait creusées? Depuis l'instant où il avait été frappé par Hummall, Ruben était demeuré sans mouvement ; sa respiration lente et pénible annonçait seule que la vie luttait encore en lui. Le médecin, appelé en toute hâte, déclara l'état fort grave. La balle ne pouvait être retirée et une hémorrhagie intérieure laissait peu de chances de sauver le malade.

Vers le milieu de la nuit, Ruben poussa un faible soupir, puis, ouvrant les yeux avec effort :

— Où suis-je? dit-il d'une voix éteinte.

— Chez des amis, répondit Walter, dans la maison de celui que votre dévouement a préservé d'une mort certaine.

Les traits de Ruben s'éclairèrent.

— Walter Gray! murmura-t-il. Vous m'avez exaucé, mon Dieu, je vous remercie. Je pourrai donc, avant de mourir, répéter votre sainte prière... « Pardonnez-nous comme nous avons pardonné... » Ces paroles ne me brûleront plus les lèvres, elles ne seront plus l'arrêt de ma réprobation.

S'adressant ensuite au jeune homme :

— Mes moments sont comptés, je le sens... Approchez-vous, master Gray, pour recevoir ma triste confession.

Il demeura quelques instants à se recueillir, tandis que Walter, penché sur lui, attendait ses révélations avec une anxieuse impatience.

— Il y a trente ans, master Gray, j'étais jeune encore et un sang ardent bouillait dans mes veines ; j'aimais avec passion une de mes cousines, une innocente et naïve enfant à laquelle je devais bientôt m'unir... Cependant plus l'époque de notre mariage approchait, plus ma fiancée devenait triste et inquiète... j'en sus bientôt la cause : elle avait été séduite, puis abandonnée par sir Edward Leyton. Un jour elle m'avoua sa honte en pleurant : je la repoussai avec indignation, sa mère l'accabla de reproches, et la malheureuse créature, folle de désespoir, chercha dans la mort un refuge. Je vois encore son front livide, ses longs cheveux épars, et, malgré moi... Non, je ne veux plus haïr !

Le moribond s'arrêta, suffoqué. Un flot de sang couvrit ses lèvres et une pâleur plus affreuse encore envahit ses traits. Walter crut l'instant fatal arrivé, mais le blessé se releva par un effort suprême.

— Devant ce cadavre, je fis un vœu terrible, celui de ne plus vivre que pour la vengeance. Renonçant à tout espoir d'avenir, je me condamnai au rôle de valet... C'était le seul qui me permît de suivre mon ennemi pas à pas, de l'enlacer de ma haine, de creuser l'abîme où je voulais le précipiter. Pendant dix ans, je travaillai à gagner sa confiance. Il se maria enfin. Sa femme était jeune, belle, admirée; il l'aimait autant que je pouvais le souhaiter, et je me dis, avec une joie sauvage, que la perte de cette tendresse briserait son cœur comme l'avait été le mien. Lady Leyton était vertueuse, mais trop fière pour penser que le soupçon pût l'atteindre. Elle recevait les hommages d'une foule de jeunes seigneurs... J'en profitai pour verser goutte à goutte dans l'âme de mon maître le poison de la jalousie...

— Ainsi, malheureux, interrompit Walter, pour satisfaire ta haine, tu n'as pas craint de confondre l'innocent avec le coupable!

— Laissez-moi achever, master Gray, les forces me manquent, et je veux... rendre au moins l'honneur à ma victime... Mais j'étouffe... mes yeux se voilent... O mon Dieu! Est-ce déjà la mort?

Walter approcha de la bouche desséchée du vieillard la potion que le médecin avait prescrite. Ruben reprit connaissance, et la force de la volonté surmontant la faiblesse de l'agonie, il continua d'une voix entrecoupée.

— Parmi les jeunes gens qui fréquentaient la maison, il en était un riche, beau, aimable, mais profondément corrompu... J'encourageai ses espérances, je reçus de lui des lettres... Au lieu de les donner à lady Leyton, je les gardai pour m'en servir plus tard... Il risqua enfin une proposition d'enlèvement, et quelques jours après, comme si le ciel voulait seconder ma vengeance... ma maîtresse reçut de sa sœur, de votre mère... un message qui l'obligeait à partir secrètement... Seul, j'en fus instruit...

Une nouvelle suffocation interrompit le vieillard. Quand il reprit la parole, sa voix était si éteinte, si entrecoupée, que Walter pouvait à peine l'entendre.

— On attendait le retour de sir Edward Leyton, retenu depuis plusieurs mois dans l'armée royale... Je lui montrai les lettres du séducteur... la chambre vide de sa femme... J'étais vengé! Mais vengé par un crime... par un lâche mensonge...

Il retomba épuisé sur sa couche. Walter, glacé d'horreur, sentai l'indignation faire place à la pitié devant ce vieillard, dont les traits portaient déjà l'empreinte de la majesté de la mort. Pendant quelques instants encore, les lèvres de Ruben s'agitèrent :

— Seigneur, recevez ma vie en expiation de ma faute... J'ai chassé la haine de mon cœur... Pardonnez-nous comme nous pardonnons...

Et il expira.

Le lendemain, comme Walter se disposait à se rendre dans l'appartement de sa tante pour lui apprendre les événements de la nuit, il vit arriver Tabitha toute en larmes. La femme de chambre lui raconta que la veille au soir, trouvant sa maîtresse fort souffrante, elle lui avait proposé de rester auprès d'elle. Lady Leyton s'y était refusée, disant que le repos suffirait à la remettre, mais le matin, quand la fidèle servante était entrée dans sa chambre, elle avait été saisie de terreur en voyant son visage pâle, ses yeux hagards, en écoutant les paroles sans suite qui s'échappaient de ses lèvres. Les émotions du jour précédent avaient été trop fortes pour cette frêle organisation ; un mal, dont elle avait déjà ressenti les atteintes après la disparition de son mari et de sa fille, une sorte de folie douce et touchante,

s'était de nouveau emparée d'elle. Elle demeurait des heures entières immobile devant sa fenêtre, regardant les masses de verdure du parc deLeyton, souriant à de chères images qu'elle croyait apercevoir entre les arbres ; puis des larmes abondantes jaillissaient de ses yeux, elle voulait se précipiter hors de la maison pour arrêter, disait-elle, ceux qui enlevaient son enfant ; mais à cette agitation succédait bientôt le plus complet abattement.

Walter ne quittait point sa tante ; il lui prodiguait de tendres soins qu'elle ne remarquait même pas, et il suivait, avec un muet désespoir, les progrès de la maladie, tracés en caractères trop évidents sur ce front ravagé. Sa seule consolation, consolation amère, était de contempler le médaillon qu'il avait reçu d'Alice, et qui représentait d'une manière si fidèle les traits charmants de celle qu'il aimait. Un jour que, perdu dans sa rêverie, il n'avait point entendu Tabitha entrer, la curieuse femme de chambre s'approcha pour regarder la miniature qui absorbait si complétement l'attention du jeune homme,

— Grand Dieu ! s'écria-t-elle, on croirait voir ma maîtresse à l'époque de son mariage ! C'est ainsi que miss Alice doit être à présent.

— Qui parle d'Alice? Où est-elle? dit lady Leyton sortant de sa torpeur.

— Tenez, madame, répondit Tabitha, heureuse d'entendre la malade rompre le silence obstiné qu'elle gardait d'ordinaire, n'est-il pas vrai que ce médaillon vous ressemble?

A peine lady Leyton avait-elle jeté un coup d'œil sur le portrait qu'elle poussa un cri et pressa son front de ses mains tremblantes. Puis elle tira de son sein une miniature qui représentait une petite fille d'environ trois ans, et compara les deux images d'un air d'attention profonde, tandis que Walter et Tabitha, debout auprès d'elle, suivaient ses mouvements avec une émotion indicible. Le regard vague de la folie avait disparu de ses yeux.

— D'où vient ce médaillon? Comment l'avez-vous eu? Ce sont les traits de ma fille, je n'en puis douter. La femme a tenu ce que promettait la beauté de l'enfant.

— Calmez-vous, chère tante, je vous en supplie, dit Walter, qui tremblait de voir s'évanouir cette lueur inespérée d'intelligence. La miniature... est tombée par hasard entre mes mains... On peut s'informer pourtant, savoir le nom de cette jeune fille, ajouta-t-il vivement, car les traits de lady Leyton s'assombrissaient de nouveau.

Walter pensait que la pauvre femme était le jouet d'une illusion, mais il craignait de dissiper une erreur à laquelle sa raison semblait attachée.

— Son nom ! qu'ai-je besoin d'apprendre son nom? reprit-elle.

L'amour d'une mère ne se trompe pas : voilà bien les yeux qui m'ont tant de fois regardée dans mes rêves, les lèvres qui ont murmuré à mon oreille des paroles de tendresse ! si elles pouvaient s'ouvrir, elles m'appelleraient du doux nom de mère.

Des sanglots convulsifs éteignirent sa voix. Cette crise salutaire sauvait l'intelligence de la malade, mais elle mettait sa vie en péril ; pendant plusieurs jours, le médecin désespéra de la sauver. Elle se rétablit enfin, grâce aux tendres soins dont elle était l'objet, grâce surtout à l'espérance qui était entrée dans son cœur, et Walter put lui apprendre, non sans des précautions infinies, son amour pour Alice. Lady Leyton vit dans le hasard qui avait réuni les deux jeunes gens, la main de la Providence; elle ne douta pas un instant que le prétendu lord Maybourne ne fût Edward Leyton, et elle se sentit en même temps animée d'un nouveau courage pour revendiquer ses droits d'épouse et de mère, pour repousser les iujustes accusations qui l'avaient flétrie, car maintenant elle n'était plus seule en cause, sa réhabilitation assurait le bonheur de ses deux enfants. Mais comment se justifier? elle ignorait quels mensonges on avait employés contre elle : sans doute ils étaient bien habiles, puisqu'ils avaient pu si soudainement changer en mépris l'amour le plus profond dont jamais femme eût été heureuse et fière. Walter l'instruisit alors des révélations que Ruben avait faites à son lit de mort; il lui dit comment ce malheureux, altéré de vengeance, avait éveillé le soupçon dans l'âme de son maître; comment il s'était servi, avec un art infernal, des lettres écrites par un jeune libertin, comment il avait donné à l'absence mystérieuse de lady Leyton l'apparence d'une fuite coupable.

— Si j'avais dû quitter le château, Walter, c'était à cause de toi, à cause de ma pauvre sœur! Les puritains victorieux remplissaient le comté; ton père, blessé gravement à la bataille de Naseby, fut ramené en secret, la nuit, auprès de sa malheureuse femme, à qui ce cruel spectacle fit éprouver une commotion terrible. Une maladie de cœur se déclara, et le lendemain, se sentant près de mourir, elle m'envoya un serviteur de confiance pour me supplier de quitter Leyton en toute hâte, sans apprendre à personne le motif de mon départ, la moindre imprudence pouvant trahir la retraite de ton père aux ennemis sans pitié qui le poursuivaient. Je n'osai même laisser de lettre pour mon mari ; les puritains entouraient le château et l'on disait qu'ils avaient l'intention d'y établir leur quartier général. Quand j'arrivai à Gray Manor, ma sœur allait rendre le dernier soupir. Elle me fit jurer d'être une mère pour toi, puisque Dieu, dans ses impénétrables desseins, t'enlevait à la fois les deux êtres qui devaient protéger ton enfance. J'ai tenu ma promesse, Walter, et tu

as été bien réellement mon fils, le fils de ma douleur, car j'ai payé cette maternité de mes larmes et de mon désespoir.

— Ma mère bien-aimée ! s'écria le jeune homme. Hélas! faut-il que je sois entré dans votre vie seulement pour y apporter le deuil !

— Par toi aussi me viendra la consolation; je retrouverai, grâce à toi, mon époux et ma fille. Je veux me rendre au château, je parlerai à Edward, je le convaincrai de mon innocence. Pourquoi baisses-tu la tête d'un air abattu? Crois-tu qu'en m'écoutant il ne reconnaîtra pas l'accent de la vérité?

— Il est trop tard : lord Maybourne est parti.

— Parti ! Et il ne m'a pas entendue! Il a pu me savoir si près de lui sans qu'un sentiment de pitié, de justice, ait parlé pour moi dans son cœur!

Elle demeura quelques instants silencieuse, accablée sous ce coup terrible. Puis relevant la tête :

— Mais on doit savoir où il est. Fût-ce au bout du monde, je veux le suivre.

— J'avais deviné votre désir. Je suis allé au manoir : j'ai interrogé les domestiques, je n'ai rien appris.

— Ils me répondront, à moi. Dieu n'a pas fait luire devant mes yeux cette espérance pour me la ravir aussitôt. Viens, Walter ; partons, car le doute me tue.

Le soleil brillait dans un ciel radieux : les fleurs s'épanouissaient sur les haies qui bordaient la route ; l'abeille butinait d'un air affairé; de jeunes familles de pinsons et de fauvettes s'ébattaient dans les arbres. C'était par une journée de mai, fraîche et embaumée comme celle-ci, que, vingt ans auparavant, Lady Leyton avait traversé cette même avenue pour se rendre, heureuse fiancée, au manoir où l'attendaient le bonheur et l'amour. Dans la maison déserte et sombre qu'elle apercevait à travers le feuillage, elle avait connu les joies saintes de la maternité ; c'était près de cette fenêtre, ouverte sur le midi, que la petite Alice avait essayé ses premiers pas, qu'elle était descendue craintive des genoux de sa mère, pour se jeter dans les bras de son père. A ce souvenir, des larmes brûlantes coulèrent sur les joues de lady Leyton. Le passé tout entier reparaissait devant ses yeux.

Un vieillard au teint bronzé, au visage couvert de cicatrices profondes, vint à la rencontre des visiteurs. Ancien soldat des armées royalistes, il avait servi sous Leyton et reçu de glorieuses blessures dans les batailles qui précédèrent la chute de la monarchie. Depuis cette époque le vieux vétéran n'avait point quitté son chef, et, l'âge l'empêchant de prendre part à de nouveaux combats, il avait accepté

avec reconnaissance l'emploi de gardien du manoir. Quand lady Leyton lui eut demandé où était son maître :

— Je voudrais pouvoir vous répondre, madame, dit-il, ému malgré lui par la pâleur et l'air de noblesse de l'étrangère ; mais lord Maybourne est parti sans nous apprendre où il allait.

Les instances pressantes de lady Leyton, l'angoisse profonde peinte dans son regard, triomphèrent cependant des scrupules du serviteur attendri.

— Ma foi ! s'écria-t-il, au diable la consigne ! Je n'y ai manqué de ma vie, mais il n'est pas possible que celle-ci vous regarde ! Lord Maybourne est à Londres avec sa fille ; dans quel quartier, par exemple, je n'en sais rien, et je crois qu'au moment de son départ il ne le savait pas lui-même, car l'idée de ce voyage lui est poussée tout à coup.

Mistress Leyton remercia le vieux soldat avec effusion ; puis elle reprit, pensive, le chemin de La Grange.

— Ma tante, dit Walter, à quoi nous servira ce que nous venons d'apprendre ? Londres est si grand, à ce que l'on assure ! A moins d'avoir d'autres indications, jamais nous ne trouverons lord Maybourne.

— Tu doutes, enfant ! Moi j'espère : j'ai foi en Dieu !

VI

Après une longue hésitation, le général Monk s'était ouvertement prononcé en faveur du parti royaliste. Charles II, débarqué à Douvres avec les ducs de Kent et de Glocester, avait reçu partout, sur son passage, l'accueil le plus enthousiaste. Londres ne lui réservait pas une bienvenue moins chaleureuse : les rues étaient semées de fleurs, les maisons décorées de tentures et de bannières ; le vin coulait à flots, et de bruyantes acclamations retentirent quand le lord-maire et les aldermen s'approchèrent pour haranguer le prince. Depuis son entrée dans la ville jusqu'à Whitehall, le roi fut salué par le son éclatant des trompettes et les cris assourdissants de ses fidèles sujets. Aussi put-il dire, le soir de ce jour mémorable, « que c'était bien certainement sa faute s'il était resté aussi longtemps en exil. »

Leyton était trop fervent royaliste pour ne pas trouver dans le triomphe de sa cause un adoucissement à ses chagrins personnels ; il ne savait pas encore que les dynasties renversées par les tourmentes populaires reprennent difficilement racine dans le sol, et qu'un souffle suffit à les abattre. De la maison écartée où il demeurait,

il entendait les rumeurs joyeuses de la foule ; mais, bien qu'il pût espérer de recevoir à la cour un accueil flatteur, il n'eut pas un instant l'idée d'y paraître ; il lui en coûtait trop d'exposer à la compassion, aux railleries peut-être de ses anciens amis, sa vieillesse précoce et découronnée. Parfois cependant il se demandait s'il avait bien le droit de s'isoler ainsi, de condamner Alice à partager la tristesse de sa retraite ; mais pouvait-il en être autrement ? La honte de la mère ne rejaillissait-elle pas sur le front candide et pur de la jeune fille? Leyton se reprochait amèrement le fatal désir qu'il avait eu de revenir en Angleterre, et il se promettait de retourner à Madrid dès que seraient terminées certaines affaires d'intérêt qui nécessitaient encore sa présence ; car la restauration des Stuarts lui avait permis de rentrer en possession de tous les biens de sa famille. En Espagne, du moins, au milieu des relations que lui avait créées un long séjour, rien ne rappellerait à Alice de pénibles souvenirs ; elle oublierait Walter, — on se console vite à cet âge, — et le nuage passager qui avait assombri sa jeunesse ne tarderait pas à se dissiper.

Mais quand il avait parlé de ce projet à sa fille, elle l'avait supplié, en pleurant, de ne pas l'exiler de nouveau dans cette Espagne où elle se sentait si étrangère. Elle frémissait à la pensée de quitter sans retour un pays dans lequel il lui fallait laisser sa mère et celui qu'elle regardait comme son fiancé ; depuis l'instant où elle avait su que mistress Leyton vivait encore, une préoccupation unique, incessante, avait succédé à son insouciance enfantine : elle voulait être le lien qui rapprochât deux existences désunies et perdues ; elle voulait faire éclater au grand jour cette innocence, que son cœur avait devinée ; pour arriver à ce noble but, elle se sentait capable de tous les courages, résignée à tous les sacrifices. Mais si son âme s'était fortifiée en face de la douleur, les larmes qu'elle versait en silence avaient laissé leur trace sur son visage : ses yeux avaient perdu leur éclat, ses joues leur fraîcheur ; sa démarche n'était plus vive comme autrefois, et Leyton étouffait souvent un soupir en écoutant sa voix douce et triste ; le vieillard aveugle voyait, avec les yeux de l'amour paternel, les ravages que faisait le chagrin sur ce front de dix-huit ans.

Leyton avait repris à Londres son nom véritable : le tumulte d'une grande ville, le bruit des événements politiques suffisaient, pensait-il, à détourner de lui l'attention. Au milieu des ambitions qui assiégeaient le trône, des soucis et des joies de la royauté nouvelle, qui se souvenait encore du brillant colonel de 1640 ? Il désirait être oublié, et il le fut. Le hasard voulut pourtant que la maison où il s'était établi avec Alice fût voisine de celle d'un de ses amis d'enfance, sir Ralph de Newberry, qui, fidèle comme lui à une cause vaincue, se retirait comme lui lorsqu'elle était triomphante, laissant à de plus

jeunes le soin de diriger les affaires de l'État. Séparé de Leyton par les désastres qui suivirent la bataille de Naseby, sir Ralph avait entendu vaguement parler de ses malheurs domestiques ; lorsqu'il le revit aveugle, triste et solitaire, lorsqu'il considéra le pâle et touchant visage d'Alice, il comprit qu'il y avait là une blessure encore saignante, et il eut la délicatesse d'éviter ce sujet douloureux. Leyton, rassuré sur ce point, se livra tout entier à la joie de rappeler ses souvenirs de jeunesse : il parla de ses campagnes, de ses voyages, de la restauration des Stuarts, et il ne laissa point partir Newberry sans lui avoir fait promettre de revenir souvent et d'amener avec lui sa femme.

Alice vit avec joie se renouer une amitié qui pouvait retenir son père à Londres. De son côté, mistress Newberry se sentait attirée vers elle par une vive sympathie. Aimante et généreuse, elle comprenait quel vide l'absence de sa mère avait dû faire dans la vie de la pauvre enfant. Était-il étonnant que son cœur se fût replié sur lui-même et que son malaise moral se trahît par la langueur de ses yeux et l'abattement de toute sa personne ? Leyton aimait Alice, mais les hommes ont la main trop rude pour manier cette fleur délicate qu'on appelle l'âme d'une jeune fille. Mistress Newberry chercha doucement à soulager la douleur qu'elle devinait ; elle gagna peu à peu l'affection d'Alice, qui un jour, se jetant dans ses bras, lui avoua le triste secret de sa famille : elle lui dit combien elle souffrait de voir la vieillesse sans joie de son père, de songer au désespoir, à l'opprobre immérité de sa malheureuse mère ; une funeste erreur les séparait seule, elle en était sûre, mais elle n'avait aucun moyen de la découvrir, de faire briller la vérité devant l'esprit de lord Leyton, puisque ce dernier avait défendu qu'on prononçât devant lui le nom de sa femme. Et pourtant, celle qu'il condamnait avec tant de rigueur, c'était pour la noblesse de son esprit et de ses sentiments, plus encore que pour sa beauté, qu'il l'avait choisie. Alice le lui avait entendu dire avec une amertume dont elle ne comprenait pas alors la cause. Comment cette âme pure, cette épouse irréprochable aurait-elle pu renier en un jour son passé, et tomber tout à coup dans un tel abîme de dégradation ?

La conviction profonde qui animait Alice, donnait à ses paroles une force entraînante. Mistress Newberry se sentit remuée jusqu'au fond du cœur.

— Non, non ! s'écria-t-elle, la mère d'une telle fille ne saurait être coupable !

Pendant ce temps, lady Leyton et Walter arrivaient à Londres. Leur premier soin, après s'être pourvus d'un logement à l'auberge des *Deux Ancres*, l'une des plus modestes de la Cité, fut de s'enqué-

rir des amis de la famille avec lesquels ils supposaient que Leyton avait peut-être conservé des relations ; mais, depuis quinze ans, bien des transformations s'étaient opérées dans la grande ville : de nouveaux acteurs avaient remplacé les anciens sur cette scène changeante, et pendant plusieurs jours les recherches furent vaines. Enfin Tabitha se souvint d'un sien oncle qui tenait, non loin du Parlement, une taverne fréquentée par la plupart des gentilshommes de Westminster; peut-être obtiendrait-on près de lui des informations utiles. Le lendemain donc, Walter et la femme de chambre partirent dès le matin pour se rendre chez le cabaretier. La foule encombrait déjà les rues, coudoyant les deux provinciaux, riant de leur ébahissement naïf.

— Eh! ma belle mariée, vous venez acheter votre corbeille de noces? disaient à Tabitha de malins apprentis ; suivez-moi, je vous montrerai les meilleures boutiques.

Celle-ci, le visage en feu, repoussait rudement les importuns; mais c'était surtout quand les railleries s'adressaient à Walter, qu'elles l'irritaient davantage. Après une heure qui leur parut un siècle, ils arrivèrent devant la taverne de *la Sirène.* Tabitha dit au garçon qu'elle désirait parler sans retard à son maître, et jugeant, à l'air renfrogné de cet homme, qu'il ne lui serait pas facile d'obtenir l'audience matinale qu'elle demandait, elle se glissa derrière ses talons, dans une petite chambre formant arrière-boutique, où elle aperçut un vieillard gros et gras, au nez bourgeonné, au ventre légèrement proéminent, qui paraissait absorbé par la préparation d'une sorte de grog, prélude indispensable de son déjeuner.

— Voilà qui est contre la règle de la maison, dit-il en se tournant vers les visiteurs avec un courroux comique ; cette chambre est un sanctuaire, et les droits des clients expirent à la porte.

— Mais nous ne sommes pas des clients, dit Tabitha. Regardez-moi bien, maître Magnus.

— Cette voix... j'aurais juré que je l'avais entendue pour la dernière fois quand mistress Magnus, ma défunte épouse, est partie pour le grand voyage. Elle était devenue si acariâtre, si aigre, la chère et digne femme, qu'un beau jour la machine s'est brisée comme une bouteille de bière qui fermente trop.

— Ainsi vous m'avez oubliée, moi, votre petite Tabitha, que vous avez fait si souvent sauter sur vos genoux, quand vous étiez au pays?

— Par ma foi, ma fille, je ne t'aurais pas reconnue, tant tu es grande et belle. Mais oui, maintenant que je te regarde, tu ressembles à ta défunte tante ; en mieux, bien entendu. Allons, embrasse ton vieil oncle : là, comme autrefois.

Tabitha obéit, et deux baisers sonores retentirent sur les joues du vieillard.

— Ah çà! reprit Magnus. Qu'es-tu devenue depuis tant d'années? Tu dois être mariée, je suppose?

— Non, mon oncle, répondit Tabitha en rougissant légèrement. Je suis encore au service de lady Leyton, et voici master Gray, le neveu de ma maîtresse.

— Soyez le bienvenu, dit Magnus qui salua respectueusement le jeune homme. Ainsi, Tabitha, tu es toujours restée chez les mêmes maîtres. Je n'aurais pas attendu de toi une telle constance, ajouta-t-il en riant.

— Parce que j'ai donné son congé à ce Thomas Handson que vous vouliez me faire prendre pour mari ; mais il sentait le puritain d'une lieue, mon oncle! Quant à lady Leyton, si je suis demeurée auprès d'elle, ce n'est point à mes mérites, c'est à sa bonté, à son indulgence, qu'il faut l'attribuer.

— Le dévouement que tu as montré, Tabitha, reprit Walter, te donne droit à l'affection de ma famille. Oui, maître Magnus, ma tante n'a jamais eu d'amie plus sincère, plus fidèle que votre nièce.

— Par saint George! je suis content de vous entendre parler ainsi. Je savais bien que Tabitha était une bonne âme, et qu'elle le montrerait, malgré les prédictions de ma femme, qui assurait qu'elle ne serait jamais qu'une coquette. Mais si le désir de voir son oncle l'a conduite à la taverne de *la Sirène*, je dois supposer que vous avez d'autres motifs pour l'accompagner.

Walter apprit au digne cabaretier le service qu'il attendait de lui. Perdu dans cette grande ville où il ne connaissait personne, il espérait pouvoir, avec l'aide de Magnus, retrouver quelques-uns des anciens amis de Leyton. L'aubergiste flaira bien un mystère, et jetant un regard sur Tabitha, il se promit de l'éclaircir ; mais il n'osa faire de questions, et se mit à énumérer d'un air d'importance, les noms et les titres de ses principaux clients. Déjà Walter et Tabitha secouaient la tête d'un air découragé, quand Magnus se frappa le front, comme éclairé d'uné idée subite.

— Mais j'y pense : j'ai précisément ce qu'il vous faut ; je l'oubliais d'abord, parce que ce n'est pas une de mes meilleures pratiques ; cependant il était autrefois fort lié avec le colonel Leyton, et je les ai vus bien souvent vider ensemble une bouteille de porter. C'est sir Ralph Newberry.

— Sir Ralph Newberry ! s'écria Tabitha ; oui, oui, je me rappelle l'avoir vu chez ma maîtresse. C'était un homme plein d'honneur et de loyauté.

Walter s'enquit de la demeure du vieux gentleman et reprit, le cœur

plus joyeux, le chemin de son logis. Se souvenant toutefois des tribulations qu'il avait essuyées dans les rues populeuses de Londres, il résolut de prendre un chemin détourné, longea Old Bourne, dont les riants petits jardins formaient un agréable contraste avec la boue noire qui attristait ses yeux dans le quartier de la Cité, et il se félicitait, avec Tabitha, du changement de leur itinéraire, lorsque des clameurs étranges, semblables à celles d'une foule ameutée, parvinrent à ses oreilles.

— Quel est ce bruit? demanda-t-il à un vieillard qui arrosait ses fleurs.

— Oh ! répondit celui-ci d'un air d'indifférence, c'est une musique à laquelle doivent s'habituer les habitants d'Old Bourne : tous les condamnés passent par ici pour aller à Tyburn, et il paraît qu'il y en a encore un qui dansera aujourd'hui à la potence. Mais entrez chez moi jusqu'à ce que la charrette soit passée, pour ne pas vous trouver au milieu de la populace.

— Oh ! mon Dieu ! s'écria Tabitha, faut-il que nous ayons à subir un pareil spectacle ! Je vous en prie, master Walter, acceptez l'offre de ce gentleman.

En disant ces mots, elle se précipita tout effrayée dans le jardin.

En face du cottage, se trouvait la taverne de *George*, où les malheureux condamnés s'arrêtaient d'habitude pour boire une dernière rasade et faire, devant la foule, étalage d'audace et de sang-froid. L'homme que, ce jour-là, on conduisait au gibet, ne paraissait pas devoir remplir l'attente de la tourbe ignoble qui s'agitait autour de lui : bien qu'il essayât de sourire, comme pour défier la mort, la pâleur de ses joues et le tremblement convulsif de ses membres, trahissaient son agonie intérieure. A peine Walter eut-il jeté un regard sur lui, qu'il s'écria :

— Je ne me trompe pas ! c'est le misérable qui servait de chef aux *King's Rogues* et qui voulait me tuer !

Il s'était tourné vivement vers Tabitha ; mais, à sa grande surprise, il vit qu'elle était agenouillée, priant avec ferveur, tandis que ses yeux se remplissaient de larmes et que ses lèvres, d'ordinaire si rieuses et si vermeilles, étaient devenues livides. Elle avait, elle aussi, reconnu Robert Hummall, et elle se rappelait qu'autrefois peu s'en était fallu qu'elle ne consentît à être sa femme.

— Quelques jours après, sir Ralph, instruit de l'arrivée de lady Leyton à Londres, et disposé, par les instances de mistress Newberry, à soutenir chaleureusement sa cause, se dirigeait vers l'auberge des *Deux Ancres*. En retrouvant si profondément changée par le chagrin celle qu'il avait connue autrefois belle et brillante, le vieux gentleman se sentit ému de compassion et de respect. Lady Leyton aurait voulu

se rendre immédiatement auprès de son mari ; sir Ralph la supplia de renoncer à ce projet. Il savait combien son ami revenait avec peine sur les impressions qu'il avait reçues, et il craignait de voir la pauvre femme s'exposer à une douleur nouvelle ; car il ne se dissimulait pas que sa justification, suffisante peut-être pour un esprit impartial, ne le paraîtrait pas à ce juge prévenu. Ruben Studley aurait pu faire éclater l'innocence de sa victime, mais il était mort, et sa confession, passant par la bouche de lady Leyton et de Walter, perdait singulièrement de son importance. Newberry espéra que sa propre conviction, sa parole loyale et ferme triompheraient plus aisément de la résistance qu'il prévoyait. Il résolut de faire le jour même cette délicate démarche, et il quitta l'auberge des *Deux Ancres* en promettant de revenir le lendemain.

Lady Leyton ne ferma pas l'œil de la nuit. Dieu seul sait ce qu'il y a parfois d'angoisse et d'amertume dans une heure d'attente, alors que, l'esprit dévoré d'inquiétude, la poitrine oppressée, le sang plein de fièvre, nous cherchons à deviner l'arrêt qui décidera de nos plus chères espérances. Midi sonna enfin, et, bientôt après, le pas de sir Ralph retentit sur l'escalier. Lady Leyton se précipita au-devant de lui... Un regard suffit à lui faire connaître sa sentence, et une pâleur mortelle couvrit ses traits.

— Vous vous taisez, mon ami, dit-elle ; hélas ! il n'est pas besoin de paroles pour m'apprendre que l'on me croit toujours coupable. Je devrais avoir assez de courage pour ne pas me plaindre, car la Providence, je le sais, nous châtie pour notre bien. L'épreuve, cependant, est si longue, si douloureuse, que parfois le murmure monte à mes lèvres.

— L'obstination de Leyton est presque de la cruauté, dit sir Ralph.

— Non, non ; ne l'accusez pas. Mieux que vous je connais ce cœur aimant et droit : pour qu'il m'ait condamnée, il faut que les preuves de ma faute lui aient paru bien évidentes.

— Quoi ! l'aimeriez-vous encore ?

— Si je l'aime ! De toute mon âme ! Il s'agit de son bonheur, du bonheur de ma fille, et je braverais mille fois la mort pour prouver que je ne suis pas coupable.

— Leyton ne voudra jamais avouer qu'il a été injuste envers vous. Il en coûte trop à son orgueil. La confession de Ruben Studley est, d'après lui, une fable inventée à plaisir.

— A-t-il dit cela ?

— Oui ; et tous mes efforts pour le convaincre ont été inutiles.

— Il y a une personne dont il croira le témoignage.

— Qui donc ?

— Moi. Que je parvienne seulement jusqu'à lui, et je réussirai, j'en suis sûre, à lui faire révoquer son injuste condamnation.

— Noble et courageuse amie ! En vous écoutant, je ne puis m'empêcher de reprendre confiance. Oui, il faut que Leyton vous entende ; il faut qu'il sache quel cœur il a méconnu. Dès que j'aurai trouvé un prétexte pour vous introduire près de lui, je reviendrai vous prendre. Mais êtes-vous bien décidée à tenter cette épreuve, qui peut-être n'amènera qu'une humiliation nouvelle ?

— Rien n'ébranlera ma résolution, répondit-elle en lui tendant la main, qu'il porta respectueusement à ses lèvres.

Alice avait appris de mistress Newberry la tentative faite par sir Ralph et le refus qu'il avait essuyé. Dans l'amertume de son chagrin, l'ardente jeune fille avait songé à courir se jeter dans les bras de sa mère, pour que la tendresse de son enfant la consolât au moins de la rigueur de son mari. Une seule crainte l'avait retenue : c'était de fermer irrévocablement toute voie de réconciliation si elle exaspérait son père en bravant sa défense.

Le dîner venait de finir. Leyton et Alice, plongés dans de sombres réflexions, avaient quitté la salle à manger sans échanger une parole ; il semblait que l'ombre se fût épaissie autour du vieillard aveugle ; la jeune fille était sa lumière : le nuage de tristesse qui l'enveloppait obscurcissait tout autour d'elle. Le bruit d'une voiture qui s'arrêtait à la porte, rompit ce pénible silence.

— C'est mistress Newberry ! s'écria vivement Alice en s'élançant hors de la chambre.

Mistress Newberry avait promis de venir lui apprendre comment sa mère aurait reçu l'accablante nouvelle.

— Hé bien ? demanda-t-elle les yeux pleins de larmes.

— Sir Ralph a vu lady Leyton ; je l'ai vue moi-même, j'ai pu apprécier combien elle est noble et pure.

— Oh ! soyez bénie mille fois pour ces paroles ! dit Alice en pressant les mains de son amie.

— La sainte femme ne perd pas tout espoir : elle veut voir ton père, se défendre devant lui. Elle est digne de ton amour, Alice, car c'est pour toi surtout qu'elle est résolue à tenter cette héroïque épreuve.

— Ma mère bien-aimée ! Hélas ! que ne puis-je l'embrasser, lui dire mon respect et ma tendresse ! Mais comment l'introduire ici ? Mon père ne consentira jamais à la recevoir.

— C'est pour cela que nous devons imaginer un moyen de l'amener en sa présence sans qu'il s'en doute. Nous en reparlerons demain, car il s'étonne sans doute de notre absence.

— Demain ! s'écria la jeune fille, remettre à demain, quand ma

mère souffre et attend ! Non, non ; je sais ce qu'il faut dire. Venez, vous me seconderez.

Et elle entraîna mistress Newberry au salon, en murmurant quelques mots à son oreille.

Lord Leyton exprima vivement à la visiteuse le plaisir que lui causait sa présence. Non-seulement il aimait, il appréciait cette charmante femme, mais encore il lui était reconnaissant de son affection pour Alice. Il s'apercevait que sa fille était moins abattue les jours où elle avait vu son amie, et il espérait que peu à peu la douceur de cette intimité dissiperait sa tristesse. Comme il en témoignait sa gratitude à mistress Newberry, Alice entoura de ses bras le cou du vieillard.

— Pardonnez-moi, mon bon père, lui dit-elle ; il devrait me suffire d'être auprès de vous pour me trouver heureuse, et bien souvent je me reproche de ne pas répandre plus de joie autour de vous.

— Comment le pourriez-vous, pauvre enfant ? reprit mistress Newberry. La vie que vous menez convient-elle à une jeune fille ? Je ne voudrais pas vous offenser, Leyton, mais est-il étonnant qu'Alice perde ses couleurs et sa gaieté, quand elle n'a d'autre compagnie qu'un vieux soldat comme vous et un serviteur taciturne ?

Leyton soupira.

— Vous avez peut-être raison, dit-il, et c'est pour cela que je veux au plus tôt retourner en Espagne, quitter ce pays où nous sommes condamnés à l'isolement.

— Je ne me plairais pas davantage à Madrid, mon père, répondit vivement Alice. Ce qu'il me faudrait, ce serait d'avoir à toute heure une compagne, une amie comme ma chère mistress Newberry. Nous en parlions l'autre jour ensemble, et...

— Tu veux me quitter, Alice ? s'écria le vieillard avec amertume. Oh ! sans doute, la maison de mistress Newberry est plus gaie que la mienne ; il est naturel que tu désires y passer quelque temps.

— Non, mon père, je n'ai jamais songé à cela. Notre excellente amie songeait à vous prier de mettre auprès de moi une personne de confiance, une dame pour qui elle éprouve la plus vive affection, la plus grande estime... Mais il vous déplairait sans doute d'avoir chez vous une étrangère.

— Le ciel me préserve de refuser une demande aussi raisonnable ! reprit Leyton, heureux qu'il ne fût pas question de se séparer d'Alice. Voyons, mistress Newberry, quelle est la compagne que vous souhaitez donner à ma fille ?

— Une parente éloignée de mon mari, restée veuve et sans enfants. Elle a, je puis vous l'assurer, l'expérience et le jugement qui sont nécessaires pour guider la jeunesse, et de plus elle possède des

qualités si admirables, qu'Alice ne tardera pas à l'aimer. Elle se nomme mistress Stanley.

— Fort bien. Arrangez donc cette affaire le plus tôt qu'il vous sera possible.

— Je verrai notre parente demain matin, et je tâcherai de l'amener avec moi dans la journée.

Alice remercia son amie d'un regard où se lisait une joie ineffable. Jamais elle ne s'était sentie si heureuse, jamais sa beauté n'avait été plus touchante. Au moment où elle reconduisait mistress Newberry, celle-ci se pencha vers elle avec un sourire.

— Notre complot a réussi, dit-elle : je vais annoncer à lady Leyton que demain, sous le nom de mistress Stanley, elle va pouvoir tenter l'épreuve solennelle d'où dépendent votre bonheur et le sien. Mais il y a encore quelqu'un qui souffre d'être loin de vous : ne me donnerez-vous pas pour lui une bonne parole?

La jeune fille rougit, et, se détournant pour cacher son trouble, elle détacha de sa ceinture une fleur qu'elle tendit à mistress Newberry.

Quelques instants après, Alice prétexta une grande fatigue et se retira dans sa chambre. Il lui tardait d'être seule pour réfléchir aux événements de la journée, à la conduite qu'elle devait tenir le lendemain. Elle allait donc voir sa mère, contempler ce doux visage qui apparaissait tout rayonnant d'amour dans ses plus lointains souvenirs d'enfance ; elle allait pouvoir essuyer ses larmes, lui faire oublier, à force de tendresse, les cruelles années de la séparation ; elle la verrait, entourée d'honneur et de respect, assise à ce foyer que son absence avait laissé si désert ; la vieillesse de son père serait enfin consolée... Mais si lord Leyton demeurait inexorable... Un frisson parcourut les veines d'Alice. Que ferait-elle s'il lui fallait choisir entre sa mère, victime d'une injuste accusation, et son père, accablé d'une cruelle infirmité? Lui faudrait-il abandonner l'un ou l'autre en face du malheur? Elle se laissa tomber à genoux, suppliant Dieu de lui épargner une si terrible alternative. Quand elle se releva, son agitation s'était calmée : elle se sentait forte devant la lutte et la souffrance. Qu'étaient ses propres chagrins auprès de ceux qui avaient déchiré le cœur de Lady Leyton ?... Un attendrissement profond s'empara d'elle à ce souvenir, et son regard se dirigea vers un petit coffret de bois de rose, relique précieuse qu'elle avait rapportée du Derbyshire. Le jour de son départ, alors qu'elle croyait quitter pour toujours le vieux manoir, elle s'était rendue dans la chambre de sa mère, et s'était emparée d'une boîte à ouvrage qu'elle savait lui avoir appartenu. Souvent, de-

puis son arrivée à Londres, elle avait couvert de baisers le bois insensible, se disant que sans doute les mains de lady Leyton l'avaient touché bien des fois. Que renfermait ce coffret? Alice ne le savait pas; car, dans sa précipitation, elle avait oublié d'en prendre la clef. Tandis qu'elle le considérait, elle se rappela qu'elle avait un nécessaire à peu près semblable; elle courut le chercher : la forme et les dimensions des deux serrures étaient exactement les mêmes. D'une main tremblante elle saisit la clef, puis elle essaya d'ouvrir le coffret. Elle y réussit et jeta dans l'intérieur un regard plein d'émotion. La boîte renfermait des ouvrages de femme commencés : un bonnet d'enfant garni de dentelles, des broderies... « Pauvre mère, pensa la jeune fille, c'était pour moi qu'elle travaillait! »

En ce moment, une lettre pliée à demi, placée comme par hasard au milieu des rubans et de la mousseline, attira son attention. Nulle enveloppe ne la protégeait : c'était sans doute un papier de peu d'importance. A peine Alice y eut-elle jeté les yeux, qu'un cri de surprise lui échappa; son regard avide semblait dévorer les lignes et ne pouvoir s'en détacher. Enfin, après avoir imprimé ses lèvres sur la lettre, dans un transport de joie et de reconnaissance, elle la replaça dans le coffret en s'écriant : « Maintenant, ma mère, vous êtes sauvée! »

VII

Le lendemain, dans la matinée, lord Leyton faisait avec Hafed un tour de promenade dans le jardin, quand arriva mistress Newberry, accompagnée d'une dame que l'on annonça sous le nom de mistress Stanley. Alice, qui attendait avec une impatience fébrile l'arrivée des visiteuses, se trouvait déjà au salon. Son cœur battait avec violence, et ce fut à grand'peine qu'elle maîtrisa son émotion pendant que le domestique avançait des siéges avec une lenteur qui lui parut mortelle. Enfin la porte se referma : la mère et la fille s'élancèrent l'une vers l'autre et se tinrent longtemps embrassées. Heureuse lady Leyton! Elle avait retrouvé son enfant, et cette heure enivrante effaçait tout ce qu'elle avait souffert! Heureuse, heureuse Alice! le vide de son cœur, ce vide que l'amour maternel peut seul remplir, était maintenant comblé, et le péril qui avait menacé d'engloutir le bonheur de sa jeunesse, conjuré à jamais!

Une pareille scène ne se décrit pas : la plume est impuissante à rendre ce qu'il y avait de joie et de tendresse dans l'effusion de ces deux âmes longtemps renfermées en elles-mêmes, dans l'étreinte de

ces mains qui ne pouvaient se séparer, dans ces regards enivrés d'amour, dans cet oubli complet du monde extérieur.

Mistress Newberry interrompit les épanchements de la mère et de la fille pour leur annoncer que lord Leyton montait les degrés du perron. Le vieillard, guidé par Hafed, vint s'asseoir dans un fauteuil. Sa femme suivait d'un œil attendri sa marche hésitante, et contemplait avec tristesse les ravages produits par quinze années de séparation. Les boucles blondes de la chevelure étaient devenues presque blanches, les yeux, limpides et brillants d'intelligence, avaient perdu la lumière ; la vigueur des membres avait fait place à une vieillesse prématurée. Cependant une tendresse plus vive que jamais remplissait le cœur de lady Leyton, et, si elle n'avait été retenue par la prudence, elle se serait précipitée vers lui. Mais elle fit effort sur elle-même et demeura immobile, cachant son front dans ses mains brûlantes.

Si Leyton avait pu voir autour de lui, il eût été, sans doute, bien étonné du spectacle qui se fût offert à ses regards : sa fille et mistress Newberry, penchées avec une sollicitude inquiète vers une femme qui paraissait en proie à la plus vive émotion. Dans les traits flétris de l'étrangère, il n'aurait pas tardé à reconnaître un visage qui avait été autrefois la joie de ses yeux, l'orgueil de son âme. Mais il était aveugle, et rien ne pouvait lui faire deviner la présence de celle qu'il avait autrefois si chèrement aimée. Entendant parler près de lui, il demanda :

—Mistress Stanley est-elle arrivée?

— Oui, monsieur, répondit une voix à peine distincte.

Ces deux mots si simples firent tressaillir Leyton. Une douce et ancienne musique, gravée dans son souvenir, venait-elle de frapper ses oreilles ?

Après un moment de silence, il reprit avec effort :

— Mistress Newberry vous a dit, sans doute, quel emploi vous aurez à remplir ici ?

— Oui, monsieur.

— Vous êtes demeurée veuve et sans enfants? reprit Leyton après une nouvelle pause. Nous ne devons pas plaindre ceux qui meurent jeunes : c'est dans leur tombe que germent les fleurs du paradis. Ma fille a fait une perte plus cruelle : elle n'a pas connu sa mère.

— Est-il possible? Je croyais que lady Leyton vivait encore.

— Pas pour elle ! pas pour moi ! s'écria le vieillard avec violence. Mais qui me parle? quelle est cette voix ?

— Celle d'une personne qui veut vous prouver que vous avez été injuste envers votre femme, que vous vous êtes laissé tromper par une odieuse calomnie. Comment avez-vous pu repousser, sans l'en-

tendre, la compagne que vous aviez juré de défendre et de chérir? Ah! que du moins aujourd'hui votre esprit s'ouvre à la vérité, que les aveux tardifs de Ruben Studley...

— Qui es-tu, au nom du ciel! toi qui me tiens un tel langage?

— Marguerite, votre femme! dit-elle en tombant à genoux aux pieds de Leyton; votre femme, qui ne protestera pas en vain de son innocence, que vous croirez quand elle affirmera, devant le Dieu vengeur des parjures, qu'elle a le droit de porter votre nom sans rougir.

Leyton essaya de répondre, mais si grande était la violence de son émotion, qu'aucun son ne sortit de ses lèvres.

— Me rendez-vous votre estime, votre amour?... Ou bien serez-vous seul à me refuser toute justice?...

— Ce départ précipité, qui ressemblait à une fuite...

— Ma sœur mourante m'appelait auprès d'elle; je n'eus que le temps d'arriver pour recevoir son dernier soupir et recueillir l'héritage qu'elle voulait me léguer, son fils unique Walter. Il est en ce moment à Londres avec moi.

— Non, non, murmura Leyton; je ne puis pas avoir été si injuste! J'ai eu des preuves.

Atterrée devant cette incrédulité opiniâtre, lady Leyton se taisait. Alice s'avança près de son père, et tirant un papier de son sein:

— Moi aussi, je vous apporte des preuves. C'est la lettre adressée par ma mère au misérable qui l'avait offensée. Interrompue, sans doute, au moment où elle l'écrivait, par le message de sa sœur, elle oublia tout le reste, et ce billet ne fut point remis. Je l'ai retrouvé hier dans un de ses coffrets. Lisez-le à mon père, mistress Newberry.

Cette lettre était le cri d'indignation d'une âme pure qui se trouve pour la première fois en présence du vice. Jamais la vertu n'avait pris un langage plus énergique et plus touchant. Quand la lecture fut achevée, lady Leyton reprit avec tristesse, en s'adressant à son mari:

— Peut-être douterez-vous encore; peut-être croirez-vous à une ruse de l'amour filial. S'il en était ainsi, faites examiner ce billet par une personne qui ait votre confiance: faites-en comparer l'écriture, jaunie par le temps, avec celle des lettres que je vous adressais quand vous m'estimiez et que vous aviez foi dans mon amour...

— Assez! pardonne-moi, ma pauvre et bien-aimée Marguerite! J'ai été cruel; mais j'ai tant souffert!

Pour toute réponse, elle se jeta dans les bras de Leyton, et couvrit son visage de larmes et de baisers.

. . . .

Avant que l'automne se fût écoulé, des spirales de fumée bleuâtre,

s'échappant joyeusement des cheminées du manoir de Leyton, annonçaient que la vie était enfin rentrée dans ses salles mornes et désertes. Les haies, qui depuis longtemps poussaient au hasard, avaient été de nouveau soigneusement taillées, de manière à former des murailles de verdure, que diversifiaient çà et là de grands ifs auxquels le ciseau d'un savant jardinier avait donné un aspect étrange et fantastique ; un fin gazon couvrait les pelouses, la terrasse était sablée, et, devant l'entrée du parc, un paon promenait fièrement son plumage aux mille couleurs.

Souvent, quand le soleil brillait, on voyait sortir du château un vieillard aveugle, appuyé sur le bras d'une femme qui guidait ses pas avec tendresse ; un peu plus loin, Alice et Walter, dont le mariage avait été fixé aux fêtes de Noël, s'absorbaient dans un doux entretien qui leur faisait oublier les heures. Des hôtes nombreux allaient et venaient, égayant le château de leur présence ; les pauvres affluaient aussi, et ils s'en retournaient consolés, emportant une aumône et de bonnes paroles.

ÉMILE JONVEAUX.

LES PREMIÈRES ANNÉES
DE
LA PAIX AUX ÉTATS-UNIS

I. *Report of the secretary of the treasury on the state of the finances for the year* 1865. — II. *Same for* 1866. — III. *Report of a commission appointed for a revision of the Revenue system of the United-States*, 1865-1866 ; *David A. Wells, Stephen Colwell, Samuel S. Hayes, commissionners.* — IV. *Report of the special commissionner of the Revenue* 1867 [1].

Dans une brochure que nous avons publiée il y a deux ans[1], nous avons cherché à établir que la richesse des États-Unis n'avait été ni détruite ni diminuée par la guerre civile qui venait alors de finir, et que le peuple américain serait parfaitement en mesure de supporter les charges qu'il avait dû s'imposer pour sauvegarder son existence nationale. Les documents officiels qui sont énumérés en tête de cet article démontrent de la manière la plus péremptoire que nos conclusions n'avaient rien de hasardé. En effet, la facilité avec laquelle un peuple acquitte les impôts est la preuve la plus évidente de sa prospérité.

Avant la rébellion, les Américains soupçonnaient à peine ce que c'est que le poids des impôts. Tout le revenu provenait des douanes qui pourvoyaient pour ainsi dire seules aux dépenses fédérales. Les droits de douane constituant une taxe indirecte sur des produits

[1] Voir *la Dette et les ressources des États-Unis*, par M. Henry Moreau, *Correspondant* du 25 septembre 1865, et les *Finances américaines en* 1866, du même auteur, *Correspondant* du 25 octobre 1866.

[1] *La dette américaine et le moyen de l'acquitter*. Paris, Dentu, 1865.

étrangers qui n'entrent que pour une faible proportion dans les dépenses nécessaires de la vie, n'étaient pas regardés comme une charge, et la masse de la population ignorait qu'elle était taxée pour défrayer le gouvernement fédéral. Les principales taxes étaient alors les taxes municipales ou d'État, et les premières étaient de beaucoup les plus considérables. Elles étaient presque toutes directes, et assises sur la tête de la population mâle et sur la valeur de la propriété mobilière ou immobilière. Ces impôts servaient à payer l'administration locale, la police ; à entretenir les écoles, les routes et les ponts et à assister les pauvres de la localité.

Les revenus des États provenaient de diverses sources : d'entreprises publiques comme les canaux de New-York et d'Illinois ; de licences, de taxes sur les banques et autres corporations, et d'impôts directs qui, quoique répartis entre les cités et les villes, étaient assis sur les individus et perçus de la même manière et par les mêmes agents que les taxes ocales. Dans le Massachussets, par exemple, presque tout le revenu de l'État résultait primitivement d'une taxe de 1 pour 100 sur le capital des banques incorporées, rapportant environ 650,000 dollars par an. Les dépenses de l'État s'appliquent à l'administration qui lui est propre, aux prisons, aux maisons de correction, aux maisons charitables pour les pauvres étrangers (les municipalités ne sont chargées que de la dépense de leurs pauvres, et, dans les États de la Nouvelle-Angleterre, il n'y a guère de pauvres que ceux qui sont à la charge de l'État), aux asiles pour les aveugles, les muets, les sourds et les insensés, et à certains travaux publics tels que les chemins de fer, les canaux, etc.

Quand on se rappelle que chacun des États de l'Union, en même temps qu'il est soumis à des obligations générales et définies, est indépendant des autres, et fixe comme il l'entend ses dépenses, et qu'il en est de même pour les villes, on comprendra quelles différences se produisent dans le taux des impôts pour les différentes parties des États-Unis. Le taux moyen de l'impôt est certainement léger par comparaison à certains États européens ; mais dans quelques nouvelles villes de l'Ouest où la nécessité de dépenses premières s'est fait sentir, et dans de grandes villes comme New-York où, à l'aide du vote des ignorants et des étrangers, des hommes corrompus ont souvent la direction des affaires locales, les impôts sont quelquefois très-lourds. Néanmoins, c'est là l'exception.

Tout le poids de la guerre n'a pas été supporté par le gouvernement. Les États ont fait de grandes dépenses et ont contracté des dettes considérables pour faire face à ces dépenses ; les villes elles-mêmes ou les municipalités ont assumé leur part dans les charges de la guerre, en payant des primes aux volontaires et en soutenant les familles des sol-

dats absents. La dette des États en 1866 s'élevait à 352,000,000 dollars. En 1860, elle était déjà de 256,000,000 ; l'augmentation a donc été seulement de 96,000,000. Quant à la dette des comtés et des villes, la récapitulation n'en a pas été faite pour l'ensemble des États. Pour le grand État de New-York cependant cette récapitulation a eu lieu, et les chiffres en ont été publiés. En prenant comme base un calcul d'ensemble les chiffres de cet État, on est autorisé à penser que le montant des dettes locales n'est pas supérieur à celui des États, et que le total de ces deux dettes ne dépasse pas 700,000,000 dollars, la dette fédérale naturellement n'étant pas comprise dans ces supputations. La plus grande partie de cette catégorie de la dette a été contractée avant la guerre pour l'exécution de travaux publics tels que chemins de fer, canaux, aqueducs, produisant un revenu qui met l'État ou la municipalité à l'abri de toute charge ou de toute responsabilité autre qu'une garantie.

De 1860 à 1865 les ressources ordinaires des États-Unis, sans y comprendre les emprunts, se sont élevés de 55,900,000 dollars à 558,000,000, soit de 1000 pour 100. Une telle progression est sans exemple dans l'histoire. Une grande partie des recettes actuelles ont lieu, il est vrai, en papier déprécié, mais, même en tenant compte de cette dépréciation, le revenu total en or de 1865-1866 s'élèverait encore à 432,000,000 dollars, soit environ huit fois le revenu de 1860.

Les différences que l'on peut signaler dans les origines du revenu public ne sont pas moins remarquables que l'augmentation de ce revenu lui-même. En 1860 ce revenu provenait, à 3,000,000 près, des douanes. En 1866, les douanes ont donné seulement 32 pour 100 des recettes totales, et 55 pour 100, soit 310,000,000 dollars, ont été produits par le revenu intérieur. Avant la loi du 1er juillet 1862, les seuls impôts établis par la guerre étaient d'abord une taxe directe de 20,000,000 répartie entre les États et dont moins de 15,000,000 étaient à la charge des États loyaux, puis un impôt sur le revenu de 3 pour 100. L'impôt sur le revenu n'a pas été en vigueur avant l'année fiscale 1862-1863, à partir de laquelle il a versé son contingent dans le revenu intérieur.

Le retour de la paix a donné une prodigieuse impulsion au commerce international et à la production domestique. Les droits de douane et ceux du revenu intérieur ont progressé d'un bond les uns et les autres jusqu'à concurrence de 100,000,000, au-dessus des chiffres de l'année précédente. Les prévisions des ministres des finances, qui portent ordinairement l'empreinte d'un grand optimisme, ont cette fois été dépassées par les faits. En décembre 1864, M. Fessenden estimait ainsi qu'il suit le revenu de l'année fiscale du 1er juillet 1865 au 30 juin 1866 : Douanes, 70,000,000, et revenu intérieur, 300,000,000. Une année plus tard, alors que six mois de l'exercice étaient déjà

écoulés, M. Mc Culloch espérait recevoir, des douanes 147,000,000, et du revenu intérieur, 270,000,000. Les résultats acquis ont été pour les douanes de 179,000,000, et pour le revenu intérieur de 309,000,000. Les recettes diverses ont dépassé d'environ 20,000,000 les estimations déjà si élevées de M. Mc Culloch. En même temps les dépenses descendaient de plus de 200,000,000 au-dessous des prévisions. Aussi les résultats définitifs de l'année ont-ils mis en lumière cette remarquable anomalie dans l'histoire des finances publiques, d'un déficit présumé de 112,000,000 converti en sept mois en un excédant de recettes de 178,000,000 dollars, soit une différence de 290,000,000. Sur ces réductions dans la dépense, 197,000,000 ont été économisés sur les départements de la guerre et de la marine, et le surplus sur les autres services.

Il y a lieu de signaler un écart non moins heureux entre les prévisions et les faits accomplis relativement à la dette publique. Dans son rapport de décembre 1865, M. Mc Culloch annonçait que le montant de la dette était de 2,741,000 au 31 octobre 1865, et qu'il atteindrait probablement 3,000,000,000 dollars au 1er juillet 1866. Le chiffre relevé à cette dernière date n'a été que de 2,650,000,000, et comportait une réduction d'environ 90,000,000 au lieu de l'augmentation attendue de 250,000,000. Le maximum de la dette a été atteint le 31 août 1865 avec le chiffre de 2,758,000,000. Au 1er octobre 1867, ce chiffre n'était plus que de 2,495,000,000, et impliquait une réduction de 263,000,000 en vingt-cinq mois.

Les différences énormes que nous venons de signaler entre les évaluations des secrétaires de la Trésorerie américaine et les résultats définitivement acquis, étonneront quelque peu les esprits habitués aux évaluations si exactes d'un chancelier de l'échiquier anglais. Mais ces différences s'expliquent aisément. Jamais des ministres des finances n'avaient eu à agir d'après des bases aussi incertaines, et les hommes d'État américains n'étaient pas habitués à manier des sommes aussi considérables. Tant que durait la guerre, il était impossible de calculer exactement les exigences des services publics. Depuis le rétablissement de la paix, tant de nouveaux éléments se sont introduits dans les dépenses publiques, et le passage a été si rapide du pied de guerre au pied de paix, que toute évaluation un peu précise devenait impossible. En outre les impôts étaient nouveaux et le rendement en était incertain. Sans l'expérience du passé, on ne pouvait prévoir quel serait le montant des importations, avec une nouvelle échelle de droits de douane, compliquée des fluctuations d'une monnaie légale dépréciée ; on ne pouvait non plus estimer le produit de taxes intérieures qui frappent toutes les classes de la population.

Il faut en outre reconnaître que l'inexactitude de ces calculs est due en partie aux défauts de l'administration des finances. Les évaluations du ministre des finances sont préparées par les employés de son ministère et des autres départements. Or, dans une période de cinq ans, la Trésorerie des États-Unis, d'une petite administration qu'elle était est devenue une très-grande administration. Les faibles proportions de la dépense et de la recette, sous l'ancien régime, n'exigeaient que le concours d'un très-petit nombre d'employés pour expédier la besogne du département. Mais l'extension des opérations, la création de nouveaux bureaux, tels que ceux du revenu intérieur, de la monnaie et de la statistique (le premier de ces bureaux nécessitant la présence à la Trésorerie d'un nombre d'employés égal à ceux de tous les départements ensemble avant la guerre) ont entraîné la nomination d'employés qui sont loin d'être tous à la hauteur des attributions qui leur sont conférées. Ces choix défectueux ne tiennent pas seulement au manque de personnes capables de remplir ces fonctions spéciales, mais au système d'après lequel les nominations elles-mêmes sont faites. Le général Jackson, après son élection à la présidence, a donné un fâcheux exemple, sur lequel tous les partis politiques se sont dans la suite constamment réglés, en décidant que toutes les places devaient être dévolues au parti qui triomphait, conformément au principe qui attribue le butin au vainqueur. Comme ces places constituent l'ensemble de toutes les fonctions dans les divers départements de l'État, on peut juger du patronage du pouvoir exécutif, et du nombre des changements qui résultent d'une modification dans la situation des partis. Tous les employés de la poste, des douanes, des contributions indirectes, et toute la population officielle de Washington sont exposés à être congédiés et remplacés par de nouveaux fonctionnaires tous les quatre ans. Il est évident que des changements aussi radicaux ne pourraient plus maintenant s'effectuer, parce que le service public réclame impérieusement le maintien de la plupart des employés les plus expérimentés, et que le désir d'un président nouvellement élu de récompenser ses adhérents ne le conduirait pas à renvoyer tous ceux dont le concours est nécessaire à la prospérité de son administration. Néanmoins il est vrai que le plus grand nombre des serviteurs de l'État perdent leur place par la défaite du parti auquel ils appartiennent.

Il est difficile de changer radicalement un système d'administration si intimement lié avec les traditions politiques des États-Unis, et tout parti qui arrivera au pouvoir pourra difficilement refuser son patronage à ses amis ; car l'espoir de profiter de ce patronage est un puissant mobile dans les élections. C'est cependant de la lourdeur des impôts que nous attendons la réforme de ce déplorable

système. Le commissaire spécial du revenu, dans un de ses rapports, critique de la manière la plus énergique le mode suivi pour le choix des employés des finances, et dit « qu'aussi longtemps que ce système prévaudra, il ne faut pas compter sur une administration financière économique et productive. » Il attribue les lourdes pertes qu'a subies et que subit le revenu, notamment dans le recouvrement des taxes sur les esprits distillés, le tabac et quelques autres articles analogues, à l'incompétence, à la négligence ou à l'improbité des employés, et il rappelle que « chaque dollar de revenu nécessaire et légitime qui est détourné du trésor par fraude, négligence ou inhabileté, doit être remplacé par un autre pris aux rudes gains du travail ou à l'intérêt des capitaux. » Heureusement l'attention du Congrès s'est portée sur cette question, et deux propositions lui ont été soumises pour assurer une plus grande stabilité dans les emplois et l'établissement des examens et des concours. Une de ces propositions a été votée pendant la dernière session et est devenue loi, et l'autre était à l'étude lors de l'ajournement du Congrès.

Néanmoins les impôts ont été courageusement établis, le peuple les a généreusement acquittés, et le gouvernement en a fait un usage judicieux. Le crédit public a été sévèrement maintenu et consolidé par la prompte réduction d'une partie de la dette ; en même temps, les dépenses des départements de la guerre, de la marine et des services civils ont été accrues puis diminuées avec une rapidité sans précédents. Lorsque M. Gladstone proposait l'année dernière un plan par lequel 50,000,000 livres sterling de la dette britannique pourraient être liquidés dans une période de vingt années, il citait l'exemple extraordinaire des États-Unis, qui avaient dû résoudre un problème financier bien autrement difficile ; mais il ne pouvait pas prévoir alors qu'en deux années de paix, la dette américaine serait diminuée d'une somme égale à celle qu'il promettait à ses compatriotes d'éteindre en vingt ans.

Nous exprimions l'espoir, il y a deux ans, que l'amortissement de la dette nationale pourrait commencer cinq années plus tard, en 1870, le Sud ayant besoin de ce délai pour se remettre des ruines que la guerre y avait causées. Avant que le compte total de la dette publique eût été fait, son amortissement commençait et était dû presque exclusivement aux impôts tirés des États loyaux du Nord.

Ainsi, il est vrai de dire que les immenses ressources des États-Unis sont aujourd'hui éprouvées. Mais il y a encore d'autres conditions plus importantes pour la prospérité du pays, que la rapide extinction de sa dette. Il ne faut pas qu'un peuple généreux et indépendant succombe sous le poids des impôts, ou que la puissance productive d'un pays soit atteinte par de trop lourdes taxes. A présent,

l'Amérique est exposée à ces dangers, et le premier devoir de ses hommes d'Etat est de les détourner.

Le Congrès, jusqu'ici, était peu préparé à créer une législation fiscale. Rien, en effet pendant les vingt années qui ont précédé la guerre, n'a pu initier les membres de nos assemblées à cette œuvre, et les cinq dernières années n'ont pas beaucoup ajouté à leur expérience, car les lois fiscales qui ont été édictées dans cette période ont été le résultat de l'improvisation soudaine ou de la nécessité impérieuse.

Parmi les causes de la défectuosité de la législation en matière économique, il faut encore compter le petit nombre des membres du Congrès qui ont la triture des affaires. La puissance de l'Amérique repose précisément sur l'influence dévolue à ces hommes dans les rapports de la vie privée. On devrait donc croire que dans un pays où il n'y a pas de classes privilégiées comme en Angleterre, pour accaparer les premières places, beaucoup de marchands, de manufacturiers et de banquiers devraient avoir leurs siéges au Congrès. Il en est tout autrement, et ces mêmes intérêts ont plus de représentants dans la seule Chambre des communes, que dans les deux chambres du Congrès américain. La vie publique aux États-Unis a été abandonnée aux légistes dans des proportions inconnues ailleurs.

Voilà quelques-uns des obstacles temporaires que rencontre une sage législation. A côté de ces obstacles temporaires, il y en a d'autres qui ont un caractère permanent. Les États-Unis sont un pays d'une très-grande étendue, habité par des populations d'origines diverses que le temps seul peut rendre homogènes. Les grandes différences de climat ont pour conséquence une grande variété dans la production. Les intérêts de ces grandes divisions territoriales ne sont pas les mêmes, et pour les mettre d'accord entre eux, il faut faire d'importantes concessions aux préjugés locaux. Les questions les plus importantes qu'il s'agit de régler se rapportent à la monnaie, aux douanes et aux impôts indirects. Les deux dernières ne touchent pas seulement aux intérêts fiscaux, mais aussi au développement et à la protection de la richesse nationale. La première facilitera, si elle est judicieusement résolue, la mise en œuvre de toutes les lois fiscales.

Le taux des impôts et leur assiette n'ont pas été insupportables; néanmoins ces impôts ont été plus pesants que les besoins du trésor ne l'exigeaient, et il faut imputer ces inconvénients plus encore aux vices des méthodes adoptées qu'à l'énormité des sommes perçues. La nécessité d'une révision complète du système a été reconnue dès la fin de la guerre. Jusqu'ici, toutes les lois d'impôt ont été proposées dans la chambre des représentants, soit conformément aux recommandations exprimées par le secrétaire de la Trésorerie dans son rapport annuel, soit sur la motion de quelque membre de l'as-

semblée. L'examen de ces propositions est d'abord renvoyé au comité des voies et moyens, par qui elles sont discutées et rédigées sous forme de bills avant de revenir devant la chambre. Les ministres n'ont ni siége au Congrès ni droit de prendre part à ses discussions ; ils ne peuvent lui adresser que des communications écrites. Leur présence trop fréquente pendant la session est même considérée comme une sorte d'intrusion, tant la législature apporte un soin jaloux à se tenir en garde contre l'influence du pouvoir exécutif. L'administration ne peut donc ni proposer aucune mesure au Congrès ni prendre part à la discussion des mesures qui s'y proposent! On peut se demander si cette séparation radicale du pouvoir exécutif et de la législature n'est pas un vice dans la constitution américaine, et si elle se concilie avec la puissance et l'harmonie de l'action gouvernementale. Dans des matières aussi compliquées et aussi techniques que celles qui se rapportent à l'administration financière, il est certainemeut fâcheux que les portes de la chambre des représentants et du sénat soient complétement fermées aux agents chargés de diriger la Trésorerie. Le secrétaire ne peut dans son seul rapport annuel ni expliquer toutes ses mesures avec assez de force et de précision pour satisfaire l'esprit de tous les législateurs, ni pourvoir à ces éventualités imprévues qu'on est toujours exposé à voir surgir dans la conduite des finances d'un grand État. Il n'a pas même le droit constitutionnel de se faire entendre par le comité à qui son rapport est envoyé, et il doit toujours craindre que les plus sages mesures n'échouent par défaut d'entente de la part de ceux qui sont chargés de les édicter. L'impuissance du secrétaire de la Trésorerie ou du gouvernement qu'il représente à contrôler la dépense publique peut encore être une source de dangers. C'est un principe de la législation anglaise qu'aucune allocation ne peut être faite à un service public par le parlement, sans qu'elle ne lui ait été préalablement recommandée par les ministres de la reine. De cette manière, le chancelier de l'Échiquier est toujours en mesure d'évaluer les dépenses du royaume avec une grande exactitude dans son rapport annuel. Aussi, dans les quinze années qui se sont écoulées, de 1852 à 1867, les recettes réalisées n'ont été que trois fois inférieures aux prévisions, et les dépenses effectuées ont dépassé cinq fois seulement les chiffres du chancelier ; et encore faut-il reconnaître que tous ces déficits ont toujours été de peu d'importance, tandis que, la plupart du temps, des accroissements considérables sur la recette et des réductions très-sérieuses sur la dépense ont été signalées. Une telle exactitude ne peut être attendue du secrétaire de la Trésorerie américaine, tant que des bills portant allocation de crédits peuvent être proposés à la chambre des représentants par l'un de ses membres, et votés par elle, non-

seulement sans l'assentiment préalable du secrétaire de la Trésorerie, mais même contrairement à son opinion nettement formulée. Là où il n'y a pas d'initiative gouvernementale en matière législative, là non plus il ne saurait y avoir de gouvernement responsable dans le sens anglais. De là les fâcheux dissentiments qui ont éclaté de temps à autre entre le Congrès, d'une part, et le président et son cabinet d'autre part, et qui, depuis dix-huit mois notamment, ont imprimé une marche si incertaine à la politique du gouvernement américain et si malheureusement retardé la réorganisation du Sud.

Les anciens systèmes d'enquête ne pouvaient se prêter aux études approfondies qui étaient nécessaires pour amener la conciliation des nouvelles taxes avec la situation et les besoins du pays. Aussi, un acte adopté par le Congrès au printemps de 1865, a-t-il autorisé la formation d'une commission de trois membres, « chargée de reviser le système des impôts aux États-Unis, dans le but de procurer par les taxes le revenu nécessaire pour les besoins du gouvernement, tout en ayant égard aux différentes sources qui pourraient produire ce revenu, et au mode le meilleur et le plus efficace d'en assurer le recouvrement. »

Cette commission a été nommée par le secrétaire de la Trésorerie, et M. David A. Wells, économiste très-distingué et rompu aux investigations statistiques, a été chargé de diriger ses travaux. Les recherches de la commission ont été poussées avec la plus grande activité. Son rapport communiqué au Congrès en janvier 1866, contient, en outre du rapport général de la commission, quatorze rapports spéciaux sur les sujets suivants : le thé, le café, le coton, le sucre et les mélasses, les esprits distillés, les bières et drèches, le pétrole, les médicaments brevetés et autres, la parfumerie, les cartes à jouer, etc.; les rapports du commerce extérieur avec l'industrie nationale et le revenu intérieur; les mines de cuivre et les usines qui traitent ce métal, le fer et l'acier, la laine et les manufactures de laine. Quoique quelques-uns de ces rapports spéciaux traitent uniquement d'articles produits à l'étranger, qui ne sont par conséquent soumis qu'à des droits de douanes, les commissaires n'ont pas étendu leur examen au tarif des douanes, et se sont bornés à recommander des modifications dans le système du revenu intérieur.

Ils ont vite compris que le grand défaut de ce système improvisé était son ubiquité, « l'exemption d'un article de la taxe y étant plutôt l'exception que la règle. » Une application aussi générale de l'impôt avait engendré une multiplication ruineuse de taxes, causée par cette subdivision du travail qui fait passer la matière brute par différentes étapes avant d'arriver à la condition d'un produit achevé. On avait imposé une taxe d'abord de 5, puis de 6 pour 100 sur presque

tous les produits de l'industrie. Donc, sur chaque article achevé, le gouvernement levait des taxes montant ensemble de 8 à 15 pour 100, et atteignant parfois 20 pour 100. Comme l'addition de ces taxes augmente notablement la dépense du consommateur, la consommation de beaucoup de produits a baissé dans des proportions ruineuses pour les fabricants[1], et quand il s'agissait d'articles dont les similaires sont produits à l'étranger, il en résultait une concurrence des plus avantageuses pour les étrangers. Aussi, malgré le tarif de la douane et l'état des changes, l'importation a pu vendre au rabais, au détriment des manufactures nationales, et cependant réaliser de beaux profits!

Plus un pareil état de choses se prolongeait, plus les conséquences en étaient fâcheuses : car l'élévation du prix des objets de première nécessité rendait la vie plus chère et entraînait une augmentation des salaires, la rareté des bras permettant en Amérique, plus que dans les États de l'ancien continent, aux ouvriers de dicter le prix de leur salaire et de le régler sur leurs besoins. La hausse des salaires avait augmenté le coût de la production, de telle sorte que l'industrie était engagée dans un cercle vicieux chaque jour plus étroit.

Le moyen qui était le plus populaire pour remédier à tous ces maux était l'accroissement des droits de douanes. Mais les commissaires ont sagement prévu que la moyenne de ces droits ne pouvait être portée plus haut sans provoquer les murmures des agriculteurs de l'Ouest et des cités commerciales déjà séduits par les bénéfices imaginaires du libre-échange, ni sans exposer la politique financière du pays à de constantes attaques et à une instabilité contraire, au plus haut degré, à sa prospérité. Dès lors, au lieu de recommander l'augmentation du tarif, les commissaires ont conseillé une réduction graduelle jusqu'à ce que la suppression définitive puisse s'effectuer, pour toutes les taxes directes qui pèsent sur les manufactures, en maintenant toutefois les droits pour les liqueurs distillées ou fermentées, le tabac et quelques autres articles analogues, sur lesquels la plupart des nations sont convenues de rejeter la plus lourde partie de leurs charges fiscales.

Il était évident néanmoins que cette politique ne pouvait pas être immédiatement suivie, parce que, dans le revenu intérieur brut de 1865, près de 50 pour 100 provenaient de taxes imposées sur les articles fabriqués. Les commissaires ont donc proposé des modifi-

[1] L'influence de l'augmentation des prix sur la consommation est démontrée par les statistiques du thé, du café et du sucre en 1860 et 1865. La consommation du thé avait diminué de 25 pour 100; celle du café de 200,000,000 livres à 80,000,000, et celle du sucre de 31 livres à 19 livres par tête.

cations sur un grand nombre de taxes, plutôt que le rappel de ces taxes, et ils ont voulu de la sorte stimuler l'industrie nationale en allégeant le fardeau qui pèse sur elle, augmenter la productivité des taxes restantes et diminuer les frais de recouvrement. Conformément à ces conseils, le Congrès, par l'acte du 13 juillet 1866, a pourvu à la réduction et au rappel des droits indirects sur divers articles, jusqu'à concurrence de 50,000,000 dollars, et cette loi, ainsi qu'on s'y attendait, a apporté un soulagement sensible et opportun à beaucoup de branches de l'industrie nationale [1].

L'une des plus intéressantes enquêtes poursuivie par la commission est celle qui se rapporte aux droits sur les esprits. Une taxe de 20 cents par gallon [2] avait d'abord été imposée sur les esprits en juillet 1862. Elle fut portée successivement à 60 cents en mars 1864, à 1 dollar 50 cents en juillet de la même année, et à son taux actuel de 2 dollars en janvier 1865. Le prix moyen du whisky, pendant les cinq années qui ont précédé la guerre, était de 17 à 24 cents; et la production annuelle, d'après le recensement de 1860, était d'environ 90,000,000 gallons. Avec cette échelle si rapidement ascendante des taxes, la production a décliné dans une telle proportion, qu'elle ne paraît pas avoir dépassé, en 1866, 45 millions, le déclin dans la consommation s'étant surtout manifesté dans les arts, où l'alcool, qui était consommé en grandes quantités, a été remplacé par des substances moins coûteuses. A chaque accroissement de la taxe, le gouvernement a vu ses perceptions diminuer successivement, au moins quant à leur rendement légitime. Ainsi, en 1864, alors que la taxe a été de 20 et, puis de 60 cents, le trésor a perçu 28,000,000

[1] Nous extrayons du rapport présenté au Congrès à l'ouverture de la session extraordinaire qui a commencée le 23 novembre dernier, les chiffres suivants :

Recettes pour l'année fiscale finissant le 30 juillet 1867.

Douanes (en or)	$ 176,407,810,88 c.
Vente de terres (monnaie légale)	1,163,575,76
Impôt direct	4,200,233,70
Revenu intérieur	266,027,527,43
Divers	42,824,852,50
Total	$ 490,634,010,87

Il importe de remarquer que les réductions consenties par le Congrès sur le revenu intérieur et qui devaient entraîner une diminution de 50 millions dans les recettes n'ont pas amené une différence de plus de 44 millions au préjudice du dernier exercice 1866-1867.

[2] Le gallon américain équivaut à 3 litres 78.

dollars. En 1865, avec un droit de 1 et 2 dollars, le revenu n'a pas atteint 16,000,000, et en 1866, avec un droit uniforme de 2 dollars, le produit total ne s'est élevé qu'à 29,000,000. Ce déficit apparent dans le revenu ne provient pas uniquement de la fraude. Les augmentations de droit, chaque fois qu'elles ont eu lieu, n'ont porté que sur la production future et non sur les produits emmagasinés, et en vue de ces augmentations, de grandes quantités de marchandises ont été accumulées qui n'ont payé que le droit le moins élevé, quoique leurs propriétaires aient recueilli le bénéfice de l'accroissement de prix produit par la surélévation des droits. De la sorte, le pays a payé la taxe, non pas au gouvernement, mais à des particuliers qui se sont ainsi acquis de grandes fortunes. De plus, le déficit sur cette branche du revenu s'explique aussi en grande partie par la fraude. Avec une production de 45,000,000 gallons en 1866, la Trésorerie aurait dû recevoir 90,000,000 dollars, tandis qu'elle n'a pas perçu 30,000,000. La distillation illicite, les déclarations frauduleuses et la surveillance malhonnête ou peu vigilante, ont contribué à priver le gouvernement des deux tiers de son revenu légitime.

Une taxe de 2 dollars sur un produit, dont les frais de fabrication ne dépassent pas 20 cents, est de beaucoup supérieure aux droits levés sur les esprits dans aucun pays. Ainsi en Russie, où la fabrication et le débit des liqueurs nationales est un monopole de l'État, et où près de 37 pour 100 du revenu de l'empire provient de cette taxe, le prix de vente n'est que de 81 cents le gallon. En France, le droit est de 90 francs pour 1 hectolitre de 26 gallons, ayant une force alcoolique de 100 degrés ; ce qui représente environ 66 cents 1/2 par gallon, ou 33 cents 1/4 seulement pour l'Amérique, la force des liqueurs aux États-Unis étant seulement de 50 degrés. En Autriche, le droit comparé avec celui de l'Amérique s'élève seulement à 12 cents. En Prusse, il n'atteint pas 10 cents. Il n'y a que dans la Grande-Bretagne seulement où le droit paraisse plus élevé qu'aux États-Unis, puisqu'il est de 10 schellings, ou 2 dollars 1/2, par gallon. Mais le gallon impérial employé en Angleterre est d'un cinquième plus grand que celui des États-Unis, et les degrés de l'alcool sont comptés à 55 au lieu de 50. Une différence plus importante encore existe dans le coût de production des esprits des deux pays. En Amérique, nous avons vu qu'il atteignait environ 20 cents, tandis qu'en Angleterre il varie de 1 schelling 1/2 à 2 schellings, soit 37 1/2 à 50 cents. La taxe dans la Grande-Bretagne équivaut donc à six fois la valeur de la matière première, tandis qu'en Amérique elle est décuple. On dit, il est vrai, que la distillation illicite n'a pas suivi en Angleterre les progrès

des droits, et cette circonstance est relevée par ceux qui s'opposent à la réduction du droit au-dessous de 2 dollars par gallon. Mais il n'est pas juste de raisonner d'après l'expérience d'une ancienne nation comme la Grande-Bretagne, qui a un petit territoire et une population concentrée, lorsqu'il s'agit d'apprécier la législation d'un pays nouveau, comme les États-Unis, d'une étendue immense, avec une population clair-semée, dont les habitants possèdent cette égalité de conditions et de droits politiques qui dépouille l'autorité de sa plus redoutable influence, n'ont jamais été soumis à de lourdes taxes et ne sont pas habitués à voir le contrôle du fisc s'exercer dans l'intérieur de leurs maisons ou de leurs magasins.

Il faut regretter que les avis de la commission, relativement à la réduction du droit sur les esprits à 1 dollar, n'aient pas encore été suivis par le Congrès, alors surtout que le commissaire du revenu des États-Unis recommandait énergiquement cette réduction, par cette double raison qu'elle profiterait au pays, non-seulement au point de vue du rendement de l'impôt, mais au point de vue de la moralité publique.

La taxe sur le coton a donné lieu à un examen très-sérieux de la part de la commission, qui a ouvert une vaste enquête à laquelle elle a appelé les manufacturiers et les autres personnes intéressées dans ce genre de commerce. D'un côté, il importait de demander à un élément aussi considérable de la richesse du pays de venir contribuer aux recettes du trésor ; d'un autre côté, il fallait éviter qu'une taxe trop lourde sur la principale matière première produite par les États du Sud ne vînt les empêcher de se relever de leurs désastres. Les commissaires proposaient donc une taxe de 5 cents par livre de coton brut à acquitter par les fabricants, à raison de l'emploi qu'ils en faisaient pour la consommation domestique, et par les armateurs, en raison des quantités exportées. Le Congrès cependant n'a fixé le droit qu'à 3 cents d'abord, puis à 2 1/2. On pensait qu'ainsi réglé, ce droit frapperait plutôt le consommateur que le producteur, et, par conséquent, qu'il n'en résulterait aucun préjudice pour le Sud, et que, comme la plus grande partie de la récolte est exportée, la charge de l'impôt pèserait surtout sur l'étranger. L'expérience des deux dernières années n'a pas confirmé ces prévisions. Quoique le sol et le climat des États du Sud soient admirablement appropriés à la culture de ce végétal et que la production puisse en être développée d'une manière presque illimitée avec le concours d'un plus grand nombre de bras et d'une plus grande quantité de capitaux, la population de ces États a été trop appauvrie, et les relations entre les diverses classes

de leur population ont été trop profondément troublées, pour que, d'ici à quelques années, le pays donne les résultats que l'on peut en attendre. De là une opinion qui se généralise de plus en plus, que le droit sur le coton doit être aboli.

La quantité de coton apportée sur les marchés du Sud, depuis la fin de la guerre jusqu'au 18 septembre 1866, était de 2,622,222 balles, dont 1,552,457 balles, valant plus de 230,000,000 dollars en or ont été exportées du 1er septembre 1865 au 1er septembre 1866. L'importance de cette exportation pour le pays, à ce moment de transition de la guerre à la paix, ne peut être estimée trop haut. Elle a donné une impulsion immédiate au commerce étranger en fournissant aux marchés alors épuisés les articles les plus nécessaires à la consommation et en maintenant le change favorable au pays.

Sous beaucoup de rapports, l'expérience de la première année a été peu encourageante pour l'ancien planteur aussi bien que pour le nouvel émigrant. En bien des endroits la campagne avait été dévastée par les deux armées qui avaient aussi détruit sur leur passage une grande quantité de matériel agricole. Les maisons, les quartiers des nègres, les haies avaient été saccagés ou brûlés, les machines à égrener le coton et autres instruments nécessaires avaient été brisés et les bêtes de somme avaient été saisies et appropriées aux besoins de l'armée. Les maîtres et les esclaves avaient, sur plus d'un point, abandonné leurs demeures, les champs avaient été négligés et la graine pour les récoltes ultérieures n'avait pas été convenablement réservée. La plupart des planteurs manquaient d'argent et s'en procuraient fort peu avec le produit des précédentes récoltes. Il y a donc lieu de se féliciter que, dans de telles circonstances, la récolte de 1860 ait atteint 1,700,000 balles.

Mais il y avait d'autres difficultés plus grandes encore que celles dont nous avons fait l'énumération et qui résultaient de l'incertitude qui existait sur la condition politique du Sud, et des nouvelles relations qui s'établissaient entre ceux qui avaient été dans leurs anciens rapports de maîtres à esclaves. Presque tous les hommes riches et influents du Sud avaient pris part à la rébellion, avaient perdu leurs droits civiques et avaient exposé leurs propriétés à la confiscation. Jusqu'à ce qu'ils eussent été réintégrés par le pardon du gouvernement, ils ne pouvaient passer de contrats sûrs et durables pour l'avenir.

La question du travail était des plus délicates. Les nègres redoutaient leurs anciens maîtres et ne s'empressaient pas de faire des contrats avec eux. Quelques-uns, sans aucun doute, étaient paresseux, mais le plus grand nombre était ébloui par le nouveau sentiment de leur liberté. D'après la législation du Congrès, ils avaient

été adoptés comme les pupilles de la nation et placés sous la tutelle du bureau des affranchis, institution nouvelle qui s'étendait partout et dont le fonctionnement venait de commencer. Des contrats avaient été faits entre des maîtres qui n'avaient jamais payé de salaires, et des ouvriers qui n'en avaient jamais reçu.

Les conditions de ces contrats étaient réglées par les officiers du bureau; et comme ils traitaient, non-seulement de la fixation des salaires, mais aussi de l'époque et du mode de payement, et de la nourriture et des vêtements, les négociations étaient très-épineuses, parce que les parties contractantes étaient jalouses l'une de l'autre, et que les officiers du bureau étaient ordinairement des hommes du Nord, étrangers au pays et à ses usages, et ignoraient les affaires qu'ils devaient décider.

Malgré toutes ces causes d'infériorité, la récolte a atteint les deux tiers de la récolte moyenne pendant les dix années qui ont précédé celle de 1860.

Il y a dans les États du Nord une grande surabondance de capitaux à la recherche de placements fructueux, et il n'y manque pas non plus de jeunes gens énergiques prêts à emporter ces capitaux au Sud aussitôt que la condition politique et sociale de cette partie du territoire permettra d'y trouver une demeure sûre. Mais tant que ce résultat ne sera pas atteint, les émigrants du Nord les plus industrieux n'y viendront pas. L'Ouest avec ses immenses prairies, ses énormes richesses minérales, ses lignes gigantesques de chemin de fer (qui étendront bientôt leur réseau pour rattacher les côtes du Pacifique à celles de l'Atlantique), et plus que tout cela encore, avec son esprit libéral, son absence de préjugés, son accueil cordial pour tous les arrivants, l'Ouest, disons-nous, paraît plus séduisant pour la jeunesse aventureuse des États de l'Est que les plantations désolées et désertes du Sud et le triste accueil de ses habitants. La richesse se trouve si facilement en Amérique que les émigrants n'iront pas la chercher là où il faut faire quelque sacrifice de leur libre pensée ou de leurs convenances sociales. C'est ce que les hommes les plus éminents du Sud commencent à comprendre, et c'est pour cela qu'ils engagent leurs compatriotes à témoigner de la justice envers les nègres, de la conciliation envers les hommes du Nord et à accepter l'ordre social et les mesures de réconciliation votées par le Congrès. C'est même un fait remarquable que ces conseils émanent de grands chefs militaires de l'armée du Sud, parmi lesquels il convient surtout de citer les généraux Longstreet et Thompson. La lutte prolongée du président Johnson contre le Congrès, l'abandon par le premier du parti républicain qui l'a élevé à sa haute fonction, son hostilité déclarée contre la politique de reconstruction adoptée par le Congrès et sa sympathie manifeste pour

les anciens chefs rebelles ont contribué à mettre le Sud dans une situation tristement incertaine. Jusqu'à l'élection présidentielle qui aura lieu en novembre 1868, les questions relatives à la reconstruction politique du Sud ne peuvent être définitivement réglées, et si, comme on a tout lieu de l'espérer, les républicains réussissent alors à faire élire le général Grant président, on peut compter sur une prompte solution des difficultés.

Une des sources les plus abondantes du revenu américain a été l'*income tax*, qui, en 1866, a rendu 61,000,000 dollars. Il a été fort heureux que cette taxe, si odieuse par elle-même, ait été imposée au pays dans un moment où de grands revenus étaient tirés par les particuliers de leurs contrats avec le gouvernement ou d'opérations engendrées par la guerre. Grâce à de tels profits, la taxe était une charge légère. Si les taxes directes sur les manufactures et les autres branches de la production avaient précédé l'*income tax* au lieu de le suivre, l'*income tax* n'aurait pas été aussi facilement accepté. Maintenant il y a beaucoup moins de réclamations contre cette taxe qu'en Angleterre, et aussi longtemps qu'il faudra de gros impôts, il est vraisemblable que l'*income tax* sera conservé comme l'une des branches les plus productives et les plus faciles à percevoir du revenu. Le taux récemment fixé par le Congrès est de 5 pour 100 sur tout revenu supérieur à 1,000 dollars. Il n'y a pas de différence quant à l'origine des revenus, qu'ils proviennent de la terre, de placements hypothécaires, des affaires commerciales, de l'exercice d'une profession ou d'une fonction publique. Bien des circonstances se réunissent pour rendre l'assiette et la perception de l'*income tax* moins difficiles aux États-Unis que partout ailleurs. Toute propriété est depuis les premiers jours de l'existence de la nation assujettie à une contribution annuelle et à une taxe directe pour les besoins locaux, ainsi que nous l'avons expliqué. Aussi, quoiqu'une assez grande partie de la propriété échappe à l'impôt par la fraude du contribuable ou par la négligence du répartiteur, les éléments de la fortune de chacun sont beaucoup mieux connus en Amérique que dans d'autres pays. Les lois qui imposent l'enregistrement de tous les actes translatifs d'immeubles, et la remise par tous les secrétaires des sociétés anonymes des noms des actionnaires, avec le nombre et la valeur de leurs actions, facilitent singulièrement l'action du répartiteur. En outre, l'usage a généralement prévalu dans les plus grandes villes de publier dans les journaux la liste des revenus les plus considérables, et, quoique ce procédé soit considéré comme une intervention peu justifiée dans les affaires privées des citoyens, il n'a pas été complétement inutile, puisqu'il a soumis le contribuable qui pourrait être disposé à la fraude au contrôle intéressé de ses voisins,

de tous ceux qui connaissent ses affaires, sont capables de juger de son revenu probable, et sont intéressés à ce que chacun de leurs concitoyens prenne sa part dans les charges publiques.

Les taxes excessives imposées à l'industrie, déjà diminuées, par les lois de 1866, ont été encore modérées par le Congrès dans la session de 1867. Mais ces taxes ne peuvent être réduites à leur minimum sans un remaniement du tarif des douanes et un retour à une monnaie plus normale. Les droits de douanes sont perçus d'après le tarif de 1861, communément appelé le tarif Morrill (du nom de son principal auteur), avec les modifications qu'y ont introduites des statuts votés dans les années suivantes. La valeur moyenne des droit perçus d'après ce tarif, en 1866, était de 88 1/2 pour 100 sur les marchandises assujetties aux droits, lesquelles marchandises représentent 84 pour 100 sur la valeur totale des importations. Cette moyenne est bien supérieure à celle qui ait jamais été relevée à aucune période de notre histoire. Dans les quarante années qui se sont écoulées de 1821 à 1861, la moyenne était de 29 pour 100, le chiffre le plus haut, soit 41 1/2 pour 100 ayant été obtenu sous le tarif de 1828, et le chiffre le plus bas, soit 20 1/4 pour 100 sous le tarif de 1857. Ce dernier tarif était en vigueur au commencement de la guerre. Depuis, les droits se sont rapidement élevés jusqu'à un point qu'il ne serait pas sage de dépasser dans l'intérêt de la stabilité des institutions financières. Cependant une nouvelle augmentation de tarif est encore réclamée par les représentants de diverses industries, et particulièrement par ceux des industries de la laine et du fer.

Le commerce de la laine a été plus affecté depuis le rétablissement de la paix que tout autre. En effet, pendant la guerre, les commandes pour l'armée avaient entraîné le développement des manufactures nationales, Le haut prix du coton avait aussi contribué à ce résultat. Mais quand les besoins de la guerre ont subitement cessé, les métiers ont été réduits à la fabrication des étoffes ordinaires, la baisse du coton en outre a rétabli la concurrence entre les deux sortes de tissus ; le marché a été promptement encombré. Les mêmes raisons qui avaient stimulé l'industrie nationale, avaient aussi determiné des importations considérables, et un déclin considérable s'est manifesté dans les prix. Les exportations d'objets de laine manufacturés en Grande-Bretagne, en 1866, se sont élevées à 280,000,000 de *yards*, contre une moyenne de 153,000,000 pendant les trois années qui avaient précédé la guerre. La meilleure combinaison pour venir au secours des fabricants serait d'abolir tous les droits d'entrée sur la matière première; mais cette solution est repoussée par les producteurs de la laine dont l'industrie est l'une des plus importantes, parmi celles qui se rattachent aux intérêts agricoles du pays. Les deux in-

dustries ont lutté l'une contre l'autre à l'origine ; mais elles ont fini par se mettre d'accord pour réclamer en commun l'élévation des droits d'entrée à la fois sur la matière première et les objets fabriqués. Malgré les efforts de M. Wells, commissaire spécial du revenu, les défenseurs de droits protecteurs élevés ont été favorablement accueillis par la chambre des représentants, et un bill de tarif a été présenté au Congrès dans la session de 1866, qui donnait non-seulement à l'industrie du coton, mais à celle du fer et à toutes les autres, toute la protection qu'elles pouvaient réclamer. Ce bill, il est vrai, n'avait pas passé au Sénat, mais la question était encore pendante au moment de l'ajournement qui a eu lieu dans l'été de 1866. Plus tard, par ordre du secrétaire de la Trésorerie, M. Wells a été chargé de l'examen de la question du tarif et de la préparation d'un bill qui remplacerait toutes les lois de douanes actuellement existantes et imprimerait à l'administration de cette branche du revenu une action plus simple, plus économique et plus efficace. Le premier objet à rechercher devait être d'assurer au gouvernement un revenu en rapport avec ses charges, et le second, d'amener un équilibre plus parfait et plus équitable entre les droits sur les articles nationaux et ceux établis sur les articles étrangers.

M. Wells s'inspira de ces instructions pour préparer son rapport, qui fut communiqué au Congrès en janvier dernier. Ce document expose avec beaucoup d'habileté les conditions industrielles du pays et le fonctionnement des diverses lois qui établissent des droits sur les produits nationaux et étrangers. Il attribue la crise commerciale aux inconvénients d'un système fiscal mal conçu et d'une monnaie dépréciée. Il recommande comme moyens d'y remédier, la réduction des taxes intérieures, l'abolition des droits de douanes sur les matières premières destinées aux manufactures, et les mesures nécessaires pour relever la monnaie en lui donnant aussi promptement que possible les métaux précieux pour base. Ce rapport a produit une grande impression, quoiqu'il ne fût favorable ni aux protectionistes les plus exigeants, ni aux libres-échangistes. Chaque parti accusait l'auteur du rapport d'être du côté de ses adversaires, tandis qu'il occupait un terrain intermédiaire et pouvait donner certaines satisfactions pratiques aux deux doctrines. Son avis de réduire la masse de la monnaie légale blessait également les admirateurs de la circulation actuelle si démesurée de ce papier dans le pays, et les gens moins honnêtes et plus nombreux, qui, tout en déclarant que cet état de choses est un mal à leurs yeux, s'opposent obstinément à toute mesure qui aurait pour conséquence la réduction ou la conversion du papier-monnaie.

L'influence de ce parti est prédominante à la chambre des repré-

sentants, où les protectionistes de la Pensylvanie s'accordent avec les libres-échangistes de l'Iowa et de l'Illinois pour adopter toute mesure contraire à la réduction du papier. Au Sénat, des vues plus justes prévalent sur les deux questions des douanes et de la monnaie. Tout en adhérant à la doctrine américaine de la protection, cette assemblée est mieux disposée que la chambre des représentants à maintenir les droits dans les limites proposées par le secrétaire de la Trésorerie et le commissaire du revenu, et sur la question de la monnaie, elle a toujours fermement soutenu le système de réduction du papier de M. Mc Culloch. Une telle dissemblance d'opinion s'est manifestée sur ces deux questions entre les deux chambres, qu'à la clôture du trente-neuvième Congrès, le 4 mars 1867, le tarif est resté ce qu'il était, sauf de légères modifications, et que les mesures votées dans la session de 1866 pour une réduction graduelle du papier-monnaie n'ont pas été changées.

Le secrétaire d'État exprime son opinion sur toutes les questions que nous venons d'indiquer dans son rapport annuel. En ce qui concerne la réduction de la dette publique, il est d'avis qu'après avoir tenu compte de toutes les réductions nécessitées par l'allégement des taxes intérieures, et la diminution des droits de douane résultant du déclin des importations, il restera au Trésor les ressources suffisantes pour payer les dépenses courantes du gouvernement, l'intérêt sur la dette publique et l'amortissement du capital de cette dette à raison de 4 à 5 millions de dollars par mois. Cette attente a été pleinement réalisée depuis que ce rapport a été rédigé. Dans les onze mois qui se sont écoulés du 31 octobre 1866 au 1er octobre 1867, la dette était réduite de plus de 56 millions, sur lesquels 29 millions de monnaie légale avaient été retirés de la circulation.

Sur la question du papier-monnaie, M. Mc Culloch a toujours montré l'esprit conservateur d'un banquier sage et expérimenté. Aucun sophisme ne pourrait l'empêcher de considérer un papier-monnaie inconvertible comme un mal réel. D'accord avec le commissaire du revenu, et les financiers les plus autorisés et les plus respectables du pays, il attribue les embarras actuels de l'industrie américaine à l'excès du papier-monnaie et à l'inégalité des taxes, et il n'entrevoit de moyen de sortir de ces embarras que par la réduction du papier dans des proportions telles que ce papier pourra s'échanger au pair avec l'or et l'argent, et par des réformes apportées au système fiscal qui allégeraient l'industrie sans appauvrir le Trésor. En ce qui concerne les droits de douane, il expose quelques principes fondamentaux que l'on peut considérer comme l'expression de l'opinion du parti modéré qui se forme aux États-Unis entre les exagérations

de la protection et celles du libre-échange. Le mot d'ordre de cette école économique est celui-ci : Protection dans le présent avec aspiration au libre-échange dans l'avenir. Elle soutient que cette manière de voir réunit les vérités des deux doctrines ennemies, et qu'elle rentre dans l'exception très-connue que John Stuart Mill entend apporter à l'application générale du libre-échange, lorsqu'il s'agit de pays nouveaux qui ont à acquérir de la force et des capitaux pour établir chez eux des industries similaires à celles qui existent depuis longtemps dans des pays étrangers, plus anciens, ayant à la fois abondance de capitaux et de bras.

M. Mc Culloch dit avec raison : « Le libre-échange, quoiqu'il s'accorde avec les principes du gouvernement et les intérêts du peuple, ne peut être adopté comme système tant que la dette publique existe dans d'aussi grandes proportions. L'époque si désirée, où il n'y aura plus d'obstacles légaux au libre-échange des richesses entre les États-Unis et les autres pays, appartient à un avenir encore éloigné. Des droits sur les importations sont nécessaires non-seulement pour le Trésor, mais aussi pour protéger l'industrie nationale assujettie à de lourdes taxes intérieures. La question qui s'agite maintenant devant le pays a plutôt pour objet la mesure de ces droits que leur principe même. »

Les charges que supporte en ce moment le peuple des États-Unis et les difficultés qu'il éprouve, sont le résultat naturel de la guerre civile et de la révolution sociale qu'il a traversées dans l'espace si court de cinq années. En regardant les choses avec calme, la souffrance immédiate est beaucoup moins grande qu'on n'aurait pu le prévoir. L'examen rétrospectif de la politique financière du gouvernement révèle des fautes qui, si elles eussent été évitées, n'auraient pas coûté tant d'argent au pays. Mais il est toujours facile de découvrir les fautes après coup. Il aurait mieux valu certainement, pour le peuple américain, que l'on pût faire la guerre sans recourir au papier-monnaie ou proclamer le cours forcé de ce papier, mal qui est rarement évité d'ailleurs en temps de révolution. Il aurait mieux valu aussi ne pas léguer de charges si lourdes à l'avenir en ne faisant entrer dans la dette que la valeur exacte de ce que l'État avait reçu en fournitures ou en services. Il aurait été préférable enfin que le poids de l'impôt se fît sentir dès le début de la guerre et atteignît ainsi les grands fournisseurs, et cette classe de producteurs à qui les besoins du pays permettaient de recueillir d'amples profits. De la sorte, beaucoup d'argent aurait été reçu par le trésor public, au prix d'emprunts moins considérables, et l'esprit de spéculation et les dépenses excessives auraient eu un frein utile.

La rapidité avec laquelle des fortunes se sont faites dans ces jours d'affaires anormales ont rempli, il est vrai, le pays d'une surexcitation fiévreuse également périlleuse pour sa tranquillité et pour sa moralité. Les hommes abandonnaient par milliers les voies lentes et laborieuses de la production qui, par l'application du travail aux ressources encore brutes de la nature, ajoute de nouvelles richesses à celles que le monde a déjà accumulées, et s'adonnaient aux entreprises séduisantes mais dangereuses de la spéculation. Les antichambres de tout homme influent et de tout fonctionnaire, depuis celui du président jusqu'à ceux des derniers chefs de bureaux, étaient encombrés d'hommes cherchant *per fas et nefas* à vendre leurs services ou leurs marchandises au plus offrant. Les heureux fournisseurs ne connaissaient même souvent ni la nature du service qu'ils s'engageaient à rendre, ni la marchandise qu'ils se proposaient de livrer, et l'infidélité avec laquelle les contrats étaient remplis ou les retards avec lesquels ils étaient exécutés, causaient de grands embarras au gouvernement.

La création de la dette publique a singulièrement accru le nombre de ceux qui s'occupent d'opérations de courtage dans les villes. Les banquiers et les courtiers de Wall-Street à New-York sont bien plus nombreux qu'avant la guerre. En même temps l'élévation et la fluctuation du prix de toutes choses stimulait tous les genres de commerce et d'échange, de sorte que les campagnes ont été privées de leurs hommes les plus habiles, qui sont venus grossir la population des villes. C'est à cette cause seule qu'il convient d'attribuer la hausse des loyers et du prix de la vie dans les villes, hausse qui pour ces deux objets a été bien supérieure à celle qui s'est manifestée ailleurs. Dans un état social où les fortunes sont si rapidement faites et défaites, l'exemple d'enrichissements ainsi improvisés a conduit à toutes sortes d'extravagances. Malgré la cherté de la main-d'œuvre et de toutes les marchandises nécessaires ou de luxe, il n'y a jamais eu de telles prodigalités. Le niveau de la dépense dans les classes plus riches a atteint une élévation d'où il ne descendra vraisemblablement plus. Dans cette atmosphère enfiévrée, les principes de la morale se perdent aisément de vue, et les fortunes, qui ne viennent pas encore assez vite dans le commerce hasardeux de la banque, ont été faites aux dépens des gens confiants et crédules par les moyens les plus malhonnêtes. Le jeu de la chambre d'or, *golden room*, a ruiné plus d'une réputation jusqu'alors honorable. Cet état de choses, qui a commencé lorsque la guerre était à son apogée, n'a fait qu'empirer avec le déclin des affaires normales. Du trafic régulier que comportait le placement des emprunts publics, les gens adonnés

à cette espèce d'affaire ont été amenés à opérer sur les valeurs anciennes et les mieux classées du pays, telles que les actions et obligations de chemins de fer, canaux, lignes de bateaux à vapeur, mines et télégraphes, et leurs opérations d'agiotage ont grandement préjudicié à ces diverses entreprises.

Certaines personnes prétendent que la guerre aurait pu être poursuivie, sans qu'il fût nécessaire de suspendre les payements en espèces et créer du papier d'État. Nous ne sommes pas de cet avis. La seule monnaie qui fût généralement employée avant la guerre était le papier de diverses banques locales, au nombre d'environ seize cents, répandues sur toute la surface du pays. Depuis l'expiration de la charte de la Banque des États-Unis, en 1836, il n'y a plus eu d'institution de crédit portant le nom du gouvernement fédéral ou jouissant de son patronage. Après l'adoption de l'acte de 1846 (*Act of the independant treasury*), le gouvernement des États-Unis est devenu le gardien de ses propres fonds et n'a effectué ses payements ou ses recettes qu'en or ou en argent. Mais les opérations de la Trésorerie étaient si peu de chose comparativement à celles de la nation toute entière, que leur influence était à peine appréciable. Quand elles ont été subitement élevées au niveau d'une dépense de guerre, il a fallu que le gouvernement pût disposer d'une monnaie non-seulement en rapport avec ses besoins, mais d'une valeur uniforme pour toute l'Union. L'emploi d'aussi grosses sommes d'argent exigeait un encaisse considérable. La création d'une armée commandait celle d'une caisse militaire. Quand cette armée entrait sur le sol de l'ennemi ou sur le terrain litigieux des États frontières, l'argent devait être entre les mains des officiers. En même temps de grands contrats avaient été entrepris auxquels l'encaisse du trésor devait faire face. La rupture du commerce avec la moitié environ de l'Union paralysait les affaires et portait un coup au crédit. Toutes ces circonstances se réunissaient pour nécessiter une augmentation considérable de la circulation monétaire, et cette augmentation aurait été également nécessaire si la circulation s'était faite en or et en argent, au lieu de s'effectuer en papier.

Sans aucun doute, le gouvernement aurait aimé à maintenir son système de payements en or, mais la quantité de métal que pouvait fournir le pays n'était plus en rapport avec ses besoins croissants, et si le pouvoir fédéral avait persisté à ne recourir qu'à cette seule sorte de monnaie, il est vraisemblable que ses finances auraient reçu un coup mortel dès les premiers mois de la guerre, et que l'issue de la lutte eût été toute différente de celle dont nous avons été les témoins. Le premier emprunt public de 150,000,000 dol-

lars fut pris par les banquiers de New-York, Philadelphie et Boston dans l'été et l'automne de 1861. La répartition en eut lieu dans la triste période qui suivit les premiers désastres militaires de la Virginie, et il n'y eut pas d'opération financière déterminée par la guerre qui ait demandé tant de courage et de véritable patriotisme. La totalité du capital des banques de ces villes n'était que 119,000,000 dollars, soit 31,000,000 de moins que la somme qu'elles s'engageaient à fournir. La rentrée de cette somme dépendait uniquement du succès d'un emprunt populaire qui avait été décrété, et à l'endroit duquel on n'avait pu expérimenter ni les dispositions ni les ressources du public. Les dépenses du gouvernement dépassaient déjà 1,000,000 par jour et les recouvrements des impôts atteignaient à peine le douzième de cette somme. Le produit de cet emprunt fut versé au gouvernement en espèces ou en valeurs au cours des espèces. En même temps le Congrès avait autorisé le secrétaire de la Trésorerie à émettre des billets sans intérêts, payables au trésor en espèces sans intérêts. 31,000,000 furent obtenus par l'émission de ces billets jusqu'au 31 décembre 1861, et jusqu'à cette date ces billets furent remboursés, à présentation, en espèces. Mais la nécessité d'émissions plus considérables devenait de plus en plus impérieuse pour faire face aux besoins urgents du trésor, et les appels de fonds résultant des nouveaux emprunts avaient épuisé toutes les ressources en espèces dont le pays pouvait disposer. Les banques étaient contraintes de suspendre leurs payements en espèces, et le gouvernement ne pouvait que suivre leur exemple. Quoique la prime sur l'or n'eût pas immédiatement augmenté, puisqu'elle a rarement dépassé 4 pour 100 pendant les six premiers mois qui ont suivi la suspension des payements en espèces, on avait reconnu qu'un emprunt de 60,000,000 dollars ne pouvait se contracter qu'avec une perte de 20 pour 100, et il était évident qu'à chaque emprunt nouveau, des concessions plus coûteuses devraient être faites. Le moment était donc arrivé où le gouvernement devait se pourvoir d'un autre instrument de circulation que les métaux précieux. Le papier des banques n'avait aucune des qualités requises pour cet usage. Le total de ce papier n'avait jamais dépassé 200,000,000 dollars quand le système des échanges était en plein fonctionnement. Mais il méritait cette grave critique que la valeur n'en était pas uniforme. Les billets de banque de New-York, de la Nouvelle-Angleterre et de quelques-uns des États de l'Ouest, comme l'Ohio et l'Indiana reposaient sur de sérieuses garanties et avaient toujours été au pair. Au contraire, les billets des banques de l'Illinois, du Wisconsin et d'autres États de l'Ouest avaient moins de garanties et étaient dépréciés. Il aurait été tout à fait injuste d'adopter une monnaie aussi peu homogène soit

pour le recouvrement des taxes, soit pour les payements aux créanciers de l'État. En même temps l'accroissement qu'il eût fallu lui donner pour l'approprier aux besoins du pays aurait augmenté cette inégalité et diminué la valeur de l'ensemble. Dès lors il n'y avait pas d'autre parti à prendre pour le gouvernement que d'émettre ses propres billets à la fois comme instrument de circulation et comme titre d'emprunt offert au public. Aussi des actes passés en 1862 et 1863 ont-ils autorisé l'émission de ces billets et même de petites coupures inférieures à un dollar, jusqu'à concurrence de 650,000,000 dollars. Ce papier devait servir de monnaie légale dans toutes les transactions, excepté pour l'acquittement des droits de douane et le payement par le gouvernement de l'intérêt de la rente fédérale. Il y avait encore en circulation au 1er octobre 1867 environ 390,000,000 dollars de ce papier-monnaie.

Vers la fin de la guerre et après le rétablissement de la paix, les inconvénients d'une monnaie légale dépréciée ont été généralement reconnus, quoiqu'il y ait encore un assez grand nombre d'hommes politiques et même quelques économistes distingués qui prétendent que la circulation du papier n'est pas excessive pour le pays, et qu'elle est plutôt un bien qu'un mal. Pendant que le secrétaire du trésor, d'accord avec les financiers les plus expérimentés du pays, persiste à indiquer la contraction du papier-monnaie comme le seul moyen d'arriver à rétablir les payements en espèces, un parti demande que la masse du papier ne soit pas réduite, et que le pays attende des récoltes favorables et des progrès de l'exportation le rétablissement de l'équilibre entre l'or et les effets du gouvernement. L'Ouest, particulièrement, est hostile à toute contraction de la circulation. A la suite de la mauvaise récolte de l'année dernière, cette partie du pays s'est endettée, et elle n'hésite pas à avouer son désir de payer ses dettes en une monnaie aussi dépréciée que celle dans laquelle elle les a contractées.

L'Amérique voit maintenant se reproduire avec plus de variété et d'exagération les discussions sur la monnaie qui ont si profondément divisé les hommes d'État et les économistes de la Grande-Bretagne dans les vingt-cinq premières années de notre siècle.

Nous avons déjà expliqué que le remède réclamé par l'opinion publique pour ces embarras de l'industrie américaine était la surélévation du tarif, et nous avons répondu que ce remède augmenterait le mal s'il n'était employé que d'une manière temporaire, et s'il n'était accompagné d'une prompte contraction du papier-monnaie en circulation. La source du mal, en effet, est dans l'affaiblissemeut de la monnaie nationale comme instrument d'échange et cette source ne sera pas tarie, la concurrence avec les autres pays ne sera pas ré-

tablie sur des bases normales, tant que la monnaie américaine n'aura pas la même valeur intrinsèque que celle employée dans les pays étrangers.

On a dernièrement soulevé en Amérique la question de savoir si les obligations dites (*five and twenties*) 5/20, répandues en si grande quantité en Europe ne pourraient pas être payées par le gouvernement des États-Unis en monnaie légale. Ce projet de banqueroute (*repudiation*) a été perfidement prôné par MM. Vallandigham et Pendleton, de l'Ohio, tous les deux opposés à la guerre, et par le général Bulter, qui a laissé de si tristes souvenirs à la Nouvelle-Orléans. Mais les insinuations de ces démagogues ont été mal accueillies par le peuple américain. La preuve la plus éclatante de la condamnation qu'ils ont encourue, nous est fournie par les actes de la dernière convention démocratique de l'État de New-York. Ce parti, dont les chefs sont MM. Seymour et Fernando Wood, quoiqu'il ait jusqu'alors fraternisé avec MM. Vallandigham et Pendleton, a cru qu'il était nécessaire d'insérer dans son programme électoral une résolution engageant le parti à soutenir le gouvernement dans l'accomplissement de son obligation de payer sa dette fondée en espèces.

La teneur des lois en vertu desquelles les rentes américaines ont été créées ne laisse pas la place à la moindre équivoque. L'absence dans les actes d'une clause définissant la monnaie dans laquelle elles doivent être acquittées, n'implique en aucune façon un doute sur l'obligation où l'on est de les rembourser dans la seule monnaie normale du pays, qui est l'or. L'acte de février 1862, qui autorisait la première émission des 5/20 a spécialement appliqué les recettes en espèces sonnantes provenant des douanes, d'abord au service des intérêts, puis à la création d'un fond d'amortissement destiné à liquider le capital. Ce statut qui, dans une de ses sections antérieures, autorisait la création de billets ayant cours forcé, décidait aussi que ces billets ne seraient pas employés à acquitter les intérêts de la dette fondée, qui doivent être payés en or. Aucune loi postérieure n'est venue atténuer la force de ces prescriptions.

Les déclarations émanées du gouvernement à cette époque sont également positives. Un avis de la Trésorerie, publié en 1864, est conçu en ces termes : « On pense qu'aucune valeur ne présente autant d'avantages pour les prêteurs que les dernières catégories de rentes des États-Unis. Pour tous les autres fonds, la foi et la solvabilité des particuliers, de compagnies par actions ou d'États séparés sont seules engagées. Tandis que la dette des États-Unis a pour répondant toute la richesse du pays, qui garantit le payement tant du capital que des intérêts en or. »

Les secrétaires de la Trésorerie, MM. Chase et Mc Culloch, ont à

diverses reprises affirmé l'obligation du gouvernemen de payer en or. En septembre 1865 et dans le but de répondre aux questions de quelques banquiers anglais, M. Mc Culloch adressait à celui qui écrit ces lignes, alors qu'il était à Londres comme agent financier du gouvernement américain, une lettre dans laquelle se trouve le passage suivant :

« La dette des États-Unis se compose d'obligations (*bonds*), de billets portant intérêt de diverses sortes, et de papier-monnaie... Les obligations sont la dette fondée, et elles sont payables, principal et intérêts, en or. Les billets portant intérêt sont à courte échéance et peuvent être acquittés en monnaie légale. La plus grande quantité peut être convertie à leur échéance, au gré du porteur, en obligations 5/20. Il n'y a pas eu d'engagement spécial et exprès que les obligations 5/20 seraient acquittées en or, parce que cet engagement était inutile. Toutes les obligations émises par le gouvernement sont considérées comme payables en espèces, et toutes celles qui sont venues à échéance ont été acquittées de la sorte. Les obligations dont le remboursement tombait en 1863 ont été payées en or, et les obligations de l'indemnité du Texas ont été et sont encore acquittées de la même manière. Les actes du gouvernement dans le passé et dans le présent donnent une garantie suffisante de ce que ces actes pourront être dans l'avenir; il n'y a pas de causes d'inquiétudes sur ce point. Le gouvernement gardera la foi qu'il a donnée à ses créanciers[1]. »

[1] Le correspondant du *Times* à Philadelphie, dont les sympathies pour l'Amérique sont des plus douteuses, écrivait ces lignes le 29 novembre dernier :

« Le général Butler a parlé devant toute la Chambre réunie en comité, en faveur de son opinion que les 5/20 doivent être payés en papier et non en or. Il n'a avancé aucun fait nouveau ; mais il a ressassé tous ses vieux arguments et a attaqué le système des banques nationales. La motion du général Butler et le débat auquel elle a donné lieu, a formé la principale discussion de la Chambre depuis sa réunion; mais il faut remarquer qu'aucun autre représentant n'a parlé pour appuyer les arguments du grand fauteur de la banqueroute, et qu'au contraire ses idées ont été réfutées par plusieurs de ses collègues. Thaddeus Stewens est resté silencieux à son banc pendant toute la durée du débat. M. Blaine du Maine, républicain qui est connu pour son adhésion aux opinions du sénateur Feysenden (l'ancien secrétaire de la Trésorerie), a fait un vigoureux discours en faveur du payement en or et contre les chèques de Butler. M. Brooks, de la ville de New-York, démocrate, s'est prononcé dans le même sens, et a rappelé que, lors de l'adoption du bill relatif à l'emprunt des 5/20, il avait proposé d'insérer une clause qui disait expressément que les obligations étaient remboursables en or, mais qu'il avait retiré son amendement sur la déclaration expresse, partie des bancs républicains, que tel était le sens du bill, et que son propre parti était alors en trop grande minorité dans la Chambre pour qu'il pût exiger davantage. Le général Butler est donc resté isolé, et les questions peu bienveillantes et les dénégations qui ont fréquemment interrompu son discours, et l'ont plus d'une fois vivement irrité, montrent que la majorité de la Chambre est

L'année présente verra probablement la solution des questions politiques les plus délicates qui sont nées de la guerre. Quoique la liberté ait remplacé l'esclavage, la société du Sud a besoin de se réorganiser dans de nouvelles conditions. Il y a de nombreux symptômes d'une prochaine acceptation du plan de reconstruction voté par le Congrès. Avec ce système, le suffrage universel, sans distinction de race ni de couleur, doit être désormais la base du gouvernement américain. Un grand nombre de personnes auraient désiré que le droit de suffrage fût déterminé par l'intelligence et l'éducation ; mais cette épreuve aurait éloigné les nègres de toute participation à la vie politique au moment même où les constitutions sous lesquelles ils sont appelés à vivre vont être modifiées, et où leur influence est très-nécessaire dans l'intérêt de leur propre protection. Le gouvernement fédéral en effet ne peut pas toujours entretenir une armée permanente pour protéger les affranchis. La présence d'une telle armée dans les États du Sud est une menace constante, une cause d'irritation pour les blancs, et est subversive des principes mêmes sur lesquels les gouvernements démocratiques reposent. Le gouvernement ne peut pas non plus se charger de l'éducation de la race nègre, jusqu'à ce qu'elle puisse exercer un suffrage intelligent. Mais en lui donnant l'arme du vote, il met dans les mains des nègres l'instrument de défense le plus sérieux, la meilleure garantie d'un traitement équitable par leurs anciens maîtres, et le stimulant le plus efficace pour l'éducation. Les gouverneurs militaires et les bureaux des affranchis ne sont nommés que comme agents temporaires pour maintenir l'ordre civil et pour protéger le nègre dans ses droits, jusqu'à ce que l'exercice du droit de suffrage l'ait soustrait à tout danger d'oppression.

Ainsi la nécessité de faire justice à la race qu'elle a affranchie oblige la nation à accepter la loi inexorable des sociétés démocratiques : l'égalité complète de tous les citoyens. Dans beaucoup des États du Nord il y a des exceptions à la règle du suffrage universel, mais elles doivent céder devant la logique des événements. Pour une société politique ainsi constituée, l'éducation est la seule sauvegarde contre l'abus du pouvoir et doit être rendue obligatoire pour les nouveaux citoyens.

Quand les questions politiques seront ainsi vidées, le pays pourra

pour le payement des 5/20 en espèces. L'attitude de Butler, au sujet de la dette publique, l'a rendu si impopulaire dans le Massachussetts, qu'il paraît fort douteux qu'il puisse obtenir la candidature républicaine dans cet État aux élections de l'année prochaine pour le congrès. Il est très-significatif que, pendant ce débat, M. Brooks, de New-York, a affirmé que le parti démocratique n'insérerait pas la répudiation de la dette sur son programme, pour les élections présidentielles. »

se remettre avec plus de vigueur au règlement de ses affaires matérielles. Il est certain que l'intérêt commun du gouvernement et des citoyens amènera une simplification des taxes et un examen rigide des principes sur lesquels le système financier doit être basé. Le crédit public a été placé au-dessus de toute contestation et sera vigoureusement défendu; mais il n'est ni nécessaire ni désirable que la dette de l'État continue d'être réduite dans des proportions aussi rapides que celles qui ont été adoptées tout d'abord pour sa réduction. Il est beaucoup plus important d'en alléger le fardeau en accroissant les produits du pays et en veillant à ce que la condition sociale des classes laborieuses, sur lesquelles repose la permanence du système politique des États-Unis, ne soit pas affectée par le poids des impôts.

Après avoir ainsi terminé la grande lutte pour l'unité nationale et effacé de sa constitution la seule tache qui y était remarquée, l'Amérique n'a plus qu'à entretenir des relations amicales avec les autres nations. Elle a la pleine conscience des forces qu'elle pourrait mettre en ligne si elle était forcée de s'engager dans une nouvelle guerre; elle doit prouver par son exemple que la paix, l'industrie, l'égalité sociale et l'ordre sont les fruits les plus précieux de la civilisation.

George Walker.

POUCHKINE

Tenter une étude sur Pouchkine eût été naguère inutile, car il n'y a pas d'étude sans critique, et celle-ci n'existait pas devant le parti pris de l'omnipotence. Cet attachement des Russes pour leur poëte eût été touchant, s'il n'eût pas été une grave offense à sa mémoire. En effet, l'esprit ne se laisse pas traiter à la façon des reliques. Le plus grand hommage qu'on puisse lui rendre, c'est de s'en occuper, non comme d'un enfant gâté, auquel on passe tout, dont on n'avoue pas les fautes, mais comme d'un ami dont on relève et fait ressortir en même temps les mérites et les faiblesses, pour que les survivants en profitent. Depuis qu'un jour plus pur s'est levé sur la Russie, depuis que chacun y tend à la lumière, on s'occupe aussi de critique en ce pays ; on a compris qu'elle est aussi nécessaire au développement moral d'une nation que l'examen de sa conscience l'est au progrès moral d'un individu.

Lomonosof et Derjavine avaient frayé la route à Pouchkine. Il fit de cette noble voie une place publique où, la cravache d'*Onéguine* [1] en main, il s'élança, tout botté et éperonné, ne se donnant pas le temps de se recueillir, et c'est là un premier reproche à lui faire, vu l'importance du rôle auquel il était appelé ; car la piété est nécessaire à toute mission, et pour un écrivain, elle consiste dans la dignité personnelle comme dans le respect envers le public.

Jusqu'à quel point, le poëte garda-t-il l'un et l'autre ?

« Le monde, nous dit-il, accueillit ma muse avec un sourire. — Ce premier succès m'encouragea. — Le vieux Derjavine me distingua, — Et me bénit sur le seuil de sa tombe. »

Les hautes destinées du jeune homme se lisaient donc dans son œil ardent pour que le vieux poëte, à sa dernière heure, le trouvât digne de l'héritage sacré ! Que fit Pouchkine de cet héritage ? Le dé-

[1] Principal poëme de Pouchkine.

pensa-t-il avec le sage Lenski ou avec le sceptique Onéguine? Écouta-t-il son esprit fantasque et fougueux, ou bien se laissa-t-il aller à son âme qui était bonne et tendre? Hélas! il se drapa dans le manteau du matérialisme et chassa de lui l'idéal, comme Onéguine fait de tout sentiment de pudeur, lorsqu'il s'écrie, au chevet du lit de son vieil oncle mourant : « Quand donc le diable t'emportera-t-il? »

Pourquoi le poëte national, qui avait à s'occuper d'un peuple jeune et naïf, à l'aurore de sa littérature, eut-il l'idée de transplanter en Russie Child-Harold, cet enfant des vieilles civilisations qui s'y trouva d'abord bien dépaysé, mais ne s'y acclimata que trop tôt! A la voix du poëte, en effet toute la jeunesse vint se ranger sous les drapeaux de l'enfant blasé des villes et disputer un rang dans sa milice. Le pays devait-il applaudir à cette imitation servile? Je ne le crois pas. Faut-il en accuser uniquement Pouchkine? Je ne le crois pas plus. La nature de son génie l'entraînait vers des régions moins restreintes que les limites de sa nationalité; il pouvait être en même temps réformateur et moraliste; il se laissa aller aux écarts de sa muse capricieuse parce qu'il était, avant tout, de son temps et de son époque. Mais, sa mission était plus haute; il n'était pas en son pouvoir de l'amoindrir, ni de lui donner moins d'importance; il devait, comme chef d'école, planter le drapeau sacré et en choisir la couleur; ce fut, non-seulement Child-Harold, mais encore don Juan, René et Rolla qui la lui fournirent : ces types, passant par le cerveau de Pouchkine, agirent, par contre-coup, certainement plus sur la Russie que sur les pays qui les avaient enfantés. Par une raison bien simple, c'est que les littératures de ces pays étant viriles, elles ne manquèrent pas de substances, comme en Russie, pour les contre-balancer. Pouchkine ne s'inspire que de ces auteurs-là; les dispositions de son esprit aidant, il se laissa aller à son Onéguine et nationalisa un type complétement étranger.

En produisant ce type, Pouchkine écouta plutôt la fougue de son esprit que ses sentiments; car il a beau faire, il ne peut s'empêcher de créer un autre type d'après son cœur. Son idéal contenu éclate dans la contre-partie d'Eugène, dans le poëte Lensky. Onéguine est le mauvais côté de Pouchkine. Lensky est le côté idéal de cette âme souffrante qu'il ne peut abaisser, malgré ses railleries à la méphistophélique.

Tatiana est le caractère complet du poëme et de plus un type tout à fait national. Avant de le tracer, le poëte ne s'est pas uniquement écouté, il a regardé autour de lui, il a recueilli les voix du dehors. Tatiana sait nous introduire dans sa vie; on aime à se la représenter et on suit avec intérêt tous les détails de son existence. Elle possède un charme qui attire. Tatiana eut encore plus de succès et d'imitatri-

ces, parmi la jeunesse russe, qu'Onéguine n'eut de disciples. Toute jeune fille s'efforça de ressembler à Tatiana.

L'enthousiasme pour Pouchkine alla jusqu'au délire; ses strophes lui furent littéralement payées au poids de l'or, ce qui nuisit certainement au fini du travail. Voici du reste la trame du poëme.

Un jeune homme, Eugène Onéguine, blasé par tous les plaisirs de la capitale, se rend dans la terre que lui a léguée son oncle, où bientôt la vie de province l'ennuie autant que sa vie antérieure. Comme contraste d'Eugène, le poëte lui donne pour ami Lensky, nature tout idéale, fiancée depuis longtemps à Olga Larine, dont la famille est voisine des deux amis. Lensky introduit dans sa future famille son ami Eugène. Tatiana, sœur aînée d'Olga, s'en éprend et lui fait, dans une lettre naïve, l'aveu de son sentiment. Onéguine la traite du haut en bas de sa fatuité et lui donne le conseil de chercher ailleurs un mari. Poussé par le démon du mal, il fait plus, il affecte de s'occuper, à un bal, de la sœur de Tatiana, la fiancée de son ami. Celui-ci le provoque en duel. Eugène tue Lensky. C'est ici l'apogée de l'intérêt du récit qui se déroule en scènes émouvantes, pittoresques et originales. La description est la partie brillante de l'auteur.

Nous sommes à Moscou, la ville aux blanches murailles, où Tatiana est conduite par sa mère à l'enquête d'un mari, « car Moscou est une foire de filles à marier[1], » fait dire le poëte à la mère de Tatiana. Pendant ce temps, Onéguine promène ses remords et sa paresse ennuyée.

Un soir, toujours à Moscou, il rencontre dans le monde une femme d'une parfaite distinction, et reconnaît, dans cette grande dame, la modeste Tania, par lui dédaignée. Elle est mariée au prince ***. Eugène, on le devine, en devient tout de bon et éperdument amoureux ; après maintes poursuites, il reçoit en retour la monnaie de sa conduite d'autrefois. « Vous m'avez méprisée, lui dit-elle, lorsque j'étais obscure; actuellement, c'est mon nom, mon rang que vous voudriez attacher à votre char. Je les dois à mon mari, auquel je serai à jamais fidèle, malgré le souvenir que je vous ai conservé. » Et elle disparaît. Eugène reste atterré et confondu, sans penser à la retenir.

C'est sur cette simple donnée que Pouchkine nous donne huit chants d'une épopée légère, où trois figures dominent le premier plan : Onéguine, Tatiana, Lensky.

[1] Anciennement, le lundi de la Pentecôte, se faisait, au jardin d'été de Pétersbourg, l'exhibition des filles à marier. Aujourd'hui cet usage n'existe plus que parmi le peuple et les marchands.

Après avoir dit l'influence sous laquelle Pouchkine a imaginé son roman, et ce fait qu'à sa voix son héros devint national, tant l'autorité du poëte avait de puissance, examinons tous ces caractères pour résoudre les questions suivantes, si importantes pour l'art : Eugène Onéguine est-il un ouvrage moral ? Pouchkine, poëte et penseur, a-t-il écrit ce qu'il aurait dû écrire et penser ? Les caractères qu'il a tracés sont-ils élevés et pratiques ? Son travail est-il assez complet pour conquérir une place durable au Parnasse russe?

Toute production de l'art s'envisage du côté du fond et de la forme et par ce je ne sais quoi qui fait la manière, la touche de l'auteur, son originalité.

Qu'est-ce donc, au fond, qu'Eugène Onéguine? L'auteur le prend à sa naissance et nous apprend que son éducation fut tout étrangère. « D'abord on lui donna pour bonne une *madame*, — on la remplaça par un abbé français, qui, pour ne pas effaroucher l'enfant, lui apprit de tout en badinant. » Il pouvait en perfection s'exprimer et écrire en français, danser la mazourka avec légèreté, et saluer avec aisance. Que faut-il de plus? Le monde décida qu'il était spirituel et très-agréable.

Ces vers sont bien tournés, critiquent finement l'éducation qu'a reçue Eugène.

Après une telle éducation, on devine que notre jeune homme, livré à lui-même, lancé dans tous les plaisirs, ne peut qu'en abuser. Arrivé à dix-huit ans, il est las de tout. Mais est-ce là un but, ô poëte? Tu ne veux pas être moraliste, soit ; mais tu ne veux pas amoindrir la mélodie de tes chants, et, au lieu de rafraîchir, ils énervent. Pourquoi ne nous avoir pas plutôt représenté un de ces jeunes gens modestes, instruits, réunissant l'ingénuité de l'enfance aux qualités solides qui annoncent le bon citoyen?

En suivant le cours des exploits de notre Eugène, nous aurions à chaque instant l'occasion de signaler combien l'auteur excelle dans le genre descriptif. L'intérêt se relève quand Pouchkine nous conduit, comme il a l'art de le faire, au milieu des vieilles traditions d'un peuple que l'Europe connaît à peine.

Suivons, par exemple, Onéguine au spectacle ; écoutons le poëte nous parler de la danse d'Istomina qui laisse, comme toute autre chose, Eugène froid et dédaigneux :

« Brillante, aérienne et docile à l'archet magique, se tient Istomina, environnée d'une troupe de nymphes. D'un pied, elle effleure la terre ; de l'autre, lentement elle pirouette, et tout à coup bondit, et tout à coup vole, vole comme une plume sous les lèvres d'Éole ; tantôt sa taille se brise, puis s'ondule ; et son petit pied agile agace son autre pied. »

Et ce tableau si saisissant de la Néva, dans une de ces nuits transparentes qu'offre Pétersbourg au printemps : « Tout était calme : à peine s'entendait le cri de la sentinelle de nuit, et d'un drochki le bruit lointain, qui se perdait dans la Millione. Un seul bateau agitait ses rames, et voguait sur la rivière assoupie. » Ce tableau est bien simple ; mais quand on en a joui, si c'est avec les yeux de l'âme qu'on l'a observée en pareil moment, cette Néva *assoupie*, je vous assure que l'on n'oublie plus ni la rivière ni le poëte.

Que de descriptions nous aurions encore à citer en suivant le cours des hauts faits de notre Eugène « qui bâillait de la même sorte dans les salons à l'antique ou à la mode. » Mais les descriptions ne constituent pas le mérite d'un poëme ; elles ne servent tout au plus qu'à l'embellir : voyons donc l'action, et comment s'y détache le principal caractère, celui d'Eugène. Agit-il près de Tatiana en roué, en Lovelace ou en don Juan ? Non ; et ce n'est pas, hélas ! par vertu qu'il lui fait un sermon, chef-d'œuvre d'outrecuidance, de fatuité et d'égoïsme, pour répondre à son amour ; c'est simplement par dédain. Le poëte a beau dire : « Moins nous aimons une femme, plus de chances nous avons de lui plaire, plus facilement il nous est aisé de l'enlacer dans nos filets, » c'est difficile à croire. Il faut pourtant que l'amour se base sur quelque chose : sur un point d'attraction ou de répulsion peut-être ; mais absolument sur rien, est-ce possible? Je le demande aux femmes? La nature étrange de Tatiana, son isolement, son inactivité, ne justifient pas assez cette absence de dignité dans la femme. Eugène la regrette après l'avoir dédaignée. Ici le poëte le laisse fidèle à son caractère, qui peut se définir ainsi : celui de *ne pas en avoir*, et c'est peut-être ce qui constitue le plus son originalité, c'est d'être un *type sans caractère*. Il est type par l'expression, par le mécanisme de sa pensée et de ses actions, qui servirent malheureusement de modèle à sa nation, qui restèrent visibles, qui laissèrent même des traces dans l'établissement[1] où il fut élevé ; chaque étudiant en porte encore aujourd'hui le stigmate et le lorgnon *inévitable ;* mais, nous le répétons, ce type est sans caractère, car il n'a pas la force, l'énergie, l'action, et surtout la vérité qui doivent l'établir.

En tuant son ami en duel, sans aucune raison plausible, Eugène a-t-il la force du crime qu'il vient de commettre? Est-ce une vengeance méditée de sa part? Non ; notre héros n'était pas méchant, il a des remords de son action, il s'en repent ; au lieu de nous révolter par son crime, nous nous contentons de le mépriser et de remarquer qu'excepté la mort de Lensky, Onéguine n'agit pas.

Quant à la vérité du caractère de notre héros, écoutons l'opinion

[1] Le lycée impérial de Saint-Pétersbourg.

du poëte lui-même : « Est-il resté le même, ou s'est-il amendé? Dites-nous donc ce qu'il nous ramène? Un Melmoth, un cosmopolite, un patriote, un Harold, un quaker, un Tartuffe? De quel *masque* va-t-il se couvrir? Ou bien sera-t-il simplement un bon enfant? comme vous, comme moi, comme tout le monde? Quant à moi, mon conseil serait qu'il renonçât à des modes vieillies, ayant assez dupé le monde. »

Vous le voyez, le poëte l'avoue : Eugène n'est pas un caractère, mais un rôle. Oui, Pouchkine, tu es simplement un bon enfant, comme nous, comme le premier venu; tu as beau te persuader à toi-même et vouloir nous faire accroire que tu es ce fat, cet Onéguine sans intérêt et sans prestige; tu es Lensky, auquel tu as refusé à tort tes couleurs, les prodiguant à Eugène vers lequel le démon de ton esprit te pousse; mais, malgré toi, ton âme va éclater par la voix de cette âme flottante à laquelle tu résistes obstinément.

Cependant Lensky non plus n'est pas un caractère, c'est une ombre, c'est l'âme du poëte qui nous apparaît avec ses impossibilités, ses contradictions. Il n'agit pas dans l'action. Pouchkine ne le soigne pas, il ne l'aime pas, il s'en moque ; peu s'en faut qu'il ne ridiculise cet « adorateur de Kant, » sortant de l'université de Göttingue à l'âge où l'on n'y entre point encore, chantant longtemps dans la solitude « les roses romantiques et la fleur décolorée de sa vie » sans avoir ses dix-huit printemps, aimant Olga depuis l'enfance, voulant l'épouser, et « ne pensant pas du tout à s'engager dans les liens du mariage, » griffonnant des épitaphes aux cendres de ses aïeux sur la tombe de ce *poor* Yorik, dont la tendresse à son égard est à peine justifiée, se laissant sottement mener en tout par Eugène, qui écoute ses tirades de lyrisme le sourire sur les lèvres.

Comment un tel caractère peut-il nous intéresser? Il y a de cela deux raisons : d'abord il renferme un vrai lyrisme qui coule de temps à autre de ses lèvres : « Ah! il aimait comme de nos jours on ne sait plus aimer; comme, seule, l'âme extravagante du poëte est encore condamnée à le faire : toujours, partout le même rêve, le même désir habituel, la même tristesse éternelle, etc. Il croyait son âme de trempe, pour son honneur, d'affronter des chaînes, et que, pour briser le vase de la calomnie, ses mains ne trembleraient jamais. »

Et puis ce lambeau de caractère, cette esquisse trop pâle, prend tout à coup un développement, une hardiesse inouïe, une lucidité qui tient d'une seconde vue. Dans la page du duel, rapprochement fatal! avec quel fini de détails, quelle vérité de couleurs, le poëte ne nous fait-il pas assister à cette tragédie si émouvante qui se justifiait pourtant très-peu dans le principe; mais, une fois sur le terrain,

comme Pouchkine s'y entend! L'identité de cette fin avec celle du poëte donne à ce tableau quelque chose de saisissant.

Pouchkine met en présence les deux amis devenus adversaires, et s'écrie : « Ennemis, y a-t-il longtemps que la soif du sang les sépara l'un de l'autre! y a-t-il longtemps que leurs pensées fraternellement se partageaient! et ils sont prêts, tous deux en silence, à se donner froidement la mort! Ils viennent de mesurer cinq pas, et Lensky, clignant de l'œil, vise à son tour, mais déjà le pistolet d'Eugène est parti. L'heure fatale a sonné... Le poëte en silence laisse tomber son arme. »

Et voilà que le lyrisme du poëte coule à flots, sans contrainte : « Ainsi, brillante d'étincelles au soleil, tombe en roulant lentement de la montagne l'avalanche de neige. Saisi d'un frisson instantané, Eugène accourt vers son jeune ami, le regarde, l'appelle. C'est en vain! il n'est plus... Le jeune poëte a trouvé une fin prématurée! La tempête a soufflé! La fleur charmante s'est fanée à son aurore! le feu s'est éteint sur l'autel! Il était là sans mouvement; extraordinaire était la pacifique langueur de son front. Le sang coulait à gros bouillons de sa blessure. Un moment à peine écoulé, et dans ce cœur battaient encore inspiration, haine, amour, espoir; la vie s'y jouait, le sang frémissait; et à présent!... (telle la maison qu'on vient de quitter est devenue morne et sombre) pour toujours il vient de se taire! »

Quand on pense que cette élégie du poëte va dans peu de jours se reproduire à lui-même; que lui-même, à la fleur de l'âge, sera conduit, après un duel semblable, dans cette terre où il imagine sa fiction, on se demande ému si ce n'était pas, de la part de Pouchkine, un vrai pressentiment.

Au début du second chant, le poëte nous décrit cette campagne, qui était la sienne, avec les couleurs qu'il sait mettre à ses descriptions; mais c'est surtout sur la tombe de Lensky qu'il faut l'écouter : « A présent le monument est désert, abandonné : le sentier qui y conduisait s'est effacé; il ne se trouve plus de guirlandes aux branches. »

N'est-ce pas encore une seconde vue, quand nous rapprochons ceci avec ce que nous en écrit un jeune lycéen qu'un pieux pèlerinage conduisit à la tombe de Pouchkine?

« Nous partîmes, dit-il, en char-à-bancs pour Mikhaïlovski (campagne du poëte). La route pour s'y rendre est délicieuse. Si l'œil n'est pas distrait par des paysages variés, il aime à se reposer sur les forêts verdoyantes, la fertilité des champs. Nous commençâmes par visiter le petit village qui appartient à la famille Pouchkine, et dans lequel le glorieux lycéen passa ses plus heureux jours.

— J'étais né, dit le poëte, pour l'existence de la campagne : dans les bois, le son de la lyre est plus sonore. J'erre le long du lac solitaire : le *farniente* est ma loi. Je me réveille chaque matin pour la liberté et la douce mollesse. Je lis peu, je dors beaucoup, et ne pourchasse point la gloire. N'est-ce pas ainsi que bien des années j'ai, dans la paresse et le silence, passé mes jours les plus fortunés.»

« Des fenêtres de la maison principale se dessine le lac autour duquel le poëte aimait à errer, et, à travers les arbres, s'entend, sans se montrer, la petite rivière qu'il a chantée.

« Nous nous sommes recueillis en cet endroit, continue le jeune lycéen, et nous concevions que ces lieux eussent servi à entretenir la verve du poëte, tant ils sont beaux et rafraîchissants à l'âme.

« La maison, nous dit-on, a été rebâtie ; mais l'ameublement est resté le même et il attira bientôt notre attention : comme chaque objet, chacune des bagatelles que nous trouvâmes sur les tables, nous intéressait ! nous y cherchions un trait qui nous rappelât l'esprit du cher poëte. De là nous nous rendîmes au monastère de Sviatogorsk; c'est là que nous vîmes la tombe mal entretenue de Pouchkine : le monument se trouve sur une montagne qui domine un paysage assez triste; mais ces forêts sauvages, ces terres sablonneuses qui avoisinent la tombe déserte, convenaient bien à la disposition de nos âmes La vie du poëte, brillante, agitée, éteinte tout à coup ! lui-même, dans ce simple tombeau si abandonné et « sans couronnes se balançant aux branches, » tout cela se confondait mélancoliquement dans notre âme ; mais, nous disions-nous, il n'en est pas moins vrai qu'en voyant ce simple nom écrit sur cette pierre, chacun se répète avec lui : « En voilà un qui fut poëte! » Et ses mânes s'en réjouissent. »

Le caractère de Tatiana a le mérite d'avoir été saisi dans la nation même. Le poëte l'aimait : il a étudié en psychologue cette bonne et franche nature. Il nous y intéresse d'un bout à l'autre du récit. C'est le caractère complet du roman qui aurait beaucoup gagné à s'appeler Tatiana. C'est le type par excellence de la femme russe : nature tout attractive, parce qu'elle est toute prête à l'initiation, quoique orientalement molle et souverainement paresseuse. Quant à son instruction, le poëte l'a dit, « effleurant tout légèrement, possédant une âme impressionnable, mais difficile à se résoudre et plus difficile encore à renoncer ; attachée avec force à ses superstitions, ses légendes, ses usages : voilà Tatiana. »

L'amour chez ces natures concentrées, est tenace ; car la vie intérieure y est puissante. Semblables à ces lacs unis à la surface, elles cachent des abîmes sans fond ou des trésors inépuisables. Avec quel tact et quelle connaissance de la femme le poëte sait nuancer

les actions de Tatiana et les assujettir aux impressions de son nouveau sentiment. Il lui donne deux qualités précieuses : elle est fidèle à elle-même et naturellement originale. En effet Tatiana est seule, elle écrit une lettre à un homme qui ne lui a pas fait la moindre déclaration et pourtant elle n'est point une effrontée qui se jetterait à la tête du premier venu. Loin de là, dix Lensky auraient pu soupirer pour elle et auraient perdu leur temps. A défaut d'une supériorité quelconque, il fallait à son originalité une âme diabolique qui la tourmentât, et voyez comme le poëte tient à ce qu'on sache bien que cette nature trop bonne, trop spontanée, peut bien oublier un moment sa dignité de femme, mais non la pudeur, la timidité de son sexe. Comme il la fait hésiter à cacheter sa lettre, combien de temps sa langue brûlante retient le petit pain à cacheter, couleur de rose. — Et dans cet entretien si décousu avec sa nourrice, que d'hésitations, d'innocence et de naïveté : car c'est justement le contraste de ce qu'elle *fait* avec ce qu'elle *est* qui constitue l'étude intéressante de ce passage. Oui Tatiana est une nature pleine de distinction, de retenue, de tact. L'auteur se plaît à nous le prouver de mille manières. A ce dîner de fête où Onéguine arrive sans être attendu, comme elle dévore ses larmes, tout en restant à sa place, parfaitement convenable.

Et lorsqu'elle attendait d'Eugène une réponse qui n'arrivait pas. C'était l'heure du thé, qu'Olga versait avec toutes les cérémonies d'usage. Tatiana était assise à la fenêtre, mais laissons parler le poëte : « Son âme était affligée, ses larmes tombaient de ses yeux alanguis. Tout à coup un bruit, son sang se glace. On approche, on galope dans la cour. C'est bien Eugène. Ah ! et plus légère qu'une ombre, Tatiana saute par une autre porte du perron dans la cour et de là au jardin, elle vole, vole et se garde bien de retourner la tête. En un clin d'œil elle a franchi parc, pont, l'allée du lac, le bois ; elle renverse, brise les buissons de lilas, du parterre, volant au ruisseau. Là, toute haletante, sur un banc, elle tombe : Ici, Eugène est ici.... »

Nous avons dit que Tatiana était une nature distinguée : que pouvait-elle faire de ses facultés dans le milieu où elle se trouvait ? dans sa vie oisive et solitaire ? Elle les emploie à aimer tout ce qui l'entoure, ses bois, ses champs, ses prés, je dirais aussi le clair de lune, si je ne craignais de le dire une fois de trop après le poëte ; mais ce n'est pas assez pour Tatiana, on connaît quelle extension la faculté d'aimer peut prendre dans l'isolement et l'oisiveté. Aussi, à peine son amour est-il né, qu'il grandit, elle ne le combat pas et s'y livre aveuglément. Le songe un peu risqué qu'elle fait s'explique cependant par l'exaltation où en est arrivé l'esprit de Tatiana. Elle

se laisse conduire à Moscou, devient grande dame, elle ne change pas, elle se développe; car elle était née femme distinguée. Plus tard nous lui voyons même la force de surmonter son amour et de reconquérir toute sa dignité.

L'harmonie dans Tatiana est complète; malgré ses excentricités qui tiennent du fond de sa nature originale. Le poëte lui donne en outre une qualité importante dont il semble peu se soucier en général. Elle possède *le sentiment du devoir* ; car il a compris qu'en opposition d'Eugène, il lui fallait un personnage qui se fît quelque cas de sa conscience.

Mais ce que l'on ne saurait trop admirer en Pouchkine, c'est le langage qu'il a su mettre dans la bouche de son héroïne. Quelles douces intonations, il donne à sa langue, si rudes dans certaines bouches, comme il s'entend à la détendre, à l'amollir par la suavité de ses voyelles qu'il s'applique à faire ressortir. Qu'une femme qui s'y entende vous lise ces passages, elle vous tiendra sous le charme.

Écoutons Tania causer avec sa nourrice : « Impossible de dormir, nourrice, on étouffe ici! — Ouvre la croisée et viens ici t'asseoir. — Qu'est-ce donc, Tania, qu'est-ce qui t'arrive? — J'ai le cœur gros, parlons du bon vieux temps. — De quoi donc, Tania? Il fut un temps où ma mémoire ne retenait pas peu de vieux contes sur les malins esprits et les fillettes ; mais à présent tout s'obscurcit, Tania; ce que j'ai su je l'ai oublié.... — Mais nourrice, dis-moi quelque chose de ton temps? As-tu connu le mal d'amour? — Eh! fi donc! Tania, dans ce temps-là nous ne savions pas ce qu'amour veut dire, sans cela, ma défunte belle-mère m'en aurait fait voir de belles. — Mais alors comment t'es-tu donc mariée, nourrice? — Dieu le sait, il paraît que cela devait être ainsi. Mon Ivan était plus jeune que moi, mon cœur, et moi j'avais treize ans alors. Mon père me donna sa bénédiction. D'effroi, je pleurai bien amèrement. Au milieu des larmes des assistants, on me défit ma natte, et avec des chants, on me conduisit à l'église. Mais tu ne m'écoutes pas! — Ah! nourrice, nourrice, je souffre, mon cœur me fait mal, chère bonne, je voudrais pleurer, sangloter! — Tu es malade, pauvre enfant. Attends, je vais t'arroser d'eau bénite, tu es toute brûlante. — Non, je ne suis pas malade... je... sais-tu nourrice... je... j'aime. »

L'isolement de la pauvre Tatiana pèse au lecteur. Il se demande pourquoi, à défaut de sa mère, sa sœur n'est pas sa confidente; mais Olga était légère, elle était heureuse, elle habitait une autre sphère. Ce mot : *j'aime*, semble à Tania terrible à prononcer même devant sa nourrice, créature toute passive. Que de réticences et d'hésitations avant de la mettre dans son secret!

Mais le premier pas franchi, voici la lettre: Pour qui? lui demande avec compassion la vieille femme. La naïveté de la nourrice est ici naturelle et impayable. Le lendemain, elle félicite Tatiana de sa fraîcheur, à cause de sa figure rougie de larmes et d'insomnie : « Il est l'heure de te lever, ma colombe; mais déjà tu es toute habillée. O mon petit oiseau matinal, quelle peur j'eus à ton égard hier soir; mais, Dieu merci, tu vas bien! De l'angoisse de cette nuit, tu ne portes pas trace. Ta figure est un vrai coquelicot. »

Ces entretiens si harmonieux, si doux, ont, il nous semble, plus d'attraits et de mérite par le naturel qui y règne que le songe si vanté de Pouchkine. Il y pousse plus loin le fantastique qu'Hoffmann, son modèle, qui n'oublie jamais que la ligne est bien mince qui sépare le fantastique de l'extravagant. Mais on ne se lasse jamais d'entendre causer Tatiana, et quoique ces entretiens nous rappellent ceux que Shakespeare met dans la bouche de Juliette, je ne sais pas qui pourrait en faire un reproche à Pouchkine. En général ces accusations d'imitation nous ont toujours semblé très-puériles, quand elles s'adressent à des hommes qui, comme le dit Alfred de Musset, boivent ordinairement dans leur verre. Que l'on étudie la filiation des idées pour se rendre compte de la parenté qui existe entre elles, rien de plus naturel et de plus élevé. S'il existe des archives où l'on peut étudier les généalogies des familles, les princes de l'intelligence doivent aussi avoir leurs parchemins en règle, pour qu'on puisse s'en rendre compte minutieusement. Mais quant à dresser un acte d'accusation contre Byron pour éclaircir si l'idée de Manfred vient de lui-même ou s'il l'a prise de Faust, ou bien chicaner Molière sur ce qu'il a pu emprunter à Plaute, cela nous paraît d'un intérêt médiocre. Quand on se nomme Pouchkine, on est toujours relativement original. « Il faut être ignorant, comme un maître d'école, a remarqué Musset, pour se flatter de dire une seule parole que personne ici-bas n'ait pu dire avant nous. »

Nous avons à admirer un beau morceau lyrique, lorsque l'auteur est devant Moscou, la vieille capitale des tzars ; son élan patriotique s'épanche en une ode majestueuse : « Voilà le château de Pétrofski entouré de son bois de chênes. C'est ici que hautain, énivré de sa dernière victoire, Napoléon attendit en vain, dans sa dernière heure d'ivresse, de Moscou les génuflexions et les clefs de l'antique Kremlin. Non, elle n'alla pas à lui ma chère Moscou, avec une tête humiliée, elle ne lui présenta ni fête, ni cadeau de bienvenue. C'est un incendie qu'elle lui donna à ce héros insatiable, qui, plongé dans ses réflexions, regarde la flamme menaçante. »

A mesure que s'avance le récit, nous voyons Tatiana prendre plus

d'importance. La douce Tania devient grande dame et arrive au développement complet de son caractère.

« Personne n'aurait pu la dire belle, mais de la tête jusques aux pieds, nul n'y eut trouvé à redire. »

Le dénoûment tout moral étonne bien un peu de la part de Pouchkine, mais, si l'on y réfléchit, il couronne et établit définitivement le caractère de Tatiana. Était-elle en effet une nature bonne, candide, spontanée, ou tout simplement une femme facile? Tout était là.

Un mérite que l'on ne peut contester à Pouchkine, c'est de posséder parfaitement la langue qu'il emploie. Il sait la pétrir, la broyer à sa manière cette langue difficile; mais pourquoi cherche-t-il plus à éblouir qu'à s'attirer l'estime? Parce qu'il a encore plus l'ambition d'étonner que d'émouvoir; mais sa langue, chose étrange, lui si démesurément romantique, est devenue classique sous sa plume. On la consulte, comme les Français le font de leurs maîtres, de Voltaire par exemple. Que Pouchkine eût gagné à interroger plus souvent ce maître souverain de la forme; que de leçons solides, il en aurait pu prendre sous le rapport de l'ordre, de la clarté, de la sobriété surtout. « Quand je vois, dit Montaigne, ces braves formes de s'expliquer, si vives, si profondes, je ne dis pas que c'est bien écrire, je dis que c'est bien penser. »

Pourquoi Pouchkine a-t-il laissé tant de plantes parasites pousser toutes échevelées dans son récit? Il n'a pas eu la force de les extirper! Que d'intérêt et d'importance y eût pourtant gagné son poëme! Le goût est complétement étranger au poëte, et ce qu'il y a de singulier, c'est qu'il semble comme beaucoup d'autres bonnes choses, le traiter du haut en bas. Il dit tout ce qui lui passe par la tête. Peu d'hommes sont nés rois en littérature, très-peu donc ont le pouvoir d'imposer leurs excentricités. L'imitation en ce genre est impossible et l'on doit y regarder à deux fois avant de lâcher la bride à cette folle de la maison qui vous compromet aisément son homme à moins qu'il ne s'appelle Shakespeare ou Aristophane.

Du reste, Pouchkine s'impatiente lui-même des retards de son récit. On l'entend dire sous toutes les formes : « En avant, en avant, mon histoire. O toi, muse épique, confie-moi un bâton plus sûr, que je n'erre plus de droite et de gauche. » Mais, si l'on peut excuser cette exubérance du cerveau du poëte, quand elle ne fait de mal à personne, ne blesse ni le sens commun, ni la vérité, ni les convenances, quand elle ne nuit pas à la compréhension du récit; peut-on y applaudir lorsqu'elle n'est au fond que de vides, de malveillants paradoxes? En voici un exemple, hélas! parmi tant d'autres. Nous sommes au premier chant et assistons à la toilette d'Eugène :

« Rousseau (je le dis en passant) ne peut comprendre comment le grave Grimm eût osé, devant lui, nettoyer ses ongles ! L'éloquent insensé, défenseur de la liberté et du droit, dans ce cas est tout à fait dans son tort. On peut être un homme sensé et penser à la beauté de ses ongles. »

Où donc est l'excuse de cette digression? où en est la logique? Rousseau empêche-t-il quelqu'un de penser à la beauté de ses ongles; mais ce qu'on ne lui contestera pas, c'est le droit d'exiger qu'on y pense quand on est seul. Pourquoi donc traite-t-il pour cela Rousseau d'insensé?

Quelquefois Pouchkine sacrifie au paradoxe sa pensée tout entière. Dans la nuit qui précède le duel, Lensky compose des vers pour Olga: « Amie de mon âme, amie souhaitée, viens, viens, je suis ton époux ! Ses vers coulent et résonnent. Il les lit à haute voix dans son enthousiasme lyrique, comme D***, ivre dans un festin. » Quelle chute! et quelle pénible impression en retire le lecteur !

Parfois le poëte ne nous dit que la moitié de sa pensée, ou ne l'a pas conçue lui-même bien nette, quand il s'écrie par exemple: « Mais était-il heureux mon Eugène, indépendant, à la fleur de l'âge, au milieu de ses brillants succès, de ses jouissances de chaque jour, et n'est-ce pas en vain qu'il était au milieu de ces festins, *robuste et imprudent*? » Qu'est-ce que cela signifie?

Et dans ce passage du cinquième chant :

« L'estomac est le plus sûr Breguet. A ce propos, je fais observer, que trop souvent je fais mention dans mes strophes de festins, de bouchons. C'est comme toi, divin Homère, toi, l'idole de trente siècles. » Le poëte veut-il se moquer d'Homère ou se comparer à lui ? « Cent fois heureux, celui qui possède la foi ou qui s'assoupit dans la mollesse de son cœur, comme dans son gîte d'une nuit, le voyageur ivre. » Quelle image pour un poëte !

Nous avons parlé des plantes parasites qui encombrent trop souvent l'action ; c'est un défaut de forme dont le remède fort simple eût été le travail. Qu'on relise par exemple la strophe du troisième chant qui commence par ce vers : « Que Dieu me préserve en entrant au bal, » etc., au quatrième chant, les trois premières strophes, toute la digression concernant les genres de poésie, la finale du sixième chant. Je n'en finirais pas s'il me fallait citer tous les passages où la pensée se confond et s'embrouille avec les observations inutiles.

L'auteur le comprend, il autorise de faire justice de ce verbiage, il le prescrit même par ces vers du chant cinquième : « Il est temps pour moi de devenir plus raisonnable, d'améliorer mes travaux et mon style et de purger ce cinquième chant de toute digression. »

Nous ne suivrons pas plus loin Pouchkine sur le chemin des incorrections, à quoi bon? Malgré ses défauts, l'œuvre est bonne, elle résiste à l'étude et à la traduction. Que voulons-nous cependant prouver? Une chose bien essentielle. Que ce n'est jamais l'esprit qui a manqué à Pouchkine; mais la *raison* dont il ne veut pas, qu'il traite en superbe.

Il oublie que le génie véritable n'en fait pas si bon marché, et que l'esprit et le sentiment dont il parle n'ont un véritable prix qu'à la condition de s'associer à elle.

Qui aurait pu, en effet, éclairer le poëte sur l'importance de ne jamais sacrifier à la rime la dignité de sa pensée? Cette *seule raison*, par lui si dédaignée. « Deux fois par an, les Larine communiaient, et ils aimaient les balançoires rondes. » — « Et voilà déjà que craquent les gelées, et que tout s'argente dans la prairie. Le lecteur attend ici de voir la rime *roses*. Eh bien! la voilà; que vite il la prenne. » — « En attendant, en négligé, la tête coiffée d'un bolivar, Eugène se rend aux boulevards. » — « Nous devons reconnaître que nous avons fort peu de goût dans le choix de nos noms, sans parler de nos vers. La civilisation n'a pas eu de prise sur nous: nous n'en avons retiré que des simagrées, et rien de plus. » — C'est très-peu obligeant pour sa nation; car je ne suppose pas que ce soit une épigramme à l'adresse de la civilisation que le poëte ait voulu faire.

Mais sentir a bien son prix. Dédommageons-nous vite de nos observations, et suivons notre Tatiana dans le sentier où nous venons de la voir s'engager. Que veut-elle? Où va-t-elle?

Il a été décidé qu'elle partira pour Moscou: elle veut revoir, avant son départ, tout ce qu'elle laisse au village; elle veut encore passer une seule, une dernière fois, devant la campagne désertée par notre héros. Mais la voilà qui ne veut plus actuellement: elle hésite... Entrera-t-elle, ou n'entrera-t-elle pas dans la maison? Avancera-t-elle, ou reculera-t-elle? Et la voilà déjà dans le cabinet d'Eugène. Oh! que les pleurs qui la suffoquèrent à la seconde visite eussent été ici plus à leur place et plus spontanées!

Mais l'auteur a plus de force que nous, il tient bon. Tatiana restera fidèle à elle-même; sa retenue est encore au-dessus de sa sensibilité. A la seconde visite, quand elle aura prudemment éloigné son monde, elle s'abandonnera sans réserve à tous ses souvenirs. Ce passage est charmant et tout épique: « C'était le soir: les ombres envahissaient le ciel, l'eau coulait paisiblement, le hanneton bourdonnait, » etc.

Actuellement que nous avons étudié Pouchkine dans un type où trop obstinément il a voulu se faire plus noir qu'il n'est diable, notre connaissance est devenue si intime, qu'il est temps enfin de nous trouver face à face.

Est-il donc possible que le poëte eût réellement pour les étrangers l'aversion qu'il laisse percer à chaque occasion, envers les Français surtout? ou bien est-ce encore un rôle qu'il voulait se donner? Agit-il enfin par conviction, ou par désir de réaction?

L'esprit de Pouchkine est si charmant que nous ne voudrions pas douter de son cœur. Son originalité, sa verve, ses défauts mêmes ont de l'attrait, à condition pourtant qu'au fond la loyauté resplendisse. Le poëte ignorait-il donc la place que la France occupe depuis bien longtemps dans le monde de l'intelligence? ou bien y avait-il de sa part rancune, haine héréditaire ou personnelle, ou simplement parti pris de dénigrement?

Quelle idée, par exemple, se ferait des Français un individu qui ne les connaîtrait que d'après les renseignements suivants : légers, immoraux avec Eugène, formé à l'éducation française, complaisants, sans conscience avec M. l'abbé; ridicules avec M. Triquet; ivrognes avec M. Beaupré; oui, voire lâches avec Guillot; quant aux femmes: immorales avec mademoiselle Michaut, etc., etc.

Mais où se cachent-ils donc alors les Français qui composent cette nation toujours prête à la vaillance, et qui, depuis tant de siècles, marchent en avant dans la lumière? Pourquoi ces auteurs, si inconcevablement dédaignés par Pouchkine, se trouvent-ils dans la main de tout le monde? Pourquoi ces mots : *Monsieur*, *madame*, qui sonnent si bien dans leur patrie, qui, d'après les intonations qu'on y donne, expriment tant de nuances et de si bonnes choses, un homme comme moi, comme vous, comme tous! pourquoi leur avez-vous donné sous votre ciel un si injuste stigmate que, transportés dans votre langue, ils ne veulent plus même dire un homme comme vous, comme tout le monde? Pourquoi, ô poëte! avez-vous abreuvé de fiel le pain, déjà si difficile à digérer, de l'exil? Vous avez disposé de l'idée, vous avez remué les masses, et vous répondez de l'opinion! Le succès a dépassé votre espérance; mais ne voyez-vous pas que le pays s'en ressent... Que n'ouvriez-vous l'histoire, la littérature, la politique de la France, au lieu de n'écouter que des faits partiels qui ne font tout au plus tort qu'à ceux qui s'y laissent attraper? En effet, nous admettons avec vous qu'il se soit trouvé en Russie, et qu'il s'y trouve sans doute encore des aventuriers, français ou d'autres pays, qui ne demandent pas mieux que de faire des dupes, mais qu'est-ce que cela prouve? et à qui la faute, si on se laisse duper? Quand on se nomme Pouchkine, il n'est pas bien de faire jouer à son nom le rôle d'oppresseur, pour se débarrasser de celui d'obligé.

Je dis obligé et je le répète; car vous-même, Pouchkine, ne vous êtes-vous pas formé au contact des littératures étrangères? La parenté n'existe-t-elle pas dans les langues comme dans les idées? Quel

peuple ne s'est pas formé à un autre peuple? Quel sang ne s'est pas enrichi par le mélange? L'esprit est éternel, et son influence universelle.

Virgile fait-il un reproche à Homère de ce que son esprit lui a permis de s'assimiler du grand poëte? Voyons l'attitude de Dante près de ses devanciers. « O toi, dit-il à Virgile, toi, l'honneur et la lumière des poëtes, tu es mon *maître*, mon auteur, celui duquel j'ai pris ce beau style qui me fait honneur. » « Celui-ci, dit encore Dante parlant d'Homère, est le poëte souverain : il est au-dessus des autres comme le vol de l'aigle. » Interrogez la France du dix-septième siècle? N'avait-elle pas subi l'influence espagnole, italienne? Que fit-elle contre l'engouement étranger et les fausses tendances de l'hôtel Rambouillet? Elle y oppose Corneille, Molière, Bossuet et le plus bel âge de sa littérature. L'Allemagne, engourdie par sa guerre de Trente ans, ne se réveille-t-elle pas sous l'influence française, pour tenir tête à Voltaire, « dont la voix, s'entendait d'un bout de l'Europe à l'autre? » Que fait-elle, la langue allemande, pour se relever du mépris qu'affectait à son égard Frédéric le Grand lui-même? Adresse-t-elle des invectives à la langue française, devenue dominante à sa place? L'émulation lui monte au cerveau, et, prise d'une noble rivalité, elle enfante Gœthe et Schiller. Et cette fière Albion (comme l'appelle constamment Pouchkine), où en serait sa langue, sans la française? Qui l'arma, des pieds jusqu'à la cape, des galons de toutes les langues de l'Europe? Les Normands, en portant en Angleterre tout le butin qu'ils avaient capturé de droite et de gauche, principalement en France, où ils avaient subi vaincus ce qu'ils imposèrent plus tard vainqueurs à leurs orgueilleux voisins. Qu'est-ce que cela prouve? Qu'un beau jour cette langue sans nom, tant elle était bigarrée, bariolée, mélangée, glisse des mains de toute cette parenté bâtarde, se recueille et produit Ben Johnson et Shakspeare.

Pouchkine a-t-il voulu se rallier à la langue nationale, en agissant par réaction? Que ne le dit-il franchement? Avait-il besoin d'user de détours, lui qui prouvait si bien les ressources de sa langue nationale? Que ne s'expliquait-il avec sincérité? Nous venons de démontrer qu'il se serait trompé; mais qu'importe, si c'était là sa conviction? Que ne s'est-il écrié, dans son idiome : « En avant! enfants, sous le drapeau sacré de notre langue? » Qui n'eût applaudi à cet élan patriotique? Qui ne trouve, par exemple, que ses allusions, ses fines railleries sur la lettre d'amour de Tatiana, écrite en français, ne soient bien appropriées et justes? Pouchkine avait toute puissance : ses leçons auraient porté, sans qu'il eût besoin de glisser dans les masses un esprit d'erreur et de malveillance.

Nous aimons donc mieux supposer que Pouchkine n'eut pas de

parti pris; que dans ses idées, quelquefois rétrogrades et malsaines, il n'agit pas plus par conviction que pour réagir. Il ne réfléchit pas qu'une langue est comme une mère, qui ne perd jamais son droit. Si elle le laisse échapper, c'est pour le reprendre plus sûrement ensuite ; à moins cependant qu'elle ne vaille absolument rien, et dans ce cas, qui est loin d'être applicable à la langue pleine d'avenir de la Russie, que feraient les efforts d'un seul homme?

Le poëte s'écrie lui-même quelque part : « Les races, comme les moissons éphémères, poussent, mûrissent, tombent ; » et il ajoute encore : « par un mystérieux décret de la Providence. » S'il y croyait, à cette Providence, pourquoi ne s'y fiait-il pas?

Pouchkine écouta donc toujours plutôt son esprit capricieux, sa tête fantasque, que son âme, dont il se plaisait, par une sorte de malice envers lui-même, à refouler les généreux instincts. Son amour du paradoxe l'entraînait contre les autres jusqu'à l'injustice : qu'est-ce que cela lui faisait, pourvu que le public en rît?

Comment, par exemple, justifier, parmi tant d'autres boutades, cette attaque inutile à l'adresse de M. de Chateaubriand, dont on a parfaitement le droit de ne pas épouser toutes les idées, mais auquel on ne saurait refuser en littérature la magie du style et un rare talent pour peindre la nature? « Quelquefois Lensky faisait à Olga la lecture d'un roman moral où l'auteur à la nature s'entend plus que Chateaubriand. »

Pour contredire Pouchkine, nous n'avons qu'à lui citer les premières lignes venues de Chateaubriand :

> Te souviens-tu du lac tranquille
> Qu'effleurait l'hirondelle agile?
> Du vent qui courbait le roseau
> Mobile?
> Et du soleil couchant sur l'eau,
> Si beau?

Ou nous nous y connaissons bien peu, ou nous venons de citer un petit tableau de genre qui prouve que l'auteur s'y entend.

J'arrive à la fin de cette étude. Si je l'ai faite trop longue, il faut en accuser le mérite de Pouchkine et l'influence qu'il eut sur les mœurs de son pays.

J'ai tant causé avec lui que j'ai cru utile d'épancher avec le lecteur le fruit de toute cette intimité. « J'écris, non pour la louange, dit le poëte, mais il me semble que j'aurais souhaité, pour célébrer mon triste sort, que de moi, comme d'un ami fidèle, il restât... quand ce ne serait qu'un son. »

C'est se montrer pieux à sa mémoire que d'épurer ce son, pour que

la note du poëte retombe plus éclatante et sonore à travers les siècles.

Si les idées sont le tabernacle sacré qui s'ouvre à la grande communion des intelligences, voyons ce que le poëme d'Eugène Onéguine laisse et peut avoir appris à l'esprit.

Cette œuvre si remplie de vie, de séve, d'originalité relative, de verve dans certains détails ; mais, hélas ! si pleine de matérialisme, de contradictions dans son ensemble, a trop d'esprit pour avoir été sans influence; mais cette influence, n'étant pas saine, a dû être malfaisante, et elle ne pouvait pas être le dernier mot du poëte. On ne peut la considérer que comme l'aurore, encore couverte d'un voile, qui s'apprêtait brillante sur sa tête. Ses études historiques nous prouvent qu'il visait à quelque chose de plus élevé en littérature.

Boris Godounof, malheureusement inachevé, témoignent de facultés qui auraient pu devenir sérieuses. Que n'a-t-il médité cette figure historique? que ne l'a-t-il fondue dans un type applicable à l'humanité? Car c'est là la grande question de l'art, et qui classifie un auteur, sans besoin de commentaires. Eugène Onéguine est un type de son temps, de son époque, mais il n'est, Dieu merci ! pas de tous les temps, de toutes les époques, et la preuve, c'est que les opinions d'abord les plus exagérées en sa faveur se sont déjà beaucoup modifiées en Russie. Eugène et le poëme entier ne laissent au fond de l'âme que découragement et défaillance. Or, la mission du poëte est de relever et de consoler.

Nous nous sommes demandé maintes fois, en relisant Onéguine, pourquoi tant d'esprit avait été dépensé pour une cause si chétive? pourquoi Pouchkine n'eut-il pas plutôt l'idée de fouiller dans les annales de son pays : l'établissement du christianisme, l'expulsion des Tatars, par exemple, ou dans le berceau de l'ancienne gloire de sa nation, la vieille Moscou ; il en eût peut-être tiré un héros qui nous eût chanté les exploits de la mère patrie. Il était libre dans son sujet : que ne l'a-t-il choisi dans son pays plutôt que de grelotter dans le manteau du sceptique Eugène, trop court pour sa taille? Son âme s'y sentait à l'étroit, mal à l'aise, elle se reprochait sa faiblesse d'avoir laissé à l'esprit trop de liberté d'action. A défaut de la raison dont le poëte faisait déjà trop bon compte, elle se disait qu'il fallait au moins avoir pris l'autorité sur l'esprit pour l'empêcher de créer un type qui *ne doit pas être*, au lieu d'un *tel qu'il doit être;* car, s'il est vrai que nous passons comme les moissons éphéméres, nos productions restent. Et pourquoi donc à dessein amoindrir ta puissance, ô poëte? Car on a beau le nier, on a beau railler, persifler, la seule jouissance, la vraie puissance, c'est dans le bien que l'on a fait.

Dors-tu content, Voltaire? et ton hideux sourire
Voltige-t-il encor sur tes os décharnés?

s'écriait cette autre âme de poëte[1] se débattant contre l'athéisme. Que devenez-vous, gloire, richesses, bonneurs, devant ce cri profond d'un de vos semblables et devant cette foudroyante accusation :

> L'hypocrisie est morte : on ne croit plus aux prêtres;
> Mais la vertu se meurt : on ne croit plus en Dieu !

Génie, travaux immenses, services éclatants rendus d'autre part à la cause de l'humanité, que ne preniez-vous une autre forme que de vous stéréotyper dans ce sourire précurseur de Méphistophélès... et que celui-ci a rendu infernal! vilain sourire qui, semblable à ce vent malsain de l'automne, a desséché les plantes frêles, bien que rares, qui n'ont pas eu la force de vous résister, et que l'on nomme Byron, Heine, Musset et les autres!

Où étiez-vous, figure imposante de Bossuet, noble, franche tristesse, courroux immortel de Dante, pour désenfler les voiles gonflées de l'orgueil et de l'athéisme, dresser votre camp d'une manière distincte, pour y attirer les convictions et ramener l'équilibre.

Pouchkine aussi revêt une cuirasse qu'il croit impénétrable ; mais il y a des sanglots dans sa voix : seulement il se trompe sur la vraie cause de ses larmes. Elle était en lui-même, elle lui venait de sa conscience. Nul n'eut moins à se plaindre de la vie et des hommes que le poëte. Il fut l'enfant gâté de la fortune et de sa nation : on l'idolâtra, on l'encensa, on l'exalta. Que lui manqua-t-il donc?...

Il faut croire et aimer, quand on a l'âme de Pouchkine. Cette dernière faculté était puissante chez le poëte, mais non pas sérieuse. Il tenait de son ciel d'Afrique quelque chose de brûlant que les neiges du Nord n'avaient pu lui ravir ; chassant de lui l'idéal, cette faculté devint chez lui plutôt sensuelle, comme son génie, et sans la foi, tourna au profit du matérialisme. « Comme ton apparition m'attriste, printemps, temps de l'amour! Quelle sourde agitation, dans toute mon âme, dans tout mon sang! Avec quelle poignante émotion, dans la solitude de mon hameau, je jouis de ton souffle bienfaisant ! Ou bien toute jouissance m'est-elle interdite? Et tout ce qui réjouit, vivifie, tout ce qui étincelle et égaye, n'apporterait-il qu'ennui et lassitude à un cœur depuis longtemps mort, et auquel tout est égal? »

« Viendra-t-elle, l'heure de ma liberté? Il est temps, bien temps, je l'implore! J'erre sur la plage : j'attends l'orage, je fais des signaux aux navires. Dans l'immensité de la mer orageuse, quand commencerai-je ma libre course, pour me mesurer avec la tempête ? »

Quelle séve et quelle défaillance! La culture manqua à ces fleurs

[1] Alfred de Musset.

du génie du poëte; elles ne demandaient qu'à mûrir, et n'atteignirent pas leur complète floraison.

Le talent de décrire de Pouchkine, qui, d'après ce que nous venons de dire, résume les facultés les plus hautes du poëte tient à un fond plus substantiel qu'il ne voudrait lui-même nous le laisser croire. Ce talent vient chez lui d'une faculté particulière d'observation qui lui faisait tout d'abord porter sur les hommes et sur les choses un jugement original. Il visait presque toujours d'une manière piquante; mais jamais, malheureusement, il ne permit à la raison de juger en souveraine ce qu'il accomplissait. Finalement, sans guide sûr, la patience lui manqua souvent dans son travail, ainsi que le goût pour le choix de l'expression ; c'est ainsi qu'il se décida, la plupart du temps, plutôt pour le mot drôle que pour le mot juste, cachant les qualités de son esprit sous le masque de la frivolité et de la désinvolture, sans toutefois, il faut le dire, le pousser jusqu'au trivial. Mais gare aux imitateurs...

Nous le répétons, si la mort n'eût arrêté dans sa course ce poëte si sympathique et si plein d'espoir, ses idées mûrissant au soleil de la chaude atmosphère de son âme, son horizon se serait élargi, et il est à croire qu'il aurait visé plus haut et qu'il aurait cherché à contre-balancer les idées de son Eugène par des sucs plus généreux et plus substantiels. « Les années portent à la prose sérieuse : les années chassent la muse folâtre. Et moi, je dois avouer à regret que trop longtemps je lui fis la cour. C'est assez : c'est avec l'âme sereine que je m'élance dans une voie nouvelle, pour me reposer de ma vie passée. »

Le poëte lui-même le comprenait bien : pour durer, l'esprit et le sentiment ne suffisent pas ; il faut avoir été *penseur*, avoir non-seulement fait accepter ses idées à son époque, mais les avoir rendues assez importantes pour qu'on s'en souvienne dans tous les temps.

Mais ce que, sur une large échelle, on doit accorder au poëme d'Eugène Onéguine, après tout si charmant, si entraînant en certains endroits, c'est la verve, l'esprit, sa touche gracieuse, originale, que nul jusqu'à présent, parmi ses compatriotes, n'a su rappeler ; enfin une qualité plus sérieuse : le style, qui fit décerner au poëte le titre glorieux de *restaurateur de la langue russe*.

Ernestine Minzloff.

Saint-Pétersbourg, 10 décembre 1867.

LE DANEMARK EN 1867

ÉTUDES ET SOUVENIRS D'UN VOYAGEUR

VII[1]

ÉTABLISSEMENTS D'INSTRUCTION. — LA LITTÉRATURE CONTEMPORAINE.

L'Université de Copenhague comprend des facultés de théologie, de médecine, de droit, de philosophie, d'histoire, de mathématiques et de sciences physiques. Autour d'elle se groupent l'École polytechnique, dont le fondateur et le premier directeur fut l'illustre Œrsted, à qui l'on doit la découverte de l'électro-magnétisme; l'Académie de chirurgie, l'École supérieure militaire, l'École des aspirants de marine, l'École d'agriculture, et une multitude de sociétés savantes, qui embrassent dans le cadre de leurs études et de leurs recherches le cercle entier des connaissances humaines. La ville a un jardin zoologique et un jardin botanique. Elle possède trois bibliothèques publiques, dont deux au moins ont une extrême importance. Les libéralités les plus intelligentes ont grossi à l'envi le trésor de ces magnifiques établissements, particulièrement riches en manuscrits relatifs à l'histoire du Nord. Retranchez Paris et Londres du concours, et la bibliothèque royale de Copenhague sera la première de l'Europe.

L'enseignement, en Danemark, est gratuit et obligatoire ; mais surtout, ce qui vaut mieux, il est en honneur. Les mœurs sont plus efficaces que les lois pour combattre l'ignorance, et il ne servirait à rien de décréter l'instruction, si l'empressement du peuple n'avait, pour ainsi

[1] Voir *le Correspondant* du 25 novembre 1867.

dire, rendu ce décret inutile. Le vieux pasteur Grundtvig, entré aujourd'hui dans sa quatre-vingt-cinquième année, l'une des figures les plus originales de l'histoire littéraire du Danemark, poëte, historien, critique, érudit, théologien et, par-dessus tout, passionnément Danois et Scandinave, a institué pour les paysans des écoles d'hiver, fréquentées avec une ardeur incroyable, qui enseignent au peuple l'histoire de son pays et font marcher de front, comme toujours en Danemark, l'instruction et le patriotisme. Tout s'accorde ici à favoriser les progrès de l'enseignement. Le titre de professeur est prisé à l'égal des plus hauts. Le roi Christian IV, dont on ne peut faire dix pas à Copenhague sans rencontrer le nom, a fondé un asile pour cent étudiants pauvres, pensionnés par l'État, et de riches particuliers ont suivi son exemple. Les étudiants eux-mêmes viennent récemment d'acquérir, pour en faire un centre de réunion, un bel hôtel qui renferme une bibliothèque et un cabinet littéraire, tenus au courant de toutes les œuvres dignes d'attention en Europe. Là ils passent les soirées à lire, à discuter, à faire de la musique, à chanter en chœur les vieux airs nationaux.

Causez avec un paysan ou un ouvrier danois, jamais vous ne rencontrerez cette ignorance navrante, si commune chez nous dans les classes populaires. J'ai trouvé là-bas des commerçants et des agriculteurs fort versés dans l'étude de la science et des arts : c'est que le commerce et l'agriculture y sont considérés franchement comme des professions libérales. Tel député influent vend des étoffes dans Ostergade ; tel professeur à l'Université, tel directeur de journal, tel orateur écouté du Landsthing ou du Folkething, retournent chaque soir dans la ferme des environs où ils habitent et qu'ils font valoir de leurs propres mains. Toutes les personnes au milieu desquelles nous avons vécu, même les femmes, quelquefois les enfants, parlaient français, tantôt avec une facilité extrême et presque sans accent, souvent avec une finesse de tournure où se trahissait le commerce assidu de nos auteurs classiques, toujours de façon à nous faire rougir de notre ignorance et de notre paresse philologiques. Beaucoup connaissent notre littérature contemporaine plus à fond que bien des Parisiens qui se piquent de tout lire, et j'en ai eu, pour ma part, des preuves qui m'ont surpris et charmé.

Avant tout néanmoins les Danois aiment et lisent leurs propres écrivains. Rien de pareil à ce qu'on voit si souvent chez nous, où la renommée devient une affaire de circonstances et de partis, où les mêmes noms sont exaltés sans mesure et dénigrés sans pudeur, suivant les temps et les lieux ; où tel qui est la gloire de la France dans des bureaux de l'*Opinion nationale*, en est la honte dans les bureaux le l'*Univers ;* où il faut lutter vingt ans contre l'indifférence d'un pu-

blic étourdi pour arriver enfin au droit d'être adopté par cinquante personnes et injurié par deux cents autres. Ce n'est pas que les partis manquent en Danemark : on y retrouve, sous des noms divers, à peu près tous ceux que nous avons en France ; mais ces partis sont réunis et dominés par cette admirable unanimité de patriotisme que je ne puis me lasser de signaler à la louange du caractère national, comme par le lien des sentiments, des idées et des croyances que tous leurs écrivains s'accordent à reconnaître et à respecter. Ce n'est donc pas seulement au public, c'est aux auteurs aussi qu'il faut reporter l'honneur du phénomène qui fait du Danemark, en dehors de la question d'argent, la terre promise de la vie littéraire.

La culture de l'esprit se joint au sentiment patriotique pour populariser davantage encore cette connaissance de la littérature indigène. Sauf à l'École des chartes et à l'Académie des inscriptions, combien d'hommes trouverez-vous à Paris qui aient étudié les origines de la langue et se puissent débrouiller nettement à travers le chaos des œuvres du moyen âge? Parmi les plus érudits même, en est-il beaucoup pour qui la poésie populaire ne soit presque lettre close, et qui n'ignorent ou ne dédaignent ce trésor, dont l'exploitation date de quelques années à peine? Or partout à Copenhague, sur les chansons populaires comme sur les sagas et les légendes; sur les inscriptions runiques comme sur les premiers monuments laissés par les vieux historiens danois, j'ai rarement posé une question à un romancier ou à un journaliste politique, à un magistrat ou à un négociant, sans obtenir aussitôt des renseignements sûrs et précis.

C'est fête au Théâtre royal quand on y joue le *Potier politique*, *Jean de France* et toutes ces œuvres piquantes où Holberg a semé les traits de sa verve satirique et raillé les ridicules, les sottises, les préjugés de son temps, avec une vérité d'observation, une franchise de couleur, une gaieté spirituelle et sensée qui en font, dans la comédie bourgeoise, un vrai disciple de Molière. C'est plus grande fête encore lorsqu'on y joue les drames nationaux d'Œhlenschläger. Tous les Danois ont dans leur bibliothèque et relisent les contes, les épigrammes, les chansons et les parodies du joyeux Wessel ; les vers fugitifs, les odes, les élégies, les épîtres, les épopées comiques, les œuvres innombrables et infiniment variées de ce Baggesen, qui fut l'un des plus tristes hommes et l'un des plus grands poëtes du Danemark, — nature incomplète et pleine de contrastes, mêlée de tendresse et de haine, d'incrédulité et de foi, de ricanements et de larmes, de frivolité et de profondeur, qui tantôt attire comme une caresse et tantôt repousse comme un sarcasme. Tous savent par cœur les hymnes religieux et patriotiques d'Evald, qui fut le précurseur d'Œhlenschläger,

et avant lui l'un des créateurs de la poésie nationale moderne dans son pays.

Le Danemark a perdu récemment deux écrivains qui, par des titres divers, avaient conquis les premiers rangs dans son histoire littéraire : le fécond Ingemann, qui a exploité avec un bonheur constant les vieilles chroniques de son pays et mis en scène, d'une plume facile et souple, dans une longue série de poésies lyriques, d'épopées et de romans, les mœurs et les hommes du moyen âge ; puis L. Heiberg, d'un talent plus fécond et plus flexible encore, mais moins profondément national, — critique, philosophe, érudit, poëte, journaliste, qui passait tour à tour d'une dissertation à une ode, d'une nouvelle à une cantate, et du drame au vaudeville. Le spirituel et malin Heiberg fut surtout le Scribe du Danemark, comme Ingemann en fut le Walter Scott, et si celui-ci est le conteur du foyer, celui-là est demeuré longtemps le fournisseur en titre du théâtre, dont il reste toujours l'auteur favori. C'est un Français du Nord ; il a la gaieté primesautière, le style et l'esprit parisiens.

Heiberg a laissé quelques successeurs qui vivent encore : M. Hostrup, un vaudevilliste devenu pasteur en 1855, et dont les *Sermons* sont goûtés, en même temps que ses anciennes productions dramatiques continuent à défrayer le répertoire du théâtre Royal ; M. Hertz, qui a écrit dans le même genre des productions légères, qu'on vante comme de petits chefs-d'œuvre d'habileté, d'élégance et d'esprit, mais qui s'est élevé plus haut en dramatisant les anciennes ballades et les chansons féeriques du Danemark, avec un vif sentiment de la vieille poésie populaire. Écrivain facile, versificateur excellent, M. Hertz débuta en 1830 par un pastiche de Baggesen, sous le nom duquel il publia ses épîtres satiriques : *les Lettres d'un revenant*. La vérité de l'imitation excita l'étonnement général, mais M. Hertz a prouvé depuis qu'il pouvait conquérir la renommée par lui-même, sans avoir besoin d'imiter personne.

M. Erik Boegh, jadis maître d'école dans un village, plus tard directeur de théâtre, puis rédacteur en chef d'un journal très-répandu (*Folkets Avis*, le Journal du peuple), est aussi un auteur dramatique des plus productifs et un chansonnier populaire. Ce dernier titre est d'ailleurs un de ceux qu'ont le plus ambitionné la plupart des poëtes danois, chez qui la veine lyrique et la veine patriotique sont également prononcées. Ils aiment à faire pour le peuple des refrains que le peuple n'aime pas moins à chanter ; à se tenir en communication avec la foule, à traduire ses idées et ses sentiments, à donner une forme à ses vagues aspirations, à lui prêter leur voix et à emprunter la sienne. Nulle part peut-être les hymnes nationaux ne sont aussi nombreux qu'en Danemark : c'est là un trait significatif que je

tenais à relever en passant, parce qu'il marque à la fois le caractère de la poésie et celui du pays.

On a déjà pu s'en apercevoir bien des fois, la politique n'est pas considérée en Danemark comme inconciliable avec la poésie, et personne n'y professe cette impertinente opinion qui séquestre de la vie active, et pour ainsi dire de la vie civile, tous les servants de la Muse, pour les reléguer dans un temple solitaire où n'arrive aucun bruit du monde et où ils se nourrissent d'encens et de rimes. Cet orgueilleux et stérile égoïsme, où le poëte cesse d'être un homme en croyant planer au-dessus de l'humanité, ne pouvait trouver place en un pays où chacun tient à honneur d'être avant tout patriote et citoyen. Comme M. Erik Boegh, s'il est permis de rapprocher deux noms aussi dissemblables, M. Carl Ploug, l'un des plus éminents écrivains lyriques du Danemark, est rédacteur en chef d'un journal important, le *Fædrelandet* (la Patrie), organe principal du parti scandinave. Les étudiants aiment à répéter en chœur ses chants nationaux d'une mâle vigueur, d'un style ferme, expressif et concis, d'un accent belliqueux, et qui semblent faits pour retentir à la tête d'une armée par la bouche de cuivre des clairons. La liberté et la grandeur de la patrie sont l'unique inspiration de ce Tyrtée danois. Il s'est fait l'interprète des sentiments, des intérêts et des souvenirs du peuple dans les strophes qu'il intitule *le Nord uni*, et il a formulé, avec une énergie véhémente et une saisissante âpreté de style, qu'on ne peut rendre, par malheur, en une traduction, les aspirations du parti qui le reconnaît pour son chef :

« Depuis longtemps le tronc magnifique du Nord s'était divisé en trois branches maladives... Mais une heure viendra où se réuniront les fragments aujourd'hui séparés, et alors le Nord libre et puissant prendra en main la cause des peuples pour les conduire à la victoire. »

L'inspiration de M. Christian Winther est moins exclusivement politique. Le premier, il a chanté le paysan danois, et retracé les plus frais et les plus gracieux tableaux de la vie des champs dans ses *Trœsnit* (gravures sur bois). L'élégance, le naturel, le charme, une abondance et une facilité inépuisables, caractérisent spécialement l'heureuse inspiration de M. Winther. A l'âge de soixante ans, lorsqu'on croyait sa veine épuisée, le poëte surprit ses admirateurs par la publication d'une sorte de grande épopée lyrique, dont le succès fut immense. Aujourd'hui, M. Winther est entré dans sa soixante-douzième année, et l'admiration de ses compatriotes aime à placer ce vieillard au premier rang des poëtes nationaux.

Citons encore M. F. Paludan Müller, qu'il ne faut pas confondre avec l'érudit du même nom. M. Paludan Müller est l'auteur du drame lyrique *l'Amour et Psyché* et de *la Danseuse*, poëme calqué sur le patron byronien, où la mélancolie se mêle à la verve railleuse, et la grâce rêveuse à la fantaisie satyrique. Mais son chef-d'œuvre et l'un des chefs-d'œuvre de la langue est *Adam Homo*, dont on admire la spirituelle invention autant que les vers harmonieux et sonores.

Ingemann a trouvé aussi des héritiers en Danemark, comme Baggesen et comme Heiberg. Le roman, en prenant le mot dans son sens le plus large et le plus varié, le roman historique surtout, y est en grand honneur, parce que c'est la forme qui se prête le mieux au patriotisme des écrivains indigènes. M. Goldschmidt, qui est jeune encore, a étendu par ses nouvelles une réputation conquise d'abord dans le journalisme, et, à défaut d'une grande profondeur, on loue en lui la souplesse du talent, l'esprit du détail, la verve, la grâce et la vivacité du style. J'ai déjà dit, en parlant de l'université de Kiel, où il professa l'esthétique avant de passer à celle de Copenhague, quelques mots de M. Hauch, âgé aujourd'hui de soixante-seize ans. Ce vétéran des lettres danoises, après avoir donné au théâtre des œuvres dont les thèmes, d'abord choisis dans tous les temps et chez tous les peuples, prirent ensuite un caractère plus particulièrement national, et tout en écrivant des poésies lyriques, son poëme des *Hamadryades*, sa *Mythologie du Nord*, composée en allemand, et même des ouvrages scientifiques d'une sérieuse valeur, abordait également les sujets et les pays les plus divers en une longue série de récits historiques. Puis il reprenait en les remaniant les vieilles légendes nationales, dont il imitait la manière avec beaucoup d'habileté.

J'en passe, et des bons, sinon des meilleurs, car je sens trop que ces quelques lignes d'appréciation sommaire sur des écrivains dont la plupart de mes lecteurs n'ont jamais entendu parler, doivent présenter à peu près le même genre d'intérêt qu'un catalogue. Arrivons donc au nom le plus populaire et le plus universellement connu de la littérature danoise contemporaine, — à Andersen.

Andersen n'a pas été bercé sur les genoux d'une duchesse, comme disait feu Timon en parlant de M. Thiers. Vous trouverez sa biographie partout ; il l'a écrite lui-même avec l'intérêt et le charme de ses plus jolis contes. Andersen est né à Odensée, capitale de la Fionie, en 1805. Son père était un pauvre cordonnier, — si pauvre qu'en se mariant il acheta pour lit de noces les débris d'un catafalque où l'on venait d'exposer le corps d'un gentilhomme. Les grandes tentures noires, semées de taches de cire, avaient été disposées en rideaux.

C'est là qu'Andersen vint au monde. Admirable sujet pour un poëte romantique !

Dès qu'il fut en âge de travailler, on le mit dans une fabrique, et le peu d'heures qui lui restaient, il les passait assidûment à l'école des pauvres. Un voisin lui prêta quelques livres, qui donnèrent le premier essor à son imagination enfantine. Une fois éveillée, elle marcha vite. A quatorze ans, après la mort de son père, il partait pour Copenhague avec trente-trois francs dans sa bourse et tout son bagage dans un mouchoir de poche, ne doutant pas d'y arriver en un clin d'œil à la fortune et à la gloire. Il avait une jolie voix, que le maître d'école avait souvent admirée, et en lisant les comédies prêtées par le voisin, il les déclamait avec de si beaux gestes que toutes les commères du quartier, émerveillées, pronostiquaient à l'envi qu'il serait le Talma du Danemark. En fallait-il davantage? De plus, la sibylle d'Odensée lui avait solennellement prédit les destinées les plus brillantes, ce qui avait mis fin aux dernières irrésolutions de sa mère.

A Copenhague, les déboires commencent. En quelques jours, il dépense à l'hôtel tout son trésor, qu'il croyait inépuisable, et se voit refuser par le directeur du théâtre parce qu'il est trop maigre ! Il entre comme apprenti chez un tailleur, puis devient élève du plus célèbre professeur de musique de Copenhague, et au moment où il se flatte de devenir un chanteur illustre, il perd subitement la voix. Jugez de sa douleur ! Mais il se raccroche encore à l'espoir et s'engage, pour vivre, parmi les figurants du théâtre. Andersen figurant, et figurant dans les ballets ! Il faut connaître ce charmant poëte et avoir pu comparer son portrait physique au portrait moral gravé dans ses œuvres, pour comprendre toute la navrante profondeur de comique qu'il y a dans le rapprochement de ces simples mots ! Il gagnait six francs par mois, le malheureux, et n'avait qu'un pantalon de toile pour affronter les rudes hivers du Nord. Mais il s'obstinait toujours, s'enveloppant dans la couverture de son lit pour apprendre et répéter ses rôles à loisir : c'est ainsi qu'il jetait au dehors toute la surabondance de son bouillonnement poétique, et donnait le change, sans s'en douter, à ses premiers besoins, confus encore, de création littéraire.

« A cette époque, dit-il, j'avais la candeur, l'ignorance et toutes les naïves superstitions d'un enfant. J'avais entendu dire que ce qu'on fait le 1er janvier, on le répète habituellement toute l'année. Ce jour-là donc, tandis que les voitures circulaient dans les rues, je me glissai par une porte dérobée dans la coulisse et m'avançai sur la scène. Mais alors le sentiment de ma misère me saisit tellement qu'au lieu de prononcer le discours que j'avais pré-

paré, je tombai à genoux et récitai en pleurant mon *Pater noster*. »

Tout Andersen est là.

Cependant son sort allait changer. Le vieux poëte Guldberg le prit en l'affection, lui donna les honoraires de son dernier livre, et l'engagea à compléter son instruction, singulièrement négligée. Des amis obtinrent pour lui une bourse au gymnase de Slagelse, et, près d'atteindre sa vingtième année, Andersen commença résolûment ses études avec des écoliers de dix ans, qui le firent souffrir de leur mieux. Le recteur lui-même semblait prendre à tâche de l'humilier, en lui faisant sentir sans cesse le poids de sa pauvreté et de son isolement. « Jamais je n'ai tant souffert, ni tant pleuré, » dit-il. Lisez dans ses œuvres *le Vilain petit canard :* il y a conté sous forme d'apologue poétique et familier ses propres douleurs et les persécutions des canards ses confrères, qui le battent et le mordent, parce qu'ils le trouvent laid, gauche et trop grand. C'est au prix de ces rudes épreuves que se forment les talents originaux et vigoureux. Il persévéra vaillamment jusqu'au jour où l'on s'aperçut enfin, comme dans son conte, que le caneton méprisé était un cygne.

Nous ne donnerons pas l'énumération des œuvres d'Andersen. Elles sont aujourd'hui bien connues de tous les lettrés. On les a traduites dans la plupart des langues de l'Europe ; elles ont inspiré les peintres et fourni à Kaulbach le sujet d'un de ses plus beaux dessins. Il aime à raconter lui-même ses succès, et il en jouit avec la naïf orgueil d'un enfant. Poëte, il a l'accent rêveur et voilé de la nature du Nord, la douce et vague mélancolie, la tendresse religieuse et candide qu'on retrouve, mêlée à une imagination fraîche et variée, à un *humour* délicieux, dans les contes, qui sont ses vrais titres de gloire. Presque tous tiennent à la fois de l'historiette et de la fable : de celle-là, par l'intérêt dramatique ; de celle-ci par la leçon morale, à laquelle il donne un tour imprévu. L'émotion, la malice et la philosophie s'y montrent tour à tour, quelquefois en même temps, sous des teintes discrètes et tout intimes. La bonhomie en est fine et piquante. Il aime à choisir ses héros, comme ses incidents, au milieu de la vie commune, dans les sphères les plus modestes et les plus déshéritées, mais il les relève en allumant à leur front, jusqu'en ses tableaux les plus familiers, le rayon d'or de la poésie.

Les enfants sont les favoris d'Andersen : il a écrit pour eux de vrais contes de fées, où le merveilleux abonde, mais qui s'adressent à tous les âges par la vérité saisissante de l'observation, l'originalité de l'allure, la portée *philosophique*, la couleur et le charme d'un style imagé, à la fois exquis et ingénu, plein de souplesse et d'abandon, où le naturel s'allie toujours à la recherche et la simplicité à la grâce. L'auteur vous fait sourire ou vous émeut doucement. On y voit son

âme à jour, et en le lisant il est impossible de ne point l'aimer.

Pour dédommager le lecteur des arides détails à travers lesquels nous l'avons conduit jusqu'ici, qu'on nous permette de prendre au hasard dans les *Nouveaux contes* un humble récit, qui n'a pas encore été transporté en français, et qui, en sa naïveté même, fera connaître mieux que de longues appréciations le *sympathique* talent d'Andersen. Je le choisis uniquement parce qu'il est le plus court, et je le traduis dans toute sa familiarité native.

UN CRÈVE-CŒUR.

Cette histoire se compose, à vrai dire, de deux parties. La première, on pourrait la supprimer, mais elle nous apprend pourtant certaines choses utiles et elle introduit les personnages.

Je me trouvais à la campagne, dans un château, dont le propriétaire était parti pour quelques jours.

Pendant ce temps arriva de la petite ville voisine une madame, accompagnée d'un carlin. Elle était venue, disait-elle, pour offrir des actions de sa tannerie. Elle avait tous ses papiers : je lui conseillai de les mettre sous enveloppe, et de les envoyer au propriétaire, à l'adresse de M. le commissaire-général-des-guerres[1], chevalier de, etc.

Elle m'écouta avec attention, saisit la plume, s'arrêta et me pria de lui répéter cette adresse, mais bien lentement : je le fis, et elle se mit à écrire. Mais au milieu du terrible mot, elle resta court, soupira profondément et dit : « Hélas! je ne suis qu'une femme ! »

Pendant qu'elle écrivait, Toutou s'était assis par terre et grondait, car il avait fait le voyage pour son plaisir et sa santé, et il trouvait qu'on le traitait bien familièrement en ne lui offrant pas d'autre siége que le parquet! Il avait l'air très-respectable, le museau écrasé et une bosse de graisse sur le dos.

« Il ne mord pas, dit la dame ; du reste, il n'a pas de dents. C'est comme un membre de la famille. Il est fidèle, un peu grognon ; mais c'est la faute de mes petits enfants : ils jouent à la noce, et il faut qu'il remplisse le rôle de la fiancée; vous conviendrez que c'est trop fatigant pour ce pauvre vieux. »

Elle laissa les papiers, et emporta son carlin sur le bras.

Voilà la première partie, dont on aurait vraiment pu se passer.

Toutou vint à mourir : voilà la seconde partie.

C'était à peu près une semaine plus tard. J'étais allé dans la petite ville et m'étais logé à l'hôtel. Mes fenêtres donnaient sur une cour, divisée en deux parties par une cloison de planches. Dans l'une de ces parties, pendaient quantité de peaux tannées et non tannées. Dans l'autre, se trouvaient tout l'attirail et tous les ustensiles d'une tannerie : c'était celle de la madame. Toutou était trépassé le matin, et avait été enterré dans cette partie

[1] Ce titre est exprimé par un seul mot danois, d'une longueur interminable (*Generalkrigskommissair*).

de la cour. Les petits enfants de la dame l'avaient enseveli dans une bien belle tombe, et c'était un plaisir que d'y reposer. Tout autour ils avaient disposé des tessons de pots et sur le tombeau semé une couche de sable. Au milieu ils avaient planté la moitié d'un cruchon, le goulot tourné vers le ciel. Les bambins dansaient autour du monument, et l'aîné des garçons, un enfant pratique, bien qu'il n'eût que sept ans, proposa de faire une exposition du tombeau de Toutou pour tous les enfants de la ruelle. L'entrée serait d'un bouton de culotte : pas un garçon qui n'en eût au moins un pour lui et qui n'en trouvât un autre pour une petite fille. La proposition fut votée à l'unanimité.

Et l'on vit accourir les enfants de la ruelle, et aussi ceux de l'impasse, et même quelques-uns de la Grande-Rue. Beaucoup d'entre eux se promenèrent toute cette après-midi avec une seule bretelle ; mais ils avaient vu le tombeau de Toutou, et cela valait bien quelque chose.

Cependant au dehors, devant la cour, tout contre l'entrée, se tenait une petite fille couverte de haillons. Elle était bien belle : ses cheveux étaient tout bouclés, ses yeux, si bleus, si limpides que c'était un vrai charme. Elle ne disait mot ; elle ne pleurait pas non plus, mais chaque fois que la porte s'ouvrait, elle jetait dans la cour un long, long regard. Elle n'avait pas de bouton de culotte, et elle le savait. C'est pourquoi elle restait là si triste, jusqu'à ce que les autres eussent admiré le tombeau et fussent partis. Alors elle se jeta par terre, mit devant ses yeux ses petites mains toutes brunes et éclata en sanglots. Elle était la seule qui n'eût pas vu le monument de Toutou ! C'était pour elle un crève-cœur aussi violent qu'aucun homme en puisse éprouver.

Je la regardais de ma fenêtre ; et, *vu d'en haut*, ce crève-cœur, comme bien d'autres, les miens, les vôtres, vraiment on pourrait en sourire. — C'est là l'histoire. Celui qui ne la comprend pas, qu'il aille chez la madame acheter une action de sa tannerie.

Les contes d'Andersen portent au plus haut point le caractère général de la littérature danoise. Cette littérature, je le dis à son plus grand honneur, a mis presque toujours en pratique l'adage de la Fontaine.

Que le bon soit toujours camarade du beau !

Ce n'est pas là un médiocre éloge. Il y a des exceptions sans doute, mais il ne reste pas moins vrai que dans son ensemble, elle a su allier le culte de l'art au respect des meilleurs sentiments de l'âme humaine, et qu'elle offre une physionomie religieuse et morale qui lui mérite une place à part dans l'histoire littéraire de l'Europe. Poëtes et romanciers ont compris ce qu'ls avaient à gagner, même en gloire, à se faire les écrivains de la famille et les hôtes du foyer. Joignez-y le caractère national et patriotique dont ils ont vigoureusement empreint leurs œuvres, et vous comprendrez mieux encore leur popu-

larité. Doublement chers ainsi au pays natal, par leur talent et par l'emploi qu'ils en font ; chers aux mères et aux enfants comme aux pères, ils attirent à eux, sans en laisser perdre une seule, toutes les forces vives de l'admiration et de la sympathie publiques.

Que de perles enfouies dans les solitudes de ces langues étrangères, que la petitesse du peuple qui les parle condamne à rester ignorées ! Trouverait-on en France dix personnes qui sachent le danois ? J'en doute. Cet idiome simple, doux et pourtant concis, dérivé de la souche primitive du *Norsk* qui s'est perpétuée jusqu'à nous sur le sol vierge de l'Islande, mais modifié par des influences étrangères où la France peut revendiquer sa part ; tenant à la fois de l'allemand par la méthode de la composition des mots, et plus encore de l'anglais par le génie, les tournures et les formes grammaticales, garde sous une triple barrière, dont les meilleures traductions ne suffisent pas à donner la clef, des trésors de traductions et de poésie. « Il vaudrait la peine d'apprendre le hollandais rien que pour lire Bilderdick dans l'original », me disait un jour l'un des écrivains les plus distingués des Pays-Bas. Il vaudrait la peine aussi d'apprendre le danois rien que pour lire Evald, Œhlenschläger et Andersen.

VIII

HISTORIENS, CRITIQUES ET ÉRUDITS.
LA PRESSE, LES PARTIS ET LES INSTITUTIONS POLITIQUES.

Cet aperçu sur la littérature danoise contemporaine demanderait à être complété par quelques notes sommaires sur l'état actuel de la critique et de l'érudition en Danemark. Le pays a fait depuis quelques années des pertes cruelles : il regrette des savants de premier ordre, dont les noms sont à peine connus en France et dont les travaux, condamnés aux limbes d'une publicité très-restreinte, ont à peine dépassé les frontières du Danemark : Finn Magnussen, le Champollion des runes, le Creuzer de la mythologie scandinave ; des jurisconsultes profonds comme Rosenvinge et Œrsted, le frère de l'illustre physicien, qui ont porté le flambeau dans le chaos embrouillé de la vieille législation du Nord ; des critiques, érudits et poëtes à la fois, comme Rahbeck, qui a rendu tant de services à l'histoire littéraire et exercé une si heureuse influence sur le goût public ; comme Molbech, qui fut aussi un historien et un philologue éminent ; comme l'évêque Müller, dont les articles, les mémoires et

les livres ont pénétré de lueurs si nouvelles les monuments historiques et poétiques, la langue et les traditions de l'antiquité scandinave ; comme Thomsen, à la persévérance duquel on doit l'acceptation par le monde savant des âges de la pierre, du bronze et du fer; comme l'archéologue Nyerup, le géologue Forchhammer et l'illustre Rask, l'un des créateurs de la philologie comparée, Rask dont l'esprit critique égalait l'immense et effrayant savoir, et qu'on eût pu surnommer, aussi bien que le cardinal Mezzofanti, une Pentecôte vivante.

Mais il lui reste encore des hommes tels que le pasteur Grundtvig, qu'on trouve partout, et qui a marqué sa trace dans la philosophie de l'histoire comme dans la théologie et dans la poésie; Worsaae, antiquaire éminent, qui a reconstitué l'histoire des âges primitifs du Danemark d'après les armes, les ustensiles et les outils trouvés dans les *tumuli*, et mis en lumière, dans une série de rapprochements fort curieux, les nombreux vestiges laissés par la langue danoise dans les noms des villages et des châteaux normands [1] ; Madvig, qui sait le latin comme un cicéronien de la Renaissance, et connaît aussi à fond les mœurs et les hommes, les idées et les institutions de l'antiquité romaine ; l'éminent numismate Louis Müller, et Westergaard, dont les travaux sur la littérature sanscrite et les inscriptions cunéiformes jouissent d'une autorité légitime.

P. Schiern, le plus hardi, le plus brillant, le plus capricieux des historiens danois, s'est borné à une foule de petits essais à la Macaulay, traitant surtout des questions de nationalité européenne. L'érudition sagace et pénétrante de J. Paludan Müller a particulièrement élucidé la question de la *Jacquerie danoise*, c'est-à-dire la guerre des paysans, de 1534 à 1536, pour rétablir sur le trône le roi Christian II. Barfod, adhérent du pasteur Grundtvig, compilateur assidu, homme d'une lecture et d'une mémoire prodigieuses, est l'auteur d'une *Histoire populaire* du Danemark, qui mérite doublement ce titre par ses qualités particulières et par son succès.

En suivant, dans une de mes promenades, la grande avenue du faubourg d'Ouest qui conduit au château de Frédériksberg, j'ai aperçu une colonne monumentale flanquée de quatre statues. Je me suis informé, et l'on m'a appris que cette colonne fut érigée en 1792 pour consacrer le souvenir de l'abolition du servage par le prince régent, depuis roi sous le nom de Frédéric VI. Ces réformes radicales, qui régénérèrent complétement l'agriculture par l'émancipation du paysan, ont été racontées par M. Wegener dans un livre très-répandu. Le même auteur a consacré plusieurs savants et

[1] Voy. *le Danemark tel qu'il est*, par M. Oscar Comettant, p. 437-440.

concluants écrits à l'histoire de la souveraineté du Danemark sur le Holstein, et à celle du Slesvig, qui ne pouvait manquer d'inspirer un grand nombre de plumes danoises. L'historien de Valdemar, de Christian IV et de la féodalité, M. Hammerich, a décrit les scènes de la campagne slesvigeoise avec l'intérêt dramatique et l'autorité d'un témoin oculaire. M. Allen, entre beaucoup d'autres travaux qui lui ont valu une réputation légitime, a publié une étude curieuse sur la langue danoise et la vie nationale au Slesvig. L'ouvrage est traduit en allemand, on ne sait trop pourquoi, car les Allemands ont d'excellentes raisons pour ne point le lire. Esprit positif avant tout, érudit plus encore qu'historien, M. Allen a recueilli dans ce livre tous les documents authentiques, officiels et incontestables ; il laisse la parole aux faits, et ils parlent si haut qu'il serait inutile d'y rien ajouter.

La question du Slesvig, fort claire par elle-même, ne nous paraît si obscure que parce que les Allemands ont passé là. Le génie germanique a le don de faire la nuit partout. Il s'enveloppe de nuages, comme les dieux d'Homère, et verse à flots les brouillards autour de lui. Mais en compliquant la question à plaisir, les Allemands n'ont pas seulement suivi la tendance naturelle de l'esprit national, ils ont encore obéi à leur intérêt. Aussi, dès qu'ils s'en sont mêlés, l'Europe n'y a-t-elle plus rien compris. Le duc d'Augustenbourg n'avait pas besoin d'ajouter un élément de plus à l'intrigue de la pièce pour que la plupart des spectateurs, découragés, renonçassent à y voir clair.

Les Allemands sont allés chercher les preuves de leurs prétendus droits jusque dans les âges préhistoriques et antédiluviens. Si je les rapportais, le lecteur ne manquerait pas de me dire, comme Dandin à l'Intimé : « Avocat, oh! passons au déluge ! » Sans m'arrêter donc aux admirables raisons grammaticales, critiques, hypercritiques et métaphysiques, jetées en guise de fleurs sur l'argumentation, j'en viens aux preuves tirées directement de l'histoire. Ces preuves reposent sur une prétendue constitution de Valdemar, dont on n'a jamais pu ni découvrir le texte ni prouver l'existence, confirmée par un prétendu rescrit d'un prétendu roi de Danemark, dont rien ne démontre l'authenticité et dont tout démontre la nullité. Un document qui n'existe pas, appuyé par une pièce peut-être apocryphe et certainement sans valeur, parce que celui à qui on l'impute était sans droit, mais qui, lors même qu'elle serait aussi authentique et aussi valable qu'elle l'est peu, ne signifierait rien de ce que les Allemands y voient, — ainsi se résume nettement la première partie, et la plus solide, de la thèse germanique.

Mais il y a d'autres preuves non moins remarquables, et il ne faut point lui en faire tort, car elles démontrent au moins, à défaut de

mieux, un esprit singulièrement ingénieux et fécond en ressources. Les prétentions des Allemands se fondent donc encore sur un passage d'une charte de 1460, sans aucun rapport avec la question, et vingt fois infirmée depuis par des actes officiels, revêtus de toutes les formalités légales, reconnus universellement et passés dans le droit public. De plus, ils arguent de l'union perpétuelle du Slesvig avec le Holstein pour en conclure que celui-là est un pays allemand comme celui-ci, et ils sont allés chercher, à l'appui de leur thèse, des points de rapprochement jusque dans la cuisine des deux duchés, qui avaient également en commun une prison, une école de sages-femmes et une maison de fous!

De leur côté, certains Danois ont compromis la question du Slesvig en l'associant à celle du Holstein, et en étendant leurs revendications jusque sur ce dernier duché, qui a été, si je puis m'exprimer ainsi, le coin enfoncé par l'Allemagne à la racine du Danemark pour en amener la dislocation. Mais il n'est plus personne aujourd'hui qui ne sente la nécessité de séparer résolûment les deux causes, et de couper la corde à l'aide de laquelle on avait voulu enchaîner le Slesvig danois au Holstein allemand.

Je n'ai pas envie, le lecteur le comprend, d'entrer dans l'exposé complet d'une question autour de laquelle on a depuis des siècles amoncelé les nuages. A l'examiner simplement et loyalement, en tenant compte des faits avérés, éclatants comme le soleil, au lieu d'engager sur une hypothèse, sur un mot équivoque ou apocryphe des discussions qui font songer à celle de Figaro avec Bartholo, l'ombre d'un doute ne peut venir à l'esprit de personne. Une prescription de quinze à vingt siècles pour le moins, qui n'a nullement été interrompue par la succession de quelques princes allemands au gouvernement du duché, puisque ces princes n'étaient que des vassaux soumis à la suzeraineté du roi de Danemark; la communauté de la langue, des intérêts, de la politique, du gouvernement, de la législation, des finances, tout prouve irréfutablement que le Slesvig ne cessa jamais d'être une terre danoise. C'est vraiment, comme on l'appela jusqu'à la fin du quatorzième siècle, le Jutland méridional. Il faut croire que la Prusse même en jugeait ainsi autrefois, puisqu'en 1721, de concert avec l'Autriche, la France et quelques autres puissances, elle en garantissait la possession perpétuelle au Danemark. Je doute qu'on puisse trouver dans toute l'histoire politique, si féconde pourtant en garanties pareilles, un plus joli pendant au fameux billet de La Châtre.

Depuis la guerre de 1864, où les Danois n'ont pas montré moins de courage et d'enthousiasme patriotique, quoiqu'ils aient eu moins de bonheur, que dans celle de 1848 à 1850, la Prusse n'a rien négligé pour

embrouiller de plus en plus la question et pour achever de dérouter l'Europe dans un labyrinthe inextricable, auquel elle ajoute chaque jour une complication nouvelle. Elle se pose en champion du droit des nationalités, qu'elle attaque, et en le violant elle prétend le défendre. Il est certain, et on ne songe pas à le nier, qu'il s'était formé dans le sud du Slesvig un parti puissant qui, travaillé et excité par les meneurs du dehors, poursuivait la séparation du Danemark et, soit par sympathie, soit par intérêt, l'union avec l'Allemagne. Ce parti remuant et factieux avait même obtenu la majorité dans les États du duché, et c'est à lui qu'on doit faire remonter la première responsabilité de la lutte. Mais jamais, hormis peut-être dans le droit révolutionnaire, qui est précisément la négation du droit, la souveraineté légitime a-t-elle été abolie par le bon plaisir d'un parti, et suffirait-il que la Lorraine ou l'Alsace manifestât le désir de se rattacher à la Confédération germanique pour que la France considérât comme déchirés ses titres de propriété sur ces provinces, beaucoup moins anciens, sinon moins solides, que ceux du Danemark sur le Slesvig?

En tout cas, même en s'en tenant à ce prétendu droit moderne des aspirations nationales, créé pour le besoin des politiques sans foi ni loi, et qui a servi de complice ou de complaisant à tant d'iniquités, la question, en ce qui concerne toute la moitié septentrionale du Slesvig, n'a jamais pu être un instant douteuse. Cette partie du duché, où l'on parle exclusivement danois, a toujours résolûment affirmé sa volonté de rester danoise. Par le traité de Prague, M. de Bismark s'est engagé à la retrocéder au Danemark après un vote librement émis ; mais, en attendant qu'il daigne tenir sa promesse, si jamais il s'y décide, il agit comme si elle n'existait pas, ou comme s'il voulait la rendre inutile. Il traite son dépôt en propriété définitive et en peuple conquis. Il force les soldats slesvigeois à prêter serment au roi de Prusse et les enrôle dans l'armée de la Confédération. Il appelle les habitants à élire des députés pour le parlement allemand et pour le landtag prussien, et, en procédant à ces élections, il prend toutes les mesures capables d'en fausser le résultat et de tromper l'Europe sur la véritable expression des sentiments du pays. M. de Bismark est un profond politique qui en remontrerait aux diplomates italiens dans la théorie des *faits accomplis*, et aux préfets les plus habiles dans le grand art de remanier adroitement les circonscriptions et de brasser la matière électorale. Grâce à de savantes combinaisons, aidées par l'expulsion ou l'émigration de milliers d'habitants danois, par l'abstention de beaucoup d'autres, qui se sentaient sans intérêt direct dans un vote pour le parlement prussien ou qui se savaient vaincus d'avance par l'ingénieuse tactique

de leur adversaire; grâce à l'intimidation exercée sur ceux-ci, aux obstacles matériels accumulés sous les pas de ceux-là, à tous ces menus moyens qui sont l'A B C du métier et que M. de Bismark est beaucoup trop civilisé pour ne point connaître à fond, l'élection du 7 novembre dernier pour le landtag prussien n'a donné que deux députés danois contre trois députés allemands.

Ce résultat merveilleux a surpris bien des gens, et je l'ai entendu citer avec une parfaite bonne foi comme un argument très-sérieux en faveur des prétentions prussiennes sur le Slesvig. Il aurai surpris beaucoup plus encore si l'on avait pu mettre en regard de chaque total les chiffres qui ont servi à le former. En effet, par un bizarre renversement de toutes les règles de l'arithmétique, c'est la minorité des votes qui a élu la majorité des députés, et il a fallu au parti national près de mille suffrages de plus pour faire passer un candidat de moins que le parti allemand [1]. N'avais-je pas raison de dire que ce résultat est vraiment merveilleux, et ne mérite-t-il point de figurer à un rang d'honneur dans la chronique déjà si riche du suffrage universel?

Mais, en dépit de tous les sophismes et de tous les machiavélismes, le Slesvig nord ne se résignera point aisément à cet escamotage du traité de Prague, dont M. de Bismark est en train de faire disparaître l'article 5 dans les doubles-fonds de son portefeuille. Parmi les innombrables adresses « aux journalistes français, » déposées chaque matin sur nos tables ou lues chaque soir dans les banquets, il nous en est arrivé de toutes les villes du duché pour nous apporter l'ardente expression de leurs vœux et de leur espoir en la France. Mais, hélas! nous n'avons pas voix au conseil privé. Une députation de paysans du Slesvig, conduite par leur vaillant représentant M. Kryger, taillé à la façon des héros de l'*Edda*, est venue s'asseoir à côté de nous. En voyant ces figures énergiques, bronzées par le travail en plein air; en serrant ces mains loyales, à la rude et cordiale étreinte; en écoutant ces confidences significatives et ces protestations vigoureuses, j'ai compris combien est solide et sera difficile à trancher, même par le grand sabre qui a coupé tant de nœuds gordiens depuis Sadowa, le lien qui unit étroitement le Slesvig au Danemark.

Les fonctionnaires destitués, les émigrés volontaires ou les exilés, les pasteurs chassés par l'invasion prussienne, — et c'est par milliers qu'on les compte, — ont trouvé dans tout le royaume, particulière-

[1] Le nombre des voix danoises a été de 25,598 contre 24,664 dans toute l'étendue du Slesvig, et de 23,754 contre 6,124 dans le Slesvig nord. Voy. le *Dagbladet* du 26 novembre dernier.

ment à Copenhague, l'asile fraternel et l'appui dont ils avaient besoin. Il semble que la prise de Duppel date de la semaine passée, tant le souvenir en est resté brûlant au cœur de tous : j'ai vu des hommes pleurer en nous racontant cet héroïque désastre. M. Monrad, président du conseil pendant la guerre de 1864, n'a pu se résigner au deuil national qu'il n'avait pu empêcher : il s'est expatrié, et l'ancien ministre des affaires étrangères dirige aujourd'hui une petite colonie agricole et industrielle dans la Nouvelle-Zélande.

Sur cette question, tous les partis sont unanimes, quoique tous ne portent pas dans la revendication du droit la même ardeur et la même décision. Trois ou quatre partis principaux se dessinent en Danemark. Celui qui s'intitule national-libéral tient haut et ferme le drapeau du pays, dont il veut énergiquement l'indépendance et l'intégrité. C'est moins un parti, à proprement parler, que la réunion même de presque toute la classe bourgeoise et moyenne de la nation. Le parti scandinave, plus hardi, plus radical dans ses moyens, voudrait reconstituer l'ancienne union de Calmar pour opposer toutes les forces du Nord à l'ambition de la Prusse et à celle de la Russie. Isolé, le Danemark ne peut rien ; réuni aux deux autres branches de la grande famille, il reconquerrait la puissance et l'autorité qu'il a perdues. Le parti scandinave, qui grandit chaque jour et auquel se rattachent déjà beaucoup d'adhésions venues des nationaux libéraux, poursuit son but, en dehors de toute idée de révolution dynastique, par la plume et par la parole, sur le terrain historique et littéraire comme sur le terrain politique. Ses membres, dispersés d'un bout à l'autre des trois royaumes, communiquent entre eux par des journaux, des revues, de libres assemblées, qui se tiennent tour à tour en Suède, en Danemark ou en Norvége, et qui réunissent quelquefois des milliers d'auditeurs en plein air. La jeunesse se rattache généralement à ce parti, considéré ici par la plupart des hommes politiques comme celui qui a, sinon encore le plus d'extension et de cohésion, du moins le plus de vigueur et d'avenir. Tous les étudiants de Copenhague sont scandinaves, comme les nôtres sont républicains. Mais comment arriver à l'union souhaitée? Est-ce par la fusion des trois pays ; par la subordination du Danemark, qui, en faisant perdre à Copenhague son rang de capitale, et en dépouillant la nation de son autonomie et de sa vie propre, risquerait de blesser le patriotisme au lieu de le satisfaire, — ou plutôt par une fédération qui laisserait à chacun son existence indigène? La discussion est ouverte, et tous ne sont pas d'accord sur les moyens, quoiqu'ils soient unanimes sur le but.

Le parti de la cour, que nous appellerions en France le parti réactionnaire, n'a pas une grande importance dans le pays. Moins éner-

gique, plus optimiste ou plus flegmatique que les précédents, il s'endormirait volontiers dans sa quiétude, et les malheurs du passé ne l'ont pas assez instruit sur les périls de l'avenir. Partisan du *statu quo* et opposé aux réformes militaires, il est ennemi du scandinavisme, à moins que le scandinavisme ne devienne une mode de cour, ce qui n'est pas absolument impossible. Les politiques de ce dernier camp aiment à caresser l'hypothèse d'un mariage entre le fils de Christian IX et la fille de Charles XV, roi de Suède et de Norvége. On assure que le prince Oscar se prêterait à cette combinaison, faisant ainsi à son patriotisme le sacrifice de ses prétentions personnelles. Je le veux bien ; mais la Russie et la Prusse s'y prêteraient-elles avec la même complaisance, et peut-on croire qu'elles pousseraient le désintéressement jusqu'à ne pas demander à intervenir dans les conditions du contrat ?

Reste le parti des paysans, ou plutôt des amis des paysans. Celui-là s'occupe moins des questions politiques que des questions sociales. Les intérêts pratiques, l'émancipation absolue des communes et les dégrèvements d'impôts sont sa grosse affaire. Il voudrait réduire le nombre des fonctionnaires et leur traitement, abolir les subventions accordées aux théâtres et à quelques gymnases, pour employer toutes les ressources de l'État à l'amélioration matérielle et immédiate des classes laborieuses, spécialement des populations rurales. Mais il se divise lui-même en plusieurs branches. Quelques-uns de ses chefs les plus déterminés, comme le colonel Tscherning et M. Hansen, ne craignent pas de pousser le développement de leurs idées jusqu'au socialisme. Le gros du parti ne les suit pas si loin. Beaucoup même de ceux qui s'y rattachent, en particulier les adhérents du pasteur Grundtvig, ne sacrifient nullement aux intérêts matériels les aspirations nationales.

Tous ces partis ont leurs organes, où ils s'expriment sans aucune entrave. Cet heureux petit pays a depuis longtemps couronné l'édifice, et il jouit de tout ce que nous discutons : liberté de réunion, liberté de la presse, libertés municipales, libre vote du budget et de toutes les lois dans le *Rigsdad*, composé de deux Chambres, toutes deux librement élues, — la Chambre basse (*Folkething*), par le suffrage universel direct ; la Chambre haute (*Landsthing*), sauf les douze membres à la nomination directe du roi, par le suffrage universel à deux degrés. Aussi cet ensemble d'institutions vraiment libérales, pratiquées par un peuple sage et respectées par un gouvernement loyal, a-t-il développé à un haut degré la prospérité intérieure du pays. Les finances publiques sont dans un état florissant ; l'amortissement, comme la Charte de 1830, est une vérité : il fonctionne si bien qu'on espère fermer sous peu le grand-livre de la dette publique au

chapitre du 3 pour 100. Les travaux publics sont en aussi bon état que les finances. L'entretien des routes et des chemins de fer ne laisse rien à souhaiter, et l'on a fait un pas énorme dans la voie de la diminution des impôts en abolissant les octrois.

L'organisation militaire a été réglée par une loi récente, d'après laquelle tout citoyen doit passer un an sous les drapeaux. Nul ne peut devenir officier dans l'armée active sans l'avoir été dans la réserve, et sans avoir fait auparavant le service de simple soldat. L'effectif est élevé à quarante mille hommes : avec la réserve et le supplément, il peut, si la patrie est en danger, monter jusqu'à soixante mille, au moins sur le papier. C'est beaucoup pour le Danemark ; c'est peu contre la Prusse. On s'est efforcé de combiner, dans cette loi, les besoins de l'État avec ceux de l'industrie, de l'agriculture et de toutes les professions pacifiques, et de grossir le chiffre de l'armée sans enrégimenter toute la nation et sans désorganiser la famille. Ces jeunes soldats, presque imberbes, coiffés de leurs casques de drap, qui défilent chaque jour sous nos fenêtres, aux sons d'une musique étrange, n'ont pas l'allure crâne et martiale du troupier français, qui ne s'acquiert que par un long usage de la vie militaire : ils ressemblent à des gardes nationaux, ce qui ne les empêche pas de se battre, avec l'intrépidité calme et réfléchie du Nord.

Selon le code de Christian V (1683), qui est, aujourd'hui encore, la base de la législation danoise, toutes les pièces imprimées étaient soumises à la censure ; mais, sous le ministère de Struensée, la liberté de la presse, dans le sens le plus étendu du mot, fut introduite par la loi de 1770. Cette liberté, successivement restreinte par plusieurs mesures postérieures, fut restituée en partie par la loi provisoire de 1848, et enfin rétablie définitivement par celle du 3 janvier 1851, grâce à laquelle les délits de la plume ne relèvent plus maintenant que de la juridiction commune.

Le parti de la cour a surtout pour organe le *Flyve posten* (*Poste volante*), bien déchu aujourd'hui de son ancienne vogue. Le parti scandinave a la *Revue du Nord*, dirigée par le vaillant docteur Rosenberg, et le *Fœdrelandet* (*la Patrie*), l'un des plus anciens parmi les journaux danois, quoiqu'il date seulement de la fin de 1839. Avant M. Ploug, dont nous avons déja parlé, il a compté parmi ses fondateurs et ses principaux rédacteurs, M. Monrad, M. Nathan David, ancien ministre de Christian IX, l'un des hommes politiques les plus considérables et en même temps l'un des plus savants hellénistes du pays, qui se sépara bientôt de ses collègues par ses opinions anti-scandinaves et sa manière d'envisager la question du Holstein, dont il persistait à faire une question nationale ; M. Orla Lehmann, mi-

nistre sous le règne de Frédéric VII, membre de la haute Chambre, homme de parole et d'action, dont l'influence est restée grande dans le royaume.

Le parti national libéral est surtout représenté par le *Dagbladet* (*le Journal quotidien*), à qui son rédacteur en chef, M. Bille, député du Folkething, descendant d'une ancienne famille qui s'est distinguée dans la marine danoise, a donné beaucoup d'importance et d'autorité.

Les amis des paysans s'adressent à leur public trois fois par semaine dans les colonnes du *Morgen posten* (*la Poste du matin*), dont le chiffre du tirage et l'influence politique ne sont point très-considérables.

N'oublions pas non plus deux autres feuilles importantes, qui se rattachent, avec des nuances diverses, au parti danois et au parti scandinave : le *Folkets-avis*, qui mérite vraiment, ne fût-ce que par le nombre de ses abonnés, son titre de *Journal du Peuple*, et le *Dags-telegraphen* (*Télégraphe du jour*), fondé depuis quatre ans environ sous la direction de M. Rimestad. C'est une feuille démocratique, qui s'adresse surtout aux classes inférieures et laborieuses. Son rédacteur en chef, M. Rimestad, est un vrai type de tribun, avec les allures, la taille, l'éloquence familière, abrupte et imagée, la voix de stentor et les poumons de bronze qu'il faut pour dominer le peuple. Il y a en lui l'étoffe d'un grand agitateur. Il a fondé à Copenhague une vaste association d'ouvriers, qu'il mène d'un geste, d'un clin d'œil, et qui, faisant ses affaires elle-même avec cette hardiesse d'initiative privée que nous ne connaissons guère en France, s'est procuré des habitations ouvrières, des bibliothèques, le pain du corps et le pain de l'intelligence.

Le *Berlingsk-Tidende* (*Gazette de Berling*), ainsi nommée de son fondateur, est le plus grand des journaux danois, et le *Moniteur* du royaume, bien qu'il n'ait qu'un caractère semi-officiel. Copenhague a aussi une *Illustration* et même un *Figaro*, rédigé par un spirituel écrivain, M. Robert Watt, qui s'est formé chez nous, et auquel les hasards d'une vie aventureuse ont permis d'étudier le monde sous toutes ses faces et dans toutes ses sphères. Comment tant de journaux peuvent vivre en un royaume dont la population totale égale à peine celle de Paris, c'est un problème moins difficile à expliquer qu'il ne semble d'abord. Si le Danemark est petit, les développements de l'instruction y ont répandu partout le goût de la lecture et créé ainsi au journalisme un public qui, du premier au dernier degré de l'échelle sociale, tient à connaître ses affaires.

IX

DERNIER COUP D'ŒIL SUR LES MONUMENTS DE COPENHAGUE. — LA BOURSE. LA TOUR RONDE. — LES ÉGLISES.

Je ne sais si quelque lecteur me reprochera cette longue parenthèse, qui, se rattachant à la description des musées et des établissements d'instruction de Copenhague comme à son point de départ, m'a conduit peu à peu, d'incidents en incidents, par la loi de l'association des idées, à présenter le tableau sommaire de la littérature, de la presse et des institutions du pays. Ceux-là même qui seraient tentés de me la reprocher reconnaîtront du moins que ce n'est pas un hors-d'œuvre.

Mais il faut nous hâter maintenant, et reprendre à travers la ville, pour l'achever au plus vite, notre promenade trop longtemps interrompue. Il nous reste à voir trois monuments anciens et caractéristiques : la Bourse, l'Église de marbre et la Tour ronde.

La Bourse de Copenhague est encore un souvenir du règne de Christian IV. Au premier aspect, elle semble plus vieille que son âge. Avec sa façade bizarre, les ornements nombreux dont elle est historiée, ses hautes et sombres fenêtres, sa tourelle fantastique dont quatre dragons, la gueule allongée vers les quatre points cardinaux, forment la flèche par l'enroulement de leurs queues en spirales, elle ne rappelle en rien l'architecture classique dont l'idée s'attache invinciblement chez nous au nom du dix-septième siècle, pas plus que le patron monotone et banal dont le seul mot de Bourse évoque aussitôt le souvenir dans notre imagination.

L'édifice domine le petit bras de mer qui sépare l'île de Seeland de l'île microscopique d'Amack. Une forêt de mâts s'agite à ses pieds, et les navires de commerce, revenus de leurs excursions lointaines, aiment à s'abriter sous son ombre. A quelques pas aussi, devant la vieille maison, tout enguirlandée de pierres blanches, que la tradition désigne comme la demeure de la belle Dyveké, cette fille d'auberge qui gouverna le Danemark sous le règne de Christian II, se tient le grand marché de la ville, — la Bourse des ménagères à côté de la Bourse des spéculateurs. Tandis que les négociants règlent le cours de la rente, les cuisinières négocient le cours des poulets et des légumes. Dès que j'arrive dans une ville étrangère, l'une de mes premières visites est pour le marché public : nulle part on ne surprend mieux sur le fait la vie intime et familière d'une population. C'est au marché d'Amack que j'ai vu apparaître pour la première

fois une ombre de couleur locale dans les costumes indigènes. La fruitière, en ample tablier blanc faisant le tour du corps, en coiffe de laine bordée d'un large liséré noir, en mouchoir rouge tordu autour du cou et sur ses épaules ; le jardinier, en chapeau rond, en pantalon de zouave, en veste sans basques sous laquelle apparaît le gilet fermé à deux rangées de boutons, se tiennent debout entre leurs paniers, ou sur leurs chars plats attelés de deux chevaux. L'île d'Amack est un immense potager, d'une fertilité rare, où s'est conservée jusqu'à nos jours, presque pure de tout mélange, la petite colonie frisonne que la reine Élisabeth, sœur de Charles-Quint, y fit venir dans les premières années du seizième siècle.

En flânant dans les rues de Copenhague, j'ai vu encore çà et là quelques spécimens des costumes nationaux : une jeune fille de l'île lointaine de Bornholm, ensevelie dans son manteau de roulier, coiffée d'un bonnet aux longues barbes qui se relèvent en double éventail au-dessus de sa tête ; la femme d'Œrö, au gigantesque chapeau de paille projeté comme un auvent sur sa figure ; la paysanne seelandaise, en grand col rond recouvrant les épaules comme celui de nos marins, le visage encadré dans son bonnet à la passe plate et empesée, à la coiffe recouverte de larges rubans de diverses couleurs noués audessous et retombant le long du dos. Ces costumes se rencontrent de loin en loin dans les quartiers populaires de Copenhague, aux extrémités des faubourgs, et spécialement dans cette série de ruelles bizarres qui, du jardin de Rosenborg à la rue de Groënland et à la citadelle, s'étendent en lignes parallèles et très-rapprochées. Ces ruelles, aussi régulièrement tracées qu'un boulevard de M. Haussmann, bordées de petites maisons uniformes d'un seul étage, et portant des noms plus singuliers les uns que les autres : rue de l'Éléphant, rue de l'Ours, rue du Crocodile, etc., ont été bâties dans les environs du port pour servir de centre général aux matelots qui s'y trouvaient casernés, tout en gardant chacun son foyer et sa famille ; mais les besoins de la marine royale, qui ne compte aujourd'hui qu'une flottille à hélices et quelques bâtiments cuirassés, ne sont plus les mêmes qu'au temps de sa splendeur, et l'on a démoli déjà une partie de ce quartier curieux dans les embellissements de la ville.

Hélas ! le pittoresque est traqué partout à Copenhague, au nom de la civilisation et du progrès, comme dans la plupart des capitales de l'Europe. D'après les récits de quelques voyageurs, je m'attendais à y rencontrer ce veilleur de nuit, tradition vivante du moyen âge que j'ai retrouvée debout en Hollande et en Espagne. Il y a quelques années encore, le veilleur de nuit parcourait d'un pied infatigable les rues de Copenhague, chantant à chaque heure, sur un de ces airs monotones et rêveurs où se reflète la mélancolie de la nature du

Nord, une strophe de l'hymne religieux composé expressément dans ce but par l'évêque Kinbo. Cet usage touchant et naïf est allé rejoindre les vieilles lunes et les neiges d'antan. Je conçois assurément que les habitants de Copenhague trouvassent désagréable d'être réveillés toutes les heures, sous prétexte d'apprendre qu'ils pouvaient dormir tranquilles; mais il est permis à un touriste d'exprimer ses regrets, au simple point de vue de la couleur locale.

A quelques pas de ces ruelles s'élève l'Église de marbre, débris inachevé d'un temple fastueux, commencé au dix-septième siècle, pour lequel l'argent manqua tout à coup avant qu'on eût pu le conduire à son terme. Ces colonnes sans chapiteaux, construites aux trois quarts de leur hauteur, ces murs et ces fenêtres sans couronnement, la masse imposante et triste de cette ruine moderne, devenue ruine avant d'avoir été monument, produisent un effet étrange, et le *Pendent opera interrupta* du poëte revient à la mémoire.

Comme le palais de Rosenborg, comme la Bourse, comme tous les monuments, sans exception, qui offrent une physionomie originale et caractéristique, la Tour ronde est encore une œuvre du règne de Christian IV, ce souverain glorieux qui réunit le triple talent de Henri IV à la magnificence de Louis XIV et à son amour de bâtir. Cinq rangs de fenêtres cintrées, que séparent des piliers plats en briques, percent dans toute leur hauteur les murs massifs de la Tour ronde, couronnée d'un rebord et coiffée d'un pavillon qui servit d'observatoire à Longomontanus, disciple de Tycho-Brahé. On monte au sommet par une route qui s'enroule sur elle-même, comme l'escalier sans marches du vieil hôtel de ville de Genève. Pendant son séjour à Copenhague, le czar Pierre le Grand aimait à faire cette ascension en voiture, au trot de ses chevaux.

La Tour ronde est adossée à l'église de la Trinité, qui contenait autrefois sous sa voûte supérieure la bibliothèque de l'Université, transférée depuis dans un beau monument de style semi-gothique, quoique de construction récente, qui est l'un des ornements de Copenhague. A quelques pas de là s'élève l'église Notre-Dame, dont l'architecture rappelle de loin celle de la Madeleine. Le fronton repose sur six colonnes cannelées, et une tour, surmontée d'une croix d'or, en couronne assez lourdement le faîte. A l'intérieur, les arcades supportent un premier étage en galeries, bordé d'un rang de colonnes qui soutiennent la voûte.

Somme toute, cet édifice, correct et froid, coulé dans l'éternel moule classique d'où sont sortis tant de milliers d'épreuves toujours semblables, mériterait à peine un coup d'œil s'il n'était une sorte de musée où se trouvent réunis le plus grand nombre et les plus belles des œuvres religieuses de Thorvaldsen. L'exposition commence au

dehors par le magnifique fronton en terre cuite qui représente la *Prédication de saint Jean-Baptiste*, et par le bas-relief en plâtre, qui déroule au-dessus de la porte principale l'*Entrée du Christ à Jérusalem*. Elle se poursuit, à l'intérieur, par la frise de *Jésus sur le chemin du Calvaire*, qui surmonte l'autel ; par l'ange du baptistère et surtout par les statues colossales du Christ et des douze Apôtres. Cette œuvre trop vantée ne nous semble occuper qu'un rang secondaire parmi les productions du fécond et puissant artiste. C'est qu'il y fallait autre chose que de la science et du goût, de nobles attitudes et de belles draperies : il y fallait le souffle de l'inspiration chrétienne, ce tendre et profond sentiment religieux qui manquait au calme génie de Thorvaldsen, exclusivement nourri de la moelle de l'antiquité. A ces morceaux d'un grand style, mais qui représentent plutôt les sages de la Grèce que les apôtres de l'Évangile, je préfère les humbles statuettes dressées au porche de nos vieilles cathédrales par le ciseau naïf et anonyme des tailleurs d'images du treizième siècle.

Notre-Dame est la cathédrale de Copenhague, qui a beaucoup d'autres églises. Nous ne les décrirons pas : ce récit d'un touriste n'a point la prétention de faire concurrence aux Guides, et ce sont moins les pierres qui nous intéressent que les hommes; moins les monuments que les idées et les mœurs. Pas une, d'ailleurs, n'offre un grand intérêt artistique. Toutes, ou presque toutes, sont modernes. Elles ont quelque chose de la froideur jetée par le protestantisme sur tous ses temples comme un linceul, sans en avoir pourtant la nudité navrante et presque sinistre. Placées sous l'invocation des saints, de la Vierge même, elles ne rejettent pas, avec l'austérité hargneuse et farouche du puritanisme calviniste, les décorations et les œuvres d'art. Après Thorvaldsen, toute l'école de sculpture danoise, tous ses émules et ses disciples, depuis Viedevelt et Freund jusqu'à Bissen et Jérichau, les ont enrichies de remarquables statues. Elles ont gardé le chœur et l'autel : ce ne sont point des temples, ce sont bien réellement des églises.

Dans Holmens Kirke, j'ai vu le tombeau de l'amiral Niels Juel et de Pierre Tordenskjold, le dernier des Vikings, qui périt à vingt-neuf ans sous l'épée d'un escroc, après dix années d'exploits dignes de Jean Bart et de Duguay-Trouin. Devant ces tombeaux héroïques, j'ai relu le drame d'Œhlenschläger et les strophes du chant national d'Evald :

> « Niels Juel entend le tumulte du combat. Voici l'heure : il déploie le pavillon rouge et frappe les ennemis à coups redoublés. Ils crient éperdus, dans le tumulte du combat : « Fuyons, cachons-nous. Qui pourrait, pen-« dant la bataille, résister à Juel de Danemark? »

« Merdu Nord, l'éclair de Wessel[1] a percé ton voile sombre. Les ennemis se sont jetés dans ton sein, car la mort et la terreur marchaient avec lui. On entendit au loin un grand bruit qui perçait ton voile sombre. Du Danemark, Tordenskjold tombe comme la foudre. Que chacun fuie, en implorant la clémence du ciel ! »

Si vous allez jusqu'au bout de Christianshavn, vous trouverez une autre église curieuse, celle de Notre-Sauveur, avec sa haute flèche, merveille de grâce et de légèreté, que contourne un escalier extérieur aux innombrables marches de cuivre. Au sommet de la flèche, l'image du Christ, portant la bannière de la victoire, repose sur un vaste globe doré, où les amateurs de beaux coups d'œil qui ne sont pas sujets au vertige grimpent par une échelle, quand ils ont franchi la dernière marche de l'escalier aérien.

Les différentes sectes protestantes, même celle des frères moraves, ont leur temple à Copenhague. Le Danemark a devancé la Suède dans la pratique de la liberté religieuse, et le catholicisme y jouit de tous les droits civils et politiques ; mais il compte à peine un millier d'adhérents dans le royaume, et la petite chapelle catholique de Copenhague, bâtie depuis peu d'années, suffit largement à ceux qui habitent la ville. La vieille terre si laborieusement conquise sur le paganisme par l'archevêque de Reims Ebbo, et par le moine de Corbie, saint Ansgard ; la patrie de Canut le Grand, de l'évêque Absalon et de Saxo le Grammairien, a été toute entière précipitée dans la réforme par Tausen, le Luther danois. Le roi doit appartenir à la religion de l'État, et il en est le chef.

Le protestantisme commence à présenter en Danemark, bien qu'à un moindre degré, quelques-uns des symptômes de division et de dissolution qui s'y produisent depuis plusieurs années en Allemagne, en Angleterre et en France. Tandis que le pasteur Grundtvig, poussant l'esprit national et patriotique jusqu'à fusionner en quelque sorte la mythologie scandinave dans le christianisme, s'efforce de remonter aux traditions verbales des premiers âges, à la *parole vivante*, comme disent ses disciples, aux vérités primitives du *Symbole des Apôtres* et de l'*Oraison dominicale*, obscurcies par la nuit des temps, et se fait accuser par ses adversaires de prêcher une morale qui penche vers le catholicisme, d'autres, comme le docteur Erricksson, un Renan en sous-ordre, se rattachent au rationalisme germanique, et font table rase des principaux dogmes, sans en excepter la divinité du Christ. Ajoutons néanmoins, à la louange du

[1] C'était le vrai nom de Tordenskjold, qui descendait d'une famille d'origine hollandaise. Le roi Frédéric IV, en lui conférant la noblesse, lui donna le nom de Tordenskjold (littéralement *foudre-bouclier*).

bon sens et de l'esprit religieux des Danois, que ces dernières doctrines ont fait jusqu'à présent peu d'adeptes, et que la haine pour tout ce qui vient d'Allemagne n'est pas plus disposée à fléchir devant les exégètes de Tubingue que devant les soldats de Berlin.

X

LIEUX DE RÉUNION, DE PLAISIR ET DE PROMENADE. LES ENVIRONS DE COPENHAGUE.

Aucun théâtre n'était ouvert pendant notre séjour à Copenhague : comme nos préfectures de second ordre, la capitale du Danemark a ses mortes-saisons dramatiques. J'ai dû me contenter de voir en passant les façades peu monumentales du théâtre du Peuple, où l'on joue le drame, la comédie, le vaudeville, et du théâtre Royal, où l'on s'élève jusqu'à la tragédie, l'opéra et le ballet. Chateaubriand raconte quelque part qu'il rencontra un jour dans une forêt du nouveau monde un petit maître à danser français qui enseignait les grâces du menuet à une demi-douzaine de sauvages. C'est ainsi, toutes proportions gardées, que les plus pures traditions de la grande école des Noverre et des Vestris ont été transplantées sur les bords de la Baltique, par une famille française où la gloire chorégraphique est héréditaire, et qui a conquis une place à côté de ses illustres maîtres, dans le livre d'or des professeurs et des compositeurs de ballets. Je conseille aux vieux habitués de l'Opéra, qui, se souvenant encore d'avoir vu danser Vestris II, déplorent amèrement la décadence de la pirouette et la corruption des sains principes de l'art, de faire le voyage de Copenhague, s'ils veulent les retrouver dans tout leur éclat.

Tant il est vrai que la gloire de la France est universelle, et que son influence s'exerce partout, sur le perfectionnement des ballets comme sur la destinée des empires !

Mais si les théâtres étaient fermés, Tivoli était ouvert, et Tivoli résume en lui seul tous les divertissements, tous les spectacles, tous les plaisirs réunis. Tivoli est une réduction de l'Eldorado. Figurez-vous un parc trois ou quatre fois plus grand que les plus vastes de nos jardins parisiens, avec d'immenses pelouses, des bosquets, des rivières et des montagnes, des perspectives sans fin, au fond desquelles n'arrive plus le bruit des dix orchestres semés çà et là dans ce lieu de délices, et où l'on s'égare comme en pleins champs. Rien

n'y manque de ce qui peut contenter les goûts les plus divers. La foule s'épand le long des allées, examinant les arcs de triomphe en verres de couleur, les guirlandes lumineuses suspendues aux arbres et courant en cordons de feu le long des frises et des colonnes, les girandoles, les lampions, les lanternes vénitiennes, les becs de gaz dessinant dans les airs ou sur des transparents force scènes historiques ou humoristiques, des épisodes guerriers ou la danse de Colombine et les grimaces de Pierrot. Ceux-ci s'amassent devant un ballon ou un feu d'artifice, autour de Polichinelle, des acrobates, des jongleurs et des écuyers qui se disputent sur tous les points la curiosité publique ; ceux-là visitent les bazars, s'assoient aux tables abritées sous l'ombrage discret des arbres et dans les salles d'un restaurant que ne dédaignent pas les gourmets, vont entendre les chansons et les scènes dialoguées des cafés-concerts, courent au cirque, se pressent aux jeux de tout genre, descendent et remontent avec fracas les pentes escarpées de la montagne russe, écoutent les mélodies entraînantes exécutées par l'orchestre de Lumbye, ou, dans l'enceinte réservée, se livrent avec une gravité tranquille, qui ferait l'étonnement des habitués de Mabille, aux douceurs recueillies de la valse du Nord.

Nous n'avons rien de pareil, depuis la mort des grands jardins publics du directoire et de l'Empire. Tivoli serait impossible chez nous, avec la fièvre de construction qui nous possède, et le prix fabuleux des terrains. Le spéculateur le plus ingénieux et le plus hardi ne pourrait le créer sans s'exposer à la ruine, quelle que fût l'affluence publique ; et s'il existait quelque part, le premier soin du propriétaire serait d'en détacher les deux tiers pour les vendre aux entrepreneurs de bâtisses.

Le Tivoli de Copenhague est plus qu'une entreprise particulière ; c'est, comme on l'a dit, presque une institution. Comme l'entrée en coûte à peine quelques sous, il jouit d'une popularité sans rivale. A certains soirs, dès six ou sept heures, vingt mille personnes ont défilé devant le contrôle et circulent à l'aise dans les innombrables méandres du parc. On y vient en famille, car rien n'y choque et n'y repousse les honnêtes gens.

Certes, je ne prétends pas faire de Copenhague une ville de l'âge d'or ; je n'oserais affirmer que la moralité y soit plus parfaite qu'ailleurs, mais je puis dire au moins que la décence y est plus respectée. Nulle part le vice ne s'y étale avec cette effronterie provocante qu'il a dans la plupart des capitales de l'Europe : il se cache, et on le cache. Il ne lui est point permis de se montrer au grand jour et d'empiéter sur la voie commune. La loi ne couvre pas de sa tolérance ces exhibitions honteuses qui lâchent sur les trottoirs des boulevards parisiens

toutes les écumes de l'égoût social, et métamorphosent nos rues chaque soir en succursales des plus hideux bazars de l'Orient. Les grands scandales publics y sont à peu près inconnus. Le mariage, préparé par des fiançailles solennelles, est généralement respecté. Comme toutes les nations protestantes, le Danemark porte au flanc la plaie domestique du divorce, mais il est assez rare qu'on use, sinon dans les cas extrêmes, de ce remède pire que le mal, et la crainte de la déconsidération arrête presque toujours ceux que ne suffiraient pas à retenir le sentiment de l'honneur conjugal et le respect de la famille.

Le jour même de notre arrivée, Tivoli donnait une grande fête en notre honneur. Il s'était paré de toutes ses pompes, et le jardin féerique, tout ruisselant de lumière, tout embrasé des couleurs de l'arc-en-ciel et tout retentissant d'harmonie, pouvait vraiment rivaliser avec le palais d'Aladin. Trente mille spectateurs nous attendaient, pressés aux abords de la porte en une masse compacte, effrayante, dont les ondulations et les remous ressemblaient à ceux d'un Océan. A peine les premiers d'entre nous avaient-ils dépassé le seuil, que l'avalanche se précipita sur eux, les entraînant comme des grains de sable dans un tourbillon d'ouragan.

L'irrésistible poussée nous émietta en fragments épars, et mes guides épouvantés, après avoir failli dix fois rouler à terre avec moi sous les pieds d'une foule *idolâtre*, qui eût volontiers écrasé les Français pour mieux les voir et les acclamer, se hâtèrent de m'arracher au périlleux honneur de cette ovation. Je ne crus point faire un tort irréparable à l'enthousiasme des bons habitants de Copenhague en les frustrant de ma présence et en me sevrant moi-même de la part qui m'était due. Tandis donc que le mascaret humain emportait vers le rond-point central mes confrères éperdus, soulevés de terre à chaque pas, mais contenus en même temps par la muraille mobile qui les entourait, nous nous acheminions dans la solitude vers les extrémités du jardin. Une douzaine de barques pavoisées de lanternes rouges et bleues, comme des gondoles d'opéra-comique, attendaient mélancoliquement, amarrées à la rive du canal, les promeneurs qui n'arrivaient pas. Nous montâmes dans la première :

« Vous n'allez pas voir les Français ? » nous dit le batelier en détachant la corde.

On a lu partout l'anecdote du paysan qui rencontre Henri IV égaré dans une forêt, et le prie de lui montrer le roi. Henri le prend en croupe, et lui répond qu'il le verra de plus près et mieux que tous les autres. Telle est la rapide influence des grandeurs que le mot du Béarnais me monta à la bouche. Je le retins cependant, et, d'un doigt posé sur mes lèvres, je fis signe à mes compagnons que, comme

un monarque en partie de plaisir, je voulais savourer les douceurs de l'*incognito*.

Une minute après, la barque glissait sur les eaux tranquilles. De loin nous arrivaient des rafales de hourrahs, coupées de grands silences, où l'on entendait par saccades les accents d'une voix grêle qui semblait haranguer la foule. Un souffle de brise apporta tout à coup jusqu'à nos oreilles le nom du Slesvig.

« Écoutez ! » firent mes compagnons.

Déjà le tonnerre des acclamations populaires répondait à ce mot magique dans les profondeurs du jardin, et, debout sur le banc, comme redressés par une secousse électrique, tous deux battirent des mains en criant : Bravo ! Et pendant que l'immense clameur se prolongeait sans fin, les cent voix de cuivre de l'orchestre s'étaient éveillées à la fois, et lançaient à tous les échos les notes vibrantes de *la Marseillaise*.

Ah ! *la Marseillaise*, on a beau faire, on ne l'étouffera pas. Ni le *Chant du départ*, ni *les Girondins*, ni *la Parisienne* bourgeoise, ni ce *Jeune et beau Dunois* qu'on ne peut chanter sérieusement qu'en costume de troubadour et sur la guitare, ou avec accompagnement de tabatière à musique, ne la détrôneront jamais. S'il était possible que la France l'oubliât, l'étranger la lui renverrait. C'est aux accents de *la Marseillaise* qu'on nous a accueillis et fêtés partout en Danemark. Vingt fois nos députés, comme nous, ont écouté, chapeau bas, le refrain enivrant et terrible qui fait marcher les baïonnettes et soulève les pavés des rues ; peut-être même, Dieu me pardonne, ont-ils parfois répété en chœur avec nous : « Aux armes, citoyens !!! » J'espère que cette insinuation ne compromettra point leur candidature. A quatre cents lieues de Paris, *la Marseillaise* n'est plus l'hymne révolutionnaire, mais le chant national de la France.

La barque avançait toujours, et les puissants accords de l'orchestre ne nous parvenaient plus que par bouffées sourdes et confuses. Mais, d'un autre côté, j'entendais depuis quelques minutes un chœur de voix mâles, affaiblies par l'éloignement, qui semblaient devant nous s'élever du sein des flots. L'effet mystérieux de ce chant dans la nuit avait je ne sais quelle couleur fantastique qui reporta mon imagination aux légendes de la mythologie scandinave. On eût dit un concert organisé par l'homme des eaux dans sa grotte de cristal.

— Qu'est-ce ? demandai-je à mes guides.

— C'est l'*île des Volontaires*, où les jeunes soldats vont s'exercer le soir. Encore quelques coups de rames, et vous la verrez.

— Que chantent-ils ?

— Notre chant national, ou plutôt l'un de nos chants nationaux,

car nous en avons pour le moins autant que nous. Ils chantent le *Danebrog* :

« Flotte orgueilleusement sur la Baltique, ô Danebrog, rouge comme le sang ! Les ombres de la nuit ne voileront pas ton éclat ; la foudre ne t'a point abattu... Jusqu'aux nues ta croix blanche a fait monter le nom du Danemark. Tombée des cieux, ô relique sacrée, tu as conduit aux cieux des héros comme le monde en voit rarement. Avec fierté déploie tes couleurs sur les rives danoises, sur la côte de l'Inde et dans les climats barbares. Écoute la grande voix des flots, qui chante les louanges et la gloire de tes soldats. Ceux qui restent encore s'enflamment d'orgueil à ton nom, et, pour te défendre, sont prêts à voler à la mort. Plane donc sur les mers ! Tant que les vaisseaux du Nord n'auront pas volé en éclats, tant qu'un cœur battra dans une poitrine danoise, non, tu ne marcheras jamais seul. »

J'entendais alors pour la première fois ce chant au rhythme grave et guerrier. Il respire l'enthousiasme presque religieux des Danois pour le drapeau national envoyé par le ciel à Valdemar le Victorieux, dans une bataille contre les Esthoniens. La tradition conte que les Danois commençaient à plier sous le nombre des idolâtres ; l'archevêque Sunesen, qui assistait au combat, leva les bras vers Dieu, comme Moïse sur la montagne. En réponse à sa prière, le Danebrog tomba du ciel; suivant d'autres, il fut apporté par un ange. Quoi qu'il en soit, les soldats de Valdemar se rallièrent autour du nouveau *labarum* et écrasèrent les païens. Cette légende héroïque et religieuse n'est que la traduction vivante du sentiment patriotique. Le Danebrog a donné son nom au plus ancien ordre de chevalerie du pays. C'est le titre que portait aussi le vaisseau de l'intrépide Hvitfeld, qui, en 1710, aima mieux sauter en mer, avec son équipage, que de se rendre aux Suédois. Tant de souvenirs l'ont rendu sacré au cœur du peuple. Tous considèrent cet étendard divin comme le palladium de la terre natale. D'une rive à l'autre du Seeland, je n'ai pas rencontré un château, pas une ferme, pas une maison isolée, qui n'eût son Danebrog planté sur un mât comme un phare, et flottant en liberté à toutes les brises de la mer et à tous les vents du ciel.

Cependant, la gondole, après avoir longé l'île des Volontaires, était revenue à son point de départ. Nous descendîmes. Les discours et les hourrahs avaient enfin cessé, et l'immense foule, dispersée maintenant à tous les coins du jardin, regardait avec son calme habituel chaque détail de cette fête splendide, devant laquelle Ruggieri se fût avoué vaincu.

Le succès de Tivoli a naturellement suscité des concurrences qui ne l'ont pas atteint. Quatre ou cinq cents pas plus loin, l'Alhambra

sollicite le public par le même genre d'attractions. L'Alhambra est une création du genre mauresque, comme *le Dernier des Abencerrages*. L'arc en fer à cheval, les moucharabiehs et les minarets sont prodigués dans le grand édifice qui s'élève au fond du jardin. On y donne des concerts, on y danse des ballets, on y joue le vaudeville et la pantomime. Rien n'y manque, en un mot, excepté la foule qui s'obstine à ne point dépasser Tivoli.

Quelques minutes encore, et, en suivant la longue allée de tilleuls bordée de maisons de campagne, de guinguettes et de jardins chantants, vous arriverez au parc de Frédériksberg, promenade favorite des citadins, peuplée de temples, de statues, de chalets, de pavillons chinois, et qui rappelle notre Trianon. Le château, bâti dans les premières années du dix-huitième siècle, jadis résidence royale, aujourd'hui loué par la liste civile à de simples particuliers, mais qui garde le souvenir du populaire Frédéric VI et celui du poëte Œhlenschläger, élevé dans la demeure princière dont son père était régisseur, domine de sa masse imposante les sombres et tortueuses allées du parc. Du haut de la terrasse et du belvédère, la vue s'étend sur le Sund, atteint la pointe d'Elseneur et finit par discerner au loin, dans la brume indécise, où elles se confondent d'abord avec les nuages, les côtes de la Suède.

A l'autre extrémité de la ville, s'ouvre une promenade non moins fréquentée. Par une belle et large route, qui passe entre deux haies de villas charmantes, pareilles à des nids de verdure, on arrive au pavillon champêtre de Charlottenlund, à l'entrée d'une des plus belles forêts du royaume. J'ai suivi cette route par un soleil splendide qui en doublait la beauté. De grands réservoirs, pareils à des cuves, où vient aboutir l'eau de la mer, qu'on y tient en réserve pour arroser le chemin, sont échelonnés à notre droite. De distance en distance, nous franchissons une barrière, et une main s'étend vers nous pour recevoir l'impôt du péage. La persistance de cette coutume surannée m'étonne dans un pays comme le Danemark : abolir les octrois et laisser subsister les péages, c'est une contradiction bizarre, qui s'explique malaisément. Les Danois en sont un peu honteux ; mais on m'apprend que c'est le dernier reste d'un usage jadis général, qui ne subsiste plus guère aujourd'hui qu'aux environs de Copenhague, pour maintenir en bon état les abords de la capitale, et qui sera prochainement aboli. Nul pour les piétons, presque nul pour les charrettes, cet impôt s'élève à une somme équivalente à vingt-cinq centimes pour chaque voiture : on a trouvé juste et naturel sans doute de mettre l'entretien de ces routes de plaisance à la charge de ceux pour qui elles ont été faites. La villégiature est fort pratiquée en Danemark,

et, je l'ai dit déjà, il n'est pas rare qu'on ait ses affaires à la ville et son habitation aux champs, et qu'on mène de front les occupations libérales et la vie de fermier.

Après un déjeuner peu champêtre dans le pavillon rustique de Charlottenlund, nous avons parcouru en calèches la vaste et magnifique forêt de Dyreham, domaine royal semé de palais, de métairies, de fabriques, de restaurants et de cafés, de délicieuses propriétés privées, et enclos tout entier, malgré son étendue, de barrières qu'on ferme la nuit. C'est là surtout qu'on peut admirer la richesse forestière du pays. Le hêtre est l'essence la plus abondante dans les bois du Danemark, dont le défrichement est interdit par la loi, et il y atteint parfois un développement énorme. Dyreham est un véritable Parc aux cerfs, en prenant le mot dans son étymologie rigoureuse. Les daims, les biches et les chevreuils réservés aux plaisirs royaux s'y promènent par bandes, en flânant à travers les taillis, ou s'y reposent tranquillement, couchés, comme le berger Tityre, à l'ombre des grands hêtres. Si jamais le roi de Danemark a l'honneur d'offrir l'hospitalité à l'empereur d'Autriche ou à M. de Bismark, quelles splendides chasses à courre il pourra ménager à ces souverains dans la forêt de Dyreham ! Une telle perspective vaudrait bien un traité de paix. Mais M. de Bismark trouve peut-être qu'elle vaut à plus forte raison une conquête.

Nous sommes revenus par une route qui longe le Sund, et où s'ouvrent de splendides échappées sur la mer. Debout au seuil de leurs fermes, les paysans, la tête découverte, nous regardent passer. De jeunes garçons à la chevelure blonde, aux grands yeux bleus, s'accoudent paisiblement aux fenêtres et nous saluent avec une gravité toute septentrionale. Un vieux mendiant éclopé, qui a peut-être fait la guerre avec nous du temps de *l'autre*, s'est posté au détour d'un sentier et racle sur un violon faux : *Veillons au salut de l'empire !* Nous jetons tous dans le débris sans nom qui lui sert de chapeau une pièce de monnaie, non en mémoire de l'empire, mais en souvenir de la France. L'Ermitage, un royal rendez-vous de chasse, isolé au milieu de la forêt, mais qui, malgré son nom, n'a rien de cénobitique ; Sorgenfri, le château de la reine douairière ; Bernstorff, le palais d'été du roi ; la résidence de la comtesse Danner, l'épouse morganatique de Frédéric VII, qu'elle avait captivé par les grâces de son esprit plus que par les charmes de sa figure, ont défilé successivement sous nos yeux. Nous traversons quelques villages, dont les maisons, comme les habitants, ont un air de propreté et de bien-être à réjouir le cœur. Au centre, l'église de briques élève lourdement sa tour carrée et trapue. — Si l'industrie n'a pris jusqu'à présent en Danemark qu'un essor restreint, l'agriculture, plus en-

core que le commerce, a atteint un degré de prospérité qui pourrait exciter l'envie et l'émulation de la France. Moins fertile que les îles d'Amack et de la Fionie, qui sont les jardins du Danemark, le Seeland est cultivé dans toute son étendue, en dehors des forêts, avec une ardeur et un soin qui ne laissent pas un pouce de terrain sans en tirer parti. Aussi n'est-il pas rare de trouver dans les familles des paysans danois, le plus souvent propriétaires du sol qu'ils cultivent, une aisance qui va jusqu'à la richesse.

En compagnie de M. Adler, riche banquier de Copenhague, qui fait autorité au parlement dans les questions financières, j'ai visité de fond en comble la maison d'un de ces paysans, véritable ferme-modèle qui a pris en quelques années, grâce à l'activité laborieuse et à l'intelligence de son propriétaire, une extension prodigieuse, et où les diverses exploitations de la vie rurale sont organisées sur le plus large pied.

Bien que la Providence m'ait absolument dépourvu de toute aptitude agricole, j'ai parcouru pendant une heure, avec l'intérêt que m'eût inspiré un voyage en pays inconnu, les moindres régions de ce domaine rustique, depuis la fromagerie souterraine, tenue avec une propreté hollandaise, — d'autres diraient appétissante, — jusqu'aux vastes étables pleines du mugissement des bœufs. Comme pour provoquer une comparaison dont il a le droit d'être fier, le fermier a laissé debout, près des bâtiments nouveaux, l'ancien corps de logis qui marque son point de départ, et qui n'est plus maintenant qu'un appendice subalterne dans l'ensemble des constructions environnantes. Son regard semblait nous dire : « Voilà ce que j'ai pu faire en quelques années, seul, sans l'appui de personne, dans un pays à peine connu des Français, et dans une solitude dont les députés ne savaient pas autrefois le chemin. La ville est loin : de ma ferme, j'ai fait une petite ville, où je me suffis à moi-même. Je suis monarque absolu d'un domaine créé de mes mains et qui n'existe que par moi. La terre est rude, mais je le suis plus encore, et je l'ai vaincue, en la forçant de me rendre au centuple tout ce je lui avais donné. »

Cette excursion en forêt, qui a duré tout un jour, est l'une de celles où j'ai pu le mieux voir le caractère pour ainsi dire tout intime de la nature en Danemark. C'est bien celui qui m'avait frappé d'abord. Il ne faut y chercher décidément ni les grands aspects, ni les paysages variés et dramatiques. Pas un fleuve, pas une montagne, presque pas un coteau proprement dit ; seulement de douces et continuelles ondulations de terrain. La plus haute colline du Seeland a 200 pieds d'élévation. Le Jutland, mieux partagé, en possède une de 500 pieds, qui est l'Himalaya du royaume : aussi, dans leur orgueil, les indigènes l'ont-ils baptisée d'un nom qui veut dire

la *Montagne du ciel*. Et pourtant ces paysages à l'horizon restreint ont en eux-mêmes un charme étrange et pénétrant. J'aime le Nord d'un amour particulier, je l'avoue. Moins battue en tous sens par les pieds des touristes que la nature du Midi, moins profanée par les investigations profanes, les admirations convenues, la curiosité avide et gloutonne des Anglais en voyage, d'un éclat moins pompeux et moins saisissant à coup sûr, la nature du Nord agit sur l'âme avec plus de mystère et de recueillement. Fontenelle, qui a si ingénieusement réhabilité la lune, dirait que c'est une blonde à la beauté mélancolique et voilée. Les échappées du soleil à travers le ciel profond et brumeux y produisent l'effet délicieux d'un sourire dont la grâce illumine tout à coup un visage un peu triste. D'ailleurs, à chaque pas, la mer vient mêler sa forte saveur et ajouter ses perspectives lointaines aux horizons bornés, qu'elle agrandit tout à coup d'une ouverture par où le regard plonge sur l'infini. La mer est la grande poésie visible ou cachée de ces paysages, à travers lesquels, pour ainsi dire, elle circule comme l'âme dans le corps et la séve dans les plantes. Même lorsqu'on ne l'aperçoit pas, on la sent dans la fraîche verdure des prés et des arbres, dans l'eau des lacs et dans le vent qui souffle.

Le climat du Danemark, généralement humide et assez variable, est moins froid que celui de la Suède. Après un hiver parfois très-rude, l'été arrive tout à coup, presque sans transition. En un clin d'œil la glace est fondue, et la campagne, quelques jours auparavant ensevelie sous un linceul de neige, apparaît revêtue d'un moelleux et délicat tapis de verdure, qu'émaille une flore ravissante. Aussi le 1er mai ramène-t-il, en Danemark comme en Suède, une fête nationale où les villageois endimanchés, sous la direction d'un roi élu pour la circonstance, célèbrent par des chants et des danses le réveil de la nature et le retour du printemps.

J'ai revu la forêt de Dyreham sous un autre aspect, mais avec des impressions semblables. C'était la nuit, après le grand banquet officiel qui nous avait été offert par souscription dans l'établissement de bains de Klampenborg, le Trouville de la Baltique, à quelques kilomètres de Copenhague. Les vins de France et les discours des deux pays avaient coulé à flots pendant tout le repas, présidé par M. Hall, ancien chef du conseil des ministres, l'un des personnages politiques les plus éminents du pays. Il avait fallu répondre loyalement à vingt provocations amicales, en vidant chaque fois son verre et en le renversant dans la paume de la main, pour montrer qu'il n'y restait pas une goutte, suivant la terrible coutume danoise qui métamorphose les toasts en combats singuliers. Par les fenêtres entr'ouvertes, nos regards embrassaient une mer d'azur éclairée par les derniers et chauds

rayons d'un soleil italien. En levant les yeux, on se fût cru sur les bords du golfe de Naples, et, en prêtant l'oreille, sur le boulevard Montmartre, — double illusion que le cordial accueil de nos amis danois et que la complicité propice d'un ciel qui s'était fait de fête pour nous recevoir, comme s'il eût voulu se mettre au diapason général, nous a ménagée d'un bout à l'autre de ce voyage féerique. Un orchestre, rangé sur la terrasse qui domine le Sund, alternait avec les chœurs des étudiants de Copenhague, qui avaient voulu nous venir chanter les mélodies nationales. Enivrés d'éloquence et d'harmonie, — je parle des plus sobres, — nous étions descendus sur une des plus belles plages du monde, dont les grands arbres vont baigner leurs pieds dans les flots, pour y assister au spectacle merveilleux d'un feu d'artifice tiré sur la mer. Pendant que mes confrères retournaient à Copenhague, un ami danois, professeur, journaliste et député, m'avait pris dans sa voiture pour me conduire, à 2 ou 3 lieues de là, au domaine où il vit en sage et en homme heureux, dans une laborieuse solitude, au milieu de ses champs et de ses livres, cumulant l'étude de l'économie rurale, qu'il pratique dans sa ferme, avec celle de l'économie politique, qu'il enseigne à l'université de Copenhague.

Minuit sonnait quand nous partîmes de Klampenborg. Malgré la chaleur du jour, qui devait être suivie d'un lendemain plus chaud encore, je me sentais grelotter sous le pardessus garni de fourrures que mon ami m'avait jeté sur les épaules. La lune avait noyé toutes les étoiles du ciel dans son éclat, et inondait la terre d'une clarté froide et blanche, pareille à celle d'une aurore boréale. Dans le silence et le calme absolus de la nuit, la nature apparaissait comme pétrifiée en sa pâleur marmoréenne, pareille à Ophélie au linceul. Au-dessus des petits lacs planaient des vapeurs qu'on eût prises de loin pour des fantômes aux longues draperies pendantes : c'est le phénomène, fréquent dans les régions septentrionales, que le peuple appelle la *danse des fées*.

Nous rentrâmes dans la forêt. Bien qu'il fût près d'une heure du matin, une vieille femme vint nous ouvrir la barrière, en nous souhaitant la bienvenue d'une voix cordiale. Nous marchions, sans autre rencontre que celle de troupeaux de bœufs sommeillant sur le gazon et qui nous regardaient d'un air indolent, ou de bandes de cerfs effarouchés qui prenaient leur vol sur notre passage comme des nichées d'oiseaux. Le bois semblait agité de tressaillements invisibles : des craquements de branches, des froissements de feuilles, des bramements plaintifs et étouffés s'élevaient autour de nous, puis l'on entendait un bruit de pas rapides, et l'on voyait déboucher, au fond des clairières, des troupeaux d'ombres bondissantes qui semblaient affolées de terreur.

La voiture roula une heure encore. Un petit cocher de quatorze ans, à la chevelure d'un blond pâle, aux oreilles percées d'anneaux, magnifique type du sang-froid et de l'impassibilité du Nord, taciturne comme un diplomate et recueilli comme un juge, tenait les rênes et le fouet, en ayant l'air de sommeiller sur son siége. Depuis quelques minutes, mon compagnon paraissait inquiet et promenait ses regards en tous sens autour de lui. Enfin il se pencha vers le cocher, et lui adressa vivement la parole.

— Qu'y a-t-il? demandai-je.

— Je l'avertis que nous sommes égarés.

— Et qu'est-ce qu'il vous répond?

— Il me répond : « Ah!... » Il paraît qu'il s'en doutait.

— Alors pourquoi n'en disait-il rien?

— Il attendait que je m'en doutasse moi-même.

Mon ami se pencha de nouveau et recommença ses explications en termes animés. Soulevant à peine son visage endormi, le petit cocher écouta tranquillement, sans donner d'autre signe de vie.

— Voyez-vous, reprit mon compagnon, il ne connaît pas encore le chemin, qui est assez compliqué, la nuit surtout. Je lui explique qu'il s'est trompé de barrière, et qu'il faut retourner à celle par où nous sommes entrés il y a une heure.

— Et que dit-il à cela?

— Il m'a répondu : « Bon! »

— Pourquoi donc ne retourne-t-il pas?

— Mais laissez-lui le temps, Français que vous êtes!

En effet, au bout de quelques pas, le petit cocher, qui était enfin parvenu à loger solidement cette idée nouvelle dans sa tête, tira les rênes en claquant doucement de la langue, et la voiture revint sur ses pas, du même train paisible et modéré.

— Superbe! m'écriai-je; il est superbe! Un monosyllabe et un claquement de langue, voilà tout ce que lui a coûté, à deux heures du matin, par un froid de quelques degrés au-dessous de zéro, une bévue qui eût arraché des cris de colère et de désespoir à tous les cochers de la création. Un Français en aurait eu pour un quart d'heure d'exclamations, d'explications et de lamentations : il eût commencé par prouver qu'il n'était point perdu; puis il eût prouvé qu'il n'y avait pas de sa faute; puis il eût juré et accablé ses chevaux de coups de fouets, pour se soulager.

— Vous voyez donc que mon petit Scandinave a encore économisé quatorze minutes, malgré ses allures placides; car je vous prie de me dire si votre Français, avec tous ses coups de fouet et tous ses jurements, pourrait revenir plus vite sur ses pas.

En effet, d'un second claquement de langue, le cocher avait animé

son cheval, qui courait maintenant comme le bon coursier Skimming en personne.

Vers trois heures, nous étions à Hammeltofte, et, quelques minutes après, je dormais de toute mon âme dans un lit grand comme une chambre à coucher parisienne. Au premier rayon de l'aube, un concert toujours grandissant, formé du coassement des corbeaux perchés sur les arbres voisins, du roucoulement des pigeons, du mugissement des bœufs, du bêlement des moutons, des aboiements répétés d'un grand chien danois, — car, quoi qu'en aient prétendu des voyageurs légers, il y a au moins un chien danois en Danemark ; je l'ai vu, — du gloussement des poules et de la fanfare des coqs, du roulement des chariots, du hennissement et du piétinement des chevaux, vint d'abord se mêler à mes rêves, puis secouer le sommeil de plomb sous lequel je gisais écrasé, comme Encelade sous sa montagne. J'eus beau lutter de mon mieux, opposant la force d'inertie aux bruits qui m'assiégeaient de toutes parts : ils me poursuivaient sous la couverture, avec une persistance flegmatique et une ténacité douce, semblant, à mesure que je faisais effort pour ne point les entendre, se resserrer autour de moi, se concentrer dans la chambre et enfin éclater dans ma tête. Je ne tardai pas à voir qu'il était inutile de résister davantage : la vie s'était levée avec le jour, et le mouvement ne devait plus s'arrêter.

Je sommeillais à demi dans un reste de torpeur, entrecoupé de soubresauts à chaque note plus aiguë de ce concert rustique, lorsque mon hôte entra, l'air frais, dispos et gaillard. Il n'était pas tout à fait six heures du matin.

— Eh quoi, déjà levé! m'écriai-je.

— Oui, je viens de prendre mon bain.

— Vous avez des bains ici ?

— Dans le petit lac que je vous ai montré cette nuit. A cinq heures du matin l'eau est excellente. On s'y jette la tête la première, et l'on y barbote cinq minutes. Cela fouette le sang et éveille les idées. Il n'y a guère que deux ou trois kilomètres de marche : c'est l'affaire d'une heure. J'avais bien envie de vous éveiller, mais j'ai pensé que vous étiez peut-être un peu las.

— Ah! lui dis-je, ne vous excusez pas, je vous pardonne de grand cœur, et je me lève tout de suite, car je vois bien que votre maison n'est pas faite pour être habitée par les paresseux.

Nous déjeunâmes à la hâte, et une demi-heure après, nous nous acheminions vers la gare, afin de rentrer par le premier train à Copenhague, d'où nous devions repartir dans la matinée pour aller visiter Roëskilde, l'ancienne capitale du Danemark.

XI

ROESKILDE, FRÉDÉRISKBORG, ELSENEUR ET LE TOMBEAU D'HAMLET.

Comme un voyageur qui, séduit par les charmes de la route, s'est amusé à l'école buissonnière, il faut maintenant que je prenne les chemins de traverse pour arriver au but.

Roëskilde n'est plus aujourd'hui qu'une toute petite ville de cinq mille habitants. De ses vingt-sept églises, il ne lui en reste qu'une, et de sa splendeur passée elle n'a gardé que le souvenir. Mais les souverains reposent aux lieux qui furent le berceau de la royauté et qui n'en sont plus que le cimetière. En perdant son titre de capitale, Roëskilde est restée la nécropole monarchique ; elle a sa grande salle du trône dans la galerie funèbre où se succèdent les tombeaux des rois.

Le maire de Roëskilde, dans le superbe costume des magistrats municipaux du Danemark, qui sont de grands personnages, entouré d'une députation de la ville et des commissaires nommés pour nous recevoir, nous attend au débarcadère. Après une harangue énergique, le cortége se met en marche vers la cathédrale. En tête flottent le drapeau tricolore et le Danebrog, portés côte à côte ; derrière s'avancent le corps de musique, puis les autorités locales ; nous venons ensuite, entourés des flots de la population masculine, curieuse, sympathique et calme. De tous les balcons, de toutes les fenêtres, de toutes les portes et de toutes les terrasses, tombe sur nous une pluie de fleurs, — bouquets tricolores jetés par de jeunes Danoises en robes blanches, serrées d'une ceinture bleue et décorées de rubans rouges. Des enfants, tenant dans leurs bras des corbeilles de roses, les sèment sous les pieds des Français. Les rues sont décorées de guirlandes, de couronnes de verdure et d'arcs de triomphe.

Nous avançons ainsi, au pas que nous scandent les fanfares de l'orchestre. Il joue *le Vaillant soldat*, ce chant patriotique composé par Faber au réveil de la nationalité danoise en 1848, pendant la première campagne du Slesvig, et mis en musique par Horneman sur un rhythme entraînant et martial, où l'on retrouve çà et là comme un écho, mais singulièrement accéléré et accentué, de *Partant pour la Syrie*. *Le Vaillant soldat*, écrit sur le ton d'une familiarité héroïque, est allé droit au cœur du peuple ; en quelques jours, d'un bout à l'autre du royaume, tout le monde le sut par cœur. Le paysan le chantait en conduisant sa charrue, le bourgeois dans sa maison,

l'étudiant à son *club*, le soldat pendant la bataille. C'est aux accents de cette *Marseillaise* que le Danemark s'est levé contre l'Allemagne, qu'il a vaincu à Fredericia, défendu Sonderborg et Duppel.

Au moment de partir (*bis*), — Ma fiancée voulait me suivre, — Oui, ma fiancée voulait me suivre. — « Impossible, mon amie, — Je m'en vais en guerre. — Que la mort m'épargne, et je reviendrai t'épouser. — Je resterais avec toi si le pays n'était en péril ; — Mais toutes les jeunes filles du Danemark se reposent sur moi.

« Voilà pourquoi je vais combattre en vaillant soldat. Hourrah ! hourrah ! hourrah ! »

Mon père et ma mère (*bis*) — Me parlèrent ainsi, — Oui, me parlèrent ainsi : — « Quand celui qui nous soutient — S'en va faire la guerre, — Qui labourera nos terres et coupera nos foins ? » — C'est justement pour cela que tout le monde part ; — Pour empêcher les Allemands de venir nous aider.

Voilà pourquoi je vais me battre en vaillant soldat. Hourrah !

Si l'Allemand vient ici (*bis*) — Tous nous serons bien à plaindre, — Oui, tous nous serons bien à plaindre. — Il dit : « *Du bist faul* (tu n'es qu'un paresseux) — A Pierre et à Paul, — Et quand on l'apostrophe en danois, il ne répond que *Hals maul* (tiens ton bec). — Peu importe à ceux qui parlent toutes les langues du monde ; — Mais ça ne m'est pas égal, à moi qui n'en sais qu'une.

Voilà pourquoi, etc.

Nous affrontons l'ennemi (*bis*) — Quand le roi nous suit, — Oui, quand le roi nous suit. — L'épée à la main, il ne discute pas, il frappe. — Depuis des siècles, nul roi ne fut si bon Danois. — Ils font semblant de croire qu'il n'est pas libre ici [1], — Et ils prétendent le mettre dans la prison allemande.

Voilà pourquoi, etc.

Je sais que le Danebrog (*bis*) — Nous tomba du ciel, — Oui, nous tomba du ciel. — Il flotte dans notre port, à la tête de notre armée. — Aucun autre drapeau n'a un nom à lui comme le nôtre. — Les Allemands l'ont traité avec mépris ; ils l'ont foulé aux pieds. — Notre étendard est trop bon et trop vieux pour eux.

Voilà pourquoi, etc.

Que chaque Danois combatte (*bis*) — Pour sa fiancée et la patrie, — Oui, pour sa fiancée et la patrie ! — Honte au misérable nigaud, — Qui n'aime point sa langue, — Qui a peur de donner sa vie pour notre cher drapeau ! — Si je ne reviens pas vers mes vieux parents, — Le roi les consolera, en leur disant :

[1] Les journaux allemands racontaient, en 1848, que le roi Frédéric VII ne fut pas libre quand il donna à son peuple la loi fondamentale, et ils excitaient leurs lecteurs à aller à Copenhague pour le délivrer.

Il a fait honneur à sa promesse, le vaillant soldat. Hourrah! hourrah! hourrah!

C'est aux accords de ce chant guerrier que nous arrivons devant la cathédrale, magnifique église en style romano-byzantin, où le plein-cintre se marie à l'ogive, et dont l'architecture simple et sévère emprunte un caractère particulier à l'emploi de la brique. Fondée en 980 par le terrible roi Harald *à la dent bleue*, qui se convertit au christianisme dans le cours de son règne, elle a été reconstruite deux ou trois siècles plus tard. Ses deux tours, que surmontent des flèches élancées, et le clocher aérien qui s'élève sur la toiture de cuivre, à la jonction du transsept avec le chevet, dominent de loin le paysage. Dès qu'on a dépassé le seuil, la hauteur des piliers et la hardiesse des voûtes saisissent le regard. Elle est entourée, à l'intérieur, d'une galerie que décorent de grandes toiles, généralement plus remarquables par leurs dimensions que par le talent des artistes. Une belle chaire de pierre peinte décore la nef centrale, et les boiseries des stalles, où se déroule l'histoire de la Bible, méritent l'attention des archéologues. Son autel colossal est un rare chef-d'œuvre d'orfévrerie et de sculpture religieuses.

Mais les principaux ornements de la cathédrale de Roëskilde ce sont les tombeaux des rois. La Sémiramis du Nord, la grande Marguerite, qui réunit sous son sceptre, par le traité de Calmar, les trois royaumes scandinaves, y est enterrée. Le monument de Christian IV, surmonté d'une statue de bronze par Thorvaldsen, n'est qu'un cénotaphe : le grand roi dort dans un simple caveau, sous la garde de sa victorieuse épée. Une chapelle magnifique conserve presque toutes les tombes de la dynastie d'Oldenbourg, depuis celle de son fondateur, Christian Ier, géant dont on a marqué la taille à l'un des piliers de l'église, jusqu'à celle des derniers souverains de cette maison, qui ne s'est éteinte que depuis quatre ans. Christian III et Frédéric II ont d'incomparables mausolées, qui, comme ceux des ducs de Bourgogne au musée de Dijon, et de Marguerite d'Autriche dans l'église de Brou, demanderaient des pages entières de description, écrites avec le style plastique de Théophile Gautier. Le dernier roi, Frédéric VII, repose sous un monument que les Danoises ont décoré d'une couronne votive en or, symbole touchant du deuil et des regrets de la patrie. Une plaque de marbre désigne la tombe de Saxon le Grammairien, enseveli au milieu des rois, comme Pope et Dryden à Westminster.

La cathédrale de Roëskilde domine la Baltique, dont les flots éternellement bleus s'agitent d'un mouvement presque insensible à ses pieds. De la place qui l'avoisine, on nous a montré l'*Ise-fjord*, c'est-à-dire

le *golfe de glace*, qui découpe profondément sur la rive de l'île son échancrure azurée. Par les hivers rigoureux, la mer gèle dans ces détroits resserrés qui baignent les innombrables îles de l'archipel danois, et l'Ise-fjord, fermé aux navires, n'est plus abordable qu'en patins ou en traîneaux.

Le lendemain, — à moins que ce ne fût la veille, car j'avoue sans honte que la chronologie du voyage s'est un peu brouillée dans ma mémoire, — nous nous embarquions sur un bateau à vapeur pour remonter vers la pointe nord du Seeland, jusqu'à Elseneur et Kronborg. Comment venir en Danemark sans aller voir la ville dont Shakespeare a fait le théâtre de son plus beau drame? La côte que nous suivons est charmante, mais un photographe installé sur le pont, — cette race est sans pitié, — nous force à trois reprises de nous grouper en tableau vivant. Immobiles de terreur devant le cruel objectif braqué sur nous comme un canon rayé, la tête droite et fixe, concentrant toutes les facultés de notre âme dans la recherche d'une attitude noble et d'une expression distinguée, nous n'osons plus demander à l'horizon les points de vue ravissants que nous dérobe l'odieux appareil. Cet épisode est le seul souvenir amer que m'ait laissé mon voyage. Eh quoi! photographe inflexible, n'avez-vous point compris ce qu'il y avait de ridicule et de cruel à être venu de si loin pour qu'un rival scandinave de Nadar et de Pierre Petit nous criât trois fois de suite : *Ne bougeons plus!* en pleine mer Baltique et sur le chemin de la patrie d'Hamlet!

Mais un axiome philosophique, bien que banal, m'a depuis longtemps appris qu'il n'est pas de rose sans épine, et je refoule les récriminations qui me montent aux lèvres en réfléchissant que ce n'est point payer trop cher d'un moment d'ennui la dette que j'ai contractée envers l'hospitalité danoise.

Enfin, le photographe nous salue avec le plus aimable de ses sourires: l'opération est terminée et nous voilà libres. Il était temps. La vue qui se déroule maintenant devant nous est incomparable. Il faut aller bien loin, peut-être jusqu'au Bosphore, pour trouver un coup d'œil plus grandiose que celui dont le haut du Sund nous offre le magique spectacle. Le rivage du Danemark et celui de la Suède, que séparent quelques kilomètres à peine, semblent s'arrondir et se rejoindre, et le détroit qui unit le Sund au Cattégat disparaît dans l'éloignement. La Baltique ressemble à un lac d'azur entouré d'une blanche ceinture de villes. Sur notre gauche se dessine la tour carrée d'Elseneur; en avant, jaillissent des flots la flèche orientale, les bizarres tourelles et les bastions du château de Kronborg, sentinelle avancée de la mer, jetée comme par un trait d'arbalète sur la pointe aiguë d'un

cap, pour garder l'entrée du Sund. Quand le Danemark possédait la Suède, nul vaisseau n'eût pu franchir sans sa permission le défilé redoutable, gardé de part et d'autre par deux rangées de bouches à feu : depuis qu'il l'a perdue, et même avant qu'on eût racheté le droit de péage qu'il s'était arrogé de temps immémorial, Kronborg n'était qu'un épouvantail auquel on échappait aisément en passant hors de portée de ses canons. Aujourd'hui ce n'est plus qu'un objet d'art, un décor admirable qui ferme dignement la perspective d'un des plus beaux tableaux du monde. A droite, la côte suédoise apparaît comme à portée de la main, avec les maisons d'Helsingborg émergeant en vapeurs indécises du milieu des vagues, et qu'on dirait groupées humblement au pied du château.

Nos amis nous signalent à quelque distance la petite île de Hveen. S'il faut en croire un vieux chant danois des temps héroïques, elle a reçu son nom de la belle Hvenilde, la femme du chevalier Haagen, qui la conquit par maints exploits. Mais l'île de Hveen emprunte au séjour de Tycho-Brahé une gloire plus récente et plus authentique. Étrange figure que celle de cet illustre personnage, qui tient à la fois du mage et du savant, du gentilhomme et de l'aventurier ! Chimiste et alchimiste, astronome et astrologue, il mêle dans son système les vérités de Copernic aux vieilles erreurs de Ptolémée, et dépense un savoir immense et un trésor d'observations sans rivales à soutenir une hypothèse impossible. Dans l'île de Hveen, que le roi Frédéric II lui avait donnée pour la vie, Tycho fit élever un observatoire, entre deux forteresses baptisées de noms allégoriques qu'il avait empruntés à l'objet habituel de ses études. Autour de son château, le *Palais d'Uranie*, surmonté d'un belvédère qui s'appelait le *Château des étoiles*, s'étendaient de vastes ateliers pour la construction et la réparation des instruments, une imprimerie pour publier ses travaux, et des laboratoires où il poursuivait, concurremment avec ses études astronomiques, celle des métaux soumis aux influences sidérales. Vingt jeunes gens, la fleur des universités danoises, se disputaient l'honneur de travailler à ses observations et à ses calculs. Tycho menait l'existence d'un souverain dans son île, où les plus hauts personnages, les ducs et les landgraves allemands, les rois et les reines du Danemark, venaient le visiter à l'envi, et où il semblait exercer une domination absolue sur les cieux aussi bien que sur la terre. Les habitants entouraient d'un respect superstitieux et craintif cet homme surnaturel, qui passait sa vie au milieu des étoiles, qui déchaînait la pluie ou les vents, prédisait les éclipses, causait avec les comètes, et n'apparaissait jamais à leurs yeux que dans le faste d'un prince, entouré d'une cour empressée.

Pendant vingt ans, Tycho fit de son île le royaume de la science et l'Éden de l'astronomie. Mais la mort de son protecteur lui fut fatale. Vaincu par la conspiration des ennemis que lui avaient mérités son caractère altier, le luxe de sa vie, les faveurs du souverain et l'éclat de ses découvertes, il dut quitter Hveen, qui devint après lui la propriété d'une favorite royale. Tandis que l'astronome s'embarquait, avec sa femme, ses six enfants et quelques élèves dévoués, sur un vaisseau équipé à ses frais, la nouvelle reine de l'île entrait derrière lui pour prendre sa place à peine vide, et se hâtait de faire démolir l'observatoire avec le *Palais d'Uranie*.

A peine avons-nous laissé en arrière la petite île, passée aujourd'hui des mains du Danemark à celles de la Suède, que les vigies signalent un grand bateau. Il arrive d'Elseneur, tout pavoisé de signaux, d'oriflammes, d'étendards aux couleurs françaises et danoises. Le pont n'est qu'une fourmilière humaine, où des milliers de chapeaux et de mouchoirs s'agitent dans les airs. Le bateau se dirige majestueusement à notre rencontre, en appuyant sur la gauche, nous croise, nous tourne en nous saluant de neuf coups de canon, espacés de minute en minute, et revient naviguer de conserve avec nous sur la droite. Au neuvième coup, le drapeau tricolore est hissé au grand mât, et, par-dessus les cent bouches de cuivre de l'orchestre entonnant l'éternelle *Marseillaise*, retentit une acclamation immense, formidable, continue, un grand cri formé de mille cris et parti de mille cœurs en même temps : Vivent les Français !

Après un quart d'heure de marche, qui n'a été qu'une longue explosion de hourrahs, le bateau presse sa marche, et nous dépasse pour nous devancer au port d'Elseneur, où nous le retrouverons. Il s'éloigne, il va disparaître ; nous distinguons encore de loin les mouchoirs qui flottent au vent comme des banderoles, et par moments la brise apporte jusqu'à nos oreilles une dernière clameur. Lorsqu'on a assisté à une pareille scène, dans un pareil cadre, il est impossible qu'elle s'efface jamais de l'imagination. Pour le coup, le photographe est oublié.

Je ne dis rien du débarquement, parce que je me borne aux épisodes essentiels, et que la monotonie de la tâche, comme l'impuissance d'égaler la description au tableau, suffiraient à m'en détourner. Nous avons traversé en calèche les rues d'Elseneur, bordées de maisons riantes, où la variété des goûts se trahit dans la variété des couleurs. Peu de villes ont été plus éprouvées : à cinq reprises différentes elle fut détruite par l'incendie, et autant de fois ravagée par la peste, sans compter les malheurs courants ; toujours elle s'est relevée de ses ruines, grâce à sa position merveilleuse. L'abolition du péage, il y a dix ans, a porté un coup sensible à la

prospérité matérielle et à l'animation d'Elseneur, qui était, à certains moments de l'année, l'une des villes maritimes les plus pittoresques de l'Europe. Aujourd'hui c'est un port paisible, peuplé de neuf mille habitants, où l'on entend parfois encore, grâce à la multitude de vaisseaux qui franchissent chaque année le détroit du Sund, et à la sûreté de l'abri qu'il leur offre contre les vents et le courant de ces dangereux parages, résonner tous les idiomes des deux mondes.

Nous reviendrons dîner ici ; mais, en attendant, selon les termes d'un programme calculé de façon à ne pas nous laisser perdre une heure, les voitures nous entraînent vers la petite ville de Frédéricksborg, dont le château compte parmi les merveilles du pays.

Frédéricksborg est l'un des plus curieux spécimens et en même temps le chef-d'œuvre, avec Rosenborg, de ce style pseudo-gothique inauguré en Danemark sous le règne de Christian IV, et qui constitue une architecture très-caractéristique et très-reconnaissable entre toutes. Il est difficile de se rendre compte, à première vue, de la configuration exacte de ce monument étrange, vaste et irrégulier, qui tient à la fois de la forteresse et du palais. On y entre, comme dans une citadelle, par trois ponts aux arches massives jetés sur les bras du lac au centre duquel il est bâti. Une tour isolée dresse sa masse imposante en avant de l'édifice, dans l'ornementation duquel les dômes se mêlent aux clochetons, aux campaniles, aux flèches et aux lanternes aériennes ; où l'ogive alterne avec les colonnes et les arcades classiques, surmontées de statues. On retrouve dans les détails de la façade plusieurs des traits distinctifs de l'architecture hollandaise, en particulier les obélisques soutenus ou surmontés de boules, les hauts frontons bizarres, à plusieurs étages, aux lignes rompues et arrondies en sens inverses, les bordures de pierres blanches, de longueur inégale, contournant les angles, encadrant les fenêtres, et se détachant avec éclat sur le ton brun des briques.

Quoi qu'il en soit, le château de Frédériksborg a grand air, et je regrette vivement de n'avoir pu l'étudier plus à fond. Ce n'est pas en un simple coup d'œil qu'on juge un édifice si étendu et si compliqué. Nous n'avons vu à l'aise que la chapelle, où l'on nous a directement conduits. C'est une merveille d'art et de luxe, qui égale au moins, si elle ne les dépasse, toutes les magnificences de Versailles. Les matériaux les plus rares et les plus précieux, l'or, le marbre, l'ivoire, le cèdre et d'autres essences exotiques, choisies et travaillées à grands frais, ont été seuls employés à la décoration du somptueux édifice. La chaire splendide, où, dans l'encadrement des colonnes, se détachent les figures du Christ et des apôtres, éblouit et charme les yeux. Les murs sont blasonnés par les écussons des chevaliers de l'Éléphant.

On sait que l'ordre de l'Éléphant, le premier du Danemark, et dont l'origine est toute catholique, ne se donne, du moins en principe, qu'aux souverains et aux grands personnages qui peuvent justifier de leurs titres authentiques de noblesse. Si les statuts en étaient rigoureusement observés, il faudrait pour l'obtenir autant de quartiers qu'il en fallait jadis pour monter dans les carrosses de Louis XIV. Mais, par bonheur, il est avec les généalogistes des accommodements : je n'en veux d'autre preuve que l'ordonnance royale qui conféra la grand'croix du Danebrog à Thorvaldsen, fils d'un pauvre artisan, et portant dans la composition même de son nom le certificat de sa naissance roturière[1]. Le roi lui avait octroyé des lettres de noblesse près de trente années auparavant, mais le grand artiste savait à quoi s'en tenir sur l'antiquité de son origine. Je n'en ai pas moins vu dans la salle de l'ordre, à Frédériksborg, son blason entouré d'armoiries féodales, avec l'image du dieu *Thor* au centre. L'idée est ingénieuse, assurément, et nul autre chevalier ne peut se vanter d'avoir de plus illustres ancêtres.

Frédéricksborg est le Versailles de la monarchie danoise. La dynastie d'Oldenbourg l'a rempli de ses souvenirs et de sa magnificence. Caroline-Mathilde, cette touchante et dramatique figure, la Marie Stuart du Danemark, a gravé avec un diamant, sur l'une des vitres du château, un vers anglais qu'on ne peut lire sans une émotion poignante :

O Dieu, garde-moi innocente, et fais les autres grands !

Innocente, malgré les aveux arrachés à Struensée par la torture, peut-être le fut-elle en effet. L'histoire n'a pas encore débrouillé cette sombre énigme, et qui ne sait tout ce que peuvent la haine et la calomnie contre une reine détrônée ?

En 1859, un incendie terrible dévora presque en entier le château de Frédériksborg. Mais grâce au sentiment patriotique, si profond dans le cœur des Danois ; grâce à l'amour de la nation pour le roi populaire, Frédéric VII, dont ce palais était le séjour favori, les ravages produits par cette catastrophe sont déjà réparés en très grande partie. Il n'y eut pas un pauvre qui ne se jugeât tenu d'apporter son obole à la souscription publique. Quelques années encore, et malgré les ressources restreintes du pays, le monument national, enrichi à l'envi par les plus illustres rois et les plus habiles artistes, revivra dans l'intégrité de sa splendeur primitive, relevé par la main du peuple sur les trois îles qui lui servent de soutien.

[1] La terminaison *sen* (fils de), si fréquente en Danemark.

Au sortir de Frédériksborg, après une halte nécessaire devant les tables de rafraîchissement, dressées dans la magnifique forêt où l'on montre encore, au pied d'un chêne colossal, la pierre de Christian IV, nous retrouvons d'autres voitures qui nous attendent : ce sont celles des grands propriétaires et des riches paysans de la ville. Les uns ont prêté leurs domestiques, les autres ont tenu à honneur de conduire les Français eux-mêmes. Les environs sont charmants, et, sans la chaleur tropicale qui nous accable, on ne se lasserait pas de les admirer. Près du château, la *Chambre des bains* se cache sous la verdure, au bord des flots paisibles. Les lacs, les petites îles et leurs pavillons de plaisance, les kiosques, les chalets, les villas avec leurs pelouses fleurissantes et leurs vergers dignes de la Normandie, les fermes de briques, étincelantes de propreté, les forêts touffues, entrecoupées de délicieuses clairières, et les prairies alternant avec les champs de blé ; çà et là une barque qui vogue doucement, sa voile blanche arrondie comme l'aile d'un cygne; la flèche d'une église rustique trouant les sombres masses du feuillage ; puis, jeté comme une note mélancolique dans ces heureux paysages, un dolmen ou un tumulus, du fond duquel un mort de trois mille ans nous murmure au passage l'*Et ego in Arcadia* qu'épèle sur un tombeau le berger du Poussin ; ainsi se déroule, pendant quelques lieues, cette nature dont le charme discret, sans éblouir les sens, finit par s'insinuer jusqu'au cœur.

Nous sommes en retard, et nous courons à bride abattue. Le long défilé des calèches qui nous ramènent vers Elseneur traverse la voie du chemin de fer, et un train qui arrivait sur nous en droite ligne, reconnaissant les Français, renverse sa vapeur comme un vaisseau qui abaisse son pavillon, et s'arrête pour nous laisser passer. Nous laissons derrière nous Fredensborg, le château de la paix, bâti au siècle dernier par Frédéric IV, délicieux réduit pastoral à l'usage de la royauté. Le palais, construit en briques blanches, au milieu des bois qui l'abritent sous leurs barrières de verdure, et sur les rivages du grand lac d'Esrom, n'a guère de monumental que sa grande coupole, flanquée aux angles de quatre clochetons ; mais les jardins qui, avec un caractère plus intime, rappellent ceux de Versailles, comme le parc de Frédériksborg nous a rappelé Trianon, inspireraient des goûts bucoliques au monarque le plus belliqueux.

Enfin nous voici de retour à Elseneur. Les tables du banquet sont dressées dans le château de Marienlyst (*le Délice de Marie*), qui touche à la ville. Marienlyst a pris, en quelques années, l'une des premières places parmi les établissements de bains de mer du Danemark. Il s'est ouvert juste à temps pour consoler Elseneur du coup que venait de lui porter l'abolition des droits du Sund, et pour combattre la

ruine dont elle concevait déjà le sinistre présage. L'admirable beauté des vues et des sites environnants, les principes fortifiants des eaux, la salubrité de l'air, purifié sans cesse par la brise marine ; tout contribua au succès. Les baigneurs peuvent se partager, à leur gré, entre deux mers, et passer des flots tranquilles de la Baltique aux vagues plus profondes, plus âpres et plus salées de la mer du Nord. Le petit cap de Kronborg marque la ligne de démarcation de l'une à l'autre, et les distingue sans les séparer ; en bas, le Sund vient doucement caresser le rivage ; en haut, le Cattégat se brise impétueusement sur le sable.

A la fin du banquet, tandis que, selon la coutume danoise, tous les convives échangeaient de cordiales poignées de main, accompagnées du *Grand bien vous fasse !* qui termine invariablement chaque repas, je m'échappais clandestinement avec mon voisin de table, un fort aimable et savant magistrat par qui j'aimerais à être jugé, si je dois jamais l'être, pour aller voir le ruisseau d'Ophélie et le tombeau d'Hamlet. Nous avions dîné au troisième étage, mais nous sortîmes de plain-pied par l'une des portes-fenêtres qui s'ouvrent sur la forêt à laquelle est adossé le château.

— Et d'abord Hamlet a-t-il jamais vécu, ou n'est-il qu'un personnage légendaire ?... Il est permis de se le demander, fit mon compagnon en me prenant le bras.

— C'est justement ce que dit le héros lui-même : *To be or not to be, that is the question !*

— En tout cas, s'il a vécu, c'est dans le Jutland, d'après le récit de Saxo Grammaticus, qui a servi de guide à votre Belleforest et à Shakespeare. Il n'a certainement jamais mis le pied en Seeland, ni pendant sa vie ni après sa mort, et l'on ne pourrait trouver nulle part un témoignage quelconque à l'appui de cette excursion. Ceci dit, je vais vous montrer son tombeau.

— Mais comment se fait-il qu'Elseneur ait la tombe d'un homme qui est enterré ailleurs, si toutefois il est enterré quelque part ?

— Et les Anglais en voyage ! Vous n'y songez pas. Ce sont eux qui ont forcé le geôlier du château d'If à inventer le cachot de Monte-Christo ; jugez s'il y avait moyen de ne point leur montrer le tombeau d'Hamlet ! Shakespeare est infaillible : il ne se discute pas ; accuser de mensonge le poëte national de l'Angleterre, c'est manquer de respect à l'Angleterre elle-même. Quand on essaye de les avertir, ils se fâchent tout rouges et nous traitent de sauvages : on leur a fait le tombeau d'Hamlet, et ils sont contents. On en avait même fait trois ; il n'en reste qu'un, mais c'est le plus *authentique* et le premier de tous. Les compatriotes de Shakespeare ont dépecé les deux autres avec leurs couteaux, pour emporter un souvenir. Croiriez-vous

que des familles anglaises viennent passer la saison aux bains de Marienlyst, uniquement afin de vivre aux lieux où n'a pas vécu l'amant d'Ophélie, de rechercher la trace imaginaire de ses pas et de méditer chaque jour sur une tombe qui n'est ni la sienne, ni celle de personne!

— Au fond, rien n'est plus digne de respect.

— C'est vrai... Voici le tombeau.

Nous étions arrivés à un petit rond-point de gazon, au centre duquel s'élève un tronçon de colonne haut de 2 ou 3 pieds. Rien de plus; pas même un nom gravé sur la pierre. Cette simplicité excessive, contrairement peut-être à l'idée de l'inventeur, n'a absolument rien de sévère ni d'imposant, et le tombeau d'Hamlet produit tout juste l'effet d'une borne milliaire au milieu du bois.

Mais la terrasse qui s'ouvre à deux pas de là sur la mer, dédommage de cette impression mesquine. A droite, la ville aux maisons rouges, avec les drapeaux de tous les pays du monde flottant sur les résidences des consuls; à gauche, les flèches de Kronborg; en face, les côtes onduleuses et pittoresques de la Suède, avec les ruines de la tour carrée d'Helsingborg, les rochers bleus du cap Kullen, à l'ombre desquels deux ou trois villages se tiennent accroupis, couronnés d'un phare dont la silhouette se profile à l'horizon; enfin, sous les pieds du spectateur, aussi loin que son regard s'étende, le Sund aux vagues d'azur, tout couvert d'un fourmillement de bateaux à vapeur, de vaisseaux à voiles, de trois-mâts, de chasse-marée et de petites barques, pareilles à des mouettes qui rasent la surface des flots, se croisant dans un mouvement perpétuel pour passer de la Baltique à la mer du Nord et de la mer du Nord à la Baltique!

Nous sommes descendus vers Kronborg, pour examiner de près la masse imposante et sombre de la vieille forteresse, sa cour, où l'herbe pousse entre les pavés, ses bastions, ses casemates, et ses rangées de canons gothiques qui semblent diriger encore vers la mer une menace inutile. Le jour tombait. Dans les premières ombres du crépuscule, j'ai parcouru en tous sens l'esplanade où l'ombre apparut à Hamlet. Le cadre semble fait à souhait pour la scène; il la rend vraisemblable et l'évoque à l'imagination du visiteur. Telle est la puissance des lieux, et telle est aussi celle du génie, que j'oubliai un instant les démonstrations de mon guide et l'impitoyable démenti que l'histoire inflige à la légende. Le drame ressuscita devant moi, et j'entendis dans la nuit, mêlées au souffle du vent et au murmure des flots, les paroles du fantôme : « O horreur! horreur! ô comble de l'horreur!... Mais déjà le ver luisant, dont le feu sans chaleur commence à pâlir, annonce le retour du matin. Adieu, et

souviens-toi !... » L'art est plus fort que la vérité même. Ses créations vivent d'une vie qu'on ne peut plus détruire, et, parce que Shakespeare l'a voulu, Elseneur restera toujours la patrie d'Hamlet. J'ai cherché en vain, aux alentours, le ruisseau ombragé d'un saule où se noya la plaintive Ophélie. Il n'y a pas un seul ruisseau dans les environs de la ville. Les Anglais en sont quittes pour le remplacer par un lac. Si Shakespeare a choisi Elseneur pour en faire le théâtre de sa tragédie, c'est à cause des relations fréquentes entretenues dès lors par l'Angleterre avec ce port célèbre, qui était le point le plus connu, comme le plus pittoresque et le plus dramatique du Danemark, le seul peut-être dont il eût jamais nettement entendu parler.

Le lendemain était la dernière journée de notre séjour à Copenhague; avant notre départ, le roi a voulu, en nous recevant, s'associer aux manifestations de son peuple. Nous sommes allés en corps au palais d'Amalienborg, présenter nos respectueux hommages au souverain de la maison de Glucksbourg. S. M. Christian IX, qui a eu à traverser, dans les premiers jours de son avénement au trône, la rude épreuve de la guerre de 1864, est un monarque franchement constitutionnel, qui règne et ne gouverne pas. Il a aujourd'hui près de cinquante ans. C'est un homme de moyenne taille, à la physionomie affable, aux manières simples et modestes, où la bienveillance domine encore la distinction. Il nous a accueillis en hôtes de la nation, et nous avons quitté le palais, après une audience d'un quart d'heure, plus charmés de la courtoisie de l'homme que frappés de la majesté du souverain.

On connaît la singulière fortune de cette famille royale du Danemark, qui semble destinée à disperser tous ses membres sur les différents trônes de l'Europe. En quelques années, elle a donné déjà la princesse de Galles à l'Angleterre, la princesse Dagmar à la Russie, et le roi Georges Ier à la Grèce. Qui sait le sort réservé par la Providence aux autres enfants de S. M. Christian IX, et si cette monarchie, faible aujourd'hui et cruellement éprouvée, n'est point destinée à réparer les malheurs de la patrie par l'éclat et l'appui de ses alliances ? Qui sait même si le courant national, de plus en plus prononcé dans le Nord, ne portera pas un jour, comme nous l'avons dit déjà, le prince Christian-Frédéric sur le trône de Suède et de Norvége, par un mariage avec la fille unique de Charles XV? Alors les trois *rameaux maladifs*, rassemblés en un faisceau vigoureux, ressusciteraient dans sa force et dans sa splendeur l'antique union scandinave.

XII

CONCLUSION.

Et maintenant l'heure du départ est venue : elle a passé comme un rêve, cette *semaine des Français*, et Dieu veuille qu'elle ait laissé au cœur de nos hôtes les impressions profondes qu'elle a pour jamais gravées au fond des nôtres ! En remontant par le souvenir à ces acclamations, à ces pluies de fleurs, à ces harangues enthousiastes où débordait l'âme d'un peuple, à tous les détails de ce voyage enchanté, il me semble que j'évoque une vision enivrante, évanouie pour toujours dans les mirages déjà lointains du passé. L'image grandira encore, à mesure que le cours des ans la reculera dans les profondeurs de la perspective, et elle restera dans notre imagination comme un voyage fantastique au pays du bleu. Nous avons été les héros d'une légende, et nous avons traversé les éblouissements d'un conte de fées.

La plupart de nos compagnons quittent Copenhague pour retourner directement à Paris. Quatre ou cinq d'entre nous seulement se sont décidés à partir pour Stockholm. Le 18 août au matin, nous nous embarquions sur le bateau qui se dirigeait vers les côtes de la Suède. J'ai serré, en partant, les deux cents mains amies tendues vers la mienne, et il m'a semblé que je quittais une seconde patrie.

J'emporte un souvenir impérissable de cette bonne, honnête et loyale nation, qui nous aime, qui croit en la puissance de la presse, qui, dans sa défaite, vaincue mais non abaissée, garde obstinément l'ardent espoir de la revanche ; qui reste grande, malgré sa petitesse, par ses vertus politiques et civiles, sa dignité, son esprit national et la façon dont elle comprend l'alliance du respect de l'autorité avec le culte de la liberté. Cette race est, comme la poésie de ses anciens bardes, simple et forte, chaste et guerrière. Elle unit la réflexion à la persistance ; elle exécute avec décision ce qu'elle a mûri avec calme ; rien n'est plus étranger à son tempérament que la mobilité inquiète, les élans superficiels, vagabonds et désordonnés des races méridionales. Fidèle, jusqu'au sein du progrès, à toutes les traditions du passé, elle aime d'un égal amour le sol natal et le foyer domestique, et porte dans le patriotisme ses vertus de famille. Fière et naïve à la fois, alliant un reste de rudesse scandinave à une bonhomie affectueuse et cordiale, hospitalière comme aux âges héroïques et courtoise comme aux temps de la chevalerie, voilant un grand fonds de tendresse et d'enthousiasme sous l'apparente froideur du Nord, comme

la verdure du sol natal se cache sous la neige pour s'épanouir aux premiers rayons du soleil printanier, elle a l'instinct des choses nobles, qui respire en tous ses poëmes, la séve et la fraîcheur à demi sauvages de sa nature sans éclat, mais vigoureuse et salubre.

Si l'on me dit que j'ai vu le Danemark avec des yeux prévenus, et que j'en parle avec l'entraînement d'un ami plutôt qu'avec l'impartialité d'un juge, j'en conviens aisément; et pourquoi m'en cacherais-je? Les hommes au milieu desquels nous avons vécu, tous ceux avec qui nous nous sommes trouvés en contact quotidien, formaient l'élite intelligente et libérale de la population. Nous avons parcouru, sous le charme d'une ovation perpétuelle, le Danemark en habit de fête, embelli et, pour ainsi dire, transfiguré par les splendeurs exceptionnelles d'un soleil du Midi, comme si le climat avait voulu s'associer lui-même à ces fraternelles agapes de l'hospitalité.

Cependant le comité n'a point élevé sur notre route des villes de bois peint, comme Potemkin sur le passage de Catherine dans les déserts de l'Ukraine. Il n'a point fait sortir de terre les palais, les musées, les églises, ni ces grands bois de hêtres, ni ces fermes opulentes entourées de riches cultures, ni ces villages dans l'aspect desquels se devine l'aisance héréditaire conquise par le travail, accrue par une vie sobre et tranquille. Ce peuple d'ouvriers et de paysans, qui vingt fois s'est pressé autour de nous, n'avait pas été créé tout exprès pour la circonstance, et ces institutions qui mettent le Danemark, pour la vie politique et sociale, au niveau des plus grands peuples, n'ont point été inventées dans le but de nous plaire. En parcourant la ville, nous avons vu les ruelles et les masures aussi bien que les palais, comme, en parcourant les champs, nous avons rencontré les chaumières et les métairies aussi souvent que les maisons de campagne. Chacun de nous a pu, à son gré, pendant le voyage et depuis le retour, poursuivre aussi loin que possible son étude du pays : aucun secours ne lui a manqué. On est allé au-devant de toutes nos questions et de tous nos désirs : si quelque détail essentiel du tableau nous avait échappé, ce serait notre faute. C'est parce que je l'ai bien vu que j'en ai parlé ainsi, et parmi ceux qui l'ont examiné de près comme moi, il n'en est pas un qui n'en parle de même. Lisez ce qu'ont écrit sur le Danemark MM. Ampère, X. Marmier, Dargaud, de Flaux, Oscar Comettant, et dix autres : malgré la diversité des hommes et des points de vue, tous ces récits se ressemblent par une sympathie fraternelle pour ce peuple, dont il est impossible, à un Français surtout, de parler sans prédilection, parce qu'il est vraiment digne d'être aimé et qu'il aime la France.

Ce petit pays a eu une histoire illustre et joué un rôle éclatant. Les Cimbres ont fait trembler Rome, et les Northmans pleurer Char-

lemagne. Il a conquis l'Angleterre, tenu tout le Nord sous son sceptre et exercé l'empire des mers. Il a compté des souverains qui remplirent l'Europe de leur nom, comme les Canut, les Valdemar, les Marguerite et les Christian IV. De Saxon le Grammairien à Œhlenschläger, de Holberg à Thorvaldsen et de Tycho-Brahé à Œrsted, il a produit en tous genres une longue série d'hommes illustres que pourrait lui envier une nation de premier ordre. Hélas! les jours de sa gloire sont loin, et il est aujourd'hui bien déchu de sa splendeur passée. Après avoir commandé à tant de millions d'hommes, le voilà réduit à 1,700,000 habitants. Il a perdu le Holstein et le Slesvig; il vient de vendre Saint-Thomas et les Antilles danoises. Mais il possède encore, avec le Groënland, l'Islande et les Feroë, les terres les plus *antiques*, les plus mystérieuses, les plus impénétrables du monde, berceaux de sa langue et de son histoire, premiers anneaux d'une chaîne rompue qui le rattachent aux origines de sa légende héroïque, témoins et satellites persistants d'une grandeur évanouie, dont ils gardent le souvenir. Il n'a cessé de prouver, depuis le commencement de ce siècle, que la séve du génie national n'est pas tarie, et que le sang généreux des ancêtres n'a point dégénéré dans ses veines.

Le Danemark représente la cause doublement sacrée de la justice dans la faiblesse. Il a toujours eu le sentiment de son devoir autant que celui de son droit. Loin d'avoir décru avec sa puissance, son patriotisme a puisé de nouvelles forces dans la diminution du pays; plus on lui a enlevé d'hommes, plus on lui a donné de cœurs, et il a mieux encore prouvé sa grandeur morale dans ses revers que dans ses succès. Raffermi par l'union qui fait la force, qu'il resserre ses tronçons mutilés autour du drapeau national, comme le régiment dont la mitraille ennemie vient d'éclaircir les rangs. Sa cause triomphera, j'en ai le ferme espoir, plus encore peut-être parce qu'elle touche à la sécurité de l'Europe que parce qu'elle soulève une question d'équité publique; plus par les grands intérêts que sa perte mettrait en péril que par les droits qu'elle peut invoquer. Mais lors même que la Providence ne lui réserverait pas l'inévitable revanche de la justice, il peut avoir encore, il a déjà maintenant, ses jours d'éclat et de gloire, par le culte des arts, des lettres, des sciences, le respect des traditions nationales et la pratique des libertés. Qu'il élève son âme au-dessus de sa fortune; qu'il se console d'une décadence purement matérielle par ses progrès moraux, et guérisse les blessures de la guerre par les remèdes bienfaisants de la paix! L'importance d'un pays ne se mesure pas toujours à l'étendue de ses frontières, et le Danemark a depuis longtemps prouvé, comme la Belgique et la Suisse, que les petits peuples peuvent être les plus grands.

Victor Fournel.

UN SAVANT CHRÉTIEN

J.-B. BIOT

Si ce Recueil se plaît à reconnaître le talent de ses adversaires, il doit lui être permis de ne pas laisser échapper l'occasion de signaler, parmi les siens, l'accord du mérite avec la vertu, de la science avec la foi, et c'est sans réserve qu'il peut jouir de cette bonne fortune en rappelant ce qu'a été le noble vieillard dont nous allons parcourir rapidement la carrière.

Jean-Baptiste Biot naquit à Paris le 21 avril 1774. Son père, Joseph Biot, employé à la trésorerie, était originaire d'un village de l'extrême Lorraine, à peu de distance de Bourbonne-les-Bains. Ses ancêtres étaient cultivateurs.

J.-B. Biot fit avec distinction ses humanités au collége Louis-le-Grand. Il en sortit vers 1791, et reçut des leçons de mathématiques de Mauduit, le père de madame Hersent, femme du peintre célèbre, et peintre elle-même de beaucoup de talent. Mais il dut bientôt, et malgré lui, les interrompre : son père, le destinant au commerce, l'envoya au Havre chez un négociant. Pour toute besogne et sous prétexte de l'initier aux affaires, on lui donnait à copier de vieilles lettres de commerce. Le *pensum* infligé à cette imagination vive était plus rude que la copie d'un chant de Virgile ou d'un plaidoyer de Cicéron. Biot n'y tint pas. Profitant du bénéfice de la loi qui appelait, depuis l'âge de dix-huit ans, des volontaires au secours de la patrie menacée, il s'engagea le 18 septembre 1792, comme canonnier au 9ᵉ bataillon de la Seine-Inférieure. Ce coup de tête, comme il l'ap-

pela plus tard, le conduisit à l'armée du Nord, commandée par le général Houchard, et lui fit prendre part à la bataille de Houdschoote. Dans cette position modeste il trouva moyen de se distinguer. Ses camarades et ses chefs voulurent le retenir sous les drapeaux en lui donnant de l'avancement par voie d'élection; mais il tenait à conserver l'indépendance du volontaire, et resta simple canonnier. La carrière militaire n'était d'ailleurs pour Biot qu'un goût passager, et elle n'avait pu le distraire complétement des études scientifiques vers lesquelles il se sentait porté. La géométrie de Bezout n'avait pas quitté le sac du soldat et avait fait campagne avec lui.

Par des soins assidus de propreté et d'hygiène, Biot avait échappé à la gale, cette triste maladie qui sévissait alors sur nos armées, et n'épargnait pas ses chefs les plus illustres. Cependant la continuité des fatigues et les privations alimentaires agirent sur cette constitution énergique, mais encore incomplétement développée, et un commencement de *plica* le força d'entrer à l'hôpital. De ce moment, il n'eut plus d'autre désir que de revoir sa famille. Avant de mourir, il voulait embrasser ses parents que son départ avait désolés. Aussi n'attendit-il pas l'achèvement de sa guérison pour quitter l'hôpital.

La délivrance de son congé souffrait des retards malgré l'expiration du terme de son engagement. Les généraux d'alors trouvaient que les hommes jugés bons comme volontaires, feraient encore, quoique involontairement, de bons soldats. Biot n'était pas d'humeur à ployer devant ce patriotisme tyrannique, et sans autre congé qu'un certificat délivré par son sergent, il quitta le corps et se mit en route pour Paris. On était alors à la fin de septembre 1793.

En uniforme, avec une boîte de fer-blanc en bandoulière, appuyé sur son sabre d'artilleur, Biot se traînait avec peine sur la grande route, lorsque entre Haur et Noyon il entendit venir une voiture « Si c'est une charrette, se dit-il, je monterai. » C'était un cabriolet occupé par un élégant jeune homme.

— Mais, mon camarade, vous ne pouvez vous traîner, montez avec moi.

Biot accepte.

— Et où allez-vous comme cela?

— A Paris.

— Vous n'y pensez pas. Il y a peine de mort contre les militaires qui s'approchent de la capitale.

— Eh bien ! j'embrasserai mes parents et l'on me tuera après.

— Puisque je ne puis vaincre votre résolution, restez avec moi. Je vais aussi à Paris.

— Très-volontiers; mais j'y mets une condition. J'ai reçu quel-

que argent de ma famille; nous prendrons la poste à frais communs.

Tout est agréé, et bientôt l'on cause en pleine Terreur avec toute la liberté et toute la confiance de la jeunesse.

— Comment êtes-vous aux armées? Quel est l'espoir de l'armée en face de l'ennemi?

— Nous sommes mal vêtus et peu nourris, mais le soldat est industrieux; nous mangeons des fèves excellentes. L'ennemi parle allemand ou anglais, nous parlons français; il nous envoie des coups de fusil, nous lui répondons par des coups de canon. Nous allons au feu en chantant *la Marseillaise*, nous n'en passons qu'une strophe. Quant au journal *le Jacobin*, nous le brûlons régulièrement tous les matins.

— Vous avez donc reçu de l'éducation?

— Mais oui.

— Où avez-vous fait vos études?

— A Louis-le-Grand.

— Et moi aussi.

Entre anciens camarades la liaison devint plus intime, et la causerie sur les professeurs et sur le collége les amena promptement aux portes de Noyon. Un mot dit à voix basse par l'élégant voyageur avait suffi pour les faire ouvrir. Sa famille d'ailleurs habitait Noyon : c'était un motif suffisant pour l'y retenir une nuit. Il conduisit donc le pauvre soldat auprès de ses parents, et l'installa comme un enfant de la maison.

Le lendemain on part pour Paris. A chaque relais les agents de la force publique demandent les papiers des voyageurs : quelques paroles dites à voix basse par le propriétaire du cabriolet leur suffisent, et ils n'insistent plus. A Compiègne cependant on fut retardé : le comité révolutionnaire, sachant qu'il y avait un militaire dans la voiture, exigea qu'il comparût. Force fut d'obéir à cet ordre et de traîner dans la salle du comité le volontaire qui se soutenait à peine. Mais là, la scène change ; le protecteur inconnu entre dans une violente colère :

— Quels sont donc ces misérables qui se permettent de pareils procédés contre un soldat de la république, contre un soldat volontaire, malade des fatigues qu'il a vaillamment supportées pour la défense de la patrie? Que ne se dérangeaient-ils eux-mêmes pour venir calmer leurs inquiétudes?

Les patriotes de la localité, fort émus d'être aussi cavalièrement traités, présentèrent leurs excuses et reconduisirent très-humblement le personnage qui les avait gourmandés.

Cet incident fut unique. Le « *Sésame, ouvre-toi*, » produisit son

effet magique aux portes de Paris comme partout ailleurs, et Biot fut déposé rue d'Argenteuil dans la maison paternelle.

— A qui suis-je redevable d'un si grand service ? où pourrais-je le rencontrer ?

— Saint-Just, rue de la Michodière, hôtel X...

Après une maladie des plus graves, qui dura plusieurs semaines, et dont triomphèrent les soins maternels et la jeunesse, Biot voulut remercier son bienfaiteur. Saint-Just était inconnu à l'hôtel désigné : l'avait-il jamais habité? Dans les dernières années de sa vie Biot a fait beaucoup d'efforts, avec l'aide de son confrère Ph. Lebas, pour éclaircir cet épisode de sa carrière militaire, et s'assurer de l'identité de l'homme politique dont l'influence lui avait été si utile, avec Saint-Just, le célèbre conventionnel. Il n'a pu aboutir qu'à des doutes : ce motif seul l'a empêché d'écrire pour le public une anecdote qu'il se plaisait à raconter à sa famille et dans ses causeries familières à la bibliothèque de l'Institut.

Aussitôt après son rétablissement, Biot reprit ses études de prédilection, que son père ne songea plus à contrarier. Ayant enfin obtenu un congé régulier, il se présenta aux examens pour l'admission à l'École des ponts et chaussées, et fut le dernier candidat que le célèbre Perronnet interrogea de son lit de mort. Reçu élève ingénieur le 8 janvier 1794, il ne passa que peu de temps à l'École des ponts et chaussées. Il entra en effet, le 5 novembre de la même année, comme chef de brigade à l'École polytechnique que venait de créer un décret de la Convention. Ce fut là qu'il se lia avec Brisson, déjà son camarade à l'École des ponts et chaussées, d'une amitié qui ne devait finir qu'avec la vie.

Leur intelligence et leur ardeur pour le travail les avaient fait distinguer : tous deux devinrent les élèves chéris de Monge. Ils lui rendaient bien d'ailleurs en respects et en attentions ce qu'ils recevaient de lui en instruction et en encouragements. Dans son cours de géométrie descriptive, Monge avait placé quelques leçons sur les ombres. A la suite d'une de ses leçons, Biot et Brisson, avec le concours des dessinateurs les plus habiles parmi leurs camarades, projetèrent de faire une surprise à Monge. S'appuyant sur les principes qui leur avaient été exposés, ils exécutèrent sur une assez grande échelle l'épure et le lavis des ombres d'une sphère. L'illustre professeur venait assidûment visiter les élèves, et leur donner des conseils, pendant qu'ils composaient les dessins graphiques. On s'arrangea pour le retenir assez longtemps à examiner les épures du trait, puis on le fit arriver brusquement en face du carton sur lequel était fixée la projection de la sphère convenablement éclairée. La joie de Monge fut si vive qu'il en pleura.

Cette joie cependant ne devait pas toujours être sans mélange de quelques soucis. Les mêmes hommes qui brûlaient *le Jacobin* aux feux du bivouac, étaient peu disposés à supporter à l'intérieur le joug tyrannique des patrons de ce journal. Aussi Biot, Malus, et quelques autres, familiarisés comme eux avec l'odeur de la poudre, faisaient-ils au 13 vendémiare le coup de feu contre la Convention : ils n'abandonnèrent les marches de l'église Saint-Roch qu'après avoir été balayés par la mitraille du général Bonaparte. Pour se soustraire aux recherches, ils se réfugièrent au châtean de Peny, près Melun, où leur camarade Fréteau leur avait courageusement offert l'hospitalité. L'asile était sûr, grâce à l'estime dont la famille Fréteau jouissait dans le pays. Mais les noms de ces jeunes gens étaient connus, et ils allaient être exclus de l'École, lorsque Monge déclara que les insurgés étaient ses meilleurs élèves, et que si l'on persistait à vouloir user de sévérité à leur égard, il quitterait l'École avec eux. Cette généreuse fermeté les sauva.

Biot n'a parlé toute sa vie de Monge qu'avec tendresse et respect, et il saisit avec bonheur, dans sa notice sur Cauchy, l'occasion d'acquitter publiquement la dette de sa reconnaissance. « La même ordonnance (l'ordonnance royale du 21 mars 1816) fixait la première composition des académies restaurées, et, dans celle des sciences, deux noms célèbres, ceux de Carnot et de Monge, étaient remplacés par deux noms nouveaux, Bréguet et Cauchy. L'exclusion de Monge fut une inhumanité politique et un deuil pour l'Académie. Monge n'avait pas siégé daus les assemblées révolutionnaires. Il n'était ni votant, ni conventionnel. Faible et sans défense, il avait, comme tant d'autres, courbé la tête sous le vent de la Terreur, qui, par malheur pour lui, le porta au ministère de la marine à l'époque de la mort du roi. On aurait dû ne pas s'en souvenir, quand on avait eu Fouché pour ministre. Mais pouvions-nous oublier tant de services rendus par lui aux sciences, nous surtout, devenus ses collègues, qui avions été à l'École polytechnique ses élèves chéris, qu'il avait hautement défendus, réclamés, sauvés de la proscription à l'époque du 13 vendémiaire ! Cauchy n'était pas de ce temps [1]... »

A l'inauguration de l'Empire, dans des circonstances moins périlleuses, il est vrai, mais où la tentation de plaire pouvait engendrer la faiblesse, Monge sut encore défendre l'École. L'empereur se plaignait du mauvais esprit politique des élèves. « Sire, lui dit avec bonhomie l'excellent professeur, nous avons eu bien de la peine à en faire des républicains, laissez-nous le temps de les rendre monar-

[1] *Mélanges scientifiques et littéraires*, t. III, p. 147.

chistes. Eh puis ! convenez-en, sire, vous avez bien tourné un peu court. » Napoléon ne répondit rien : il avait compris et apprécié. L'École ne fut pas inquiétée. Plus tard, il l'appelait sa poule aux œufs d'or, et, à Sainte-Hélène, il trouvait pour courtisan de sa captivité, un camarade de Biot et de Malus, le général Bertrand, qui appartenait aussi à cette première promotion si féconde.

L'ardeur qu'apportait au travail l'élite de la jeunesse de cette époque fait bien pressentir les grandes choses qu'elle devait produire. Biot, Brisson, Malus, Poinsot... suivaient les cours dits révolutionnaires : c'est-à-dire qu'ils reçurent en un an l'instruction qui devait faire la matière de deux ou trois années d'études. Le 22 octobre 1795, Biot rentra à l'École des ponts et chaussées, mais la carrière d'ingénieur ne lui offrant aucun attrait particulier, il profita des loisirs qui lui étaient laissés pour suivre les cours du géomètre Lacroix, et augmenter ainsi ses connaissances mathématiques. Lacroix préparait alors une cinquième édition des *Éléments d'algèbre* de Clairant, et il chargea l'élève qu'il avait distingué de rédiger un traité élémentaire d'arithmétique, destiné à servir d'introduction à cet ouvrage[1]. Au moment de la publication de ce travail, Biot était déjà professeur de mathématiques à l'École centrale de l'Oise, où il avait été appelé le 13 mars 1797. Il y professa, pendant près de quatre années, l'arithmétique, la géométrie, l'algèbre, l'application de l'algèbre à la géométrie et les éléments de l'astronomie. Le 29 septembre 1799, il fut nommé examinateur d'admission à l'École polytechnique, et il cumula jusqu'en 1806 cette fonction avec les chaires qu'il a successivement occupées.

Au départ de Paris, Brisson avait adressé Biot, son camarade et son ami intime, à sa famille qui habitait Beauvais. Madame Brisson, veuve depuis un an, accueillit avec une grande cordialité l'ami chaudement recommandé, et consentit, peu de mois après, sur la demande qui lui en fut faite, à lui donner la main de sa fille aînée, âgée à peine de seize ans. Biot en avait vingt-trois. La fortune de madame Brisson avait péri presque tout entière pendant la Révolution, en sorte que l'intelligence, la bonté du cœur, l'amabilité du caractère et la jeunesse composaient toute la dot de mademoiselle Brisson : l'avoir de Biot consistait dans sa place de professeur. Aussi se demandait-il quelquefois comment le notaire avait pu remplir douze pages de leur contrat de mariage.

La Povidence vint heureusement au secours de ceux qui avaient eu foi en elle. Le temps que Biot passa à Beauvais, jusqu'à ce qu'il

[1] *Éléments d'algèbre* de Clairant. — Paris, Duprat, an V (1797).

fût appelé à une chaire au Collége de France, n'avait laissé dans son esprit que de doux et riants souvenirs. Le plus cher et le plus distingué de ses élèves était alors sa jeune femme; il avait entrepris de perfectionner son instruction, voulant lui marquer une place au sein d'une société d'esprits cultivés et polis. Ceux qui ont eu le bonheur de connaître madame Biot peuvent dire à quel point il avait réussi. A beaucoup d'esprit et de lecture, madame Biot joignait une instruction étendue et variée. Avec tout ce qu'il fallait pour se faire un nom par elle-même, elle s'est contentée toute sa vie d'être une femme de la meilleure compagnie, une excellente mère de famille, ne négligeant aucun des soins domestiques qu'exigeait une fortune bien modeste, mettant toute son ambition à comprendre son mari, à l'aider à supporter les peines et les difficultés de la vie, et parfois à tempérer cette nature ardente et passionnée. Elle ressentait vivement les distinctions dont son mari était l'objet, et sa raison la forçait d'y trouver une satisfaction suffisante.

Madame Biot a écrit pour ses enfants, petits-enfants, et arrière-petits-enfants, de jolis contes, des fables d'une simplicicité charmante, de petites scènes dramatiques : elle n'a jamais rien fait imprimer. Pour permettre à M. Biot de donner, suivant le désir de Berthollet, une édition française de la *Physique mécanique* de Fisher, elle avait appris l'allemand. Sa collaboration est seulement mentionnée dans la préface de l'ouvrage, sous une forme voilée, qui convenait à la position qu'elle désirait garder dans le milieu scientifique et littéraire où elle vivait.

L'instruction donnée à madame Biot par son mari excluait tout pédantisme. Elle ne connut Homère et Virgile que par des traductions, et de la science que la surface, mais elle pouvait lire dans l'original Dante, Milton et Schiller, goûter tous les grands écrivains de notre langue, et s'intéresser aux beautés des arts et de la nature. Elle avait pour plaire dans le monde l'esprit qui attire, la bonté qui retient, et cette modération de bon goût qui sait arrêter à propos la saillie de qualités trop brillantes.

La finesse d'esprit de Biot, son goût non moins vif pour le plaisir que pour le travail, l'élégance et la parfaite distinction de ses manières, qui, dès cette époque, ne laissaient rien percer du *scholar*, lui firent contracter avec les premières familles du département de l'Oise des liaisons durables. Elles le rappelèrent à plusieurs reprises dans les environs de Beauvais, alors que ses chaires et ses fonctions académiques avaient fixé son principal domicile à Paris.

Ce fut aussi de Beauvais que s'établirent les premiers rapports de Biot avec Laplace. Ils eurent d'abord pour objet la *Mécanique céleste*. Biot en a raconté l'origine et les phases dans une lec-

ture faite à l'Académie française, le 3 février 1850, sous le titre : *une Anecdote relative à Laplace*. Cette page de ses écrits a été reproduite dans l'édition de ses *Mélanges scientifiques et littéraires*. Il n'était peut-être pas en état, à l'époque dont il s'agit, de prendre à la publication de la *Mécanique céleste* une part aussi active que celle que Côtes avait apportée à Newton pour la deuxième édition du *Livre des principes*. Cependant elle avait suffi pour que Laplace appréciât la portée d'esprit du jeune professeur. Biot était membre de la Société philomathique depuis 1797, et avait produit plusieurs mémoires d'analyse pure [1]. Laplace faisant valoir ces travaux, obtint que le même jour, le 25 novembre 1800, son protégé fût associé à la section de géométrie de l'Institut, et nommé professeur de physique mathématique au Collége de France, en remplacement de Cousin, démissionnaire. Cette double distinction accordée à un jeune homme de vingt-six ans devait décider de tout son avenir.

Installé à Paris, à ce foyer intellectuel qu'animaient alors Lagrange, Laplace, Monge, Berthollet, Cuvier, Suard, Delille, Fontanes, Biot se livra à l'étude avec toute l'ardeur de son caractère et toute la pénétration de son esprit. Il quittait la chaire du professeur pour s'asseoir sur les bancs de l'écolier : c'est ainsi qu'on le vit au cours de mathématiques de Lacroix, de physique de Charles, d'astronomie de Lalande ou Delambre, de chimie de Berthollet. L'amour de la science ne l'isolait cependant ni de la société littéraire, ni même des plaisirs du monde qui avaient pour lui beaucoup d'attraits. Sa vie bien réglée, sa puissance intellectuelle et sa vigueur physique lui permettaient de faire face à des œuvres si diverses. Dans la période de 1800 à 1806, qui précéda son premier voyage en Espagne, il publia un essai sur l'histoire générale des sciences pendant la Révolution française, un traité de géométrie analytique, un traité élémentaire d'astronomie, une traduction annotée de la *Physique mécanique* de Fisher, plusieurs mémoires importants sur divers points de la physique, fit avec Gay-Lussac une mémorable ascension aérostatique [2], professa au Collége de France et à l'Athénée, examina les candidats à l'École polytechnique, visita madame de Staël à Coppet, gravit le Jura et les Alpes en compagnie

[1] *Mémoire sur les équations aux différences mêlées*; commissaires, les *citoyens* Laplace, Bonaparte et Lacroix. C'est le mémoire qui fait la matière de l'*anecdote* (1799).

Recherches sur l'intégration des équations linéaires aux différences finies ; commissaires, Laplace et Lacroix (février 1800).

Mémoire sur l'intégration des équations différentielles et sur les surfaces vibrantes (octobre 1800).

[2] Août 1804. La relation de ce voyage aérostatique a été lue à l'Institut, le 27 août 1804, et insérée au *Moniteur* de la même année, p. 1499 et 1500.

de Bonpland et de de Candolle, et trouva encore moyen d'être fort assidu dans le salon de Suard.

Cette puissance de travail et cette fécondité furent dignement récompensées. Le 11 avril 1803, Biot, n'ayant pas encore vingt-neuf ans, était nommé membre titulaire de la section de géométrie, et avait l'insigne honneur de siéger à côté de ses maîtres, Lagrange et Laplace. Contrairement à l'usage, et par un orgueil républicain qu'il a vivement blâmé depuis, il s'était abstenu de faire des visites de candid [illegible] 'est principalement pour expier ce tort de sa jeunesse, que, dans les dernières années de sa vie, il s'est imposé la tâche de visiter tous les membres de l'Académie française, alors que son élection était parfaitement assurée, et que ses amis insistaient pour qu'il épargnât à cette vieillesse cette extrême fatigue.

Dans la même année 1803, pendant qu'il était en mission dans le département de l'Orne pour faire une enquête sur le météore de l'Aigle, un fils lui était né. Ce fils, Édouard Biot, après avoir fait de solides études d'humanités au collége Louis-le-Grand, et suivi des cours de mathématiques, fut admis en 1822 à l'École polytechnique. De l'avis de son père, il ne suivit par les cours de cette école, ayant été admis dans un rang médiocre. Il aida celui-ci, comme assistant, dans des opérations astronomiques et géodésiques exécutées en 1825, en Italie et en Espagne. Éloigné de l'Observatoire, par la répugnance qu'Arago montrait à l'y recevoir, il construisit avec les frères Séguin le chemin de fer de Saint-Étienne à Lyon [1]; puis, prenant l'industrie en horreur, se livra à des travaux d'érudition, et à une étude opiniâtre de la langue chinoise. Il est mort en 1850 membre de l'Académie des inscriptions et belles-lettres : ses travaux et son nom lui en avaient ouvert les portes peu d'années auparavant. Sa mère lui survécut à peine deux ans. Cette double perte a été la grande douleur de la vie de M. Biot. Cette longue vie n'a d'ailleurs été qu'accidentellement troublée par des discussions ou par des rivalités scientifiques.

Ce fut à la fin de 1805 que commencèrent les relations de Biot avec François Arago. Arago, entré à l'École polytechnique en 1803, s'y était distingué par une intelligence très-vive et beaucoup d'ardeur au travail. Sa grande aptitude aux sciences physiques, ses avantages extérieurs, la séve de sa jeunesse, la puissance de sa volonté, lui constituaient beaucoup de points de ressemblance avec Biot, et c'est surtout par ces points que plus tard ces caractères passionnés se heurtèrent. Monge s'était plu à produire le jeune méridional qui pro-

[1] La concession fut faite aux noms d'Édouard Biot, Séguin et Cie. MM. Biot et Brisson prirent des intérêts dans cette affaire industrielle, et s'en occupèrent fort utilement pour les actionnaires.

mettait à l'École une nouvelle illustration : il le présenta à Lagrange, à Laplace, à Berthollet et à Biot, son ancien élève, devenu son collègue. Ce dernier, plus âgé qu'Arago de dix ans, s'empressa de l'associer à un grand travail sur les forces réfringentes des différents gaz, qu'il se disposait à entreprendre sur l'instigation de Laplace, pour mener à fin des recherches commencées par Borda. Les résultats ont été publiés en 1806, sous le nom des deux auteurs, au tome VII des *Mémoires de l'Institut*.

Ce travail, d'une importance fondamentale pour la théorie des réfractions atmosphériques, avait attiré l'attention du monde savant. Déjà Biot s'était fait connaître du Bureau des longitudes par la publication de son *Traité élémentaire d'astronomie*, et par un goût très-prononcé pour la science astronomique, goût qu'avait développé la révision des épreuves de la *Mécanique céleste*, en même temps qu'elle avait étendu et fortifié ses connaissances mathématiques. Le bureau pensa qu'ainsi préparé, Biot serait très-propre à poursuivre en Espagne l'opération du prolongement de la méridienne, commencée par Delambre et Méchain, et interrompue par la mort de ce dernier astronome et par les événements politiques. Le jeune membre de l'Institut y consentit volontiers, et demanda qu'Arago, dont il venait d'apprécier le zèle et l'aptitude aux observations physiques, lui fût associé. Une place d'astronome adjoint était vacante au Bureau des longitudes; elle fut donnée à Biot en septembre 1806 ; déjà, à cette époque, une place de secrétaire du Bureau avait été créée ou plutôt rétablie [1], sur la proposition de Laplace, en faveur d'Arago. Les deux jeunes astronomes partirent immédiatement pour l'Espagne, où leur mission les retint pendant deux hivers. Biot en a rendu compte dans le *Bulletin de la Société philomathique* en 1808, dans le *Moniteur universel* et dans le *Mercure de France* en 1810; il a de plus publié, en 1821, toute la partie des opérations qu'il avait faites conjointement avec Arago. Ce dernier devait publier les opérations qu'il avait exécutées seul pendant un voyage que Biot fit à Paris pour faire construire un nouveau cercle, et n'a malheureusement pas réalisé sa promesse à cet égard.

A peine de retour en France, en 1808, Biot fut chargé par le Bureau des longitudes de déterminer avec M. Mathieu la longueur du pendule à seconde à Bordeaux, puis de compléter avec le même astronome, les opérations de la méridienne à Dunkerque. C'est alors qu'il fit sur l'immense plage de sable qui s'étend aux abords de cette ville ses célèbres expériences sur le phénomène du *mirage*. Madame

[1] Cette place avait été occupée par Méchain fils, qui donna sa démission lors de la mort de son père.

Biot, qui avait accompagné son mari, dessina les figures à l'appui du mémoire.

On sait que les opérations d'Espagne étant achevées, et les opérateurs s'étant séparés, Arago fut pris en mer par un pirate et conduit en captivité à Alger. Mais on connaît moins les circonstances de l'élection d'Arago à l'Institut, qui coïncida avec son retour d'Alger en septembre 1809. Poisson était son concurrent pour une place que le décès de Jérôme Lalande avait rendue vacante dans la section d'astronomie. Poisson, plus âgé qu'Arago de quatre ans, sortait aussi de l'École polytechnique ; il était déjà connu dans le monde savant par son talent comme professeur et par de beaux mémoires d'analyse. Biot était fort lié avec lui, cependant les titres d'Arago à une place dans la section d'astronomie lui paraissant supérieurs à ceux de Poisson, il s'empressa de les faire valoir. Il fallait surtout convaincre les géomètres qui exerçaient une juste influence sur les choix académiques, et, à ce titre, il s'adressa d'abord au premier d'entre tous, à Lagrange : « La place de Poisson, lui dit-il, est marquée dans la section de géométrie, c'est là qu'il doit entrer et sans conteste[1]. Mais dans la section d'astronomie, pour remplacer un observateur, il faut évidemment un observateur; Poisson ne l'est pas, tandis qu'Arago a fourni de nombreuses preuves d'habileté. — Vous avez raison répondit Lagrange, c'est la lunette qui fait l'astronome. » Malgré les marques de bienveillance qu'il avait déjà données à Arago, Laplace fut plus difficile à persuader. Cependant la cause était bonne : l'avocat la soutint avec cœur et talent, et la gagna[2]. Grâce à l'appui de

[1] L'Institut était si empressé de s'associer Poisson qu'il n'attendit pas une vacance dans la section de géométrie. Peu après l'élection d'Arago, Poisson fut appelé dans la section de physique, et il refusa plus tard à changer de section avec Biot, quoique ce dernier l'en priât instamment.

[2] Ce dévouement de Biot à ce qu'il regardait comme la vérité ou la justice est un des traits caractéristiques de sa vie. En voici un autre exemple, tiré de la fin de sa carrière.

Note lue par Biot à l'Académie des sciences dans le comité secret du 29 juillet 1861. (Inédite.)

« L'Académie devra sans doute s'étonner que, dans la présentation qu'on vient de lui soumettre, pour la place d'astronome vacante au Bureau des longitudes, on ait omis le nom de M. Le Verrier. Je déclare hautement que je vois là un grave danger pour l'honneur de l'Académie. Car aucun prétexte, aucun détour, ne pourrait justifier cette exclusion aux yeux de l'Europe savante. Parmi les personnes qui peuvent prétendre à la place dont il s'agit, il n'y en a point dont les titres scientifiques soient, je ne dis pas supérieurs, je ne dis pas égaux, mais seulement comparables à ceux de M. Le Verrier. C'est donc lui, lui seul, qui a droit aux suffrages de l'Académie, et cette considération me paraît devoir prévaloir sur toute autre, pour qu'elle les porte sur lui, par le seul sentiment du respect qu'elle se doit à elle-même dans de semblables déterminations. Telle est l'opinion que j'ai déjà manifestée dans la commission de présentation : et notre savant confrère, M. Hermite, qui n'a pu

Delambre, de Legendre et de Biot, Arago fut élu membre de l'Institut à vingt-trois ans et demi; il trouvait dans cette position honorable et enviée un dédommagement à sa captivité, et la récompense de travaux que son collaborateur avait été seul, jusqu'à ce jour, à même d'apprécier.

Biot venait d'acquitter le premier terme de la dette de reconnaissance qu'il avait contractée envers Laplace; le solde intégral a été la tâche de toute sa vie. Cauchy, Savart, Laurent, Senarmont, Bour, parmi ceux qui ne sont plus; MM. Pouillet, Lionville, Le Verrier, Regnault, Delaunay, Bertrand, Pasteur, Berthelot, et bien d'autres encore, auraient seuls pu dire avec vérité et convenance l'intérêt que Biot prenait à leurs travaux, le soin qu'il mettait à les faire valoir, et les conseils, parfois un peu rudes dans la forme, mais utiles dans le fond, et toujours sincères, qu'il leur donnait. Les succès des autres étaient pour lui un vif stimulant, jamais le sujet d'une mesquine jalousie. Chercher à s'élever par l'abaissement de ce qui nous entoure, lui paraissait une marque d'impuissance en même temps qu'une indignité. Cette justice qu'il se rendait franchement à lui-même, lui a été quelquefois refusée par des rivaux, en France et en Angleterre; et c'est à ce déni, qui soulevait en lui des flots d'indignation, que l'on doit attribuer l'âpreté et le mordant qu'il a portés dans quelques discussions scientifiques.

A son retour de Dunkerque, en 1809, Biot obtint un logement au Collége de France, qu'il devait habiter, presque sans interruption, jusqu'à sa mort. Le 18 avril de la même année, à la création de l'Université, un décret de l'empereur le nomma professeur d'astronomie à la faculté des sciences. Sa notoriété scientifique avait suffi pour lui faire obtenir cette chaire, malgré le peu de faveur personnelle dont il jouissait. Napoléon n'ignorait pas, en effet, qu'en 1804 Biot s'était opposé à ce que l'Institut émît un vote sur le nouvel établissement impérial, disant qu'un corps savant devait rester étranger à tout acte politique. La police avait même informé l'empereur que Biot n'était pas étranger à la composition d'une certaine scène sur la *Journée du chambellan*, qui avait pris naissance à Coppet, dans les salons de madame de Staël, avec la collaboration de Benjamin Constant, d'An-

assister à la délibération, m'a autorisé, par écrit, à témoigner qu'il la partage. J'y persiste donc, et je crois remplir un impérieux devoir en la reproduisant ici devant l'Académie rassemblée, convaincu, comme je le suis, qu'on la sert, quand on lui demande d'être juste. »

Pour avoir été écrite par une main de quatre-vingt-sept ans, la note ne manque certes ni de fermeté, ni de vigueur. L'Académie n'ignorait pas d'ailleurs que MM. Biot et Le Verrier avaient été complétement en désaccord sur les questions relatives à la réorganisation de l'Observatoire impérial.

drieux, etc., et qu'il en faisait, dans un cercle restreint de *personnes choisies*, un récit qui avait un succès fou. Les choses en étaient venues à ce point que Fouché, par bienveillance, chargea Laplace d'inviter son jeune ami à être moins spirituel et plus circonspect.

Cette indépendance de caractère, avivée d'une certaine dose de malice, s'était déjà manifestée plusieurs années auparavant à l'occasion d'une visite que Rœderer était venu faire au Collége de France. Ce délégué de l'instruction publique, devançant son époque, exposa, aux professeurs réunis autour de lui, que leur enseignement devait être essentiellement pratique, dirigé vers les applications utiles; que les spéculations théoriques étaient oiseuses; et qu'enfin l'algèbre et la géométrie ne servaient pas à grand'chose. « Cependant, fit observer Biot avec un merveilleux sang-froid, la géométrie a du bon pour l'arpentage. » Rœderer approuva et ne comprit pas. Les circonstances de cette visite ayant été racontées à Laplace, ce grand géomètre n'eût rien de plus pressé que de faire au Premier consul les honneurs du mot du jeune professeur. Le vainqueur de l'Égypte et de l'Italie était très-fier de son titre de membre de l'Institut; d'ailleurs il avait un sens assez droit pour comprendre l'importance des théories élevées, lors même qu'elles n'avaient pas fait la matière de ses études. Aussi Rœderer, à sa première visite, eut-il à essuyer une rude bourrasque. « Vous êtes donc bien ignorant pour méconnaître que les mathématiques sont les racines génératrices des connaissances humaines, et bien maladroit pour exposer votre opinion devant une assemblée des professeurs du premier collége de l'Europe. Vous avez mérité qu'un jeune homme se moquât de vous. Il a bien fait. Vous ne vous en êtes seulement pas aperçu. »

L'opposition de 1804, quelque théorique qu'elle fût, avait certainement été moins goûtée que la saillie de 1801. Cependant elle aurait été oubliée, et le jeune savant aurait facilement participé aux faveurs impériales, s'il avait consenti plus tard à faire sa partie dans ce concert de louanges méritées, puis de flatteries moins nobles, qui fit bientôt cortége à l'Empire. Fontanes, premier grand maître de l'Université, avait beaucoup d'estime pour la personne de Biot et pour le talent littéraire dont il faisait preuve dans les solennités académiques, et dans les articles nombreux et très-variés qu'il insérait au *Moniteur universel* et au *Mercure de France*. Il désirait l'élever aux plus hauts grades universitaires. Un discours prononcé à la première distribution solennelle des prix du concours général, en aurait été l'occasion. Biot s'y prêtait : il aurait été traité de l'alliance des sciences et des lettres. Le sujet convenait parfaitement à Fontanes. En reconduisant le jeune professeur : « N'oubliez pas, lui dit-il, d'insérer dans votre discours un éloge de l'empire et de l'empereur; c'est un accompa-

gnement obligé. — Ah ! je ne savais pas cela, répondit Biot. Alors je ne puis faire le discours. » Fontanes le pressa, et finit par lui dire : « Vous allez peut-être manquer votre fortune. Vous êtes père de famille ; réfléchissez avant de refuser. Vous me donnerez demain votre réponse définitive. » A cette époque, il ne restait guère, chez Biot, des sentiments républicains du canonnier volontaire de 1792, et les hauts faits du Consulat et de l'Empire avaient fait oublier depuis longtemps la mitraille du général de la Convention. Mais il avait été profondément ému de l'exécution du duc d'Enghien, et complimenter celui qui avait ordonné cet attentat judiciaire, ou, au moins, en avait accepté la responsabilité, lui semblait un acte contre sa conscience et une lâcheté. De retour le lendemain chez le grand maître, il lui dit simplement : « M. de Fontanes, je ne puis pas. — Je le regrette ; mais n'y songeons plus, car ce que je vous ai demandé est indispensable. Cet homme, voyez-vous, n'aime plus des sciences que ce qui rime à canon, et des lettres que ce qui rime à Napoléon. » Le mot dans la bouche de Fontanes était trop piquant pour être jamais oublié. Biot a souvent répété que cette conférence avait été une des plus grandes tentations de sa vie. Quelque jugement que l'on porte sur le sentiment de réserve qui le retint, on conviendra qu'il dénotait de la noblesse et une grande fermeté de caractère. Ces qualités ne se démentirent jamais, et on en verra d'autres traits dans le cours de cette notice.

Après une détermination pareille, Biot ne pouvait plus s'attendre aux faveurs du pouvoir. Rien, en effet, n'était venu couvrir l'opposition de 1804, et l'empereur s'en souvint longtemps. Chaque fois que Laplace sollicitait la croix de la Légion d'honneur pour son confrère et ami, l'empereur répondait invariablement : « Il est trop jeune. » C'est un défaut dont Biot se corrigeait tous les jours, et il pouvait passer pour un homme fait à la chute de l'Empire : il avait alors quarante ans. La croix de la Légion d'honneur ne lui a été accordée qu'en 1814, et sous la Restauration. Cette promotion fut confirmée pendant les Cent jours, sur la proposition de Carnot, ministre de l'intérieur, mais le décret devait avoir moins de durée que l'ordonnance qui l'avait précédé, et le titulaire n'en accusa même pas réception.

La préparation du cours dont Biot était chargé à la faculté des sciences, lui avait fait sentir l'insuffisance du *Traité élémentaire d'astronomie physique* qu'il avait publié en 1805, et l'avait conduit à rassembler les éléments d'une deuxième édition. Il pouvait alors mettre à profit l'expérience que lui avait fait acquérir la pratique des observations les plus délicates, dans les travaux entrepris pour terminer ou pour compléter les opérations de la méridienne, en Es-

pagne, à Bordeaux et à Dunkerque. La nouvelle publication, faite dans les années 1810 et 1811, a fortement contribué à l'éducation des astronomes de notre temps. « C'est là, a dit l'un des plus illus- « tres d'entre eux, M. Airy [1], que j'ai appris l'astronomie et puisé le « goût de la science astronomique. » Cette science si belle exige pour être cultivée avec fruit, la réunion d'un grand nombre de connaissances. Biot avait reconnu de bonne heure que l'étude de la physique, par exemple, ne pouvait être détachée de celle de l'astronomie ; et son professorat de la physique mathématique au Collége de France, lui semblait avoir été une préparation très-utile aux opérations de la méridienne. En 1811, il avait déjà produit de nombreux mémoires sur la chaleur, l'électricité, le magnétisme, la lumière et l'acoustique, soit seul, soit en collaboration avec Cuvier, Gay-Lussac, Humboldt, Arago. Mais à cette époque, une circonstance qui doit être mentionnée avec quelque détail, le fit apporter aux observations et aux théories physiques une ardeur toute nouvelle, et il devint physicien éminent sans cesser d'être habile astronome. Ce fut une seconde phase dans sa vie : celle-ci fut féconde encore, mais aussi plus troublée que la première.

La belle découverte de la polarisation de la lumière par réflexion, faite par Malus en 1808, avait ouvert aux physiciens une carrière nouvelle, carrière si riche, si féconde, que ceux qui, convenablement préparés, y entrèrent à la suite, en tirèrent eux-mêmes de grandes richesses : elles se présentaient, pour ainsi dire, sous leurs pas. Biot et Arago marchèrent dans cette voie, et le premier s'y maintint toute sa vie. Au commencement de 1811, Malus et Biot trouvaient en même temps que la polarisation se produit aussi dans la réfraction exercée par les corps non cristallisés ; mais Malus seul donna la loi et l'analyse de ce phénomène. Arago, de son côté, se distinguait dans ce genre de recherches. Une première observation curieuse sur les anneaux colorés fut suivie, peu de mois après, d'une autre plus remarquable encore. Arago découvrit que, lorsqu'un rayon polarisé traverse perpendiculairement une plaque de cristal de roche, taillée perpendiculairement à l'axe de double réfraction, si l'on analyse le rayon divergent à l'aide d'un prisme doublement réfringent, ce rayon se résout en deux images de couleurs complémentaires ; et ces couleurs changent quand on tourne le double prisme autour du rayon. Il en conclut, un peu plus tard, que les apparences du phénomène sont précisément celles qui auraient lieu, si l'on suppose que les rayons diversement colorés sont, en sortant de la plaque, polarisés suivant différents plans. Arago n'avait

[1] L'astronome royal ou directeur de l'Observatoire de Greenwich.

que vingt-cinq ans, et, alors, il n'alla pas plus loin, soit que la persévérance lui eût manqué, soit plutôt que son esprit n'eût pas encore acquis assez de maturité et d'étendue pour scruter le phénomène dans son essence et en déterminer les lois. Cet honneur fut réservé à Biot qui, deux ans après le premier travail d'Arago, reprit ce sujet avec sa ténacité habituelle et cet esprit philosophique qu'il avait puisé dans le commerce assidu de Laplace et de Berthollet.

Arago crut alors, ou du moins se laissa persuader, que Biot lui avait en quelque sorte dérobé son bien, et ses sentiments à l'égard de son ancien collaborateur et ami [1] changèrent complétement. Leurs rapports si fréquents, au Bureau des longitudes et à l'Institut, acquirent une tension qui n'avait pas existé jusque-là, et ces esprits, trop éclairés, d'ailleurs, pour ne pas se rendre mutuellement justice, se retranchèrent derrière la barrière qu'avaient élevée leurs caractères également passionnés. — « Pourquoi, aussi, vous êtes-vous occupé d'optique ? dit un jour Arago. — Je ne savais pas, répondit Biot, que la science fût en régie. » Cette conversation intime dénote la vraie cause qui les sépara : les dissentiments en politique, la divergence dans les théories et dans les appréciations scientifiques ; les compétitions ne vinrent qu'en seconde ligne.

Biot a toujours pensé que M. de Humboldt avait été la cheville ouvrière de sa désunion avec Arago. Cependant, au retour du premier voyage qu'il fit en Amérique avec Bonpland, le savant prussien avait particulièrement recherché le commerce de Biot ; et il avait fini par se prendre pour lui d'une telle tendresse, qu'il se levait la nuit et lui écrivait des billets où les expressions affectueuses n'avaient plus rien de la bonhomie germanique et reflétaient une chaleur tropicale. En dehors du charme qu'il trouvait dans la société de M. et de madame Biot, Humboldt avait pour eux un motif spécial de reconnaissance. L'un et l'autre l'initiaient aux délicatesses de la langue française, et l'aidaient à reviser les écrits qu'il publiait en cette langue. Le disciple était doué de facultés brillantes : il avait une aptitude merveilleuse à saisir le caractère propre des différents idiomes, et on le voyait avec admiration soutenir, sans apprêt comme sans fatigue, des conversations variées en quatre ou cinq langues différentes. Grâce à la solidité de son éducation classique, à la généralité de ses connaissances, à son talent éminent comme voyageur et comme observateur, à des saillies spirituelles que rehaussaient sa naissance aristocratique et ses liaisons princières, M. de Humboldt avait con-

[1] La liaison était telle qu'un des frères d'Arago, adressé par son père, fût accueilli par M. et madame Biot comme un enfant de la maison, et habita pendant quelque temps chez eux. Le rédacteur de cette notice possède une lettre de M. Arago le père qui témoigne de sa reconnaissance pour le collègue de son fils François.

quis l'estime des savants et la faveur des salons. Malheureusement, il n'avait guère de foi ni de respect pour les hommes ou pour les choses, et son esprit sarcastique s'exerçait aussi volontiers sur les sommités scientifiques et sur ses amis que sur les médiocrités et sur les indifférents[1]. Quoique l'opinion de Biot sur le caractère fâcheux de l'intervention de Humboldt dans ses rapports avec Arago n'ait jamais été qu'une présomption, elle suffit pour faire succéder aux démonstrations amicales une politesse cérémonieuse et froidement calculée, qui contrastait singulièrement avec la forme grammaticale de leur conversation et de leur correspondance. La deuxième personne du singulier était seule employée, bien que les *tu* et les *vous* eussent pu se produire aussi agréablement que dans l'épître de Voltaire. Aux yeux de Biot, et ce fut là son grief le plus sérieux, Humboldt était le mauvais génie d'Arago, le désenchantant de tout et le détournant des travaux élevés qu'il était si capable de suivre, pour l'entraîner à la recherche des succès éphémères d'une vaine popularité.

A l'époque où Biot et Arago, s'élançant sur les traces de Malus, exploraient le nouveau monde de phénomènes qu'une mort prématurée laissa entrevoir à peine à ce savant illustre, Poisson donnait une nouvelle valeur aux belles recherches de Coulomb sur les principes électrique et magnétique, en tirant de ces expériences les lois mécaniques de leur équilibre. Laplace venait de régulariser le calcul des attractions à petites distances, et l'avait appliqué aux mouvements de la lumière dans les corps diaphanes, aux réfractions atmosphériques et aux phénomènes de capillarité. Plusieurs autres circonstances du mécanisme des corps permanents, leurs dilatations, leurs vibrations intestines, les conditions qui règlent l'émission et la puissance élastique de leurs vapeurs, étaient devenues l'objet de déterminations et de mesures dont, jusque-là, on n'avait eu aucune

[1] « Je voudrais qu'il (M. de Humboldt) n'eût pas si bien préparé l'esprit d'Arago que celui-ci s'ennuie comme un mort à Londres. Il lui dit du mal de tous, il le désenchante de tout. M. Wollaston, ni M. Baneck lui-même n'échappent à sa satire, et quand il a tout rabaissé, tout calomnié, avec beaucoup de grâce et de méchanceté, il en résulte que rien ne vaut la peine qu'on s'y intéresse. As-tu lu un roman où le diable se fait l'ami d'un pauvre homme, et sous prétexte de l'éclairer sur le véritable côté de toutes choses, le rend soupçonneux, inquiet, chagrin, et finalement le plus malheureux des hommes? Voilà justement l'effet que Humboldt produit sur l'âme d'Arago. Je suis également convaincu qu'il a une influence très-forte sur ses idées politiques, qu'il contribue à le rendre opposé, comme il l'est, à tout ce que nous regardons comme la seule ancre de salut pour notre malheureux pays. » (Extrait d'une lettre de M. Biot à madame Biot, datée de Londres le 14 novembre 1817. — A cette époque les rapports de MM. de Humboldt, Biot et Arago étaient redevenus très-intimes.)

notion, même approximative. Biot pensa que, dans un tel état des choses et des idées, il serait opportun et utile de composer un traité de physique, à la fois expérimentale et mathématique, où l'on exposerait l'ensemble actuel de cette science, depuis les éléments les plus simples jusqu'à ses parties les plus relevées ; en établissant ses résultats et ses doctrines, non sur des exemples fictifs, mais sur les expériences même des inventeurs, de manière à faire connaître leurs procédés d'observation et de mesure, leurs méthodes, leur art, s'attachant ainsi à les analyser, à les discuter, à les concentrer en formules mathématiques directement applicables, surtout à montrer les limites de la science et à signaler les vides qui restaient à remplir [1]. La rédaction de cet ouvrage, entreprise en 1812, fut continuée pendant trois étés où Biot habita, près de Beauvais, le château de l'Epine, qu'il avait loué pour y passer la belle saison avec sa femme et ses enfants. Il ne s'y permit d'autre distraction que la chasse, le commerce d'aimables voisins, et la société temporaire de quelques amis de Paris, qui voulurent bien venir le visiter. Au nombre de ces derniers se trouvèrent M. et madame Berthollet, et mademoiselle de Meulan, qui devint un peu plus tard madame Guizot.

Le *Traité de physique expérimentale et mathématique*, entrepris et terminé dans des temps difficiles, a été publié, en 1816, en quatre volumes in-8°. C'est une des œuvres capitales de Biot : on y trouve son esprit lucide, cultivé, et cette réunion des connaissances physiques et mathématiques qui distinguait son enseignement. L'auteur ne se borne pas à présenter un résumé clair et concis des faits connus et des doctrines admises ; il les établit et les discute. Les traductions que l'on fit de cet ouvrage à l'étranger [2] attestèrent son opportunité, et les imitations plus ou moins fidèles auxquelles il a donné lieu, en France même, démontrent surabondamment sa valeur. Biot et son ami Gay-Lussac parurent alors les deux savants les plus propres à élever l'enseignement de la physique au niveau des connaissances acquises et à répandre les nouveaux procédés d'expérimentation. Le cours de physique de la faculté des sciences fut partagé entre eux, et de 1816 à 1826, Biot quittant temporairement la chaire d'astronomie dont il restait titulaire, consentit, sur la demande de l'Université, à professer la partie de la physique relative à l'acoustique, au magnétisme et à la lumière. D'habiles et brillants

[1] Cet exposé est presque textuellement extrait d'un article du *Journal des savants*, où M. Biot a rendu compte du *Cours élémentaire de chimie*, par M. V. Regnault.

[2] L'édition allemande renfermait une particularité. Elle était ornée du portrait de l'auteur. Mais, « n'ayant jamais vu le professeur, disait le traducteur à M. Biot, « nous avons fait son portrait d'*idée*. »

élèves se formèrent pendant cet enseignement de dix années ; bientôt ils devinrent des maîtres, et Biot, voyant en eux des successeurs tout désignés, demanda et obtint de reprendre son cours d'astronomie. L'auditoire devait être plus restreint, le retentissement de la parole moins étendu, mais aussi le professeur n'aurait plus à supporter les fatigues extraordinaires qu'il s'imposait pour la préparation des grandes et belles expériences d'optique et d'acoustique, et pouvait consacrer plus de temps à ses recherches personnelles.

Ce fut à l'occasion de ce professorat temporaire que Biot donna lui-même, quoique à regret, un précis de son grand traité. Dans ce précis, plus spécialement destiné à l'enseignement public, il dut renoncer au langage mathématique, alors trop peu généralement compris. Mais bien convaincu du tort que font toujours à une science les ouvrages qui l'abrégent en la mutilant, il conserva et traduisit en langage vulgaire ce qui faisait réellement la substance de sa première composition, c'est-à-dire les procédés d'observation exacte, les faits fondamentaux et les raisonnements qui les enchaînent. Ce précis, en deux volumes in-8° a eu trois éditions : la première parut en 1817 et la troisième en 1824. Quant au traité général, l'auteur s'est toujours refusé à donner une édition nouvelle, bien qu'on lui ait souvent demandé de le réimprimer sous la même forme, en le complétant. Dans son opinion, pour donner à l'ouvrage tout son degré d'utilité, il n'aurait pas suffi d'y introduire les nouvelles acquisitions de la science, il aurait fallu encore reconstruire plusieurs de ses parties sur des fondements plus solides, et combler, par des expériences spéciales, leurs vides les plus évidents. Cette diversité et cette succession de travaux lui semblaient au-dessus de ses forces : surtout il ne s'y sentait plus porté, son esprit étant trop fortement occupé ailleurs.

Le hasard, ce grand promoteur des nouveautés physiques, lui avait fait apercevoir, en 1815, que l'essence de térébenthine modifiait la polarisation primitivement imprimée aux rayons lumineux qui la traversaient. Avec la perspicacité de vues et la sûreté de déduction qui caractérisaient son talent, il reconnut immédiatement le caractère moléculaire de l'action, les principales conséquences qui en dérivent, et s'assura que d'autres substances d'origine organique possédaient des propriétés analogues à celles de l'essence de térébenthine. Le phénomène de la polarisation rotatoire à travers les liquides était découvert, et en même temps son importance pour la physique et la chimie était signalée. Quoique le développement de cette découverte ne le fît pas renoncer à d'autres travaux, il devint la principale occupation de la dernière moitié de sa vie. Ce ne fut en effet, comme il l'a dit lui-même, qu'après quatorze années de réflexions et d'essais

qu'il réussit à franchir la limite où s'arrêtait son mémoire de 1818 ; mais la courageuse persévérance de ses efforts solitaires fut bien récompensée. Il parvint à tirer de ses anciennes expériences l'expression mathématique des teintes phénoménales ; déduisit du calcul un indice d'une sensibilité extrême qui lui montra l'existence des propriétés rotatoires dans une multitude de liquides où il ne l'avait jamais soupçonnée ; en profita pour pénétrer dans la voie des applications chimiques ; y signala ses débuts par la découverte d'une substance nouvelle ; attira enfin l'attention des savants, jusque-là un peu distraite, sur la lumière considérée comme réactif, ce qui répugnait particulièrement aux habitudes des chimistes, et eut la satisfaction de pouvoir applaudir aux travaux nombreux qu'il avait fait naître. De bonne heure il avait montré l'utilité de sa découverte pour la chimie médicale et pour la chimie industrielle, aussi bien que pour la chimie scientifique ; cependant il ne chercha jamais à la rendre profitable aux intérêts de sa fortune. La science offrait à son esprit un but plus élevé, et les devoirs du savant lui apparaissaient aussi sous un aspect plus austère.

Quoique Biot attachât à la partie expérimentale de l'optique plus d'importance qu'aux spéculations théoriques sur le mode de propagation de la lumière et sur l'essence du principe lumineux, sa position, comme physicien, était trop éminente pour qu'il pût rester étranger aux questions qu'avait soulevées de nouveau, et que devait résoudre en grande partie, le génie d'Augustin Fresnel. On a dit, et le fait est vrai dans une certaine mesure, que Biot avait été, en France, le dernier champion de la théorie de l'émission. Quelques personnes défavorablement disposées à son égard, ou peu éclairées sur les conditions véritables de la philosophie naturelle, ont voulu voir dans ce fait une tendance d'opposition au progrès scientifique, et dès lors une certaine infirmité d'esprit. Rien n'est moins fondé qu'une pareille opinion. Biot ne s'est pas borné à rechercher la vérité avec autant de sincérité que d'indépendance ; il a encore éclairé la matière controversée des lumières que lui fournissait une étude approfondie des travaux de Descartes, d'Huyghens, et surtout de Newton. Si avec Newton il ne répugnait pas à admettre la matérialité de la lumière, c'est que le système de l'émission, précis dans son point de départ, restait fort élastique dans les détails, et se prêtait avec une merveilleuse complaisance à lier entre elles les données expérimentales. Son esprit devait naturellement se montrer plus sévère pour l'hypothèse ondulatoire, dont la noble ambition était de servir de base à une théori véritable : il exigeait que l'éther lumineux fût exactement défini dans ses détails, et qu'on déduisît ensuite par le calcul les lois mécaniques auxquelles il devait rigoureusement satisfaire. Plus

touché, sans doute des difficultés générales que des succès partiels de la doctrine, il ne s'empressait pas moins d'en exposer les bases dans l'enseignement public, et, pour cela, il recourait aux sources originales.

Ses relations avec Fresnel n'avaient été ni aussi fréquentes ni aussi intimes qu'elles auraient pu l'être : Arago s'interposait entre eux. Cependant Biot appréciait au plus haut degré le génie inventif de Fresnel, la hardiesse de ses vues heureusement tempérée par un grand sens expérimental, et ce fut sur des notes obtenues de Fresnel lui-même qu'il exposa au cours de la Sorbonne les principales interférences, l'explication des anneaux colorés, des accès et de la diffraction, dans l'hypothèse des ondulations de la lumière. Ses objections, comme celles de Poisson, n'avaient en aucune façon le caractère absolu d'une fin de non-recevoir : elles se bornaient à indiquer nettement les *desiderata* géométriques et les difficultés phénomènales qui avaient spécialement besoin d'être éclaircis. Sous ce rapport, leur contradiction n'a pas moins contribué aux progrès de la théorie nouvelle, en stimulant les travaux de Fresuel et de ses émules, que l'assentiment plus facile et moins éclairé de quelques autres savants. Biot, enfin, se laissait successivement convaincre, et il saisissait, en 1858, l'occasion de la réimpression de la biographie de Newton pour faire publiquement connaître son opinion définitive. « Depuis « l'époque où cette notice (biographique) a été écrite (1822) tous les « phénomènes que présente la physique de la lumière, ont été, par « le génie de Fresnel, si habilement et si intimement rattachés en « nombre à la doctrine du mouvement ondulatoire, qu'il est au- « jourd'hui presque impossible de se refuser à reconnaître la réalité « de ce mode de constitution du principe lumineux. Excités et guidés « par ses travaux, de profonds géomètres, Poisson, et Cauchy sur- « tout, se sont efforcés de donner à cette conception une rigueur tout « à fait mathématique, et ils ont réussi à lever une grande partie des « difficultés qu'elle renfermait, s'ils ne les ont fait toutes dispa- « raître[1]. »

Pendant que Biot corrigeait les épreuves de son *Traité de physique expérimentale et mathématique*, de graves événements s'étaient accomplis en Europe : la France avait subi deux invasions, et changé trois fois de gouvernement. Biot, on l'a vu, n'avait aucune attache au gouvernement impérial, mais si la chute de l'Empire le toucha peu, les malheurs de son pays l'attristèrent profondément. L'ancien volontaire de 1792 sentait vibrer toutes les fibres patriotiques de sa jeunesse à la vue de l'étranger triomphant dans les murs de Paris,

[1] *Mélanges scientifiques et littéraires*, t. Ier, p. 155, en note.

et l'émotion était parfois si vive qu'il en pleurait[1]. Toutefois il ne faisait pas peser sur les Bourbons la responsabilité des maux qu'il attribuait à l'ambition sans limites d'un grand capitaine investi d'une autorité sans frein, et il accueillit avec joie le gouvernement nouveau qui apportait la paix, ce premier besoin de l'époque, et faisait espérer le maintien de l'ordre sans le sacrifice de la liberté. Il se promettait bien d'ailleurs de continuer à vivre de sa vie de savant, en dehors de la politique, n'y prenant part que pour en subir les vicissitudes. On sait qu'il a tenu fidèlement cette promesse. Il ne reçut des rois Louis XVIII et Charles X, auxquels il se montra toujours respectueusement attaché, ni le titre nobiliaire, ni la pairie qui furent accordés à ses amis et confrères, Thénard et Poisson ; et il n'employa jamais qu'au service des intérêts scientifiques la faveur personnelle dont il jouissait à cause de ses opinions bien connues.

La Restauration s'était donné la mission de renouer la chaîne des temps : l'un de ses premiers actes, dans le domaine des lettres, fut le rétablissement du *Journal des savants*, fondé en 1665, et continué sans interruption jusqu'en 1792. Le bureau de rédaction, sous la présidence du garde des sceaux, comprenait quatre aspirants et douze auteurs. Biot fut inscrit sur la première liste des membres, avec M. Cousin, déjà célèbre quoique bien jeune[2]. Le premier cahier s'ouvrit par un article de Biot sur les bateaux à vapeur qui n'étaient guère usités alors qu'en Amérique et en Angleterre. C'est dans ce recueil, dont il fut pendant quarante-six années un collaborateur infatigable, que Biot a déposé les preuves les plus éminentes de son savoir profond, de ses connaissances variées, et de son talent littéraire. Les articles qu'il a publiés sont au nombre de 162, et l'insertion du dernier n'a précédé sa mort que de quelques mois.

Biot n'avait plus eu de liens avec l'École polytechnique depuis son voyage en Espagne, qui avait mis fin à ses fonctions d'examinateur d'admission. Le gouvernement de la Restauration l'y rattacha de nouveau, en le nommant, en 1816, membre du conseil de perfectionnement, en même temps que ses confrères de l'Institut, Haüy, de Prony, et Poisson. Dans ce comité, dont il fut nommé secrétaire, Biot acquit bientôt une légitime influence, et s'en servit pour faire maintenir les principes qui avaient présidé à la création de l'École

[1] Royer-Collard, traversant un jour, avec Biot, les Champs-Élysées occupés par les Prussiens et par les Russes, fut témoin de cette émotion. « Il paraît, lui dit-il, avec « son sourire sardonique, que vous êtes encore Français. Il y a longtemps que je ne « le suis plus. » La haine pour le gouvernement impérial avait évidemment poussé Royer-Collard à se calomnier.

[2] Cet éminent écrivain a disparu aussi, après avoir longtemps survécu seul à ses confrères de 1816.

polytechnique. On lit dans le rapport au roi, du 13 février 1819, sur les sessions de 1817-1818:

« Le 13 avril 1816 Votre Majesté ordonna qu'elle (l'École) serait « réorganisée, non d'après un nouveau plan, mais sous de nouveaux « auspices...

« ... Par le seul développement de son excellente institution, l'É- « cole peut par l'immensité de ses services atteindre, sous les règnes « tranquilles et au sein de la paix la plus durable, un degré de « splendeur supérieur à celui que les plus grands établissements « militaires pourraient jamais lui donner. Ce sont là ses nobles des- « tinées. Pour qu'elle les remplisse, il faut que le mérite seul y soit « toujours appelé, et que le mérite le plus éminent soit toujours ce- « lui que l'on y appelle par préférence. Rien ne peut, dans aucun « genre d'instruction, être trop élevé pour elle. Le jour où la mé- « diocrité pourra y trouver place et y prendre quelque prépondé- « rence, ce ne sera plus qu'une école ordinaire, elle aura perdu à la « fois son lustre, son prix et son utilité. »

Cette citation donne la mesure de l'esprit vraiment libéral que Biot apportait au sein du conseil de perfectionnement. Il cessa d'en faire partie en 1821, lorsqu'il fut nommé examinateur pour la sortie des écoles militaires de Saint-Cyr et de la Flèche.

En 1817, le Bureau des longitudes chargea Biot de mesurer le pendule sur l'arc du méridien qu'embrassait déjà la triangulation anglaise, depuis le sud de l'Angleterre jusqu'au nord de l'Écosse, et qui devait être prolongé jusqu'aux îles Shetland. L'astronome partit au commencement de mai, emportant avec lui les instruments et appareils qui avaient précédemment servi sur les autres points de la méridienne, en France et en Espagne. Ce voyage devait être pour ui une source de charmants souvenirs : il en profita, sans négliger aucun détail des opérations qui lui étaient confiées, pour étudier les mœurs et les institutions littéraires des pays qu'il parcourait. Dans certaines villes on lui demanda de faire des leçons publiques sur la physique, et il eut la satisfaction de répéter de belles expériences d'optique au collége de la Trinité, à Cambridge, dans un amphithéâtre que remplissait encore la mémoire de Newton. Aberdeen récompensait le professeur, en lui conférant le titre et les droits de citoyen libre, en le recevant docteur en droit civil et en droit canon de son université, et le nommant membre honoraire de sa société médico-chirurgicale : un peu plus elle l'eût envoyé siéger à la Chambre des communes. C'était autant à la distinction de ses manières qu'à l'éminence de son esprit que Biot devait cet accueil de la haute société et des savants avec qui sa mission le mettait en rapports.

Ces succès ne l'empêchaient pas cependant de regretter que son dévoué et habile collaborateur en Espagne, Arago, ne vînt pas terminer en Angleterre les opérations qu'ils avaient commencées ensemble dans des circonstances bien autrement pénibles; et il ne cessait de l'inviter à venir partager ses travaux, lui remontrant que leur réputation à tous deux était également engagée dans cette affaire. Cet appel fut enfin entendu : Arago arriva à Londres en novembre 1817, et fit à Greenwich les opérations du pendule. Des amis communs, et à leur tête M. Feuillet, bibliothécaire de l'Institut, s'étaient utilement entremis pour amener un rapprochement entre les deux savants, dont la désunion était de tous points affligeante. Une circonstance favorable se présentait : Arago était marié depuis peu. Sa jeune femme, fille d'un ingénieur des ponts et chaussées, joignait aux agréments extérieurs de solides qualités d'esprit et un grand charme de caractère. Son influence sur un mari aussi capable de l'apprécier ne pouvait être que très-heureuse. Elle l'employa si bien, que madame Biot et sa fille se lièrent intimement avec elle, et que MM. Biot et Arago renouèrent les relations amicales de leur première jeunesse.

Aucun obstacle ne se présentant plus à la communauté de leurs travaux, le Bureau des longitudes les envoya tous deux, en 1818, à Dunkerque, pour déterminer la latitude, concurremment avec une commission anglaise, et opérer la jonction des arcs de France, d'Espagne et d'Angleterre. Ils montrèrent là comment l'habileté des observateurs et la répétition des observations peuvent suppléer à l'imperfection des instruments : car, avec un vieux cercle répétiteur de Lenoir, en très-médiocre état, ils obtinrent les mêmes résultats que les astronomes anglais, munis du grand secteur zénithal de Ramsden, cet admirable instrument qui a péri depuis dans l'incendie de la Tour de Londres.

Avant de partir pour Dunkerque, Biot avait déclaré au ministre de l'intérieur, M. Lainé, qu'il ne pouvait se décider à remplir la mission qui lui était confiée, conjointement avec Arago, si ce savant ne recevait pas du gouvernement royal la croix de la Légion d'honneur qui lui avait été vainement conférée pendant les Cent jours. Il ne voulait pas que les membres de la commission anglaise pussent avoir pour son collaborateur moins de considération que pour lui-même. M. Lainé, alléguant les opinions politiques d'Arago, se refusait à proposer au roi cette nomination. « Il ne s'agit pas, lui dit vivement Biot, de décorer des opinions politiques d'une valeur douteuse, mais des travaux scientifiques d'un mérite incontestable. » Le ministre céda, et Arago fut immédiatement nommé. Une pareille distinction avait encore pour lui quelque prix, car il s'en honora

sous la Restauration, et ne cessa d'orner sa boutonnière du ruban rouge que dans les dernières années du gouvernement du roi Louis-Philippe, alors qu'il était entré assez avant dans les rangs de l'opposition républicaine.

Arago ignora cette nouvelle marque d'estime et d'attachement qu'il devait à la délicatesse des sentiments de son confrère. Ce fut sans doute un malheur : sous ce rapport, comme sous tous les autres, il n'aurait voulu se laisser vaincre, et il eût étouffé dans son cœur des semences de division qui ne tardèrent pas à germer. Les amis qui avaient préparé le rapprochement, dans la crainte que des compétitions prévues ne vinssent rompre l'accord assez péniblement établi, avaient stipulé les conditions de paix. Biot, l'ancien d'Arago comme astronome adjoint du Bureau des longitudes, promettait de ne pas se présenter pour la première place de membre titulaire qui deviendrait vacante, et de laisser passer son collègue. Arago s'engageait de son côté, le cas échéant, à ne pas entraver la nomination de Biot en qualité de secrétaire perpétuel de l'Académie des sciences. Mais les traités de cette nature sont toujours incomplets, et une rivalité imprévue fut l'écueil où se brisa une seconde fois, et pour longtemps, la liaison des deux savants.

Poisson avait été nommé, à la fin de 1820, membre du conseil royal de l'instruction publique, et avait donné par suite sa démission d'inspecteur des études aux écoles militaires de Saint-Cyr et de la Flèche. Cette place fut également sollicitée par Biot et par Arago : tous deux étaient en droit de la rechercher, puisqu'elle n'avait été l'objet d'aucune stipulation. Mais les amis d'Arago mirent une ardeur immodérée dans leurs démarches : ne se contentant pas de frapper à la porte du ministre, ils firent parler au roi, et alléguèrent que Biot était riche, ce qui était inexact, qu'Arago était fort gêné, ce qui était exagéré. Malgré tous ces efforts, Biot l'emporta. Son concurrent ne put lui pardonner, encore bien que sa nomination immédiate à la fonction d'examinateur de l'artillerie et du génie, à l'école de Metz, dût être considérée comme une véritable compensation [1].

La fonction d'inspecteur des études et d'examinateur de sortie auprès des écoles militaires, exposa souvent Biot à des sollicitations et même à des obsessions ; il sut toujours s'y soustraire avec dignité.

[1] On savait si bien au ministère de la guerre qu'il n'y avait chez M. Biot aucune animosité contre M. Arago, qu'à la lettre d'avis de la nomination, en date du 20 janvier 1821, le ministre, M. de Latour-Maubourg, joignit le post-scriptum suivant :

« Vous apprendrez sans doute avec intérêt que Sa Majesté par la même ordon-
« nance, a nommé M. Arago examinateur du corps royal d'artillerie, pour les sciences
« physico-mathématiques appliquées, à l'École des élèves d'artillerie et du génie. »

Un général, directeur au ministère de la guerre, insistait un jour auprès de lui pour obtenir un passe-droit en faveur d'un élève dont la famille, fort bien en cour, avait de très-chauds appuis. Le ministre n'attendait, pour faire droit à la demande, qu'un peu de complaisance de la part de l'examinateur. Biot s'y refusa inflexiblement. « Prenez-y garde, lui dit le général à bout d'arguments et de patience; vous êtes trop roide, et on ne parvient à rien de cette manière. Moi, voyez-vous, monsieur Biot, je ne crois pas être plat, mais je suis souple. » Le général était parvenu : il se rendait volontiers ce témoignage; il n'osait pas affirmer toutefois que sa souplesse ne fût jamais dégénérée en platitude.

Biot était loin d'être insensible à l'illustration des grands noms, et il le témoignait, quand les devoirs qu'ils imposent étaient compris par ceux qui avaient l'honneur de les porter. Il adressait cette allocution à un Montmorency qui, dans un examen, venait de faire preuve d'intelligence et d'instruction : « C'est fort bien, monsieur : continuez à travailler. On vous doit les occasions de vous distinguer; mais souvenez-vous bien toute votre vie qu'on ne vous doit que cela. » Ce jeune homme si bien né et si bien doué ne devait pas voir l'avenir que Biot lui montrait en perspective ; il périt misérablement dans un duel, avant d'avoir terminé son éducation militaire.

Dans tous les détails de ses fonctions, Biot portait ces sentiments d'impartialité et ce besoin de justice. Le classement des élèves, après les examens de sortie, était une de ses plus grandes préoccupations. Jamais il n'avait voulu adopter la méthode des coefficients numériques, mise en honneur par Poisson, et si universellement pratiquée depuis. Cette arithmétique lui paraissait inventée pour tranquilliser la conscience de l'examinateur, tout en favorisant sa paresse. Biot se bornait à noter les impressions que lui suggéraient les réponses faites aux questions posées; puis, dans le silence du cabinet, il faisait comparaître les concurrents devant le tribunal de sa mémoire, et les mettait aux prises. Sa conviction profonde était que cette manière pouvait seule conduire à une appréciation équitable des mérites à balancer [1].

Moins de deux ans après, la fâcheuse rivalité que fit naître la succession de Poisson aux écoles militaires, la mort de Delambre, en août 1822, laissa vacantes les places d'astronome du Bureau des

[1] Poisson avouait un jour au rédacteur de cette notice qu'il lui serait à peu près impossible de répondre du classement des cinq premiers élèves portés sur sa liste d'examen pour la sortie de l'École polytechnique.

La manie du coefficient numérique a été poussée si loin de nos jours, que l'on a cherché à apprécier des qualités morales, telles que la probité, par des chiffres variant de 0 à 20.

longitudes et de secrétaire perpétuel de l'Académie des sciences. C'était l'éventualité prévue par les amis de 1817. Fidèle à sa promesse, Biot ne posa pas sa candidature pour le Bureau des longitudes, et Arago obtint sans opposition la nomination qu'il ambitionnait. A l'Académie des sciences, les choses se passèrent tout autrement qu'on ne l'avait espéré. Il y eut trois candidats, Fourier, Biot et Arago; Fourier fut nommé secrétaire perpétuel. Voici en quels termes Arago parle de cette élection dans les *Mémoires de ma jeunesse :* « Je saisis la première occasion de déclarer publiquement que je n'avais ni la prétention, ni le désir d'obtenir un seul suffrage; qu'au surplus je cumulais autant d'emplois que j'en pouvais remplir; qu'à cet égard M. Biot était dans la même position, de telle sorte que je faisais des vœux pour la nomination de M. Fourier. » On comprend ce que durent être les vœux d'Arago, fort peu porté à la vie contemplative. En fait, son talent et son activité furent mis au service de ses rancunes, et déterminèrent l'insuccès du candidat qu'il tenait à faire écarter. A cet égard, les circonstances le favorisèrent singulièrement.

Biot, on l'a déjà vu, était attaché de cœur au gouvernement des Bourbons : c'était ce que l'on appelait alors un royaliste. Fourier, ancien préfet de l'empire, maintenu par la Restauration, avait résisté fort mollement en 1815 au passage de Napoléon par Grenoble, et, pour sortir d'embarras, s'était tout simplement enfui un peu avant l'arrivée de l'empereur, en se faisant excuser près de lui de son départ précipité. Cette conduite n'avait pu le mettre en faveur lors de la seconde Restauration. Fourier était donc bonapartiste ; car on ne comptait alors que deux partis politiques.

Une autre opposition s'était encore manifestée tout récemment entre eux sur une matière d'érudition astronomique, et avait pris un caractère très-vif. Le zodiaque circulaire de Denderah, depuis longtemps l'objet de tant de discussions et de systèmes parmi les savants, avait été apporté en France. Biot, se faisant l'interprète du vœu public, sollicita et obtint, dans une audience particulière qui lui fut accordée par Louis XVIII, que ce monument unique, et auquel se rattachait des souvenirs de gloire nationale, fût acquis par le gouvernement français[1]. Profitant alors des facilités particulières que sa position lui donnait, il étudia le zodiaque dans tous ses détails, en compara les diverses parties par des mesures précises, y reconnut un système spécial de projection géométrique, et proposa enfin,

[1] Une commission choisie dans les Académies avait fixé le prix du monument à 150,000 fr. Le roi donna, sur sa cassette, la moitié de cette somme; le reste fut fourni par le ministère de l'intérieur. Le roi chargea M. Biot de signer l'acte d'acquisition au nom du gouvernement.

dans un mémoire lu à l'Académie des sciences le 15 juillet 1822, une interprétation nouvelle et purement astronomique des symboles figurés, sans prétendre assigner dans quel temps, à quelle occasion, ni pour quel but spécial, le temple et ses zodiaques avaient été construits. Biot établissait mathématiquement que le zodiaque circulaire de Denderah était un monument sur lequel les positions astronomiques précises sont exprimées, conformément aux règles d'une géométrie exacte, avec l'intention formelle de désigner spécialement certains phénomènes remarquables de l'année solaire et de la révolution diurne du ciel, tels qu'ils s'opéraient environ 700 ans avant l'ère chrétienne dans le lieu où le monument était placé [1]. Une telle opinion fit scandale parmi les philosophes habitués à jurer par Dupuis. En effet, d'après l'auteur de l'*Origine des cultes*, l'invention du zodiaque devait remonter à 15,000 ans avant l'ère chrétienne. La commission d'Égypte avait hautement adopté cette manière de voir. Cependant, Fourier, le savant le plus célèbre qui fît partie de cette commission, avait fini par se trouver embarrassé pour remplir une période aussi longue avec les événements historiques qu'aucune histoire ne lui fournissait; profitant d'une hypothèse suggérée par Dupuis lui-même, il abandonna l'idée de cette antiquité fabuleuse, et consentit à ne faire remonter la date du zodiaque qu'à vingt-cinq siècles avant l'ère chrétienne. Vouloir rajeunir davantage le monument était un acte d'impiété philosophique : le royaliste qui s'en rendit coupable, encore bien qu'il n'allât pas à la messe, ne pouvait être qu'un jésuite plus ou moins déguisé.

La candidature de Biot au secrétariat perpétuel, vint donc se heurter contre des passions politiques et philosophiques, habilement excitées. Son concurrent, d'ailleurs, s'il ne réunissait au même degré que lui toutes les qualités désirables pour la fonction à remplir, présentait assez de valeur pour que chacun pût justifier à ses propres yeux le suffrage qu'il lui accorderait. Fourier avait été élevé à la forte école des bénédictins, et quelque temps associé à cet ordre célèbre, sans cependant y avoir fait les vœux, il joignait, à un talent distingué de géomètre, des connaissances variées et une grande finesse d'esprit. La douceur de son commerce, l'élégance de sa conversation, la variété des événements et des hommes qu'il avait vus ou pratiqués, ornait fort agréablement sa personne et lui donnaient un véritable attrait. Fourier obtint 28 voix; Biot n'en recueillit que 10.

Cet échec fut particulièrement sensible à Biot. Il l'attribua à un

[1] Tous les résultats de ce beau travail ont été confirmés depuis. Il a été établi en outre que la construction du zodiaque ne remontait pas plus haut que le temps des Antonins.

manque de foi et de reconnaissance de la part d'Arago, et ne voulut plus désormais entretenir avec lui que les rapports indispensables de profession. Bientôt il prit en dégoût les assemblées où dominait l'influence de son rival, et ayant acquis en 1823 le domaine de Nointel près de Clermont, il s'y retira en quelque sorte, employant, pendant près de deux années, à des travaux et à des expériences agricoles, tout le temps que lui laissaient libre les fonctions de professeur et d'examinateur.

Cette jolie propriété rurale était un fragment de l'ancien marquisat de Nointel, dont la famille de Bourbon-Condé avait été dépouillée par les lois révolutionnaires. Aussi Biot, ne voulant pas participer, même indirectement, à une spoliation inique, avait stipulé que son acquisition ne deviendrait définitive, qu'autant qu'elle serait ratifiée par le duc de Bourbon, déjà rentré à cette époque dans la possession des grands bois qui dépendaient de l'ancienne terre de Nointel. Le prince donna cette ratification avec beaucoup de grâce, Biot alla le remercier en maison tierce, et le pria de vouloir bien mettre un prix à la ratification, afin qu'il fût bien établi que la vente lui agréait, et que le nouveau propriétaire pût se considérer comme tenant du prince lui-même le domaine de Nointel. Le duc de Bourbon consentit à ce que la transaction fût présidée par son conseil ; Biot paya une soulte de trois mille francs. Le lendemain, le prince revenant de la chasse envoya à son hôte deux quartiers de chevreuil avec un billet où il recommandait d'en faire passer un à *notre ami d'hier*. Il ajoutait cette phrase : « Quand je rencontre d'honnêtes gens, je suis toujours tenté de me croire leur ami, et même un peu leur parent. »

Le divorce de Biot avec les habitudes de la vie scientifique, qu'avait amené une crainte exagérée des agitations morales, devait heureusement avoir un terme. En 1824, le Bureau des longitudes le chargea d'une mission en Illyrie et aux îles Baléares : elle consistait à déterminer la longueur du pendule à secondes sur divers points du parallèle moyen, et à mesurer de nouveau le pendule et la latitude à l'extrémité australe de l'arc méridien d'Espagne. Biot partit à la fin de 1824. Il emmenait, en qualité d'assistant, son fils Edmond, qu'Arago avait refusé de recevoir comme élève astronome à l'Observatoire de Paris. Deux amis, heureux de jouir de sa société et de profiter des facilités assurées au voyage, avaient obtenu la permission de l'accompagner. Après avoir terminé ses opérations à Milan, Padoue et Fiume, Biot visita Rome et l'Italie méridionale; puis il établit sa station à Lipari, et parcourut la Sicile, avant de se rendre à Farmentera. Il eut le bonheur de retrouver d'anciens camarades et de renouer avec eux d'amicales relations; partout il recevait des marques d'affection, d'estime, de respect. Le pape Léon XII l'accueillit

avec une telle bienveillance, qu'encouragé par la bonté vraiment paternelle du saint-père, il osa demander quelques reliques du patron de l'église de Nointel. Peu de jours avant son départ pour Naples, le savant recevait, non-seulement un beau reliquaire pour la pauvre église de son village, mais encore un magnifique chapelet en cornaline portant la médaille commémorative renfermée sous la porte d'or de Saint-Paul. Ce dernier présent était offert à madame Biot. C'est en attendant l'audience de Sa Sainteté, que Biot eut au Vatican cette conversation sur Galilée, qui a fait la matière d'un piquant article dans le *Journal des Savants*.

Le compte rendu de la mission de 1824-1825 est détaillé dans deux mémoires lus à l'Académie des sciences, le 5 décembre 1827 et le 15 mai 1843. Le premier traite de la figure de la terre, obtenue par les mesures du pendule ; le second donne la latitude définitive de l'extrémité australe de l'arc méridien, telle qu'elle résulte de l'ensemble des observations faites à Formentera. Dans ce dernier mémoire, Biot fait connaître une nouvelle méthode pour observer le passage des étoiles à l'aide du cercle répétiteur, méthode si parfaite qu'elle lui a permis de déterminer la latitude aussi exactement qu'on aurait pu le faire avec de grands instruments fixes [1].

Les opérations terminées, Biot dut quitter Formentera : ce ne fut pas sans regret. Cette petite île lui rappelait les souvenirs de sa jeunesse enthousiaste et laborieuse; des fatigues courageusement supportées, des difficultés de tout genre heureusement vaincues, et son nom gravé d'une manière ineffaçable sur l'arc méridien. Quelques habitants du pays l'avaient encore reconnu malgré l'intervalle des temps et la gravité des événements politiques qui l'avaient rempli : leur bienveillant accueil témoignait de l'estime pour ses travaux et de l'attachement à sa personne. Il n'aurait pas voulu compromettre ces douces émotions au contact des agitations académiques, et, quoi-

[1] M. Airy, directeur de l'observatoire de Greenwich, écrivait à M. Biot, le 22 mai 1844, après avoir pris connaissance de son mémoire : « Here can be no « doubt of the great value of the method wich you are introduced... And, after the « account wich you have published, it vould be *on at of treason* in any astronomer « to observe a star under circunstances wich admit of oblique motion through the « field, in any other way than that wich you have used so succesfully. »

M. Arago, justement désireux de ne perdre aucun de ses titres scientifiques, ne revendiqua pas l'invention de la méthode, mais il déclara l'avoir employée, conjointement avec M. Mathieu, dans les observations ayant pour objet de déterminer la parallaxe de la 61e du Cygne. M. Biot a publié textuellement la note qu'il avait sollicitée de M. Arago à ce sujet, et ne l'a fait suivre d'aucun commentaire critique. Il était inutile pour les astronomes, et c'était à ce public, bien restreint, que M. Biot l'adressait alors. Que lui importait que d'autres ne vissent aucune différence entre des observations faites au cercle, avec des vis serrées ou avec des vis libres !

qu'il eût été nommé au retour astronome titulaire du Bureau des longitudes, il alla calculer et rédiger ses observations dans le calme de la retraite qu'il s'était ménagée.

L'honneur des fonctions publiques l'y attendait. Il fut nommé maire de Nointel, moins à l'avantage de son influence locale qu'au détriment de son repos. Biot, il l'a dit avec une modestie sincère, n'était pas propre à gouverner les hommes ; il éprouvait assez de peine à se gouverner lui-même. La recherche du bien prenait chez lui un caractère philosophique et absolu, qui ne tenait pas un compte suffisant du milieu où il fallait le faire naître, et des obstacles nombreux qui s'opposaient à son dévelopement. Il apportait là, comme en toutes choses, une ténacité inflexible, qui allait parfois jusqu'à la passion. Aussi n'est-il pas surprenant que le conseil municipal de Nointel ait profité du mouvement des esprits, produit par la révolution de juillet 1830, pour détrôner un maire dont les formules étaient trop générales et le caractère trop indépendant. On fit valoir auprès de la préfecture, que Biot réunissait le conseil municipal dans son cabinet, devant un buste de Charles X. En y regardant de plus près, on aurait facilement reconnu qu'il s'agissait d'un souverain dans la région paisible des intelligences : c'était un buste de Laplace. Mais le fait de dissidences au sein de l'administration locale n'était pas moins constant, et le préfet en fut suffisamment touché pour demander au maire sa démission. Biot refusa : il voulait une destitution. Malgré tous ses efforts il ne put l'obtenir. Le préfet accepta une démission qui n'était pas offerte, et nomma un nouveau maire.

D'autres soins étaient venus s'ajouter aux soucis de cette modeste magistrature. MM. Séguin frères projetaient alors de soumissionner la construction d'un chemin de fer entre Saint-Étienne et Lyon, pour remédier à l'insuffisance du canal de Givors à Rive-de-Gier ; ils avaient eu à ce sujet plusieurs conférences avec Brisson, membre influent du conseil général des ponts et chaussées, beau-frère de Biot et son ami le plus intime. Dans l'une d'elles, ils lui proposèrent d'associer à leurs travaux son neveu Édouard Biot, qui, malgré son instruction générale, ses aptitudes très-diverses et les services qu'il venait de rendre, n'avait pu encore s'ouvrir une carrière. Biot accepta avec empressement cette proposition qui lui semblait assurer un avenir honorable à son fils : il lui constitua une dot qui entra tout entière dans le capital social ; il s'inscrivit lui-même au nombre des actionnaires et fit souscrire sa famille et ses amis. La concession ayant été obtenue aux noms d'Édouard Biot, Séguin et Cie, J.-B. Biot entra dans le conseil d'administration de la compagnie, exécuta lui-même avec toute la perfection des méthodes astronomiques, le nivellement fondamental du chemin de fer, et prit une part active aux discussions,

parfois orageuses, que soulevait une entreprise aussi nouvelle pour les ingénieurs que pour les capitalistes.

Ces travaux, des études de physiologie végétale, la continuation des expériences sur la polarisation rotatoire à travers les liquides, les devoirs professionnels, la réimpression de quelques ouvrages d'enseignement, occupèrent presque exclusivement Biot pendant les dernières années de la Restauration. Cependant, comme il passait à Paris au moins la moitié de l'année, il s'était rapproché peu à peu du milieu scientifique, conservant un souvenir moins amer des déceptions qu'il y avait rencontrées. Les séances du Bureau des longitudes présentaient alors un singulier spectacle : on s'y serait cru dans une assemblée de théologiens. Laplace amenait sans cesse la discussion sur des matières religieuses : il exposait ses doutes, cherchant à les faire partager, et y mettait tant d'insistance qu'il semblait demander aux autres l'expression de ses sentiments personnels comme un moyen d'apaiser les agitations de son esprit. Ce géomètre illustre, qui avait scruté avec tant de soin et de bonheur les mystères de la nature physique, avait beaucoup moins réfléchi sur les mystères de la nature morale. Dieu, qu'il n'avait pas su lire dans les pages de la mécanique céleste, se voilait aux regards de son intelligence au déclin.

Comme diversion à ce douloureux spectacle et à ses travaux de tous les jours, Biot fréquentait quelques salons où l'aristocratie du talent allait de pair avec l'aristocratie de naissance. Il y portait ce qu'on appelait au dix-septième siècle les qualités d'un honnête homme, une parole variée, piquante, instructive, sans aucune nuance de pédantisme ; une dignité dans la tenue et le maintien qui donnait un nouveau prix aux formes aimables de sa conversation, enfin le rare talent de savoir se taire à propos. Il fuyait avec autant de soin les sujets purement scientifiques que d'autres, à sa place, auraient pu les rechercher, et il fut singulièrement puni un jour pour s'y être laissé entraîner. C'était dans les salons de madame la princesse de la Trémouille. Un gentilhomme, fort sûr de lui-même et satisfait sans doute de montrer l'étendue de ses connaissances, avança une hérésie sur les conditions diverses du diamètre apparent de la lune. Biot se crut obligé de faire connaître son opinion sur la matière, et il l'exposa avec une simplicité modeste. La discussion s'engagea. Pour y mettre un terme, l'interlocuteur, à bout d'arguments, renvoya d'un air triomphant son adversaire aux ouvrages du célèbre Biot :

— Consultez, lui dit-il, tel volume de son *Astronomie*.

Biot ne répondit plus rien ; et, quelques instants après, il quittait le salon. M. de la Trémouille s'en aperçut et dit au savant gentilhomme :

— Savez-vous, mon cher, avec qui vous venez de discuter ?

— Non.

— Eh bien, avec M. Biot lui-même.

On comprend que le souvenir de cette discussion dut augmenter sa réserve et le fortifier dans la pensée que les connaissances scientifiques n'étaient pas à la portée d'une attention vulgaire. Il partagea plus que jamais le sentiment d'Horace, son auteur latin favori :

Odi profanum vulgus et arceó.

Cette conscience des hauteurs du monde intellectuel lui a inspiré d'éloquentes paroles à la fin de son discours de réception à l'Académie française. S'adressant à la jeunesse studieuse : « Peut-être la « foule ignorera votre nom et ne saura pas que vous existez. Mais « vous serez connu, estimé, recherché d'un petit nombre d'hommes « éminents répartis par toute la surface du globe, vos émules, vos « pairs dans le sénat universel des intelligences ; eux seuls ayant le « droit de vous apprécier et de vous assigner un rang, un rang mé- « rité, dont ni l'influence d'un ministre, ni la volonté d'un prince, « ni le caprice populaire ne pourront vous faire descendre, comme « ils ne pourraient vous y élever, et qui vous demeurera tant que vous « serez fidèle à la science qui vous la donne. »

Biot avait constamment reçu des marques de considération et d'estime de la part du gouvernement de la Restauration : Louis XVIII le fit chevalier de Saint-Michel en 1821 et officier de la Légion d'honneur en 1823 ; madame Biot avait été au nombre des dames notables de la bourgeoisie désignées pour assister, à l'Hôtel de Ville, au banquet donné à l'occasion de la naissance du duc de Bordeaux. Des faveurs plus éminentes auraient encore été accordées au savant, s'il n'avait mis à fuir la notoriété politique autant d'empressement que d'autres mettent à la rechercher. Aussi la révolution de 1830 l'émut-elle douloureusement. Elle froissait sa sympathique reconnaissance, en même temps qu'elle lui faisait craindre les agitations de la rue et le retour des sanglants excès qui avaient attristé sa jeunesse. L'un des premiers actes du nouveau gouvernement, dans le domaine de la science, fut de retirer à Biot la place d'examinateur aux écoles militaires de Saint-Cyr et de la Flèche, tandis qu'il maintenait Arago dans ses fonctions à l'École de Metz. Cette exclusion, motivée par des sentiments qui ne relèvent que de la conscience et non par des actes d'opposition, rendit Biot moins que jamais favorable à la dynastie nouvelle. Il n'eut pas à déserter les salons du Palais-Royal qu'il n'avait jamais fréquentés, mais, ne trouvant plus dans les salons particuliers le même charme qui l'attirait autrefois, il s'éloigna de ces réunions que la politique divisait ou occupait presque exclusivement et ne chercha désormais d'autre diversion à ses travaux intellectuels

que dans les conversations intimes, les soins de la culture de sa propriété rurale, la chasse et l'exercice de la natation où il excellait. Sa vie se régla d'une manière toute nouvelle : il se couchait habituellement vers neuf heures ; étant toujours levé à cinq heures du matin, il s'assurait de longues journées et savait les bien employer.

Cependant la propriété de Nointel avait perdu de ses attraits pour Biot le jour où des froissements étaient nés sous son contact administratif ; elle en perdit encore davantage lorsque les terres furent mises en si parfait état de culture que le goût du propriétaire pour les améliorations ne trouvait plus à s'exercer. D'un autre côté, les motifs qui l'avaient porté à quitter Paris n'existaient plus : il reconnaissait que les fonctions de secrétaire perpétuel de l'Académie des sciences auraient absorbé la majeure partie de son temps, qu'il n'aurait pu mener à fin ses belles recherches sur la polarisation rotatoire dans les liquides, et attacher ainsi son nom d'une manière durable à cette partie de la physique expérimentale. Ces considérations avaient à peu près fait disparaître les impressions produites par l'échec de 1822 ; et la nomination d'Arago, en remplacement de Fourier, ne les avait pas fait revivre : Biot, alors, n'était plus candidat. Il vendit donc en 1839 le domaine de Nointel, acheta une ferme aux environs de Chartres et vint reprendre à Paris, qu'il ne devait plus quitter, les anciennes habitudes de sa vie scientifique. Une circonstance contribua à donner aux relations qu'il renouait une aisance et un agrément qu'elles avaient depuis longtemps perdus.

En 1840, sa petite-fille, la fille de sa fille, avait épousé un ingénieur des ponts et chaussées, qui était attaché au service des eaux de la ville de Paris, et se trouvait, par ses fonctions mêmes, en rapports assez fréquents avec Arago, membre du conseil municipal, président naturel des commissions qui avaient quelque attache scientifique. Cet ingénieur, élève d'Arago à l'École polytechnique, avait toujours été traité avec beaucoup de bienveillance par son ancien professeur, et n'eut rien tant à cœur que de rapprocher deux savants auxquels il portait un égal respect, sinon la même affection. Ses efforts furent couronnés de succès, et il eut le bonheur de voir réunis de nouveau, dans la modeste salle à manger du Collége de France, M. et madame Biot, MM. de Humboldt et Arago. Dès la première réunion, tous les souvenirs de jeunesse s'étaient ravivés : chacun chercha à se rendre aimable, et chacun y parvint. Cette fois, la glace était définitivement rompue, et aucun nuage sérieux ne devait plus s'interposer entre les savants réconciliés. Plus tard, lorsque la maladie qui devait l'emporter, retint Arago à l'Observatoire, Biot ne manqua pas de l'aller visiter. Ayant su que sa conversation avait seule le pouvoir d'intéresser et de distraire l'illustre malade, il rendit ses visites quotidiennes et

fut ainsi la dernière personne qu'Arago ait entretenue, ne l'ayant quitté qu'un quart d'heure avant sa mort[1].

Le retour de Biot à Paris a été marqué par une recrudescence de travail et par une fécondité de productions qui ont fait de sa vieillesse un véritable phénomène intellectuel. Pendant les vingt-deux dernières années de sa vie, Biot a publié une troisième édition, en cinq volumes, de son *Traité d'astronomie physique*, ses *Mélanges scientifiques et littéraires*, en trois volumes; des Études sur l'astronomie moderne, et un *Précis de l'histoire de l'astronomie chinoise;* 11 Mémoires dans la collection de l'Académie des sciences, 14 dans les *Annales de chimie et de physique*, 5 dans la *Connaissance des temps*, et 113 articles dans le *Journal des savants*. Élu membre libre de l'Académie des inscriptions et belles-lettres, en 1841, il fut très-assidu à ses séances, et s'intéressa même à des travaux qui lui avaient été jusque-là fort étrangers. C'est ainsi qu'il rendit compte de l'*Histoire du bouddhisme*, par Eugène Burnouf, et des *Études sur la condition de la classe agricole et de l'agriculture en Normandie, au moyen âge*, par M. Léopold Delisle. Il prenait, en outre, la part la plus active aux discussions de l'Académie des sciences, et se trouvait en quelque sorte, dans cette assemblée, le rapporteur perpétuel des travaux de MM. de Sénarmont, Pasteur, Berthelot, etc., qui marchaient à grands pas dans cette voie de l'optique chimique qu'il

[1] L'histoire des relations de M. Biot et de M. Arago est sans doute un peu longue. Mais on a dit qu'elle serait à faire; et j'ai été provoqué à l'écrire, possédant à peu près seul aujourd'hui la tradition complète et les pièces à l'appui. J'ai pensé qu'une exposition simple, sincère, respectueuse, autant que possible, pour la mémoire de deux savants illustres qui savaient se comprendre et s'apprécier, lors même qu'ils ne s'aimaient plus, serait la meilleure manière de rectifier les jugements inexacts portés par des écrivains distingués sur la prétendue opposition de leurs natures d'esprit et de tempérament. Les hommes qui n'ont pas entendu M. Biot professer dans le grand amphithéâtre de physique de la Sorbonne, y captiver, sous le charme de sa parole et l'éclat de ses expériences, un auditoire nombreux et turbulent ailleurs, qui ne l'ont connu que dans sa vieillesse, et ne l'ont pas même alors pratiqué dans l'intimité, ne peuvent se représenter l'ardeur, la fougue de sa jeunesse, et la puissance de son âge mûr. M. Biot et M. Arago ne furent ni physiquement ni moralement des antithèses.

J'ai insisté sur la douceur de leurs dernières relations, parce qu'elle les honore tous deux, et aussi, le dirai-je, à cause de la vive satisfaction que j'en ai ressentie. M. Biot, se sachant attaqué en quelques endroits des œuvres posthumes de M. Arago, s'est constamment refusé à les lire. Il fuyait une querelle sur un tombeau, et ne voulait pas même laisser pénétrer dans son cœur des sentiments amers à l'égard de l'ami de sa jeunesse, et du collègue dont il avait cherché à adoucir les derniers moments. Il s'est borné à exprimer le regret que la famille de M. Arago n'eût pas dirigé elle-même la publication, persuadé qu'elle n'eût pas laissé subsister une anecdote ridicule sur l'intérieur de Laplace, que M. Arago et lui devaient respecter à tant de titres.

avait depuis longtemps ouverte. Sa force de conception, son talent d'exposition, la finesse et la pénétration de son esprit philosophique, s'exerçaient sur les matières les plus variées comme sur les sujets les plus élevés de l'érudition et de la science. Parmi les travaux de cette dernière période de sa vie, on doit citer, d'une manière toute spéciale, le *Résumé de chronologie astronomique*, les Mémoires sur les réfractions, les Études sur l'astronomie planétaire, écrites à l'occasion de la découverte de la planète Neptune par M. Le Verrier, l'analyse du procès de Galilée, et la série des articles sur Newton.

Biot professait la plus grande admiration pour ce grand génie, qu'il s'est appliqué toute sa vie à étudier et à faire comprendre. En 1836, il révélait à l'Angleterre elle-même les idées théoriques, entièrement ignorées, qui avaient conduit Newton à calculer la *Table des réfractions atmosphériques*, publiée par Halley, en 1721. C'est dans la correspondance entre Newton et Flamsteed, éditée en 1835 par le docteur Bayly, qu'il en avait découvert le germe. Dès 1822, il avait consacré à Newton, dans la *Biographie universelle*, de Michaud, un article étendu, fort apprécié par le monde savant, et qui avait fait en Angleterre une sensation toute particulière[1]. Mais s'il professait la plus haute estime pour les travaux du géomètre et du physicien, il ne cherchait pas à dissimuler les faiblesses du caractère de l'homme, les erreurs de l'historien et les passions du sectaire. Sur quelques-uns de ces points, il fut contredit par le docteur Brewster. Ce dernier savant publia lui-même, en 1831, une Vie de Newton, et, en 1835, des Mémoires sur la vie et les écrits de Newton. Déjà des différends étrangers à ces questions, et beaucoup plus personnels, s'étaient élevés entre le docteur Brewster et Biot, et avaient amené l'échange d'une longue et vive correspondance. Le souvenir de ces anciennes querelles, qui avaient fait succéder entre eux une extrême froideur à des rapports bienveillants et amicaux, et l'amertume des nouvelles attaques, donnèrent à la plume dont Biot se servit pour rendre compte de ces deux ouvrages, une pointe aiguë et mordante qui perce sous l'ironie courtoise de la forme littéraire. Bien que Biot eût pour habitude de relire les *Provinciales* avant de se livrer à une polémique un peu vive, il ne s'en était jamais inspiré à ce degré de verdeur. Sir David Brewster fut blessé, et saisit plus tard l'occasion du travail de Biot, intitulé *la Vérité sur le procès de Galilée*, pour épancher, dans la *Revue britannique*, son indignation protestante et

[1] Le tirage à part de cet article fut promptement épuisé. Un Anglais de distinction, s'étant présenté chez le libraire pour en avoir un exemplaire, apprit qu'on ne pouvait plus le détacher du volume. Il paya donc le volume, et, au grand étonnement du libraire, il le lacéra sur le comptoir pour en retirer les soixante pages qui seules l'intéressaient.

méthodique contre les *Romish superstitions*. Cette protestation dithyrambique ne réussit pas à émouvoir Biot; son esprit était trop fortement occupé ailleurs, et rien, en général, ne le laissait plus froid qu'un enthousiasme calculé, vague et déclamatoire.

Biot aurait désiré trouver chez les autres cette indépendance vraiment philosophique, cet amour impartial de la vérité, qu'il portait dans l'appréciation des écrits et des caractères. Que de mécomptes ! Il en citait volontiers un exemple dans les conversations du coin du feu. En lisant une correspondance inédite de Voltaire, qui venait d'être imprimée, il avait été frappé d'un passage assez irrévencieux à l'adresse du peuple qui allait devenir souverain. Le seigneur de Ferney, tout troublé d'une émeute qui avait eu lieu dans son voisinage, écrivait à un de ses amis : « Ce sont des bœufs aux« quels il faut un joug, un aiguillon et du foin. » Biot fit remarquer cette phrase à un critique éminent qui se disposait à rendre compte de la publication. Celui-ci s'excusa sur l'impossibilité où il se trouvait de mettre en lumière un pareil aphorisme. Sa liberté de penser ne s'étendait pas à la liberté d'écrire ; il avait un public à ménager.

Biot ne connut jamais ces ménagements. C'est peut-être par la franchise de son retour à la religion qu'il a donné la plus grande preuve de la fermeté de son caractère. Son esprit, qui n'a guère décliné, était alors dans toute sa vigueur, et son corps même portait encore légèrement le poids des années. Élevé chrétiennement dans sa jeunesse, il avait bientôt perdu les habitudes religieuses au milieu des convulsions sociales et des agitations de la jeunesse ; la foi s'était éteinte peu à peu dans son cœur. Cependant le souvenir de sa première communion était resté assez doux et assez puissant pour qu'il éprouvât, longtemps après, un véritable chagrin en voyant transformer en théâtre l'église de Saint-Benoît, où il avait accompli ce grand acte religieux. Jamais il n'adopta les doctrines matérialistes de savants célèbres avec lesquels il avait vécu très-intimement. Il était resté déiste, un peu à la manière de Voltaire et de Rousseau, mais sans haine, sans parti pris contre la religion chrétienne, peu révérencieux pour ses pratiques et ses dogmes, mais respectueux pour ses monuments, et tolérant pour ses fidèles. Les conversations sur des matières religieuses, incessamment provoquées par Laplace dans le sein du Bureau des longitudes, avaient ramené son attention sur des questions qui, depuis longtemps, ne l'occupaient plus. L'utile influence de la morale chrétienne sur des parents et des amis qui lui étaient chers, lui apparaissait comme un fait incontestable, et il en arrivait à penser qu'il serait heureux lui-même de trouver dans la foi la fin de ses doutes. Ce sentiment se manifesta d'une manière

assez extraordinaire, en 1840, à l'évêché de Chartres. Biot, accompagné de son petit-gendre, avait passé la soirée chez Mgr Clausel de Montals, avec qui il était extrêmement lié depuis de longues années. En quittant le salon de l'évêque, il rencontre un des grands vicaires, l'abbé Sureau, l'arrête, et lui dit, en montrant l'index de sa main droite : « Monsieur l'abbé, je donnerais ce doigt pour croire ce que « vous croyez. » Un pareil vœu ne pouvait manquer d'être entendu. Aussi, cinq ans plus tard, en 1846, au moment où son petit-fils allait abandonner la carrière des sciences profanes pour entrer au séminaire de Saint-Sulpice, Biot épanchait les secrets de sa conscience dans le cœur de ce digne abbé Sureau. A partir de ce jour, Biot fut chrétien catholique d'acte, de cœur, de pensée, sans ostentation, sans dissimulation, avec simplicité et dignité. Il ne goûtait pas les voies extraordinaires : la direction du curé de sa paroisse lui suffisait. Si plus tard il contracta une liaison très-intime avec le R. P. de Ravignan, de vénérable mémoire, ce fut en quelque sorte fortuitement.

L'illustre religieux était venu un jour remercier Biot, au nom de son ordre, d'un service que le savant avait eu l'occasion de rendre à un jésuite qui partait pour les missions de la Chine. Biot avait été frappé de la distinction des manières du P. de Ravignan, et charmé de l'aménité de caractère que reflétait sa conversation ; cependant il n'avait pas continué à le voir. Ce fut seulement en 1852, après avoir perdu, à moins de deux ans d'intervalle, son fils Édouard et la compagne fidèle de sa vie, que, sous le poids d'une vive douleur, il s'achemina vers la modeste cellule de la rue de Sèvres. Il a rendu compte de cette visite, dans une lettre adressée à sa fille peu de jours après la mort de son digne ami. « Je suis fort touché de la part que tu « prends à mes regrets. J'ai, en effet, perdu un ami très-tendre, qui « me portait une vive affection, et auquel j'étais profondément atta- « ché. Ma liaison avec lui a commencé il y a six ans, peu de mois « après la mort de ta mère. Me voyant alors seul, séparé de tous « ceux dont l'intimité aurait pu adoucir mes vieux jours [1], mon iso- « lement me rendait insupportable à moi-même. J'étais allé le trou- « ver sans presque le connaître, comme l'*Innominato*, dans le roman « de Manzoni, va trouver F. Borromée. Ma tristesse l'avait touché. « Il m'avait soutenu, consolé, et s'était pris pour moi d'un attache- « ment que ma reconnaissance partageait. Le temps avait fortifié ce « sentiment mutuel, dont il m'a donné les marques les plus tendres

[1] Son petit-gendre, sa petite-fille et ses arrière-petits-enfants ne purent revenir habiter Paris qu'à la fin de 1854. Son gendre, sa fille, et son petit-fils, demeuraient dans le département de l'Oise.

« jusqu'aux derniers moments de sa vie. Il m'avait promis de venir « m'assister à toute heure du jour et de la nuit. Mais Dieu l'a rap- « pelé à lui plutôt que nous ne l'avions prévu, l'enlevant ainsi à une « lourde somme d'infirmités douloureuses qu'il supportait avec une « angélique patience. J'espère que son affection ne m'a pas aban- « donné, et qu'il prie pour moi dans le ciel. »

Le sentiment religieux fut sans doute le principal appui de Biot dans les épreuves qu'eut à supporter sa vieillesse; mais l'énergie de son caractère le soutint aussi. Persuadé que l'esprit doit dominer le corps qu'il anime, il ne se laissa pas affaisser, et chercha dans le travail une distraction à ses tristes pensées. Grâce à l'assistance de M. Stanislas Julien, et à un opiniâtre labeur personnel, il mena à bonne fin l'impression du *Tcheou-li*, que la mort de son fils avait laissée inachevée; avec le concours de son petit-gendre, il termina la troisième édition de son *Traité d'astronomie physique*, et publia une réimpression du *Commercium epistolicum*. Ces devoirs remplis, ces dettes payées, il se regarda comme libre désormais de diriger ses travaux et de concentrer ses recherches sur les matières qui lui offraient successivement le plus d'attraits. C'est à cette dernière époque de sa vie que les qualités éminentes de son style, la clarté, la netteté, l'élégance, la pureté, la délicatesse et la finesse de touche, atteignirent leur plus grand degré de perfection.

L'Académie française avait songé plusieurs fois à se l'associer, mais Biot avait toujours reculé devant cet honneur qui lui semblait périlleux. Touché des nouvelles instances qui lui furent faites au commencement de 1856, et trouvant un grand charme dans les réunions particulières de cette illustre assemblée, il accepta la candidature pour le fauteuil laissé vacant par la mort de M. de Lacretelle. Son élection eut lieu au premier tour de scrutin. Il en éprouva une véritable satisfaction. Tous ses soins se portèrent alors sur la rédaction de son discours de réception, tant il avait à cœur de justifier le choix de l'Académie. Malheureusement, la plus grande partie de cette œuvre littéraire fut perdue pour l'auditoire : la voix de l'orateur n'était plus à la hauteur de son courage. Biot avait quatre-vingt-trois ans. La présidence de M. Guizot, ancien ami du récipiendaire, donnait à la séance un intérêt de curiosité.

Dans la sphère plus modeste où il vivait, Biot n'avait été que légèrement atteint par cette catastrophe. La chute de la maison d'Orléans le touchait d'autant moins qu'il avait toujours ressenti un grand éloignement pour le gouvernement issu de la révolution de juillet, et n'avait pas voulu répondre à quelques prévenances dont il avait été l'objet. Toutefois, l'esprit révolutionnaire et socialiste qui se manifestait si hautement, l'inquiéta sérieusement : il redoutait

pour son pays la brutalité des convoitises et des passions mauvaises, si imprudemment excitées. Arago, sous ce rapport, pensait exactement comme Biot. Son passage au ministère de la marine lui semblait une expiation plutôt qu'un triomphe, et il ne dissimula pas ses craintes à une députation des membres du club de l'Union polytechnique, qui était venue lui rendre visite, sous la conduite de son président, M. de Tracy. Ce club, composé d'hommes à opinions largement libérales, était déjà considéré comme réactionnaire!

L'insurrection de juin 1848, l'une des plus formidables de celles qui ensanglantent les annales de l'histoire moderne, trouva Biot au Collége de France, au sein même d'un quartier dont elle était maîtresse. Elle ne le surprit ni ne le fit faiblir : il avait le courage personnel d'un vieux soldat. Son ascendant moral suffit pour protéger l'établissement national contre les entreprises des insurgés qui prétendaient y trouver de la poudre. La République ne lui répugnait pas plus que toute autre forme de gouvernement, mais il la voulait honnête et modérée, deux qualités dont ses plus ardents promoteurs tenaient médiocrement à la parer. Il vota pour la présidence en faveur du général Cavaignac, qui avait donné des gages au parti de l'ordre, et lui semblait de force à lutter contre de malheureux souvenirs. Plus tard, il votait pour l'empire, quoique l'ancien régime impérial n'eût jamais obtenu ses sympathies. Ce vote d'une raison froide ne pouvait le conduire à l'oubli des engagements de sa vie passée; aussi a-t-il toujours décliné les avances qui avaient pour objet de lui faire acquérir une haute dignité politique. Mais, ce refus n'étant pas un acte d'opposition au gouvernement impérial, il ne s'interdit pas d'user, dans des intérêts scientifiques, du crédit attaché à son nom. C'est ainsi qu'il sollicita et obtint le rappel de Cauchy à la chaire de la Sorbonne, sans que le gouvernement exigeât de l'illustre géomètre un serment que l'honneur lui défendait de prêter. Biot fut plus touché de cette générosité de l'empereur que si elle avait eu lui-même pour objet, et il le témoigna, d'une manière noble et délicate, dans la notice biographique qu'il a consacrée à Cauchy.

Si Biot respectait et aimait à voir respecter la fidélité aux opinions consciencieuses, il n'amnistiait pas aussi volontiers les actes fâcheux auxquels avait conduit la faiblesse ou la passion politique : sa répulsion se manifestait alors avec énergie, et quelquefois sous une forme un peu rude. Le prince de Canino en fit l'épreuve en 1850. Ce fils du prince Lucien Bonaparte s'était occupé d'histoire naturelle avec un certain succès ; il était membre correspondant de l'Académie des sciences, et aspirait à être nommé membre titulaire. Il vint au Collége de France solliciter la voix de Biot. — « Mais, lui dit celui-ci, « pour être membre titulaire de l'Académie des sciences, il faut être

« Français, et vous ne l'êtes pas. — Pardon, répondit le prince, « je suis né à Paris, rue Saint-Honoré. — Vous n'êtes pas Fran- « çais, vous dis-je, car vous avez fait tirer à Rome contre nos sol- « dats. » Le prince interdit balbutia des excuses sur les difficultés de la situation : il lui avait fallu choisir entre une position politique élevée et l'exil ; il convenait qu'il était allé trop loin ; son alliance avec le parti révolutionnaire était commandée par l'intérêt de sa nombreuse famille. Biot, indigné, se leva : — « Assez, assez, mon- « sieur : entre vous et nous il y a le sang de Rossi. » Le candidat se retira tellement étourdi du coup, qu'il n'osa se présenter chez les deux confrères de Biot, qui demeuraient sur le même palier que lui.

Les distinctions honorifiques dont Biot a été l'objet, les titres littéraires ou scientifiques qu'il a obtenus, les ouvrages et articles qu'il a composés, ont été énumérés, en 1862, dans les *Nouvelles annales de mathématiques*, 2e série, tome Ier. C'est là que doivent les chercher les savants désireux de connaître tous les détails d'une carrière aussi longue et aussi remplie. Quant au jugement à porter sur la valeur de ses œuvres intellectuelles, sur le rang que leur auteur doit occuper dans la science, il l'a réservé lui-même à *ses pairs dans le sénat universel des intelligences*, l'acceptant à l'avance, et peu soucieux de tout autre. La médaille de G. Copley, que lui conféra en 1840 la Société royale de Londres, l'assentiment de quelques célèbres orientalistes à ses idées sur l'astronomie indienne et sur l'astronomie chinoise, le flattèrent infiniment plus que ne l'aurait fait un siége à l'Assemblée constituante. Biot était partisan du suffrage restreint.

Quelques semaines avant sa mort, Biot faisait à l'Académie des inscriptions et belles-lettres une communication verbale, à l'occasion de travaux d'astronomie ancienne qui l'occupèrent dans ses dernières années, on peut dire dans ses derniers moments, car il ne put en achever la rédaction. Ces années, attristées par la maladie de sa petite-fille, qui devait à peine lui survivre, furent d'ailleurs aussi douces et aussi paisibles qu'il est donné à l'homme de les passer sur la terre. Il avait obtenu de Dieu la grâce qu'il lui demandait souvent, *de ne pas s'en aller en détail*. La plénitude de l'intelligence, la faculté du travail et la liberté des membres ne lui firent pas défaut ; et, lorsque la violence d'une affection catarrhale, subitement déclarée, lui fit voir que sa fin était proche, il prépara son départ avec la tranquillité du sage et la foi ferme du chrétien. Il s'éteignit le 3 février 1862, âgé de 87 ans 9 mois et 13 jours.

F. LEFORT.

MÉLANGES

LE DUC DE LUYNES

La mort du duc de Luynes est venue douloureusement nous surprendre. Ce malheur inattendu, les circonstances qui l'ont entouré, ont produit une impression profonde. Tous, sans distinction de parti ou d'opinion, ont été d'accord pour rendre hommage à cette fin touchante, acte de foi et de dévouement qui couronne une vie bien remplie. Ce noble vieillard, héritier d'un nom historique, le plus grand propriétaire de France, membre de l'Institut, brisé par les chagrins domestiques plus encore que par l'âge, employant le reste de ses forces à soigner les blessés d'un champ de bataille et mourant des suites de ses fatigues, quel spectacle et quel exemple ! Notre émotion a été grande, et on nous pardonnera de l'exprimer ici ; admis dans l'intimité du duc de Luynes, honoré de sa bienveillante affection, nous avons ressenti au fond du cœur le coup qui frappait une noble famille dans son chef vénéré, le pays entier dans une de ses plus pures illustrations. Le temps nous manque pour apprécier comme elle mérite une vie qui appartient aux lettres et aux arts, à la politique et à l'érudition. Notre intention n'est pas de la raconter : nous voulons seulement, en quelques lignes trop rapides, rendre un dernier hommage à celui qui n'est plus.

On a dit d'Honoré d'Albert, duc de Luynes, qu'il était le dernier des grands seigneurs français : l'ensemble des conditions accidentelles ou personnelles qui font le grand seigneur devient, en effet, chaque jour plus difficile à réunir. Un grand nom, une grande fortune, l'appréciation juste des devoirs que ces avantages imposent et les facultés nécessaires pour les bien remplir : — le goût des grandes et belles choses ; l'influence territoriale et l'autorité scientifique ; le sentiment raffiné des arts et la pratique de l'érudition ; une répulsion instinctive pour tout ce qui était faux et de mauvais aloi, — le duc

de Luynes avait tout cela ; il avait, de plus, le sentiment des choses de son temps. Homme d'ancien régime par la situation et les traditions de famille, il avait accepté les conditions de la société moderne et ses transformations nécessaires. Il avait compris qu'aujourd'hui plus que jamais, la loi du travail s'impose à tous. Il la pratiquait avec ardeur et persévérance, ajoutant à l'éclat de son nom par l'accroissement de sa valeur personnelle, l'importance de ses travaux, le soin qu'il mettait à ne rester étranger à aucune des questions qui intéressaient le pays, son histoire, le progrès de ses arts et de son industrie.

Éloigné de toute carrière publique par goût autant que par un profond sentiment de tout ce que sa maison devait à la famille Royale, il n'en vivait pas moins de la vie nationale, et son action, circonscrite dans le champ de l'initiative privée, n'en a été ni moins grande ni moins féconde. Partout où il a exercé cette initiative, dans les arts comme dans les sciences, à l'Institut comme dans les assemblées politiques, il a conquis sa place, sans rien perdre de sa dignité personnelle, sans rien ajouter à l'opinion modeste qu'il avait de lui-même.

C'est à Dampierre surtout qu'il fallait le suivre, dans cette royale demeure qu'il avait peuplée de chefs-d'œuvre, au milieu de ce pays qu'il avait transformé par ses bienfaits. Trésors d'art et de science, statues et tableaux de nos plus grands maîtres, collections minéralogiques et naturelles, bibliothèque immense, il avait tout accumulé dans ce beau lieu ; mais il était l'âme de ces richesses, il en faisait les honneurs avec une bonne grâce et une modestie qui rehaussaient le prix de ses savantes explications, s'effaçant le plus souvent derrière les collaborateurs dont il avait guidé les recherches ou les artistes dont il avait inspiré le talent, sans paraître s'apercevoir de l'unité qu'il avait donnée à ce bel ensemble et du cachet personnel qu'il lui avait imprimé. C'est là qu'il a passé de long jourss, partageant son temps entre ses chères études et les devoirs du grand propriétaire, affable sans banalité, généreux sans ostentation, sachant allier la simplicité des goûts au gouvernement de la vie la plus large, mais la moins fastueuse.

C'est là que deux fois le suffrage populaire est venu le chercher pour l'envoyer siéger dans nos assemblées parlementaires. Comme tant d'autres, il n'a touché à la politique active que pendant le court intervalle qui sépare deux révolutions, dont l'une appelait tous les dévouements sur le terrain neutre et libre de la constitution républicaine, dont l'autre fermait aux esprits indépendants une carrière à peine entr'ouverte. Pendant ces quatre années, il sut se concilier l'estime de tous les côtés de la Chambre : indépendant par nature et par situation, libéral par raisonnement, honnête jusqu'au scrupule, mais plus habitué aux spéculations théoriques qu'au gouvernement pratique des hommes, il n'aimait ni à se ranger sous la discipline d'un parti, ni à soumettre son opinion à une autre autorité que celle de sa conscience, ni à suivre les combinaisons nécessaires de la politique jour-

nalière et militante. Aussi prit-il moins part aux luttes intérieures des assemblées qu'aux travaux parlementaires auxquels ses études spéciales l'avaient préparé et qui intéressaient les arts et l'industrie du pays.

La science, en effet, fut son goût dominant; les recherches scientifiques, son occupation favorite.

Il y excellait par la sûreté et la prudence de ses appréciations, les prodigieuses ressources de sa mémoire, et par-dessus tout par son excessive sincérité. Avide de vérité, il la cherchait avec ardeur et de préférence dans les chemins difficiles des régions encore inconnues. L'Orient surtout l'attirait: les nombreux problèmes que soulèvent son histoire, ses antiquités, sa mythologie, excitaient son esprit curieux et pénétrant : préparé par une connaissance approfondie de l'antiquité classique et de ses arts, par l'étude des langues sémitiques, il aborda ces problèmes du côté qui convenait le mieux à ses aptitudes, par l'étude des monuments. L'archéologie avait pour lui ce grand attrait que tout en utilisant ses connaissances spéciales et son goût pour l'érudition, elle ne l'éloignait pas de l'art et le laissait vivre dans un commerce journalier avec les œuvres des artistes de l'antiquité. C'était l'époque où l'Égypte livrait à Champollion et à ses disciples le secret de ses mystères, où Botta révélait l'Assyrie, où l'Orient tout entier était sollicité par les efforts de toute une génération de savants; il prit une part importante dans ce renouvellement des études orientales, et quels que soient les progrès que ses successeurs pourront accomplir, sa place n'en restera pas moins marquée à l'origine des questions principales. C'est pour en aider la solution qu'il avait entrepris la formation de cette admirable collection d'antiquités, mine inépuisable que, par amour de la science, il a voulu laisser pour toujours à la disposition des chercheurs de l'avenir, en la donnant de son vivant à l'un de nos établissements publics. Non content de réunir les monuments, il savait les décrire et les commenter : par ses soins, des savants distingués exploraient des terres inconnues, publiaient d'importants travaux dans toutes les branches de la science ; — des artistes de premier ordre traduisaient sur la toile, le marbre ou les matières précieuses les spéculations de l'archéologie ; — lui-même se mettait à l'œuvre : il se faisait voyageur, chimiste, potier, forgeron pour mieux surprendre les secrets des arts perdus ou les secrets de la nature.

Dans cette lutte ardente avec l'inconnu, il n'apporta qu'une passion : celle de la science ; il n'eut qu'un but : la recherche sincère et désintéressée de la vérité. Quand la direction de ses études l'eut amené en face des grands problèmes des origines religieuses et historiques, il les aborda dans le même esprit. Aux prises avec les mystères, il ne put échapper à l'épreuve qui attend tout homme qui mord au fruit de l'arbre de science, surtout si son esprit est plus enclin à l'analyse patiente et aux déductions mathématiques qu'aux spéculations de la métaphysique. Il rencontra ces angoisses intimes, ces combats de la raison et de la foi qui sont l'honneur des

convictions fortes et sincères, l'écueil des âmes faibles. Il lutta avec énergie et sincérité ; mais ce Dieu, qu'il cherchait dans ses veilles laborieuses, par l'intelligence et le travail, il le trouva par le cœur et par la charité.

On peut dire de sa vie entière qu'elle fut un long acte de charité. Dieu seul a le secret de cette munificence du chrétien et du gentilhomme qui savait atteindre toutes les situations, d'une main délicate et respectueuse : aussi bien les efforts obscurs de l'artiste inconnu, que les épreuves des plus hautes infortunes. Sa dernière action est le résumé de toute sa vie. Conduit à Rome par le désir de s'associer à une noble cause noblement défendue, il ne lui suffit pas d'avoir ouvert sa bourse, comme il savait l'ouvrir, il veut payer de sa personne et va se joindre aux généreux jeunes gens qui, dans cette armée improvisée, ont improvisé le service des ambulances. Ni l'âge ni les infirmités ne l'arrêtent : il se rend sur le champ de bataille, soignant les blessés de ses mains ; l'un d'eux souffre du froid, il le couvre de son manteau; épuisé de fatigue, il rentre à Rome, où l'attendaient la maladie et la mort. Il succombe en affirmant sa foi, sans ostentation comme sans faiblesse, et rend à Dieu une âme qui n'avait jamais été séparée de lui, puisqu'elle avait toujours gardé la pratique de la charité, le culte du devoir, de la vérité et de l'honneur.

M. de Vogué.

DEUX INJUSTICES DE M. DURUY

LETTRE A S. G. Mgr L'ÉVÊQUE D'ORLÉANS

Monseigneur,

Tout a été dit, par Vous d'abord et ensuite par vos vénérés Collègues dans leurs décisives adhésions, tout a été dit sur le péril, sur la témérité, et permettez-moi d'ajouter sur le ridicule des entreprises dirigées contre l'éducation chrétienne des Filles de notre pays.

Une fois de plus, à votre cri d'alarme, la vigilance de l'épiscopat aura rendu à la Religion, à la morale et au bon sens un de ces services que ne saurait assez payer la gratitude des honnêtes gens et des chrétiens.

Devant la conscience catholique, c'en est fait des plans de M. le ministre de l'instruction publique. Ils sont jugés.

Oserais-je toutefois, Monseigneur, à titre de simple « laïque » — le mot et la chose sont assez à la mode — appeler l'attention de Votre Grandeur sur deux graves injustices — je me sers à dessein des termes les plus adoucis, — qui ressortent de l'étrange projet de M. Duruy, et qui nous bles-

sent, nous autres gens du monde, pères de famille et Français incorrigibles, dans ce qu'ont de plus vif nos sentiments d'amour-propre national, de patriotisme jaloux et même de pure humanité ?

Les voici ; daignez les apprécier, Monseigneur.

I

La première de ces injustices ne va ni plus ni moins qu'à l'adresse de toutes les femmes de ce temps, filles, sœurs, épouses et mères. Elle a quelque chose de si violent au fond et de si choquant dans la forme, qu'assurément M. le ministre n'en aura pas mesuré la portée. Elle lui sera échappée dans l'étourdissement que doit causer à ses oreilles et à son esprit le bruit qu'il fait avec son assourdissante agitation. Autrement, et à défaut de la vérité, j'aime à croire que le savoir-vivre, la courtoisie, la politesse seule l'auraient retenu.

Comment ! au déclin du dix-neuvième siècle dont il fait chanter les louanges un peu prématurées par tous les futurs bacheliers de France et de Navarre ; dans un document officiel destiné à porter au loin sa renommée et qui y a réussi au delà de ses espérances ; le plus haut représentant de l'enseignement de l'État, celui qui, revendiquant l'honneur de se « faire exposant » au palais du champ de Mars, avait commandé pour sa vitrine d'or et d'ébène un Rapport sur les « progrès de l'esprit, des lettres et des sciences depuis 1789 ; » celui qui se plaît à laisser ressusciter pour lui le titre de « grand maître de l'Université » et qui ne récuserait pas celui de « ministre de l'intelligence ; » M. Duruy enfin n'a pas hésité à venir dire à l'Europe et au monde que jusqu'à lui toutes nos contemporaines étaient restées au-dessous du « niveau » moyen de l'éducation, qu'elles n'étaient point à la hauteur de leurs maris et qu'il fallait son génie, aidé de trois mille professeurs pour « fortifier le jugement des jeunes filles, orner leur « intelligence, leur apprendre à gouverner leur esprit et les mettre en « état de porter avec un autre le poids des devoirs et des responsabilités « de la vie ! »

Ce qui revient à dire, Monseigneur, si l'on veut parler franc, que nos femmes, nos mères, nos sœurs et nos filles sont fort mal élevées et encore plus mal instruites.

« La fleurette est mignonne, » comme eût dit Molière.

Passons, si vous le voulez bien, Monseigneur, sur ce que peut avoir d'un peu trop avantageux la prétention de M. le ministre à la belle découverte de cette humiliante infériorité. C'est un petit accès de vanité qu'il ne faut pas lui reprocher : il le payera assez cher.

Il ne paraît pas se douter de ce qu'il lui en peut coûter de se mettre

ainsi de gaieté de cœur au ban de toutes les familles, de tous les foyers, de tous les salons. Et il y est ! Il le verra.

Heureusement que nos femmes ne sont pas des Ménades, pas plus que lui-même n'est un Orphée ; sans quoi il courrait de grands risques !

Mais qu'il se rassure : il ne sera pas mis en pièces. Je ne réponds pas, par exemple, qu'il y sauve sa simarre.

Sérieusement, il faut qu'il n'y ait pas songé.

Ne craint-il pas qu'on ne lui demande dans quelle sphère il a vécu et où il a pu prendre, de l'éducation des filles, l'opinion si méprisante qu'il ne craint pas d'afficher publiquement?

Il a connu, pourtant, les charmes de la vie domestique; et — comme les dissidences les plus profondes laissent heureusement place chez nous aux sentiments de sympathie et de respect pour les grandes douleurs privées — nous nous sommes associés récemment aux malheurs cruels qui, l'atteignant au faîte des dignités, ont rempli de deuil son cœur d'époux et de père !

Eh bien ! pour arrêter, sous sa plume, cette accusation d'ignorance et d'incapacité, il n'avait qu'à regarder autour de lui et à se souvenir. Comment ne l'a-t-il pas fait ?

Souffrez que je le fasse pour lui, Monseigneur.

Je ne voudrais assurément pas ici, et surtout devant vous, me donner le ridicule de recommencer le poëme du « Mérite des femmes ; » ma prose s'exposerait à ne pas valoir les vers de Legouvé... l'ancien, lesquels, révérence académique gardée, ne sont pas tous des chefs-d'œuvre.

Autant que personne je connais les faiblesses et les défauts de l'éducation féminine et là, Monseigneur, comme en tout ce qui touche les grands et sacrés intérêts de la jeunesse et de l'enfance, vous êtes maître. Vous avez, d'une main pastorale, sondé les plaies et indiqué les remèdes.

Mais après tout, j'ai bien le droit de m'indigner quand j'entends méconnaître si violemment le bien et exagérer si audacieusement le mal.

Voyons : par quelle inconcevable ingratitude M. Duruy a-t-il dédaigné l'heureuse et salutaire influence des femmes telle qu'elle existe dans notre société ?

Prenons ce qu'on appelle les « classes moyennes, » cette « bourgeoisie » de bon aloi où se conservent encore de saines et de robustes traditions. Pénétrons dans le cabinet de l'ingénieur, dans le bureau du commerçant, près de la table de l'employé ou de la chaire du professeur. N'y a-t-il donc chez les femmes que « jugement à fortifier, » « intelligence à orner, » science « du gouvernement, » à enseigner?

J'entends d'ici les murmures de la scène et du boulevard, les ricanements de la coulisse ou les ironies des moralistes de la Petite Presse. Silence à ce bourdonnement !

M. Duruy ne doit pas ignorer que malgré bien des défaillances, malgré

bien des ridicules, malgré bien des vices, les types sur lesquels la comédie contemporaine verse ses pleurs de crocodile ne sont pas grâce, à Dieu, si communs que peuvent l'imaginer M. Sardou et M. Barrière. Les familles à la « Benoîton » où les mères sont « toujours sorties, » pendant que les filles achèvent de s'instruire sur le turf et ailleurs, sont rares encore et plus rares les héroïnes sans défense de « Maison-Neuve. »

S'il y a, et il en reste, des sanctuaires de l'ancienne probité, de l'honnêteté fière, du travail courageux, de la vertu modeste, à qui le doit-on ? Aux femmes, aux femmes bien plus qu'aux hommes : je dirais presque aux femmes seules.

Elles ne sont pas uniquement le charme, l'ordre, le bien-être de la maison ; elles en sont la conscience, elles en sont l'âme.

Dans les labeurs pénibles, ingrats, rebutants, où s'absorbe, hélas ! trop souvent l'activité des hommes, elles interviennent comme le calme, comme le repos, comme la rosée ! Au milieu des tribulations, des épreuves, des tentatives où l'énergie s'affaisse, où le courage chancelle, où l'honneur périclite, elles sont là vigilantes et fermes, consolantes et persuasives. Que de fois elles ont, par une larme, par un soupir, par le silence seul, sauvé la réputation, le nom, l'avenir de leurs époux et de leurs enfants ! Que de fois elles ont arraché au désespoir, à la déchéance, à la honte ces pauvres êtres du sexe fort, si faible quand mugit l'orage ou que passe le souffle de la séduction ! C'étaient elles alors qui relevaient l'homme à leur « niveau ; » heureuses de n'être pas assez désarmées pour descendre au sien !

Le « gouvernement » dit M. Duruy ! Mais qui est donc l'esprit de gouvernement, d'ordre, de « ménage, » d'économie, sinon l'esprit de la femme ?

On n'a rien trouvé de mieux pour les États les plus grands et les plus riches que de leur recommander « l'économie » la « loi de la maison » — c'est le mot grec — la science des règles qui dirigent le foyer domestique. Quelle leçon !

Eh bien ! Dans la maison, dans ce modeste fondement des sociétés, près de cette pierre du « foyer, » dont la plus haute antiquité faisait la pierre angulaire de l'ordre social et qu'elle tenait en si haute estime qu'elle la divinisait sous le nom de la plus chaste de ses déesses « Vesta, Hestia ; » dans la maison où doit régner la pureté et la sainteté, quelle place notre belle langue — à laquelle, Monseigneur, vous aimez tant à demander ses lumineuses clartés, — quelle place notre langue, reflet de nos mœurs, donne-t-elle à la femme ? Elle en fait la « maîtresse. » On dit « la maîtresse de maison » et quand on a dit cela on a presque tout dit.

Pourquoi ? parce que nous sommes, nous autres, entraînés par les soucis de l'extérieur, parce que notre existence de devoir est en réalité une vie du dehors. Oui du dehors, et non-seulement au sens propre, comme les lointaines périgrinations du marin, les voyages du commerçant ou les cam-

pagnes du soldat, mais au sens figuré, comme le travail quotidien, général, universel. Ce travail arrache à l'intérieur; il veut l'isolement, même quand il n'oblige pas à sortir des quatre murs. Pour les œuvres de la main, il faut l'atelier; pour les œuvres de l'esprit, il faut le cabinet, c'est-à-dire le recueillement, le silence, tellement que, porte à porte, on est parfois plus loin des siens qu'à cent lieues.

Eh, alors, qui « gouverne? » Combien d'entre nous qui n'ont pas même le loisir de « régner ? » Il faut pourtant que la maison soit gouvernée.

Qui donc gouverne, si ce n'est la maîtresse de maison, la « femme forte, » sans laquelle tout décline, se dissipe et se ruine, avec laquelle tout grandit, s'installe et prospère ?

Et puis, dans les heures de répit et de trêve, au retour de la lutte, au sortir de la banque, de la bourse ou du barreau, où est l'encouragement, l'ornement, la récompense ? où la sereine et douce compassion qui essuie le front trempé de sueurs ou chargé d'ennuis? Où le sourire qui écarte comme un rayon la lourde atmosphère du gain ou du combat? Où le regard qui enlève des pesantes réalités, du froid terre-à-terre, et qui porte vers les régions rafraîchissantes de la pensée et de l'idéal ?

Qui allume les justes ambitions, entretient les heureuses audaces, ranime après les échecs immérités et double le prix des succès légitimes?

Qui, sinon la reine du foyer, la « dame » *domina*, celle qui a l'autorité parce qu'elle a la charge, la vertu ?

Oui, la vertu de tous les jours, la vertu par excellence de la vie commune, le dévouement, le sacrifice. Non pas exclusivement le sacrifice des crises suprêmes et rares, mais celui des épreuves quotidiennes, le plus difficile et le plus nécessaire. Or, qui le pratique, qui l'enseigne, qui le pousse jusqu'à la constance de l'héroïsme? La femme, fille, épouse ou mère.

Ah ! On a dit — c'est un homme ! — on a dit : « la douleur tue les hommes et nourrit les femmes. » Qu'est-ce que cela prouve? Que la femme est plus énergique, plus résignée, mieux trempée pour savoir souffrir ; ce qui est une des principales sciences d'ici-bas.

Il me semble que ce n'est être si mal élevée que d'avoir cette science, et quand on l'a, qu'on n'est pas si impropre à « porter le poids du devoir » et les « responsabilités de la vie. »

Voilà pour les classes moyennes. Au « peuple » maintenant, monseigneur, au peuple des villes et des campagnes.

J'ose dire que dans ces vastes rangs, la femme exerce un ministère peut-être plus relevé et plus considérable encore. Quelques traits suffiront.

Au village, à la ferme, elle est par excellence la « maîtresse ; » elle en a le nom, les droits et le devoir, et elle y correspond. C'est elle qui préside à la nourriture, au linge, à la basse-cour, à tout l'intérieur. Elle fait le négoce du marché, non pas celui de la halle; mais le premier n'est pas à dédaigner. Ce détail paraîtra peut-être vulgaire aux rédacteurs de circulaires ; il est

vrai et il est décisif. A la campagne, la femme règne et gouverne, et on ne s'en trouve pas plus mal.

A la ville, elle est la « patronne, » elle est la « bourgeoise, » même pour son mari. A elle le soin des enfants, la gestion du ménage, la garde du salaire. L'ouvrier lui remet son gain et elle se charge de pourvoir à toutes les dépenses. A elle la propreté, l'arrangement, le bien-être de la maison ; elle en est la providence.

Ici, je suis de l'avis de M. Jules Simon : la femme du peuple ne doit pas être « ouvrière. » C'est un des maux de notre société que la femme soit un instrument, un rouage de travail. Sa mission est au foyer, au berceau, au « ménage. »

Eh bien ! je l'affirme pour l'avoir souvent admiré : la femme du peuple à son ménage est héroïque. C'est elle, vraiment elle, qui porte tout le fardeau du « devoir. » Son éducation, oui, son éducation, celle qu'elle reçoit chez les sœurs de charité, la met à cette hauteur et l'y maintient, par une raison simple : la femme forte ne peut être qu'une femme chrétienne, et ce sont des chrétiennes que forment nos écoles « congréganistes, » comme s'exprime avec une teinte d'ironie le langage officiel.

Franchissons maintenant les degrés supérieurs : montons jusqu'aux sommets de la société. Il y en aura toujours, plus peut-être dans les démocraties que dans les autres régimes. Voyons les femmes dans les rangs de l'aristocratie de naissance, d'intelligence, de fonctions ou de fortune.

C'est la « noblesse » de ce temps, et j'ajoute une noblesse qui entend être héréditaire, autant que possible. Cette pensée d'hérédité, en effet, elle est essentielle au cœur de l'homme; il n'a rien de plus cher que de se voir revivre.

Cela se remarque partout, même chez les plus entichés de puritanisme. Qui ne se rappelle, vers 1848, combien les candidats les plus colorés avaient soin de se recommander, s'ils en avaient la chance, de toute parenté ou affinité, fût-ce au 24e degré, avec quelques noms plus ou moins fameux de la première république? Les arrières-neveux des constituants et les petits neveux des conventionnels pullulaient. Souvent la malice du public avait à rire de ces prétentions généalogiques, un peu trop voisines de celles de l'*Intimé.*

Sérieusement, l'hommage à l'hérédité ressortait même de ces ridicules.

Il était beaucoup plus sincère et beaucoup plus éclatant en d'autres occasions. Ainsi, je ne le dissimulerai point, j'ai été frappé de sa puissance lorsqu'aux obsèques du général Cavaignac, cette fière et honorable figure, j'ai vu les républicains de toute nuance s'incliner avec respect devant le jeune enfant que conduisait une veuve désolée, digne et ferme. C'étaient d'involontaires honneurs rendus au principe de l'hérédité.

Or, ce sentiment si social et si naturel, il se maintient surtout par les femmes.

Ce sont des lionnes pour l'honneur de leur famille et de leur rang. Pourquoi? Parce qu'elles le défendent au profit de leur enfant!

L'histoire est pleine des grandeurs des régentes, tandis que les régents... on est réduit à complimenter les meilleurs de n'avoir ni assassiné, ni volé leurs pupilles.

L'amour maternel s'exalte jusqu'au génie. Il est si désintéressé pour soi, si passionné pour la gloire de son fils!

Du grand au petit, il en va de la sorte. C'est une expérience constante que les tutrices valent mieux que les tuteurs; que les veuves se remarient moins que les veufs, et qu'enfin les aïeules exercent un patriarchat plus respecté, plus aimé que les vieillards.

Quant aux épouses, combien n'en voyons-nous pas, dans ces régions élevées, qui sont les préservatrices et les gardiennes de la dignité et de la durée des maisons et des races?

Je prévois quelques incrédulités, et je surprends quelques noms glissés à l'oreille.

Soit! mais pour certaines excentricités qui semblent braver l'opinion, sans se douter du tort qu'elles en recueillent; pour quelques femmes qui se sentant honnêtes croient pouvoir se permettre d'agir comme celles qui ne le sont pas, que d'autres qui savent, avec l'élégance des habitudes et la distinction des manières, allier les exigences sévères du devoir, l'esprit de régularité, l'irréprochable fermeté de la conduite, le sens du « gouvernement » de la vie!

Plus on monte, je le sais, plus la responsabilité et la charge augmentent. Ce sont de petits États que les hautes fortunes. *Qu'on nous croie*: les « femmes comme il faut, les grandes dames, » n'ont pas que les puissances du luxe et les adulations, compagnes de la richesse. Que j'en ai vues, qui, levées dès l'aube, se consacrent aux offices de la charité, charité maternelle, charité intellectuelle, charité du dedans et du dehors; qui visitent les pauvres jusqu'en leurs mansardes, ou qui, le matin, à la campagne, donnent leurs meilleures heures au soin de leurs enfants, à l'allégement des souffrances d'autrui, à l'examen des asiles et des écoles fondées et entretenues souvent par leur générosité!

— C'est de la piété! dira quelque dédaigneux champion de M. le ministre de l'instruction publique. Nous parlons éducation, « *éducation secondaire*, » l'argument n'a pas cours.

— Comment? Est-ce que l'éducation n'est pas la première, la plus importante, la plus décisive partie de l'enseignement? Est-ce que la piété, qui est la culture de l'âme, ne passe pas avant le savoir, qui est la culture de l'esprit?

Ce dont nous avons besoin, vous le savez, monseigneur, ce sont des caractères, ce sont des âmes. La science véritable, la science de la vie et de la mort, c'est la science de Dieu. Eh bien! je l'affirme, et vous, Monseigneur, qui avez si fréquemment reçu les secrets de tant de consciences, vous pouvez l'assurer sans rien trahir : Nos femmes sont surtout admirables par leur caractère et par leur âme!

Plût à Dieu que les hommes en eussent autant! Voilà le niveau.

D'ailleurs, et j'en félicite mon temps et mon pays, l'influence des femmes n'est pas si médiocre, à voir comme se conduisent les hommes qui y obéissent.

Avant tout, ce sont nos mères qui ont fait de nous le peu que nous valons et ce sont nos femmes qui donnent à nos fils le peu qu'ils ont. Ce qui est de mauvais en nous est notre ouvrage et trop souvent nous n'y parvenons qu'en défaisant le leur.

On s'agite beaucoup, et M. Duruy plus que personne, pour « l'enseignement spécial. » Les femmes ont une spécialité en ce genre qui n'a jamais été atteinte et qu'on ne remplacera pas, quoi qu'on fasse. Danton y a échoué!

Cette spécialité, est tout simplement la première éducation, cette éducation si difficile, si délicate, si sainte, qui se résume toute dans son nom, « l'éducation maternelle. »

Monseigneur, il m'aura suffi d'avoir prononcé ces mots. Que de souvenir ils éveillent! Comme vous les ressentez, vous qui avez été le modèle des fils! Quel est celui de nous auquel ils n'arrachent pas des larmes de tendresse et de reconnaissance?

A moins qu'il n'ait eu le malheur d'être orphelin, M. Duruy lui-même ne me démentira pas.

Or, tant qu'on ne m'aura point démontré que nos mères et nos femmes sont au-dessous de l'éducation maternelle — et ce serait un blasphème! — je maintiendrai que l'éducation qui les forme à cet auguste ministère, de la façon dont elles le remplissent, ne saurait être dépréciée sans injure et sans calomnie.

Ah! il est vrai, ce sont nos femmes et nos mères qui ont formé la génération qui va à Castelfidardo et à Mentana. Cela n'est peut-être pas du goût de M. Duruy, dont, assure-t-on, les penchants sont ailleurs. Cela est du nôtre, de celui de l'immense majorité du pays, de celui des grands corps de l'État, lesquels ont applaudi à ces jeunes héros. C'est du goût de l'armée qui les salue fraternellement et du goût de la France qui les admire et qui est fière d'eux.

Un des hommes d'État les plus éminents, « papiste, mais non clérical, » me faisait l'honneur de me dire à ce propos, et je crois, monseigneur, qu'il vous l'a répété : « Ces jeunes gens se couvrent de gloire et ils rendent à no-

« tre société un immense service en montrant qu'au milieu de nos fai-
« blesses il y a une génération capable de se dévouer et de mourir pour une
« conviction. »

Cette pensée profonde est à l'honneur des femmes. S'il y a encore des convictions parmi nous, c'est à elles, après Dieu et après l'Église, que nous en sommes redevables. Si l'honneur, même mondain, existe encore, il le leur faut rapporter. Elles ont encore le droit de faire rougir ! Ce sont elles, enfin, qui en bénissant leurs fils, répètent la magnifique parole de Louise de France : « Allez, mes enfants, combattre pour un saint sous la conduite d'un héros ! »

Voilà leur spécialité dans l'éducation.

Je l'avoue, elles n'usent pas assez de cette prééminence que leur donne leur faiblesse. Ce n'est point tout à fait leur faute ; elles ont cependant là-dessus quelques reproches à subir ; et le cercle, l'écurie, même le fumoir pensaient donner à leur pouvoir un utile exercice.

En attendant, monseigneur, gardons-leur notre hommage pour avoir mérité de notre temps l'éloge que M. de Maistre considérait comme le plus enviable [1] : « Élever des fils craignant Dieu et n'ayant pas peur du canon ! »

Me permettrez-vous d'ajouter, à propos de l'esprit de « gouvernement » qu'elles ne s'entendent pas si maladroitement à régir d'autres trésors que les leurs, je veux dire la « fortune des pauvres ? »

Depuis l'organisation étonnante de cette œuvre de la propagation de la foi, imaginée par une pauvre servante de Lyon et dont le « sou par semaine » et les « dizaines » multipliées donnent chaque année des millions pour les missionnaires qui portent la lumière de l'Évangile aux extrémités du globe, jusqu'aux sociétés de charité maternelle, aux associations de mères de famille, aux crèches, aux salles d'asile, aux patronages, aux ouvroirs, aux orphelinats, etc. ; il y a de quoi défrayer, comme direction, comme économie, comme administration, même comme comptabilité, deux ou trois ministères. Le « gouvernement » des femmes y réussit assez bien, ce semble.

Cette exemple me rappelle, monseigneur, un trait assez piquant de M. Cousin. Vous connaissez la tournure de son esprit ; il voulait mettre le comble à la louange qu'il adressait, devant moi, à la capacité intellectuelle et au talent littéraire de deux vénérables carmélites : « Enfin, monsieur, me disait-il, ces deux femmes sont d'un tel mérite que si elles étaient des hommes et que j'eusse encore l'honneur d'être ministre, je ferais de l'une... un préfet et de l'autre... un recteur ! »

Notez, monseigueur, qu'ici je ne parle pas même des religieuses. Je ne signale l'esprit de gouvernement que chez les femmes du monde et du grand monde.

Donc, nos femmes ne sont ni si sottes, ni si mal élevées.

Et l'instruction ? — J'y arrive.

D'abord, je n'ai rien à ajouter, monseigneur, sur l'instruction des cou-

vents et des écoles religieuses. Vos collègues et vous, les avez victorieusement vengées.

Je m'en tiens aux familles et je commence par les salons.

M. Duruy n'aurait-il jamais écouté les conversations qui se tiennent dans ce qu'on nomme « le monde? » J'y reconnais et j'y déplore bien des futilités. L'étoffe à la mode, le cheval favori, le bijou en vogue, la pièce du jour — hélas ! et quelquefois la chanson, l'inepte chanson qui n'a même plus de verve ni d'esprit ; — voilà trop fréquemment le thème de ces rapides dialogues échangés dans des visites à la course ou entre deux danses tournantes.

Mais ce serait injurier les salons que de les réduire à ces tristes exceptions.

On cause encore, quoi qu'on cause trop peu parmi nous. La politique prend ses coudées franches avec des allures trop dominantes : je le veux. Mais quand les femmes s'en mêlent, ont-elles tout à fait tort? Non, je suis assez de l'avis de celle qui disait : « Messieurs, puisque la politique nous « expose à être ruinées, à partir pour l'exil où à porter notre tête sur l'écha- « faud, c'est bien le moins que nous sachions pourquoi ? » Aujourd'hui, sans qu'il s'agisse encore d'aussi graves conséquences — ne nous y fions pas ! — les questions qui se débattent sont de nature assurément à exciter l'intérêt de tous. Les femmes y ont grande part et elles ont raison. Leur cœur est supérieur à notre jugement.

« Elles sont toutes pour le pape ! » s'écriait avec dépit un chroniqueur de la grande presse. N'est-ce pas pour cela que M. Duruy se plaint de leur éducation et la voudrait changer ?

Oui, les femmes discutent et avec une autorité qu'on redoute ; elles imposent leur opinion avec le double empire de la grâce et de la faiblesse. Elles savent bien qu'on ne leur résiste guère. Tant mieux !

Si c'est l'usage de leur ascendant, ce n'est pas la marque de leur ignorance.

D'ailleurs, avec la politique, les lettres, l'histoire, les arts ne leur sont-elles pas familières ?

Est-ce que M. le ministre de l'instruction publique s'imagine que nous avons attendu son avénement pour que nos filles apprennent le français, et les premières notions des sciences ? Mais il nous prend donc pour des barbares et des imbéciles ?

Il ne connaît donc pas les correspondances ? Parfois il s en révèle, pour ne parler que des mortes, comme madame A. de La Ferronnays, comme mademoiselle de la Bassemonturie, comme mademoiselle de Guérin. Et c'est l'admiration du monde qui les accueille avec attendrissement et avec enthousiasme.

Mais les trésors cachées ! mais les merveilles de style, de pensée, de grâce !

Je n'aime pas plus que de raison les Sapho et les Corinne. N'est-il pas vrai pourtant qu'en ce siècle, autant sinon plus que dans les autres, les femmes lettrées — je ne dis pas les *blue stockings* — sont nombreuses et font quelque bruit à bon droit ?

Sont-elles, d'ailleurs, si indifférentes aux écrits d'autrui, si en dehors de la littérature, même telle que nous l'a faite la génération masculine qu'exalte M. Duruy ?

Quelle ingratitude ! combien leurs suffrages ne sont-ils pas enviés, recherchés, mendiés quelquefois ! Et ce n'est pas à tort. La vanité est d'une rare clairvoyance et je m'étonne que M. Duruy paraisse s'y tromper.

Qui ne sait que les femmes font les succès durables ? Elles ont l'admiration vive, tenace, un peu dominatrice ; elles n'ont pas de jalousie de métier ni de vanité d'auteur... au moins pour les écrits des hommes. Aussi quand elles ont adopté un ouvrage ou un écrivain, il est sûr de sa renommée.

Je ne cautionnerais par tous leurs jugements : la plupart du temps, néanmoins, ils sont justes parce qu'ils sont sans prévention. J'ajoute qu'ils sont éclairés par une consciennce plus nette et par un cœur plus droit.

« Les grandes pensées viennent du cœur, » a-t-on dit ; oui, et les bonnes ; aussi, et les vraies. Or, les femmes vivent surtout par le cœur.

J'ai parlé des salons.

Sans doute, je ne leur accorde pas plus de valeur qu'il ne faut. Mais les salons n'existeraient pas sans les femmes. Que serait-ce qu'une société réduite aux cercles et aux places publiques? Les salons sont le royaume des femmes; et si j'ai un regret, c'est qu'elles laissent un peu trop fléchir leur sceptre et déserter leurs domaines.

Ce n'étaient pas les époques les moins polies et les moins brillantes de notre pays, que celles dont on pourrait faire l'histoire par les salons. Depuis l'hôtel de Rambouillet jusqu'à l'Abbaye aux Bois, que d'esprit, que d'élégance, quelle influence sur les mœurs, sur l'intelligence, sur la littérature, sur la gloire?

Les salons deviennent rares: la mort en a fermé plusieurs qui ne se remplacent pas. C'est un malheur. Ils ne sont pas tous perdus cependant, et je ne veux point faire à M. Duruy l'injure de croire qu'il ne se doute pas qu'il en reste.

Eh bien ! là encore les femmes ne font pas, pour l'esprit, pour le jugement, pour l'instruction , si pauvre et si mesquine figure. Je sais bien des hommes ne passent point pour des sots et qui se tiendraient fort heureux de les égaler.

Ce qui reste encore aux hommes de goût, de délicatesse, de convenance; ce qui leur reste d'élévation, de distinction, d'élégance ; ce qui leur reste d'honneur et de cœur, c'est près des femmes qu'ils l'ont gagné et qu'ils le conservent.

M. Duruy veut-il un témoin non suspect, un ami du *Siècle ?* Qu'il écoute cette page de M. Legouvé le jeune :

Voici le conseil qu'il fait donner à un jeune homme : « Tâchez qu'il aime la société des femmes. M. de Talleyrand, qui s'y entendait, préférait de beaucoup la conversation des femmes à celle des hommes. Ce maître en fait d'élégance et de distinction, savait bien qu'on ne trouvait que près d'elles cette délicatesse de langage, cet art des nuances, ce talent de tout dire, qui constituent la science du monde. Il est surtout une classe de femmes que nous vénérions et que vous dédaignez, dont nous recherchions les suffrages et les conseils, et devant qui vous passez en détournant la tête comme devant des statues de tombeau ; ce sont les vieilles femmes ! Vous avez détrôné la vieille femme. Eh bien ! en la détrônant, vous avez renversé du même coup la société polie.

« Une vraie grande dame, vieille, était comme une reine douarière de salon. Avec leur robe feuille-morte, leur bonnet d'aïeule, et parfois même leur rouet, elles exerçaient dans le monde une magistrature qui avait bien sa grandeur, la magistrature du goût. Un regard, un conseil donné tout bas, leur présence seule suffisait pour tout contenir sans rien contraindre. Elles remplissaient enfin dans un salon l'office d'un habile chef d'orchestre, dont le geste et le coup d'œil font sortir une harmonie charmante du concert, et de la lutte de tous les instruments divers. Voilà ma consultation, mon cher ami, et je la résume en deux mots :

« Il y a peut-être deux politesses, mais il n'y a qu'un seul maître pour toutes deux : ce sont les femmes. »

La leçon est bonne : qu'en dira M. Duruy?

Maintenant, l'instruction des femmes ne l'aisse-t-elle rien à désirer ? Non.

Sans doute, que Dieu nous garde des « précieuses » et des « femmes savantes ! » Vous avez dit à ce sujet, monseigneur, tout ce qui se peut dire. Vous avez été juste, d'ailleurs, et non sévère, en signalant des faiblesses et des lacunes.

On a eu l'audace et la maladresse de vous le reprocher.

Vos adversaires ne sont pas forts, monseigneur. Les uns n'osent pas vous nommer, même dans les « communiqués ; » les autres n'osent pas se nommer, même dans des brochures ! Se figurent-ils qu'on ne les reconnaîtra pas ?

Vous aviez raison, et leurs craintes le prouvent. Mais en voulez-vous un meilleur témoignage ? C'est l'accueil si empressé, si unanime que vos conseils austères ont reçu partout.

Il ne faut pas être d'un petit esprit pour aimer s'entendre dire la vérité, surtout quand cette vérité ne manque point d'un piquant assez vif. Il faut un esprit plus étendu et plus large pour faire son profit de la mercuriale. Eh bien ! monseigneur, et vous le devez savoir mieux que moi, votre lettre sur

les études des femmes a été lue avec une rare gratitude, et, surtout, elle a été immédiatement mise en pratique.

Les lectures solides, les sérieuses occupations ont pris les devants sur les frivoles passe-temps et ses causeries énervantes ou futiles.

Eh! mon Dieu, vous connaissez bien mieux que moi ce qui reste à faire; mais ce qui est déjà fait, laissez-moi vous en remercier au nom de notre société française et chrétienne.

Au fond, monseigneur, à qui en veut-on? A l'ignorance, à la mauvaise éducation? Elles n'existent pas.

Ne serait-ce point par hasard aux croyances, aux convictions, à la foi de n s filles qu'on espérerait s'attaquer? Est-ce ce « niveau, » qui est la science même de la vie, qu'on tenterait d'abaisser?

Ah! oui, monseigneur, tout ce qu'il y a en nous de conscience se révolte, et je me permets, empruntant un cri suprême à la grande reine et martyre que votre éloquence saluait naguère d'accents si magnifiques, je me permets de m'écrier:

« J'en appelle à toutes les mères!

II

A la seconde injustice de M. Duruy: il en est temps.

Il ne s'agit plus d'une espèce d'affront jeté à toutes les femmes. C'était facile à relever. Ici, c'est une iniquité contre les plus à plaindre.

Avec la société telle qu'elle est et qu'il faut la prendre, en connaissant ses défauts et en tâchant de la réformer la condition des femmes est douloureuse.

Je n'en veux pas énumérer les causes: je les sais, et vous les savez mieux que moi, monseigneur. Je constate seulement les maux.

Avec les partages à l'infini, avec la décadence de l'esprit de famille, avec la multiplicité des employés, avec l'envie démesurée de s'élever qui est le caractère le plus cruel de l'égalité démocratique, il y a un déclassement universel.

Qui en souffre au suprême degré? Les femmes.

Et parmi les femmes, quelles sont les plus malheureuses? Quelles sont les véritables victimes de ce déclassement? Non celles des classes inférieures, mais celles des classes moyennes et des classes supérieures.

Dans le « peuple, » comme on dit, parmi les artisans, les ouvriers de la ville et des champs, une jeune fille trouve toujours, quand elle a une bonne renommée et qu'elle est laborieuse et ménagère, à se marier, et à se bien marier. Grâce au ciel, en ces humbles régions, on se passe de dot: la santé, le courage, la vertu suffisent. Ce sont les vrais biens!

Mais au-dessus, quand on arrive au petit, au moyen et au grand commerce ; quand on arrive surtout aux « professions libérales ; » quand on va jusqu'à l'immense tribu des fonctionnaires d'épée, de robe ou de plume, quand on s'élève jusqu'aux confins de l'ancienne aristocratie, de la vieille noblesse, que de déceptions, que de déboires, que de misères !

L'instinct naturel de se hausser par-dessus sa condition est favorisé par l'immense vanité de la démocratie nouvelle. On ne comprend chez nous que l'égalité par en haut. Il n'est si mince professeur qui ne se croie frustré, s'il ne devient grand maître de l'Université et le sergent Boichot s'insurge de n'avoir pas le portefeuille de la guerre.

Si c'était une noble émulation de service, à merveille ! Ce n'est trop souvent qu'une course au clocher de la servilité. Aussi on a pu nous jeter, sans trop d'insolence, cette appellation : « Nation de valets. »

Comme on en est puni !

La famille rurale ou urbaine s'est ruinée pour donner de « l'éducation » à un de ses enfants. Il a un emploi dans un bureau ; il s'est marié ; il a voulu élever ses fils et ses filles à son niveau. Il meurt ou il est mis à la retraite.

Que feront les enfants ? Les fils encore peuvent se livrer au travail. Mais les filles ? Déclassées. Pas de dot, et quelles ressources ? A peine les magasins, les comptoirs, et encore ? Qui ne sait que ce sont les hommes aujourd'hui qui aunent du calicot, tournent le rouet des merceries, composent les coiffures, « créent » les robes ?

Que reste-t-il aux filles d'employés ? Que dis-je ? aux filles d'avocats — tous ne sont pas millionnaires ! — aux filles de professeurs, — les diplômes n'enrichissent pas ! — aux filles de marins, de militaires — l'honneur paye le sang, et rien n'est plus beau ; mais le dévouement ne remplit pas la bourse.

Les pensions, les retraites, celles des veuves, les seules qui survivent ; elles sont misérables. C'est le droit de ne pas aller à l'hôpital et d'être rongé en secret par une détresse qui a honte de se dévoiler.

Tout au plus espère-t-on des bureaux de tabac, de timbre ou de poste. Et combien y en a-t-il ?

Des secours ; ils sont presque illusoires et constituent la liste civile insuffisante de la misère officielle.

Et enfin les filles de qualité, celles qui appartiennent à tant de races honorables et pures que le malheur du temps, les tourmentes des révolutions, les holocaustes de la fidélité, les martyres de la conscience, ont réduites à une pauvreté pleine d'honneur, mais d'intolérables angoisses ! Que feront-elles pour disputer à la faim leur vertu, leur dignité, leur vie ?

Ah ! monseigneur, que vous en connaissez de ces âmes héroïques qui ne veulent pas déchoir, qui gardent la fierté du sang et la hauteur du caractère et qui se tordent sous les étreintes de la pauvreté...

C'est navrant !

Elles veulent travailler, elles épuisent leurs jours et leurs nuits à ces ouvrages délicats, difficiles, si mal rétribués, et que le caprice de la mode déchire impitoyablement sans se douter que c'est la santé et l'existence de plusieurs familles qui en sont le prix.

Elles ont été bien élevées, elles meublent leur esprit, elles développent leurs dispositions, elles s'instruisent. Ah ! voilà le secours !

Elles seront institutrices, elles seront gouvernantes, elles donneront des leçons.

Oui, c'est là, là seulement, leur gagne-pain ; honorable, à travers ses périls, respecté malgré ses dangers !

L'éducation, l'instruction des femmes par les femmes : rien de mieux. Pour le professorat de leur sexe, elles ont les meilleurs aptitudes ; elles en connaissent les difficultés, les délicatesses, la pudeur : car la science a aussi sa pudeur.

Aussi c'est par centaines, par milliers que se comptent les institutrices.

Heureuses quand elles peuvent trouver des leçons préparées pour les femmes, faites pour elles, par des femmes comme elles, où on les comprend, où on les respecte, où on les aime[1] !

A défaut, elles bravent les examens et les interrogatoires des hommes, en public. Il faut que ce soit une bien impérieuse nécessité, puisqu'elles vont, timides et tremblantes, s'asseoir sur les bancs de cette Sorbonne plus terrible pour elles qu'elle ne l'était à quinze ans pour le futur vainqueur de Lens et de Rocroi.

Elles ont tout franchi, cependant, et les voilà armées de brevets et de diplômes. La concurrence entre elles est déjà redoutable.

Eh bien ! M. Duruy se jette à la traverse.

Cette suprême, cette unique ressource de tant de pauvres filles, si dignes de compassion, il la leur enlève, il la tarit, il l'étouffe.

Je ne veux pas croire qu'il y ait pensé. Ce serait trop cruel.

Pourtant, cela est ou cela sera demain. Supposez, par impossible, que M. Duruy réussisse. Supposez ses cours installés partout. Ils se substituent aux leçons des institutrices. Ses trois mille professeurs enlèvent le pain à dix mille, vingt mille pauvres jeunes filles qui n'ont pas d'autre moyen d'existence.

Quelle concurrence, en effet ! Les prix sont bas ; le local est donné par les administrations municipales. L'attrait, la vanité, la prétendue suprématie de l'instruction, ce nom seul, avec sa pompe menteuse, « d'enseignement secondaire ; » la prétention d'être au « niveau des hommes ; »

[1] C'est ce que fait avec autant de succès que de zèle mademoiselle Desir, dont les cours s'inaugurent aujourd'hui même.

la faveur administrative, tout milite pour les professeurs, tout écrase les institutrices.

On sera bien venu du maire, du préfet, du recteur, de tous ces fonctionnaires qui assistent triomphalement aux ouvertures et de qui dépend, en province surtout, la majorité des existences moyennes.

On aura en perspective les rivalités des concours, les lauriers des comices, les applaudissements publics, les brevets officiels, — qui sait ? les avantages futurs dus aux victorieuses !

Quant aux professeurs, tout est gain, quelque peu que ce soit. Ils sont déjà rétribués pour leurs propres emplois : c'est un petit bénéfice où l'amour-propre est flatté, sans qu'il y ait nulle chance de perte. C'est une bague au doigt et une prime à l'avancement. Point de frais, point de dépense, point d'aléat !

Le moyen de lutter ? Comment une pauvre fille, obligée de demander à ses cachets l'humble retraite qui l'abrite, la nourriture grossière qui la nourrit à peine, le vêtement modeste, mais convenable et relativement dispendieux, qui la couvre ; comment une malheureuse enfant qui a peut-être à sa charge une mère, un père, des frères et des sœurs, pourra-t-elle entrer en concurrence avec ce brillant fonctionnaire fier de son traitement fixe, recevant une salle, de la lumière et du feu, ayant des appariteurs, une chaire, des instruments et des livres fournis par la mairie ou par le lycée et ne percevant qu'une indemnité dont la quote-part est minime pour chaque auditeur ?

Si la malheureuse institutrice veut avoir des cours, il lui faut tout payer : loyer, chauffage, éclairage, ameublement, tout. — Et c'est ruineux.

Non, la lutte est impossible.

Dès lors, c'est la ruine, c'est la détresse, c'est la faim !

Voilà ce que ferait M. Duruy. Il enlèverait aux plus intéressantes des femmes, leur unique et suprême ressource ; il arracherait le pain de leurs lèvres à des milliers d'institutrices, et en anéantissant l'enseignement libre des femmes par les femmes, il les ferait mourir de misère et de désespoir !

Non ! non ! Il n'y a pas songé et il n'y réussira pas. Il ne voudra pas y réussir. L'injustice serait de la barbarie.

Est-ce assez, monseigneur, et n'avez-vous pas bien mérité de la France, de la famille et de l'humanité en vous faisant le champion de la religion, de la liberté et de la justice ?

Agréez, etc.

HENRY DE RIANCEY.

Nous recevons du savant et honorable éditeur des *Pensées* de Pascal, M. Prosper Faugère, une lettre relative à l'appréciation, contenue dans notre dernière livraison, de la polémique soulevée par la découverte de papiers attribués à Pascal.

Nous insérons très-volontiers cette lettre, comme une pièce très-importante, puisqu'elle émane d'un homme auquel la plus haute autorité, en cette question, appartient justement :

« Paris, 22 décembre 1867.

« Monsieur le Directeur,

« L'intérêt avec lequel j'ai lu, dans le *Correspondant* du 25 octobre dernier, la revue scientifique de M. Arthur Mangin, m'a fait d'autant plus regretter quelques-unes des appréciations que j'y ai rencontrées. Si l'on en jugeait, par exemple, d'après son exposé, mon intervention dans cette longue discussion se serait bornée à faire ressortir le pitoyable style d'une des lettres attribuées à Pascal, et à rappeler que le café, mentionné dans une prétendue note du grand écrivain, n'était pas encore en usage à cette date. M. Mangin paraît avoir oublié que les objections de divers ordres qui ont été successivement présentées contre les documents attribués par M. Chasles à Pascal et à Newton ont été, dès le commencement du débat, articulées ou du moins indiquées par moi.

« Mais voici un passage qui me touche davantage et auquel je vous demande la permission de répondre dans l'intérêt général de la vérité. M. Mangin, parlant de la comparaison des écritures qui a eu lieu en France et en Angleterre, dit que si cet examen peut être concluant en ce qui concerne Newton, il ne l'est pas en ce qui regarde Pascal, car, ajoute-t-il, « il *paraît* « *établi* que Pascal avait une écriture très-irrégulière, très-capricieuse, et « l'on sait que le manuscrit des *Pensées* se compose de morceaux de papier « informes, couverts d'un griffonnage presque illisible qui ne trahit que « trop les cruelles souffrances auxquelles l'écrivain était en proie. »

« Je suis persuadé que si M. Mangin avait pris la peine d'aller voir le manuscrit des *Pensées*, qui est conservé à la Bibliothèque impériale, il aurait modifié son appréciation.

« L'écriture de Pascal est loin d'être *très-irrégulière* et *très-capricieuse*, et elle ne trahit nullement les *cruelles souffrances* de l'auteur. La santé de Pascal était depuis longtemps altérée, mais son intelligence et sa plume restèrent fermes jusqu'à la fin. On a la signature de son testament, apposée quelques jours seulement avant sa mort ; elle est à peine altérée par l'extrême faiblesse où l'avait réduit la maladie. L'écriture des *Pensées*, où se

trouvent d'ailleurs des pages de diverses époques de la vie de Pascal, — de 1654, par exemple, à 1662, année de sa mort, — indique la vivacité et l'ardeur de l'esprit, et non la souffrance : le trait en est extrêmement rapide, il est impétueux, et si elle est souvent, en effet, presque illisible, c'est que Pascal ne traçait d'abord ses pensées que pour lui-même. Quelles que soient, d'ailleurs, la rapidité et les abréviations de cette écriture, elle offre toujours des traits essentiels et caractéristiques qui peuvent servir à la faire reconnaître de la façon la plus certaine ; elle n'est pas uniforme sans doute, mais elle est toujours *identique*. J'ajoute que la comparaison était ici d'autant plus facile que le faussaire, ainsi que je l'ai fait remarquer, n'a pas même cherché à contrefaire l'écriture de Pascal. L'épreuve graphique est donc ici absolument concluante, et si l'Académie, comme je n'ai cessé de le demander, y avait fait procéder d'une façon régulière, la question serait depuis longtemps résolue. Il n'eût pas été nécessaire d'avoir, comme moi, employé plus d'une année à déchiffrer le manuscrit des *Pensées ;* il eût suffi d'un examen de quelques heures fait par des hommes experts et impartiaux.

« Je vous serai très-obligé, monsieur le Directeur, si vous voulez bien donner place à cette lettre dans votre prochaine livraison.

« Agréez l'assurance de mes sentiments les plus distingués.

« P. Faugère. »

REVUE SCIENTIFIQUE

La vulgarisation des sciences par les étrennes. — Les gros volumes. — Méthodes diverses de vulgarisation. — La nouvelle école. — Un mot sur la critique scientifique. — Les livres de cette année. — *La Terre*, par M. Élisée Reclus. 1 vol. grand in-8 ; L. Hachette et Cie, éditeurs. — Les *Phénomènes de la physique*, par M. Amédée Guillemin. 1 vol. grand in-8 ; mêmes éditeurs. — *L'Univers*, par M. F.-A. Pouchet. 1 vol. grand in-8 ; mêmes éditeurs. — *Les Poissons, les Reptiles et les Oiseaux*, par M. L. Figuier. 1 vol. grand in-8 ; mêmes éditeurs. — *Vies des savants illustres, les savants de la Renaissance*, par le même. 1 vol. grand in-8 ; Lacroix et Verboekhoven, éditeurs. — *Les Merveilles de la science* (2me partie), par le même. 1 vol. in-4 ; Furne et Jouvet, éditeurs. — *Bibliothèque des merveilles*, 30 vol. in-18 ; L. Hachette et Cie, éditeurs. — *La Science et les savants au seizième siècle*, par M. P.-A. Cap. 1 vol. in-8 ; A. Mame et fils, éditeurs. — *Serviteurs et commensaux de l'homme*, par M. Saint-Germain-Leduc. 1 vol. in-8 ; mêmes éditeurs. — *Les Hôtes du logis*, par M. S. H. Berthoud. 1 vol. grand in-8 ; Garnier frères, éditeurs. — *Contes de tous pays*, par M. E. Chasles. 1 vol. grand in-8 ; mêmes éditeurs. — *Les Fougères* (2me partie), par M. E. Roze. 1 vol. grand in-8 ; J. Rothschild, éditeur. — *Le Monde des bois*, par M. Ferd. Hoefer. 1 vol. grand in-8 ; même éditeur.

Depuis qu'on s'est mis à publier, à l'époque des étrennes, des ouvrages scientifiques illustrés, à l'usage de la jeunesse et des gens du monde, les dimensions de ces ouvrages ont suivi d'année en année une progression croissante dont il est impossible de prévoir le terme.

On a commencé par des in-octavo ordinaires, de quatre cents pages environ ; puis l'in-octavo est devenu *grand in-octavo*, et bientôt, *très-grand in-octavo*, son épaisseur augmentant avec sa superficie. Cette année, on en est à l'énorme ; l'année prochaine, on atteindra sans doute le gigantesque. — Et après... ?

Y a-t-il là vraiment un progrès ? Y a-t-il une satisfaction de plus donnée à ceux qui achètent les livres d'étrennes ou à ceux qui les reçoivent ? Franchement, je ne le crois pas. Pour les premiers, le surcroît de matière littéraire, scientifique, artistique et typographique se traduit par une élévation de prix dont ils se passeraient fort. Pour les seconds, je conviens que la première impression est favorable. On s'écrie : « Ah ! le beau livre ! » On l'ouvre, on le feuillette avec une certaine avidité ; on regarde les trois ou

quatre cents dessins que la main libérale de l'éditeur y a répandus : cela fait toujours passer une heure agréablement. Mais ce n'est pas là, j'imagine, tout ce que se proposent les éditeurs et les auteurs. Ils ne veulent pas seulement étonner, amuser : ils veulent rendre la science accessible, en propager le goût, la vulgariser, comme on dit aujourd'hui. Les auteurs, en particulier, ne seraient pas fâchés d'être lus : c'est généralement pour cela qu'on se donne la peine d'écrire. Or je crains bien que les uns et les autres ne prennent pas le bon moyen pour atteindre leur but. Sur vingt personnes, sur vingt jeunes gens de l'un ou de l'autre sexe, que je supposerai dans les meilleures conditions, c'est-à-dire déjà instruits et désireux de s'instruire davantage, combien en est-il qui ne reculent avec effroi devant la lecture de six ou sept cents grandes pages de physique, d'astronomie, de géologie ou même d'histoire naturelle? Il n'y en a peut-être pas deux !

Ce n'est pas tout. Ceux qui, de nos jours, ont les premiers remis en honneur la vulgarisation se sont vu prendre à partie assez rudement par des critiques qui se piquaient de rigorisme. On leur a reproché d'amoindrir la science, presque de l'avilir, en la faisant descendre de son haut piédestal et en la dépouillant de ses attributs austères. On a fulminé contre ceux qui s'étaient avisés de l'accommoder un peu au goût des amateurs de contes et de romans. « La science, criait-on bien haut, n'a pas besoin de ces atours futiles, de ces vains artifices : elle est assez belle, assez séduisante par elle-même. » Il ne paraît pas cependant que beaucoup de personnes soient de cet avis ; au contraire, l'immense majorité, je ne dis pas des jeunes gens, mais des « grandes personnes, » et de celles qui appartiennent aux classes les plus éclairées, ne consentent à se laisser enseigner un peu de science qu'à la condition qu'on s'arrange de façon à la rendre amusante. Allez aux soirées scientifiques de la Sorbonne ; écoutez un peu ce qui se dit autour de vous ; voyez quels sont les professeurs qui réussissent et ceux qui ne réussissent pas, et vous me direz si je calomnie mes contemporains.

Malheureusement il s'est trouvé que ceux-là même qui repoussaient le plus énergiquement tout compromis avec les faiblesses humaines, avaient le malheur de n'être pas infaillibles. Aussi, tandis que les lettrés les accusaient de sécheresse et les proclamaient ennuyeux, les puritains épluchaient leurs livres, y relevaient des erreurs parfois un peu grosses, et les anathématisaient à leur tour comme profanateurs de la science. Il va sans dire que ces disputes n'ont converti personne : c'est l'ordinaire. On dit ce qu'on veut, on fait ce qu'on peut. Les vulgarisateurs qui n'avaient point d'imagination ont continué de s'en passer et d'écrire des livres simplement élémentaires. Ceux qui, au contraire, avaient plus d'imagination que de savoir se sont dit que les lecteurs leur pardonneraient toujours de ne pas leur apprendre grand'-chose, pourvu qu'ils réussissent à les divertir. Et le public a donné raison aux uns et aux autres en continuant d'acheter leurs livres. Cependant il s'est formé récemment une nouvelle école, à la tête de laquelle se sont

placés tout naturellement ceux qui ne trouvaient pas bon ce qui avait été écrit avant eux. C'est l'école des gens graves, qui ne rient point et qui font des livres sérieux, dégagés de toute fiction, de tout enjolivement futile, et garantis purs de toute erreur. C'est cette école qui a produit les gros livres dont je parlais tout à l'heure, et qui semble s'appliquer à les faire de plus en plus gros. C'est elle qui nous a donné d'abord *le Ciel* de M. Amédée Guillemin, puis *l'Espace céleste et la nature tropicale*, de M. Emm. Liais, puis *la Vie souterraine*, de M. L. Simonin. C'est elle qui nous donne aujourd'hui *les Phénomènes de la physique*, de M. Am. Guillemin, déjà nommé, et *la Terre*, de M. Élisée Reclus.

Qu'il me soit permis d'ouvrir ici une paranthèse un peu longue. Un de mes confrères me disait, il y a quelque temps : « La critique scientifique n'existe pas. » Il ne disait que trop vrai. La critique oscille — et cela presque fatalement — entre une bienveillance banale et une sévérité trop souvent injuste. Une foule de motifs qu'il serait trop long, et d'ailleurs fort délicat, d'articuler, la poussent tantôt sur l'un, tantôt sur l'autre de ces écueils — plutôt, il faut le dire, sur le premier que sur le second. C'est tout simple : on a des susceptibilités à ménager : on craint de blesser, par trop de franchise, des confrères qu'on estime, des amis qu'on aime, des éditeurs avec lesquels il n'est pas prudent de se brouiller... Et puis un journal est un lit de Procuste, où la pensée n'a pas toutes ses aises et où, faute de pouvoir expliquer et justifier ses critiques, l'écrivain se borne à quelques phrases élogieuses qui ne le compromettent pas. A moins qu'un livre ne soit absolument mauvais — auquel cas il est toujours facile de n'en rien dire — il faut, pour en faire ressortir les qualités et les défauts, un examen raisonné que ne comportent guère les dimensions d'un article de journal. Or là où la discussion est impossible, ne vaut-il pas mieux s'en tenir aux « compliments d'usage? » On ne risque rien à louer ce qui est bon, tandis qu'à blâmer ce qu'on trouve mal, sans en dire explicitement les raisons,

On s'expose à jouer de méchants personnages.

Quant à moi, j'ai loué ailleurs sommairement et sans réserve le livre de M. Am. Guillemin et celui de M. Él. Reclus. Ici, j'ai mes coudées plus franches et j'oserai placer la critique à côté de l'éloge.

Je dirai d'abord, reprenant mon propos où je l'ai laissé, qu'il serait temps d'arrêter ce grossissement annuel des volumes publiés à l'intention des personnes désireuses de s'initier aux principes des sciences ou à leurs applications. C'est par des exercices gradués que les forces physiques se développent. Nos facultés intellectuelles sont soumises à des lois analogues et n'exigent pas moins de ménagements. La seule perspective d'un effort trop grand et trop soutenu suffit pour rebuter même un esprit studieux. Qu'est-ce donc lorsqu'il s'agit d'accoutumer les esprits sybarites de notre

société actuelle à des études dont leur indolence et leurs préjugés ne les éloignent déjà que trop !

— J'ai sous les yeux quatre ouvrages que publie cette année la librairie Hachette : les *Phénomènes de la physique*, de M. A. Guillemin, occupent 780 pages très-grand in-8 ; *la Terre*, de M. É. Reclus, en compte 840, et ce n'est que le premier volume ; l'ouvrage en aura deux ! Le livre de M. F.-A. Pouchet, *l'Univers*, a 780 pages comme celui de M. Guillemin. Enfin le nouveau volume d'histoire naturelle de M. L. Figuier a 720 pages ; soit 110 pages de plus que celui de l'année dernière, qui lui-même dépassait d'une centaine celui de l'année précédente. Ces quatre ouvrages encourent donc, selon moi, un premier reproche : ils sont trop volumineux. Cet excès dans la quantité est surtout regrettable en ce qui concerne les livres de MM. Guillemin et Reclus, et cela par la raison fort simple qu'ils sont plus « sérieux » que les deux autres ; qu'ils traitent de matières moins accessibles à la plupart des lecteurs ; qu'enfin, par la nature de leurs sujets et par la forme que les auteurs ont adoptée, ils tiennent beaucoup plus de l'enseignement scientifique que de la vulgarisation.

Les deux savants écrivains peuvent, il est vrai, me répondre : « Nous nous soucions peu du genre auquel on voudra rattacher nos écrits ; il ne s'agit point de savoir si nous avons fait ou voulu faire de la vulgarisation ou de l'enseignement, mais si nous avons fait une œuvre bonne ou une œuvre médiocre. De ce que nos livres sont édités avec un certain luxe et publiés aux approches du premier de l'an, il ne s'ensuit pas nécessairement qu'ils doivent être donnés en étrennes à des jeunes filles, à des dames ou à d'autres personnes mal préparées aux études scientifiques. Chacun achète les livres qu'il veut et les offre à qui bon lui semble, et ceux qui trouveront les nôtres trop volumineux ou trop sérieux sont les maîtres d'en choisir d'autres qui leur conviennent davantage. »

A cela je n'ai, je l'avoue, rien à répliquer, au moins en ce qui concerne M. Reclus. Rien, en effet, n'autorise à le regarder comme une nouvelle recrue dans la phalange des vulgarisateurs. Au contraire, il semble plutôt avoir voulu se placer tout à fait en dehors de ce groupe en reprenant, pour le traiter à fond et avec tous les développements qu'il comporte, un sujet sur lequel ont été publiés depuis peu plusieurs ouvrages de vulgarisation proprement dits : *la Terre et les Mers*, de M. Figuier ; *la Terre et l'Homme*, de M. A. Maury ; une *Histoire de la terre*, de M. Brothier ; une autre de M. Simonin ; la *Géographie physique* de M. F. Maury, traduite par MM. Zurcher et Margollé, etc. Toutes ces publications n'ont pas détourné M. É. Reclus de son long travail, dont le début remonte, il nous l'apprend lui-même, à une quinzaine d'années, et dont il a puisé les matériaux, non-seulement dans la lecture des auteurs anciens et modernes, mais aussi et surtout dans l'étude directe de la nature.

Cette monographie de notre planète formera deux volumes. Le premier,

qui seul a paru cette année, est consacré aux continents. Dans le second, l'auteur s'occupera des mers et de l'atmosphère. Le tome premier se divise lui-même en quatre parties. La première, intitulée *la Planète*, est une sorte d'introduction historique et cosmographique. Dans les trois autres parties, l'auteur étudie les terres, leur configuration, leur distribution, leurs différents aspects, leurs reliefs, leurs dépressions ; la circulation des eaux, les sources, les rivières, les lacs, les glaciers ; enfin les forces souterraines et leurs effets brusques ou lents, chroniques, périodiques ou accidentels : volcans, tremblements de terre, affaissements et soulèvements du sol. Ce cadre est bien conçu et bien rempli. M. Reclus expose et discute les diverses théories par lesquelles on a cherché à expliquer les phénomènes telluriques. Il décrit ces phénomènes dans un style très-net et qui ne manque ni de chaleur ni d'élévation. Mais pourquoi le sous-titre de son livre semble-t-il présenter ces phénomènes comme des manifestations de la « vie du globe? » Pourquoi, dans sa préface, M. Reclus nous parle-t-il de « l'immense vie des choses? » Ce n'est point là le langage de la science. De deux choses l'une : ou ces expressions ne sont qu'une image, une métaphore, et en ce cas elles ne sont point ici à leur place ; ou bien M. Reclus admet réellement que le globe terrestre est un être vivant, que les *choses* ont une vie propre ; et c'est là une hypothèse tout au moins étrange, à quelque point de vue que l'on se place : religieux, philosophique ou scientifique.

On ne peut dire que le livre de M. Élisée Reclus soit illustré, car on y chercherait en vain la moindre image pittoresque, et cela encore le distingue profondément des ouvrages de vulgarisation ; mais le texte est accompagné d'un très-grand nombre de cartes et de figures très-bien exécutées.

— « Nous n'avons pas eu, dit M. Am. Guillemin, la pensée ni la prétention d'écrire un cours de physique : nous avons tenté d'aplanir la voie à ceux qui veulent pousser plus loin leurs études, tout en donnant aux gens du monde une idée suffisamment claire et juste de la science. » Notre confrère se déclare donc vulgarisateur, et c'est sans doute pour mieux distinguer son livre des traités *ad usum scholarum*, qu'il a écrit sur la couverture : *les Phénomènes de la physique*, titre qui a deux défauts : le premier, d'exprimer par une périphrase ce qui eût pu être dit plus brièvement ; le second, de n'être pas grammaticalement irréprochable. La physique est une science qui étudie des phénomènes ; mais elle n'est ni le lieu ni la cause de ces phénomènes, et l'on ne peut pas plus dire : *les phénomènes de la physique*, qu'on ne dirait : *les animaux de la zoologie*, ou : *les plantes de la botanique*. Cette petite offense aux lois du langage nous étonne, le style de M. Guillemin étant d'ordinaire très-correct, en même temps que d'une clarté remarquable. Mais passons sur le titre et parlons du livre lui-même. Si ce n'est là un traité ou un cours de physique, qu'est-ce donc? Les principes de la science, les phénomènes qu'elle observe, les appareils ingénieux et les hypo-

thèses qui sont les instruments matériels et théoriques de ses démonstrations ; les lois qu'elle formule enfin : tout cela y est exposé, décrit, expliqué, sans pédantisme aucun, il est vrai, sans abus de termes techniques et sans le secours d'aucune formule mathématique, mais d'ailleurs selon la méthode généralement adoptée. A l'exemple de ses devanciers, M. Guillemin s'occupe premièrement de la pesanteur, des lois d'équilibre des corps solides, liquides et gazeux, puis du son, de la lumière, de la chaleur, du magnétisme et de l'électricité ; et il complète cette étude générale des phénomènes physiques par un rapide coup d'œil sur les météores atmosphériques. C'est exactement l'ordre suivi par M. Ganot, par MM. Boutan et d'Almeida et par les autres auteurs de *physiques* classiques. Il n'y a rien de changé, peut-on dire en parodiant un mot fameux, il n'y a qu'un traité de plus.

Est-ce à dire que ce livre soit de trop ? Non pas, certes ! Un bon livre n'est jamais de trop, et aucun de ceux qu'on peut comparer à celui-ci ne remplit d'une façon aussi satisfaisante l'objet indiqué par l'auteur : « Aplanir la voie à ceux qui veulent pousser plus loin leurs études. » M. Guillemin excelle à rendre facilement intelligibles les démonstrations les plus complexes et les plus ardues, et je n'ai trouvé nulle part encore, notamment, les phénomènes d'interférence, de diffraction et de polarisation de la lumière aussi nettement exposés. Par ce don de clarté et de simplicité, par ce juste sentiment de la mesure, M. Guillemin se montre bien vulgarisateur ; mais il lui manque le *brio*, les allures vives, un peu capricieuses, bizarres au besoin, qui plaisent aux gens du monde, et qui ont valu, par exemple, tant de succès à un célèbre académicien. M. Guillemin nous annonce, comme suite au présent ouvrage, un nouveau volume intitulé : *Applications de la physique*. Nous prenons acte de cette promesse.

— On peut être savant, j'entends savant de profession, membre de l'Institut même, et, sans déroger, se faire vulgarisateur. Je viens de faire allusion aux succès un peu mondains d'un académicien qui a conquis ainsi une renommée populaire. Mes lecteurs ont nommé M. Babinet. Il y a d'autres exemples non moins illustres : Arago, le prince de la vulgarisation, l'incomparable professeur que *tout Paris* allait entendre à l'Observatoire ; Biot et Flourens, qui étaient de l'Académie française ; Humboldt, qui était, je crois, de toute les académies du monde ; Moquin-Tandon, qui était un peu romancier à ses heures. M. F.-A. Pouchet n'a donc rien fait d'insolite en écrivant, lui aussi, un livre à l'usage des profanes de bonne volonté. Ce livre a pour titre : *l'Univers : les infiniment grands et les infiniment petits*. Un beau et grandiose sujet, qui ne pouvait être traité que par un maître. Que M. Pouchet fût, comme savant, à la hauteur de sa tâche, cela ne faisait point doute. Mais tracer dignement ce nouveau tableau de la nature, promener le lecteur à travers les merveilles de la création ; l'initier aux mystères de la vie animale et végétale, aux évolutions des corps cé-

lestes; lui montrer ce qui se voit et ce qui ne se voit pas : ce n'était pas seulement œuvre de savant, mais de peintre, de poëte et même un peu de philosophe. Eh bien! il y a de tout cela en M. Pouchet. Parce qu'il s'est fait l'apôtre de l'hétérogénie, on l'a accusé d'athéisme, de matérialisme [1]. Je l'ai dit et je le répète, j'ignore quels sont les sentiments, les convictions de M. Pouchet en matière religieuse; mais je trouve dans son livre des passages tels que ceux-ci. Après avoir parlé des divinités grotesques ou terribles auxquels les Chinois d'une part, de l'autre, les Barbares scandinaves attribuaient la création de l'ordre dans l'univers, l'auteur ajoute :

« Pour nous, accoutumés à nous incliner devant la toute-puissance créatrice, de semblables images paraissent bien puériles : au lieu de ces vieillards ou de ces géants laborieusement occupés à marteler le globe, nous ne voyons partout que l'invisible main de Dieu. Là, d'une incompréhensible délicatesse, elle anime l'insecte d'un souffle de vie; ailleurs, en s'étendant largement, elle étreint les mondes dispersés dans l'espace, elle les ébranle ou les anéantit... »

Et plus loin : « Si nous passons en revue les forces vives de notre planète, nous nous apercevons bientôt que leur puissance est sans bornes : quand elles se déchaînent dans ses entrailles, toute sa surface est ébranlée. Tantôt elles font surgir les Alpes et l'Himalaya, en suspendant leurs cimes dans la région des nuages. Et à un autre instant, en fendant le globe presque d'un pôle à l'autre, les Andes et l'Amérique sortent du sein de la mer; puis, les flots étonnés, en s'étalant tumultueusement sur l'ancien monde, produisent l'une de ses plus récentes catastrophes : le grand déluge. Ainsi l'a voulu la suprême volonté! »

Et encore : « Si, après avoir scruté les imposants phénomènes qui s'accomplissent à la surface de la terre, nous abaissons nos regards vers les êtres les plus infimes, là nous voyons encore se révéler, avec une magnificence inattendue, toute la sagesse de la Providence; bientôt même le spectacle de l'immensité dans les infiniment petits ne nous étonne pas moins que l'incommensurable puissance des grandes scènes de la création. »

Il me semble que ce n'est point là le langage d'un athée, et l'on conviendra que je n'avais pas tort quand je disais tout à l'heure que c'était celui d'un peintre, d'un poëte et d'un penseur.

J'ajouterai que l'ampleur du grand format ne messied pas à une œuvre de ce genre, et que la profusion des gravures y est mieux justifiée qu'en aucun autre livre, l'histoire de la nature, selon l'expression de M. Pouchet, se traduisant par une succession de figures.

— J'ai dit plus haut que le volume d'histoire naturelle publié cette année par M. Figuier avait pris, à l'instar de ses congénères, des dimensions inusitées. Il est vrai que ce volume comprend la description de quatre classes

[1] Voir à ce sujet notre Revue scientifique du mois de mars 1865.

du règne animal : les poissons, les batraciens, les reptiles et les oiseaux. Le précédent traitait uniquement des insectes, et celui de l'année précédente, des animaux inférieurs : zoophytes et mollusques. M. Figuier suit donc de bas en haut l'échelle zoologique. Je n'y vois point d'inconvénient : cet ordre est peut-être plus logique que l'ordre contraire. Mais je signalerai dans son utile et intéressant travail une lacune que j'avais déjà remarquée l'année dernière, que je m'attendais à voir comblée cette fois, mais qui ne l'est point. M. Figuier paraît avoir complétement oublié les aranéides et les crustacés. Maintenant que le voici arrivé aux vertébrés, comment va-t-il, entre les oiseaux et les mammifères, intercaler ces deux classes d'animaux articulés?...

— M. Figuier est sans contredit le plus fécond de nos vulgarisateurs ; il ne mène pas de front moins de quatre grandes publications : d'abord, celle dont je viens de parler ; puis les *Vies des savants illustres*, puis les *Merveilles de la science*, puis enfin l'*Année scientifique* ; soit quatre volumes pour chaque année, dont trois de la plus belle venue. Comment peut-il suffire à un tel travail tout en mangeant, buvant et dormant comme un simple mortel? C'est là un mystère sur lequel je ne suis que très-imparfaitement renseigné. J'imagine que M. Figuier emploie, sinon des collaborateurs, au moins des secrétaires, des *praticiens* qui ont mission de recueillir et de préparer les matériaux qu'il met en œuvre. Mais au fait, je me mêle là de ce qui ne me regarde point, et je dois me borner à apprécier les ouvrages qu'il signe de son nom, sans lui demander compte des procédés qu'il emploie. Le troisième volume des *Vies des savants* est consacré aux savants de la Renaissance, ou du moins à quelques-uns d'entre eux. Et dans le petit nombre de ceux dont il raconte la vie, je suis un peu surpris, je l'avoue, de voir figurer deux hommes justement célèbres comme navigateurs, et qui, en étendant par leurs découvertes les connaissances géographiques de leurs contemporains, ont contribué sans doute au progrès des sciences, mais qu'on ne s'était pas encore avisé de présenter comme des savants. Ces deux hommes sont Vasco de Gama et Magellan.

M. Figuier lui-même ne nous apprend rien qui soit de nature à faire supposer qu'ils eussent reçu plus d'instruction que les autres grands aventuriers de la même époque. Pourquoi donc leur avoir accordé les honneurs d'une biographie, plutôt qu'à Barthélemi Diaz ou à Ferdinand Cortez, tandis que M. Figuier les a refusés à de véritables et laborieux savants, tels que Müller (*Regiomontanus*), Pierre Belon, Aldrovande, Michel Servet, Barthélemi Eustache, Gabriel Fallope et son élève Fabricius, Van Helmont, Olivier de Serres et d'autres encore? Ces omissions sont d'autant plus regrettables que les douze ou treize biographies qui remplissent le volume témoignent des consciencieuses recherches de l'auteur et sont écrites d'une façon intéressante. Il faut dire aussi, à la décharge de M. Figuier, qu'il a comblé jusqu'à un certain point les vides de la partie purement biographique de son livre,

en la faisant précéder d'un tableau général du mouvement intellectuel qui a signalé le siècle de Léon X et de François Ier.

— Les *Merveilles de la science* sont une œuvre à la fois historique et descriptive, une édition populaire, augmentée et, si l'on peut ainsi dire, prolongée, du premier et du meilleur ouvrage de M. Figuier, *Exposition et histoire des principales découvertes modernes*, que les éditeurs Furne et Jouvet ont eu l'idée de publier, selon la mode du jour, en livraisons à 10 centimes ornées de nombreuses gravures. A la fin de l'année, les livraisons sont réunies en un volume in-4, imprimé sur deux colonnes, et qui, ma foi, n'a point mauvaise mine. Je déclare bien haut, — et mes lecteurs partageront mon sentiment, je n'en doute pas, — qu'il me plaît infiniment plus de voir populariser ainsi des notions scientifiques que tant d'œuvres malsaines dont la spéculation inonde, sous forme de livraisons et de journaux, le salon, la mansarde et l'atelier. Les *Merveilles* de M. Figuier réussissent, m'assure-t-on. Tant mieux !

Ce m'est un fort bon signe, et ma joie en est grande.

Le second volume, que je viens de parcourir, me paraît, du reste, justifier ce succès. Il contient l'histoire des télégraphes aérien et électrique, de la métallurgie électro-chimique, de l'aérostation et de l'éthérisation, et conduit le lecteur jusqu'à la limite extrême où le passé confine au présent.

— Puisque je parle de *Merveilles*, c'est ici le lieu de rappeler que MM. Hachette, qui éditent de si gros livres, ne laissent pas d'en publier aussi de petits sous le titre général de *Bibliothèque des merveilles*. Je soupçonne ces messieurs de posséder le chapeau magique de Robert Houdin. Seulement, au lieu d'en tirer une pluie de fleurs ou de bonbons, ils en font tomber une pluie de jolis volumes bleus, signés de noms fort estimables, ornés de gravures (cela va sans dire : fait-on encore aujourd'hui des livres sans gravures?) et imprimés avec beaucoup d'élégance. Le nombre de ces volumes dépasse, à l'heure qu'il est, une trentaine. Je ne puis que citer ceux qui ont paru le plus récemment : *Grottes et cavernes*, par M. Camille Saglio ; — *les Merveilles de l'hydraulique*, par M. Marzy ; — *les Armes et les armures*, par M. Lacombe ; — *les Monstres marins*, par M. Armand Landrin ; — les *Merveilles de l'intelligence des animaux*, par M. E. Menault ; — les *Merveilles de l'acoustique*, par M. Radau ; — les *Merveilles de la verrerie*, par M. Sauzay ; — *l'Eau*, par M. Tissandier ; — *les Glaciers* et *les Ascensions célèbres*, par MM. Zurcher et Margollé ; — *les Ballons et les voyages aériens*, par M. Flammarion ; — *les Phares*, par M. L. Renard.

— La nouvelle collection scientifique de MM. Mame ne marche pas du même train que celle de MM. Hachette ; mais les ouvrages qu'elle comprend sont de ceux qu'on peut recommander en toute sûreté. L'année dernière avait vu paraître l'*Esprit des oiseaux*, de M. S. H. Berthoud et les *Animaux*

à métamorphoses, de M. Victor Meunier. Cette année, en attendant l'*Esprit des plantes*, de M. Grimard, et les *Animaux d'autrefois*, de M. V. Meunier, nous avons *la Science et les Savants au seizième siècle*, de M. P.-A. Cap, la *Géologie contemporaine*, de M. l'abbé C. Chevalier, et les *Serviteurs et commensaux de l'homme*, de M. Saint-Germain Leduc.

M. P.-A. Cap, qui s'est dès longtemps fait connaître par plusieurs écrits scientifiques, et notamment par de très-intéressantes *Études biographiques pour servir à l'histoire des sciences*, était mieux préparé que personne au travail qu'il a entrepris, presque en même temps que M. Figuier, sur la Renaissance. Les deux auteurs ont, du reste, suivi des méthodes différentes, en sorte que leurs deux ouvrages, loin de faire double emploi, se complètent et se recommandent, pour ainsi dire, l'un l'autre. Au lieu de tracer un petit nombre de portraits historiques, M. Cap a voulu étudier dans son ensemble, dans ses origines et dans ses résultats la pacifique révolution intellectuelle qui, bien mieux qu'aucun fait politique, sépare le moyen âge de l'époque moderne. Il rappelle sans doute les traits les plus saillants de la vie de ceux qui y ont contribué, mais il s'attache surtout à bien marquer la part prise par chacun d'eux à l'œuvre commune. Il jette, dans son introduction, un coup d'œil sur la marche des sciences avant la Renaissance, et il suit encore cette marche au delà du seizième siècle, alors que déjà le mouvement a pris, grâce aux travaux de Galilée, de Bacon, de Descartes même, une allure plus décidée.

— Les *Serviteurs et commensaux de l'homme*, dont nous entretient M. Saint-Germain Leduc, sont, on le devine, les animaux que l'homme s'est appropriés pour son utilité ou son agrément, soit par domestication, soit par voie de détention. Car il faut bien distinguer les animaux domestiques, qui instinctivement s'attachent à l'homme, comme s'ils savaient que leur existence dépend de lui, et ceux qui ne sont entre ses mains que des prisonniers et ne manquent jamais l'occasion de reprendre leur liberté. Ceux-ci ont beau être domptés, apprivoisés, familiers même, il est toujours nécessaire, si l'on veut les garder, de les tenir sous clef. Ils subissent leur captivité avec résignation ; souvent ils font contre fortune bon cœur, et consentent à se mettre en frais pour gagner les bonnes grâces de leur maître. Mais qu'ils trouvent une issue, une porte ou une fenêtre ouverte : serviteurs très-humbles ! les voilà partis ! M. Saint-Germain Leduc passe en revue, dans une suite d'entretiens familiers, toutes les espèces, toutes les variétés d'animaux dont l'homme a coutume de s'entourer, non-seulement l'homme d'Europe, mais aussi celui des autres contrées. Il s'occupe donc de nos chiens, de nos chats, de nos chevaux, de nos ânes, de nos bestiaux, de nos oiseaux de basse-cour et de volière, puis aussi du chameau, de l'éléphant, du renne, du lama ; et il n'oublie pas les animaux qui, n'étant pas encore domestiques, paraissent aptes à le devenir, tels que le zèbre, l'hémione, le couagga, la tapir, le kanguroo, les gallinacés exotiques, etc.

Son livre est, en somme, un charmant petit traité de zoologie pratique, de zootechnie et d'hygiène vétérinaire.

— On pourrait croire, au premier abord, que *les Hôtes du logis*, de M. S. H. Berthoud, ne sont autres que les *Serviteurs et commensaux*, de M. Saint-Germain Leduc. Mais la vignette qui orne la couverture du livre de M. Berthoud (si toutefois cela peut s'appeler un ornement), et qui représente une puce grossie je ne sais combien de fois, nous avertit que l'auteur va nous parler, non des hôtes qui nous sont agréables ou utiles, mais de ceux dont nous ne demandons qu'à être délivrés. D'ailleurs, avec M. Berthoud, il ne faut pas se fier, comme on dit, « à l'étiquette du sac. » Cet esprit éminemment fantaisiste ne s'arrête pas longtemps à un même sujet. Le premier incident venu l'entraîne dans une digression, puis dans une autre, et ses livres finissent toujours, non par des chansons, mais par des historiettes, qu'il excelle, du reste, à raconter. Tant il y a que son livre, *les Hôtes du logis*, fait très-bien le pendant des *Contes de tous pays*, que M. Émile Chasles publie chez les mêmes éditeurs, et qui ont aussi leur côté instructif, sinon scientifique. Ce sont des légendes, des fables, des histoires fantastiques, très-bien choisies dans les littératures enfantines de tous les peuples, et dont chacune a sa couleur locale, sa saveur de terroir.

— Mais je ne dois point m'égarer sur le domaine de la critique littéraire, et je me hâte de rentrer dans le mien, où je trouve encore deux très-beaux livres, édités avec un luxe tout à fait artistique par M. J. Rothschild. L'un est le second volume des *Fougères*, de M. E. Roze ; l'autre est le *Monde des bois*, de M. Ferd. Hoefer.

Le volume de M. Roze contient la description de cent nouvelles espèces et variétés de fougères, toutes également remarquables par l'élégance et la délicatesse de leurs formes et par la beauté de leurs nuances, toutes également dignes d'être recherchées par les amateurs d'horticulture. La plupart de ces espèces sont originaires des climats tropicaux et doivent être cultivées en serre chaude ou tempérée ; mais plusieurs aussi peuvent réussir en pleine terre et en plein air, et concourir à l'ornementation des parcs et des jardins. Chaque notice, donnant les caractères de la plante et le mode de culture qui lui convient, est accompagnée d'une magnifique planche imprimée en couleur et d'une vignette gravée sur bois. Le volume se termine par un chapitre consacré à un autre groupe botanique, voisin des fougères, et qu'on a coutume d'entourer des mêmes soins. Ce groupe est celui des Sélaginelles, longtemps confondues avec les lycopodes, et encore imparfaitement étudiées jusqu'à ce jour.

M. Rothschild s'est mis en tête, je crois, de surpasser tous ses confrères par la magnificence de l'illustration, de l'ornementation et de l'impression des livres qu'il publie. Le fait est qu'aucun des énormes et luxueux ouvrages qui sont sortis cette année des grandes librairies de Paris n'égale, sous ce

triple rapport, le *Monde des bois*. Ce volume, imprimé par Claye sur papier teinté et satiné, est enrichi de vingt-sept gravures sur acier, dont quelques-unes sont des paysages d'un fini et, comme disent les peintres, d'un *rendu* vraiment merveilleux. Celles qui représentent des animaux ne sont pas moins bien exécutées, mais le dessin laisse un peu à désirer. A ces vingt-sept gravures sur acier s'ajoutent près de trois cents très-jolies vignettes sur bois. M. le docteur F. Hoefer, l'auteur du livre, est resté dans les saines traditions. Il ne mêle point le fantastique au réel, il n'émaille pas son discours de boutades hétéroclites. Il cause avec son lecteur en se promenant avec lui. Il lui fait étudier la nature sous un de ses aspects les plus pittoresques à la fois et les plus instructifs. Que de choses, en effet, à observer et à admirer, dans ce résumé de la vie végétale et animale qu'on nomme les bois ! Il y a bien là tout un monde qui palpite, se transforme, vieillit et rajeunit incessamment. Ce sont les grands arbres et les humbles mousses, les broussailles où se cache la bête fauve, l'herbe où se glisse le reptile, l'air où bordonne l'insecte ; ce sont les oiseaux qui chantent, les écureuils qui gambadent, les carnassiers qui cherchent leur proie, les herbivores qui paissent l'oreille au guet, toujours prêts à fuir l'ennemi, le chasseur à quatre ou à deux pieds. Si M. le docteur Hoefer eût entrepris d'explorer les forêts de tous les climats, il eût été conduit presque à faire l'histoire complète des deux règnes organiques. Il s'est contenté de parcourir les bois où chacun de nous peut aller en flâneur, son livre en main, étudier ce qu'il décrit, et pour cela quatre cents pages lui ont suffi. Il s'est souvenu sagement que

Qui ne sut se borner, ne sut jamais écrire.

On regardera d'abord son livre, mais ensuite on le lira.

ARTHUR MANGIN.

REVUE CRITIQUE

I. *Fernando de Talavera, archevêqne de Grenade, poursuivi par l'Inquisition*, par M. Albert du Boys. 1 vol. — II. *L'Europe et les Bourbons sous Louis XIV*, par M. Marius Topin. 1 vol. — III. *La Fontaine et les Fabulistes*. 2 vol. — IV. *Madame de Miramion*, par M. Hyppolyte Lucas. 1 vol. — V. *Le Tour du Monde*.

I

Nos lecteurs n'ont pas oublié sans doute cette belle galerie des mystiques espagnols dont nous parlions ici le mois dernier. Qu'ils nous permettent, en tout cas, de la leur rappeler et de leur signaler une figure digne d'y prendre place, que vient de nous révéler M. Albert du Boys. C'est celle de Fernand de Talavera, archevêque de Grenade, au commencement du seizième siècle[1].

Ce prélat n'appartient pas au groupe des mystiques, mais il s'y rattache par le temps où il a vécu, par le fond de ses idées, par son zèle pour le développement et la réforme des institutions catholiques, enfin par les poursuites dont il fut l'objet de la part de l'inquisition. C'est ce dernier épisode de sa vie, c'est-à-dire le procès que lui intenta le saint-office, qui fait l'objet du mémoire de M. du Boys. Ce procès est l'exact pendant de celui de Louis de Léon dont nous a parlé M. Paul Rousselot.

Fernand de Talavera était un moine hiéronymite de beaucoup de savoir et d'austérité, mais « de piété gracieuse et sans tache, » dit Prescott, l'historien protestant d'Isabelle la Catholique. Son mérite lui avait acquis la confiance de la reine dont il était devenu le confesseur. Mais il paraît que, dans ses rapports avec sa pénitente, il l'avait éclairée sur autre chose encore que sur les obscurités de sa conscience, car des dilapidations furent arrêtées et des économies faites qui causèrent grand dépit.

[1] *Fernando de Talavera, archevêque de Grenade* (1493-1507) *poursuivi par l'inquisition*. Mémoire lu à l'Académie des sciences morales et politiques par M. Albert du Boys. In-8, 1867.

On ne le pardonna pas au confesseur. D'abord, on l'écarta de la cour, lui substituant, dans la direction religieuse de la reine, le trop célèbre Torquemada, sous l'influence duquel fut établi en Castille et organisé le tribunal de l'inquisition.

C'était un commode instrument de vengeance privée, que ce tribunal. Quand on en voulait à un homme, il y avait toujours moyen, avec l'aide des familiers du saint-office, sinon de s'en débarrasser tout à fait, au moins de le faire jeter pour quelques années en prison. Fernand de Talavera en fit l'expérience. Il était depuis sept ans archevêque de Grenade, récemment conquise par Isabelle et dont il s'efforçait par sa douceur et sa charité de gagner la population vaincue au christianisme et à son pays. Mais ce travail n'allait pas assez vite au gré des impatients, et l'on prit, pour accélérer le mouvement des conversions, d'autres moyens que ceux qu'employait l'archevêque. Une révolte terrible s'ensuivit, que Talavera parvint à apaiser, grâce à l'affection que lui avaient vouée les Maures. Ce service fut un crime. C'en fut un autre que d'avoir traduit quelques portions des saintes Écritures pour les mettre entre les mains des Musulmans, afin d'aider à l'œuvre de leur conversion. Une chose y mit le comble, ce fut de blâmer la violation par le roi et la reine de l'article de la capitulation de Grenade qui garantissait la liberté de religion à ses habitants, violation qui résulta de l'introduction de l'inquisition dans la vieille capitale des Maures. Aussi à peine Isabelle, qui aimait et protégeait Talavera, fut-elle morte (1504), que son ancien confesseur fut, à la stupéfaction de toute l'Espagne, traduit devant l'inquisition comme prévenu d'hérésie et de judaïsme. Inquiets de l'âpreté que l'assesseur du redoutable tribunal mettait à sa poursuite, les parents du saint vieillard et ses amis le suppliaient d'aller se jeter aux pieds du roi : il refusa noblement de faire une démarche qui eût ressemblé à un aveu de culpabilité. Le plus vif regret que lui inspirait le procès auquel il était en butte et qui avait selon l'usage commencé par l'emprisonnement et la mise au secret des proches et des serviteurs du prévenu, c'était d'y voir passer l'argent qu'il destinait aux pauvres. Ni le mémoire que l'archevêque adressa au roi et où il se justifiait, en les abordant franchement, de toutes les accusations portées contre lui, ni le scandale que causait le procès fait à un vieillard de quatre-vingts ans qu'entourait la vénération publique, ni l'intervention des personnes les plus considérables de l'Espagne, rien n'aurait suffi à tirer le saint prélat des mains qui le tenaient, si celles du pape Jules II ne s'étaient étendues sur sa tête. La cause de Fernand de Talavera fut évoquée à Rome, où il fut solennellement acquitté.

Que serait-il arrivé si, au lieu d'être un souverain indépendant et respecté, le pape de ce temps avait été ce que de grands politiques en uniforme ou en soutane croient urgent de faire aujourd'hui du souverain pontife, le chef tout spirituel de l'Église, l'hôte de quelque roi absolu et le pensionnaire des monarques européens? Si le beau sort qu'on rêve pour les papes et qu'on

leur prépare, avait échu à Jules II, l'apôtre de la tolérance religieuse, le défenseur de la liberté de conscience jurée aux Maures aurait infailliblement succombé, et l'oppression d'un peuple vaincu aurait passé sans protestation.

Voilà, entre bien d'autres, un des enseignements qui ressort du curieux travail de M. Albert du Boys.

II

M. Marius Topin vient de publier sous ce titre : *l'Europe et les Bourbons sous Louis XIV* [1], les articles qu'il a donnés ici, dans le courant de l'année, sur les ambassades du cardinal de Polignac. Revus avec soin, ces travaux, qui se liaient naturellement entre eux, forment aujourd'hui un ouvrage d'une lecture très-piquante et même d'une certaine actualité. Il s'agit là, en effet, de l'attitude de l'Europe et de la France vis-à-vis l'une de l'autre. Or, cette attitude, n'est-ce pas, en ce moment, notre plus vif sujet de préoccupation? Moins de deux siècles nous séparent des événements que l'auteur nous retrace, et cependant quels changements dans les situations! Ni l'Europe ni la France ne sont aujourd'hui ce qu'elles étaient en elles-mêmes et par rapport l'une à l'autre. Des modifications profondes sont survenues dans leur constitution intime et dans leur position respective. Qui reconnaîtrait dans l'Europe actuelle, condensée ou près de l'être en quatre ou cinq grandes monarchies, le corps fragmentaire et sans cohésion d'il y a deux cents ans? Et la France? Sans parler du resserrement de ses frontières, est-elle, au dedans et au dehors, ce qu'elle était sous le troisième des Bourbons? L'est-elle surtout dans le rôle qu'elle joue sur la scène du monde, dans ses relations avec les autres États et dans l'esprit qui y préside? Il suffit de comparer ce qui est à ce qui fut pour s'édifier sur ce point.

Ce parallèle, qui aurait son utilité, mais qui eût fait du travail de M. Marius Topin une œuvre de polémique, l'auteur s'est borné à en fournir quelques éléments nouveaux en rappelant un passé considérable qui n'est ni assez connu ni assez médité. C'est donc de l'histoire et non de la politique que trouvera ici le lecteur. Que si l'histoire y conduit à la politique, c'est aux faits et non à l'écrivain qu'il faut s'en prendre.

Le cadre qu'a choisi M. Marius Topin se prête heureusement au but qu'il s'est proposé et donne à son sujet un genre d'agrément qu'il n'aurait pas précisément par lui-même. Cette étude diplomatique se présente, en effet, sous la forme d'une biographie neuve et assez accidentée. Le personnage dont la vie a servi de canevas à l'auteur porte un nom illustre et jouit personnellement d'une grande notoriété ; sa réputation, toutefois, lui vient de la

[1] 1 vol. in-8, Didier et Cie, édit.

littérature plus que de la diplomatie. Il s'agit de l'auteur de *l'Anti-Lucrèce*, le célèbre cardinal de Polignac. Ce brillant émule des Santeuil et des Coffin, ce cartésien qui combattit le *De natura rerum* dans des vers souvent dignes, au jugement de Boileau qui s'y connaissait, de l'œuvre qu'ils avaient pour objet de réfuter, était un négociateur très-affable, très-habile, très-dévoué aux intérêts de son pays et qui le servit dans les plus difficiles affaires du long règne de Louis XIV. Comme tel, néanmoins, il n'est placé qu'au second rang jusqu'ici et ne vient qu'après les de Lionne, les Pomponne, les Torcy, etc.; mais c'est une injustice dont il n'est pas seul à souffrir, car, comme dit M. Marius Topin, « les diplomates jouissent d'ordinaire d'une réputation plus grande auprès de leurs contemporains que dans l'histoire. C'est à peine si leur nom survit aux questions politiques qu'ils ont traitées ; ils donnent aux souverains et aux ministres dirigeants, non-seulement leurs pensées et leurs travaux, mais encore leur gloire, et se présentent à la postérité sans œuvre qui leur soit propre, sans idée à laquelle ils puissent exclusivement attacher leur nom. Rejetés en arrière, ils sont difficilement aperçus par les générations qui assistent au spectacle lointain des événements. »

Cela est surtout vrai du cardinal de Polignac, qui, n'était son poëme latin qu'on ne lit plus, mais dont le titre bien choisi est resté, il serait à peu près oublié maintenant. Nous sommes ainsi faits, en France surtout, qu'un homme est rarement reçu à faire valoir plus d'un titre à la célébrité. Le cardinal a sa réputation de bon poëte latin, qu'il la garde bien : il ne lui en sera pas accordé une autre. Et pourtant, lorsqu'on a lu M. Marius Topin, il est difficile de ne pas lui reconnaître, avec un grand et sain patriotisme, les plus éminentes qualités diplomatiques : de l'instruction, du travail, de l'aménité, du calme, et cet art suprême et rare de combattre les idées des gens sans les irriter, qui faisait dire à Louis XIV en parlant de lui à ses débuts mêmes : « Je viens de causer avec un homme, un jeune homme, qui « m'a toujours contredit, sans que j'aie pu me fâcher un seul moment. »

D'ailleurs les négociations auxquelles il prit part ou qu'il dirigea comptent parmi les plus importantes du règne de Louis XIV, et l'étude, nous l'avons dit, en est aujourd'hui du plus vif intérêt. Les unes se rapportent à une de ces atteintes au domaine et à l'autorité du saint-siége qui sont le grand scandale de ce temps-ci; les autres concernent une nation amie qui aurait pu se régénérer avec nous et qui est en voie de périr, en grande partie pour avoir repoussé la main que nous lui tendions alors ; les dernières se rattachent à ce grand problème de l'équilibre européen qui fut la première préoccupation des Bourbons et dont les grands politiques d'aujourd'hui font, chez nous, si gaiement leur deuil.

L'histoire est une leçon, affirment les Prudhomme de la littérature : nous en doutons, quant à nous, car elle a trop de penchant à applaudir au triomphe de la force ; mais c'est du moins une consolation rétrospective. Quand

le présent fait peine, il n'y a rien de plus efficace pour soulager le cœur que de se reporter en esprit vers les beaux moments du passé. Nous en avons fait l'expérience en relisant M. Topin.

Le passé qu'il nous montre n'est pas toujours beau : à la vérité, il y a des injustices, des violences, des attentats, des imprudences, des maladresses dans la politique de Louis XIV : ni le cardinal de Polignac ni son historien n'ont cherché à les nier. Mais si, par un orgueil mal entendu et mesquin peut-être, le grand roi ne se les avouait pas, quel empressement, quelle ardeur, quelle persévérance il mettait à les réparer ! Quel tourment il éprouvait à la pensée d'avoir amoindri ou compromis la France ! Il faut le voir dans ses rapports avec les ministres chargés de traiter pour lui avec l'étranger, pour le bien connaître. Vu en public, il s'en faut qu'il plaise toujours ; sa dureté, sa hauteur, son insensibilité glacent souvent et même révoltent ; mais dans le cabinet, surtout au moment des revers, il se présente sous un tout autre jour. C'est là, plus que dans sa pompe officielle, qu'il se montre vraiment grand.

Une chose encore que l'on a plaisir à trouver dans le livre de M. Topin, c'est la hauteur de vues politiques du règne à la seconde période duquel il nous fait assister, et la supériorité des hommes chargés d'en poursuivre la réalisation. Ah ! on entendait alors les intérêts de la France, et les hommes qui portaient son drapeau savaient le tenir haut et ferme. Quand ils s'étaient laissé tromper (ils le furent quelquefois), ils n'allaient pas le sourire sur les lèvres, disant : C'est ce que nous voulions ! Et comme ils étaient nombreux ! La France avait encore, dans cette dernière moitié, pourtant déjà un peu énervée du dix-septième siècle, une fécondité près de laquelle la dernière moitié du nôtre est une stérilité véritable. Il faut relire, en face des livres verts, bleus ou jaunes de notre temps, cette histoire des négociations de Pologne et d'Utrecht telles qu'elles se montrent dans le livre de M. Marius Topin

Mais ce qui charme surtout dans ce volume, et ce qui sera goûté par quiconque a le sentiment de la grandeur morale indépendamment de toute opinion religieuse, c'est l'attitude de la papauté dans sa lutte contre les exorbitantes prétentions, les agressions injustes et violentes et les menaçants projets de Louis XIV. M. Topin ne s'est pas trompé quand il a pensé que, pour cette partie de son ouvrage au moins, l'esprit se détournerait volontiers des choses du moment pour se porter vers celles que retrace son récit. Il y a, en effet, ainsi qu'il le dit, dans les événements qu'il a évoqués, plus d'un rapport avec les événements qui, de nos jours, captivent l'intérêt, sans compter qu'ils ont un côté plus beau. « On y verra, pour employer ses propres paroles, un pape réunissant à son autorité spirituelle le pouvoir qui lui permet de l'exercer avec indépendance, lutter seul contre le monarque le plus absolu de l'Europe, et, en lui résistant avec une invin-

cible opiniâtreté, parvenir à tenir en échec le despotisme de Louis XIV, et en être le salutaire contre-poids. »

Quel enseignement il y aurait là pour ceux qui craignent le despotisme dont le déclin de ce siècle est menacé, si un trop grand nombre d'entre eux, aveuglés par leurs préjugés, ne craignaient encore davantage les vieillards qui règnent à Rome ! Là, comme à l'époque où Louis XIV menaçait l'indépendance politique et religieuse des États européens, la liberté du monde pourrait encore, si on le voulait, trouver le plus sûr refuge et l'aide la plus efficace.

III

Quand Voltaire eut achevé son commentaire sur Corneille, ses éditeurs le pressèrent de faire quelque chose dans le même genre pour Racine. Il refusa, disant que, quant à lui, il ne voyait là que ces mots à répéter à chaque page : *Beau ! superbe ! admirable !*

C'est aussi ce qu'eût répondu vraisemblablement quiconque aurait été invité à commenter les *Fables* de la Fontaine. Il n'y a guère là, en effet, qu'à admirer, et, sous ce rapport, le sujet semble bien près d'être épuisé, Mais on peut dire de ces petits chefs-d'œuvre ce que la Fontaine a dit lui-même de la fiction :

> C'est un pays plein de terres désertes ;
> Tous les jours nos auteurs y font des découvertes.

Un livre de M. Saint-Marc Girardin [1], qui date d'un an déjà, et dont nous avons regret de n'avoir pu parler plus tôt, témoigne hautement de cette vérité, et nous rappelle ce que nous n'aurions jamais dû oublier, à savoir que, pour un homme d'esprit, les œuvres du génie sont toujours neuves.

Ce livre est la reproduction d'un cours fait à la Sorbonne, il y a dix ans. M. Saint-Marc Girardin a tenu à le donner sous sa forme première, se bornant, dit-il, à le récrire d'après ses notes et celles de quelques-uns de ses auditeurs. Il ne pouvait rien faire de plus heureux : les improvisations du spirituel professeur ont, dans leur spontanéité, un charme qu'aucun autre mode d'exposition, quelque art qu'on y déployât d'ailleurs, ne saurait égaler. Qu'après cela, le titre de *livre* soit, comme le prétend l'auteur, trop solennel pour un pareil ouvrage, nous le voulons bien ; seulement, qu'on nous en donne beaucoup de tels, nous nous en contenterons et ferons gaiement notre deuil des livres que l'on en aurait pu faire.

Livre ou non, les deux volumes que publie aujourd'hui M. Saint-Marc Girardin sont de la plus attrayante lecture. La Fontaine en est l'objet, mais

[1] *La Fontaine et les fabulistes*, 2 vol. in-8. — Paris, Michel Lévy, frères, édit., rue Vivienne.

non le sujet : le sujet, c'est l'apologue, dont le professeur déroule toute l'histoire, — non en érudit, comme on l'a fait avant lui et sous le même titre que lui, mais en moraliste et en littérateur ; — non pour en rechercher les origines, en montrer la filiation et en constater les transformations diverses, mais pour nous en révéler l'esprit et nous apprendre le cas que nous en devons faire. On a fait de l'apologue un genre et l'on a prétendu en tracer les règles *à priori*. Bien différente est l''idée qu'en donne M. Saint-Marc Girardin : selon lui, ce petit poëme n'a pas un idéal absolu dont on puisse dire qu'un homme en approche plus ou moins ; il est, dans l'ordre moral, ce que sont, dans l'ordre physique, ces simples et primitifs instruments qui, sans mécanisme savant, constatent l'état de l'atmosphère et indiquent l'intensité de la chaleur ou de l'humidité qu'il contient. L'apologue, c'est le thermomètre de l'esprit des peuples, marquant, avec plus de fidélité que tout autre, par là même qu'il est plus spontané, leur degré de culture intellectuelle et la hauteur des sentiments moraux où ils sont parvenus ; thermomètre de tous les pays et de tous les temps d'ailleurs, et qui n'a point été inventé pour dire la vérité aux despotes, sous le voile de la fiction, comme le répètent tous les traités de littérature. « L'apologue, dit M. Saint-Marc Girardin, a une origine plus haute et plus universelle ; il se rattache au don et au besoin qu'a l'esprit humain d'exprimer ses pensées sous des images et des emblèmes différents. » La métaphore, la parabole, l'apologue, tout ce qui déroge à l'ordre logique du discours, est l'effet du même besoin. Dumarsais, de classique mémoire, dit qu'il se fait plus de figures de rhétorique au marché qu'à l'Académie. On peut affirmer qu'il en est de même pour l'apologue : le peuple en fait plus que les poëtes. Nos dictons, nos proverbes, ne sont pas autre chose que des apologues en germe, « des apologues commencés, » selon la spirituelle expression de l'auteur.

Nous ne saurions, on le comprend, suivre le savant professeur dans la revue historique qu'il fait des fabulistes depuis Ménénius Agrippa jusqu'à M. Viennet, et moins encore prendre la liberté de contester quelques-uns de ses jugements et de lui signaler quelques omissions, notamment celle, très-regrettable à notre avis, du fabuliste russe Kriloff, dont il ne dit rien et qui cependant est de beaucoup le plus original, le plus profond et le plus spirituel des fabulistes étrangers qu'il compare à notre fabuliste national ; mais, nous l'avons dit, nous ne saurions ni suivre M. Saint-Marc Girardin, ni dire tout ce qu'il ouvre de vues neuves sur ces vieux sujets. Ce qu'il y a, pour nous, de plus impossible encore, c'est de faire comprendre, sans citer à chaque ligne, comme cela serait nécessaire, la grâce piquante qui relève ces ingénieux aperçus. Heureusement pour nous, qui disposons de si peu de place, le nom de M. Saint-Marc Girardin nous dispense de preuves. Ajoutons que le commentaire de M. Saint-Marc Girardin n'est pas tout littéraire, comme il le dit, ou que du moins il ne l'est pas dans le sens où l'on

prend ordinairement ce terme ; qu'il ne porte pas avant tout sur la forme ; que le professeur ne s'y épuise pas à faire admirer le tour des vers, le choix des épithètes et la richesse des rimes ; que ce qu'il s'occupe de préférence à faire bien saisir et goûter, c'est la pensée qui a inspiré l'apologue et s'y fait voir en se cachant, comme la Galatée de Virgile, eussions-nous ajouté au collége.

Pour commenter ainsi, il faut aller plus loin que la surface des ouvrages, plus loin que le langage et que la couleur ; il faut descendre dans l'esprit de l'auteur et dans celui de son pays et de son temps. C'est ce qu'a fait M. Saint-Marc Girardin. Ces études sur les fables reposent sur un solide fond d'histoire et même d'érudition. On sent que, bien qu'il ne le fasse pas, le commentateur en pourrait dire aussi long que pas un autre sur les diverses migrations de la fable et ses transplantations dans l'antiquité et au moyen âge, sur les emprunts directs ou indirects que l'Occident a faits, dans ce genre, à l'Orient ; enfin sur le plus ou moins d'éloignement des sources où a puisé la Fontaine. Mais, à l'exemple du conteur délicat vers lequel tout son livre converge, M. Saint-Marc Girardin n'a pris de tout cela que la fleur. C'est le miel du sujet que nous avons ici, vrai miel de l'Hymette, parfumé de toutes les saveurs et relevé de tout le sel de l'Attique.

IV

Nous parlions ici la dernière fois de ce grand mouvement de renaissance catholique dont la première moitié du dix-septième siècle nous offre le spectacle, et nous disions combien il s'en faut qu'il soit aussi connu qu'il mériterait de l'être. Que de figures, encore aujourd'hui dans l'ombre, le peintre qui tracera ce tableau aura, un jour, à mettre en lumière !

De ce nombre est une femme dont le nom, aujourd'hui rarement prononcé, était encore, au siècle dernier, populaire jusqu'au fond des provinces. C'est madame de Miramion « Du temps que j'étais chez les *Miramionnes* » était la phrase initiale de tous les sermons et de toutes les histoires que nous faisait, dans notre enfance, l'excellente femme que la Providence nous avait donnée pour nous tenir lieu de mère. Ces *Miramionnes* étaient des religieuses qui tenaient dans les villes des écoles populaires, faisaient un peu de médecine chez elles et visitaient les pauvres à domicile, le tout gratuitement, à peu près comme font de notre temps les sœurs de Saint-Vincent-de-Paul. A leurs écoles gratuites, elles avaient joint des pensionnats payants où étaient généralement élevées les filles de la petite bourgeoisie. L'éducation et l'enseignement y avaient un caractère essentiellement simple et pratique ; les élèves qui sortaient de ces établissements passaient surtout pour bien savoir leur catéchisme et leur histoire sainte et être d'excellentes

ouvrières en linge... nous oublions les *Quatrains de Pibrac* et la *Civilité puérile et honnête*, que toutes possédaient par cœur. L'uniforme y était modeste, comme tout le reste, mais assez gracieux, et il n'y a pas trente ans que « les bonnets à la miramionne » étaient encore bien portés les dimanches dans certains cantons de la Bourgogne.

Qu'était donc madame de Miramion? Bien peu de personnes le savent aujourd'hui, et nous surprendrons probablement plus d'un lecteur quand nous dirons qu'elle prend rang dans la généalogie des Beauharnais.

Marie, fille de Jacques Bonneau, écuyer, seigneur de Rabelle, conseiller et secrétaire du roi, comme disent les actes, épousa, en 1645, à seize ans Jean-Jacques de Beauharnais, chevalier, seigneur de Miramion et conseiller au Parlement de Paris, qu'elle perdit moins d'un an après son mariage, et dont elle eut une fille qui devint madame de Nesmond, dont l'hôtel se voit encore sur le quai Saint-Bernard. Par son origine et par ses alliances, madame de Miramion tenait donc à tout ce qu'il y avait de plus élevé dans le monde parlementaire; par ses œuvres, elle s'associa à tout ce que la religion compta de noms vénérables à son époque. Ajoutons que cette vie, placée dans un si noble cadre et si noblement remplie, fut traversée d'incidents tellement romanesques, que la fiction s'en est emparée à plusieurs reprises et qu'elle a fourni tout récemment encore la matière d'une *nouvelle* [1] fort intéressante, quoique infidèle, par endroits, à l'histoire et à la vérité morale. Il y avait donc lieu de s'étonner que, depuis l'abbé de Choisy, qui l'avait racontée en parent et en contemporain, cette vie, qui avait attiré les romanciers, n'eût pas encore obtenu d'historien. Il appartenait surtout à notre époque, si occupée d'institutions moralisatrices et secourables, de bien faire connaître une femme qui nous a devancés, en effet, dans presque tout ce que nous avons inauguré, de nos jours, en ce genre.

Un membre de sa famille, encore existante, vient de payer à sa mémoire le tribut qu'elle attendait depuis si longtemps. *Madame de Beauharnais de Miramion*, par M. Alfred Bonneau [2], est une étude consciencieuse, sagement écrite, où il y a beaucoup à recueillir, et pour tout le monde.

Il faut louer d'abord M. Alfred Bonneau d'une chose qui n'est pas commune aujourd'hui, c'est d'avoir eu le bon esprit de ne pas forcer son sujet et de s'être tenu dans les limites et la forme d'une biographie. Que de gens, à sa place, eussent fait, à propos de madame de Miramion, l'histoire du dix-septième siècle tout entière, ou au moins de tout le règne de Louis XIV. Le prétexte eût été plausible et le sujet y prêtait, car madame de Miramion, née en 1629 et morte en 1696, fut par elle-même ou par les siens, mêlée à tous les événements du temps : à la Fronde, où sa famille et celle de son

[1] *Madame de Miramion*, par M. Hippolyte Lucas. 1 vol. in-12. 1866. Dentu, éditeur.
[2] 1 vol. in-8, avec portrait.

mari prirent nécessairement part comme étant du Parlement; aux guerres du roi, où périt l'un de ses frères; à ses amours, par ses relations avec madame Scarron et madame de Montespan; aux agitations jansénistes, par ses rapports avec l'évêque d'Angers, Arnaud, le pieux frère de l'obstiné docteur de Port-Royal; au quiétisme, par ses rencontres avec madame Guyon; à toute la cour enfin, où il n'avait pas tenu à elle qu'elle n'entrât en épousant le fameux Bussy-Rabutin, qui la fit enlever, comme chacun sait, pour la forcer à lui donner sa main. Tout cela apparaît bien sans doute dans le livre de M. Alfred Bonneau, mais fugitivement et comme à l'horizon du monde où se réfugia toujours, autant que ses devoirs de famille le lui permirent, la sainte femme qu'il a entrepris de nous faire connaître. Le cercle auquel madame de Miramion aimait à se mêler, parce qu'elle s'y trouvait en contact avec des âmes tout absorbées, comme la sienne, dans l'amour de Dieu et des hommes, c'était celui de ces femmes héroïques et, pour la plupart, de grande fortune ou de grande naissance, qui, sous la conduite de quelques humbles prêtres, jetèrent les fondements des grands établissements d'instruction et de charité qui font le salut du siècle présent. Ses fréquentations préférées furent, dès le lendemain de son veuvage (et elle fut veuve à dix-sept ans), avec les religieuses de la Visitation. Elle était plus assidue encore et plus recueillie surtout que madame de Sévigné chez ces « Sainte-Marie » dont parle si souvent dans ses lettres la célèbre marquise. Ne pouvant se donner à elles, elle leur confia du moins sa fille, quand, selon l'usage de son monde et de son temps, elle dut la faire passer par le couvent avant de la produire. Et puisque nous sommes conduit à parler de ce détail, signalons aux mères chrétiennes le sage esprit qui dirigea madame de Miramion dans l'éducation de sa fille; on ne saurait mieux concilier qu'elle ne le fit les principes chrétiens et les convenances sociales.

Avec le monde qui se groupait autour de la Visitation, et, comme l'a dit M. Cousin, faisait alors le trait-d'union entre le siècle et le cloître, madame de Miramion voyait le monde de la charité active, qui avait son centre dans madame Legras et son régulateur dans « le bon abbé Vincent. » Bien avant d'être affranchie par le mariage de sa fille et la mort de ses parents de ses grandes obligations de famille, elle s'était essayée dans les œuvres dont on s'occupait principalement là. Elle s'exerçait dès lors à ces institutions en quelque sorte complémentaires de celles de l'abbé Vincent, fondait les *Orphelines de la Sainte-Enfance* et les *Sœurs de la Sainte-Famille* pour les filles du peuple, les *Refuges* pour les filles repenties, les salles particulières pour les prêtres malades dans les hôpitaux, les souscriptions pour l'entretien des missions chez les infidèles. Plus tard, éclairée par l'expérience et par l'âge, et devenue tout à fait libre de sa personne et de sa fortune, elle marcha plus hardiment dans cette voie de créations charitables et « civilisatrices, » comme on dirait aujourd'hui, élargissant

chaque jour les bases qu'elle avait posées, s'associant tout ce qui avait été entrepris d'analogue avant elle et pour une cause quelconque, languissait et menaçait de périr; aux écoles ajoutant les *ouvroirs*, aux ouvroirs ajoutant les *fourneaux économiques*, devançant de deux siècles, sous l'impulsion des ardentes inspirations de sa piété, les inventions dont la philanthropie plus tard réclamera l'honneur.

Nous l'avons dit, rien n'offre plus d'intérêt pour notre époque, tout absorbée par les problèmes économiques, que le tableau de cette charité ingénieuse et féconde de madame de Miramion, d'autant que, comme l'a dit M. Alfred Bonneau, faire l'histoire de ses œuvres, « c'est inévitablement raconter la vie de tous les établissements pieux du dix-septième siècle, car il n'en est pas un auquel elle soit restée étrangère. »

Il n'est guère non plus, devons-nous ajouter, d'hommes ou de femmes célèbres du grand siècle avec qui on ne se rencontre, et de particularités de mœurs dont l'on n'apprenne quelque chose dans le cours de cette biographie, témoins des détails piquants sur cette mode, alors naissante et si générale aujourd'hui, des eaux, et ce débordement scandaleux du luxe de la ville au milieu de la misère affreuse des campagnes aux jours pitoyables de la Fronde. Les traits caractéristiques de l'époque y abondent.

C'est donc une des plus curieuses et des plus utiles lectures qu'on puisse faire que celle du livre de M. Alfred Bonneau. Il y manque une vue d'ensemble sur les besoins du temps et la nature des maux qu'il y avait à réparer, nécessaire pour faire bien apprécier la valeur des remèdes que cherchèrent à y apporter madame de Miramion et ses émules ; peut-être aussi la diction manque-t-elle trop souvent de coloris et de nerf; mais nonobstant un peu de pâleur, cette esquisse délicate mérite de prendre place après les beaux portraits qu'on nous a donnés dans ces derniers temps de M. Olier, de saint François de Sales et de sainte Chantal, sur la trace desquels marcha glorieusement madame de Miramion.

V

Cette Revue critique des livres nouveaux n'a rien à faire avec ceux que suscite l'approche des jours de fêtes auxquels nous touchons ; elle s'est toujours soigneusement affranchie du tribut que leur paye la presse. Ce n'est donc pas à titre de livre d'étrennes, bien que, par son luxe de gravures, il rentre dans cette catégorie, que nous voulons, en terminant cette année, dire un mot du dernier volume du *Tour du Monde* [1], mais parce que c'est un des plus beaux et un des meilleurs de ce recueil, aujourd'hui très-répandu et que nous aimerions à voir entrer décidément dans une voie

[1] *Le Tour du Monde*, nouveau jonrnal des voyages, 1 livraison par semaine. Librairie Hachette.

irréprochable. Le volume — ou plutôt les deux volumes de cette année (car les 52 fascicules se divisent en deux tomes) — accuse, à notre avis, des améliorations réelles sur les précédents. Sans doute, les récits goguenards et quelque peu monotones signés du pseudonyme de Paul Marcoy y occupent encore beaucoup de place, mais cet éternel voyage de l'Atlantique au Pacifique nous semble toucher au terme de ses caricatures bouffonnes et de ses charges rancunières. Les tableaux, infiniment plus intéressants, de l'Afrique centrale y abondent heureusement. Avec un long fragment du voyage de Samuel White Baker à l'*Albert Nyanza*, on lira dans ce volume la suite des dramatiques aventures de M. Guillaume Lejean chez le terrible Theodoros, contre qui l'Angleterre prépare en ce moment une expédition, et l'excursion, curieuse autant que spirituellement contée, du même voyageur dans la Babylonie. Le Japon, dont l'Exposition universelle ne nous a offert qu'un tardif et maigre échantillon, se montre dans ce volume du *Tour du Monde* sous ses traits les plus positifs dans les dessins authentiques et les descriptions peu littéraires mais très-précises, à ce qu'il semble, de M. le plénipotentiaire de la Conféderation helvétique. Passons sur une course à Fontainebleau et une saison aux bains de Plombières, qui ne sont là que pour la variété et qui ne valent guère que par l'exactitude de leurs dessins, mais signalons d'abord un intéressant voyage au pays de Galles, pays voisin mais aussi peu connu que s'il était aux antipodes; puis une station dans cette fraîche et sédative région de la forêt Noire, et enfin une relation curieuse d'une station dans la Nouvelle-Calédonie et les îles Loyalty, où la France a commencé une œuvre de civilisation qui prospère. Le couronnement du volume, — le bouquet, devrions-nous dire, — c'est le voyage de Gustave Doré en Espagne, où le crayon impétueux de l'artiste s'est véritablement dépassé, et où danseurs, muletiers, mendiants et torreadors, gitanas et grandes dames, monuments et sierras se présentent dans leurs aspects les plus accentués. Inutile d'ajouter que si, dans ces divers travaux, la plume laisse parfois à désirer, il n'en est jamais ainsi du burin : sous ce rapport, le *Tour du Monde* a fait depuis longtemps ses preuves.

L'éditeur Picard (quai des Augustins, 47) met en vente la seizième édition, édition populaire cette fois, d'un livre comme il s'en fait peu, qui cependant a eu plus d'auteurs que le fameux livre des *Cent-et-un* du libraire Ladvocat. Nous voulons parler des *Murailles révolutionnaires de* 1848. C'est l'histoire *pariétaire* de la seconde république, recueil en fac-simile des décrets, bulletins, adhésions, professions de foi, dénonciations, sommations affichées dans les carrefours de Paris et des principales villes de province pendant la bourrasque politique qui renversa le trône constitutionnel et releva le trône impérial. Là sont reproduits, dans leur forme originelle, avec la couleur de leurs papiers, leurs dispositions et souvent leurs fautes d'orthographe et de typographie, toutes les manifestations ambitieuses,

passionnées ou grotesques que Paris, Lyon, Nantes, etc., lisaient avec ébahissement ou terreur chaque matin sur leurs murs.

Il suffit de signaler une pareille collection pour en faire comprendre l'intérêt. L'ouvrage terminé contiendra 3,000 pièces. N'y manquera-t-il rien? Ce sera chose piquante que de rechercher les noms qui y brilleront par leur absence. Nous le ferons pour l'édification des lecteurs.

P. Douhaire.

HISTOIRE DE SAINTE PAULE, par M. l'abbé F. Lagrange, vicaire général d'Orléans. Deuxième édition.

Nous avons annoncé, il y a quelques mois, l'apparition d'une nouvelle et belle vie de sainte, l'*Histoire de sainte Paule*, par M. l'abbé F. Lagrange, vicaire général d'Orléans. Ce beau livre a obtenu tout le succès que nous lui avions promis, et il a pris promptement sa place parmi les belles hagiographies de ce temps-ci qui resteront. Dans une introduction remarquable, placée en tête de la deuxième édition qui vient de paraître, l'auteur présente son livre comme un ouvrage de science sérieuse, fait d'après les sources et avec une sévère conscience d'historien, mais écrit avant tout pour les âmes. Tel est, en effet, le double intérêt de ce livre. Sans se répandre plus qu'il ne convient dans l'histoire générale du temps, l'auteur cependant, quand son sujet l'y amène, ouvre des vues sur l'ensemble de ce grand quatrième siècle où s'encadre son récit : mais sainte Paule, comme elle le doit, reste toujours au premier plan : sainte Paule, une des plus belles âmes assurément de la primitive Église, la vertu romaine et la sainteté chrétienne fondues ensemble dans une physionomie singulièrement attrayante, malgré le côté exceptionnel de cette vie. Et ce qui ajoute à l'intérêt de cette histoire, c'est la part considérable donnée, dans ce récit, à saint Jérôme, qui eut en effet une si profonde influence sur la vie et les vertus de sainte Paule, comme sainte Paule, de son côté, exerça une action si réelle sur les travaux du grand docteur.

Les personnes chrétiennes, et même les gens du monde, lisent ce livre avec charme et profit. On peut dire que les polémiques actuelles sur l'éducation qui convient aux femmes, sont venues lui donner un intérêt de plus. Cette Romaine, que la culture de l'esprit aida puissamment à s'élever si haut dans la sainteté, est une éclatante réponse à ceux qui accusent l'Église de vouloir tenir les femmes dans et par l'ignorance, et qui ne savent pas que l'Église n'a pas attendu certaines inventions pour faire des femmes admirables par l'intelligence comme par la vertu.

Nous avons signalé la magnifique édition du *Nouveau Testament* que vient de publier la maison Didot d'après la traduction de M. l'abbé Glaire, la seule qui soit approuvée à Rome. Nous tenons à recommander de nouveau cet ouvrage, que la beauté de son exécution typographique, la rectitude de son texte et la splendeur de ses gravures, placent au premier rang des publications contemporaines. La fantaisie et l'imagination sont tout à fait étrangères à ce chef-d'œuvre, car les illustrations elles-mêmes ne sont que la reproduction sévère des plus célèbres tableaux de maîtres de l'école italienne.

C'est le beau et le vrai magnifiquement unis.

Léon Lavedan.

LES ÉVÉNEMENTS DU MOIS

Paris, 23 décembre.

La Chronique n'a jamais le droit d'être absente. Notre collaborateur et ami M. Léon Lavedan, subitement empêché par une vive quoique heureusement peu grave indisposition, nous passe au dernier moment la plume, qu'à notre grand regret il ne peut tenir pour cette fois. Pris ainsi au dépourvu, le temps nous manque absolument pour essayer de faire ce qui se fait si bien chaque mois à cette même place ; mais il nous sera toujours possible de résumer, en quelques paroles fermes et brèves, les impressions du public et de nos amis pendant le mois qui vient de s'écouler.

Ce mois, nous ne craignons pas de le dire, est peut-être le plus politique de tous ceux que nous avons traversés depuis le rétablissement de l'Empire. Combien, hélas! n'en avons-nous pas vu tomber dans le gouffre du passé chargés seulement du poids de leur trente jours inutiles au pays et à la liberté! Cette fois, l'événement, c'est le discours d'un membre de l'opposition; l'événement, c'est l'accueil fait à ce discours par la presque unanimité du Corps législatif; l'événement, c'est une déclaration formelle du gouvernement dans le sens de ce discours et de cet accueil. Les séances des 4 et 5 décembre nous ont montré la majorité, non pas qui se révolte, mais qui se révèle. Elle s'est sentie enfin majorité, c'est-à-dire, comme son nom l'indique, hors de tutelle, c'est-à-dire maîtresse de la politique, ayant à exprimer les volontés du pays et sachant au besoin leur assurer le dernier mot. Disons-le tout de suite, cette démonstration eût-elle eu tout autre objet que la question romaine, nous la trouverions heureuse entre toutes et digne d'être célébrée par tous les vrais libéraux. Bien plus, qu'elle eût ornéconte les droits sacrés du pape au lieu de prononcer en leur faveur, nous saurions blâmer sans doute ce funeste usage de l'initiative parlementaire, nous ne saurions pas déguiser que cette initiative, faillible évidemment dans ses applications, est bonne comme idée première et comme précédent. Tant il nous paraît hors de contestation que le plus urgent in-

térêt du moment est de rendre au pays la discussion et la direction efficace de ses affaires !

Nous demandions le mois dernier ce que le pape allait gagner à la victoire de Mentana ; nous le demandions à la diplomatie, qui venait alors d'être solennellement chargée de la question. C'est le Corps législatif qui a répondu. Ceux qui ont lu les séances des 4 et 5 décembre dernier, — et qui ne les a pas lues ! — savent la déclaration de M. Rouher qui a terminé ces glorieux débats. Ceux qui ont pu se donner le spectacle de la Chambre pour commentaire aux paroles de la tribune sont unanimes à reconnaître que le commentaire a débordé le texte. Ce n'est pas le gouvernement qui a la majorité, disait un jour Royer-Collard, c'est la majorité qui a le gouvernement. On a pu se rappeler ce mot en sortant le 5 décembre du palais Bourbon.

En prenant la parole après M. Thiers, M. le ministre d'État avait manifestement deux buts : mettre aux prises les passions de la gauche avec les passions de la droite, puis dans le tumulte de ce conflit faire passer adroitement l'apologie de la politique impériale en Italie. La première tâche était facile, même à un orateur moins doué de force et d'habileté que M. Rouher. Il n'a eu, en effet, qu'à faire sur le nom du vaincu de Mentana le procès de l'Italie elle-même. Peut-être cependant la majorité eût-elle encore plus applaudi si le ministre avait eu le courage de nommer par son nom le véritable accusé du Livre jaune, le vrai coupable du Livre vert. Partout où il a dit : Garibaldi, la conscience publique a dit avec raison : *Le gouvernement italien,* et il y a toujours profit pour les gouvernements à parler comme la conscience publique.

Mais le second but de M. Rouher nous paraît avoir été complétement manqué. Le *Moniteur* lui-même constate qu'à chaque fois que l'orateur se détournait du triste solitaire de Caprera pour faire bonne mine à l'Italie et revendiquer son unité, la parole officielle, ne trouvant d'écho ni à droite ni à gauche, retentissait dans le silence de la Chambre. Et ce n'était pas, qu'on ne s'y trompe point, le silence du proverbe, le silence qui consent ; c'était bien plutôt celui dont parle Montaigne : « Le silence est d'habitude un signe d'acquiescement, mais quand les rois parlent, c'en est un de contradiction. » La minorité se refusait à croire qu'on voulût faire les affaires de l'unité en se ruant sur Garibaldi à terre ; la majorité se disait *in petto* que maintenir l'unité, c'est-à-dire l'œuvre révolutionnaire en Italie, c'est tôt ou tard remettre en selle le chef de la Révolution. Ainsi, personne ne voulant se laisser convaincre, l'éloquence de M. le ministre d'État se balançait majestueusement dans le vide. Mais aussitôt que le pouvoir, la personne ou seulement le nom du pape, revenait dans son discours, les applaudissements volaient au-devant de lui comme pour lui arracher des paroles que beaucoup avaient l'air d'implorer, et quelques-uns, — oserai-je le dire ? — d'exiger.

Cette parole est enfin venue. « Jamais, a dit M. Rouher, nous le déclarons, au nom du gouvernement français, l'Italie ne s'emparera de Rome!... (*Applaudissements sur un grand nombre de bancs.*) Jamais...

Voix très-nombreuses. Non! Jamais! Jamais!

M. LE MINISTRE D'ÉTAT. Jamais la France ne supportera cette violence faite à son honneur et à la catholicité... (*Nouveaux applaudissements.*) Elle demande l'énergique application de la convention du 15 septembre, et si cette convention ne rencontre pas dans l'avenir son efficacité, elle y suppléera elle-même. (*Très-bien! très-bien! Applaudissements répétés.*) Est-ce clair? » (*Oui! oui! très-bien!*)

Et, comme si quelque doute pouvait survivre à de si franches explications, comme si on était résolu à ne plus laisser la moindre place à l'équivoque, et qu'il fallût se mettre en garde contre la fameuse solution du Vatican et de son jardin, après une interruption de séance qui n'a pas été employée à reprendre haleine, M. Rouher est venu, sur les instances de M. Berryer, digne acteur de ces grandes scènes, répéter :

« Lorsque j'ai dit Rome, j'ai parlé de la capitale du territoire actuel, et je comprends dans la défense du pouvoir temporel du pape le territoire actuel dans toute son intégrité. » (*Très-bien! très-bien! Mouvement prolongé et applaudissements.*)

C'est alors que l'amendement ayant été retiré par M. Chesnelong, M. Jules Favre n'a eu qu'à venir parapher, à son tour, la déclaration impériale qui couvre désormais le trône du Saint-Père, et constater le changement de politique du gouvernement.

Certes, si jamais engagement fut explicite, c'est celui-là! Contracté en face du pays, avec la signature de tous ses représentants au-dessous de celle de son gouvernement, c'est celui-là! Si jamais parole fut impossible à nier, à esquiver, à ne pas tenir, c'est celle-là! Et j'ajoute : conforme à la politique comme à l'honneur de la France, c'est celle-là! Disons-le pour n'y plus revenir, on aura beau soutenir que rien n'a été changé, le 5 décembre, dans le langage et l'attitude du gouvernement français vis-à-vis de Rome, la question est tranchée, la politique antérieure est jugée, rien que par l'enthousiasme des uns et par la colère des autres devant l'énergique *jamais* du ministre d'État. Évidemment il y a quelque chose que le grand nombre redoutait, que le petit nombre espérait du gouvernement, et ce quelque chose, c'était l'abandon définitif du pape. On le savait, on le voyait, sur cette voie où tant de pas ont été faits depuis huit ans. Le 5 décembre il vient d'en sortir, il vient de s'en échapper par une impulsion aussi irrésistible qu'inattendue du Corps législatif. Comment ne pas voir tout de suite que c'est là une phase nouvelle qui s'annonce, et que la politique des Tuileries est obligée pour un temps plus ou moins long par cette déclaration

solennelle? Qu'on veuille bien ne pas s'y tromper, ce n'est ni d'un ministre, ni d'un cabinet, ni même de la majorité qu'il s'agit ici, il s'agit du gouvernement, il s'agit de la parole donnée au nom de l'empereur, parole vraiment *ineffaçable*, comme l'a dit M. Berryer. Il y a toujours un conseil des ministres, mais il n'y a plus de ministère, ne l'oublions jamais. M. de la Valette serait appelé à remplacer demain M. Rouher, qu'il devrait commencer par accepter cette décision souveraine.

Donc, à moins que les faits ne soient plus les faits, à moins que les institutions de l'empire ne soient plus ce qu'elles sont, nous ne verrons pas le gouvernement français permettre au gouvernement italien de remplacer à Rome le chef de la catholicité. Cela est certain, il n'y a plus pour les ennemis irréconciliables de l'Église qu'à démolir le plus d'évêques qu'ils pourront, il ne leur sera pas permis de toucher au pape. Garibaldi a fait ce miracle de mettre hors de page, au moins pour longtemps, le pouvoir temporel de la papauté. La question romaine peut rester encore à l'ordre du jour de la presse italienne de France, elle ne sera bientôt plus à l'ordre du jour de la politique courante. Elle reste une thèse à débattre, elle n'est plus une difficulté à trancher.

Qu'il y ait des hommes, qu'il y ait un parti que ce spectacle ait mis hors de sens et qui résistent encore à cette implacable évidence, nous ne le voyons que trop; nous le comprenons même, car nous ne sommes pas de ceux qui croient, ni qui désirent pouvoir exclure les passions du domaine de la politique. Mais qu'on ne cesse pas un seul jour d'agiter au milieu de nous en signe de bataille ce drapeau que nous n'avons plus qu'à aller suspendre sous la voûte des Invalides, qu'on pose comme question unique cette question qui n'est plus à résoudre; qu'on parle, qu'on espère tout haut comme on pouvait le faire avant la déclaration du 5 décembre, il nous semble que c'est compter avec trop de sans-gêne sur l'inintelligence du public ou sur la déloyauté du gouvernement.

Cette séance du 5 décembre, on le sait bien, n'est pas seule dans notre histoire, elle a des aînées qui la valent. Les membres de la Constituante républicaine peuvent raconter à nos jeunes gens qu'ils ont vu les mêmes scènes, il y a dix-neuf ans, le 30 novembre 1848. Les membres de la Législative peuvent rappeler aussi qu'aux dates authentiques du 6 août et du 19 octobre 1849 les représentants de la France ont entendu adopter la cause du pape comme une cause française. Et le Corps législatif, du jour qu'il a reçu l'autorisation de se mêler de politique, a-t-il hésité un moment à venir se ranger sous le drapeau de la tradition parlementaire et du droit?

Ce ne sont pas là des raisonnements, ce sont des faits. Comment admettre qu'on n'en veuille pas tenir compte et qu'on se dise politique?

Mais il y a plus; voilà un pays livré depuis quinze ans à une presse qui se donne pour mission, non plus, comme autrefois, d'élargir invariablement

la part de l'opinion publique dans le gouvernement, mais de faire la guerre à l'Église, de réléguer Dieu, l'âme, toute croyance chrétienne ou seulement spiritualiste, au rang des vieilleries passées de mode. Eh bien ! en dépit de cette presse qu'il lit chaque jour, et qu'il lit seule, ce pays reste invinciblement, incurablement chrétien, et non-seulement chrétien, mais catholique et dévoué au pape ! Et il le prouve chaque jour, et sur tous les points du territoire, dans les grandes manifestations religieuses qui mettent en mouvement des populations entières, comme on l'a vu à Toulouse, à Marseille, à Lyon ; il le prouve par cette admirable multiplication des œuvres qui reproduisent chaque jour le miracle de la multiplication des pains pour nourrir les foules ; il le prouve par ses couvents, ses congrégations hospitalières ou enseignantes qui se recrutent dans le peuple, et qu'on trouve partout en lutte contre deux ennemis partout présents : la misère et l'immoralité. Il le prouve, au besoin, par de copieuses souscriptions en l'honneur de l'héroïque petite armée pontificale.

Tout cela, nous en convenons, ce n'est pas de la politique ; mais ce sont les manifestations matérielles de sentiments profondément ancrés dans l'âme de notre nation. Tout cela ce n'est pas de la politique, et nous nous en vantons, mais c'est une force, une force sociale énorme. Et avec quoi, s'il vous plaît, se fait la politique? Cette force, tout gouvernement sensé regardera comme un devoir de compter avec elle : vous l'avez fait vous-mêmes, il y a vingt ans, et vous le feriez encore, car si vous ne le faisiez pas vous seriez condamné à devenir persécuteurs. Si, vivants au milieu de ces faits, vous ne les voyez pas, vous êtes aveugles ; si, les voyant vous ne cherchez qu'à leur disputer leur place et leur rôle, vous pouvez être des sectaires, vous n'êtes pas des hommes politiques. L'opposition comme le gouvernement suppose qu'on prend une société avec les éléments qui la constituent, et qu'on n'a pas la prétention de refaire en quelques années le travail des siècles.

Un mot ne juge une question que pour les esprits qui se payent de mots. En reprochant un jour du haut de la tribune aux défenseurs de la papauté de n'être pas de vrais *cléricaux*, que faisait M. Guéroult? Une inconvenance, direz-vous ! Soit, mais il faisait en même temps son propre procès et le procès de son journal. On l'aurait peut-être embarrassé, en lui répondant que si pour défendre Saint-Simon et ses successeurs au pontificat, il faut être Saint-Simonien, pour défendre le pape, il n'est besoin d'être ni clérical ni même catholique. Ceux que la foi ne prend pas, la politique, l'honneur, le sentiment de la justice outragée se chargent de les recruter. Singulier catholique que M. Guizot, à qui reste cependant l'honneur d'avoir armé les premiers soldats qui devaient aller mettre le Vatican sous la protection de notre drapeau ! Étranges cléricaux que M. Bixio, qui demanda le premier à la république de les embarquer, que le général Cavaignac et ses ministres, qui prirent sur eux d'en donner l'ordre ; que les quatre cent

vingt représentants de la Constituante, qui approuvèrent cette initiative toute française ! Étrange clérical que le prince Louis-Napoléon, qui, sur Rome et l'Italie, apportait aux affaires, en 1848, les idées d'un Italien réfugié ! Étranges cléricaux que ses ministres : MM. Odilon Barrot, Drouyn de l'Huys, Léon Faucher, de Tocqueville, qui voulurent l'intervention, tout autant que M. de Falloux ! Étranges cléricaux que les quatre cent soixante-neuf représentants de la Législative, qui, le 20 octobre 1849, adoptèrent, au nom de la France, les conclusions et les doctrines du célèbre rapport de M. Thiers ! Étranges cléricaux que les 237 membres du Corps législatif qui viennent de voter comme leurs devanciers ! Étrange clérical que M. Thiers lui-même, comme vous l'avez dit avec une malice qui ne se croyait pas si naïve ! Ah ! il lui a suffi, vous l'avez éprouvé, d'unir le bon sens le plus lumineux, le plus instruit des faits, au patriotisme le plus ardent ; il lui a suffi d'avoir étudié, avec le respect d'un véritable homme d'État, les conditions historiques de la durée et de la prospérité des empires, pour faire justice de votre politique des nationalités, qui n'a oublié jusqu'ici, dans ses élans, que la nationalité française.

Mais laissons ces hommes, que l'opinion publique, de plus en plus avertie, ne tardera pas à laisser elle-même. C'est à la majorité qu'est dû notre dernier mot. Elle vient de voir ce qu'elle peut quand elle sait, quand elle ose vouloir. La mauvaise foi reproche à sa première victoire d'être uniquement cléricale ; qu'elle se hâte de nous donner une victoire purement libérale. La presse, le droit de réunion, vont lui en offrir, au premier jour, l'occasion, et nos applaudissements ne seront pas moins vifs, car le service rendu à la France ne sera pas moins grand.

LÉOPOLD DE GAILLARD.

BULLETIN BIBLIOGRAPHIQUE

Le Sentiment de la nature chez les modernes, par M. V. de Laprade. — 1 vol. Didier.

Sous ce titre, M. de Laprade vient de publier la seconde partie de la remarquable étude dont le commencement a paru l'année dernière, et a obtenu un si légitime succès. La fin de ce savant et attachant travail ne recevra pas du public un moins favorable accueil, et nous nous bornons à annoncer le volume en attendant l'appréciation qu'il mérite.

La France guerrière, par MM. d'Héricault et Moland.— 1 vol gr. in-8. Garnier frères.

Les récits de guerre ont toujours été du goût de la France, et l'ouvrage que MM. d'Héricault et Louis Moland viennent de consacrer aux glorieux souvenirs de notre histoire, est assuré de rencontrer de nombreux et sympathiques lecteurs. Pour l'écrire ils ont recouru, aussi souvent qu'ils l'ont pu, aux chroniques et aux mémoires de chaque siècle, laissant fréquemment la parole, dans le récit des faits, aux héros mêmes ou à ceux qui les ont vus à l'œuvre. C'est donc une histoire vivante de nos victoires et de nos capitaines, depuis Vercingétorix jusqu'à Mac-Mahon, depuis le siége de Gergovie jusqu'à la bataille de Solferino.

Les tableaux des maîtres ont fourni l'illustration de l'œuvre, et font de ce livre un des plus beaux et un des plus émouvants qui aient été inspirés par nos annales.

Paul et Virginie. — In-4, illustré par H. de la Charlerie. Chez Lemerre.

Le chef-d'œuvre de Bernardin de Saint-Pierre vient de recevoir une ornementation digne de lui, et l'on peut dire que le crayon poétique et gracieux de M. de la Charlerie ajoute encore au charme et à la suavité du touchant récit qui a ému notre jeunesse. L'artiste est au niveau de la délicieuse idylle du poëte, il en a la douceur et la légèreté, il l'accompagne discrètement à travers les sites variés de l'Ile de France, et il a donné à sa figure de Virginie une grâce incomparable. D'un bout du livre à l'autre, c'est vraiment une vierge qui passe sous les yeux comme dans l'imagination du lecteur. On dirait une vision toute rayonnante d'innocence et de pureté.

On retrouve là toutes les scènes pathétiques du drame rendues partout avec une émotion et un charme égal. Mais le grand attrait de cette illustration poétique, c'est le nombre et la beauté des paysages. Les deux enfants y marchent entrelacés à travers des sites enchanteurs; ils passent des vallées riantes à la forêt sombre, de la plage au torrent, et toute l'île se déroule ainsi dans la succession de ses aspects séduisants et sévères pour aboutir au tombeau de Virginie, entrevu dans le clair-obscur de l'allée funèbre des Pamplemousses.

L'exécution typographique du livre est digne de l'artiste et de l'écrivain; c'est une des belles œuvres de M. Claye, et à tous les titres elle mérite d'avoir sa place sur le rayon de choix des bibliophiles et des amateurs.

Des affinités de la langue basque avec les idiomes du nouveau monde. — Caen, 1867.

M. H. de Charency ne se borne pas, dans ce travail, à signaler la ressemblance qui existe entre le basque et certains dialectes américains au point de vue grammatical; il y prouve que le basque a une singulière affinité avec toute la famille *algique*. Cette question a été déjà traitée par la Société d'anthropologie, mais nous semble encore plus savamment élucidée dans ce mémoire qui a été publié par l'Académie des sciences, arts et belles-lettres de Caen.

Pour les articles non signés : Camus.

L'un des Gérants : CHARLES DOUNIOL.

PARIS. — IMP. SIMON RAÇON ET COMP., RUE D'ERFURTH, 1.

TABLE ANALYTIQUE

ET ALPHABÉTIQUE

DU TOME SOIXANTE-DOUZIÈME

(TRENTE-SIXIÈME DE LA NOUVELLE SÉRIE [1])

NOTA.— Les noms en capitales grasses sont ceux des collaborateurs du Recueil dont les travaux ont paru dans ce volume ; les autres, ceux des auteurs ou des objets dont il est question dans les articles.

ABRÉVIATIONS : — C. R., compte rendu ; — Art., article.

---

[1] Cette table et la suivante doivent se joindre au numéro de décembre 1867.

FIN DE LA TABLE ANALYTIQUE DU TOME SOIXANTE-DOUZIÈME

TABLE

DU TOME TRENTE-SIXIÈME DE LA NOUVELLE SÉRIE

(SOIXANTE-DOUZIÈME DE LA COLLECTION.)

SEPTEMBRE 1867.

OCTOBRE.

NOVEMBRE.

DÉCEMBRE.

PARIS. — IMP. SIMON RAÇON ET COMP., RUE D'ERFURTH, 1.